

YVES PERSON

SAMORI

UNE RÉVOLUTION DYULA

Tome II



Réception de la mission « Allah
ihim » (d'après un dessin de Riou).
(Extrait de l'ouvrage : GALLIENI
« Deux campagnes au Soudan fran-
çais, 1886-1888 », p. 279).

MÉMOIRES DE L'INSTITUT FONDAMENTAL
D'AFRIQUE NOIRE

N° 80

YVES PERSON

SAMORI

TOME II



IFAN-DAKAR
1970

CHAPITRE VIII

L'OMBRE DE L'EUROPE

L'EMPIRE de Samori avait été construit dans le cadre des savanes méridionales, en réponse à la crise de la société malinké et tous les partenaires en présence étaient des Africains. La pression du monde extérieur s'imposa pourtant à lui dès qu'il atteignit son apogée. La marche à la mer de Lāngamā-Fali avait comme but unique la jonction avec les comptoirs britanniques et les campagnes de Samori sur le Niger l'opposèrent aussitôt aux Français du Soudan. Le conquérant gouvernait au début de 1885 plus d'un million de sujets, ce qui l'élevait à une grandeur sans exemple, mais des périls imprévus venaient déjà menacer cette étonnante réussite.

Les relations de Samori avec l'impérialisme européen allaient dominer toute la fin de cette histoire, mais elles avaient déjà pris corps sans attendre la crise de Sikasso. Bien avant de comprendre à quel destin il était voué, le conquérant avait fait la différence entre les commerçants de Freetown, fournisseurs traditionnels des dyula, et les guerriers pleins d'âpreté qui menaçaient sa frontière du nord. Le jeu subtil par lequel il allait tenter jusqu'au bout d'opposer des partenaires aussi divers possédait déjà ses règles, et celles-ci ne feront plus que s'adapter à de nouvelles conjonctures.

Les premières relations de Samori avec les colonisateurs ont de ce fait une importance considérable et il convient de les étudier avant d'examiner les structures de l'Empire dont elles allaient bientôt bouleverser les équilibres au point de le priver de sa raison d'être.

A) LES COMMERÇANTS DES RIVIÈRES

1°) LE PARTENAIRE BRITANNIQUE.

En étendant ses frontières vers la mer dès qu'il en eut la possibilité, Samori répondait aux besoins impérieux de son armée, mais il obéissait aussi obscurément aux traditions de sa famille, puisque les Turè, dès le XVIII^{me} siècle, avaient joué un rôle considérable dans le commerce des Rivières.

a) *Contradictions Sierra Léonaises*

Le partenaire qu'il recherchait était évidemment la Sierra Léone, car il ne pouvait ignorer que cette colonie, déjà ancienne, avait subi depuis le milieu du siècle une mutation profonde. Le développement de la navigation à vapeur avait donné une importance impériale à ce comptoir endormi. Freetown était devenu le seul point de charbonnage britannique entre Gibraltar et le Cap, si bien que la Royal Navy le considérait avec intérêt et se souciait de sa sécurité. De grandes firmes de commerce et de navigation s'y étaient en conséquence établies, comme Elder

Dempster and C^o de Liverpool dont une filiale, « La Sierra Léone Coaling Cy. » tenait la tête des affaires locales. Celles-ci étaient devenues très actives après 1870 et, dans la pure tradition du libéralisme britannique, elles profitaient à des maisons de toutes nationalités, comme Verminck de Marseille, qui allait se transformer en Compagnie d'Afrique Occidentale (C.A.O.) avant d'adopter le sigle illustre de C.F.A.O.

Destin des Krio. — Ce renouveau du colonialisme mercantile coïncidait avec la cristallisation d'une société originale. Un peuple nouveau était né sur la péninsule de Sierra Léone, du mélange des esclaves libérés par la croisière britannique avec des rapatriés du Nouveau Monde. On pouvait d'ailleurs distinguer parmi ceux-ci des « Marrons » de la Jamaïque et des loyalistes noirs réfugiés en Nouvelle Ecosse après l'indépendance des Etats-Unis, puis transférés à Freetown sous le nom de Nova-Scotians. Les survivances africaines restaient vivaces et certains groupes comme les Yoruba, connus sous le nom d'Aku, s'accrochèrent longtemps à leur langue et à leur culture. Malgré tout, dès le milieu du siècle, les créoles de Freetown, les Krio pour parler comme eux-mêmes s'étaient constitués en un peuple distinct. Anglicans ou Presbytériens, plus tardivement méthodistes, strictement vêtus à l'européenne et volontiers imbus de culture anglaise, encore que le pidgin qui naissait sur leurs lèvres fut appelé à une vie littéraire originale, ils calquaient curieusement la société victorienne. L'humeur raciste de certains s'en offensait, tel l'odieux Burton qui ne voulait y voir que singeries.

L'acculturation de ce groupe était si forte qu'il joua bientôt un rôle disproportionné à son nombre et, dans la seconde moitié du siècle, un flot croissant de ses fils ira chercher la consécration des universités britanniques. Certains atteindront la notoriété, en médecine et surtout en droit, comme l'illustre Sir Samuel Lewis (1).

A un niveau plus bas, ils remplissaient les petits cadres de l'administration et du commerce. Dans ce « tombeau de l'homme blanc » qu'était alors la Sierra Léone, leur présence était providentielle et les services qu'ils rendaient ne sauraient être surestimés. Leur action s'étendait bien au-delà de la colonie, surtout au Ghana et plus tard en Nigéria, où ils allaient donner naissance à des sociétés analogues. Celles-ci leur fournirent en retour des éléments valables comme Thomas George Lawson, de la famille royale d'Anécho (Togo), qui occupa pendant plus de quinze ans la charge d'interprète du gouvernement et dont nous allons voir l'influence profonde sur la politique britannique dans l'arrière-pays de Freetown (2).

On pouvait ainsi observer le spectacle, étonnant pour le XIX^{me} siècle, d'un groupe africain admis à fréquenter les couches supérieures de la société coloniale. On pourrait il est vrai, évoquer les vieilles familles du Sénégal, mais celles-ci provenaient d'un métissage surtout local, non du mélange d'immigrés de toute origine, et c'est sans doute cet enracinement qui les a empêchés de se constituer en une ethnie distincte. Leur rôle particulier allait d'ailleurs être étouffé par les traditions centralisatrices de la France, dès la fin du XIX^{me} siècle, au moment précis où la cristallisation du colonialisme britannique ruinerait les espoirs des Krio. Ceux-ci vont se trouver « remis à leur place », c'est-à-dire refoulés plus bas sur l'échelle sociale par l'intrusion de nombreux fonctionnaires européens, et les séquelles habituelles de racisme et de frustration ne tarderont pas à se manifester (3).

Krio et dyula. — Incapables de prévoir ce destin mélancolique, les Krio faisaient de la Sierra Léone, dans le troisième quart du XIX^{me} siècle, une colonie très exceptionnelle. Sa maturité économique et sociale aurait dû la lancer dans l'expansion territoriale, mais la conjoncture impériale, telle que la comprenait Londres, s'y opposait justement. Le *Select Committee* de 1865 avait proscrit toute annexion en Afrique Occidentale et suggéré d'orienter les colonies, si l'on ne pouvait pas décemment les évacuer, vers l'autonomie sinon l'indépendance.

Les Français s'installaient peu après dans les Northern Rivers, pour eux Rivières du Sud, qui allaient être le noyau de leur colonie de Guinée. Les traitants Krio voyaient ainsi leur échapper un domaine qu'ils croyaient bien tenir et ils en ressentirent de l'amertume (4).

Retenus par Londres, les gouverneurs ne pouvaient qu'enregistrer ce recul. Pendant un quart de siècle, bon gré mal gré, ils allaient se contenter de maintenir l'influence britannique sur la bande côtière, où un cordon douanier avait été progressivement installé. La garnison n'ayant pas le droit de quitter le territoire étroit de la Colonie, les Britanniques n'avaient aucun moyen d'intervenir dans les guerres qui opposaient les peuples voisins pour le contrôle des routes commerciales. Ne pouvant recourir aux armées, les chefs de la colonie allaient agir par voie diplomatique. Leur souci majeur était d'imposer des traités sur la liberté des routes et surtout de prendre contact avec les grandes puissances de l'hinterland, dans l'espoir d'attirer leurs caravanes à Freetown. Cette politique s'ouvrit en 1869 par le grand voyage de Winwood Reade au Sankarâ et au Burè. Elle connut vite des succès marqués comme les visites à Falaha et à Timbo du célèbre Blyden, dont un compagnon poussa même jusqu'à Kankan (1872-1873).

Cette ouverture vers les immensités du Soudan coïncidait justement avec une remarquable expansion du commerce et les Krio connurent alors une grande prospérité car ils fournissaient la plus grande partie du personnel nécessaire aux maisons de Freetown. Il faut pourtant souligner qu'ils travaillaient presque exclusivement dans le cadre du négoce européen, si bien que leur action, jusqu'aux dernières années du siècle, allait se limiter étroitement à la bande côtière.

Leur acculturation les éloignait trop de la vieille Afrique pour qu'ils s'y risquassent facilement, si bien qu'un Blyden voyageait comme un explorateur de race blanche. L'extension, ou le retrait, des Britanniques sur les Rivières les intéressait donc en premier lieu, mais il était naturel qu'après avoir saturé la côte ils se tournassent vers les immensités mystérieuses de l'hinterland.

On est alors frappé par un fait remarquable. Assez tôt, c'est-à-dire entre 1870 et 1880, les traitants Krio commencèrent à s'écarter de la mer, mais seulement dans la moitié sud de la Colonie. En partant du Sherbro ils allaient pénétrer les étendues anarchiques du Méné, frayant la voie à l'action du Gouvernement qui se déploiera soudain en 1889-1890. C'est que dans cette zone orientale, où la Forêt était farouche et close, le commerce à longue distance, de type soudanais, n'avait jamais pu s'implanter et le négoce était paralysé par d'innombrables courtages. Chaque petit chef laissait filtrer parcimonieusement quelques produits vers l'intérieur et les guerres intestines, dont la plus célèbre fut celle des Yomi, découlaient inévitablement d'un tel système. La demande croissante en produits européens le rendait pourtant insupportable et cette contradiction contribua assurément à la formation des grandes chefferies guerrières du dernier quart du siècle, comme celles de Nyagwa ou de Kai-Lundu (ci-dessus Chap. IV - E. 3). Il y avait là un domaine vierge et les Créoles surent l'exploiter (5).

La situation était tout autre dans le Nord de la Colonie, qui seul nous intéresse ici. Le commerce à longue distance y fonctionnait depuis plus d'un siècle, on l'a vu, mais il était monopolisé par les dyna et leurs réseaux de dyatigi. Depuis l'expansion du négoce britannique, les Créoles y jouaient un certain rôle, mais ils étaient réduits nécessairement à l'accueil des caravaniers dans les factoreries et, jusqu'à proclamation du protectorat britannique, en 1896, ils ne pourront prétendre à plus.

La sécurité des routes du Soudan les préoccupait au plus haut point, et ils ne cessaient d'alerter les autorités de Freetown, mais il était exclu qu'ils s'y installassent car la place était déjà prise.

Ils tenaient par contre toutes les issues maritimes, et, dans ces escales, ils collaboraient avec les colonies musulmanes qui s'y étaient fixées. Le débouché du Futa-Dyalō par la Mèlakori venait il est vrai d'être abandonné aux Français, mais il restait trois routes principales sur lesquelles la prépondérance britannique ne pouvait être contestée. La première permettait une liaison avec Timbo par le Tamiso et le Tambakha. Elle débouchait à Kambia sur les Scarcies et l'alliance des grands chefs Témné, Satān-Lahay puis Bay-Burè, consolidait l'influence de Freetown. La seconde qui donnait accès aussi bien au Futa qu'au Haut Niger par le Solimana, descendait à travers les escarpements du Limba méridional et gagnait Port Loko par deux itinéraires. Le premier, jalonné par les gros villages dyula de Manyoro, Karéma et Madina, traversait le pays Loko. L'autre, suivant la rive gauche du Mabolé, passait à travers le Témné oriental (Bōmbali, Buya) (6). La troisième route, enfin, se séparait de la précédente dans le Limba et retrouvait à Bènkya, sur le Haut Rokèl, la piste obscure qui assurait le débouché des orpailleurs du Kono. Elle descendait ensuite le fleuve jusqu'à Magbilé, le grand marché du Marampa, où résidaient les premiers traitants Krio.

Le rêve soudanais. — Sur ce large éventail, l'influence britannique était si forte que les ordres de Londres ne pouvaient l'empêcher d'empiéter sur le plan politique. Les esprits aventureux, caractéristiques de cette époque, cherchaient dans ces terres mystérieuses des aliments pour leurs projets. Si les Krio ne pouvaient se substituer aux dyula, les commerçants européens les plus actifs allaient rêver pendant les années 80 d'un chemin de fer qui drainerait vers Freetown les produits du Niger.

Comment ne pas laisser aller son imagination quand, du Mèlakori au Rokèl affluaient les caravanes du Futa, du Burè, de Kankan, voire même de Ségou, chargées d'or, d'ivoire ou de peaux, sans parler des captifs qui se vendaient ouvertement aux portes de la colonie. Ces fils du lointain Soudan venaient acheter des tissus et du sel mais, au XIX^{me} siècle, le grand commerce en expansion était celui de la poudre et des fusils de traite. C'était justement l'époque où tout l'intérieur de l'Afrique adoptait enfin les armes à feu, aussi bien pour la chasse que la guerre. Entre 1870 et 1880 allait en conséquence grandir un nouveau trafic : celui des fusils à tir rapide, destinés presque exclusivement aux grands chefs politiques désireux d'accroître leur puissance militaire. Les commerçants de Freetown s'y intéressèrent aussitôt et certains, comme la maison Bolling, en firent même leur spécialité.

Cette expansion allait fléchir un moment, de 1882 à 1885, quand la crise mondiale gagna les rives de la Sierra Leone. Les causes profondes de cette dépression resteront naturellement incompréhensibles à ses victimes qui y verront l'effet de la coupure des routes de l'hinterland, et chercheront dans une intervention de ce côté un remède à leurs maux.

Une crise de conscience. — Cette réaction sera sensible surtout dans l'opinion des Krio, qui s'exprimait depuis un quart de siècle par une presse proliférante et instable, la première qu'ait connue l'Afrique Occidentale. On la rencontre aussi au sein de ce club distingué qu'était la Sierra Leone Association (7), fondée en 1872 sous l'influence du gouverneur Pope-Hennessy (1871-1873). Cet Irlandais, hostile à toute expansion militaire, avait conquis la popularité des Krio en nourrissant leur espoir d'un Gouvernement autonome. Pope-Hennessy obéissait sans doute à une exigence personnelle, mais il allait bien dans le sens du Comité de 1865 qui espérait débarrasser la Grande-Bretagne de toute charge en Afrique Occidentale.

La conscience des Krio allait dès lors se trouver déchirée entre leurs rêves d'Africains et leur condition de sujets britanniques, mais l'espoir de l'autonomie réchauffait leur loyalisme victorien. Ils pensaient être appelés à incarner l'idée impériale dans cette partie du continent,

comme des Blancs le faisaient en Australie ou au Cap. Par là même ils se jugeaient le « sel de la terre », et s'imaginaient appelés à régénérer et civiliser la race noire, dont ils étaient l'avant-garde. Ces rêves se heurtèrent bientôt à une dure réalité car ces hommes étaient trop peu nombreux et trop pauvres pour agir par eux-mêmes. Ils se tournèrent alors vers le pouvoir impérial mais celui-ci ne songeait qu'à faire des économies, et ne considérait jamais leurs intérêts particuliers, comme le prouvait le négligent abandon des Rivières aux Français.

Beaucoup de Krio, comme Lewis, réclamaient une expansion territoriale qui sauvegarderait l'avenir de la colonie, mais ils craignaient que la métropole ne les taxât pour la payer. Bien qu'il incarnât cette politique, le Gouverneur Rowe était d'ailleurs peu populaire parmi eux en raison de son caractère autoritaire et tatillon, encore souligné par une attitude méprisante qui leur annonçait de tristes lendemains.

Jusqu'aux dernières années du siècle, quand tous leurs espoirs s'effondrèrent, les Victoriens noirs de Freetown allaient ainsi se trouver divisés. Le strict gentleman qu'était Sir Samuel Lewis exprimait assez bien une tendance impériale orthodoxe, ce qui ne l'empêcha pas de se heurter aux autorités à mesure que le rêve d'autonomie se dissipait. Il se sentira d'ailleurs de plus en plus isolé parmi ses compatriotes à mesure que grandira parmi eux un nouveau courant qui annonçait déjà les nationalismes du XX^{me} siècle. Ce parti s'incarnait parfaitement en la personne du docteur Edward Wilmot Blyden (8).

Les recherches récentes ont réveillé le souvenir de cet homme, d'une grandeur incontestable, et dont l'influence est sensible sur les nationalismes d'aujourd'hui. Né en 1832 dans les Antilles danoises, cet ecclésiastique presbytérien avait acquis une vaste culture, qu'il étendit aux langues sémitiques, après un voyage en Orient qui l'avait vivement impressionné. Ancien Secrétaire d'Etat du Libéria, il avait rejoint les Missions de Sierra Leone en 1871 et servi d'agent politique à Pope-Hennessy, pour le compte de qui il visita Falaba (1872) puis le Futa-Dyalō (1873). La découverte des musulmans peuls provoqua alors une véritable révolution dans sa pensée.

Il menait au sein de la Société Krio, mais aussi parmi les missionnaires, une lutte difficile pour le respect des valeurs africaines, généralement méprisées comme barbares. Ce protestant eut la révélation soudaine, à Timbo, que la rédemption de la race noire devait passer par l'Islam si elle voulait échapper à la barbarie sans renier son africanité par l'imitation servile des Blancs, à laquelle l'invitaient les missionnaires. Ces idées eurent un certain succès car une conjonction naturelle s'opérait entre la vocation commerciale des Krio et celle des caravaniers musulmans. Blyden fut largement écouté et sa pensée allait être un vrai catalyseur du nationalisme, mais il était de ce fait inévitable qu'il se heurtât aux Missions européennes ainsi qu'à certains milieux britanniques.

Blessé par ces incompréhensions, Blyden allait quitter Freetown, où il reviendra d'ailleurs souvent pour reprendre sa carrière politique au Libéria. Battu aux élections présidentielles de 1885, il allait se partager entre ces deux pays, alternant les activités diplomatiques et l'enseignement, mais c'est en Sierra Leone qu'il terminera, en 1912, sa longue existence dans une studieuse retraite. Il est remarquable qu'il ait toujours gardé de bonnes relations avec l'autoritaire Rowe, et qu'il l'ait même fortement influencé en 1885, au moment où les Samoriens déferlaient vers la côte.

Si le vieux Lawson était trop empirique pour écouter ce remarquable intellectuel, son remplaçant, le jeune et distingué James Christopher Parkes, bientôt « *Superintendent of the Native Affairs Department* », n'était pas insensible à son prestige. Or ce brillant Créole marquera fortement la politique des gouverneurs envers Samori dont le voisinage allait obséder la Colonie pendant près de dix ans.

Sir Samuel Rowe. — L'histoire de la Sierra Leone, dans le dernier quart du siècle, est dominée par la puissante figure de Sir Samuel Rowe. Ce chirurgien militaire comptait déjà quinze ans de service sur la côte occidentale quand il assura en 1874 l'intérim du Gouverneur Kortright. Doué d'une grande vigueur physique, autoritaire, sinon despotique, c'était aussi un bourreau de travail, passionné des moindres détails de la vie administrative, et incapable de déléguer la plus infime parcelle de son autorité. Comme il joignait une certaine ruse à une grande obstination, on comprend qu'il n'ait pas toujours été populaire. « He never was a gentleman and has risen too soon » écrira de lui Festing.

Les écrivains français l'ont qualifié de francophobe et il ne pouvait guère en aller autrement. Son devoir le plus strict était en effet de défendre l'avenir de la Colonie et de son commerce, ce qui était impossible sans une extension de sa zone d'influence. Il y parvint d'ailleurs, en établissant le protectorat du Sherbro dès 1875 et en soutenant des chefs alliés sur les Scarcies, mais il devait ruser sans cesse, puisque Londres écartait obstinément toute annexion et toute nouvelle dépense. Dans ces conditions, Rowe était mal armé contre les empiètements insidieux de la France qui, après avoir éliminé les Créoles des Rivières s'efforçait de mordre sur les Scarcies. Il réussit dans une certaine mesure à contenir ce voisin avide par des intrigues habiles, mais il ne s'en contenta pas. Il songea même un moment à investir les comptoirs français en unissant la Sierra Leone à la Gambie à travers le Futa-Dyalō. Tel fut l'objet de la mission Gouldshury, qui sut prendre de court Bayol en 1881, mais qui n'aurait pu être fructueuse que si Londres avait renoncé à la politique de 1865.

Démission britannique. — Le gouverneur nourrissait certainement cet espoir et ses amis de la métropole l'y encourageaient. Il était lié personnellement à un personnage considérable, Augustus Hemming, *Principal Clerk*, c'est-à-dire Secrétaire Général du Colonial Office (9). Ce haut fonctionnaire était un expansionniste convaincu et il s'intéressait particulièrement à la Sierra Leone. Pendant une quinzaine d'années, les ministres allaient largement tenir compte de ses avis, mais ce n'est quand même pas lui qui déterminait leur politique et celle-ci fut généralement décevante pour les ambitions de Rowe. De 1880 à 1885, le cabinet Gladstone allait s'employer justement à étouffer toute velléité d'expansion britannique (10), brisant ainsi tous les espoirs de la Sierra Leone. Havelock, le nouveau gouverneur dut bientôt se rendre à Paris pour rechercher les bases d'un compromis et il aboutit à la convention frontalière du 8 juin 1882.

En amorçant une délimitation de la mer jusqu'à la Grande Scarcie, celle-ci consacrait la perte de la Mèlakori, mais limitait du moins les dégâts. Des incidents allaient se poursuivre de ce côté durant une dizaine d'années, du fait de la mauvaise foi des parties et de leur impuissance à s'imposer aux Africains, mais ce règlement ne devait jamais être remis en cause.

La Sierra Leone se voyait ainsi éliminée des Rivières du Nord au moment où les troupes de Borgnis-Desbordes amorçaient du Sénégal au Niger le vaste mouvement qui allait les amener sur les arrières de Freetown. Personne ne pouvait cependant prévoir une telle aventure et les Britanniques devaient logiquement, pour se consoler de leurs pertes, regarder vers les vastes étendues du Soudan qui paraissaient encore disponibles.

b) Premiers contacts

Le Soudan était la seule compensation possible à la perte de la Mèlakori et Rowe n'avait pas attendu la convention de 1882 pour s'orienter de ce côté. Toute sa politique envers le Futa-Dyalō n'avait pas d'autre sens et les commerçants de la Colonie nourrissaient les mêmes espoirs, quelle que fût leur nationalité. Ils employaient comme courtiers des Malinké de Freetown qui se

partageaient, comme dyatigi, les caravanes de l'hinterland. Le gouverneur faisait surveiller attentivement les mouvements de ces visiteurs et Lawson centralisait tous les renseignements dont ils étaient porteurs.

La lettre à Samori. — Au début de 1879, l'installation d'Agibu à Dinguiraye donna un coup de fouet au colportage et de nombreuses caravanes descendirent à Freetown en mars, par les Scarcies et Port Loko. L'une venait même de Ségou et Agibu lui avait confié au passage une lettre d'introduction (11). Lawson interrogea soigneusement ses membres et signala aussitôt à son chef que la situation de l'hinterland paraissait prometteuse. Rowe profita alors de l'occasion pour écrire aux principaux souverains, alors connus, en insistant sur sa volonté d'ouvrir les routes et son désir de recevoir leurs dyula. Parmi ces correspondants se trouvait un certain Samori, qui s'était récemment emparé du Balèya, et dont les acheteurs venaient de traverser le Futa-Dyalô en compagnie de gens de Diguiraye.

Il est certain que le Faama s'était déjà procuré des armes à Freetown, mais il semble qu'il n'avait jamais encore organisé de grandes caravanes et nous ignorons qui étaient jusque là ses fournisseurs. Son irruption sur le Niger et l'imminence du conflit avec les Sisé expliquent qu'il ait alors soudain accru ses achats sans prévoir que cela lui vaudrait d'être distingué par Rowe. La lettre qu'il allait recevoir était à vrai dire assez banale car le gouverneur y souhaitait simplement la poursuite des relations commerciales inaugurées par les dyula du Faama. Il confia ce message à deux agents d'origine malinké dont nous aurons à parler souvent : Sannoko-Madi et Mamadu Wakka. Ceux-ci emmenaient avec la lettre pour Samori des messages presque identiques destinées aux autres souverains de l'intérieur, et le principal but de leur voyage n'était autre que Ségou, qui excitait l'imagination des négociants de la place. C'est avec la ferme intention d'y parvenir qu'ils quittèrent Freetown le 13 avril 1879.

Une ambassade escamotée. — De longs mois passèrent ensuite, et c'est seulement le 2 octobre 1880 que Sannoko-Madi revint avec une nombreuse escorte. Après avoir traversé sans peine le Futa-Dyalô et le Dinguiraye, les envoyés de Rowe avaient rejoint Samori en août 1879 dans le Balèya, où il hivernait (13). Le Faama préparait alors la manœuvre qui allait lui permettre d'éliminer simultanément Kankan et les Sisé. Il n'était pas encore en état de diriger ses armées vers la mer mais il comprenait que des relations directes avec les Britanniques lui seraient précieuses. Il reçut donc fort bien les envoyés et annouça qu'il enverrait une ambassade les rejoindre à Dinguiraye pour descendre en leur compagnie à Freetown. Cette tâche incombait à Foday Alassanah Suroomadee à qui il confia des cadeaux destinés à Rowe et qu'il habilita à négocier sur le développement du commerce. Agibu, inquiet, joignit alors à la mission le Toucouleur Alfa Cham pour surveiller les Samoriens et défendre ses propres intérêts. Mamadu Wakka avait cependant poursuivi sa route vers Ségou où il allait intriguer contre Gallieni tandis que son camarade se trouva bloqué à Dinguiraye par une recrudescence des raids Huhbu. Las d'attendre, Sannoko Madi, profita finalement d'une accalmie, pour gagner en hâte le Futa-Dyalô et rejoignit la mer par la Mélakori (14).

Cette réponse qu'on n'attendait plus remplit d'espoir les Britanniques. Le chief-justice Streeten, qui assurait l'intérim de Rowe en congé, organisa une fastueuse réception pour présenter à la société de Freetown ces hommes qui annonçaient les richesses du Soudan (15). Il comprit fort bien qu'Agibu était impuissant à ouvrir l'accès du Niger à la Colonie et il traita désormais Samori sur le même pied que les Toucouleurs malgré les intrigues d'Alfa Cham qui aurait voulu assurer à son maître une sorte de monopole (16). Le 13 octobre, Streeten écrivit aux deux

souverains des lettres presque identiques et les confia, avec des gros cadeaux en numéraire, à Alfa Cham et Suromadee (17). Quand il vit partir les deux hommes vers leurs maîtres respectifs, le Britannique s'imagina qu'il avait noué des liens solides avec les maîtres du Soudan.

Cet espoir était présomptueux. Une partie de l'ambassade samorienne disparut en effet avec les fonds sans que Freetown en fût avertie et le silence total qui suivit allait durer trois ans (18). Les Britanniques finirent par admettre qu'ils avaient perdu le contact de l'hinterland lointain (far interior).

Trois années de silence. — Ces années d'isolement allaient justement être décisives pour Samori qui élimina alors ses derniers grands rivaux, se heurta aux colonnes françaises à Kéñyérā et Bamako, puis unifia le Konyā sous son autorité en écrasant Saghadyigi. La disparition de son ambassade l'avait empêché de rester en relation avec le gouverneur, mais on peut être assuré que seule l'urgence des tâches qu'il affrontait le détournait de la mer. Ses dyula continuaient sans doute à visiter Freetown, par la route du Futa-Dyalō, et si nous n'entendons plus parler d'eux, c'est évidemment qu'ils n'étaient pas groupés en grandes caravanes.

Rowe manquait désormais pour animer la politique qu'il avait conçue. Hostile à l'utilisation des Krio le gouverneur était entré en conflit avec Londres qui décida bientôt de le muter dans une colonie plus importante mais moins politisée, en l'occurrence la Gold Coast. Pour souligner qu'il ne s'agissait nullement d'une sanction, Rowe fut d'ailleurs fait chevalier au moment de son transfert.

Son remplaçant, le capitaine Arthur Havelock, rejoignit son poste à la fin de 1881, mais il n'avait pas une aussi forte personnalité et la chance le desservit. Malgré l'accord frontalier qui le protégeait désormais des empiètements français, son gouvernement allait traverser une succession de crises qu'il n'avait pas les moyens de régler. C'est ainsi que la guerre des Yoni, qui traînait depuis 1860 aux portes mêmes de Freetown, avait repris avec la plus grande vigueur dans les dernières années de Rowe. Comme Havelock manquait de troupes, il dut recourir à de longues négociations et il crut triompher quand la paix fut conclue en 1883. C'était aller trop vite car tout fut rompu dès le début de 1884 et le ministre, déçu, décida de transférer le gouverneur à la Trinidad, en septembre, à l'occasion d'un congé.

On lui reprochait surtout d'avoir mis la Colonie en banqueroute, bien qu'il ne fut pas responsable de la crise mondiale qui avait suivi l'euphorie des années 80. Si le gros commerce, quoiqu'ébranlé, tenait bon, la masse des traitants Krio était réduite à la misère. Les victimes en accusaient les « guerres de l'intérieur » qui empêchaient les caravanes de venir à la côte, et surtout l'anarchie des tribus côtières dont la faiblesse de Havelock était rendue responsable (19).

Le retour de Rowe. — Les firmes de Freetown, comme la plupart des Krio, réclamaient une protection militaire du commerce et tous regrettaient à présent l'énergique Sir Samuel Rowe. Ils demandèrent à Londres son retour et ils eurent facilement gain de cause (20). Bien que Hemming l'ait averti qu'il serait aussi démuné que son prédécesseur et qu'aucune annexion ne serait autorisée, le gouverneur accepta de revenir dans sa Colonie favorite. Il débarqua à Freetown en janvier 1885.

Les circonstances étaient telles qu'il devait inévitablement décevoir ceux qui l'avaient réclamé. Le règne de Gladstone touchait pourtant à sa fin et Salisbury allait remettre la Grande-Bretagne sur la voie de l'expansion impériale. On pouvait espérer qu'il renoncerait peu à peu aux

principes de 1865, mais sa grande politique devait nécessairement l'orienter vers l'Océan Indien et l'Afrique du Sud. La côte occidentale allait donc être sacrifiée, une fois de plus car elle n'était bonne, dans cette perspective, qu'à servir de monnaie d'échange (21).

Rowe, dépourvu de tout, lutta pourtant avec acharnement contre la banqueroute et l'anarchie. Décidé à briser tous les obstacles, il se fâcha à nouveau avec les Créoles et se heurta violemment à Lewis, mais le commerce, conscient des contraintes qu'il subissait, ne lui retira pas sa confiance. Sur ses derniers jours, Rowe eut le sentiment d'avoir échoué, mais notre impression est tout autre avec le recul du temps. Malgré toutes ses déceptions, il sut préparer la mutation de la Sierra Leone et contribua plus que quicouque à affermir sa personnalité. L'expédition du Colonel de Winton contre les Youi, en novembre 1887, marqua en effet la reprise de l'expansion territoriale (22), et ce n'était pas la faute du gouverneur si des années précieuses avaient été perdues (23).

On ne s'étonnera pas que Rowe ait attaché une importance extrême au commerce Soudanais, mais, sur ce plan, toutes les règles du jeu venaient d'être bouleversées. L'irruption des Français sur le Niger menaçait depuis 1883 la position de la Colonie et, dès son arrivée à Freetown, le gouverneur s'était trouvé confronté aux Samoriens qui dévalaient vers les Rivières.

2°) LES ESPOIRS SOUDANAIS DE LA SIERRA LEONE.

a) Définition d'une politique

Havelock était certainement en partie responsable des trois ans de silence qui avaient snivi le départ de Sannoko Madi. La reprise des raids Hubbu arrêta le commerce sur la route de Falaba, mais il se poursuivait normalement sur celle du Futa et de Dinguiraye, si bien qu'on peut parler de démission britannique. La gratification annuelle promise par Gouldsbury à l'Almami de Timbo n'allait être versée qu'en 1884, et sur réclamation de l'intéressé. Des envoyés du roi de Falaba, d'Agibu, et même de Ségou, continuaient à visiter Freetown, mais le gouverneur ne se préoccupait plus d'eux et négligeait même de payer les traitements promis à ces souverains. Il se contentait de surveiller vaguement les événements de l'hinterland (24).

La peur de Samori. — C'est seulement au début de 1884, avec la marche rapide de Langamā-Fali et la chute de Bokëtto, que les Samoriens apparurent à l'horizon de la Sierra Leone. Havelock s'en montra d'abord satisfait car la disparition des Hubbu ramenait le calme sur la route de Falaba et les dyula affluaient de nouveau sur les Scarcies (25). Dès le 9 avril, le gouverneur écrivit donc à Samori pour déplorer que les bonnes relations établies quatre ans plus tôt aient été rompues. Il le félicitait de vouloir ouvrir les routes mais il s'inquiétait de l'approche d'une armée puissante et rappelait que les gens de Falaba étaient des amis de la Reine (26).

La destruction des pillards Hubbu avait été agréable au commerce de Freetown, mais cette euphorie ne dura guère. La Colonie, avec sa médiocre garnison, réalisa soudain qu'elle n'aurait plus affaire aux petites milices des chefferies côtières, mais, pour la première fois, à une puissante armée soudanaise. Elle sentit sa faiblesse et craignit surtout que la destruction des peuples du voisinage, ses partenaires de longue date, n'annulât l'avantage que lui valait la reprise du grand commerce. Ces craintes parurent d'abord fondées. Dès fin avril, la panique régnait de Port-Loko à Kambia, où des agents de Samori lisaient la circulaire menaçante de Fodé Dramé en

exhibait le bras et la jambe coupés d'Abal. On apprenait en même temps que le siège de Falaba était mené activement, malgré l'avertissement du gouverneur, tandis que les Limba du chef Suluku (Bumbā, Biriwa) réclamaient du secours, bien qu'aucun traité ne les liât aux Britanniques (27).

Les commerçants britanniques continuaient bien entendu à vendre des armes aux envahisseurs et l'impuissance des autorités à contrôler les événements s'avéra totale. On a vu que Falaba tomba en octobre, ouvrant largement à Lāngamā-Fali la route de la mer. L'affolement régna aussitôt sur la côte, même parmi les chefs qui pouvaient compter sur la protection britannique. C'est ainsi que l'Alkarli de Port-Loko se cotisa avec ses voisins pour envoyer un cadeau aux envahisseurs (28).

Havelock avait quitté le pays en septembre, et le chief-justice Pinkett (29), qui assurait l'intérim, s'efforça de rassurer ses alliés. Ses lettres ternes et sans fermeté n'y seraient certainement pas parvenues si l'étrange inertie des Samoriens ne lui avait pas alors porté secours (30). Bien que les conquérants ne rencontrassent plus d'ennemi sérieux, on a vu qu'ils arrêterent soudain leur offensive et leurs caravaniers se rendirent à Freetown en décembre pour déclarer que leur seule ambition était de commercer librement (31).

L'Ambassade de Dauda. — L'inaction de Lāngamā-Fali s'expliqua bientôt quand on apprit qu'une grande ambassade, venant de la lointaine résidence de Samori, approchait pour négocier solennellement avec le gouverneur. Le conquérant venait de prendre le titre d'Almami et d'instaurer un régime théocratique tandis que son Empire acquérait ses frontières définitives. En bon dyula, il s'intéressait depuis longtemps au commerce des Rivières, et il y mettait une passion nouvelle du fait que ses premiers contacts avec la France avaient été douloureux. On ne peut douter que Samori ait alors décidé de jouer la carte britannique et il est significatif qu'il ne confia pas le soin des négociations à Lāngamā-Fali qui venait de lui ouvrir la route de la mer. Il attachait à cette question une telle importance qu'il organisa personnellement à Bisāndugu une ambassade exceptionnelle chargée de négocier avec la Sierra Leone. Il mit à sa tête Dauda Kaba, un notable de Kaukan, rallié dès avant la chute de la ville et depuis longtemps familier de Freetown. Ce délégué fut assisté par un Konyānké, Karamogho Lāsana Turè, qui allait devenir le principal acheteur d'armes de Samori, dont il se disait parent. En arrivant à Musaia, la mission s'adjoignit Nalifa-Mudu qui avait suivi Lāngamā-Fali pour organiser le commerce et allait devenir l'agent de l'Almami en Sierra Leone.

On a vu que cette ambassade descendit triomphalement de Falaba à Kambia, en préparant la soumission de la région (32), et qu'elle n'hésita pas à s'immiscer, menace à l'appui, dans la guerre civile du Morèa (33). Elle débarqua à Freetown au soir du 29 janvier 1885. Pinkett lui réserva une réception extrêmement solennelle, et organisa le 31 une parade militaire pour lui donner une haute idée de la puissance britannique. Les intérêts des parties coïncidaient d'ailleurs si largement qu'il leur était facile de s'entendre. Les Samoriens s'engagèrent à maintenir les routes ouvertes au commerce et, comme preuve d'amitié, ils promirent de ne pas molester les amis du gouverneur. Ces accords restèrent pourtant oraux, car Pinkett, simple intérimaire, ne voulait rien signer. Il renvoya Dauda avec des cadeaux, mais sans lettre pour l'Almami (34). Les tractations les plus importantes furent certainement menées en coulisse par Lāsana Turè que les dyula de Freetown présentèrent aux grands négociants de la place. C'est alors que fut organisé le commerce officieux des armes qui allait fonctionner avec une intensité croissante jusqu'en 1893, en dehors de la Grande Révolte.

La crise d'avril. — Rowe débarqua quelques jours plus tard, le 11 février et il ne manqua pas de critiquer la faiblesse de son prédécesseur. Il se rendit aussitôt à Port-Loko pour assister à l'intronisation du nouvel Alkarli et les renseignements qu'il y recueillit sur les sofas lui paru-

rent troubles et inquiétants (35). Il avait recruté en Grande-Bretagne un vieil officier retraité, le major Festing, qu'une piété fervente et une certaine fantaisie poétique ne détournèrent pas de poursuivre la fortune qu'il n'avait pas trouvée au service de la Reine (36). Le gouverneur fit de lui l'un des *Travelling Commissioners* dont il avait décidé la création pour amorcer enfin la pénétration de l'hinterland (37). Festing fut d'abord absorbé par la guerre des Yoni à laquelle il chercha en vain une issue diplomatique, mais les problèmes samoriens allaient bientôt retenir toute son activité.

Le pessimisme de Rowe parut justifié en avril, quand Lāngamā-Fali submergea les Limba et reprit sa marche sur les Scarcies, en détruisant le Tambakba et en isolant Freetown du Futa-Dyalō. A vrai dire, Lāngamā-Fali appliquait strictement les ordres de son maître. Il s'était arrêté après la chute de Falaba dans l'attente d'un accord avec les Britanniques et il avait repris son offensive, au retour de Dauda Kaba, parce qu'il croyait désormais le gouverneur consentant. Il ne menaçait Kambia, Port Loko et Magbèli qu'en raison des troubles qui y régnaient, mais il était tout disposé à épargner les protégés de Rowe si les routes restaient ouvertes (38). Des dyula, qui vinrent à Freetown fin juin, confirmèrent ses intentions pacifiques, si bien que, le 3 juillet, Rowe renvoya en leur compagnie l'interprète Sannoko-Madi, l'ancien hôte de Samori (39). Cet agent trouva l'envahisseur à Samaya, dans le Tambakha, et l'invita à épargner le pays Témné qui était « la ferme du gouverneur ». Le Kèlètigi le reçut très bien et le renvoya avec une lettre énumérant les pays qu'il acceptait de respecter comme protégés des Britanniques. Il chargea son homme de confiance, Nalifa-Mudu, d'accompagner l'interprète à la côte avec une forte escorte et de faire part à Rowe de ses intentions.

La mission de Nalifa Mudu. — A l'approche de cette mission, au début d'août, l'affolement régna de nouveau à Port Loko. Rowe avait justement proposé à Londres, le 18 juin, d'envoyer Festing auprès de Lāngamā-Fali pour trancher clairement tous les problèmes en litige. Le 6 août, il reçut l'accord du secrétaire d'Etat, le Comte de Derby, mais les pluies l'obligèrent à remettre ce voyage à plus tard. Il se contenta donc de diriger le major sur Port Loko pour y accueillir Nalifa-Mudu le 8 août. Le gouverneur affirmera par la suite qu'il avait ainsi évité un drame majeur car les Témné étaient résolus à attaquer les sofas (40). La grande palabre qui fut tenue à cette occasion réussit en tout cas à ramener le calme, et le 10, la mission entra à Freetown où le gouverneur la reçut aussitôt (41).

Nalifa-Mudu allait séjourner en Sierra Leone jusqu'au début de septembre, en mettant définitivement au point les relations des sofas avec les Britanniques. Il déclara de vive voix que « Samori désirait placer tous ses pays sous la protection de la Reine », mais Rowe n'y vit qu'une formule de politesse et il n'en rendra compte qu'un an plus tard, quand il apprendra que l'Almami traitait avec la France (42). Il est bien certain que Samori ne songeait pas à abandonner sa souveraineté, mais ce message n'était sans doute pas dépourvu de signification. Au moment où il se trouvait confronté à l'agression de Combes, il est vraisemblable que le conquérant ait voulu établir une alliance étroite avec les Blancs de la Côte, qui paraissaient ses amis naturels et lui fournissaient les armes nécessaires à sa puissance. C'est ainsi que Nalifa-Mudu se lia d'amitié avec les Krio les plus influents, et notamment avec Parkes, le futur *super-intendant of native affairs*. C'est aussi alors qu'il visita les principales maisons européennes, particulièrement la compagnie française Verminck et la Sierra Leone Cooling Company. Ces relations allaient s'avérer durables et désormais, jusqu'en 1893, le commerce de Samori à Freetown sera du ressort de Nalifa-Mudu.

Celui-ci quitta la Sierra Leone le 4 septembre, porteur d'une lettre aimable mais ferme du gouverneur qui exigeait qu'on laissât en paix ses alliés (43). Cette demande était faite au bon moment car l'agression française venait de faire rappeler beaucoup de sofas dans l'est. La crise d'octobre fit là-dessus avorter l'intervention des Samoriens au Morèa et leur expulsion du Tam-bakha et du Tamiso (44) donna à Rowe l'occasion de confirmer ses bonnes dispositions envers l'Almami. Il accueillit en effet le bolotigi Karfala Kamara, que le chef du Samo avait sauvé des insurgés, et il le renvoya par Port Loko sous la protection de l'Alkarli. Ce geste fut apprécié par Lāngamā-Fali qui insista pour présenter à Samori le chef de l'escorte Témnè. Ce dernier rejoignit effectivement l'Almami à Kangyéra (= Kényéba-Kura) où il assista aux négociations du premier traité qui allait unir le conquérant aux Français (45). C'est seulement en juin 1886 qu'il rentra de cette aventure, surprenante pour un homme des Rivières. Il remit alors à l'Alkarli une lettre de son hôte qui se disait plein de gratitude, et annonçait qu'il autorisait la reconstruction de Falaba par égard pour le gouverneur.

Projets de Rowe. — La visite de Nalifa-Mudu avait permis à Rowe d'arrêter définitivement sa politique envers Samori. Il jugeait que l'autorité du conquérant dans l'hinterland devait être soutenue car elle était conforme aux intérêts de la paix de la civilisation, et surtout à ceux des commerçants de Freetown. « It would be an undoubted gain if it could be exercised under english influence ». Cette phrase montre que Rowe se sentait, sur ce point, en accord avec les Krio, et leurs relations orageuses connurent alors une éclaircie. Il est d'ailleurs probable qu'il fut influencé par Blyden car celui-ci publiait au même moment dans les *Weekly News* une série d'articles très élogieux pour l'Almami (46).

L'approche des sofas avait un instant effrayé la Colonie, qui les comparait aux Madhistes du Hant Nil et craignait d'être ruinée par un pouvoir musulman hostile. Mais voici que les nouveaux venus, une fois maîtres des routes des caravanes, se montraient bien disposés et aidaient même à développer le commerce du Soudan (47). Dès lors, le gouverneur allait passer outre aux réticences des Témnè ou Limba, que le voisinage des conquérants terrifiait, sans se rendre compte qu'il risquait de lancer ainsi ces gens dans les bras du rival français. Rowe voyait une chance inespérée dans les avances de Samori, ce qui ne veut pas dire qu'il songeait à le soutenir ouvertement contre la France. Il était trop réaliste pour oublier que ses maigres forces suffisaient à peine à tenir la côte, mais ses arrière-pensées n'en étaient pas moins évidentes. Puisque Londres persistait à lui interdire toute expansion territoriale, il fallait se consacrer à étendre l'empire commerciale de la Colonie aussi loin que possible. Comment ne pas accueillir ce vaste Empire qui s'offrait et qui se montrait capable d'assurer aux pistes caravanières une paix qu'elles n'avaient jamais connue ? Des lieux commerciaux de plus en plus étroits, renforcés par une habile diplomatie pourraient le faire tomber plus tard dans l'orbite britannique. Le jour où Londres renierait enfin sa politique de démission, l'Union Jack pourrait ainsi flotter d'un seul coup jusqu'aux portes de Ségou.

Il est cependant clair que la Colonie, dans l'état où elle se trouvait alors, ne pouvait pas établir un protectorat effectif sur l'Empire de Samori, même si celui-ci l'eût vraiment réclamé. Rowe ne songeait pas à installer un agent permanent chez l'Almami, comme le souhaitaient, selon Lawson, les notables de Freetown (« many of our leading men »). Lewis allait le déplorer deux ans plus tard et il parlera longtemps avec nostalgie de la grande occasion manquée. C'était là une illusion. S'il y avait une possibilité en 1885, Rowe ne la laissa nullement échapper. Il tenta même de l'exploiter, dans la faible mesure de ses moyens, mais rien ne pouvait prévaloir sur le fait brutal de la conquête française. C'est avec une véritable angoisse que Sir Samuel reçut,

à partir de juin 1886, des informations nombreuses et convergentes selon lesquelles Samori venait de se lier à la France. La crainte très justifiée de voir ses rivaux encercler la Colonie et ruiner son commerce allait désormais hanter le gouverneur jusqu'au jour de sa mort.

Stabilisation. — La situation militaire s'était pourtant stabilisée, épargnant au pays les horreurs de la guerre. Retirés derrière la Kaba, les Samoriens surveillaient le Tambakha, mais ils avaient renoncé à intervenir dans le Morèa. Ils limitaient leur emprise au Haut Sānda et au Loko ainsi qu'au Limba, diminué du Tōnko. Depuis la fin de 1885, leur dispositif s'était reporté vers l'est sur Mafindi-Kabaya, et Lāngamā-Fali guerroyait chez les Kisi. L'ordre régnant sur la route de la mer, celle-ci n'inquiétait plus ce chef, et il en laissait la surveillance à des petites garnisons, sous l'autorité du Kèlètigi de Karèma, en pays Loko (48). Ces sofas isolés s'appuyaient sur les musulmans locaux, particulièrement les dyula de Madina, et ils surveillaient de très près les autochtones. Bien qu'on fût alors aux plus beaux jours de la théocratie, la conversion des masses n'avait pas été exigée dans ces Marches lointaines. Les chefs avaient été contraints de rallier l'islam, du moins du bout des lèvres, comme Suluku, du Biriwa-Limba, qui avait pris le nom d'Amadu, mais leur mécontentement se fondait sur des réalités plus concrètes. Ils partageaient les sentiments de leurs gens, que les réquisitions de vivres et de bétail, sans parler de nombreux enlèvements d'hommes libres, réduisaient au désespoir.

A l'extrémité de leur domaiue, les sofas ne rencontraient pas une frontière britannique clairement définie. Légalement, le territoire de la Colonie se limitait toujours à la péninsule, dont les forces armées n'avaient pas le droit de sortir. L'influence du gouverneur était pourtant incontestée parmi les « chefs sous traités » dont les territoires constituaient un protectorat de fait, sinon de droit. C'est justement pour les visiter que Rowe avait institué des *Travelling Commissioners*. Tel était le cas du pays de Kambia et du Tōnko-Limba, sur les Scarcies, du bas Sānda, de Port-Loko et du Marampa sur le Rokèl. En fait, comme le montre la lettre de Lāngamā-Fali à Rowe, cette influence diffuse s'étendait bien plus loin, jusqu'aux limites de l'occupation samorienne, car tout le monde se réclamait du gouverneur pour échapper aux conquérants. C'est ainsi qu'à l'est de Port-Loko, le Kasé, le Safroko Témné et le Buya appartenaient à la sphère britannique bien qu'ils n'aient jamais signé de traité. Il en allait de même du lointain Bōmbali, sur la frontière du Limba. C'est seulement en 1887, après l'expédition du Yoni, que l'autorité du gouverneur s'étendra au sud du Rokèl et qu'elle couvrira l'ensemble du pays Témné, en exceptant toutefois sa fraction orientale, le Kuniki, que les Samoriens allaient bientôt occuper.

L'opinion publique faisait d'ailleurs pression sur le gouverneur pour qu'il imposât des traités à tous ces chefs afin de s'assurer d'instruments diplomatiques à opposer aux autres puissances coloniales (49).

Cette année 1886 est en tout cas remarquable par le calme extrême, qu'elle connut, du moins sur la frontière des Samoriens, car, plus au sud, la crise du Yoni battait alors son plein. Le gouverneur s'employait à garder contact avec l'Almami par tous les moyens, faisant interroger systématiquement les dyula de passage et envoyant de fréquents messages à Suluku dont la position sur la frontière accroissait l'importance.

A Freetown même, sans intervenir dans le commerce des armes, qui se développait sans entraves, les autorités veillaient au bon accueil des visiteurs. Elles reçurent à plusieurs reprises des plaintes contre des dyatigi de la place, et elles firent chaque fois rendre justice à leurs visiteurs (50). Lawson et le jeune Parkes, qui devait bientôt le remplacer, menaient ces affaires avec une grande maîtrise, sous le contrôle lointain de Festing. Ils se transformaient d'ailleurs eux-mêmes en dyatigi au profit des principaux Samoriens, qu'ils hébergeaient et introduisaient auprès des grandes maisons de la place.

b) Un statu-quo incertain

En jouant de la crainte des sofas, le gouverneur parvenait à faire régner l'ordre chez ses alliés les plus turbulents, le long des routes du Nord. Il invita à plusieurs reprises Suluku à lui rendre visite, mais sans aucun succès, car ce chef était persuadé que s'il bougeait de chez lui, les occupants ravageraient aussitôt son pays (51).

Le fait essentiel est que les Britanniques et les Samoriens voyaient leurs intérêts coïncider dès qu'ils considéraient la sécurité du commerce. Par la menace ou la persuasion, ils visaient surtout à assurer le passage paisible des caravanes, donc à faire tenir les populations tranquilles. Quand celles-ci subissaient avec impatience la lourde domination des Samoriens, les appels au calme du gouverneur étaient pour elles la preuve d'une complicité et elles n'auraient pas réagi autrement si elles avaient connu les véritables projets de Rowe.

Mécontentement des Limba. — Le gouverneur désirait pourtant que les sofas agissent moins rudement pour ne pas pousser la population au désespoir. Dès janvier 1836, la crise couvait dans le Biriwa Limba où Suluku, du fait même de sa puissance, supportait mal la morgue des occupants. Rowe rappela à l'ordre le chef des Samoriens et envoya une lettre de protestation à l'Almami (52). Une réponse arriva le 28 mai, par le caravanier Mamadu Kaira, qui venait faire des achats en Sierra Leone et elle venait du conquérant en personne. L'Almami confirmait qu'il ne voulait pas molester les alliés du gouverneur, mais il prenait la défense des siens, en rappelant qu'il était nécessaire de traiter sévèrement ceux qui troublaient les routes, et en insistant sur le fait qu'il était parfaitement renseigné (53). Quelques jours plus tard, le Santigi de Port Lokko, qui revenait des rives du Niger, remit une lettre encore plus aimable, mais où figurait la menace d'envahir le Tambakha si ses pistes restaient fermées (54).

Il semble pourtant que Samori avait donné des consignes de modération car Lāngamā-Fali s'efforça bientôt de rassurer ses voisins si bien que tout se calma pour plusieurs mois (55).

Cette quiétude restait fragile. En fin d'année, quand les Samoriens saisirent la récolte de riz pour préparer la guerre de Sikasso, la tension apparut aussitôt plus forte que jamais. Tandis que des renforts affluaient chez les Loko, qui reprenaient le combat contre le Bōmbali, Lāngamā-Fali envahit alors le Kono et le Kuniki. De son côté, sur les marches du Futa-Dyalō, Bilali réduisait le Taniso à l'état de désert.

L'inquiétude était générale, et, cette fois encore, c'est Suluku qui paraît avoir animé l'agitation hostile à Samori. Il en laissa pourtant les risques à son voisin Sumā, l'Almami du Wara-Wara, qui réclama formellement l'intervention des Britanniques, dans une lettre que Freetown reçut le 1^{er} novembre (56). Le capitaine Hay, qui assurait alors l'intérim de Rowe, en congé, envoya l'interprète Mamadu Wakka enquêter sur place (57). Celui-ci rapporta que les sofas n'avaient commis aucune exaction particulière mais qu'ils étaient soucieux de la fermentation des esprits, et qu'à l'appel des dyula de Madina, ils faisaient affluer des renforts (58).

Hay écrivit aussitôt à Samori pour protester puis, au début de janvier, quand le bruit courut que les conquérants allaient attaquer le Bōmbali, il invita Suluku à s'opposer à leur mouvement (59).

La menace française. — Inquiet de cette agitation, Hay avait télégraphié à Londres pour réclamer le retour du major Festing, alors en congé comme le gouverneur, car il jugeait nécessaire de l'envoyer d'urgence négocier chez les Samoriens. L'intérimaire paraissait suivre ainsi une

idée chère à Rowe, mais ce dernier s'inspirait de soucis plus vastes que le danger de troubles sur les routes commerciales. Depuis mars 1886, il était préoccupé par des rumeurs de plus en plus précises sur les négociations de Samori avec la France. Les acheteurs de l'Almami, qui descendaient à Freetown, niaient qu'il existât autre chose qu'un traité de paix (60), mais les informations de Paris parlèrent bientôt de protectorat et la presse s'emplit d'articles pittoresques sur le voyage de Dyaulè-Karamogho en France. En octobre, le gouvernement de Paris confirma l'existence d'un traité mais il refusa d'en communiquer le texte (61).

Cette incertitude créait à Freetown une véritable anxiété et les bruits qui couraient attestent que l'opinion ne comprenait pas la véritable position de Samori. Certains craignaient qu'il ne devînt un simple instrument des Français au point de menacer militairement la Colonie. Le gouverneur, par contre, ne se décidait pas à admettre la réalité du traité, et il voyait les choses plus froidement. Il savait bien que son partenaire se livrerait pieds et mains liés aux Français s'il tarissait la source de son armement et il en concluait sagement que la Colonie n'avait rien à redouter de lui.

Avec beaucoup de clairvoyance, Rowe présentait d'ailleurs des menaces plus réelles. Si Samori s'intégrait au système français, un étau protectionniste allait se refermer sur la Colonie et en ruiner le commerce. Telle était bien l'intention des officiers du Soudan, puisqu'ils voulaient user des traités avec Samori comme d'un titre international pour établir les droits de la France sur l'arrière-pays de Freetown, jusques et y compris le Limba (62). Les Britanniques n'en avaient pas encore la certitude mais ils voulaient savoir à quoi s'en tenir, pour empêcher la catastrophe, s'il n'était pas déjà trop tard.

La première mission Festing. — C'était donc dans ce but et pas seulement pour protéger la route commerciale, qu'il fallait envoyer un officier à Samori. Il ne pouvait s'agir, dans l'esprit de Rowe, que du major Festing.

On a vu qu'il y avait songé durant la crise de 1885 mais l'apaisement qui suivit la visite de Nalifa-Mudu, puis les soucis de la guerre des Yoni, l'en avaient détourné (63). Les lettres aimables de l'Almami l'y ramenèrent car il écrivit à Londres le 19 juin 1886 : « L'amitié de Samori est trop importante pour en laisser la charge à l'Alkarli. Il faut envoyer un officier à Falaba et je propose le Major Festing comme le plus convenable ». Il partit cependant en congé quelques semaines plus tard et, comme il ne croyait pas Samori engagé envers la France, il n'hésita pas à déclarer que l'affaire ne présentait aucune urgence (64).

Les nouvelles de Paris le firent bientôt changer d'avis, ainsi que la crise du Limba qui réclamait une intervention rapide. Après l'avoir consulté, le Secrétaire d'Etat, Lord Stanhope, autorisa alors, le 5 janvier 1887, l'envoi d'un officier pour pacifier le Biriwa et remettre une lettre à Samori. Festing écourta aussitôt son congé pour s'embarquer dès la fin de février (65).

Pour Sir Samuel, la grande politique soudanaise devait en tout cas primer sur les soucis locaux, si bien qu'il critiqua vivement la conduite de son intérimaire qui craignait, selon lui, à la catastrophe en poussant Suluku contre les Samoriens. Il songea même un instant à interrompre son congé pour se substituer à Festing et aller en personne visiter l'Almami (66). Stanhope s'y opposa par souci de faire vite en raison de l'approche des pluies, et par crainte qu'un voyage spectaculaire du gouverneur ne fasse trop de bruit sur le plan international. Dans cet esprit, Salisbury décida que Festing ne dépasserait pas Bumbā où il allait rendre son arbitrage, et qu'on avertirait seulement Samori qu'un officier le visiterait après les pluies. Stanhope télégraphia ces instructions à Hey dès le 3 mars. Une fois de plus, la métropole reculait donc et sacrifiait légèrement les ambitions soudanaises de la Colonie.

En attendant Festing, l'inquiétude avait d'ailleurs grandi à Freetown. Le 18 février, Lāsana Turè était arrivé de Bisūndugu, après avoir semé la panique au passage en annonçant que Lāngamā-Fali avait reçu l'ordre d'arrêter Suluku (67). Hay n'y crut guère car le « cousin » de Samori était porteur d'un message oral fort amical, qui démentait la cession du pays aux Français et confirmait sa volonté de garder ouverte la route de Freetown. Comme il fallait pourtant rassurer la population, le gouverneur intérimaire renvoya Lāsana pour annoncer à l'Almami la visite imminente d'un Européen (68). Le télégramme de Stanhope lui infligea quelques jours plus tard un démenti gênant, mais il s'employa du moins à organiser le voyage écourté de Festing, dès que celui-ci eut débarqué.

Bien que cette mission improvisée se trouvât dès lors réduite à un modeste objectif, le major allait être le premier Britannique à pénétrer en territoire Samorien. Il fut donc profondément déçu quand Hay lui remit, le 4 mars, des instructions d'un caractère absolument paralysant. Par sa seule éloquence, appuyée de quelques cadeaux, il devait convaincre les Limba de ne pas se révolter et les sofas de ne pas les maltraiter. Son escorte minuscule ne lui permettait pas d'imposer sa volonté et on lui interdisait de toute façon d'engager la responsabilité britannique (69). La lettre qu'il devait transmettre à Samori n'avait guère de signification car, à côté d'une vague déclaration d'amitié et d'un appel à modérer les sofas, elle ne promettait la visite du major que pour après l'hivernage (70).

Festing à Bumbā. — Dans ces limites étroites, la mission fut un succès. Quittant Freetown le 8 mars, Festing suivit, à partir de Port Loko, la piste commerciale du sud, qui contournait les positions samoriennes pour rejoindre le pays Limba à travers le Bōmbali et le Safroko. Tout au long de la route, en zone d'influence britannique, il réunit des palabres et réussit à calmer les gens, en affirmant que le amis du gouverneur n'avaient rien à craindre mais qu'ils devaient cultiver en paix et ne pas molester les caravanes (71).

Une tâche d'une difficulté extraordinaire l'attendait à Bumbā, où il entra le 27 mars, car Suluku le voyait venir en libérateur et comptait sur lui pour expulser les Samoriens. Il fallait donc le détromper sans se l'aliéner, tout en s'efforçant d'établir un *modus vivendi* entre les indigènes et les occupants. La brutalité extrême de ceux-ci consterna Festing, mais il s'imposa le rôle d'un arbitre impartial (72). Durant deux grandes palabres, les 1^{er} et 2 avril, il expliqua que la Reine, comme Samori, voulait que la paix sur les routes soit telle qu'un enfant puisse y passer librement et il mit en garde tous les assistants contre les abus de la force. Il finit par obtenir un accord général quand les Samoriens promirent de ne plus commettre d'exactions à Bumbā et de rester paisiblement dans leurs garnisons, à condition que les routes soient libres (73). Tout le monde se réconcilia alors sur le dos de Lāsana Turè dont les racontars avaient, disait-on, tout envenimé. Ce caravanier, qui servait d'espion à Samori, était l'objet d'une véritable haine de la part des sofas de Lāngamā-Fali, et ceux-ci firent chorus contre lui avec les autochtones.

Festing eut par contre le plus grand mal à faire admettre à Sori-Ulé que son voyage s'arrêtait-là. Ce jeune chef ne savait comment annoncer la chose à Lāngamā-Fali, car ce dernier attendait l'Européen et avait même fait préparer sur sa route des relais de ravitaillement.

Les instructions du major l'empêchaient de céder et, d'ailleurs, la fièvre l'accablait. Après avoir confié la lettre et le cadeau du gouverneur à un messager sûr, il reprit la route de la côte dès le 8 avril (74). En arrivant à Freetown, le 22, il était totalement épuisé, si bien qu'il s'embarqua deux jours plus tard, en hâte, sur le « Ténériffe » (75). Le 2 mai, déjà rétabli par l'air marin, il rejoignit Rowe en Gambie.

Quelques jours après le départ de Festing, le 9 mai, Nalifa-Mudu entra à Freetown avec un message de Lāngamā-Fali. Le Kèlètigi démentait les calomnies de Lāsana Turè, et promettait de respecter les « fermes du gouverneur », mais il s'étonnait du départ de Festing car Samori réclamait un Européen pour « juger entre lui et la France ». Rowe télégraphia alors à Hay de promettre formellement qu'il enverrait un officier dès que les pluies auraient pris fin (76).

c) Festing à Sikasso

Les palinodies de Rowe. — Le sort de la mission se régla à Bathurst durant les semaines qui suivirent. Malgré la brièveté de son voyage, Festing était le premier Britannique à avoir vu les sofas chez eux, et l'impression qu'il en ramenait n'était guère favorable. Il s'exagérait leur faiblesse et il pensait que leur voisinage était un danger pour la Colonie, bien que Samori n'eût pas l'intention d'offenser les Britanniques (77). Pour les éloigner, il fallait donc, selon lui, s'adresser directement à leur maître, comme Rowe venait de le promettre à Nalifa-Mudu. Deux courtes lettres de l'Almami, portées par des caravaniers, en août, puis en octobre, allaient d'ailleurs enregistrer cette promesse qu'il était dès lors difficile de ne pas tenir (78).

Sir Samuel s'appuya sur le rapport de Festing, qu'il transmit le 13 juin, pour démontrer la nécessité d'entourer la Sierra Leone d'une ceinture de tribus amies, à l'abri des ravages des sofas. Par ce biais habile, et grâce à l'appui de Hemming, il réussit enfin à fléchir l'hostilité de Londres qui craignait de se laisser entraîner dans l'engrenage des annexions. Dès la fin de juin, le Colonial Office annonça en effet qu'il avait obtenu les crédits nécessaires à l'envoi d'une mission chez Samori.

La grande politique revenait cependant au premier plan car, à partir d'août, la presse décrivit le voyage de Peroz et annonça que le protectorat Français s'étendait sur l'ensemble des Etats de l'Almami. Le 8 septembre, Rowe rappela à Londres qu'il s'agissait d'une question vitale pour la Sierra Leone et fit comprendre qu'il espérait être personnellement chargé de la mission. Il demeurait pourtant en Gambie, où il s'employait à limiter les empiètements de Fodé Kaba, et il ne comptait rejoindre Freetown qu'après l'expédition du colonel de Winton. Celui-ci devait écraser les Yoni en novembre et Sir Samuel ayant ainsi rétabli le prestige britannique, pourrait alors s'enfoncer dans l'arrière-pensée avec l'espoir qu'il serait encore temps de s'attacher Samori.

Londres était justement parvenue à la conviction que les prétentions de la France étaient fondées, mais qu'il fallait quand même envoyer la mission, « seule façon de savoir exactement ce qui s'était passé ». Le 16 novembre, Lord Stanhope télégraphia à Sir Samuel que son budget était approuvé et qu'il convenait de mettre Festing en route de toute urgence (80).

C'était là une déception pour le gouverneur, qui débarqua à Freetown le 1^{er} décembre, mais ne montra plus aucune bâte. On savait, depuis l'hivernage, que l'Almami menait une guerre difficile, loin dans l'est, contre un chef mystérieux nommé Kebah (= Tyèba). A la fin de décembre, Sir Samuel recueillit des bruits sur la défaite de Samori et manifesta la crainte que Festing soit incapable de rejoindre le conquérant (81). Là-dessus, il nomma le major président du bureau du Trésor et la mission paraissait enterrée quand, le 3 janvier 1888, le bulletin des lois de la République Française annonça la ratification du traité Peroz. Lord Stanhope jugea qu'il ne fallait pas craindre de courir certains risques pour éclairer la position britannique et il décida d'en finir (82). Le 7 janvier, il télégraphia impérativement à Rowe de mettre le major en route.

Festing avait subi avec beaucoup d'amertume les palinodies de ce chef qui allait lui inspirer jusqu'à la mort une véritable haine. Le vieil officier avait hâte de quitter le service, et son voyage chez Samori lui avait inspiré des rêves merveilleux. Nous sommes en effet, à l'épo-

que des compagnies à charte et l'imagination des Européens battait la campagne en Afrique. Festing voulait profiter de sa mission pour extorquer à Samori des concessions et monopoles extraordinaires, qu'il espérait mettre en valeur avec l'aide de la Maison Swanzy, dont l'agent à Freetown était alors son ami Alldridge.

Il faut avouer que l'attitude de Rowe était peu justifiée car, quelque fût la conjoncture générale, la situation s'aggravait dans l'immédiat hinterland. Les mauvaises nouvelles de la guerre de Sikasso, et surtout le départ de Lāngamā-Fali avaient rendu espoir à tous les ennemis de Samori. Depuis le début de septembre, Karimu, à la tête des Muritèy du Tambakha, avait chassé les sofas du Sānda et menaçait ceux de Karéma. Excité par les basses intrigues du traitant krio Whitfield, Suluku mobilisait de son côté pour prendre Sori-Ulè à revers et toutes les routes étaient dès lors coupées. Sidi-Baba, qui remplaçait Lāngamā-Fali à Mafindi-Kabaya, s'en était plaint au gouverneur, mais celui-ci n'avait rien pu obtenir de Suluku, qui répondait invariablement que la seule façon d'éviter la guerre était d'envoyer un Blanc pour expulser les sofas (83).

Une intervention britannique était donc indispensable et le gouverneur se résigna à la confier au major, comme il était prévu. Festing emportait les derniers espoirs de la Colonie, aussi Rowe le reçut-il à diner le 14 janvier avec le lieutenant-colonel Hill, chef de la garnison, le docteur Lamprey, Alldridge et, fait significatif, Blyden lui-même. Les instructions qu'il lui remit le 16 janvier portaient surtout sur le rétablissement de l'ordre au voisinage de la Colonie et particulièrement sur l'évacuation du Limba par les sofas. Elles n'insistaient guère, en revanche, sur la visite du major à Samori. On a le sentiment que le gouverneur, ne pouvant faire ce voyage lui-même, espérait que son officier n'y parviendrait pas. Il n'hésitait donc pas à nuire au but assigné par Londres, qui voulait établir dans quelle mesure l'Almami s'était engagé envers les Français et obtenir la promesse qu'il ne détournerait pas ses caravanes de la Sierra Leone (84).

De Freetown à Bisāndugu. — Après une semaine de préparatifs intenses, coupés de plaintes contre Rowe et ses manœuvres dilatoires, Festing s'embarqua finalement le 18 janvier (85). Il quitta Port-Loko par la piste du nord, de façon à rejoindre au plus tôt les Samoriens. Dès le 29, en arrivant à Karéma, il conféra avec Sori-Ulè et ses alliés musulmans (86) qui se trouvaient dans une situation désespérée, isolés par l'insurrection qui gagnait de tous les côtés. Karimu, installé tout près de là dans le Sānda, les menaçait directement tandis que les Kono et les Kurānko, vers l'est, risquaient de leur couper la retraite. Enfin, dans le nord, l'Almami avait massé ses guerriers à Bafodéa et les gens de Suluku s'étaient joints à eux.

Dans de telles circonstances, Sori-Ulè accepta sans trop de peine d'escorter Festing avec tous ces hommes. Grâce au major, il pouvait ainsi évacuer le pays sans perdre la face, et se procurait une bonne excuse vis-à-vis de ses chefs.

Festing le précéda le 1^{er} février à Bumbā où il enquêta sur les agissements de Suluku et les intrigues du traitant Whitfield. Le chef Limba l'accueillit avec joie et le Major comprit qu'il était prêt à tout accepter si on le débarrassait des sofas. Le 4 février, il lui fit signer un traité provisoire qui l'unissait au gouverneur par l'engagement d'assurer la sécurité du commerce (87). Sori-Ulè le rejoignit le 6 avec deux cents hommes, et, au cours d'une grande palabre, les Limba acceptèrent l'évacuation pacifique de leur pays (88). Ils ne purent pourtant pas s'empêcher de piller les sofas le lendemain, et un combat fut évité de peu.

Encouragé par ce premier succès, Festing avait hâte de rejoindre Sidi-Baba pour lui remettre intacte la garnison du Loko et confirmer la promesse que Suluku ne troublerait pas le commerce. Il reprit donc la route le 8 février mais le 15, au carrefour de Yagala, il faillit perdre la partie. Il s'y heurta en effet à une foule de guerriers de l'Almami Sumā, renforcés par

des Kurānko, qui voulaient faire un mauvais parti aux gens de Sori-Ulé. Le major ne dégagca ceux-ci qu'à force d'astuce et de diplomatie. C'est avec soulagement qu'il traversa le 16 la rivière Kifa, qui marquait la frontière du Solimana où l'autorité samorienne demeurait encore solide (89). Les gens de Festing en ressentirent aussitôt l'effet, car à partir de Sinkunia, où ils couchèrent le soir même, ils furent nourris gratuitement à chaque étape. Le major nota cependant que la population marquait une certaine impatience. Après une courte halte à Kalyèri chez Mānga-Isa, le seul chef du Solimana qui soutint encore Samori, il rejoignit Sidi-Baba le 27 février en sa résidence de Mafindi-Kabaya (90). Ce Kèlètigi, qui rentrait du Lélé, lui offrit une fastueuse parade, mais ce n'était là qu'un geste ostentatoire car les insurgés menaçaient déjà la place (91).

La première partie du voyage de Festing s'achevait ainsi et il aurait pu en rester là. Après l'évacuation de Sori-Ulé, le calme renaissait sur la route de Freetown, et Rowe n'en demandait pas plus. Mais le major avait recueilli toutes sortes de bruits durant sa marche, et il venait d'acquiescer la certitude que Samori, toujours vivant, poursuivait la guerre (92). Le 26, en arrivant chez Sidi-Baba, il avait vu un convoi de 420 charges de riz partir pour l'armée de Sikasso. En revanche, il ne savait toujours rien de précis sur le traité français, dont son hôte contestait naturellement la portée. Malgré la fièvre qui ne le quittait pas, Festing ne songeait donc qu'à poursuivre sa route vers Bisāndugu, où Sarānkēnyi assurait une espèce de régence en l'absence de son époux. C'est seulement là-bas qu'il saurait s'il était possible d'aller jusqu'à l'Almami et de négocier avec lui.

Sidi-Baba lui avait pourtant demandé d'attendre Lāsana Turè qui menait un convoi de bœufs à Freetown. Ce caravanier arriva le 3 mars avec une lettre de son « cousin », qui rappelait à Rowe la promesse de lui envoyer un Européen. L'hésitation du Kèlètigi disparut aussitôt, et Festing s'enfonça vers l'Est à travers un pays parfaitement inconnu.

La chance le servait car, quelques heures après son départ, survint un message de Sarānkēnyi qui intimait à Baba l'ordre de garder le Blanc en attendant l'accord de Samori. Sori-Ulé et Lāsana coururent sur les traces du voyageur, qui fut rejoint à Arafoëla, mais refusa de rebrousser chemin. Après avoir traversé sans hâte le Sānkarā, où les ravages des Sisé étaient encore visibles huit ans après leur incursion, il traîna quelque temps à Bagbè. Nalifa-Mudu, qu'il avait croisé par hasard, s'était joint à lui et l'hébergea bientôt à Kasa, son village natal, jusqu'au jour où, perdant patience, le major passa outre. Refusant dès lors de s'arrêter, il entra finalement le 22 mars à Bisāndugu (93).

Pendant près d'un mois, Festing allait se morfondre dans la capitale de l'Almami. Il était toujours très mal renseigné sur la guerre, et accueillait avec crédulité tous les bruits qui couraient, comme celui de la mort de Tyèba. Il finit quand même par apprendre les revers de janvier et la mort de Lāngamā-Fali mais la fin du siège n'était pas en vue, et il comprit qu'il fallait se rendre sur place s'il voulait voir Samori. Il y était d'autant plus résolu qu'il s'était persuadé qu'aucun traité ne liait l'Almami aux Français et qu'il pourrait en conséquence préserver les intérêts de la Colonie sans oublier les siens (94). La permission de gagner Sikasso n'arrivait pourtant pas et le major apprit finalement que Fasina, le chef de la garnison de Bisāndugu, avait averti son maître de l'arrivée d'un Européen, mais sans préciser qu'il s'agissait d'un envoyé officiel de la Reine. Quand ce malentendu fut éclairci, Samori demanda, en effet que le visiteur le rejoigne d'urgence (19 avril) (95).

Au camp de Samori. — Festing repartit le 21 avril et traversa le Wasulu et le Bāmbara qu'il jugea riches et peuplés, avant de s'arrêter quelques jours à Ntèntu, dont il remarqua le grand marché débordant d'activité. Mais, à partir du 9 mai, après avoir traversé le Baulé sous

les murs de Bougouni, il entra dans un pays désert et ravagé par la guerre, que les porteurs des convois parsemaient de leurs cadavres. Le 13, au-delà du Bagoé, la piste se trouva exposée aux coups de main des Sénoufo et le bruit courut que Tyèba avait ordonné d'enlever Festing. Celui-ci poussa de l'avant à travers les ruines du Kâmpo et du Kadi, si bien que, le 19, il atteignit Héérèmakono, le camp des assiégeants sous les murs de Sikasso. Fidèle à son style personnel, il y fit son entrée revêtu d'un bonbou et coiffé d'un turban (96).

Durant six semaines, le major allait être l'hôte de Samori, devant la capitale du Kénédugu (97). La description qu'il a laissée du camp des assaillants est remarquable, bien plus précise que celle de Binger, et il nous donne de précieux renseignements sur le déroulement du siège, surtout dans sa phase finale. Personne n'avait à vrai dire prévu un si long séjour. Le premier soin du visiteur avait été de s'enquérir, dès le 20 mai, de la position exacte de l'Almami à l'égard des Français. Quand son hôte déclara qu'il avait bien signé la paix avec la France mais qu'il ne s'était nullement lié à ce pays, ce mensonge répondait trop à l'attente de Festing pour qu'il le mit en doute (98). Il s'expliquait l'obstination désespérée de Samori devant Sikasso par la crainte de voir les Français profiter de sa défaite pour démembrer son Empire, et y voyait la confirmation qu'aucun texte ne le liait à eux. L'idée qu'un traité existait mais que Gallieni le violait allègrement ne paraît pas avoir effleuré le major (99). Sa tâche lui parut un instant fort simple car il n'avait qu'à faire signer un document déjà préparé, avant de rentrer à Freetown. Il lui fallut pourtant bientôt admettre que cet objectif n'était pas à sa portée. Si l'Almami avait menti, c'est que, dans la situation tragique où il se trouvait, le séjour d'un Européen dans son camp était d'une valeur inestimable. Il espérait que l'escorte de Festing combattrait avec les siens et il fut profondément déçu par le refus qu'il essuya. Le major accepta cependant de lui donner quelques conseils tactiques et il semble qu'il ne fut pas étranger au succès de l'assaut du 30 juin, qui allait enlever toutes les positions extérieures de Tyèba. Toujours est-il que la propagande samorienne utilisait sans scrupule la présence des Britanniques et les renseignements de Bamako prouvent que les défenseurs de Sikasso en étaient vivement impressionnés. On comprend donc que l'Almami ait rusé pour garder Festing en lui promettant qu'il signerait le traité après la chute de la place, qu'il prétendait imminente. Mais les semaines passaient et Tyèba tenait toujours. Festing, constamment malade, se rongea dans l'inaction tandis que l'hivernage s'établissait et que la révolte qui grandissait alors dans l'Ouest menaçait de lui couper le chemin du retour.

Une attente interminable. — Dès le 6 juin, après avoir épuisé ses vivres personnels, le major menaça de se retirer. Samori le pria alors d'attendre encore six jours, jusqu'à la clôture du Ramadan, après laquelle il tiendrait une grande palabre pour signer solennellement. Comme Dyaulé-Karamogho venait justement de rentrer au camp, après une démarche infructueuse auprès de Gallieni, le major s'imagina que cette rebuffade française déciderait son partenaire. La fête de clôture eut lieu le 11 et Festing, dès le lendemain, chargea Nalifa-Mudu de demander quand se tiendrait la palabre. A son grand ennui, Samori répondit qu'il fallait attendre encore quelques jours car Amadu Turè, qui approchait avec l'armée du Kabasarana, devait être partie au traité.

Le succès d'une attaque locale, dans la nuit du 13 au 14, rendit encore l'espoir au major. La ville allait enfin tomber et il pensait si bien toucher au but qu'il mit le commis Davies à recopier le texte. Le 18, Samori lui accorda une audience publique dans son sanyé, et le major proclama aussitôt que les Britanniques étaient sans ambitions territoriales. L'Almami ayant répondu qu'il désirait surtout que les constables combattent à ses côtés, Festing se retira furieux en annonçant qu'il n'attendrait pas davantage. Bilali se présenta le lendemain au quartier des Britanniques pour excuser son maître qui était fort ennuyé : « He said that he's at his wit's end in Kèba war, which drags its slow length along — and does not know what he says... His cheat in

re the French was the only stumbling back ». Samori se disait pourtant trop occupé pour l'instant, mais il annonçait qu'une nouvelle réunion aurait lieu dans deux jours et qu'Amadu Turè était déjà tout proche. En attendant, il chargeait Nalifa-Mudu d'étudier les clauses du traité que Festing lui exposa aussitôt avec la plus grande minutie. A l'échéance du 21, Samori trouva cependant le moyen d'être malade et c'est à Bilali que le texte fut présenté.

Le 22, un nouvel assaut général échoua en raison de la pluie qui empêcha d'incendier les toits de l'ennemi. Le lendemain, le major, malade, et surtout plein d'amertume, car il jugeait qu'on se moquait de lui, annonça à Nalifa-Mudu qu'il partirait le 25 si rien n'était signé. Cette résolution tardive s'expliquait en partie par l'indiscipline qui grandissait autour de lui, car ses hommes se trouvaient au bord de la mutinerie. Au jour dit, Ansumana vint cependant le prier de patienter encore et, en raison du mauvais temps, Festing annonça qu'il remettait au lendemain ses adieux officiels. Le 26, Samori, qui tenait une palabre le matin, lui avait donné rendez-vous pour le soir mais le major, saisi par un nouvel accès de fièvre et bloqué par une pluie hâtante, fut incapable de s'y rendre. Le 27, à 11 heures, c'est l'Almami qui se présenta à son visiteur avec Bilali, Kokisi et une suite nombreuse. De son lit, Festing commentait à nouveau le traité quand Samori répondit qu'il venait d'apprendre que Tyèba en avait signé un avec les Français. Il se décidait donc à accepter celui des Britanniques mais il devait consulter sa famille et donnerait sa réponse le lendemain. Festing croyait déjà triompher quand Nalifa-Mudu lui avoua que Samori ne signerait rien avant de rentrer à Bisândugu car il craignait qu'à cette nouvelle les Soudanais ne saisisent ce prétexte pour l'attaquer dans le dos et s'emparer de sa famille. Bilali ajoutait que, le moment venu, un messenger irait chercher Festing à Freetown.

Le major, écœuré, prépara alors activement son départ. Le 28, il envoya son interprète, en compagnie de Davies, remettre à Bilali un dernier cadeau de 20 livres destiné à l'Almami, et des sommes plus menues pour les Kélétiigi.

Festing guettait cependant une dernière chance et il crut le 29 qu'un miracle allait tout sauver. Le bruit courut en effet ce jour-là que le gouvernement français venait d'ordonner à ses officiers d'évacuer le territoire samorien qu'ils occupaient sans droit. Festing fit aussitôt annoncer, par Nalifa-Mudu, que c'était là le résultat d'une intervention de la Reine, qui manifestait ainsi sa puissance. Samori répondit qu'il allait lancer un assaut décisif le lendemain et qu'il avait besoin d'aide pour placer sa minuscule artillerie. Le major lui envoya le constable Peters et pria Dieu pour que le succès de son hôte mette fin à toutes ces complications. Le 30, effectivement, l'Almami frôla la victoire car toutes les positions extérieures de Sikasso tombèrent et Tyèba se trouva rejeté dans l'enceinte de la ville. Cet événement survint à point pour consoler le major de graves ennuis privés car il venait de prendre son interprète, Bairo, en flagrant délit de forfaiture (101). Il crut que les assiégés allaient enfin succomber et qu'il pourrait accompagner Samori dans son retour triomphal à Bisândugu où le traité serait signé.

Cet ultime espoir se dissipa quand il vit que son hôte se borvait à construire une nouvelle ligne d'investissement, comme s'il prévoyait de nouveaux combats. Le major ne pouvait s'obstiner davantage et il envoya Nalifa-Mudu, le 12 juillet, demander une audience d'adieu. Celle-ci eut lieu le 3 et Festing réussit, faute de mieux, à faire signer une promesse de traité, que l'Almami s'engageait à respecter si elle lui était présentée à Bisândugu, après la fin de la guerre (102).

La concession ferroviaire. — C'était un échec et, après de tels efforts, Festing aurait dû se montrer amer. Son journal atteste qu'il n'en fut rien. La joie du départ était pour lui sans mélange car, à côté de la mission politique qui n'aboutissait pas, il avait obtenu un succès total pour ses projets privés. Si son journal ne fait à ceux-ci que des allusions ambiguës, ses lettres

à Alldridge, qui figurent dans le rapport confidentiel relatif à sa mort, nous éclairent sur ses visées. Elles prouvent qu'il s'accrochait à l'espoir que Samori restait entièrement souverain car les concessions qu'il attendait de lui ne pouvaient être valables qu'à cette seule condition. Leur élément principal était la construction d'une voie ferrée qui devait drainer sur la Sierra Leone toutes les richesses de l'Empire dyula.

L'idée d'un chemin de fer de Freetown à Falaba avait été lancée dès 1872 par le docteur Blyden. Divers capitalistes liés à la Chambre de Commerce de Liverpool s'y étaient intéressés vers 1880, mais ils l'avaient abandonnée quand le Colonial Office refusa d'envisager l'octroi d'une subvention. Le projet venait pourtant d'être repris par Philip Lemberg, un riche israélite silésien qui disposait d'une forte influence parmi les négociants de Freetown et qui s'efforça d'y intéresser l'opinion Krio. Festing avait cependant compris que le projet ne pouvait prendre corps sans un élément concret, par exemple une concession signée de Samori.

L'étonnante obstination du major s'explique par la quête de ce document bien plus que par celle d'un traité qu'il n'avait même pas l'ordre formel de conclure. Les allusions de son journal permettent de préciser qu'il avait tâté le terrain le 29 mai et qu'il revint ensuite à la charge à chaque entrevue. Il aboutit finalement le 3 juillet, puisque son hôte lui accorda alors la concession ferroviaire et y ajouta même la dotation d'un terrain à Falaba. Samori le pressait de construire en ce point une factorerie dont la présence ferait, selon lui, reculer les Français et les écarterait de la route de Freetown.

Festing, à lire la lettre qu'il écrivit ce jour-là était positivement fou de joie. Il était persuadé que des capitalistes accepteraient de construire sur les fondations qu'il allait ainsi leur offrir. Plus précisément il comptait sur son ami Alldridge pour convaincre ses patrons de la puissante Maison Swanzy (103). Le major n'avait nullement conscience d'avoir abusé de ses fonctions : « I have only taken advantage of my position in my desire and endeavour to revive trade by the attempt to open up a new line of country ». Son imagination ne s'enflammait pas moins : « Almamy's country is practically a virgin country. It is open to me. Picture your mind's eye what a railway will do for all concerned ». Ce serait évidemment la fortune pour le promoteur, c'est-à-dire pour lui-même.

Tous ces beaux projets n'allaient laisser aucune trace et ils se trouvaient, à vrai dire, condamnés dès l'origine. Reposant sur l'idée que Samori n'était pas lié aux Français, ils étaient voués à s'effondrer. Le major était de toute façon sorti des limites de sa mission et aurait sans doute éprouvé des déceptions pénibles s'il était revenu. Quand il examinera ses papiers, en octobre, Hemming notera : « Making a treaty with Samudoo, Festing went beyond his instructions and, had he lived. I fear his action would have been blamed » (104).

Mort de Festing. — Il n'en fut pas question, car l'aventure s'était terminée tragiquement, dans la boue de l'hivernage. Dans l'euphorie du succès, le major avait consenti à demeurer deux jours de plus au camp de Samori pour que Bilali et Kokisi, qui étaient absents, puissent lui faire leurs adieux. Ils le rejoignirent seulement le 5 au matin, quelques heures après son départ, et lui remirent alors 18 anneaux d'or destinés à la Reine.

Le messenger qui précédait Festing avait été arrêté dans le Wasulu où l'insurrection s'étendait rapidement, attisée par les agents de Gallieni (105). Le major lui-même le traversa de justesse, après un court arrêt à Ntèntu, mais il eut beau prêcher partout la soumission à Samori, la route allait se fermer sur ses talons. Il croisa ainsi son ancien hôte, Fasina, en train d'escorter un convoi de riz vers Sikasso, mais il apprit bientôt qu'il avait dû rebrousser chemin.

Le journal du major se termine le 27 juillet à Bisāndugu, car l'infortuné fut frappé ce jour-là d'une fièvre bilieuse qui allait lui être fatale (106). Incapable de s'alimenter et généralement inconscient, il allait encore agoniser pendant trois semaines. Profitant d'une brève rémission, ses gens lui firent reprendre la route en litière, mais ils durent s'arrêter à Sininkoro, dans le Sānkarā, où Sidi-Baba s'était retranché pour tenir tête aux insurgés et où Festing s'éteignit le 17 août. Après avoir recueilli soigneusement ses papiers, le commis Davies et le Sergent Caltell rentrèrent le 15 septembre à Freetown (107).

Rowe devant l'échec. — La Colonie demeurait sans nouvelle du major depuis le 18 juin quand le constable Clarke était rentré après avoir traversé le Sānkarā insurgé où le chef des rebelles, Marin-Karanī Ularè, lui avait des avances (108). Le long silence qui suivit gêna beaucoup Rowe, d'autant plus que les Français réagissaient avec une promptitude extraordinaire à la nouvelle de cette intrusion dans leur domaine et déclamaient des explications qu'on ne pouvait leur donner (109).

Au moment où il apprit les ennuis de Festing, le gouverneur était d'ailleurs confronté à un immense bouleversement qui secouait l'hinterland. Quand Clarke se présenta à lui, l'extension de la révolte avait déjà rejeté les Samoriens si loin dans l'est qu'ils échappaient à l'horizon de Freetown. Ce constable apportait en outre la nouvelle, sinistre pour les commerçants de la place, que les Limba du Wara-Wara, encouragés par le départ des sofas, venaient de massacrer plusieurs centaines de dyula. Cette action bloquait complètement le mouvement des caravanes (110).

Rowe, épuisé et découragé, s'emharqua quelques semaines plus tard pour Madère où il s'éteignit le 28 août. En dépit du sentiment d'échec qui tourmenta ses derniers mois, il avait réussi envers et contre tous, et surtout contre Londres, à étendre l'assiette de la Colonie. L'écrasement des Yoni dégagait le Rokèl et le traité avec Suluku ouvrait enfin l'intérieur aux ambitions de la Colonie. L'heure était proche où Londres allait enfin désavouer sa politique de démission, et permettre aux successeurs de Sir Samuel de récolter ce qu'il avait semé.

3°) MUTATION DE LA SIERRA LEONE.

a) *L'anarchie dans l'Hinterland*

La transformation de la Sierra Leone devait être la tâche de Sir James Shaw Hay, un officier qui avait quitté l'armée pour se consacrer avec passion à la côte occidentale. Formé à l'école de Rowe, il allait travailler dans l'esprit du grand homme, qui l'avait souvent rudoyé, mais avec plus de souplesse et de modération. Il sera populaire parmi les Krio et la communauté musulmane lui présenta, dès le 22 novembre 1888, une adresse pleine de satisfaction et d'espoir.

Hay administrait la Gambie à la mort de Rowe et c'est seulement en octobre qu'il rejoignit Freetown où le lieutenant-colonel Malthy assurait l'intérim. Le nouveau gouverneur s'attaqua aussitôt de front à deux tâches essentielles : la prise en main de la zone d'influence que lui reconnaissait la France, et le rétablissement des routes de l'Hinterland, qui venaient d'être fermées.

Division des insurgés. — Pendant plus de vingt mois, les autorités britanniques allaient perdre tout contact avec Samori et elles ne recevaient que des échos affaiblis de la lutte furieuse menée par le conquérant contre la Grande Révolte (111). Aucune autorité ne s'était substituée à la sienne, si bien que les alentours de la Colonie se trouvaient aux mains d'innombrables chefs insurgés qui donnaient la chasse aux dyula.

Les cités Témné de Kambia et Port Loko demeuraient les bastions de l'influence britannique, mais la fermeture des routes les menaçait de ruine. Leur voisin, Pa-Koba, le grand chef des Loko, soutenu par les musulmans de Dyèli-Fodé et de Bonny, se voyait soudain abandonné par ses amis les Samoriens. Déjà directement menacé par Karimu, et mal vu par les Limba Suluku et Sumā, il craignait les représailles d'Abdnlay Karloko, le chef des Témné du Bōmboli. Comme ceux-ci étaient officiellement intégrés à la sphère britannique, il était naturel que Pa-Koba cherchât une garantie contre eux en se rapprochant du gouverneur.

Plus loin, vers l'intérieur, les insurgés du Kurānko occidental se partageaient entre Sayōn-Dēm̄ba et Morlay-Bwari. Ces chefs avaient contribué au massacre des dyula mais ils occupaient une région écartée et pauvre dont Freetown ne se souciait pas.

Dans le Nord, en revanche, des chefs trop compromis avec Samori, comme Yēnaba-Mudu, de Sinkunia, et Mānga-Isa, de Kalyèri, avaient cédé la place à des jennes insurgés. Sur la frontière du Futa, Alfa Umaru, dans le Huré, et Dōlédugu, dans le Kokunya, ne s'étaient ralliés au mouvement qu'à contre-cœur, pour éviter des représailles. Non loin d'eux, des Hubbu, libérés par les Limba ou rentrant du Bailo, avaient réoccupé le Fitaba sous les ordres de Modi Fiddya, un neveu d'Abal. Malgré leur petit nombre, cette reconstruction paraît avoir suscité un véritable affolement chez les Almami de Timbo.

Pour compléter le tableau, très loin de là, dans le Sānkarā mystérieux, Murīn-Karanī et Dalaularē-Mori combattaient toujours les sofas. Ils restaient cependant, pour l'instant, extérieurs à l'horizon des Britanniques.

En marge de cette anarchie, où une haine commune des dyula mettait seule un peu d'ordre, deux abcès de fixation allaient se former dans les derniers mois de 1888. Le premier mûrissait déjà dans l'est, entre le Rokèl et le Jong, où la bande de Kondob, un survivant de la guerre Yoni, troublait la frontière des Mèndé. Cette affaire d'aspect insignifiant allait avoir des conséquences très graves, mais seulement deux ans plus tard.

Ascension de Karimu. — Un danger immédiat grandissait par contre en amont des Scarcies, sur l'autre flanc des Britanniques. La route directe de Kambia au Futa-Dyalō, à travers le Tamiso, aurait dû en effet suppléer à celle de Falaba, fermée par le massacre des dyula. Il n'en fut rien, en raison de l'attitude du nouveau chef du Tambakba, le fameux Karimu, qui s'appuyait sur de nombreux mercenaires qu'on allait désigner sous le nom de Muritèy. Soucieux de venger son père, cet homme jeune et énergique confondait dans sa haine pour Samori tous les éléments dyula ou simplement manding. Après avoir réoccupé son pays, à la fin de 1885, il joua un rôle essentiel dans l'expulsion des sofas en 1887-1888. Il en profita pour imposer son autorité à une fraction du Tamiso méridional (Yana dans le Tala), ainsi qu'au Yobānji (Koto, Dubaya) aux Limba du Sèla et aux Témné du Haut Sānda (Kamala) (112). Il disposait ainsi d'une puissance redoutable, sans compter l'appui que lui assurait, derrière la Kolènté, Kondéto de Laya, alors maître du Bèna. C'est à ce dernier qu'il faut attribuer le ralliement de Karimu au parti français, qui s'imposait pourtant difficilement en basse Mèlakori. La logique de leurs ambitions poussait fatalement ces deux chefs contre les Britanniques. En partant du petit Etat militaire qu'il s'était constitué, Karimu voulait en effet descendre vers l'embouchure des Scarcies, mais il trouvait la route barrée par les Limba du Tōnko, et les Snsu du Bramaia (Kukuna), tous des vieux alliés de la Sierra Leone.

Le jeune guerrier affectait de considérer ces voisins comme des complices de Samori, au même titre que les Loko de Pa-Koba ou les dyula de Madina. Sa colère grandit à la fin de 1888

quand l'Almami Bômbo-Lahay (113) permit aux Loko de traverser le Tönko pour razzier le Tam-bakha. L'administrateur Forichon, qui rêvait follement d'étendre les frontières françaises en dépit des traités, encouragea alors ouvertement Karimu, ce qui rendit le conflit inévitable.

La diplomatie de Hay. — Hay ne le comprit pas tout de suite et s'obstina à rechercher un compromis. Son premier souci était de dégager les pistes fermées par l'insurrection. Comme le désordre régnait dans les anciens domaines de Samori, il était normal qu'il se tournât vers le Futa-Dyalô, qui offrait un havre de paix relative à courte distance et contrôlait l'un des accès au Soudan. Le statut international de ce grand Etat n'était pas clairement défini et Hay se hâta de reprendre le paiement du traitement promis à son souverain, après des années d'interruption (114). Le gouverneur, ayant les mains libres de ce côté, pouvait rendre au commerce deux routes, celle de Kambia et des Scarcies, la plus courte, ou bien celle du Limba, qui lui permettait de reprendre contact, par la même occasion, avec le Solimana.

C'est à cette dernière qu'il donna la priorité car il était urgent de renouveler le traité provisoire conclu entre Festing et Suluku, ainsi que d'établir les droits des Britanniques sur le reste de l'interland, aussi loin que possible en direction de Falaba.

Pour complaire à Londres il ne pouvait recourir qu'aux méthodes les plus prudentes de la diplomatie. Mamadu Wakka quitta donc Freetown le 17 décembre 1888, muni d'une faible escorte, pour visiter le Limba et le Solimana. L'Almami Baraka, chef des musulmans de la Colonie, partit à son tour le 21 pour les Scarcies, avec mission de ramener Karimu à de meilleurs sentiments.

L'interprète obtint un succès partiel. Quand il rentra à Freetown, le 2 février 1889, il avait lié le Solimana occidental (Sinkunia) au système britannique et était accompagné de délégués accrédités du Limba du Nord (115). Une caravane du Burè, la première depuis sept mois, s'était en outre présentée, après avoir traversé le rideau encore lâche du contrôle français (116). Mais Mamadu Wakka s'était heurté à une véritable hostilité de Suluku, qui accusait les Britanniques de soutenir les musulmans autochtones de Karéma et leurs complices Loko. En raison de la position du Biriwa sur la route de Falaba, cette attitude risquait de compromettre tout l'acquis des dernières années.

L'Almami Baraka croyait par contre avoir remporté un important succès car il ramenait des délégués du Bramaia et du Tamiso. Karimu, qui connaissait ses amitiés samoriennes, l'avait à vrai dire reçu très froidement, pour lui annoncer qu'il entendait commercer avec les Français de Benty. Il lui avait pourtant confié son frère, et un traité allait être conclu en son nom, le 23 avril, à Freetown. Bien que ce cas fût le moins favorable, il ne paraissait donc pas désespéré (117).

Karimu était cependant trop engagé dans le camp français pour pouvoir se reprendre. Deux jours après le départ de Baraka il avait reçu Soromadi, l'agent politique de Forichon, et allait envoyer des guerriers au Morèa dès le mois de mai pour combattre aux côtés de l'Almami Dauda (C.O. 267-376).

Malgré ces demi-échecs, Hay avait étendu sensiblement l'aire de l'influence britannique, et il ne pouvait faire mieux tant qu'on l'empêchait de proclamer la souveraineté de la Reine (118). Dans tous ces traités, une clause interdisait aux contractants de céder une portion quelconque de leurs pays sans l'accord du gouverneur et c'était là un titre international valable selon les normes de l'époque.

La crise des Scarcies. — Bien que la situation fût encore troublée, elle paraissait déjà fort améliorée quand Hay partit en congé, en laissant l'intérim au Chief Justice Patchett. Celui-ci était en fonction depuis quelques semaines à peine quand la crise rebondit soudain. On apprit en effet à Freetown, au début d'avril 1889, que Suluku s'armait et menaçait d'attaquer Port-Loko. Sannoko-Madi monta aussitôt à Bumbā et réussit à ramener le chef du Biriwa au bon sens. Il parvint même à le réconcilier de façon durable avec l'Alkarli, si bien que la route du Limba à la mer ne devait plus être sérieusement troublée (119).

La malchance poursuivait pourtant les Britanniques. Deux mois plus tard, leur position allait s'effondrer sur les Scarcies où Karimu levait enfin le masque. Il refusa en effet, de se rendre à Kukuna où l'Almami Abbassi avait convoqué, au début de juin, une palahre en vue de l'ouverture des routes (120). Forichon se rendit au même moment dans le Tamiso pour imposer le protectorat français à l'Almami Fodé à qui il ordonna de fermer la piste du Futa-Dyalô à Freetown. Karimu s'était justement installé dans le Sānda central et cherchait des alliés pour attaquer le Tōnko Limba (121). Il prit bientôt l'offensive et enleva l'île de Tāmbi, qui commandait, sur le Kaba, la frontière nord de ce pays. Les mercenaires Susu, les Muritèy, qu'il y installa, allaient tenir la place pendant plus de deux ans.

Karimu se jeta alors sur le Tōnko, qu'il ravagea horriblement, mais la guerre fit aussitôt tache d'huile car le parti britannique s'organisait malgré l'inertie de Freetown. Dès septembre, le vieux Pa-Koba avait lancé les Loko aux côtés des Limba et son vassal, Fombo Samura, menait la vie dure au Sānda (112). Bay-Burèh, le chef du Kasé, dont l'hégémonie était alors acceptée par Kambia et les Témné du Nord, se joignit bientôt à eux (123). Une véritable coalition se formait ainsi et Karimu, qui ne tarda pas à perdre l'avantage, décida de se jeter dans les bras des Français. Le 22 septembre, son frère se présenta à Forichon pour annoncer que le chef du Tambakha voulait placer son fils à l'école des otages de Saint-Louis et qu'il demandait l'aide militaire du Morèa. L'administrateur de Benty dut refuser, à son grand regret, mais il ne ménagea pas les encouragements à ce nouveau partisan et l'Almami Dauda envoya des renforts à Tambi (124).

Dans les derniers mois de 1889, les Scarcies étaient donc plongées dans le chaos. Raids et contre-raids se succédaient sans résultats décisifs et la route du Futa demeurait impraticable. A moins d'une intervention des Européens aucune solution n'était en vue dans cette crise stérile.

b) Une nouvelle Colonie

L'esprit du 10 août. — Malgré ces inquiétudes, cette année allait marquer un tournant décisif pour l'histoire de la Sierra Leone et, à vrai dire, pour toute l'Afrique occidentale. L'accord Franco-Britannique du 10 août 1889 en est le symbole. Salisbury, qui venait de rendre vigueur à l'impérialisme britannique, concluait ainsi un compromis avec le rival français. Réservant l'éternelle querelle du Nil, la Grande-Bretagne obtenait les mains libres sur l'Océan Indien et préservait l'essentiel de ses positions sur le Bas Niger. Sur la Côte occidentale, elle faisait de larges concessions à la France, et allait jusqu'à encourager son rêve de marche au Tchad. Les deux puissances s'étant ainsi partagé le butin, elles pouvaient en principe saisir leurs proies respectives sans risque de se heurter. L'accord du 10 août allait ainsi donner une nouvelle impulsion à la mainmise des Européens sur l'Afrique. C'est seulement six ans plus tard, quand les progrès de la conquête auront créé de nouveaux points de friction, et quand la conjoncture réveillera le problème du Nil, que la complicité franco-britannique sera remise en cause.

Au lendemain de cet acte mémorable, une parfaite euphorie régnait chez les deux partenaires, et les responsables allaient longtemps parler avec attendrissement de « l'esprit du 10 août ». Le succès avait été assuré par un petit groupe de hauts fonctionnaires, et ces mêmes hommes allaient poursuivre la partie avec autant de conscience que de passion (125). Tel était le cas de Hemming, qui s'était rendu à Paris pour la signature, et qui savait situer les problèmes dans leur perspective impériale sans oublier les vieux empiètements français. C'était surtout le cas de Hannotaux et d'Egerton, le secrétaire de l'ambassade Britannique à Paris, auxquels il incombait de veiller à l'application de l'accord. Jusqu'en 1893, ces deux hommes allaient se réunir presque chaque mois au Quai d'Orsay pour préparer la délimitation et étudier les difficultés nouvelles qui pouvaient surgir. Les conventions qui interviendront en 1890, 1891 et 1892 seront le fruit de leur travail.

La Sierra Leone autorisée à s'étendre. — Ce petit prélude à l'Entente Cordiale enlevait tout espoir à ceux qui animaient, sur le terrain, la rivalité des deux impérialismes. Il fallait bien se soumettre à la grande politique des Métropoles, mais la Sierra Leone trouvait alors le breuvage fort amer (126). Cette attitude est bien naturelle si l'on considère qu'il incombait à cette Colonie de payer une grande part des frais. Salisbury avait renoncé au Futa-Dyalô et accordait même à la France une route de Benty au Niger, pour couvrir le Sud de ce pays. Le rêve de Gallieni paraissait dès lors prendre corps, dans cet exutoire maritime qui s'offrait au Soudan et qui annonçait un Empire guinéen. Il faudra d'ailleurs vite déchanter, car la géographie tourmentée de ce corridor lui enlevait tout intérêt pratique. Les Français avaient par contre obtenu un succès majeur en faisant reconnaître leur protectorat sur Samori. Le rêve soudanais de Freetown échouait ainsi et la Colonie se voyait cernée dans un territoire étroit qu'aucune clause ne garantissait contre le protectionnisme grandissant de la France. Les dégâts étaient pourtant limités, car Paris concédait aux Britanniques la piste de Freetown à Falaba (127), ainsi que les territoires situés au sud-ouest d'un point astronomique voisin du Solimana, qu'ils fussent ou non tenus par Samori. Cette disposition neutralisait, aux yeux de Salisbury, les dangers du traité de Bisândugu, qui avait étendu jusqu'au Limba les prétentions des Français (128). La frontière n'était d'ailleurs pas délimitée au Sud du 10^{me} parallèle, ce qui laissait la porte ouverte à une expansion britannique sur la frange forestière.

Bon ou mauvais, l'accord existait et, dans le cadre des nouvelles frontières, il engageait la responsabilité de la Sierra Leone au-delà de la frange côtière. Cette fois, Londres ne pouvait persister dans la politique de démission de 1865 qu'en manquant à ses obligations internationales. Hay, soutenu par Hemming, employa son long congé de 1889 à intriguer en ce sens, si bien que le gouvernement céda et, semble-t-il, d'assez bonne grâce. Une page fut ainsi tournée le 1^{er} janvier 1890, quand une dépêche de Lord Knutsford prescrivit au gouverneur d'imposer des traités aux chefs de la sphère britannique (129).

Après 25 ans d'inertie obstinée, il fallait cependant forger les outils d'une politique nouvelle et Hay savait fort bien que le problème était surtout militaire. Or il ne disposait toujours que de la police urbaine, car la garnison n'avait pas le droit de quitter la Colonie, à l'exception du poste qu'elle entretenait à Robari, en pays Yoni, depuis novembre 1887.

Hay se contenta d'abord des constables de Freetown pour amorcer cette expansion dont Rowe avait en vain rêvé, mais il était évident qu'un tel expédient serait inefficace. Depuis 1888, le jeune lieutenant Lendy, qui commandait le détachement du Yoni, patrouillait sur le Haut Rokèl, tandis que le capitaine Crawford, en partant du Sberbro, amorçait la pénétration de vastes étendues inconnues du Méné. Cet officier connut un échec lamentable mais il allait être relevé dès le début de 1889 par le travelling commissioner Garrett qui traitera le 24 avril, à Panguma, avec Nyagwa, le fameux conquérant du Méné Oriental.

Stabilisation sur les Scarcies. — La nouvelle de l'accord du 10 août arriva à Freetown alors que le major Foster assurait l'intérim. Bien que cet officier n'eût pas l'autorité nécessaire pour inaugurer une nouvelle politique, il montra alors une certaine audace. Prélevant des constables sur la police urbaine, il les installa en effet à Bādasuma, sur la frontière libérienne. Cet acte, en soi insignifiant, amorçait une vraie révolution car c'était le premier acte d'autorité inspiré par la nouvelle politique. L'occupation britannique débordait enfin hors de l'étroite péninsule et plus rien ne devait l'arrêter avant la frontière que lui reconnaissaient les traités. Foster se tourna alors vers les Scarcies car il ne pouvait pas laisser Karimu y détruire le parti britannique. Le 21 octobre, à Sobani (Furikaria), il imposa un traité à l'Almami Bōmbo-Lahay chez qui il installa des constables pour protéger le Tōnko. Il se rendit ensuite à Kokuna, chez Abbasi, où il allait séjourner jusqu'au 19 novembre. A son approche, Karimu s'était retiré en territoire Français, en laissant le pays à la garde des Muritèy. L'Almami Dauda avait promis à Parkes que le chef du Tambakha viendrait négocier, mais il ne parvint pas à l'y décider. Foster dut bientôt se retirer et, comme il n'avait pas combattu, il sentait bien qu'il n'avait rien réglé (130). Dès son départ, Karimu reprit l'offensive dans l'est où il détruisit le Sèla, tandis que Parkes, qui gardait Kukuna avec quelques constables, prenait le Tambakha à revers (131). Garrett, qui le rejoignit bientôt, battit enfin Karimu et le rejeta dans le Bēna en décembre (132).

Un calme relatif se rétablit alors, ce qui permit à Garrett de restaurer l'influence britannique et de rouvrir la route du Futa (133). Le commissaire n'avait pourtant pas les moyens d'une solution définitive et il se retira, en février 1890, en laissant Karimu menaçant, retranché dans le Tambakha (134). L'humiliation des Britanniques sur les Scarcies passa dès lors au second plan, car le retour des Samoriens dans l'arrière-pays plongeait à nouveau la Colonie dans une extrême inquiétude.

Création de la Frontier Police. — Hay était rentré de Grande-Bretagne avec la permission de créer une force nouvelle, la *Frontier Police*, ce qu'il fit par l'ordonnance du 15 janvier 1890. C'était une idée qu'il avait lancée, dès le 30 octobre 1888, alors qu'il ne se trouvait pas encore en Sierra Leone. Des constables devaient occuper la zone d'influence britannique à mesure que les *travelling commissioners* l'étendraient en imposant aux chefs des traités opposables aux Français. Acceptée en principe, cette idée avait dormi pour ne revenir en surface qu'après l'accord du 10 août et Hay avait profité de son congé pour lever les derniers obstacles à Londres. Malgré les efforts de ses premiers chefs, le major Moore puis le capitaine Lendy, la valeur militaire du nouveau corps allait d'ailleurs longtemps rester médiocre. Tel quel, c'était cependant un instrument dont le gouverneur pouvait user où et quand il lui plaisait, et ce fait était en soi une vraie révolution (136).

C'était donc une colonie complètement transformée et en pleine croissance que les Samoriens allaient retrouver au début de 1890, quand ils surgirent à nouveau sur le versant de l'Atlantique après avoir pourchassé les insurgés sur des centaines de kilomètres.

4°) LES RIVIÈRES FRANÇAISES.

Quand les conquérants revinrent dans l'Ouest, à l'issue de la Grande Révolte, la Sierra Leone n'était d'ailleurs plus leur seul interlocuteur colonial. Le 1^{er} août 1889, les Rivières du Sud avaient en effet obtenu leur autonomie, ce qui consacrait la victoire du commerce sénégalais dans la future Guinée Française, deux semaines à peine avant que l'accord du 10 août n'en fixât les frontières.

Une genèse pénible. — Ces comptoirs avaient pris consistance en 1885 quand l'occupation effective de Konakry ferma la brèche de leur façade maritime face au domaine britannique des îles de Los (137). Administrés depuis Gorée par le docteur Bayol, ils demeuraient cependant insignifiants et leur réaction avait été nulle quand le flot samorien avait atteint leurs frontières quelques mois plus tard. Les administrateurs de la Mèlakori, de Joux puis de Beeckman, s'étaient bornés à rendre compte de la menace puis à enregistrer avec satisfaction, en fin d'année, le recul des sofas. Ils auraient été bien impuissants à leur tenir tête.

L'intervention de la colonne Plat, qui descendit du Soudan à la mer en 1888, à travers le Futa et le Tambakha, avait cependant permis aux Français d'imposer partout leurs amis. L'Administrateur Forichon, qui résidait à Benty depuis novembre 1887, était un homme énergique mais brouillon, voire brutal. Il avait réussi à installer l'Almami Dauda dans le Morèa, mais il avait déporté, sans qu'on sache trop pourquoi, Kōndéto, de Laya, qui dirigeait le parti français du Bèna. Au début de 1889, il était cependant bien en selle et le docteur Tautain, directeur politique de Gorée, le poussait à s'étendre aux dépens des Anglais. En apprenant le passage de l'Almami Baraka, Forichon était parti en tournée sur la Haute Scarcie et avait imposé le protectorat français à l'Almami du Tamiso, de façon à fermer au commerce britannique la piste de Freetown au Futa-Dyalō (mai-juin) (138).

Les ambitions de Ballay. — Le décret du 1^{er} août 1889 séparait la nouvelle colonie de la Casamance et obligeait le gouverneur à résider à Konakry, ce qui allait donner une nouvelle impulsion à la politique française (139). L'accord du 10 août, qui fixait l'assiette territoriale de la Guinée, aurait alors dû détourner son dynamisme vers le Futa-Dyalō. Ce pays, qui lui était clairement attribué, restait en effet à conquérir tandis que la frontière de la Sierra Leone ne souffrait plus la discussion, du moins dans ses grandes lignes (140). Il n'en alla pourtant pas ainsi. Forichon et ses successeurs, encouragés par Konakry, jugeaient que le traité faisait la part trop belle aux Anglais, étant donné le prestige qu'avait acquis la France à leurs dépens. Ils allaient donc poursuivre obstinément le rêve d'une révision et tous leurs espoirs reposaient désormais sur Karimu, dont la haine farouche des sofas, reportée sur les Britanniques, assurait la fidélité. En l'encourageant, les Français espéraient créer un fait accompli qui étendrait leurs frontières jusqu'à la petite Scarcie (Kaba), sinon même plus loin. Ils n'y parviendront pas mais, grâce aux mercenaires Susu, les fameux Muritey, la résistance militaire du Tāmbakha allait durer jusqu'en avril 1892, à la grande humiliation des Britanniques. Quelques semaines avant la chute de Karimu, Ballay, toujours obstiné, demandera encore à Paris de modifier le traité de 1889, de façon à rattacher ce pays à la Guinée.

Cependant, dès la fin de 1889, Forichon avait repris ses tournées vers l'intérieur, pour assurer à la France la route que le traité lui accordait sur la frontière sud du Futa-Dyalō. C'est ainsi que, le 23 décembre, à Wōsu, il reçut une délégation de Dōlédugu, l'Almami du Kokunya, et imposa un protectorat à ce pays (141). Les Français des Rivières annexaient donc une région qui avait été solidement intégrée à l'Empire samorien, contre qui ils prenaient ainsi clairement parti, deux mois à peine avant le retour des sofas.

Forichon n'eut pas le temps d'affronter ceux-ci car sa grossièreté envers Garrett le rendait indésirable. Le calme et résolu Lamadon, que Ballay mit à sa place en juillet 1890, n'aura pourtant pas d'autre politique (142). La Guinée rêvait de placer Paris devant un fait accompli afin de satisfaire sa faim de terre aux dépens des Samoriens aussi bien qu'à ceux des Britanniques. Ses projets ne devaient pas aboutir mais elle réussira du moins à prolonger la crise sur sa frontière méridionale.

Les relations des colonies côtières avec Samori et les peuples qu'il avait entraînés dans son orbite sont donc extrêmement significatives.

Bien que Français et Britanniques se trouvassent dans des conditions analogues et mûs par des ambitions commerciales identiques, qui les mettaient en concurrence, leurs politiques différaient profondément. Malgré la médiocrité de leurs moyens, la passion terrienne des Français des Rivières était aussi vive que celle des conquérants du Soudan.

Samori était naturellement porté du côté des Britanniques, qui acceptaient de contribuer à sa puissance tout en lui donnant l'illusion d'être un partenaire privilégié. Il faut pourtant avouer qu'il n'était plus le maître de son destin. Même s'il n'en avait pas conscience, il se trouvait réduit à la condition de monnaie d'échange dans les négociations que menaient, à Paris et à Londres, des diplomates distingués, pour le partage du continent.

L'Almami devait d'ailleurs se rendre compte que ses préférences ne pesaient pas lourd chaque fois qu'il se heurtait à l'argument sans réplique de la force militaire. En dépit de son amitié pour les Britanniques, ce n'est pas à eux, mais aux conquérants résolus qui le frappaient sur le Niger, qu'il allait être obligé de se lier.

NOTES

(1) Sir Samuel Lewis sera membre du Conseil législatif, entre 1882 et sa mort, en 1903. Il poussera constamment à l'expansion territoriale de la Colonie, mais sans pouvoir infléchir sérieusement la politique britannique. Il est d'ailleurs certain qu'il ne représentait pas l'opinion moyenne des créoles.

La vie de cet homme exceptionnel a été racontée par HARGREAVES dans un petit livre remarquable (1958). C'est la meilleure peinture dont nous disposons sur la société créole, son esprit et ses aspirations. La position de Lewis, vis-à-vis de l'expansion de la Colonie et des théories de Blyden, y est clairement exposée (pp. 46-48).

(2) Lawson était Témné par sa mère et il démissionnera en 1886 pour revendiquer le commandement du Koya. Il continuera à travailler jusqu'en décembre 1888 au Secrétariat du Gouverneur. Impotent, il se faisait porter à son bureau sur un fauteuil (HARGREAVES, (S.L.S., 1954).

Sur le rôle des Krio aux origines de la Nigéria, voir en dernier lieu HERSKOVITS-KOPITOF - *Sierra Leoniens in Nigeria* (1964).

(3) J. HARGREAVES vient de publier une étude intelligente sur les métis Sénégalais in : *The former french stater* (1967), p. 84-99.

(4) Pour la perte de la Mèlakori, qui sera consacrée par l'accord franco-britannique de 1882, on se reportera à l'excellent article de HARGREAVES. *The French occupation of the Mallicourie* (S.L.S. n° 9 - 1957).

(5) Sur ce problème, FYFE : *European and Créole influence in the Hinterland of Sierra Leone before 1896* (S.L.S. - N° 6 - Juin 1956 - pp. 113-124).

Après la prise en main du Sud par les autorités britanniques en 1889-1890, une nouvelle vague de Créoles allait submerger cette région. FYFE a publié une dépêche du gouverneur Hay peignant la petite révolution économique qui se produisit alors (1964, p. 257-258). Comme on pouvait s'y attendre, ces gens souffriront beaucoup durant l'insurrection de 1898.

(6) Une bretelle partant du Bômbali, traversait le Rokèl et gagnait la côte à l'embouchure du Ribbi, à travers le pays des Kpa-Méndé. Cette région allait bientôt être le domaine de la fameuse Madam Yoko, mais il ne semble pas que cette route soit très ancienne.

(7) Fondée en 1872, la « Native Association » se transforma en « Sierra Leone Association » à partir de 1885. C'est aussi en cette année que Sir Samuel Lewis, commença à y jouer un rôle prépondérant.

(8) Pour Blyden, on se reportera aux articles de LYNCH in J.A.H. 1963 et 1964. Cet auteur annonce une étude plus importante et une anthologie des œuvres de Blyden (Casa., 1968).

(9) Sir Augustus William Lawson HEMMING (1841-1907) était le Principal Clerk (Secrétaire Général) du Colonial Office. Ami personnel de Rowe et de Hay, comme de Jones, il s'intéressait particulièrement à la Sierra Leone et c'était un impérialiste convaincu. Son influence sera notable, mais pas au point d'infléchir la politique impériale. Il ne pourra qu'observer avec regret les hésitations de son pays en Afrique Occidentale.

(10) Le Colonial Office sera dirigé sous Gladstone par Kimberley, du 28 avril 1880 au 11 novembre 1882, puis par Lord Derby de cette date jusqu'à la chute du ministère (24-6-1885).

(11) Cette lettre était signée par « Mohammed Aguiboo » roi de Dinguiray (S.L.A., *Arabic Letters*).

(12) Le gouverneur écrivit à tous les souverains importants qu'on lui signalait dans l'intérieur, sans se soucier de leur situation et de leurs relations réciproques. Les destinataires furent « Armadoo Sarkoo de Segou, Mohamadou Daramay du Sangarah, Abal, de Hamadallah » (chef des Hubu), enfin « Sarmadoo chef de Ballyah ». La lettre arabe destinée à ce dernier est datée du 12 avril 1879. En voici la traduction : « Je suis heureux que différents étrangers soient venus ici. Ils m'ont appris que vous avez décidé de protéger les voyageurs allant et venant de Freetown. C'est aussi mon désir et vous pouvez compter sur mon amitié car nous désirons la paix et la prospérité. Envoyez-nous de l'or et des peaux. Je vous envoie en présent une rame de papier tellière blanc (White foolscap paper) et « one mariposa striped white muslin » - par mes messagers Sarnockoh Maddy et Mohomodo Warkay qui accompagnent les étrangers que vous avez envoyés commercer ici ».

Il s'agit donc d'une lettre de pure routine, ne dénotant aucune relation spéciale entre le gouverneur et Samori. Elle est moins chaleureuse que celle destinée à Segou (« Je désire renouveler notre vieille amitié »). (S.L.A., *Ar. letters*).

(13) Les envoyés de Rowe, embarqués à Freetown avaient pris terre à Kambia, dans les Scarcies. Les renseignements oraux qu'ils donneront à leur retour à Lawson permettent de reconstituer avec précision l'itinéraire de leur voyage, mais on doit se contenter d'une chronologie approximative. Ils auraient quitté Kambia le 20 avril 1879. Bien que plusieurs noms de villages, défigurés par la transcription phonétique de Lawson soient difficiles à identifier et que la position de certains paraisse inversée, leur route n'est pas douteuse. Ils remontèrent la rive gauche de la Kolenté (Grande Scarcie) qu'ils traversèrent à plusieurs reprises, puis entrèrent en territoire peul près de la ville actuelle de Mamou et se présentèrent à Timbo par la route de l'Ouest. Itinéraire : Kankoo Brimayah (= Bramia-Madina : 9° 14' N - 12° 54' W) — Shearkayah (= Sheakaia : 9° 19' N - 12° 47' W) — Kukuna, chef-lieu des Susu du Bramaya (9° 23' N - 12° 39' W), Gbairaycooray (= Bèrèkuri : 9° 23' N - 12° 35' W), Mehyingyeeray (non identifié), Kofooneh (= gué du Kufuna : 12° 26' W - 9° 38' N), Bagaiyeeray (non identifié), Sciongyah, premier village du Tamiso méridional, ou Tala (= Saifya : 9° 50' N - 12° 23' W), Karimooyah (= 12° 16' W - 10° 02' N), Fodayah-Saryah (= Sirèya du Tamiso : 12° 16' W - 10° 08' N), Fodayah (doublet?), Saïdooyah (premier village Peul, Saliha : 10° 16' N - 12° 08' W), Selecch (Tèliko près de Mamou : 10° 20' N - 12° 06' W), Sehreh (= Sere : 10° 26' N - 12° 05' N), Pellejigah (non identifié), Soombalacoh - Socsehreh (= Sumbalako - Tokoséré : 10° 31' N - 12° 04' W), Booriyah (= Burya : 10° 42' N - 11° 59' W), Timbo où ils séjournèrent six jours vers le milieu de mai.

Après avoir reçu les cadeaux du gouverneur, l'Almami Ibrahim leur donna une escorte de douze hommes et les dirigea sur Dinguiraye par la route du Nord, à travers le Kolen, pour éviter les raids Hubbu : Boobay (= Bubé : 11° 04' N - 11° 23' W), Paradyé (près de Darusalam, dernier village du Futa : 11° 11' N - 11° 23' W). Enfin après trois jours de marche à travers le Bailo désert ils atteignirent Fongyeh - Cooutoo, premier village du Dinguiray (= Fonyokuntu : 11° 22' N - 11° 02' W). C'est sans doute dans la seconde moitié de mai qu'ils se présentèrent à Agibu et lui remirent la lettre du gouverneur. Le fils d'El Hadj Omar leur réserva le meilleur accueil mais les garda un mois auprès de lui, sous prétexte des routes troublées par la guerre. C'est donc seulement vers la fin de juin qu'ils repartirent escortés par trente sofaa (spearmen) et vingt-cinq talibéa (horsemen) pour se présenter à Samori. Quatre jours plus tard à l'entrée de Sariah (= Sarèya), ils étaient accueillis par 1.500 hommes à cheval et 500 griots couverts de chaînes et d'ornements d'or. « Sarmadoo lui-même dansa au son du tambour sur son cheval blanc pour exprimer sa joie : j'ai vu les envoyés du gouverneur. »

Samori garda treize jours à son camp les envoyés du gouverneur, mais il leur interdit de faire parvenir la lettre destinée à Fodé Dramé. Ce dernier étant encore dans le parti des Sisé, on ne saurait s'en étonner. Ce message sera acheminé par les bons soins d'Agibu, en même temps que celui destiné à Karamogho Abal, quand les envoyés rentrèrent à Dinguiraye.

(14) Foday Alesanah Suroomadee, originaire de Kankan, était déjà descendu à Freetown en 1871 en compagnie du pasteur noir Williams qui avait quitté Blyden à Falaba pour pousser jusqu'à la capitale du Baté. Samori l'avait chargé de remettre deux anneaux d'or à Rowe dont il rejoignit les envoyés à Dinguiraye à la fin de 1879.

Sannoko Madi avait hâte de rentrer et Agibu lui adjoignit Alfa Cham (= Tyam) avec sa lettre pour le gouverneur. Les trois hommes partirent en juillet 1880 pour le Futa-Dyalô, puis gagnèrent Forékariya du Moréa (Guinée Française). Ils traversèrent à pied le Samo et s'embarquèrent à Kitchum sur la Basse Scarcle, pour Freetown.

KANYA-FORSTNER (1965, p. 63) a raison de signaler la présence à Ségou de Mamadu Wakka, dont Hargreaves met en doute le voyage (1963, p. 259). Gallieni, qui écrit son nom Makka et se plaint de ses intrigues, nous parle de lui entre août et octobre 1880. Le traité de Nango paraît avoir été signé peu après le départ de cet agent car il rentra à Freetown en décembre 1880 (C.O. 267-342). Nous ignorons s'il a longé le Niger à travers les domaines de Samori ou suivi la route toucouleure des montagnes par Murgula.

(15) La réception eut lieu dans la soirée du 2 octobre sur la pelouse du Palais. Le Lieutenant de Vaisseau Henderson, commandant du stationnaire « Decoy » avait fourni une garde d'honneur en uniforme bleu. Tous les fonctionnaires et la plus grande partie des commerçants étaient présents. « The number of white men struck the envoys ». Suroomadee déclara que Samori l'avait envoyé pour négocier avec le gouverneur. Il n'avait jamais pensé auparavant que celui-ci lui enverrait quelqu'un. Il le remerciait beaucoup et avait traité ses émissaires comme il l'eût traité lui-même. Streeten invita les émissaires le 4 à une revue générale de ses troupes.

(16) La lettre d'Agibu, que remit Alfa Cham était pleine de demi-vérités, sinon de mensonges. « I keep the roads to the Futa open or shut at my will... I wish you to understand that Abal, Drame and Sarmodoo are all in my control and each of them seek trade through my way... When I come to Dinguiray I did not sit down till I write a letter to you, but they did not. Therefore you should not compare one who desire yourself with one who only wants your money... » (lettre écrite le 22 juin 1880, selon la traduction de l'interprète M. Sanusi — Co. 267/341).

(17) - A Sarmadou, chef de Baliyeh.

« J'ai reçu avec plaisir votre messager Foday Alassanah Suroomaddee. Il vous dira ce qu'il a vu et comment nous l'avons reçu. Je souhaite un libre commerce qui augmente votre prospérité. Ici des bateaux à vapeur viennent chaque semaine... ci-joint un cadeau de 350 florins. »

Dana une autre lettre, Streeten renouvelait à Mamadoo Wakka l'ordre de poursuivre son voyage sur Ségou, mais cet agent était déjà sur le chemin du retour.

C'est à Sangaréa, Sankila dans les documents britanniques, que Samori reçut ces envoyés.

(18) C'est seulement en 1884 que Havelock apprendra la cause du silence de Samori. Il avait remis aux messagers des cadeaux s'élevant à 35 livres pour Samori, 8 pour Suroomadee et 7 pour les autres notables. Le vapeur colonial embarqua à l'ambassade à Freetown et la débarqua à Kikonkié, dans le Samo, à l'embouchure de la Grande Scarcle. De là, Suroomadee partit à pied de Kitchum vers le Mèlikuri et rejoignit Samori dans les délais prévus. Ses collègues, Jellimanjah et Garéngay Moddee, remontèrent en pirogue jusqu'à Kambia où l'on perd leurs traces. On ignore s'ils furent assassinés et dépouillés par les Suau du Bèna ou s'ils s'enfuirent loin de la colère de leur maître avec l'argent dont ils avaient la charge.

(19) La théorie généralement admise à Freetown était que tout le mal venait de la diminution du commerce due aux troubles de l'hinterland.

A la fin de 1886, le vieux Lawson s'éleva avec vigueur contre cette idée, en soulignant que le trafic des colporteurs n'avait jamais été aussi intense. Il était bien placé pour le savoir, ses fonctions l'amenant à interroger la plupart des caravaniers de passage à Freetown. « Trade came very well during the two past weeks from the adjacent countries, Sherbro not excluded, including Bompeh, Ribbee, Sierra Leone River, Great and Small Scarcies, Monah and Soombooyah country, as far down as the Nuñez. But merchants who always are in need of trade cannot say that they are satisfied » (C.O. 806/271).

Pour une claire analyse de cette crise économique, on se reportera à HARGREAVES (1958, pp. 41-42) et FYFE (1963, p. 45).

(20) FYFE, 1963, p. 449. Macfoy, l'un des plus riches créoles de Freetown, dont les affaires dominaient tout le Sherbro, était l'agent d'une des grandes maisons de Manchester, Calendar, Sykes and Mather. C'est à sa demande qu'une délégation de la chambre de commerce de Manchester rendit visite, en novembre 1884, à Lord Derby, chef du Colonial Office, et réclama le retour de Rowe.

(21) Rappelons que pendant le Gouvernement minoritaire de Salisbury, de juin 1885 à février 1886, le chef du Colonial Office sera Lord Stanley, fils de Lord Derby.

Lors du retour de Gladstone au pouvoir, de février à juillet 1886, les Colonies iront à George Leveson Gower, Lord Granville.

Enfin, dans le grand ministère Salisbury, il y aura successivement deux Colonial Secretaries, Edward Stanhope du 3 août 1886 au 14 janvier 1887, et lord Knutsford, de cette date jusqu'à la chute de Salisbury le 17 août 1892.

(22) D'autres conflits, comme la guerre de Massaquoi, qui troublait la frontière Libérienne depuis 1873, ne peuvent être étudiés ici (FYFE, 1962, p. 462).

(23) Une des étapes importantes sera l'institution de *Travelling Commissioners* au début de 1887. La tâche de ces officiers consistait initialement à visiter les voisins de la Colonie et à établir partout la paix, mais en aucun cas à annexer des territoires. Ils n'en allaient pas moins préparer l'expansion de la Sierra Leone qui démarra officiellement dès 1889, officiellement en 1890. Les plus célèbres seront Aldridge et Garrett. Leur transformation en « *Managers* » puis en « *District Commissioners* » marquera la stabilisation de l'autorité britannique à travers le protectorat.

(24) C'est ainsi que le 14 septembre 1881, un chef de caravane, Samba Cealah (= Swarè) raconta la visite de Gallieni à Amadu. Mānga-Sèwa, de Falaba s'était déjà plaint d'une recrudescence des raids Hubbu dans une lettre reçue le 11 septembre 1880. Le 12 mai 1882 il dénonça Suluku, du Biriwa-Limba, qui pillait les caravanes et Mamadu Wakka alla aussitôt réprimander ce chef.

Le 27 mars 1883, un envoyé d'Agibu réclama le cadeau promis en 1880, qui ne lui était jamais parvenu. Havelock le confia à Hamadi Amadu Lobo et le 24 décembre notre vieille connaissance, Alfa Tyam, viendra le remercier. Il signalera que la pression française créait une grande inquiétude à Dinguiraye. Il fera par contre l'éloge de « *Sarmadu and Daramy who fear God and intend to hunt the unbelievers who cut the roads.* »

Le 15 février 1884, Ibrahim Dempooray se présentera à la tête d'une caravane de Ségou. Jackson, qui assurait l'intérim de Havelock en tournée, écrivit aussitôt une lettre demandant à Amadu de veiller à garder la route ouverte. L'agent politique Foday Haroonah se chargea de porter le message. Il devait rentrer à Freetown le 13 décembre.

(25) Le 17 mars 1884, Lawson signale que les gens du Sangaran (Sānkarā) et du Konyā qu'on ne voyait plus depuis 1880, affluent de nouveau à Kambia. Suluku de Biriwa hébergeait au même moment des Hubbu rescapés (Log. book).

(26) A.L.B., 9-4-1884 — Havelock exposait le cas des messagers disparus en 1880 puis celui de Martha Dickson, fille du chef Sarakolé de Freetown, Bocary Suckoonoh. Prise à Boketto, elle était devenue captive de Fodé Dramé. On apprendra le 5 novembre sa libération, et Suluku la fera escorter jusqu'à Freetown.

Après ces préliminaires, le gouverneur définissait sa position : « On dit que vous venez avec une grande guerre pour punir les méchants qui pillent et tuent les voyageurs... J'apprends que vos guerriers sont près de Falaba dont le chef est notre ami et je serais heureux de vous réconcilier. »

(27) Lawson apprit qu'on assiégeait Falaba le 20 mai par Bocary Tangarrah, un lieutenant de Fodé Dramé qui venait acheter des armes à Freetown.

(28) Log-book, 27-10-1884. L'Alkarli Sekoo Cammarah terminait alors un long règne. Il allait mourir le 3 décembre, remplacé par Morobah-Bangorrah.

(29) L'intérim de Havelock avait été assuré par le Chief Justice Pinkett, durant un congé du gouverneur en Grande-Bretagne du 28 mars au 30 août 1883, puis entre son départ final en septembre 1884 et le retour de Rowe le 11 février 1885.

(30) A.L.B., 5 décembre. Lettre à l'Alkarli. Le gouverneur déplore la menace de guerre et émet l'espoir que les choses s'arrangeront. Il accuse le chef de guerre Kibalié (Bay-Burè) de piller les Scarcies près de Kambia. (Il s'agit des partisans de Bakari dans la guerre civile du Moréa qui s'étaient réfugiés en pays Tèmné. Ils venaient d'y tuer plusieurs dyula et s'attiraient ainsi la colère des Samoriens).

(31) Le 9 décembre, une caravane de Lāngamā-Fali, comptant 120 Sarakholé et 250 dyula divers, entra à Freetown. Elle portait de l'or et de l'ivoire pour acheter de la poudre, des fusils de traite (muckets) et des canardières (fowling pieces, birding-guns). Leur chef insista sur les bonnes dispositions de Samori, dont le silence s'expliquait par la disparition de ses messagers de 1880 (Log-book).

(32) Des délégués des chefs du voisinage se joignirent aussi à Dauda dans l'espoir d'obtenir la garantie du gouverneur contre les conquérants. C'est ainsi que le représentant de l'Almami débarqua à Freetown en compagnie d'un envoyé de Sori Gbay, Almami du Tambakha, et de Bocary Semmerah dit Abu Bakar qui représentait Satan Lahay de Rowula. Il ne fallut pas moins de 24 pirogues pour faire passer tout ce monde jusqu'à Freetown.

(33) Satan-Lahay qui tenait Kambia et était obéi par tous les Témné du Nord s'était gravement compromis aux côtés de l'Almami Bakari dans la guerre civile du Moréa. Son chef de guerre, Kibalay, le futur Bay-Burè, était responsable des troubles de Kambia et il craignait la colère des Samoriens.

Dans une lettre que le gouverneur avait reçue le 26 janvier, il se disait « très heureux que Samori ait nettoyé les routes », mais il ne cachait pas son inquiétude à l'approche de Dauda. Pinkett lui répondit le 27 que si Kambia était dangereux pour le commerce, c'était en raison de son intervention au Moréa, effectuée contre l'avis des Britanniques (A.L.B. Ci-dessus, chap. IV - c).

(34) Cette réception, donnée dans les jardins du Palais revêtit un faste exceptionnel. J'ignore cependant sur quoi se fonde Lavasseur, chef d'état-major d'Archinard, quand il écrit avec une ironie malveillante que : « les Anglais traitèrent de puissance à puissance l'envoyé de Samori et le saluèrent de 21 coups de canon » (notice du 18-8-1889 - A.O.M. Sén. IV - 93). Ce détail ne figure pas dans les rapports britanniques qui insistent cependant sur le côté militaire de la cérémonie. Il s'agissait de convaincre les visiteurs de la puissance des Blancs. Dans ce but, toutes les troupes de la garnison, l'équipage du stationnaire et la police urbaine, paradèrent devant les officiels, entourés des commerçants et de toute la colonie musulmane. Une démonstration de charges à la baïonnette et de feux de salves vint couronner la fête.

On passa ensuite aux choses sérieuses. Dauda remercia pour les cadeaux de Rowe, qui étaient bien parvenus, et annonça que son maître avait appris que le gouverneur s'efforçait en vain d'ouvrir la route. Il avait décidé de l'y aider « afin qu'une femme puisse aller seule sans être molestée d'un paya à l'autre ». Pinkett souligna que la Reine cherchait l'amitié de Samori, et ne voulait pas prendre son paya. Mais l'Islamisation forcée gênait la conscience Britannique et l'exemple de leur Empire, où 42 millions de musulmans vivaient en paix, prouvait à leur avis, que la religion s'imposait par l'exemple et non par la force.

Le 3 février, Dauda fit sa visite d'adieu à Pinkett. Il avait remarqué la médaille d'argent de Sori-Gbay, que portait l'envoyé de ce chef et il en réclama une semblable pour Samori. A la demande du gouverneur, le secrétaire d'Etat ordonna le 3 mars au Crown Agent d'en frapper une, mais quand elle arriva à Freetown, Rowe craignant une offensive de Lāngamā-Fali, en retardera l'envoi. Il jugera ensuite que la présence d'un officier européen était nécessaire pour donner de la solennité à ce geste. Malgré cela il ne la remettra pas à Festing, et c'est seulement en 1891, après la visite de Garrett, que cette médaille prendra enfin le chemin de Bisandugu.

Sur ces médailles on se reportera à l'article de SIR ROBERT HALL. *Nineteenth Century Chiefs Medals - S.L.S. - N° 12 - 1959 - pp. 201-210.*

(35) Le 28 février, à Port Lokko, Rowe réunit les principaux chefs sous traités et s'efforça de les rassurer, promettant de ne pas laisser les sofas s'en prendre à eux. C'est à cette palabre que fait allusion Arcin qui le place, à tort, à Freetown.

(36) Voici le portrait qu'en fait FYFE (1963, p. 453) : An amateur poet with a smattering of Arabic, he fancied himself in a burtonian role, showing his scorn of introducing european ways into Africa (and of Creoles) by dressing up sometimea in muslim robes ». Nous verrons que les grands rêves financiers qu'il construira en compagnie d'Aldridge, le futur *travelling commissioner*, alors agent de Swanzy, aboutiront à la veille de sa mort, à la concession de Hээрэмakono (Sikasso) accordée par Samori.

(37) Le second *Travelling Commissioner*, Peel, était chargé de l'hinterland du Sherbro.

Festing cumulait les fonctions de chef de l'Aborigène Département (futur Native Affairs Département), sorte de 2^me Bureau politique, créé en 1878, mais qui n'avait eu jusqu'ici qu'une existence fantomatique. Il en laissait d'ailleurs la charge véritable à l'interprète Lawson, qui l'assurera jusqu'à sa retraite en décembre 1888. Sur toutes ces questions voir HARGRAVES (1954), pp. 176-77.

(38) En mai et juin, Rowe se borna à encourager les chefs qui faisaient appel à lui. C'est ainsi que le 4 juin il écrivit à Bômbo Lahay, chef du Tōnko Limba de laisser passer Dauda dont une fausse nouvelle annonçait le retour : « Laissez-le passer, mais dites-lui de se conduire pacifiquement et de ne pas molester les Témné. Le 24 il écrivait au vieil Almami Bakari du Moréa pour lui reprocher d'avoir appelé les Samoriens (A.L.B.).

Cependant, à la fin de juin, la lettre de Suluku annonçant la soumission des Limba et invitait les Témné à suivre cet exemple arrivait à Port Loko (traduite à Freetown le 26-6) (Annexe : Appendice IX, 1).

(39) Le 23 juin, un originaire du Burè, Mohamadoo Ceasay (= Cearay = Swarè) dit Gyé (Kyé) se présenta à Port Loko avec 18 sofas et 90 dyula. L'Alkarli les fit accompagner jusqu'à Freetown par le Sāntigi Sorie Com-mara et un émissaire portant la lettre de Suluku qui racontait la soumission des Limba et invitait les Témné à les imiter (chap. IV - c — Annexe : Appendice IX, 2).

Le 1^{er} juillet, Rowe eut une longue entrevue avec Mamadu, qui était chargé par Långamã-Fali de ramener à Samaya l'Almami Baraka, chef de la communauté dyula de Freetown, avec qui il voulait étudier l'organisation du commerce. Le gouverneur raisonna longtemps Baraka, lui expliquant que s'il laissait ravager la zone proche de la côte, le commerce s'en ressentirait, « le revenu de la colonie tomberait à 20.000 livres et les dyula résidents s'en trouveraient appauvris ». Quelques années plus tard, Rowe écrivit au Secrétaire d'Etat Holland qu'il avait sauvé ce jour-là les Témné « grâce à son tact et à son influence personnelle ». (C.O. 806/265, 24 février 1887).

Toujours est-il que Baraka parut convaincu et partit pour Samaya avec Mamadu et Sannoko Madi. Le 3 juillet, le gouverneur écrivit à l'Alkarli pour qu'il assure leur passage sur Samaya. Le 17 il envoya à Port-Lokko le chef de la Police, Craigie Halkett, pour enquêter sur l'état des routes du Limba et la bonne marche de son envoyé.

Les intentions de Långamã-Fali sont exposées très clairement dans une lettre aux chefs Témné, envoyée au mois de juin. Les destinataires en étaient Beykooora Harry, Bey Secca et Bey Farimah (de Koya) : « Voue ruinez le pays et ne laissez aucune paix à ceux qui voyagent dans des buts de commerce, cherchant la richesse et établissant la religion de Dieu. Il est bon de chercher la richesse et la connaissance, le messager de Dieu l'a rendu légal. La terre est à Dieu, il la donne à qui lui plaît. S'il est vrai que vous troublez la route, la punition sera sur vous en ce monde et en l'autre ». (traduit à Freetown le 26 juin 1885). Quant à Mamadu Mäsarè, il était porteur du message suivant : « Alkaéli, notre ami, dites-leur de cesser de piller et de gêner la route. Roi des Juifs (= Gouverneur) notre ami, dites ces choses à ceux qui se conduisent mal, sinon cela se terminera à leur deuil et tristesse (A.L.B.) ».

(40) Dans la future Guinée Française, le Docteur Pèreton qui venait de fonder le cercle de Dubréka, avec résidence à Konakry, signala ces événements dans une lettre au gouverneur Ballot en date du 14 septembre. Il croyait que « Samodou » était venu en personne à Samaya. « Wallia... d'où M'Fali a envoyé il y a cinq semaines environ 80 cavaliers à Port Lokko. Là 40 de ces cavaliers se sont détachés en ambassade près du Gouverneur de Sierra Leone pour l'informer que les intentions de Samodou sont toutes pacifiques, que les possessions anglaises n'ont rien à craindre de ses troupes, que le but du Roi est de mettre la paix partout et d'ouvrir les routes au commerce. Le Gouverneur a fort bien accueilli les envoyés, leur a distribué des cadeaux et les a fait reconduire à Port Lokko à bord de l'avis Colonial » (E.G. 1961).

L'inquiétude subsistait malgré l'intervention de Festing, puisque l'Alkarli de Port Loko envoya en septembre une nouvelle délégation à Freetown pour obtenir une annexion formelle de son pays, seule capable, à son avis, de le protéger définitivement contre les sofas. Ses voisins du Mambolo, inquiétés par la guerre civile du Morèa, firent peu après la même demande. Seules les instructions de Londres s'opposaient donc encore à l'extension pacifique de la juridiction Britannique (C.O. 806-265) — Rowe, 24-2-81.

(41) Långamã-Fali insistait pour qu'on envoyât d'urgence la médaille d'argent promise à Samori en janvier. Voici un extrait de sa lettre, traduite à Freetown le 10 août. « Toutes les routes sont ouvertes et libres dans les pays que Dieu a donnés à l'Almami. Le premier pays qu'il a ouvert est Bolotãmba (= Kurãnko), le second est celui de Manga Saiwa (= Falaba), le troisième est le Tambacca dont le Roi est Soriegbay. Tous sont dans les mains de l'Almami, qui attend la médaille d'argent du Gouverneur.

Pour les pays que voici : Port Lokko, Karsseh, Buyah, Romendi, Bõmbali, Beriwah, Booreh, Tonkohimba, Sandah et Diëlibish (cf. Chap. IV - c), je les ai laissés en paix pour l'amitié du Gouverneur Rowe. S'ils craignent Dieu, qu'ils ne molestent pas les routes de l'Almami ». (A.R.L.B.).

Narlifar Modoo (Nalifa Mudu) devait en outre remettre un anneau d'or au gouverneur. Lãsana Turè s'était joint à lui pour s'occuper des problèmes commerciaux ou pour le surveiller. On apprendra l'année suivante qu'il était au plus mal avec Långamã-Fali et il est donc vraisemblable qu'il était l'un des « yeux » de Samori.

(42) Cette offre fut faite lors d'une audience que Rowe accorda à Nalifa Mudu le 25 août. Voici le compte rendu de Mamadu Waka, qui servit d'interprète : « ...Le Gouverneur, qui est son ami, écrivit à (Samori) au Balèya. Pour cette raison Samori envoya Daudah Cabbah au Gouverneur avec ordre de faire amitié... En arrivant à Samayah nous avons rencontré Sannokoh Mardi, messenger du Gouverneur, qui nous a dit de rester là et de respecter la frontière des Timini. Alors Far All m'a nommé messenger auprès du Gouverneur pour l'informer que la route est libre jusqu'au Konyah et que Samodoo demande à la Reine de prendre tout le pays sous sa protection... Nous voulions conquérir tout le Timini et le Yonnie, mais sur la demande du Gouverneur nous y renonçons. » (C.P. 34-440).

(43) (A.L.B.). « J'ai reçu votre lettre par Sannokoh Mardi et je suis heureux des bonnes nouvelles de Samori. Je désire la paix pour qu'on cultive sans crainte et qu'on voyage sans être volé. Les débouchés sur la mer sont Port Lokko et Magbely. Vous dites que vous voulez être ami de la Reine, j'en suis heureux, mais il faut le prouver... »

Rowe attendait que ces preuves soient données pour envoyer la médaille d'argent et il annonçait pour la première fois qu'un officier européen (Festing) irait en personne la remettre. En attendant, un cadeau de 7 livres était adressé à Lāngamā-Fali.

(44) C.P. 3440 — Rowe to Stanley — (12-10-1885).

Cette retraite des sofas dégageait la route de Kambia à Timbo, mais le commerce reprit mal avec le Futa-Dyalō. Tout le pays était en effet ravagé et le Tambakha se trouvait aux mains de Karimu qui confondait dans la même haine les Samoriens et leurs complices britanniques. C'est à ce moment que le plus grande partie du commerce du Futa s'orienta définitivement vers le Morèa et la Mèlakori, pour le plus grand profit des Français. La guerre civile du Morèa, qui allait sévir jusqu'en 1893, n'y changera rien (ci-dessus, chap. IV - d).

(45) Pour les affaires du Morèa, voir chap. IV, c (ci-dessus). Karfala, qui était accompagné de sa femme et de 7 sofas s'embarqua le 10 novembre pour Port Loko. L'escorte Tèmnè comptait 27 hommes sous les ordres du Sāntigi Muruma Bangoora, un parent de l'Alkarli. Sa mission initiale se limitait à Madina Loko où se trouvait la première garnison Samorienne sous les ordres de Mamadu Karloh. Celui-ci exigea qu'il poursuive sa route jusqu'à Lāngamā-Fali qui venait justement de quitter Musaia en raison de la menace française et de concentrer son armée à Arafoéla en plein Sānkarā. De ce point, les voyageurs gagnèrent facilement le Dyuma en descendant le Niger (Lawson écrit le Burè).

Le Sāntigi était accompagné de Pompoñ, fils du chef Limba Suluku, qui s'était joint à lui à Bumbā, et il ne rentra à Port Loko que le 27 mai 1886. Le 29 il se rendit à Freetown pour raconter son histoire à Lawson et remettre au gouverneur la lettre de Samori.

Rassuré par cette réception amicale, l'Alkarli envoya son fils visiter Samori et, avec l'aveu des Britanniques, il maintiendra désormais des relations amicales avec le conquérant.

(46) *Weekly News* : 4-7-85, 8-8-85, 22-8-85, 5-9-85, 3-10-85 ; cf. HARGREAVES, 1958, p. 50 : « Samori le musulman annonçait la régénération de la race noire par l'Islam dont rêvait Blyden, si bien que la chute de son Empire au profit des Français serait fatale pour l'Afrique. Par ailleurs, il en résulterait l'étranglement de la Sierra Leone, investie de toutes parts. Blyden demandait donc que Londres accepte la demande de protectorat, car il y voyait une offre sérieuse.

Cependant, le 6 août, au moment précis où Nalifa-Mudu visitait Freetown, Lewis avait prononcé devant la Sierra Leone Association un discours célèbre où il réclamait une expansion territoriale résolue, mais en recourant exclusivement à des moyens pacifiques (traités). Sans se montrer aussi favorable à Samori que Blyden, il laissait percer une nostalgie profonde pour le Soudan. Il jugeait nécessaire de reconnaître les conquêtes de l'Almami et de nouer des relations commerciales avec lui.

Rowe ne pouvait entendre de telles paroles qu'avec satisfaction, mais cela ne lui donnait pas les moyens d'action que Londres refusait.

(47) Dans son mémoire du 8 octobre 1886, le vieux Lawson émettra encore la crainte que l'installation des sofas à proximité de Freetown ne nuise au commerce.

Quelques semaines plus tard, dans une étude sur la situation commerciale, il admettait que l'ordre qu'ils faisaient régner sur les routes était bénéfique.

« The interior strangers who came during the past two weeks were from Borè, Sego and other places near there. All seem to speak highly of the protection afforded them by Sammadoo » — (Dépêche de Hay le 13-12-1886 — C.O. 860-271, reproduit par FYFE, 1964, pp. 241-242).

(48) Ce fut d'abord Mamadu Karloh avec 300 sofas dès 1885, puis Suriwulin (= Sori-Ulié) de la fin de 1886 jusqu'à la grande révolte, au début de 1888. Ce dernier commandait à 600 hommes en 1887 et une garnison de même force tenait Madina Lokko non loin de là.

Ce Sori-Ulié était un jeune Sānkarānké, capturé jadis par les sofas de l'armée Sisé. Festing en fera un portrait sévère : « Trop jeune pour la puissance qu'on lui a donnée, arrogant et cruel, plein d'ignorance et de brutalité ». Il le sauvera pourtant en protégeant son évacuation du Limba en février 1888.

(49) Tel est l'objet du mémoire de Lawson, qui est daté du 8 octobre 1886 et que Hay, qui assurait l'intérêt, transmet aussitôt à Londres. Sachant qu'il n'était pas question de prendre possession de l'hinterland, Lawson proposait de signer des traités d'amitié par lesquels les chefs s'engageraient à ne céder leur pays à aucune tierce puissance. Selon les normes de l'époque, il s'agissait en fait de titres de souveraineté, et c'est la méthode que Hay allait employer, à partir de 1890, quand la politique de Londres se transformera.

(C.O. 806/265) reproduit in FYFE, 1964, p. 201-202).

(50) De son côté l'Alkarli de Port Loko s'efforçait d'éviter tout incident qui pourrait donner l'éveil aux sofas. Le 22 février, il annonça qu'il avait concilié une dispute qui traînait depuis six mois entre ses sujets et les Bunduka.

Le 17 septembre, il signala au gouverneur que deux acheteurs de Far Ali, Dyèli-Fodé et Dyèli-Mamudu étaient passés avec des bœufs, de l'or et des peaux, mais qu'ils se plaignaient d'avoir été dupés par les gens de Sierra Leone et ne reviendraient plus (A.L.B.).

(51) L'invitation du gouvernement est datée du 1^{er} septembre et le refus de Suluku arriva le 21 octobre. (A.L.B.).

(52) Le 20 janvier 1886, le gouverneur avait reçu de Suluku une lettre signalant que les exactions des sofas risquaient de troubler la route. Le 22, il envoya à Mamadoo Karloh un avertissement : « On dit que vous troublez la route mais je ne crois pas, Nalifa Mudu, envoyé par Impha Allieu (= Langan Fali) m'a promi le contraire ».

Le 8 mars, dans une nouvelle lettre, Suluku ne se plaignait plus des sofas, mais des « collaborateurs », les dyule du pays Loko, particulièrement Alfa Mohamadu Cearay (Mamadu Swarè) de Madina et Gboney de Kéréma. Ceux-ci écrivirent le même jour pour rappeler que l'année précédente, ils avaient été trouver les sofas à la demande de Suluku et que grâce à eux le pays avait été épargné. (A.L.B.).

(53) Lettre traduite le 28 mai par l'interprète Mamadu Sanusi (C.P. 3440) — (Appendice IX, 3).

(54) Dans la lettre de Samori, écrite par « Karamokoh whose name is Alhassanah Karikan » (= Alasana Sumadée) dans le pays de Bori (= Buré) une menace paraît peser à nouveau sur le Tâmbakha et les Scarcies, mais aucune allusion n'est faite aux négociations avec Frey. Cette lettre a donc été écrite avant le mois de janvier, bien que Mamadu Sanusi ne l'ait traduite que le premier juin. (C.P. 34-40 — C.O. 806/265 — reproduite in FYFE, 1964, p. 240-41).

« I have seen your messengers whose name is Muroba and Pontong the son of Sulukoo, likewise Carrifallah Cammarrah and Yousufoo Luray... respecting the affairs we wish of you, and with regard to what you say the Timanee country to Lokkoh and Limba country up to Falaba country are your countries on account of your name, our warren will not trouble any farm nor any of these countries any more or for ever. By your name, Governor, the Falaba people are now returned to their place, likewise the Korankoh people returned to their place by me, Almamy's, direction. For your sake I allowed all to go back to their homes. The Korankoh people are now travelling freely to Sierra Leone. The road is quite free now from Sierra Leone to Bori. Fer Ali shall be going to Tambakka country. »

(55) Le 9 août l'Alkarli signale qu'Alasana Coochieh (= Lansana Turé) s'est présenté à Suluku avec de bonnes paroles. La population soulagée manifesta sa joie.

Le 17 septembre, l'Alkarli annonce qu'il avait arbitré avec succès le différent qui opposait depuis plusieurs mois le chef des Loko, Korbah (Pa-Koba) soutenu par les Samoriens, à Abdulay Karlokko de Ro-Karifay, chef des Ténné du Bômbali — (Log-book, ci-dessus, chap. IV-D).

(56) « La guerre nous menace. Nous n'avons pas de force pour résister. Depuis trois ans nous n'avons plus cultivé. Envoyez le Major Festing nous protéger ». (A.L.B.). Une lettre de Suluku, rédigée en termes presque semblables arriva peu après (C.P. 3440).

(57) Le capitaine (plus tard Sir James Shaw) Hay était depuis longtemps administrateur de la Gambie.

(58) Parti le 5 novembre, escorté par le caporal Samuel Weeks, puis, à partir de Port Loko par le Sântigi Moroba, Mamadu Wakka avait suivi l'itinéraire méridional, en évitant les Samoriens du Loko : Maka, Mèlikuri, Kambia, Romabeweah (= Buya chez Bèy-Bânta, chef du Romendi), Tonkobah (Tonokomba), Rokairafay (= Makari, résidence d'Abdulay Karlokko, chef du Bômbali), Gbonkinneh (?), Masseleh (Safroko Limba), Bumbā. Au cours d'une grande palabre il lut la lettre de Hay en arabe, et Weeks la traduisit en anglais. Suluku se plaignit une fois de plus des brimades des sofas qui volaient son riz alors qu'il venait de leur donner 23 barils de poudre. Un jeune Samorien l'avait insulté en disant : « Ce chef est comme une tortue, si on veut voir sa tête il faut le mettre sur le feu ». Il avait donc décidé de se retrancher dans un *senyé* (stockade), mais il écoutait le Gouverneur et attendait que Festing vienne dire aux sofas de se retirer. Mamadu Wakka jugea que les violences des sofas étaient moins graves que l'hostilité de Suluku envers les chefs des musulmans indigènes, Alfa Mamadu Cearay et Boney (A.L.B. 1886).

La menace était d'autant plus grave pour le commerce que les guerriers de Karimu fermaient le Tambakha aux caravanes du Futa-Dyalô qui refluaient toutes vers le pays Limba.

Mamadu Wakka rentra le 1^{er} décembre à Freetown.

(59) Hay à Samori le 4 décembre 1886 (A.L.B.) : « Le Gouverneur désire avoir des rapports plus fréquents avec vous. Depuis un mois les sofas, près de Bumbā, se conduisent envers Suluku d'une façon que vous désapprouverez. Cela va contre votre accord avec le Gouverneur de ne pas troubler le pays Timmanee. Ils volent le riz et le bétail et ont insulté Suluku. Donnez-leur l'ordre de ne pas troubler la paix. Je vais écrire au chef de Caromé (= Karéma i.e. Sori-Ulé) et un officier européen visitera Bombā-Ba dès que possible. »

Le 8, Hay écrit à Mamadu Cearay et Bonny pour leur reprocher de soutenir les mauvaises actions des sofas.

La crainte d'une attaque de Sori-Ulé contre le Bômbali prit corps à la suite d'une lettre de l'Alkarli reçue le 3 janvier 1887 et selon laquelle le chef sofa avait averti Suluku qu'il allait traverser son territoire pour châtier Abdulay Karlokko. Ce dernier aurait fait assassiner quelques années plus tôt le dyula Alfa Jarwah (= Dyaora). Mais ce n'était là visiblement qu'un prétexte.

Hay écrit le 4 à Mamadu Cearay pour rappeler que le Bômbali était sous traité et que si les sofas avaient un grief contre lui, ils devaient s'adresser au gouverneur. Santigi Moroba, qui porta cette lettre, reçut l'assurance que l'attaque du Bômbali était abandonnée. L'Alkarli envoya alors son frère Barkar Bomp arbitrer entre Mamadu Cearay et Suluku (3 février 1887) (A.L.B.).

(60) C'est le 31 mars qu'une caravane de Kankan, dirigée par Barbah Jannie (32 dyula, avec de l'or, des peaux et de l'ivoire) apporta à Freetown la nouvelle que Samori négociait avec les Français. Ceux-ci avaient offert à l'Almami un beau cheval avec selle et bride en or pour qu'il détourne son commerce vers le Sénégal, mais il avait répondu que Rowe était son seul ami et qu'il ne romprait pas avec la Sierra Leone. Il avait alors signé un traité de paix, mais refusé de donner son pays aux Blancs. »

Le 19 mai, un acheteur officiel de Samori, Lamina Silla de Bagbè, dans le Sankarā (rive gauche du Milo en amont de Kankan) déposa dans le même sens — (caravane : 5 hommes et 40 femmes or et ivoire).

Le 29 mai ce fut le tour du Santigi Moroba, de Port Loko, dont il a été question plus haut. Il décrit à Lawson la réception des Français à Kéñyéba-Kura, mais il est évident qu'il ignorait tout des pourparlers. Selon lui Samori avait signé un simple accord de commerce et ordonné aux Français de quitter Bamako. Moroba signale cependant un fait exact : le départ de Dyaulé-Karamogho pour la France (Log-book).

(61) Dès le 30 juin, le Major général Brackenbury, chef du service des renseignements du War Office, avait relevé des contradictions entre les dépêches de Rowe et les nouvelles venant de Paris. « Rowe a raison d'insister sur l'importance de ce chef (Samori), mais Festing se trompe sur sa position... Il a livré son fils comme otage virtuel. » Le major Crooke fut chargé de scruter ces renseignements.

Dès le 9 septembre, le secrétaire de l'ambassade à Paris, Egerton, signala l'existence du traité. Freycinet qui le reçut le 27 la confirma, mais déclara qu'il n'en avait pas le texte. Le 12 octobre, Egerton transmit à Londres le memorandum de Frey, mais il se disait incapable de décider s'il s'agissait d'un protectorat. C'est seulement le 31 mars 1888 que celui-ci sera notifié régulièrement par Waddington, l'ambassadeur de France à Londres.

Le 2 octobre encore, Hay câblait de Freetown que de nombreux sofas qui arrivaient dans la Colonie niaient que Samori ait traité avec les Français. Le 14, Lawson interrogea Salhoo, fils de Fodé Dramé, qui entrait en ville avec une caravane de 100 dyula. Pour lui, Samori n'avait signé qu'un accord d'amitié et de commerce qui autorisait les Français à attaquer Ségou. Il avait reçu quatre chevaux et donné en retour de l'or et des femmes.

Le 17 novembre, Karamokoh Lansanah Korneahkah (Lāsana Turé) se présenta à son tour avec une caravane d'ivoire. Il ne portait aucune lettre de Samori, mais il déclara que son « cousin » qu'il avait quitté trente quatre jours plus tôt, l'avait chargé d'un message oral pour Lawson : « Il m'a demandé de démentir les faux bruits selon lesquels il a cédé son pays à la France. Il a pris (aux Français) les postes de Bambakoh et Keinyarah (Kéñyébé) sur le Niger, et deux Blancs nommés Commandoe et Sorohdohsoh (= Tournier et Péroz) sont venus demander la paix. Samori a répondu qu'il est prêt à la paix ou à la guerre, et les Blancs ont dit que c'est à Ségou qu'ils voulaient faire la guerre... Ils ont donné des selles dorées à Samori qui leur a donné en retour cent hommes, cent femmes, trois Kettles d'or. Il a envoyé son fils visiter le Sénégal et a appris plus tard qu'on l'emmenait en France mais c'est contre sa volonté. Samori réclame l'envoi de Festing car il veut diriger tout le commerce vers la Sierra Leone ». Lāsana déclara qu'il avait reçu sa mission au cours d'une grande palabre en présence d'Impha Allieu (Lāngamā-Fali), Billarie, Ansumana Yellie (= Kuyaté), Murrifinjah (Morifin-Dyā), Fassineh et Kohkissy, à Sanankoroh (en réalité, certainement à Bisāndugu) dont Fasina commandait la garnison et Kokisi les magasins.

Lawson explique à Lāsana que Hay ne pouvait le recevoir, dans l'incertitude où il était de la position de Samori envers les Français. Ses achats terminés, le caravanier repartit, au début de décembre, par la piste de Bumbā (Log-book).

Les illusions de Rowe seront tenaces. Le 26 mars 1887, quelques semaines avant la fin de son congé, il écrit encore : « Il doit y avoir du vrai dans l'affirmation de Wakka que Samori n'a pas signé la cession de son pays. Mais n'a-t-il pas signé un traité de paix et de commerce ? » (C.P. 3440).

(62) Ces intentions s'étaient avec une naïve impudence dans la notice de Levasseur, chef d'état-major d'Archinard (18-8-1889) — (A.O.M. - Sénégal, IV).

(63) Lord Stanley, Secrétaire d'Etat au Colonial Office avait approuvé le principe d'une visite de Festing à Samori le 6 août 1885, alors que les sofas paraissaient menaçants. Cette autorisation n'avait pas été utilisée, mais elle restait valable, comme le rappela Rowe à Lord Granville, nouveau Secrétaire d'Etat, le 3 avril 1886 (C.P. 3440).

(64) Fidèle sur ce point à l'esprit de Rowe, Hay appuya le 10 octobre un rapport de Lawson qui proposait l'envoi d'un officier sur les confins Samoriens pour conclure des traités d'amitié excluant les tierces puissances. Un Européen visiterait ensuite ces régions chaque année à la saison sèche.

(65) En répondant à Stanhope le 8 janvier, Hay arrêta définitivement son choix sur Festing : « Je demande à envoyer le Major Festing dès son retour, car il est connu et réclamé ». Le succès de ses pourparlers dans le Yoni et sa position à la tête de l'Aborigène Department expliquent que le major ait été populaire dans la zone d'influence britannique.

Le 5 février, le Colonial Office demandera à la Colonie de chiffrer le coût de la mission et le 11, le Chief Justice Pinkett, en tournée dans le Sherbro, répondra qu'il s'élèverait à 300 livres (C.P. 34-40).

(66) Le mémoire de Rowe, rédigé dans sa résidence de congé, est daté du 24 février alors que Festing était déjà embarqué. Il reprochait à Hay d'inciter les Limba à fermer la route du Bômbali aux sofas, sans avoir les moyens de les soutenir : « Il est nécessaire que je rentre au plus vite en Sierra Leone pour expliquer à Festing les intentions du Gouvernement. La visite à Samori est une affaire impériale. Tout faux pas serait nuisible et entraînerait la dépense d'une expédition militaire... l'amitié de Samori est une nécessité pour la colonie. Sa puissance peut la ruiner. Je serais désireux d'aller moi-même (chez Samori). A défaut, Festing est le plus qualifié, mais la saison est trop avancée. Il convient de l'envoyer à Bumbâ où il décidera s'il peut continuer ou bien il enverra Mamadu Wakka et Sannoko Madi ». Suivaient des estimations de dépense : « 327 livres pour la mission à Bumbâ, 1.200 ou 1.300 livres pour aller chez Samori. » (C.P. 34-40).

Finalement, Rowe n'écourtera pas son congé et quand il s'embarquera pour l'Afrique occidentale, en avril, les troubles de Gambie le retiendront à Bathurst. Il y sera encore en mai, au retour de Festing.

(67) L'Alkarli de Port Loko avait donné l'alarme par une lettre du 21 février : « J'envoie mon marabout Alfa Sardo vous avertir que nous avons vu Alassana Konya (= Lāsana Turé) envoyé de Far Ali (inexact) lequel va venir à Bumbâ pour enlever Suluku qui est sien. Ils n'ont pas confiance en lui, ce n'est pas un ami. J'objecte que cela cassera le traité avec les Blancs. Quand Sannoko Madi est allié à Samaya avec mes gens, le paya Ténné a été laissé au Gouverneur... »

Hay répondit dès le 25 : « Je ne puis croire la nouvelle vraie, après toutes les promesses faites par Samori au Gouverneur. J'envoie prochainement un officier chez lui ». (A.L.B.).

(68) Voici la teneur de ce message, tel que Lawson l'a transcrit : « Samori m'a envoyé en hâte au Gouverneur pour dire qu'il n'a pas cédé son pays aux Français. Il a fait la paix avec eux, et échangé des cadeaux : deux chevaux contre de l'or. Son fils, Jarwilling Karammokokh (= Dyaulé-K.), bon cavalier, les a accueillis avec deux cents chevaux. Il leur a dit que Rowe est son ami et que son commerce va en Sierra Leone, mais que s'ils s'installent à Nhersolah (= Nyagasola), il permettra de commercer avec eux. Il leur a donné deux anneaux d'or. Samori ne veut que la paix avec les chefs du Gouverneur, s'il trouble les routes le blâme sera sur lui. Il est heureux que l'affaire du Yoni soit réglée. » (Log-book).

Si les termes d'un message oral sont sujets à caution, il est pourtant probable que Lāsana avait reçu une mission de Samori car il remit trois anneaux d'or à Hay. Les renseignements recueillis par Lawson dans l'entourage de Lāsana étaient pourtant pessimistes quant à l'action des Français. « Samori est allé rencontrer quelques officiers à Keyehba (Kéñyéba). Il aurait cédé à la France la rive gauche du Niger... son fils, rentré de France, aurait menacé de rejoindre les Blancs s'il les combattait, car il est sûr qu'il ne peut pas leur résister ». (C.P. 34-40).

Lāsana était venu avec une petite caravane de 10 hommes, chargé d'or et d'ivoire et avait hâte de repartir une fois ses achats terminés. Comme il refusait d'attendre l'arrivée de Festing, Hay le laissa aller le 28 février avec un message oral pour Samori : « Je souhaite rendre notre amitié plus étroite... J'ai bien reçu votre message par Alassana Tooray. Je voulais le renvoyer en compagnie d'un officier. Comme il ne peut pas attendre, l'Européen le suivra bientôt ». (A.L.B. 1886-1887).

(69) Je n'ai pas pu déterminer la date exacte du débarquement de Festing. Elle doit se situer dans les tous premiers jours de mars, puisqu'il était à Freetown le 4 quand Hay lui remit ses instructions : « Vous visiterez Bumbâ et vous choisirez le moyen convenable pour envoyer à Samori la lettre ci-jointe. Si vous le jugez désirable, Ma-

madu Wakka ou Sannoko Madi continueront la mission. (Samori compte sur l'amitié de la Grande-Bretagne et se gardera de troubler les pays voisins de la Colonie. Pour arbitrer le conflit opposant les sofas aux indigènes, vous emmènerez des délégués de Port Lokko et Magbéli (Rokèl). Mais évitez d'engager le Gouvernement de sa Majesté... Vous persuaderez les chefs de vivre en paix et de cultiver... » Suit une analyse des crédits mis à sa disposition (C.P. 34-40).

(70) Hay to Samori march the 4th 1887 : « My good friend. I sent a letter to you by your messenger Alhasanah Koniah in which I told you I hoped soon be able to send a white officer to see you. I was then waiting for Queen's order to do so, but as your messenger could not wait any longer, I had to let him go. The Queen has now sent me word which she wished me to tell your messenger but, as he has gone I have to write it instead. She wishes me to say that, as rainy season will soon commence, she is sorry she is not able to send a white officer to see you now, but she will do so next dry season. She further wishes me to say that it is her desire to maintain most friendly relations with you and hopes you will not allow any of your people to disturb countries lying between your country and the sea, which belongs to her. I send this letter as far as Bombabab by my officer, Maj. Festing, who will send it on to you and I trust I shall have the pleasure of hearing from you shortly. » (A.R.L.B.).

(71) Pour la première mission Festing, on se reportera aux documents du C.P. 34-40 et au rapport, publié intégralement dans le *Parliamentary Paper*, N.G. 590, C. 6.687 (1892, n° 56).

Festing partait avec une escorte de dix constables, commandés par le sergent Caitell avec les interprètes Mamadu Wakka et Sannoko Madi. Il trouva à Port Loko une délégation du haut pays qui l'attendait. Elle comprenait Mustapha Sarifu, fils de Mamadu Siri (= Alfa Murry Cearay de Karéma), Mamadu, représentant Sahdigu, chef de Manjoro (Loko), Sakhana, représentant de Bonney de Madina-Loko et Bakari, fils de Suridigi, ancien Mānga de Falaba. Le chef des Samoriens, Suri Wulin (Sori-Ulé) avait envoyé un certain Konoba.

L'Alkarli le fit accompagner par plusieurs notables Témné : Binney Sanko, Santy, Bokarey Sely et Bokarey Bump. Les chefs des Marampa (Rokèl) auraient dû envoyer des délégués mais on procédait justement à leur intronisation et personne ne vint.

Itinéraire. — 12 mars : Rotumbo ; 13 : (Ro-Maka) Mélikuri ; 14 : Sinto-Buya (capitale du Ro-Buya. Palabre pour rassurer le roi Bèy-Bānta qui craignait l'invasion des sofas) ; fièvre jusqu'au 16 ; 17 : Mabemby (?) ; Romonkoni (?) ; Rogbaney (?) ; 19 : traversée de la rivière Mapotey, frontière du Ro Mendi ; ruines de Mabay Bunta (Baibunda) détruit en 1885 par les Loko de Pa-Koba aidé des sofas ; Tonkoba (= Tongkomba), premier village du Bōmbali ; 20 : Matamba (confluent marécageux Mayembrey-Tabay) ; Rokéfèy (= Makai), résidence d'Abdulay Karlokkō.

(71) L'inquiétude était générale, mais Festing réussit à convaincre la foule qu'il empêcherait les Samoriens de venir. 23 : Makaya (= Makai) ; Rokunso (= Kunshu).

Le 26 mars, à Bōmbali (Bana) premier village du Safroko, le Major entra dans le pays Limba, soumis à l'hégémonie de Samori (la frontière est marquée par la rivière Masumuney, affluent de gauche de la Mebolé). Il fut accueilli à Kamawurey (Mawuré) par Bubu, frère aîné de Suluku.

Ce dernier le reçut le 27 à Bumbā où il arriva en début de matinée après avoir longé la vallée encaissée du Kamakéko. Malgré des relations déjà anciennes avec Freetown, c'était la première fois qu'un Britannique rencontrait ce chef puissant : « C'est un homme d'environ 50 ans, musclé, à l'air triste ». Il lui offrit 26 boisseaux de riz et 2 vaches.

(72) « Ce sont des chasseurs d'esclaves hautains et paresseux... sous prétexte de religion ils pillent des païens paisibles, industriels et simples ». Suluku lui signala plusieurs cas de meurtre pur et simple.

(73) Le 31 au soir, alors que Festing était terrassé par la fièvre, une parade avait eu lieu à l'arrivée de Sori-Ulé (Suriwulin) accompagné de 215 sofas et suivi des musulmans collaborateurs, Bonny de Madina-Loko avec 346 hommes, Alfa Mohommadu Siri de Karéma avec 141 et Sandigu de Manyoro avec 46. A l'issue du palabre du 1^{er} avril, Festing décida de Suluku à leur serrer la main. Ils retournèrent chez eux le 3 avril, après que Festing eût promis de les visiter en rentrant.

(74) Ignorant l'endroit exact où se trouvait Samori et désireux de garder des gens sûrs avec lui, en raison de sa mauvaise santé, Festing avait renoncé à envoyer Mamadu Wakka ou Sannoko Madi chez l'Almami. Il eut la chance de trouver à Bumbā un courrier du gouvernement, Fodey Tureh qui se chargea de la lettre de Hay et des 25 livres qui l'accompagnaient (8 avril).

Fasting y joignit un mot pour apprendre à l'Almami le succès de sa mission : « I shall not be able to visit you till the next dry season as rains are fast coming on. I send you 25 livres. The whole of Timini and Biriwa Limba are the Governor's farms. People only wish for peace and cultivate. They complain of danger from so many

sofas... ». Suivaient l'énumération d'un certain nombre de crimes qu'on lui avait signalés : le meurtre par Sori-Ulé d'une femme Hubbu établie à Karima, les excès du dugukuñasigi de Katimbo (Kaeonko-Limba) qui fouettait sans cesse les gens de Suluku et les mettait aux fers.

On notera la revendication du pays de Suluku comme « ferme du Gouverneur ». C'est la première fois qu'elle est clairement exprimée. Le pouvoir Samorien va pourtant s'y maintenir jusqu'en février 1866, quand Festing procédera personnellement à l'évacuation de Sori-Ulé.

(75) En raison de son triste état de santé, Festing renonça à rentrer par le Loko comme il l'avait promis à Sori-Ulé. Il se dirigea sur le Rokél dans l'espoir de s'embarquer au plus vite. Il parvint le 13 avril à Ro-Kèrifèy, non sans incidents. (Les Limba du Safroko avaient confisqué son bétail sous prétexte d'un vol de manioc et il fallut envoyer quatre constables pour le dégager).

Il rentra par Masanasi (?) - Forodugu (dans le Romendi, palabre avec le chef Bèy-Fonti). Le 16, il atteignit le Rokél à Ro-Bonka dans le Marâmpa et écrivit au gouverneur pour qu'il envoie son vapeur le chercher à Pétifu. Le 17, à Magbèli, il tint une palabre avec les deux chefs du Marâmpa, Pasuba et Bèy-Koboïo qui lui avaient fait faux-bond à l'aller. Le 20 avril, aucun bateau n'étant en vue, Festing s'embarqua sur une pirogue et le 21 il coucha à l'île Tombo chez l'agent de la C.F.A.O., Pourrier.

Tous les toponymes du voyage de Festing figurent sur la carte de Sierra Leone au 1/250.000^{me} [feuilles Freetown et Kabaïa]. Ceux qui ne sont pas identifiés sont marqués d'un point d'interrogation.

(76) Déclarations de Nalifa-Mudu recueillies par Lawson : « Je suis la voix des guerriers que Samori plaça sous Impha Alieu pour contrôler la route de Mafindee Cahbayah à Falaba — Impha Alieu a appris que le Gouverneur a envoyé un Blanc à Samori mais qu'il s'est arrêté à Bumbâ. Il m'a envoyé demander au Gouverneur que le Blanc revienne. Suluku m'a bien reçu. C'est un bon homme comme l'Alkari. Samori veut voir un Blanc et est fidèle à sa parole. Il a promis il y a deux ans au Gouverneur que tout le bas pays était à lui, qu'il n'y toucherait pas. Impha Alieu a appris qu'Alhasanah Tooray est venu acheter avec de l'ivoire et a usé du nom de Samori et menti en disant que l'Almami l'envoyait enlever Suluku de Bumbâ de force. Il demande au Gouverneur de ne pas le croire et de faire monter un Blanc pour juger de l'état des choses entre les Français et Samori. Le Gouverneur sera sûr que tout notre commerce est pour la Sierra Leone, c'est notre plus vieux client, il est plus près et notre cœur est avec lui. Que le Gouverneur envoie la médaille d'argent à Samori avec un Blanc ». (Log-book).

Selon les instructions reçues de Rowe le 13 mai, Hay ramit un cadeau de 7 livres pour Nalifa-Mudu et 10 pour Långamê-Fali. Lawaon expliqua que le retard de Festing était dû à l'hivernage.

(77) Festing insiste sur l'opposition entre les Konyänkè, vieux compagnons de Samori et fidèles jusqu'à la mort, et les nouvelles recrues, embrigadées à la suite de la conquête brutale de leur pays. Il croit ceux-ci prêts à lâcher pied. Les événements vont lui donner tort car seules se révolteront les troupes auxiliaires, encadrés par des chefs « nationaux ».

« La présence constante des sofas à Bumbâ est une menace... La guerre, seule occupation de Samori, doit le ravitailler. S'il ne trouve pas de nouvelles provinces à conquérir, son pays éclatera par sa propre lourdeur (break up from its own unwieldiness)... Samori n'offensera jamais la Grande-Bretagne car il veut des armes et munitions, que la France lui refusera ». (Rapport Festing in C.P. 34-40, p. 69).

(78) Lettre reçue à Freetown le 22 août : « J'ai reçu votre argent, 25 livres, par Foday Tooray. Je suis très heureux que vous m'envoyez un officier, je vais à présent faire la guerre à un nommé Kehbah très loin à l'Est ». (AR.L.B.).

Lettre reçue le 3 octobre, retransmise par Långamê-Fali : « A mes amis Anglais. Nous avons un accord. Je laisse les pays Timmanee et Limba pour l'amour du Gouverneur (his sake). Je ne veux aucune querelle. Les Français sont dans le Kisikisi (Morèa). Ils sont en paix pour trois ans avec moi et les gens du Bori (Bourè). Les routes sont libres ». (AR.L.B.).

(79) En dehors de sa politique samorienne, le gouverneur gardait contact avec le Futa-Dyalô et le Soudan Toucouleur. Le 23 août, le Dyula Foday Maroonah remit ais réclameait un budget détaillé. Celui-ci fut envoyé le 12 mai 1866 après avoir visité Amadu à Nyoro et lui avoir remis les cadeaux du Gouverneur. A l'aller comme au retour il avait traversé la zone française. A sa première mission il signala l'arrestation à Bamako d'Ibrahima Dempooray dénoncé aux militaires comme un agent anglais.

(80) L'histoire des crédits de la mise en œuvre est assez tourmentée. Le 24 juin, le Colonial Office télégraphia à Rowe que le Trésor accordait 1.500 livres pour Festing, mais réclameait un budget détaillé. Celui-ci fut envoyé le 8 septembre. Dans l'intervalle, le 5 août, Lord Stanhope avait approuvé le rapport de Festing. L'affaire parut alors entrer en sommeil mais elle rebondit le 27 octobre quand le Colonial Office s'inquiéta auprès du War Of-

fice de la valeur des prétentions françaises et quand, le 10 novembre, le Major Crooke, chef du service des Renseignements répondit que le traité Peroz paraissait authentique. Le Colonial Office, consterné, transmit dès le 12 le budget de la mission aux Lords du Trésor qui se plaignirent d'être bouculés par cette hâte intempestive et s'en prirent au indemnités trop élevées accordées à Festing (2 livres par jour). Salisbury repoussa leurs objections le 15 novembre et ils n'eurent plus qu'à s'incliner.

(81) Une caravane du Burè, dirigée par Bandookoh Jarwandoh (Dyawāndu) était arrivée à Freetown le 11 décembre. Son chef signala à Sannoko Madi le passage de Binger mais ajouta que Tyèba assiégeait Samori dans son camp. (Log-book).

(82) Rowe télégraphia à Stanhope le 25 décembre : « J'ai reçu la nouvelle que Samori battu à Bambarra (Sikasso) a de grosses difficultés... » Il ajoutait, mais ce n'était qu'une clause de style : « Je crois que Festing doit quand même tenter l'aventure ». Le 29, Stanhope lui répondait de retenir le Major en attendant des instructions. Il prit sa décision le 5 janvier, après avis du War Office.

Festing écrivit le 4 avril : « I always get cross when I think how this brute, Sir Samuel, kept me at it till the latest moment and gave me not a moment to myself... »

(83) Sur ces événements, voir Chap. IV - D (ci-dessus).

L'intervention de Karimu au Sānda est signalée dès le 6 septembre 1887. La première lettre de Sidi Baba, annonçant qu'il remplaçait Lāngamā Fali, arriva à Freetown le 4 octobre. Dans le courant de ce mois, un traitant créole, Whitfield, accompagné d'un musulman de Port Loko, Bineh Sankoh, visita Suluku et Sidi Baba à qui il vendit des armes. En arrivant à Mafindi-Kabaya il exigea d'être payé en or et en ivoire, mais on lui demanda d'attendre le Kèlètigi, qui combattait alors en pays Kisi. A son retour, Sidi Baba paya ce qu'il lui devait mais lui interdit d'aller plus loin. Whitfield, furieux reprit la route de la côte en donnant libre cours à ses mauvais instincts. Sidi Baba lui avait remis deux anneaux d'or et huit défenses, que Bilali envoyait de Sikasso pour le gouverneur et dont bien entendu, on n'en entendra plus parler. Whitfield marchait en compagnie de Sori-Ulé qui regagnait Karéma. En arrivant à Surinumuya, le chef Samorien fut enlevé par les Muritèy de Karimu et aurait été tué sans l'intervention du frère de Suluku. Whitfield n'avait rien fait pour le secourir. Il poussa jusqu'à Bumbā et répandit sciemment le bruit qu'une attaque des sofas se préparait, sans doute dans l'espoir de vendre des armes aux habitants.

L'affolement fut général. Comme le bruit des défaites de Samori se répandait au même moment, les Limba n'étaient pas disposés à se laisser faire. Vers la fin de décembre, Suluku arma ses guerriers et dépouilla des dyula qui remontaient avec des armes.

Cependant, Whitfield s'était présenté à Lawson le 27 décembre, en rentrant à Freetown, et il déclara qu'envoyer un Européen à Samori battu était un pur gaspillage. Rowe utilisera cet argument pour essayer de faire annuler la mission.

Au début de janvier, la situation au Limba approchait du point de rupture. Le 11 janvier, Rowe reçut deux lettres, l'une de Suluku, portée par son fils Pompoñ, l'autre de Sidi-Baba. Le premier répondait à l'appel du gouverneur qu'il s'efforcerait de tenir les routes ouvertes, mais qu'il ne pouvait éviter la guerre que si les Anglais venaient « enlever les sofas de son pays ». Le Kèlètigi écrivait : « Vous dites que le Sankeh, le Limbeh, le Lokkoh et le Wara-Wara sont vos fermes, aussi je les laisse pour notre amitié. Je ne veux pas que les routes soient ruinées, mais les gens de vos fermes les ruinent. Je vous envoie cette deuxième lettre pour que vous les fassiez respecter ». Il offrait en somme de retirer ses hommes à condition que les Britanniques prennent la pays en main et assurent la sécurité des caravanes.

Le 17, Rowe répondit par deux courtes lettres, annonçant l'arrivée imminente de Festing. (C.P. 34-40).

(84) Rowe à Festing, 16 janvier 1888 : « Votre premier but est de cultiver l'amitié de Samudoo avec qui nous devons entretenir des relations régulières. Samori commande des districts essentiels pour la Sierra Leone et son amitié est précieuse. Il rencontre des difficultés pour la première fois chez Kebah, ce qui a provoqué un mouvement visant à le remplacer par Kankandyé, fils d'Ibrahima Sissi. Les sofas de Mafindeh Cabbayah interdisent de diffuser les nouvelles de la guerre, aussi sommes-nous mal renseignés. C'est pourquoi il est nécessaire de visiter Barbah qui a remplacé Impha Allieu à Mafindeh Cabbayah. Il a interdit à Monsieur Whitfield et au chef Bineh Sankong, de Port Lokko, de dépasser son camp. Vous lui demanderez de l'aide pour poursuivre votre route comme représentant de Sa Majesté. Mais, selon la coutume du pays, on ne doit pas rejoindre un chef en guerre tant qu'il ne vous réclame pas. Si Barbah vous refuse le passage, vous n'avez donc qu'à rentrer. Si vous parvenez jusqu'à Samudoo, l'essentiel est d'éclaircir la question de son traité avec la France.

Votre second but est de mettre en état la route de Port Lokko et Magbéli à Bumbā et Falaba. Vous enquêterez sur les plaintes de Suluku contre les sofas et vous ouvrirez les routes en direction de Port-Lokko, en aucun cas des Scarcies. Vous suivrez la route de Kstimbo à Sinkunya, qui est l'itinéraire officiel des messagers du Futa. »

Le 23 février, en transmettant le traité provisoire conclu avec Suluku, Rowe commentera ainsi ses instructions : « Les rapports sur la défaite de Samori étaient exagérés, aussi ai-je bon espoir. Il était sage de libérer le Limba des sofas pour écarter le danger d'une insurrection ». (C.P. 34-40).

(85) Pour la seconde mission Festing, on se reportera aux lettres publiées dans le C.P. 34-40, et surtout au journal du major, complété par diverses pièces annexes (C.O. 806-308).

Festing disposait d'une somme de 650 livres. Il partait avec une escorte de 10 hommes commandée par le sergent Caitell, mais celui-ci, souffrant, manqua le départ et le rejoignit le 25 janvier à Makontey dans le Sa-froko. Mamadu Wakka étant malade, il avait pris comme interprète Bairo Mahady (Bye-Yorroh Mahjee) ou Bahiroh Mahajee, qui s'avérera d'une parfaite malhonnêteté. L'équipe était complétée par un commis appartenant à une grande famille créole, Edmund T. Davies.

Bineh Sankoh de Port-Loko devait d'abord l'accompagner, mais il manqua au rendez-vous fixé à Bumbā. Il semble qu'il craignait de visiter Sidi Baba après les intrigues qu'il avait menées en compagnie de Whitfield.

(86) Avec l'esprit réglementaire qui le caractérisait, Rowe s'efforçait depuis des années d'imposer un itinéraire officiel entre Freetown et les chefs de l'Intérieur. Il pensait que si les courriers du gouvernement s'attachaient à ne pas s'en écarter cela servirait l'influence et le prestige britanniques, sans parler des facilités pratiques que présentaient des gîtes d'étapes organisés entre Port Lokko et Bumbā. Cette « route officielle » suivait l'itinéraire méridional, par le Buya, le Romendi et le Bōmbali. Rowe allait critiquer vivement Festing de s'en être écarté, bien que celui-ci ait obéi à des motifs d'opportunité parfaitement défendables.

À l'issue d'une palabre tenue le 20 janvier avec les chefs de Port-Loko, le major renonce en effet à suivre sa route de l'année précédente, ravagée et presque déserte. L'Alkarli lui avait promis 50 porteurs mais il ne parvint pas à les réunir et la mission ne partit, à grande peine, que le 23 janvier. Tout au long de la route, jusqu'au Limba, elle rencontrera des dyula du Haut Niger qui descendaient vers la côte en dépit d'une situation dangereuse. Itinéraire : Ropolong (Pulun) ; 24 : Robagah (= Baka) où un messager de Sori-Ulé annonça que Suluku s'armait pour chasser les sofas ; 25 : Magbafat (par Magbellin) ; 26 : traversée du Belya, limite du pays Loko soumise à Samori, étape à Matutu ; 27 : traversée du Mabulé à Mapéma ; rencontre d'une caravane de 100 dyula commandée par Fakaba, venant de Kébadugu (Sikasso) après 29 jours de marche. Le caravanier annonça que Samori avait ordonné de décapiter ceux qui commerçaient avec les Français. 28 : Makéti, Madina Loko (dont Festing remarque le tata en chevrons de type soudanais). Le 29, Festing se rend à Karéma (Karéma) où Bonny de Madina s'était rendu. Au cours d'une grande palabre en présence du chef sofa Sori-Ulé, Alfa Mahamadu Siri (Swaré), chef des musulmans déclara que la population voulait le départ des sofas. Sori-Ulé accepta alors d'accompagner Festing chez Samori. Jusqu'au 31, Festing se reposa à Karéma, recueillant les plaintes des Samoriens contre Suluku. Les noms entre parenthèses respectent la transcription des cartes de Sierra Leone au 1/250.000^{me} et d'A.O.F. au 1/200.000^{me}, dont les feuilles sont indiquées entre crochets.

Le 4 février, le major envoya les constables Daly et Ansumana visiter Karimu à Kamala (Sānda) et l'inviter à ne pas molester le commerce, étant donné que les sofas allaient se retirer.

(87) Le 8 février, en quittant Bumbā, Festing confia ce traité, avec diverses lettres pour le gouverneur, à Dauda Kaba, l'ancien ambassadeur de Samori, qui menait une caravane à la côte. Cet agent allait remonter avec une nouvelle lettre de Rowe pour l'Almami, que le major recevra le 31 mars à Biāndugu mais qui n'aura aucune incidence sur la suite de la mission.

Ce traité improvisé n'était valable que pour un an. Le Secrétaire d'Etat en sera avisé le 6 avril et proposera sa ratification, qui sera accordée le 29 octobre. C'était la première brèche à la règle sacro-sainte interdisant toute extension des responsabilités britanniques. Le traité sera remplacé par celui du 12 janvier 1889, qui consacrera l'entrée du Limba dans la sphère d'influence de la Sierra Leone.

(88) Sori-Ulé, très heureux de sortir du piège, craignait cependant que Samori ne s'en prenne à lui si les commerçants étaient molestés après son départ. Cela rendait nécessaire la palabre de Bumbā. Avec le chef sofa venaient les dyula indigènes, Bonny de Madina et Alfa Mamadu de Karéma. Le soir même, la grande palabre réunit plus de 1.000 personnes. Suluku se justifia en rejetant la responsabilité des pillages sur les gens de Karimu, mais il admit que la présence des sofas irritait la population. Festing déclina l'enthousiasme en annonçant que les sofas allaient se retirer avec lui, puisqu'ils devaient lui servir d'escorte. Tout le monde parut alors se réconcilier.

lier, mais les musulmans rappelèrent cependant que Suluku avait fait enlever 130 captifs Hubbu qui cultivaient près de Karéma. De son côté, Sori-Ulé avait expulsé les Limba de Maya et Robaké (sur le Mabolé) pour y installer ses captifs. Il avait aussi pris dix hommes à Amadu Kunkuna, neveu de Suluku.

Bafodya est le Batudya de Festing, qui simplifie abusivement le tableau politique du Limba en écrivant que les gens de Sumā sont en fait « les guerriers de Suluku ».

(89) Sori-Ulé était redescendu de Bumbā à Karéma pour évacuer tout son monde. Festing l'attendit à Surinumuya (= Surunumia), sous la pluie, jusqu'au 9. Le 10 : Kasimbo (= Kasenpon); 11 = Katimbo (chef-lieu du Kasonké partiellement reconstruit). Le 12, après avoir évité de peu une échauffourée à Kafogo où un sofa avait volé de l'étoffe), Festing s'égara dans le territoire Kurānko, un quasi désert où il était impossible de trouver des vivres. Il campa à Lāngékoro (dans le Dya). Le 13 et le 14 il erça vers l'est et campa à Sarako. Le 15 il retrouva la route du Nord chez les Limba du Wara-Wara mais un rassemblement hostile l'arrêta, un peu avant Yagala, au carrefour où bifurquent les pistes de Bafodya et de Musaia (11° 35' W - 9° 33' N). Malgré Festing, qui expliqua qu'il nettoyait le pays des sofas, les guerriers exigeaient qu'on leur livrât Sori-Ulé. A un moment donné, ils saisirent les bagages qui marchaient à l'arrière-garde et le major dut retourner en hâte pour les dégager. Finalement, quand ils virent que les Britanniques étaient décidés à combattre aux côtés des Samoriens, ils les laissèrent passer. Pour éviter une seconde troupe armée qu'on signalait à Syalimba (= Syamemaya), la mission fila alors vers le nord, sur la frontière Dyalōnké. Elle campa la soir même à Saramaraya (= Sulimanya).

(90) Le 16, après avoir traversé le Kinfa au gué de Tampanko, Festing se trouvait en terre Dyelōnké et par conséquent en sûreté. Il tint une grande palabre le soir même en présence de Dyènèba-Mudu, chef de Sinkunya. (Il ne s'agit pas de la ville moderne, mais du vieux site qui correspond au lieu dit Manankō, dans la boucle du Mongo : 11° 30' W - 9° 45' W). Après deux jours de repos, qu'il employa à se renseigner, il décida de rendre visite à Mānga-Isa dont l'amitié pouvait être précieuse aux Britanniques. Le 19 il était à Falaba, médiocrement reconstruit, et le 21 à Kalyéri où le vieil Isa, qui craignait de se compromettre, lui réserve un accueil gêné. 50 hommes envoyés à sa rencontre par Baba l'y rejoignirent, tandis que Sori-Ulé l'attendait à Dantiliya. Festing arriva le 23 dans ce village où on lui offrit une grande réception, avec parade et défilé, ce qui ne l'empêcha pas de recueillir les plaintes de la population. Sori-Ulé avait fait avertir le Kélétigl que le Blanc allait chez Samori et voulait poursuivre sa route sans perte de temps.

Le 25, Festing entra en terre Kurānko à Diguiri (= sans doute Gbirri) et campa à Damanya (9° 48' N - 10° 52' W). Le 26, il fit son entrée à Mafindi Kabaya (9° 43' N - 10° 43' W).

(91) Baba rentrait du Kisi pour affronter les Kono et Kurānko révoltés qui se massaient sur le Bagbé. (Pour ces événements dans leur contexte africain, ci-dessus chap. IV, C et E).

La parade eut lieu sur l'immense esplanade qui s'étendait au centre du village. Monté sur un cheval blanc, Baba défila devant « quatre bataillons de 200 à 400 hommes » et mit pied à terre pour serrer la main du major. Celui-ci expliqua alors que la Reine l'envoyait visiter Samori, et invita les assistants à s'unir tous derrière l'Almami et à se conduire dans un esprit de paix.

Festing atteste l'extrême amabilité de son hôte, qui lui avait offert deux boeufs pour nourrir ses hommes. Il obtint la libération d'une sujette britannique, Rébecca, qui se trouvait captive à Dantiliya.

Baba, qui ne manquait pas de bon sens, s'inquiétait cependant de l'évacuation de Sori-Ulé et craignait que les Limba ne coupassent la route. Il feignit cependant de croire aux assurances du major, mais une certaine méfiance persista. Festing n'écrit-il pas que « les sofas ont peur de moi. Baba a cru que je voulais l'égorger » (cut his throat).

Pōmpōfi, fils de Suluku, ne suivit pas le major au-delà de Mafindi-Kabaya. C'est par lui que Freetown apprendra le 26 mars la bonne marche de la mission.

(92) Le 27 janvier à Matto, il avait appris que Samori aurait ordonné de décapiter tous ceux qui commerciaient avec les Français et le 29 à Karéma, Sori-Ulé avait confirmé qu'aucun pays n'était cédé à la France. Le 10 février, à Kasimbo, Momodu Koroma, chef d'une caravane de 164 dyula du Burè déclara que les Français n'étaient pas dans son pays; et le lendemain à Katimbo, Surijaney, chef d'une caravane de 264 hommes, déclara que les Français avaient offert d'aider Samori contre la cession du Burè, mais qu'il avait refusé. Le 24, à Dantiliya, Festing apprit enfin que les Français occupaient le Burè, mais il n'était pas en état de comprendre qu'il s'agissait cette fois de la vérité. Baba confirma pourtant la perte du Burè, mais précisa qu'il avait été arraché de force à Samori sans qu'il ait accepté l'aide des Français.

(93) Le 3 mars, Festing trouva difficilement des porteurs à Sanankoro (10° 40' W - 9° 43' N) puis traversa le Tèmbi-Ko (= Niger) à Laya (Sando : 9° 48' N - 10° 38' W) où il fut reçu par le chef du Sankarā (Marin-Karanī Ularé da Tiro, sans aucun doute). Le 4, il campa à Arafoéla (10° 27' W - 9° 58' N) (= Arpela) où il fut rejoint par

Sori Ulé et Lāsana. Le 5 il traversait le Mafu et entrait dans le Kōndédu par Kansiraya (10° 16' W - 9° 57' N) et Mānkono. Le 6, il arriva à Sininkoro, pays natal de Sori-Ulé. C'était alors un village ouvert, mais les ruines du tata, avec des squelettes abandonnés depuis le siège de 1880, se voyaient encore à l'écart. Il s'y reposa le 7. Le 8, il traversa Madina (= Maréna) et Bahfely (Bafélé où il assista à un mariage) pour camper à Sirdiyya 10° 10' N - 10° 07' W).

Le 9 en arrivant aux ruines de Borofinyā (9° 54' W - 10° 12' N) il eut la surprise de rencontrer Nalifa Mudu qui allait chez Baba avec un message de Lāngamā-Fali. Cet agent accepta de se joindre au major mais il insista pour qu'il ralentisse la marche en attendant des nouvelles de Samori. Pour lui complaire, Festing s'attarda du 10 au 13 à Bagbè écrasé de chaleur dans la plaine sablonneuse du Nyādā (9° 44' W - 10° 15' N). Malgré l'empressement du chef Karifa Mudu, sa santé se détériorait et il décida de pousser jusqu'à Kase, le village natal de Nalifa-Mudu, pour y attendre les ordres de Bisāndugu.

Campant à Mora-Morlya (9° 34' W - 10° 12' N) le 14, à Kumba-Kura (9° 33' W - 10° 10' N) le 15, il arriva à destination le 16. Il allait séjourner jusqu'au 22 à Kasa (0° 24' W - 10° 09' N), sur les rives du Milo, choyé par la famille du messager de Samori. Dès le 17, il avait fait avertir Sarānkēñyi de sa venue, mais celle-ci le prenait pour un Français et faisait trainer sa réponse. Sans son accord, aucun notable ne pouvait autoriser la traversée du fleuve délimitant le domaine réservé sans risquer sa tête.

La permission vint finalement et le 23 il poussa par Musaya jusqu'à Yirila (= Guirilan : 9° 16' W - 10° 03' N). Le 24 il atteignit la vaste ceinture cultivée qui entourait Bisāndugu et où il trouva des captifs Kono, déportés depuis l'année précédente. Le jeune Sarānkēñyi-Mori, âgé d'une douzaine d'année, vint le saluer au nom de sa mère et lui demanda de remettre son entrée au lendemain. Festing protesta et eut gain de cause. Le fils de Samori guida en ville le major, qui paraît l'avoir littéralement séduit et il assista à son installation. Le jeune garçon allait porter à son hôte un intérêt tout personnel, alors qu'il avait redouté, paraît-il, la rudesse des compagnons de Péroz. Cette idylle finira d'ailleurs sur une note comique quand Sarānkēñyi-Mori se baignera dans l'eau potable du major et que sa mère, fort ennuyée, vint s'excuser de ne pas le punir car elle ne l'avait jamais fait fouetter.

La mission s'installa dans un groupe de huttes isolées dominant la rive abrupte du Korbahling, à l'extrémité ouest de la ville. Garrett y sera logé à son tour en 1890.

(94) Le 14 mars, à Maramoria, il avait pourtant appris que les Français avaient construits le fort de Siguirri, et l'imagination africaine y plaçait 400 blancs. Festing se raccrocha à l'espoir qu'il s'agissait d'un simple acte de violence, contre la volonté de l'Almami. Il transcrivit des noms français sous des formes très fantaisistes : Combo (Combes), Bour (chef en Wolof), Docteur Gamel.

Le 23, à Yirila, on lui confirma que Samori avait refusé de signer un traité l'an passé. Le 30, à Bisāndugu, il apprit que les Français du Buré avaient imposé un tribut de 800 livres à la place des 600 payées à Samori et qu'ils venaient d'arrêter des notables du Manding. (Il s'agit du raid du Kangaba).

Le 3 avril le bruit courut que les Français entraient à Kankan. Festing projeta aussitôt de leur échapper en se retirant sur Ntèntu, plus proche de Samori. Pour savoir à quoi s'en tenir, il fit reconnaître Tinti-Ulé par un certain Lamina qui rentra le 8 en démentant la fausse nouvelle. Celle-ci provenait du passage de la colonne Plat qui descendait vers Benty. Les conversations du major avec Lāsana et Sarānkēñyi n'ayant rien donné de positif, il s'ancre dans la conviction que l'Almami n'avait pas traité avec la France et dans la détermination de ne pas rentrer sans l'avoir vu.

Il était tout aussi mal renseigné sur le déroulement de la guerre et on n'est guère édifié sur la sagesse de son jugement quand on lit, le 23 mars, alors que l'insurrection s'étendait déjà dans l'ouest et couvrait partout : « La population montra un profond respect pour Samori et personne n'oserait, ni ne désirerait soulever une révolte ». Le 17 mars, il avait cru volontiers à la prise de « Kèbah ». Le 30 il écrivit que la mort de ce chef était confirmée mais aussi celle d'Impha Alieu et du fils aîné de Samori. Le 3 et le 21 avril, il nota à nouveau ce renseignement, dont seul le premier terme était faux.

Le 22, sur la route de Sikasso, il accepta la nouvelle d'un armistice conclu entre Samori et « Kèbah » en raison de sa visite.

(95) Le méfiance qui continuait à entourer Festing explique sans doute le faux pas de Fasina. Le major était bien installé et ravitaillé mais n'avait pas pu expliquer officiellement le but de sa mission. Le 27, une grande palabre à cet effet était annoncée, mais le major trouva la place déserte quand il se présenta. C'est seulement le 28 qu'il fut reçu par Sarānkēñyi et lui remit ses cadeaux. Le 30, une lettre de Samori arriva alors que Fasina inspectait les hameaux de culture. Festing apprit seulement le 1^{er} avril que l'Almami ne voulait pas voir le Blanc s'il n'apportait pas des fusils et de la poudre. On l'avait présenté comme un commerçant.

Terraqué par la maladie, Festing s'obstina, parce qu'il pensait que son départ laisserait son pays aux mains des Français et pousserait les Limba à couper la route, mais aussi parce qu'il recherchait des avantages personnels, ce qu'il ne confia pas à son journal.

Le 3 avril, il fit une scène violente à Fasina, proclamant que la visite d'un représentant de la Reine était un honneur pour Samori dont le pouvoir ne reposait que sur le droit de conquête. Cependant, Sarankényi avait fait avertir son mari et elle demanda au Blanc de patienter alors qu'il songeait déjà à se retirer à Kankan ou même à rentrer à la côte. Festing refusa d'attendre hors de Bisândugu, bien que Fasina le lui ait demandé le 10 avril, à la suite d'un adultère dont l'un de ses hommes était accusé. Le 19 avril enfin, la réponse de l'Almami arriva. Comme les raids Sénoufo troublaient la route, Nalifa-Mudu décida d'accompagner le major tandis que Sori-Ulié, qu'il taxa de lâcheté, demeura à Bisândugu. Ce chef sera bientôt dégradé et rejoindra Sikasso comme simple combattant le 22 mai. Le major laissa dans la capitale de Samori 17 de ses hommes, qui étaient malades, ainsi qu'une grande partie de ses bagages et de son argent (100 livres). Il consacra le 20 à une visite d'adieu à Sarankényi et à Fasina, qui allait bientôt être déplacé pour sa maladresse envers Festing, et chargé d'escorter des convois vers Sikasso avant de rentrer en grèce.

(96) En repartant, Festing fut retardé par l'interprète Bairo, dont la mauvaise volonté devenait manifeste, et son léger convoi le suivit sous les ordres de Nalifa Mudu. Il campa à Klanklang (= Kalankalā : 8° 53' W - 10° 07' N) près du gué du Dyô. Il continuait à en longer la rive gauche par Koma le 23 (8° 49' W - 10° 13' N) et il entra le 24 dans le Wasulu à Musédugu dont serait issu Kôndé-Bréma (8° 47' W - 10° 20' N). Le 25, à Kanintuma-Niah (= Kantumanya : 8° 39' W - 10° 29' N), il remarqua des ruines de hauts-fourneaux. Le 26, après une halte à Sokuraba il traversait le Bahlé (= Sankarani) à Dugonoh (= Dukulendu : 8° 36' W - 10° 36' N). Le 28, il était à Dyalakuru, patrie d'Adyigbè, toujours attendu et hébergé sur l'ordre de Samori ; 29 : Sambamamodullah (= Sambamudula : 10° 49' N - 8° 26' W). Le 30, à Dāndélah (8° 23' W - 10° 54' N), il apprit la dégradation de Fasana et croisa l'escorte d'une femme de l'Almami qu'on ramenait à Bisândugu. Le 1^{er} mai, malade, il poussa de l'avant à travers un pays richement cultivé par Farajana (= Faradiana : 8° 22' W - 10° 57' N) ; et les ruines de Sifara, jusqu'à Fomana (= Fukamana : 8° 20' W - 11° 05' N). Le 2 mai, il était à Ghilenfin (= Dyèlifin : 11° 12' N - 8° 15' W), le 3 à Bunduko (= Bununko : 8° 02' W - 8° 11' N), où la tête coupée de l'ancien chef restait exposée depuis la révolte de 1886. Le 4 mai, à Faragbara (= Faragwaran : 7° 46' W - 11° 19' N), il entra en terre Bambara. Du 5 au 7, le major se reposa dans la vieille ville murée de Teintu (= Ntentu, Tenentu). La proximité de Bamako explique la sensation que créa la présence d'un Anglais sur le marché, où il observa du sel gemme, des nattes, de la viande, des perles, du savon. Il ne nomme pas le marabout qu'il visita, mais il s'agit évidemment de Ladyi Mamadu-Lamini Silla, l'ancien hôte de Binger. Le 8, par les ruines de Farajaleh (= Faradyélé), il gagna Buginey (= Bougouni) et le lendemain il traverse le Bawulèh (Baulé). Campé dans les ruines de Burey (= Uré : 11° 22' N - 7° 20' W), il vit passer un convoi de 400 porteurs avec du riz pour le siège. Il allait dès lors en rencontrer chaque jour. Le 10, après avoir traversé le Bahlenfin (= Banifin). Il campa à Farabakoro (= Faraba : 11° 22' N - en plein désert, où, pour la première fois, l'intendance samorienne fit défaut. En dépit des protestations du major, Nalifa Mudu n'y put rien. De ruines en ruines, souffrant du manque d'eau et comptant les cadavres des porteurs abandonnés, il passa le 11 à Samba (7° 02' W - 11° 18' N) et le 12 à Ménakoba (= Mena : 6° 46' W - 11° 15' N). Arrivé le 13 au gué du Bagoé, à Bendoghobugu, il y visita les femmes de Samori. Il y prit du repos, laissant l'escorte prendre de l'avance. C'est seulement le 15 qu'il traversa le fleuve, puis le Gana en ruine, pour camper à Toia (Tomia : 6° 20' W - 11° 19' N et non Tyola) ou plutôt hors du village que l'odeur des cadavres rendait inaccessible. Le 16, à Gurala (= Nkurala, Kerekan), il entra en terre Sénoufo, ce qu'il comprit à l'architecture du village, un entassement de maisons en terrasses enserrées dans un mur en chevrons. Le 17, malade, il s'arrêta dans le sanyé de Ferentela (= Fentérla) où Sana lui présenta un taureau de la part de Samori. On entendait déjà au loin la fusillade du siège. Ceci déplut au major qui envoya Ansumane annoncer qu'il n'irait pas plus loin si un armistice n'était pas conclu. Le 18, le calme paraissait revenu et Ansumane apporta un message de l'Almami annonçant que le camp du visiteur était prêt, à côté d'une « grande eau comme les Blancs l'aiment ». Le 19, Festing repartit donc et arriva enfin à la ville provisoire que les assiégeants avaient construite depuis un an. Onze cavaliers vinrent à sa rencontre, puis un groupe de chefs importants : Bilali, Folônka-Mudu, Karanké-Musa, Fodéba, Sayô, Balakunjolo (= Balakundyulu). Ils l'escortèrent jusqu'au lieu choisi dans le sanyé de Folônka-Mudu, deux miles à l'ouest de la résidence de l'Almami. Le major leur explique, pour le profit de leur maître, qu'il venait pour traiter au sujet des routes et du commerce, mais que les Anglais ne voulaient annexer aucun pays.

Depuis Freetown, il avait parcouru 652 miles.

(97) Le major fut très bien traité par Samori, qui faisait prendre chaque jour ses nouvelles par Nalifa-Mudu et Kokisi. Ce dernier lui avait livré du riz et des poulets le soir de son arrivée, et le ravitaillement de la petite troupe fut assuré régulièrement, malgré la disette qui régnait chaque fois que tardait un convoi. Une seule fois,

le 1^{er} juin, les Britanniques se trouvèrent à court de vivres, et les constables faillirent se mutiner. Avec une certaine inconscience, Festing allait pourtant s'indigner que Folonka-Mudu ait fait fouetter les retardataires. Il avait pris en haine son hôte dont les brutalités l'horrifiaient. Son journal est plein de cris d'indignation, et il se plaignait même à Samori, menaçant de le quitter sur le champ s'il ne faisait pas justice de « cette brute » (2 juin). La mort de Folonka-Mudu dans l'assaut du 30 juin mit fin à la querelle.

(98) L'Almami rendit visite à Festing le 20, dès le lever du jour, accompagné de Bilali, Karānké-Musa, Kokisi et Nalifa-Mudu. L'importance qu'il accordait à son visiteur est évidente car il était alors en proie à une forte fièvre et élité depuis 20 jours. Dans un état de grande agitation, tenant des propos un peu décousus, il déclara qu'il avait signé avec la France un simple traité de paix dont il n'avait même pas copie et qu'il avait repoussé les propositions de Binger visant à détourner de Freetown son commerce.

Le major proposa alors de signer un traité avec la Grande-Bretagne, et Samori lui demanda aussitôt de l'aider contre Sikasso. Festing ayant refusé et menacé de repartir sur-le-champ, l'Almami insista pour qu'il restât au moins quelques jours. Le major lui démontra alors que la lutte contre Tyèba était sans issue et que les Français en profiteraient pour lui prendre son pays. Son hôte lui répondit avec beaucoup de passion qu'il s'en moquait, qu'il était prêt à tout sacrifier, même sa famille et ses biens, plutôt que de renoncer à Sikasso.

Samori, saisi par la fièvre, passa la journée sur un lit de camp, dans la case à palabre voisine du aanyé de Folonka Mudu. Au cours d'un second entretien, plus calme, il déclara qu'il voulait bien faire la paix, mais que Tyèba refusait. Il se plaignait aussi de ne pas recevoir les messagers du gouverneur : « Rien de ce qu'envoient Sannoko Madi et Mamudu Wakka n'arrive jamais ».

Le 22, le major rendit sa visite à son hôte et la description de son camp, sur une crête dénudée, confirme bien celle de Binger. Le soir, au cours d'un conseil secret, Samori demanda comment s'y prenaient les Blancs pour attaquer les villes, mais la description par Festing de torpilles et de fusées n'avait guère de portée pratique. En revanche, le major signale que Tyèba manquait de vivres et de munitions.

Il est certain que la situation des assiégeants était difficile, mais leur force était grande et ils pouvaient encore espérer enlever la place. Festing, qui le souhaitait dans l'espoir de faire signer son traité, aida les sofas à mettre en batterie leurs deux petites pièces d'artillerie, le 24 mai, alors qu'un assaut général se préparait. Le lendemain il écrivit : « Samori veut rentrer à Bisandugu avec moi. C'est une affaire de quelques jours ». Le 31, il fallut déchanter. Malgré certains succès, les sofas n'avaient pas réduit la défense et le siège continuait.

(99) Il est curieux que la méfiance du major ne se soit pas éveillée quand il apprit que Dyaulé-Karamogho avait rendu visite aux Français de Siguiri pour leur réclamer de l'aide. Quand il apprit le 5 juin, que le fils de Samori rentrait bredouille, Festing aurait dû comprendre que cet ultime appel, à lui seul, confirmait l'existence du traité.

Nous verrons que le fils de Samori était en fait resté à Kankan et que la visite à Gallieni fut rendue par Ansumana Kuyaté le 10 février.

(100) Dès le 8 juin, Festing apprit qu'une grande insurrection s'étendait dans l'ouest : Mafindi-Kabaya était tombé et Sidi-Baba se retranchait à Sininkoro face aux Konoh et aux Wulây (= Ularé du Sankaran). Le 17, le bruit courut que Sininkoro était tombé et que Baba se retirait sur Bagbé, mais cette fois c'était une fausse nouvelle. Festing crut cependant que la route de Freetown lui était coupée. Il se demanda s'il ne devrait pas, pour rentrer, obliquer au nord, vers le Futa-Dyalô. On ne voit pas pourquoi il accepta le démenti qui vint le 19 et qui était mensonger puisqu'il niait la chute de Mafindi-Kabaya.

(101) Bairo avait gardé le plupart des cadeaux qu'il avait été chargé de remettre tout au long de la route depuis Freetown. Festing le mit en état d'arrestation et l'enquête allait établir que Beiro se conduisait ainsi depuis qu'il était au service des Britanniques. « Tenté par le diable, il avait toujours volé, même Gouldsbury qu'il accompagnait au Futa en 1881. » (C.O., 806-308).

(102) « I Almamy Sanankoroh signify my intention of signing the treaty agreed on between major Festing and myself as soon as the Bambara war is over and I have returned to Busandu, due notification of which will be sent to the governor at Sierra Leone. A copy of the treaty is hereto annexed ». Le texte arabe suivant était joint : « Almami's words to major are these : you can return when God make my business settled in the country of Sikarsu and when I return to Bisandu. At that time Major, should come to us end bind the agreement between us. » (Traduit le 12 octobre 1888 par l'interprète M. Sanusi, à Freetown).

Le traité, dont les clauses avaient été longuement expliquées, eurent garanti la paix et l'amitié entre les parties, ainsi que le droit pour leurs ressortissants réciproques de s'établir et de commercer. Des clauses précisaient leurs

droits au civil et au criminel. Samori reconnaissait au gouverneur l'hégémonie sur les Témné, Limba et Méné, et s'engageait à lui soumettre les différends qu'il pourrait avoir avec eux. Il promettait de renoncer à la guerre et de se consacrer à promouvoir l'agriculture et le commerce et à garder les routes ouvertes. Le gouverneur en faisait autant pour la zone dont il était responsable.

Samori ouvrait son pays aux missions chrétiennes avec droit d'évangéliser et de construire des églises. La Reine lui enverrait un commissaire qui pourrait le visiter ou résider chez lui et arbitrer au profit des sujets britanniques. Ceux-ci resteraient cependant soumis aux lois du pays. En cas de guerre entre la Grande Bretagne et une puissance européenne, Samori devrait secourir de son mieux la Sierra Leone et fournir au gouverneur des recrues à enrôler. En revanche, la Grande-Bretagne lui garantissait la possession des pays limitativement énumérés dont Samori et ses successeurs s'engageaient à ne céder aucun à une tierce puissance sans le consentement des Britanniques.

Pour terminer, l'Almami certifiait n'avoir signé qu'un traité de paix avec la France et n'être engagé envers aucune autre puissance.

Il s'agissait donc d'un véritable protectorat, qui, aux yeux de la loi internationale d'alors, aurait placé tout l'Empire sous la souveraineté britannique. Sa contradiction avec le traité Péroz était totale et Samori en avait certainement conscience. C'est sans doute ce qui explique ses dérobades devant Festing. Il voulait l'utiliser, mais il craignait de provoquer les Français, en dépit de la duplicité dont ceux-ci avaient fait preuve.

(103) Les projets de chemin de fer sont décrits par FYFE (1963, p. 529).

A la veille de l'assaut du 30 mai, qu'il espérait décisif, Festing avait exposé à Samori les plans d'un chemin de fer et le lendemain il fit un véritable cours à Kokisi, insistant sur le fait qu'on pourrait ainsi aller de Freetown à Bisandugu en deux jours au lieu de 33. Il ajouta qu'il s'agissait d'une affaire privée, étrangère au Gouvernement, et que la seule condition était la signature d'une concession.

Le 6 juin, dès que Samori eut promis de signer le traité, le Major revint au thème du chemin de fer et exprima son désir de construire des « maisons anglaises » à Falaba et Bisandugu. L'Almami répondit le 11 qu'il voulait bien d'une factorerie à Falaba et il suggéra à Festing d'en choisir l'emplacement sur la route du retour.

Si nous passons à présent du journal aux lettres qu'Aldridge remittra à la commission enquêtant sur la mort de son ami, nous en apprenons bien davantage. Elles sont datées du 26 janvier à Makantey (Safroko), du 28 février à Mafindi Kabaya, du 31 mars à Bisandugu, puis des 23 mai, 13 et 23 juin, enfin du 3 juillet, à Hééré-makono (= le camp de Sikasso).

Dans celle du 13 juin, Festing livre le fond de sa pensée : « Long before mighty Lemberg moved in the matter I felt convinced that a railway from Freetown to navigable Niger is finest opening up country for Freetown. It was impossible so long as Samudu was subject to French intercession. As such no longer exists, my scheme could be adopted. I always had this in my mind and determined to move in the matter if ever I come into contact with him... He is so much in form of it that he desired me to « make book » about it ».

3 juillet : « He has given me therein the sole right to construct and maintain a railway through any part of his dominion. To be fair, I have inserted that, in the event of the right passing out of my hand, he were to receive annually from the date of opening the railway a rate of 4. sh. the mile.

I have, therefore, bona fide, a tangible document to base operations on, and, what is an additional impetus, the levels of almost all the proposed routes, which I perfect on my return journey, as the only difficult part is through the Limba... I shall be armed with a similar concession from Suluku and so far all preliminaries arranged well begun, you know, is half done. »

Le major ajoutait que Samori, craignant une intervention française, désirait que les Anglais construisent à Falaba et Bisandugu. « Hence, of his own will, and entirely at his own suggestion, he has desired me to mark off the land on my return and to give me « book ». I accepted for Falaba but Busandu is out of question without the railway. He has given me the land in perpetuity and, lest I should be thought to be trading and taking advantage of my position. I have added that, in case it be found impossible to establish a factory, the land were to revert.

Now, my intention is, with your cooperation, to place both documents in Swanzey's hands to deal with. I will here remark, Almami wishes an English firm he desires to build, no one else, mind this... Falaba is the direct centre of all the trade routes. On my way up, no less than 2561 men with goods passed through from 24th of January to 24th of February. It is but a shadow of what will pass when the treaty is signed... The land at Falaba will be selected by me with a frontage of 500 X 400 feet... I should much like if your people could establish at Falaba... a fine, healthy, pretty spot... »

Les documents eux-mêmes, remis aux héritiers du major, n'ont pas été publiés, mais une copie de la concession existe au P.R.O. (C.O. 267-371). Elle porte la signature de Samori et celle du clerk Davies, qui servait de témoin.

(104) C.O. 267-371. En marge de la lettre transmettant les papiers de Festing, qui arriva à Londres le 30 octobre, voici le jugement de FYFE (1964, p. 475) sur Festing : « With his vast capacity for self delusion, his faith in inspired intuitions, he concerned himself as an emissary free to act as he choose. »

(105) Le 3 juillet, Festing avait envoyé le porteur Lamina vers le gouverneur avec une lettre annonçant son retour. En arrivant six jours plus tard à Ntentu, Lamina apprit que les insurgés du Wasulu fermaient la route suivie à l'aller. Il obliqua alors au sud, traversant le Bafiñ (= Wasulu-Balé) pour gagner directement le Torô. A Solomanina, dans le Gbandyagha (8° 12' W - 10° 42' N), il fut pris, avec trente-trois porteurs samoriens, par les insurgés de Falama (Dyétulu, gué du Sankarani : 8° 37' W - 10° 44' N). Bien qu'il ait protesté et invoqué sa qualité de sujet britannique, il fut enchaîné en présence d'un groupe de tirailleurs sénégalais en civil, qui excitaient les insurgés. Ramené à Falama et vendu, il parvint à s'enfuir derrière le fleuve et à gagner Kankan où les Samoriens l'accueillirent bien. De là, il fut dirigé sur Kasa, le gué du Milo, où Festing, mourant, arriva à son tour au début d'août. Dans un dernier moment de lucidité, le major ordonna à Davies de noter ce témoignage.

(106) Les étapes très longues du retour témoignent d'une marche forcée que le major, effondré dans son hamac, supporta très mal. Le 5 juillet, il campait à Féréntéla. Le 6, à Nkurala, il croisait de nombreux porteurs qui le remercièrent car sa présence avait écarté les guerilleros sénoufo. Le 7, par Tola, il atteignit Basah, dans le Gana (= Bwasa : 6° 21' W - 11° 23' N). Le 8, il traversa le Bagoé et prit un jour de repos tandis que son interprète Soré allait l'annoncer à Ntentu. La zone déserte fut alors traversée très vite. Le 9, par Sambala, il gagnait Korobara (6° 56' W - 11° 19' N). Le 10, Faraba. Le 11, faute de porteurs, il laissa ses bagages à Wurèy (Urè), puis évitant Bougouni, il obliqua sur le Bahiefin, sans doute au gué de Gwanala (7° 31' W - 11° 21' N). Le 12, il entra à Ntentu où il prit du repos jusqu'au 14, tout en enquêtant sur les vols de Bairo. Continuent sous une pluie battante qui empêchait de camper en brousse, il entra au Wasulu où il était le 15 à Bunduko, le 16 à Yanfolilé (11° 11' N - 8° 09' W) et le 17 à Ghilenfin (Dyèlifin : 8° 15' W - 11° 12' N). Ce village hésitait à se joindre aux insurgés et le major s'arrêta pour calmer la population et l'inciter à rester fidèle à Samori. Cette agitation explique d'ailleurs la brièveté de ces dernières étapes. Malgré les sofas de son escorte qui, inquiets, voulaient chercher une route plus sûre, Festing passa outre : « My duty where the trouble was ».

Le 18, arrêté par des troubles à Farajana (Faradyana) tandis qu'une partie de son convoi perdait la route, l'avant-garde, commandée par Davies, le laissait sur place et poussait jusqu'à Dandéla. Il les rejoignit le lendemain, fort mécontent, et prêcha à la population la fidélité à l'Almami. Le 20 à Yafakuru, il trouva en difficulté la femme de Samori (il écrit à tort celle de son frère) qu'il avait rencontrée à l'aller. Des Wasulunké en armes s'assemblaient dans la région pour la saisir. Après quelque hésitation, le major refusa de l'escorter pour ne pas se compromettre et elle allait effectivement être arrêtée quelques jours plus tard. Le 21, Festing traversa le Sankarani en crue, après avoir longtemps attendu le passeur, et campa à Kantumaniya où il enquêta encore sur de nouveaux vols de Bairo ; il était le 22 à Misadugu et rentra le 23 dans le Torô par Koma. Le 24, à Moryani, il croisait son ancien hôte Fasene, réduit au rang de chef d'un convoi de riz, et qui allait avoir à combattre, sans pouvoir rejoindre l'Almami à Sikasso. Les sofas de l'escorte de Festing sont les derniers à avoir traversé le Wasulu sans combattre. Le soir, le major campait à Kalānkālā. Enfin, le 25, il rentra à Bisāndugu, où Sarankéñyi-Mori lui faisait fête. Il pensait prendre quelques jours de repos et dresser le bilan des vols de son interprète, puis se diriger sur le Sankarè, où Sidi Baba, retranché à Sininkoro, tenait toujours tête aux insurgés. Le 27, il était subitement frappé par une fièvre bilieuse (Black water fever), et le 28 son journal s'achève tragiquement sur la mention : « ill ».

(107) Les derniers jours de Festing ne sont connus que par les rapports de Caitell. Du 28 juillet à sa mort, il fut incapable de s'alimenter, vomissant tout ce qu'il prenait. Le 3 août, un mieux s'étant manifesté, la mission quitta Bisāndugu sous les ordres de Caitell. Dès le 5, la fièvre reprit le major et il sombra dans le coma. Ceci décida ses compagnons à s'arrêter à Sininkoro où Sidi Baba les reçut avec égards, dans l'espoir d'un rétablissement. Festing s'éteignit le 17 à 5 h. 30 du matin sans avoir repris connaissance. Faute de planches pour un cercueil on cousut le cadavre dans une bâche (folding couch) et il fut enterré à l'entrée du village dans un terrain donné par Sidi Baba et entouré d'une palissade.

Ses compagnons ne songeaient plus qu'à rentrer chez eux. En quittant Sininkoro, ils pénétraient dans la zone insurgée mais leur qualité de Britanniques allait les faire respecter. Le 4 septembre, en entrant à Bumbā, Davies envoya un courrier rapide pour annoncer la catastrophe si bien que dès le 13, le colonel Maltby avertit Londres.

Les survivants faillirent se noyer en traversant sur un radeau le Tarbie (= Tabai, frontière du Bômbali et du Romëndi). Ils y perdirent deux fusils qui seront rendus trois mois plus tard à Mamadu Wekka (à Mabibunda, Limba).

Les compagnons de Festing ne rentrèrent pas tous à Port Loko. Bairo ayant rendu l'argent volé, le major l'avait fait relâcher à Bisândugu et lui avait donné comme femme une sujette britannique, Bintu, qu'il venait de libérer. Sur la route du retour, à Kehkoh (Kéfiyéko), Caitell apprit que le misérable cherchait à la vendre. Il reprit la femme et annonça à Bairo qu'il serait poursuivi. L'interprète en tira les conséquences. En arrivant à Port Loko, le 13, il disparut sans laisser de traces.

L'inspecteur général de la police, Phipps, sera chargé de l'inventaire des biens du major et dirigera l'enquête sur sa mort.

Le capitaine Williams écrira en 1892 que Festing, de notoriété publique, avait été empoisonné. Ce bruit est parfaitement invraisemblable et dénué de signification.

(108) Clarke avait quitté Festing à Kalankalā le 22 avril. Entre Sininkoro et le Niger, il croisa la colonne des insurgés du Sānkarā, qui venaient de détruire Mafindi-Kabaya et marchait à la poursuite de Sidi Baba (Clarke dira : « sur Busandu »). Leur chef, « Mohamadoo Karanā » (= Merin-Karanā Ularé), de Teroe (= Tiro) leur confia pour le gouverneur une lettre écrite dans un arabe presque illisible. Il avisait les Britanniques qu'il « faisait une guerre très forte, avec beaucoup de morts » et il demandait son appui. (A deux lignes d'intervalle, le nom d'Ularédugu est transcrit avec des caractères différents qui imposèrent au traducteur les formes Woolshdidookodoh, puis Aloolardo). Après avoir visité les ruines de l'ancienne résidence de Lāngamā-Fali, Clarke arriva à Sinkunya (= Manankō) sur la frontière du Limba. Il y apprit que les Limba du Wara-Wara avaient massacré 250 dyula qui remontaient de Freetown. Une partie d'entre eux avait été arrêtée par Damba, chef de Sarkoota (= Sérādugu : 11° 40' W - 9° 36' N), d'autrea au village voisin de Kadanka. Ils avaient été menés à Bafooria (= Bafodya) et présentés aux Almami Fannah et Seemah (plus connu sous le nom de Sumā), qui avaient ordonné de les mettre à mort.

Quand Clarke entra à Bumbā, il se plaignit de ces crimes à Suluku, mais celui-ci répondit qu'il n'y était pour rien et que les victimes auraient été épargnées si elles s'étaient réclamées de lui. Cependant le commerce était arrêté. Le constable trouva 500 dyula qui étaient bloqués à Karéma, où la population musulmane assaurlait leur sûreté, mais qui n'osaient pas aller plus loin. Six d'entre eux se joignirent au constable, pour aller se plaindre à Rowe (Sanusi Kuatèh, Marmodu Bah, Cabbah Sasay, Bocarry Quietèh, Hie Coroma). Le jour même de leur arrivée, le gouverneur écrivit à Suluku pour lui demander d'assurer leur sécurité. Festing devait procéder à une enquête sur la route du retour.

(109) Gallieni, à Siguiri, avait appris dès la fin de mars l'arrivée du major dans le Sānkarā et, quelques jours plus tard à Bisândugu. Son passage à Ntèntu fut connu à Bamako le 12 mai, et Paris, averti par télégramme réagit aussitôt. Le 12 juin, l'ambassadeur de France, Waddington, fut reçu par Salisbury et protesta au nom du traité de 1887. Il prétendait que « le major Festing venait de conclure un nouveau traité avec le même chef. Ceci montre combien était peu fondée la démarche française. Salisbury n'eut pas de peine à répondre que le traité français lui avait été notifié seulement le 31 mars, et transmis au Colonial Office le 12 avril, longtemps après le départ du major. Le 26 juin, après s'être renseigné au Colonial Office, il fera en outre connaître par l'ambassadeur à Paris, Lord Lytton, qu'aux dernières nouvelles, le major n'avait pas encore atteint Samori, encore moins traité avec lui. (C.O. 806-265). Le 31 juillet, il insistera sur le fait que la mission du major était décidée depuis plus d'un an.

(110) Pomkoli (ou Pōmpōñ), fils de Suluku, empêcha d'abord les Limba du Biriwa de participer au massacre, des dyula. Il restait ainsi fidèle aux engagements qu'il avait pris envers Festing quand il l'avait guidé jusqu'à Mafindi-Kabaya. Il s'était présenté au gouverneur à son retour, le 26 mars, et avait promis que son père tiendrait sa parole et garderait les routes ouvertes. Les Samoriens lui avaient donné à cet effet dix bœufs et un cheval (Log-book, 17-7). Clarke annonça également que les insurgés avaient tué Barbar (Sidi-Baba). Cette fois, le renseignement était faux.

(111) Le 11 février 1889, Yelli Sabo, à la tête d'une caravane venant de Ségou, signala que Samori avait écrasé les révoltés près de Ntèntu (défaite du Wasulu en octobre 1888). Il l'avait visité à Niankor (Nyako) avant de descendre chez Suri, chef du Falaba. (C.O., 267-375). Le 23 mai, Parkea apprendra que les Français venaient d'occuper l'Amāna (= Kouroussa).

(112) L'Almami Brimah de Karéné qui commandait le bas Sānda allait demeurer par contre dans l'alliance britannique.

(113) Bōmbo-Lahay Kōnko Gbakōn Gbōnko résidait à Kagboko, entre Furikaria et Bubuya (= Kagboto : 12° 45' W - 12° 14' N).

(114) Le 31 octobre, Hay attira l'attention de Lord Knutsford, sur la nécessité de renouveler le traité de Suluku. Le 7 novembre, il l'interrogea sur l'opportunité de reprendre le paiement de la subvention du Futa-Dyaló. Celle-ci sera envoyée le mois suivant.

(115) M. Wakka portait une proclamation de Hay, qui invitait les chefs à mettre fin aux troubles, une lettre annonçant à Suluku que la Reine avait approuvé le traité Festing, et une autre qui offrait à Yènèba-Mudu une alliance identique à celle du Biriwa.

Le vapeur du gouverneur le débarqua à Port-Loko où l'Alkarli lui fournit des guides. Il gagna alors le Biriwa par la route du sud, traversant le Ro-Buya qu'il trouva en interrègne, car Bey-Bānta venait de mourir et Ro-Karalfay où Abdulay Karloko le reçut fort bien (Bōmbali). Il entra par Kamawoorey (= Mawuré) dans le Biriwa et se présenta à Bumbā, chez Suluku. Celui-ci l'accueillit d'abord fort mal. Il reprochait aux Britanniques de soutenir contre lui des musulmans, comme Gbeni Séri (Bonny de Karéma), et il refusa de lui donner des guides. M. Wakka passa outre et, par Katimbo, gagna Befooria (= Bafodéa), capitale du Wara-Wara. Cette fois l'accueil de l'Almami Sumā fut excellent. Il n'avait reçu aucun messenger officiel depuis l'époque de Havelock (1883) et les sévices infligés aux dyula l'incitaient sans doute à chercher une protection. Il les minimisa d'ailleurs, déclara que ses gens n'avaient tué que deux sofas qui pillaient. Il fournit des guides à Wakka qui poussa, par Musaiia, jusqu'à Sinkunya (vieux site = Manankō). Il apprit en arrivant que Yènèba Mudu, considéré comme favorable à Samori, avait été déposé. Il s'agissait sans doute d'une précaution à l'égard des voisins, car il gardait une influence prépondérante sur le nouveau Mānga, son neveu, Yēma Fodé. A l'issue d'une grande palabre, Wakka lui fit facilement signer un traité car il venait d'apprendre que Samori écrasait les Wasulunké, et frémiasait à l'idée du retour du conquérant. Suri, le petit-fils de Mānga-Dinga, qui reconstruisait Falaba, rendit visite à l'interprète et celui-ci eut la joie de voir arriver une grande caravane dirigée par Yellie Sabo de Ségou. C'était la première depuis la Révolte et l'interprète la pressa de descendre à la mer.

A son retour à Bafodéa, il eut la mauvaise surprise de trouver Alfa Basya, l'agent politique de Forichon, qui demandait aux chefs de diriger les colporteurs vers Benty. Il proposa aussitôt un traité à Sumā qui accepta d'envoyer son neveu négocier avec le gouverneur. Quelques jours plus tard, il trouva Suluku aussi mal disposé qu'à l'aller et qui refusait même de recevoir le traitement auquel il avait droit. L'interprète lui donna un avertissement sévère.

Il rentra à Port Loko le 28 janvier et loua le canot de Bineh Sankoh pour regagner Freetown où il débarqua le 2 février (C.O. 886-317 - C.P. 32.002).

Les envoyés de Sumā, son neveu Hamidu et Mamadu Dabba, signèrent le 6 février, en présence de Hay, un traité plaçant le Limba septentrional sous protectorat britannique. Le Colonial Office approuvera télégraphiquement ce traité dès le 21 mars.

(116) Le contrôle n'allait pas tarder à se resserrer. Le 1^{er} août 1889 arriva à Freetown un messenger d'Alfa Ssrān-Madi, chef de Bānko (Ulada). Ce chef reconnaissait déjà l'autorité française, mais il s'en défendit et se plaignit vivement des tirailleurs de Kodosa (= Kouroussa). Ses sympathies samoriennes étaient notoires et il désirait commercer à Freetown, mais les insurgés du Firiya et du Solimana lui fermaient la route de Bumbā.

Pendant toute l'année 1889, le trafic caravanier resta réduit à peu de chose.

(117) L'Almami Baraka quitta Freetown le 21 décembre 1888. Partant de Kambia, il se présenta d'abord à Kukuna, où l'Almami Abbaal, chef du Bramaia le reçut d'autant mieux qu'il vivait sous la menace de Kerimu. Baraka se rendit alors à Kanta, chez Wendah Modoo, chef du Koinamaka (Tambakha occidental), puis à Goliah (= Laia : 12° 21' W - 9° 38' N) résidence de Kerimu à qui il demanda de retirer ses guerriers et d'ouvrir la route. Son hôte répondit qu'il ne pouvait agir contre l'avis de ses hommes car c'est eux qui l'avaient élu. Il n'était en effet que le chef de guerre et le Mānga, son frère aîné Kalékolé, était un homme fort effacé. Kerimu fera dire plus tard à Forichon que Baraka s'était conduit de façon hautaine et insolente.

L'ambassadeur de Hay poursuivit sa route sur Sayiŋya (= Sayunyah) où il visita Bambah, chef du Tala (Tamiso méridional) et sur Yallee (= Yali : 12° 20' W - 10° 03' N) où l'Almami Fodé lui réserva un excellent accueil. Le chef du Tamiso penchait déjà vers la France, mais il jouait double jeu. Sa haine des Samoriens expliquait sa méfiance des dyula, mais il accepta de leur rouvrir la route, à condition qu'aucun ne s'établisse dans son pays. La proclamation eut lieu publiquement en présence de Baraka. Ce dernier s'avança alors jusqu'à Lānsanya (12° 11' W - 10° 05' N) d'où il envoya un message à l'Almami de Timbo. Il prit alors le chemin du retour par le Tala Yana, tenu par les Muritey, et Samaya. Au passage, il avait revu Kerimu, qui lui rappela pourquoi il avait

combattu les sofas. Lāngamā-Fali n'avait-il pas tué son père et pris la médaille d'argent que lui avait donnée la Reine. Si celle-ci lui était rendue, il resterait fidèle à la Grande-Bretagne. Il confia son frère Soriba à Baraka, afin de confirmer ses paroles au gouverneur.

Baraka rentra le 16 février à Freetown avec les délégués de Bambah, de Fodé, de Wènday-Mudu et de l'Almami Abbasi. Ces gens signeront des traités d'amitié le 18 février. Le 23 avril, ce sera le tour de Soriba, au nom de Karimu.

(118) Hay avait demandé, le 4 février 1889, s'il pouvait établir des relations avec les chefs extérieurs à la délimitation de 1882, particulièrement ceux du Sambuya (= Sumbuya), de Sambia et d'Hamana. Lord Knutsford lui avait aussitôt opposé une interdiction formelle.

(119) Sannoko Madi fut absent de Freetown du 29 avril au 10 juin. Il jugea que les Témné n'étaient pas sans reproches en raison de leurs liens avec les marchands d'esclaves Bunduka. Kombo Bannah, un sujet de l'Alkarli, établi sur la route de Dumba, avait vendu trois Limba de passage pour se rembourser d'une dette. Sumone Kamara, agent commercial de l'Alkarli les fit libérer. L'interprète se rendit alors à Bumbâ, par la piste de Bombali, en compagnie de deux Santigi de Port Loko : Ansumana Kamara et Mamadu Kaba. Suluku était prêt à marcher vers la mer, à la tête de ses guerriers grossis de ceux du Safroko et d'un certain nombre de Loko. Les captifs étant libérés, il démobilisa, mais il exigea que les Britanniques s'engagent à contrôler les Témné. Au retour, Sannoko Madi apprit que l'Alkarli avait fait arrêter et éloigner Kombo Bannah.

(120) On trouvera une photo de l'Almami Abbasi entouré de sa cour dans ALLDRIDGE (1901, p. 296) : « J'ai convié le peuple, de Kambia jusqu'à Tambacca, pour pacifier les routes, mais Karimu s'y est opposé et a invité des guerriers Locco... qui ont détruit la moitié de mon pays et blessé l'Iman. » (A.L.B.). Pa-Koba étant hostile à Karimu avec l'ensemble des Loko, Abbasi veut sans doute parler du Haut-Sānda ou Sānda-Loko, dont le chef était Kandeh-Ferian de Kamala et qui suivait Karimu depuis l'expulsion des sofa en 1887. Patchett répondit à Abbasi qu'il ne pouvait rien faire avant le retour de Hay qui enverrait certainement un officier.

Parkes précise que l'Almami Sori de Sobani (= Furékaria, Tōnko-Limba) avait laissé passer en 1888 une colonne Loko qui allait razzier les gens de Karimu. Il s'agissait sans doute de gens de Pa-Koba.

(121) En juin, Parkes apprit que Karimu était retranché à Kolonkureya, près de Laminina (12° 23' W - 9° 17' N), c'est-à-dire dans le territoire de l'Almami Marrey qui dominait le Sānda Central. Il cherchait évidemment des alliés contre les Limba puisque le 17, Parkes écrivit à Brimah de Karéné, chef du Bas Sānda et en principe anglophile, pour lui demander de ne pas se joindre à la guerre contre le Tōnko (A.L.B.).

(122) Le 19 septembre, Parkes apprit que Binneh Sōnko, fils de l'Alkarli Yusufu, de Forékaria, rentrait de Fabela quand il avait rencontré Koyō, chef de guerre de Pa-Koba qui venait de casser Bileyah (chef Modi Toofoon); Il s'agit sans doute de Bilé, près de Pamelap, dans le Dixin (10 km. au nord de Kambia sur la rive droite). Ce village était allié de Karimu.

Fombo Samura, chef du Magbaiamba (nord Loko) résidait à Kagbèri (9° 13' N - 12° 09' W), il était voisin immédiat de Kandeh Farian, chef du Haut-Sānda et allié de Karimu.

(123) Bay Burèh, qui entre ici en scène n'est autre que Kébelay, ce métais de Témné et de Loko qui commandait les alliés de l'Almami Bakari dans la guerre civile du Morèa. C'était donc l'un des grands ennemis du parti français. Il avait été élu quelques années auparavant chef du Kasé (rive gauche du Mabolé au nord de Port Lokko) et toute la région reconnaissait son autorité. Jusqu'en 1893, il allait multiplier de grands raids contre les alliés de Karimu au Bèna, suscitant la vaine indignation des autorités françaises.

(124) FYFE présente la genèse de la crise des Scarcies sous un jour légèrement erroné (1963, p. 485-486). Il s'agit bien sûr d'événements très complexes. « In the late 1880, aofa rule relaxed in the upper Scarcies... Some of (Samori's) Limba subjects, to be revenged, attacked Forekaria in the Moria country, where Almami Dauda was believed allied with him. Dauda sought help... from Karimu of Samaia... (who) wanted to build up his personal rule in the country the sofas has left. »

Karimu, embrigadé par le clan français, était naturellement l'ami de Dauda, mais celui-ci n'avait jamais été à aucun moment, suspect d'amitié pour Samori. Quant aux Limba qui attaquèrent Forékaria, il ne s'agit nullement de sujets révoltés de Samori, mais de ceux du Tōnko, les seuls précisément qui aient échappé à la domination des sofa. Ils étaient bien entendu dans le camp britannique, comme Bay-Burèh et Satan Lahay et il était naturel qu'ils interviennent en Mèlakori contre Dauda.

Dans tout cela, l'affaiblissement de l'autorité de Samori ne joua aucun rôle. L'évacuation du Tambakha, à la fin de 1885, avait cependant laissé le champ libre à Kerimu.

(125) La convention avait été signée du côté français par Hanotaux et Jacques Hausmann. Ce fils du Préfet de Police de Napoléon III, alors chef de cabinet d'Etienne, était étroitement lié au Directeur de l'Afrique, Jean-Louis Deloncle, lui-même neveu du publiciste, et qui incarnait le colonialisme « économique ». Il allait contribuer largement, de 1891 à 1893, à la campagne contre Archinard. Du côté britannique, les signataires étaient Egerton et Crew.

(126) Hemming, soucieux de défendre toutes les chances de la Sierra Leone, avait insisté en vain pour que la frontière de cette colonie restât indéterminée, afin de laisser ouverte la possibilité d'une expansion. Il n'avait pas été écouté car les Français paraissaient dans ce cas plus dynamiques que les Britanniques et il ne fallait pas laisser passer l'occasion de limiter leurs empiètements (FYFE, 1963, pp. 486).

(127) La clause de la « route de Falaba » créera de grandes difficultés d'interprétation. Dans l'esprit des Français, il s'agissait bien entendu de la piste directe, montant de Port Loko à travers le Limba. Mais, dès 1890, les Britanniques revendiquèrent l'itinéraire de Blyden en 1873. Or celui-ci était passé par le Tamiso et avait séjourné à Sumbaréya (10° 00' N - 12° 13' W) où l'Almami local avait signé un traité. Londres protestera donc en apprenant que Forichon venait d'étendre à ce pays le protectorat français.

La commission de délimitation aurait dû trancher le litige, mais elle allait aboutir à un échec total. Lamadon, après une enquête tendancieuse, déclarera que Blyden n'avait jamais visité le Tamiso. Le 22 juin 1892, Kenney, plus justement, proclamera le contraire. Enfin, le 8 septembre 1892, le Colonial Office transmettra un rapport de Blyden qui confirmait le point de vue Britannique. Malgré tout, le Tala, ou Tamiso méridional, restera seul aux Britanniques. Le rattachement de tout le pays à la Sierra Leone aurait d'ailleurs enlevé à la France la route du Niger par le sud du Futa-Dyalô qui lui était garantie par l'accord du 10 août.

(128) On ne saurait lui donner tort car parmi les « activistes français », la nouvelle de l'accord suscita une véritable consternation, au moins aussi vive que celle des commerçants de Freetown.

C'est très sérieusement qu'ils espéraient annexer l'Interiorland jusqu'au Limba et au moyen Rokèl. Le 18 août, le capitaine Levasseur, chef d'état-major d'Archinard écrira : « Ceci est la ruine partielle des légitimes espérances de la France. Nous conservons un tiers du pays cédé (à Niako) mais non la plus riche. Le Solimana, le Limba, le Kouranko sont perdus... Le Fouta Djallon est livré aux entreprises de la Grande-Bretagne et Samory est mis en contact avec la Sierra Leone, qui peut accaparer le commerce de l'intérieur et intercepter le nôtre... Au lieu d'un débouché magnifique, c'est une impasse... Seul le Fouta-Djallon nous reste, mais les Almamy fanatiques ne veulent pas de nos troupes. » (A.O.M. Sénégal, IV, 93).

(129) Knutsford à Maltby, 1-1-90 (C.O. 806-325) reproduite par FYFE (1964, p. 203). C'était la suite à une lettre de Hay qui avait conseillé, en congé le 29 octobre, d'envoyer Garrett conclure des traités aussi loin que possible dans le nord et l'est de la colonie. « It is in any case desirable that efforts should be made to prevent the French from further surrounding and hemming in the Colony... »

Depuis l'accord du 10 août, Salisbury pouvait faire sans inconvénient certaines concessions à ses activistes de la côte occidentale. La pression exercée par Hay sur Knutsford était renforcée par la révélation des ambitions françaises telles que Gallieni les exposait franchement dans son mémoire du « Bulletin de la Société de Géographie » (1^{er} trimestre 1889). Il s'étonnait lui-même de l'inertie britannique qui avait abandonné à la France les richesses du Futa-Dyalô.

(130) Le poste de Sobani ne comptait que dix constables et était purement symbolique. Foster traita le 21 octobre avec l'Almami Bombo Lahay, chef du Tönko, et le 1^{er} novembre, à Kayimbo (Samo), avec le Bey-Simèra. Il se rendit ensuite à Kokuna où l'Almami Dauda, pressenti par Parkes, avait promis d'amener Kerimu, qui résidait alors au Morèa.

Poussé par le Révérend Booth, chef de la mission du Tonko, qui craignait une attaque imminente, Foster avait demandé le 11 novembre la permission de poursuivre Kerimu. Knutsford le lui interdit nettement. Le 30, il ordonnera même d'évacuer les constables du Tönko, le site étant trop excentrique, mais Hay fera annuler cette mesure. Cependant, le chef du Tambakha ne se montrait toujours pas, et le remplaçant de Foster était annoncé. Le major dut prendre le chemin du retour en laissant Parkes avec quelques constables pour rassurer ses alliés.

Le 20 novembre, à Kambis, Foster rencontra son successeur, le major Maltby qui s'était porté au devant de lui.

(131) Karimu voulait rétablir son prestige sans défier ouvertement les Britanniques. Il se rendit donc sur la frontière orientale du Tambakha, traversa le Kaba à Koté et s'installa à Dubaia dans le Denguéra (Tambakha oriental : 9° 43' N - 12° 04' W). Partant de là, il ravagea les 3 et 4 novembre le Sèla qui s'était rallié à Foster. Il voulut alors se fortifier à Masankori (9° 37' W - 12° 04' N), sur les confins du Wara-Wara, mais les Limba, courant aux armes, le rejetèrent vers le Nord. Karimu laissa alors les Muritèy à Dubaia. Ils allaient tenir cette place jusqu'à la tournée du gouverneur Cardew en mai 1894.

(132) Ayant reçu l'ordre d'empêcher les Tènnè de razzier le territoire français, Garrett rejoignit Parkes le 12 décembre. Il avait jusque là travaillé dans le Sud de la Sierra Leone. Arcin, qui n'en est pas à une confusion près, écrit qu'il fut mal reçu car il avait brûlé « Ovendé », capitale du Susu Darawé et douze autres villages ». Wèndé, en plein pays Mèndé, au sud, est du Bum (Séwa), avait effectivement été brûlé par Garrett en mars 1889, alors qu'il venait de prendre ses fonctions de Travelling Commissioner pour le Sherbro. Cette affaire n'a rien à voir avec la lutte contre Karimu, mais elle explique que Garrett ait joui d'une réputation de dureté (CROOKS).

Quand il arriva à Kukuna, venant de Freetown, le 12 décembre, Parkes avait détruit quelques villages du Tambakha pour détourner Karimu du Sèla. Karimu, qui revenait dans l'Ouest, fut alors battu à Wandé (non identifié, peut-être Wongkifu = Wondéla dans le Tönko). Il se réfugia aussitôt au Bèna, d'où Forichon allait l'expulser en janvier 1890. Il regagnera alors Samaya d'où il ne bougera plus, tant que Garrett restera à Kukuna.

C'est à cette occasion que l'administrateur de Benty écrira à l'Almami Dauda une lettre injurieuse pour Garrett, à qui elle sera aussitôt remise. Un incident diplomatique en découlera, qui incitera Ballay à relever Forichon (juillet 1890).

(133) Ce calme était relatif. Le 31 mars, Hay écrira à l'Alkarli de Port Lokko qu'il n'oubliait pas la guerre de Karimu, contre qui les Loko avaient le droit de se défendre.

(134) Le 20 décembre, en quittant Kokuna, Parkes écrivit à Karimu une nouvelle lettre rappelant que le gouverneur voulait seulement la paix. Elle paraît n'avoir eu aucun effet. (A.L.B., 89-91).

(135) Garrett sera rappelé le 24 février. Il devait désormais se consacrer au Nord de la Sierra Leone car quatre jours plus tôt, le 20, Hay avait nommé Aldridge, l'ancien agent de Swanzy, Travelling Commissioner pour l'Hinterland du Sherbro. Le 5 mars, l'Almami Abassi écrira au gouverneur : « qu'il (Garrett) règle toujours nos affaires car il a su ouvrir la route du Tamisoe et du Futa » (A.L.B.).

(136) L'ordonnance constituant la Frontier Police étant du 15 janvier 1890, Fyfe a commis une erreur matérielle en datant de janvier 1889 les instructions du nouveau corps, publiées par la *Sierra Leone Royal Gazette* (FYFE, 1964, pp. 253-254).

La police urbaine comptait cent constables.

La Frontier Police devait s'élever à 280 hommes encadrés par trois Européens (un inspecteur général, deux inspecteurs) et cinq subinspecteurs (ou sergents) créoles. La moitié de ses membres furent des volontaires venus de la police urbaine, les autres furent recrutés par le major Moore, premier inspecteur général, au cours de tournées dans le Sud du Protectorat. L'enrôlement commença le 1^{er} mai 1890. Le 12 novembre l'effectif s'élevait déjà à 143 hommes (C.O. 267-385).

Les constables portaient un uniforme bleu et un fez rouge. Toutes les races étaient représentées parmi eux mais il semble bien que les Mèndé aient vite prédominé.

Hay voulait les disperser en petits groupes pour tenir le plus vaste territoire possible. Selon le plan initial, établi par Parkes, en 1888, la Frontier Police occuperait dans l'Hinterland une route parallèle à la côte, de Kambia à Mano, sur la frontière du Libéria. Les Travelling Commissioners se déplaceraient sans cesse sur cet itinéraire pour contrôler leur action.

(137) Sur l'occupation de Benty par la France, qui eut éliminé la Sierra Leone d'un domaine qu'elle croyait acquis, on se reportera au remarquable article du professeur HARGREAVES. « The French occupation of the Melacourie (1865-1867). S.L.S. n° 9 (Décembre 1957, pp. 2-15). Cette opération est à l'origine des Rivières du Sud et finalement de la Guinée Française. C'est elle que consacra l'accord franco-britannique de 1882.

Pour la mainmise sur Konakry, qui marque l'étape suivante, on aura recours aux documents publiés en 1961 par les *Recherches Africaines* (les Rivières du Sud en 1885).

Enfin, faute de travaux originaux, on continuera à user de la vieille histoire d'Arcin, qui est riche en matériaux en dépit de sa déplorable confusion.

(138) Forichon, au cours d'une intrusion au Semo en mars 1889, avait été arrêté par les constables et la foule Krio le hua quand il débarqua à Freetown. C'était le plus violent incident franco-britannique qui ait eu lieu sur cette frontière. On a vu que les agents politiques de Benty visitaient avec succès Karimu et tentaient même de s'implanter dans le Limba du Nord et le Solimana. La manœuvre visant à encercler Freetown était flagrante et la France plus que jamais prenait l'offensive.

La mission du Tamiso n'eut pas d'autre sens. Le 25 mai 1889, à Wösu, Forichon impose le protectorat français à l'Almami Fodé qui nia, sans doute par crainte, avoir traité avec Freetown. Le 31 mai, tous les chefs du Bënna signèrent un traité à Sinaya (rive droite du Kolenté entre Laya et Wallia).

Karimu faisait saluer Forichon et demandait qu'on envoyât son fils à l'école à Saint-Louis. Luéni de Dixin, aux portes même de Kāmbla, se joignit le 3 juin aux autres contractants (12° 55' W - 9° 13' N = Maferi).

(139) En fait, le docteur Bayol ne se décidera pas à s'installer en Guinée. Il fera administrer le pays par les secrétaires généraux Seche puis Cerisier jusqu'en juin 1890, quand il sera remplacé par le docteur Balley, récemment fâché avec Brazza. Le nouveau gouverneur débarquera le 25 juillet 1890.

(140) Le traité répartissait les principaux « cantons » entre les deux puissances. Le Bënna, le Tamiso et le Hubbu revenaient à la France, ce qui impliquait l'attribution du Futa-Dyalô. Le Tambakha, le Tala et le Solimana étaient réservés à la Grande-Bretagne. Compte tenu de cette répartition, la frontière devait suivre à peu près le 10^{me} parallèle jusqu'à son intersection avec le 13^{me} W. Greenwich. La convention du 26 juin 1891, qui sera la base des instructions de la commission de délimitation, prolongera la frontière au-delà de ce point en la fixant aux crêtes de la rive gauche du Niger jusqu'au mont Tëmbikunda.

Sur le terrain, la principale difficulté allait provenir du Tala, qui n'était en fait que la province méridionale du Temiso, ce qui incitera la France à le revendiquer.

(141) Dôlädugu s'était fait représenter par son frère Abdulay. Forichon ne dépassa pas le Tamiso, dont l'Almami Fodé, décidément rallié, avait servi d'intermédiaire.

(142) Forichon laissait une situation extrêmement confuse. Dauda se maintenait avec peine comme Almami du Moréa, contre l'opposition de Yalam Fodé, de Farmoréa. Son allié, Yakhabasuri, de Bakufyi (Bënna) était affaibli par la déportation de Kondéto, qui sera d'ailleurs rapatrié du Sénégal en mai 1890, mais se méfiera désormais des Français. Leur alliance avec Karimu les exposait chaque année aux grands raids des Tëmné de Bëy-Burèh, basés sur Këmbia.

B) GUERRE ET PAIX AVEC LA FRANCE

1°) L'INTERLUDE DE BOILÈVE.

L'accalmie qui a régné sur le Niger après les combats de Bamako n'a rien de surprenant. Elle était la conséquence d'une conjoncture d'ensemble que Borgnis-Desbordes avait parfaitement comprise et qui explique sa décision de ne pas revenir au Soudan.

On a vu que la conquête avait, à son avis, atteint un palier et qu'elle devait marquer un temps d'arrêt. Cela ne pouvait tourner qu'au profit de sa gloire puisque personne ne pouvait nier que la nouvelle colonie lui devait tout. Il n'en avait pas seulement conquis le territoire, il avait imposé son autonomie aux dépens du Sénégal en profitant du départ de Brière de l'Isle et grâce à une succession rapide de gouverneurs qu'il foudroya successivement.

Avec l'appui de Janréguiberry, il avait également démontré que les chefs du Soudan pouvaient aller de l'avant en violant leurs instructions, mais à condition que leur audace soit couronnée de succès. La leçon ne devait pas être perdue et la liberté des troupes de Marine dans leur fief du Niger était désormais un fait acquis.

Ayant atteint le grand fleuve, Borgnis-Desbordes consentait pour la première fois à considérer les difficultés dues à une avance trop rapide et particulièrement la situation tragique des transports. C'est donc pour une campagne d'entretien, terne et modeste, qu'il avait recommandé la titularisation de son intérimaire, le commandant Boilève.

Au cours d'un long congé qui devait durer jusqu'à son départ pour le Tonkin, en avril 1884, comme Commandant de l'Artillerie, Borgnis-Desbordes allait d'ailleurs montrer un intérêt constant pour les affaires du Soudan. Il sut collaborer avec Pérard, qui avait remplacé le colonel Bourdiaux à la tête du Bureau du Haut Fleuve, et avec le Sous-Secrétaire d'Etat Félix Faure. C'est lui qui rédigea, en projet, les instructions de Boilève et il songea même à retourner à Kayes en octobre 1883 quand son remplaçant, très malade, demanda à être relevé. Ce projet n'eut pas de suite, mais, en décembre, Borgnis-Desbordes allait encore avancer l'idée que le moment était venu d'occuper Nyagasola pour préparer la saisie des orpaillages du Burè. Le ministre écarta cette suggestion pour la campagne en cours, mais elle portait déjà en germe la crise de 1885.

Borgnis-Desbordes se trouvait ainsi excellemment placé pour juger de la politique coloniale de la France et il dut constater que celle-ci n'était pas favorable à une extension rapide du Soudan, bien qu'on fût alors à l'apogée du grand ministère Ferry. Son ministre de la Marine, le Provençal Charles-Brun, malade et peu convaincu, se retira en août et fut remplacé par l'amiral Peyron, qui obtint la création, le 22 septembre, d'un Sous-Secrétariat d'Etat aux Colonies. Son premier titulaire fut le jeune député du Havre, Félix Faure, qui incarnait parfaitement les intérêts des milieux commerciaux orientés vers l'outre-mer.

Il est significatif, au moment où l'impérialisme français se structurait ainsi, que son activité se soit concentrée sur des conquêtes rentables comme l'Indochine ou Madagascar, Ferry, qui devait ruser sans cesse avec une opinion défavorable à l'expansion coloniale, voulait évidemment réserver ses maigres ressources aux domaines qui en valaient la peine et éviter tout scandale inopportun.

Cela condamnait le Soudan, dénué d'intérêt, sinon pour l'avancement des officiers du Corps de Marine, et dont la crise financière attirait trop de regards malveillants en 1883.

A la suite des protestations de Vallon, Jauréguiberry avait dû accepter, en décembre 1882, une enquête sur les travaux du chemin de fer et ses résultats s'étaient avérés catastrophiques. Il était clair que les militaires se moquaient bien de cette tâche subalterne et que les crédits avaient été utilisés pour faire colonne jusqu'à Bamako. Dès le mois d'avril, Charles-Brun dut admettre, devant la Chambre, que les sommes prévues pour le « Haut Fleuve » seraient nécessairement doublées. L'opposition grandissante de la Commission des Finances allait entraîner, le 17 décembre 1883, le rejet des crédits réclamés pour la poursuite des travaux (1).

Cette crise était suivie attentivement par Borgnis-Desbordes et on ne saurait douter qu'elle n'ait pesé de façon décisive sur sa décision de marquer une pause. La disparition de la véritable « caisse noire » alimentée par les crédits du chemin de fer aurait entravé de toute façon la poursuite de la conquête.

Le chef de bataillon Boilève, que Borgnis-Desbordes avait choisi pour cette mission peu glorieuse, était un vieux Sénégalais, populaire à Saint-Louis, très sensible à l'opinion locale et même assez peu « nigériste » (2). Cet officier était à la veille d'être promu lieutenant-colonel et il assurait déjà l'intérim d'hivernage à Kayes. Borgnis-Desbordes avait apprécié son courage au combat du Wèyānko et il le savait assez modeste pour faire ressortir le brillant de son propre commandement (3).

L'originalité de Boilève allait en effet consister à respecter les instructions fort modérées qu'il reçut, et cela explique qu'il n'ait guère retenu l'attention de l'historiographie coloniale. Ses instructions, datées du 4 septembre, avaient pourtant été préparées par le bouillant Borgnis-Desbordes, et l'ancien chef du Bureau du Haut Fleuve, le colonel Bourdiaux, qui venait de prendre en main le Sénégal (4), n'y changea pas grand chose. Il est donc remarquable qu'elles aient exclu toute action offensive et limité strictement la nouvelle campagne au ravitaillement des garnisons. Un nouveau fort devait être construit pour couvrir les communications entre Kita et Bamako, mais son emplacement était fixé à Kundu, en pays déjà soumis. L'ordre de lancer un vapeur sur le Niger était la seule mesure susceptible de préparer de nouvelles conquêtes.

L'entrée en campagne de Boilève fut d'ailleurs retardée par un terrible incendie qui détruisit entièrement Kayes. Comme il n'avait aucun projet guerrier, il marcha fort lentement jusqu'au Niger (5) et c'est seulement le 2 avril 1884 qu'il fit son entrée à Bamako. Les renseignements de ce fort montraient que Samori était définitivement consolidé par la chute du Gbānkundo sans que ses relations avec la France en soient pour autant définies (6).

Pourparlers avortés. — Dès juillet 1883, alors que Kémè-Bréma, rassuré par le départ de la colonne, occupait la rive droite et se préparait à affronter les Toucouleurs, des contacts s'étaient pourtant établis à l'initiative du capitaine Ruault. Menés par des intermédiaires africains, ils n'avaient abouti à rien de précis et le commandant supérieur, craignant de nuire au prestige national y avait mis fin en septembre (7).

Ce refus de négocier est facile à expliquer. L'extension rapide de l'influence française à travers le Bélédugu, et jusqu'aux abords de Ségou avait éloigné la menace des Toucouleurs, déjà réduite par l'extrême timidité d'Amadu.

Les Français se jugeaient dès lors capables d'affronter Samori et il devenait inutile de traiter avec lui. L'échec de ces contacts avait inspiré des espoirs de gloire aux militaires et ils jouaient habilement la crainte en répercutant les racontars des dyula de passage. Ruault imagi-

nait ainsi que Samori donnait priorité à la lutte contre les Français et préparait une nouvelle attaque de Bamako pour la saison sèche. Le bruit courait aussi que Kémé-Bréma intriguait chez les Béléri de Kundu pour couper les lignes de communications du fort. Quelle qu'ait pu être l'amertume ressentie par le frère de Samori après son échec devant Bamako, il n'est pas douteux que de tels projets ne lui sont jamais venus à l'esprit.

Après la chute de Gbānkundo, la tâche essentielle de Kémé-Bréma était d'activer l'expansion vers l'est, qui n'allait pas sans à-coup. La tradition orale, confirmée d'ailleurs par certains renseignements militaires, déclare que Samori, qui se consacrait désormais à réformer l'Etat, avait rigoureusement interdit à son frère de provoquer les Européens. Il paraît évident que l'Almami avait pris conscience de leur puissance et voulait se tenir devant eux dans une stricte défensive, du moins tant que son prestige personnel, fondement de l'Empire, n'était pas mis en cause.

Les Samoriens sur la défensive. — L'examen des mouvements des sofas le confirme nettement.

Depuis l'hivernage de 1884, la rive droite du Niger était déserte sur une profondeur de dix à vingt kilomètres, en aval du confluent du Sānkarani. C'est seulement sur la rive gauche que les Samoriens demeuraient au contact des Français, ou plutôt de leurs vassaux malinké. Sur cette frontière mal définie, des incidents étaient inévitables, d'autant plus que les querelles traditionnelles des autochtones rebondissaient spontanément à l'occasion de chaque crise. Il est donc significatif qu'ils aient été très peu nombreux. Les sofas paraissent avoir mis beaucoup de soin à respecter la zone déjà ralliée à la France. Bien que la population ne fût pas unanimement favorable aux Européens et que les occasions d'intervenir ne manquaient pas, ils ne devaient plus se départir de cette prudence (8).

Famako était alors responsable du Manding. En septembre 1883, il tenait le gué de Dègèla avec 400 hommes, couvrant ainsi Kaaba où Mambi, bien qu'il redoutât l'arrivée des Français, n'était pas un allié docile (9). En novembre, bien que Kémé-Bréma ait rappelé des hommes dans l'Est pour marcher vers le Bagoé, les Samoriens avaient réoccupé Nyamè, sur le marigot Timako. Il ne s'agissait pas là d'un mouvement offensif car Sibi et Bānkumana, qui avaient reconnu l'autorité française, n'allaient pas être inquiétés. La petite garnison de Nyamè, comme celles qui s'installaient à Karā et à Balāukumakhana, n'étaient que des « sonnettes » couvrant Dègèla et Kaaba (10). Elles résidaient d'ailleurs dans des kafu ralliés à Samori depuis 1882 et ne faisaient preuve d'aucune agressivité (11).

En mars 1884, il est vrai, des garnisons allaient s'installer sur la rive droite à Bala, Mā-kono et Dānkasa, mais il s'agissait de couvrir Faraba au moment où la colonne approchait et alors que Famako s'employait surtout à diriger ses hommes vers le Bagoé (*J.P.B.*, 21-3-84).

Tout se passa d'ailleurs bien et Boilève quitta Bamako sans tirer un coup de fusil bien que Kémé-Bréma fût revenu en hâte de l'Est pour le surveiller.

Les deux missions topographiques confiées au capitaine Tournier (12) et au lieutenant Quiquandon avaient fait la même expérience plus à l'ouest. Les sofas se tenaient à distance respectueuse et faisaient même preuve d'une prudence excessive, comme la garnison de Balānkumakhana qui se retira dès qu'elle apprit l'entrée de Quiquandon à Nyagasola (13).

À l'ouest des monts du Manding, les Français n'étaient d'ailleurs pas effectivement au contact de Samori. Du fait de son éloignement, l'influence de Kita restait intermittente, même sur Nyagasola et sur ses vassaux du Këndé, qui étaient ralliés à la France depuis 1881. Plus au sud, dans le Séké, que Samori occupait depuis 1882, ou dans le Bidiga et le Burè, qui lui payaient tribut depuis 1879, l'influence française était négligeable (14). Les colonisateurs se

cramponnaient cependant au soi-disant traité de 1881 qui leur donnait, selon eux, des droits sur le Burè. Ils s'employaient donc à y créer un parti français mais les distances jouaient contre eux car il était impossible d'agir efficacement dans ce pays et même de protéger Nyagasola à partir de Kita (15). Il est donc naturel que l'idée de construire un fort à Nyagasola soit venue à Borgnis-Desbordes et Boilève allait la mettre en valeur dans ses propositions pour 1885. Il en profita même pour déplorer qu'on n'ait pas encore occupé Siguiri, comme l'avait préconisé son glorieux prédécesseur. Le coup de force de Combes apparaît donc déjà en filigrane dans ces lignes.

Loin dans l'ouest, les montagnes stériles du Menyè et du Goro demeuraient soumises aux Toucouleurs de Dinguiraye mais elles n'avaient plus d'intérêt pour eux depuis que les Français leur avaient fermé la route de Ségou. Malgré l'hostilité croissante d'Agibu envers Samori, les hommes du conquérant ne firent d'ailleurs aucun effort pour occuper ces pauvres pays.

Une trêve tacite. — Quand Boilève rentra en France, en juillet 1884, en laissant l'intérim au chef de bataillon Combes, il estimait avec raison que la situation était « bonne ». La France désirait une trêve, ne fût-ce que pour souffler, et voici que, pour la première fois, des avances étaient venues de la part de Samori. Il était évident que l'Almami avait observé avec soulagement l'attitude pacifique des Français et qu'il songeait dès lors à s'entendre avec ces voisins redoutables.

Dès le 1^{er} juin, le capitaine Delanneau, nouveau commandant de Bamako, avait reçu un message du chef dyula, Folo-Tyèmogho, qui demandait si un envoyé de Kémé-Brèma pouvait se présenter en sûreté au fort. Avec l'accord de Boilève, Delanneau accepta et proclama une trêve du 1^{er} au 20 juin (16). Quand le visiteur se présenta, on lui transmit les conditions du commandant supérieur qui réclamait non seulement l'évacuation des pays « alliés » de la rive droite mais encore de toute la rive gauche du fleuve jusqu'à Siguiri et qui soulevait le cas de Mâmbi, « traître » aux yeux des Français. Samori ne pouvait pas renoncer ainsi au Burè et ne répondit pas à ces propositions qu'il jugea sans doute extravagantes. On ne peut pourtant pas parler de rupture puisqu'un Maure de Faraba visita le Commandant de Bamako le 4 août, de la part de Kémé-Brèma.

Bien que ces pourparlers n'eussent pas abouti, la trêve pouvait durer car les Samoriens s'imposaient une défensive aussi stricte que l'année précédente. La construction de la canonnière « Niger », amenée en pièces détachées par Boilève, allait cependant réveiller leur inquiétude.

Le premier vaisseau français du grand fleuve était pourtant clairement orienté vers l'aval. Après un essai malheureux en septembre, sa base fut installée à Koulikoro, au-dessous des rapides de Sotuha (17). L'occupation de cette place coupait la dernière route qui unissait Samori au Sahel, mais il était désormais manifeste que les Français visaient surtout les Toucouleurs. A court terme, cette perspective ne pouvait déplaire au conquérant, au moment où l'offensive de son frère sur le Bani veuait justement d'avorter (août 1883). Le bruit courait, il est vrai, comme en 1883, que l'Almami attaquerait Bamako après les pluies, mais il s'agissait de ragots sans consistance que Combes lui-même n'allait pas invoquer (18).

La crainte de la canonnière est en tout cas à l'origine des grands travaux de fortification que Kémé-Brèma entreprit en septembre sur le fleuve pour couvrir Faraba (19). A Mākou et Dānkaso (Mugula) ainsi qu'à Kuruha, au confluent du Sānkarani, il construisit d'énormes bastions formés de murs concentriques dont l'intervalle était rempli par de lourdes pierres. Leurs

silhouettes massives étaient encore impressionnantes en 1957. Le frère de Samori s'employa également à remettre en état le tata toucouleur de Tadyana, mais il est impossible de voir dans cette activité l'ombre d'une intention offensive (J.P.B., 3-10-1884).

Malgré quelques incidents locaux, les Samoriens restèrent absolument passifs sur la rive gauche, durant l'hivernage et la saison sèche de 1884 (20). Famako, qui s'était retiré définitivement à Sanānkoro (Kīñyékuma), pour affronter les Toucouleurs, avait cédé la place à Aminata-Dyara. Celui-ci ne bougea pas de Dègèla et ses effectifs se réduisaient chaque jour en raison des renforts massifs qui partaient pour affronter Tyèba (21). A la fin de mars, il s'éloigna lui-même vers l'est, en ne laissant sur le fleuve que des garnisons symboliques. Leur position était si faible que Samori dut envoyer une fraction du Foroba à son fils, Masé-Mamadi, qui demeurait seul à Dara (Gbanā, rive droite) pour surveiller la région (22).

Il n'est pas moins évident que cette marche-frontière, écrasée entre les exigences des Samoriens et celles des Français, commençait à se dépeupler. En l'absence d'un *modus vivendi* clairement défini, les malheureux habitants, quelles que fussent leurs préférences, ne savaient visiblement plus à qui faire appel (23).

La situation était plus calme à l'ouest des monts du Manding. De ce côté, nous ne pouvons pas suivre en détail les mouvements des troupes samoriennes car l'éloignement de Kita et de Bamako était trop grand pour que les renseignements fussent précis. Les garnisons qu'allait bientôt chasser Combes n'étaient pourtant pas plus importantes que celles de l'est et elles ne manifestaient aucune velléité offensive.

L'activité des Français de Kita redoublait en revanche car ils s'efforçaient alors de consolider leur influence sur Nyagasola et de l'étendre aux pays de l'or. En septembre 1884, des tirailleurs s'avancèrent dans le Bidiga et le Burè, en pleine zone samorienne, où un incident grave fut évité de peu (24). En décembre, le commandant de cercle de Kita réussit à éliminer une bande de brigands qui sévissait dans le Kèndé (25). Malgré tous ses efforts, son influence restait à peine consolidée à Nyagasola et il ne pouvait s'étendre davantage sans une installation permanente en avant de Kita.

Il est clair que la zone française n'était en aucun point menacée par les empiètements de Samori. Contrairement aux affirmations gratuites de Combes, les derniers progrès du conquérant au nord du Niger remontaient à 1879 dans le Burè et le Bidiga, ou à 1882, dans le Séké. Après la campagne du Wèyānko il s'était tenu volontairement à l'écart du Manding de Bamako, bien qu'il y gardât de nombreux partisans.

Mis en confiance par l'attitude pacifique de Boilève et absorbé par la lutte contre Tyèba, Samori allait être pris entièrement au dépourvu par l'agression de Combes.

2°) L'AGRESSION DE COMBES.

L'initiative du nouveau commandant supérieur est d'autant plus surprenante qu'elle fut prise en contradiction absolue avec les instructions du gouvernement français. Le ministre de la Marine de Ferry, le vice-amiral Peyron, était alors entièrement absorbé par le Tonkin. Brière de l'Isle et Borgnis-Desbordes venaient d'y partir, décapitant ainsi la « faction Soudanaise » du Ministère et la campagne contre le chemin de fer, qui battait déjà son plein, allait aboutir aux projets d'évacuation de 1885. C'est en raison de cette conjoncture défavorable que Combes fut titularisé pour la campagne de 1884-1885, en dépit de son grade peu élevé. Un simple chef de bataillon devait en effet suffire pour une mission placée sous le signe de la plus stricte écono-

mie, avec l'ordre d'approvisionner les positions françaises « sans abandon ni extension ». Il était seulement autorisé « s'il n'avait aucun sujet d'inquiétude » à pousser jusqu'à Nyagasola pour y construire un poste « à faux frais » (septembre 1884) (26).

La tentation. — Les supérieurs de Combes avaient alors bien d'autres soucis que le Soudan, mais ils sont inexcusables de n'avoir pas compris très tôt que le nouveau commandant supérieur suivrait une autre voie que Boilève. Dès le 1^{er} novembre, il avait demandé à Seignac-Lesseps, le gouverneur du Sénégal, l'autorisation de réagir énergiquement aux provocations des Toucouleurs, tout en soulignant, sans craindre la contradiction, que leur Empire s'effondrait et que Samori, retenu dans l'Est par Tyèba, ne pourrait pas intervenir. Le 17 novembre, Félix Faure l'avait autorisé à agir si l'occasion s'en présentait et s'il était assuré du succès. C'était là ouvrir la porte à une courte campagne contre les Toucouleurs, mais non à l'occupation de Ségou, qui était franchement au-delà des moyens du commandant supérieur.

Personne n'envisageait par contre une guerre contre Samori, que Borgnis-Desbordes lui-même avait exclue des prochains objectifs, et qui risquait d'entraîner les Français dans le Sud, loin de l'axe de leur pénétration.

La violation de ces instructions sera tellement flagrante qu'on ne peut faire grief à Combes de l'extrême maladresse de ses justifications (27), mais cela ne nous dispense pas d'essayer de comprendre. Au milieu d'explications pénibles, l'accusé nous a d'ailleurs livré la vérité. « Arrivé sur place, j'ai jugé impolitique de ne rien faire pour notre prestige. Les conditions paraissaient favorables pour enlever le triangle Niagasola-Siguiri-Bamako ».

Ce guerrier brave, mais rude et impatient, n'avait ni la rigueur ardente de son ancien chef Borgnis-Desbordes ni la froide frénésie ou la finesse dialectique de son cadet Archinard. En revanche, il était possédé comme eux par le démon de l'action.

Après trois campagnes au Soudan et l'intérim du dernier hivernage, il estimait connaître la situation mieux que personne et, dans la tradition de Faidherbe, il supportait difficilement d'être bridé par Paris. Selou l'optique des troupes de Marine, le succès justifiait d'ailleurs toutes les initiatives et les renseignements fort exacts dont disposait Combes montraient les possessions samoriennes de la rive gauche pratiquement sans défense. Le Burè, terre légendaire de l'or était à portée de sa main. Faidherbe allait analyser parfaitement l'état d'esprit de son cadet en écrivant qu'il « ne put résister à la tentation de s'emparer de ce fameux Bouré » (28). Ce soldat était d'ailleurs un disciple de Borgnis-Desbordes et il n'oubliait pas que celui-ci avait réclamé l'occupation d'un poste situé en amont pour couvrir la droite française avant d'attaquer les Toucouleurs (29).

Toute cette politique ne manquait pas de force logique, une fois posé que les Empires africains faisaient obstacle au nivelage français et devaient être au plus tôt détruits. Il paraissait dès lors suspect de préférer la négociation aux armes et Gallieni, qui rêvait des mêmes gloires impériales mais préférait d'autres méthodes, allait bientôt en faire l'amère expérience.

Le recours à la force posait donc à Combes un problème d'opportunité mais nullement de principe. C'est à vrai dire sur ce plan qu'il s'est condamné lui-même. A la fin d'avril, croyant triompher, il allait écrire au gouverneur Seignac-Lesseps : « Mes moyens suffisaient et j'ai réussi. Les circonstances étaient favorables ». Dans les propositions pour la prochaine campagne, qui accompagnaient cette lettre, il ne prévoyait rien de moins qu'un assaut immédiat contre Ségou (30). Ceci prouve que, peu de jours avant de frôler la catastrophe, il se croyait débarrassé de Samori et libre de se tourner vers d'autres tâches. Il l'admettra un mois plus tard : « J'espé-

rais que Samori s'inclinerait devant le fait accompli et renoncerait à la rive gauche. Je me suis trompé ». Il était dès lors coupable, selon sa propre morale, parce qu'il avait sous-estimé l'adversaire, et que le succès ne l'avait pas justifié. Pour cette erreur, il souhaitera donc mourir les armes à la main, en soldat.

Occupation de Nyagasola. — Dès le début de la campagne, il parut clair que le programme maximum du ministre, c'est-à-dire l'occupation de Nyagasola, était pour Combes un strict minimum. Il ne disposait pourtant que de 400 combattants, comme Boilève l'année précédente. Quoique l'état sanitaire fût au départ bien meilleur, ces moyens paraissaient à peine suffisants pour les modestes objectifs qui lui étaient assignés (31).

Le 9 décembre, sans attendre la colonne, la compagnie auxiliaire d'ouvriers du capitaine Chanteaume avait quitté Kayes pour Nyagasola où les travaux du fort commencèrent le 10 février (32). Combes, qui suivait à petites étapes, y parvint à son tour le 3 mars. Il devait en principe poursuivre sa route vers Bamako par le Sud des monts du Manding (Balānkumakhana, Sibi), comme l'y autorisaient ses instructions « si la paix régnait sur la zone de ravitaillement ». Il fut rejoint le 19 mars par Péroz qui l'avait quitté à Badumbé pour « exécuter » le Bafiñ (33).

Selon Combes, c'est seulement à Nyagasola qu'il prit la décision d'attaquer, mais on a peine à le croire. Il avait certainement, au départ, l'intention de faire quelque chose et il est seulement possible qu'il ait attendu d'être au Mândé pour arrêter ses projets (34). Le spectacle du Burè sans défense l'aurait alors décidé à annexer tous les pays situés en-deçà du Niger et du Tēnkiso, et particulièrement les terres d'orpaillage, bien que la France n'eût que des droits discutables à faire valoir sur elles, comme il allait bientôt l'admettre (35).

Expulsion des Samoriens. — Toujours est-il que le commandant mit en route ses hommes qui quittèrent Nyagasola à la fin de mars par trois pistes divergentes de façon à balayer tout le pays. Péroz donna le signal le 23 en s'enfonçant dans le Sud avec 32 hommes. Il franchit aussitôt le Bakoy, et imposa un traité au chef du Goro, Fānsēma Dānsogho, qui l'avait bien reçu à Nabu. Après avoir ainsi mordu sur les domaines des Toucouleurs, il aborda le Bidiga oriental, toujours fidèle à Samori et où, le 2 avril, Dubamalé Kamara lui ferma les portes de Koma. Tandis que le lieutenant campait à l'extérieur, il fut attaqué par le neveu de ce chef, Ansumana, qui faillit submerger sa petite troupe. Celle-ci se ressaisit cependant, détruisit le village, prit et fusilla l'assaillant (36). Péroz repartit le 4 vers l'est, repassa le Bafiñ pour visiter les francophiles de Buguru et rejoignit Combes le 6, à Dalāmbā, dans le Séké.

Le capitaine Louvel avait quitté Nyagasola quelques heures après lui par la piste historique du Këndé (Dyalikuru). Les sofas du Séké évacuèrent Udula à son approche et il ne leur prit que trois hommes à Kolita. Dès le 27, il confia au lieutenant Dargelos la construction du poste « de police et de ravitaillement » que Combes avait décidé d'établir à Séké-Nafadyi en plein pays samorien (37).

De leur côté, le 25, les spahis du lieutenant Harmand avaient pris la vieille route du Manding méridional pour se porter à la rencontre du capitaine Delanneau, venant de Bamako.

Enfin, le 1^{er} avril, Combes quitta lui-même Nyagasola pour Nafadyi où il arriva le 4 et où il prit en mains la direction des opérations. Le 6, il rejoignit Péroz et Louvel qui l'avaient précédé à Buguru.

Cette action, de caractère politique autant que militaire, visait à extirper les Samoriens de la rive gauche, et elle allait se poursuivre dès lors au pas de course.

Dargelos resta dans le Séké avec 25 hommes pour fortifier Nafadyi et soutenir Hawamagā Magasuba de Kolita. Il avait proclamé ce chef à la place du Samorien Sinémagā de Masala, bien qu'aucun des deux n'eut droit au titre de Māsa (38). Dans le Bidiga au contraire, cette dignité coutumière incombait au chef du parti samorien, Taiba-Mori Kamara, de Farāñwaliya. Combes n'en tint aucun compte et confia le pays à Tumanī Kamara du Buguru, dont la seule qualification était qu'il se réclamait du traité de 1881.

A Sétigiya du Burè, les 7 et 8 avril, le commandant procéda à l'investiture de Nāndamagā qui rentrait en sa campagne de Kita, mais cet acte d'arbitraire fit rebondir la vieille querelle qui opposait ce notable à la lignée du Samorien Fatuma-Dimfo. Celui-ci, prudent, avait cherché asile chez Nana-Fali à Didi et les tirailleurs ne trouvèrent personne dans son village de Kēntiñyā. En obligeant les ennemis de Samori à se compromettre ainsi, Combes pensait avoir donné un fondement à l'autorité française. Il reprit donc sa course vers le Niger qu'il atteignit le 10 à Siguiri, dans le Nuga.

Siguiri et le Manding. — Le commandant trouva ce pays désert, car Kaimba Magasuba était passé avec tous ses gens sur la rive droite. Bien que son rapport ne soit pas explicite, Combes paraît admettre qu'il n'y eut pas de traité, mais une prise de possession unilatérale (39). Il s'employa surtout à rechercher un site pour le futur fort et il se décida pour la colline abrupte qui s'élève au nord-est du village.

Il n'était pas utile de s'attarder davantage, puisque les Samoriens paraissaient en déroute. Dès le 11, la colonne entreprit donc de descendre la rive gauche du fleuve à travers le Nuga et le Minidyā. Elle ne trouva aucune occasion de combattre car la population avait fui à son approche au-delà du Niger. Le 16 avril, sous les murs de Kangaba (Kaaba), le capitaine Delanneau, venant de Bamako, se présenta à Combes.

Quittant sa résidence le 3 avril, cet officier avait remonté le fleuve jusqu'à Bānkumana, puis le Timako en direction des monts du Manding. Le 11 avril, il avait expulsé les sofas de Balākumakhana à coups de canon et le 12, à Balamānsaya, il avait fait sa jonction avec les spahis de Harmand, qui venait de Nyagasola. Tous deux procédèrent alors au nettoyage du Manding en direction du fleuve. Ils n'eurent à livrer qu'un médiocre combat le 14 à Kēñyēba, et ils couronnèrent le 16 les hauteurs qui dominent Kaaba (40). Combes s'installa le soir même dans la ville évacuée. Nakani-Māmbi s'était retiré sur l'autre rive, dans sa résidence de Mināmba-Farha, et les Samoriens étaient massés non loin de là à Figirakura (41).

Comme le commandant voulait absolument en découdre, il passa le fleuve à gué pendant la nuit, avec Delanneau en avant-garde, et Figira fut attaqué à l'aube du 17. Les eaux déjà hautes avaient cependant retardé le mouvement et l'ennemi était réduit à une arrière-garde qui défendit mollement la place. Le village fut détruit en hâte et tout le monde rentra à Kaaba (42).

La colonne évacua cette ville le 19 et se disloqua aussitôt. Louvel, avec la 4^{me} compagnie, partit par Nugani et le Séké pour rejoindre la section Dargelos à Nafadyi tandis que le convoi de ravitaillement rentrait à Nyagasola par Balānkumakbana, Combes et Delanneau, avec la 3^{me} compagnie, poursuivirent la descente du fleuve jusqu'à Bamako où ils arrivèrent le 26 (43).

Le commandant se consacra alors, pendant près d'un mois, à la routine habituelle des travaux et du ravitaillement, après quoi il prit paisiblement la route de Kita, le 23 mai, persuadé que la campagne était terminée.

La réaction de Samori. — Combes ignorait que Samori avait décidé, dès le début d'avril, de réagir avec la plus grande puissance possible (44). Il était certainement pénible pour le conquérant de perdre le Burè et ses riches mines d'or, mais ce n'était pas là son souci essentiel. La révolte des Bambara avait révélé une faille dans l'Empire au moment précis où l'intervention de Tyèba démasquait un ennemi dangereux. La victoire de Kōlōni n'allait rétablir la situation que d'extrême justesse. Si l'Aluami s'inclinait sans réagir, son prestige en serait tellement ébranlé que tout pouvait s'écrouler. Sa conduite depuis Wèyānko prouve qu'il redoutait la supériorité technique des Blancs, mais son remarquable service de renseignements lui avait révélé la faiblesse numérique de l'adversaire. Il pensait donc certainement écraser les Français sous le nombre et cette espérance ne devait pas être entièrement vaine.

L'agression de Combes ayant touché surtout le territoire de l'Armée de Damisa-Koro, Samori paraît avoir quitté Bisāndugu dès fin avril pour aller retrouver Masarā-Mamadi. Manigbè-Mori, avec la plus grande partie du Foroba rejoignit bientôt ses frères dans le Dyuma, si bien qu'au début de mai, l'Aluami était installé à Kèūyēba-Kura avec une force considérable (J.P.B., 9-5-85).

De son côté, Kémé-Bréma, débarrassé de Tyèba, n'avait laissé qu'un rideau de troupes à Bolu-Mamadou et se trouvait déjà le 9 mai à Faraba. Sa concentration opérée, tout était prêt pour le mouvement en tenaille qu'avait conçu Samori. Celui-ci attendait vraisemblablement le départ de la colonne pour se jeter sur les postes français isolés.

Il est stupéfiant que Combes n'en ait rien su. L'insuffisance de ses renseignements en regard de ceux de l'adversaire n'est d'ailleurs pas seule en cause. Il semble qu'en raison d'une assurance confinante à l'aveuglement, il ait spontanément écarté toute donnée qui ne cadrerait pas avec son idée de la situation. Il traitait avec mépris les avis discordants de ses subordonnés. C'est ainsi qu'il écrit dans son rapport : « Samori s'est rapproché en secret du Niger, et je ne l'ai pas appris. Les espions affirmaient que les sofas se repliaient, battus par Tyèba, les villages étaient pleins de blessés ». Or cette affirmation est démentie par le journal de poste de Bamako, source principale des renseignements français. Ce document a enregistré, jour après jour, durant tout le mois de mai, le retour des Samoriens vainqueurs de Tyèba et leur concentration le long du fleuve (45).

En dépit de tout, Combes refusa d'admettre que Samori puisse avoir l'audace inconcevable de songer à se défendre. Louvel, isolé dans le Séké, n'avait pas un tel mépris des faits car il sentait que la menace grandissait, et il en tira les conséquences. Combes apprit ainsi successivement, le 13 mai, que le capitaine demandait à évacuer Nafadyi, puis que la garnison s'était déjà repliée sur Farabalé, dans le Këndé. Le colonel en ressentit une véritable fureur et, dès le 14, ordonna de réoccuper la position abandonnée, en prescrivant même au capitaine de s'installer dans le village francophile de Buguru et de reconnaître minutieusement le pays (46).

La mort dans l'âme, Louvel exécuta ponctuellement cet ordre insensé. Etant retourné à Nafadyi le 20 mai, il laissa ce poste à la garde de la section Dargelos et s'avança jusqu'à Buguru, pour s'y retrancher en compagnie de Bonnard (47). Ce dernier se mit à patrouiller chaque jour à travers le Burè où l'inquiétude grandissait vite.

Le siège de Nafadyi. — Samori, qui venait d'apprendre le départ de Combes, donna l'ordre d'offensive générale une semaine plus tard. Les 27 et 28 mai, l'armée de Damisa et le Foroba franchirent le Tēnkiso à Siguri, et marchèrent sur Balato, en submergeant le Burè. Le 29, le lieutenant Sonleyman Dyang, en reconnaissance avec 15 hommes, trouva les sofas à Balato, d'où il les chassa après un court engagement. Ce village était pro-samorien et il fut mis à sac. Le 30, la section Bonnard trouva Balato vide mais, en rentrant, décida de passer la nuit à Sètigiya où

régnaît l'affolement. Selon Péroz, Samori, accompagné de Kāu-Dimfo arriva le même soir à Kentiŷyā et Sètigiya fut cerné durant la nuit. Le 31, à l'aube, Bonnard reprit la route de Buguru, laissant ses hôtes en proie à un morne désespoir. Manigbè-Mori entra sur ses talons dans le village, où les francophiles se laissèrent massacrer sans résister, à l'exemple de Nādamagā (48).

La section en retraite, serrée de près par la cavalerie samorienne, fut dégagée, un peu au-delà du Komodo, par Louvel, qui marchait au bruit de la fusillade. En dépit de sa situation précaire, le capitaine voulut alors, avec ses trois sections, secourir ses alliés de Sètigiya. Cette décision qui l'honore était fort imprudente. En repassant le Komodo, à un gué enserré dans un méandre par la galerie forestière du marigot, il se trouva en présence d'une grande partie du Foroba, retranchée dans l'épaisse végétation. L'avant-garde de Souleyman Dyang se trouva bientôt coupée, mais Louvel parvint à la dégager au prix d'un corps à corps furieux et de lourdes pertes, soit 15 hommes hors de combat sur un total de soixante-quinze. Il écrasa finalement l'ennemi sous la puissance de son feu, et le rejeta au-delà du cours d'eau (49). Ayant presque épuisé ses munitions, il rétrograda en hâte sur Buguru, dont la population fuyait déjà (50). Dans sa hâte de rejoindre Dargelos, isolé à Nafadyi, Louvel imposa alors à ses hommes une épuisante marche de nuit en montagne.

A peine arrivé, il prit quelques heures de repos dans le fort mais, le 2 juin à l'aube, quand il voulut repartir pour Nyagasola, il se trouva bloqué de tous côtés par le gros des forces samoriennes. Faute de munitions, il était incapable de s'ouvrir un passage de vive force, si bien que son dernier espoir résidait dans un prompt secours de Combes et dans la capacité de résistance de ses hommes (51). Le « fort » de Nafadyi consistait cependant en un simple mur de terre rectangulaire qui enserrait les cases du quartier Finè, au nord des ruines du village (52). Dargelos y avait creusé des créneaux mais le site était défavorable, dépourvu d'un point d'eau et surplombé par une montagne. Chose plus grave, la disette s'ajoutait au manque de munitions, car Louvel n'avait que deux jours de vivres. Comme unique consolation, sa maigre provision d'eau allait cependant être renouvelée par les premières pluies de l'hivernage. Après l'échec sanglant d'un assaut, le 2 juin, les Samoriens se bornèrent à bloquer étroitement les assiégés. Ceux-ci, malgré des conditions terribles, affamés, soumis constamment au tir plongeant de l'ennemi, juché sur la montagne, allaient tenir bon jusqu'à la délivrance (53).

Une retraite épique. — Les courriers envoyés par Louvel, le 1^{er} juin, avaient alerté Péroz à Nyagasola, dès le 2. Le lieutenant transmit aussitôt la nouvelle au commandant supérieur, en l'avertissant que, sans nouvelles de lui le 6 au soir, il marcherait seul au secours de ses camarades. Combes procédait paisiblement à l'approvisionnement de Kundu, quand il reçut le courrier de Péroz. Après avoir télégraphié à Kita de diriger tous les renforts disponibles sur le Māndé, il prit en toute hâte la route de Nyagasola où il arriva juste à temps pour se joindre au lieutenant (54). La colonne se trouvait déjà dispersée jusqu'à Kayes, sur le chemin du retour, et Combes ne pouvait rassembler qu'une minuscule troupe de secours. Devant la supériorité numérique de l'ennemi, il risquait donc la catastrophe et il en était fort conscient. Tous ses rêves étaient brisés, et sa provocation outreucidante avait attiré l'orage en pleine paix sur le pays dont il avait la garde. Par son aveuglement orgueilleux, il avait placé ses camarades dans un danger extrême. La force de son caractère lui permit du moins de se conduire avec dignité. Péroz nous le montre plein d'une sombre résolution car il n'espérait guère redresser la situation, mais seulement monrir les armes à la main (55). Il allait pourtant se tirer de ce mauvais pas grâce à une tactique audacieuse et surtout à beaucoup de chance.

La petite colonne de secours partit dans la soirée du 7, guidée par des chasseurs, qui devaient la mener par des zones inhabitées. Elle parvint ainsi à se faufiler sans être signalée jusqu'auprès des assiégés, au sommet de la montagne d'où, le 10 au matin, elle dévala pour rompre l'investissement. Le jour même, avant la nuit, les rescapés et leurs libérateurs s'ouvrirent de vive

force la route d'Udula (56). Pendant les trois jours qui suivirent, sous un ciel gris et dans les pluies de l'hivernage, les Samoriens s'efforcèrent avec succès de ralentir la retraite. Progressant sur la gauche de la colonne et beaucoup plus mobiles qu'elle, ils la précédaient sur chaque obstacle dont ils organisaient la défense, tandis que leur cavalerie prenait les tirailleurs à revers. Combes comprit le but de cette tactique au matin du 14 juin quand, arrivé au marigot Kokoro, à six kilomètres de Nyagasola, il en trouva la rive nord solidement fortifiée et tenue par l'armée de Faraba (57).

Kémé-Brèma avait en effet franchi le Niger au début de juin. Après avoir suivi la vieille route longeant le pied des monts du Manding sans rencontrer aucune opposition, il s'était installé dans le Mändé, à Balândugu. Chanteaume, qui manquait de forces, s'était enfermé dans le fort tandis que les Samoriens se retranchaient solidement dans la galerie forestière du Kokoro (58).

Ainsi placé, Samori pouvait raisonnablement espérer détruire la colonne Combes, car celle-ci se trouvait acculée à la vallée encaissée d'un fleuve en crue tandis que des forces vingt ou trente fois plus nombreuses l'attaquaient de toutes parts. Une fois de plus, la supériorité des armes et de la tactique européennes allait pourtant déjouer l'habile manœuvre de l'Almami. La situation fut un moment critique, en début de matinée, quand la 4^{me} compagnie, celle de Louvel, ne parvint pas à forcer le passage, tandis que la 3^{me}, celle de Dargelos, en arrière-garde, cédait sous la pression du Foroba. Les sections de réserve permirent cependant à Dargelos de tenir, tandis que l'artillerie, tirant à mitraille, semait le désordre chez Kémé-Brèma. Vers le milieu de la journée, la section Péroz réussit à traverser, ce qui permit à Louvel d'établir une solide tête de pont, puis à Dargelos de se replier. Combes avait ainsi évité le désastre, et il rejoignit dans l'après-midi le fort de Nyagasola, serré de près par la cavalerie ennemie (59).

Devant Nyagasola. — Ce succès tactique n'effaçait pas l'humiliation subie et l'opinion africaine, qui ne s'y trompait pas, vit dans cette affaire une victoire de Samori (60). La défense du fort de Nyagasola, dont Péroz reprit alors le commandement, ne pouvait plus être assurée selon les prévisions initiales. Sa garnison fut élevée de 30 à 80 hommes, ce qui nécessitait de nouveaux approvisionnements, alors que la colonne de secours était presque à bout de vivres et de munitions. Malgré quatre mois de travaux, le fort n'était encore entouré que par une enceinte basse et peu sûre, valorisée il est vrai par un site très favorable. Combes voulait lui donner les moyens de tenir pendant tout l'hivernage. Après avoir employé tous ses hommes aux fortifications, du 15 au 18 juin, la colonne partit le 19 à la rencontre du convoi de ravitaillement qui descendait de Kita.

Aux yeux des Samoriens, la campagne n'était pas terminée. Au lendemain de la bataille, Samori et Manighè-Mori avaient établi leur quartier général à Kényékuru dans le Mëndé (61). Une forte garnison tenait en outre le gué du fleuve pour garder contact avec le camp de Balânko, sur l'autre rive du fleuve, où s'était installé Kémé-Brèma (62). Celui-ci avait submergé ce qui restait du Mëndé et de nouveaux fuyards, chaque jour, venaient chercher asile sous les murs du fort français. Les opposants se retirèrent à Banauïnkoro qui possède une montagne abrupte et les sofas les y laissèrent en paix (63).

Nyagasola était évidemment leur objectif principal mais ils étaient impressionnés par la haute construction de pierre qui venait d'y surgir et la présence de la colonne les faisait reculer devant une attaque frontale. Cependant, dès le 15 juin, le fil télégraphique fut coupé sur la piste de Kita, tandis que le village de Māmbi était brûlé et sa population s'abritait dans le fort. Péroz décida cependant cinquante guerriers à réoccuper le tata, si bien que, le 18, quand les Samoriens voulurent rentrer dans le village, ils furent repoussés avec l'aide de l'artillerie du fort (PÉROZ, 1889, p. 245-246).

Kémé-Bréma n'insista pas de ce côté mais le 19, quand il vit Combes prendre la route du nord, il s'imagina que la colonne se retirait définitivement, car il se jeta à ses trousses. Ses cavaliers cassèrent Kokuruni et Sikoroni, mettant en fuite toute la population du Birgo méridional (64) et ils se risquèrent même à poursuivre les réfugiés dans le Sobara occidental où ils cassèrent Labata. Le 22 juin, après avoir campé sur les ruines de Murgula, ils se lancèrent à l'attaque de Sitakoto (Sirakoro) où ils eurent la surprise de se heurter à Combes qui les mit en fuite (65). Poursuivis par les spahis, ils se dérobèrent alors vers l'est.

Le colonel, arrivé le 20 juin dans la capitale du Birgo, avait fait le lendemain sa jonction avec Tournier qui escortait le ravitaillement de Kita. Basé sur le poste provisoire qu'il avait établi à Sitakoto, Combes dirigea personnellement deux convois successifs pour approvisionner Nyagasola (66). Les Samoriens le laissèrent faire, se contentant d'observer ses mouvements du haut des montagnes voisines (66). A l'occasion du second convoi, le colonel voulut donner de l'air au fort avant de partir pour de bon. Le 3 juillet, 20 bons nageurs dirigés par le lieutenant Souleyman Dyang traversèrent donc le Kokoro et s'avancèrent jusqu'à Kéñyékuru qu'ils trouvèrent évacué depuis six jours. Rassuré par cette retraite, Combes prit le chemin du retour le 4, avec deux mois de retard sur le calendrier habituel des colonnes du Soudan (67).

3°) L'HIVERNAGE TRACIQUE (1885).

a) *La marche vers le Sénégal*

Des gages pour négociier. — La retraite que Samori avait ordonné le 27 juin, après avoir observé les murs de pierre du fort du haut de la montagne de Nyagasola, était seulement d'ordre tactique (68).

L'échec d'un ultime assaut contre la place allait cependant le convaincre que ses pertes cruelles n'étaient pas payantes. Satisfait d'avoir rétabli son prestige, il songeait dès lors à éviter des combats coûteux et même à négocier avec les Blancs, mais cette idée l'incitait justement à saisir des gages aussi étendus que possible. A l'issue de leur retraite, les Français, retranchés dans quelques forts et paralysés par les pluies, se trouvaient incapables de s'y opposer. Tout en démobilisant une grande partie de son armée ou en l'orientant vers d'autres tâches urgentes, Samori allait obtenir en peu de semaines et presque sans combattre, de tels résultats qu'un vent de panique gagnera vite Saint-Louis et bientôt les rives de la Seine.

Cette offensive spectaculaire allait être animée par l'Almami en personne au cours d'un long séjour dans les pays de l'or, mais elle présente des caractères très différents selon que l'on considère l'un ou l'autre secteur. Dans l'Ouest, le ralliement massif des Malinké du Bakoy et du Bafiñ allait ruiner en quelques jours cinq années d'efforts français. Au centre, le blocus de Nyagasola préludera par contre à une solution négociée, tandis que sur le Niger le statu-quo rétabli ne sera troublé qu'épisodiquement.

Les marches de Dinguiraye. — Quittant le Këndé, Samori s'était retiré à Farāñwaliya, dans le Bidiga, chez son ami, Taiba-Mori. Il allait y séjourner près de trois mois pour coordonner l'action de ses frères et reprendre en main une région que les initiatives de Combes avaient bouleversée. Il paraît d'ailleurs être parvenu sans grande peine à ses fins, car la destruction de Bugu et de Sètigiya avait découragé les opposants (69). Dans le Burè, Dimfo, rentré à Kènti-

ñyā, avait recouvré toute son autorité avec l'appui de Nana-Fali. C'est à la demande de ce dernier que l'Almami prit des sanctions contre les Dyalōnké du Sako qui venaient de piller une caravane (70). Bien qu'il ait payé tribut depuis 1879, ce kafu échappait pratiquement à toute autorité. Il dut cette fois plier, après la destruction de Sèla, et le conquérant plaça à sa tête un homme qu'il jugeait sûr. Les opposants s'étant réfugiés non loin de là, dans les montagnes du Ményē, les sofas les poursuivirent et s'emparèrent des greniers de Malèya. Le vieux Sunkari-Misa qui commandait ce pays, se soumit alors, en offrant au conquérant des jeunes filles et de l'or, que son fils Bwari alla présenter à Farānwaliya. Il fut imité par les montagnards du Balaka qui ne trouvaient pas dans la nature de leur pays une protection insuffisante (71).

En s'imposant ainsi dans l'Ouest, Samori couvrait les arrières de Manigbè-Mori et étendait le recrutement de son armée. Il mordait aussi sur des terres qui obéissaient encore aux Toucouleurs de Dinguiraye et qui avaient beaucoup compté pour eux à l'époque où la route de Ségou passait par là. Bien que l'irruption française les ait dépouillées de cette importance, leur annexion par Samori constituait un nouveau geste inamicale à l'égard de la Tidyaniya (72). Survenant peu après la guerre du Bani, elle montrait que le conquérant n'éprouvait plus le besoin de ménager les descendants d'El Hadj Omar.

Vers le début de septembre, Samori, qui venait de prendre un long repos dans le Bidiga, apprit la révolte du Gwanā (73). Il partit aussitôt pour le Haut Milo car cette défection d'une fraction du Haut Konyā pouvait être fort grave. Elle l'ancra en tout cas dans la volonté de chercher un arrangement avec les Français, ainsi qu'il y songeait déjà. A cette date, eu effet, il était entré en correspondance avec Péroz par l'intermédiaire de Sanusi et de nombreux renseignements montrent qu'il avait renoncé à poursuivre son offensive vers le Sénégal. Sa reconversion s'effectuait une fois de plus en direction de l'Est, où Kémé-Brèma n'avait toujours pas réduit le Banā et où les insurgés bambara se maintenaient encore. On a vu qu'une grande partie du Foroba allait y être transférée à partir d'octobre. Il paraît certain que l'Almami ordonna alors à son frère de ne pas tenir tête à la nouvelle colonne française et d'évacuer sans combat ses conquêtes de l'hivernage. Celles-ci avaient pourtant été spectaculaires.

De Nabu à Galé. — La marche de Manigbè-Mori en direction du Sénégal fut certainement l'événement le plus impressionnant de cette année tragique. Il frappa vivement l'imagination des Français et ses répercussions politiques furent sensibles jusqu'à Paris. Les Français voyaient déjà Bafoulabé menacé, Bamako encerclé et leur pénétration au Niger s'achevant en catastrophe, mais il est évident que les Samoriens ne nourrissaient pas de telles ambitions. Quand l'Almami, impressionné par ses pertes, proscrivit, vers la fin de juin, toute attaque frontale contre les forts, il renonçait ainsi à prendre offensive entre Nyagasola et Bamako. Par contre, sur la gauche, les pays Malinké du Bakoy et du Bafiñ s'ouvraient largement devant lui. Les militaires les avaient soustraits à la suzeraineté toucouleure, mais sans les occuper effectivement. Leur domination, marquée par le poids croissant du portage, était devenue si impopulaire que cette région pouvait être occupée sans grande peine. Bien que peu peuplée, elle avait été épargnée par la guerre durant les dernières années, si bien qu'elle pouvait fournir des recrues et des vivres à la fraction du Foroba qui y camperait. Enfin, en débordant le fort de Kita, en lui enlevant ses sources de ravitaillement et en menaçant ses communications, cette poussée spectaculaire permettrait de gêner la progression de la prochaine colonne française. Samori pensait en outre qu'elle lui fournirait un gage pour les négociations auxquelles il songeait déjà mais, sur ce dernier point, il se trompait lourdement. Il n'avait pas encore assez fréquenté les Européens pour savoir qu'une puissance impériale ne négocie jamais en position de faiblesse.

Toujours est-il qu'à la fin de juin, le Foroba se retira du Kokoro pour prendre l'offensive dans l'Ouest. Tandis que Samori regagnait Farānwaliya, Manigbè-Mori traversa le Bakoy et envahit le Goro (74). Fasèma Dansogho, de Nabu, y avait accueilli Péroz en avril, avant de donner asile aux fuyards de Sètigiya et de Buguru (75). Il animait donc un foyer d'opposition à l'Almami et il convenait de l'éliminer. Les Dyalōnké résistèrent cependant, en dépit d'une situation désespérée, et les Samoriens durent construire des sanyé autour de Nabu, tout en laissant ouvert le versant de la montagne. Cette tactique permit de prendre le village sans assaut au bout d'une semaine, les défenseurs s'éclipsant sagement par la voie qu'on leur suggérait (76). Fasèma se retira en pleine montagne au hameau de culture de Dyulafōndo, mais les sofas l'y rejoignirent bientôt et dispersèrent les derniers opposants (début juillet) (77).

Manigbè-Mori se tourna aussitôt vers le Nord. Sur sa gauche, trois pays dyalōnké, le Kulu, le Boké et le Bafiñ-Maghana s'étaient émancipés des Toucouleurs depuis cinq ans et leur nature montagnaise les rendait peu accessibles. Ils étaient d'ailleurs disposés à une soumission de principe. Le frère de Samori s'orienta donc vers les pays malinké du Bakoy. Ceux-ci ne disposaient d'aucune force sérieuse et les petites garnisons françaises, bloquées par l'hivernage sur la route des étapes, ne pouvaient pas les soutenir. Les réquisitions de vivres et le poids écrasant du portage, après avoir ruiné la région de Kita, commençaient déjà à les éprouver (78).

Puisque les Français s'avaient à présent incapables de les protéger, on comprend que le parti qui s'opposait à eux ait vite relevé la tête, comme les événements du Bafiñ venaient de le révéler. L'approche des sofas causait à coup sûr une certaine appréhension, mais on ne doit pas oublier que la propagande samorienne s'exerçait depuis longtemps avec succès dans cette région. Plusieurs enfants du pays s'étaient déjà ralliés à l'Almami et combattaient dans ses rangs (79). Partagés entre des craintes que les partisans du conquérant s'employaient à neutraliser, et la haine des Blancs, qui se fondait sur une amère expérience, les pays du Bakoy étaient une proie facile.

Combes ne l'ignorait pas. Le 20 juin, à Sitakoto, il avait rencontré le lieutenant Sadioka, qui était parti cinq jours plus tôt de Kita, pour inciter à la résistance le Banyakadugu et Gagu. Cet officier avait trouvé Galé en proie à la panique et pensait que 40 cavaliers enlèveraient sans peine la place (80). Il s'était à peine retiré que Manigbè-Mori lança sur ce pays la plus grande partie du Foroba, qui s'était mis en route au lendemain de l'assaut malheureux du 6 juillet. Il ne trouva aucune résistance à Galé dont le chef, Dinamaga Kamisokho, lui donna une fille en mariage. Le frère de Samori y installa son quartier général, dans un grand sanyé construit en dehors du village, et il distribua à ses gens des terres à cultiver (81). Un hivernage paisible s'ouvrait ainsi devant lui, car il n'avait pas l'intention de pousser plus loin. Comme la prise en main du pays qui s'étendait devant lui vers le Nord ne nécessitait pas de grandes opérations, il les confia à son lieutenant, Nyamu Sidibé, avec cinq bolo seulement (environ 500 hommes).

Vers Bafoulabé. — La marche en avant semble s'être poursuivie sans désemparer après l'occupation de Galé. En effet, dès le 14 juillet, Kita apprenait que Bugarihaya, dans le Banyakadugu, avait repoussé une attaque des sofas (82). Cet échec fut isolé. Avant la fin du mois, le chef de ce kafu, Sāmbu Dāmbélé, de Gbēhō, alla boire le dègè avec tous ses chefs de villages (83).

C'est au début d'août que Nyamu s'en prit au Gāngarā. Le pays était commandé par Bukari Dāmbélé, de Baé, qui se soumit sans difficulté, mais que tout le monde n'imita pas. Magasi Dāmbélé de Nyéningo s'était retranché en haut d'une montagne et refusait de se rendre. Au bout de quatre jours les sofas lancèrent un assaut qui réussit et tuèrent ce chef (8 août) (84). D'autres villages réfractaires, comme Nyāntāso et Madina, se réfugièrent alors devant le fort de Badumbé.

Maîtres du Gāngarā, les Samoriens frôlaient la ligne d'étapes françaises entre Tukoto et Wakoro, mais ils ne l'attaquèrent pas (85). Poussant leurs avantages sur les points où aucune résistance sérieuse ne s'annonçait, ils se tournèrent au contraire vers la vallée du Bafiñ. Dès l'arrivée de Manigbè-Mori à Galé, le vieux chef de ce kafu, Saghaha-Magā, lui avait envoyé son fils Kami-Musa pour offrir son ralliement et demander de l'aide contre les villages qui avaient accueilli Péroz. Dès la chute de Nyéningo, Nyamu, guidé par Kani-Musa, marcha sur le Bafiñ. Il détruisit Gafa, Nigi et Kēñyéba puis traversa le fleuve et fut reçu à Sandényā par Saghaha-Magā.

Nyamu retourna ensuite sur la rive droite et s'enfonça dans les montagnes abruptes qui séparent le Bafiñ du Bakoy. A Fatafiñ, le chef du Kulama, Fabāndi Dāmbélé but à son tour le dègè. Comme Mori Siré, chef des auxiliaires bambara, était trop compromis avec les Français pour se rallier, il évacua le village d'Élébakuru et se retira à Sāsāndiñ, près de Badumbé (86).

Les Samoriens traversèrent alors les montagnes du Gomu et envahirent le Komakhana où ils détruisirent Kobokoto et Bañyi. Ils étaient aisi parvenus à une soixantaine de kilomètres de Bafoulabé et le pays qui s'étendait devant eux jusqu'au confluent des deux fleuves était désert (87). En le traversant, ils se seraient heurtés de front à la puissance française, ce qui n'était évidemment pas la mission de la petite colonne de Nyamu. Celui-ci revint donc sur ses pas et rentra tranquillement à Galé (88).

Le Bafiñ et Kundyā. — Manigbè-Mori s'employa dès lors en toute quiétude à administrer le pays conquis. Quelques patrouilles avaient suffi à soumettre les Dyalōnké de l'Ouest, qui ravitaillèrent désormais les conquérants (89). Ceux-ci avaient d'ailleurs mis leurs captifs au travail et la récolte du maïs, qui eut lieu vers la fin d'août, écarta bientôt tout danger de disette. Le pays était alors parfaitement en main. En dehors de Galé, les sofas occupaient le solide tata de Makhanakoto, dans l'ouest du Gadugu, tandis que des garnisons secondaires s'éparpillaient jusqu'an Gāngarā (90).

La domination samorienne se manifesta par d'importantes levées d'hommes et, du moins à Galé, par un essai d'islamisation (91). Ces mesures montrent que le frère de Samori n'excluait pas une installation définitive. Il ressort pourtant de toute sa politique qu'il était pleinement conscient de l'hypothèque française et qu'il se déterminait par rapport à elle. Il avait confié à Nyamu une faible troupe destinée à faire du bruit, mais non à attaquer les Blancs. Dans le même esprit, il refusa de s'engager sur la rive ouest du Bafiñ.

Le ralliement de Saghaha-Magā lui avait donné, de ce côté du fleuve, une tête de pont qui le mettait au contact de Kundyā. Cette vieille forteresse toucouleure, isolée par la révolte de 1879, puis par la pénétration des Français dans l'Est, ne contrôlait plus qu'un territoire restreint. Son chef, Bukari, l'avait rendue imprenable pour les insurgés et il était décidé à tenir jusqu'au bout. C'est à tort que Péroz allait la juger hors d'usage en 1888. La défense héroïque de 1889, qui surprendra fort Archinard, prouvera au contraire que la garnison était restée fidèle à la tradition militaire des Tidyani. Bukari entretenait d'ailleurs de bonnes relations avec Saghaha-Magā et communiquait encore avec Dinguiraye par le Marēmbaya et le Malotēmbaya qui n'avaient pas rejeté la suzeraineté d'Agibu (92). L'arrivée des sofas sur le Bafiñ complétait son isolement et il se voyait confronté pour la première fois avec un adversaire dangereux. Les relations des Samoriens avec les Toucouleurs étaient devenues si mauvaises qu'un conflit était possible sur cette nouvelle frontière et il paraît établi que Manigbè-Mori fut poussé dans ce sens par un chef du Bambuk (Namfara), le fameux Garā. Ce vieux guerrier avait organisé la révolte de 1879, et il nourrissait toujours l'espoir de prendre Kundyā (93), mais toutes ses attaques avaient échoué et il n'avait pas obtenu de ses protecteurs français l'aide qu'il en espérait. La correspondance

de Kita, confirmée par la tradition orale, l'accuse formellement d'avoir offert son ralliement à Samori, à condition que les sofas l'aidassent contre le tata. Bien qu'il s'en soit défendu énergiquement devant Frey, la chose est trop vraisemblable pour qu'on puisse en douter (94).

Le refus qu'il essuya est dès lors très significatif. Ce n'est certainement pas par égard envers les Toucouleurs que le frère de Samori refusa d'attaquer la place forte, mais parce qu'il craignait de s'enfoncer trop loin dans l'Ouest. C'est pour la même raison qu'il avait maintenu son quartier général à Galé, près du Bakoy, c'est-à-dire face aux Français qui demeuraient son principal souci.

Face à Kita. — Il n'était certes pas question pour Manigbè-Mori de se heurter aux murailles du fort de Kita. Sa mission consistait à surveiller les mouvements des militaires et, par sa position sur leur flanc, à gêner la marche au Niger de la prochaine colonne. On pouvait aussi s'attendre à ce qu'il ruinât le plat-pays pour gêner le ravitaillement des tirailleurs.

C'est précisément ce que redoutait le commandant de Cercle de Kita, que la présence de l'ennemi à une vingtaine de kilomètres de ses murs remplissait d'inquiétude. Il vivait dans la crainte de la famine, et l'afflux des réfugiés, qui venaient alors de derrière le Bakoy, semblait lui donner raison (95). Quand les premiers fuyards s'étaient présentés, vers la fin de juillet, il avait essayé de les former en colonne pour chasser les Samoriens de Galé. Ce projet était certainement utopique à une époque où le gros du Foroba était encore dans le Gadngu, et les Malinké durent se rendre compte qu'on les poussait au massacre. Après quelques proclamations énergiques, ils se dérobèrent donc, et le commandant dut confesser son échec dans un rapport du 30 juillet. Désormais bloqué dans le fort par ses instructions, il n'en bougea plus de tout l'hivernage. Il se bornait à rapporter les bruits alarmistes qui couraient, et qui paraissaient annoncer une invasion imminente de la rive droite du Bakoy.

Cette offensive n'eut jamais lieu. Il est vrai que les Samoriens avaient passé le fleuve vers la mi-juillet, pour détruire Sitakoto (96), mais ce n'était là qu'un incident du blocus de Nyagasola. Face à Kita, les sofas se tenaient dans une stricte défensive et le Bakoy en crue devenait de plus en plus infranchissable.

En août, le calme se rétablit donc partout, sauf dans le Mèndé où les gens de Péroz lançaient des coups de main. Le 15 septembre ils repoussèrent une nouvelle attaque contre Sitakoto, ce qui encouragea la population à réoccuper les villages voisins du fleuve (97).

Quand Péroz conclut une « trêve tacite », en septembre, le danger parut encore s'éloigner. Le bruit courait cependant que Samori reprochait à son frère d'être inactif, et l'inquiétude reparut en octobre quand on apprit que les sofas creusaient des pirogues. La propagande samorieune persistait en zone française, et la population pensait que Manigbè-Mori allait attaquer Bafoulabé (98). Immobile à Galé, ce chef n'avait certainement pas de telles intentions, car il se contentait de surveiller les gués, depuis Noya jusqu'à Bāndugu. Des petits détachements allaient passer le fleuve à la fin du mois pour brûler Simbā et Fodola, mais ils ne s'attarderont pas. Ce sera d'ailleurs la dernière incursion des sofas dans le Birgo et leur attitude deviendra de plus en plus défensive à l'approche de la colonne (99).

Une offensive samorieune était d'ailleurs exclue, avant même que la baisse des eaux ne l'ait rendue possible. Dès la conclusion de la « trêve tacite », Samori, au moment de s'éloigner vers le Sud, avait transféré une grande partie du Foroba en pays bambara pour affronter Tyèba (octobre 1885). On peut donc affirmer que Manigbè-Mori ne demeurait à Galé que pour observer la marche de la prochaine colonne.

b) Le siège de Nyagasola

Echec de l'assaut. — Après le départ de Combes, Péroz tenait solidement Nyagasola, avec des magasins pleins de vivres et de munitions. Les aménagements défensifs du fort laissaient, à vrai dire, beaucoup à désirer, mais notre lieutenant s'était employé fébrilement à les améliorer depuis son retour de Nafadyi (100). Le point noir restait l'entassement des réfugiés qui gênaient la défense. Dès le 1^{er} juillet, Péroz les avait obligés à réoccuper le village et à reprendre leurs travaux agricoles.

Le départ de Samori lui donnait l'espoir que le danger était passé, mais c'était une illusion. L'Almami, constatant que le fort commandait le village, avait prescrit un dernier effort afin de s'en emparer.

Dès le départ de Combes, des éléments du Foroba revinrent donc derrière le Kokoro, tandis que Kémé-Brèma, qui avait la responsabilité de l'affaire, massait ses gens de nuit sur les hauteurs de l'Est. Les cinq vagues d'assaut qui se lancèrent en avant, à l'aube du 6 juillet, pénétrèrent dans l'enceinte du poste et n'échouèrent que de justesse. Bien que littéralement décimés, les assaillants firent quelques jours plus tard une nouvelle tentative, mais cette fois de nuit (101).

Blocus et guérilla. — Kémé-Brèma, « démoralisé par ses pertes » renouça alors aux attaques frontales et s'employa à organiser un blocus aussi serré que possible. En dehors du camp de Balânko, qui lui servait de base arrière, un grand sanyé fut construit à Sèuru-Farani, près du gué du Kokoro (102), tandis qu'un autre, sur le Kirikuru, isolait Nyagasola de Baninkoro. Manigbè-Mori se montrait moins pressant dans l'Ouest mais il avait fait construire un poste au gué du Bakoy, sur la piste de Galé à Nyagasola.

Sur la route de Kita, les sofas n'occupaient aucune installation permanente. Après la destruction de Sitakoto, vers le 20 juillet, le fort dut pourtant renoncer à communiquer avec l'extérieur (103). Aucun des deux postes ne disposait d'une garnison suffisante pour fournir l'escorte des convois à travers la large brèche qui les séparait.

Ayant ainsi établi un blocus assez lâche, Kémé-Brèma dut s'en contenter et rentra hiverner à Faraba, où il se trouvait déjà le 21 juillet. La révolte du Banā, qui éclata quelques jours plus tard, allait l'occuper jusqu'à la fin de l'année (104).

Péroz restait au contact d'un ennemi peu nombreux, commandé par des chefs d'importance secondaire. Le fort était à l'abri d'une surprise, et la reconstruction du village, où il avait installé les réfugiés, rendait la situation moins critique. Ces malheureux restaient sans ressources et en proie à une famine terrible qui allait les décimer jusqu'à la trêve de novembre (105), mais ils ne gênaient plus les mouvements de la garnison. L'ennemi traversait chaque jour le fleuve pour escarmoucher, ce qui empêchait toute vie normale. La situation ne pouvait donc s'améliorer qu'en l'obligeant à s'éloigner pour permettre aux villageois certains travaux agricoles et surtout leur assurer un libre approvisionnement en eau (106).

Le mois de juillet fut employé à consolider les murailles du village. Cela fait, Péroz parvint à recruter une troupe de Malinké décidés, sous les ordres de Kāmba-Madi. Laissant la défense de Nyagasola à son oncle, le vieux Kura-Māmbi, ce chef lança, en compagnie de quelques tirailleurs, des raids continuels contre les sanyé des Samoriens (107). La mobilité, privilège habituel

des sofas, changeait dès lors de camp. Les Malinké, utilisant les ressources d'un terrain qu'ils connaissaient parfaitement, surprenaient ainsi des adversaires démoralisés par l'inaction et en tuaient un grand nombre. Les prisonniers, ramenés à Nyagasola, étaient exécutés après interrogatoire, en raison de la disette. Ces raids, auxquels Péroz prétend avoir participé, en dépit de ses instructions, pénétraient souvent très loin à l'intérieur du pays tenu par l'ennemi (108). Le camp de Sèuru Farani, au gué du Kokoro, était cependant la seule position vraiment gênante, et c'est contre lui que les assiégés firent les plus grands efforts. Contre la « clairière du Kokoro », Péroz envoyait chaque soir une vingtaine d'hommes légèrement équipés qui tiraillaient sur les bivouacs avant de s'effacer dans la nuit.

C'est au retour d'un de ces coups de main qu'il captura un marabout aux cheveux roux, nommé Sanusi (109). Comme ce prisonnier paraissait important, il ne le fit pas exécuter comme d'habitude, mais en prit grand soin et le renvoya à Samori.

Vers la négociation. — Cet incident, dont les conséquences allaient être considérables, doit se situer vers la fin d'août ou le début de septembre. En effet, l'Almami, qui était encore à Farāñwaliya, ne voulut pas se trouver en reste. Il libéra deux jours plus tard un prisonnier originaire de Nyagasola et l'envoya avec une lettre à Péroz. Les sofas cessèrent aussitôt leurs incursions et la population put récolter les maigres moissons qui demeuraient sur pied. Cette trêve paraît remonter à septembre et on doit la mettre en rapport avec le départ de Samori pour le Gwana.

Péroz rétablit alors le contact avec Kita et obtint du commandant supérieur l'autorisation de poursuivre ses sondages. Samori s'était éloigné, mais Sanusi demeurait dans le Burè, et un échange de lettres allait se poursuivre avec lui (110). Péroz les faisait porter par son agent politique, Nasika-Madi Kamara, un Finè de Nyagasola, qui visitait Didi sous prétexte d'acheter de l'or. Il en profita pour travailler les chefs Samoriens et leur montrer la stérilité de cette guerre. Ces pourparlers parurent sur le point d'aboutir, à tel point que la trêve fut élargie en novembre et les sofas évacuèrent les camps les plus proches de Nyagasola (Kokoro, Balānko). Quelques jours plus tard, Nasika-Madi rentra du Burè, avec toute une ambassade, dirigée par Amara-Dyèli Kuyaté, le frère du secrétaire de Samori, qui portait une lettre de son maître et offrait formellement la paix aux Français (111).

L'affaire était tout à fait sérieuse. Si Dimfo, le chef du Burè, qui se savait suspect aux Français du fait de sa longue fidélité à Samori, s'était joint à l'ambassade, c'est qu'il ne voulait pas changer d'allégeance. Les discussions durèrent longtemps, car les Samoriens refusaient de céder le Burè, tandis que Péroz réclamait la rive gauche jusqu'à Kourousa. Finalement, à l'en croire, on tomba d'accord sur le confluent du Tēnkisso qui donnait pleine satisfaction aux Français. Ces résultats paraissent un peu surprenants si l'on songe à ce qui allait se faire à Kēñyéba-Kura, et il est possible que Péroz ait quelque peu gonflé son succès. Il reste acquis que la paix paraissait possible, au moment où intervint Frey.

Amara-Dyèli apprit le premier l'arrivée du colonel, grâce au remarquable service de renseignement des Samoriens, et c'est lui qui en informa Péroz. Comme Frey tenait à combattre pour venger les échecs de Combes, il ordonna en décembre, avant de mettre en route la colonne, de rompre les négociations et d'expulser Amara-Dyèli, de Nyagasola.

Les sondages de Péroz avaient donc échoué, mais ils n'en sont pas moins significatifs, car ils allaient ouvrir la voie au traité de Kēñyéba-Kura. Ils débouchaient logiquement sur l'alliance de Samori avec la France et, dans l'esprit de leur auteur, sur sa soumission.

Sur le Niger. — Dans le Manding et sur le fleuve, le statu-quo territorial avait d'ailleurs été rétabli. Pendant les combats de Nyagasola, Kémé-Brèma avait laissé des faibles garnisons à Balānkumakhana et à Nyamè, où Aminata-Dyara revint au début d'août, dès que sa blessure fut guérie (112). Dès la fin du mois, sans lancer de grosses opérations contre les villages français, ce chef prit une attitude offensive, multipliant les razzias entre les monts du Manding et le fleuve (113). Les autorités de Bamako déplorèrent à nouveau la « lâcheté des Malinké qui ont peur de Dyara, lequel a peu de monde ».

Cette activité paraît avoir duré jusqu'au début d'octobre. Dyara se risqua alors à attaquer le gros village de Kursalé (114), mais, cette fois, il fut battu, et Delanneau obtint du commandant supérieur l'autorisation d'envoyer des tirailleurs soutenir ses alliés.

Le calme se rétablit aussitôt, chacun restant sur ses positions jusqu'en décembre, quand l'approche de Frey montra que la parole était à nouveau aux armes. Pour la première fois depuis des mois, des sofas revinrent alors en nombre sur la rive ouest du fleuve. Famako quitta Sanānkoro pour rejoindre Dyara (115) et Kémé-Brèma, rentré du Banā, envoya par la route du Manding des renforts à Galé (116). Les attaques reprirent dès lors contre les villages français, jusqu'à la fin du mois, quand le frère de Samori traversa le fleuve en personne et détruisit en quelques jours la plus grande partie du Manding de Bamako (117). Ce n'était cependant qu'un raid et quelques semaines plus tard, à l'approche de Frey, les Samoriens allaient évacuer la rive gauche sans combattre (118).

4°) FREY ET LE REDRESSEMENT FRANÇAIS.

Le Soudan entre trois ennemis. — Combes avait quitté Kayes à la fin de juillet en laissant l'intérim au chef de bataillon Houry. Après une campagne où sa stratégie avait été nettement surclassée par celle de Samori, et où toutes ses prévisions s'étaient trouvées démenties, le commandant aurait dû se méfier un peu de ses jugements. Il semble pourtant qu'il ait persisté avec une remarquable constance dans la ligne qu'il s'était fixée, et qui consistait à saisir toute occasion d'ébranler la puissance de ses partenaires africains. Bien que la contre-attaque de Samori ait ruiné ses projets d'offensive immédiate contre Ségou, les instructions qu'il avait remises à Delanneau, dans l'euphorie d'avril, ne furent pas rapportées. Avec l'accord d'Houry, à l'issue d'une croisière sur le « Niger », le commandant de cercle de Bamako expulsa, le 19 octobre, la garnison toucouleure de Nyamina et établit le protectorat français sur cette ville (119). A cette époque, les négociations de Péroz étaient sur le point d'aboutir à une trêve avec Samori, tandis qu'Amadu piétinait depuis de longs mois devant Nioro où son frère, Muntaga, s'était retranché. La perte de Nyamina coupait la dernière route qui unissait le sultan à sa capitale et elle l'emplit naturellement de fureur et d'inquiétude. Quelques jours plus tard, Nioro tomba après que Muntaga se soit fait sauter dans sa poudrière. Amadu avait désormais les mains libres et on pouvait craindre qu'il ne se tournât contre l'agresseur français, dont l'autre flanc était encore menacé par les Samoriens campés aux portes de Bafoulabé.

La rage d'action des militaires risquait ainsi d'attirer à nouveau la foudre sur eux, et ils en prirent si bien conscience que la crainte d'un accord entre les Toucouleurs et Samori allait désormais les hanter. Elle était à vrai dire peu fondée, car les fils d'El Hadj Omar étaient eux-mêmes incapables de s'unir, tant ils étaient divisés. C'est contre son frère que Madani aurait demandé, dès le mois de juillet, l'aide de Samori, et celui-ci n'était d'ailleurs plus à l'heure de l'offensive contre les Français, comme Houry finit par le comprendre. Le caractère spectaculaire de la « marche sur Bafoulabé » ne cachait pas au commandant la faiblesse des effectifs ennemis,

et il écrivait au gouverneur, dès le 23 septembre, que les Samoriens allaient sans doute se replier sans combattre sur le Burè à l'approche de la colonne (120). Après le transfert dans l'Est d'une partie du Foroba, il ne pouvait avoir aucun doute à ce sujet et, le 3 novembre, quelques jours avant de passer le service à Frey, il annonça que Samori, menacé par Tyèba, avait donné l'ordre de ne pas résister aux Blancs.

On pouvait donc penser qu'après avoir vengé, aux moindres frais, l'honneur national sur Samori, la colonne serait disponible pour affronter, le cas échéant, les Toncouleurs. Un troisième larron, qu'on n'attendait pas, allait pourtant vite bouleverser ce tableau. Depuis septembre, un ancien lieutenant d'El Hadj Omar, le marabout Sarakholé Mamadu-Lamin Dramé, causait quelque inquiétude (121). Il avait proclamé son amitié pour la France, mais il concentrait des troupes près de Bakel sous prétexte de faire la guerre aux païens de Gambie. Personne n'imaginait cependant qu'il allait incarner un plus grand danger que les vieux Etats africains et que trois campagnes successives seraient nécessaires pour en venir à bout. Cet homme dissimulait bien, car lors d'une visite à Frey, en novembre, il sut le tromper sur ses intentions. C'est donc uniquement en fonction de Samori que le gouvernement français avait pris en août et septembre les décisions nécessaires à la nouvelle campagne.

Une mission désespérée. — Ferry était tombé en mars, avant que les initiatives de Combes n'aient attiré l'attention sur le Haut Fleuve. Mais les opportunistes et radicaux, qui formèrent le 6 avril le cabinet Brisson, ne pouvaient pas rompre entièrement avec la politique d'expansion. Le contre-amiral Galiber, nouveau ministre de la Marine, avait intrigué en coulisse contre le « Tonkinois », mais il n'abandonnera ni l'Indochine ni Madagascar. Son sous-secrétaire d'Etat aux Colonies, Armand Rousseau (122), un jeune ingénieur républicain, député du Finistère, était d'ailleurs acquis au parti impérialiste en gestation et même, semble-t-il, à sa faction soudanaise.

L'opposition anti-coloniale, particulièrement la droite Royaliste, ne désarmait pourtant pas, et il était tentant de lui donner des gages sur un théâtre secondaire, comme celui du Haut-Fleuve. Dans ce cas particulier, les opposants trouvaient des alliés au sein même des impérialistes, parmi ceux qui allaient former une faction d'économistes, sensibles à l'influence du commerce d'outre-mer et, pour l'Afrique, à celle des négociants de Saint-Louis. Après le scandale du chemin de fer, l'échec spectaculaire de Combes et les nouvelles dépenses qui en résultaient donnaient mauvais renom à l'entreprise soudanaise. Les renforts qu'avait demandé Seignac-Lesseps, le 28 juillet, lui furent refusés bien que la marche du Foroba sur Bafoulabé parût alors menacer le bassin du Sénégal.

Les choses allèrent de mal en pis quand le succès royaliste aux élections du 4 octobre, menaça l'existence du gouvernement. Galiber envisagea alors sérieusement l'évacuation du Soudan, ce qui aurait eu le double avantage de combler un gouffre financier et d'apaiser l'opposition. Le 29 de ce mois, Seignac-Lesseps, éccœuré, déclina toute responsabilité quant aux répercussions d'une telle décision sur le Sénégal et il menaça de démissionner.

Rousseau, battu, s'était retiré et n'avait pas été remplacé, si bien que le Sous-Secrétariat paraissait condamné et que la faction soudanaise était désarmée. Au cours d'une audience célèbre, au début de décembre, Monteil et Archinard réussirent cependant à ébranler la décision de l'amiral Galiber (123). Il est intéressant de signaler que Combes, alerté par Paris, avait rédigé à Kayes, dès le 4 novembre, un rapport hostile à l'évacuation, qui employait exactement les arguments dont allaient user ses camarades un mois plus tard (124).

Durant l'hivernage, la situation politique n'annonçait pas encore une solution aussi radicale, mais les circonstances exigeaient qu'un commandant supérieur titulaire fût enfin nommé. La faction militaire boudait, estimant que, faute de moyens, on ne pourrait mener aucune action effi-

cace. Aucun candidat du grade voulu ne s'étant présenté, le hasard du tour de départ fit nommer dans les premiers jours de septembre, le lieutenant-colonel Frey. Cet officier n'avait pas servi depuis 1877 au Sénégal et il incarnait, par pure coïncidence, la tradition anti-soudanaise. Il se ralliera donc bientôt à l'idée d'une évacuation négociée (125).

Dans l'immédiat, cependant, l'honneur du drapeau était souillé par les victoires de Samori, et tout le monde s'accordait sur la nécessité de le venger. Une évacuation ne pouvait être envisagée qu'à froid, une fois la situation rétablie, et il fallait y mettre le prix. Frey, qui était opposé à la conquête, mais non aux beaux faits d'armes, allait ainsi réclamer des crédits et des moyens très supérieurs à ceux dont disposaient les partisans les plus résolus de la marche en avant.

Combes n'avait certainement pas prévu que son agresseivité, en ramenant la lumière sur ce théâtre oublié, allait menacer jusqu'à l'existence de l'œuvre à laquelle il s'était voué. Le mal fait, il semble avoir fort bien compris que l'effet psychologique des revers permettrait du moins d'extorquer à Paris d'importants moyens. Cela explique sans doute le ton alarmiste des dépêches relatives à Samori en août 1885. Cette extrême inquiétude n'était pas sincère puisque le commandant supérieur, on l'a vu, mesurait fort bien les limites de l'offensive ennemie.

L'ambiance pessimiste qu'elle créa à Paris, paraît en tous cas avoir été utile à Frey. Nommé contre son gré, le colonel se montra très exigeant. Il eut la chance, en l'absence de Galiher, de n'avoir affaire qu'à Rousseau, et celui-ci s'efforça de lui donner entière satisfaction. C'est assurément lui qui prépara les instructions que l'amiral allait signer le 4 octobre. Bien qu'il définisse impudemment la situation comme due à l'agression de Samori, ce document se situe nettement dans la tradition de l'expansion limitée. Il précise les satisfactions territoriales qu'il convient de rechercher pour effacer les échecs français, mais il ajoute qu'il convient d'en rester là et de poursuivre désormais une politique de traités. Ces directives sont si proches des opinions de Frey qu'il paraît vraisemblable qu'elles furent établies d'après ses suggestions (126). On lui fera d'ailleurs grief de les avoir trop strictement appliquées.

A côté d'une campagne militaire brillamment menée, que ses belliqueux critiques ne pourront guère disputer, Frey allait en effet, s'orienter vers une consolidation systématique de ses partenaires africains, qui aurait pu conduire un autre pays que la France à un système de zones d'influences et d'administration indirecte.

Sur le plan militaire, le colonel avait eu satisfaction (127). Avec neuf cents fusils, sa colonne était de loin la plus forte que la France ait jamais envoyée sur le Haut-Fleuve, et il avait en outre obtenu un armement tout à fait moderne.

Dès le 10 septembre, Seignac-Lesseps reçut l'ordre de commencer les transports en direction du Haut Fleuve (128). Frey s'embarqua à Bordeaux, le 20 octobre, et prit son commandement à Kayes dès son arrivée, le 15 novembre (129). Combes avait accepté de servir sous ses ordres. Il pensait sans doute réparer ainsi l'effet de ses fausses manœuvres dans la dernière campagne, et cela est tout à son honneur.

Protection des arrières. — Malgré la trêve tacite de Péroz, Frey décida aussitôt de marcher sur le Niger, et même au-delà, pour venger l'honneur avant d'en finir avec cette guerre ruineuse. Cela n'allait pas sans présenter certains dangers. Mamadu Lamin, que Frey reçut en fin novembre à Kayes, ne paraissait pas hostile, mais l'attitude d'Amadu, qui ne pardonnait pas la prise de Nyamina, était de plus en plus inquiétante. L'émigration des musulmans sénégalais vers l'Est s'accroissait et le sultan avait interdit tout commerce avec les zones françaises. Il nuisait ainsi, non seulement à la traite de la gomme, mais surtout au ravitaillement de la colonne, car la plus

grande partie du bétail venait de chez lui. Depuis Bakel jusqu'aux abords de Kita, un fleuve en décrue séparait seul les Toucouleurs du mince cordon de la route française et une attaque massive sur les arrières de la colonne, une fois celle-ci engagée dans l'Est, pouvait tourner au désastre. Heureusement pour Frey, Dā, le frère de Muntaga, avait relancé en novembre la révolte contre leur aîné et il fallut plusieurs mois à celui-ci pour le chasser du tata de Lāmbèdu. Quand il y parviendra, les opérations contre Samori seront déjà terminées et la colonne revenue sur le Haut Sénégal. Frey s'attachera, en combinant des mesures de rétorsion, telle que l'interdiction du commerce des armes, avec une correspondance lénifiante, à apaiser un homme que les procédés des Français avaient profondément ulcéré. Il y parviendra dans l'ensemble, ouvrant ainsi la voie aux manœuvres diplomatiques de Gallieni, qui aboutirent une année plus tard à un nouveau traité avec les Toucouleurs (130).

Une manœuvre en tenaille. — Tranquille de ce côté, Frey marcha sur le Niger où il savait évidemment qu'aucune offensive samorienne n'était à redouter. Il s'agissait au contraire d'empêcher une retraite trop rapide, afin de forcer l'ennemi au combat et de venger par une victoire éclatante les échecs de Combes. Frey avait parfaitement conscience de la perfection de l'espionnage ennemi et il agit habilement en conséquence.

Le 20 décembre, la colonne était échelonnée de Dyamu à Kita et l'adversaire, qui en connaissait sans doute la force impressionnante, ne pouvait savoir si elle marcherait vers l'Est ou vers le Sud. C'est alors que le commandant supérieur envoya Combes à Kundu, à mi-chemin du Niger, pour y former une colonne secondaire grossie par les détachements des forts de l'Est et particulièrement celui de Bamako. Croyant que ce mouvement annonçait une marche vers le Niger, Manigbè-Mori ne bougea pas de Galé. Or Combes devait se rabattre avec la plus grande hâte le long des frontières méridionales du Birgo pour franchir le Bakoy en amont du Gadugu avec l'aide de Péroz et des auxiliaires de Nyagasola. Le Foroba serait alors pris en tenaille par Frey, descendant de Kita, et on pouvait espérer le détruire (131).

La lenteur de Combes fit échouer cette manœuvre mais il n'est pas douteux que, dans l'ensemble, la ruse de Frey réussit. Manigbè-Mori était décidé à ne pas combattre, mais il ne se crut pas immédiatement menacé et il donna trop tard l'ordre de retraite. Les lourdes pertes qu'il allait subir seront l'effet de cette erreur initiale (132).

Il est impossible de préciser quelles furent les forces qu'allèrent affronter les 900 fusils de Frey. Lui-même avance le chiffre de 8.000 hommes, ce qui paraît beaucoup trop si l'on tient compte de la reconversion du Foroba vers l'Est effectuée en octobre. Le bivouac de Fatako-Dyinko, où les hommes de Manigbè-Mori étaient en grande partie regroupés, s'étendra cependant sur un bon kilomètre de long.

Kémé-Bréma devait avoir autant de monde sur les deux rives du fleuve mais, plus heureux que son frère, il pourra les retirer sans combattre. Samori lui-même, après avoir écrasé la révolte du Gwanā, avait séjourné à Sanānkoro, en espérant sans doute que la mission d'Amara-Dyèli permettrait de conclure la paix. A l'approche de la colonne, il se mit pourtant en route vers le Niger et Bamako le signala, dès le 20 décembre, à Faraba, à la tête d'une forte armée, bientôt grossie par les guerriers de Kankan (133). C'est en fait à Kēnyēba-Kura, près du confluent du Tēnkiso qu'il établit son quartier général. Il allait y demeurer immobile et il n'est pas discutable que ces mesures étaient purement défensives. Incertain des intentions de Frey, l'Almami s'installait à proximité du Burè, dans une position favorable pour recueillir Manigbè-Mori en retraite, ou pour barrer la route aux Français au cas où ceux-ci auraient voulu pousser vers Kankan et le Milo, au cœur de l'Empire.

Frey n'avait donc à affronter que la portion du Foroba qui s'attardait imprudemment dans le Gadugu. Dès le 11 décembre, il avait proscrit la vente de chevaux au sud du Niger. Constatant que les arsenaux de Samori s'alimentaient partiellement en territoire Français, il interdit le 2 janvier le commerce des armes et des captifs avec la rive droite (134).

Fatako Dyinko. — Les événements allaient dès lors être rapides. Le 10 janvier, tandis que Combes quittait Kundu, la colonne principale marcha de Kita sur Guhānko par une chaleur accablante. Du 11 au 13 elle s'avança vers le Sud, à l'est du fleuve, qu'elle franchit le 15, non sans peine, au gué de Sānfagatèla (135). Frey se plaçait ainsi en amont de Galé, dont il était séparé par le Baléko, affluent du Bakoy, mais, quand il s'y présenta, le 16 au matin, il trouva la place évacuée et en flammes.

Dès le 13, en apprenant l'arrivée de la colonne à Simbā, Manighè-Mori avait fait donner par ses tambours l'ordre de la retraite. Du fond du Gangarā et du Banyakadugu, les petites garnisons avaient refoulé en hâte (136), et, dans la nuit du 15 au 16, le frère de Samori s'était retiré vers Nafadyi et Nabu. C'est d'abord en vain que Frey s'efforça de le rejoindre. Sa lourde colonne s'embourba dans les bas-fonds et il dut bivouaquer en brousse. L'avant-garde du capitaine Ferrat parvint seule à Nafadyi, qu'elle trouva abandonné le 17, avant l'aube.

Sans nouvelles de Combes, qui n'avait pas su fermer la trappe, Frey ne se résigna pourtant pas à laisser l'ennemi échapper. Il se lança en avant dans l'après-midi à la tête d'une colonne légère de 300 fusils. Après une marche épuisante de plus de trente kilomètres par une piste hérissée de rochers, il enleva vers minuit un avant-poste qui lui révéla la position de l'ennemi. Une heure plus tard, il découvrit l'immense bivouac des Samoriens installé sur les rives du Fatako-Dyinko (137). La 2^{me} compagnie réussit à franchir ce marigot sans donner l'éveil, si bien que l'assaut qui suivit fut une surprise totale. Les sofas, pris entre deux feux, se débandèrent, en abandonnant leurs morts et tous leurs captifs, mais ils furent traqués dans leur fuite. A quatre heures du matin, après une courte escarmouche, Frey arrêta cependant la poursuite et fit bivouaquer ses gens sur la route de Nabu (138). Il repartit dès l'aube, en obliquant sur la gauche à travers les montagnes, dans l'espoir de précéder les fuyards, mais cet ultime effort fut vain.

Egaré par ses guides et bloqué la nuit suivante par le rebord d'une falaise abrupte, Frey dut interrompre sa course. Il réussit à descendre par un sentier de chèvres, à l'aube du 19, mais, quand il atteignit Nabu, en fin de matinée, le village était évacué (139).

Malgré la surprise initiale, il fallait bien avouer que la manœuvre avait échoué. Combes et Péroz, qui rejoignirent Frey le 20 au matin, étaient arrivés après lui à Nafadyi et, en marchant sur ses traces, n'avaient rencontré que des bandes isolées (140).

Les Samoriens avaient perdu peu de monde au Fatako-Dyinko et la plupart fuyaient par petits groupes à travers les montagnes. L'armée de Manighè-Mori s'était disloquée le 19 janvier, mais ses hommes n'étaient ni tués, ni pris, et ils ne pouvaient manquer de se reformer plus au sud, vers Siguiri, là où leur chef avait fixé le rendez-vous d'usage (141).

Avant de décider si la campagne se poursuivrait, Frey prit donc la route de Nyagasola, qui devait lui servir de base. Parti dans la soirée du 20, par la piste du Goro et du Këndé, il atteignit le fort au matin du 22 après avoir escarmouché contre des fuyards qui continuaient à refluer vers le sud (142). Frey était conscient de l'insuffisance de sa victoire puisqu'il écrivit le jour même à Seignac-Lesseps pour demander à traverser le Niger afin de porter à Samori un « coup fatal » qu'il ne pourrait pas esquiver.

A Nyagasola, où il séjourna jusqu'au 10 février, le commandant supérieur allait pourtant orienter sa politique dans une toute autre direction (143). Il avait eu initialement l'intention d'exploiter son succès en occupant au moins le Burè, avant de poursuivre Samori derrière le fleuve, mais les nouvelles reçues du Sénégal en janvier étaient si inquiétantes qu'il fallut renoncer entièrement à ce plan. Mamadu Lamin s'était en effet emparé du Bondu dans les premiers jours du mois et refusait de s'éloigner. Bien que les hostilités n'eussent pas encore commencé, la situation de Kayes et de Bakèl, où Saint-Louis n'avait envoyé aucun renfort, paraissait fort dangereuse. Dès le 29 janvier, Frey dirigea donc quatre compagnies d'infanterie de Marine et de tirailleurs vers Kita et Badumbé. Le 5 février, l'une d'elles reçut même l'ordre de descendre jusqu'à Bakèl. Réduit à une compagnie et demie de tirailleurs, le commandant supérieur était désormais hanté par le désir de rejoindre au plus vite Bamako, de ravitailler cette place et de retourner sur le Sénégal avant qu'une catastrophe n'y soit survenue.

Retour à la négociation. — Il n'est donc pas surprenant que Frey ait pris l'initiative de renouer les négociations qu'il avait rompues un mois plus tôt. La retraite générale des sofas lui permettait désormais de faire les premiers pas sans perdre la face. Dès le 24 janvier il écrivit une lettre aimable à Samori pour lui promettre d'arrêter la colonne à Nyagasola si une délégation se présentait à lui dans les dix jours (144).

Cette lettre était inutile car l'Almami avait déjà décidé de demander la paix. Nasika-Madi, qui la portait, croisa dans le Burè une importante ambassade dirigée par Amara Dyèli Kuyaté (145), qui venait justement de quitter Samori à Kènyéba-Kura. Ce griot était muni de pouvoirs très étendus et il en donna la preuve dès son arrivée à Nyagasola le 1^{er} février. Frey ayant posé en préalable l'évacuation totale de la rive gauche, Amara-Dyèli envoya aussitôt des courriers et ses ordres furent exécutés en très peu de temps (146).

Bien qu'il ait eu compétence pour négocier, Amara-Dyèli n'était pas habilité à traiter. Les discussions très serrées qui furent alors engagées allaient durer jusqu'au 5 février. Comme il s'agissait d'une reprise des contacts établis durant l'hivernage, Péroz, qui venait de céder le commandement du fort au lieutenant Marcantoni, fut chargé de représenter le colonel. Les parties se mirent finalement d'accord sur la fixation de la frontière au Niger, depuis le confluent du Tènkiso jusqu'au Nyamina, et sur la libération de tous les captifs pris depuis l'agression de Combes. Encouragé par ces premiers résultats, Frey télégraphia à Paris, dès le 4 février, pour demander l'autorisation de traiter avec Samori. Le 6, sans attendre la réponse, Amara-Dyèli, accompagné de Nasika-Madi, partit pour Kènyéba-Kura afin de soumettre à son maître les conditions des Français.

De son côté, la petite colonne de Frey quitta Nyagasola, le 10, pour Bamako, qu'elle gagna en suivant la route la plus courte, celle du Manding méridional. Il n'était plus question de combattre car la voie était désormais libre. A la fin de janvier, en rentrant de Nabu, Péroz, à la tête de ses auxiliaires malinké, avait lancé un coup de main heureux contre la garnison de Balànkumakbana qu'il avait pratiquement anéantie (147). Les autres Samoriens s'étaient ensuite retirés sur l'ordre d'Amara-Dyèli, et Combes, qui marchait avec une demi-journée d'avance, n'en rencontra aucun.

Ce fut donc une simple promenade, durant laquelle Frey se donna, au prix d'un léger détour, la satisfaction de visiter les premières mines d'or. Le 15 février, il trouva Kangaba (Kaaba) évacué, comme tous les villages de la rive gauche. Une forte troupe, commandée par Kémè-Brèma en personne, occupait la rive droite, et ses tam-tams répondirent aux clairons des tirailleurs. Le 16, après un échange de politesse, la colonne poursuivit sa route vers Bamako, où elle arriva le 20, après avoir détruit au passage le village de Krina et déporté sa population (148).

Frey séjourna à Bamako jusqu'au 14 mars, occupé surtout par les activités de Mamadu-Lamin, dont le commandant d'armes de Kayes l'informait chaque jour par télégramme. Le chef-lieu du Haut Fleuve n'était qu'une agglomération inorganique, sans fortifications, dont les vastes magasins s'offraient à un coup de main. Les hostilités avec le marabout Sarakholé commencèrent le 13 mars et, dès le lendemain, le commandant supérieur quitta définitivement Bamako à la tête de la colonne (149). Il s'éloignait sans inquiétude du Niger, car le capitaine Tournier était parti la veille pour visiter Samori et lui faire signer le traité qui devait le lier définitivement aux intérêts français.

5°) LE TRAITÉ DE KËNYÉBA-KURA.

Les bases d'un marchandage. — Les choses n'allaient pas être aussi simples que l'imaginait le commandant supérieur. Selon Péroz, tout fut gâté par les intrigues diaboliques d'Amara-Dyèli. Celui-ci n'aurait pas informé Samori que le colonel avait l'intention de gagner Bamako par le Manding, si bien que la marche de la colonne fut interprétée comme un mouvement offensif et un geste de rupture. Le griot aurait d'autre part répandu le bruit que les Français voulaient punir sévèrement Dimfo et Māmbi, qu'ils considéraient comme des traîtres, si bien que ceux-ci firent le siège de l'Almami, à qui ils rappelèrent leurs anciens serments de fidélité, en lui demandant de ne pas abandonner leurs pays aux Blancs (150).

Tout cela n'est pas très convainquant. Il semble que Péroz ait cherché un bouc émissaire pour expliquer le pénible marchandage qui allait s'avérer nécessaire, contrairement à son attente. La conjoncture politique en rend pourtant suffisamment compte.

Que Samori ait décidé de s'entendre avec les Français, la reconversion de ses forces en direction du Kénédugu ne permet pas d'en douter, mais cette option était déjà prise à l'arrivée de Frey, et la puissance de la colonne l'avait seulement confirmée. L'attitude de Manigbè-Mori en témoigne clairement, car son seul souci fut d'éviter à tout prix le combat.

Ceci posé, l'Almami n'eût pas été digne de sa réputation s'il n'avait pas cherché à obtenir les meilleures conditions possibles. Dès le début de mars, à la demande d'Amara-Dyèli, il avait rappelé les derniers sofas de la rive gauche. Il n'en restait pas moins attaché au Burè, non seulement pour sa richesse en or, mais aussi, sentimentalement, parce que Dimfo lui était fidèle depuis de nombreuses années. Cette attitude n'est pas surprenante de sa part, étant donné la façon minutieuse dont il affectait toujours d'observer la parole donnée. Le même scrupule jouait naturellement chez Māmbi Kèita, ce vieil allié qui, le premier, l'avait appelé dans la région. Il est indiscutable, de l'aveu même des responsables français, que ces chefs et l'ensemble de leurs sujets étaient vivement hostiles à la domination des Blancs. Il n'était donc pas besoin des intrigues d'Amara-Dyèli pour que l'Almami souhaitât ardemment les garder, à condition cependant de ne pas compromettre l'entente avec la France qui commandait son avenir politique. Comment n'eût-il pas profité d'une conjoncture qui lui offrait soudain une possibilité de manœuvre ? Il était parfaitement au courant de la situation sur le Sénégal, et du danger que représentait Mamadu-Lamin. Dès l'instant où la colonne s'éloignait du Niger, la position de demandeur n'incombait plus à Samori mais aux Français. Après tout, Frey n'avait pas conquis cette rive gauche qu'il réclamait, et l'unique combat livré à Fatako-Dyinko n'avait pas eu des suites vraiment catastrophiques. Dès l'instant où les Français insistaient pour traiter au plus vite, il eût été surprenant que leur partenaire ne fit pas traîner les choses pour obtenir de meilleurs termes. Il souhaitait faire lever l'interdiction du commerce des armes, mais celle-ci le gênait beaucoup moins qu'Amadu, grâce à son débouché direct sur la Sierra Leone.

Signer à la hâte le texte imposé à ses délégués eût été un attitude de vaincu, ce qu'il ne croyait pas être. Si le traité devait inaugurer une ère nouvelle dans ses relations avec les Blancs, un autre cérémonial s'imposait, afin que tous comprissent qu'il devenait l'allié et non le sujet des étrangers. Il étoufferait ainsi toute idée de révolte chez ceux que sa politique musulmane avait rejetés dans l'opposition.

La mission Tournier. — Au lieu de renvoyer le projet signé, ainsi que Frey s'y attendait, l'Almami préféra donc charger Amara-Dyèli d'une nouvelle mission à la fin de février. Frey reçut le 2 mars un message de Marcantoni, annonçant que le griot était de retour à Nyagasola sans le traité. Samori l'avait accepté en principe, mais à la condition qu'un officier français vint en personne le présenter à sa signature. Le colonel avait hâte de quitter Bamako, mais il craignait de perdre la face, et se trouvait ainsi fort embarrassé. Il rendit compte par télégramme à Paris et envoya Péroz enquêter à Nyagasola sur les intentions réelles de Samori (151). Notre lieutenant arriva le 10 dans son ancien fort où il fit subir un interrogatoire serré aux envoyés de l'Almami avant de télégraphier un avis favorable (152). Comme le ministre avait entre temps donné son accord, Frey organisa une mission sous les ordres de son chef d'état-major, le capitaine Tournier.

Le déroulement de ces négociations mérite d'être scruté de près, non seulement en raison de leurs conséquences, qui seront incalculables pour Samori, mais parce que les experts de la « faction soudanaise » allaient les passer au crible dans l'espoir de déconsidérer Frey. Il est donc nécessaire de peser chacune de leurs allégations.

Un rendez-vous était fixé à Māsala, dans le Séké, où une forte escorte, commandée par Morifodé Kuruma, l'un des gendres de Samori, attendait les parlementaires (153). Tournier quitta Bamako le 13 et retrouva le 20, à Māsala, Péroz et Amara-Dyèli qui venaient directement de Nyagasola par la piste du Kèndé (154). Tout au long de la route, jusqu'au Niger, qu'ils atteignirent le 23 au soir, à Dänka-Koro, les voyageurs furent comblés d'attention par les Samoriens (155). Le 24, après avoir traversé le Tènkiso, la mission installa ses quartiers à Togi-Ulé (156), et Péroz alla le jour même visiter Samori, qui l'accueillit en grande pompe à Kènyéba-Kura (157). La cérémonie fut renouvelée le 25 en l'honneur de Tournier, et il parut aussitôt évident que l'Almami voulait recevoir ses hôtes avec un faste extrême. Il se garda, par contre, de leur signaler la présence dans son camp d'une délégation venue de Sierra-Leone (158).

Cette ambiance euphorique se dissipa le 26 quand on aborda les choses sérieuses. Tournier pensait que la signature du texte arrêté à Nyagasola n'était qu'une formalité. Il n'avait d'ailleurs pas le droit d'en modifier les clauses, et ses instructions lui enjoignaient d'agir au plus vite (159). Le premier jour, Samori se borna à écouter une lecture du traité, après quoi il déclara qu'il devait réfléchir. Pendant la seconde séance, qui eut lieu le 27, tous ses conseillers élevèrent publiquement des objections, qui portaient essentiellement sur le sort du Buré et de Kaaba. Amara-Dyèli ayant, paraît-il, qualifié les Français de traîtres, Tournier jugea les négociations rompues et se retira solennellement. Dans la soirée, l'insulteur, avec toute sa famille, vint alors s'offrir à la merci du capitaine, et celui-ci se jugea satisfait. Les conversations, reprises par Péroz et Alasane Dya, aboutirent soudain le 28, grâce à une astuce dont le lieutenant revendique la paternité. Samori accepta en effet de signer le texte tel qu'il était, mais à condition d'y joindre une lettre indiquant ses réserves sur la possession du Buré et de Kaaba, ainsi qu'au sujet de la restitution des captifs du Gangarā. Dès le 29 mars, le capitaine Mamadou Racine partit avec les documents vers Nyagasola et Kita pour les remettre au colonel.

Analyse du traité. — Ce traité n'a été publié qu'une seule fois et il mérite quelque attention car il allait servir de charte aux relations entre la France et Samori jusqu'à la rupture

de 1891. En 1887, à Bisāndugu, il ne sera en effet modifié que sur deux points et, en 1889, après avoir rejeté le traité de Nyako, Samori affectera de croire que l'ancien texte allait demeurer en vigueur.

Il faut souligner d'emblée qu'il s'agissait d'un traité de paix et de commerce, mais nullement de protectorat. Dans la partie politique, qui occupe les sept premiers articles, les contractants, après avoir énuméré des dispositions territoriales, d'ailleurs contestées (160), prévoyaient seulement qu'un traité d'alliance pourrait être conclu ultérieurement (A. - 1). La prohibition des mouvements de troupes au-delà de la frontière ainsi définie étendait leur responsabilité réciproque aux bandes armées de leurs sujets, ce qui était peu réaliste (A. - III). On peut en dire autant de l'interdiction d'émigrer imposée aux ressortissants des deux puissances (A. V.), disposition complétée par l'obligation de renvoyer dans un délai d'un mois les populations ou les captifs ayant changé de résidence depuis le 1^{er} mai 1885 (A. - VII).

La partie commerciale, qui occupe le reste du texte (A. VIII à XII), inclut des dispositions plus adaptées aux circonstances. Elle subordonnait cependant la levée des interdictions de Frey à l'exécution préalable de l'A. VII. Tout en proclamant la liberté réciproque du commerce (IX, XII) et la compétence territoriale en matière de délits (A. IX), elle confirmait les péages coutumiers (A. X). L'article XI, par lequel l'Almami s'engageait à orienter son commerce vers les possessions françaises, n'avait d'ailleurs aucune valeur, en dehors d'une évolution politique qui n'était alors qu'un espoir et qui n'allait pas se confirmer.

Les A. XIII et XIV enfin, abordaient sagement le problème des inévitables manquements qui devaient être réglés à l'amiable, et ils prévoyaient une procédure de révision.

Bien que ce texte ne présentât pas le caractère fictif et unilatéral des « traités » alors à la mode en Afrique, il paraissait difficilement applicable, ou du moins susceptible d'engendrer d'inextricables complications. Il est clair qu'il imposait les conditions des Français, en dépit de la longue discussion dont il avait fait l'objet entre Péroz et Amara-Dyèli. Que Samori les ait acceptées, sauf sur des points secondaires, n'est pas une preuve de mauvaise foi, mais le signe d'un malentendu fondamental. Celui-ci opposait deux mentalités, l'une modelée par le droit écrit et l'autre qui, en dépit d'un esprit très juridique, restait déterminée par l'oralité et l'empirisme. Il est certain que la rédaction minutieuse des articles n'avait aucun sens pour Samori et que les clauses arrêtées devaient, dans son esprit, inspirer les actes des parties et non leur servir de loi exacte.

Il est donc bien remarquable qu'aucun manquement volontaire ne pourra lui être sérieusement imputé, alors que les violations de l'esprit et de la lettre de ce texte, dont ils étaient pourtant les auteurs, seront constantes de la part des Français.

Les clauses exécutoires. — L'astuce de Péroz avait ainsi permis d'obtenir une signature, mais les réserves de Samori pouvaient tout compromettre. Du fait de ce malentendu fondamental, la rédaction des clauses d'exécution posait des problèmes difficiles.

Toute la discussion dut être reprise à leur propos puisque le texte ne variait qu'on avait imposé se trouvait réduit à un exposé de principes. Un premier blocage se produisit aussitôt, car Samori se considérait désormais comme l'ami des Français et posait en préalable la réouverture du commerce. Les prohibitions de Frey ne l'avaient pas mis dans une situation dramatique, puisqu'une partie considérable de ses armes venait de Freetown. Elles le gênaient cependant, surtout pour la remonte de sa cavalerie, dont la plus grande partie traversait nécessairement les gués du Niger.

Tournier s'opposa à tout allègement tant que le rapatriement des populations de la rive gauche ne serait pas effectué. Il s'enferma dans son camp à Togi-Ulé, laissant Péroz poursuivre officieusement la négociation au cours d'entrevues quotidiennes avec Samori.

Une fois de plus, ce fut Frey qui céda. Le 4 avril, il annonça que le commerce était autorisé et insista une fois de plus pour que ses délégués se hâtassent de conclure, fût-ce au prix de nouvelles concessions. Cette fièvre de son partenaire favorisait évidemment Samori qui n'avait aucune raison de se presser (161).

Dans une telle conjoncture, il obtint gain de cause, et les clauses, qui furent signées le 16 avril, lui donnèrent satisfaction. Elles allaient soulever un tollé dans le parti colonial et particulièrement au sein de la « faction soudanaise » mais, rétrospectivement, elles ne paraissent pas avoir justifié une telle indignation. La première maintenait le « protectorat » de Samori sur le Manding de Kangaba (Kaaba), le Burè et le Dyuma de la rive gauche, où il s'engageait cependant à n'exercer aucune action militaire et il accordait aux Français le droit de s'approvisionner (162). Ses armées se trouvaient ainsi définitivement cantonnées sur la rive droite, et le besoin de couvrir Bamako vers le sud était ainsi satisfait, conformément aux désirs de Borgnis-Desbordes. Les maniaques de la souveraineté territoriale pouvaient cependant trouver à y redire. La seconde clause donnait au commerce sénégalais des avantages inespérés : Samori admettait dans son territoire les marchandises françaises en franchise, alors qu'il maintenait la dime coutumière (*usuru*) sur tous les autres produits d'origine européenne. Il payait ainsi la rançon du Burè qui approvisionnait Freetown en or depuis plus d'un quart de siècle. Enfin la dernière clause, qui ne sera pas effectivement appliquée, prévoyait l'installation de cours de justice mixtes, pour régler les litiges frontaliers (163).

Ce traité était-il aussi néfaste qu'allait le proclamer Archinard ? Gallieni jugera qu'il aurait pu présenter certains avantages si Samori avait été de bonne foi, mais c'était là une dérobade. La mauvaise foi de l'Almami allait être en effet le leitmotiv de la faction soudanaise, et cette nouvelle *fides punica* est passée dans l'historiographie (164).

Bonne foi de Samori. — A s'en tenir aux faits, il est pourtant indiscutable que Samori était de bonne foi. La reconversion de sa politique le suppose, et les événements ultérieurs le prouvent. Archinard écrira que le traité lui donnait les mains libres pour précéder la France à Ségou, mais cette affirmation est absurde. Les commandants de cercle de Bamako n'ont pas douté un seul instant que l'Almami se souciait de Tyèba et non des Toucouleurs. Frey le savait pertinemment, ce qui ne veut pas dire qu'il était partisan d'occuper Ségou.

Tout tourne finalement autour de la possession du Burè et de Kaaba, dont les militaires se sentaient frustrés avec une âpreté bien terrienne. Frey dut le comprendre, car il télégraphia dès le 10 mai qu'il rejetait cette clause exécutive (165). A cette date, Tournier approchait déjà de Kayes et on peut se demander sous quelle forme ce message fut transmis à Samori. En droit strict, il annulait le traité, mais il est parfaitement clair que Samori n'en tira pas des conséquences aussi abruptes. Du moment qu'il contrôlait effectivement la zone contestée, la réaction juridique du colonel lui était sans doute indifférente.

En dépit de ces malheureuses clauses, dont le texte allait être perdu (166), Frey s'estimait finalement satisfait : il avait ouvert la voie à une politique de conciliation envers Samori, avec qui il avait noué pour la première fois des relations régulières. « Du côté de Samori, j'ai l'es-

poir qu'il n'y aura pas de difficulté durant la prochaine campagne, surtout si l'on ne construit pas de nouveaux forts sur le Niger. Le voyage de son fils en France est la preuve de sa bonne foi. » (167)

Cette preuve n'est pas isolée. Il est indiscutable que l'Almami a respecté scrupuleusement le traité, y compris les stipulations les plus gênantes pour lui. Ses nouveaux captifs furent aussitôt libérés et réintégrèrent le Kèndé, le Mèndé et le Gadugu. Dès le 10 mai, Frey écrivit que Samori avait tenu parole. Les seules exceptions connues concernent des individus retenus dans les régions auxquelles l'Almami venait de renoncer, comme le Bidiga. Les francophiles y rentrèrent aussitôt et se mirent à cultiver, non seulement à Buguru, en pays désormais français, mais à Sètigiya du Burè, qui restait encore samorien (168). Les survivants du Kulihalidugu, réfugiés à Kita depuis 1882, furent même autorisés à relever Kènyérâ. Samori laissait ainsi revenir sur ses terres des éléments hostiles dont l'attitude pouvait le gêner et il reçut leur délégation à Bisāndugu avec beaucoup de bonne grâce. Divers incidents se produisirent il est vrai, mais ils étaient inévitables dans ce pays écartelé où le retour des amis de la France ne pouvait pas plaire à tout le monde. La responsabilité de l'Almami n'y sera jamais sérieusement impliquée, sinon par des rumeurs sans consistance.

Le voyage de Dyaulè-Karamogho. — Comme preuve de la loyauté de son partenaire, Frey insistait à juste titre sur le voyage de Dyaulè-Karamogho. Le départ pour un pays lointain et mystérieux du troisième fils de Samori, qui était alors son préféré, sinon, comme on l'a écrit, son héritier, doit être jugé comme un événement extraordinaire. Il témoignait d'une volonté de faire confiance à ses nouveaux alliés. Cette adhésion sincère était d'ailleurs réciproque. Frey était partisan d'une entente durable avec les Etats africains, et il espérait que la révélation de l'Europe moderne et de sa puissance, bouleversante pour un homme des rives du Niger, assurerait la fidélité des Samoriens à l'alliance française. Ce voyage n'avait donc pas un but politique précis, mais il visait à provoquer un choc psychologique.

Le colonel le suggéra dans sa dépêche du 4 avril, et Péroz en parla aussitôt à Samori. Celui-ci n'accepta qu'après une longue hésitation (169), mais il voulut alors donner à l'événement un caractère spectaculaire. Une suite considérable, s'élevant à plus de deux cents personnes, dont beaucoup de dignitaires, comme Amara-Dyèli, devait faire escorte au jeune homme. En dépit des efforts de Tournier, inquiet d'avoir une telle troupe à nourrir, il fut impossible d'en réduire le nombre. Tout le monde quitta Kènyéba-Kura le 17 avril et Samori, à cheval, escorta ses hôtes jusqu'au bac du Tènkiso, où il fit, selon Péroz, de touchants adieux à son fils. Marchant par la route du Séké à Nyagasola et Kita, la mission arriva à Kayes le 22 mai, alors que Frey s'était éloigné à la poursuite de Mamadu Lamin. Le colonel rentra le 15 juin, après avoir chassé les insurgés du Guoye et du Guidimakha, du côté de Gèmu, et rejeté le marabout vers le sud, où l'approche des pluies empêchait de le poursuivre.

Après avoir organisé l'administration du Haut-Fleuve pour l'hivernage, Frey s'embarqua le 7 juillet sur le « Richard Toll » en laissant l'intérim à Combes, qui allait le transmettre lui-même à Monségur au début d'octobre. Tournier et Péroz partaient en sa compagnie, ainsi que Dyaulè-Karamogho et une partie de sa suite, car Samori l'avait finalement autorisé à aller jusqu'en France (170). Ils arrivèrent le 13 juillet à Saint-Louis où ils furent reçus par le gouverneur Genouille, installé depuis trois mois à peine. Frey prit le paquebot quelques jours plus tard, à Dakar, plein de projets pour la prochaine campagne. Dyaulè-Karamogho, toujours escorté par Tournier, s'embarqua un peu plus tard, dans les derniers jours de juillet.

6°) UN HIVERNAGE PAISIBLE.

a) *Le calme sur la frontière*

Accusations de Gallieni. — Au moment où tombèrent les pluies, les forts français et les garnisons samoriennes, de part et d'autre d'un large no man's land, se trouvaient pour la première fois en relations de bon voisinage. Pendant plus de cinq ans, la paix allait en effet régner, du moins officiellement, sur cette frontière incertaine. L'Almami, qui avait mis un empressement méritoire à exécuter les stipulations du traité, n'allait évidemment pas le violer dès ce premier hivernage. On pourrait cependant le croire à lire Gallieni qui décrit ainsi la situation à la fin de 1886 : « Notre puissant ennemi (?), Samori... ne tenant compte ni de la présence de son fils Karamoko parmi nous, ni du traité conclu l'année précédente (en fait, la saison précédente)..., envoyait ses agents parmi les populations de la rive gauche du Niger avec mission de leur laisser entrevoir un prochain retour de ses armées » (171). Une affirmation n'est pas une preuve, et Gallieni se garde d'en donner. Au moment où Samori entreprenait la reconquête de ses Marches orientales et préparait activement la grande attaque de Sikasso, pour laquelle il sollicitait l'appui des Français, on voit mal ce qu'une telle attitude aurait pu lui rapporter. Faut-il croire qu'il était particulièrement stupide et inconséquent ?

Nous disposons heureusement, pour 1886, de rapports détaillés des trois postes français qui se trouvaient alors au contact des sofas : Bamako, Nyagasola et, accessoirement, Kita. Ils permettent d'étudier tous les incidents qui survinrent et de juger si Gallieni portait un jugement plus objectif que Combes deux ans plus tôt.

Sur le fleuve. — Nous constatons aussitôt qu'après mars 1886, le calme le plus complet a régné partout, en dehors du secteur de Nyagasola. Aucune troupe samorienne n'est désormais signalée sur la rive gauche, sinon en visite amicale chez les Français. C'est ainsi qu'à Bamako, en avril, le jour même où un message de Tournier annonçait la signature du traité, Famako quitta Sanānkoro et demanda une entrevue au commandant de cercle. Le capitaine Valet le reçut et les sofas organisèrent un tam-tam en sa présence. En juin, Famako vint à nouveau à Bamako pour réclamer les émigrés du Dyitumu, réfugiés sous les murs du fort. Bien que cette demande fût conforme au traité, Valet refusa de lui donner satisfaction. Il allait cependant garder d'excellentes relations avec Famako, qui visita les installations de la place et en admira l'armement (172). De ce côté donc, tout allait pour le mieux. Les gens de Māmbi avaient réoccupé la rive gauche et y cultivaient, mais on ne signalait aucun sofa parmi eux. Valet sera donc très surpris de recevoir, le 26 septembre, une lettre de Samori qui se plaignait des agissements du commandant de Cercle de Nyagasola. Il répondra sèchement qu'on n'avait jamais vu un officier français violer un traité, qu'on mentait donc certainement à l'Almami, et qu'il incombait à celui-ci de rechercher la vérité.

Marcantoni à Nyagasola. — Marcantoni, qui commandait toujours Nyagasola, avait à vrai dire mal coordonné son action avec celle du capitaine Oberdorf, de Kita. En juin, celui-ci avait envoyé à Koma l'agent politique Masa-Dèmba pour faire libérer des captifs pris au Kulu l'année précédente (173). Notre vieille connaissance, Malè, s'y était violemment opposé, alors que son oncle Dyatè était prêt à céder. Apprenant qu'il y avait des troubles dans le Bidiga, Marcantoni y envoya aussitôt quatre tirailleurs, et Masa Dèmba prit la fuite à leur approche. Malè rompit

alors avec son oncle et forma avec l'appui de Dimfo une petite colonne qui détruisit trois villages francophiles. Dyatè alla s'en plaindre à Oberdorf qui le dirigea sur Marcantoni. Le 5 août, celui-ci envoya son interprète avec quelques hommes arrêter Malè, qui sera fusillé quelques jours plus tard à Kita. Dyatè reprit le pouvoir et tout se calma.

Un incident très grave s'était produit dans l'intervalle à Bnguru. Le fils de Malè, Moriba, accompagné de Sako-Mamadi, un fils de Dimfo, y avait guidé, le 17 juillet, Dyèli-Kamori Kuyaté, le jeune frère d'Amara-Dyèli. Ils réclamaient des porteurs pour compléter l'escorte de Dyaulè-Karamogho en route pour le Sénégal. Le chef Yirafiñ-Sèdu ayant fait traîner les choses, tous ses hommes furent arrêtés dans la nuit, et lui-même eut le visage tailladé à coups de couteau. Les prisonniers furent emmenés au Dyuma dont le chef, Kamori, refusa de les libérer en invoquant les ordres de Samori. Après en avoir fini avec Malè, Marcantoni écrivit le 12 août à l'Almami pour lui signaler cette affaire, et les gens de Bnguru furent aussitôt relâchés.

Peut-on parler de violation du traité ? Il s'agit plutôt d'un de ces incidents frontaliers dont le règlement était prévu par l'article 13. Il est invraisemblable que Samori ait prémédité cette affaire, qui était visiblement due à un règlement de comptes entre des fractions locales. Marcantoni pense le contraire, mais il ne se fonde que sur des ragots (174). « Le lieutenant Marcantoni, écrira Péroz, répète des bruits incontrôlés sur les intentions belliqueuses de Samori » (175). Le commandant de Nyagasola nous renseigne d'ailleurs lui-même sur ses activités politiques qui ne se limitaient nullement aux pays cédés à la France. Il reconnaît lui-même que « le Bidiga sent nous est favorable, encore Malè est-il pour Samori » (176). Il multiplia pourtant les démarches dans le Burè, où il fit menacer Nana-Fali et Dimfo. Celui-ci « sent le vent tourner, il devient prévenant et obséquieux envers mes interprètes ». Telle est l'activité dont se plaignait Samori dans sa lettre à Valet, et il faut bien admettre que ce n'était pas de son fait si le traité était violé.

Le gouverneur Genouille, qui venait de prendre le commandement du Sénégal, envoya d'ailleurs en août une lettre amicale à Samori sans lui présenter aucune réclamation. Monséguir, qui devait pourtant être au courant de tous ces événements en fit autant, de Kita, en septembre (177).

Ces textes étant irréfutables, on peut seulement se demander si le traité ne fut pas violé plus tard, entre octobre et décembre.

Le problème des grains. — Il est certain qu'en fin d'année, alors que la colonne Gallieni se formait, certains signes de tension apparurent. Valet était soucieux d'acheter des vivres pour la prochaine campagne, mais les dyula qu'il envoya au Dyuma chez Kamori Keita, rentrèrent les mains vides, en novembre, après une longue attente. Le commandant de Bamako s'adressa alors, en décembre, à Manigbè-Mori qui venait de s'installer à Bānko, dans le Nuga (178). Samori, consulté, n'aurait interdit ces achats de grain et, comme on invoquait la première clause exécutive, il aurait répondu : « Je vais faire la guerre moi aussi et j'ai besoin de riz. Je n'ai pas promis cela ». Il n'y a pas lieu d'en douter. L'Almami se consacrait alors fiévreusement à préparer l'attaque de Sikasso. Valet transcrit à plusieurs reprises des bruits annonçant qu'il allait marcher contre Tyèba dès le retour de son fils. Il avait réellement besoin de tout le ravitaillement disponible, et on peut admettre un malentendu dans la rédaction de la clause incriminée. Samori avait sans doute cru qu'il autorisait les Français à acheter dans le Manding les produits qui se trouveraient disponibles, mais non pas à saisir du ravitaillement en priorité sur ses propres besoins. Il est caractéristique qu'on ne lui ait pas reproché, durant cette première année, de violer la clause relative au commerce britannique (179), ce grief apparaissant seulement bien plus tard pendant la guerre de Sikasso. Il était en effet évident que l'Almami ne brûlerait pas ses

vaisseaux en rompant avec Freetown avant d'être sûr de l'appui des Français. Il semble, du moins, qu'il ait veillé à poursuivre ces relations avec la plus grande discrétion. On ne peut honnêtement le taxer de violation parce qu'il refusait ce suicide politique.

Les populations riveraines. — Plus grave serait le reproche d'avoir repris la déportation des populations vers la rive droite, mais cet argument, qui apparut à la fin de 1886, ne résiste pas à l'examen. Il n'est pas discutable qu'en novembre et décembre de cette année, après la récolte, les populations qui restaient sur la rive gauche furent évacuées, dans le secteur compris entre Siguiri et Kaaba. Manigbè-Mori séjourna alors deux ou trois mois à Bānko à seule fin de contrôler ce transfert et il était accompagné d'une petite fraction du Foroba. On vient pourtant de voir qu'au lieu de protester contre cette violation, les autorités françaises lui demandèrent, d'ailleurs en vain, de faciliter leurs achats de grain. Selon Marcantoni, que Māmbi avait fait pressentir trois mois plus tôt, donc vers octobre, sur les conditions d'un éventuel ralliement, Samori, informé de ces intrigues, avait résolu d'en finir. Il est donc incontestable que la mission de son frère était l'évacuation complète de la rive gauche (180). En décembre, les tatas de Kaaba et Dégéla furent démolis. Nyagasola signala le 17 que toute la population avait passé le fleuve, à l'exception de quelques isolés qui cultivaient en se cachant dans des hameaux, loin des villages (181). Dyaulè-Karamogho séjournait alors dans le fort, sur le chemin d'un retour nonchalant, et il écrivit à son père, à la suggestion de Marcantoni, pour lui demander de surseoir à ces évacuations. Cette demande resta naturellement sans effet. Il est clair que Samori, alerté par les réserves de Frey et apprenant que Péroz allait lui proposer un amendement du traité, avait compris qu'il fallait renoncer au Burè et à Kaaba. Son amertume allait se traduire par l'âpreté des négociations de Bisāndugu, mais il n'envisagea pas un instant de rompre avec la France au moment où toutes ses forces devaient affronter Tyèba. Il se résignait donc, mais il avait résolu de ne céder qu'une terre vide et de garder sous son égide ceux dont les chefs lui avaient fait confiance.

En agissant ainsi, il ne violait nullement le traité. Il avait signé celui-ci en faisant une réserve solennelle quant à son assiette territoriale, et les clauses interdisant l'émigration ne s'appliquaient donc ni au Burè, ni aux sujets de Māmbi. Jusqu'au nouvel accord de Bisāndugu, il allait rester le maître légitime de ces kafu, sous réserve de ne pas y envoyer de troupes. Or il est parfaitement évident qu'il s'en est scrupuleusement gardé, car le Foroba demeura à l'est du fleuve, à l'exception de l'escorte de Manigbè-Mri, que les sources françaises ne mentionnent même pas. Les pays riverains, à cheval sur le fleuve, étaient coupés en deux par cette absurde « frontière naturelle ». Le passage d'une rive à l'autre n'était pas un exil pour leurs habitants, qui choisissaient les sites des hameaux en confrontant la situation avec leurs préférences (182). Celles-ci, sous l'influence de Māmbi, allaient incontestablement à Samori, qui n'avait donc nul besoin de recourir à la force. Dans le Burè, par contre, les populations, même favorables à l'Almami, ne pouvaient être déracinées sans user de violence. Dès le début de décembre, Marcantoni nous apprend que ce pays formait des caravanes pour la Sierra Leone, ce qui n'était pas un signe de francophilie, mais que les émissaires envoyés par l'Almami pour décider les gens à passer le fleuve n'avaient en aucun succès (183). Le même mois, la mort du vieux Dimfo priva Samori de son meilleur partisan et le problème de cette succession ne devait être réglé qu'après le traité de Bisāndugu, dans un cadre désormais français (184).

Les accusations stéréotypées qu'on lança contre Samori sont donc entièrement dénuées de fondement. Personne n'a d'ailleurs songé à les invoquer pour lui imposer les amendements de Bisāndugu. Pendant toute l'année 1886, l'Almami a respecté scrupuleusement les clauses qu'il avait acceptées. Il avait cru trouver en Frey un partenaire loyal, et ce n'est pas de sa faute si

les autres Français le firent vite déchanter. Quelle que fût sa conduite, elle ne pouvait pas modifier les tendances profondes qui poussaient irrésistiblement la France vers la conquête militaire du Soudan.

b) Dyaulè-Karamogho en France (185)

Pendant que les armes se taisaient sur les bords du grand fleuve, Dyaulè-Karamogho voguait sur l'Océan, vers les petites îles où vivent les Blancs. Nous ne connaissons malheureusement ce voyage que par des sources françaises et des échos journalistiques qui ne nous donnent aucune idée des sensations qui durent assaillir le jeune homme (186).

Bien que cette aventure n'eût pas un but proprement diplomatique, le carré de fidèles qui se risquaient avec lui loin de la terre natale, comptait des personnages considérables comme Amara-Dyéli et Tasili-Māngā (187). Escortés par le capitaine Tournier, Alassane Dia et Mamadou Racine, ils débarquèrent à Bordeaux le 9 août et prirent, dès le 11, le train pour Paris (188).

Installé au Grand Hôtel (189), le fils de Samori partagea son temps entre les spectacles (190), les visites officielles (191) et l'étude des questions militaires. Il fut en effet reçu très cérémonieusement par le ministre de la Guerre, le jeune général Boulanger, qui touchait alors au sommet de la gloire républicaine; ensuite, et plus brièvement, par le chef de l'Etat (192).

Au début de septembre, il fallut prendre le chemin du retour. Dyaulè-Karamogho débarqua à Dakar avant la fin du mois et prit avec une lenteur calculée le chemin qui devait le ramener à son père (193). Ainsi qu'il était prévu, aucun problème politique n'avait été abordé et la question des clauses exécutoires n'avait même pas été évoquée. A l'issue de cette partie de tourisme officiel, le jeune homme rentrait ébloui et profondément convaincu de l'écrasante supériorité des Européens. On espérait qu'il en ferait part à son père et que celui-ci en tirerait les conséquences. Telle était bien l'idée de Frey qui voyait là le fondement d'une alliance durable, débouchant peut-être sur une formule d'administration indirecte. Mais le colonel n'était plus là pour animer cette politique.

6°) GALLIENI ET SAMORI.

a) L'année de la mission Péroz

Retour des impérialistes. — Le traité Kènyéba-Kura, et surtout ses clauses exécutoires, avaient scandalisé le parti colonial dès qu'on les connut à Paris. La faction soudanaise s'était alors reconstituée autour de Brière de l'Isle, rentré du Tonkin en octobre 1885 pour prendre les fonctions d'inspecteur général adjoint des Troupes de Marine. Borgnis-Desbordes était en congé et allait bientôt être chargé de l'Inspection de l'Artillerie au Sénégal et aux Antilles.

La conjoncture n'était pas encore favorable à l'impérialisme militaire, mais la tendance s'était déjà renversée. Le cabinet Brisson, pourtant construit sur l'humiliation de Ferry, avait maintenu l'acquis colonial du Tonkinois. Le ministère Freycinet ne pouvait faire moins alors que son président était lié à certains éléments du groupe de passion impérialiste.

La conjoncture venait d'ailleurs de se transformer.

L'éternelle menace des débats financiers avait disparu dès l'instant où l'on suspendait les travaux du chemin de fer. En novembre 1885, après avoir apuré le passé, la nouvelle Chambre avait accepté que les crédits soudanais, désormais limités aux frais d'occupation, soient fondus dans le budget colonial de la Marine. Cette heureuse obscurité allait donner six ans de liberté d'action aux maîtres du Soudan.

Par ailleurs, à la suite de la Conférence de Berlin, les problèmes africains étaient devenus des questions internationales, et ils tenaient une place croissante dans les soucis des diplomates. Le quai d'Orsay venait dès lors concurrencer la Rue Royale dans l'animation de l'impérialisme, qui en reçut un nouvel élan. La renonciation au Bas Niger, où le protectorat britannique venait d'être reconnu, suscitait le mécontentement des milieux commerciaux, mais Freycinet, ministre des Affaires Etrangères de Brisson, voulait compenser cet abandon par la proclamation d'un protectorat français sur les deux rives du Haut Niger. Il avait même proposé que Frey soit incité à traverser ce fleuve et le colonel n'en fut empêché que par l'agression de Mamadu Lamin.

Devenu président du Conseil, Freycinet allait naturellement poursuivre cette politique, bien qu'elle eût soulevé les objections de l'Amiral Aube, son ministre de la Marine, et surtout celles d'Amédée de La Porte qu'on avait chargé de relever le Sous-Secrétariat d'Etat aux Colonies.

Ce jeune député des Deux-Sèvres paraît avoir subi fortement l'influence de la faction soudanaise, ce qui explique son mauvais accueil au traité de Kèūyéba-Kura, que Freycinet considéra un instant comme le fondement rêvé d'un Protectorat français sur le Haut Niger. Celui-ci sera finalement notifié aux puissances le 13 octobre 1886, mais sans texte à l'appui, car on attendait alors les résultats de la mission Péroz.

C'est évidemment à l'instigation de Brière de l'Isle que La Porte décida en juillet de remplacer Frey, sans même l'avoir entendu. Le colonel avait rejeté l'insurrection sarakholé loin du fleuve, mais il n'avait pas pu éliminer Mamadu Lamin. Le marabout avait reconstitué ses forces durant l'hivernage et restait si dangereux qu'une campagne énergique, et menée avec des moyens puissants, s'imposait de toute façon.

Il pouvait sembler logique de la confier à Frey qui s'était tiré à son honneur d'une situation militaire affreuse et manifestait le désir de repartir. Il fut cependant écarté sous un prétexte ridicule qui ne trompa personne (194). Il est parfaitement clair qu'on lui reprochait un traité qui avait bradé les droits de la France et surtout l'orientation qu'il voulait imposer à la politique soudanaise, c'est-à-dire une entente sincère avec les grandes puissances africaines.

Frey le comprit fort bien et donna à ses mémoires, publiés dès 1888, un ton très polémique. Il s'y montrait nettement hostile au Soudan, dont il proposait l'évacuation après qu'on eût sidé Samori et Amadu à consolider leurs Empires. C'était là revenir à la politique esquissée en 1874 par Valière et approuvée par la Chambre de Commerce de Saint-Louis. Frey faisait cependant bon marché de la faim de domination territoriale et d'autorité directe qui hantait la France depuis des siècles, et surtout depuis 1870. A l'heure où la poussée impérialiste réveillait ces vieux démons, il n'avait aucune chance d'être écouté.

Gallieni et le traité. — Ces tendances hérétiques écartées, il restait à trouver un homme, et c'est sans doute Brière de l'Isle qui signala à La Porte, son ancien collaborateur Gallieni. Celui-ci rentrait d'un séjour de trois ans aux Antilles et se reposait à Saint-Raphaël quand il fut convoqué à Paris pour être nommé, le 1^{er} août, commandant supérieur du Soudan Français. Ce nom,

qu'on employait officieusement depuis des années, entrant ainsi dans l'histoire. Il consacrait la déchéance de celui de Haut Fleuve, que la marche au Niger avait rendu impropre, et il marquait un net progrès vers la personnalisation du nouveau territoire.

Gallieni regroupa dans son état-major une partie de la vieille équipe de Nāngo, avec le Docteur Tautain et Vallière, désormais chef de bataillon. On lui accorda la plus forte colonne qui ait jusque là opéré sur le Haut Fleuve, soit 1.200 fusils dont 600 Kropatchek à répétition, ainsi que des moyens de transport considérables, mulets et voitures Lefèvre. Leur emploi systématique allait permettre de juguler, pour la première fois, la mortalité des troupes de race blanche.

Sous l'angle militaire, la campagne était naturellement dirigée contre Mamadu Lamin, toujours dangereux, et non contre Samori, désormais allié de la France. L'établissement de relations stables avec celui-ci était pourtant subordonné au sort du traité, que les « Soudanais » jugeaient inacceptable. En se ralliant à leur point de vue, Amédée de La Porte annonça dès le mois d'août qu'il ne soumettrait pas les clauses exécutoires à la ratification du président de la République. Etant donné les réserves solennelles de Samori, cela pouvait suffire à ruiner tout l'édifice, du moins en droit strict. Le seul point litigieux étant la souveraineté de la rive gauche, il fallait reprendre les négociations avec l'Almami, en lui imposant des clauses territoriales qui seraient acceptables pour le groupe de pression colonial.

Une exigence supplémentaire se manifesta d'ailleurs chez La Porte et, sans doute, chez Freycinet, qui imposait alors aux Affaires Etrangères une certaine orientation coloniale. Au début de 1885, la conférence de Berlin avait imposé une procédure de notification pour les nouvelles acquisitions territoriales en Afrique Noire. Il devenait ainsi possible de consolider des prétentions nationales sans aucune dépense de conquête ou d'occupation. Encore fallait-il avoir quelque chose à notifier, et le simple accord de paix et de commerce conclu à Kēñyéha-Kura ne présentait pas les caractères volus. Cette insuffisance apparut le 11 août quand le Ministère des Affaires Etrangères réclama les traités relatifs au Bassin du Niger pour les transmettre aux puissances. La Porte comprit aussitôt qu'en modifiant le traité Tournier on pourrait établir d'un seul coup les droits de la France sur la boucle du Niger, ainsi que sur le cours supérieur de ce fleuve et les arrières de Freetown. Ce point de vue, qui avait échappé à Frey, passa au premier plan durant l'été de 1886 (195).

La mission Péroz. — Gallieni, absorbé par les problèmes militaires, ne pouvait se consacrer à ces négociations délicates et urgentes. Il convenait donc, pour reprendre sur ces deux points la discussion avec Samori, de lui envoyer une mission autonome qui agirait sous le contrôle lointain du commandant supérieur.

Avec l'accord de Gallieni, elle fut confiée à Péroz qui venait d'être promu capitaine et qui devait l'organiser sur place en choisissant ses collaborateurs au sein de la garnison (196).

Péroz pouvait se féliciter de sa chance, bien qu'à Kēñyéha-Kura il ait montré de l'humeur à se trouver sous les ordres de Tournier et à mener, au nom de celui-ci, des négociations dont la gloire allait lui échapper. Il n'aurait sans doute pas obtenu de meilleurs résultats comme chef de mission, mais il eût alors été marqué par ses confrères comme un bradeur d'Empire. L'appui de Combes lui fut alors bénéfique, car ce Soudanais notoire était bien introduit auprès de Borgnis-Desbordes ainsi que d'Archinard, dont l'étoile était déjà ascendante, et qui lui montrait de l'amitié. Péroz se croyait donc un hon Soudanais et il allait dédicacer son premier livre à Brière de l'Isle, tandis que l'infortuné Tournier payait les pots cassés. On ne pouvait prévoir qu'un démon allait pousser ce brillant officier à traiter des « rois nègres » en puissances dignes d'estime, et qu'il allait s'exclure par cette inconvenance du paradis des pionniers du Soudan.

Gallieni et Péroz s'embarquèrent à Bordeaux le 20 octobre sur le « Sénégal ». Tandis que le colonel s'arrêtait près de Bakèl, où la colonne se massait pour marcher vers la Gambie, le capitaine débarqua du « Richard-Toll » à Kayes, le 9 novembre (197). Il dut attendre l'arrivée de son chef, le 25, pour constituer sa mission avec un Saint-Cyrien fraîchement débarqué, le sous-lieutenant Plat, ainsi que le docteur Fras, 8 tirailleurs, 5 spahis et quelques auxiliaires. Avec 20 fusils, il disposait d'une escorte honorable, et, comme il avait grande hâte de prendre la route du Niger, il quitta Kayes dès le 1^{er} décembre.

Vers Bisāndugu. — Dès le départ de Kayes, une étrange course de lenteur s'engagea entre Péroz et Dyaulé-Karamogho qui n'avait que quelques journées d'avance (198). Le capitaine pensa que le fils de Samori désirait faire une entrée triomphale en compagnie de la mission, transformée en escorte d'honneur, et il refusa de s'y prêter. Il voulait surtout gagner du temps afin que les souvenirs de France du jeune homme aient pu agir sur l'esprit de l'Almami avant qu'il ne se présentât lui-même avec de nouvelles exigences. Pour savoir à quoi s'en tenir, il ordonna donc à son agent politique, Nasika-Madi, de se joindre à Nyagasola au convoi de Dyaulé-Karamogho. Celui-ci se résigna finalement à rentrer seul chez son père et il traversa le Niger à Siguiri le 12 janvier.

La mission le suivit avec un décalage de huit jours mais il allait lui falloir deux mois et demi pour atteindre sa destination. Elle marcha par la route habituelle du Méné et du Séké, mais elle dut s'arrêter le 19 janvier à Dänka-Koro, sur les bords du Niger, où elle attendit dix jours l'agrément de Samori (199). Finalement, le 29, alors que Péroz venait de se transporter à Tigibéri, il vit venir Nasika-Madi, porteur d'une lettre fort amicale de son partenaire ainsi que d'excellentes nouvelles. Depuis son retour, Dyaulé-Karamogho faisait l'éloge public de la puissance française au grand mécontentement de son père, mais celui-ci n'en était pas moins impressionné. Sous ces heureux auspices, Péroz traversa le Ténkiso le 30 et s'avança à petites étapes à travers le Dyuma (200). Dyaulé-Karamogho l'attendait à Kankau où le capitaine séjourna les 10 et 11 février, et lui révéla, en confidence, l'objectif de la mission. Le jeune homme aurait alors promis de s'employer à lui faire donner satisfaction par son père (201).

La traversée du Milo eut lieu le 12 et Péroz s'installa dès le 14 dans un campement aménagé parmi les hameaux de culture, à 6 kilomètres de Bisāndugu (202).

Une négociation pénible. — Samori reçut solennellement la mission le 15 sur la place qui servait sa résidence de la mosquée. Après la lecture des instructions de Péroz la journée se passa en défilés et en danses, dans une ambiance très euphorique. Les difficultés surgirent cependant dès le 16 quand on aborda la discussion. Jour après jour, les audiences allaient se succéder sans résultat en présence d'un Samori silencieux, qui laissait ses conseillers lancer les objections et ne paraissait pas pressé de conclure. Péroz ne s'y attendait pas car il avait espéré jusque là que son influence personnelle et l'effet du voyage de Karamogho suffiraient à aplanir toutes les difficultés.

Les causes de cette résistance, qui allait faire traîner les négociations durant un mois et demi, méritent d'être précisées. Que l'Almami, comme l'année précédente, se soit montré bon négociateur et qu'il ait cherché à extorquer des concessions grâce à la fatigue de l'adversaire, la chose n'aurait rien d'étonnant. La conjoncture de 1887 lui était pourtant bien moins favorable car c'était lui et non plus le commandant supérieur qui se trouvait désormais pressé par le temps. Tout était déjà prêt pour la marche sur Sikasso et l'approche des pluies ne permettait pas d'en reporter indéfiniment la date. Une rupture avec la France remettant nécessairement tout en question, le conquérant était certainement décidé à traiter mais Péroz, mal renseigné, ne sut pas exploiter cette situation.

Où Samori voulait-il donc en venir ?... Les objections exprimées par ses conseillers portaient toujours sur la possession du Burè et de la rive gauche. Après la mort de Dimfo, son emprise sur le Burè avait pourtant faibli, tandis que les sujets de Māmbi avaient traversé le fleuve depuis déjà trois mois. Ce fait prouve que l'Almami s'était résigné à perdre la région et il faut dès lors se demander pourquoi il fit trainer les choses. Il révéla sans doute sa pensée véritable quand il déclara qu'il céderait cette rive à la France, mais à condition qu'elle ne construise aucun fort sur les bords du fleuve.

Après la dénonciation unilatérale de ses réserves solennelles et le grignotage de Marcantoni dans le Burè, il semble que Samori ait commencé à douter de la loyauté de ses partenaires. Au moment de s'éloigner avec toutes ses forces, il craignait sans doute de voir s'organiser un centre de propagande hostile pour saper ses arrières. Si tel fut bien le cas, il faut lui reconnaître une intuition remarquable que les faits allaient vite confirmer.

Au-delà de ce problème précis, il semble que la clause de protectorat, bien qu'elle n'ait guère été évoquée dans les discussions, l'avait profondément inquiété. Il n'était certainement pas conscient des incidences internationales qu'elle aurait pour sa souveraineté, mais il voyait qu'elle compromettrait ses relations avec la Sierra Leone. Il avait évidemment beaucoup plus de sympathie pour les commerçants paisibles des rivages de la mer que pour les agresseurs dangereux qui menaçaient son existence sur le Niger et, s'il était contraint de traiter avec ceux-ci, il souhaitait du moins éviter le tête-à-tête. Il acceptait pourtant de s'unir à eux, pourvu que le lien fût souple, et qu'on renonçât à lui imposer un résident à s'immiscer dans ses affaires. Ces conditions étaient favorables, et s'il hésita si longtemps à les accepter, c'est sans doute qu'il n'avait plus confiance dans ses partenaires.

Ce sentiment éclata quand il déclara que ces demandes étaient le fait d'intrigants qui n'obéissaient pas à des ordres venus de France, mais à leur désir d'être récompensés. Ce jugement fort clairvoyant était inspiré, selon Péroz, par les rapports de Dyaulé-Karamogho. Celui-ci signalait en effet qu'aucune des personnalités rencontrées à Paris n'avait formulé d'exigence à l'égard de son père. Cette discordance était inévitable puisque Frey avait conçu le voyage du jeune homme comme une simple initiation au monde moderne, et que toute négociation en avait été exclue. Peut-on dire d'ailleurs qu'il y avait malentendu ?... Samori, par une nouvelle intuition, n'avait-il pas perçu une discordance très réelle entre les instructions de Paris et leur exécution sur les rives du Niger ?

Cette attitude accroissait les difficultés de Péroz. Depuis que Samori avait demandé l'engagement qu'aucun fort ne serait construit dans les pays cédés, les négociations s'étaient trouvées bloquées, en dépit des expédients romanesques de Péroz (203). Quand l'Almami s'oublia jusqu'à accuser publiquement le commandant supérieur de ne pas agir selon les instructions qu'il avait reçues, le capitaine lui rendit visite en grande tenue avec toute la mission et lui remit un ultimatum menaçant (204). En dépit des excuses qu'il reçut, il refusa de renouer avant le terme de huit jours qu'il s'était fixé, car il venait d'écrire à Gallieni dont il attendait la réponse pour arrêter sa conduite.

Le commandant supérieur envoya en effet deux lettres, l'une à Péroz et l'autre à Samori, les 9 et 10 mars. Il reprochait en termes très secs au chef de la mission d'avoir adopté une attitude trop souple à l'égard de ce « chef nègre », et d'être de ce fait responsable de l'impasse (205). Dans sa lettre à Samori, Gallieni usait d'un ton impérieux, voire même rude et menaçant, qui annonçait une ère nouvelle, car il allait s'imposer désormais aux autorités françaises dans leurs relations avec les souverains africains. Le style d'Archinard devait s'en inspirer malgré son originalité (206). Le colonel n'hésitait pas à menacer de s'allier à Tyèba et de construire sans retard un fort à Siguiri.

Le vieux projet de Borgnis-Desbordes revenait ainsi à la surface au moment précis où le nouveau commandant supérieur rêvait d'un débouché maritime indépendant du Sénégal. L'occupation de Siguiri restait d'ailleurs le préalable nécessaire à l'élimination des Toucouleurs, et Gallieni paraît avoir songé à y construire avant la fin de la campagne, en dépit du retard causé par la poursuite de Mamadu Lamin. Une telle improvisation était cependant risquée, et il y renonça dès qu'il apprit le succès de Péroz (207).

Le « traité » de Bisāndugu. — Les négociations avaient en effet repris et le « traité » de Bisāndugu fut signé le 25 mars, dans la forme exigée par les Français. La seule concession faite à Samori était qu'aucun nouveau fort ne serait construit sur les rives du fleuve d'ici quelque temps » (208).

On a d'ailleurs tort de parler de traité car seul mérite ce nom le texte de Kéñyéba-Kura, qui fut alors amendé mais nullement annulé. Le document signé à Bisāndugu par Samori et Péroz n'est qu'une convention destinée à remplacer ou compléter les clauses exécutoires du 16 avril 1886. Samori renonçait définitivement à tout droit sur la rive gauche, en aval du confluent du Tēnkiso (A I). Il se plaçait, « lui, ses héritiers et ses états présents et à venir sous le protectorat de la France » (A II). La liberté des commerçants français et samoriens, désormais affranchis de toute taxe, était enfin confirmée (A III).

L'Almami s'était ainsi décidé à tenter l'aventure. Ses hésitations nous paraissent fort justifiées, avec le recul dont nous disposons, car cet acte allait consacrer définitivement son isolement. De ce fait, Samori ne pourra plus jamais jouir de libres relations avec d'autres puissances européennes. Il s'était condamné à un tête-à-tête avec la France, qui ne prendra fin qu'avec son élimination. Il espérait du moins tirer quelques avantages de cette redoutable amitié et, conformément à ses habitudes, il allait jouer loyalement ce jeu, comme il le faisait depuis l'an passé.

Durant les négociations, il avait demandé à Péroz de le suivre à l'attaque de Sikasso mais le capitaine se déroba, bien que Gallieni ne s'y soit pas formellement opposé. L'Almami, rallié au système français, se croyait malgré tout assuré, sinon d'une aide active, du moins d'une neutralité bienveillante. Trois semaines après avoir signé la convention, il prit la route de Sikasso avec la plus grande armée qu'il ait jamais rassemblée.

Fin de campagne. — Péroz avait quitté Bisāndugu dès le 26 mars mais il rentra par le chemin des écoliers, en prenant possession des régions cédées et en élargissant vers l'Ouest la zone d'influence française. Il sortit des domaines de Samori le 10 avril quand il traversa le Niger à Siguiri (209), où il séjourna ensuite deux jours pour choisir l'emplacement du futur fort, après avoir hissé solennellement le drapeau. Il dirigea ensuite Plat sur Nyagasola pour remettre le traité à Gallieni (210), tandis qu'il entreprenait de remonter le Tēnkiso. Il renoua avec Nana-Fali à Didi, dans le Burè, puis il conclut des traités de protectorat avec le Sako et le Ményé (211). Il s'orienta ensuite vers le Bidiga occidental et Nabu, où Plat le rejoignit, et tous deux explorèrent la vallée du Bafiñ où les Dyalōnké du Nord n'avaient jamais encore vu passer un Blanc. Après avoir visité les Toucouleurs de Kundyā, qu'il jugea bien à tort incapables de résister, il retrouva Gallieni à Kayes le 12 mai (212).

Après avoir rejeté Mamadu Lamin de la Falémé sur la Haute Gambie, le colonel avait renoncé provisoirement à l'éliminer. Rentré le 16 janvier à Kayes, où il assista à l'agonie d'Alasane Dia, il avait encore à procéder au ravitaillement des forts de l'Est, et il est certain que son désir d'appuyer Péroz ne fût pas étranger à la hâte qu'il y mit. Il quitta donc Dyamu le 21 février et c'est le 9 mars, à Manāmbugu, qu'il apprit que la négociation piétinait. Le 12 il était à Kita et le 1^{er} avril à Mamako, où il apprit que Samori avait enfin cédé. Sa pression étant dès lors

sans objet, il prit la route du retour dès le 5, en passant au sud des monts du Manding et il ne s'arrêta que deux jours à Nyagasola (213). Il semble qu'il ait marché, ensuite, avec une véritable fièvre. Dès le 2 mai, il était à Kayes où il régla si vite les affaires courantes qu'il s'embarqua pour la France dès le 15, en laissant l'intérim au commandant de Monségur. Cette hâte lui sera vivement reprochée par les ultras du Soudan, mais elle s'explique si l'on considère que le sort de la prochaine campagne allait se décider à Paris.

Un bilan brillant. — En dépit de la brièveté de son séjour, Gallieni avait atteint, dans l'ensemble, les objectifs qui lui avaient été assignés. Mamadu Lamin n'avait pas disparu, mais il était très affaibli et rejeté loin des bases de sa puissance.

Sur le plan diplomatique, le succès paraissait complet. Le capitaine Oberdorf, en s'écartant de la colonne, avait exploré les cours supérieurs de la Gambie et de la Falémé, jusqu'aux frontières du Futa-Dyalô, et placé le Fôntofa sous protectorat. Le 12 mars, il avait rencontré Agibu à Tamba et l'avait décidé à traiter avec la France au nom des Toucouleurs de Dinguiraye (214). Gallieni s'était efforcé, dès son arrivée, de reprendre, avec le Sultan Amadu, les contacts amorcés par Frey et il avait même obtenu son aide militaire contre Mamadu Lamin (215). Le 12 mai, alors que le colonel s'appêtait à quitter Kayes, il reçut enfin la nouvelle du traité de Guri qui plaçait les Etats des Toucouleurs sous le protectorat français.

Si l'on songe que, deux ans plus tôt, Combes ne pensait qu'à donner l'assaut à Ségou, il faut admettre que Gallieni adoptait dans une certaine mesure la doctrine de Frey. Il s'employa d'ailleurs à tirer tous les bénéfices de ces nouvelles méthodes. Comme la réconciliation avec les Toucouleurs ouvrait enfin le fleuve à la navigation française, le colonel ordonna au lieutenant de vaisseau Carou de pousser dès que possible, à bord du « Niger », vers Tombouctou dont Combes prétendait avoir reçu un ambassadeur en 1885. Carou atteindra en août le port de la vieille métropole mais ce sera pour constater que l'ancien commandant supérieur s'était fait berner par un aventurier sans mandat.

Cet échec marginal ne diminuait nullement l'œuvre de Gallieni car celui-ci venait d'assurer à la France des droits exclusifs sur le Haut Niger en les fondant sur des documents écrits. Ces actes étaient désormais opposables aux autres puissances impériales, même s'ils ne définissaient que des protectorats fantomatiques, en excluant toute intervention de la France dans les affaires de ses partenaires dont la bonne volonté restait déterminante.

Un impérialiste humaniste. — Samori était justement décidé à jouer le jeu qu'il avait accepté et Péroz, dans son rapport, allait proclamer la sincérité de son hôte (216). Ce dernier n'acceptait pas pour autant un suicide politique car, s'il venait de consentir de lourds sacrifices, c'était dans l'espoir que les Français l'aideraient à consolider son Empire. Frey l'avait encouragé dans cette idée et des impérialistes britanniques, comme Goldie ou Lugard, l'auraient certainement exaucé. Pour l'armée française du Soudan, c'était cependant là une prétention intolérable.

Pouvait-on espérer une autre attitude de la part de Gallieni ? Sa carrière ultérieure et les polémiques qu'il allait soutenir contre Archinard marqueront la distance qui le séparait des adeptes de la force pure, mais il n'est pas facile d'en mesurer la portée exacte.

On a vu que le jeune capitaine, en signant le traité de Nāngo, dont Borgnis-Desbordes avait aussitôt dénoncé l'esprit trop conciliant, avait failli encourir le mépris de ses bouillants camarades. Il était arrivé trop tôt à Saint-Louis et avait eu le temps de s'imprégner comme Valière ou Boilève, de cet esprit sénégalais, assurément contraire à la véritable tradition de Faidherbe. Il se montrait donc très ouvert à l'idée d'une pénétration fondée sur la négociation et à la recherche de partenaires transitoires parmi les Africains.

Il ne faudrait pas y voir l'indice d'une réserve de Gallieni à l'égard de la conquête du Soudan. Il est certain que cet homme singulier rêvait de diplomatie et de subtiles manœuvres plutôt que de beaux coups de sabre, comme ce bretteur de Combes. Ce soldat ne méprisait pas les armes, bien entendu, mais il y voyait seulement l'ultime argument. Ce personnage tout en nuances et en finesses paraissait souvent ambigu et sa position, au carrefour de deux politiques, manque un peu de netteté. Hargreaves a voulu y voir l'effet d'un caractère indécis.

Il ne faut pourtant pas oublier que Gallieni était au départ le fidèle collaborateur de Brière de l'Isle, apôtre de la pénétration militaire au Niger. Il se distinguait surtout des frénétiques de la force parce que le but final était toujours présent à son esprit et qu'il s'efforçait d'y ajuster les moyens au lieu de se laisser guider par eux. Mais tous étaient d'accord sur l'objectif qui était l'extension de la domination française à un domaine aussi vaste que possible. Les hérésies d'un Frey étaient donc étrangères à ce brillant officier et on comprend que la faction soudanaise lui ait donné une place. Gallieni se considérait incontestablement comme membre de ce groupe, quand il retourna sur les rives du Niger.

On peut ajouter qu'il était imbu du vertige de territorialité et de la conception absolutiste de la souveraineté qui anime la France depuis des siècles. Il ne considérait certes pas les Africains avec la morgue raciste d'autres colonisateurs, mais il cédait à l'illusion française qu'on peut libérer les individus en les débarrassant d'abord de leur culture et de leur personnalité. C'est pourquoi sa politique sera toujours fondamentalement hostile à l'Islam, qu'il jugeait plus dangereux que l'animisme pour l'assimilation dont il rêvait.

Cet universalisme messianique est essentiel à notre propos car il empêchait l'établissement de relations franches et durables avec des partenaires africains. Ceux-ci n'étaient nullement exclus, mais ils étaient réduits au rang d'expédients provisoires, et cette conduite, qui nous paraît cynique, pouvait être menée avec la meilleure conscience du monde. Il est remarquable qu'on la retrouve chez Binger, différent de Gallieni par de nombreux traits, mais dont l'approche humaine de l'Afrique était analogue, et qui sera également taxé de trahison par les adeptes de la force.

Condamnation de Samori. — Malgré certaines apparences, le nouveau commandant supérieur n'était donc pas l'homme qui pouvait stabiliser les relations de Samori avec la France. Il avait clairement exprimé sa pensée dans ses instructions à Péroz : « Notre politique... en ces régions a toujours eu pour objet de morceler la puissance des principaux chefs et de diminuer leurs moyens d'action. C'est le but général à se tracer dans notre attitude vis-à-vis de Samori. Il doit accepter franchement notre tutelle et mettre à notre disposition toute sa honne volonté et les moyens d'action qu'il peut avoir... »

L'entente n'était donc possible qu'avec un partenaire soumis et passif, *perinde ac cadaver*. Gallieni ne pensait guère que Samori répondît à cette définition, puisqu'il ajoutait aussitôt que le traité n'était qu'un accord provisoire, à l'appréciation de la France (217).

C'est que les traités de 1887, dont il était justement fier, n'étaient pour lui que des « actes diplomatiques établis pour les puissances étrangères et destinés à établir nos droits sur des régions où la Grande Bretagne jeterait les yeux... La seule politique à suivre vis-à-vis de ce chef (Samori) est de le faire disparaître ».

Ces lignes furent écrites au moment où l'encre de Bisândugu n'était pas encore sèche et alors que l'Almami, convaincu que cette convention lui assurait l'amitié de la France, allait se jeter à corps perdu contre Sikasso.

Ayant ainsi décidé que la souveraineté française exigeait l'élimination de l'homme avec qui il venait de traiter, Gallieni espérait du moins y parvenir sans recours aux armes. Dans cette perspective, il accorda tout de suite un intérêt passionné à la guerre de Sikasso. Si Samori annexait les domaines de Tyèba, sa puissance allait devenir immense et il fallait tout faire pour écarter cette sinistre perspective. On comprend qu'il n'ait envisagé qu'avec une extrême répugnance la participation de Péroz à la campagne du Kénédugu. Il songeait au contraire à soutenir en sous-main l'adversaire de son nouvel allié, de façon à rendre la position de celui-ci intenable et à provoquer, si possible, son effondrement.

De telles intrigues étaient indésirables tant que le traité de Bisāndugu n'était pas signé, car elles auraient pu éclairer Samori, avant qu'il n'ait établi les droits de la France face au reste du monde. Ce résultat acquis, toute précaution devenait cependant superflue. En rentrant à Kayes, Gallieni y avait trouvé le capitaine Binger qui commençait sa grande exploration de la boucle du Niger (218) et avait décidé de traverser les Etats de l'Almami. Gallieni lui remit pour celui-ci une courtoise lettre d'introduction, mais il lui recommanda également la plus expresse réserve dans le conflit en cours. La froide neutralité qu'allait effectivement observer Binger entre l'allié de la France et son ennemi ruinerait, dès l'hivernage de 1887, toutes les illusions que pouvait nourrir Samori sur le marché de dupe qu'il venait de conclure.

Gallieni ne s'était pourtant guère occupé du Niger, ni de Samori, durant cette première campagne. L'obligation de lever les terribles hypothèques qui pesaient sur le Soudan avait requis toute son énergie. Les règles à suivre pour organiser la nouvelle colonie étaient pourtant déjà claires dans son esprit, tout autant que la politique à mener pour se débarrasser d'un allié gênant et ouvrir de nouvelles routes à l'expansion française. Libéré de tout danger pressant, le colonel allait s'orienter fermement vers ces buts au cours de sa seconde campagne.

b) Gallieni à Siguirî

Montrer sa force. — Au moment où Gallieni rentrait en France sans attendre les pluies, en 1887, la conjoncture parisienne demeurait défavorable à un recours direct aux armes. Quand le colonel débarqua à Bordeaux, en juin, le général Boulanger venait d'abandonner le Ministère de la Guerre et la III^{me} République était grosse d'une crise sans précédent. Rouvier avait formé, le 30 mai, un cabinet soutenu par la droite, ce qui lui interdisait naturellement une politique active outre-mer. Personne ne remarquait, dans l'ombre d'Edouard Barbey, le terne ministre de la Marine, un jeune sous-secrétaire d'Etat aux Colonies nommé Eugène Etienne.

Grâce à ce grand impérialiste, les expansionnistes les plus résolus allaient pourtant vite prendre en main les commandes. Sa présence fut en tout cas une chance pour Gallieni. Grâce à lui, il ne fut pas question de limiter l'action de la colonne à la routine du ravitaillement, bien que la crise militaire parût déjà surmontée. Le commandant supérieur obtint des effectifs égaux à ceux de la colonne précédente et il avait l'intention d'en user de façon spectaculaire. Il ne souhaitait certes pas faire parler inutilement les armes, mais il espérait établir bientôt le prestige français du Niger à la mer grâce à un superbe étalage de force. Plat définira nettement la mission Audéoud comme « une magistrale démonstration de la toute-puissance de la France ». La crainte qu'il voulait inspirer visait à redresser les erreurs des dernières années, qui consistaient à traiter les « chefs nègres » sur un pied d'égalité. De telles faiblesses n'avaient plus lieu d'être, à présent qu'étaient acquis les instruments diplomatiques dont la France avait besoin sur la scène internationale.

En rappelant leur infériorité à ses partenaires par une attitude rogue et hautaine, et en intrigant pour saper leur puissance et morceler leurs États, le colonel voulait ouvrir la voie à une politique d'administration directe et d'assimilation conforme à la tradition française.

Siguiri et la Côte des Rivières. — Gallieni a sans doute préparé lui-même ses nouvelles instructions en compagnie d'Etienne. Outre l'élimination de Mamadu Lamin, elles prévoyaient l'occupation de Siguiri et la liaison avec les Rivières du Sud à travers le Futa-Dyalō (219).

Le traité de Bisândugu lui donnait évidemment le droit de construire un fort à Siguiri, désormais territoire français, mais il avait autorisé Péroz à promettre qu'il attendrait « quelque temps ». Dans l'esprit de Samori, cette réserve couvrait sans doute la durée de la guerre de Sikasso, qui n'était pas encore terminée, mais l'expression était bien vague et Gallieni jugea qu'il avait assez attendu. En s'installant ainsi, au plus profond des pays récemment cédés par Samori, il se souciait moins d'en renforcer le contrôle que de créer un centre d'attraction visant l'autre rive du Niger. Informé des échecs de l'Almami devant Sikasso, Gallieni avait hâte de se placer pour recueillir une succession qu'il espérait prochaine.

Bien qu'Archinard ait taxé cette conduite d'hypocrisie, les conquérants militaires du Soudan allaient en faire bien d'autres et ce n'est pas réellement sur ce point qu'ils se séparaient de leur camarade.

L'apport principal de Gallieni à la politique française en Afrique Occidentale fut une rénovation du rêve conçu par Faïdherbe d'un Empire guinéen, allant du Haut Niger à la mer et centré sur le Futa-Dyalō. Ce choix était naturel de la part d'un homme dont la mission était d'organiser un pays ravagé pour en faire un domaine rentable. Dès l'instant où la recherche des faits d'armes n'était plus une fin en soi, la liaison avec les comptoirs de la Côte des Rivières s'imposait naturellement. Gallieni allait ainsi se rallier à la position du commerce sénégalais qui avait si longtemps protesté contre l'« œuvre du Haut Fleuve » et ses camarades ne le lui pardonneront pas.

Borgnis-Desbordes avait bien eu l'idée d'un fort sur le Haut Niger, ce qui préfigurait Siguiri, mais il s'agissait seulement pour lui de couvrir son flanc avant d'attaquer Ségou. Pour Gallieni, il s'agissait d'amorcer la marche à la mer dont la mission Oberdorf avait posé les premiers jalons pendant la campagne précédente (220).

La situation de la France au Futa-Dyalō n'était cependant nullement assurée. La mission Gouldsbury, en 1881, avait donné à la Grande-Bretagne un titre plus solide que celui de Bayol, qui ne comportait aucune clause de souveraineté. Les Rivières françaises, trop faibles, n'avaient aucune influence sérieuse sur les Almami de Timbo.

Il fallait donc repartir à zéro. Le traité de 1881 déplaisait d'ailleurs à Gallieni en raison de la fiction d'égalité qu'il maintenait entre les parties et de la rente annuelle qu'il assurait aux Almami selon la formule britannique du « stipend ». Il fallait supprimer celle-ci afin de montrer que la France était forte et qu'elle pouvait s'imposer sans contrepartie aux souverains indigènes.

En s'installant à Siguiri, le commandant supérieur pouvait prendre le Futa à revers car, de ce point, le chemin le plus court pour rentrer en Europe ne serait plus la vallée du Sénégal, mais la route des Rivières. Les Almami, dont l'idée de la France était à l'image des comptoirs mesquins du pays Susu, allaient ainsi se trouver confrontés sur le Haut Niger avec une puissance guerrière dont la crainte les ferait plier. Une première liaison du Soudan avec la côte s'effectuerait de la sorte, tandis que Binger en amorcerait une seconde vers le Golfe de Guinée, en prévision de la chute de Samori. L'impérialisme français s'orienterait ainsi vers de nouveaux domaines où les soucis purement militaires céderaient le pas à ceux de l'économie.

Retour au Soudan. — Tels sont les vastes projets que nourrissait Gallieni quand il s'embarqua à Bordeaux en octobre 1887 (221). On conçoit que la conjoncture locale n'ait pas eu grand chose à y voir. Quand il arriva à Kayes, le 15 novembre, il put d'ailleurs constater que la Colonie venait de passer l'hivernage le plus calme de sa courte histoire. Mamadu Lamin s'était à nouveau reformé mais très loin dans le Sud, sur la Gambie. Du côté d'Amadu et surtout de Samori, la quiétude était totale.

Le Docteur Tautain, commandant du Cercle de Bamako, avait travaillé à étendre son action à travers le Bélédugu, jusqu'au contact des avant-postes toucouleurs (222). Sur la rive droite d'où parvenaient les échos lointains du siège de Sikasso, il n'avait que des relations intermittentes avec les Samoriens dont le chef, Fila-Kali, ne disposait que d'effectifs très réduits. Aucun incident notable n'était signalé et Binger avait passé à Bamako des semaines paisibles jusqu'en septembre, quand Samori l'autorisa enfin à traverser ses Etats (223).

Le calme était tout aussi grands vers Nyagasola, dont l'autorité s'étendait désormais jusqu'aux rives du Ténkisso. Ce contrôle était encore théorique sur la rive gauche du fleuve, qui demeurait déserte, mais déjà effectif sur le Burè où le nouveau chef s'habitua à la tutelle française. Le parti samorien subsistait bien entendu, mais il se bornait à une campagne de rumeurs tendancieuses (224).

Gallieni put donc développer sa politique en toute quiétude. Les questions militaires passant au second plan, il les confia à ses subordonnés. Dès son arrivée à Kayes, il avait formé trois petites colonnes. L'une devait rejoindre à Bani le capitaine Fortin qui avait tenu tête à Mamadu Lamin durant tout l'hivernage : elle partit le 25 novembre à la poursuite du marabout.

Les deux autres marchèrent vers l'Est jusqu'à Kita. De ce point, la compagnie du capitaine Audéoud alla chasser les brigands de la vallée du Baulé, puis observer, à la limite du Sahel, les avant-postes d'Amadu (225). Il rejoignit ensuite Gallieni à Kita pour descendre sur Siguiri. Quant au commandant Vallière, il s'enfonça dans le Bélédugu pour le reconnaître minutieusement et en éliminer toute opposition. Il consolidait ainsi le travail de Tautain et Quiquandou tout en prenant en main un pays où l'influence française était spasmodique depuis 1883. Il devait ensuite gagner Bamako, puis remonter le Niger pour rejoindre son chef.

Occupation de Siguiri. — Ayant ainsi couvert ses ailes, Gallieni se consacra sans tarder aux problèmes sérieux : l'occupation de Siguiri et la mise au pas du Futa-Dyalô.

Pour celle-ci, il organisa une mission analogue à celle de Péroz. Sous les ordres du capitaine Oberdorf, elle réunissait Plat et Fras, mais ceux-ci étaient à dessein presque démunis de cadeaux afin de marquer le ton des nouvelles relations de la France avec les « potentats africains ». Ces officiers quittèrent Kayes le 8 décembre avec une escorte minuscule et, malgré la mort d'Oberdorf dans le Kōnkodugu, Plat parvint à ses fins après un long séjour à Dinguiraye. Il rejoignit l'Almami Ibrahima Sori à Fugumba, où celui-ci, après beaucoup d'hésitations, signa le 30 mars le texte préparé par Gallieni (226). La mission repartit aussitôt à travers le Tamisô, que les Samoriens venaient de ravager à la demande des Peuls, pour aller s'embarquer en mai à Beuty. Plat avait atteint l'objectif qui lui était assigné et le trouble qu'il avait semé dans l'esprit de ses partenaires ne fut pas tout de suite évident.

Il restait à occuper Siguiri. La marche d'une forte colonne, munie d'un important matériel et de nombreuses voitures posait de lourds problèmes de ravitaillement et d'aménagement des pistes. Gallieni fit partir les éléments précurseurs dès la fin novembre, tandis que le commandant de Nyagasola établissait des dépôts de vivres dans le Bidiga et le Burè (227). La colonne se concentra lentement à Galugo en attendant de connaître l'issue des combats alors en cours dans l'Ouest (228).

Le 20 décembre, un télégramme annonça la mort de Mamadu-Lamin, et le commandant supérieur quitta Kayes le soir même. Le 28 décembre, le lourd convoi s'éloigna de Galugo vers Kita et le Niger (229). Après un court arrêt à Nyagasola, il pénétra le 18 dans les terres incertaines de la rive gauche, et arriva sans incident à Siguiri, le 23 janvier à 10 heures. Tout s'était passé sans incident en dépit des difficultés du ravitaillement qui avaient pris une ampleur imprévue (230). Le colonel crut nécessaire, dès le 25, de renouveler solennellement la prise de possession déjà effectuée par Peroz. La construction du fort, qu'entreprit aussitôt le lieutenant Sornein, ne mérite pas de nous retenir car elle allait se dérouler à peu près sans à-coups (231).

Gallieni contre Samori. — Les activités politiques de Gallieni durant un séjour de près de trois mois offrent par contre un intérêt majeur car elles allaient manifester l'hostilité définitive de la France envers Samori. Le colonel s'installait dans un désert, mais, des hauteurs de Siguiri, il pouvait contempler la brousse hasse de la rive droite où se pressaient les nombreux hameaux des évacués qui s'activaient pour ravitailler les armées de leur maître. Ce spectacle parut insupportable à Gallieni car il avait le plus grand mal à trouver les vivres indispensables pour les siens (232).

Retenu devant Sikasso par une lutte à mort, Samori voyait ainsi ses craintes se confirmer et la garnison qu'il installa à Kéñyérâ, pour surveiller les agissements des Français, était bien incapable de s'y opposer (233). C'est alors qu'il envoya Dyaulé-Karamogho à Kankan et que celui-ci dépêcha à Siguiri une ambassade dirigée par Amara-Dyèli et Tasili-Māngā afin de sonder les intentions du colonel. Ces envoyés n'eurent guère le temps de s'illusionner. Quand ils se présentèrent le 10 février, le bruit courait justement que Binger avait été assassiné. Gallieni, d'ailleurs sincèrement ému, songea aussitôt à utiliser l'incident pour se libérer des entraves que lui imposait le traité de Bisāndugu. Il feignit de croire à la culpabilité de Samori et remit à ses envoyés une lettre de son style le plus menaçant. Il enlevait ainsi à son allié tout espoir d'une aide contre Sikasso et menaçait de l'attaquer sans retard s'il ne fournissait pas des nouvelles de Binger (234). Ce n'étaient pas là des paroles en l'air, car il télégraphia le 12 à Vallière de le rejoindre en hâte pour marcher sur Bisāndugu.

Avec une ardeur digne de Combes, Gallieni songeait donc à en découdre sans s'informer davantage. Le manque de mulets le retardait cependant, jusqu'au moment où il apprit que Binger se portait bien et il ne fut plus question de se battre. Une fois ainsi détrompé, le colonel allait pourtant persister dans l'attitude hostile qu'il venait d'adopter à l'égard de son allié officiel.

La nouvelle du voyage du major Festing fut connue au début d'avril, et elle lui permit d'accuser l'Almami de compromission avec les Britanniques, mais elle allait surtout lui servir à justifier le travail de sape qui se poursuivait déjà depuis de longues semaines. Dès le début de février, Gallieni avait en effet consacré toute son énergie à convaincre les émigrés de revenir sur la rive gauche, et à soulever les gens de la rive droite contre le signataire de Bisāndugu.

Subversion de la rive droite. — Après avoir consolidé son emprise sur le Burè (235), le colonel n'eut pas de peine à attirer les gens du Nuga qui continuaient à cultiver au nord du fleuve, bien qu'ils eussent installé leurs hameaux de l'autre côté (236).

La tâche des agents politiques français était désormais facile, du fait que la construction du fort donnait désormais une plus grande sécurité à la rive gauche, et surtout en raison du poids de la guerre que les populations trouvaient désormais intolérable. Samori devenait dès lors impopulaire, et il fallait en profiter (237).

L'action du colonel restait cependant peu efficace dans la mesure où il n'était pas maître du fleuve et les Somono demeurèrent d'abord fidèles à Samori. Quand ces pêcheurs se rallièrent,

au début de mars, les événements prirent aussitôt un rythme accéléré. Non seulement leur fourniture de poisson mit fin à la crise du ravitaillement, mais Gallieni se trouva capable d'étendre largement sa propagande sur la rive droite.

La sappe de l'Empire Samorien obtint aussitôt des succès inespérés : « les populations de la rive droite, profitant de l'éloignement (de l'Alnami), et absolument dégoûtées par les exactions et cruautés de ses agents envoient chaque jour des représentants pour me prier de les prendre sous ma protection... ». « Les délégations se succèdent pour demander à être débarrassées de Samori et à être placées directement sous l'autorité de la France ». Gallieni aurait ainsi rallié la plus grande partie du Dyuma, du Dyumawañya et du Kulibalidugu, bref tout le pays jusqu'au Sānkaran avec les domaines de Samoriens notoires comme Kamori Kèita. Le 23 mars se présenta même le chef du Kèlèyadugu, un kafu situé sur la piste de Bamako à Bougouni. La subversion française s'étendait ainsi jusqu'au Baulé et menaçait les arrières immédiats de l'armée de Sikasso (238). Ceux qui écoutaient ces appels ignoraient, bien entendu, que le capitaine Roiffé, nommé commandant de Siguiri, n'avait pas le droit d'intervenir au-delà du fleuve, et que les Français les abandonneraient à la vengeance de Samori si par malheur ce dernier revenait.

Châtiment du Manding. — Plus au nord, vers Bamako, l'influence française se heurtait toujours à l'hostilité de Māmbi Kèita qui avait rompu le contact depuis qu'il était retiré à Mināmba-Farba. Ce Māsa se jugeait définitivement compromis aux yeux des Français, si bien qu'il repoussa deux avances successives, du moins si nous en croyons Gallieni. Il employait en tous cas sa grande autorité à empêcher ses gens de regagner la rive gauche, où ils cultivaient seulement à la sauvette (239).

Au début de février, Gallieni ordonna à Vallière d'en finir avec Māmbi dès qu'il rentrerait à Bamako, et avant de remonter le fleuve jusqu'à Siguiri. Le 10 février, il envoya à sa rencontre le lieutenant Briquelot, avec un gros convoi (50 mulets, 200 porteurs) pour réquisitionner des vivres (240).

Quand Vallière quitta Bamako, le 22 février, Māmbi avait une fois de plus ordonné d'évacuer la rive nord à son approche, mais le chef de Dègèla, Sutulu Kèita s'y était attardé imprudemment. Il fut surpris le 25 par le lieutenant Bonnacorsi qui marchait en avant-garde avec 30 hommes. Pris en otage avec 15 des siens, Sutulu dénouça les gens de Māmbi, que les lieutenants Bénis et Souleyman Dyang débusquèrent dans les collines de l'Ouest où ils se cachaient (241). Vallière s'était installé dans Kaaba désert et il entreprit alors des « palabres exténuantes » pour repeupler les villages. Quelques familles avaient rejoint les Kèita arrêtés mais elles se montraient « inertes et se récusèrent derrière les ordres du chef ». Vallière menaça en vain de livrer le pays aux Béléri et se décida finalement, conformément aux ordres de Gallieni, à organiser le pays sans Māmbi (242). Il enjoignit au Māsa de rentrer dans les vingt-quatre heures et, n'ayant pas reçu de réponse, il marcha le 6 mars contre Mināmba-Farba. Après avoir traversé le fleuve au gué de Balāsā, il brisa la résistance du village et le détruisit. Māmbi, qui s'enfuit derrière le Fyé, n'allait se soumettre que deux ans plus tard, mais l'effet recherché était obtenu, car la rive gauche se repeupla rapidement. Vallière fit alors venir de Kundu la famille de Mori-Dagbè Kèita dont le frère, Dyola, reçut le commandement de la région tandis qu'un neveu de Māmbi, Yamudu, qui venait de se rallier, était placé à la tête de Kaaba. Sous la protection d'un poste français de dix-sept hommes, la situation se retourna très vite car presque toute la population abandonna la rive droite avant la fin de l'année (243). Satisfait de ce règlement, Vallière avait repris sa route vers l'amont et, le 15 mars, il rencontra Gallieni qui l'attendait à Falama. La colonne étant trop difficile à ravitailler, le commandant supérieur la disloqua aussitôt. Vallière repartit vers Nyagasola et Kita dès le 17, tandis que diverses missions topographiques sillonnaient le pays (244).

La colonne Audéoud. — Gallieni était convaincu d'avoir atteint son but et il s'attendait à la disparition imminente de Samori. Il se décida en conséquence à tenter le coup d'éclat dont il rêvait. Il ordonna le 24 mars à la compagnie Audéoud, forte de 120 fusils, de gagner la côte des Rivières du Sud à travers les Etats de Samori et le Futa-Dyālō (245).

La véritable signification de ce geste mérite d'être soulignée. Gallieni déclare qu'il voulait manifester le droit de la France à utiliser la route de retour la plus courte. Il s'agissait en fait d'une aventure car cette troupe, relativement nombreuse, ne pouvait emporter une quantité suffisante de vivres et allait dépendre des ressources qu'elle réquisitionnerait en marchant. Plat lui-même, d'ailleurs porté à l'activisme, avoue que « sa première pensée fut que cette compagnie aurait peu de chances de remplir sa mission ». Gallieni admet qu'il s'agissait d'un voyage long et périlleux, mais dont le risque était justifié à ses yeux par l'important effet psychologique qu'il en attendait. Il s'agissait évidemment d'appuyer Plat qui n'avait pas encore imposé son traité à l'Almami de Timbo. En envoyant cette forte troupe sans avertissement préalable, et en imposant partout les servitudes de ravitaillement et de portage qu'impliquait son passage, le colonel visait surtout à briser l'orgueil national des Peuls. « Quelle magistrale affirmation de la toute puissance de la France », allait écrire Plat. Ces partenaires, qui signaient en rechignant un vague traité de protectorat, seraient ainsi humiliés et se résigneraient à l'état passif de sujets.

La première partie de la route d'Audéoud lui faisait d'ailleurs traverser les Etats de Samori. Cette irruption militaire, sans aucun préavis, n'avait pas ici pour but de briser un orgueil mais de préparer une succession qu'on croyait imminente. L'échec de l'Almami à Sikasso allait entraîner sa chute et toutes ces terres occidentales deviendraient aussitôt françaises. Si Gallieni n'en avait pas été convaincu, et si la mission d'Audéoud n'avait visé que le Futa-Dyālō, il aurait été inutile de traverser le Tēnkiso dont la colonne pouvait longer la rive gauche jusqu'à Dinguiraye. Cette route était la plus courte et Vittu de Kerraoul allait la suivre quelques semaines plus tard. Mais le colonel venait d'apprendre les nouveaux succès de Tyèba et il voulait être prêt à exploiter la chute de son « allié ». C'est donc vers ses domaines qu'il dirigea Audéoud.

Le capitaine eut besoin de toute la journée du 24 pour transporter ses hommes grâce à quelques pirogues, sur la rive droite du Tēnkiso. Le 25, il entreprit alors de remonter ce fleuve, jusqu'à Bānfara où il rencontra la piste venant de Didi. Audéoud s'engagea alors sur celle-ci, en traversant la vaste zone déserte, qui s'étendait jusqu'au Niger et il rejoignit celui-ci le 1^{er} avril, devant l'énorme village de Nora (Norasuba). Il marcha de là droit à l'Ouest, vers le Baléya, qu'il parcourut dans toute sa largeur, par Bokoro et Sāñyana, puis il atteignit l'Ulada à Nono où il arriva le 5 avril. Il y trouva un accueil particulièrement réservé et n'obtint des porteurs qu'en usant de menaces (246). Le 8 avril il retrouva le Tēnkiso à Tumaniya, puis le 12, il quitta les domaines de Samori en passant par le Boka qui marquait la frontière du Futa-Dyālō.

Audéoud s'était bien gardé d'expulser les agents de Samori et sa marche n'était pas une agression cynique comme l'attaque de Combes. Il avait cependant suggéré à ses hôtes de rompre avec leur maître et cet appel ne fut pas sans effet, malgré le loyalisme des gens de Nora et de Nono. Les premiers allaient se rallier à Siguiri avant la fin d'avril, si bien qu'il est difficile de nier que la France ait violé de façon flagrante le traité de Bisāndugu. Gallieni n'ignorait pas que Samori le respectait scrupuleusement mais il s'estimait en droit de le rompre à sa convenance puisqu'il travaillait dans l'intérêt supérieur de la civilisation française.

Nous ne suivrons pas Audéoud au Futa-Dyālō. Bien qu'il ait vite appris que Plat était hors de danger, il ne cache pas qu'il forma le « séduisant projet de braver en face ces Peuls pleins de morgue et dont la suffisance envers des officiers français dépasse toute borne » (GALLIENI 1891, p. 565). Déjà irrités par l'attitude du lieutenant, les Peuls furent exaspérés par cette intrusion

guerrière. Audéoud alla relancer l'Almami Ibrahim Sori jusqu'à Dāntaba, sur les confins du Labé, mais il fut reçu avec une froideur compréhensible et un conflit armé fut évité de peu. Cette madresse paraît être la source des sentiments anti-français qui allaient caractériser désormais la famille Alfaya et qui culmineront dans le drame de 1896. Gallieni s'était trompé en croyant briser l'orgueil des Peuls, mais il avait dans une certaine mesure réussi en excluant toute perspective de collaboration avec un Etat africain puissant et en rendant nécessaire l'annexion du Futa-Dyalō. Audéoud atteignit la mer le 12 mai à Benty. Son arrivée inattendue permit de consolider la situation branlante des Rivières françaises en mettant fin à la guerre du Tabunsu (247).

Départ de Gallieni. — Entre temps, Gallieni avait quitté définitivement les rives du Niger. Le dimanche 9 avril, à Siguiri, il avait présidé une grande fête qui clôturait dignement son séjour. Les chefs du Burè et du Nuga y coudoyaient ceux de la rive droite, et particulièrement des « gens du Ouasoulou à l'aspect sauvage ». On procéda à des tirs d'artillerie pour pénétrer les assistants de la puissance française et le colonel s'adressa aux chefs venus de l'autre côté du fleuve, à qui il annonça que Samori n'obtiendrait jamais aucune aide des militaires (248).

Dès le lendemain, il prit le chemin du retour et il marcha comme l'année précédente avec la plus grande hâte, en arrivant le 17 à Kita et en liquidant rapidement les affaires pendantes à Kayes, jusqu'au début de mai (249). Quand il rejoignit Saint-Louis, le 3 juin, il y trouva Plat, qui rentrait des Rivières par voie maritime.

Gallieni laissait à Siguiri une forte garnison bien armée et bien approvisionnée (250), sous les ordres du capitaine Roiffé. Il lui avait remis des instructions qui constituent un véritable bréviaire de sa politique envers Samori. Elles étaient simples, car elles visaient essentiellement à soulever par tous les moyens les gens de la rive droite contre l'allié de la France. Si celui-ci disparaissait devant Sikasso, comme on l'espérait, il convenait d'étendre aussitôt l'autorité de Siguiri au-delà du fleuve. Dans le cas contraire, il faudrait attirer les révoltés sur la rive nord, de façon à ne laisser à Samori qu'un pays désert (251).

Le traité avec Tyèba. — Avant de s'embarquer, Gallieni avait d'ailleurs couronné son œuvre politique en signant un traité de protectorat avec le Kénédugu, à un moment où son « protégé », Samori, luttait encore sous les murs de Sikasso. Il suivait ainsi une idée que Combes avait lancée dès 1885, en oubliant que l'Almami était depuis lors devenu un allié.

Les Français avaient appris l'existence du Kénédugu, ou « Canadougou », comme ils écrivaient alors, au début de 1884, à propos des campagnes de Kémé-Brèma sur le Bagoè (252). Ce n'était alors qu'un nom un peu mystérieux, localisé dans une zone entièrement inconnue. Les Français s'y intéressèrent seulement en fin d'année quand ils prirent conscience qu'il s'agissait d'un adversaire assez puissant pour tenir tête à l'Almami.

Ce pays était pourtant lointain et d'accès difficile. Les Etats de Samori et le Fafadugu en fermaient naturellement les frontières, si bien qu'on ne pouvait s'y rendre qu'en traversant les dépendances des Toucouleurs, et les villages anarchiques du Minyānka. En dépit de la vieille alliance qui unissait Amadu et Tyèba il semble d'ailleurs que le fils d'El Hadj Omar ne voyait pas d'un bon œil son ami s'aboucher avec les redoutables Français.

Le 15 mars 1885, Combes suggéra au commandant de Cercle de Bamako de « faire quelque chose de ce côté ». Au moment de lancer son agression contre Samori il était en effet logique qu'il prît contact avec les ennemis de celui-ci. Les émissaires de Delanneau eurent un certain succès puisque deux envoyés de Tyèba se présentèrent en juillet à Bamako. Mais le prestige de Samori était alors grandi par la retraite de Combes, et Tyèba, vaincu à Koloni, ne pensait guère

à prendre l'offensive. Ses agents furent cependant bien accueillis et ils repartirent avec de la poudre, sans compter des encouragements. Il semble d'ailleurs que leur seul but ait été d'observer les Blancs et de mesurer leur puissance.

Quand les Français reprirent le dessus, Tyèba paraît s'être fait à l'idée de traiter avec eux car il pensait sans aucun doute en obtenir des armes. Frey trouva donc à Bamako, au début de mars 1886, une délégation de dix personnes, habilitée à signer un traité d'alliance, et désireuse avant tout d'obtenir un canon. Ces envoyés ne pouvaient pas plus mal tomber, au moment où Frey, pressé de courir sus à Mamadu Lamina, fondait toute sa politique sur l'entente avec Samori. Le commandant supérieur les renvoya les mains vides, mais non sans égards et il recommanda à Tournier de ne pas mêler le « Canadougou » à ses négociations. Il est certain que, dès cet instant, même si les officiers français espéraient collaborer loyalement avec Samori, ils jugeaient qu'il serait de mauvaise politique de laisser annexer Sikasso par leur « protégé ». Cette opinion se transforma en dogme sous Gallieni, mais celui-ci fut d'abord trop soucieux d'obtenir la signature de Bisândugu pour relancer Tyèba. Ce dernier croyait de son côté que les Français soutenaient Samori, si bien qu'il n'était pas soucieux de garder le contact.

C'est le commandant supérieur qui fit les premiers pas en 1888. Les premiers rapports de Binger l'avaient convaincu de la supériorité de Tyèba et il croyait à la chute imminente de son « protégé ». Il envoya donc secrètement le Maure Abd-er-Rahman à Sikasso et le Faama du Kénédugu réagit avec beaucoup d'empressement (253). Dès la fin de mai se présenta à Koulikoro une ambassade comprenant son neveu Bèmbasi-Tyèni, son fils Amadu et le griot Umaru (254). Tyèba n'était nullement dans la position favorable qu'imaginait Binger. Il sentait qu'une nouvelle attaque se préparait et l'approche du major Festing, alors à Bisândugu, lui causait de graves inquiétudes. Dans de telles conditions, la négociation fut facile. Le capitaine Septans, qui commandait Bamako depuis le 21 mai, avait trouvé dans ses archives un projet de traité préparé par Gallieni. Il fut signé sans discussion dès le 18 juin (255).

La position de la France était dès lors ambiguë. Elle venait de s'engager à défendre militairement Tyèba, au moment où son ancien « protégé » mettait plus que jamais le nouveau en danger. Septans fit comprendre aux envoyés qu'il n'était pas question de leur fournir des tirailleurs et il se borna à leur remettre quelques fusils Gras avec des munitions. L'ambassade repartit dès le 16 juillet et traversa à grande peine les états d'Amadu (256).

L'embarras des Français aurait été grand si Samori l'avait emporté. Ils apprirent en août qu'il avait marqué des points, mais ils furent aussitôt réconfortés par la mort de Manigbè-Mori. C'était d'ailleurs l'époque où les agents de Siguri propageaient sur la rive droite la Grande Révolte, et celle-ci eut finalement raison de l'obstination de l'Almami. Le 10 septembre, le commandant de Cerule de Bamako apprit avec joie que Samori, vaincu, battait enfin en retraite (257).

Le danger écarté, le Faama du Kénédugu allait d'ailleurs espacer ses relations avec les Français. Elles ne reprendront qu'en octobre 1889, quand il enverra à Kayes une mission commerciale et qu'Archinard en profitera pour prendre en main la pénétration dans la Boucle du Niger.

Le Soudan de Gallieni. — Le nouveau commandant supérieur allait critiquer âprement les insuffisances du traité de Bamako, qui aurait dû permettre, selon lui, d'éliminer aussitôt Samori. Il est certain que l'issue de la guerre de Sikasso n'en fut pas modifiée. Toute la politique de Gallieni s'était orientée contre l'esprit et la lettre de l'alliance samorienne, mais sa seule aide positive à Tyèba avait été le don de quelques fusils. Ceux-ci n'arrivèrent d'ailleurs que fin juillet, trop tard pour participer aux combats décisifs.

Archinard ne niera pas que Gallieni ait poursuivi le même but que lui-même, c'est-à-dire l'élimination pure et simple de Samori, comme il l'aurait fait pour tout obstacle fermant à la France la boucle du Niger (258). Il lui reprochera seulement d'avoir subordonné l'usage des armes à une politique « un peu subtile », si bien que « ces riches provinces » allaient devenir françaises trop tard, « après que leurs maîtres les aient ruinées ».

On ne saurait chercher un jugement objectif dans ce texte de polémique. Le successeur de Gallieni oubliait que ses brillantes chevauchées auraient été impossibles s'il n'avait pas disposé au départ de la base solide qu'avait construite son prédécesseur. Celui-ci est en effet avant tout l'organisateur du Soudan, mais cet aspect essentiel de son œuvre ne peut être étudié ici. En deux campagnes, avec des moyens médiocres, Gallieni avait transformé un immense territoire inorganique, ravagé, et à demi-désert, en une colonie pacifiée qu'il tenait bien en main et où renaissaient déjà le commerce et l'agriculture. La disparition de Mamadu Lamin et l'extension à la Gambie de l'autorité française coïncidaient avec la reprise des travaux ferroviaires jusqu'à Bafoulabé. Les communications étant dès lors parfaitement sûres, du Sénégal jusqu'à Bamako, la nouvelle métropole du Niger pouvait servir à un nouveau bond en avant. La centralisation était systématisée au niveau des cercles, qui couvraient désormais toute la Colonie, dont le chef imposait ainsi partout sa volonté. Il en résultait une croissance rapide de la fiscalité, qui donnait au Soudan l'espoir d'échapper à la tutelle de Saint-Louis et de Paris, de façon à financer un jour sa propre expansion.

Gallieni avait enfin réussi à réduire l'effroyable mortalité des troupes coloniales en transformant les conditions de transport et de logement des Européens. Il avait mis au point contre Mamadu Lamin la tactique des colonnes mobiles, que Borgnis-Desbordes avait entrevue à Kénéyérou, mais qu'il n'avait pas pu généraliser. Il avait ainsi forgé l'instrument militaire que son successeur ingrat allait employer contre Amadu et Samori et qui allait mener les armées françaises jusqu'au Tchad.

L'erreur de Gallieni. — Archinard a eu tort d'oublier que le Soudan de 1890 n'était pas celui de 1886, et que la nouvelle colonie devait à Gallieni d'avoir affermi sa personnalité. L'homme qu'il accusait d'avoir manqué d'ardeur martiale était justement celui qui avait brisé la politique conciliante de Frey et détruit toute perspective d'entente avec Samori. S'il n'avait pas eu davantage recours à la force, c'est que ses moyens et l'état du pays ne le permettaient pas. Le seul reproche qu'il eût mérité, du point de vue des impérialistes, était d'avoir sous-estimé l'adversaire. Mais ce vice était justement une vertu pour les Troupes de Marine et Archinard allait presque s'en faire une gloire.

Prenant ses désirs pour des réalités, Gallieni croyait en quittant le Niger que sa politique avait assuré la ruine de Samori, et qu'il suffirait désormais de surveiller la dissolution de son Empire. « Je pense, écrit-il dans son rapport, qu'il sera possible, sans augmentations de dépenses, d'étendre très loin notre influence dans la Boucle du Niger. Il est nécessaire de persister dans notre mouvement d'extension et d'encourager Tyèba de manière à ruiner ou à faire disparaître à tout jamais ce Souverain détesté ». Gallieni fera toujours quelques difficultés à reconnaître cette erreur d'appréciation (259).

Elle était pourtant fort excusable, si nous la replaçons dans son appréhension générale des réalités africaines. S'il souhaitait substituer la souveraineté française à celle des Etats africains, c'est que ceux-ci lui paraissaient par nature méprisables et immoraux. Il ne pouvait donc pas comprendre l'enracinement profond du mouvement samorien dans la société Malinké, et il pensait qu'il serait aisé d'éliminer celui qui n'était qu'un « chef nègre », un pillard.

Le « chef nègre » ne disparut pas, car des masses profondes lui restaient fidèles, et l'erreur de Gallieni allait même lui servir d'avertissement salutaire. Elle enlevait en effet à Samori l'illusion, caressée un instant en 1887, qu'il pourrait s'entendre avec les Blancs. Il perdit donc pour toujours confiance en la France, et, comme il se trouvait seul dans un monde d'ennemis, il se consacra exclusivement à survivre aussi longtemps que possible. Il allait parvenir effectivement à tenir dix ans encore, à force d'obstination, d'habileté, de génie.

NOTES

(Chapitre V, section B)

(1) Les crédits nécessaires à l'entretien seront finalement votés le 31 mars 1884, mais la crise de 1885 bouleversera à nouveau toutes les prévisions. Le chantier du chemin de fer ne sera rouvert que par Gallieni, tant bien que mal, en 1888.

(2) Il avait pourtant inauguré la liste des commandants du Haut Fleuve, du 26 janvier au 29 juillet 1880 (ci-dessus, chap. III, A).

(3) L'idée apparaît dans une lettre du colonel, datée du 22 mai 1883, et adressée à Brière de l'Isle. C'est dans cette lettre que Borgnis-Desbordes annonçait pour la première fois son intention de ne pas revenir (reproduite in MENIAUD (1931), p. 196-197). Il ne voulait pas d'autre successeur que Boilève; quand celui-ci, malade, parut un moment incapable d'assumer le commandement de la colonne, Borgnis-Desbordes envisagea en effet de revenir en personne. Le vice-amiral Peyron, ministre de la Marine jusqu'au 6 avril 1885, paraît n'avoir pas attaché grande importance au Sénégal, toute son attention étant requise par l'Extrême-Orient. Il suivit donc les suggestions de Brière de l'Isle, alors inspecteur général adjoint des Troupes coloniales.

Les instructions à Boilève et le rapport sur la campagne 1883-1884 sont conservées à Dakar (*I D. 75*) et à Paris (*A.O.M.-Sénégal-IV-79 bis*). La direction des travaux était, pour la dernière fois confiée à Archinard qui allait rentrer de cette campagne épuisé par la dysenterie et obtenir une affectation métropolitaine. (G. MENIAUD, 1931, pp. 228-232). Des postes provisoires existaient alors à Gomokori et Tambaguina.

(4) Le Boucher, directeur de l'Intérieur du Sénégal, avait assuré l'intérim à la mort de Servatius, mais la fièvre jaune l'avait obligé à mettre en quarantaine à l'île Todd la colonne de Borgnis-Desbordes, qui rentrait du Haut Fleuve. Cet incident ayant servi de prétexte à la démission du Colonel, le ministre désavoua Le Boucher le 8 juillet et celui-ci démissionna aussitôt.

Le colonel Bourdieu, chef du Bureau du Haut Fleuve au Ministère, s'embarqua alors précipitamment pour Saint-Louis où il allait servir de gouverneur intérimaire, en attendant qu'on ait pu trouver un nouveau titulaire. Il remplira ces fonctions du 17 août 1883 au 15 avril 1884. Ce sera le dernier militaire qui ait commandé la vieille colonie.

(5) Sur 400 combattants que comptait la colonne, 70 restèrent hospitalisés à Kayea. Partant le 16 octobre, elle ne quitta Bafoulabé que le 14 janvier, et elle allait trainer à Kita du 15 février au 3 mars. Le colonel séjournera à Bamako du 2 au 24 avril. Sur le chemin du retour, il quittera Kita le 17 mai pour rentrer à Kayea le 7 juin.

(6) Bamako restait fort bien renseigné sur Samori. Son journal signala en février 1884 que Samori soignait une blessure à Sanankoro. On a vu qu'il l'avait reçue au siège de Gbânkundo.

Le capitaine Delanneau prit le commandement de Bamako le 2 juin après le départ de Boilève.

(7) Ruault avait envoyé le 13 juillet un marchand maure pour suggérer de fixer la frontière au fleuve, sous réserve des cantons de la rive droite ayant traité avec la France. Ces « alliés » durent fuir ou capituler dans les jours qui suivirent, et Bamako s'en inquiéta un instant.

En août, Ruault libéra Sirimā Numuys, frère du chef de Bānko (Nuga de Siguiri) qui était emprisonné comme suspect d'espionnage. Il l'envoya à Kémé-Bréma avec mission d'exciter la haine des Samoriens contre les Toucouleurs, et de renouveler les mêmes propositions. Sirimā rentra à Bamako le 14 septembre en déclarant que le frère de Samori avait tenu des propos menaçants pour les Français. Boilève ordonna alors d'en rester là, et le contact ne sera repris qu'en juin 1884, cette fois sur l'initiative de Samori.

(8) Famako résidait habituellement à Sanānkoro (Kifiyékuma, rive droite) et n'était venu à Dégéla que pour appuyer Aminata-Dyara, responsable de la rive ouest.

Le *Journal de Bamako* signale en septembre 1883 que Famako intrigue à Nyamé et Gésola. Le bruit court, en novembre, que Kalasa a demandé l'aide des sofas contre Sibi à peine reconstruit.

Le 9 juin 1884, Delanneau sera saisi d'une plainte de Nafadyi (Balauléni) contre Yamuduba Kamara, nouveau chef de Sibi qui avait capturé des gens de Siratégéla (Koulikoro), réfugiés à Nafadyi depuis l'époque d'El Hadj Omar. Sibi recevra le 16 juin l'ordre de les libérer, et ils rentreront bientôt à Koulikoro.

Le 9 juillet enfin, un tirailleur sera insulté à Kirina, village notoirement pro-samorien (J.P.B.).

(9) Comme on l'a vu plus haut, le « traité » de protectorat de Kangaba était fictif. Māmbi était cependant le premier allié de Samori, celui qui l'avait appelé dans la région, et à ce titre, il savait certainement que les Français le considéraient comme un adversaire. Il montra toujours une certaine liberté d'allure envers les conquérants. En novembre 1883, il se querellait ainsi avec Kémé-Bréma, à qui il refusait de livrer des chevaux pour la colonne de l'Est (J.P.B. 5-12).

En mars, il s'efforcera même d'empêcher ses sujets, enrôlés comme sofas, de suivre le frère de Samori à la guerre de Tyëndugu, sous prétexte qu'il craignait d'être laissé sans protection face aux Français. Samori lui enverra alors cent chevaux et cent captifs pour l'apaiser (J.P.B., 21, 3 et 25-3, 84).

(10) Chacun de ces villages avait une garnison de cent hommes dans un sanyé solide. En février 1884, Dégéla en comptait 400 et son tata était bien entretenu (J.P.B.).

(11) Nyamé surveillait les gros villages du Timako, dont les fractions francophiles avaient émigré à Bamako en novembre (Téma, Dyigidala, Gwānsolo). Un quartier de Nyamé les rejoindra en avril, et le sergent Yaro Kèita sera aussitôt envoyé sur la piste Ginja-Sibi avec une patrouille de 14 hommes (J.P.B., 24-4-84). Nyamé comptait beaucoup pour Samori, car sa garnison observait les monts du Manding vers Kéñyérā en même temps que Sibi, d'où pouvaient déboucher les Français. Tout le reste du Finédugu était en ruines, notamment Kéñyéroba.

Karān couvrait la partie utile du Yèrèbété (Nugani-Kéñyéba). Le nord de ce kafu, de Narāna à Kéñyéma, restait alors désert, car sa population refusait de boire le dégé. Son chef, Bāndyugu Kèita se cachait au Sobara.

Balākumakhana fermait la piste de Nyagasola, et son importance était donc grande. Il ne semble pourtant pas que les sofas y aient séjourné de juin à novembre. Kēndyaba Kèita avait reconstruit Kamalé, non loin de là.

(12) Le capitaine Tournier avec 10 tirailleurs quitta Kundu le 1^{er} avril et marcha vers le Sud à travers le petit Belédugu et les monts du Manding. Premier Européen à traverser le Sobara, il trouva le pays entre Labata et Segelé (chef-lieu du Kéñyéba-Kōngo) ruiné et désert depuis plus d'un an. A Kéñyéro (Kanimbala), Mfali Kèita avait reçu une injonction des sofas et s'apprêtait à fuir dans la montagne. Tournier le rassura et effectivement, Kéñyéro ne sera plus attaqué par les sofas. Tournier rentra par Nyagasola et Kita (A.O.M.-Sénégal-IV-79 - le rapport est à Dakar 1 G 118).

Itinéraire : Kundu (31 mars), Dyala, Sabakoro (près de la gare de Négala), Sidyānkoro, Dyarabata (Ntosomana), Dyuruli (Kanimbala), Sagulé et Sirakoro (Sobara et Kéñyéba-Kōngo), Labata, Koryara (Sobara - Baya-Kongo), Bananinkoro, Nyagasola, Kita (25 avril). Tournier fut mal reçu par les Kèita de Labata que Gallieni punira en 1888.

(13) Quiquandon avait quitté Boilève à Kita le 3 mars. Il arriva le 6 à Nyagasola où régnait l'affolement. Les sofas de Balākumakhana avaient en effet pillé Balamānsaya dans le Yèrèbété, à moins de 50 kilomètres de là et les Malinké voulaient s'enfuir à Kita. A la nouvelle de l'arrivée des Français, les Samoriens se replièrent sur le Niger et Quiquandon réussit à rassurer Nyagasola. La lâcheté des Malinké s'explique par le médiocrité de leur nouveau chef, Kura-Māmbi, qui venait de remplacer son frère Nakané-Māmbi, mort durant l'hivernage. Il se heurtait d'ailleurs à l'opposition de son neveu Mamadi, « dévoué aux Français », qui s'était retiré avec la moitié de la population à Dyalikuru dans le Kéndé.

Non loin de là, Balândugu avait capturé trois émissaires de Balânkumakhana, qui rentraient de Kita.

Le 16 mars, Quiquandon quitta Nyagasola pour Kita et Bamako, où il arriva le 15 avril (rapport à *Daker* 1G 91).

(14) La région ne paraissait pas menacée malgré ses riches mines d'or. Samori n'y avait laissé qu'une faible force, sous les ordres de Sânsomba-Mori Kôndé qui résidait à Masala [253]. Il avait placé des garnisons à Dodula et Kolita dans le Séké, à Farañwaliya et Buguru dans le Bidiga (Boilève). Ce chef était subordonné à Masarâ-Mamadi, de Damiaa Koro, et non à Kémé-Bréma [10].

(15) Le traité ne portait en fait que sur le Bidiga, seul visité par les interprètes de Borgnis-Desbordes, et personne ne s'était engagé, en dehors du chef de Buguru. Mais les Français n'avaient alors qu'une médiocre connaissance de la région et confondaient souvent les trois pays aurifères. C'est ainsi que le journal de Kita situe Séké-Nafadyi dans le Buré.

Le « parti français » était formé exclusivement de notables que les autorités militaires avaient hébergés et encouragés alors qu'ils avaient dû s'exiler à la suite de querelles intestines. Tel était le cas de Naula-Magâ Kamara, frère du chef de Nafadyi, qui s'était installé à Nyagasola en 1883.

(16) Folo-Tyémogho était un gros négociant de Tomala, près de Wolosébugu, et il organisait pour le compte de Kémé-Bréma le commerce avec le Nord [10, 281].

La plus grande partie de ce trafic passait alors par Koulikoro, que les Français n'occupaient pas encore.

La « trêve » se limita à l'arrêt des patrouilles de tirailleurs dans le Manding proche de Bamako où elles ne livraient habituellement aucun combat.

(17) Le commandant Delanneau s'était embarqué sur le « Niger » pour les premiers essais, du 17 au 29 septembre et le bruit avait aussitôt couru dans le Manding que les Français évacuaient Bamako. Leurs alliés à Bânkumana, Krualé et Dyéliba vivaient dans l'inquiétude.

L'occupation de Koulikoro les rassura, et Delanneau s'employa aussitôt à gêner les Samoriens. Le 1^{er} octobre, il ordonna d'arrêter les chevaux destinés à Kémé-Bréma, qui passaient par Krusalé (Manding) et Kayâ (Koulikoro). Samori était de ce fait obligé de s'adresser à ses ennemis Toucouleurs pour commercer avec le Sahel. En décembre, c'est lui-même qui interdixit aux dyula d'aller vendre des chevaux à Tyéba, mais il était en fait incapable de l'empêcher (*J.P.B.*).

(18) Bamako apprend le 4 août que Samori aurait interdit tout mouvement à ses frères (Kémé-Bréma et son alter ego Kémé-Lâsana) et qu'il viendrait lui-même attaquer la ville à la fin de l'hivernage (*J.P.B.*).

En décembre, alors que la menace de Tyéba avait déjà fait refluer dans l'Est toutes les forces disponibles, Delanneau écrit encore que Samori va venir venger son ami Tyékoroba, fusillé à Bamako en 1883.

(19) Le bateau à vapeur était une nouveauté inouïe et il répandait la terreur tout le long du fleuve. Son premier effet fut d'éloigner de ses rives les Toucouleurs d'Amadu qui ne s'y sentaient plus en sûreté. Après avoir battu en juin 1886 Nto, le chef des Bambara du Markadugu, le Sultan termina l'année à Nyamina, où il était encore le 16 février 1885. Il en partira quelques jours plus tard, n'y laissant qu'une faible garnison, et la guerre civile contre ses frères le maintiendra désormais à Nioro. Madani, qui gardait Ségou, ne disposera donc plus de la forte cavalerie qui avait brisé l'offensive de Kémé-Bréma en juillet-août (ci-dessus chap. IV-D).

L'arrivée d'un bateau français sur le Niger avait donc contribué à soulager les Samoriens. Le bruit courra en novembre-décembre que ceux-ci allaient reprendre l'attaque de Ségou en profitant de l'absence d'Amadu. La concentration qu'ils opéraient au même moment contre Tyéba prouve d'ailleurs que cette nouvelle était sans fondement.

(20) Aucune attaque de village n'est signalée, mais seulement quelques razzias. C'est ainsi que le 4 octobre des cavaliers menacent les abords de Dyéliba et Samanyana. Le sergent Maka s'y rend avec dix hommes, mais ne rencontre personne. Le 2 décembre on signale de nouveau que Balamâsaya, dans le Yérébètè, a été pillé mais ce village était alors indépendant des Français. La région de Sibi reste paisible. Le 30 décembre, la garnison Samorienne de Nyamé aurait enlevé un homme près de Digibala, qui n'est pas encore dans l'alliance française, tandis que les sofas de Tème arrêtaient des habitants de Figira qui fuyaient vers Bamako.

Delanneau malade alla passer quelques semaines à Kayes, laissant l'intérim au capitaine Gadioux. Il se plaignit en termes rudes de la passivité des autochtones : « Quelles brutes que ces populations du Manding. Que

Krousalé, Sibi, et autres se défendent en faisant acte de virilité. Ces gens sont abjects à tous points de vue. Quant au Mambi, menacé des deux côtés, il fait assez triste figure ». Le cas de Krina prouve pourtant qu'une grande partie de la population n'était nullement lâche, mais favorable à Samori, en dépit des pillages des sofas.

(21) Kémé-Bréma s'était installé à Kaaba en décembre pour surveiller l'approche de la colonne. La nouvelle des victoires de Tyèba le rappela à Faraba en janvier (*J.P.B.*, entrée du 2 février) et il se consacra dès lors à affronter ce danger nouveau (ci-dessus chap. IV-D).

En janvier, Aminata-Dyara gardait encore 400 sofas et 100 cavaliers à Dégéla, autant à Nyamè et Balanku-makhana. Il n'était plus question de Kara, sans doute évacué. Le 25 janvier, ces sofas venaient de piller Tyémo, près de Nyamè Kényéro au Kanimbala, Fali (non identifié) et Sagélo dans le Subala (Kéñyèba Kongo). Delanneau y vit une menace pour le ravitaillement de Bamako, et ce sera sa seule justification pour l'attaque de Kong. Cette région écartée et isolée du Nord par les monts du Manding, échappait au contrôle des Français depuis la visite de Toumier en avril 1884.

Dyara prit d'ailleurs garde d'éviter Sibi, où ses victimes se réfugiaient, et il ne bougea plus de Nyamè.

La propagande française n'était pourtant pas vaine puisque, le 2 février, nous apprenons que deux villages samoriens proches de Nyamè, Digidala et Tèma, viennent de se réfugier à Sibi. Gwānsolo les avait précédé le 23 janvier.

Le 12 février, on disait que Bankumāna et Krina se fortifiaient mais ce dernier village était notoirement anti-Français. Le 25, presque tous les sofas étaient partis dans l'Est pour combattre Tyèba et il ne restait plus que des garnisons insignifiantes. Et malgré tout, le 22 mars, Bamako se plaindra de la mauvaise volonté de Sibi (*J.P.B.*).

(22) Après le départ de Dyara, au début de mars, les effectifs de la rive gauche étaient réduits à presque rien. Il restait trois sofas à Digidala et huit à Nyamè. Comme l'année précédente, Māmbi, qui craignait les Blancs, s'efforçait d'empêcher les recrues de Kaaba de contre Tyèba. Sur la rive droite il y avait vingt sofas à Figira (*J.P.B.*, 6-3-85).

(23) Le même processus se déroulait plus lentement à l'est du fleuve, en arrière de la zone riveraine, évacuée depuis 1883. Les gens de Baguinta s'y faisaient les agents de l'agitation anti-Samorienne. Réfugiés sur le territoire de Bamako, près de Sale, dont le chef Intyé les appuyait, ils avaient mis des espoirs excessifs dans l'offensive toucouleure de fin d'année. En février, ils formèrent une petite colonne et traversèrent le Niger pour aider les gens de Falani (Kélimbadugu) à fuir sur la rive gauche. Attaqués par quarante sofas de la garnison de Sanānkoro, ils les battirent et firent des prisonniers (*J.P.B.*, 11-2-85). L'un d'eux sera exécuté le 14 à Bamako « en vengeance du sergent européen décapité après Kényèra » (*J.P.B.*, 14-2-85). (Je n'ai trouvé aucune trace de la mort de ce sergent).

Le 14-2-85, la liste des garnisons qui affrontent les Toucouleurs montre qu'elles sont presque aussi maigres que celles de la rive gauche, à l'exception de Kōmbo (100 hommes, chef Lasina) en première ligne, et de Tamala (100 hommes, chef Sorōngé-Sina, centre commercial important à proximité de Wolosébugu), de Konyobila près de Baguinta et Zoho Falani (10 hommes, chef Feri). (Ce qui explique le coup de main). Enfin Kobilé, qui couvrait Kōmbo vers le nord (30 hommes, chef Fadyu), Tadyana (17 hommes, chef Numotū) et Markonya (10).

On ne nous parle pas de Sanānkoro qui devait être évacué, Bamako ayant rejoint Kémé-Bréma.

(24) Le commandant de Cercle de Kita voulant acheter des bœufs, ses envoyés avaient été bien reçus dans le Goro et le Bidiga (ce dernier, cependant, rallié à Samori depuis 1870), mais non dans le Burè, et ils avaient même essuyé des coups de feu à Dalabu (en fait, il s'agit de Dalamba, dans le Séké). Le 21 septembre 1884, le capitaine envoya Mamadou Coumba accompagné de tirailleurs pour occuper le tata de Buguru et « rappeler au Burè le traité ». Mais Buguru est dans le Bidiga et l'expédition s'en vit fermer les portes, si bien qu'elle rentra à Kita sans rien faire (*Dakar 1. G. 126*).

Pressé par les Français, Naulamagā, réfugié à Nyagasola, parvint à faire restituer 16 captifs que son frère le chef de Nafadyi (Séké, et non Burè comme il l'écrit) avait pris à deux dyula de Banānkoro (Kulibali-dugu) « le deuxième Dyula rebuté par nous avait d'ailleurs été se plaindre à Samori, dont l'intervention a sans doute été la plus efficace ». (*J. G. 126, 23-8-84*). C'est tout à fait gratuitement que Boilève accuse Kaaba d'avoir incité Fabu à attaquer Nyagasola.

(25) Cette bande était dirigée par Dyaduba qui avait déserté en 1883 la troupe des auxiliaires français de Mari Siré. Il dirigeait douze hommes et, installé dans le Kéndé, pillait les caravanes allant de Nyagasola au Burè. En no-

vembre, une caravane perdit six tués et quarante-six captifs. Des émissaires de Kita ayant été trouver Dyaduba au village de Kényékru (Sirakoro) pour réclamer les prisonniers, il répondit qu'il pillait au nom de son « droit d'homme libre ». La discussion s'envenima et il fut tué au cours de la rixe qui suivit (I G. 126 - 3-1-85).

(26) Instructions de Peyron à Combes et rapport de la campagne 1884-1885 in : A.O.M.-Sénégal IV - 81.

Dakar (3 B 98), qui ne possède pas les Instructions, détient en plus du rapport les correspondances du gouverneur au commandant supérieur qui sont fort intéressantes.

(27) Il recourt d'abord à des allégations manifestement fausses : « Samori qu'on croyait être resté dans une position d'expectative à notre égard en 1883 a au contraire gagné du terrain... Il annonce son intention d'aller à Kita, voire à Bafoulabé... le capitaine Chanteaume (qui construisait Nyagasola) trouvait son voisinage gênant et me demanda la permission d'aller en avant. Je refusai en raison de nos forces insuffisantes... » « Les instructions semblaient ne pas s'opposer formellement à une opération sûre. Elles ne condamnent pas nettement le principe de la marche en avant, mais invoquent des considérations budgétaires... Elles admettent la défense de vos alliés du Bélé-dougou contre les Toucouleurs et j'ai pensé qu'on pouvait étendre ce principe à tous nos alliés... ». Il fallait profiter de l'occasion pour rejeter l'ennemi (?) (Ce point d'interrogation est de la main de Faidherbe qui cite cette phrase) de l'autre côté du Niger et châtier le chef de Kangaba (Kaaba) coupable d'avoir amené Samori sur la rive gauche ».

Ce document est affligeant. Ces « alliés » qu'on veut défendre sont évidemment Māmbi, qui est qualifié un peu plus bas de traître, et le Buré, où la « protection » de Combes réussira seulement à compromettre la minorité anti-samorienne, avant de la laisser massacrer.

(28) FAIDHERBE (1889, p. 38). L'historiographie coloniale, dont le beau livre de MENIAUD (1931) est le modèle, n'a d'ailleurs pas suivi Combes dans ses essais de justification. « Tenté par des circonstances aussi favorables, peut-être aussi par la curiosité de voir de près ces terres aurifères dont la richesse était légendaire, Combes se mit à parcourir le Buré » (I, p. 235). Même son de cloche du Général DUBOC (1938, p. 111). De leur point de vue, il est inutile de justifier l'agression contre une souveraineté barbare, et per essence criminelle et illégitime. On préférera cette position franche aux instructions ministérielles que recevra Frey. Après avoir proclamé que le but de la France était de pacifier le Haut Sénégal et non de faire des conquêtes, celles-ci ajoutaient : « L'agression de Samori nous contraint à modifier notre attitude » - (A.O.M. Sénégal IV - 84). Quant à MEVIL (1899) sa présentation des choses est assez extraordinaire ». Samori... prenait ses dispositions afin d'étendre son action jusqu'au Haut Sénégal... L'année suivante, le commandant Combes reçut encore l'ordre d'agir pacifiquement. Aux mois de mars et avril il parcourut le Bouré, le Sieké et le Manding... Il passa le Niger à Kāngaba et détruisit deux villages hostiles ».

Des affirmations encore plus surprenantes se trouvent dans un ouvrage qui prétend au sérieux, la grande « Histoire Militaire de l'A.O.F. » (1932) : « L'Almami en a profité pour pousser ses bandes vers le nord-ouest, vers Nyagasola et Kita, et installa une garnison de sofas à Sibi, aux portes de Bamako. Sous l'empire de la terreur et découragées par la faiblesse de l'autorité française, certaines populations font défection... Sentant la situation devenir de jour en jour plus critique, Combes, interprétant très largement les instructions reçues... décide d'agir vigoureusement pour... ramener à nous les populations qui ont fait défection » (p. 306). L'auteur n'hésite pas à parler du « discrédit dans lequel la politique suivie depuis 1883 a fait tomber le Haut Fleuve » (p. 320). Il juge donc que la situation tragique de 1885 n'est pas l'effet de la légèreté de Combes mais de la faiblesse de Boilève.

N'insistons pas sur ce tissu d'erreurs, qui est emprunté à Gâtelet, mais l'auteur, qui écrivait trente ans plus tard, n'avait pas les mêmes excuses. Sibi n'a jamais été aux mains des sofas après 1883.

Dans « Par Vocation », publié en 1905, PEROZ avait d'ailleurs tenté une nouvelle justification de Combes au nom du danger anglais : « Si le commandant Combes, comme son prédécesseur le colonel Boilève, et ses instructions le lui prescrivaient, avait évité avec soin tout contact avec les troupes de Samori, les Anglais fortement établis en Sierra Leone auraient absorbé facilement, au moins diplomatiquement, l'Empire du conquérant noir. Toute possibilité de pénétration dans l'intérieur nous eût été à jamais interdite » (p. 317). L'étude de la politique impériale de Londres prouve que cette justification ne vaut rien (ci-dessus, chap. V, A). Frey l'avait d'ailleurs dénoncée avec force dès 1899. Quand on pense à l'usage que Paris fera, contre la Sierra Leone, des traités avec Samori, on pourrait plutôt parler de danger français.

(28) Il reste à l'honneur de Péroz de n'avoir pas grossièrement travesti les faits et d'avoir défendu un ancien chef qui l'avait distingué. Jeune sous-lieutenant, arrivant de France sur l'« Européen » au début de 1884, il avait été choisi par Combes pour son état-major, et il le suivit à Saint-Louis, comme secrétaire, pendant l'hivernage. Il faillit d'ailleurs y périr d'une bilieuse.

(29) Le vieux mythe français des « frontières naturelles » a naturellement joué son rôle à l'ère de l'impérialisme colonial. Selon Borgnis-Desbordes, Siguiri était nécessaire car il couvrirait le Soudan en lui assurant « la frontière du Tinkisso ».

(30) Combes enverra ses propositions le 26 avril au lendemain de son entrée à Bamako. Le gouverneur lui répondra le 30 mai en le félicitant de ses succès militaires mais en annonçant qu'il avait transmis à Paris un plan de campagne limité à l'occupation de Siguiri et d'une base navale vers Koulikoro : « Vos propositions d'attaquer de front les Toucouleurs seraient de bien graves conséquences, je pense que nous obtiendrons davantage par traité que par des combats douteux, car les conditions ont changé. Les chefs ont vu nos troupes et nos forts, ils ont eu peur et compris que notre établissement est définitif... Ahmadou et Samori reconnaissent leur impuissance, je ne serais pas étonné de les voir entrer en négociations, ce qui rendrait la paix à ce malheureux pays... Il est nécessaire d'avoir recours à la diplomatie qui nous procurera à moindre frais ce que nous voulons, c'est-à-dire le protectorat sur les Bambaras et Toucouleurs... Il ne faut pas avoir des exigences supérieures à nos moyens d'action. Vous avez été trop loin en interdisant à Koulikoro toute communication entre les rives du Niger. En changeant brutalement les habitudes, nous nous ferons mal voir... Il est nécessaire de revenir à une politique prudente et amicale. Les circonstances jusqu'ici nous ont servi mais je tiens à ce qu'on cherche le plus tôt possible à entrer en relation avec Ahmadou et Samori. Je ne veux pas examiner l'opportunité plus ou moins grande de ce qui a été fait. Ce qui est fait est fait, il est trop tard pour reculer » (Dakar 3 B 98).

(31) La campagne de 1884-1885 a été étudiée à plusieurs reprises. Elle a même fait l'objet d'un roman populaire (LEONNEC, 1931). Je ne l'exposerai donc pas en détail, mais je m'attacherai à donner le point de vue africain et à relever les erreurs d'interprétation. Le rapport de Combes est évidemment la base de tout travail sérieux. Le récit le plus vivant, mais à suivre avec précaution, est celui de PÉROZ (1890). Ce même auteur donne des compléments essentiels dans « *Par vocation* » (1908).

L'exposé le plus détaillé, bien qu'entaché de parti-pris et d'étonnantes erreurs de fait, est celui de l'*Histoire Militaire de l'A.O.F.* (1931, pp. 306 à 320). Il se contente souvent de copier GATELET (1901, pp. 58 à 66). MENIAUD (1931) donne un résumé bref et vivant, mais lui aussi n'est pas à l'abri d'erreurs et surtout de jugements tendancieux (I, p. 233 à 242).

(32) Cette date est donnée par PÉROZ (1891). Le rapport sur les travaux n'a pas été retrouvé. Chanteaume avait dû arriver vers le 20 janvier, ayant quitté Kita le 10. Ces basses besognes le privaient de la gloire du sabre et il en souffrait. Aussi demanda-t-il à attaquer les Samoriens dont le « voisinage » le gênait : les plus proches, dans le Bidiga, étaient en effet à 80 kilomètres.

(33) Péroz avait huit tirailleurs. Sa mission peut être reconstituée par les renseignements qu'il fournit dans « *Par vocation* » (1905) et le rapport sec et schématique qui figure aux Archives d'Outre-Mer. (A.O.M. - Sénégal - IV-81).

(33) Le chef du Bafin, Sago Bamaka, ce beau vieillard à figure franche et sympathique qui avait signé avec Bonnier, le 14 décembre 1882, un traité de protectorat (*La France en A.O.*, p. 280) s'était vite lassé des exigences françaises. Il avait quitté son village de Gâfâ, sur le gué du fleuve et s'était retiré dans l'Ouest à Sândinyâ d'où il refusait toute relation avec les Blancs. On accusait son fils, Kani Musa, de piller les caravanes et on lui reprochait surtout de soutenir les Toucouleurs de Kundyâ. Péroz, quitta Badumbé le 9 février, fut renforcé à Eléba par les auxiliaires de Mari-Sirê et régla divers palabres en route avant d'arriver le 18 à Kényéba. Sago Bamaka ayant refusé de se présenter, Péroz passa le 19 le gué de Gâfâ et détruisit jusqu'au 24 tous les villages de la rive gauche. Il s'arrêta à Nantèla, près de Kundyâ. Sago-Bamaka, réfugié dans les montagnes fit alors sa soumission et promit d'indemniser les dyula pillés (27).

Vingt ans plus tard, dans « *Par vocation* », PÉROZ publiera un récit légèrement divergent. C'est à Sândinyâ, après avoir traversé le fleuve, que Sago Bamaka lui aurait ordonné de s'en retourner. Le chef du Bafin aurait ensuite tenté de l'empoisonner et Péroz se serait désintoxiqué en buvant de grandes quantités de lait. Il enleva alors le fils de Sago Bamaka, et abattit un vautour en présence du jeune homme. Terrifié par la précision des armes des Blancs, celui-ci s'offrit comme guide et décida son père à se soumettre. Ce roman d'aventures est un peu inquiétant quand on connaît l'imagination de Péroz. Il paraît préférable de s'en tenir au rapport qui est à peu près confirmé par la tradition orale. Sago Bamaka, ou plutôt Saraba-Magâ Dèmbélé, rendons-lui son vrai nom, se vit abandonner par les villageois de l'Est, qui reçurent bien Péroz. Il n'allait pas manquer de s'en venger.

Le Sulu, allié du vieil ennemi des Toucouleurs, Garâ, chef du Bambuk, n'avait pas fait défection et fut épargné.

Péroz repassa le fleuve le 28 février et rentra par le Gāngarā (Madina, 1^{er} mars, Nyénigo le 5), le Banyakadugu (Bonyanibaya le 8), le Gadugu (Dyokofi le 11) [Diougoufing in A.O.F. - Sirakoro], Maghana (Mekanakoro) le 12, Galé le 13, Bendugu le 15, franchissement du Bakoy le 16, Nyagasola le 19 (rapport Péroz : A.O.M. Sénégal IV - 81).

Cette « exécution » contribua sans doute au ralliement enthousiaste du Bafiñ à Samori. Mais on ne saurait négliger la colère causée par les exigences croissantes du colonisateur : « Nos protégés, dit Combes, se considèrent comme déliés. En fait, ils l' (Samori) attendaient et l'ont vu venir d'un bon œil. Ils n'obéissaient à nous que par la crainte » (rapport). Cet aveu vaut d'être noté.

(34) En quittant Kayes, Combes avait envoyé à Delanneau l'ordre d'interdire tout commerce entre les deux rives du fleuve jusqu'à Koulikoro. Il s'agissait évidemment d'une mesure de pression économique contre Samori, bien que le prétexte invoqué fût l'espionnage auquel se livraient les dyula.

(35) Combes reconnaît ici pour la première fois que la France n'avait aucun droit antérieur sur le Burè, qu'il distingue enfin du Bidiga. Il veut : 1^o) Faire évacuer le Séké et le Bidiga Sakala (oriental, Burugu) avec qui nous avons traité (1881) ; 2^o) « Protéger » le Goro et le Bidiga Sanenkourouia (= Saniñkurula : occidental) à la veille d'être occupés. (En fait de « protection », ce dernier pays, rallié à Samori depuis 1879 et loyaliste à son égard, allait recevoir Péroz à coups de fusils bien qu'il ne fût occupé par aucune garnison de sofas) ; 3^o) Placer sous notre influence le Burè (il ne l'était donc pas, mais soumis à Samori depuis six ans) ; 4^o) Punir Māmbi, traître et parjure qui a toujours poussé Fabu contre nous (on a vu ce qu'il faut penser du traité de 1881) ; 5^o) Défendre la partie du Sindugu non encore prise, venger Narèna et Kéniéto-Fali (aucune attaque des sofas n'avait eu lieu contre le Sindugu (Sibi) ni les deux autres villages depuis 1883. Narèna n'avait pas de traité avec la France et Kényéto avait seulement été contacté par Tournier) (Rapport).

(36) Le chef coutumier était Dyaté Kamara que Samori avait remplacé en 1870 par Duba-Malè. Celui-ci, arrêté en 1887, mourra en prison à Nyagasola. PÉROZ donne un récit détaillé de l'affaire dans « Au Soudan Français » (1891, pp. 431-435). Le combat aurait coûté à l'adversaire 52 tués et 91 blessés, lui-même perdant 7 blessés. Mais en 1905, il écrit que ses adversaires ont « perdu 93 hommes » et lui-même 2. Cette variation interdit de prendre ces chiffres au sérieux.

(37) Donc, 80 kilomètres en avant de Nyagasola que ses instructions lui donnaient comme limite. La 4^{me} compagnie (Louvel) comptait les lieutenants Dargelos et Bonnard, ainsi que le lieutenant indigène Dyang ; le convoi de matériel nécessaire à la construction du poste de Nafadyi quitta Nyagasola le 24 sous l'escorte du lieutenant Bonnard.

(38) La plus grande partie de la population du Séké avait été déportée en hâte à l'approche des Français, par le chef somorien Sānsomba-Mori. Les gens d'Uduia, Mānsala, et Nafadyi furent installés à Balāndugu dans le Minidyā (actuellement Nuga, rive droite à la frontière guinéo-malienne).

Hawamagā s'enfuit à l'approche des Samoriens et ne rentrera qu'après le traité de Kéñyébakura (1887). Samori autorisera les déportés de Balāndugu à revenir avant l'hivernage de 1886, sur l'intervention d'un griot de Nafadyi, Dyōntamadi Dyubaté (fondateur de Burémfé). Ce dernier exerçait une forte influence au profit de l'Al-mami, comme le Sanusi Turé dont nous parlera Péroz. Le Séké ne se ralliera réellement aux Français qu'en 1887, après le traité de Bisāndugu. Le mépris de Combes pour les autorités coutumières au profit d'un clientèle servile, a créé des rancœurs encore vivantes.

MENIAUD (1931, p. 236) présente de façon curieuse les effets de cette politique : « Combes apprit... que certains chefs du Bouré et du Siéké, jaloux de l'amitié particulière témoignée à d'autres chefs (lesquels ?) avaient envoyé des émissaires à Samori pour le prier de revenir aussitôt que possible réoccuper leur territoire ». Le parti samorien ne pouvait avoir d'autre désir. Il se voyait soudain déchu alors qu'il était incontestablement majoritaire.

Didi était resté en dehors de l'action de Combes. Ce sera jusqu'en avril le refuge des Samoriens. Nana-Fali était leur inspirateur et il ne se ralliera aux Français qu'en 1888, quand Gallieni aura la sagesse de le traiter avec égards.

(39) Le 9, entre Sètigiya et Sigui, Combes avait fait étape à Balato. Il y apprit que Keimba Megasuba s'était retiré derrière le fleuve, au hameau de Fodulé-Bugufé, derrière le débarcadère de Somonobugu. Le chef du Nuga allait y demeurer jusqu'à l'arrivée de Gallieni en 1888.

« Ce pays payait l'impôt à Samori, il se soumit à moi. J'acceptai sans traité et, au cours de la cérémonie de prise de possession, je déployai le drapeau tricolore ». Il paraît au contraire certain qu'aucun notable important ne se soumit, ce qui explique qu'il n'y ait pas eu de traité. Ce qui explique aussi l'ignorance de Combes s'imaginant que Siguiri faisait partie du Dyuma.

Le soir même, le commandant alla d'ailleurs visiter le premier village du Dyuma, Tigibéri, qui se trouve en deçà du confluent du Ténkiso. Son chef, Fakaba, avait fui sur l'autre rive, à Gbendibidu, hameau de Togi-Fiñ. Les Français mirent leurs deux pièces en batterie et bombardèrent Kényéba-Koro, derrière le fleuve, où s'entassaient les réfugiés. Telle est sans doute la source des erreurs de Gatelet et Méniaud, qui écrivent que Combes traversa le fleuve « pour brûler les villages hostiles ». Le commandant ne fit rien de tel, mais il remonta le Ténkiso sur cinq kilomètres pour terminer dignement sa reconnaissance. Il arriva le 11 à Falama où le capitaine Prisette le rejoignit avec la colonne de ravitaillement.

(40) Delanneau était pressé par Bānkumana (= Sēndugu), Gwānsolo, Samalofira (Yèrèbètè), les ruines de Nārèna et Balānkumakhana. Harmand avait lentement contourné les montagnes par Bananinkoro, Balāndugu et Kamalé, où le chef, Kēndya-Daba l'avait reçu avec plaisir.

Après sa jonction avec Harmand, Delanneau marcha par Nugani, où il était le 13 avril, et Kényéba (Yèrèbètè) le 14, où les sofas fuirent au premier coup de canon.

(41) Mināmba-Farba, hameau de culture traditionnel de la lignée de Māmbi, est situé 30 kilomètres au sud de Kaaba sur la rive droite [Faraba in A.O.F. - Faraba]. Le rapport de Combes nous dit que les sofas étaient concentrés à Dara, Faraba et Figira, mais il s'agit bien entendu de Tyakadugu Faraba. En l'absence de Kémé-Bréma, la charge de la défense incombait à Masé-Mamadi. Il se porta à Nyamé, sur la rive ouest, après le passage de Delanneau, mais il se retira précipitamment à l'annonce de la prise de Figira (J.P.B., 14 mai).

(42) La population de Figira et Maninkura se replia avec la colonne et s'installa à Dyola et Fuladugu, sur le territoire de Bamako. Ces gens iront occuper Karaba en 1888, et reviendront dans leurs villages en 1894. Il ne s'agit pas cependant de toute la population, mais seulement des partisans de Dyola Kèita, toujours réfugiés à Kita. Les partisans de Bè suivront Samori jusqu'en 1893.

Telle est la seule traversée du fleuve qu'ait effectuée Combes, contrairement à ce qu'affirme Gatelet.

Il est également inexact que Louvel soit resté en garnison à Kaaba après le départ de Combes.

Il est enfin impossible que Kémé-Bréma se soit trouvé en personne à Figira, comme l'écrit le commandant.

(43) Le 19 à Dégéla il observa la force du tata, évacué depuis plusieurs jours, et se félicita de n'avoir pas eu à l'attaquer. Dès son arrivée à Bamako, il envoya à Nyagasola Péroz qui en prit le commandement au début de mai.

(44) Samori avait été surpris par l'attaque de Combes, que rien ne permettait de prévoir [5, 10]. Il surveilla du moins au jour le jour la marche de la colonne, dont il connaissait l'effectif exact depuis Kayes, comme FREY nous le confirme (1888, p. 135).

(45) Le 9 mai, Fabu rentra à Faraba en revenant de Fanu où il avait battu Tyèba fin avril. Dès le 10, les habitants de Kangaba (Kaaba) réoccupèrent le village, mais Māmbi n'était pas avec eux (J.P.B.).

Le 14, Fabu poussa la population à réoccuper la rive gauche, mais n'y envoya pas encore de sofas. Nyame lui reprochait de l'avoir abandonné aux Blancs et refoula ses émissaires. Fabu concentra son armée à Faraba, mais il avait reçu l'ordre d'attendre Samori, qui avait quitté Bisāndugu fin avril. Le 27 mai enfin, un sofa déserteur déclara que Samori se trouvait à Kényéba avec une nombreuse armée comprenant mille cavaliers et qu'il aurait donné rendez-vous à Febu pour marcher sur Bamako. A cette date, Combes était déjà sur le chemin du retour et croyait encore que les Samoriens, battus par Tyèba, refluaient vers le Niger sans aucune intention de combattre les Français. L'expression anglaise de *wishful thinking* peut seule rendre compte d'un tel état d'esprit.

(46) La réaction de Combes serait honorable si elle était dictée par la volonté de protéger à tout prix les villages francophiles qu'il venait de compromettre sans retour. Effectivement, la retraite de Louvel avait causé de l'affolement à Buguru, Sétigiya et Kolita qui fuyaient en hâte. La réoccupation de Nafadyi mit en confiance les gens de Sétigiya qui renoncèrent à émigrer, ce qui allait les vouer au massacre. La suite des événements montre que les ordres de Combes étaient déterminés uniquement par son refus d'admettre qu'il puisse y avoir un danger.

Il est étonnant qu'il ose écrire dans son rapport : « ...Le manque de sang-froid de Louvel a tout compromis. A ce moment, pas un aofa n'avait franchi le fleuve ». Le fait est exact, mais Samori savait depuis plusieurs jours que Nafadyi était réoccupé, quand il lança son offensive, les 27 et 28 mai. Il est clair qu'il attendait le départ de Combes. Comment celui-ci peut-il insinuer que l'attaque ennemie n'aurait pas eu lieu sans la manœuvre de Louvel, qui est antérieure de 15 jours ?

Ajoutons que Louvel était chargé de réquisitionner le plus grand nombre possible de manœuvres et de les diriger sur Nyagasola pour les travaux du fort, ce qui, au témoignage de Péroz, créait des incidents constants et mécontentait la population. Buguru était pourvu d'un tata solide et facile à défendre. Pourquoi donc avoir choisi le site intenable de Nafadyi ?

La façon dont l'*Histoire Militaire*, copiant GATELET, expose ces événements les rend parfaitement incompréhensibles. Elle nous apprend que « tandis que... Louvel reprend le chemin de Nyagasola (pourquoi?)... L'armée de Samori rassemblée en hâte, traverse le Niger et marche sur Nafadyi. Combes, prévenu envoie à Louvel l'ordre de réoccuper ce point... » (p. 307).

Chez MENIAUD, même fantaisie. « Le 19 mai (?), comme les vivres se faisaient rares (d'où vient ce renseignement?), le capitaine (Louvel) décida de rejoindre Nyagasola... L'annonce que Samori allait traverser le Niger déterminait le commandant Combes à envoyer l'ordre à Louvel de faire réoccuper Nafadyi » (p. 237).

Il est impossible de travestir davantage les attitudes de Combes et de Louvel. Peut-être s'agit-il de laver celui-ci de l'accusation de manque de sang-froid. La glorieuse défense de Nafadyi devrait y suffire. Comme ces précautions sont le fait du seul Péroz, il paraît clair qu'aucun de ces auteurs n'a consulté le rapport de Combes ni sa correspondance avec Seignac-Lesseps.

(47) MéniAUD place au 25 mai la réoccupation de Nafadyi, mais ce n'est qu'une déduction, fondée sur la date du 19 mai qui est selon Péroz celle de l'évacuation. Or, ce renseignement est faux. L'évacuation ne peut guère être postérieure au 10 mai, puisque Combes l'apprit le 14 à Bamako et la réoccupation ne peut être postérieure au 18. Malheureusement, le commandant ne donne guère de précisions sur les opérations de Louvel et je n'ai pas trouvé trace des rapports de celui-ci. Nous sommes donc réduits à suivre Péroz, en dépit de sa tendance redoutable à la fantaisie. Il paraît d'ailleurs digne de confiance quand il est témoin oculaire, et ses rapports officiels de Nyagasola sont remarquables par leur sobriété (*Dakar, 1 D 79*).

(48) PEROZ reconnaît que, même à Sétigya, l'unique village francophile du Burè, une bonne moitié des habitants soutenait Samori (1889, p. 266). Leurs palabres tumultueux gênaient Bonnard. Quant à Nāndamegā, « Nous l'avions abandonné, nous Français, qui l'avions fait Roi contre la volonté des siens. Alors, que pouvait-il espérer ? » (p. 271). Il reçut Bonnard étendu, inerte, sur son tata et il n'en bougea pas jusqu'à l'arrivée des sofas qui le décapitèrent sans résistance. Sétigya sera aussitôt reconstruit par le parti samorien, mais les ossements du chef et de ses partisans se verront refuser toute sépulture, pour l'exemple. Gallieni les trouva en 1888, abandonnés sur la plaine au sud du village et les fera enterrer. Ils étaient environ deux cents. Gallieni était d'ailleurs fort mal renseigné sur ces événements. « Les habitants de ce village avaient imploré l'aide des Français qui construisaient alors Nyagasola. Ceux-ci n'avaient pu se rendre à leur appel. Samori, informé du fait, était accouru avec ses eol-dats ».

(49) Le Komodoko est situé à Kooma (Bidiga ouest) par MENIAUD. C'est une erreur peu explicable, car les rapports sont parfaitement clairs. Ce marigot figure d'ailleurs correctement orthographié sur la carte au 1/200.000^e [*Siguiri*].

Il est difficile de savoir à combien d'assaillants se heurtaient les 100 hommes de Louvel. L'effectif de cinq mille dont font état les rapports est arbitraire et ne vaut de toute façon, que pour la fraction du Foroba qui allait assiéger Nafadyi. Il est vraisemblable que le 31 mai, seule l'avant-garde a donné. Sa supériorité numérique n'en était pas moins écrasante, et ses pertes furent assurément très lourdes. Beaucoup d'hommes trouvèrent la mort au fond du marigot où ils s'entassaient, incapables d'escalader les berges abruptes tandis que les salves les décimaient.

On trouvera un récit détaillé de ce combat dans PEROZ (1889, pp. 273-289). Ce n'est malheureusement pas un témoignage oculaire, et cette littérature épique éveille la méfiance. Que penser de la destruction de la « fanfare samorienne » qui jouait au fond du marigot... » enfoncée dans la vase jusqu'au ventre et ne prenant aucune part aux émotions de la lutte ? Faut-il croire à cette majestueuse apparition de Samori : « En avant, dans une im-

mobilité de statue les bras croisés, un large manteau de peau de léopard, jeté sur les épaules, la taille ceinte de l'écharpe rouge, insigne de sa valeur, se dressait, superbe sous son haut casque de cauries le chef de Gankouma ». (= Gbankundo !). L'ennui est que Samori se trouvait précisément, à ce moment, à Kântinyā et que le combat, selon la tradition, fut dirigé par Manigbè-Mori.

Si le personnage épique que nous venons d'évoquer n'est pas une pure invention de Péroz, ce devait être un griot quelconque. Il est en effet inconcevable que l'Almami, ou même un chef militaire de quelque importance se soit coiffé d'un casque de cauries.

(50) Les « francophiles » de Buguru, dirigés par Kolônka-Tumani, échappèrent au sort de Sétigiya en fuyant à Nabu (Goro). Tumani trouvera la mort un mois plus tard, quand Manigbè Mori prendra ce village, et les survivants se disperseront chez les Dyalonké du Kulo. Ils ne reviendront qu'en 1887.

Quant à ceux de Kolita (Séké), avec Hawamānga, ils gagnèrent Nyagasola où ils allaient être décimés par une famine effroyable durant l'hivernage.

(51) Quand Péroz, que suivent les auteurs plus récents, nous dit qu'après le Komodo il aurait suffi d'un effort pour rejeter Samori derrière le Niger, il n'est pas sérieux. Le beau succès tactique de Louvel ne changeait rien à son isolement. L'efficacité de ses armes avait surpris le Foroba, qui n'avait guère combattu les Blancs, contrairement à l'armée de Faraba. Péroz lui-même nous dit qu'au même moment le gros des Samoriens marchait vers Farānwaliya et au nord du Buguru, en direction du Séké, couverts par un rideau de cavalerie. Ils pouvaient à tout moment surprendre la section Dargelos à Nafadyi et enlever dans le dos de Louvel ses derniers stocks de munitions. En ce cas, il aurait été perdu.

(52) Nafadyi possédait un assez large glacis vers l'ouest, mais, dans l'est, les contreforts de la montagne et un marigot boisé permettaient d'en approcher aisément. Des éléments de la muraille étaient encore visibles en 1958.

(53) On trouvera un récit très vivant du siège, dans PEROZ (1889, pp. 290 à 302). La compagnie Louvel, rassemblée, s'élevait à 125 hommes, avec deux pièces de montagne.

(54) Combes était arrivé le 27 mai à Kundu. Il prétend qu'il envoya le 1^{er} juin à Louvel l'ordre de se replier sur Nyagasola. Il était bien tard. Averti le 3, il partit le jour même à travers les déserts de l'Arbale et du Birgo, par Makono et Kokuruni. Cela fait environ 50 kilomètres par jour et non 75 comme l'écrit Péroz. Il arriva le 5 au soir. Comme Péroz avait annoncé qu'il partirait le 6, nous le prenons ici encore en flagrant délit de dramatisation. Il nous dit en effet que, la nuit tombée, il attendait le coucher de la lune pour partir, quand il entendit un bruit de pas et vit le point rouge de la cigarette de Combes (PEROZ, 1905, p. 340). En fait, les 72 hommes envoyés en renfort de Kita arrivèrent le 6, après Combes, qui n'avait qu'une escorte de 21 hommes et 15 spahis.

Péroz se contredit une fois de plus sur les détails. Dans « *Au Soudan Français* » il dit que tous les courriers de Louvel avaient été tués par les Samoriens mais que, « connaissant les lieux de longue date », il avait senti la catastrophe et averti Combes. Dans « *Par Vocation* » il nous décrit l'arrivée « de deux courriers ensanglantés de Nafadyi » (le 2 juin).

(55) Malgré son énergie coutumière, il me sembla écrasé par la gravité des événements. Il jugeait la situation désespérée, sans issue. Il venait simplement mourir avec nous. Il payerait ainsi correctement de sa vie l'erreur commise en se refusant à admettre comme possible les événements que Louvel et moi lui avions plusieurs fois présentés comme certains » (PEROZ, 1905, p. 345).

(56) Combes rapporte très brièvement ces opérations dans son rapport, mais PEROZ (1891, pp. 305 à 317) reproduit le journal de marche de la colonne de secours. L'original de ce document paraît perdu, il ne figure ni dans le fonds Nyagasola de Dakar (3 B 98) ni aux A.O.M. Laisant Nyagasola sous les ordres de Chanteaume, Combes partait avec un canon, 15 spahis (lieutenant Prost) et 112 Tirailleurs (Péroz, avec deux lieutenants indigènes : Alakamessa et Yoro Coumba), enfin 15 soldats d'infanterie de Marine (lieutenant Nicolas). 40 Malinké de Nyagasola leur servaient d'auxiliaires. Après s'être dissimulés dans la galerie forestière du Kokoro (nuit du 7 au 8), ils avancèrent à marche forcée jusqu'à Farabalé (8 juin). Ensuite, le 9, ils traversèrent la zone déserte à l'est de l'actuelle route de Nyagasola (étapes au marigot Bumako et Bukéfulako = Moribaya). Le 10, ils escaladèrent la montagne au-dessus de Kolita et rompirent de vive force la ligne d'investissement. La contre-attaque samorienne, qui suivit, fut brisée, pendant que Louvel occupait les ruines du village. Combes se mit aussitôt en retraite vers le Nord, combattant sans arrêt sur les flancs escarpés du Mansalakuru (Kolita, Bukéfulo marigot Kofulendi, col de Kisolé), jusqu'à Udula.

(57) Le 11, combats à Bumako [Kyéko in A.O.F.-Siguiri] Kurako, Tamba et Tamba Kurako [Kourako in A.O.F. Siguiri]. Camp à Farbalé (Kéndé). Le 12 ils forcèrent successivement les affluents du Kyéko sur le versant ouest du Mont Farbalé, pendant que l'arrière-garde était serrée de près. La colonne, formée en carré, parvint à percer la masse humaine qui l'encerclait dans la plaine de Dugunkoto (c'est la plaine de la Tansa, autour de Kurubala [A.O.F. Sirakoro]. Alakamea et Péroz durent charger à la baïonnette pour dégager le carré. Après une halte à Kinyékuru, la colonne se retrancha pour la nuit dans Dyalikuru. La pluie était si forte qu'elle y demeura durant la journée du 13.

(58) Le journal du poste de Bamako signale le 5 juin qu'il a passé le fleuve. Le 11 juin, il indique que Nyamé, qui a refusé de recevoir les sofas et a été évacué à leur approche, vient d'être réoccupé. A cette date, l'armée était donc déjà dans l'Ouest.

Kémé-Bréma qui était passé plus au sud, réoccupa Balānkumakhana, et suivit la rive droite du Kokoro à partir du Bekamā. Le chef de ce kafu, Këndyera de Kamalé avait fui au Sobala pour la seconde fois. Dans le Mendé, Sogoroso, Balandugu et Kunugu furent devant lui à Nyagasola.

La première attaque contre le fort datant du 10, et c'est sans doute le même jour que l'armée de Faraba occupa le gué du Kokoro. Grâce à son artillerie, Chanteaume repoussa des attaques continuelles jusqu'au 12. Avec 30 hommes, il ne pouvait pas tenter la moindre sortie.

Le 14 au matin, les gens de Kémé-Bréma avaient déjà transformé la galerie forestière du Kokoro en un labyrinthe de palissades.

(59) Péroz avait cédé le commandement de la 3^{me} compagnie à Dargelos, récemment promu capitaine. On se reportera à son récit du combat (PEROZ, 1889, p. 314 à 317). Ce fait d'armes brillant permet de poser le problème des effectifs et des pertes. Péroz estime que les Samoriens étaient environ 15.000, dont 5.000 chez Kémé-Bréma. Ils auraient eu à Kokoro 650 tués et 1.800 blessés; les Français 31 tués et blessés graves, soit moins de 15 % de l'effectif (220). Ces chiffres sont surprenants, comme tous ceux que nous a donné précédemment Péroz. Combes ne nous dit malheureusement pas à combien il estime les pertes samoriennes du 14 juin, mais il est instructif de comparer les autres estimations à celles de Péroz, qui ont été reproduites par tous les historiens militaires (GATELET, H.M.A.O.F.).

	Péroz	Combes (lettre à Seignac Lesseps de Sitakoro le 27 juin 1885)
Komodo	300 sofas tués.	100 tués.
Assaut de Nafadyé (2 juin)	10.000 assaillants, 600 tués.	100 tués
Combats du 11	< très fortes pertes >.	} 400 tués les 11, 12 et 13.
les 12 et 13	457 tués, 600 blessés.	
	10.000 assaillants en arrière.	plus de 3.000 assaillants.
Kokoro	5.000 sur la rive droite,	non précisé.
	650 tués, 1.800 blessés,	non précisé.
	27 blessés Français.	29 blessés et 2 tués Français.

Ce tableau montre clairement que Péroz avance des chiffres fantaisistes pour mieux faire ressortir la valeur de ses camarades. Ses écrits, par bien des côtés, sont du ressort de l'épopée plus que de l'histoire. Comme les pertes attribuées à l'adversaire sont toujours surestimées, on considérera les chiffres de Combes comme un extrême maximum. Ces chiffres étant au moins trois fois inférieurs à ceux de Péroz, on est en droit de penser que les Samoriens ont dû perdre le 14 juin de 200 à 300 tués. Ce chiffre reste considérable et de nombreux chefs furent mis hors de combat.

Le plus illustre des blessés était Masarâ-Mamadi, gravement touché au ventre pendant la mêlée de Dugunkoto. Evacué sur sa résidence de Damisa-Koro, il ne se remettra jamais. Il partait en pirogue voir son frère quand il mourut près de Kankan, à Baté-Nafadyi le 31 décembre 1886 (GALLIENI, 1891, p. 248). Incapable d'assurer plus longtemps le commandement de son armée, il s'était fait adjoindre Aminata Dyara, qui allait le remplacer.

Aminata Dyara avait reçu lui-même une balle dans le ventre en défendant le gué. Cette blessure n'était pas mortelle, mais il en souffrira encore deux ans plus tard.

Enfin, dans les rangs de Kémé-Bréma, Fila-Kali, l'oncle de Dyaulé-Karamogho avait été touché au bras.

(60) Le bruit courait à Bamako le 15 juin que les Français étaient battus (*J.P.B.*). Samori sut exploiter psychologiquement sa demi-victoire. Un affût pris à Nafadyi fut installé sur le marché de Kouroussa pour édifier les populations. Archinard l'y retrouvera en 1889.

(61) Le Kéndé, qui reconnaissait la suzeraineté de Nyagasola, était comme lui dans l'alliance française depuis 1881. De nombreux réfugiés du Kulibolidugu vivaient à Séuru. (C'est là que naquit Bala Kulibali, de Dyalakoro, premier chef de canton des Français).

A l'approche des Samoriens, Mbamagâ-Mari (= Famagâ) Kèita, le Masa du Kéndé se retrancha sur la montagne de Séuru, tandis que Kurubala fuyait à Gubanko et Kéhyékuru à Bemba (Sobala, Monts du Manding).

Après Kokoro, Mbamagan-Mari délégua un de ses neveux, Nānāmudu. Ce dernier fut investi de la chefferie par Samori et fournit des recrues à Manigbè-Mori.

(62) Balānko est sur la rive est du Kokoro, à la limite orientale du Bakamā, soit à une trentaine de kilomètres de Nyagasola.

(63) Cet îlot montagnard subsistera jusqu'en janvier 1886 quand, à l'approche de Frey, ses habitants réoccupèrent le village.

(64) Les gens de Tumani Sidibé, de Kokoruni, comme la plupart des villages du Sud, se réfugièrent à Gorobugu, à la limite septentrionale du Birgo [*A.O.F.* : *Sirakoro*] d'où ils reviendront en 1886.

(65) La carte de l'*A.O.F.* au 1/200.000^e a adopté la forme *Sirakoro*, qui correspond au *Malinké* commun, de préférence à *Sitakoto*, qui est propre aux dialectes occidentaux. C'est la capitale des Fula du Birgo, qu'une vieille rivalité opposait aux *Malinké* de Kita, mais que la domination des Toucouleurs avait affaiblie. Le chef Numori Sāngaré, nommé par Borgnis-Desbordes, avait réoccupé l'emplacement de Murgula et faisait cultiver sur les ruines.

(66) Premier convoi quittant *Sitakoro* le 23 juin, revenant de Nyagasola le 26.

Second convoi quittant *Sitakoro* le 30 et rentrant le 4 juillet. Les gens de Kémé-Bréma s'étaient installés sur la montagne abrupte qui s'élève à 1 kilomètre au sud de Nyagasola. Dès le 26, la cavalerie isola le fort, tandis que les sofas lançaient contre le village une nouvelle attaque, qui ne fut repoussée que par l'artillerie. Le 27, Samori en personne avait escaladé la montagne pour examiner les lieux. (PEROZ, 1905, p. 360).

(67) Le 2 juillet, une reconnaissance dirigée par Combes, avait été incapable de traverser le cours impétueux du Kokoro.

Arrivé à Kita le 7, le colonel en partit pour Kayes le 12.

(68) Samori fut dérouté au spectacle du fort, le premier bâtiment de pierre à étages qu'il ait jamais vu. Il aurait déclaré qu'il fallait l'enlever si l'on voulait prendre le village, et c'est alors qu'il donna à Kémé-Bréma des instructions pour l'assaut, dont il sera question plus loin. Apprenant que Combes allait revenir de *Sitakoto*, il décida qu'il fallait éviter un choc frontal et ordonna l'évacuation provisoire du Kéndé [10].

(69) Dans le Bidiga occidental, Malé avait reconstruit Kooma. Dans le Séké, Sinémagâ Magasube de Masala demeurait invariablement fidèle, sous l'influence des Fina. Ce pays accueillera mal sa cession aux Français en 1887, [251, 252, 268].

(70) Le Sako, dont Sèla est la capitale, est la dernière fraction du royaume de Tāmba Bwari qui ait gardé sa personnalité après la raz-de-marée Tidyeni. Son chef, Gara-Madi Sako, un pilleur invétéré, venait de dépouiller des *Sarakholé* du Dyafunu qui avaient acheté de l'or à Didi. En raison des liens unissant Sako et Turé, Samori lui

envoya d'abord l'avertissement suivant : « Ko : tyèba koro boli-o.boli, a bè moné bo ». — « Il dit : le vieux aura beau courir, il ne s'en tirera pas ». Au même moment, les sofas s'installaient à Didi pour appuyer la menace. Aucune réponse n'étant venue au bout d'une semaine, ils occupèrent Sèla, saisirent les anciens et les décapitèrent avec Gara-Madi. Le neveu de celui-ci, Dyantu-Misa, fut remis aux gens du Dyafunu et il allait rester captif au Sahel pendant une dizaine d'années.

Dyômba Sako de Sarèya fut alors nommé chef du kafu. Son ennemi, Soghona-Magâ, se retira à Bufèdè, sur le territoire de Malèya (Ményè), donnant un prétexte à l'intervention samorienne dans ce kafu (la montagne de Bufèdè est le « Menien-Kourou » in [A.O.F. *Siguiri*]).

Soghona-Magâ chassera Dyômba en 1887, et son frère, Sogona-Dyaté, sera le premier chef des Français. [259].

(71) Les plateaux du Balaka s'étendent à l'ouest du Ményè et jusqu'aux frontières de Diguiraye. Son chef était alors Sogho-Magâ Kamara de Nafadyi (ruines entre Kambakura et Digibanya). Il délègue à Samori Buramè-Dyâ, de Balândugu, qui avait reçu un peu plus tôt la troupe venant de casser Sèla. Craignant d'être pillé, il fit bonne mine aux sofas, mais c'était pour les tromper. Des jeunes gens s'éloignèrent dans la nuit et rentrèrent au matin déguisés en dyula, en annonçant que les Français arrivaient et que l'Almami rappelait tous les sofas. Ceux-ci décampèrent aussitôt.

Les Français fusionneront le Balaka, le Sako et le Ményè en un canton tout artificiel [262, 263].

(72) C'est en 1880, selon GALLIENI (1886) que le Kulu et les cantons voisins de la rive droite du Bafin cessèrent de payer tribut à Dinguiraye. Le Gadugu maintint son allégeance à Murgula jusqu'en 1882. Le Ményè, en revanche, ne paraît pas s'être affranchi avant l'intervention de Samori.

Dans le Sako, le Ményè et le Balaka, auxquels il faut joindre le Goro et, plus au nord, le Kulu (Kita), la langue Dyalonké est encore en usage, alors qu'elle s'est éteinte depuis plusieurs siècles dans le Burè et le Bidiga. En dépit de leur longue soumission aux Toucouleurs, ces pays sont restés parfaitement réfractaires à l'Islam. Samori, durant son séjour à Faranwaliya, paraît avoir été libéral sur ce point, car les sofas recrutés furent seuls convertis. L'appel des Bambara à Tyèba et la révolte du Banâ, qui battait son plein au même moment, expliquent sans doute cette modération [259 à 264].

(73) La tradition atteste qu'il résidait chez Talba-Mori à Faranwaliya, mais cela n'exclut pas de courts déplacements [10, 257]. Nous n'avons donc aucune raison de récuser les renseignements qui le situent à Dyambaya, dans le Bidiga (Kita à commandant supérieur, 21-7-86, Dakar 1 G 126).

Bamako signale le 11 septembre qu'il a appris la révolte du Gwana et s'est transporté à Tigibèri. Le 22, il est déjà signalé à Karafiliya (Kulay-ni-Ulété). Ce qui indique une marche fort rapide au-devant des Insurgés.

(74) Le Foroba traversa le fleuve sur la piste de Farabalè à Bodala (vers le 30 juin ?). Il s'avança ensuite de Sumbaraya à Nabu, au pied des falaises abruptes qui marquent le versant sud des Monts du Goro [262, 264].

(75) Fasèma avait envoyé le 31 mai son fila, Dyombo reconnaître Sétigiye d'où provenait sa mère. Les coups de feu de la bataille avaient en effet été entendus de Nabu. Quelques jours plus tard, un neveu de Talba-Mori lui rendit visite de la part de l'Almami, mais il refusa de se soumettre pour ne pas livrer les gens de Buguru [264].

(76) D'autres eurent moins de chance. C'est ainsi que Funduba-Kaba fut arrêté et mourra en captivité à Bisândugu. Kolônka-Tumani, chef de Buguru, fut sans doute tué obscurément durant cette fuite [255, 264].

(77) Dilafundu - in [A.O.F. - *Siguiri*]. Après la chute de Dyulafondo, Bukari Dânsogho se retira à Bukariya, sur les confins du Ményè, et fit sa soumission. Fasèma s'enfuit à Galè, où il se soumit avec les gens du Gadugu. Pardonné, il rentrera à Nabu et se ralliera aux Français dès l'arrivée de la colonne Frey [264].

(78) Le mil nécessaire à Kita était fourni par le Gadugu et le Banyakadugu (Kita à commandant supérieur, 21-7-85, Dakar 1 G - 126).

(79) C'est le cas de Tasili-Mängâ Kanuté, natif de Kokofata (Banyakadugu). Ce dyula avait vécu à Freetown où il avait appris un peu d'anglais, avant de fréquenter les Français à Madina et à Kayea. Il avait été vendre des pagens dans le Kunadugu, à Manigbè-Mori, qui l'avait remarqué et envoyé à Samori. Nous aurons à parler souvent de ce personnage important.

Sidi Baba Kânté était issu de Sorotabugu Bāngasi, dans le Fuladugu-Arbaia (route Kita-Bamako). Ce bijoutier casté avait rejoint les Samoriens pendant le siège de Kankan et depuis il suivait Lāngamā-Fali. Sa bravoure était aussi célèbre que sa cruauté [10].

(80) Combes à Seignac-Lesseps — Kita le 11-7-1885 (*Dakar 3 B 98*).

(81) Manigbè-Mori était venu de Nabu par Nafadyi, en suivant la piste de montagne, par où passera Frey, en sens contraire, huit mois plus tard.

Dinamagā était le chef politique, le chef coutumier étant un vieillard, Wura Kamisoko. Les sofas levés à Galé furent placés sous les ordres de son neveu, Nyānkiti [270].

Kita reçut des réfugiés de Galé, parmi lesquels un « fils du chef » que Manigbè-Mori avait gardé plusieurs jours aux fers (Kita à commandant supérieur, 21-7-1885 - *Dakar 3 B 98*).

Le griot Dyèli-Sirè, qui avait négocié la soumission, fut versé dans la suite du frère de Samori [10].

(82) Cercle Kita à commandant supérieur 14-7-1885 (*Dakar 1 G 126*).

(83) Gbèhō [Banhon in *A.O.F.-Sirakoro*].

Kokofata se soumit également, sous l'influence de Tasili-Māngā. Pour Bukari-Baya, Martiya, fils du chef de village est signalé dès le 30 juillet dans l'entourage de Manigbè-Mori (1 G 126).

(84) L'assaut, lancé à l'aube, aurait surpris les défenseurs endormis. La date du 8 août est donnée par le Cercle de Kita (lettre à commandant supérieur, 14-8-1885 - 1 G 126) où les survivants de Nyéningo s'étaient réfugiés.

(85) Ils coupèrent cependant la ligne télégraphique de Kita à Badumbé (1 G 126) (Kita à commandant supérieur - 14-8-1885). Mais aucune attaque de convoi n'est signalée.

(86) Sāsāndiñ est situé à une dizaine de kilomètres au sud-ouest de Badumbá, au sud du chemin de fer [*A.O.F. - Bafoulabé*].

(87) Le Komakana est la dernière conquête des Samoriens dans cette direction. Son territoire commence à 40 kilomètres de Bafoulabé, mais la région intermédiaire est entièrement inhabitée. FREY (p. 107) parle de 15 lieues, ce qui est correct. Il est curieux que l'*Histoire Militaire* (p. 321) en fasse 15 kilomètres.

(88) Dans la lettre qu'il adresse le 26 août au commandant supérieur, le commandant de Cercle de Kita signale que les Samoriens sont déjà rentrés à Galé. Cette rapidité montre qu'il s'agissait d'une promenade militaire plus que d'une campagne.

(89) Des émissaires firent boire le dègè aux chefs suivants [10, 270] :

- Dans le Bāfiñ-Maghana, à Sigamori Dānsoko, de Kōnko-Maghana.
- Dans le Boké, à Kāngama, de Safiñyā.
- Dans le Kulu à Fāmori-Ulé Kiyabu de Balaya.

La frontière samorienne bordait ainsi le Bāfiñ depuis la limite de Dinguiraye jusqu'à Kundyā, et elle mordait sur la rive ouest dans le domaine de Sarabamagā.

Ces kafu, ralliés de bon gré, ne furent d'ailleurs guère ménagés. Tous les villages fournirent des captifs, même le minuscule Kofulabé, sur la frontière de Dinguiraye (7 km. sud-ouest de Gudaméa). Ce hameau fut pillé par des Samoriens de Kooma (Bidiga occidentale), et cette affaire rebondira pendant l'hivernage de 1886.

(90) Il y avait de nombreux sofas à Sāntoroba.

Le journal de Kita énumère les garnisons samoriennes du Banyakadugu : Bukaribaya-Bendyuguburia et Fangala Kuta. [*A.O.F. Sirakoro et Bāfiñ-Makana*].

Le Gadugu était plus faiblement tenu : il ne semble pas qu'il y ait eu des sofas ailleurs qu'à Baé. Plus au nord, la présence samorienne était purement symbolique.

(91) Manigbè-Mori en chargea le marabout Morimagā Turè, originaire de Baginta. Il allait demeurer dans le pays après la campagne de Frey, et sa famille s'y trouve toujours [270].

(92) Le Marèmbaya (Kurukoto) et le Melotèmbaya (Fari) occupent la partie orientale du Cercle de Kéñyéba (Mali), c'est-à-dire le Kōnkodugu traditionnel au sens le plus large. Ces deux pays Malinké, très peu peuplés, n'avaient pas participé à la révolte de 1879. Le Kōnkodugu proprement dit (Kéñyéba) n'avait pas non plus suivi Garā mais avait profité du mouvement pour s'émanciper.

(93) PEROZ (1891), pp. 439-440. Les prétentions de Garā sur Kundyā étaient d'ailleurs très justifiées, car ce village était, avant la conquête toucouleure, la résidence de sa famille.

(94) Dès le 27 septembre, le commandant supérieur signale la présence à Kayes d'envoyés de Garā venus affirmer sa fidélité à la France. On lui répondit d'attendre la colonne pour traiter (lettre au gouverneur, 27-9-85 - *Dakar* - 1 D 79).

(95) Les gens du Gadugu furent installés à Bāngasi et Mānambu, dont la population avait fui sur le Baulé à l'approche des sofas (21-7-1 G 125).

En août, une nouvelle vague de réfugiés arriva du Gāngarā.

(96) Le 14 juillet, le commandant de Kita écrit que Sitakoto est décidé à se défendre. Le 21, qu'il vient d'être détruit. Numori-Sidibé se réfugia à Gorobugu (Birgo oriental).

(98) Le 1^{er} octobre, Kita télégraphia que Kani-Muse faisait courir le bruit d'une attaque sur Bafoulabé.

Combes à gouverneur le 11-10-1885, Malinka-Mori a fait dire aux Malinké ralliés : « N'êtes-vous pas fatigués de fournir du mil aux Français et de leur servir de bêtes de somme ? ». Ce rappel des excès du portage paraît avoir été d'usage chaque fois qu'il s'agissait d'exciter la population contre les Blancs (1 D 79).

Selon une autre version qui courait, Manigbè-Mori allait traverser le Bakoy dès la baisse des eaux pour retrouver, devant Kita, Kémé-Bréma venant du Niger.

(99) Commandant supérieur à gouverneur, 3-11-1885 (*Dakar* 1 D 79). La nouvelle ayant été transmise télégraphiquement de Kita à Kayes, les événements ne doivent pas être antérieurs de plus de deux jours.

Simban et Sanfarani [*in* A.O.F. - *Sirakoro*].

Fodola, qui a disparu se trouvait par 12° 31' nord et 9° 18' ouest, près du gué du Bakoy, sur la route unissant Kokutuni (Kokuruni) à Bèndugu. La carte au 1/200.000^e [A.O.F. - *Sirakoro*] indique Bèndugu par un simple point anonyme par 12° 33' nord et 9° 24' ouest. Noya est le gué de la piste Kita-Niéningo, à la limite du Gāngarā et du Banyakadugu.

(100) Le fort de Nyagaola, dont les ruines sont encore impressionnantes, s'élève sur un éperon gréseux à 2 kilomètres au nord du village. Des glacis en forte pente le couvrent à l'ouest et au sud, mais les autres secteurs permettent une approche assez facile.

Le bâtiment à étages qui avait vivement impressionné Samori s'élève au centre d'un mur rectangulaire haut de 2 à 3 mètres qui est précédé d'un fossé. Péroz, qui avait prévu que ce mur serait forcé, avait fait construire à l'intérieur une palissade en retrait, et placé son artillerie pour battre l'intervalle. C'est ce qu'il appelait « la fosse à bêtes fauves ». À l'extérieur, des haies de branchages devaient briser l'élan de la cavalerie.

(101) Le journal du poste de Nyagaola paraissant perdu, le meilleur récit de ces attaques se trouve dans le dernier livre de PEROZ (1905, p. 364-399). L'auteur présente les choses de telle sorte qu'il n'est pas possible de préciser si l'attaque principale a eu lieu le 6 ou le 7. Elle aurait pu réussir si Péroz n'avait pas été alerté dans la nuit par des bruits et des signaux lumineux sur les hauteurs de Kirikuru. Sa description est intéressante, pour la tactique d'assaut des Samoriens (Fascines, échelles, fantassins pris en croupe pour traverser plus vite le glacis). L'assaillant s'était massé sur la face orientale, à 500 mètres du fort. Ses pertes furent lourdes. Péroz étant resté maître des lieux, on peut lui faire confiance quand il nous dit qu'il trouva 100 cadavres dans la « fosse aux lions ».

Les Samoriens connaissaient parfaitement les lieux qu'ils avaient fait reconnaître par des espions cachés parmi les réfugiés. Péroz fit pendre ceux qu'il put prendre et laissa leurs corps accrochés aux caillécdrats durant plusieurs semaines.

Péroz a servi de source à la monographie de L'ORZA DE REICHENBERG (*Dakar* 1 G 248).

(102) Seuru Farani est à 1 kilomètre au sud-est du pont, sur la route de Siguiri. (Ne pas confondre avec Seuru-Kuru, cote 640).

Sèuri-Farani était occupé par des éléments du Foroba [10].

(103) Le 20 juillet, le courrier non escorté de Kita échappa à grand peine aux sofas qui avaient cassé Sitakoto. Les communications régulières de Péroz avec l'extérieur ne reprendront qu'à partir de novembre.

Cependant, dès la mi-septembre, grâce à la reconstruction de Sitakoto, puis à la trêve tacite, son isolement sera moins pesant.

(104) Bamako signale à cette date qu'il a repassé le fleuve. En arrivant à Faraba, il fit exécuter l'un de ses lieutenants, Yoro-Sigi, coupable de lâcheté.

(105) Péroz estimait le 15 juillet que Nyagasola contenait 1.500 personnes, alors que sa population normale était de 300 habitants (PEROZ, 1899). Les deux tiers des adultes et les trois quarts des enfants mourront bientôt. Il est vrai qu'avec sa fantaisie habituelle en matière de chiffres, Péroz parle ailleurs de 2.000 survivants réduits à l'état de squelettes (PEROZ, 1905). Quoi qu'il en soit, la famine allait être longue, les cultures n'ayant pu être menées à bien en 1885. Frey témoignera en janvier 1886.

(106) En dépit d'une alimentation normale, la garnison du fort paiera un rude tribut à la malaria puisque sur 22 européens, 5 seulement survivront. Les pertes des 60 tirailleurs ne sont pas précisées (PEROZ, 1905). Le fort étant dépourvu d'eau, il fallait se battre chaque jour pour aller la puiser au pied de la montagne.

(107) Kamba-Madi (= Mamadi) Kèita était le fils du Mâaa décédé, Kulaba-Mambi. Monséjour avait essayé en vain de le faire nommer de préférence à son oncle, vieux et sans énergie.

Parmi les Malinké qui se distinguèrent dans « le corps franc » de Kamba-Madi, Péroz cite Kafiñ-Kumu et Fadyala.

(108) Faute d'autres documents, on est réduit à suivre Péroz. Il est cependant surprenant qu'un chef de garnison, responsable de son fort, se soit aventuré dans de telles expéditions. Il nous dit que Kamba-Madi, en lançait au moins une par semaine. Il en signale en direction du Séké (vers Udula), du Goro (vers Bodala), au gué du Bakoy, à Bèndugu (derrière ce gué), au Balanko (sur la route du Niger).

Il prétend avoir participé personnellement à une embuscade au Kaniko (8 kilomètres sur la route de Kita) qui n'est pas, comme il le dit « la limite du royaume de Nyagasola ». C'est alors qu'il aurait pris l'habitude d'accrocher des têtes coupées en travers des chemins, avec des inscriptions arabes menaçantes (PEROZ, 1891, p. 223-24).

Sa dernière opération de l'hivernage eut lieu le 15 septembre quand il fit une sortie avec 20 tirailleurs et 200 auxiliaires pour arrêter une colonne samorienne sur la piste de Sitakoto (PEROZ, 1891, p. 215).

La dernière action offensive des sofas allait être le raid sur Simbā et Fodola (Birgo) au début de novembre.

(109) Sanu-Si, qui signifie fils de l'or, est un vieux nom Maninka qu'on attribue aux rouquins. Il n'a rien à voir avec la confrérie Senualya, parfaitement inconnue à cette époque dans notre région. Ce Sanu-Si était un Turé du Séké. En 1887, il aidera Péroz à rallier son pays à la France.

Ce n'était pas le seul partenaire de Péroz, car celui-ci négocia aussi avec Sânsomba-Mori, qui avait réoccupé Mansala avec quelques hommes. Le lieutenant envoya Nasikha-Madi visiter Nana Fall à Didi, et celui-ci allait jouer un rôle notable dans les pourparlers avec Samori.

(110) Péroz écrit qu'il avait conçu l'idée de réconcilier la France avec Samori et de lui faire accepter son protectorat de façon à refouler la Sierra Leone sur la côte (PEROZ, 1905, p. 375). Cela contredit son plaidoyer pour Combes. Qu'il ait nourri ou non ces vastes projets, il est en tout cas certain qu'il étala complaisamment sa puissance devant Sanu-Si et qu'il fit demander à Samori ce qu'il pensait gagner à combattre la France.

(111) Traduction de cette lettre in A.O.M. - *Sénégal*, IV-85 : « Je t'envoie cette lettre par Nasikha Medi, Oumar Dyali et Dimfo, roi de Bouré — Mamadi est venu chercher de l'or. Je l'ai salué et lui ai demandé pourquoi les Nazaréens portent la guerre de ce côté. Je ne leur ai jamais cherché d'injustes querelles. Mamadi m'a dit : Cesse de combattre, ils ont des fusils terribles... J'ai dit : Pourquoi cette guerre ? — Je ne sais pas et je ne l'ai jamais cherchée. Nous disons : Laissez passer mon envoyé qui apporte la paix aux Nazaréens et vient la demander de leurs mains. »

Peut-on vraiment croire qu'Amara-Dyéli ait promis la cession de la rive gauche jusqu'au Tēnkiso ? Notre seule source est le rapport que Péroz a joint à cette lettre. Le lieutenant montrera bientôt de l'humeur à se trouver sous les ordres de Toumier à Kéfyéba-Kura et il est possible qu'il ait voulu prouver qu'il avait obtenu seul, avant la campagne, plus qu'en sous-ordre, après la victoire de Frey. Péroz est assez primesautier pour que toutes les hypothèses soient permises.

(112) Nyamè gardait des relations avec Bamako. Le 3 juillet, Masama, frère de son chef, visitait Delanneau et excusait leur ralliement à Samori par la force des sofas. Le 28 juillet, on signale cependant qu'il n'y a que 40 samoriens dans le village. Le 5 août, on apprend que Dyara, rentré à Nyamè occupait Digidala et Gwansolo.

(113) *J.P.B.*, 5-9-1885.

Dès le 7 août, Kamalé (Balauléni) se réfugia à Dokodoma, près de Bamako. Les Français firent réoccuper le village, mais le 5 septembre, on annonçait à nouveau que les femmes étaient réfugiées en haut de la montagne. Les premières opérations de Dyara furent signalées le 30 août : il avait pillé Kekalé (Balauléni : à moins d'un kilomètre de Kayalé), Tima (à côté de Nyamè), Toumifara (vers Narèna, Yèrèbété). Ces deux derniers villages étaient en pays samorien, mais non Samako (Sèndugu, 7 km. au nord de Bankoumana), ni Dalakana (Balauléni, entre Kamalé et Kursalé). L'effet psychologique de ces raids fut très grand.

Le 1^{er} septembre, le lieutenant Beyniet trouva Bānkumana évacué, sans avoir été attaqué. Le village s'était réfugié à Dyéliba et se plaignait des griots de Kirina qui intriguaient avec les sofas. Non sans peine, les Français décidèrent les gens de Bānkumana à rentrer chez eux. Sibi paraissait seul décidé à se défendre, et ne sera pas attaqué.

(114) Aminata-Dyara n'aurait eu que 300 sofas, grossis par des levées de Balānkumakhana, Kéfyéba, Nugani, Digidala et Kangaba (Kaaba). C'est le 11 octobre, dans une lettre à Seignac-Lesaeps, que Combes annonça l'échec des sofas devant Krusalé et l'autorisation donnée au commandant de Cercle de Bamako de porter secours à ce village, ainsi qu'à Bānkumana. La trêve était alors établie à Nyagasola et la révolte du Banā retenait toutes les forces de Kémé-Bréma.

(115) Le bruit courait à Bamako, dès le 7 décembre, que Kémé-Bréma avait traversé le fleuve à Dégéla et se trouvait à Nyamè. Il s'agissait seulement de Famako avec 150 hommes, car, à cette date, le frère de Samori était encore dans le Banā.

(116) Tel est, semble-t-il, l'unique renfort que Manigbè-Mori ait reçu à l'approche de la colonne. Il comptait 720 hommes (*J.P.B.*, 18-12-1885).

(117) Dès le 7 décembre, on annonça que Dyara déportait la population de Kéfyéro et Sabakoro (Kanimbala). Le 11, le chef du Bānkumana se plaignit que chaque jour 30 cavaliers venaient razzier aux abords du village.

Le 23 décembre, on signala Kémé-Bréma à Faraba avec un rassemblement de troupes. Le 27 décembre, il avait traversé le fleuve et détruit Bānkumana, Krusalé, Dalakana, Badugu-Dyéliba et Samanyana-Kirina était épargné en raison de ses sentiments pro-samoriens. Les villages ont voulu se défendre mais ils n'avaient pas tenu, faute de poudre, et s'étaient réfugiés à Sibi ou Fiadugu (20 kilomètres ouest de Bamako).

La garnison de Bamako venait d'envoyer des renforts à Kundu pour la colonne de Combes et n'avait pu intervenir.

Dès le 30, les Samoriens avaient regagné leurs positions de départ à Nyamè. S'il est exact qu'ils aient disposé de 1.500 chevaux, cela signifierait que la plus grande partie de l'armée de Faraba avait traversé le fleuve. La chose est vraisemblable puisqu'à cette époque les Samoriens pensaient encore que Frey marcherait directement sur le Niger (*J.P.B.*, 30-12-1885).

Cette offensive soudaine était peut-être une réponse à la rupture des négociations menées entre Péroz et Amara-Dyéli, rupture effectuée sur l'ordre de Frey quelques jours plus tôt.

(118) Les Samoriens allaient demeurer à Nyamè jusqu'à l'arrivée de la colonne, sans beaucoup s'agiter. Bamako signale seulement l'enlèvement de 4 hommes à Samako le 6 janvier 1886 et d'un autre à Samako (*J.P.B.*, 13-1-1886).

Famako, de son côté, regagnera Sanānkoro pour surveiller Bamako, puis se retirera à Tégéla près de Wolo-sébugu, qui marquait l'extrême sud de son commandement.

(119) Le traité de protectorat de Nyamina est cependant daté du 14 septembre, date du passage du Niger à l'aller : partie le 6 septembre de Koulikoro, la canonnière descendit le fleuve jusqu'à Dyafarabé. Pour éviter toute complication devant Ségou, les Toucouleurs ne furent expulsés de la tête de pont qu'au retour.

(120) Il confirmera ce renseignement le 3-11-1885. Samori aurait ordonné à Manigbè-Mori de se replier sur le Niger sans combat après avoir ravagé le Birgo [10].

(121) Selon FAIDHERBE, toujours bien renseigné, Mamadu Lamin aurait été affilié à la Sanusiya, dont ce serait la première manifestation connue dans notre région (1869, p. 448).

Il est intéressant de noter que les autorités coutumières demeuraient réticentes, mais que le marabout obtint l'appui enthousiaste des éléments détribalisés, anciens manœuvres ou laplots retraités, que le Pays Sarrakholé a toujours fourni en grand nombre aux Français.

(122) Paul Armand Rousseau, Ingénieur des Ponts et Chaussées et futur Inspecteur général, mourra précocement en 1897, peu après sa nomination au Gouvernement Général de l'Indochine.

(123) Sur cette entrevue, voir MONTEIL (1927, p. 38-39).

L'amiral avait envoyé à Frey l'ordre de démonter le « Niger » et de le renvoyer au Sénégal. En fait, le ministère étant tombé le 29 novembre et la décision incombait à son successeur. Le cabinet Freycinet, formé le 7 janvier 1886 était orienté sensiblement plus à gauche (4 radicaux) et son ministre de la marine, le vice-amiral Aube, n'avait pas assez de poids pour mener une politique personnelle. Ce gouvernement, hostile à de nouvelles initiatives coloniales, était cependant trop attaché à l'honneur du drapeau pour procéder à des abandons. Il n'en fut plus question.

(124) Rapport du 4-11-1885 (*Dakar I G 83*) :

« L'abandon complet est une vraie reculade. Les Toucouleurs se soulèveront... Le matériel sera perdu : on ne peut l'évacuer... L'abandon partiel serait encore pire : Kita restera harcelé. Le statu-quo est un pla-aller coûteux... Samori est en guerre au Canadougou. Si nous voulons le refouler, nous le pouvons aisément maintenant, mais si nous le laissons en terminer, il viendra bientôt nous attaquer.

Si nous nous maintenons, les dépenses diminueront, la production augmentera avec la sécurité de la population. Les approvisionnements ne seront plus importés. Le massacre suivrait notre départ. »

(125) Le colonel, plus tard général, Frey, avait la plume facile. Il avait ramené de ses séjours en Extrême-Orient d'étonnantes théories linguistiques qu'il exposera dans l'« Annamite, mère des langues ». Ces années africaines lui avaient permis de les étendre à des considérations sur la parenté du breton, du wolof et du sérér.

La position nettement anti-aoudanaise qu'il exposa dans ses souvenirs de campagne n'était pas due au dépit de se voir supplanté par Gallieni — ou du moins ne l'était pas exclusivement. On y sent l'influence de la Chambre de Commerce de Saint-Louis et il paraît évident que Frey s'était laissé « aénégaliser », comme Vélière ou le père Canard avant lui. Pêché mortel aux yeux des Soudanais.

(126) « Notre but est de pacifier le Haut-Sénégal — non de faire des conquêtes... L'agression des Samoriens contraint à modifier notre attitude. Sans exclure une entente avec Samori, tant que nous n'aurons pas eu satisfaction honorable de ce côté, un rapprochement avec Amadu s'impose... Pour Samori, on attendra pour entrer en pourparlers avec lui que ses troupes aient évacué la rive gauche. On s'efforcera de faire admettre le Niger comme limite des territoires sur lesquels nous renonçons à exercer une part quelconque d'autorité » [A.O.M. - *Sénégal IV-84*].

(127) Pas entièrement cependant, puisque le ministère de la Guerre refusa les 200 tirailleurs algériens initialement prévus et qu'au Sénégal le colonel Voungny, commandant militaire, ne parvint pas à recruter le nombre voulu de tirailleurs. Frey avait obtenu en revanche un important stock de dynamite, qu'il jugeait plus efficace contre les tatas que les canons rayés de 4 — et surtout 130 fusils à répétition, les premiers qui aient servi sur les bords du Niger.

(128) Seignac-Leasepa, en tournée sur le fleuve, se rendit personnellement à Kayes pour surveiller les opérations. C'était la première fois qu'un gouverneur du Sénégal visitait le futur « Soudan Français ».

(129) Arrivée à Saint-Louis le 30 octobre — départ sur l'avis « Salamandre » le 6 novembre — Arrivée à Bakel le 12.

(130) Sur ce point, voir FREY (1888, pp. 200-224).

La présence à Kita de deux autres frères révoltés d'Amadu, Muniru et Ahmédu, fournissait encore un moyen de pression. Ces réfugiés seront invités par Frey à suivre les opérations contre Samori.

Une nouvelle crise dans les relations avec Amadu aura lieu en mars, en raison des opérations françaises dans le Guidimakha, dépendance des Toucouleurs, contre Mamadu Lamin. L'hostilité du marabout Sarakholé contre les Omariens était en revanche un facteur de rapprochement.

(131) Il était prévu que Combes se retrancherait à Nafadyi et Turéla pour arrêter l'ennemi fuyant vers le Sud. Ces agglomérations sont portées sur la carte au 1/200.000^e, mais leurs noms sont omis. Turéla se trouve 7 kilomètres à l'ouest de Galé sur la piste de Makanakoto — Nafadyi est le V. C. (= village de culture) qu'on trouve en amont de la rivière homonyme, affluent du Baléko, sur la route de Limakolé (9° 29' ouest, 12° 27' nord).

(132) Les 1.500 captifs qu'il avait fait enlever en décembre dans le Gângarâ et le Banyakadugu, seront déli-
vrés à Fstako-Dyinko. Leur arrestation prouve qu'il se préparait à battre en retraite.

(133) Faraba du Kulibalidugu, en face de Siguiri ne doit pas être confondu avec Tyakadugu-Faraba. Samori ne s'y rendit pas en personne. Le commandant chiffre ses effectifs à 15.000 hommes dont 3.000 venus de Kankan. Ces données ne sont pas sûres car elles proviennent de rapports d'espions et de commérages de dyulas. Elles paraissent exagérées.

Samori avait cependant mis en mouvement de grosses unités, car il était incertain des intentions des Français. Lângamâ-Fali, quittant le voisinage de la mer, s'était porté à Arafoéla dans le Sankarâ, sur la limite orientale de son gouvernement. On a vu que le Sântigi Morobah, de Port Lokko, escortant des sofas rapatriés par le gouverneur Rowe, lui rendit visite et fut envoyé jusqu'à l'Almami, qu'il trouva dans un village portant le nom étrange de Kangyeebahyay. Il s'agit tout simplement de Kényéba et l'ambassadeur des Témné assista en coulisse aux pourparlers franco-samoriens (A.L.B. - 18-11-1886) - (Voir ci-dessus section A de ce chapitre).

(134) Cette contradiction touchait surtout la région de Bamako, dont le commandant de Cercle fit établir des contrôles à Koulikoro et Makadyâmbugu. Plus à l'est, il ne semble pas que nos protégés de Nyamina en aient tenu grand compte.

Frey paraît écrire de mémoire, et ne dut guère utiliser des documents authentiques. D'où les imprécisions fréquentes de son récit. Son ordre de rompre les pourparlers fut envoyé à Péroz en quittant Keyes, le 20 décembre, ou au plus tard le 27 décembre de Badumba. C'est seulement le 30, en arrivant à Kita, qu'il apprit les ruzias d'Aminata-Dyara. Dans la lettre que Péroz devait remettre à Amara-Dyèli, Frey écrivait : « Dia à Samori que je défends au commandant de Cercle et à tout autre de négocier avec un chef ravageur qui dit qu'il nous chassera. Je ne le recevrai que s'il traverse le Niger. Sinon, je détruis tout son commerce, je libère les captifs et je confisque toutes les marchandises. S'il traverse le Niger, je promets de ne pas l'inquiéter. »

(135) L'avant-garde, fournie par la 1^{re} compagnie et le Génie (ouvriers d'art) sous les ordres du capitaine Blanchard, partit une demi-journée plus tôt, pour aménager les passages du marigot. La colonne marcha par Singho [entre Funia et Koléna non dénommé in A.O.F. - Sirakoro] et Simbâ (Sanfarani). Le gué de Sanfagatéla se trouve 9 kilomètres à l'est de Galé. Ce nom ne figure pas in A.O.F. [Sirakoro] bien que les pistes qui y aboutissent soient dessinées.

Sur la droite, la section du lieutenant Suleyman-Dyang, détaché de Kita, couvrait la colonne aux gués de Mokaiaféra (entre Dyangula et Numala) puis de Kélètégènda [radier de Korontan in A.O.F. - Sirakoro].

La colonne, concentrée le 13 à Simbâ, se porta le 14 au gué que des patrouilles traversèrent le jour même presque sans combat. Elles purent constater que les Samoriens tenaient toujours Galé.

La traversée du fleuve exigea toute la journée, en raison de la forte pente des berges et du courant violent.

Le Baléko est le Balédimo [A.O.F. - Sirakoro].

(136) Leur axe de retraite est Makanekoro-Nebu. Le bruit selon lequel Kémé-Brâma devait rejoindre son frère dans ce village est sans doute dénué de fondement.

(137) Le Fatako-Dyinko marque la frontière entre la république de Guinée (Siguiri, canton Goro) et le Mali (Kita, canton Gadugu). La bataille a eu lieu au gué de la piste de Galé à Balindala (5 kilomètres du sud de Tindiana).

(138) Les coups de feu des Samoriens étaient partis d'une colline à l'ouest de la piste et Frey, aussitôt, obliqua à gauche dans les montagnes. Il paraît donc facile de fixer l'emplacement de ce bivouac sur la hauteur située 5 kilomètres au sud du Dyinko, un peu avant le marigot Dyébata [A.O.F. - Sirakoro].

(139) Une fois encore, les indications de FREY (1887) permettent de reconstituer son itinéraire, bien qu'il ne donne aucun toponyme. Quittant après trois heures de marche, la piste de Balindala, c'est vraisemblablement vers Fangadama [A.O.F. - Sirakoro] qu'il se trouva arrêté par une falaise impressionnante.

La vaste plaine qu'il découvrait à ses pieds était celle de Sunbaraya et c'est donc par la route de l'Est qu'il entra à Nabu, contournant le massif de Korobu. L'horaire indiqué, de l'aube à 11 heures, convient à cet itinéraire.

Quant au plateau favorable à la défense, qu'il assigna comme camp au convoi du capitaine Ridde, il faudrait le chercher au nord de Balindala. Le convoi, qui n'arriva que le 19 au soir, paraît avoir suivi la piste normale, par Balindala, Saboukondo, Komando et Simi, dévalant sur Nabu par un défilé abrupt où la colonne bivouaquait en l'attendant.

(140) Combes, gêné par le mauvais état des pistes, n'avait pas suivi le rythme prévu. De Kundu il passe par Nafadyi, Banankoro et Kobaro [omis in A.O.F. - Bamako-ouest, gué de la rivière Koba vers 9° ouest et 12° 46' nord]. A travers les confins désertiques du Birgo méridional et du Méné, il gagna Kokutuni où Péroz le rejoignit avec une partie de la garnison de Nyagasola (65 hommes des 2^{me} et 6^{me} compagnies), et de nombreux Malinké. La colonne traînait désormais près de 600 auxiliaires. Elle traversa le Bakoy à grand peine entre Fodola et Bendougou et atteignit Nafadyi le 17 au soir, après le départ de Frey.

(141) FAIDHERBE écrit que les sofas fuirent dans toutes les directions, laissant sur la route plus de 200 fusils. On avait tué quelques Malinké et pris un certain nombre de chevaux (1889, p. 410). FREY n'avance aucun chiffre pour les pertes des Samoriens à Fatako-Dyinko. Cette prudence est méritoire. Bien qu'il soit resté maître du terrain, il ne s'était certainement pas attardé à compter les morts, puisqu'il continua aussitôt la poursuite. Etant donné la brièveté de l'engagement et la fuite immédiate de l'ad-versaire que 300 hommes ne pouvaient complètement encercler il serait surprenant que les tués aient été nombreux. Il est vraisemblable que la plus grande partie des sofas réussit à s'échapper. Manigbé-Mori y parvint de justesse avec trois cavaliers et par Farabala (Bidiga occidentale) et le Buré, il gagna les bords du Niger [10]. Si l'on tient compte de la souplesse des armées africaines, on peut penser que, quelques jours plus tard, ses hommes l'avaient rejoint et s'étaient reformés.

La seule perte irrémédiable fut celle des 1.500 captifs qui l'accompagnaient, selon Frey, à Fatako-Dyinko et qui, bien entendu, disparurent. Les recrues de Kangaba (Kaaba) auraient eu 50 tués et blessés.

(142) Dès le 20, alors que la colonne tenait la plaine de Nabu, une bande, qui marchait avec Combes sur ses talons, avait surgi en haut de la montagne. Le lieutenant Suleyman l'avait poursuivie avec 50 hommes tandis qu'elle cherchait une issue. Le 20 au soir, l'avant-garde, menée par Frey, surprit à Bodola une centaine d'hommes provenant du renfort de Kémé-Bréma. Les Français les suivirent jusqu'au gué du Bakoy, où un engagement eut lieu vers minuit.

Ces épisodes confirment qu'en ces journées de janvier, de grandes masses d'hommes, éparpillés en petits groupes, refluèrent vers le Sud. Il est évident que la plupart s'échappèrent et rejoignirent leurs chefs sur les bords du Niger.

L'itinéraire de la colonne, de Nabu à Nyagasola est indiqué de façon tout à fait erronée sur la carte de MENIAUD (1931, I, p. 244). Frey n'est nullement revenu à Nafadyi. Il a pris la piste très fréquentée de Sunbaraya et Bodala, que Manigbé-Mori avait suivie en sens contraire pour attaquer Nabu. Il semble qu'il ait laissé Sunbaraya à gauche et gagné directement Bodala et le gué du Bakoy, où la colonne bivouaqua (nuit du 20 au 21). Il s'agit du gué situé sur la piste de Bodala à Farabala. Le 21, après le passage du fleuve, la colonne alla passer la nuit à Dyslikuru (Kéndé).

C'est pendant cette marche que les auxiliaires Malinké de Péroz attaquèrent les Kéndé favorables à Samori et les délogèrent de la montagne de Sauru.

Le commandement du Kéndé fut donné à Nanadaba Kéita. Cependant, Nansamadou Kéita, qui avait rallié le pays à Samori, devait reparaitre quelques années plus tard et sera le second chef de canton des Blancs sous le nom de Yamadu.

A l'approche de Frey, l'affolement avait gagné la Ményé dont toute la population s'enfuit à travers les montagnes du Barakâ, chez les Dyalônké du Kulu. Elle reviendra avant l'hivernage.

(143) Du 24 au 27, toute la colonne se concentra à Nyagasola, les postes provisoires de Simbâ et Nafadyi étant évacués. La situation sanitaire devint aussitôt mauvaise et plusieurs décès survinrent parmi les Européens. Nyagasola, où la maladie avait déjà décimé la garnison durant l'hivernage, en tira une détestable réputation.

La famine de l'hivernage régnait toujours dans le village indigène, car la récolte de l'année précédente avait été insignifiante. Frey nous la peint sous des couleurs terribles.

(144) « J'apprends que tu as évacué le pays et que le courrier de ma première lettre a rencontré tes envoyés Oumar-Diali, Koumakhan et Nasika Mamadi (confusion : c'est l'envoyé de Péroz). Je peux accepter ton offre. J'arrête la poursuite à Niagassola. Si tu le peux, la paix sera bientôt faite car les Français ne font la guerre que pour protéger leurs alliés et leur tranquillité... Envoies tes gens discuter à Niagassola. Je ne veux pas m'étendre mais garder ce que j'ai. Le Niger est une frontière naturelle qui évitera les contestations. Rends les captifs du Gangan... Je te ferai des cadeaux annuels... Il faut que tes envoyés arrivent dans les dix jours sinon je continuerai la campagne sur la rive droite » (cité par ARCHINARD, 1890).

(145) Il était accompagné de Sânsômba-Madi avec 30 hommes et de Sako-Mamadi Kamara, neveu de Dimfo (le rapport de Péroz dit « fila »).

(146) Dès son arrivée à Siguiri, Manigbè-Mori avait obligé les gens du Nuga à évacuer leurs villages et à regagner la rive droite. « L'enfer est de ce côté, le paradis de l'autre » [10, 232].

Une partie des Indigènes était en effet rentrée après le départ de Combes, mais la tradition affirme que Kaimba Magesuba était demeuré sur la rive droite. Une petite colonne longea ensuite le fleuve jusqu'à Bânko, dont les habitants furent obligés de s'installer sur l'autre rive, à Balândugu. Sur l'ordre d'Amera Dyèli, les sofas se retirèrent du Burè, du Bidiga et du Séké. Toute la population Manding de Kaaba traversa le fleuve et particulièrement le Mâsa, Mâmbi, qui ne bougera plus de Minâmbafarba avant 1891 [11, 274].

(147) Cette action est évoquée par PEROZ (1889, p. 224) : « Balankoumakhana où nous tuâmes 53 sofas après une pénible marche d'un jour et d'une nuit dans les marais ». Ces marais sont mystérieux et ne s'expliquent que si les assaillants ont fait un détour vers l'Ouest, sous le couvert du Kokoro. Tous les auxiliaires Malinké furent licenciés par le colonel avant son départ de Nyagasola.

(148) De Nyagasola à Bamako, l'itinéraire indiqué par MENIAUD est une fois de plus grossièrement inexact. Il fait passer la colonne en plein cœur des Monts du Manding. Son excuse est que les étapes de Frey ne sont pas toutes faciles à identifier :

Le 10 au soir, il campa au marigot Rouloutako (non identifié, mais à chercher à l'est de Nyagasola, vers le Bakamâ. A mon avis, il s'agit d'une transcription fautive du Kulusa-Ko, qui se trouve entre Namaghana et Kumanâ-Kuta).

Le 11, Balâkumakhana, où il entra dans le pays des mines d'or, ce qui interdisait les marches de nuit. Le 12, on coucha à Nugani (Yèrèbètè) [A.O.F. Bamako ouest]. Le 13, à Dégédémone (non identifié). Le 14, à Salamalé, situé à l'ouest de Keaba [A.O.F. Faraba]. Le 15, la colonne atteignit le Niger et coucha à Keaba. Le 16, passage à Dégéla évacué, bivouac près du Kombako (Koba-Ko) qui nécessita la construction d'un pont. La visite de Kényroba, où des ossements étaient encore visibles, est placée par erreur en ce jour : elle doit être du 17.

FREY (1888, p. 171), très mal renseigné, écrit que les habitants « furent maaaacrés par Mâmbi pour complaire à Samori, en châtiment de l'appui qu'ils avaient donné à la colonne française ». Le 17, détour peu explicable jusqu'à Nyamé.

Le 18, à Krusalé, qui demeurait en ruines, les rescapés demandent à Frey de punir les griota de Krina. C'étaient des Samoriens, bien entendu, mais on leur reprochait surtout d'avoir été épargnés par les raids de Dyara. Les tirailleurs détruisirent leur village sans opposition.

Le 19, la colonne campe au Kèfyéko ou « rivière du sable » [c'est le Kotubassian de la feuille Bamako-ouest].

Le 20, entrée à Bamako.

(149) Il n'y a pas lieu d'examiner ici le problème posé par le début des hostilités contre Mamadu Lamin. Frey et Faidherbe se contredisent. Ce dernier estime que l'arrestation de la famille du marabout, le 13 mars, est la cause du combat de Kounguel le 14 (FAIDHERBE, 1889, p. 424).

Frey quitta Bamako le 14 avant d'apprendre le résultat de cette affaire, comme l'attaque de Bakel. Il est vraisemblable qu'il avait déjà décidé de combattre, mais il lui était difficile de raccourcir davantage son séjour à Bamako et d'en partir avant d'avoir engagé la dernière phase de la négociation avec Samori.

Le colonel arrivera le 2 avril à Kayes, et entreprendra aussitôt de débloquer Bakel.

(150) « Ils agissent de tout leur pouvoir sur Samori pour ne pas être abandonnés. Ils rappellent leurs serments réciproques ». (A.O.M. - Sénégal - IV - 85).

(151) Rapport Tournier — *Dakar 1 G 93* — Péroz reçut ses instructions le 3. Il devait s'assurer qu'une mission pouvait se rendre sans aucun danger avec une faible escorte auprès du prince noir... que les négociations de paix entamées depuis quelque temps l'étaient avec sécurité, et que la mission reviendrait... ayant obtenu la signature du traité de paix... Obtenir enfin que le lieu de l'entrevue soit choisi de préférence sur la rive gauche, ou, comme pis-aller, sur une île).

Sur ce dernier point, Frey obtint satisfaction sans peine, bien que Kényéba Kura, situé en amont du Ténkiso, dans une région destinée à rester samorienne, ne répondit sans doute pas à son intention véritable.

Péroz quitta Bamako le 4 et passa par la « route Vallière », au sud du Manding (Sidi-Balâkumakhana).

(152) « Je crois que Samori est de bonne foi. Je ne pense pas qu'il y ait le moindre danger pour l'officier qui lui sera envoyé... (Il) reviendra avec le traité signé en due forme. » (*Dakar 1 D 81*).

(153) Le rapport Tournier fulanise son nom en Mody Fodé (1 G 93). Les traditions orales, par respect, en Fefodé.

Il était d'une famille musulmane de Maninfadugu (Dyembéréh) et s'était joint à Samori à la mort de Nânténé-Famudu. Kémé-Bréma, qui le considérait comme le plus brave des Samoriens, l'avait eu sous ses ordres à Kokoro. C'est à cette occasion que l'Almami lui donna en mariage sa fille Dyôngbé-Sarâ. Il attendait Tournier avec 20 cavaliers et 200 hommes.

(154) Tournier partit en compagnie du capitaine Mamadou Racine et de l'interprète Alassane Dya, avec 6 spahis et 20 tirailleurs. Le rapport ne précise pas son itinéraire, qui serait en gros la « route Vallière » jusqu'à Balânkumakhana puis droit au sud-ouest à travers les solitudes séparant le Séké du Yérébété (cours supérieur du Kokoro) [1 G 93].

(155) La mission arriva le 21 à Burukugula, qui n'est pas identifiable, du fait d'une transcription sans doute fautive (à chercher vers Sèndugu-Séké). Le 22, à la rivière Koha (= Koba = Kobada, limite du Nuga). A chaque étape, un convoi de riz, mil et patates les attendait. A l'arrivée à Dänka, on sacrifia un boeuf, ce qui, selon la coutume Malinké les consacrait comme les hôtes de Samori. Cette cérémonie d'heureux augure fut suivie d'une fête qui dura une partie de la nuit.

Le 24, en traversant Sigulri et Tiguibéri, Péroz remarqua que tous les villages étaient déserts, la population se tenant sur la rive droite depuis le passage de Combes (1 G 93).

(156) Togi-Ulè, où s'installa Tournier, ainsi que Togi-Fiñ, de l'autre côté du fleuve, sont des villages relativement récents, peuplés de musulmans Silla, qui ont demandé la terre aux Kèita, vers la fin du XVIII^e siècle.

(157) Kényéba-Kura a été fondé par dee Traorè et Kamara, venus de l'aval, qui furent installés par les Kèita de Dymabana (au XVIII^e siècle et nous suivons les généalogies). C'est le plus gros village voisin du confluent du Ténkiso. Samori y avait séjourné en 1885 avant d'attaquer Combes et y avait fixé son quartier général en décembre. Il s'était fait construire un sanyé sur un plateau situé à environ 500 mètres au nord du village, entre trois baobabs qui vivaient encore en 1957 [229]. Selon Péroz, un certain nombre de cases en bânko y avaient été construites, ainsi qu'une mosquée devant laquelle Samori rendait la justice (1 G 93). Il ne reste aucune trace de ces bâtiments.

(158) Il s'agit des émissaires de l'Aikaril de Port Loko, qui escortaient des sofas rapatriés par les soins du Gouverneur Rowe.

Leur version des pourparlers n'est pas sans intérêt. (Ci-dessus note 126),

(159) Les instructions initiales, datées du 12 mars, précisent que « votre but est de présenter le traité débattu avec Oumar Dyali. Vous refuserez le moindre changement. S'il y a des difficultés de détail, vous avez pouvoir de discuter le mode d'exécution. Si Samory demande à ajouter quelque chose, vous discuterez les conventions traditionnelles dans l'esprit général, le but étant d'assurer notre prépondérance politique et l'ouverture commerciale ».

Mais le colonel voulait absolument signer pour être libre. Dès le 17 mars, dans une lettre qui rejoignit Tournier à l'ouverture des négociations, il donnait l'ordre formel d'en finir au plus vite : « Vous ferez comprendre à O.D. que vous ne pouvez pas rester plus de quelques jours, à Samory qu'il aura une entrevue avec le Commandant Supérieur l'an prochain. Soyez circonspects au sujet de Tiéba, n'en parlez pas si possible... Nous avons dans les circonstances présentes besoin du traité de paix. Agissez pour l'établir rapidement » (*Dakar, 1 D 81*).

Quand il écrivait ces lignes, Frey avait déjà quitté Bamako et se dirigeait à marches forcées vers Kayes.

(160) Il s'agit bien entendu de la frontière Niger-Ténkiso, avec énumération des pays cédés à la France : « Le Goro, les deux Bidiga, le Siéké, le Bouré, les villages du Dyuma situés sur les rives gauches du Bafing (Tankiso) et du Niger, le Manding de Kangaba (Kaaba) » (*1 G 93*). La mention du Dyuma surprend un peu mais n'est pas inexacte. La fraction de ce pays que réclamait la France se limitait aux villages de Nyândâ Kura et Tigibéri, situés sur la rive nord du Ténkiso. La conséquence en sera le rattachement, contre la coutume, de Tigibéri au Nuga, durant l'ère coloniale.

Quant à la réserve visant les captifs du Gāngarā, elle était de pure forme. La plupart d'entre eux figuraient parmi les mille cinq cents prisonniers qui a'étaient enfuis à Fatako-Dylnko. Il n'en restait qu'une trentaine, pour lesquels Samori réclamait une indemnité.

Avec Samori avaient signé Manigbé-Mori (« Généralissime, Régent éventuel » écrit Péroz, en fait chef de l'armée de réserve); Aneumana Kuyaté, frère aîné d'Amara-Dyéli (« Premier Cadi, premier Ministre », selon Péroz, en fait, chef du Secrétariat); Modidiara Fiñ qui paraît être Morifiñ-Dyā; Kisí Kôndé (= Kokisi, « Intendant Général », dit Péroz, ce qui est à peu près exact); Oumar, premier Marabout (= Amara-Dyéli?).

Le réserve visant le Buré et Kaaba avait été auparavant solennellement rappelée comme condition sine qua non.

(161) Dès le 23 mars, alors qu'il marchait sur le Sénégal pour venger la défaite de Koungel, Frey écrivait : « la mission ne peut accepter le risque d'une rupture... Vous pouvez promettre des cadeaux annuels si Samory accepte de détourner le commerce de Sierra Léone... ». Le 4 avril, alors qu'il est à Kayes depuis deux jours et qu'il a pris conscience de la gravité de la situation, il insiste : « Ne vous attardez pas et soyez large au sujet de l'exécution... Nous aurons toujours le temps d'agir sur Mambi pour qu'il laisse ses gens réoccuper la rive gauche... Tâchez de ramener avec vous un fils de Samory ». Après cette suggestion, qui va avoir un effet spectaculaire, il déclare qu'il a fait « annoncer la réouverture du commerce », et insiste encore : « Ne vous attardez pas à des questions secondaires. Votre lenteur m'inquiète. Ne perdez pas de vue que notre ambition est simplement d'avoir la paix avec Samory, quant à notre plus ou moins grande autorité sur Mambi ou le Roi du Bouré, il n'y a pas lieu de s'en soucier. Il faut nous contenter de la signature de Samory. Quant au reste, faites toutes les concessions, mais finissez-en tout de suite. Les postes ravitaillés, une paix de fait est déjà établie. Ainsi donc, hâtez-vous de revenir ». (*A.O.M. - Sénégal IV-10-5*) et *Dakar 1 D 81*).

(162) Cette clause était, il est vrai, assortie d'une restriction. Elle serait valable « jusqu'à une convention ultérieure ». On ne peut cependant suivre Péroz quand il déclare qu'il s'agit d'une « restriction illusoire, toute momentanée et appelée à tomber d'elle-même dès la campagne prochaine ». Ce n'était certainement pas le cas dans l'esprit de Samory, et Péroz lui-même n'a dû écrire ces lignes que pour se justifier aux yeux de ses pairs.

Cette énumération était évidemment limitative, comme celle du texte initial. En conséquence, le Goro, le Kéndé, le Māsarédugu (Yérébété, Finédugu), les deux Bidiga et le Séké revenaient donc définitivement à la France. Le Ményé et le Sako, non mentionnés dans le texte initial, restaient théoriquement à Samory. En fait, ils recouvrèrent leur indépendance jusqu'au passage de Péroz l'année suivante.

Nous verrons que Samory allait respecter scrupuleusement ces clauses territoriales, même quand elles impliquaient l'abandon de fervents partisans. Il n'hésitera pas à désavouer ceux-ci dans le Séké et le Bidiga.

(163) Deux cours étaient prévues, l'une où siègerait Famako, chef de la garnison de Sanankoro avec le commandant de Cercle de Bamako, la seconde avec Kamori Kèita de Sânsândo, représentant Masarâ-Mamadi, malade, et le commandant de Nyagasola.

Rien ne permet de croire que Tournier ait promis un canon à Samori, comme le bruit en courra l'année suivante dans l'entourage de Gallieni.

(164) Archinard pousse de son côté le cynisme un peu loin quand il écrit (1890 - *Historique*) : « Les clauses exécutoires ne laissent aucun doute sur les intentions de Samori et réduisent à néant les avantages du premier traité. Le Bouré, le Mandé, Kangaba, les villages du Dyouma sont sacrifiés aux convoitises de l'Almami. Les chefs qui s'étaient mis sous notre protectorat ont été abandonnés par nous à la vengeance de Samori ».

Quels sont ces chefs ? Dimfo et Mâmbi sans doute, les plus fervents partisans de l'Almami. Et de quelle vengeance s'agit-il, sinon celle de la France qui va déporter Mâmbi, instaurer à sa place le fantoche Dyola, et créer ainsi un problème successoral insoluble qui troublera le pays jusqu'à l'indépendance du Mali.

(165) « Télégraphiez Nyagasola, avertir Samori par suite de Karamoko ou homme confiance que ne puis accepter traité tel quel. Clauses commerciales oui, mais protectorat Bouré-Kangaba et captifs contredisent. M'oppose pas à son autorité nominale temporaire. Dire Samori que suis satisfait, mais deux clauses à supprimer. Avez le temps avant descendre, écrire Samori pour expliquer situation » (A.O.M. *Sénégal IV-10-5*).

(166) En juillet, peu avant le départ de Frey, le nouveau gouverneur du Sénégal, Genouille, cherchera en vain les clauses pour les joindre au traité que Paris réclamait. Il écrira au commandant Monséur : « Frey croit se rappeler de les avoir oubliées sur sa table de travail ». Mais il fut impossible de les trouver. L'anecdote sera utilisée par les Soudanais pour ridiculiser Frey, qui est cependant excusable, son séjour à Kayes ayant été occupé par des marches constantes contre Mamadu Lamin.

Morifiñ Turé, dit Dyaulé-Karamogho, fils de Samori et de Dyaulé Sidibé, avait alors 17 ans. Il avait récemment terminé ses études coraniques et son éducation militaire n'était qu'ébauchée. En outre, le remplacement des règles de la coutume africaine par la transmission linéaire conforme au droit coranique n'était encore qu'un projet. L'héritier de Samori était donc Manigbé Mori. Dyaulé-Karamogho résidait en 1886 à Faraba-Nara, dans le Dyemoghosi (Kankan) [70].

(167) Il ajoutait il est vrai : « Nous devons montrer de la prudence dans nos rapports avec le Buré et le Manding, dont les chefs cherchent l'occasion de se soustraire à notre autorité à laquelle ils préfèrent de beaucoup le patronage de Samori ». [A.O.M. - *Sénégal IV-10-5*].

(168) Comme l'hivernage approchait, d'autres exilés revinrent dans l'Est pour reconstruire le Bakamâ, ainsi que Narèna dans le Yèrèbété. L'attribution de ces pays à la France était indéniable mais, sur le fleuve, les gens de Kéfiyéroba n'osèrent pas rentrer chez eux. Le voisinage de Mâmbi les inquiétait et ils ne reconstruiront le village qu'après le traité de Bisândugu [276 à 278].

(169) Il demanda l'engagement que son fils n'irait pas plus loin que Saint-Louis, où il serait présenté au gouverneur, et il fit jurer à Péroz et Alassane-Dya de veiller personnellement sur lui. Une lettre de Samori reçue à Kayes, donnait finalement son accord pour le voyage en France de son fils : « J'ai reçu ta lettre et j'ai confiance en vous. Je remets mon fils entre vos mains. Gardez-le comme nous le gardons ». (*Dakar* 1 G 94). Cette lettre, écrite par Oumar Béné (?) est datée du 29 ramadan (20 juin).

(170) Durant son long séjour à Kayes, Karamogho fut installé dans la concession d'Alassane Dya. Sa suite qui comptait 200 personnes (sofas, griots, femmes, captifs) allait attendre là son retour, à l'exception d'une trentaine qui le suivirent jusqu'à Saint-Louis. Six seulement acceptèrent de s'embarquer pour la France.

Le 23 août Combes écrivit au gouverneur pour se plaindre de l'arrivée de 19 personnes revenant de Saint-Louis, qu'il devait prendre comme rationnaires en plus des 96 qu'il nourrissait déjà depuis quatre mois. « On n'aurait pas dû permettre une telle suite sur notre territoire. Cela ne peut se prolonger ». (*Dakar* - 1 G 94). Parmi ceux qui s'arrêtèrent à Saint-Louis on signale un beau-père de Samori, Fadyimba Samaké, chef de Mpyébugu (près de Wolosébugu).

(171) GALLIENI, 1891, p. 295-296. J'ai choisi le passage le plus modéré. Page 9, le même auteur écrit : « Il se tenait sur la rive droite mais il inondait de ses bandes de sofas les états malinkés de la rive gauche placés cependant sous notre protectorat, et ses cavaliers venaient chaque jour rançonner nos villages ». Cette description, est tout simplement malhonnête dans la mesure où elle prétend décrire la situation en 1886.

(172) En janvier 1887, alors que Péroz se rendait à Bisāndugu, le bruit courut que Famako avait été exécuté sur l'ordre de Samori pour avoir visité Bamako sans son accord. Ce n'était comme d'habitude qu'un ragot dyula. Péroz l'apprit en passant à Nyagasola et rentra en France avant de savoir qu'il n'était pas fondé. Nous le prenons de ce fait en flagrant délit. Dans « Au Soudan Français », il n'hésite pas à nous décrire de façon dramatique et colorée l'exécution de Famako (PEROZ, 1889, pp. 167-172).

Binger qui rencontra Famako pendant le siège de Sikasso, en septembre 1887, prétend qu'il était rétrogradé. La chose n'est pas sûre car ce chef prendra une part brillante à la campagne du Fologa, à la fin de 1888, puis il reviendra sous le Niger, sous les ordres de Fila-Kali en 1889. Il sera de nouveau chargé des relations avec le Cercle de Bamako et son attitude, en décembre de cette année, contribuera à faire échouer le coup d'Etat de Managbé-Mamadi (ci-dessous, 4^{me} Partie, chapitre I).

Il tombera finalement en disgrâce, entre mars et juin 1890, quand toute la population qu'il administrait passera en territoire Français. Famako résidait habituellement à Sanānkoro ou à Sinsina d'où il pouvait facilement négocier avec Bamako. En cas de nécessité, il se transportait au tata de Tēngélé, près de Wolosébugu (11° 53' N 07° 58' O) où il maintenait une forte garnison pour couvrir le Sud de son territoire [11, 281].

(173) Il s'agissait de libérer six captifs natifs de Kolulabé, que gardaient les gens de Kooma.

Masa Dēmba se présenta fin juin et eut une explication violente avec Malé, qui se retira aussitôt à Dyambaya (Bidiga orientale), village notoirement samorien. Masa Dēmba s'en vit interdire l'accès et s'enfuit à l'approche des tirailleurs de Nyagasola. Malé rentra alors à Kooma, dépouillé de ses captifs et de son oncle Dyatè, accusé de faiblesse. Avec l'aide des gens du Burè, il cassa ensuite Sobata, un quartier de Kooma et Dantilla (Bidiga occidentale) [258].

Après la mort de Malé, le village samorien de Dyāmbaya émigra dans le Burè, mais il en fut renvoyé sur l'ordre de Samori (A.O.M. - Sénégal - IV - 88).

(174) Marcantoni rapporte les déclarations de Kamori l'un des principaux responsables. Selon lui l'Almami aurait déclaré : « Ce village a été cause de la guerre. Tūmani (le chef de Buguru disparu au siège de Nabu) a appelé les Français. Je ne veux pas de nouvelle guerre, il faut les enlever ».

Marcantoni lui-même interrogea Filaniñ-Mari Sisé qui passait à Nyagasola pour aller acheter des chevaux au Bélédugu. Selon lui, les ordres de Samori, transmis par Sulēmani, auraient été déformés (A.O.M. - Sénégal IV - 88).

La présentation des faits par Gallieni est donc surprenante. Parlant du chef de Buguru qui craignait (en 1888) le retour des Samoriens il écrit : « L'Almami, l'année précédente, pour le punir d'avoir correspondu avec notre poste, lui avait fait taillader la figure à coups de poignard » (GALLIENI, 1891, p. 387).

(175) Rapport de mission à Bisāndugu (A.O.M., Sénégal, IV - 88). Dans ses publications, Péroz parle de son camarade sur un tout autre ton.

(176) Evénements de Nyagasola (F.O.M., Sénégal, IV - 88). — Les gens du Séké sont plus froids et hésitent, mais ils reconstruisent les caacs, ils ne veulent plus émigrer. Ils ont refusé d'aider le Dyuma à envoyer le cadeau annuel à l'Almami pour la Tabaski (qui tombait cette année le 28 août).

Hawamagā, de Kolita, qui commandait les rapatriés sera reconnu comme chef de canton, mais Péroz prétend que l'autorité française ne sera effective qu'en 1887, quand il profitera de sa mission à Bisāndugu pour renouer avec Sanusi Turé.

(177) Ces lettres in Dakar 15 G-83. Le commandant supérieur par intérim écrit au gouverneur que les relations avec Samori sont cordiales.

(178) Bānko sur la rive gauche, en amont de la frontière Guinée-Maliennne.

(179) Cette absence de récrimination implique que les marchandises françaises étaient effectivement admises en franchise. Le 20 janvier 1887, Péroz signale que le commerce avec Freetown a nettement décru depuis 1882, en raison de la création de la ligne de pénétration française. L'interdiction de la vente de poudre et d'armes par le Sénégal profitera par contre à la Sierra Leone.

(180) Māmbi avait utilisé comme intermédiaire un griot de Kēla fixé à Nyagasola, qui lui était personnellement dévoué : Dyèli Mamadi, hôte de Kaniba Mamadi Kēita. Marcantoni aurait tenté de rassurer le chef de Kaaba sur les intentions des Français. L'effort était désespéré car Māmbi savait parfaitement par Amara Dyèli que, depuis

Borgnis-Desbordes, les Blancs le considéraient comme un traître. L'avenir montrera que ses craintes étaient fondées. Cependant, un jour où il était ivre, il se serait laissé aller à déclarer que, si les Français le présentaient, il s'entendrait avec eux. C'est alors que Samori, averti, ordonna l'évacuation (Marcantoni in *A.O.M.*, IV, 88).

(181) Le 10 janvier 1887, Marcantoni signalera qu'un griot du Dyuma, Saramodu, avait eu l'idée de mettre le feu à la brousse pour débusquer ces clandestins. Samori l'aurait fait arrêter pour excès de zèle. Par ailleurs le village de Sumbo demanda à Kaniba-Madi s'il pouvait se réfugier sur le territoire de Nyagasola.

(182) Les gens du Nuga, qui avaient traversé à l'approche de Frey, ne rentreront qu'en 1888, à l'appel de Gallieni.

(183) Télégramme du 2-12-1886 (*A.O.M. Sénégal*, IV-88).

(184) Péroz, en route pour Bisandugu, jugera que l'action politique de son successeur n'avait pas été efficace. Il s'efforcera d'y suppléer en renouant avec ses vieilles relations : Sanusi dans le Séké et Nana Fall, de Didi, que la mort de Dimfo laisait pratiquement maître du Burè. Nana-Fali viendra en janvier se faire soigner les testicules par le médecin de Kita (Péroz à Gallieni, 10-1-1887 - *A.O.M. Sénégal*, IV-88).

Pour la succession du Burè, Samori hésitait entre un cousin du mort, Soso Bandyugu, de Kéntifyā, et un parent plus éloigné, Faramba. Finalement, au début de 1887, les Français nommeront Koloko-Duba, autre cousin de Dimfo. Soso Bandyugu sera leur second chef de canton, vers 1895 [255, 256].

On verra que Nana-Fali se réconcilia avec les Français grâce à la modération de Gallieni.

(185) SOURCES : Les journaux de Bordeaux, quelques entrefilets du *Temps* et du *Journal des Débats*. L'*Illustration* a publié d'excellents dessins de Guth (44^e année, n° 1268 et 69, pp. 120-132). Le commentateur, qui signe Rastignac, n'était qu'un esprit creux et mal informé. En dehors de la presse, les principales sources concernant le séjour de Dyaulé-Karamogho en France sont aux archives de *Dakar* (1 G 93 : mission Péroz-Tournier et 1 G 94 : Karamoko en France) et de Paris (*A.O.M.*, *Sénégal*, IV-88).

(186) Le choc causé par le spectacle d'un pays moderne était évidemment violent pour un africain de l'intérieur, mais on a tendance à exagérer son ignorance de l'Europe mystérieuse. N'oublions pas que de nombreux Sarakholé servaient dans les bas emplois sur les lignes de Bordeaux et que leurs compatriotes étaient relativement nombreux dans les rangs de Samori.

(187) En dehors d'Amara-Dyéli (« Oumar Djally »), dont le choix s'imposait comme négociateur, Samori avait choisi Tasili-Mangan Kanuté, en raison de sa connaissance de l'anglais et de sa familiarité avec les Français de Kayes.

Le Marabout « chaperon » n'était autre que Lâsiné Kéra, alias Mori Kéravyu, natif de Nafadyi-Baté. C'est lui qui négociera avec Archinard en 1889 [10].

La presse française nous parle encore de deux « amis d'enfance du Prince » : Lamini Kaba (= « Lominé Roba ») et Famodou. Ce dernier est assez connu. Il s'agit de Makémé-Famudu, de Bisandugu, fils de Tubasoghona-Numuru Kamara, l'un des premiers partisans de Samori, et qui sera tué comme bolotigi à Sikesso. Makémé Famuru jouera un rôle militaire sous les ordres de Tenénso Kaba au Kisi en 1892 [10]. J'ignore qui était le sixième compagnon.

(188) Leur départ à la gare Bastide est décrit par la Presse locale selon le pittoresque facile de l'époque. Il se déroula au milieu d'une affluence extraordinaire.

(189) Il occupait avec sa suite une fraction du 2^{me} étage, 12, Boulevard des Capucines. Sa note s'éleva à 14.391 Francs (*A.O.M. Sénégal* IV-88). Ces Musulmans semblent avoir fait une forte consommation de vins et liqueurs payés par bons du capitaine Tournier, qui avait d'ailleurs perçu une avance de 500 Francs à Saint-Louis et de 2.000 Francs en arrivant à Bordeaux (*Dakar* 1 G 94). La dépense totale s'éleva à 60.000 Francs environ.

(190) On les signale à l'Opéra, à l'Hippodrome de Longchamp, et enfin à l'Eden, où le numéro de prestidigitation de Buatier de Kolta aurait semé un début de panique dans leurs rangs.

Dyaulé-Karamogho choisit, en compagnie de Tournier, des cadeaux destinés à son père (glaces, lampes fauteuils). Oubliés par Mamadou Racine à Saint-Louis, ces cadeaux allaient servir de prétexte aux lenteurs calculées du retour.

(191) Il rendit sa première visite au colonel Frey, qui s'était retiré à Asnières à l'annonce de son remplacement.

En dehors du secrétaire d'Etat aux Colonies, La Porte, ses principales audiences eurent lieu à partir du 15 chez l'amiral Aube, ministre de la Marine, le Président du Conseil, Freycinet, et enfin, le Président Grévy. Il visita aussi Brière de l'Isle à la direction des Troupes Coloniales et Faidherbe à la Grande Chancellerie de la Légion d'Honneur.

(192) Boulanger le reçut en compagnie d'une partie de son état-major et s'efforça de lui donner la plus haute idée de la puissance militaire française. Il lui fit visiter officiellement divers établissements militaires, dont la caserne des Célestins, Vincennes et l'Ecole Militaire. Il l'autorisa à assister aux Grandes Manœuvres qui eurent lieu à la fin d'août. Dyaulé Karamogho, faisant preuve de bon sens, s'intéressa davantage au nouveau Kropatschek à répétition qu'à l'artillerie. On lui reprochera d'en avoir « escamoté » huit en rentrant à Kayes.

Au risque d'appauvrir la petite histoire, il faut avouer que le fils de Samori n'était pas présent à la fameuse revue du 14 juillet, qui marqua l'apogée de celui qui passait encore pour un général républicain. A cette date, Dyaulé-Karamogho se trouvait toujours à Saint-Louis. L'erreur a été lancée par MEVIL (1899, pp. 68-69) et elle est surprenante puisque cet auteur dit avoir consulté la presse de l'époque. On l'a recopié depuis.

Les côtés enfantins ne manquèrent pas. C'est ainsi qu'on fit cadeau à Karamogho de trois uniformes de cuirassiers. Il revêtit cette tenue pour accueillir Péroz et Binger.

(193) Le fils de Samori était toujours escorté de Mamadou Racine et d'Alassanne Dya, qui se considéraient comme personnellement responsables envers Samori. Tournier, jugé coupable d'un accord nuisible aux intérêts nationaux, ne repartait pas en Afrique.

Dyaulé-Karamogho quitta Bordeaux le 6 septembre et débarqua le 14 à Dakar, où il eut des difficultés avec la douane qui voulait visiter ses bagages en dépit de ses protestations.

Il quitta Saint-Louis le 23 septembre et arriva le 2 octobre à Kayes.

(194) On lui reprocha, non pas le pillage des villages Sarakholé par ses troupes, mais la non-application au butin du règlement sur les prises de guerre. On ne saurait douter que les tirailleurs, en luttant contre Mamadu Lamin, aient eu la main lourde, mais pas plus qu'au cours des autres campagnes soudanaises. Or, c'est à ma connaissance, la seule fois qu'un tel grief a été soulevé contre un chef militaire en action outre-mer.

(195) Les instructions de Gallieni précisaient : « Il faut nous assurer une situation exclusive dans tout le bassin du Haut-Niger... Attester cette influence par un acte qui puisse être notifié. Les dispositions de Samori permettent de le considérer comme réalisable ». (A.O.M. Sénégal - IV - 87).

Sur la démarche des Affaires Etrangères : voir A.O.M. - Sénégal - IV - 87.

L'idée d'utiliser les jalons posés par Frey pour traiter avec Amadu s'explique fort bien dans cette perspective. Les droits exclusifs de la France s'étendraient ainsi jusqu'à Tombouctou.

(196) Je n'ai pu retrouver ni l'arrêté constituant la mission, ni la lettre de l'Amiral Aube à Samori, dont Péroz portait l'autographe. Cet acte doit remonter au début d'octobre, car Péroz passa ensuite une quinzaine de jours à acheter des cadeaux destinés à Samori (armes, étoffes, selles, glaces, meubles). Malgré l'esprit romanesque de Péroz et ses digressions constantes sur les événements de 1885, « *Au Soudan Français* » (1891) reste la meilleure source, disponible, plus détaillée, sinon plus précise, que le rapport du capitaine.

(197) Péroz, débarqué le 29 à Dakar avec Gallieni, avait quitté Saint-Louis le 1^{er} novembre avec des renforts comprenant Dargelos et le Docteur Fraas, qui n'étaient pas encore affectés à la mission. Gallieni ne partit que le 8 à bord de la « Salamandre » et s'arrêta au camp d'Arondou, au confluent de la Falémé.

(198) Karamogho avait trainé à Kayes en octobre, en attendant les cadeaux qui avaient été égarés à Saint-Louis. C'est là qu'il aurait, selon Archinard, « subtilisé » huit fusils Kropatschek, afin d'édifier son père sur le dernier cri de la technique française. Il se trouvait à Bafoulabé en décembre quand il apprit que Péroz approchait. Il annonça aussitôt qu'il l'attendrait, mais il reçut l'ordre de continuer sa route. Il allait pourtant trainer à Nyagasola du 20 décembre au 3 janvier en invoquant la maladie de son cheval. Il y joua d'ailleurs le grand politique à la demande du commandant du fort, en écrivant à son père de surseoir à l'évacuation des habitants vers la rive droite. Samori allait justement quitter Sanānkoro, où il venait d'être proclamé Namutigl (enturbanné), pour accueillir son fils à Bisāndugu (janvier).

(199) Le texte original du rapport paraît égaré. On ne le trouve ni à Paris, ni à Dakar. Des lettres relatives à sa mission existent in *A.O.M. - Sénégal - IV-87*. Il faut donc recourir aux renseignements épars de PÉROZ (1889) et aux larges extraits publiés par GALLIENI (1891). Départ de Kayes le 1^{er} décembre, de Bafoulabé le 9, séjour à Kita du 1^{er} au 4 janvier et à Nyagasola du 9 au 12, où Péroz s'employa à renouer avec le Burè et le Séké. Ensuite, route du Kendé et du Séké par Kèñyékuru, Farrbalé, Nafadyi (16 janvier), le 19 janvier, il arriva sur les falaises dominant le Niger à Dankakoro (7 km. est Siguiri). La rive gauche du Niger où il allait camper longtemps se trouvait déserte. La population demeurait derrière le fleuve depuis le passage de Combes. Péroz envoya aussitôt un courrier portant un cadeau pour annoncer sa venue. Dès lors il fallait attendre la réponse, et celle-ci ne fut pas prompte. Le 25, la mission reçut la visite d'Aminata-Dyara qui rentrait en pirogue de Bisândugu. Il venait d'être nommé chef de l'armée de Damisa, dont le nouveau quartier général était à Faraba (Kulibaldugu), 15 kilomètres en aval. Il transmit la bienvenue de l'Almami à Péroz mais celui-ci, las d'attendre, se transporta le 29 à Tigibéri. Les Somono refusaient de lui faire passer le Tènkiso, mais bientôt arriva Nasikha Madi avec une lettre de Samori très aimable, mais creuse (traduction in PÉROZ, 1889, p. 325-26). L'Almami feignait d'ignorer le vrai but de la mission.

(200) Tandis que les bagages suivaient en pirogue, Péroz marcha à petites étapes, visitant ses hôtes de l'an passé, le 30 à Togi-Ulé et le 31 à Kèñyéba-Kura. Le 1^{er} février, il entra à Dyumabana, le 2 il traversait le Niger à Konama. Le 3, il était à Sànsàndo, où Kamori Kèta lui fit une réception mémorable (GALLIENI, 1891, pp. 243-245). Il y reçut des envoyés de Masara-Mamadi, qu'on disait malade, mais il s'indigna bientôt en apprenant qu'on lui cachait que le frère de Samori était mort deux jours plus tôt.

Le 5 février, Péroz repartit, traversa le Milo près du confluent et arriva à Kèñyéro dans le Balimakhana. Le 6, à Fodékariya, le 7, à Soila, où il entra dans le Baté, et le 8, à Nafadyi, il remarqua le style soudanais des moquées.

Dyaulé-Karamogho l'attendait à l'entrée de la métropole du Milo et il faut lire le récit de leur entrée en ville, de front, dans des ruelles étroites où leurs chevaux, énergés, se mordaient. Péroz nous peint sous des jours très favorables Baturuba-Lay Shèrifu, qui commandait Kankan depuis la chute des Kaba : ici se place l'épisode célèbre de la dette remboursée à l'hôte de René Caillé (GALLIENI, 1891, pp. 260-263).

(201) GALLIENI (1891, p. 259). Il aurait payé cette collaboration d'un « beau sac d'écus ».

(202) Le 12 au soir, Péroz fut reçu à Tinti-Ulé par Sarāswarè-Mori Bèrété. Il désigne l'ancien patron de Samori par le surnom de Biri-Kyé (*Bitiki* = tordu), que les auteurs plus récents ont eu tort d'adopter. Le 13, il était à Sana où commençait la zone des cultures continues qui entouraient Bisândugu. Dans son rapport, dont Gallieni publie des extraits, c'est ici que Péroz situe l'épisode du taureau furieux qu'il dut abattre au fusil, alors que dans son livre (1889), il reporte la même anecdote, d'ailleurs enjolivée, à son séjour à Kankan. Cet exemple donne une fois de plus la mesure de sa fantaisie.

Péroz reçut aussitôt la visite d'Amara-Dyèli, et il déclare avoir revu avec plaisir son ancien hôte, qu'il traitait de menteur l'an passé. Il vit ensuite venir à lui trente fils de Samori, tous à cheval, puis Kémé-Brèma et Menigbè-Mori « que Samori soupçonne de comploter et a démonté de ses hautes fonctions » (voir 2^{me} partie, chapitre I).

(203) Péroz redoutait les séances publiques où toute explication sincère était impossible, et où les invectives des courtisans étaient insupportables. A l'en croire, il se serait déguisé en indigène, et, de nuit, à l'insu de tous, grâce à sa bonne connaissance de la langue maninka, il se serait fait introduire chez Samori pour discuter d'homme à homme.

(204) Pour cette scène célèbre, on se reportera à GALLIENI (1891, pp. 287-291, dessin de Riou). Péroz déclare par la suite que, si Samori avait ordonné de porter la main sur les ambassadeurs, il était décidé à l'abattre avec son revolver (PÉROZ, 1905). Il est invraisemblable qu'une telle idée ait pu effleurer Samori.

(205) « La mauvaise foi de Samori qui l'a mené à vous taxer d'insincérité est la conséquence de votre attitude trop obéissante à l'égard de ce chef nègre. De ce fait, il nous juge des personnages infimes, il a les idées faussées. Si Samori refuse, soulignez qu'aucune autre mission ne sera envoyée et qu'il ne trouvera plus l'occasion d'un règlement à l'avantage de sa puissance. Pour l'accompagner contre Tièba, faites comme vous le jugerez utile, mais cela présente des inconvénients pour nos futures relations avec le Canadougou (Kénédugu)... Dans le Soudan, il ne faut pas prendre ouvertement parti. » (Dakar 1889).

(206) Je n'ai pu retrouver le texte de cette lettre, rédigée à Manāmbugu le 10 mars. Celle du 9 mars est écrite à Kaba-Bulenda (ces deux localités sont entre Bafoulabé et Kita).

(207) Le 24-2, à Talari, il écrivit à Marcantoni qu'il allait passer à Nyagasola en rentrant de Bamako, et qu'il voulait qu'on prépare d'ici là une étude en vue de l'occupation de Siguiri ou Tigibéri (*Dakar 1 D 39*). C'est le 13 mars seulement qu'il annonça à Péroz qu'il était trop tard pour construire le fort cette année. Le capitaine se trouva ainsi en mesure de faire une ultime concession à Samori.

(208) En avril, alors que Gallieni était rentré à Kita, mais ignorait que Samori marchait déjà sur Sikasso, le bruit courut que l'émigration vers la rive droite allait reprendre. Le colonel écrivit aussitôt une nouvelle lettre menaçante à l'Almami : « Je m'apprêtais à traiter avec tes ennemis et à construire un fort l'an prochain. J'arrête pour te montrer ma bonne foi. Mais à la première tentative, si tu fais émigrer, les travaux reprendront ». (*Dakar - 1 D 89*).

En fait, il n'y eut et il n'y aura plus aucune tentative de Samori pour faire émigrer les ressortissants des pays cédés. La population riveraine, depuis Kaaba jusqu'à Siguiri, était installée au sud du fleuve bien avant la signature de la convention de Bisandugu. Dans le Buré, personne n'émigra, même les partisans notoires de Samori, comme Nana-Fall.

(209) Il emprunta jusqu'à Sāsāndo la même route qu'à l'aller, mais il se plaignit que les agents de Samori, pleins d'attention pour lui, aient surveillé de près ses mouvements. L'Almami lui avait en effet interdit de changer d'itinéraire. A Sāsāndo, il décida, malgré les protestations de Kamori, de continuer par la rive droite du Niger (Togi-Fiñ, Kényéba-Koro). En conséquence, arrivé en face de Siguiri, il ne trouva personne pour lui faire passer le fleuve, et il dut recourir aux réfugiés du Nuga pour se tirer d'embaras.

(210) Plat se détourna de la route de l'aller. Il traversa le Buré par Balato et Sétigiya, où tout était calme, puis Buguru et le Këndé (Farabalé). Il arriva à Nyagasola le 15 avril, juste à temps pour se présenter à Gallieni. Il repartit aussitôt par le Këndé et Bodala, et rejoignit Péroz le 22 à Nabu.

(211) Péroz suivit le Tēnkiso par Nyāndā-Kura (il écrit à tort Niantan-Koto), Kamaka et Kurunyā (il écrit Kroudiān) pendant que le docteur Flas faisait un crochet sur Bukarya (Buré). Le 14 avril, à Didi, Nana-Fali les reçut correctement. Le 15, Péroz entra à Saraya (Sako) et imposa un traité à Nanko Sako, qui reconstruisait Séla. Le 16, il explora les flancs de la montagne voisine et s'imagina y trouver les sources du Niger (la date donnée dans « *Au Soudan Français* » est le 19, mais il faut suivre le rapport). Le 17, à Lébaya, nouveau traité avec Sengu Kamara, que Péroz croyait chef du Ményé. (Le véritable était Dyukhuna Bāndugu, de Sāntigiya, que le commandant de Nyagasola investira durant l'hivernage). Le 18, Péroz quitta Didi et se hâta vers le Nord par Forogi (Ményé), puis Kooma, Farinkamaya et Farabalé dans le Bidiga. Le 22, il retrouve Plat à Nèbu.

(212) De Nabu, ils obliquèrent vers l'Ouest par une piste de montagne Dilafundu-Dingo, [A.O.F.-Siguiri] - Fulundy-Kanbaya - [A.O.F.-Sirekoro] (25 avril). Les Dyalōnké du Kulu étaient déjà en relations avec Kita, mais n'avaient pas encore signé de traité. Péroz y pourvut. Puis il se sépara de Plat, qui allait longer le cours du Balé et du Bafiñ, tandis que lui-même traversait les montagnes par Kuragbé et Balāndugu. Le 30 avril, à Maghana où il venait de traiter, Plat le rejoignit, abattu par une bilieuse. Dès lors, il se hâta de descendre le fleuve par la rive gauche. Bien qu'il ait constaté que la paix était revenue dans la confédération du Bafiñ, il évita Sāntinyā, résidence de Sagoba-Magā, puis traversa Marēna-Konkuruma-Dialakoto et Nāntēla. Le 6 mai, Bukari, chef des Talibé de Kundyā, le reçut aimablement et lui fournit du lait pour Plat.

La mission s'acheva sans peine, à travers le Bambuk de Garā, plus francophile que jamais (Lanāndi-Kamā-Kuruba-Gunfā) et le Nyatyaga (Musakarē-Mānsona). Le 12 au matin, Péroz prit le chemin de fer à Dyamu.

(213) Parti de Bamako le 5 avril, il arriva à Nyagasola le 13 et en repartit le 15. Une fois de plus, l'itinéraire qu'indique la carte de MENIAUD (1931, p. 274) est grossièrement erroné. Même sans recourir au rapport de Gallieni (*Dakar 1 D 89* et 90), il suffisait de lire son livre où il précise qu'il a suivi la route de Vallière (GALLIENI, 1891, p. 176). Il passa au pied des monts du Manding par Sibi, Balānkumakhana et le Bakamā. Malgré sa hâte, il aurait facilement pu remonter le fleuve jusqu'à Siguiri, mais il est possible qu'il ne voulut pas inquiéter Samori au moment où celui-ci venait de signer la convention, et d'obtenir la promesse que l'implantation française serait retardée.

(214) Simultanément, le lieutenant Martin établissait des « traités » avec le Bambuk. Oberdorf, gravement secoué par une bilieuse, n'avait pu atteindre Dinguiraye, et Agibu l'avait visité, allité à Tāmba.

(215) Et particulièrement contre son fils Solbu, qui tenait encore le Guidimakha, et sera fusillé après sa capture dans des conditions assez scandaleuses (GALLIENI, 1891, p. 185-187).

(216) « La sincérité de Samory n'est pas douteuse si nous menons une politique ferme et prudente sans flottement ni provocation. Il faut le persuader que nous ne souffrirons aucun empiètement, mais borner là notre action... Il faut éviter que les commandants de cercle de Bamako ou Niagassola compromettent par précipitation ou ignorance les résultats obtenus. » (A.O.M. - *Sénégal IV-88*).

(217) « Nous devons, au Soudan, avoir une politique à nous, sans tenir compte d'Amadou et de Samory, qui n'accepteront jamais nos idées. Nous pouvons à un moment donné chercher à entrer en relation avec l'un ou l'autre. Mais la règle est de faire ce qui peut être nécessaire pour étendre notre influence et notre commerce. » (Rapport 1886-1887 - *Dakar 1 D 90*).

(218) Rappelons que Binger, qui avait servi sous les ordres de Combes en 1884-1885, appartenait nettement à la faction soudanaise. Il s'en écarta à la suite de son exploration et rompra nettement après son échec à l'École de Guerre. La Porte lui avait accordé cette mission pour complaire à Faidherbe dont il était officier d'ordonnance.

(219) Ces instructions sont datées du 10 octobre. (A.O.M. *Sénégal IV, 9 bis*) : « La conduite adoptée en 1886-1887 est d'encourager en sous main Tiéba. Il convient de faire respecter les engagements de Samory. L'installation à Siguiri s'impose pour notre action du Fouta Djallon... Nous devons suivre attentivement la guerre de S. contre Tiéba car l'affaiblissement de Samory est notre intérêt... Il faut étendre notre influence sur le Fouta Djallon que nous prenons par derrière depuis la paix avec Samory... Ainsi, faire respecter strictement les engagements qu'a pris notre « protégé » Samory, et, quant à nous, saper autant que possible la position du dit protégé. »

(220) Rappelons que si l'idée d'un fort en amont de Bamako vient de Borgnis-Desbordes, le choix de Siguiri a été le fait de Combes. En mai 1885, Seignac-Lessepe avait donné son accord pour sa construction. Seule, l'offensive de Samori avait tout remis en question.

(221) Gallieni avait exclu Péroz, à qui il reprochait trop de déférence envers Samori. Affecté au ministère de la Marine, rue Royale, le capitaine assistera aux principales émeutes du Boulangisme. Il en profitera pour écrire son premier livre, « *Au Soudan Français* », que la faction soudanaise allait critiquer âprement.

(222) Nous ne disposons malheureusement pas ici du *Journal de poste* de Bamako qui présente une lacune du 23-1-1887 au 5-11-1889. Les publications de Binger et de Gallieni, les rapports, et la correspondance de ce dernier, ne font aucune allusion à des incidents de frontière. Les reconnaissances furent le fait du lieutenant Quiquandon, adjoint de Tautain.

(223) Binger traversa le fleuve pour la seconde fois le 3 septembre. La longue attente qui lui avait été imposée servira d'argument à la polémique anti-samorienne.

(224) GALLIENI écrit : « Samori, avec sa mauvaise foi habituelle avait déjà envoyé des émissaires pour essayer de troubler notre installation à Siguiri et soulever contre nous les populations du Bouré ». (1891, p. 382). Le commandant supérieur se contente de cette affirmation et ne donne aucune précision. Ce n'est d'ailleurs pas surprenant, car la correspondance de Nyagasola ne signale aucun incident. Selon Archinard, Gallieni aurait même avancé un mensonge flagrant : « Des villages entiers du Ouassoulou avaient demandé durant l'hivernage protection au Commandant militaire de Nyagasola qui les avait engagés à émigrer sur notre rive ». (A.O.M. *Sénégal, V, Historique*). Le colonel accusait donc Samori de se conduire comme se conduisaient en réalité ses propres subordonnés.

On ne saurait douter, cependant, que les partisans de l'Almami aient diffusé des bruits hostiles à la France. Il n'avait pas besoin pour cela d'envoyer des émissaires. On comprend que Samori n'ait guère apprécié l'occupation de Siguiri, mais on l'imagine mal montant une intrigue anti-française, sur le Niger, alors qu'il jouait sa vie devant Sikasso.

(225) Il visita Dianghirté et Wosébugu, préparant ainsi les campagnes d'Archinard. Principales étapes : Bafoulabé du 10 au 14 décembre, Nanifara (Bambuk) le 22 décembre, et Tombé (Könkodugu) le 31 décembre. Le 9 janvier, le capitaine Oberdorf mourut d'une bilieuse. Plat, désormais chef de mission, en repartit le 18 par le Mertambaia (Dialonké). Du 4 au 18 février, séjour à Dinguiraye chez Agibu. Ensuite, par le Kolen, arrivée à Tugumba où il resta du 9 mars au 2 avril. Plat se dirigea ensuite sur Timbo, le Tamiso et le Tambakha, frôlant la frontière occidentale de Samori. Le 26 avril il était à Koiyu chez l'Almami du Bèna. Enfin, le 29, il arriva à Farmoréa, sur la Mélakuri où la baleinière de Forichon vint l'embarquer pour Benty (1^{er} mai) (GALLIENI, 1891, pp. 449 à 553).

(226) Sur la demande du gouverneur Bayol, ce traité ne sera pas ratifié et les rentes supprimées par Gallieni continueront à être payées. En dehors de l'affirmation fort nette du protectorat français c'était d'ailleurs la seule innovation par rapport au traité de 1881. A l'issue de la mission Briquetot, en 1889, Archinard, se rendant compte de l'hostilité du Futa, proposera de « déclarer le malentendu aux Almamis et de désavouer Plat » (*Dakar, 1 G 208*).

Malgré toute sa malveillance, Olivier de SANDERVAL, qui négociait alors à Timbo la cession du Kahel, reconnaît que Plat n'a pas échoué (1893, p. 245 sqq.). Il est significatif que son hostilité envers les militaires ait bientôt été adoptée par l'administration civile de la Guinée (ARCIN, 1911, pp. 436-437).

(227) Le lieutenant d'artillerie Vittu de Kerraoul allait aménager le passage des cours d'eau au-delà de Nyagasola, tandis que la brigade télégraphique, dirigée par un civil, Saïlot, entreprenait de prolonger la ligne. Le capitaine Sorenel, avec les équipes de construction, partit également en avant.

(228) Alors terminus du chemin de fer, au kilomètre 95. La construction d'un pont de 75 mètres sur ce marigot était alors en cours.

La colonne comprenait un peloton de spahis, un d'infanterie de marine, une compagnie de tirailleurs, une section d'artillerie. Il y avait dans le convoi 150 voitures (GALLIENI, 1891, p. 379-380).

(229) Etapes : Bafoulabé le 31 décembre, Kita le 8 janvier, d'où une section de tirailleurs, sous les ordres de Mademba, franchit le Bakoy pour parcourir le Banyakadugu, le Goro, le Bidiga et le Ményè. Elle y réquisitionna vivres et porteurs pour Siguiri. Mademba poursuivra le quadrillage de cette région jusqu'au départ de la colonne.

(230) C'est à Nyagasola, où il séjourna du 15 au 17 janvier, que Gallieni apprit la mort d'Oberdorf. Le convoi, grossi de la compagnie Sorenel, traversa le 18 le Koroko sur un pont suspendu, dû à l'ingéniosité de Kerraoul. Les voitures nécessitèrent la construction d'un pont à chaque marigot important : le Kurako le 19, le Kofilani le 20. Le 21, à Buguru, les 30 ou 40 tonnes de grain promises par Nyagasola manquaient, et Gallieni dut se contenter d'en réquisitionner 5. Il rendit évidemment la propagande samorienne responsable de ce déboire, survenu dans un village pro-français. Le soir à Sétigiya, il fit enterrer les restes des massacrés de 1885. Le 22 il rattrapait la brigade télégraphique à Balato (*op. cit.*, 1891, pp. 383-391).

Un poste provisoire fut maintenu à Buguru jusqu'à la retraite de la colonne. Son rôle, comme celui de Mademba, était de réquisitionner hommes et vivres.

(231) Les premiers jours furent difficiles, mais bientôt arrivèrent les vivres et les manœuvres réquisitionnés dans l'Ouest par Mademba, et les travaux allèrent alors très vite.

Le fort fut construit sur le plateau abrupt qui s'élève au nord du village, et il est à l'origine de l'actuelle résidence. Enfin d'améliorer la défense, l'abrupt des versants fut accentué à coups de mines. Les travaux furent effectués par 600 manœuvres du Burè et du Bidiga, dont 50 femmes préparaient la nourriture (*op. cit.*, pp. 396-397).

(232) La colonne s'était installée dans les ruines du village, abandonné depuis trois ans et qu'elle nettoya.

Dès le 24, après avoir piqueté le fort, Gallieni visita Tigibéri désert et s'indigna de voir des pirogues chargées de grain circuler le long de la rive droite. Il envisagea aussitôt de les saisir de force si la situation ne s'améliorait pas. L'arrivée des premiers convois de Mademba rendit cette mesure inutile.

Quand la compagnie Audéoud le rejoignit, en février, la crise alimentaire était déjà surmontée.

(223) Gallieni eprit le 8 février qu'un gros détachement venait d'arriver à Kéfyérâ, et la tradition nous apprend qu'il était commandé par Fila-Kali en personne [10, 11]. Quatre sofas se présentèrent le lendemain pour saluer le colonel qui fit une démonstration de son artillerie pour les impressionner (*op. cit.*, p. 405-406).

(234) La lettre de Gallieni est datée de Siguiri le 11 février : « Je voulais t'écrire pour t'annoncer mon retour, mais j'ai dû en finir d'abord avec Mamadu Lamin, qui est mort. Tranquille de ce côté, je suis venu commencer le fort de Siguiri. Ce n'est pas un acte hostile contre toi, le traité de Biañdougou le permet. Je tiens à être chez moi comme Ahmadou et comme toi. Une fois les limites fixées, que personne ne les traverse en armes. Siguiri est un centre de commerce. Je verrai ta sincérité si tu laisses les caravanes y venir, sinon je considère que tu ne suls pas le traité. Tu me demandes des tirailleurs. Ce n'est pas possible selon le traité, car c'est toi qui a attaqué Tiéba. Je dois te protéger si on t'attaque et si on te fait une guerre injuste. Ce n'est pas le cas, et le capitaine Binger t'a dissuadé de la continuer. Tu ne l'as pas écouté. On dit que le capitaine a été assassiné. Je ne veux

pas le croire, mais je suis étonné que tu ne m'aies pas écrit. Binger est sous ta sauvegarde et cela peut tourner mal pour toi, sauf si le meurtre a eu lieu en pays étranger, mais je veux en être certain. Il sera vengé. Je t'engage à m'envoyer tous les renseignements. » (Dakar, 15 G 81).

Une lettre de Gallieni au gouverneur le 16 février donnera la mesure de sa sincérité : « J'ai reçu la nouvelle de l'assassinat de Binger. Je ne crois pas que ce soit Samori, néanmoins je lui ai écrit que s'il ne se disculpait pas, je franchirais aussitôt le Niger pour marcher sur Bissandougou. » (Dakar, 15 G 30).

(235) Le 2 février, Gallieni réunit les chefs du Burè et investit en leur présence Kolako-Duba. Le 5 il refusa de faire fusiller Nana-Fall, comme le réclamait le commandant de Nyagasola, qui prêtait l'oreille à ses ennemis. Ce même jour, le Burè s'engagea à payer un tribut annuel de 13.000 gros d'or (= 20.000 Francs), soit bien plus que celui qu'il versait à Samori.

(236) Les gens du Nuga traversèrent le fleuve à gué parce que les Somono, fidèles à Samori, refusaient de les passer. L'opération eut lieu sous la protection d'un détachement de tirailleurs et de spahis que le colonel avait envoyé tenir la rive (GALLIENI, 1891, pp. 401-402).

La colonne occupant leur village, les émigrés s'installèrent dans des abris provisoires. Gallieni donna son investiture le 9 février au vieux Maryama-Kaimba Magasuba, qui mourra l'année suivante. Les rapatriés indiquèrent les stocks de grains cachés en brousse, ce qui mit fin à la disette des premiers jours (op. cit., p. 408).

Faramusa Kèita fut investi le 19 février comme chef de Tigibèri (Dyuma Nord) (op. cit., p. 408).

(237) Cette fatigue des populations à l'égard de la domination samorienne, qui est évidente vers la fin de la guerre de Sikasso est présentée par Gallieni : « Leur haine du souverain nègre ne saurait étonner quand on connaît les procédés sauvages qu'il a employés pour établir sa domination » (op. cit., p. 402). Rappelons cependant que toute la région s'était soumise de bon gré, à l'exception du Kulibaldugu, qui était resté désert jusqu'en 1886.

(238) Les pays de la rive droite, dont le commandant supérieur signale le ralliement, sont tous proches de Siguiri. Kamori, de Sèèando (Dyuma), dégoûté des exactions de Samori, aurait fait sa soumission dès l'arrivée de la colonne. Le fait est surprenant de la part d'un aussi vieux partisan de l'Almami. En mars ce fut le tour des Kulibali de Faraba (ceux de Kéñyérā devaient être surveillés de trop près), et de leurs voisins du Sândugu. Le Kulunkalā (Nora) se présentera à la suite de la visite d'Audéoud.

Pour Nafodé (Nānfédé Kèita) de Kamaro (Dyumawañya), Gallieni nous dit non seulement qu'il fit acte d'allégeance, mais qu'il s'efforça de faire rentrer ses guerriers qui combattaient à Sikasso.

C'est seulement chez Dyèmoré Sako, de Kundyā, que Gallieni signale une certaine réserve. « Il ne s'est décidé qu'en dernier lieu » à présenter sa soumission, tardivement, après le départ de la colonne (GALLIENI, 1891, pp. 596 à 598).

Le chef du Kélévadugu, Masa Bagayogo, venait de remplacer Gbèsè [292].

(239) Gallieni ajoute, sans donner aucune précision, qu'il fit massacrer un village qui avait demandé l'aide de Bamako (op. cit., p. 417). Comme cet événement ne s'est certainement pas produit en 1887-1888 (les correspondances n'y font aucune allusion), il doit s'agir encore d'une allusion au massacre de Kényéroba en 1882 (ci-dessus IV, A).

Māmbi ne pouvait guère se rallier tant que durait la guerre de Sikasso car il avait deux fils dans les rangs de Samori, Nama Kèita et Minamba. Ce dernier y trouva la mort. Son fils aîné Sana Māmbi, caché en brousse, commandait les cultivateurs clandestins de la rive gauche, dont le mil et le bétail continuaient à traverser le fleuve à Tégé et Kéñyégé (Kañyogo) pour ravitailler l'armée de l'Almami [11, 274].

(240) Peu après le départ de Briquetot, le 23 février, les spahis du lieutenant Rouy furent envoyés au cœur du Manding, dont les montagnards refusaient de fournir des vivres. Il les châtia durement, imposant de lourdes amendes à Laseta en punition de l'accueil fait à Tourmier.

Itinéraire : Siguiri (23-2), Mānsala-Séké (du 22 au 24), Kolita (25), Balānkumaghana (28), Nyagasola (le 2-3), Labata (Sobara) (le 4-3), Kéñyéra (Yèrèbété) (6-3), Kényéro (8-3), et Dyulafundu (Kanimbala) (9-3), Sagélé (10-3), Bédéya (11-3), Kamalé et Satako (12-4), Birgonafadyi, à côté de Tokolo [A.O.F. Bamako-ouest] (13-3), Sanānsomba [A.O.F. Sirakoto] (14-3), Konolay, Kolamini, Kita (17-3). Instructions de Gallieni et rapport de cette mission à Dakar (1 G 89).

(241) Ces deux patrouilles arrêtaient, entre Kaaba et Nugani, Sana Māmbi, cinq de ses frères, trois cousins et son oncle Mamori. Elles rentrèrent à Karaba le 29 février (*Dakar 1 G 86*).

(242) Gallieni à Vallière, 1^{er} mars : « Expulsez entièrement Māmbi de nos territoires et faites rentrer, même de force, les villages sur la rive gauche. Placez une garnison dans le fortin de Kangaba. » (Kaaba). (*Dakar 1 G 40*).

(243) Dyola, qui résidait à Kundu, depuis 1883 allait rester chef de canton jusqu'à sa mort. L'administration française refusera jusqu'en 1955 de rétablir la lignée de Māmbi. De 1888 à 1893, la situation sera paradoxale. Dyola, créature des Français commandant le Minidyā (Kaaba), alors que son parent Ba Kēita, fidèle à Samori, contrôlait ses domaines ancestraux du Maramāndugu (Figira), rive droite [275].

Il n'était pas question de reporter l'autorité de Māmbi sur la tête de Dyola. Gallieni morcela donc la rive gauche en quatre cantons :

- a) le Minidyā (Kangaba), qui avait en fin d'année 2.400 habitants, les trois quarts étant restés sur la rive droite,
- b) le Kanyoko (Salamalé-Blānsā), qui gardait 1.900 habitants, chef Kéméko Traorè,
- c) le Nuga oriental (Banyānkoro = Magasuba), 305 habitants,
- d) Le Bāndokéñyé (Bānko et Nafadyi), auquel était joint le Nuga occidental jusqu'à Dankakoro, 630 habitants.

Tous étaient rattachés à Siguiri, de même que le Finédugu que reconstruisaient les survivants de Kéñyéroba. On nous signale leur haine pour Māmbi, comme celle des gens de Woronina, alors que Nyamè regrettait les Samoriens. Le canton n'avait que 670 habitants, dont 150 à Kéñyéroba.

Plus au nord, le Kurulamako (Yèrèbété) avec 640 habitants dépendait de Nyagasola (*Dakar, 15-G-86* : « Organisation des Etats du Māmbi »).

(244) Ces missions topographiques étaient au nombre de deux. La principale était confiée au lieutenant de L'Orza de Reichemberg, qui avait accompagné Oberdorf l'année précédente. Il passa par Sétigiya, le Goro, le Kulu, Sēñfinyā, Koloma, puis le rive droite du Bafin jusqu'à Gāfā et Kundyā, avant de rentrer à Bafoulabé.

Comme Pérez l'année précédente, il jugea Kundyā « peuplé de quelques vieillards » et incapable de résister : il est donc également responsable des déboires qu'essuiera Archinard quelques mois plus tard.

Le Lieutenant Bonnacorsi, avec la seconde mission, reconnut le Ményé occidental (Berakā, Balāndugu) puis gagna Fontofa et la vallée de la Falémé (rapport daté de Kayes le 14 mai in *Dakar-1 G 201*).

(245) Audéoud était assisté des lieutenants Radisson et Toumané Aïssa. Il était accompagné du capitaine Le Châtelier dont la réputation d'islamisant était alors bien établie, et qui préparait alors son livre sur l'Islam en Afrique Occidentale (1899).

(246) La rive droite du Tēnkiso était déserte, à l'exception de villages infimes comme Bafinkoba et Warā. L'onchocerchose y règne jusqu'à présent. Entre le Tēnkiso et le Niger, le pays actuellement semé de nombreux hameaux de culture était alors inoccupé, si bien qu'il est difficile de préciser l'itinéraire d'Audéoud. Il a dû suivre la piste traditionnelle du Buré à Freetown par Banāntumbo et Siki, rejoignant le Niger à Kobiné (8 kilomètres en aval de Nora). C'est celle qu'avait suivie Winwood-Reade en 1869.

Audéoud donne 1.200 habitants à Nora, ce qui paraît faible (le village en avait près de 7.000 en 1957). Ils ont eu « grand peur à son arrivée, ne connaissant pas ses intentions ». Il note la prédominance absolue de la culture du riz sur le mil. Karinkā-Ulé Dumbuya n'était certainement pas un Samorien enthousiaste, mais l'accueil assez froid qu'il réserva aux Français montre que le pays n'était pas prêt à la révolte. C'est lui qui apprit l'arrivée de Festing à Audéoud, et celui-ci en avisa aussitôt Gallieni (*GALLIENI, 1891, p. 556*).

Audéoud a traversé la zone montagneuse du Haut-Basāndo, sans doute par Karikarisa (ou Héérémakono), puis le col situé entre Bénegba et Maninfé. Malgré la hâte de sa marche par Bokoro, Sāñyana et Saréya, il est le premier à nous donner des renseignements ethnographiques assez exacts sur le Baléya.

L'accueil hostile d'Usu Silla, chef de Nono, était prévisible car c'était un Samorien notoire (*op. cit., p. 558*). Audéoud marcha au milieu d'une hostilité croissante par Eriko (12-4), Koumānsā (13-4), Pasasila et Fodé-Hadji (13-4), Doñhol Fella (14-4), Sokotoro (15-4). Il séjourne à Fugumba les 19 et 20 avril, envoyant Radisson à Dentaba

(A.O.F. - Dabola). Gallieni avait remis à Audéoud une lettre pour l'Almami de Timbo, d'un style rude et hautain. Elle lui enjoignait d'envoyer des nouvelles de la colonne dès son arrivée, sans quoi le colonel irait lui-même en prendre au Futa.

Pour descendre à la mer, Audéoud suivit une toute autre route que Piat. Après Porédaka et Téliko (Mamou), il obliqua à l'ouest et longea le cours supérieur du Kōnkurè. Il traversa ensuite le Sannu (Sandu, Dombaya) et le Salum (Kali), longeant le cours de la Haute-Kolènté. Il s'enfonça alors dans les montagnes du Kanéa-Sud (Sayinyā du Kélésikri, Tanéné du Maniéria le 8 mai), puis obliqua au Sud et s'embarqua à Fermoréa sur des pirogues qui le menèrent à Benty.

Audéoud fut aussitôt transporté à Dubréka et placé, avec la maigre garnison des Rivières du Sud, sous les ordres du colonel Noble, envoyé à cet effet de Dakar. Jusqu'au début de juin il participa aux opérations dans la région du Kakulima et fut personnellement blessé en prenant d'assaut Manéa. Sur ces opérations qui donnèrent sa première assiette territoriale à la colonie des « Rivières du Sud », on se reportera au rapport d'Audéoud (*Dakar, 1 G 104*), ainsi qu'à ARCIN (1911, pp. 441-442) et à un article signé R. CELESTINE sur la fondation de Konakry in *A.O.F. magazine* (1957). *L'Histoire Militaire de l'A.O.F.* (1931) ignore ces événements.

(248) « J'ai réuni en grand palabre tous les chefs de la rive droite et je les ai avertis que Samori, soupçonné du meurtre de Binger, ne peut compter sur aucune aide. » (Gallieni au gouverneur, Bafoulabé, 30-4-88, *Dakar - 1 G 32*).

(249) Gallieni rentrait presque seul. Il avait constitué son état-major en brigade topographique dirigée par Vittu de Kerraoul. Celui-ci remonta la rive gauche du Tānkiso, puis traversa le Sako et le désert séparant ce pays du Tāmba (Toucouleurs). Cette mission frangea alors les frontières du Labé, traversa le Fōntofa et la Haute Felémé, puis la Gambie, à Médina du Mokolo avant de remonter vers Kayes.

(250) Une compagnie de tirailleurs et 15 canonniers, 1.200 obus et 100.000 cartouches (*Dakar 1 D 92*).

(251) Les instructions de Gallieni à Roiffé sont datées du 4 avril 1888 (*A.O.M. Sénégal - IV 90 bis*). « La frontière du fleuve est inviolable, vous la ferez respecter. Nous avons aussi un protectorat sur la rive droite, mais abstenez-vous d'y intervenir avant la fin de la guerre contre Tiéba. Que ceux qui veulent se rallier à nous traversent. Ne découragez personne pour ménager l'avenir. Si Samori est vainqueur, les gens compromis fuiront chez nous, vous les installerez. Si Samori est battu et disparaît faites aussitôt acte de souveraineté sur l'autre rive, de peur qu'ils se livrent à un nouveau maître. N'y allez pas vous-même, mais envoyez un lieutenant indigène qui tiendra la palabre. Protégés français, ils prendront désormais leurs ordres à Siguiri. Vous choisirez alors comme frontière l'un des fleuves parallèles au Niger qui se jettent en amont de Bamako. »

(252) Il semble bien que le commandant supérieur avait entendu ce nom lors de son séjour à Nāngo (GALLIENI, 1885, p. 603), mais le « Ganadougou » peut aussi bien être le Gana des Fula du Bagoé. Le capitaine n'avait pu le localiser, et il ne figure pas sur la carte (où l'on relève Miniankala, Bendougou et Ouorodougou, ce dernier curieusement placé au nord de Tēngréla).

Le nom est mentionné ensuite le 29 février 1884 au journal du poste de Bamako comme celui d'un pays situé à l'Est du Tyēndugu. Les combats de gens du « Ganadougou » contre les Samoriens sont signalés pour la première fois le 26 octobre (ci-dessous chapitre IV D).

(253) Il semble qu'Abd-el-Rahman qui venait de livrer du bétail à Gallieni partit en février de Siguiri, au moment où on croyait à la mort de Binger. Le détour considérable qu'il dut faire par Bamako et les pays de Ségou explique que les délégués de Tyéba n'arrivèrent que le 3 juin.

En mal, dès son arrivée à Kayes, Gallieni avait ordonné au lieutenant de vaisseau Davoust de remonter dès que les eaux seraient hautes, le Mayèl Balével (Bani) en direction de Sikasso, pour traiter avec Tyéba. Cet ordre, d'ailleurs irréalisable, devint sans objet après l'arrivée des envoyés du Kénédugu (*A.O.M. Sénégal - IV, 90*).

(254) Cette mission était venue à travers les Etats d'Amadu et se plaignit d'avoir été molestée par les Toucouleurs du Dēndugu. Le commandant supérieur Intérimaire apprit la nouvelle à Kayes le 1^{er} juin et demanda aussitôt, par télégraphe, des instructions à Gallieni, qui était encore à Saint-Louis. La mission arriva à Bamako le 3 juin. Elle offrit cent anneaux d'or et demanda l'envoi des tirailleurs à Sikasso.

(255) Conformément aux désirs de Gallieni, il s'agissait ici encore d'obtenir un instrument à usage international. Le traité place donc le Kénédugu sous protectorat français, il ne peut plus traiter avec des puissances étrangères. Les Français ont le droit de créer des établissements militaires et des routes. Le commerce est libre. En contrepartie, la France promet son assistance en cas d'attaque non provoquée.

(256) Les Toucouleurs les arrêtaient à Guni le 28 juillet. Il fallut que le « Niger » vienne s'emboîser le 30 devant ce village pour qu'ils puissent reprendre leur route. Madani s'empresse de désavouer les procédés de ses hommes.

(257) La lettre de Tyèba annonçant la victoire de Samori et demandant un secours immédiat est datée du 3 juillet.

Dès le 7 juillet, son porteur fut rejoint à Fama par la nouvelle de la mort de Manigbè Mori. Il se présenta à Bamako alors que l'ambassade était déjà sur la route du retour.

Le registre contenant la correspondance de Tyèba (et celle de Samori) avec les Français est conservé à Dakar (1 G 72 et 81).

(258) Archinard écrivit en 1889 : « La politique de Gallieni était de faire tomber Samori sous les coups de Thiéba et d'en profiter pour mettre la main sur une partie de ses territoires. Puis d'en user plus tard avec Thiéba comme il l'aurait fait avec Samori. » (Lettre au gouverneur, Kayes le 4-2-1889, n° 85, Dakar, 15 G 33).

(259) Gallieni au gouverneur Genouille — Kita le 17 avril — « Il sera inutile d'attaquer Samori mis à mal par Thiéba, encouragé en sous main par moi, tandis que j'interceptais les communications de Samori avec le Niger. Samori, ruiné, disparaîtra sans doute prochainement au soulagement des populations de la rive droite qui reconnaissent dès maintenant l'autorité de Siguiri. » (A.O.M. - Sénégal - IV - 98).

Le 30 avril, le commandant supérieur était toujours optimiste : « Encouragé et soutenu en sous main par moi, Thiéba a infligé de sérieuses défaites à Samori, qui est réduit à toute extrémité. Il est si désespéré qu'il m'a envoyé ses deux conseillers, compagnons de Karamoko en France, pour me demander du secours, et c'est seulement par cette promesse qu'il retient encore ses compagnons... Je lui ai fait une réponse menaçante. » (Gallieni à Genouille - Dakar 15 G 32).

Bien que son attente n'ait pas été entièrement comblée il persista d'ailleurs à juger que sa ligne de conduite avait été sage : « Après l'avoir empêché par le traité de Bissandougou de se tourner vers les Anglais, je me suis appliqué dès ma prise de commandement à miner la puissance de ce souverain négro. Après l'avoir éloigné de la rive droite, j'ai pu en détacher peu à peu les populations. Mon refus de le secourir et l'attitude énergique adoptée vis-à-vis de son ami de Kangaba (Kaaba) devait porter un dernier coup à l'Almami isolé de sa base quand malheureusement est arrivé Festing. » (Dakar 15 G 32) - (rapport sur la campagne 1887-1888).

Nous verrons qu'il est impossible que l'arrivée de Festing ait sensiblement modifié le cours des événements.

SIKASSO KÈLÈ

LA crise ouverte en 1887 par la guerre de Sikasso allait briser la courbe ascendante de l'Empire samorien, dont l'organisation complexe ne devait pas tarder à dépérir. En dépit d'une éphémère restauration, bien des choses n'iront plus selon l'ordre ancien, jusqu'an jour où la puissance militaire des Blancs chassera le conquérant du domaine qui avait vu naître sa puissance et l'obligera à chercher un asile provisoire dans l'Est.

L'Almami avait jusque là construit et orienté son Empire selon des lignes proprement africaines, même si l'ombre du colonisateur l'offusquait chaque jour davantage. Après la crise, sa politique sera au contraire déterminée presque exclusivement par ses relations avec la France et la structure de l'Etat s'en ressentira, puisque le souci de construire une société nouvelle cèdera définitivement le pas à celui d'organiser une armée moderne.

Samori allait subir en effet, durant ces mois critique, une mutation psychologique qui déterminera sa conduite jusqu'aux derniers jours de cette histoire. A l'optimisme parfois doctrinaire des années d'apogée succèdera un pessimisme foncier, teinté de pragmatisme et en quête d'efficacité immédiate. L'intervention indiscrète et sans scrupule de Gallieni pendant la guerre de Sikasso avait mis en effet le conquérant à deux doigts de sa perte. Les événements de 1885 lui avaient enseigné la puissance des Français, mais ceux-ci faisaient à présent la démonstration de leur mauvaise foi. Samori perdait ainsi ses dernières illusions. Si les colonisateurs n'acceptaient de discuter que les modalités d'une soumission, aucune alliance durable n'était possible avec eux. Comme il repoussait une telle idée, il lui restait seulement à livrer un combat à mort qu'il pouvait assurément prolonger, mais non pas gagner, comme il allait vite le comprendre.

Les intrigues de Gallieni n'ont cependant été décisives qu'en raison de leur conjonction avec un déséquilibre profond de l'Empire samorien, dû non seulement à la crise théocratique mais au poids excessif du siège de Sikasso. Malgré l'ironie facile de Binger, cette guerre était un conflit majeur pour ce temps et ce pays. Ne trouvant pas d'issue, l'Almami avait tendu excessivement ses forces pour éliminer un adversaire redoutable qu'il avait sous-estimé. Sans cette erreur fondamentale, les subtiles manœuvres de Gallieni n'auraient pas abouti et la situation morale des Français, liés par traité au conquérant, aurait été bien difficile.

A) LA GRANDE GUERRE.

Parce que l'attaque de Sikasso allait s'avérer une erreur fatale, il nous faut tenter de comprendre pourquoi Samori se jeta furieusement dans cette impasse. Nous avons déjà expliqué comment ce conflit, né plus ou moins spontanément sur la frontière du Bagoé, alors à peine organisée, s'était développé contre les prévisions du conquérant. Les deux facteurs qui contribuèrent vite à donner une importance capitale à ce front lointain et obscur, furent la fermeture des routes du Nord et la nécessité de chercher des nouvelles sources pour la remonte de la cavalerie.

Une tenaille à briser. — Le blocage des marches septentrionales de l'Empire fut évidemment le facteur essentiel. Il était dû à l'installation des Français à Bamako, en 1883, au moment précis où la chute de Gbānkundo donnait au conquérant ses frontières définitives sur les franges de la Forêt. Alors que son dynamisme expansionniste atteignait le plus haut degré, l'implantation du colonisateur sur le Niger l'empêchait ainsi de s'exercer selon la tradition dyula, c'est-à-dire dans l'axe des méridiens. L'Empire toucouleur fermait, au Nord-Est, la direction de Ségou et il aurait fallu un combat majeur, sous le regard des Blancs, pour en venir à bout. Dans l'Ouest, les Samoriens avaient vite atteint les abords de la Côte des Rivières où ils touchaient à la zone d'influence de leurs partenaires britanniques qu'il n'était pas question d'attaquer.

Dès 1884, l'expansionnisme samorien ne pouvait donc plus s'exercer qu'en direction de l'Est et la révélation d'une puissance nouvelle dans le Kénédugu, ne pouvait que stimuler le conquérant, nullement le décourager. Ce royaume, à peine reconstruit autour de Sikasso, paraissait bien moins redoutable que l'Empire toucouleur mais il devenait dangereux dès l'instant où il intriguait avec les Français. Cette conjonction preuait en tenailles le Nord de l'Etat samorien, comme le conquérant en fit l'expérience dès 1885-1886, quand les armées de Faraba et Bafagha ainsi que le Foroba durent se livrer à un va-et-vient épuisant pour combattre alternativement les Français sur le Niger et Tyèba sur le Bagoé. Samori eut alors certainement l'impression d'être pris au piège, le marteau du colonisateur pouvant à tout instant l'écraser contre l'enclume du Kénédugu. Les lourdes concessions qu'il fit aux Blancs l'année suivante n'ont rien de surprenant puisqu'il espérait se libérer ainsi les mains pour frapper de toutes sa force contre Sikasso.

S'il éliminait le Kénédugu, il ouvrirait en effet un pays immense à sa retraite vers l'Est, et il pourrait ainsi se dérober vers le cœur de la vieille Afrique au cas où il se trouverait incapable d'arrêter les Français. C'est ce qu'il allait appeler « prendre la route de la Mecque », voulant ainsi à la fois invoquer la tradition vénérable du pèlerinage et marquer la signification du combat qu'il livrait.

L'essentiel était cependant de faire sauter l'une des mâchoires de la tenaille car la retraite vers l'Est était une solution de désespoir, qu'il n'acceptait qu'à contre-cœur, et elle ne passait pas nécessairement par les savanes du Kénédugu. Elle allait effectivement s'orienter, cinq ans plus tard, vers les terres moins pauvres de la zone préforestière, où n'existait aucun adversaire capable de barrer la route au conquérant.

Cette région, sur les confins orientaux du Mau et du Kabasarana, était la dernière frontière ouverte que contrôlait Samori, c'est-à-dire la dernière région où l'Empire ne se heurtait ni à des obstacles impénétrables comme la Forêt, ni à d'importantes formations politiques. Le souverain s'était toujours efforcé de saisir à bon compte le plus de terrain possible en dirigeant ses hommes de préférence contre des adversaires de ce genre. Une fraction des terres du Haut Sassandra était tenue, il est vrai, par un conquérant de petite envergure, Vakuru Bāmba, mais celui-ci aurait volontiers rallié l'Empire s'il avait obtenu des garanties contre les Turè d'Odienné. On comprend donc mal pourquoi Samori n'a pas orienté son expansion de ce côté, ce qui lui eût permis de contourner Sikasso par le Sud et d'éviter un heurt frontal. La position excentrique du Worodugu, pays légendaire du kola, nimbé d'un halo de mystère, n'est pas une explication suffisante. Ces régions méridionales, coupées de nombreuses galeries forestières, étaient encore plus familières à l'ancien dyula que les savanes du Nord.

La route des chevaux. — Il nous semble que le facteur décisif, en dehors du souci de briser une tenaille dangereuse, fut d'ordre technique. La destruction du Kénédugu eût en effet ouvert à Samori la seule source capable d'assurer à sa cavalerie une remonte aisée. Nous avons souligné que

l'importance militaire de cette arme était autant psychologique que technique et que sa prépondérance jouait surtout aux dépens de la piétaille païenne. Son rôle n'en fut pas moins considérable, du moins avant la grande guerre contre la France, qui n'allait commencer qu'en 1891.

Par la route de Freetown, le conquérant se procurait facilement les armes nécessaires, mais l'irruption des Français sur le Niger avait ruiné sa sécurité dans le domaine des chevaux. L'arrêt total de ce commerce en 1885 et 1886, sur les ordres de Combes et de Frey, avait été durement ressenti. L'accès aux grands marchés du Sahel devenait aléatoire et l'hostilité larvée des Toucouleurs pouvait fermer à tout moment ceux du Masina.

En dehors de ces régions, la seule grande zone d'élevage qui fût assez proche se trouvait au Mosi, mais elle n'était accessible qu'à travers le Kénédugu. Tyèba ne manqua pas, on l'a vu, d'interdire son territoire aux acheteurs de Samori et ce n'est pas vers les terres humides de la zone préforestière que pouvaient passer des convois de chevaux. Il paraît donc vraisemblable que le désir d'assurer une remonte facile de sa cavalerie contribua à lancer Samori contre Sikasso. Une fois cet obstacle brisé, les faibles Watara du Gwiriko (Bobo-Dioulasso) n'auraient offert qu'une médiocre résistance et les conquérants seraient arrivés en quelques mois sur la Volta Noire, aux frontières du Mosi. L'Almami aurait ainsi réglé, une fois pour toutes, le problème de sa remonte, et cet avantage n'était nullement négligeable. Il aurait surtout échappé à l'étreinte des Français et ouvert à son dynamisme l'étendue sans fin des savanes ouest-africaines.

Le destin ne permettra pas la réalisation de ces rêves, mais on ne peut reprocher à Samori d'avoir tenté l'aventure. La menace française le plaçait dans une situation assez grave pour qu'il prenne des risques et il n'avait pas les moyens de mesurer exactement l'adversaire auquel il s'attaquait.

1°) L'ADVERSAIRE.

Quel était donc ce royaume du Kénédugu dont l'existence se révéla soudain au monde dans les derniers mois de 1884 (1) ? Il n'y a pas lieu d'en faire ici l'histoire car il ne s'intègre pas à notre « Révolution dyula », encore que ses chefs se soient fièrement réclamés de ce nom. Une rapide présentation s'impose cependant pour définir les sources et les limites du pouvoir vigoureux qui allait ruiner les ambitions de l'Almami.

La plupart des publications concernant le passé de la région de Sikasso sont malheureusement souvent inutilisables tant elles sont entachées d'erreurs grossières. C'est la moins connue d'entre elles, due à la plume de Quiquandon, mais négligée par les auteurs plus récents, qui projette cependant la plus vive lumière, et nous avons pu la compléter par quelques documents d'archives et une brève enquête sur place (2).

Peuplement. — Le Kénédugu ou « pays des plaines » occupe la zone de savanes dénudées qui s'étend au sud du Minyanka, depuis la rive gauche du Banifin jusqu'aux collines du pays Samogho. Celles-ci le séparent des marais du Bafiniñ, ainsi que du Fölöna, dont le territoire déborde sur le bassin du Bāndama. Dans l'Est, vers les sources de la Volta Noire, ce pays est limité par des massifs gréseux qui annoncent les falaises du Bobo et de Banfora. Les Fula du Gana le séparent, dans l'Ouest, du Bagoé, qu'il effleure vers les frontières du Nyèné (3).

Cette région paraît avoir été peu peuplée durant le Moyen Age, sans doute en raison du voisinage redoutable du Mali. C'est probablement le berceau d'une ethnie mandé parlant une langue très particulière, celle des Samogho (4), qui sont toujours les maîtres de la terre et représentent

donc ici la plus vieille couche du peuplement (5). Ils ont été largement submergés par les Sénoufo, venus en vagues successives de leur berceau originel, que j'ai tendance à situer vers le Nord de la Côte d'Ivoire et l'Ouest voltaïque (6). Ces nouveaux venus paraissent avoir occupé assez tôt le Kénédugu proprement dit, mais ils n'ont atteint ses franges occidentales et septentrionales, le Kampo (Kapolôndugu) et les approches de Kinyā, que durant le XVIII^e siècle (7).

Origines. — Au moment où ils achevaient leur mise en place, l'éphémère grandeur de l'Empire dyula de Kong avait uni un instant les rives forestières du Comoé à celles du Niger (8). Cette hégémonie de commerçants guerriers, orientée de façon caractéristique selon l'axe des méridiens, allait être à l'origine du royaume de Sikasso.

Celui-ci provient d'une colonie militaire de Kong, dont le noyau s'implanta dans le Fölöna au début du XVIII^e siècle avant de se transférer au Kénédugu une cinquantaine d'années plus tard. Ses chefs étaient des Traorè, originaires de Kāngura, sur la Haute Lèraba, à l'ouest de Banfora, mais ils prétendent que leurs ancêtres étaient venus de Balāsā dans le Manding de Kangaba, et il est vraisemblable qu'ils ne sont pas entièrement étrangers aux lignées qui fondèrent l'Empire Gonja au XVI^e siècle. Au début du XVIII^e siècle, il semble cependant qu'ils s'étaient assimilés aux Sénoufo, dont la langue sera en usage à leur Cour au moins jusqu'à Daula et ne reculera vraiment qu'à l'ère coloniale. Ces puissants personnages repoussaient cependant le nom de Sénoufo ou plutôt, selon l'usage absurde du malinké local, celui de « Bambara », c'est-à-dire de païens, car ces termes évoquent une condition paysanne humiliée. Comme agents de Kong, ils se disaient Dyula, attachant à ce mot la valeur ethnique et culturelle qu'il a reçue dans les terres de l'Est. Ils portaient cependant le titre de Māsa, abandonnant celui de Faama à leurs maîtres les Watara. Pendant la dislocation anarchique de l'Empire de Kong, qui commença dès la fin du XVIII^e siècle, chacun entreprit de s'imposer selon ses moyens. C'est un trisaïeul de Tyèba, Daula-Ba, qui donna à l'Etat sa première assiette en organisant les Supirè, ou Sénoufo du Kénédugu oriental (9). Dans le second quart du XIX^e siècle, tout fut un instant remis en question par l'agression des Watara du Gwiririko, autres héritiers de Kong, qui s'efforcèrent de mettre la main sur la région mais finalement échouèrent (10).

Une fois cette crise surmontée, l'expansion des Traorè se déploya pendant une vingtaine d'années, entre 1840 et 1860. Daula, le père de Tyèba, soumit Kinyā et le Kampo (11), aborda le Minyānka et Tēngrèla, puis étendit son influence vers Banfora et Korbogo, où il accorda son soutien aux Tyèbabélé de Ngwèlé (Ferkessedougou).

Organisation. — Le Kénédugu était désormais le plus grand Etat qui eût jamais existé sur la rive droite du Niger, entre Ségou et le Mosi. L'organisation militaire qu'il adopta alors, et qui allait subsister jusqu'à l'arrivée des Français, était celle d'une hégémonie militaire fidèle à la tradition de Kong. Les grands commandements territoriaux n'apparaîtront qu'à l'époque de Tyèba, car ils n'étaient pas nécessaires antérieurement, quand le domaine des Māsa n'excédait guère cent kilomètres de rayon. Les « princes » résidaient dans de nombreux villages groupés autour d'une capitale qui fut Fēngolo, puis Bugula, et enfin Sikasso. De là rayonnaient des liens de vassalité plus ou moins solides, qui couvraient des domaines d'étendue variable, fournissant des contingents militaires et payant tribu chaque année. Comme on pouvait s'y attendre, les unités politiques traditionnelles, kafu des Mauding, ou tar des Sénoufo, demeuraient intactes dans le cadre de cette hégémonie militaire. Les séquelles de celle-ci, avec la généralisation du commerce des esclaves et un déracinement assez étendu des masses, finissaient cependant par corroder la société traditionnelle.

Celle des Sénoufo était pourtant extrêmement résistante, en raison de ses tendances collectivistes et égalitaires très marquées. Elle parut s'adapter aux conditions nouvelles mais sans pouvoir éviter une érosion interne qui devait déboucher à longue échéance sur la ruine de ses traditions et la perte de sa personnalité. Ce phénomène n'est d'ailleurs pas propre au Kénédugu car aucun des grands Etats fondés en terre Sénoufo n'a été le fait du peuple. Leurs chefs, inspirés par des idées étrangères, se sont toujours réclamés du nom de Dyula et ont ouvert la voie à la malinkisation de leurs sujets (12).

Ce phénomène est cependant resté superficiel, malgré quelques aspects spectaculaires, du moins jusqu'à la conquête française. Il en résultait une discordance entre les structures politiques ou militaires et la société rurale sur laquelle elles étaient plaquées. Cet antagonisme explique la gravité des crises au sein des royaumes dyula établis en terre sénoufo, car c'est leur existence qui était chaque fois mise en cause (13).

Le Kénédugu ne connaissait par contre aucun problème religieux car l'Islam y demeura très faible jusqu'au dernier quart du XIX^e siècle. On ne trouvait par ici aucun vieux centre musulman, comme ceux du Haut Niger ou de la zone préforestière. Jusqu'au XVIII^e siècle, le grand commerce n'y tenait qu'une faible place car il passait de préférence plus à l'Ouest ou plus à l'Est, descendant de Djenné sur Bobo ou de Bamako sur le Kabasarana. La structuration du royaume, durant le XIX^e siècle, allait cependant attirer le trafic sur son territoire d'autant plus que Daula s'était orienté selon les méridiens, à l'exemple de l'Empire Kong. L'Islam se diffusa aussitôt, véhiculé par l'afflux des dyula itinérants, le plus souvent des Marka, issus de la région de Djenné, ou de la Boucle du Niger. Sous la protection de la caste militaire, alors païenne, ils formèrent vite des noyaux musulmans.

Les Māsa vécurent désormais dans une ambiance où l'Islam était présent, et ne purent plus se passer des hommes de religion, mais ils ne se laissèrent pas convertir comme les Watara de Kong, et limitèrent sévèrement l'influence de la classe maraboutique.

C'est seulement à la fin du siècle qu'une alliance de plus en plus étroite avec les Toucouleurs de Ségou allait permettre à l'Islam de percer. Tyèba fut le premier roi vraiment musulman, mais sa religion n'était que de pure forme et, jusqu'à la conquête française, l'idée d'un Etat islamique ne devait convaincre personne (14). La caste militaire restait étrangère à la nouvelle religion et la guerre n'était pas une affaire de marabouts (15). Ceci allait permettre à Samori de donner un aspect de guerre sainte à son offensive contre le Tidyani Tyèba, qui était pourtant un vieil allié des héritiers d'El Hadj Omar.

Crise. — Ce royaume dyula avait connu une crise terrible qui éclata peu après la mort de Daula. Le nouveau souverain, Ngolo-Kunafa, s'était converti à l'Islam sous le nom de Karamogho-Ulé, mais sa dureté maladroite s'avéra incapable de maintenir la cohésion de l'Etat. C'est de son temps, sans doute peu après 1865, que Nyopè-Fa'ā, de Ngwélé (Nielle), fit sécession et s'empara du Fôlôna tandis que les Bambara se révoltaient dans le Nord. Il fut impossible d'écraser ces insurgés car une révolution imprévisible avait éclaté au même moment sur les frontières des Toucouleurs de Ségou. De nombreux aventuriers, des Bambara et Fula qui avaient combattu pour El Hadj Omar, venaient de rompre avec les fils du conquérant et avaient cherché refuge au sud du Bani. Ils accoururent au secours des révoltés et organisèrent en quelques mois, sous les ordres de Fafa Togola, un nouvel Etat militaire massé autour de Kiñyā, de façon à contrôler le Baninko, de part et d'autre du Banifiñ. Ce « Fafadugu » s'imposa vite aux fractions les plus proches du Pays Supirè, jusqu'à Lutana, qui rejeta la suzeraineté du Kénédugu. Ces événements firent

une impression profonde et le nouveau conquérant rallia sans peine le Nord du Gana et tout le Kāmpo, tandis que le Kadi, demeuré fidèle aux « Dyula », était envahi chaque année et ravagé impitoyablement.

On put croire un instant que le Kénédugu allait disparaître purement et simplement. (Vers 1868, et en tout cas, à mon avis, avant 1870).

Ascension de Tyèba. — Après le court règne de Momori, le jeune Tyèba fut appelé au pouvoir en raison de sa valeur militaire, mais ses oncles protestèrent aussitôt en arguant de son ancienne captivité. Les fils de Dauda, le principal kèlètigi, n'hésitèrent même pas à appeler Kiñyā à leur aide. Quand Tyèba l'emporta, sans doute un peu après 1870, il ne contrôlait plus qu'un territoire exigü autour du confluent de la Lotyo et de la Farako. C'est là qu'il installa sa résidence, chez ses parents maternels, à Sugokaā (16). Ce petit village sénoufo, qui allait devenir illustre sous le nom dyula de Sikasso, fit aussitôt l'objet d'un grand effort de fortification.

Après avoir repris des forces, Tyèba entreprit cependant de reconstruire le royaume en soutenant les Toucouleurs contre Kiñyā, l'ennemi commun. Année après année, au prix de dures campagnes, il reconquit les frontières de Daula et parvint même à les déborder dans l'Est, où il traversa la Lëraba et atteignit les pays Tusyā et Turka. Vers le Sud, il reprit le Fölöna grâce à un renversement des alliances car il s'appuya désormais sur Nyènéma de Bèngé et Zwaköñyö Sogho de Korhogo contre Nyopè-Fa'ā. Il réussit à casser Ngwèlé mais échoua devant Sinématyali, tandis que le successeur de Nyopè-Fa'ā, Pègè, retranché sur la frontière des Nyaghafolo, demeurait irréductible (après 1875 ?).

Tyèba avait été détourné de ce front par la menace grandissante du Fafadugu, qui s'était consolidé dans ses marches septentrionales. Il rallia aisément les Sanogho du Kāmpo oriental, mais leurs parents de Kèpèkaā (Nkurala), qu'une vieille haine opposait au reste du tar, se montrèrent intraitables et ils allaient tenir bon avec l'aide du conquérant bambara. Il en alla de même au Gana, où les villages du Sud, de Tyola à Komèna, se rallièrent à Tyèba, tandis que Dānsènu Dyallo, le chef de Kundyā, restait fidèle à Kiñyā.

Lutte contre le Fafadugu. — La cristallisation rapide du Fafadugu avait donc ruiné de ce côté l'œuvre de Daula et ce phénomène mérite quelque explication (17). Fafa, ancien partisan d'El Hadj Omar, avait rompu avec Amadu lors de la crise qui suivit la mort du conquérant, peu après 1865. Il était passé dans le Baninko avec des sofas bambara et fula, redoutables mais peu nombreux, mais son succès eût été impossible s'il n'avait pas su agiter un milieu favorable.

Les Bambara, implantés depuis plusieurs siècles dans le Baninko, au nord de Kiñyā, avaient longtemps accepté la suzeraineté lointaine et indulgente de leurs compatriotes de Ségou, mais ils avaient rompu toute relation avec les Toucouleurs, dont ils redoutaient la dure oppression et l'intolérance religieuse. Ils s'étaient alors trouvés pris à revers par l'expansion de Daula et leur situation était devenue intenable. On comprend qu'ils se soient tournés avec empressement vers le chef expérimenté qui s'offrait à eux. A partir de 1870, le Fafadugu devint donc le refuge des opposants aux Toucouleurs et ceux-ci, en dépit des têtes de pont qu'ils gardaient à Dioïla et Kumarala, furent incapables de réagir. Les seuls succès qu'ils allaient obtenir de ce côté seront dus à l'aide de Tyèba.

Celui-ci ne pouvait se résigner à la perte d'une partie du Kāmpo ni à celle des Supirè du Nord, alors ralliés à Fafa sous l'impulsion de Kuntuna. Il réussit à s'emparer de la région de Kworo qui lui donnait accès au nord du Banifiñ, dans le Miuyänka, où les puissances rivales

s'efforçaient d'organiser chacune son parti. Tyèba y porta la lutte pour prendre Fafa à revers mais, en dépit de son obstination, il n'obtint pas de succès décisif. Une trêve de fait, qui s'établit finalement vers 1875, laissa le Fafadugu maître de fractions du Gana, du Kompa et du Supirè avec des avant-postes à 30 kilomètres de Sikasso. Le cœur de la nouvelle puissance était le Zégédugu où Kinyā était solidement fortifié, ainsi que la partie du Baninko située à l'ouest du Banifiñ. Les Bambara qui étaient installés à l'est de ce fleuve, jusqu'à Bla, n'étaient pas techniquement sujets de Fafa, mais ils se montraient fidèles à son alliance et ils l'aidèrent en 1881 à repousser une offensive des Toucouleurs contre Kana (18). A l'ouest du Bagoé, une forte garnison de Fafa, installée à Kléklé, maintenait son autorité sur le Baninko occidental et particulièrement le Bao-Fulala. Son influence s'étendait vers l'Ouest jusqu'à Masigi et Bolé et, dans le Sud, jusqu'à Dōmba et Wola.

Fafa périt en 1881 à Sao, dans le Minyānka, et sa succession provoqua une guerre civile entre son oncle Bināso Togola et son lieutenant Dyomā, que soutenaient les sofas hostiles à une chefferie héréditaire. L'occasion dut paraître favorable à Tyèba car il quitta en hâte le Fölōna, où il avait cassé Ngwélé, pour aller soutenir à Biñaso. Celui-ci échoua d'ailleurs et s'enfuit à Ségou mais Tyèba en avait profité pour occuper Kèrèkaā et le Gana du Nord, en dépit du chef Dānsènu qui mourut en défendant Kundyā (1883-1884).

Le Fafadugu, à peine diminué, restait redoutable et Tyèba dut bientôt relâcher sa pression pour aller combattre les Sénufo à Sinématyali et sur la route du Gwiriko. Il laissa cependant quelques colonnes sur le front du Nord, où elles reprirent le Supirè péniblement, village par village, puis rognèrent la fraction du Minyānka qui obéissait à Dyomā. C'est alors que grandit la réputation d'un jeune chef militaire, Kèlètigi Bèrèté, qui s'installa dans la forteresse de Kuruma, en pays reconquis, pour menacer directement Kiñyā (19).

La situation demeurait donc fluide, au moment où l'apparition de Samori vint bouleverser les règles du jeu. Tyèba venait alors d'atteindre le Hagoé mais le Fafadugu tenait toujours bon en dépit de la pression croissante qu'il subissait, et il n'avait pas été possible de recouvrer de ce côté les frontières de Daula. Vers le Sud et l'Est, au contraire, le Faama s'était étendu bien au-delà de l'ancien domaine du Kénédugu.

Puissance de Tyèba. — Malgré l'énergie de Dyomā, sa situation restait dangereuse, car Tyèba disposait d'une forte supériorité numérique et contrôlait une vaste zone homogène peuplée d'au moins 300.000 habitants. Grâce à ces riches régions agricoles, aucun problème de ravitaillement ne gênait le Kénédugu, dont la réputation de prospérité, était bien établie.

La position du nouveau souverain était très forte car, en dépit du vernis tidyani acquis à Ségou dans sa jeunesse, il faisait figure de chef animiste et jouissait de ce fait d'une popularité certaine au sein des combattants et des masses autochtones. Son autorité n'était plus discutée dans sa propre lignée car celle-ci s'était fortement regroupée autour de lui, et allait se dépenser à agrandir le royaume au lieu de le déchirer. C'est effectivement parmi ses frères, réels ou classificatoires, et bientôt parmi ses fils, que le Faama allait trouver ses meilleurs généraux. Le ralliement sincère et parfois enthousiaste des Samogho et de nombreux Sénufo du Sud, comme les Pōmporō du Fölōna, les Tagbā de Bēngé ou les Kyèmbagha de Korhogo, lui assurait en outre le concours de nombreux alliés.

Il est significatif des ambitions du nouveau souverain qu'il ait abandonné le vieux titre de Māsa pour celui, plus belliqueux, de Faama.

Un fait nouveau, qui paraît dû au génie personnel de Tyèba, fut la reconstruction du royaume autour de la forteresse, d'une puissance extraordinaire, qui se substitua bientôt au petit village de Sikasso. Cette œuvre paraît répondre au rêve de sécurité et de stabilité qui avait hanté le souverain durant ses premières années, marquées par tant de déboires et d'incertitudes.

Dès son avènement et durant les années tragiques qui suivirent, il avait consolidée le vieux tata du village. Peu après, il se fit concéder un terrain situé à l'est de l'agglomération et y construisit une enceinte pour ses hommes et un dyôfuru où il entassa ses biens. Sur le mamelon voisin, en face de l'actuel campement-hôtel, il éleva un fortin massif, dont la silhouette, dominant la ville nouvelle, allait suggérer aux Français le nom de « donjon ».

Une nouvelle phase commença vers 1875, quand Tyèba fit entièrement reconstruire les murs, selon une technique révolutionnaire. Ils furent édifiés avec un mortier de bānko mêlé de pierrailles et de gravillons qui leur assurait une résistance remarquable. Leur gabarit fut élevé à trois mètres à la base pour quatre mètres de hauteur (20).

A partir de 1885, la menace grandissant dans l'Ouest, une nouvelle campagne de travaux commença pour unir en un seul bloc et renforcer les remparts extérieurs qui séparaient le village de la citadelle, et celle-ci du dyôfuru. Sikasso n'avait pas encore en 1887 l'énorme puissance rustique qui étonnera les Français, mais c'était déjà l'une des forteresses les plus solides du Soudan occidental. Sa prise posait des problèmes presque insolubles à une armée traditionnelle.

Face à Samori. — Pendant qu'il s'activait à rendre au Kénédugu le rang de grande puissance, Tyèba ne songeait évidemment pas à frapper vers l'Ouest. L'Etat qu'il reconstruisait obéissait au déterminisme géographique de toutes les hégémonies dyula, c'est-à-dire qu'il s'orientait le long des routes commerciales méridiennes. C'est seulement pour passer d'un de ces axes à l'autre qu'il lui arrivait de lancer des offensives vers le levant ou le couchant.

Si Tyèba avait pu agir librement, il aurait assurément réduit en priorité le Fafadugu et le Minyānka, afin de prendre contact, sur le Bani, avec ses alliés Toucouleurs. Ceux-ci lui fermant la vallée du Niger, il se serait alors tourné sans doute vers l'Est pour éliminer ses vieux ennemis du Gwiriko et mettre la main sur la route méridienne parallèle qui unissait San ou Djenné à Bobo et Kong.

Les dures guerres qu'il mena pour annexer le Gana n'étaient pas l'amorce d'un mouvement vers l'Ouest, mais une manœuvre sur le flanc du Fafadugu. Ajoutons que le Faama ne pouvait guère négliger ce glacis voisin de sa capitale et il était inévitable qu'un Kénédugu puissant étendit ses frontières jusqu'au Bagoé. Sur la rive ouest de ce fleuve, l'une des pistes kolatières issues du Worodugu se déroulait vers le Nord, en direction de Ségou. Sa dernière section, vers Dioïla, était contrôlée par le Fafadugu mais, plus au Sud, jusqu'aux frontières des Sénoufo, elle traversait des groupes bambara faibles et morcelés, incapables de résister au Kénédugu. Si celui-ci n'attaqua pas de ce côté c'est qu'aucun intérêt urgent ne l'y poussait. Cette route kolatière amorçait à Tēngrèla une bretelle gagnant Djenné par Sikasso et Tyèba les contrôlait toutes deux en tenant Tēngrèla, ancienne alliée de Daula, ainsi que sa voisine, Tyōñi. Il pouvait donc négliger les Bambara, trop faibles pour le menacer, à moins qu'il n'eût visé la piste d'Odienné à Bougouni et Bamako, mais une telle expansion était interdite aussi longtemps que Sikasso se trouverait sous la menace du Fafadugu.

Tyèba n'ignorait pas, depuis son avènement, qu'une nouvelle hégémonie grandissait dans l'Ouest et qu'elle était hostile à ses amis Toucouleurs. Il ne devait pas s'en inquiéter car il était

évident que Samori voulait marcher au Nord, ce qui aurait dû l'éloigner des frontières du Kénédugu. L'apparition soudaine des conquérants sur le Bagoé, en 1884, fut donc une mauvaise surprise pour le Faama, car elle bouleversait entièrement les règles du jeu auquel il s'était habitué.

Il comprit sans doute vite que la chute de Gbānkundo libérait les forces redoutables de son nouveau voisin, et que celui-ci risquait de se tourner contre lui puisqu'il était déjà contenu dans le Nord par les Français et les Toucouleurs. On a vu que les premières incursions des Samoriens à l'est du Bagoé, suivies par l'injonction prétentieuse de Madina-Amara, ne pouvaient laisser aucune illusion au Kénédugu. La conjonction des nouveaux venus avec le Fafadugu, dont ils hordaient déjà les frontières, pouvait être fatale au royaume à peine reconstruit.

Tyèba pensa sans doute qu'il valait mieux attaquer préventivement ces voisins gênants, avant qu'ils se soient consolidés et l'appel des Bambara, déjà fatigués de leurs nouveaux maîtres, lui en fournit l'occasion. Il abandonna donc ses entreprises orientales et massa ses forces pour frapper dans l'Ouest, mais cette offensive n'aboutit, on l'a vu qu'à un désastre de Kōlōni.

Tyèba fut alors tiré d'une situation difficile par l'agression imprévisible de Combes, mais il se jugea incapable d'affronter les Samoriens en rase campagne. Il allait désormais se consacrer à renforcer et approvisionner Sikasso, ce qui prouve qu'il avait déjà le dessein d'opposer à l'ennemi les murs de la ville. Pendant deux ans, le Faama n'en bougea guère, renonçant à s'étendre dans le Sud et l'Est pour réserver ses forces au seul danger qu'il jugeait majeur. Kèlètigi Bèrètè continuait de son côté à grignoter le Fafadugu, tandis que Syaka, installé à Tēngrèla, s'employait à retarder les progrès des Samoriens. Il est vrai que ce dernier fut écrasé à Futyèrè, dès le début de 1881, et rejeté derrière le Bagoé. Il garda alors une tête de pont sur la rive ouest, grâce à la fidélité de Nāngakaā, mais il ne peut éviter la défection de Fōrn, qui ouvrait à l'ennemi une porte sur le Fōlōna.

Cette lente détérioration de la situation militaire était d'ailleurs moins inquiétante que l'accord des Français avec Samori qui donna à Tyèba, en 1886, l'impression d'un désastre politique. L'irruption des Blancs avait soulagé la pression qu'il subissait sur le Bagoé et on a vu qu'il s'était empressé de prendre contact avec eux. Ces avances parurent inutiles quand les colonisateurs laissèrent les mains libres à son puissant ennemi, en traitant avec lui à Kēnyéba-Kura puis à Bisāndugu.

Non seulement le Kénédugu restait livré à lui-même mais sa position devint vite dangereuse quand le Fafadugu parut se concerter avec l'Almami. La pression de Tyèba avait empêché ses vieux ennemis de réagir aux empiètements des Samoriens dans le Baninko, en 1884, et ceux-ci avaient fait preuve de modération, en respectant Dyogo et le Bao-Fulala. Un statu-quo s'était ainsi établi. Des négociations s'engagèrent en 1886, alors que les Samoriens venaient d'écraser l'insurrection bambara et se croyaient assurés de l'alliance française. Toujours menacé par Tyèba, le Faama Dyomā paraît avoir incité Samori à attaquer Sikasso, en promettant que le Fafadugu mobiliserait toutes ses forces pour l'aider à enlever la place.

2°) LA PRÉPARATION.

Quelles qu'aient pu être les offres de Dyomā, elles ne sont évidemment pas à l'origine de la guerre de Sikasso. A l'époque où se déroulaient ces négociations, la décision de Samori était prise depuis longtemps et on a vu que la situation générale de l'Empire le poussait irrésistiblement contre le Kénédugu. Tyèba devait donc se soumettre ou disparaître et seules les modalités de l'opération restaient à préciser.

Vers la guerre. — Selon certaines traditions, l'Almami s'attacha un moment au ralliement de l'adversaire et il aurait même envisagé, sans doute en 1884, de lui accorder un statut particulier, analogue à celui des Turè d'Odienné. Ce projet eût été réalisable une dizaine d'années plus tôt quand le Faama, acculé, n'avait plus rien à perdre, mais il fut parfaitement utopique à un moment où le royaume des Traorè avait recouvré toute sa puissance. Même si un accord politique avait été conclu, la politique religieuse de Samori l'aurait sans doute ruiné, car elle était inacceptable pour les païens du Kénédugu.

Ces projets furent en tout cas pulvérisés par l'offensive de Kōlōni et il semble bien que Samori ait dès lors écarté toute solution pacifique. Il n'en mesurait pas moins la force exceptionnelle de l'adversaire et il comprit qu'il n'en viendrait pas à bout tant que la menace française retiendrait le gros de ses forces dans l'Ouest. On a vu comment il décida de jouer l'alliance des Blancs, dans l'espoir que ceux-ci lui laisseraient la liberté d'éliminer le Kénédugu et de poursuivre son entreprise à travers les savanes de l'Est.

L'option décisive du conquérant paraît être antérieure à la paix avec la France. Elle fut sans doute prise à la fin de 1885 quand le Foroba, au lieu de se masser pour arrêter Frey, transféra le gros de ses troupes dans l'Est. Les combats du Bagoé en 1886, suivis par la réoccupation de Tēngrèla et l'installation d'une avant-garde de Bafagha à Tyèkōngoba, le principal gué du fleuve, étaient des signes précurseurs de la grande offensive.

Les Français en eurent conscience dès l'hivernage de 1886, car le commandant de cercle de Bamako écrivit en octobre que l'Almami attendait que son fils rentrât de France pour attaquer le Kénédugu. On a vu que les lenteurs de ce retour, puis les négociations de Bisāndugu, firent traîner les choses jusqu'en avril 1887, et ce retard allait avoir des conséquences graves sur le déroulement de la guerre.

Cette péripétie était cependant inévitable puisque le traité de Kēnyéba-Kura ne réglait pas intégralement le contentieux franco-samorien. L'annulation par Frey de la clause relative aux pays de la rive gauche avait inquiété l'Almami quant aux intentions de ses partenaires et il ne pouvait lancer toutes ses forces contre Sikasso tant que ses arrières n'étaient pas absolument sûrs. La politique de Gallieni allait bientôt justifier ces craintes et celles-ci éclairèrent les difficultés de Péroz. Samori se résignait à perdre la rive gauche mais son obstination à interdire la construction d'un fort à Siguiri s'explique par la hantise d'un centre de propagande hostile près du cœur de l'Empire.

Dès qu'il obtint des assurances sur ce point, il se hâta de signer la convention de Bisāndugu et donna l'ordre de marche à ses armées.

Un retard inquiétant. — Ces soucis politiques firent perdre à Samori trois mois qui auraient pu être décisifs. Ses préparatifs militaires devaient être à peu près achevés dans les derniers jours de 1886, alors que la saison sèche venait de s'ouvrir. Les achats d'armes à Freetown n'avaient jamais cessé, mais ils ne méritent pas une mention spéciale car les fusils à tir rapide n'y tenaient encore qu'une place insignifiante. Depuis la levée par Frey des interdictions commerciales, en avril 1886, ces achats avaient aussi repris sur le Haut Sénégal et l'Almami avait pu remonter sa cavalerie en important des chevaux du Sahel.

L'essentiel était cependant le ravitaillement de l'armée et celui-ci ne pouvait être organisé avant la réquisition de la récolte, soit vers octobre ou novembre 1886. On a vu que la collecte des vivres opposa, en décembre, les autorités samoriennes aux Français de Bamako, qui n'admettaient pas qu'on discutât leur droit de préemption sur les récoltes de l'amont. La famine qui allait

apparaître dès la prochaine soudure, témoignera plus tard de la rigueur de ces procédés. Il restait cependant à échelonner les stocks de grain sur les routes des armées, ce qui prit certainement quelques semaines.

Il est évident que les conquérants auraient pu attaquer vers janvier 1887, mais il n'est pas certain qu'ils l'eussent fait en l'absence de toute menace française. On verra en effet qu'une crise intérieure, due à l'instauration de la théocratie, a occupé toute la fin de 1886. Elle fut encore plus aiguë que celle de 1884 et les relations du souverain avec ses frères et son père frôlèrent alors la rupture. Péroz trouva Manigbè-Mori en disgrâce, et le rassemblement à Bisāndugu des principaux chefs d'armée avait pour but de mater l'opposition, autant que d'accueillir les Français et préparer la guerre imminente.

Cette ambiance fut encore alourdie par les louanges publiques que fit Dyaulé-Karamogho de la puissance des Blancs, puis par les manifestations de morgue que Péroz jugea nécessaire au prestige de son pays. Les premières irritèrent profondément le souverain, qui reprocha à son fils de lui « avoir enlevé la puissance en ce monde » et ne devait jamais rendre entièrement son estime à ce jeune écervelé, aussi fat que brutal. Ces dissonances inquiétantes ne l'incitaient d'ailleurs qu'à frapper Sikasso au plus vite, dès qu'il aurait levé l'hypothèque française, afin de rétablir intégralement son prestige.

La mobilisation. — Toujours est-il que ces mois de retard paraissent avoir été bien employés. La tradition est toujours plus éloquente sur les événements que sur les faits d'organisation, mais l'effort logistique fut cette fois tel qu'il transparait dans les anecdotes de nos informateurs.

On ne saurait en effet surestimer l'ampleur de la mobilisation à laquelle procéda alors Samori. Elle ne s'écartait pourtant pas de méthodes habituelles, puisque le noyau de chaque armée territoriale fut grossi par les contingents que mobilisaient les kafu de son domaine. Chaque kèlè-tigi procédait souvent à de telles opérations pour de courtes périodes, en vue d'actions locales, mais cette fois-ci, tous les gouvernements y eurent recours simultanément, et pour une guerre dont on pouvait prévoir qu'elle serait longue. La masse d'hommes qui fut ainsi mise en mouvement paraît avoir été considérable.

Quand on enquête à travers les anciens pays de Samori, on est surpris de rencontrer partout, des frontières de la Sierra Leone à Touba, comme de Bamako aux pays Kisi et Toma, le souvenir de nombreux hommes mobilisés pour la guerre de Sikasso, et dont beaucoup ne sont jamais rentrés.

La seule exception notable est celle du Kabasarana, qui fut autorisé à garder ses troupes pour mener au même moment une entreprise de diversion sur les franges de la Forêt. Cette petite offensive allait d'ailleurs s'harmoniser fort bien avec l'attaque de Sikasso dans le cadre d'une vaste politique de dégagement orienté vers l'Est, au plus loin de la menace française.

Les forces rassemblées étaient énormes à l'échelle du pays, et Samori les répartit en plusieurs grandes unités tactiques, plus nombreuses que les gouvernements. Il confia ces formations originales à des hommes nouveaux et sûrs, auprès desquels il plaça ses propres fils. Les chefs des gouvernements militaires gardèrent cependant le contrôle direct de leurs troupes et coordonnèrent l'action des nouvelles unités, si bien que les principales responsabilités de la guerre allaient quand même leur incomber (21).

La concentration de ces masses, levées aux quatre coins d'un vaste territoire, posait des problèmes difficiles que Samori résolut avec une maîtrise surprenante. Des itinéraires convergents vers le Bagoé furent jalonnés à travers la zone que les révoltes de 1885 avaient laissée déserte et des dépôts de vivres furent établis le long des trois principales pistes (22).

La mise en route. — Il restait à mettre en marche cette lourde machine dont les éléments étaient dispersés sur des centaines de kilomètres. Les frères de Samori se trouvant au départ rassemblés à Bisândugu, chacun regagna son gouvernement pour diriger sa propre armée, tandis que des messagers pris dans la garde du souverain assuraient des liaisons constantes entre les diverses unités.

Quand Samori se crut enfin couvert du côté des Français, il décida de faire le pas décisif, mais l'hivernage approchait déjà. Le conquérant passa outre, car il ne pouvait annuler ces vastes préparatifs, ni reporter l'opération de plusieurs mois sans se déconsidérer. Il se ménageait ainsi un certain effet de surprise, car il était bien hardi de lancer une telle entreprise en cette saison.

Tyèba paraît s'y être laissé prendre, bien qu'il fût parfaitement conscient du danger, car il se préparait à l'affronter depuis deux bonnes années. Croyant que l'assaut n'était pas imminent, il voulut profiter de ce sursis pour consolider ses arrières, du côté du Gwikiro, et parer à une diversion possible quand la crise éclaterait. Au début de 1887, il se porta donc en personne contre les barbares Turka, nichés dans les falaises gréseuses qui dominent Banfora. C'est là que Bènego Dyallo, de Komina, un de ses alliés du Gana, vint le trouver, sans doute au début de mai, pour l'informer « que Samori approchait et qu'il était temps qu'il laissât les Turka ».

Le Faama rentra en hâte dans sa capitale, où affluèrent bientôt toutes les colonnes qui n'y étaient pas encore concentrées, comme celle de Kèlètigi Bèrètè. Quelques jours après son arrivée, il affrontait déjà l'ennemi le plus formidable qui ait jamais menacé l'existence du Kénédugu.

3°) LE SIÈGE.

a) La marche sur Sikasso.

Vers le Bagoé. — Péroz avait quitté Bisândugu le 26 mars. Des messagers (*kyi-bagha*) partirent aussitôt dans toutes les directions pour déclencher la mobilisation, tandis que les frères de Samori regagnaient leurs résidences pour mettre leurs armées en marche. Seules des forces insignifiantes allaient demeurer en arrière à la garde du pays (23).

L'Almami lui-même se mit en route dans la seconde moitié d'avril et il traversa le Wasulu pour rejoindre Manighè-Mori qui dirigeait le Foroba (24). Dans les derniers jours du mois, il fut reçu par son ami Bintu-Tyèkoro, le chef du Tyèmmala, puis il fit sa jonction avec Kémé-Brèma qui amenait du Niger toute l'armée de Faraba (25). Pendant que les colonnes poursuivaient leur marche, le souverain séjourna quelques jours à Bafagha chez son fils Masé-Mamadi.

Le pays qui s'étendait devant lui jusqu'au Bagoé restait alors inculte et pratiquement désert du fait de la répression de 1885. Les dépôts de vivres qu'on y avait établis jalonnaient les deux itinéraires que suivait l'armée. Une fraction marcha par Kumāntu et rejoignit Nāténè-Kaba, qui gardait toujours le passage du fleuve à Tyèkōngoba. L'Almami, avec la colonne principale, traversa le Fulala et s'arrêta dans le Syōndugu à Bëndoghobugu, l'un des derniers villages habités, qui allait lui servir de base avancée. Il y laissa une partie de sa suite et franchit le Bagoé à Dyo-dyā dans les premiers jours de mai (26).

Du Gana au Kénédugu. — Sur la rive orientale, les Samoriens ne rencontrèrent d'abord aucune résistance. L'expérience de Kōlōni avait servi à Tyèba, qui ne se risquait plus à combattre en rase campagne, surtout sur ces confins du Fafafadugu où son influence était incertaine.

La plus grande partie des gens du Gana ne se résignait pas au joug des Traorè et ils accueillirent donc le nouveau conquérant en libérateur. La colonne de Nânténé-Kaba, qui avait traversé le fleuve de son côté, rejoignit Samori à Tyola, où le ralliement du pays fut proclamé au cours d'une grande palabre. Le chef, Myè-Bala Dyallo, leva aussitôt une petite colonne pour aider son nouveau maître à détruire Sikasso (27).

L'Almami hâta alors le mouvement vers l'Est, franchissant la frontière des Sénoufo et jonant aussitôt des querelles traditionnelles de telle sorte que le Kāmpo s'ouvrit à lui. Comme on pouvait le prévoir, Kèrèkaā (Nkurala) et Kofana se rallièrent d'enthousiasme aux envahisseurs et leur chef, Nyānggèyè Sanogo, mobilisa ses hommes pour se joindre à eux (28). Bien qu'il n'eût reçu aucun renfort, le chef de Fāntèrila, Pidya Sanogo, proclama au contraire sa fidélité à Tyèba et décida de résister jusqu'à la mort. Comme ce village était solidement fortifié, l'Almami, impatient, le contourna par le Sud et obtint le ralliement de Ngokaā (Ngolaso), pourtant peuplé de partisans de Tyèba.

Les Samoriens étaient encore séparés de Sikasso par le Kadi, dont la loyauté au Kénédugu ne s'était pas démentie depuis près d'un siècle. Fidèle à cette tradition, le chef Zana Dyurtè avait massé tous ses combattants dans le tata de Natyè, tandis que la population fuyait à Sikasso. L'Almami se présenta devant cette place et tenta un assaut à partir des hauteurs situées au sud du village. Il échoua et passa outre, en laissant une partie de l'armée de Faraba pour procéder au blocus (29).

Dans l'extrême Sud du Kadi, les gens s'étaient retranchés sur la montagne de Pisakaā (Pisaso). Une fraction du Foroba alla enlever cette position, de façon à couvrir la droite de Samori jusqu'aux frontières du Yènggè et du pays Samogho.

Premier échec. — Les assaillants n'étaient plus séparés de Sikasso que par la plaine marécageuse du Banānkoni et les collines latéritiques qui cachent la vallée du Lotyo.

Samori, dont les éclaireurs s'étaient avancés jusqu'aux murs de la ville, tenta aussitôt une attaque en force. Laisant les non-combattants dans des sanyé provisoires, l'énorme colonne se présenta devant la citadelle de Tyèba mais, à sa grande surprise, elle fut refoulée par un ennemi mordant, appuyé par une très forte cavalerie. Après une demi-journée de combat confus, que la tradition couvre d'un voile de magie, les Samoriens, débordés sur leur droite, se replièrent derrière le Banānkoni (30).

Etonné d'une telle résistance, et impressionné par l'aspect des remparts de Sikasso, dont la puissance dépassait tout ce qu'il avait imaginé, Samori aurait alors renoncé à un assaut frontal. Ses hommes repassèrent bientôt le Banānkoni, mais ce fut pour construire une série de sanyé sur les collines qui dominent les murs de la ville, à trois kilomètres vers le couchant. Au pied de ces hauteurs, où les assiégeants construisirent une véritable ville, Masé-Mamadi enleva le petit village de Nangwakaā (Nangola) qui servait d'avant-poste aux Sénoufo (31).

b) La première crise.

Ainsi commençait une guerre de positions qui allait durer plus de quinze mois, sans que le dispositif adopté dès le début par les assaillants soit sensiblement modifié.

Installation. — Samori, avec sa Garde et le Foroba de Manigbè-Mori, s'était installé au centre, en deçà des hauteurs de Gadakoni, dont le versant oriental était tenu par Bilali et les gens de Kankan. Ce noyau solide était encadré sur la gauche par Kémé-Bréma avec l'armée de Faraba,

installée en contre-bas et sur la droite par l'armée de Bafagha, qui tenait la colline de Nang-wakaā au-delà d'une dépression marécageuse. La puissante colonne de Lāngamā-Fali allait bientôt renforcer cette aile fragile et la position s'étendra alors sur plus de cinq kilomètres. Le semis des sanyé allait bientôt prendre l'apparence d'une agglomération semi-permanente, où les cases en bānko remplaceront parfois le paillottes, et à laquelle Samori donnera le nom prometteur de Héérèmakono « attends le bonheur » (32).

Organisation de la défense. — Les événements démentirent aussitôt cet optimisme. Rempli de confiance par son succès initial, Tyèba s'était persuadé que l'adversaire n'était pas invincible. Il avait juré qu'il ne le laisserait pas s'installer et se renforcer tranquillement. Le défenseur ne manquait pas de certains atouts et il allait les jouer habilement pour enlever l'initiative à l'assaillant. Protégé par des puissantes murailles, qui défiaient un assaut direct, il avait l'avantage d'un ravitaillement facile dont les sources étaient toutes proches. Le conquérant ne pouvait donc en venir à bout sans un blocus total, mais cela supposait la maîtrise du plat pays, que Tyèba n'avait nullement l'intention de lui abandonner. Il était cependant loin d'égaliser la puissance de feu de Samori car il ne pouvait se procurer des armes d'importation qu'à partir de la Gold Coast, et par l'intermédiaire de ses anciens ennemis de Kong et de Bobo (33). Malgré l'aide des Sénoufo de Korogho, qui servaient d'intermédiaires, beaucoup de ses combattants allaient se contenter d'arcs pendant toute la durée du siège. Cet handicap était partiellement compensé, pour les combats en rase campagne, par la puissance d'une cavalerie dont le Mosi assurait la remonte.

La puissance de ses murailles était enfin multipliée par la position centrale de Sikasso, qui permettait aux défenseurs de porter leurs meilleures troupes aux points critiques et de surprendre l'ennemi sur ses points faibles. La tradition affirme d'ailleurs que Faduba-Lay, l'un des conseillers de Samori, renseigna Tyèba sur le dispositif des assiégés pendant les premiers mois de la guerre.

Si les défenseurs étaient moins bien armés, ils furent par contre presque toujours mieux nourris et reposés, car le Faama les renouvelait chaque semaine par groupes de 5.000. Il allégeait ainsi le ravitaillement de la place et il réussit à poursuivre les travaux agricoles dans les régions que l'envahisseur avait épargnées (34).

Pour donner l'assaut aux sanyé, en dépit de leur puissance de feu, les forgerons de Sikasso renouèrent avec la tradition des boucliers, qui étaient sortis de l'usage depuis des générations. Ils fabriquèrent en effet des armes défensives à l'épreuve des fusils de traite en clouant des lames de *daba* sur les épaisses portes monoxyles qui sont chères aux Sénoufo. Derrière ces cuirasses, les défenseurs s'approchaient sans trop de risques de façon à imposer aux sofas le corps à corps où l'infériorité de leur armement était moins sensible.

Samori en difficulté. — Tyèba se sentit donc en état d'adopter une tactique offensive et il montra dès les premiers jours qu'il n'avait pas l'intention de défendre passivement ses murs. Sa citadelle, étirée d'ouest en est et couverte au sud par les marécages du Lotyo, n'était accessible à l'ennemi que sur un front étroit. La piste de Bougouni s'étale de ce côté en plaine avant d'escalader le Gadakoni, mais son flanc nord est dominé par un plateau escarpé qu'il faut traverser pour se diriger vers Kiñyā et d'où les Français lanceront l'assaut final en 1898. Tyèba y construisit de puissants sanyé et les confia à ses meilleures troupes, sous les ordres de son frère Babèmba. Celui-ci empêchait ainsi l'assiégé d'atteindre la position principale et il menaçait Kémé-Brèma dont il surplomhait le camp. Voulant le déloger, le frère de Samori envoya contre lui Alfa-So,

mais celui-ci échoua et les assaillants durent se retrancher au pied du plateau, à 300 mètres de l'ennemi. Des combats aussi durs que stériles allaient se poursuivre là pendant presque tout le siège entre des adversaires qui se trouvaient à portée de voix.

Tandis que commençait ainsi une véritable guerre d'usure, sous les murs de la citadelle, les Sénufo installés à Zāmbalara, au nord-ouest de Sikasso, lançaient des raids de grande envergure, pour harceler les convois de Samori et ravitailler les assiégés de Natyē. D'autres s'en prenaient à l'armée de Bafagha, toujours isolée à l'extrême Sud, sur les hauteurs de Nāngwakaā.

La situation des envahisseurs paraît s'être gravement détériorée pendant le mois de juin. Ils se trouvèrent à leur tour presque investis quand un coup de main de Zāmbalara eut enlevé leur base à Banānkoui. Les convois de vivres ne passèrent plus et ils se virent coupés de leur point d'eau alors qu'une sécheresse exceptionnelle retardait les pluies. Celles-ci finirent cependant par tomber, ce qui épargna à Samori l'humiliation de battre en retraite et lui permit d'attendre l'arrivée de Lāngamā-Fali (35).

Intervention de Lāngamā-Fali. — La divergence des traditions ne permet pas d'établir si l'intervention de l'Armée de l'Ouest était prévue dès l'origine ou si elle fut improvisée quand Samori comprit que la tâche excédait ses forces. Etant donné l'importance qu'il attachait à la route de Freetown, et la façon excessive dont il avait déjà dégarni les armées territoriales, je penche pour la seconde hypothèse. Celle-ci suppose en effet que l'ordre de marche ne fut envoyé à Lāngamā-Fali qu'à la fin de mai et les données chronologiques dont nous disposons plaident toutes en ce sens. Nous savons par exemple que ses troupes n'ont pas atteint les rives du Bagoé avant le milieu de juillet (36).

Quoi qu'il en soit, Lāngamā-Fali laissa la garde de son gouvernement à la petite colonne de Sidi-Baha et partit en hâte pour sa dernière aventure. Grâce au commerce de Freetown, ses hommes étaient supérieurement armés. Une centaine d'entre eux étaient même pourvus de fusils à répétition de marque Peabody (*da-tā* = dix bonches), qui allaient semer la terreur (37) parmi les Sénufo (37).

Il rejoignit Samori au plus court, en traversant le Sānkarā et le Wasulu par un itinéraire plus méridional que la colonne principale (38). Au-delà du Bagoé, il entra dans le Kāmpo par Ma^oānkaā (Mahāndugu) et détruisit le jour même de son arrivée Fāntērila, où Pidya Sanogo se fit tuer.

L'Armée de l'Ouest marcha alors sur Natyē, que bloquaient les trois sanyé de Famako, et où Kémé-Bréma vint lui-même à sa rencontre avec des renforts. Des retranchements furent établis au revers du plateau qui surplombait le mur nord du tata et un violent assaut, lancé de ce point, réussit à enlever la place. Le chef, Zauā, réussit à fuir avec une grande partie de ses hommes et ceux-ci allaient participer à la défense de Sikasso (39). Les lignes de communication de l'Almami étaient cependant dégagées et la puissance de l'Armée de l'Ouest renversait désormais l'équilibre en sa faveur.

c) Dispositif des assiégeants.

En dépit du soulagement que lui apportait Lāngamā-Fali, Samori n'essaya pas de reprendre l'offensive. Ses arrières dégagés, il se contenta de consolider ses positions, dans l'intention visible d'user son adversaire, sans se soucier du temps nécessaire.

Pendant plus d'un an, les ennemis allaient effectivement combattre sur place sans qu'aucun changement ne vienne modifier leur emprise territoriale.

Le flanc nord. — La gauche de Samori était assez tranquille, car elle était couverte jusqu'à Fõnsékaā (Fõnsébugu) par la frontière sud du Fafadugu (40). Dès l'arrivée de Lāngamā-Fali, les bases de Tyèha sur la rive gauche du Banānkoni furent en outre détruites, particulièrement celle de Zāmblara (41). Des garnisons samorieunes à Nyaradugu, Ntorola et Zèrila couvrirent désormais la route de l'Ouest. Les gens du Kénédugu se maintenaient cependant à Gōngaso et Zānradugu de façon à protéger le vieux village de Faama et à se couvrir d'une attaque possible du Fafadugu. Ils adopteront vite un style offensif et multiplieront jusqu'à la fin les raids contre les convois samoriens, entre Natyē et Tyola.

Le flanc sud. — Vers le sud, les assiégeants appuyèrent leur droite au Lotyo, jusqu'à sa source qui se trouve dans les collines de Zañakaā (Zawasso). Des garnisons à Sokurani et Zèrila contrôlaient la région, mais elles avaient affaire à forte partie car la région de Kapala-Tarkaso, d'où venait une grande partie du ravitaillement de Sikasso, était riche, peuplée et bien gardée (42). Deux grandes citadelles Senufo s'y trouvaient, la première à Kabõlla sous les ordres de Kasya, un frère de Dauda, qui menaçait de prendre à revers le front du Lotyo, et la seconde à Nyāngasoba, où un parent éloigné du Faama, Mamuruva Traorè, couvrait le pays Samogho.

Les Samoriens se tournèrent contre ce dernier vers la fin de 1887 et ils détruisirent les villages de Ngorona et Sènani, dont les habitants s'enfuirent à Banānso. Les assaillants poussèrent en pays Samogho jusqu'au mont Kardyaso, où ils séjournèrent quelque temps, en harcelant Kaï. Ils se retirèrent sans attaquer cette place, mais ils lancèrent peu après contre Nyāngasoba un assaut qui échoua complètement (43).

En s'éloignant vers le Sud, les adversaires perdaient contact et le conflit se réduisait à des razzias intermittentes. Famāngoro Sogodogo, chef des Senufo du Yèngèè, avait envoyé presque tous ses combattants à Sikasso et se trouvait ainsi réduit à une défensive prudente. Il ne harcela guère le Gana, rallié à Samori, dont il était séparé par le marigot Kobi (44). Cette région n'allait donc connaître jusqu'à la fin du siège que de médiocres embuscades.

Le Haut Bagoé. — Sur le Haut Bagoé, Nafugubè de Nangakā (Nāngalaso), tenait toujours pour Tyèba une section de la rive ouest et escarmouchait contre Tyõñi. De l'autre côté du fleuve, les Samogho de Karamogho Sogodogo, basés sur Banānso et soutenus par l'ensemble du Fõlõna, combattaient des renégats de Fõru (Fourou).

Malgré la présence de quelques agents de Samori, comme Tnmani, le chef des sofas de Fõru, que Binger nous a peints sous de sombres couleurs, toutes les forces vives de la région étaient concentrées sous les murs de Sikasso (46). Le chef de Tēngrèla, Yanogo, avait envoyé à Samori une colonne sous les ordres de son neveu Musa (45), mais il fit défection en septembre 1887, en ramenant dans le camp de Tyèba les Senufo de Pa'ara et les Bāndyè de Dèbètè. La situation des Samoriens de Fõru devint alors précaire et leurs communications avec Tyõñi incertaines. Cette petite révolution ne devait d'ailleurs pas suffire à ranimer ce front lointain, qui allait demeurer jusqu'à la fin de la guerre le théâtre de petites razzias sans conséquences (47).

Effectifs. — Tout se jouait donc entre les marigots Banānko et Lotyo, dans l'espace de quelques kilomètres où était rassemblée la grande masse des combattants. On souhaiterait vivement en connaître le nombre, mais les traditions orales sont, comme d'habitude, d'une nature peu favorable aux chiffres. Il s'agit pourtant, à leurs yeux, d'un conflit majeur, d'un vrai combat de géants, alors

que Binger, témoin oculaire, a traité toute l'affaire avec un profond mépris. A l'en croire, il n'aurait observé chez les assiégeants qu'un nombre médiocre de misérables, affamés et mal armés, et comme il est seul à nous proposer des chiffres, on est évidemment tenté de le suivre. Selon lui, en septembre 1887, Samori n'aurait disposé que de 5.000 combattants, après en avoir perdu un millier depuis le début des combats. Il était par ailleurs presque démonté, avec seulement 140 chevaux en très mauvais état. Le capitaine estimait les non combattants à la moitié du total, si bien que ses données correspondent à un rassemblement de 12.000 personnes au début du siège.

On ne peut entièrement récuser le témoignage d'un observateur aussi précis et minutieux, mais ces chiffres paraissent inadmissibles si l'on considère que Samori avait massé contre Tyèba la quasi totalité des forces dont il disposait (48). Quiquandon nous dit deux ans plus tard que Tyèba avait 10.000 hommes et Samori 25.000, mais il n'était pas témoin oculaire (49). On ne peut accepter sans réserve ces dernières évaluations, mais il me semble que Quiquandon nous donne la clé du problème quand il écrit que l'Almami a rassemblé ces masses devant Sikasso mais « pas en une seule fois ». Binger est arrivé au camp de Samori alors que l'hivernage, qui battait son plein, ralentissait les opérations, et au moment où la soudure compliquait à l'extrême le problème des subsistances (50). Il nous a peint sous des couleurs terribles la famine qui régnait dans l'Empire samorien, et il est vraisemblable qu'une partie des assaillants s'était éloignée pour alléger le ravitaillement au moment de son passage. Ceci était d'ailleurs conforme aux habitudes militaires de Samori et la tradition confirme que des unités de sofas séjournaient durant le siège dans le Sud du Gana, le Gbāntyèdugu et le Baninko (51). Binger, dont nous acceptons l'estimation, a donc observé les Samoriens au moment où leurs effectifs étaient au plus bas. Pour les grandes offensives de 1888, il faudrait certainement augmenter ces chiffres de moitié, sinon les doubler.

Ravitaillement. — Quoi qu'il en soit, il y avait à Héérémakono de dix à vingt mille bouches à nourrir, et cela pendant près d'un an et demi. Une telle masse humaine ne pouvait évidemment pas vivre sur le pays, bien que le Gana et une partie du Kāmpo restassent fortement peuplés. Du Bagoé jusqu'au Baulé, sur près de trois cent kilomètres de profondeur, le pays était dévasté et désert depuis 1885 et Binger comprit fort bien quel handicap terrible cette position imposait à Samori. Voyageant juste avant les récoltes, il constata une effroyable famine tout au long de la route tandis qu'une austérité, proche de la disette, régnait chez les assiégeants eux-mêmes. Il en conclut que l'Almami n'avait aucune chance de vaincre Tyèba fort de la fidélité des Supirè, Samogho et Pōmporō, dont les riches cultures commençaient à quelques dizaines de kilomètres du théâtre des combats.

Ces observations ne sont pas contestables mais, à les lire sous cette forme, on est surpris que l'entreprise ait duré si longtemps sans tourner en catastrophe. Binger nous fait savoir qu'environ 200 porteurs, amenant deux tonnes de grain arrivaient chaque jour à Héérémakono. C'est un fait, mais surprenant, que cette rotation régulière, se soit poursuivie pendant près d'un an et demi, sans à-coup trop graves. Ceci suppose non seulement une volonté impitoyable et une autorité redoutable, mais un effort de prévision et d'organisation tout à fait remarquable en ce pays et en ce temps. Binger, avec sa volonté de dénigrement systématique, n'a pas voulu le voir.

La tradition orale nous permet de comprendre comment Samori obtint ce résultat. En dehors des vastes cultures de Bisāndugu et des « champs de l'Almami » dont les dugukuñnasigi stockaient les récoltes dans presque chaque village, toute vente de produits vivriers était interdite sur les marchés depuis la fin de 1886. Les agents de Samori étaient désormais les seuls acheteurs de grain, et ce monopole, qui irritait les Français de Bamako, était toujours en vigueur au passage de Binger. Il ne sera levé qu'en 1889, après l'écrasement de la Grande Révolte.

Des stocks importants furent ainsi constitués à travers tout le pays, si bien que Samori, malgré l'approche de la soudure, ne risquait pas la disette quand il marcha sur le Kénédugu. Il restait à s'assurer que ces grains soient transportés à des dates convenables sur d'immenses distances. Chaque armée territoriale étant en principe ravitaillée par les magasins de son domaine, il incombait aux kèlètigi de donner des ordres pour leur mise en route à intervalles réguliers. A cet effet, ils dépêchaient des messagers à intervalles réguliers. A cet effet, ils dépêchaient des messagers à intervalles fixes aux villages détenteurs dont les habitants, jeunes gens ou, à défaut, femmes, étaient aussitôt réquisitionnés et mis en route (51). Binger nous a peint le martyr de ces porteurs, poussés sans ménagements et réduits à subsister avec les quelques vivres qu'ils emmenaient en sus de leur charge. A travers les zones peuplées, si la disette n'y régnait pas, ils pouvaient toujours compter sur l'hospitalité qui a toujours caractérisé le paysan noir. A partir du Baulé, à travers un désert de plusieurs centaines de kilomètres, ils n'avaient plus aucun recours et, à peine déchargés devant Sikasso, ils étaient invités à rentrer par leurs propres moyens. Binger nous les montre, affamés et squelettiques, se traînant vers l'Ouest dans l'espoir de rejoindre les régions habitées et jalonnaient les pistes de leurs cadavres. Il en signale qui se suicidèrent sur le chemin du retour quand des sofas voulurent les réquisitionner pour enlever les charges dont les porteurs venaient de succomber. S'ils rentraient chez eux, où les réquisitions avaient vidé les greniers, ils y trouvaient la disette. Si les stocks de l'Almami n'étaient pas déjà évacués, ceux-ci devenaient alors pour eux un objet d'envie qui les emplissait de rage et de haine.

Le prix du siège. — Cette tension insupportable ne pouvait pas durer éternellement. En 1888, quand les paysans comprirent qu'une troisième récolte allait être saisie et qu'il faudrait encore la porter à l'armée, ils se trouvèrent mûrs pour la révolte. Telle fut la cause essentielle de l'orage qui grondait à travers tout l'Empire vers la fin du siège. Binger en fera valoir d'autres, que nous examinerons plus loin, comme la mobilisation des jeunes gens et surtout leur réduction en captivité pour acheter des chevaux et des armes. Ce grief est présent dans la tradition, mais il ne compte guère en regard des privations dues aux réquisitions abusives et de la peur du portage. Vers la fin du siège, le poids de la guerre allait ainsi peser si lourd que les populations, quels qu'aient été leurs sentiments antérieurs, préféreront n'importe quelle aventure à cette misère sans espoir.

A ce prix inhumain, la machine tourna pourtant longtemps, ce qui donne la mesure de l'autorité dont disposait Samori au départ. Festing nous signale bien qu'il n'y avait des à-coups, que des caravanes attendues n'arrivaient pas au jour fixé, mais ces incidents ne semblent pas avoir présenté une extrême gravité et des stocks relativement importants permettaient à Hécérémakono de ne pas vivre au jour le jour (52). Malgré les raids des Sénufo, la route de l'Ouest demeura donc assez sûre, depuis l'arrivée de Lāngamā-Fali jusqu'à la révolte finale des Wasulunké.

Pendant ces longs mois, l'Almami multiplia les efforts militaires. Il ne se laissait pas décourager par les nombreux échecs qu'il subissait, bien que la situation politique se dégradât lentement et que la révolte grandît alors dans son dos.

d) Samori dans l'impasse.

Cette longue obstination peut surprendre. Faut-il en croire Binger qui jugeait dès septembre 1887 que Samori n'avait aucune chance d'emporter la place et que seule une vanité puérile l'empêchait de s'avouer vaincu ? Concernant un homme aussi sagace que l'Almami, un tel jugement ne convainc pas. Comment croire qu'il se fût obstiné sottement s'il n'avait entrevu aucune perspective de succès ? Le déroulement du siège allait montrer effectivement que celle-ci n'était nullement négligeable.

Une erreur initiale. — On ne peut nier que Samori ait commis une erreur initiale en sous-estimant l'adversaire. Bien qu'il eût orienté toute sa politique vers la conquête du Kénédugu, et en dépit de préparatifs minutieux, il semble qu'il ne jeta pas au départ toutes ses forces dans la balance. L'appel tardif à Lāngamā-Fali le confirme. Les batailles de Kōlōni et Futyèrè l'avaient persuadé que l'adversaire n'était pas de taille en rase campagne, et il avait sous-estimé la puissance défensive de Sikasso. Dès le début du siège, il se trouva ainsi inférieur en cavalerie, sinon en nombre, et réduit à la défensive, coupé de ses arrières. Sans l'arrivée de l'Armée de l'Ouest, en juillet, il aurait été contraint à une retraite ignominieuse.

Attitude du Fafadugu. — Cette faute de calcul est partiellement excusable du fait de l'accident imprévisible que fut la défection du Fafadugu. Samori avait, depuis 1884, une frontière commune avec ce royaume et leurs relations n'avaient cessé de s'améliorer. On ne peut suivre la tradition de Sikasso quand elle affirme que l'Almami est venu, « appelé par Kiñyā », mais il est certain qu'au début de 1886, les deux États s'étaient mis d'accord pour une action concertée contre Tyèba. Bien que réduit à la défensive, le Fafadugu représentait une force considérable et sa promesse de participer à l'assaut de Sikasso entra certainement dans les calculs de Samori.

Les chefs de Kiñyā restaient cependant fidèles à leur tradition guerrière, et Dyomā Togola fut tué en mai 1886, en attaquant les Bambara du Dyèdugu (Béléko), vassaux des Toucouleurs. Les sofas élirent à sa place un Fula du Baninko, Kuramina Sidibé, neveu utérin de Fafa. Au lieu de se préparer à marcher sur Sikasso, le nouveau Faama se tourna vers le Minyānka où il s'empara de Sirabila et il marqua bientôt ses distances avec Samori. Où voulait-il en venir ? Si l'on exclut tout facteur personnel, il est vraisemblable qu'il craignait une victoire trop facile du conquérant, qui le laisserait en tête à tête avec une puissance plus redoutable que le Kénédugu (53). Il pensait sans doute qu'il était préférable d'économiser ses forces pendant que ses redoutables voisins s'useraient mutuellement. Ce calcul n'était pas absurde en soi mais il négligeait l'intervention imminente des Français.

Toujours est-il que Samori espérait qu'une colonne de Kiñyā marcherait sur sa gauche et attaquerait Sikasso par le Nord. Contre son attente, Kuramina ne bougea pas et son inaction permit à Tyèba de rappeler Kèlètigi Bèrètè dont l'intervention fut décisive pendant les premiers combats de mai.

Le Fafadugu allait désormais se cantonner dans la neutralité, tout en restant légèrement favorable à Samori, qu'il approvisionnait en chevaux. Il est certain qu'il se refusait à toute intervention militaire même s'il n'était pas hostile à l'Almami comme Binger l'a écrit à tort (54). C'est seulement en 1889 qu'il reprendra l'offensive, en attaquant Dyitamana, un vassal de Sikasso dans le Minyanka, juste à point pour obliger Tyèba à se détourner de Samori vaincu.

Premières défections. — L'Almami se trouvait en tout cas livré à ses seules forces pour enlever Sikasso et, sans l'arrivée de Lāngamā-Fali, il n'aurait pas surmonté la crise de juin. Il était sûr de ses arrières, mais ses communications demeuraient interminables et il n'avait aucune chance de triompher tant que la place ne serait pas bloquée. C'est pour y parvenir qu'il reprit l'offensive en juillet et août 1887. Il attaqua sur les deux ailes, mais Kémé-Brèma échoua vers la gauche, contre les sanyé de Babèmba tandis que, sur la droite, Lāngamā-Fali, ne parvenait pas à enlever les bicoques qui couvraient le flanc sud du Dyōfuru. Ces combats coûteux eurent lieu alors qu'une soudure difficile et des pistes couvertes d'eau gênaient le ravitaillement. Une demi-famine s'établit à Héèrèmakono et des désertions se produisirent, comme celle de Musa Saganogo, qui s'enfuit au début de septembre avec la colonne de Tēngrèla. Son oncle Yanogo, poussé par les Dyula

favorables à Tyèba, rompit aussitôt avec Samori et commença à harceler Tyōñi qui lui restait fidèle. Cette défection du Kadlé, imité aussitôt par le Nofwâë et Dèbètè (55), était trop périphérique pour gêner le siège. Elle montrait cependant qu'on ne pouvait pas trop demander aux troupes auxiliaires si la campagne se prolongeait.

L'Almami renonça alors à attaquer. Il renvoya les contingents des villages hiverner chez eux et limita les combats à des harcèlements quotidiens, en attendant les récoltes et la fin des pluies.

Binger. — C'est alors que se plaça l'intervention de Binger.

En traitant avec la France, Samori n'en espérait pas une aide active, mais il pensait avoir les mains libres et attendait des Blancs qu'ils observassent à son égard une neutralisation bienveillante. La reprise du commerce avec le Sénégal et le Sahel, ainsi que les quelques armes ramenées par Dyaulé-Karamogho, avaient répondu dans une certaine mesure à ces espoirs. La perte du Burè irritait cependant le conquérant et Péroz, pressenti, avait refusé de l'accompagner à Sikasso.

Les sentiments de l'Almami à l'égard des Français étaient donc mitigés quand Binger arriva à Wolosébugu et demanda à traverser son territoire en direction de Kong. L'illustre explorateur a accrédité l'idée que la longue attente qui suivit démontre l'ingratitude de Samori et son hostilité foncière à l'égard de la France (56). Le capitaine lui avait envoyé la lettre d'introduction de Gallieni, dès son arrivée à Wolosébugu, le 5 juillet, et il n'avait pas encore reçu de réponse le 10 août, ce qui le décida à retourner sur ses pas. Il paraît acquis que Samori usa à cette occasion de manœuvres dilatoires et ordonna de remettre le plus tard possible la réponse qu'il avait aussitôt écrite, si bien que Binger la reçut seulement le 13 août, en arrivant à Bamako (57). Cette attitude s'explique aisément. Samori n'allait pas, dans les circonstances où il se trouvait, montrer gratuitement de l'hostilité aux Français avec qui il venait de traiter. Il n'osait donc pas refuser le passage à Binger, mais il lui déplaisait que son visiteur fût témoin de la crise qu'il traversait. Quand Binger arriva à Wolosébugu, Samori était aux ahois, à demi-investi dans Héérèmakono, mais il espérait reprendre bientôt le dessus grâce à Lāngamā-Fali. Peut-être même craignait-il que la vue de sa faiblesse ne donnât aux Français l'idée d'en profiter, en dépit du traité, et il fit preuve dans ce cas d'une étonnante clairvoyance car les lettres de Binger allaient déterminer largement la politique hostile de Gallieni.

Le capitaine obtint finalement la permission de Samori quand l'Armée de l'Ouest eut rétabli la situation, et on peut être assuré que le conquérant comptait sur le prestige de l'alliance française pour impressionner Tyèba. Il avait donc donné son accord, mais à condition que son hôte le rejoignît « au camp près de Sikasso », alors que Gallieni avait justement déconseillé à Binger de s'y rendre, pour ne pas consolider le prestige de Samori. « Je ne me souciais pas, écrira le capitaine, de me rendre à la colonne » (1891, p. 63). Il comptait se diriger directement vers le Sud-Est mais le 18 septembre, alors qu'il venait de traverser le Baulé à Fnlahula, près de Bougonni, il reçut de Samori une « demande suppliante de secours » dans une lettre qui avouait la position difficile du conquérant et qui réclamait « trente tirailleurs, pour en finir avec Tyèba ». La cause de cet appel est claire : les échecs de Kémé-Brèma et de Lāngamā-Fali, suivis par la défection de Tèugrèla, avaient obligé l'Almami à suspendre les attaques jusqu'à la fin de l'hivernage et il essayait à tout hasard d'utiliser son alliance avec les Français.

Son échec. — Binger, poussé par la curiosité, décida alors de se rendre chez Samori avec l'intention de proposer son arbitrage. « Etant donné que Samori venait de traiter avec nous, écrit-il, il nous était difficile de l'abandonner, même moralement » (57). Il n'est pas douteux que les

dispositions du capitaine étaient, au départ, hostiles à Samori, car il le jugeait nuisible aux ambitions françaises, du seul fait de sa puissance. En s'imposant comme médiateur, il espérait ruiner le prestige de son hôte et amorcer une alliance entre la France et le Kénédugu.

Il aurait fallu que Samori soit bien stupide pour se prêter à ces manœuvres, alors qu'il n'était nullement vaincu et se représentait fort bien les répercussions catastrophiques qu'aurait une retraite sur l'esprit de ses sujets (58).

Il semble donc qu'il organisa une véritable mise en scène pour égarer Binger, si bien que les lourdes erreurs de ce voyageur, habituellement si minutieux, ne doivent pas nous surprendre. Nous avons vu que Samori avait certainement réduit ses troupes en raison de l'hivernage et des difficultés de ravitaillement. On a l'impression qu'il fit de son mieux pour donner l'impression d'être relativement faible, dans l'espoir d'apaiser les craintes des Français et de les décider à intervenir en sa faveur. Dans le même but, il fit l'impossible pour dissimuler ses relations avec la Sierra Leone et les quantités d'armes relativement importantes qu'il y avait achetées. Binger ne comprit pas qu'on craignait qu'il ne dénonçât la collusion de son hôte avec les Britanniques et que, pour cette raison, on lui cachait les armes modernes qui se trouvaient au camp.

Il semble avoir donné assez facilement dans les panneaux qu'on lui tendait mais il est évident qu'avec de telles arrières-pensées, les négociations ne pouvaient pas aboutir. Des conversations discontinues s'étirèrent sur trois journées, du 27 au 30 septembre. Leur seul résultat fut d'ulcérer Binger à tel point qu'il oublia ou travestit la généreuse hospitalité qu'il recevait (59). Prenant ses désirs pour des réalités, il dressa alors un « tableau » extrêmement méprisant des forces de Samori et émit l'opinion que son hôte n'avait aucune chance d'enlever la ville et était même hors d'état de se replier en repassant le Bagoé en crue (60). Les rapports rédigés en ce sens, qu'il écrivit à Bëndoghobugu entre le 10 et le 23 octobre, puis à Tyōñi du 28 octobre au 30 novembre, allaient être soumis à Gallieni dès leur arrivée à Kayes (61). Il n'est pas douteux qu'ils aient convaincu le commandant supérieur que la succession de Samori était sur le point de s'ouvrir, car la politique de sape qui fut alors adoptée s'inspirait directement de ces renseignements.

e) Nouveaux efforts

L'Almami restait une fois de plus livré à lui-même et les prédictions de Binger parurent sur le point de se réaliser. En effet, vers le 20 octobre, Syaka enleva par surprise le sanyé de Bafagha et massacra presque tous les hommes qui le défendaient (62). La position fut cependant reprise et ce succès Senufo allait rester isolé. La fin des pluies approchait et Samori n'était pas aux abois, puisqu'il recouvra vite l'initiative. Binger apprit effectivement, dès la fin de novembre, le départ en renfort de gens de Tyōñi (63), tandis que la réquisition de la nouvelle récolte créait déjà la pénurie. Il était cependant tellement convaincu de l'impuissance de Samori qu'il ne vit pas là les signes précurseurs d'une offensive (64).

L'offensive de janvier. — Une grande attaque qui devait, dans l'esprit de l'Almami, faire tomber Sikasso, eut pourtant lieu en décembre et janvier (65). Les difficultés de l'hivernage étaient alors surmontées grâce à des renforts importants et à un approvisionnement abondant. Pendant que, sur la gauche, Kémé-Bréma allait s'efforcer, mais en vain, d'enlever les sanyé de Babèmba, toutes les troupes disponibles s'étaient concentrées à l'aile droite.

Placée sous les ordres de Lāngamā-Fali, celle-ci franchit le Lotyo et se fortifia solidement sur le plateau de Sirakoro (66), coupant ainsi Tyèba des riches pays du Sud. Toutes les contre-attaques menées par Kasya à partir de Kaböila furent ensuite repoussées et Lāngamā-Fali fit bientôt un nouveau pas en avant. Descendant du plateau, il construisit un second sanyé sur la piste de Sikasso à Bugula, isolant cette fois la ville de l'Est, si bien qu'il aurait suffi d'un succès de Kémé-Bréma dans le Nord pour compléter l'encercllement (67).

Désastres samoriens. — Les assaillants, à bout de souffle, ne purent pas fournir cet ultime effort et Lāngamā-Fali se trouva presque encerclé quand Syaka se retrancha sur sa droite, au bord du Lotyo, tandis que la garnison de Bugula pressait son flanc oriental.

Tyèba, qui avait rameuté tous les renforts disponibles, reprit l'initiative à la fin de janvier en lançant une attaque générale contre le saillant samorien, qui s'effondra aussitôt. Les deux sanyé de Lāngamā-Fali furent détruits et leur chef trouva la mort en les défendant (68). Les Sénoufo prirent à cette occasion un certain nombre de ses fameux « *datā* ». Samori perdait ainsi toutes les positions qu'il tenait au-delà de la Lotyo et la plupart des hommes qu'il y avait placés étaient pris ou tués. Son fils, Masé-Mamadi, qui combattait à l'aile gauche sous Kémé-Bréma, trouva la mort quelques jours plus tard devant le sanyé de Babèmba (69).

La grande offensive s'achevait donc en désastre et Samori, privé de son fidèle Finè et d'une fraction de ses meilleures troupes, perdait tout espoir d'investir Sikasso. Avec sa constance habituelle, au lieu de se décourager, il fit venir des renforts en vue d'une nouvelle tentative.

Menaces françaises. — Il était encore sous le coup de l'échec quand il reçut une nouvelle étrange et inquiétante. Gallieni dirigeait en effet la colonne française sur Siguiri, avec l'intention d'y construire un fort contrairement aux promesses que Samori pensait avoir reçues.

Le conquérant, très inquiet, fit alors mobiliser les Bambara de la région de Bougouni et en forma une colonne qu'il dirigea vers l'Ouest sous les ordres de Dyaulé-Karamogho. Celui-ci reçut en même temps le commandement des pays du Niger, du confluent du Nyādā jusqu'à Siguiri, avec mission de ne pas bouger de Kankan tant que les intentions des Blancs ne seraient pas connues (janvier 1888) (70). Une ambassade était en outre confiée à Amara Dyèli et Lāsinè Kèra, qui devaient remettre à Gallieni une lettre réclamant « trente tirailleurs et un canon pour en finir avec Sikasso ». On a vu que les deux hommes rencontrèrent le commandant supérieur le 10 février à Siguiri, mais qu'ils furent incapables de le ramener à de meilleurs sentiments.

Samori croyait-il vraiment que les Français lui accorderaient une aide militaire ? On peut en douter après l'expérience de l'année précédente, mais il était sans doute inquiet des intentions de Gallieni et il voulait sonder la sincérité de l'alliance française. Il fut vite fixé puisque le colonel, qui croyait Binger assassiné, répondit par une lettre remarquablement dure, qui rejetait toute idée d'aide militaire et menaçait d'attaquer sans délai celui qui était encore, après tout, officiellement l'allié de la France.

Samori voyait ainsi ses pires inquiétudes prendre corps et, comme il avait peu de monde sur le Niger, il répondit par des protestations d'innocence. La menace de Gallieni n'eut d'abord aucune suite, mais on a vu que le colonel s'employa, au cours des semaines suivantes, à soulever contre l'Almami les pays de la rive droite. Il était clair, dès avril ou mai 1888, que le fort de Siguiri n'avait pas d'autre mission que de saper la position des Samoriens. De ce fait, le siège de Sikasso ne pouvait plus durer longtemps.

f) *L'ultime assaut.*

L'Almami ne voulait pourtant pas renoncer sans une ultime tentative et il s'y préparait fiévreusement, comme Gallieni en témoigne dès la fin de mai. Un fait nouveau venait d'ailleurs de réveiller les espoirs du conquérant.

Festing. — Les négociations qu'il poursuivait depuis trois ans avec les Britanniques, en marge d'un courant commercial régulier, avaient abouti, sans qu'il l'eût sollicité, à l'envoi du major Festing. Cette mission, que nous avons déjà étudiée, a suscité de nombreuses légendes dans l'his-

toriographie française. Leur source unique est Gallieni qui craignit un moment qu'une intervention anglaise à Sikasso n'assurât le triomphe du conquérant alors qu'il s'appliquait justement à le ruiner. Il affirmera donc que les seuls succès de l'Almami, durant ce siège, lui furent procurés par les armes britanniques.

Nous pouvons affirmer qu'il n'en est rien. Pourvu d'instructions très vagues, qu'il allait largement outrepasser, Festing avait l'ordre d'étudier la valeur du traité de Bisândugu et de parer si possible à la menace qu'il faisait peser sur la vie commerciale de Freetown. On a vu que l'escorte de cette mission purement diplomatique comptait seulement onze hommes (71). Les Français crurent qu'un sombre complot unissait Samori aux Anglais, alors que le major éprouva les mêmes difficultés que Binger, perdit encore plus de temps que lui, et ressentit la même irritation devant les faux prétextes et les dérobades continuelles de son partenaire.

On a vu qu'il séjourna près d'un mois à Bisândugu, du 24 mars au 21 avril 1888, car Dusgbè-Sinè, le chef de la garnison, avait négligé d'informer son maître qu'il s'agissait d'une mission officielle. Quand l'Almami l'apprit, il réclama la venue de Festing avec une fièvre compréhensible, limogea Dusgbè-Sinè et chargea Fodéba-Musa, l'un des chefs de sa Garde, de veiller sur la capitale. Il avait toujours préféré les Blancs pacifiques de la Côte et la mauvaise foi de Gallieni lui faisait craindre une rupture du traité de Bisândugu. On peut donc se demander pourquoi il ne profita pas des circonstances pour s'engager officiellement envers les Britanniques comme Festing le proposait. Peut-être espérait-il encore que les Français respecteraient leur signature, mais il craignait surtout qu'ils ne réagissent par les armes s'ils apprenaient qu'il rompait ouvertement avec eux.

Il réussit en tout cas à convaincre Festing qu'il avait signé à Bisândugu un simple traité de paix, mais il n'accepta pas pour autant le texte que lui présentait le major. Celui-ci s'obstina, sans comprendre la cause de ces hésitations, et avec d'autant plus d'énergie qu'il visait, on l'a vu, des buts économiques très personnels. Il traîna sous les murs de Sikasso du 19 mai au 4 juillet et se contenta finalement d'une promesse de traité après avoir obtenu les concessions privées qu'il quémandait.

Il est certain que Samori utilisait ce visiteur pour rendre courage à ses troupes et impressionner l'adversaire (72). Il lui avait demandé, dès le premier jour, une aide armée, comme à Binger et Gallieni. Cette requête fut rejetée mais Festing s'offrit comme médiateur, aussi vainement que Binger. L'intervention britannique dans la guerre de Sikasso est donc une légende, qui s'est cristallisée autour des plaintes de Tyèba et des jugements hâtifs du commandant supérieur. Festing donna seulement des conseils sur la mise en batterie des deux pièces d'ordonnance qui constituaient toute l'artillerie de l'Almami. Il avait aussi promis de lui tenir compagnie le jour de l'assaut mais, d'après son journal, il renonça bientôt à le faire.

Les combats de juin. — C'est donc sans l'aide des Britanniques, en dehors d'un soutien moral, que se déroula la dernière offensive samorienne qui mit Tyèba, en juin 1888, à deux doigts de sa perte. Il semble que les préparatifs, poussés activement depuis la mort de Lāngamā-Fali, étaient terminés au début du mois. Samori n'avait peut-être pas une grosse supériorité numérique mais son avantage technique restait sensible. Festing signale en effet que les Sénufo étaient à court de poudre et que la plupart d'entre eux ne combattaient plus qu'à l'arc. Le commandement des assiégeants avait été réorganisé à la suite des pertes sanglantes subies en janvier, si bien que Folōnka-Mudu avait pris la place de Lāngamā-Fali à la tête de l'armée de l'Ouest.

Tous les efforts furent cette fois dirigés contre les sanyè de Bahèmba, car il s'agissait d'occuper le plateau couvrant la route de Kinyā, afin d'isoler Sikasso par le nord, et de rejeter Tyèba

dans les murs de la ville. Samori se proposait en somme, de reprendre le mouvement qui aurait dû compléter celui de Lāngamā-Fali et dont le retard, en janvier, avait fait échouer toute la manœuvre.

Les Samoriens partirent à l'attaque le 14 juin et enlevèrent aussitôt un premier sanyé, en tuant beaucoup de monde aux défenseurs (73). Une attaque générale fut alors préparée pour la nuit du 21 au 22, et chaque colonne se vit attribuer un objectif précis. Cette action écboua pourtant en raison d'une forte pluie qui empêcha d'incendier les toits, mais elle reprit dès le 30 et l'Almami crut alors triompher. Vingt-huit sauyé de Tyèba furent pris ce jour-là avec cinq cents prisonniers et un important butin (74). Le Faama était ainsi rejeté à l'intérieur de ses murs et la colonne du fameux Kèlètigi Bèrèté était presque entièrement détruite. Le 4 juillet, quand Festing quitta Samori, celui-ci faisait construire des retranchements à proximité des murs de la ville, qu'il pouvait enfin espérer enlever.

g) *Une vaine obstination.*

Constance de Samori. — Un incident sans importance militaire, vint aussitôt assombrir ce succès. Au cours d'une escarmouche mineure, Kémé-Brèma s'était exposé imprudemment et il fut tué tandis que Manigbè-Mori était pris. Pour sauver son frère, Samori amorça une négociation qui n'aboutit pas et le chef du Foroba fut mis à mort par Tyèba (75). Le moral des défenseurs, qui frôlaient alors le désastre, s'en trouva soudain fortifié.

Samori ne se laissa pas abattre par ce malheur imprévu car il remplaça aussitôt Kémé-Brèma par son fils Managbè-Mamadi, assisté de Bala-Knñdyulu, et Manigbè-Mori par Faraba-Musa pour la fraction centrale du Foroba. Il avait l'impression qu'il pouvait aboutir et il voulait tenter la chance jusqu'au bout. Festing témoigne en effet que la soudure avait installé la disette chez Tyèba, pour la première fois depuis le début du siège. Les hautes murailles de la ville restaient impossibles à forcer, mais à présent que Samori la serrait de près, il pouvait reprendre la manœuvre d'investissement de janvier sur un rayon beaucoup plus court, sans avoir à forcer le Lotyo. La disette des assiégés se transformerait aussitôt en famine et l'énorme place ne tiendrait guère.

Il fallait cependant de nouveaux renforts pour cette ultime manœuvre et l'Almami allait les attendre une cinquantaine de jours sous les murs de Sikasso.

Vers le début de juin, il avait en effet rappelé son gendre Amadu Turè qui menait une campagne indépendante avec les guerriers du Kabasarana depuis le début de 1887 (76). Poursuivant des fins assez particulières, le Faama d'Odienné s'était profondément enfoncé sur le Bāndana, à travers l'Ouest du Sénoufo et jusqu'aux confins du Worodugu. Il était justement dans une situation difficile quand il répondit en hâte à l'appel qui survenait opportunément pour lui permettre de se retirer dignement. Les distances étaient telles que son intervention ne pouvait pourtant pas être immédiate. Au début d'août, il avait regagné sa capitale et poussait déjà ses colonnes sur la route de Bougouni, mais il fallait leur laisser le temps d'arriver. Un temps dont Samori ne disposait plus.

Révolte et disette. — Le maintien pendant quinze mois d'une ligne de ravitaillement interminable était en soi un étonnant succès. Festing signale des irrégularités dans les approvisionnements mais, jusqu'au début d'août 1888, la situation n'avait jamais été aussi grave qu'en 1887. Ce miracle quotidien ne pouvait pourtant pas être indéfiniment renouvelé et les intrigues de Galieni lui portèrent un coup mortel.

Dans un pays épuisé, où la nouvelle soudure ramenait la famine et où les échecs du conquérant ébranlaient son prestige, les appels à la révolte lancés par les Français avaient trouvé des oreilles complaisantes. La route de Freetown fut coupée dès février quand Festing évacua, non sans peine, les sofas du Limba. Le 18 mai, à Sikasso, le major apprit que Dyaulé-Karamogho se trouvait dans l'Ouest pour surveiller Gallieni, et il comprit que les nouvelles étaient mauvaises, le 4 juin, quand le jeune homme rejoignit son père.

La situation ne paraissait pas encore dramatique mais elle le devint le 7 juin quand on apprit que les Knränko s'étaient révoltés contre Sidi-Baba et que les levées bambara, au lieu de les combattre, s'étaient insurgées à leur tour (77).

Le mouvement s'étendit dès lors très vite et tout le Sud du Wasulu s'y joignit au début de juillet. Festing, qui rentra en passant plus au nord du 15 au 20 de ce mois, trouva une population inquiète qu'il s'efforça en vain de calmer. Les convois de grains étaient déjà obligés d'obliquer de ce côté, en direction de Yänfolila, et ceux que croisa le major ne purent même pas passer.

Nous sommes donc arrivés au tournant décisif. Au moment où s'éloignait son visiteur britannique, Samori se trouvait soudain coupé de ses bases et voyait sa grande armée au bord de la famine. Le conquérant s'efforça de répondre à ce nouveau défi en renvoyant Dyaulé-Karamogho à Bisändugu par un itinéraire détourné. Son fils préféré allait ainsi prendre le commandement des combattants que Saränkèñyi mobilisait depuis quelques semaines sur le Milo et il devait les utiliser pour rouvrir la route. Les opérations qu'il eut engagées contre les révoltés au début d'août furent cependant malheureuses et le mouvement continua à s'étendre. Au même moment, l'Almami apprenait que ses « alliés » français avaient conclu un traité avec Tyèba.

De plus en plus inquiet, il renvoya sous escorte sa femme, Tirankè Konaté, qui se trouvait alors enceinte, pour qu'elle accouchât à Bisändugu. Vers le milieu d'août, les sofas qui l'accompagnaient furent cependant massacrés et elle-même enlevée par les gens du Gbändyagha qui se joignirent à l'insurrection (78). Celle-ci fut aussitôt générale et tout espoir de rouvrir la route disparut, tandis que les assiégeants mangeaient les derniers stocks de Héérèmakono.

Le conquérant savait pourtant qu'Amadu approchait et il ne se décidait pas à renoncer, mais il fallait trouver de quoi manger pour quelques semaines encore. Tyèba stockait justement d'importantes quantités de vivres sur la frontière des Samogho, et notamment, sous bonne garde, dans le village de Kapala. Les Samoriens, basés sur Sokurani, tentèrent alors une surprise de nuit, mais ils échouèrent devant la réaction rapide des garnisons de Nyāngasoba et Kaboila. Fanyanama accourut en hâte de Sikasso, prit les assaillants à revers et les mit en fuite (79).

Il est possible que des négociations aient alors eu lieu et la tradition de Sikasso parle même d'une entrevue secrète entre Samori et Tyèba. S'il ne s'agit pas d'une légende, ces conversations ne pouvaient porter que sur la retraite de l'agresseur (80).

L'échec. — C'est alors que Samori dut enfin s'avouer vaincu et renoncer à exploiter ses succès de juillet (81). Dans les derniers jours d'août 1888, en profitant d'une nuit sombre et pluvieuse, il prit la route de l'Ouest avec une faible escorte, en laissant Managhè-Mamadi diriger la retraite de l'armée (82).

Il s'en était fallu de peu qu'un ultime assaut n'ait lieu, car Amadu Turè arrivait enfin à la rescousse. Il se trouvait à Kimbirila (Bodugu) et son avant-garde à Fulalaba, quand il apprit que sa marche était désormais sans objet et qu'il n'avait plus qu'à rentrer chez lui.

4°) BILAN.

Ainsi s'achevait en pleine débâcle cette grande entreprise, qui a marqué sur tous les plans un tournant décisif. Samori avait mis son destin dans la balance, ce qui explique ses longs préparatifs, ses hésitations et aussi, une fois les dés jetés, la persévérance confinante à l'obstination avec laquelle il avait mené le siège. On ne peut nier qu'il n'ait commis au départ une erreur d'appréciation, mais il s'employa à la réparer avec autant d'adresse que d'énergie. Il est difficile d'approuver Binger quand il juge que l'entreprise était sans espoir dès septembre 1887. La partialité de l'illustre explorateur a vicié dans ce cas son talent d'observateur. Après son départ, à deux reprises, en janvier et en juillet 1888, l'Almami allait frôler le triomphe.

Les conséquences de l'échec final furent évidemment proportionnelles à l'importance de l'enjeu.

La moindre ne fut pas le prix du sang, fort lourd, qu'il avait fallu payer. Personne ne s'était épargné dans cette lutte pour la vie, si bien que Samori avait vu disparaître beaucoup de ses meilleurs compagnons et les plus brillants de ses frères. Les pertes des sofas ne sont pas mesurables, mais elles s'élevaient certainement à plusieurs milliers de morts, que la tradition permet de répartir à travers tout l'Empire (83). Quant aux effets de la famine, qui régnait dans certaines régions, personne ne peut évidemment les chiffrer.

Le pire était cependant la chute de prestige du souverain car elle mettait en danger toute sa construction impériale. Son invincibilité cessait d'être un dogme et, de ce fait, les masses animistes n'étaient plus disposées à subir n'importe quelle politique. Elles avaient accueilli avec colère l'instauration de la théocratie et les réquisitions de la guerre les réduisaient au désespoir. Samori, tout à son entreprise, ne paraît pas avoir compris à temps que ses exigences ne devaient pas excéder certaines limites. Une révolte était donc sans doute inévitable, mais personne ne pouvait prévoir qu'elle allait se transformer en insurrection du fait des intrigues du protecteur français.

On ne peut nier que Gallieni ait aussitôt compris la profondeur du malaise et qu'il sut profiter de cette admirable occasion. Nous mesurerons bientôt l'ampleur étonnante du mouvement qu'il déclencha pour ruiner celui qui était officiellement son allié, mais il faut admettre que ses calculs n'étaient pas entièrement justes puisque finalement, contre toute attente, l'Empire allait se reconstruire.

La crise qui s'ouvre en 1888 n'en sera pas moins décisive car l'impressionnante construction politique dont nous avons décrit l'ascension subit alors une mutation profonde et sa dynamique interne se transforme complètement. Samori renoncera désormais à l'ambition de créer une société nouvelle en bouleversant les vieilles structures des Manding. Tirant la leçon du désastre, il remisera discrètement la théocratie au magasin des accessoires. Son esprit sera désormais obsédé par l'impossibilité de coexister avec les Français et il se consacrera exclusivement à préparer la lutte qu'il jugeait inévitable, tout en s'efforçant de la retarder, car il savait qu'elle serait inégale. Tentative de rajonissement d'une société en crise, la Révolution dyula allait céder la place au combat en retraite de la vieille Afrique qui refusait de s'abandonner passivement aux intrusions indiscrètes du colonisateur. Cette bataille, perdue d'avance, ne prendra cependant figure que cinq ans plus tard, quand l'Exode vers l'Est arrachera Samori au milieu qui avait nourri et bercé son ambition.

La période de transition qui s'ouvre après la défaite devant Sikasso reste d'ailleurs ambiguë, car le conquérant conservait l'espoir de reconstruire sous une autre forme l'Empire dyula qui avait été sa raison d'être.

B) MANGBÈ-AMADU SUR LE HAUT-BANDAMA.

Un tableau de la guerre de Sikasso ne serait pas complet s'il négligeait les opérations que menait simultanément le Faama du Kabasarana en Pays Senufo et vers la lisière de la forêt ivoirienne.

1°) NOVATION D'UN IMPÉRIALISME.

Cette entreprise pourrait s'expliquer en se plaçant exclusivement du point de vue des Turè d'Odienné dont l'hégémonie militaire venait de se reconstituer après la longue crise qui avait suivi la mort de Muktar. Après une telle épreuve, il était naturel qu'ils prissent du repos tout en organisant une nouvelle armée à l'ombre de Samori. La tradition de cette famille était cependant trop belliqueuse pour qu'elle restât longtemps tranquille. Une fois intégrée à la Révolution dyula, elle était cependant contrainte de chercher un terrain d'action qui ne gênait pas la stratégie de son nouveau seigneur.

Une frontière ouverte. — Celui-ci ayant étendu son emprise à tous les pays situés au nord et à l'ouest, il n'était plus possible au Kabasarana de frapper en direction du Niger. Le Sud était tenu par Vakuru Bamba, qui avait fait des avances à l'Almami, et qu'il était difficile de combattre sans motif valable. Cet ancien sofa d'Odienné était d'ailleurs un adversaire bien redoutable pour une armée convalescente. Les axes méridiens étaient donc fermés au Kabasarana bien qu'il leur ait jusque-là donné la préférence, comme toutes les hégémonies dyula.

L'Est seul lui restait ouvert alors que les Turè ne s'y étaient guère intéressés, si on excepte quelques campagnes du temps de Muktar. Pour ces dyula, soucieux de routes commerciales, le seul objectif possible de ce côté était l'interception de l'itinéraire remontant des pays kolatiers du Bāndama (Worodugu, Koyara) vers le Niger de Ségou par Tēngrèla et Masigi.

Un chef discuté. — Depuis que Māngbè-Amadu avait obtenu la protection de Samori, il était prévisible qu'il se tournerait vers cette région dès que ses forces seraient reconstituées. Il fit preuve cependant d'une extrême prudence et on a vu qu'il ne se joignit pas, en 1884, à l'offensive que mena Sèku-Māmbi, bien que ce dernier fût basé sur son territoire. Le fils de Vakaba ne paraît pas avoir possédé le tempérament belliqueux de ses frères et il eut le plus grand mal à reconstruire une armée que les défections avaient minée. Les vieux sofas de Muktar ne l'aimaient pas et restaient sensibles à la propagande de leur ancien camarade Vakuru. Bintu-Mamadi, qui gardait un grand prestige malgré ses défaites, demeurait toujours chez les Toucouleurs de Ségou.

On comprend donc qu'Amadu, hésitant n'ait lancé aucune entreprise militaire pendant les années qui suivirent la trêve accordée à Vakuru, en 1882. Loin d'attaquer dans l'Est, il renouela avec les Senufo du Nōōlu le vieux traité que Muktar avait violé. Le chef de Ségélo, So'onā-Ngolo Koné, autorisa alors, en contrepartie, la reconstruction de Tyémé. Par cette négociation, le Faama paraissait renoncer à toute action militaire puisqu'il fermait volontairement la dernière frontière « ouverte » de ses Etats (84).

Influence de Samori. — Il reste donc à expliquer pourquoi il changea soudain d'attitude en 1886 et se lança l'année suivante dans une entreprise de conquête sans précédent. Il semble que ce renversement ne soit compréhensible que si nous replaçons le Kabasarana dans le cadre de l'Empire samorien, dont la politique déterminait naturellement la sienne.

La tradition ne nous aide guère quand elle se contente d'expliquer l'offensive d'Amadu par son « désir de piller ». Il est plus sage de mettre cette entreprise en relation avec la guerre de Sikasso, car elle a débuté dans les premiers mois de 1887 alors que les préparatifs de l'Almami touchaient déjà à leur fin et que ses négociations avec Péroz retardaient seules la grande guerre. Alors que celle-ci mettait en jeu le destin de l'Empire, il est remarquable que le souverain n'ait demandé au Kabasarana qu'une contribution symbolique, réduite à quelques centaines d'hommes, qui combattirent sous le sordres de Kulakoba-Amadu, le frère cadet du Faama.

Il est donc vraisemblable, malgré le silence de la tradition, que le souverain réservait un autre rôle à son gendre, et que c'est à son instigation que celui-ci allait sortir de sa longue inaction. Il est alors probable que l'offensive lancée par Odienné visait Kong à longue échéance, et que le Faama espérait occuper la métropole dyula au moment où Samori, maître de Sikasso, déboncherait sur Bobo. Les conquérants se trouveraient ainsi maîtres de la vieille route commerciale qui unissait Djenné au Comoé, celle que les guerriers de Séku Watara avaient suivie un siècle et demi plus tôt.

Si Amadu était inspiré par son beau-père, il allait du moins mener son affaire de façon autonome, car le siège de Sikasso lui enlevait tout espoir d'être aidé. Il s'en croyait d'ailleurs capable car il avait fini, à grand-peine, par reconstituer une armée valable. La plupart des lieutenants de Muktar étaient exilés ou en disgrâce, mais les hommes nouveaux qui s'étaient ralliés à lui lors de la crise successorale avaient fourni de nouveaux cadres. Ses effectifs restaient sans doute assez faibles, n'excédant pas 1.000 ou 2.000 combattants, mais ceux-ci étaient bien armés et se réclamaient de la tradition militaire de Vakaba.

Amadu n'avait d'ailleurs pas à affronter un adversaire organisé car il négligeait Vakuru Bamba, qui demeurait sur sa droite dans une prudente expectative. Il était fort bien renseigné par le réseau dyula et il savait qu'en dehors de deux ou trois noyaux de résistance, il n'aurait affaire qu'à des adversaires trop divisés pour être dangereux.

Premiers obstacles. — C'est dès les premières étapes que se présentaient d'ailleurs les principaux obstacles car il fallait nécessairement traverser les montagnes déchiquetées du Fuladugu et du Nöölu d'où sourdent vers le Niger les eaux du Baulé ou, vers le Sud, celles du Sassandra et du Bāndama. Les Sénoufo qui tiennent ce pays de temps immémorial avaient vu s'infiltrer au XVIII^e siècle des éléments Fula dont la réputation de guerriers redoutables s'était vite établie. Ces lignées étaient d'origines diverses, incluant des Sangarè venus du Wasulu, tandis que des Dyallo étaient descendus directement du Masina par le Gana. Mêlés à des éléments bambara venus du Baninko et assimilant un important substrat sénoufo, ils n'avaient pas su organiser un Etat centralisé. Ils étaient cependant habiles à résister en s'appuyant sur le relief tourmenté de leur pays et avaient souvent fourni une assistance efficace à leurs voisins du Tudugu. C'est à eux qu'échut la mort du Faama Ibrahima, que les Turè n'avaient pas encore réussi à venger.

Plus au sud, les quatre *tar* du Nöölu, comme le Zona, restaient le domaine des Sénoufo occidentaux ou Fodobi (85). Ceux du Séwala avaient abandonné leur langue en conséquence d'une immigration bambara massive, mais tous pratiquaient des coutumes aberrantes qui dénotaient une forte influence manding et les isolaient du reste de l'ethnie. Il n'était pas surprenant qu'ils soient de bons cultivateurs, mais ils accordaient en outre presque autant d'importance à l'élevage comme l'indique le nom de leur pays, tiré du radical *no*, qui signifie bovin en *syénar*. Si l'influence fula n'est pas étrangère à ce fait, elle n'a joué pleinement ici qu'en raison d'un milieu naturel favorable. Le Nöölu est en effet un simple prolongement du Fuladugu, mais avec un relief encore plus mouvementé et à une altitude plus élevée. C'est seulement vers l'Est, dans le Zona, qu'il débouche sur les horizons aplanis du haut Marawé (Bandama rouge).

Les Sénufo de l'Ouest qui s'étendaient jadis jusqu'au Folo, sinon au Dyō, avaient tenu tête, non sans succès, aux Dyarasuba, qui leur avaient enlevé au XVIII^e siècle la région d'Odienné, puis, pendant un demi-siècle, aux Turè du Kabasarana. Pour affronter ceux-ci, ils s'étaient d'ailleurs réconciliés avec les Dyarasuba, désormais installés dans le Nafana-Kura, et les longues guerres dont Tyémé fut l'enjeu montrent qu'ils n'étaient pas des adversaires méprisables. Muktar en avait tiré la leçon puisque sa campagne du Zona était restée sans suite. Cette masse animiste homogène s'opposait à ses ambitions et la faiblesse de l'élément manding, réduit à quelques commerçants isolés, ne permettait pas de rallier le pays à la Révolution dyula (86). Amadu devait donc commencer par réduire cet obstacle s'il voulait s'enfoncer dans l'Est.

Objectifs lointains. — Après cette première étape les difficultés seraient d'ailleurs moindres car le centre du Pays Sénufo n'était qu'un plateau faiblement accidenté. Ses habitants, Gbatōmbélé et Kafibélé, demeuraient morcelés à l'extrême et ignoraient la forte organisation guerrière du Nōōlu (87).

Leur masse démographique était cependant impressionnante et l'institution remarquable du Porō leur assurait, du moins dans le cadre des villages, une forte cohésion. Depuis un demi-siècle, ils avaient su s'opposer fermement aux ondes destructrices partant de l'épicentre du Kéné-dugn. Confrontés à un nouvel impérialisme dyula, ils se défendraient assurément mais ils avaient peu d'armes à feu et Amadu pouvait espérer en venir à bout.

Il semble au demeurant qu'il ait voulu, au moins dans une première phase, les laisser sur la gauche pour marcher droit vers le Worodugu, le Koyara et le Koro, en visant les marchés kola-tiers voisins de la frontière guro.

Les groupes malinké qui occupaient de ce côté les affluents du Haut Bandama étaient peu nombreux et très anarchiques. Leur virulence guerrière, encore intacte au XVIII^e siècle, s'était largement atténuée si ce n'est dans le Koyara où Hèdi-Mori de Tō-Ulé avait récemment tenté l'aventure d'une conquête. Son échec et l'hostilité violente qu'il avait inspiré à ses voisins de Mānkono laissaient les pays du Bāndama dans un état d'entière impuissance. La tradition de ces gens, qui était commerciale plus que militaire, s'incarnait dans les gros centres de courtage kola-tiers, tous islamisés, et dont beaucoup dataient du XVII^e siècle.

Un peu plus à l'ouest, des développements récents devaient inquiéter Amadu, car son vieil ennemi, Vakuru Bāmba, avait traversé le Sassandra en 1837 et éliminé l'opposition du Wataradugu, étendant ainsi son autorité jusqu'au cours du Yaghani. Son cousin, Dēngbè-Dyōngè avait même franchi ce fleuve et combattait dans l'Asolo, d'où il visait Séguéla. Cette nouvelle hégémonie s'inspirait des méthodes des Turè et, si elle pouvait se consolider, elle risquait de fermer la route aux ambitions du Faama. Elle constituait déjà un obstacle difficile à vaincre.

A condition de négliger Vakuru, qu'il laisserait sur la droite, comme le gros des Sénufo sur la gauche, Amadu pouvait espérer s'étendre sans grande peine, en cherchant des alliances autochtones, jusqu'à la frontière des Guro (88). Les routes kola-tières issues de Séguéla et de Mānkono se trouveraient ainsi en son pouvoir jusqu'à leurs sources. Vers l'Est, il pourrait alors prendre contact avec les Baulé qui s'employaient à filtrer les apports de la côte depuis qu'ils avaient éliminés les Dyula du bas-Bāndama au début du XVIII^e siècle. Le conquérant espérait peut-être les utiliser comme intermédiaires et commercer grâce à eux avec les importateurs d'armes de Lahou, ou bien ceux d'Elomwē (Jacqueville).

Nous étudierons plus loin la carrière du Zërma Mori Turè qui guerroyait à cette époque chez les Tagwana, à l'est du haut Bandama, et qui allait bientôt fonder Marabadyasa. Cet esprit conquérant visait de son côté le Dyimini et son alliance pouvait ouvrir la route du Comoé aux

nouveaux venus. Amadu lui aurait envoyé une ambassade dont la tradition ne précise pas l'objet exact, mais on peut penser qu'il souhaitait son appui pour marcher contre Kong, dans une seconde phase, comme Samori le fera huit ans plus tard.

2°) LA CAMPAGNE DE 1886-1887.

Nous avons dû nous livrer à certaines spéculations pour déterminer les causes de l'offensive d'Amadu et les buts qu'il s'était fixés. Le déroulement de l'entreprise peut être décrit au contraire avec une grande sûreté, grâce à des traditions orales qui sont riches et précises.

Châtiment du Fuladugu. — Le Faama avait mobilisé sa nouvelle armée, au début de 1886, pour aider Bolu-Mamudu et Navèrè à éliminer Gbokoro Koné, le chef du Tudugu, retranché sur le Gōnyonyā-Kuru. La fuite de cet allié de Tyèba marqua, on l'a vu, le dernier épisode de la rébellion des Bāmbara. Toute menace se dissipait ainsi sur les frontières du Kabasarana, si bien que l'armée de Turè avait enfin la liberté de s'enfoncer dans l'Est.

N'importe qui pouvait prévoir qu'elle s'attaquerait en premier lieu aux gens du Fuladugu pour venger la mort d'Ibrahima. Le nouveau chef de ce kafu, Silatigi-Dyā Sāngaré, avait d'ailleurs évacué Korumha, trop exposé, au moment de la campagne de Séku-Māmbi, pour se retrancher sur la montagne qui porte depuis lors son nom (89). Il avait ensuite aidé les insurgés du Tudugu, ce qui aggravait son cas, mais la défaite de Tyèba à Kōlōni lui avait fait comprendre que l'aveur appartenait à Samori. Il avait alors offert sa soumission à Bolu-Mamudu. Son neveu, Kaulēngu venait même de contribuer, dans les rangs des conquérants, à la réduction du Tudugu, avant de suivre l'armée de Bafagha à Sikasso où il allait trouver la mort.

En se soumettant directement à un kèlètigi de l'Almami, Silatigi-Dyā espérait évidemment se soustraire à la vindicte du Kabasarana mais, en homme prudent, il restait retranché sur sa montagne. C'est là qu'il mourut durant l'hivernage de 1886 et Māngbè-Amadu annonça aussitôt qu'il assisterait aux funérailles. Les Fula, qui venaient de s'intégrer à l'Empire samorien, n'osèrent pas humilier publiquement le gendre du souverain et il est même possible qu'ils crurent à sa volonté de réconciliation. Toujours est-il que le Faama se rendit chez eux avec une forte escorte, tandis qu'une colonne importante le suivait en secret, de nuit, et allait camper près de la montagne, dans la galerie forestière du Bādyarani (90). Au milieu des funérailles, les hommes du Faama s'emparèrent alors des principaux notables et aidèrent l'armée à escalader la montagne. Le village fut détruit, les hommes les plus influents, dont le chef intérimaire Masāndyé, furent mis à mort, et toute la population fut déportée dans les villages sofas voisins d'Odienné (91).

Amadu avait ainsi vengé son frère et acquis le prestige personnel qui lui manquait jusque-là. Il se trouvait en outre maître du Fuladugu car quelques raids suffirent à écraser les résistances qui persistaient vers la frontière du Nyéné. C'est alors que les Sāngaré de Kākoro furent déportés tandis que Bèdya Koné, de Fēñolo faisait facilement sa soumission (92). Les plus obstinés, comme les Sēnfo de Kadyaso, évacuèrent le pays (93) et les gens d'Amadu poussèrent hardiment jusqu'au Zono'ola où ils détruisirent Gapyé (94).

Invasion du Noolu. — Le Faama ayant ainsi largement couvert sa gauche et assuré sa sécurité pouvait se tourner contre le Nōölu qui fermait toujours la route de l'Est. C'était là violer l'accord de Tyémé, pourtant récent, et une décision aussi grave ne s'expliquerait pas s'il s'était agi

seulement d'étendre les frontières du Kabasarana. Il est donc vraisemblable qu'Amadu nourrissait dès l'origine le dessein de pousser très loin son offensive pendant que son beau-père s'emparerait de Sikasso.

Les opérations commencèrent à l'extrême fin de 1886, dès que la chute du Tudugu eut libéré les troupes d'Amadu. Celui-ci s'attaqua d'abord au bastion montagneux du Séwala où il enleva Ngoblaso sans coup férir, en une seule journée (95). Les autres villages furent réduits sans peine, et ce succès facile persuada les conquérants que le Nöölu s'offrait à eux (96). Ils marchèrent alors sur le massif du Gbona dont la possession était décisive car c'était le cœur de la résistance. Ils se présentèrent devant Farakoro, qui ferme les gorges du Kola, et ils l'enlevèrent facilement, mais ils y furent surpris et massacrés pendant le pillage par So'onā-Ngolo Koné, le chef de Ségélo. Les survivants trouvèrent asile dix kilomètres plus au nord, sur la montagne de Fakurudugu, et ils réussirent à s'y maintenir jusqu'au moment où une colonne, partant de Tyémé, vint les dégager.

Ce grave échec fit une forte impression, mais il ne découragea pas Amadu que son beau-père poussait sans doute en avant. L'offensive reprit vers la fin de la saison sèche, sans doute en mars ou avril, alors que l'Almami marchait déjà sur Sikasso (97). Les Turè partirent cette fois du bastion musulman de Tyémé, mais ils renoncèrent à attaquer Ségélo en raison de son site inaccessible. Ils entreprirent de l'isoler en détruisant les villages du Nöölu oriental qui lui fournissaient des renforts. C'est ainsi qu'ils enlevèrent Dyëngèlè et Sänkaā (Syāsoba) (98), puis organisèrent un siège en règle pour prendre Kokūñ qui se défendit énergiquement. Le chef de ce village, Tyèzā Konaté, capitula cependant quand il apprit l'échec d'une diversion organisée par son voisin Danyènè Sèdyō, avec les gens du Zono'ola (99). Ceux-ci se rallièrent à leur tour bien que leur capitale, Losinè, fût construite sur une montagne particulièrement difficile (100).

Amadu s'installa dans cette citadelle tandis que le kèlètigi Tyèkumba, fortifiait les ruines de Farakoro qui allait servir de base pour l'attaque de Ségélo (101). Cette place était défendue par Daba, neveu de So'onā Ngolo et elle repoussa deux assauts successifs à un mois d'intervalle, bien que le second fût dirigé par Amadu en personne. Celui-ci recourut alors au blocus tandis que ses hommes, sortant de Losinè, écrasaient les dernières résistances du Zono'ola, puis détruisaient le Gbëntè'èla et le Famaā. Amadu compléta l'isolement du Nöölu en ravageant le Zona où il cassa Bya puis Ko'co (Kébi) dont le chef, Nyakpélézā Zyao chercha asile à Korotu, dans le Gbato (102).

L'aide que recevaient les défenseurs de Ségélo se trouva dès lors réduite à peu de chose. Les renforts du fiona, commandés par Zana Zyao, s'étaient retranchés sur le mont Nyāngbo pour tenir ouverte la route du Nafana. C'est par là que Dyalakoro Dyarasuba ravitaillait les assiégés, si bien que le blocus se trouva complet dès que les Turè eurent enlevé cette place et tué Zana.

Ségélo était dès lors aux abois, malgré son site inaccessible, car la soudure approchait et les vivres faisaient défaut (103). Les conquérants risquèrent alors un assaut et ils réussirent grâce à la trahison d'un certain Tyèdyugu (« le mauvais ») Bāmba (104). Le village fut détruit et, si les défenseurs s'échappèrent en grand nombre, ils durent se résigner à évacuer le Nöölu pour chercher asile chez Dyalakoro. C'est ainsi que So'onā Ngolo et Daba allaient résider à Kut'yèni jusqu'à l'année suivante quand ils reprendront une partie du pays aux Turè.

Amadu rentra à Odienné pour finir l'hivernage et préparer la nouvelle offensive. Dans le Zona et le Gbëntè'èla, ses hommes débouchaient déjà sur les affluents du Bāndama et aucune opposition sérieuse ne paraissait plus à craindre (105). S'il s'enfonçait dans l'Est, les distantes lui poseraient cependant des problèmes de ravitaillement analogues à ceux qui entravaient Samori devant Sikasso. Vers l'époque où l'Almami recevait Binger, Amadu s'employait donc de son côté à préparer le portage de la récolte qu'il allait réquisitionner.

3°) LA CAMPAGNE DE 1887-1888.

La marche vers la Forêt commença dès le début de la saison sèche, c'est-à-dire au plus tard en novembre 1887. L'armée était cette fois scindée en deux car la colonne de gauche, chargée de couvrir Amadu face aux Sénufo et d'occuper le pays à l'est du Marawé, avait été confiée à un homme de confiance, Tyèkumā Koné (106). En le quittant à Tyora, dans le Zono^oola, le Faama gardait lui-même le commandement de la troupe principale, qui devait marcher de son côté droit sur les pays du kola.

Colonne de Tyèkumā. — Tyèkumā se dirigea aussitôt sur le Zona où Nyakpèlèzā venait de reconstruire Ko^o. Bya était toujours en ruine, mais les Zonabi s'étaient retranchés à Sokura, avec des renforts venus du Gbato et du Tènèurè. Ils furent écrasés du premier coup et Ko^o détruit à nouveau. Les assaillants continuèrent d'un seul élan jusqu'à Zyèka^a dans le Gbato, tandis que le reste du Zona faisait sa soumission et que Nyakpèlèzā fuyait au Nyéné (107).

Dyôngè Dao de Kanyènè, enfermé dans un tata solide, refusa cependant de boire le dègè et Tyèkumā le négligea car il voulait se venger du Tènèurè avant de s'enfoncer dans le Sud. Il brûla donc Työ^o (Dyogo) et Gbèu (Gbèmn), puis marcha sur Nö^olara (Nōndara) (108). Ce village fut pris après une courte résistance et toutes les forces de la région se rassemblèrent à Boundyali, autour du chef du Tènèurè, Lèkpö^ooro Nyèō. Tyèkumā, très inférieur en nombre hésita à les attaquer et comme les Sénufo, mis en confiance, amorçaient un mouvement offensif, il se retira sans insister (109). Il ne pouvait s'attarder à ce conflit mineur alors que les ordres d'Amadu le poussaient en hâte vers le Sud.

Rentré à Ko^o, il envahit le Gbato méridional où il ne rencontra qu'une résistance sporadique, à Nyapligé et Sisè^e (110). Tout le pays au sud du Bu étant dès lors entre ses mains, Tyèkumā marcha sur le gros village de Yèrèkyèlè dont le chef, Gbato Kèwo, s'enfuit, bien qu'il ait obtenu un succès initial (111).

Les Samoriens touchaient dès lors au kafu malinké du Nigbi où ils furent bien accueillis par les musulmans de Gbamnaso, dont le chef, Yisifu Sisè, allait leur servir d'agent politique (112). La plus grande partie du Gbato méridional se rallia (113) aussitôt mais les irréductibles se rassemblèrent sur la frontière orientale, à Kporozo et Sityoka^a, d'où ils menaçaient le flanc des envahisseurs.

Tyèkumā s'employa à écarter ce danger en détruisant facilement Kporozo (114), mais il dut s'arrêter devant Sityoka^a (Lèngédugu). Cet énorme village, protégé par une forêt épaisse et adossé au Fumbu, était un obstacle redoutable. Son chef, Gbèlè Tyo, soutenu par les Kafibélé était décidé à résister. Tyèkumā, toujours pressé de marcher vers le sud, décida de passer outre en laissant seulement un sanyé dans la forêt de Tuba, avec une faible garnison pour surveiller les Sénufo (115).

Le conquérant croyait peut-être qu'il gagnerait sans coup férir les lisières de la Forêt car tout le Nigbi oriental s'était rallié, à l'exemple de Gbamnaso. Les vieilles divisions du pays allaient cependant jouer contre lui car il héritait naturellement des inimitiés de ses nouveaux alliés (116). Les plus notoires de ceux-ci étaient les Bamba de Faraba, qui avaient jadis donné son nom au Nigbi. Ils avaient détenu l'hégémonie avant d'être ébranlés par les Kanaghaté de Saghala, venus récemment du Worodugu, et dont l'expansion territoriale s'était appuyée sur l'alliance du Koro. Ce dernier était un pays vaste, peuplé d'agriculteurs vigoureux, mais affaibli

par son manque de cohésion politique. La masse malinké n'avait pas entièrement absorbé diverses minorités, comme les Gonja de Nyatibo ou les Sénufo de Nakaraga, qui ne sont d'ailleurs pas des autochtones. Des musulmans assez nombreux s'étaient groupés au sud-est, autour de Bwändugu, et ils nourrissaient des ambitions qui en faisaient les complices naturels des Zërma de Mori Turè.

A l'approche de Tyèkumā, le chef de Saghala, Vamisa Kanaghaté avait battu le rappel de ses alliés. La plupart des Korōnké animistes lui répondirent, sous l'impulsion du chef du Kokala, Fèigbo Tyôtè de Marāndala (117). Cette coalition massa ses forces à Misidugu, sur la frontière du Nigbi, de telle sorte que les conquérants ne pouvaient pousser plus au sud sans les avoir d'abord dispersés.

L'armée du Kabasarana quitta donc Ghamnaso, rejoignit Masèno et s'installa chez les Sénufo de Sonōzo pour préparer l'attaque de Misidugu (118). Si elle l'emportait, elle pouvait espérer rallier les musulmans de Borō et de Bwändugu et s'imposer à tous les pays en-deçà du Bāndama au moment précis où Amadu lui-même entrait à Mānkono. L'Empire dyula s'étendrait ainsi jusqu'à la frontière des Baulé et sa conjonction avec Mori Turè lui permettrait de pousser vers le Nzi et le Comoé.

Bien que ces projets n'eussent rien de chimérique, la réalité allait les démentir cruellement. Les opposants, massés à Misidugu, étaient supérieurs en nombre et ils repoussèrent l'attaque de Tyèkumā, qui s'enferma dès lors à Sonōzo, dans une défensive inquiète. Son adversaire, Fèigbo Tyôtè s'entendit secrètement avec les gens du village pour coordonner son assaut avec un soulèvement (119). Tyèkumā, surpris, dut alors se retirer sur Kafigè et un peu plus tard il remonta en hâte jusqu'au camp de Tnba. Les projets des conquérants venaient en effet d'être honlevés par la révolte du Ngalakadugu et Amadu rappelait son lieutenant dans l'espoir d'écraser les insurgés retranchés à Baféléto.

Coalition des résistances. — En quittant Tyèkumā à Tyora, le chef du Kabasarana avait marché droit au sud, entre Yani et Marawé. Son objectif était évidemment le Worodugu et particulièrement Séguéla où ses agents avaient déjà pris des contacts. Il fut détourné de ce programme par l'évidence d'un nouveau danger car Vakuru Bāmba, dont l'attitude devenait de plus en plus hostile, avait réussi à regrouper sous son égide les kafu situés entre Sassandra et Yaghani. A la suite de sa victoire sur le Wataradugu, vers le début de 1886, le Nighi occidental et le Kéléghola s'étaient en effet soumis à ce conquérant dont un parent utérin, Masinè-Magā Dyomāndé, alors chef du Kaladyāndugu, avait aussitôt rallié le mouvement.

Tout cela n'était guère surprenant, mais on ne peut en dire autant de l'adhésion à cette coalition du chef du Nafana, Dyalakoro Dyarasuba. Depuis qu'ils avaient conclu une trêve avec Muktar, les anciens maîtres d'Odienné avaient en effet dépensé leur ardeur guerrière aux dépens de leurs voisins animistes et particulièrement ceux du Kaladyāndugu. Dyalakoro avait détruit le nord de ce kafu vers 1880 et Masinè-Magā avait dû évacuer la région de Mbètro pour se retrancher au sud de Giboroso, à Wèndu, que son fils Dēngbè-Dyoñé avait soigneusement fortifié (120).

L'offensive des Turè, qui menaçaient de tourner la région par l'Est, effaça soudain ces haines encore fraîches. Dyalakoro, qui venait de donner asile au chef du Nōōlu (Gbona), se réconcilia avec les Dyomāndé grâce aux bons offices de leur neveu Vakuru. Son ralliement au parti de la résistance était fort inquiétant car ses avant-postes commençaient à une trentaine de kilomètres d'Odienné qu'il pouvait menacer si les conquérants s'éloignaient trop vers l'Est. Le Faama eut pourtant l'audace de marcher sur la Forêt en laissant cet ennemi derrière lui.

Amadu sur le Yani. — Quittant Tyora dans les derniers mois de 1887, le Faama traversa le Gbëntè'èla désert, brisa une résistance isolée à Notu, et rallia sans peine les Sénufu du Ngalakadugu. Leur chef, Papyo Söo, le reçut à Morôndo et lui fournit les guerriers qu'il réclamait (121).

Avant d'aller plus loin, Amadu voulut pourtant dégager sa droite, vers le Kaladyändugu. Ibrahima Sisé, chef du gros village musulman de Madyi, s'était rallié dès l'arrivée du conquérant à Morôndo, ce qui lui donnait une tête de pont sur le Yaghau. Les sofas marchèrent aussitôt par là sur Giboroso dont ils enlevèrent par trahison le puissant tata (122). Une partie de la population put cependant s'enfuir, dont le chef Dyöngè-Dyā Dyomändé, qui rejoignit Dëngbè-Dyöñè à Wëndu. Amadu se lança bientôt contre ce sanyé, mais il échoua et, pressé de reprendre sa route, il se contenta d'installer dans le tata de Giboroso la garnison de Fadyumba.

Durant les trois ou quatre mois qu'il allait passer dans le Kaladyändugu, ce Fadyumba sera constamment malheureux. Basé sur Madyi et Giboroso, il s'efforçait de réduire Wëndu, tandis que les Bagayogo, retranchés à Dotu, multipliaient les razzias dans son dos. Dëngbè-Dyöñè, solidement adossé aux Koné du Këlèghola et renforcé par les gens du Wataradugu, allait cependant s'avérer impossible à déloger (123). Finalement, en mars, la mort de Syaka Turè à Kato permit d'envoyer des renforts aux Dyomändé, tandis que la révolte du Ngalakadugu paralysait les troupes d'Amadu. Dëngbè-Dyöñè prendra alors l'offensive. Un assaut nocturne bien préparé surprit alors Fadyumba qui, dit-on, manquait de poudre. Presque toute sa garnison se rendit et lui-même fut égorgé sous un grand baobab qu'on montre encore à la limite nord de Giboroso.

Madyi, seul, tiendra jusqu'au bout pour les Turè et ses habitants suivront les conquérants à Odienné en août, quand ils évacueront le pays (124).

Amadu au Koyara. — Si nous suivons à présent Amadu qui était parti pour le Fanyé-Nighi, nous constatons qu'il n'eut guère à combattre. Il brûla cependant Soba, dont le chef pillait les Dyula (125), après quoi Korobla Bagayogo lui apporta la soumission de Kani où la colonne s'installa (126). Tout en levant des combattants, Amadu sut rallier des chefs voisins, comme Masadé Koné, de Bobi, le maître du Nafana-Ni, mais il visait assurément plus loin (127).

Ses agents avaient déjà visité les Dyula du Koyara et avaient incité Vāli Fofana, le chef de Mānkono, à demander l'intervention du conquérant. Ce village avait en effet perdu l'hégémonie au profit de Tōulé, du temps de Hèdi-Mori Karamogho, dont l'héritier, Vatulé, se heurtait à une opposition résolue (128). Amadu vit là une occasion de s'étendre jusqu'à la Forêt et il répoudit avec la plus grande promptitude. Une forte colonne s'avança en hâte par Ndèu (Nafana-Ni), entra dans Mānkono, et détruisit aussitôt Tōulé (129).

Révolte des Sénufu. — Au début de 1888, le Faama était donc maître du Koyara et Séguéla l'appelait, tandis que Tyèkumā atteignait les frontières du Koro. Dans la meilleure tradition d'Odienné, les conquérants semblent avoir cependant abusé de leur victoire et les indigènes trouvèrent vite la situation intolérable. La réputation du Kabasarana et le prestige de Samori les avaient d'abord dissuadés de résister, mais ils supportèrent mal les vainqueurs dès qu'ils observèrent leur petit nombre et leur dispersion imprudente à travers un vaste territoire. Des tractations secrètes eurent lieu entre Korobla et Papyo en vue d'une insurrection générale. Elle devait éclater dans le Ngalakadugu, de façon à couper la retraite aux Samoriens. Comme Morôndo était trop surveillé, on commença à stocker des armes et à édifier des retranchements dans un hameau de culture isolé, Baféléto. Pendant des semaines, les femmes qui s'y cachaient s'employèrent à piler de la poudre (130).

Le secret fut bien gardé car tous ces préparatifs échappèrent aux occupants jusqu'au moment de la révolte, et celle-ci éclata à la nouvelle qu'Amadu avait subi une grave défaite derrière le Yaghani.

Le chef d'Odienné avait appris en effet que Vakuru massait les gens du Wataradugu et du Nigbi vers Gbêmâzō pour secourir Dēngbè-Dyōñè. Avant de s'éloigner vers Séguéla ou le Pays Baulé, il voulut donc assurer ses arrières. De Kani, il détacha une forte colonne commandée par son jeune frère Syaka Turè qui envahit le Wataradugu, prit d'assaut Kato et s'y retrancha. De là il pouvait prendre à revers Tété et Wèndu pour en finir avec les Dyomandé, mais il n'en eut pas le loisir. Vakuru, qui guerroyait alors dans le Gbarā, sentit le danger et envoya une colonne renforcer ses vassaux du Wataradugu et du Nigbi. Ceux-ci se groupèrent au tata de Makono, sous les ordres du chef de Kāngana, Moytyè Doso (131). Syaka voulut aussitôt disperser ce rassemblement mais son infériorité numérique était telle que son assaut échoua. Les Malinké enhardis lancèrent bientôt une attaque nocturne contre Kato, enlevèrent la place, et prirent presque toute la colonne, dont Syaka lui-même, qui fut décapité.

À cette nouvelle, l'insurrection gagna tout le Ngalakadugu où les sofas isolés furent tués tandis que la population se retirait dans les retranchements de Baféléto.

Amadu en difficulté. — Amadu, désespéré, comprit qu'il était perdu s'il ne réagissait pas promptement. Evacuant le Koyara et le Fanyè-Nighi, sa colonne s'éloigna de Kani pour attaquer Baféléto, mais elle ne put enlever cette place fortement défendue. Le conquérant s'installa alors à Morōndo et entreprit de bloquer le village dans l'espoir que la soudure réduirait à la famine la masse énorme des rebelles.

Pour y parvenir, il construisit une série de solides sanyé dans la galerie forestière de la Lowa, à cinq kilomètres à l'ouest de Baféléto (132). C'est à ce moment que Tyèkumā se replia sur son ordre jusqu'à Tuba et plaça une forte avant-garde à Nyōdyè, (Nyadyi), sur le Kowa, pour isoler les assiégés du côté de l'est (133).

Le blocus se poursuivit dès lors selon la routine habituelle des coups de main quotidiens, mais ce piétinement fut néfaste aux Turè. Dēngbè-Dyōñè, encouragé par la victoire de Kato, détruisit bientôt la colonne de Fadyumba, isolée à l'ouest du Yaghani. Un autre désastre survint un peu plus tard dans le Gbato où Tyèkumā se trouvait déjà mal à l'aise. Il était pris entre Baféléto qu'il bloquait, et Sityoka'a dont les Sénufo devenaient agressifs, depuis que la révolte du Ngalakadugu ranimait leurs espoirs. Gbèlè Tyo avait reçu de gros renforts de Kafibélé et Mana Nyèò était venu en personne de Gana, avec les guerriers du Gbato septentrional.

Tyèkumā voulut disperser ce rassemblement, mais il fut sans doute imprudent car il tomba dans une embuscade, dans la galerie forestière du Fadyéné (134). Il fut tué l'un des premiers et les débris de sa troupe furent poursuivis jusqu'à Tuba.

Le retentissement de cet événement fut considérable et le moral des sofas fléchit alors certainement. Amadu fit aussitôt évacuer le Gbato et regroupa tous ses hommes sur la Lowa.

En quelques semaines, il avait vu périr son frère et ses deux meilleurs généraux, tandis que les raids de Mobarā Koné compromettaient son ravitaillement. Avait-il encore l'espoir de faire capituler Papyo ? Le Gbato évacué, Baféléto n'était plus bloqué vers l'est. Si l'on considère la résistance que la place allait opposer en 1893 aux principales armées de Samori, la position d'Amadu était sans issue.

Evacuation. — C'est alors qu'il reçut, sans doute au début de juillet 1888, l'ordre de gagner d'urgence Sikasso (135). Son jeune frère Kulakoba-Amadu suivait l'Almami depuis le début du siège avec une force symbolique de 2 ou 300 hommes, mais Samori réclamait à présent toute l'armée du Kabasarana. Dans la situation où se trouvait le Faama, l'ordre de son beau-père était le bienvenu, car il lui permettait de se tirer de ce mauvais pas en évitant de perdre la face. Il partit donc en hâte vers le Nord, trop tard, on l'a vu, pour changer le cours de la guerre, mais à temps pour limiter les dégâts dans son propre domaine (136).

Cette grande offensive du Kabasarana allait laisser finalement peu de traces, bien qu'Amadu ait gardé le contrôle du Fuladugu, du Zono^ola et de la fraction septentrionale du Gbona (137). Partout ailleurs, les vaincus d'un jour reprirent leur liberté. So^obnā-Ngolo releva les ruines de Ségélo et Nyakpèlè-Zā celles de Ko^o, tandis que Mobarā Bagayogo rentrait dans le Gbèntè^oèla. Certains se méfiaient de l'avenir, tel Papyo Sōo, qui maintint tout le Ngalakadugu groupé à Bafé-létu, mais tous étaient décidés à résister à une nouvelle attaque.

En attendant, beaucoup s'employaient à régler leurs comptes personnels. Les partisans des Turè qui s'étaient démasqués connurent alors des jours pénibles. Madyi avait choisi l'exil. Dans le Byèlu, Vamisa s'était jeté sur Kafigè dès le départ de Tyèkumā, et l'avait détruit avec l'aide du Koro. Ses habitants trouvèrent asile à Faraba, mais leur quiétude ne sera pas longue car, au début de 1889, Papyo enverra son parent, Kofinyè soutenir le Gbato contre ces collaborateurs. Faraba sera rasé au sol et Masèmo Bāmba y trouvera la mort, mais les survivants seront autorisés à relever Kafigè (138).

4°) BILAN.

Amadu n'avait donc réussi qu'à unifier des ennemis jusque-là divisés à l'extrême. L'hégémonie de Vakuru Bāmba s'était consolidée sur le Haut Sassandra et son alliance avec le Nafana s'avérait durable. Au moment où la Grande Révolte secouait les domaines de Samori, cette coalition d'opposants allait s'avérer dangereuse en allumant de nouveaux foyers sur les frontières orientales. Ce n'était évidemment pas le but qu'avait recherché le Faama.

Amadu Turè s'étant intégré à l'Empire de Samori ne pouvait échapper à la crise qui l'ébranlait. Vakuru et Dyalakuru avaient eu peur et la destruction du Kabasarana devenait désormais leur premier objectif. On comprend qu'ils aient soutenu, sinon inspiré, la Grande Révolte, quand elle s'étendit en septembre 1888 aux domaines d'Amadu. Elle allait bientôt menacer la ville d'Odienné elle-même.

Le Faama avait dès lors le dos au mur car il ne pouvait guère espérer se maintenir si son beau-père disparaissait. Sans cesser de lutter contre des sujets insurgés, il allait donc apporter toute l'aide possible aux Samoriens dès qu'ils furent en état de mettre un peu d'ordre dans le chaos qui avait failli engloutir l'Empire.

* * *

Il est nécessaire d'abandonner ce récit en août 1888, au moment où se brise la courbe ascendante du destin qui exaltait depuis un quart de siècle l'ancien sofa des Sisé. L'échec militaire devant Sikasso est cependant moins significatif que la révolte générale qui en fut la suite et qui mit en cause le regroupement en empire des Malinké du Sud. Ce mouvement à lui seul paraît témoigner de l'échec de la Révolution dyula. Il convient donc de faire le bilan de celle-ci avant de s'interroger utilement sur ce naufrage. La construction politique qui sera édifiée à partir de 1889 découlera bien entendu de l'ancienne, mais son dynamisme et son esprit seront assez différents. Il est donc préférable, pour en prendre conscience, de scruter à présent les institutions et la société que le mouvement samorien avait engendrées et qui auraient pu se stabiliser en d'autres circonstances.

NOTES

(1) *Kéné* signifie en malinké « clarté », et par extension espace lumineux ou découvert, plaine. Le mot sénoufo *kèné*, « jour », doit être emprunté au Mandé. Les vastes horizons lumineux de ce pays sans arbres expliquent son nom. Jusqu'en 1890, les documents français le transcrivent Canadougu, peut-être par contamination avec le Gana (-dugu) voisin. Le nom sénoufo de ce pays est *Tar-Kéné*.

(2) Je ne trouve à citer que l'article de COLLIEUX (1924) écrit en fait en 1909 d'après la monographie du même auteur (*Dakar*, 1 G 322). Cet article est tout à fait inadéquat pour les origines et exceptionnellement confus pour les périodes récentes. PERRON (1921) ne propose qu'un sec tableau chronologique, d'ailleurs plein d'erreurs. MENIAUD (1935) ne s'occupe en fait que de la prise de Sikasso par les Français. Dans ces limites, il est excellent. Tous les ouvrages d'ensemble sur l'histoire de l'Ouest africain, y compris DELAFOSSE (1912), qui a utilisé directement la monographie de Collieaux, ont recopié fidèlement ces erreurs.

Ils sont d'autant moins excusables que QUIQUANDON avait publié dès 1893 de très riches traditions orales recueillies à Sikasso (*Bulletin de la Société de Géographie commerciale de Bordeaux*). Il s'agit en fait de larges extraits de son rapport, qui avaient été exclus de la publication au *J.O.R.F.* (1892). Il m'a été possible de vérifier ces données par un sondage rapide à Sikasso en janvier 1962 mais, en raison de sa brièveté, les résultats ont été assez décevants.

D'autres documents d'archives ne sont pas négligeables (*Dakar* 1 D 120). Ils nous donnent des précisions sur l'organisation du Kénédugu et sur le différend opposant Marchand à Tyèba.

Le R. P. de BENGY prépare une histoire du Kénédugu, qui devrait renouveler la question, mais les traditions qu'il a recueillies ne sont pas encore accessibles.

(3) Nous parlons ici du Kénédugu au sens large, en y incluant des pays comme le Kadi (Natyè), le Kampo (Kapolôndugu) et le Yengèè (Nyângélêndugu) qui n'acceptent pas toujours ce nom.

Vers l'est, le plateau Tagwara peut y être rattaché, mais non la zone d'une extraordinaire complexité ethnique qui s'étend de Banfora à Orodara et à la frontière du Minyanka.

(4) Ces Samogho paraissent tout à fait distincts, du point de vue linguistique et coutumier, des Samo de Tougan, dont la langue, quoique Mandé, est génétiquement distincte et proche du Bisa. Ils sont par contre étroitement apparentés aux Sâmba, voisins de Bobo-Dioulasso et aux Samogho d'Orodara.

Un deuxième groupe ethnique se réclamant du nom de Samogho mais parlant une langue assez différente occupe le massif de Tyèna-Kuru, à la limite du Mali et la Haute Volta. Leur langue a été sommairement décrite par le R. P. PROST (*Bulletin I.F.A.N.*, 1958).

Les Samogho ont essaimé en Côte d'Ivoire jusqu'aux abords de Boundiali et, dans le Bassin du Bâdama, vers Mankono.

(5) Le maître de la terre pour l'ensemble du Kénédugu, au sens large, est le chef du village Samogho de Bawara (Yengèè) [Bawara in *A.O.F.-Massigui*].

(6) Par « berceau originel », je veux dire seulement que les ancêtres des Sénoufo actuels ont dû effectuer leur cristallisation ethnique sur l'axe Kong-Bobo avant d'occuper des régions septentrionales et occidentales.

Les Minyanka de Koutiala sont des Sénoufo un peu aberrants et paraissent enracinés de très longue date dans leur terroir, mais, si notre hypothèse est exacte, ils ont dû venir aussi du Sud-Est.

La présence des Sénoufo Karaboro vers Banfora et des Tusyâ, qui appartiennent à la même famille, entre Orodara et Bobo indiquent peut-être la limite septentrionale de ce « berceau » de l'ethnie.

(7) Les Supirè, ou Sénoufo du Kénédugu, n'ont aucune tradition d'origine si l'on excepte quelques familles d'origine septentrionale. Ceux du Kadi et du Kampo rattachent leurs migrations à la formation de Kong (début du XVIII^e). Ils auraient trouvé en place les Gana vers l'ouest et des Bambara dans la région de Kinyâ, et jusqu'aux

abords de Sikasso. Ces Bambara seraient venus assez anciennement, au XVII^e siècle, ou dès le XVI^e, après avoir traversé le Bani pour fuir les troubles de la vallée du Niger. C'est durant le XVIII^e siècle que des Kâmpo et des Supiré se sont étendus vers le Nord jusqu'au Banifiñ, investissant de très près les gens de Kiñyã [497 à 499].

(8) Il n'existe encore aucune étude systématique sur l'histoire de Kong. On trouvera cependant beaucoup d'éléments dans l'étude à la fois géographique et historique de F. BERNUS (1962) (Bibliographie). Un certain nombre de rectifications s'imposent cependant sur le plan des traditions orales.

(9) D'après Quiquandon, Daula-Ba est le sixième roi, et c'est lui qui transféra le centre de l'Etat de Lãñfiãra (Fõlõna) au Kénédugu. Collieaux l'ignore, de même que les traditions orales les moins bien conservées. J'avais cependant rencontré son nom en enquêtant chez les Tyèmbara de Ngwèlé (Fèrkéssédougou, Côte d'Ivoire) [726] avant de consulter les passages oubliés de Quiquandon. Le fait important est que la fondation du royaume remonte au début du XVIII^e siècle et non au second quart du XIX^e comme tout le monde l'écrit. Tyèba était le vingt et unième roi du Kénédugu, et non le cinquième comme le croit Collieaux.

(10) Le Gwiriko inclut l'ensemble des chefferies Watara dépendant de Bobo Dioulasso et du Nord de Banfora. Collieaux rapporte ces événements de façon absolument incompréhensible. Les Watara de Kong y ont participé, mais seulement pour aider leurs parents du Gwiriko à une époque où l'unité politique de l'Empire restait présente à leur mémoire. Pour le Gwiriko lui-même, la guerre du Kénédugu fut le chant du cygne. Tout de suite après, ses vassaux allogènes (Tyéfo, Tusyã, Sãmblé, Bolõ, etc...) s'affranchirent plus ou moins complètement. Ce n'est pas Pinyèba Watara, comme l'écrit Collieaux, qui dirigea cette entreprise malheureuse, mais son grand oncle Dyori, qui n'était pas « roi de Kong », mais chef du Gwiriko. C'est alors, vers 1835, que le jeune Tyèba, sur le dos de sa mère, fut réduit en captivité et vendu en pays Bobo. Cette flétrissure le gêna longtemps et servira de prétexte à la guerre civile qui marquera son avènement.

(11) Le Kadi s'était déjà lié à Daula-Ba et restera jusqu'au bout fidèle au Kénédugu [497].

(12) Sur les sociétés d'initiation senufo, habituellement connues sous le nom de Porõ, voir ci-dessus 1^{re} partie, chapitre II. Il ne faut pas perdre de vue la diversité de leurs facies régionaux ni leurs connexions avec les institutions analogues des Manding voisins et spécialement des Bambara du Bani. L'influence de ceux-ci fut particulièrement forte, et il est significatif que les Senufo de Sikasso, contrairement à ceux de Korhogo, utilisent des noms de clan manding. La diffusion des castes, la généralisation de l'esclavage et la formation d'Etats militaires sont également des apports manding, que tous les Senufo n'ont pas entièrement adoptés.

(13) La formation d'Etats militaires chez les Senufo s'explique toujours soit par une influence « dyula » (Kong pour les Tyèbabèlé de Korhogo, le Kénédugu pour ceux du Ngwèlé et les Tagbã de Bèngé, soit par la nécessité d'affronter une menace (Nafãmbèlé, de Sinématyali, face à Kong et à Korhogo).

(14) Le méfiance qu'il manifesta à plusieurs reprises contre les gens du Sud et leurs « histoires de Porõ » n'est pas l'expression d'un Islam intransigeant mais plutôt la réaction d'un Supiré, habitué à des Komo de type Bambara, devant des institutions qui étaient, pour lui, exotiques [693, 694].

(15) Selon Quiquandon, Tyèba est le premier Faama dont les funérailles furent organisées à Bugula par des marabouts. Dès la fin de la cérémonie, ceux-ci voulurent prendre possession des cadeaux de condoléances qui avaient été réunis en grande quantité, mais les sofas, tous animistes, qui assistaient à la cérémonie à distance, les chassèrent aussitôt à coups de pierres pour se partager ces richesses. Aucune sanction ne fut prise à leur égard et l'entourage de Babèmba aurait beaucoup ri de cette histoire. (MENIAUD, 1935, p. 29).

Bien qu'il s'entourât de marabouts tidyani, nous verrons que Tyèba les rudoyait volontiers et ne craignait jamais de s'en débarrasser. Marchand le présente cependant sous un jour très différent. Selon lui (cité par MENIAUD, 1931, II, pp. 227-229) le Faama, soucieux de mettre les puissances célestes de son côté au moment où Samori marchait contre lui, réunit dans la mosquée les principaux marabouts de la ville. Il leur offrit quatre de ses femmes (c'est-à-dire en mariage sans dot) et, chose remarquable, sa mère. Etant donné la gravité de l'heure, l'anecdote est fort vraisemblable, bien que Marchand ne soit pas un témoin objectif.

(16) Selon COLLIEUX (1924), la forme originelle serait Souroukonokaan : village du couscous (sourou) fini (kono). Sougokaan en serait la contraction, transformée en Sikokan par les Marka, puis en Sikasao par substitution sur suffixe dyula-« so » (village). Comme cheval se dit sugo en dialecte Supiré, il est plus simple d'admettre la déformation de Sugokaã à Sikasao et de garder le sens de « village du cheval ». Selon le R. P. de BENGUY, ce serait plutôt le « village de l'éléphant », mais éléphant se dit solo en syénar.

(17) Beaucoup d'auteurs parlent du « Royaume du Zégédougou ». Mais Zégédugu est le nom traditionnel du canton de Kifyā alors que Fafa et ses successeurs ont dominé une zone beaucoup plus vaste. Je pense donc qu'il convient de parler du Fafadugu, ce qui est conforme à l'usage africain.

(18) Ce gué de Kana se trouve sur la piste de Koutiala à Bamako [A.O.F.-Dioila] Day Kaba qui venait de fuir Kankan était présent à cette affaire que dirigeait Amadu en personne. De ce côté, l'autorité de Fafa ne dépassait pas Tyénabugu et Kona (Konina), mais son influence se faisait sentir jusqu'à Togoba, Tazona et Mpyèsoba.

(19) Kèlètigi Bèrèté, mort chef du canton de Faama en 1916 avait confié ses souvenirs à son fils, l'instituteur Oumar Bèrèté. Celui-ci les a rédigés sous le nom de « Memorial de Kèlètigi-Bèrèté » et ils constituent un document important. Nous en devons la communication à l'obligeance de R. Colin.

L'installation de Kèlètigi-Bèrèté à Kuruma doit remonter à la saison sèche 1885-1886.

(20) BINGER ne vit la ville que d'assez loin en 1887 et son plan est très inexact (1892, p. 96). Il signale des saillants arrondis qui rendaient l'approche des remparts difficile. Par ailleurs, les desseins de Riou, exécutés sur ses instructions, donnent à ces murs une hauteur qui paraît plus proche de 6 mètres que de 4. (Voir jaquette du Tome I).

Les chiffres de 6 mètres à la base et 6 mètres de hauteur sont donnés par les rapports français pour certaines sections de l'enceinte en 1898. Mais il faut tenir compte des travaux que Tyèba mena de 1889 jusqu'à sa mort et que Babèmba poursuivit avec ardeur. Le quartier neuf, au sud du Lotyo, ne sera fortifié qu'en 1896. En 1887, il n'était occupé que par des hameaux de culture.

D'importantes sections des murs de Sikasso subsistaient en 1962 et leur massivité restait impressionnante. On en trouvera dans MENIAUD une bonne description avec des plans médiocres de Sikasso en 1898 (1935, p. 102, S. 99).

(21) Les traditions divergent quant au nombre et à l'importance de ces unités [5, 10, 12]. Il semble qu'il y ait eu au départ onze unités relativement autonomes. Certains de leurs chefs étaient des hommes nouveaux, qui paraissent alors pour la première fois. Ces unités marchaient séparément, mais ne devaient pas conserver leur indépendance au combat. Les chefs des grandes armées en regrouperont en effet plusieurs.

Selon [5], on pouvait distinguer durant la concentration :

1°) Samori et ses gardes, armés de fusils Gras et vêtus d'une sorte d'uniforme. Ce sont les « tirailleurs » de Binger. Ces soixante hommes, commandés par Dyègbè Kamara et Ngolo, formaient une pépinière de futurs chefs. Kémé-Bréma et Dyaulé-Karamogho les dirigeaient en théorie.

2°) Morifindyā avec les « vieux compagnons ».

3°) Manigbè-Mori avec une fraction du Foroba.

4°) Kémé-Bréma avec l'armée de Faraba (territoire laissé à la garde de Fila-Kali).

5°) Alfa So, oncle de Dyaulé-Karamogho avec les gegens de l'Amana et du Sänkarā nord.

6°) Saragba-Musa.

7°) Manigbè-Mamadi avec l'armée de Bafagha dont Bolu-Mamudu gardait le territoire.

8°) Maaé-Mamadi.

Enfin, trois hommes nouveaux, sortis du rang :

9°) Kunadi Kèlèbagha, appelé à un brillant avenir, avec les anciens sofas de Saghadyigi.

10°) Karifa Konaté, dit Torôn-Karifa, qui sera tué durant le siège.

11°) Mänru-Kèlè dont nous n'entendrons plus parler.

Si l'on considère l'échelon inférieur, c'est Kémé-Bréma qu'entourait la plus brillante pléiade de lieutenants, parmi lesquels Tenèso-Kaba, le frère de Saränkényl.

(22) Les seuls gros stocks voisins du théâtre des opérations étaient ceux de l'armée de Faraba, à Dara, près de Wolosébugu.

Les itinéraires jalonnés correspondent aux pistes que suivirent les porteurs pendant le siège.

La plus méridionale, partant du Kabarasana (Odienné) ou du Sud du Wasulu, se dirigeait vers le Sibirila, le Yorobadugu (Digā) et le Gbāntyédu (Wakoro). Elle traversait des régions encore peuplées, avantage considérable. Les deux autres confluaient vers Bafagha.

La première est la route normale de Bisāndugu par Kalānkaiā, Koma (Sabadugu), Solomanina (Gbāndyagha), le Bolu et la région de Ntēntu-Bougouni (variante par Dyarakuru dans le Dyētulu et Yanfolila dans le Bas Sidibé).

La seconde desservait les Bambara les plus proches de Bamako, de Faraba par Uru et Bougouni (ou de Maghana par Wolosébugu).

Après Bafagha on pouvait suivre l'actuelle route de Bougouni par Kumantu et Tyékōngoba ou traverser le Fulala et le Syōndugu jusqu'à Bēndoghobugu. Ces deux itinéraires étaient alors pratiquement déserts [12].

(23) Samori prenait le grand risque de laisser son Empire presque entièrement dégarni de troupes. Cela montre non seulement qu'il faisait confiance aux Français, — à tort, comme on l'a vu — mais surtout que les populations soumises acceptaient encore généralement leur sort.

Nous ne pouvons malheureusement pas chiffrer les effectifs laissés en arrière pour tenir le pays. Nous pouvons seulement affirmer qu'ils étaient faibles et souvent médiocres.

1°) Le territoire de l'armée de Faraba était confié à Fila-Kali. Binger qui le visitera en juillet s'étonnera du jeune âge de ses hommes. Sous ses ordres, c'est un notable pro-samorien, Sāmbadyé, qui remplaçait Famako à Tēngréla et Sanānkoro.

2°) Le Wasulu et le territoire de Bafagha étaient surveillés par Bolu-Mamudu, qui s'installa à Kologo.

3°) Bisāndugu où restait une fraction du Furu-Ba et où Sarānkényi exerçait une sorte de « régence », était gardé par le Fina Dusugbè-Sinè Kamara (le Fasana = Fasiné de Festing), originaire de Sokurala du Worōndugu et longtemps responsable des magasins de Bisāndugu sous les ordres de Kokisi. C'est lui qui avait négocié en 1887 une trêve avec les Toucouleurs. Il sera limogé après le passage de Festing, et servira comme chef de convoi armé. Son remplaçant, qui tiendra la capitale jusqu'à la grande révolte sera Fodéba-Musa Traoré, dit Foroba-Musa, en raison de ses longs services sous les ordres de Manigbè-Mori. Ce personnage va jouer un rôle considérable jusqu'en 1898.

4°) Sirafaana-Amara Turé, le neveu de Laafiya gardait son oncle à Kérwané et surveillait le Konyā.

5°) Enfin, l'immense Ouest du Nyādā à la Sierra Leone, était confié à Sidi-Baba installé avec une petite colonne à Mafindi-Kabaya. Des détachements secondaires parsemaient le pays, comme Sori-Ulié Kōndé à Karéma, en pays Loko.

Tous ces hommes n'étaient que des commandants intérimaires, l'autorité suprême dans chaque gouvernement restant le privilège du Kélētigi qui continuait à l'administrer par messagers. Chacun devait assurer le ravitaillement des éléments de son armée devant Sikasso [5, 10].

Cette structure allait se maintenir jusqu'à la grande insurrection de 1888 qui effacera un moment la distinction entre le domaine du Foroba et les Gouvernements.

(24) Samori suivit d'abord la même route que pour la campagne du Wasulu en 1882, et diverses sources locales permettent de reconstituer avec sûreté son itinéraire. Quittant Bisāndugu, il atteignit le Dyé à Kalānkaiā, traversant le Sānkaranī à Nyako. Dans le Wasulu, il passa à Sotigi-Malikila (Dyētulu), Solomanina et Kalako (Gbāndyagha) où l'on précise qu'il passa la nuit. Yorobugula (Gwana), Nyakoni (Bolu) et Faraba (Sadyéla, Kurulamini) où la colonne franchit le Baulé [A.O.F. — Feuilles : Kalana, Manankoro, Bougouni] [5, 10, 76, 352, 355, 348].

Faraba est un gué important à quinze kilomètres au sud-est de Ntēntu, près du confluent du Kikako. Il correspond au hameau anonyme indiqué in [A.O.F. Bougouni] par 7° 40' ouest et 11° 13' nord [299].

Dans ce premier secteur, un certain nombre d'informateurs confondent la marche de Samori avec celle de Lāngamā-Fali trois mois plus tard. Le conquérant s'attarda un peu à Kologo où il régla de façon originale le conflit qui opposait les villages d'Urè et de Dyé, dans le Syānkadugu. Rappelons qu'Urè s'était soumis avec ardeur en 1884 alors que Dyé n'avait bu le dégè qu'à contre-cœur après la destruction de plusieurs de ses dépendances, notamment de Nyaghalé. Zamblé Dumbya, chef d'Urè, avait triomphé bruyamment et se considérait désormais comme le chef du pays. Les agents de Samori n'avaient pas soutenu cette prétention. A la mort du chef Tēnemā-

Blé Dumbye, de Dyé, son neveu, Nugu-Tyèba, l'avait remplacé. De nombreuses voies de fait s'étant produites, Samori avait envoyé en conciliation Dyèrila-Moriba Dyakitè, chef des Samoriens de Bougouni. Cette mission avait complètement échoué et Zamblé accusait Tyèba de menées anti-samoriennes. Aussi l'Almami décida-t-il de convoquer les rivaux dès son arrivée à Nyakoni. Tyèba proclama son loyalisme et demanda qu'on laissât les ennemis régler leur querelle privée par les armes. Samori y consentit et lui donna « dix sacs de poudre et dix de balles ». Rendez-vous fut pris sur le plateau de Bundy, à mi-chemin des deux villages. Au jour dit, dès le début de la fusillade, Zamblé fut tué d'une balle dans la tête et ses partisans se débandèrent. Les habitants d'Urè se réfugièrent à Dényè, près de Kologo [311, 312]. Binger, mal renseigné, attribuera à l'Almami la destruction du village dont il traversa les ruines en septembre 1887. Samori ne campa pas à Kologo, mais cinq kilomètres plus loin à Sāsola où l'attendait Manigbè-mori [10, 12]. Un jour ou deux plus tard, c'est Kémé-Bréma qui le rejoignit à Faradyé (Syānkadugu) [11, 12].

Quand le *Journal de poste de Bamako*, en date du 1^{er} mai signale son passage « à trois jours de marche », il était à Faraba, Sansola ou Faradyé. Compte tenu des distances, il avait dû quitter Bisāndugu vers le 15 avril.

(25) Kémé-Bréma, laissant Faraba à la garde de Fila-Kali, avait concentré son armée à Uru, chez Sèdu, où Famako le rejoignit. Sa colonne traverse alors le Baulé à Bougouni [12].

(26) La colonne principale traversa une série de villages abandonnés : Wènkala (Fulala), Sèlè et Kaara (Syōndugu) avant d'arriver à Bèndoghobugu [Bendorobougou in A.O.F. Massigu]. Ce village avait été épargné en raison des sentiments favorables de son chef Datura Traorè, qui avait refusé de rallier Tyèba. Situé sur le Banifā oriental, près du confluent, il donnait accès aux gués de Dyodā et de Kyènkongo, sur le Bagoé. Ces gués ouvrent l'accès au Sud du Gana, entre Komèna (Kobina) et Zanyèna.

Binger séjournera à Bèndoghobugu (il écrit Bènokhobougoula) du 6 au 24 octobre. Il y trouvera une vingtaine d'épouses de Samori, installées pour la durée du siège [10, 12]. Certaines traditions situent la traversée de Samori au gué de Kyènkōngo (à distinguer de Tyèkōngoba), mais il s'agit d'une confusion avec le passage de Lāngamā-Fall [496].

(27) Le fleuve traversé, la colonne principale marcha sur Tyola par Zanyèna et Tuntyila [Tonila in A.O.F.-Massigu]. De son côté, Nāntènè-Kaba suivait l'actuelle route Sikasso-Bougouni par Nyèna.

Les Ganānka, favorables à Tyèba, étaient nombreux en 1883, mais cette fois, ils ne bougèrent pas, par prudence ou par conviction.

Le chef coutumier du Gana était alors un vieillard, Wotobe Dyallo, de Darabugu (18 kilomètres à l'ouest de Tyola). Les guerriers du Gana, qui rallièrent les Samoriens, furent placés sous les ordres de Mamadu Dyallo, de Kōngolikoro (5 kilomètres à l'est de Tyola). En 1888, ce village sera détruit en représailles par Tyèba, ainsi que Dyambugu. Mamadu Dyallo suivra l'Almami en Côte d'Ivoire et mourra en 1898 au siège de Kong.

Des garnisons de sofas furent placées à Tyola (chef : Boli Konè) et à Bwasa (chef : Sako) pour surveiller la route. Une petite colonne samorienne fut également placée dans le Nord, à Zaminyaso, pour surveiller la frontière du Fafadugu [496].

(28) Le contingent levé à Kèrèkaā était commandé par Fofèyè Sanogo, qui sera tué sous les murs de Sikasso [498, 499].

(29) Samori laissa Famako avec un petit détachement pour bloquer Fantèrila et obliqua vers Zānfèrèkaā (Zānfèrèbugu) [Ngokaā (en dyula Ngolaso) est orthographié Molassa in A.O.F.-Massigu] [499].

Quittant Ngokaā, les Samoriens passèrent par Kadyakaā (Kadyandugu) et Wayèrè, derniers villages du Kāmpo, puis défilèrent au sud de Natyè par Sopyè et Pānga, avant d'aller construire les sanyé du Banānkoni (au kilomètre 7, route de Bougouni) [497].

En renonçant à enlever Natyè, Samori aurait déclaré : « Il ne faut pas tirer sur un lièvre avec une charge pour éléphant » [12].

(30) Même si l'on admet une très grande promptitude dans la marche de Samori, il est difficile de dater ce premier combat avant le milieu de mai. Les Samoriens avaient effectué une marche de nuit, et la lutte dura de l'aube au milieu de la journée. Samori commandait le centre, très en arrière de Kémé-Bréma à l'aile gauche et de Manigbè-Mori à l'aile droite. Il s'avança ainsi à 1.200 mètres de la ville.

Tyèba attaqua brusquement en lançant d'abord des chasseurs munis d'arcs sur Manigbè-Mori à qui ils firent du mal. Plus tard, sa cavalerie, massée à l'est de Sikasso, attaqua en contournant la ville par le Nord (Babèmba) et par le Sud (Syaka), tandis que les sofas dirigés par Kèlètigi Bèrèté sortaient au centre et marchaient sur l'Almami. Kèlètigi Bèrèté, rappelé en hâte de Kuruma, était arrivé la veille. Kémé-Bréma tint bon, mais Manigbè-Mori plia, ce qui détermina Samori à ordonner la retraite [5, 10, 12].

Les traditions rapportées à Quiquandon deux ans plus tard affirmaient que l'Almami avait pris soin d'interroger le destin en poussant devant son avant-garde un mouton et un poulet blanc préparés par un devin. S'ils entraient dans la ville ou étaient tués par les défenseurs, Sikasso serait pris. Or, ces animaux s'écartèrent des murailles et s'enfuirent. Tyèba aurait pris également ses précautions en envoyant son neveu Bèmbaninyèni et le Kuftigi Sinali ouvrir le combat avec des fusils chargés d'une poudre bénite, qui devait mettre Samori en fuite. Mais les deux fusils éclatèrent, blessant le neveu et tirant le cheval de son compagnon. Sur le plan magique, la partie était donc nulle.

(31) Cette agglomération s'élevait au pied du Gadakoni, à quatre kilomètres des murs de Sikasso.

La place fut reprise le soir même par Kèlètigi Bèrèté et Masé-Mamadi en fuyant abandonna un sac plein de poudre d'or aux mains du Senufo Siduma Sanogo. Les Samoriens reprirent la place au bout de quelques jours et Kèlètigi eut à cette occasion une cheville brisée qui allait l'immobiliser pendant plusieurs mois [500 à 503]. Samori n'en aurait pas moins stigmatisé publiquement la lâcheté de son fils [10].

Nangole est le Nangoula de Quiquandon.

(32) La position des adversaires ne changera plus, à l'ouest du Lotyo, jusqu'en juillet 1888. Grâce à Binger et Festing, nous en avons une idée plus précise que celle de la tradition orale. Le plan de BINGER (1892, I, p. 97) est malheureusement construit sur un canevas très inexact, visiblement levé à la hâte du sommet du Gadakoni. On trouvera un fond de carte supérieur dans MENIAUD (1935, pp. 102-158) mais son plan, dressé pour les combats de 1896, ne couvre que les environs immédiats de la ville.

Au moment du passage de Binger, les positions samoriennes s'échelonnaient comme suit du Nord au Sud :

1°) Alfa-So en contrebas, et au contact immédiat des aanyè de Babèmba (contingents de l'Amara et du Sankaran nord).

2°) Kémé-Bréma avec deux fils de Samori, Manegbè-Mamadi, Masé-Mamadi, et son neveu Maminyan-Mamadi. L'armée de Faraba, formée surtout de Bambara, occupait les premières pentes du Gadakoni.

3°) Manigbè-Mori avec le Foroba, formé en grande partie de Wasulunké, à mi-pente.

4°) Un groupe de forgerons et les cinquante premiers compagnons de Samori, sous les ordres de Kulakotumã, qui sera blessé et restera infirme.

5°) Derrière la crête du Gadakoni, Samori lui-même avec ses familiers et sa Garde (Dyaulé-Karamogho, Kémé-Amara, Dyègbè-Kamara et Ngolo). BINGER a vu ces sofas que Samori appelait ses tirailleurs. « Ils sont vêtus d'un pantalon en guinée bleue et d'une vareuse en mauvais drap vert... Tous portent une aorte de chechie faite à l'aide d'un kassa (couverture en laine du Masina) qu'on a essayé de teindre en rouge mais on n'a obtenu qu'une teinte en roux sale » (1892, I, A. 97). Ils n'étaient pas dix-huit, comme l'écrit l'explorateur, mais cinquante ou soixante, et ils étaient souvent absents, car l'Almami leur faisait porter ses messages les plus importants. Cela explique l'erreur de Binger. Cette Garde était une pépinière de Kèlètigi. Parmi ceux qui participèrent au siège de Sikasso et atteindront plus tard à la notoriété, citons Kagbè-Fodé, Komiyè-Ulé, Kuruba-Mousa, Mèda-Lèy, Sabu Konaté (ami d'enfance de Dyaulé-Karamogho qu'il avait accompagné en France) et Tyèkuragbè.

6°) Sur le flanc est du Gadakoni, l'Almami était couvert par Bilali à la tête des gens de Kankan.

7°) En contrebas, Fulala-Fodé avec les gens du Haut-Baulé.

8°) Au flanc de la colline dominant Namuroia, l'armée de Bafaghs.

9°) Sur le versant du Lotyo, Längamã-Fail avec l'armée de Mafindi-Kabaya.

(33) Depuis la fin des guerres du Gwirko, les Watara ne refusaient plus de ravitailler Sikasso, et ils le faisaient sans doute de bon cœur en 1887, car la perspective d'une invasion samorienne ne leur souriait guère. Le Faama devait cependant trouver déplaisantes les énormes commissions qu'il versait à ses anciens ennemis et il décida d'annexer Bobo dès qu'il aura les mains libres, en 1891.

Les armes étaient achetées à la côte, c'est-à-dire à Accra et Cape Coast, en territoire britannique, ou bien chez les Français de Bassam ou les Alladyä Jaqueville, ceux-ci pratiquement indépendants. Elles gagnaient l'interland par Bondoukou ou Salaga.

(34) Les razzias samoriennes finiront cependant par entraver les cultures, aussi la situation alimentaire des Sénoufo s'aggravera-t-elle nettement vers la fin du siège. Binger, en septembre 1887, opposait la prospérité des défenseurs à la demi-famine des assiégés, mais le tableau de Festing, en juin 1888, inversera les couleurs.

(35) Les traditions attribuent, bien entendu, cet incident météorologique aux meraboutsages de l'Almami ou de ses conseillers [12].

Les collines latéritiques de l'Ouest sont extrêmement desséchées et les Français en souffriront en 1886. Les Samoriens s'approvisionnaient donc au Banankoni dont le lit recèle de l'eau, même quand il ne coule pas.

(36) Si l'on n'adopte pas ce point de vue, il faut attribuer le retard de Längamä-Fali à son éloignement. Ce décalage de deux mois et demi paraît alors très excessif.

Si Semori a lancé son appel vers la mi-mai, des courriers à cheval ont pu parcourir en une dizaine de jours les 600 kilomètres qui séparent Sikasso de Mafidin-Kabaya et Längamä-Fali a été averti au plus tard à la fin du mois. Il lui a fallu un certain temps pour rassembler ses détachements dispersés. Une troupe africaine ne faisant guère plus de 20 kilomètres par jour, il est parti au plus tard vers le 20 juin, pour se trouver près de Bougouni avant le 15 juillet.

Le Maure Abu-Bakr, que Binger recueillit le 18 à Wolosébugu, avait mis au moins deux jours à venir du Baulé et venait de passer trois jours en campagne de Langamä-Fali, qui traversait le fleuve (BINGER, 1892, p. 34).

(37) Les autres étaient armés de gbasä, qui tiraient avec un bruit impressionnant, mais passaient pour peu précis. Il s'agissait là d'une variété de fusils de traite. (Voir 3^{me} Partie, chapitre III) [5].

(38) Il passa par Arapoëla (Sänkarä-Ularèdu), Sininkoro, et Bisändugu, avant d'entrer dans le Wasulu, par Nyako. Ensuite : Lèneogho (Sanänfula), Dabarä (Gbändyagha), Bèrèlè et Nyogbé-Buguna (Gwanä), Koloni (Bolu) où il traversa le Baulé, Gbahalo (Garalo). Enfin, par le Gbäntyédugu, il aborda le gué de Kyënkongo.

Certaines traditions disent qu'il assiégea quinze jours Työfi au passage [8, 12]. Il s'agit d'une confusion avec le siège de 1886, mené par Manigbé-Mori. (2^{me} Partie, Chapitre IV).

(39) La tradition orale [497] confirme sur ce point les déductions de BINGER, qui visita les lieux deux mois plus tard (1891, pp. 81-83) et avait judicieusement distingué parmi les brèches du mur celles qui avaient servi à l'assaut et les ouvertures à ras du sol par où furent les défenseurs. Binger a tort d'écrire que les assaillants n'ont pris Natyé qu'au cinquième mois du siège. Il nous dit lui-même qu'il a vu vendre à Wolosébugu, au début d'août, des captifs pris à Natyé. Comme Langamä-Fali avait traversé le Baulé vers le 15 juillet, il paraît raisonnable de fixer la chute de Natyé au plus tard au 25. Le siège a donc duré un peu plus de deux mois.

Binger ironise sur l'impuissance des assaillants, ce qui surprend de la part d'un explorateur expérimenté. Il est clair qu'une colonne européenne aurait enlevé la place dans la journée, ce qui ne veut pas dire qu'elle était négligeable selon la tactique traditionnelle. Par ailleurs, Zana, qui paraît avoir été un chef de valeur, multipliait les sorties alors que les assaillants, d'ailleurs peu nombreux, se contentèrent de bloquer la place sans lancer d'assaut. Ils étaient retranchés dans trois sanyé établis au nord, à l'est et au sud, et dont le plan de Binger donne la position. Celui du nord, placé en contrebas de la crête, donnait une vue plongeante sur le village, et servit de base d'attaque à Längamä-Fali. Pour pondérer sa mauvaise opinion des Samoriens, Binger aurait dû préciser qu'à l'arrivée de l'armée de l'Ouest, le village fut pris en l'espace de trois jours.

La tradition samorienne officielle ressent quelque gêne devant cet épisode. Elle prétend que les géomanciens avaient prédit au conquérant qu'il prendrait ce village ou Sikaaso, mais non les deux, et que l'attaque de Natyé avait été en conséquence interdite. Längamä-Fali entendit insulter son maître du haut des murs de la place l'aurait enlevée dans un accès de colère, qui lui fut durement reproché [10].

(40) La frontière du Fafadugu incluait alors, en partant du Bagoé, Mémisala, Dinbèla, Mébugu, Késéna et Singbé dans le Fadugu; Dyumanani, Sibirifina, Fanyèna et Fönäbugu, dans la Kapolöndugu; enfin Zégéna (sur la route de Kinyän), Dé, Dugumuso et Lutana.

(41) En dehors de Zāmlara, les Sénufu furent chassés de Zërila, Ngolofina, Pèmpèrèna et Ntolora. Dans cette brousse dénudée, où aucun accident de terrain ne séparait les antagonistes, ils multiplièrent les coups de main, mais ceux-ci ne mettaient aux prises que des petits groupes et ce secteur ne jouera qu'un rôle négligeable dans la suite des opérations.

(42) Une grande partie des vivres de Tyèba était stockée à Kapala qui ne sera attaqué, nous le verrons qu'à l'extrême fin du siège [500].

(43) La résistance était dirigée par Moosoiñ Sogodogo, chef de Kai, assisté des gens de Wèlèni. Son intervention décisive fera échouer l'assaut contre Nyāgesoba [505].

La date de ces opérations est incertaine, mais elles paraissent se situer au début de la saison sèche, au moment où Lāngamā-Fali menaçait Bugula.

(44) Kadyila, au sud du Kobi, fait partie du Gana et s'était rallié aux envahisseurs. Sous cette réserve, le Kobi servira de démarcation jusqu'à la fin du siège, depuis le secteur séparant Bowara, tenu par les Sénufu du Yéngéé et Piaso, occupé par les Samoriens [490].

(45) Musa était un surnom dyula. Son véritable nom était Masa Saganogo [518].

(46) Nous savons par Binger qu'il y avait seulement 10 sofas à Fōru. Le capitaine traversera le Fōlōna en janvier et y visitera Dyumānténé le 13, il nous dit que ce pays conservait une neutralité incertaine, travaillé par les agents de Samori qui s'efforçaient de le rallier (BINGER, 1892, p. 226). Mais, un peu plus loin (p. 253), il écrit que l'Almami n'a pu s'entendre avec Pégé car il exigeait que le chef de Ngwèlè attaque le Fōlōna et les Samogho afin de prendre Tyèba à revers. Le Fōlōna éprouvait peut-être des sentiments mitigés à l'égard de Tyèba, mais on ne peut dire qu'il était neutre : il envoya des hommes et du ravitaillement au Kénédugu pendant toute la guerre.

En janvier 1888, au moment où Binger quittait Fōru, un rassemblement de cavalerie de Tyèba à Gwèné du Fōlōna inquiétait les Samoriens. Une vingtaine de sofas viendra alors renforcer Tuman (BINGER, 1892, p. 217).

(47) Rappelons que le Sud du Kadié, de Bolona à Kanankono, n'avait pas reconnu l'hégémonie de l'Almami et se gardait bien de donner son allégeance à Tyèba. Cette région allait demeurer dans une heureuse indépendance jusqu'à l'irruption des Samoriens, par le Sud, cette fois, en 1894 [522, 523].

(48) Surtout si l'on tient compte de l'ampleur de la mobilisation. Celle-ci a laissé un souvenir précis dans près de 300 localités où nous avons enquêté. Nulle part, malheureusement, nous n'avons obtenu de renseignements précis quant au nombre d'hommes requis. Il reste que les centaines de chefs de groupe dont il est possible de dresser la liste, commandaient chacun au moins dix hommes. Or notre enquête ne prétend pas être exhaustive, et ces levées venaient s'ajouter au noyau permanent des grandes armées territoriales.

(49) Son estimation n'est pourtant pas entièrement arbitraire, car il ne manquait pas de points de comparaison. Il nous dit qu'au siège de Kiñyā, Tyèba avait 8.640 hommes, et cette fois-ci, il était témoin. Or ce rassemblement était inférieur à celui de la défense de Sikasso, ce qui donne quelque vraisemblance au chiffre de 10.000. Quant à Samori, ses effectifs auraient été supérieurs à ceux du Kénédugu, mais dans une proportion que nous ne pouvons déterminer. Quiquand on ne précise d'ailleurs pas s'il parle uniquement des combattants. Si ce n'est pas le cas, il faudrait diviser tous ces chiffres par deux, ce qui nous ramènerait à peu près à ceux de Binger.

(50) On doit garder à l'esprit que Binger est resté seulement quatre jours devant Sikasso, du 26 au 30 septembre 1887. Il n'a pas visité l'ensemble des positions samoriennes échelonnées sur huit kilomètres, mais seulement le sanyé de l'Almami, où il était hébergé, et celui de Kémé-Bréma. C'est seulement chez ce dernier qu'il procéda à un dénombrement des combattants... Les chiffres d'ensemble qu'il nous donne sont donc des extrapolations. Il paraît d'ailleurs négliger les fourrageurs, qui étaient certainement nombreux en cette période de famine. Beaucoup de faits lui échappent, dès qu'il s'agit des sanyé qu'il n'a pas visités. C'est ainsi qu'il ne fait aucune mention des fusils à répétition de Lāngamā-Fali, dont l'apparition a frappé l'imagination des griots chez Tyèba autant que chez Samori. On peut relever des défaillances plus graves. C'est ainsi que Binger, ayant trouvé Bafagha évacué, n'a pas compris que ce village était le quartier général d'une armée territoriale. Quand il arrive à Sikasso et entend parler du « sanyé de Bafagha », il s'imagina que ce nom désigne le chef de l'armée et il nous renseigne sur le nommé « Bafagha, qui commande les contingents de Tenétou (Ntétu) et du Bagoé et dont la position sera enlevée en octobre par Tyèba ». (Il s'agissait en fait de Managbè-Mamadi).

Bref, en dépit de la minutie habituelle à Binger, son séjour a été trop bref pour qu'on lui fasse pleinement confiance. Festing, qui séjourna du 9 mai au 15 juillet 1888, dans le camp de Samori, nous eût été plus utile si la mort ne l'avait pas empêché de rédiger un rapport. Son journal et sa correspondance ne nous donnent aucune estimation numérique, mais n'en sont pas moins précieux.

(51) Des rotations analogues sont attestées pour les sièges de Moribaya (repos à Nafadyi), de Kumbā, de Kankan et de Kéfiyérā (repos dans le Dyumawaŋya). Une enquête un peu approfondie rencontre des faits analogues chaque fois qu'il y a eu blocus ou guerre de position.

A Sikasso, à l'extrémité d'une ligne de communications interminable, avec un pays ravagé et désert, derrière lui, il est évident que Samori ne pouvait assurer cette relève périodique qu'avec difficulté et à intervalles irréguliers. Il est curieux que ce mécanisme ait échappé à Binger alors qu'il le signale chez Tyèba, et lui attribue la valeur militaire des défenseurs de Sikasso. Ceux-ci, ne combattant que quelques jours et rentrant se refaire chez eux, étaient bien nourris et pleins d'ardeur, contrairement aux Samoriens.

La rotation des combattants du Kénédugu était évidemment bien plus facile et rapide que celle de leurs adversaires puisqu'ils n'avaient que de courtes distances à parcourir pour rentrer chez eux. Les Samoriens devaient faire de 100 à 200 kilomètres pour trouver une région peuplée, susceptible de les accueillir, et ils avaient ainsi l'Al-mami de réserves immédiatement disponibles.

Les messagers étaient ordinairement pourvus de lots de cailloux, dénombrés selon la distance à parcourir. En jetant un chaque jour, ils devaient normalement revenir à la date prévue, avec leurs porteurs [10].

(52) Binger avait déjà remarqué que la quantité de grain qui arrivait quotidiennement durant son séjour, était sensiblement supérieure aux rations distribuées. Avec sa malveillance systématique, il en conclut que les chefs se gorgeaient en laissant le malheureux sofa à une ration de famine (BINGER, 1892, I, p. 99). Sans idéaliser les chefs samoriens, qui étaient certainement seuls à manger régulièrement de la viande et à disposer de sel, on ne voit pas comment ils auraient pu absorber des quantités illimitées de céréales. Comme Festing et la tradition signalent l'existence sur place de stocks importants, dont l'épuisement provoquera la malheureuse attaque de Kapala, il ne semble pas nécessaire de chercher une autre explication aux surplus de Binger.

(53) Un tel facteur a pu jouer si l'on tient compte des origines de Kuramina. Son père, Tyurumāntyé, était un animiste du Kurufila, dont la sœur, Dāsu Sidibā, devint mère de Fafa. La destruction du Kurufila par les Samoriens au début de 1886 avait certainement scandalisé le Feama de Kifiyā.

(54) Binger était très mal renseigné sur le Fafadugu, puisqu'il croyait que Dymā était encore en vie. Quiquandon, confirmé par la tradition orale [10, 12], permet de rectifier cette erreur et il est certain que Kuramina ne pouvait souhaiter la victoire de Tyèba qui, depuis dix ans, s'efforçait par tous les moyens de détruire son royaume.

Les raids dont parle Binger sont attribués par la tradition aux gens du Kénédugu, basés sur Gōngaso [12]. Un simple examen de la carte montre que si le Fafadugu avait pris ouvertement parti contre lui, Samori, incapable de maintenir sa ligne d'étapes vers le Bagoé, aurait dû battre aussitôt en retraite.

(55) Les quelques sofas installés à Tyōñi ne pouvaient menacer Tēngréla. Ils cassèrent quelques petits villages du Nofwāē, sur la rive gauche du Loboni (Kolēso, Luluso, Dubaso), mais ne traversèrent pas cette rivière [516, 526].

(57) Binger avait traversé le fleuve le 30 juin. Il démontre de façon convainquante que le courrier portant la réponse de Samori était arrivé auprès de Fila-Kali dès fin juillet, mais ne fut envoyé qu'au dernier moment, quand on craignait qu'il ne renonçât (BINGER, 1892, pp. 46-47).

(58) « Il est triste et honteux pour nous, écrit Binger, qu'un homme tel que Samori pour qui on a eu trop de bontés, au bout de quarante jours n'ait pas répondu à la lettre fort courtoise d'un colonel. »

(57) On est surpris de voir Binger déclarer à Samori : « Le colonel... n'est pas si content de toi : tu as commencé cette guerre sans nous en parler et maintenant tu demandes des renforts » (BINGER, 1892, p. 108). Rappelons que Gallieni était parfaitement au courant des intentions de Samori et qu'il n'avait même pas interdit formellement à Péroz de se joindre à lui.

(58) Le 22 août, Monaégur, commandant supérieur par intérim, écrit à Kayes pour lui rendre compte en ces termes du retour de Binger : « La famine a empêché le lieutenant Binger de passer pour secourir Tyèba. Il est rentré à Bamako ». (A.O.M., Sénégal, IV, 90).

Archinard porte un jugement encore plus net (Historique, A.O.M., *Sénégal*, V) : « Binger, venu sur la demande de Samori, prit un rôle qui, tout en ne nous brouillant pas avec Tyèba, pouvait amoindrir considérablement Samori : il essaya de se faire arbitre ». Il est évident que, du seul fait de son arbitrage, Binger avait dissipé l'idée que les Français soutenaient Samori, et enlevé ainsi un argument à sa propagande.

La présence d'un officier français au camp de l'Almami paraissait malgré tout contraire aux instructions de Gallieni. Monséguir, qui ignorait dans quel esprit travaillait l'explorateur, s'en alarma dès qu'il l'apprit et télégraphia dès le 4 octobre à Tautain, commandant du Cercle de Bamako, pour qu'il invite le capitaine à poursuivre sa route (*Sénégal*, IV, 90).

Binger avait fait de son mieux pour avertir Tyèba qu'il ne venait pas aider son adversaire. Comme il voyait partout des ennemis de Samori, il avait cru en trouver dans les Sénoufo de Kérékaã (Nkurala) où il séjourna le 25 septembre. Il fit donc répandre par Dyawè le bruit qu'il venait en arbitre, persuadé que le Faama serait aussitôt prévenu. Il était fort mal renseigné sur les relations traditionnelles du Kampo avec le Kénédugu puisqu'il s'imaginait que ces Sénoufo, comme leurs voisins du Gana, étaient prêts à la révolte. On se demande comment il concilia cette opinion avec le fait, noté par lui-même, que Samori était représenté à Nkurala par « un sofa de quatorze à quinze ans faisant l'homme, lançant des coups de fouets aux curieux et gesticulant beaucoup ». (BINGER, 1892, I, p. 78).

(59) On notera que Binger fut traité avec plus d'égards que Festing. Il était installé à proximité du sanyé de l'Almami alors que le major anglais sera logé deux kilomètres plus loin par les soins de l'armée de l'Ouest, alors commandée par Kolonka-Mudu. Dyaulé-Karamogho s'occupera personnellement de ravitailler l'illustre explorateur qui sera approvisionné abondamment en viande, alors qu'il affirme que sept bœufs seulement subsistaient dans le camp et que la disette régnait.

Les questions politiques ne furent abordées sérieusement qu'une seule fois. Le 26 au soir, Binger se présenta et se préoccupa de son logement. Le 27, il rendit à l'Almami une visite de pure courtoisie. C'est seulement le 28, après avoir visité les sanyés, qu'il discuta de la paix avec Samori et proposa en vain son arbitrage. Le 29, il ne tint que des propos insignifiants à Karamogho et le 30, comme il s'apprête à partir, Samori vint le voir pour lui demander de rester, en vain d'ailleurs.

(60) « Tyèba essaie de prendre les Diassas de l'ennemi, Samori ne le fait pas. Il n'osera jamais donner l'assaut ». (BINGER, 1892, I, p. 109).

(61) Binger, était parti le 20 septembre de Fulabula accompagné seulement de 2 hommes et de son domestique Dyawè. Son convoi allait l'attendre à Bëndoghobugu où il le rejoignit le 8 octobre. Le capitaine gagna ensuite Tyóni le 28 octobre et fut refoulé le 1^{er} novembre, à Tēngrèla, comme ami de l'Almami.

Il se plaindra avec aigreur que Samori n'ait rien fait pour lui permettre de poursuivre son voyage et il est certain que l'Almami désirait que cet « allié » français restât sur son territoire. Mais on est surpris de voir l'illustre explorateur affirmer que Samori inventait pour le faire attendre l'existence d'un « chef de Pourou » qui devait le guider vers Kong. (BINGER, 1892, I, p. 111). Ce Pourou est visiblement Fōru (Furu en Dyula) où Binger séjournera effectivement du 1^{er} décembre au 12 janvier avant de quitter le territoire samorien. Il est curieux qu'il n'ait pas fait le rapprochement.

(62) La garde de Samori, armée de fusils Gras, arriva trop tard pour sauver le sanyé mais chassa les Sénoufo. La tradition dit que Samori reprocha à Lāngamā-Fali de ne pas être intervenu en temps utile. Pour cette raison, ce Kèlétigi préférera la mort à la fuite quand son offensive de janvier échouera [10].

(63) Il signale aussi le passage d'un renfort de cinquante hommes venant de Maninyā (Kabaserana). Il s'agissait vraisemblablement de recrues levées par Nāvèrè avec l'accord d'Amadu-Turè.

(64) Pendant qu'il préparait cette attaque, Samori déployait une grande activité diplomatique pour appuyer ses armées. C'est ainsi que le 6 décembre, Binger vit arriver à Fōru une délégation de six personnes envoyées par le chef Sénoufo de Ngwélé, Pégé Yèo. Selon Binger, l'Almami l'avait fait pressentir comme ennemi de Tyèba par un frère de Nasô, chef de Fōru. Ces avances furent bien accueillies puisque le délégué, un vieillard du clan Watara (= Yèo) allait rendre à Samori deux femmes prises et vendues par les gens de Sikasso. Partis de Fōru pour Hééré-makono le 9 décembre, ils rentrèrent le 4 janvier. Binger, que l'inaction rongea, sauta sur l'occasion de reprendre son exploration et prit la route de Ngwélé en leur compagnie le 12.

Binger eut la satisfaction d'apprendre qu'aucun accord n'avait pu être conclu entre Pègè et Samori, car celui-ci exigeait pour accorder son alliance qu'une attaque soit immédiatement lancée contre le Fôlôna et les Samo-gho fidèles à Tyèba.

Il est certain qu'une telle attaque, si elle avait eu lieu au moment où Lāngamā-Fali prenait l'offensive, aurait pu amener la chute de Sikasso. Mais Pègè se montra incapable de sortir de la défensive. Binger déplora que « son opinion publique ne lui permette pas d'être l'allié fidèle de Tyèba, ce qui serait la seule solution possible », celle que le capitaine appelait en tout cas de ses vœux (BINGER, 1891, I, p. 253).

(65) L'offensive de Lāngamā-Fali commença au plus tôt à la fin de décembre, car les envoyés de Ngwélé, qui arrivèrent le 4 janvier à Fôru en rentrant de Héérémakono, n'en parlèrent pas à Binger.

(66) Le sanyé de Lāngamā-Fali se trouvait au kilomètre 3 sur la route de Côte d'Ivoire, avant le village de Sirakoro. De ce site élevé on domine Sikasso et la vue porte sur un rayon d'une dizaine de kilomètres.

(67) Ces combats coûtèrent cher à Tyèba. C'est ainsi que Kélétigi Bèrètè fut à nouveau blessé, cette fois à l'épaule. Sa troupe avait été presque entièrement anéantie. Les survivants furent placés sous les ordres de Fanyéné-ma jusqu'à la fin du siège (*Mémoria*).

(68) Ici encore, la tradition insère une histoire de meraboutage. L'un des musulmans de Tyèba, Bafia-Ulé, aurait promis de lui assurer la victoire contre la moitié du butin. En cas d'échec, il acceptait d'être égorgé. Il prépara alors un lapin blanc sur qui il fixa une amulette. Le lapin fut poussé vers le sanyé de Lāngamā-Fali, pris et mangé par ses hommes. Dès lors la défaite des Samoriens était acquise. Au matin, Lāngamā-Fali sortit, vêtu de rouge sur un cheval blanc, et marcha en tête, annonçant que Sikasso serait pris dans la journée. Quatre chasseurs embusqués par Tyèba l'attendaient. Ils visèrent juste et le tuèrent. Pendant toute une journée de bataille, les gens de Sikasso cherchèrent longtemps son corps pour le décapiter. Ils ne le trouvèrent qu'après avoir détruit le sanyé, à la tombée de la nuit [10].

(69) Masé-Mamadi fut tué et sa femme, Bo, capturée, sera épousée par Tyèba. Deux versions courent sur sa mort. Selon l'une, ses échecs devant le sanyé de Babèmba l'avaient fait traiter de lâche par son père. Aussi, quand les gens de Sikasso l'attaquèrent, il refusa de fuir [5]. Selon l'autre version, les Sénoufo attaquèrent de nuit le sanyé de Masé-Mamadi, qui dormait. Il périt asphyxié dans sa case incendiée [10].

A la suite de ces échecs, Samori fit exécuter un membre de son conseil, Faduba Konatè, qui aurait communiqué à Tyèba les décisions les plus secrètes et aurait été responsable, notamment, du désastre de Befaghā [5].

(70) Dyaulé-Karamogho envoya une partie de ses Bambara en renfort à Sidi-Baba qui avait le plus grand mal à se maintenir dans les pays de l'Ouest, où l'insurrection grondait déjà. Quand il rentrera à Sikasso, le 6 juin, on dira à Festing qu'il venait de visiter les Français, mais que ceux-ci avaient repoussé toutes ses demandes. Il paraît effectivement avoir contrôlé la mission qu'Amara-Dyèli venait de mener à Siguiri.

(71) Gallieni parle de « 32 réguliers ». En fait, en comptant les porteurs, l'escorte de Festing comprenait cinquante hommes sous les ordres du sergent créole Caitell. Le commandant supérieur fut averti par Audéoud de sa présence. La lettre de protestation qu'il lui adressa est datée de Sulunko le 14 avril alors que Festing était encore à Bisandugu. Le major ne la reçut d'ailleurs pas. Quant aux émissaires que Gallieni envoya le 21 avril pour gêner l'action du major, c'est peut-être eux qui molestèrent le sergent Caitell au début de juillet.

(72) A l'approche de Festing, il avait largement diffusé la nouvelle qu'un Anglais venait l'aider. Audéoud l'apprit le 30 avril en arrivant à Nora et c'est lui qui prévint Gallieni. Tyèba le crut également puisque, selon Festing, il aurait organisé une embuscade contre lui entre Nkurala et Natyè. Festing écrit aussi que Samori et Tyèba avaient conclu une trêve en avril pour faciliter sa médiation. Le fait est douteux et, en tout cas, le major trouva les combats en cours quand il arriva à Sikasso.

(73) Festing signale le 14 que les Samoriens ont perdu « un chef important », mais il ne le nomme malheureusement pas.

(74) Festing signale la prise de 125 fusils, 50 charges de poudre (500 kilogs) et 7 chevaux. Selon Monségur, qui reçut la nouvelle le 16 juillet, Tyèba aurait eu 60 tués. Tyèba lui-même, dans sa lettre du 3 juillet en avoue 100, dont 40 de la troupe de Fanyanama. La seule victime notable, du côté samorien, était Fôlônka-Modu, cette « brute cruelle » dont les funérailles furent célébrées en présence de Festing. Il fut remplacé à la tête des débris de l'armée de l'Ouest par Kyémogho Bilali, dont le départ pour la Sierra Leone était sans doute déjà envisagé.

(75) Les circonstances de la mort des frères de Samori sont obscures. Le seul point certain est qu'ils n'ont pas été tués à l'occasion d'une bataille importante. Selon une version, ils ont été surpris alors qu'ils s'étaient aventurés loin de leurs sanyé en chassant [5].

Selon la version « officieuse » de Karamogho Kuyaté [10], les gens de Tyèba avaient enlevé le cheval préféré de Kémé-Bréma et celui-ci voulait absolument le reprendre. Un homme de Tyèba monté sur ce couraier, venait chaque jour défier le sanyé de Faraba. L'Almami aurait conseillé la prudence à son frère, lui offrant en échange l'une de ses montures personnelles. « Ne perds pas ta vie pour un cheval. » - « Je ne puis supporter cela : l'infidèle ne le montera pas ». Le jour suivant, Kémé-Bréma sortit de son sanyé mais, à son approche, le provocateur rentra dans la ville. Emporté par la colère, le frère de Samori s'avança jusqu'à une porte où il fut tué sur place d'un coup de feu. Manigbè-Mori, qui s'était porté à son secours fut blessé légèrement et pris. Tyèba offrit aussitôt de le relâcher si Samori quittait le pays. Selon la version que nous suivons, l'Almami aurait accepté, mais son frère aurait refusé : « Je veux mourir pour que tu prennes la ville ». Selon d'autres, Samori refuse parce qu'il n'aimait pas son frère [1]. L'accord est général sur la mort de Kémé-Bréma au combat, seul Manigbè-Mori ayant été pris vivant. La scène grand-guignolesque où Péroz nous peint Tyèba faisant déchiqueter les frères de Samori durant toute une journée, paraît n'être qu'un artifice littéraire (PEROZ, 1895, p. 124).

La date de la prise de Manigbè-Mori est facile à préciser. Festing n'en parle pas, elle est donc postérieure à son départ, le 4 juillet. Le messager qui portait aux Français la lettre de Tyèba, datée du 3 juillet fut rejoint par la nouvelle le 7 à Fama. L'affaire est donc à situer le 4 ou le 5 de ce mois.

Les têtes momifiées et décorées de Kémé-Bréma, Manigbè-Mori et Långamâ-Fali seront offertes par Tyèba à Archinard en décembre 1890. Sur le sort de ces sinistres trophées, cf. MENIAUD, 1932, I, p. 447.

Alfa-Umaru Turé, de Sidikila, l'ancien lieutenant de Masarâ-Mamadi, avait été pris et tué en compagnie de Manigbè-Mori [46].

(76) Le 7 juin, Festing écrit à propos du Kabasarena, « Samori vient de lui demander de l'aide contre Kéba, pour terminer la guerre. Il est en route ». Comme Samori faisait de l'arrivée de son gendre un préalable à la signature du traité, Festing crut qu'il s'agissait d'un faux prétexte. La tradition orale montre qu'il n'en était rien.

(77) Le bruit courut même à Héérémakono que Sininkoro du Sankaran avait été enlevé par les révoltés. La nouvelle était prématurée, mais Sidi-Baba, en évacuant Mafindi-Kabaya, y avait établi son quartier général. Il y sera encore le 17 août puisqu'il donnera au sergent Caitell un emplacement pour enterrer Festing (ci-dessous, 4^{me} Partie, chapitre I).

(78) Le chef Dyogo, qui allait enlever Tirankè, était venu visiter le capitaine à Siguiri le 30 juillet. « Je l'ai encouragé vivement à attaquer les colonnes de Samori » écrit celui-ci (Dakar, 7 G 41).

(79) Un Samorien assez notable, Kamélén-Kôñ (« chef des jeunes gens », nom de captif) fut tué dans cette affaire [500, 505].

(80) Le R. P. Hébert a recueilli de la bouche d'une vieille griotte dyuïa un long chant sur l'entrevue des deux souverains. Tyèba aurait appris d'un marabout qu'il ne survivrait pas à Samori, alors que ses généraux voulaient tuer celui-ci en profitant des circonstances favorables. Il aurait alors rencontré son ennemi en secret pour organiser le retrait des assiégeants, qui décampèrent discrètement en profitant d'une grande fête de trois jours ordonnée par le Faama.

(81) Selon la tradition, Samori quitte Sikasso deux jours après l'échec de Kapala. Selon [5] il aurait, pour sauver la face, invité Tyèba à le suivre à Bisândugu afin de vider leur querelle.

(82) Manigbè-Mamadi fait désormais figure de favori et a inspiré la tradition orale. Selon [5], Samori, durant le siège avait souffert d'un « rhume cérébral ». (Festing confirme qu'au début de mai, il avait la fièvre et se trouvait assez mal). Sa femme, Kariata, manifesta tout haut le regret de ne pas être à Bisândugu où poussait dans son jardin du *da* (= *Hibiscus saboaria*) remède efficace. Or un jardin de Tyèba, dans le bas-fond, au sud du Dyôfuru, contenait du *da*. Managbè-Mamadi qui avait entendu Kariata, prit l'initiative d'aller récolter le *da* sous le feu de Sikasso. Il fallut repousser une sortie et la bataille de l'« oseille » (Da-Kèlè) fut particulièrement sanglante. Samori se serait montré fort sensible au zèle de son fils.

(83) En dehors de son fils Masé-Mamadi et de ses frères Kémé-Bréma et Manigbè-Mori, Samori avait perdu un cousin, Gbèrè-Mamadi Turé, fils de Musa, frère cadet de Lafiya. Un parent éloigné, Alfa-Umaru Turé, de Sidikila, avait également succombé.

Parmi les principaux chefs, tués en dehors de Långamâ-Fali et de Folonka-Mudu, signalons Torô-Kalifa, Maninyâ Mori, Uriyagbè, Saragbè-Musa et Sarênki-Musa.

L'un des vieux compagnons de Dyala, Kulako-Tumâ, fut seulement blessé mais il allait demeurer infirme jusqu'à la mort [170].

On ne peut se fier par contre aux lettres adressées par Tyèba aux Français, car elles sont pleines de vantardises. Dans l'une d'elles, traduite en décembre 1888, il affirma avoir tué les deux frères utérins de Kémé-Bréma, Kémé-Lāsana et Kémé-Amara ainsi que Fodéba-Musa et Bafiña-Kondé. Cela est faux. Tous ces hommes avaient encore de longues carrières devant eux.

Quant au total des pertes de Samori, Quiquandon l'estime à 7 ou 8.000, mais nous ne pouvons avoir aucune certitude à ce sujet. Selon le même auteur, Tyèba n'aurait perdu que 5.000 hommes.

Pour Binger, Samori aurait perdu 10.000 hommes, chiffre surprenant étant donné qu'il insiste par ailleurs sur la faiblesse des effectifs dont disposait son hôte.

Il serait d'ailleurs équitable de ne pas oublier les porteurs qui périrent en grand nombre de faim et de misère sur la route des étapes.

(84) Au sud du Nôôlu, cette frontière était fermée par le Nafana des Dyararuba. Mais une trêve de fait régnait de ce côté depuis l'époque de Muktar, et Amadu n'avait apparemment aucun désir de la violer.

(85) Le Nôôlu est divisé en quatre *lar*, le Sêwala, le Gbona, ou Nôôlu proprement dit (Ségélo, Kokuñ, Madinani), le Zonorôla (Losigé) et le Gbânté'èla (Gbogaa) à l'extrême sud.

Dans le Sêwala où se mêlent des lignées d'origine senufo et bambara, la langue senufo paraît s'être éteinte depuis le XVIII^e siècle et la population renie cette origine. Nous la considérerons donc comme bambara, la langue qu'elle parle étant assez proche des dialectes du sud de Bougouni (Sibirila).

Dans le reste du Nôôlu, la langue senufo est actuellement en régression marquée au profit du malinké d'Odienné, mais elle était universellement parlée au début du XX^e siècle, et la population garde conscience d'être senufo (sauf les islamisés qui se disent aussitôt « dyula ») [415 à 423].

Sur le plan linguistique, le senufo occidental, difficilement compréhensible aux usagers des autres dialectes, se caractérise par un affaiblissement du système des classes nominales et une invasion de mots malinké.

(86) La région est en effet aituée entre les deux axes commerciaux d'Odienné à Touba et de Tèngrèla à Séguéla (ou Mankono). Les noyaux musulmans sont très rares à l'est de Tyémé. On peut citer Madinani, qui n'est pas antérieur au début du XIX^e siècle, à la limite orientale du Gbona et qui servait d'étapes entre Odienné et Kolya, ainsi que Tora, dans le Zonchola. Ces deux villages forment une bretelle en direction du Byèlu et de Mankono. Plus à l'est, on trouve Gbônyèlé dans le Gbato occidental, qui fut au début du XVIII^e siècle le noyau d'un Etat militaire, ébauche avortée d'une hégémonie dyula, puis Gbamnaso, mais ici on est déjà dans le Byèlu [618].

En direction de Séguéla, les premières implantations musulmanes sont à Madyi et à Kani, puis à Syana (Asolo).

(87) La langue syénar est de nos jours en régression marquée dans le Ngalakadugu (Morôndo), qui couvre le nord de l'arrière subdivision de Séguéla. En 1934, ce pays a été arbitrairement regroupé par les autorités coloniales avec les Malinké du Kaladyândugu et du Kéléghola pour former un « canton senufo ».

(88) Les Turé d'Odienné faisaient usage, autant que Samori, d'agents politiques et d'espions. C'est ainsi qu'à Kani, on nous dit qu'un Kamara du Gbè, Gbèdugumase, était venu espionner pour le compte d'Amadu pendant l'année qui précéda la guerre [580].

(89) Silatigi-Kuru = cote 848 [A.O.F. - Boundyali] [373]. Le Sêwala et Gbona envoyèrent également des renforts au Tudugu [415 à 418].

(90) Il vint par le Torô (Koro-Ulé) et Bogodugu (alors en ruines, Tudugu). Les gens de Zégétyèla, dans le Sêwala, avaient formé une colonne pour l'arrêter, mais il les évita en faisant un détour par Wolo (disparu, ancien hameau du Tudugu à mi-chemin de Zégétyèla et de Bèblala) [373, 390, 417, 418].

(91) Tout le monde ne fut pas pris. Beaucoup de gens s'enfuirent et trouverent asile, pour peu de temps, dans le Sêwala. Tyëndara Sangarè se réfugia à Ngmanyani, entre Kadyaso et Kafingè. Il fera sa soumission à la chute de Ségélo et sera autorisé par Amadu à reconstruire Korumba avant l'hivernage de 1887 [373, 374].

Un autre notable, Tyègbè Sangarè, s'était réfugié à la frontière du Nyéné, à Ndalakuru, entre Tyomolomô (Fuladugu) et Zanəso [cote 611 in *A.O.F.-Boundyali*]. Il rentrera avec Tyëndara [374].

(92) Par prudence, cependant, il ne réoccupa pas son village, mais demeura sur le Katogokuru où il s'était retranché en 1884, à l'approche de Séku-Māmbi. Il n'en descendra qu'à l'arrivée des Français en 1898. Jusqu'à l'arrivée de Tyèba, en 1891, il paiera cependant tribut à Odienné [375].

(93) Son chef, Doonyè Fofana, s'enfuit à Morōndo. Il se soumit en compagnie de Papyo et reconstruira son village en 1887 [374].

(94) Son chef, Domyè Kəwo (= Koné) se réfugia à Kolya du Nyéné où il était encore lors du passage de Fo Traorè en 1891. Domyè mourra en exil, mais son fils, Kundri, reconstruira le village avant l'arrivée de Samori en 1894 [421].

(95) Il avait envoyé à Doni-Tana Koné, chef de Ngoloblaso, l'ordre de livrer les réfugiés de Korumba et de se soumettre. Doni-Tana refusa et prépara la résistance en évacuant les femmes et les enfants sur Syānsoba, Kokufi et Sokuraba [418].

(96) Cette fois encore la colonne marcha par le Torō, et les ruines de Manadugu (Tudugu), Doni-Tana se réfugia à Kèbiko, situé 5 km. à l'ouest de Gapyé, alors en ruines, et il y mourut peu après. Son successeur Numutyè se retrancha plus à l'est sur la montagne de Dakélé, qui appartient aux Sénufu du Nyodugu (Gbāndo). Il se rallia à Tyèba en 1891 mais n'osera pas reconstruire Ngōlobleso : il se retranchera non loin de là, sur le mont Wuruwuru [418].

Pendant ces cinq années, le Səwala restera entièrement désert. Zyègètyèla et Karaso avaient été évacués. Fatibè Koné, de Karaso mourra en exil à Fāndaso (Zonoŋola oriental). Son fils Amoro, à l'approche de Tyākumā, rejoindra Numutyè à Dakélé. En 1891, il reviendra dans le Səwala et se retranchera sur le Timbogo-Kuru [417].

(97) Cette date ne peut être fixée qu'approximativement. Ségélo tomba au début de l'hivernage de 1887 (juillet?) et trois mois s'étaient écoulés entre la première et la troisième attaque. Auparavant, les opérations de Kokufi ont dû occuper quelques semaines.

(98) Les Koné de Dyèngèlè résistèrent. Les survivants rejoignirent Ségélo. Dofunō Zyao (= Fani), chef de Sānkāŋ s'enfuit sur le Gbozufō [*A.O.F.-Odienné*], proche de Sənèba (Fuladugu). Il se soumit dès la chute de Ségélo [420].

(99) Tyèzā et Danyèné furent épargnés et gardèrent leurs commandements sous le contrôle des Turā [416].

Losifè [Lossingué in *A.O.F.-Odienné*] est à plus de cinq cents mètres d'altitude, sur un plateau aux versants abrupts où le Baoro (affluent du Bagoé) prend sa source [423].

Sédyō est, dans le Nōŋlu, l'équivalent sénufu de Dumbya.

(100) Amadu plaça un dugukuŋnasigi, Moŋyaŋyā, pour surveiller Danyèné et leva un important contingent qui lui assura la fidélité durable du Zonoŋola. Celui-ci ne fera défection, à son corps défendant, qu'à l'arrivée des gens du Kénédugu, en 1891 [423].

(101) Le Nord du Gbona se soumit aussitôt, particulièrement Sokuraba et le village musulman de Madinani, dont le chef était alors Moriswarè Komara [419].

(102) Dans le Zonoŋola, le village à demi-musulman de Tyora (Koné et Fofana) se soumit. Il servira désormais d'étapes vers l'Est aux commerçants. Il fallut par contre casser Nyamaso (Koné) et Tyèbè (Zyao = Fani, aujourd'hui ruiné, sur la rivière Zumō, entre Tora et Bya [*A.O.F.-Boundyali*] [423].

Plus au sud, les Samoriens envahirent le Gbèntècèla où ils cassèrent Sirèba et Gbōngatā, résidence du chef principal. Ce dernier, Mōbara Bagayogo, s'enfuit avec tout son monde et se retrancha à Dotu, dans la zone déserte qui séparait son pays du Kaladyāndugu (Dotu est à une quinzaine de kilomètres au nord de Ségèdyā, sur la piste de Karabiri [*A.O.F.-Touba*]). Il rentrera à la fin de 1888 pour repartir en 1892, à l'approche des Samoriens [422].

Enfin, vers le Nord, les gens d'Amadu s'en prirent au Famaā (ou Nyodugu, rattaché par les Français au Ténéuré). Ils cassèrent son principal village, Gbādo, dont le chef, Yityānana Zyao se réfugia à Kolya (Nyéné). En revanche, ils échouèrent contre les réfugiés du Səwala, retranchés sur la montagne Dakélé. Les assaillants étaient venus par Mafyāns et Dyororī (Zonoŋola) [551].

(103) Ségélo était situé sur les flancs du pic Kami qui culmine à 706 mètres. Le village était entouré par des à-pics vertigineux. Le vieux site qui est encore indiqué in [A.O.F.-Odienné] a été abandonné en 1950 et le village actuel (sous-préfecture de la République de Côte d'Ivoire) se trouve cinq kilomètres plus à l'est, en plaine, près du gué de Sāngwa [415].

(104) Au moment de l'assaut, Tyèdyugu aurait mis le feu au village. Les défenseurs, croyant l'ennemi dans la place, quittèrent leurs postes, ce qui permit aux Samoriens d'escalader les falaises [415].

(105) Outre le Zono'ola, Madinani, Kokūñ et les villages du nord resteront fidèles aux Turè jusqu'à l'arrivée des sofas du Kénédugu en 1891 [416, 419].

(106) Tyékumā (ou Soronakumā) Koné était originaire de Tindirima (Gwëntè'èla). Après avoir fait ses premières armes sous Muktar, il avait soutenu Amadu durant la révolte des premières années. Le nouveau Faama en avait fait son principal lieutenant, au grand dépit des autres Turè.

Tyè-Kumā comme Tyè-Dyugu signifie « méchant homme ». Ces noms font partie de l'arsenal de termes dépréciatifs que l'on choisit après plusieurs décès de nouveaux-nés. Ce célèbre chef de colonne avait perdu une jambe en combattant sous Muktar et marchait sur un pilon [390].

(107) La principale soumission fut celle de Zā Zyao (= Fani), chef de Faligaha (Farāndugu) qui fournit un contingent aux envahisseurs.

Nyakpèlè-Zā se réfugia d'abord à Tundo (ruine, 3 kilomètres au sud de Dyogo) puis, quand les sofas marchèrent sur le Ténéuré, à Kolya (Nyéné). Il reviendra en 1888, dès qu'Amadu batta en retraite [552, 553].

(108) Le chef de Gbèu, Odyèñwè-Zyè Foo (= Fofana) s'était replié sur Boundiali (sén. = Pifityali), tandis que celui de No'ólara, Lotyèbèlèné Sityonō (= Konaté) parvenait à fuir avec ses hommes.

A Boundiali s'étaient regroupés non seulement tout le Ténéuré, mais une fraction des gens de Kafyané, de Kolya (Nyéné) et de Gana (Gbato).

Le chef du Ténéuré, Zinyèné Zyo (= Koné), alors très âgé, laissait son neveu Lèkpò'òrò Nyèò (= Bamba) diriger le pays [574 à 550].

(109) Il ne semble pas qu'il ait subi une défaite grave. Lèkpò'òrò lui avait coupé la retraite par un mouvement tournant sur le marigot Sa'ula (10 kilomètres sud-ouest de No'ólara), mais il ne put l'empêcher de passer. Les Sénoufo poursuivirent pendant les Dyula jusqu'à Tyo'ò (Dyogo), Kanyéné demeurant insoumis [547].

(110) Katyali (nord) avait été détruit vers 1883 par les gens de Bēngé alliés à Gana, et ses habitants demeurèrent depuis à Kporozo (Gbatoso). Le chef de Wèzomò, Warapyè Kèwo, avait récemment combattu le Zono et refusa de l'aider. Tout le reste du Gbato résista, mais en ordre dispersé [555, 556].

Le chef de Nyapligé (Niēmpurgé), Osiné Fōo (= Fofana), s'enfuit après une courte résistance jusqu'à Yèrèkyèlè, et se soumit avec ce village [558].

A Sisèné (= Sisédugu), le chef Tyosona Kèwo (= Koné) résista une journée entière puis alla se cacher dans la galerie forestière du Bu (d'abord à Séfrédyo, cinq kilomètres à l'est de Dylgbwè, puis à Zāñwo, 10 kilomètres au sud de Zānga). Il rentrera après la mort de Tyékumā, sans s'être soumis.

(111) L'avant-garde s'étant présentée devant le tata fut repoussée avec pertes par le tir précis des chasseurs. Cependant, dès le lendemain, Gbato s'enfuit à Sityoka'a. Il avait récemment soutenu une guerre contre le Ngakadugu, et comme celui-ci accueillit les sofas, on l'accusa de les avoir appelés [615].

(112) Les sofas brûlèrent au passage l'antique village de Tyèbè (Djembè), le plus ancien du Gbato. La colonne marcha au sud par Daragbè (Darāngbwé) dont le chef, Dòpilimè Sòlo (= Bagayogo), se retira sans résister à Sityoka'a. Les sofas poussèrent jusqu'à Zalika'a (Dyaradugu) [614, 617, 618].

(113) Le chef dyula de Gbèni-Yirè (en sénoufo = Gbōndyèlè), Tyékumba Kanaatè, s'était enfuit à Gbamnaso et se rallia avec ce village. On signale également le ralliement de Korotu, de Bangogo, et des Fula de Wayirè, qui parlent sénoufo comme ceux de Fōru. Karamogho Kōtunō (= Koné), chef de Lōkōlō, voulut résister mais son village fut aussitôt détruit, et il dut se réfugier à Sityoka'a [617 à 619].

(114) Le chef de Kporozo (= Gbatoso en dyula), Yirègè Kèwo (= Koné), s'enfuit de nuit à Sityoka^a après avoir résisté une journée entière [620].

(115) Le sanyé de Tuba se trouvait à 5 km. à l'est de Gbamneso dans la forêt épaisse qui sépare les rivières Tyèbulukā et Lōfinè. [A.O.F.-Mankono]. 2 km. au nord de Fila-Fareba [618].

(116) L'actuel Nigbi oriental s'appelait Byèlu avant la fondation de Faraba et appartenait à des Dyomāndé venus avec Gbèni-Yirè au début du XVIII^e siècle. Il savaient refoulé les autochtones, des Sénufu méridionaux parlant sans doute un dialecte de type Tagwana. Des Dao et des vieux Bāmba les avaient rejoints. Faraba s'imposa ensuite après une longue lutte contre Tamāfru — jusqu'au jour où Saghala prit de l'importance et réclama l'aide de Hèdi-Mori.

On notera que le dispositif politique qui jouera de 1891 à 1893 était déjà en place. Saghala, le Koro animiste, et Toulé étaient prédestinés à former le parti anti-samorien, auquel le capitaine Ménard viendra malencontreusement se joindre.

Kadlo, chef de Lalogo, qui appartenait à une lignée des vieux Bāmba du Byèlu et représentait l'autorité coutumière, se soumit à Tyèkumā, reçut un dugukuñnasi et fournit un contingent.

Les néo-Bāmba de Faraba pensèrent certainement que les Turè leur permettraient d'en finir avec Saghala, ce qui explique le ralliement enthousiaste de leur chef, Masèmo [622 à 628].

(117) Les Tagwana de Nakaraga répondirent à son appel, sous les ordres de Totyè Fōfana, ainsi que les Malinké de Tabakoro, commandés par Maaagbèrè Fofana. Kaniŋga Tyōtè de Kanyéné envoya également un contingent ainsi que Dyo Tyènè de Dāndugu. Bien entendu, les musulmans, dont le plus notable était Tyèmogho Laghafiya Kamaghaté, chef de Bwāndugu, restèrent neutres [642 à 653].

(118) En partant de Lalogo, Tyèkumā avait formé deux colonnes qui s'employèrent à mobiliser les jeunes gens et déporter les notables suspects de tiédeur. La colonne de gauche arrêta Kasa Dyomāndé, le chef de Kaā Sokura, qui mourra déporté à Odienné. Elle passa par Tamāfru et fit sa jonction à Kafigè avec Tyèkumā.

Celui-ci avait gagné Faraba par Lèsumaso. Le ralliement de Kafigè fut assuré par Sulèmani Dyabi, chef d'une lignée venue de Samatigila un siècle auparavant. Badyo Dao prit le commandement des guerriers du village, qui se joignirent aux conquérants.

Les Sénufu de Sōnōzo (= village des Fodōmbélé, Sōnō en dyula) furent beaucoup plus froids. Ils dépendaient cependant de Faraba et n'étaient pas en état de résister, mais leur chef, Dédylé Bāmba, renvoya l'adversaire, massé à Misidugu, chez le chef Nèssè Konaté. Dès leur entrée à Sōnōzo, les sofas avaient placé des branches feuillues, selon l'usage, sur les cases qu'ils se réservaient et que les habitants devaient évacuer aussitôt [623, 626, 628].

(119) La date de l'attaque fut signalée par des femmes qui se rendirent au village la tête rasée et couverte de plumes d'oiseau [651].

Selon certaines traditions, le séjour de Tyèkumā à Sōnōzo aurait duré un mois [628]. Comme il faut coordonner cette affaire avec la révolte du Ngalakadugu, je le situerai volontiers vers janvier 1888.

(120) Initialement, les gens de Mbètro s'étaient installés à Namaratyèzo (km. 10 sur la route Giboroso-Gbèmbāzo), tandis que ceux de Moyako et Sèvédyā (= Séguédian), s'installaient à Wèndu (sur la rivière Luna, à 3 kilomètres au nord de Morlyédugu, sur la limite du Kéléghola).

Cette position étant plus forte, la défense s'y concentra et Namara-Tyèzo, simple hameau de culture, sera évacué à l'approche d'Amadu. Danawè Dyomāndé, chef de Sèvédyā, secondait Dèngbè-Dyōñè dans cette défense [565 à 568].

(121) La colonne passa comme l'année précédente par Sirèba et Gbōngaha. Mobarā Bagayogo se maintint à Dotu. Pendant toute la campagne, il allait harceler les convois des Turè, entre Tora et Morōndo [422].

A Notu, Kasaro Sōo (= Koné) opposa une résistance sérieuse. Il est remarquable que ce village soit resté de nos jours purement sénufu alors que Morōndo où Papyo Sōo (= Koné) se rallia de bon gré, s'est largement « dyulatisé » de langue et de mœurs. Ceci peut expliquer la divergence de ces attitudes [570, 571].

(122) Amadu aurait acheté un certain Dyagbamba Dyomandé, du quartier (lignée) Naviala. Pendant que les assaillants tiraient et faisaient du bruit vers la porte principale, qui donnait sur la route de Madyi, Dyagbamba livrait la porte de l'Ouest, vers Mbètro. Il fut nommé chef du Kaladyandugu par Amadu, mais sera tué avec Fadyumba.

Giboroso fut rebaptisé « Odyènè-Syèni » - « Défi d'Odienné » [566].

(123) Le chef du Kéléghola, Nombo Koné avait mobilisé ses gens, regroupés en trois points fortifiés : le vieux tata de Tètè, Swaso et Morityédugu. Aucun ne fut attaqué, mais ils pouvaient secourir à tout instant Wèndu à quelques kilomètres de là [569].

L'aide du Wataradugu vint surtout de Vakumba Sanogo, chef de Gbémazò, qui hébergeait des réfugiés Dyomandé à Karagba. Son attention fut cependant distraite par l'intervention d'Amadu à Kato [577].

(124) La tradition parle de quatre mois et la prise de Giboroso peut être placée vers décembre 1887. Tout ceci est approximatif, le seul point sûr est que ces événements ont eu lieu durant le siège de Baféléto. Les gens de Madyi s'installèrent à Samatigila d'où ils ne rentreront qu'en 1902 [567].

(125) Bèrèkoro Bamba, chef de Soba, aurait à plusieurs reprises dépouillé des dyula du Kabaserana du sal qu'ils transportaient. « Allez donc vous plaindre à Vakaba ». Korobla serait intervenu en vain pour le ramener à plus de modération.

Cependant, Bèrèkoro, capturé par Vakaba, ne fut pas exécuté. Il sera enrôlé avec ses gens, deviendra bologiti et poursuivra Samori jusqu'en 1898 [580].

(126) Korobla Bagayogo commandait les autochtones senufo, qui parlaient un dialecte Tagwana et ont gardé le pouvoir jusqu'à nos jours. Les neuf dixièmes des habitants du Fanyè-Nigbi chez qui dominent les clans Bamba et Dyomandé, se réclament cependant de lignées malinké, venues assez récemment [580].

(127) Le Nafana-Ni est peuplé de Koné venus de la région d'Odienné au XVIII^e siècle. Il est devenu célèbre à l'ère coloniale par les mines de diamant de Dyarabale et a connu de 1958 à 1962 un extraordinaire bouleversement social avec l'invasion de plus de cinquante mille prospecteurs clandestins, venus de tous les coins du Soudan occidental [584 à 596].

Mèdyombo Doso, chef du Sèla (Nāndala) fit également sa soumission, ainsi que les musulmans de Syana (Asolo) [587, 589].

(128) Cette démarche fut faite conjointement au nom de Vāli, pour les Fofana, de Yōmba pour les Karemogho et de Dyōnkroni pour les Doso. Ces trois clans s'équilibraient au sein de la république musulmane de Mankono et Vāli n'avait qu'une prééminence morale [629 à 634].

Toulé est situé à 1 km. au nord de Mankono. Le bas-fond qui sépare les deux villages est actuellement occupé par la Résidence et les quartiers administratifs [635, 636].

(129) Ueua (= Usugula) qui soutenait pourtant Vatulé, ne bougea pas. Celui-ci se réfugia à Masala, dans le Mbèbela, à mi-chemin de Séguéla. Il reviendra quelques mois plus tard et imposera une lourde amende aux gens de Mankono [610, 631].

(130) Baféléto [Bafèto in A.O.F.-Mankono] se trouve 30 kilomètres au sud-est de Morōndo, dans la région peu peuplée qui avoisine le Kowa (cours supérieur du Marawé - Bandama Rouge) [571].

Le chef de Kato, Nyadzya-Bōmbo Doso s'enfuit à Kangana [572].

(131) Makono [Mankono in A.O.F.-Mankono] est à cinq kilomètres du sud de Kato. Moytyè est la contraction dialectale de Morityè (« musulman ») [576].

En dehors du Wataradugu, dépendance directe de Moytyè, les principaux contingents furent fournis par Mèso-Ulè Dyomandé, chef de Worōfia (« deux kolatiers »), Mèswi Fofana, de Gbètogo, hôte de Vakuru et surtout Venyō Bamba de Gbèma. Ces trois villages sont dans le Konyu-Nigbi ou Nigbi occidental [573 à 576].

(132) Il y avait sept sanyé, du Nord au Sud.

Vers le milieu, sur la piste de Morōndo, est le hameau de culture de Musokoroniso (« village de la petite vieille »). C'est là que Samori, que suivaient alors beaucoup de gens d'Odienné, s'installera pour le siège de 1893 [570, 571].

(133) La date de la révolte de Papyo est évidemment incertaine. Seule la retraite d'Amadu peut être fixée approximativement à la fin de juillet ou au début d'août 1888. On nous dit qu'il aurait séjourné au total 9 mois dans le Ngalakadugu, ce qui place son arrivée en novembre 1887, date acceptable. Le siège lui-même aurait duré 4 ou 7 mois, selon les traditions [571, 390]. 7 étant un nombre rituel, acceptons le premier chiffre, qui nous fait remonter à mars-avril 1888. En ce cas, il est possible que la mort de Lāngamā-Fali ne soit pas étrangère à la révolte : les nouvelles vont vite en Afrique.

(134) Ce marigot se trouve au kilomètre 2 sur la route Sityoke'a (Linguedougou), Mānkono. Le cheval de Tyè-kumā fut tué et sa jambe de bois l'empêcha de s'enfuir. Son principal lieutenant, Wara-Ba, fut tué avec lui [621, 390].

(135) Festing en parle dès le début de juin, mais nous ignorons à quelle date exacte cet ordre fut envoyé. Les avant-gardes d'Amadu arrivaient seulement à Kimbirila (Bodugu) quand elles apprirent que le siège de Sikasso était levé (fin août) [390]. Il paraît donc vraisemblable qu'Amadu quitta Baféléto en fin juillet ou début d'août.

(136) L'appel de Samori permit à Amadu de rentrer avant que la révolte du Konyā ne s'étende à ses domaines. La sécession du Barala, du Gwanāngala et du Sinko, qui aura lieu vraisemblablement en septembre, aurait fait peser une menace directe sur Odienné, si la colonne avait été encore dans le Worodugu (ci-dessous, 4^{me} Partie, Chapitre I).

(137) Il faudrait y ajouter le Sēwala, mais celui-ci allait rester désert jusqu'en 1891 [417, 418].

(138) Le nouveau chef, Madyadē Bāmba, releva Faraba vers 1890 [622].

III^{me} PARTIE

LES INSTITUTIONS DE L'EMPIRE

L'ETUDE de la révolution dyula nous a menés jusqu'à l'époque où la construction politique qui en était issue connaissait son apogée bien que la menace de l'impérialisme européen pesât déjà sur elle.

Au moment où une crise majeure s'ouvrait à Sikasso, le conquérant se trouvait déjà engagé dans le dernier tiers de sa carrière et, sous la pression des Français, son action allait changer de nature pendant ses dernières années.

Il paraît donc nécessaire de faire ici le point en dressant le bilan des transformations imposées par notre héros au monde malinké en réponse à la crise profonde qui avait permis son entrée en scène. Nous allons ainsi étudier l'organisation de cette vaste hégémonie dont l'existence était à elle seule une révolution, en regard du morcellement qui régnait traditionnellement dans cette région. J'emploie systématiquement le nom d'Empire pour la désigner. Cette vaste construction politique coiffait en effet de moindres unités dont certaines, comme le Kabasarana, étaient encore assez importants pour mériter le nom de royaume. Ce terme est encore plus justifié si l'on considère l'esprit qui l'animait, car elle visait ouvertement à l'établissement d'un nouvel ordre temporel et n'acceptait d'autres limites dans l'espace que celles de l'aire culturelle où elle avait germé.

Comme nous avons déjà décrit la société traditionnelle malinké, il convient de chercher ici quels sont les principes qu'a invoqués notre héros pour subvertir ou plutôt dépasser l'ordre ancien. Nous verrons ensuite sous quelles formes il les a appliqués, puis nous scruterons minutieusement l'instrument militaire qu'il a employé pour les imposer et qui a fini par devenir largement une fin en soi.

Les structures ne s'accroissent guère, il est vrai, des cadres temporels rigides auxquels on ne permet de plier les événements. Il est donc impossible de décrire la mise en place des institutions samoriennes et de les cliquer en cette année 1888 où nous a mené le récit. L'Empire, qui portait alors le masque de la théocratie, avait sans doute atteint son plus haut degré de complexité et de perfection, mais la courbe de son destin allait bientôt être brisée et nous ignorons comment il eût évolué dans une autre conjoncture. Il n'est pas moins évident que les forces qui assuraient sa cohésion allaient jouer jusqu'au jour de sa destruction pure et simple sous les coups des Français.

Il est donc nécessaire de décrire d'une seule haleine l'évolution des institutions. Ceci va nous amener, dans les prochains chapitres, à nous étendre jusqu'à la fin de cette histoire sans attendre d'en faire le récit. Une exception sera faite cependant pour l'étude des commandements territoriaux, dont nous excluons pour l'instant les gouvernements de l'Est, car ceux-ci ne prendront corps qu'après 1894, dans un nouveau cadre géographique.

C'est surtout dans le domaine militaire qu'il convient de respecter cette continuité. Les institutions de cet ordre modelaient en effet tout l'Empire et elles présentaient une grande originalité, si l'on considère que leur évolution s'est accélérée après 1887 et qu'elles ont atteint leur apogée au moment où les autres structures étaient déjà en décadence. Leur étude est donc une introduction nécessaire aux événements des dix dernières années, car le facteur militaire pèsera alors d'un poids particulier en raison de la pression de l'impérialisme qui effacera toute autre considération.

CHAPITRE I

DU MURITIGI A L'ALMAMI : UN POUVOIR EN QUÊTE D'UN PRINCIPE

LES Français, ennemis intimes de l'Almami, n'ont jamais pris au sérieux ses convictions religieuses alors qu'ils dénonçaient sans cesse le fanatisme des Toucouleurs et de leur « faux prophète » El Hadj Omar. L'héroïsme des Samoriens a été attribué à leur amour pour leur maître, ou à la crainte que celui-ci leur inspirait, mais nullement à la fièvre de l'Islam.

Le fait n'est pas surprenant puisque la révolution dyula ne découlait pas, on l'a vu, de prémices religieuses. L'Empire qui en est issu n'a porté les couleurs de l'Islam que pendant moins de cinq ans et son effort pour se transformer en théocratie n'a pas vu la fin de sa troisième année. Ce n'est donc qu'un bref intermède dans une histoire qui s'étend sur près de quatre décennies. Quand les institutions samoriennes paraîtront se stabiliser, après la crise de 1888, elles prendront l'aspect d'une hégémonie dont l'esprit pourrait être défini comme laïc.

Il est pourtant impossible de les étudier sans donner une large place à l'Islam auquel Samori était revenu tout jeune et dont le rôle a quand même grandi en même temps que sa puissance. Les réactions violentes qui allaient lui faire abandonner l'aventure théocratique après 1888 nous portent à juger celle-ci comme une impasse ou du moins une erreur. Nous ne devons pourtant pas oublier que Samori y a vu un instant le couronnement de son œuvre et que rien ne prouve qu'il y eût aisément renoncé en d'autres circonstances.

La religion n'était certes pas son point de départ, mais il a voulu l'utiliser comme un liant au moment où il cherchait à stabiliser son pouvoir. Pour assurer la pérennité de l'hégémonie sans racines qu'il construisait à l'encontre de toute tradition, il désirait la justifier par un principe d'ordre supérieur. Il est naturel qu'il ait espéré le trouver dans la religion prestigieuse qui l'avait libéré des servitudes familiales. L'homme était d'esprit trop empirique pour s'accrocher à une doctrine quand les faits lui donnaient tort, mais son destin s'en était trouvé modifié. Seul l'impact de l'impérialisme a eu une plus grande incidence sur l'équilibre interne de l'Empire. Les titres successifs que notre héros a choisis, au fil des crises qu'il traversait, indiquent d'ailleurs clairement à chaque étape l'idée qu'il se faisait de son pouvoir et les justifications qu'il souhaitait lui donner.

Un défenseur des païens. — N'oublions jamais que le musulman Samori a commencé sa carrière personnelle en soulevant ses compatriotes païens contre un conquérant musulman qui se réclamait justement de la guerre sainte (*dyaadi*).

Il est vrai que la petite bande de Dyala rassemblait surtout, en dehors de quelques parents et amis, des dyula et des gens de castes (*nyamakala*) qui se réclamaient généralement de l'Islam. Tous les déracinés du monde manding ralliaient naturellement cette religion universaliste, mais

ce n'est pas à ce titre que des partisans avaient rejoint le jeune aventurier. On peut être certain qu'en les accueillant, ce dernier s'enquêrait de leur courage et de leur habileté, mais non de leur profession de foi.

On a vu que le chef de bande se fit bientôt chef de guerre (*kèlètigi*), mais qu'il n'atteignit ce niveau qu'en mettant ses talents militaires au service de ses « oncles » Kamara, les maîtres animistes du Konyā. Il gagna leur confiance en promettant de les défendre contre l'impérialisme des Sisé et c'est en retour qu'il reçut d'eux la première troupe sérieuse qu'il ait jamais commandée. Jusque-là, sa religion n'était donc qu'une affaire personnelle, sans incidence politique, et les jeunes Kamara qui venaient gonfler ses rangs étaient notoirement étrangers à l'Islam.

Il faut garder à l'esprit que Samori, à ce moment, n'avait toujours rien d'un chef d'Etat. Il était un *kèlètigi*, un de ces « maîtres de la guerre » que les grandes familles du Konyā avaient employés plus d'une fois. Il n'appréciait d'ailleurs pas ce titre, puisqu'il employait celui, moins commun, de *Murutigi* ou « maître du sabre » qui prouve qu'il se situait sur le plan de la force, et non celui du droit. Il ne songea jamais à réclamer le nom glorieux de Māsa, illustré jadis par les Empereurs du Mali. Des chefs fort négligeables le portaient de son temps dans le Konyā, mais ils incarnaient tous les lignées vénérables qui avaient dirigé trois siècles plus tôt la migrationmalinké, et Samori ne pouvait prétendre à une telle légitimité.

La puissance du conquérant allait devenir considérable avant qu'il n'arrivât à purger ce vice originel. Il demeurait en théorie l'agent de ses faibles oncles, qui consentaient à lui prêter les hommes et la terre dont il avait besoin. Jamais, il ne rompra avec eux. C'est pour fuir Séré-Bréma et non pour s'écarter d'eux qu'il se retira en forêt en 1867.

Un conquérant. — A son retour, ayant réussi à expulser les gens des Sisé, il crut le moment venu d'affirmer sa souveraineté en prenant le titre de Faama. On a vu que ce mot, tiré de la racine *fāna*, évoque un pouvoir absolu, qui est assurément contraire à celui d'un *kèlètigi*, mais qui se fonde sur la force et est dépourvu de la légitimité traditionnelle du Māsa. Contrairement à celui-ci il n'a aucune coloration religieuse car les empereurs païens de Ségou l'ont employé aussi bien que les conquérants musulmans du Kabasarana. Il indique simplement une ambition temporelle décidée à s'imposer par tous les moyens.

Samori avait ainsi levé le masque, mais sa position restait ambiguë. Il n'était plus simplement le *kèlètigi* de ses oncles, mais il coexistait toujours avec eux, à Sanānkoro, où leur légitimité coutumière ne pouvait être contestée. Cette situation fautive n'était pas durable et elle se dénoua vite, après 1870, quand s'ouvrit l'ère des grandes conquêtes.

L'armée défensive du Konyā n'était pas faite pour s'éloigner du Haut Milo et ne convenait plus à Samori dès l'instant où il se donnait des objectifs plus ambitieux. Il refusait toujours de parler de guerre sainte à la façon des Sisé, mais il épousait déjà la révolution dyula dont ses prédécesseurs n'avaient pas eu clairement conscience. La nouvelle armée qu'il organisa alors lui était liée par un serment de fidélité personnelle, et cette troupe puissante ne ressemblait guère à la médiocre bande de Dyala. On y trouvait toujours des Kamara, mais il s'agissait désormais de jeunes gens en rupture de ban et ils étaient éclipsés par les aventuriers de toute espèce que le maître accueillait largement. Dès que le succès couronna l'entreprise, des masses de prisonniers affluèrent dans les rangs des vainqueurs auxquels ils s'assimilèrent rapidement.

Samori consacra cette mutation profonde en transférant sa résidence à Bisāndugu, dans une terre à peine conquise, mais où il n'avait de comptes à rendre à personne. Son frère Kémé-Amara demeura à Sanānkoro pour garder leur père, et le Faama ne rompit pas avec ses « oncles », mais en quittant ainsi leur domaine, il échappait à leur contrôle rituel. Il voulait marquer par là que son pouvoir était d'une autre nature, et l'esprit juridique des Malinké ne s'y trompa guère car la tradition a vu dans ce geste l'acte de naissance du nouvel Empire. Les musulmans le compareront bientôt à l'Hégire du Prophète, au prix d'un exercice de rhétorique parfaitement gratuit (1).

Samori ne parlait toujours pas d'imposer sa religion, comme les Sisé, mais ses nouvelles recrues étaient presque toutes islamisées ou du moins, elles se convertissaient en s'enrôlant, par simple respect humain. Dès lors qu'il s'agissait d'individus déracinés et non plus de jeunes paysans encadrés par les kari, il était naturel qu'ils abandonnassent les cultes du terroir pour la religion universaliste de leur maître. Sans que celui-ci ait eu à faire pression en ce sens, il se trouva donc vite à la tête d'une armée de musulmans, sinon d'une armée islamique. La conjoncture politique l'amena, là-dessus, à s'allier contre des païens à des puissances de caractère religieux : aux Sisé contre Nāutēnē-Famudu, puis à Kankan contre le Sānkarā. Il est vrai qu'on ne reprochait pas à ces ennemis leur manque de foi, mais le trouble qu'ils apportaient au commerce.

Un protecteur du commerce. — Ce grief est significatif. Au moment où le Faama s'éloignait du Konyā natal, la défense des Kamara perdait toute signification et il avait besoin d'un prétexte nouveau pour justifier son entreprise. Son thème principal allait être désormais celui de la défense du commerce, brimé par les maîtres coutumiers des kafu. Le réseau dyula allait dès lors préparer sa venue par une propagande insidieuse doublée souvent d'un véritable espionnage. Ce groupe social dont nous avons souligné l'originalité et le dynamisme saisissait ainsi l'occasion de secouer les contraintes qu'il subissait. Mais ce sont ses intérêts qu'il défendait et non sa religion, bien que celle-ci se trouvât être l'Islam. Les dyula attendaient de leur nouveau maître la suppression des péages et des brimades des Māsa, mais nullement la conversion des animistes. Pour la première fois sur le Haut Niger, un pouvoir politique s'était donné pour mission de plier les chefs païens aux désirs d'un groupe professionnel dont ils bafouaient les intérêts.

Les grandes conquêtes s'orientèrent donc le long des pistes du colportage, en investissant peu à peu la métropole de Kankan. Ce phénomène posait au Faama des problèmes nouveaux et, d'abord, celui du commandement territorial, dont ne s'étaient souciés ni les Sisé ni les Turé d'Odienné. Samori ne pouvait plus contrôler personnellement les immenses étendues qu'il avait conquises et, jusqu'à la fin de sa carrière, il devra lutter contre les distances. Sa solution fut la constitution progressive de vastes gouvernements militaires qui couvraient toutes les frontières où l'expansion se poursuivait. Ses partisans, qui lui avaient ouvert la voie, l'aiderent à mettre en place ce dispositif (2). Le réseau dyula était désormais un facteur d'unité, le seul dont disposât alors Samori, tandis que les cultivateurs païens n'aspiraient qu'à retrouver leurs vieilles habitudes de morcellement figé et hiérarchisé.

La religion des dyula qui vivaient en symbiose avec les païens, était, on l'a vu, un Islam libéral, nullement militant, à tel point que ces gens étaient souvent hostiles à la conversion des hôtes qu'ils exploitaient sans scrupule. C'est à cette foi que Samori avait adhééré.

Aussi longtemps que sa prépondérance parmi les hégémonies musulmanes ne fut pas évidente, il répéta sans relâche que la guerre qu'il menait n'était nullement une guerre sainte. Il n'accablait donc pas les animistes au désespoir. Bien que sa puissance ne dépendît plus de ses « oncles » Kamara, il ne reniait pas ceux-ci. Il ne manquait aucune occasion d'attribuer aux gens de Kankan les pires horreurs de la guerre, et quand il rompit les Kaba, il n'hésita pas à enrôler les païens du Sānkarā pour abattre la vieille métropole de l'Islam.

Cette politique ne s'explique pas seulement par le cynisme habile d'un conquérant, car le Faama n'avait pas eu à se féliciter de l'attitude des milieux religieux. Contrairement aux dyula, les « marabouts » n'avaient guère montré d'enthousiasme pour leur coreligionnaire, et les plus cultivés étaient les plus réticents. L'Islam ne pouvait s'incarner à leurs yeux en ce « petit colporteur » prétentieux, mais dans les puissances établies et respectées des Sisé ou des Kaba. Malgré les liens de Samori avec Nyôsomoridugu, les villages musulmans du Haut Konyâ restaient d'ailleurs fidèles au païen Saghadyigi. Ceux du Kurânko avaient suivi sans enthousiasme leur suzerain animiste, Dēnda-Soghoma, qui était beaucoup plus samorien qu'eux.

Les circonstances poussaient donc le Faama dans une voie originale. Avec des musulmans encadrant des animistes, il construisait une hégémonie qui remodelait la société du Haut Niger au profit de son élément commerçant, mais il ne visait nullement à lui imposer l'Islam.

Evolution vers l'Islam. — L'ampleur de ses succès fut telle que cette étape allait être courte. Dès la prise de Kankan, ses derniers ennemis musulmans ayant succombé, Samori amorça un virage vers l'idée d'Empire Islamique.

Cette nouvelle tendance allait grandir très vite et elle sera poussée un instant jusqu'aux conséquences les plus extrêmes. On peut admettre qu'elle aurait persisté sans la grande crise de 1838. On est surpris de voir Samori abandonner ainsi l'empirisme patient qui avait toujours guidé sa conduite et vouloir soudain tout plier à un principe religieux, au risque d'ébranler ce qu'il construisait avec soin depuis près d'un quart de siècle.

Pour comprendre cette erreur tragique, que le colonisateur ne manqua pas d'exploiter, il ne faut pas sous-estimer la sincérité et la ferveur de l'Islam du Faama. Sa famille avait gardé la fierté de ses origines, malgré une assimilation parfaite au Konyâ. En dépit de son ignorance, Samori attachait certainement du prix à la religion qu'il avait reconquise et qui s'identifiait pour lui à une voie plus individualiste, hors des contraintes de la coutume. Il ne douta certainement jamais de la supériorité morale, intellectuelle et sociale de l'Islam. S'il partageait la tolérance des Maliuké pour les animistes, il n'avait guère d'estime pour ceux-ci et, dès l'époque de Dyala, il s'entoura surtout de coreligionnaires. Ceux-ci étaient, il est vrai, des griots ou des dyula aussi peu lettrés que lui-même, et l'élément maraboutique n'était pas présent parmi eux. Dès 1878, les progrès de la conquête amenèrent cependant Samori au contact de l'Empire toucouleur et du Futa Dyalô où une haute culture islamique n'adouciait guère une aristocratie impitoyable.

Cet exemple le fit certainement réfléchir, d'autant plus qu'il mesurait les limites de la « Révolution dyula ». Les animistes ne se ralliaient à lui que dans la mesure où il les protégeait contre des musulmans plus dangereux. Dès que le danger s'éloignait, ils regrettaient leur indépendance libertaire et supportaient mal les nouveaux privilèges des dyula. Ils pliaient, de mauvaise grâce, devant la force, mais on pouvait craindre qu'à la moindre défaillance, ils ne relèvent la tête. Le nouvel Empire restait donc fragile, tandis que Samori prétendait déjà en assurer la pérennité. Il constatait alors que ses grands voisins ignoraient sa tolérance religieuse et que la conversion des masses n'était pas étrangère à la cohésion du Futa-Dyalô qui se maintenait en dépit de guerres civiles et de troubles constants. Ce pays avait en outre partiellement inspiré le mouvement des Sisé, que notre héros ne pouvait entièrement renier, encore qu'il l'ait vaincu. Une telle solution ne répugnait sans doute pas au musulman convaincu, sinon éclairé, qu'il était, et les traditions libérales de l'Islam dyula pouvaient seules l'en écarter. L'homme d'Etat y vit une issue, qui serait praticable dès qu'il n'aurait plus besoin des animistes pour lutter contre des rivaux musulmans. Cette condition se trouva justement remplie après la chute des Kaba et des Sisé, quand il ne rencontra plus d'ennemis au sein de l'Islam malinké. Les musulmans vaincus s'enrôlaient d'ailleurs en masse dans son armée, et certains allaient lui fournir de brillants chefs mili-

taires. Un grand centre de culture était tombé entre ses mains et il voyait pour la première fois des hommes de religion affluer chez lui. Tous ces gens étaient justement habitués à justifier par la guerre sainte leurs entreprises politiques, et Samori subit leur influence. Il n'était pourtant pas homme à se laisser dicter sa conduite par des ralliés de la onzième heure, et il osa encore, en 1883, se poser en défenseur des Bambara païens du Banā contre les Toucouleurs de Ségou. Il reste que l'ambiance de sa Cour se trouva profondément transformée après la chute de Kankan, et que ses nouveaux conseillers, dont le plus notable était Ansumana Kuyaté, firent entendre un nouveau son de cloche. Des circonstances imprévisibles venaient justement à l'appui de leurs conseils insidieux car c'est au même moment que Samori se heurta soudain au colonialisme français. Sans mesurer aussitôt la véritable force de cet adversaire insolite, il comprit qu'il était redoutable et que son irruption remettait tout en cause. Le temps n'avait pas encore assuré la cohésion de l'Empire et il devenait urgent de lui assurer un liant énergique.

Cette nécessité s'imposait au moment précis où les dernières résistances du Konyā se regroupaient autour du païen Saghadyigi et où le siège de Gbānkundo prenait l'allure d'une guerre de religion. Ainsi se révélait un danger animiste, à l'heure où tous les musulmans étaient déjà ralliés, et où des conseillers cléricaux possaient à la rigueur, dans l'espoir de tenir tête aux infidèles de race blanche.

Samori s'orienta dès lors vers un régime théocratique dont il attendait la pérennité de son Empire et la force d'affronter la menace française. La révolution dyula se transformait en révolution islamique, mais ce chemin ne fut pas parcouru en un jour.

Bien que le conquérant n'ait pas transféré sa résidence à Kankan, le contrôle de la vieille métropole possait des problèmes de politique musulmane. Confronté aux divisions profondes de l'Islam ouest africain, il se sentait mal à l'aise pour y faire face tant que son autorité n'était fondée que sur le pouvoir du sabre. Le titre guerrier de Faama ne lui suffisait plus.

Hostilité des Tidyani. — La puissance de Samori avait grandi en un temps où une hostilité profonde opposait les grandes confréries musulmanes présentes sur le Haut Niger, la Kadiriya et la Tidyaniya.

On a vu que cette division était encore toute récente. Bien que les dirigeants des guerres saintes peules en aient été membres, la Kadiriya était un ordre conservateur, avec un rituel lourd et compliqué, que quelques hommes riches et instruits pouvaient seuls se permettre de suivre. Samori n'en avait donc jamais reçu le Wird, bien que tous ses maîtres se fussent réclamés de cet ordre. L'Islam nanti du Futa-Dyalō venait de s'en détourner juste avant que la révolution Hubbu ne s'efforçât de l'ébranler.

Quant à la Tidyaniya chez qui les musulmans conservateurs flairaient une hérésie, son rôle politique sur le Haut Niger découlait moins de la fondation de Dinguiraye que du ralliement des Kaba de Kankan. Ce fait annonce d'ailleurs l'affaiblissement du nouveau rite dont la fureur égalitaire ne pouvait durer si les puissances de ce monde s'y ralliaient. L'aristocratie toucouleure s'était révélée encore plus oppressive que ceux qu'elle avait renversés et c'est l'élément militaire de Kankan qui s'appuyait sur elle, tandis que les cléricaux, inspirés par les Shérifu, restaient fidèles à la vieille confrérie.

Dans tous les pays du Sud, malgré l'influence de la métropole dyula, les commerçants continuèrent à suivre la voie ancienne partout où ils étaient satisfaits de leur antique symbiose avec les animistes. Ceux qui rêvaient déjà de domination militaire et de conversions forcées se tournèrent vers la Tidyaniya, mais ils n'étaient qu'une minorité. On en trouve des noyaux sur le Balé (Ko-

Nafadyi, Sāsāmbaya) et dans les villages du Nyumamāndu isolés au sein du Kurānko païen (Maka, Fèrèdu). Leur poids demeurait d'ailleurs faible et toute la région préforestière paraissait imperméable à la révolution omarienne. Quand l'Islam était purement commercial et clérical, il ne répondait pas à cet appel guerrier.

La vallée du Milo lui était restée entièrement étrangère, car la Kadiriya y gardait une certaine jeunesse. Les Sisé lui avaient insufflé l'esprit militant du Masina et avaient affecté de mener la guerre sainte en son nom. Tous les marabouts du Konyā s'en réclamaient, ainsi que leur disciple Samori, bien que celui-ci n'ait pas été initié. L'opposition du conquérant aux Sisé était d'ordre politique et il ne songeait nullement à invoquer contre eux une autre confrérie.

La rivalité des deux voies étant inconnue dans son pays natal, le Faama n'y prêtait sans doute qu'une faible attention, du moins, avant de se trouver confronté à l'hostilité de la Tidyaniya. Il avait, dès l'origine, une opinion défavorable des Omariens, car il partageait l'indignation qu'avait inspiré aux dyula la destruction du Masina. Il n'ignorait pourtant pas le dynamisme de la nouvelle voie, qu'il avait pu observer à Kankan, et il venait de s'allier avec ses fidèles, les Kaba. Quand il arriva sur la frontière des Toucouleurs, en 1878, il paraît s'être intéressé aux institutions de cet Empire immense, qui recherchait une méthode efficace pour garder le contrôle de vastes territoires. Mais Samori s'avisa en même temps que ces voisins étaient des ennemis dangereux. L'attitude des Kaba, qui refusaient de combattre les descendants d'El Hadj Omar, lui fit sentir que l'influence des Tidyani menaçait son autorité encore fragile. Dinguiraye était cependant une province isolée et faible, si bien qu'Agibu accepta un compromis qui satisfaisait le Faama. Celui-ci porta ensuite un rude coup à l'influence de la Tidyaniya en s'emparant de Kankan, et son expansion, orientée vers le Nord, l'amenait nécessairement à couper en deux l'Empire toucouleur. Les conditions d'un conflit majeur existaient donc quand l'irruption des Français sur le Niger bouleversa le tableau. Les Samoriens eurent dès lors d'autres soucis que d'écraser les Toucouleurs, mais leur hostilité était si vive qu'elle ne s'éteignit pas sur le champ. Les combats intermittents que nous avons signalés sur les frontières de Ségou ne prendront fin qu'en 1890, quelques mois avant la chute de la capitale d'Amadu.

L'opposition des Tidyani à Samori ne suscita donc pas un conflit majeur, mais elle empêchait les deux puissances de s'unir pour résister aux Blancs.

Les grands commandements militaires organisés par le Faama à partir de 1879, au profit de ses frères, paraissent s'être inspirés dans une certaine mesure des structures de l'Empire omarien, auquel il a par ailleurs très peu emprunté. Parmi ses propres sujets, la défection des Kaba, rendait suspects tous les adeptes de la Tidyaniya. En violation de la coutume, Samori confia donc le commandement de Kankan à un Kadiri fort influent, Batnruba-Lay, de la famille cléricale des Shérifu.

La menace française voilait cependant cette rivalité et Samori, tout en se méfiant de la confrérie rivale, avait un certain respect pour la science coranique de ses adeptes. Il serait absurde de croire qu'il les ait persécutés, car il accueillait avec joie ceux qui se ralliaient franchement. Ce sera le cas de son secrétaire Ansumana Kuyaté, rallié seulement à la prise de Kankan, mais qui devint vite le premier de ses collaborateurs, et dont la fidélité sera toujours citée en exemple. On peut encore nommer Lāsina Kurnma, de Maka (Nyumamandu), qui rejoignit Samori à Bisāndugu et devint bientôt son gendre. Les deux hommes rompront en 1893, mais seulement en apparence, s'il est exact que ce fut-là une manœuvre pour renvoyer Lāsina au Kurānko afin d'y surveiller les Français. Ce dernier avait d'ailleurs transmis le Wird Tidyani à Managhè-Sarā-Sèku qui était, après Sarānkènyi-Mori, le fils favori de Samori [10]. Il est donc évident que l'op-

position de ce dernier à la Tidyaniya n'était pas d'ordre religieux. Le hasard avait placé les Toucouleurs parmi ses ennemis et c'est pour des raisons d'opportunité, plutôt que de tradition, qu'il donna généralement la préférence aux Kadiri.

L'influence peule. — Avec cette vieille confrérie, le conquérant entretiendra jusqu'au bout les meilleures relations. Comme fils du Konyā, il lui était naturellement attaché et il en reçut finalement le Wird des mains de Karamogho Sidiki, dès qu'il s'en jugea digne.

Ce préjugé favorable se trouvait confirmé par l'étroite alliance nouée entre Samori et le Futa-Dyalō, dont les clercs Dyakhānké demeuraient Kadiri, bien que l'aristocratie se soit récemment tournée vers la voie nouvelle. Les sofas avaient atteint sa frontière en 1878 et une communauté profonde d'intérêts les avait aussitôt rapprochés. Le Futa-Dyalō était plus riche en bœufs que les pays malinké, et contrôlait l'une des grandes routes de Freetown. Il jouait donc un rôle capital dans le commerce triangulaire qui a uni Samori à la colonie britannique jusqu'en 1893. Il était en outre respecté pour sa haute culture islamique, bien que sa société se soit sclérosée et ait perdu tout dynamisme. Son aristocratie nantie songeait davantage à se maintenir qu'à conquérir, si bien qu'elle ne présentait aucun danger pour son nouveau voisin. Une haïe commune des Toucouleurs les rapprochait, et les Peuls avaient besoin d'aide contre leurs seuls ennemis sérieux, les dissidents Hubhu. L'ardeur irrésistible de ces derniers s'explique facilement par la conjonction d'un réveil religieux avec une contestation sociale radicale. Ils tenaient tête aux Almami, depuis un quart de siècle, et la gêne qu'ils causaient au commerce de Freetown leur valait l'hostilité des dyula tandis qu'ils ébranlaient la société peule jusqu'en ses fondements.

L'alliance de Samori avec les Almami de Timbo était donc toute naturelle. Elle se noua en 1879, lors du long hivernage que le conquérant passa dans le Balèya pour surveiller les Sisé et pour préparer l'attaque de Kankan. Quand cette ville tomba, en 1881, il fit des Shérifu ses propres maîtres en religion alors que cette lignée avait séjourné jadis au Futa-Dyalō, avec lequel elle gardait d'étroites relations. La plupart des conseillers cléricaux qui entrèrent alors au Conseil du Faama avaient une origine analogue, et particulièrement Amara Kāndé, natif de Timbo, qui allait inspirer toute la politique religieuse du conquérant. Samori ne tarda donc pas à rendre aux Peuls le service inestimable qu'ils attendaient de lui, car il détruisit dès 1883 les Hubhu, en dépit de leur kadirisme fervent.

Dans de telles conditions, il était inévitable que le Faama subisse l'influence des Almami de Timbo, bien que le mouvement qu'il incarnait n'eut rien de commun avec la féodalité figée du Futa-Dyalō. Au moment où il voyait le terme de ses conquêtes et où la menace française l'amenait à reconsidérer la place de l'Islam dans l'Etat, il était naturel qu'il s'inspirât de ces alliés, dont le tidyanisme restait superficiel. Les hommes de religion qui occupaient désormais son conseil ne pouvaient manquer de l'y pousser.

Le titre d'Almami. — C'est ainsi qu'il décida d'abandonner le titre de Faama et d'adopter celui d'Almami, pour illustrer la mutation profonde qui allait transformer son Empire militaire en Etat théocratique. L'usage politique du nom d'Almami ne pouvait être emprunté qu'au Futa-Dyalō. Ce mot est courant dans le Konyā comme dans tout l'Islam malinké, mais il reste alors fidèle à son étymologie arabe. *Al'imān*, malinkisé en *Limam*, désigne simplement, dans chaque village, le chef de la communauté musulmane, celui qui dirige la prière du vendredi et qui n'est souvent qu'un mince personnage. Le sens de ce mot a cependant dévié du fait des guerres saintes lancées par les Peuls et les Toucouleurs au XVIII^e siècle. Au Futa sénégalais comme au Futa-Dyalō, la révolution a été dirigée par le chef d'une communauté musulmane, qui s'est transformé en souverain, mais a gardé le titre d'Almami. Celui-ci a servi désormais à désigner le chef de l'Etat,

c'est-à-dire de la théocratie, et il a été adopté par des petites chefferies islamisées, comme celle des Turè du Morèa, en Pays Susu. Au XIX^e siècle, au contraire, les Peuls qui fondèrent l'Empire du Sokoto ont utilisé le titre de Commandeur des Croyants, (*Amir al-mu'minin* en arabe, *Lam DyulBé* en pular) pour le souverain et celui de *Lamido* pour ses vassaux. Ceux du Masina, et bientôt El Hadj Omar, se sont inspirés de cet usage, souvent supplanté dans l'usage quotidien par le nom de Sultan. Si le titre d'*Amir al-mu'minin* figure dans la correspondance de Samori, il était exclu du langage usuellement parlé.

Aucun doute n'est donc permis : c'est au Futa-Dyalô que le conquérant a emprunté son titre de souverain musulman, et l'idée lui en vint sans doute dès 1879. Il tarda cependant à la réaliser car il sentait, en dépit de sa toute puissance, que des transitions étaient nécessaires pour faire accepter à ses gens les dures contraintes d'un Etat théocratique.

Samori avait fait ses preuves, comme Faama, sabre au poing, mais un Almami pratiquement illettré ne pouvait être pris au sérieux par les musulmans. Le conquérant le comprit fort bien. Dès la chute de Kankan, au moment où les clercs envahirent l'Etat, il attacha à sa personne le plus grand savant kadiri de la ville, Karamogho Sidiki, de l'illustre famille des Shérifu Haidara. Le vieillard résida désormais dans la concession de Samori et n'eut d'autre tâche que de lui enseigner le Coran, suivi des ouvrages les plus courants de tradition et du droit musulmans. L'extension de l'Empire et la création de grands gouvernements déchargeait justement Samori de ses tâches militaires et lui permettrait de jouir de loisirs qu'il n'avait jamais connus. Cet homme de cinquante ans paraît d'ailleurs avoir pris goût aux lettres, si bien qu'il étudia avec acharnement de 1880 à 1886, appelant le vieux marabout à ses côtés à tout instant de liberté.

Pour l'islamisation de l'Etat lui-même, les étapes sont très nettes. A la chute de Kankan, en 1880, le Conseil fut envahi par des marabouts ralliés, tandis que l'armée était grossie par les troupes des Kaba et surtout des Sisé, fornées de musulmans souvent intransigeants.

En novembre 1883, la chute de Ghānkundo entraîna la destruction du parti animiste du Konyā et, à cette occasion, pour la première fois, Samori exigea la conversion des vaincus à l'Islam. Il n'en était pas encore question pour ses anciens sujets et encore moins pour ses alliés.

Les mois suivants furent cependant décisifs car Samori s'écarta alors nettement des païens. Il ne rompit pas pour autant avec ses oncles Kamara, mais il fit au contraire retraite chez eux, comme en toute circonstance solennelle, au lieu de rentrer à Bisāndugu. Au début de 1884, il était à Sanānkoro pour soigner la blessure reçue à Ghānkundo, et il en profita pour célébrer en famille la circoncision de son fils Dyaulé-Karamogho [1, 5].

Ce retour au pays natal se prolongea jusqu'à l'hivernage. Le conquérant était alors à l'apogée de sa puissance car ses armées déferlaient vers la mer et les frontières de Sikasso, tandis que le départ de Borgnis-Desbordes rendait la menace française moins pressante. La conjoncture paraissait donc favorable pour imposer l'une de ces réformes radicales qui sont toujours susceptibles d'éveiller des oppositions.

C'est le 25 juillet, à l'occasion de la clôture du Ramadan, que Samori se décida à faire le pas décisif (3). Entouré de ses frères, il réunit en palabre les principaux Kamara et leur annonça qu'il porterait désormais le titre d'Almami et se considérerait essentiellement comme le chef des Musulmans. Il n'exigeait pas leur conversion, mais il ne cachait pas qu'elle lui serait agréable. Se tournant alors vers ses frères, il leur reprocha vivement de piller les malheureux, au lieu de combattre l'ennemi et rappela que les gouvernements qu'il leur confiait n'étaient pas un héritage mais le fruit de son labeur et qu'il entendait en disposer librement. Il annonça en conséquence qu'il allait placer auprès de chaque chef d'armée un de ses fils, destiné à prendre le

commandement après avoir fait ses preuves (4). Ces décisions paraissaient révolutionnaires, mais Samori allait les appliquer avec une extrême souplesse. Deux ans plus tard, quand Lāngamā-Fali, chef de l'armée de l'Ouest, se querellera avec Masé-Amara, c'est le fils de l'Almami qui sera rapplé et restera longtemps en disgrâce.

Islamisation de l'Etat. — Un seuil décisif avait en tout cas été franchi au milieu de 1884. Samori était désormais Almami, et c'est à ce titre qu'il allait animer la résistance aux Blancs. A vrai dire, il n'avait pas encore terminé ses études coraniques, mais un homme aussi exceptionnel échappait aux normes du vulgaire. Il se mit dès lors à porter le turban noir, dont il s'attribua le monopole, mais il ne se jugea pas encore en état de diriger la grande prière du vendredi (5).

L'Empire n'était pourtant pas encore une théocratie. Samori accentuait son caractère religieux et ne tolérait plus de païens dans son entourage, mais il n'avait pas fait de l'Islam une doctrine d'Etat ni contraint ses sujets à le professer. Il se contentait d'exercer sur eux une certaine pression, mais celle-ci ne donna aucun résultat dans le Konyā, noyau de l'Empire, ni chez ses vieux alliés du Kurānko ou du Sānkarā. Les nouvelles conquêtes, par contre, n'étaient admises à se soumettre que si elles acceptaient la conversion, comme ce fut le cas pour les Bambara, à l'est du Baulé et pour le Solimana, sur les frontières de la Sierra Leone. Il est difficile de savoir dans quelle mesure cette exigence avait une portée pratique. Samori ne se souciait que des chefs, mais certains de ses généraux faisaient du zèle intempestif. C'est ainsi que Tari-Mori fit détruire systématiquement les idoles des Bambaras, empêcha toute cérémonie païenne et fit décapiter les buveurs de dolo. Ces rigueurs ne furent pas étrangères à l'insurrection désastreuse de 1885, et l'Almami décida en conséquence de désavouer son général. On a vu qu'il invoqua son fanatisme et sa maladresse pour le faire exécuter quelques mois plus tard.

Le maître s'avancéait donc avec prudence sur la nouvelle voie qu'il avait choisie. Il se montrait conciliant dans l'immédiat, mais il préparait déjà l'avenir. Depuis 1881, il utilisait de plus en plus comme agents de contrôle les noyaux maraboutiques qui parsemaient l'Empire, alors que ce rôle était jusque-là réservé aux dyula. Ils installait un peu partout des « maîtres d'école » (*karamogho*) rétribués, qui n'intervenaient pas dans l'administration du pays, mais qui surveillaient les esprits et renseignaient le souverain. Il insista très tôt pour que les principaux notables païens confiassent chacun un fils au marabout le plus proche, afin de l'instruire dans l'Islam. A partir de 1883, les enfants des chefs vaincus furent arrachés à leurs familles et placés systématiquement chez des maîtres éloignés, afin que le déracinement favorise leur conversion. C'est ainsi que des jeunes Wasulunké devinrent les élèves des Kadiri de Kankan, et ces mesures brutales furent vite étendues à des sujets anciens et fidèles. Les enfants du Balèya et de l'Amana ne furent pas confiés aux musulmans tout proches de l'Ulada, mais à ceux du Haut Konyā (Musa-dugn [10, 19]).

Le dernier témoignage de la modération religieuse de Samori date de 1886. L'ambassade française qui le visita alors à Kēnyéba-Kura fut en effet frappée par l'absence de piété à sa cour, en contraste frappant avec celle des Toucouleurs. Si personne n'était ostensiblement païen, personne n'était tenu aux pratiques régulières de l'Islam. « Pendant le palabre, près de l'Almami, se tiennent debout, assis ou couchés des gens de son entourage, qui ne paraissent prendre part en aucune façon à ses dévotions et, sans interrompre leurs conversations, se contentent de laisser le ton pendant toute leur durée... » (6).

Vers la théocratie. — Tout était changé l'année suivante quand Péroz revint à Bisāndugn. L'évolution s'était transformée en révolution durant l'hivernage de 1886, si bien que l'Etat théocratique en gestation depuis cinq ans avait enfin été proclamé.

Nous ne connaissons ces événements que par la tradition orale et les renseignements assez vagues qu'a recueillis l'état-major français. Les faits ne sont pourtant guère discutables et il est assez facile de comprendre quelles étaient les intentions de Samori.

Aux yeux des Africains, il venait de vaincre les Français, et il pensait les avoir neutralisés en traitant avec eux. Il n'est pas sûr qu'il ait cru en une réconciliation définitive, mais il espérait en profiter pour éliminer Sikasso contre qui il mobilisait toutes ses forces. Le voyage de Dyaulé-Karamogho à Paris prouve qu'il misait sur la paix, du moins dans l'immédiat. En cette courte apogée, l'Almami était convaincu que ses sujets se plieraient à toutes ses volontés (7). Il exigea donc leur adhésion à l'Islam, qu'il considérait alors comme la seule force capable d'assurer une cohésion durable à l'Empire.

On est surpris de cette rigueur si l'on considère le pragmatisme et le respect des réalités qui l'avaient toujours caractérisé, comme le soin qu'il mettait à étudier les problèmes avant de prendre une décision. Voici que soudain il voulait tout plier à une exigence abstraite que la réalité allait vite démentir. Il est évident que les gens de religion qui peuplaient son conseil depuis la chute de Kankan ont une lourde responsabilité dans cette erreur historique. Malgré sa force de caractère, Samori ne pouvait entièrement négliger l'avis d'hommes qu'il respectait sincèrement pour leur science et leur moralité. La fièvre religieuse qui animait Kankan depuis le milieu du siècle était entrée au Conseil avec Ansumana Kuyaté, qui ne quittera plus l'Almami, mais on ne saurait exclure que le vénérable Karamogho Sidiki ait pesé dans le même sens en coulisse. Amara Kôndé lui apportait enfin l'esprit altier et impérieux des musulmans peuls ou maures [10].

Samori étant convaincu que l'Islam pouvait seul unifier les pays divers qu'il avait conquis, la discussion ne portait d'ailleurs que sur les moyens. Or l'Almami s'imagina en 1886 qu'il serait assez fort pour aboutir dans les moindres délais s'il usait de la contrainte. Il cédait ainsi un instant du vertige du pouvoir absolu et il allait le payer cher.

Sa déception fut immédiate à l'occasion des palabres préparatoires qui occupèrent l'hivernage, 1886. Samori découvrit en effet que les siens allaient s'opposer pour la première fois à sa volonté, mais il décida de passer outre. Comme chaque fois qu'il prenait un tournant décisif, il alla s'installer à Sanankoro, berceau de sa puissance, pour proclamer solennellement que l'Empire changeait de nature.

La crise s'ouvrit en novembre par une fête mémorable (8). Samori estimait en effet que sa culture en matière de théologie et de jurisprudence était désormais assez solide pour qu'il ait droit à la dignité de Namutigi. En cette occasion unique, il organisa des cérémonies d'un faste extraordinaire, de façon à impressionner les musulmans, mais aussi à éblouir les nombreux païens qu'il avait convoqués (9). Après la semaine de retraite traditionnelle, il sortit un vendredi et affronta des marabouts compétents en un débat public. Sa science étant ainsi prouvée, Karamogho Sidiki le coiffa du turban de mousseline blanche sur chechia rouge, qui était avec la robe rouge et jaune l'insigne de sa nouvelle dignité (10).

Samori s'intégrait donc à la petite société des musulmans les plus éclairés et il est certain qu'il avait fait un rude effort pour se cultiver, même si les normes habituelles avaient été assouplies en sa faveur. Il allait désormais mériter le titre d'Almami car il dirigera personnellement la prière du vendredi jusqu'au dernier jour de sa puissance.

Cette cérémonie religieuse signifiait que le conquérant entendait réunir désormais entre ses mains les pouvoirs temporels et spirituels. Il ne laissa d'ailleurs à personne le temps d'en douter. Dès le samedi, il convoqua dans sa concession son père et les principaux Kamara, ainsi que ses frères accourus de leurs lointaines résidences. Seul était absent Masarâ-Mamadi qui agonisait alors à Damisa-Koro [1, 5, 10].

Samori leur annonça que tous ceux qui étaient encore païens devaient se convertir aussitôt à l'Islam, cesser toute pratique animiste et renoncer aux boissons alcoolisées. Ce n'était pas tout. Non seulement l'ancienne religion devait être proscrite de l'Empire tout entier, mais le droit musulman (*Shariya*) serait partout imposé à la place des coutumes traditionnelles. Samori envierait dans tous les centres importants des *kadi* pour y veiller et lui rendre compte directement, sans passer par les gouverneurs qu'il soupçonnait de tiédeur. L'enseignement coranique serait enfin généralisé pour les fils de notables, qu'il convenait de placer chez des maîtres très éloignés de leurs pays natals.

Pour donner l'exemple, Samori voulait que ces bouleversements soient d'abord imposés à sa famille et à ses « oncles » Kamara. Il répudiait immédiatement la coutume *konyänké* qu'il avait suivie jusque-là et annonça que ses frères, comme lui-même, devaient se plier aux règles strictes du rite malékite, que Karamogho Sidiki lui avait enseignées. Comme première application, il déclara que ses cadets devaient renoncer à lui succéder s'il venait à disparaître. Conformément à la loi, ses biens seraient partagés entre garçons et filles et son héritage politique reviendrait à ses fils, dont il s'employait à faire des chefs. « Vous n'avez d'ailleurs pas à vous plaindre, car rien ne m'est venu de notre père. Tout ce que j'ai c'est moi qui l'ai conquis et c'est à mes enfants que je le laisserai. Telle est la loi de Dieu » [10].

La dignité religieuse dont le conquérant était désormais revêtu rendait en outre inconvenant l'usage du nom de Samori. Désormais, sous peine de mort, on ne parlerait donc plus que de l'Almami et, pour s'adresser à lui, on emploierait exclusivement l'expression « *M'Fa* » : « Mon père » (11). Ses frères devaient donner l'exemple sur ce point comme sur les autres.

Ce fut un véritable tollé. Tous ces Turé étaient certes musulmans, mais fort tièdes, et les frères espéraient fermement la succession de leur aîné, selon la coutume, dans l'ordre des naissances. Ne l'avaient-ils pas méritée en combattant vaillamment pour lui ? Il n'était pas question en tout cas qu'ils s'humiliassent en l'appelant « père ». Sur le signal de Kémé-Brèma, qui faisait figure de principal opposant, ils se levèrent et quittèrent les lieux.

Les Kamara, de leur côté, éprouaient une véritable rage. Ce petit dyula, ce neveu, dont ils avaient fait la puissance, en lui confiant leurs fils, voici qu'il ne se contentait pas de les commander, il prétendait détruire leur religion et leurs coutumes, au risque de compromettre la prospérité du pays. Après avoir protesté violemment, ils sortirent à leur tour et l'Almami dut constater avec amertume qu'ils étaient menés par son beau-père, le chef de Lénko et par son ancien ami Sirimā, de Sanānkoro. Pire encore, son propre père, le vieux Laafiya, lui fit de vifs reproches et se retira en compagnie de ses amis [1, 5, 10].

Samori restait seul avec ses griots et ses marabouts, mais il pensait sans doute que les excités se calmeraient vite car il ne prit d'abord aucune mesure contre eux. Il dut pourtant affronter un défi ouvert dès le lendemain quand Laafiya prit la tête d'une procession qui groupait tous les notables Kamara, pour aller sacrifier solennellement derrière le Milo, à la cascade Dyighè, le principal esprit du terroir de Sanānkoro.

L'Almami, furieux, rappela tout le monde. Cette fois il fit les plus vifs reproches à son père qu'il accusait d'encourager l'opposition. Il lui annonça qu'il serait privé de ses biens et gardé dans sa concession jusqu'à ce qu'il promette de ne plus se livrer à l'idolâtrie et de prier régulièrement. Laafiya, hors de lui, se fraya alors un chemin à travers la masse des assistants et appliqua à son fils plusieurs coups de canne très violents (12).

Sans se démonter, Samori ordonna aussitôt de le reconduire chez lui et de mettre aux fers tous les Kamara présents. Une troupe se rendit à Dumbadu, dans le Konyanko, où elle arrêta le

vieux Kèsa-Bala, qui passait pour animer l'opposition. Les frères de Samori, furieux, refusèrent de lui rendre visite. Prenant le parti de leur père, ils annoncèrent qu'ils ne retourneraient pas dans leurs gouvernements, car ils ne voulaient plus combattre pour un ingrat qui les traitait ainsi.

L'Almami patienta longtemps. Tous les matins, il rendait visite à son père pour lui rappeler que s'il n'avait pas satisfaction il ferait exécuter les vieux Kamara et, particulièrement, Kèsa-Bala. Aux yeux de la coutume, cette menace était à elle seule un scandale en raison des alliances matrimoniales qui unissaient le vieux chef de Dumbadu aux Turè. C'est le nom d'une de ses grandes tantes, Saa Kamara, que portait le conquérant, et c'est lui qui avait donné le terrain où était enterrée Masoghona. Laafiya répondit qu'il faudrait d'abord le tuer lui-même, et son fils, qui bluffait évidemment, s'en montra fort ennuyé. Samori fut cependant tiré d'embarras, car des jeunes gens de Dumbadu réussirent bientôt à enlever le vieux chef par un hardi coup de main nocturne. Kèsa-Bala s'enfuit chez les Toma et trouva asile au Kolibirama. Il est significatif que l'Almami ait interdit de l'y importuner bien que ce pays lui fût soumis. Le vieillard allait y mourir en exil, du temps des Français (13).

La situation ne pouvait s'éterniser et c'est finalement Samori qui eut gain de cause. Les vieux Kamara, inquiets et fatigués d'être gardés à vue, demandèrent à Laafiya de négocier avec son fils. Celui-ci fit d'importantes concessions. Il accepta que les Kamara ne fassent Salam que pour la forme et seulement à la grande prière du vendredi. Il leur permit de continuer les sacrifices païens et de boire du dolo, mais à condition que ce ne soit pas en public. Il promit enfin de les laisser suivre la coutume du Konyā jusqu'à leur mort.

Les Kamara se calmèrent alors et Laafiya se réconcilia ostensiblement avec son fils, qui renonça même à lui imposer la prière du vendredi. Les deux hommes ne rompront jamais formellement, mais leurs relations allaient demeurer empreintes de froideur jusqu'au jour où le père mourra en païen impénitent.

Les frères du conquérant se soumièrent et regagnèrent bientôt leurs gouvernements pour préparer la marche sur Sikasso. Cette épreuve décisive exigeait un effort exceptionnel des populations et on comprend qu'ils aient appliqué la nouvelle politique avec peu de zèle. Leur aîné acceptait d'ailleurs volontiers des mesures de transition à condition que le nouveau dogme de la théocratie ne soit pas mis en cause (décembre 1886-janvier 1887).

Il fallut l'épreuve sanglante où allaient périr beaucoup des siens pour lui faire oublier l'amertume de cette fronde familiale. Manigbè-Mori, comme chef du Foroba, était directement subordonné à son frère et particulièrement exposé à sa rancune. Il semble qu'il n'était pas encore pardonné quand Péroz, arrivé à Bisāndugu en février, observa sa tristesse et son inquiétude, car « soupçonné de conspiration, il a été démis par son frère qui est capable de tout » (Gallieni, 1890, p. 273). Il allait pourtant combattre héroïquement et trouver la mort sous les murs de Sikasso, mais il est significatif que personne ne le remplaça à la tête du Foroba.

Les concessions de Samori avaient évité une crise grave et une répression sanglante, mais le souverain ne renonçait nullement à ses fins. C'est alors qu'il construisit, à deux kilomètres de Sanānkoro, sur un terrain cédé par les Kamara, les fortifications de Kérwané. Il déclara qu'il voulait s'écarter de son père et de ses oncles et qu'il les laisserait se livrer à un paganisme honteux dans le vieux village. Sa nouvelle résidence devait être au contraire le bastion de l'Islam dans le Konyā païen (14).

Soucieux de donner l'exemple, l'Almami redoubla d'ailleurs de rigueur pour soumettre à la Shariya son entourage immédiat. Deux de ses jeunes filles, victimes d'une basse intrigue de sé-

rail, paieront bientôt de leur vie l'interprétation fautive d'un point de droit (15). Cette affaire a laissé un souvenir horrifié dans la tradition la plus favorable à Samori, et Péroz, qui n'était pourtant pas son ennemi, a alimenté en la divulguant la propagande du parti colonial français. La légende complaisante du despote sadique et sanglant vient en partie de là. On ne peut nier qu'un excès de logique ait fait tomber le conquérant dans un moralisme bigot et féroce, mais ce ne fut qu'un instant, et sa politique n'en fut pas entièrement altérée.

Retour aux valeurs politiques. — L'assemblée de Sanānkoro était à peine dissoute que l'Empire se trouva d'ailleurs entraîné dans le tourbillon de la guerre de Sikasso, qui annonçait la crise majeure de 1888. Samori ne résidera jamais à Kérwané et ne le visitera même pas avant 1889. Après avoir imposé sa volonté, il était remonté à Bisāndugu, vers février 1887, pour accueillir Dyaulé-Karamogho qui rentrait de France. Pendant qu'il menait les dernières négociations avec Péroz, les préparatifs de guerre battaient leur plein et elles repoussèrent au second plan la mise en place de la théocratie.

L'Almami pensait évidemment que la chute de Sikasso découragerait tous les opposants et que l'Empire Islamique serait dès lors accepté sans murmure. Mais Sikasso ne tomba pas et les païens, brimés, allaient rejoindre dans la Grande Révolte ceux qui refusaient le poids écrasant de la guerre. Samori se trouvera alors au bord du gouffre et il constatera que, si les païens du Haut Konyā le répudiaient par haine de l'Islam, les musulmans de Bèyla et Musadugu n'hésitaient pas à se joindre à eux. Les Kamara animistes du Tukoro, que les brimades avaient épargnés, se montreront au contraire d'une fidélité exemplaire (1888-1889).

Ainsi s'effondrait la théorie de l'Empire théocratique. Loin de renforcer le pouvoir du conquérant, l'imposition violente de l'Islam l'avait ébranlée et Samori aura le bon sens de mettre fin à l'expérience. Cette révolution longuement préparée puis brutalement imposée avait donc duré vingt mois à peine. Elle n'avait pas eu le temps de se généraliser. La plupart des brimades et violences, dont la tradition garde le souvenir, sont des faits locaux, échelonnés sur toute la période de transition qui durait depuis 1884. Le bouleversement le plus révolutionnaire eût été la proscription des coutumes : on peut affirmer qu'elle n'a pris effet nulle part, sinon à la cour de Samori.

Celui-ci avait payé cher sa crise d'intransigeance et, désormais, il prêtera moins l'oreille aux gens de religion. Revenant aux méthodes empiriques qui lui étaient chères, il ne mettra fin à la théocratie par aucune cérémonie publique, dont la répression de la Grande Révolte ne lui aurait d'ailleurs pas laissé le loisir. Il se contentera d'interdire discrètement les conversions forcées et les brimades dirigées contre les rites ou coutumes des païens. Il continuera à favoriser l'enseignement coranique, et les marabouts seront toujours ses agents de renseignements, mais les déportations scolaires des fils de notables païens n'auront plus jamais cours.

Samori pensait sans doute que la diffusion de l'Islam se poursuivrait, plus lentement, en dehors de toute contrainte. Dans l'Empire reconstruit on ne s'inquiètera plus de la religion des sujets mais de leur résolution dans le combat suprême contre les Blancs. Le maître veillera pourtant à maintenir un certain niveau de piété dans son entourage. Il ne renoncera pas au titre d'Almami et le pouvoir restera le privilège des musulmans. Samori n'éloignera pas Ansumana Kuyaté, bien qu'il lui ait reproché de l'avoir mal conseillé, mais il rendra toute sa faveur à son vieux compagnon, Morifiūdyā, qui n'était pas un homme de religion. Il continuera cependant à imposer à sa famille la Shariya ou, du moins, la coutume islamisante des Maninka-Mori. Il avait perdu à Sikasso la plupart de ses frères, ceux du moins qui avaient assez de caractère pour commander. La polémique sur sa succession allait donc se trouver désormais sans objet. Samori préparera ses fils à le remplacer mais en 1899, après la révolte de Managbè-Mamadi, il leur retirera

sa confiance. Il choisira Sarānkènyi-Mori comme héritier officiel alors que ce préféré était à peine circoncis. Ses aînés, qui avaient des partisans et pouvaient être dangereux, seront surveillés de très près et leur père ne leur confiera plus de grands commandements sinon sous le contrôle étroit de lieutenants très sûrs. L'imprudent Dyaulé-Karamogho ne saura pas le comprendre et paiera cette erreur de sa vie. Revenant à l'esprit de ses débuts, l'Almami, dans les dernières années, confiera les plus hautes charges à des griots, des captifs ou des soldats de fortune, à qui il se fiait entièrement parce qu'ils lui devaient tout.

L'Empire théocratique n'est donc qu'un bref épisode de quelques mois, dans le déroulement d'une aventure militaire qui a duré près de quarante ans. On ne saurait le comparer aux longues années de contrainte religieuse qui ont suivi les triomphes d'El Hadj Omar. La résistance aux Français et l'invasion de la Côte d'Ivoire seront le fait d'une société où l'Islam gardait le premier rang, mais où il avait renoncé à toute exclusive et où de nombreux païens se sentaient à l'aise. L'Etat aura désormais deux fondements. La solidarité dyula dont il était issu gardera toute sa valeur sociale et économique, mais on négligera son aspect religieux. L'essentiel restera la fidélité personnelle à un homme extraordinaire dont le rayonnement était incomparable en dépit de toutes les erreurs et de tous les revers.

Le point culminant. — En dépit de la brièveté de l'épisode théocratique, c'est l'instant où il faut se placer pour juger la construction samorienne comme Etat et comme société. L'année 1887 est en effet au sommet d'une courbe dont la montée était régulière depuis les jours obscurs de Dyala. Les doctrines qui ont triomphé pendant ces quelques mois étaient aberrantes et ne devaient pas durer mais elles ne doivent pas nous tromper sur un organisme plein de vigueur, qui atteignait alors sa maturité.

La bande de l'ancien colporteur avait donné naissance à un Empire. De l'une à l'autre nous observons la croissance de plus en plus rapide d'une structure s'étendant à d'immenses territoires, tandis que les rouages d'un Etat se formaient et se diversifiaient. Sur le vieux fonds coutumier des kafu malinké, les nécessités quotidiennes greffaient chaque jour des innovations dues au génie du maître ou inspirées d'archétypes islamiques. Ainsi paraissait naître une société nouvelle, qui aurait été l'expression de la Révolution dyula.

On a vu qu'un esprit de système excessif, conjugué avec la crise de Sikasso, en bloqua cependant l'évolution, et les circonstances devaient empêcher le conquérant de rechercher de nouvelles formules. Pendant ses dix dernières années, le destin de Samori allait suivre dès lors une courbe ascendante. Ce n'est pourtant pas vrai sur tous les plans car, en matière de puissance de feu et d'organisation militaire, l'apogée de Samori se situera entre 1892 et 1897. Cet Empire, né de la guerre, visait plus ou moins consciemment, à créer une société nouvelle mais, après 1888, sa perpétuation deviendra son unique raison d'être. Sur un territoire instable, en grande partie ravagé, l'Etat samorien allait désormais s'imposer à des populations exotiques. Ses structures se simplifieront très vite pour répondre à sa nouvelle nature, celle d'une domination éphémère ou d'un expédient provisoire. Il n'aura plus d'autre but que d'échapper, pour quelques années encore, au colonisateur européen.

Cette évolution tardive vers des formes plus frustes n'est pas significative, et si nous voulons observer les structures de l'Empire, tel que la Révolution dyula l'a fait naître, il faut nous tourner vers les courtes années de l'Islam triomphant.

NOTES

(1) Samori, en quittant Sanankoro, fuyait comme le Prophète, l'incompréhension des siens. Ce thème ne sera développé par les marabouts de la cour, qu'après 1880 [10].

(2) Les dyula et les gens de caste (Nyamakala), jouent ici un rôle identique. L'exemple le plus éclatant est celui de Sori-Kamiso, à qui Samori confia une fraction du Basando (II^{me} Partie, Chap. III).

(3) La tradition [1, 10] atteste que la proclamation eut lieu à cette date et le *Journal de Bamako* en parle dans une entrée du 2 août. La palabre a pourtant dû se tenir un peu plus tard, car Kémé-Bréma s'y rendit et en profita pour remettre à son frère sa part du butin pris en pays Bambara. La même source avait signalé le 11 juin que Fabu se trouvait à Faraba, où il venait de passer le jeûne au milieu des siens.

(4) Masé-Amara, semble-t-il, était déjà parti dans l'Ouest avec Lāngamā-Fali. Après la palabre de Sanankoro, Masé-Mamadi s'établit à Faraba, aux côtés de Kémé-Bréma, et Managbè-Mamadi à Bafagha, pour limiter l'autonomie de Tari-Mori. Le jeune Dyaulé-Karamogho, enfin, fut affecté au Foroba, sous les ordres de Maninka-Mori. Son frère, Dyaulé-Bréma ira à Damisa-Koro, chez Masarā-Mamadi. Il semble que Samori n'ait eu alors aucun autre fils en âge de combattre [10]. Le jeune enfant, qui fut présenté à Binger en 1887 (1891, I, p. 92) est certainement Masé-Fatimata-Madi et non Masé-Mamadi, alors déjà adulte.

(5) De 1881 à 1886, c'est à Karamogho Sidiki, que Samori confia la fonction d'Iman de Bisāndugu. Pour la période antérieure, les traditions sont muettes ou incertaines. Selon [1], la prière était dirigée par son beau-frère, Medigbè Dyabi. Avant 1873, à Sanankoro, il ne semble pas qu'il y ait eu d'Iman.

(6) Rapport Péroz (I, p. 93) : « Son entourage n'est tenu à aucune pratique religieuse. Si ses familiers et ses grooms paraissent, en bons flatteurs qu'ils sont, d'une dévotion outrée, en revanche maints chefs de guerre et à peu près tous les guerriers sans ordre ne jugent nullement nécessaire de se livrer aux mêmes devoirs ». Péroz parlait encore de liberté religieuse en 1887 (GALLIENI, II, p. 273), mais il semble qu'il ait mélangé les observations de ses deux missions.

(7) Cette affirmation de la tradition [1, 5, 10] recoupe un jugement du Cercle de Bamako (*Journal*, 14, p. 87) : « Le centre de l'Empire est tranquille. Les gens aiment Samori qui s'efforce d'alléger leurs fardeaux ».

(8) Pendant l'hivernage, le *Journal de Bamako* signale à plusieurs reprises que « Samori est occupé à une réorganisation politico-religieuse. Ses nouvelles conceptions mécontentent ». Le 5 décembre, il nous apprend que Samori a achevé la lecture du Coran au cours d'une grande fête à Sanankoro. Le 14 janvier 1887, il signale que la crise qui l'a opposé à son père et à ses frères est en voie d'apaisement. C'est en décembre 1886 que Bamako signale les premiers achats massifs de chevaux, en vue de la guerre de Sikasso.

(9) La tradition ne tarit pas sur la somptuosité de cette fête. L'Almami distribua à tous ses invités des vêtements, des captifs, des kola et de la poudre d'or. Il fit tuer de nombreux bœufs pour les nourrir [1, 10].

Les marabouts du Konyā, qui finissaient leurs études cette année, et qui étaient considérés comme les « promotionnaires » [1, 5] de Samori étaient tous présents.

(10) C'est sans doute peu après cette cérémonie que Karamogho Sidiki transmit à Samori le *wird kadiri*. Il allait encore suivre le conquérant, après un « congé » à Kankan, et c'est à ses côtés qu'il finira ses jours en 1889, à Nyako, pendant la Grande Révolte [10, 84].

(11) Samori songea alors un instant à changer les noms de Sanankoro et Bisāndugu. Le premier village devait prendre le nom de Maka et le second celui de Madina, car l'Almami comparait déjà à l'Hégire du Prophète son retrait du Haut Milo en 1873. Madina pouvait aussi évoquer la capitale des Sisé, auxquels Samori se substituait. Dans ce sens, le changement de nom n'aurait pas été tellement arbitraire, car la grande masse de la population servile de Bisāndugu provenait de Madina, détruite en 1881 [10].

(12) Avec une triste servilité, les courtisans de l'Almami surnommèrent alors le père de leur maître. « Yéré-la fyé » - « Celui qui se fait honte à lui-même » [1].

(13) Kèsa-Bala, valide malgré son âge, avait refusé d'assister aux cérémonies de Sanānkoro, ce qui était déjà un signe d'hostilité.

Selon la tradition de Dumbadu, Samori s'y présenta en personne à la tête d'une troupe armée et reçut une blessure au front durant l'arrestation. Cette histoire est invraisemblable et démentie par toutes les autres sources. Selon [5], Kèsa-Bala aurait effectivement blessé Samori au front, mais l'événement se situerait en 1859, quand le jeune sofa rejoignait son père, réfugié au Konyanko. Il se serait alors montré insolent envers son vieil hôte.

Dès qu'on lui amena Kèsa-Bala, Samori se rendit avec lui chez Laafiya et annonça qu'il le ferait tuer si son père ne cédait pas. Il revint ensuite chaque jour en répétant : « Il faut tuer le vieux, c'est une crapule » (« *N'kã ka fè nkè ka kyèmoghoba fagha, fonitigi do lè* »). On dit que le prisonnier refusait de manger les plats salés pour ne pas absorber le sel de Samori [1].

Les jeunes gens de Dumbadu se cachèrent un jour près du village et s'approchèrent, la nuit tombée, du sanyé du conquérant. Ils enlevèrent Kèsa-Bala sans que l'alerte soit donnée, repassèrent le Milo et escaladèrent les rochers du Tinikuru, où une troupe armée les attendait. Au matin, la case du vieux chef restait fermée, et comme Samori s'inquiétait, Laafiya, sans doute complice, le rassura : « Il fait chaud, le vieux dort encore ». Comme il ne se montrait pas vers midi, on enfonça la porte et l'Almami, constatant la fuite, fit une scène violente à son père [1].

Kèsa-Bala trouva d'abord asile à Kòlinka, chez Kosogoba Zumanigi, chef des Toma du Nyinibu. Cet hôte craignait la colère de l'Almami et lui demanda bientôt de s'éloigner davantage. Le vieux se présenta alors à un parent, Samasè Kamara, de Gbandèssa (Kolibirama, Cercle de Macenta). Ce dernier était un Samorien notoire, et c'est certainement avec l'accord tacite de l'Almami qu'il reçut le vieillard. Il l'installa à Morisimandugu (9° 28' W-8° 40' N. Ce village n'avait en 1958 que 96 habitants). Kèsa-Bala y mourra très vieux en 1900. Sa famille ramènera son corps à Dumbadu, quand elle y retournera en 1903 [17].

(14) Après la palabre de Sanānkoro, la tradition du Konyã accuse Samori d'avoir multiplié les attentats contre la vie d'Amara Kamara, le chef des guerriers du Worōndugu. Un géomancien lui aurait en effet prédit que ce jeune homme commanderait le pays après lui. Ce sera effectivement, à l'ère coloniale, le premier chef de canton de Kérwené [15].

LE SOUVERAIN

LE destin de l'Empire de Samori se confond absolument avec celui de son créateur. Des forces profondes, il est vrai, avaient préparé la Révolution dyula, et le fils de Laafiya aurait sans doute échoué si sa formation et son caractère ne l'avaient pas prédisposé à les incarner. Il reste que cet Etat était l'œuvre d'un seul homme et que les théories qui s'efforçaient de justifier son pouvoir devaient nécessairement tenir compte de ce fait.

Il est remarquable que cet Empire, le plus considérable qu'ait connu le Haut Niger, n'ait jamais été personnalisé par un nom et que Samori n'ait pas éprouvé le besoin de lui en donner un. Le nom d'un pays, chez les Malinké, est en effet attaché à un terroir déterminé dont il évoque souvent la nature, alors que le dessein du conquérant était d'étendre son emprise aussi loin que possible, partout du moins où le substrat ethnique permettait à sa révolution de prendre racine. Les contemporains ne s'y sont pas trompés : ils ont en recours à des périphrases pour désigner ce vaste ensemble aux frontières mouvantes. C'est ainsi que les pays de langue malinké disaient *Samoridugu*, mais ce nom disparut naturellement quand l'Almami succomba sous les coups des Blancs. Il fut ensuite inutile d'en chercher un autre, puisque chaque petit pays reconvra son autonomie, sinon sa liberté, à l'ère coloniale.

Un tel pouvoir était différent par nature de celui d'un Māsa, dont la personnalité souffrait la médiocrité, puisqu'il incarnait une longue lignée d'ancêtres à la tête d'un kafu traditionnel. Les Sociétés animistes écartent volontiers les caractères trop vigoureux de fonctions qui exigent avant tout le conformisme aux précédents.

L'Empire de Samori, au contraire, reposait tout entier sur les qualités extraordinaires d'un homme, et c'est à titre personnel qu'il exigeait le loyalisme de ceux qui lui devaient tout.

Au début de sa carrière, Samori paraît avoir souffert d'une certaine ambiguïté dans la nature de son pouvoir. Depuis son installation à Bisāndugu, il se présentait comme l'animateur d'un mouvement égalitaire qui abaissait au profit des dyula les vieilles lignées « nobles ». Et voici que, pour y parvenir, il établissait un pouvoir absolu qui l'élevait bien au-dessus de ses sujets. L'égalité de ceux-ci s'exprimait désormais par un abaissement commun devant le Faama. Rien de surprenant dans tout cela, car la ruine de vieilles structures hiérarchisées suscite souvent l'établissement d'un pouvoir absolu, et pas seulement en Afrique.

Samori paraît cependant avoir éprouvé le besoin de justifier sa prééminence comme Faama. Il n'eut pas recours d'emblée à l'Islam, mais il invoquait déjà le choix de Dieu en faisant état des dons exceptionnels qui plaçaient sa personne bien au-dessus de ses contemporains. Ses talents lui avaient permis de créer un Empire en partant de rien, mais celui-ci n'était pas une fin en soi. Samori proclamait en effet que son pouvoir nouveau servait à établir un ordre équitable en protégeant les Kamara contre l'impérialisme des Sisé, puis en assurant la sécurité des dyula sur les routes commerciales. Il contribuait aussi à la prospérité générale en un temps où les échanges à longue distance jouaient un rôle croissant.

Ainsi se dessinait l'archétype du souverain que Samori souhaitait incarner. Son intelligence et son énergie lui avaient permis d'acquérir une puissance redoutable. Il voulait l'exercer avec sagesse et modération afin de répandre sa générosité sur un peuple prospère qui lui devrait en retour obéissance, reconnaissance et affection. Cet homme, dont les qualités exceptionnelles démontraient l'élection divine, avait donc le devoir de faire surgir l'ordre du chaos.

Avant de se placer résolument sur le plan de l'Islam, il demeurait cependant en porte-à-faux. Pour la société animiste du Konyā, les maîtres de la terre restaient les seuls intercesseurs possibles avec le monde invisible, et Samori, malgré toute sa puissance, n'obtiendrait jamais le respect religieux et la crainte révérencielle qu'inspirait nm Māsa. Il n'était après tout qu'un petit dyula qui avait réussi.

Le titre d'Almami lui donna cette dimension religieuse, et son accession à la dignité de Namutigi la consolida deux ans plus tard. Pour l'imposer à tous ses sujets, autant que pour unifier l'Empire, il écouta alors, pour la première fois, la voix du fanatisme musulman, et adopta la politique malheureuse des conversions forcées.

Le statut religieux d'un souverain musulman, même s'il jouit d'un renom de sainteté, diffère cependant beaucoup de celle d'un roi sacré en pays païen. L'Islam permettait une conciliation de l'absolutisme samorien avec l'exigence d'équité qu'il prétendait incarner. L'ordre du monde que ses dons exceptionnels lui permettaient d'instaurer se justifiait désormais s'il assurait la protection et la diffusion de la religion. Le souverain devait encourager la pureté islamique chez les siens et, à la limite, l'imposer. Il devait combattre les infidèles et les mauvais musulmans et, finalement, les convertir de force. Il n'assurait plus seulement la prospérité matérielle de ses sujets, il préparait leur salut éternel. Samori devenait ainsi l'intercesseur de Dieu, que les païens du Konyā n'auraient jamais reconnu en lui. Son élévation au-dessus des autres hommes se trouvait ainsi pleinement justifiée. Inversement, tous les musulmans étaient foncièrement égaux devant Dieu, si bien que sa politique de nivellement et sa tendance à ne considérer que la valeur des individus trouvaient leur raison d'être.

Les caractères de l'Empire Samorien se dessinent dès lors nettement. Samori, élu par Dieu pour faire le salut temporel et spirituel des hommes, se trouvait placé bien au-dessus du commun. Le protocole allait marquer nettement cette distance.

Samori n'était cependant qu'un homme, il ne pouvait créer la loi, car celle-ci vient de Dieu seul. Sa toute-puissance ne devait donc s'exercer qu'au service de valeurs plus hautes. Le souverain était faillible et d'autant plus que sa science coranique ne fut jamais très solide. C'est pourquoi il limitait volontairement son pouvoir en suivant les avis du Conseil dont les membres se partageaient les tâches quotidiennes du gouvernement.

a) La vie privée.

L'idéologie originale de la monarchie samorienne justifie une étude attentive de cet homme, dont tout découlait. Il est évidemment assez arbitraire de distinguer la vie privée de Samori Turé et la vie publique de l'Almami, car cette dernière l'absorbait tout entier. Nous nous permettrons pourtant de le faire, comme notre héros lui-même nous y aurait invités. Tout en justifiant tant bien que mal son pouvoir absolu, Samori a toujours rappelé qu'il incarnait, par le choix de Dieu, des principes d'ordre qui dépassaient sa personne. Il n'était donc pas au-dessus de la loi. C'est pourquoi il a toujours voulu que sa famille donnât l'exemple et il a maintenu une distinction un peu artificielle entre ses biens privés, devenus considérables, et ceux de l'Etat.

1°) L'HOMME.

Ce fondateur d'Empire était doté d'un physique assez singulier, qui le faisait remarquer dès le temps de sa jeunesse (1). Il était extrêmement grand, élancé et robuste, mais ce type est commun chez les Maninka-Mori (2). Il se distinguait cependant par ses mains et avant-bras « ladres », selon le mot de Gouraud, c'est-à-dire marqués d'un albinisme local. Les Malinké appellent de tels individus *bologbè* (« mains blanches »), et ils leur prêtent des pouvoirs presque surnaturels (3). Cet aspect avait joué un rôle dans la légende du dyula Samori, car il le prédisposait, aux yeux de ses contemporains, à une destinée exceptionnelle.

Gouraud nous donnera en 1898 le plus fidèle portrait de son prisonnier : « Physiquement, c'est un homme robuste, grand..., les yeux enfoncés sous l'arcade sourcillière, sont vifs et rusés, le nez gros et la bouche grande, des dents éclatantes qu'il frotte continuellement avec un morceau de bois tendre... Je vois ce grand corps de vieillard solide, couvert de blessures : dans ses débuts de soldat, il avait reçu des balles, des flèches, des coups de sagaie, de sabre ».

Il en reçut, à vrai dire, jusqu'au bout, car il tenait à s'exposer pour donner l'exemple, aux heures de crise. La cicatrice du mollet gauche que signalera Nebout avait été faite à Numudagha en juillet 1897, tandis que celle de l'arcade sourcillière droite remontait au coup de bâton de Sarāswarè-Mori (1861).

Les photos de Gouraud nous montrent des traits rudes et énergiques, un nez large, un menton fort et des pommettes très marquées sous des yeux profonds.

Samori avait le teint fort noir, ce qui est assez rare au Konyā, mais ses jambes étaient rougeâtres (4). Il était très poilu, avec des sourcils touffus, mais il se rasait la lèvre supérieure et les joues, en dehors d'une courte barbe qui grisonnait déjà en 1886, au témoignage de Péroz (3).

Ses incisives, taillées en pointe, rappelaient sa jeunesse animiste, à la joie de ses ennemis à qui elles inspiraient des plaisanteries faciles.

Tous les observateurs lui ont attribué une vigueur remarquable et une santé solide, ce qui n'excluait d'ailleurs pas certaines maladies endémiques dans l'ancienne Afrique (6).

Le caractère. — Tous les visiteurs ont reconnu que la physionomie du conquérant était aussi frappante que son aspect physique, et ils admettent tous, à l'exception de Binger, qu'il rayonnait d'intelligence et d'énergie. Ils ont été frappés par son éloquence, « sa parole chaude et persuasive » (Binger), mais aussi par son affabilité, sa douceur et son calme. Cet homme d'une volonté inflexible s'emportait rarement. Il parlait généralement avec mesure, mais sa force de conviction était irrésistible. Il ne manquait pourtant pas d'ironie, souriait souvent et savait détendre l'assistance par des plaisanteries bien placées. Gouraud ne lui refuse pas « une certaine bonhomie railleuse » (7).

Le trait dominant de Samori était donc une maîtrise de soi, qui s'accorde bien au courage de ce vieux guerrier, dont le calme sous le feu était légendaire (8). L'Almami n'était pourtant pas d'un naturel lymphatique et, sous le masque qu'il s'imposait, on a le sentiment d'un bouillonnement intense. Le jeune dyula impétueux qui troublait jadis les marchés n'était pas mort. L'expérience lui avait appris à respecter les faits gênants, mais cet empirisme, qui le marquait profondément, était d'ordre tactique. Il sera toujours prêt à accepter des détours complexes et des retraites provisoires, sans cesser de poursuivre, avec passion et même obstination, les buts lointains qu'il s'était fixés. Sa force de caractère lui donnait alors une puissance extrême de dissimulation qui n'était pas un vice, mais une nécessité du pouvoir, dans les conditions où il l'exerçait.

Ceci pose le problème de sa cruauté. Les légendes sur « Samori le sanglant » proviennent de deux sources. Celles du colonisateur ont un but polémique évident. Les faits qu'elles invoquent sont interprétés de façon tendancieuse, telle l'exécution de ses deux filles en 1887, ou celle de Dyaulé-Karamogho en 1894. D'autres sont exacts, mais ne mettent pas en cause la personne de l'Almami. Aucune anecdote précise ne permet de croire qu'il ait eu un goût personnel pour le sang et les tortures. Tyèba est l'objet d'accusations bien pires, mais presque tous les auteurs négligent ce côté inquiétant de l'ami de la France (10). Des massacres comme celui de Kéñyérâ en 1882, et surtout de Samamurula, en 1888, sont cependant incontestables et confirmées par la tradition. Disons qu'ils s'expliquent s'ils ne se justifient pas, par la nécessité de répandre la terreur pour surmonter une crise décisive. Nous avons donc de solides raisons de croire que Samori n'était pas foncièrement sanguinaire. Il ne menait pas la guerre de façon plus barbare que ses contemporains, mais seulement avec plus d'efficacité. Ce constructeur d'Empire était prêt à tout pour atteindre son but, mais il calculait soigneusement ses moyens. Les massacres dont il a pris la responsabilité n'ont jamais été ordonnés par goût du sang, mais pour atteindre un résultat politique précis.

Cet emprise sur lui-même était liée à un profond sentiment de supériorité. Si Samori se jugeait choisi par Dieu, c'est qu'aucun de ses contemporains ne l'égalait en intelligence ou en caractère. Il n'en tirait pourtant pas un véritable mépris des hommes. Il rappelait sans cesse qu'il était le seul auteur de sa puissance, et il était assez conséquent pour s'intéresser surtout à la valeur individuelle de ses gens. Samori ne tolérait pas la maladresse et n'appréciait guère la malchance, mais il savait se montrer amical et reconnaissant pour ses collaborateurs. Quand il avait confiance en leur efficacité, il pardonnait volontiers leurs fautes. Tari-Mori fut exécuté en 1885 parce que son zèle excessif avait provoqué la révolte bambara, mais Bilali fut grâcié en 1883, bien qu'il n'ait pas su éviter de combattre les Français, comme Samori le souhaitait, et que la destruction de son armée en soit résultée.

L'Almami faisait donc alterner le bon sens et la générosité avec les rigueurs les plus impitoyables, si bien qu'il inspirait à la fois une véritable terreur et une profonde adoration. La plupart de ses partisans ont éprouvé pour lui une fidélité extrême qui a dérouté les calculs des colonisateurs. Archinard, moins clairvoyant que Péroz, ne voudra jamais y croire, et il sera surpris quand son attaque présomptueuse n'entraînera pas la chute du tyran (1891). Samori savait s'attacher les hommes corps et âme. Il ne connaîtra jamais les trahisons lamentables qui ont souvent accompagné la conquête coloniale, chez les Toucouleurs, par exemple.

La culture traditionnelle. — Cet homme de guerre ne méprisait pas la culture, mais les hasards de la vie l'en avaient longtemps privé.

Son déracinement précoce l'avait empêché d'acquérir celle du Konyā traditionnel, tandis que le retour de sa famille à l'animisme lui ferma longtemps les portes de la culture islamique.

Quand il décida, tout jeune, de se faire dyula, Samori n'avait sans doute guère d'estime pour les traditions païennes de son pays. Il les connaissait sans doute fort mal, n'ayant pas encore l'âge pour la grande initiation du Djo. Il comptait donc sans retour avec les rituels du terroir, mais cela ne prouve nullement qu'il ait ignoré les souvenirs historiques autour desquels se cristallisait la conscience malinké. Sa famille n'entretenait pas des griots attitrés, mais ceux-ci étaient particulièrement nombreux, on l'a vu, parmi ses amis d'enfance et ses premiers fidèles. Parmi eux, Morifiñdyâ le suivra jusqu'au bout de sa longue histoire et sera seul à partager son exil au Gabon.

Les griots du Konyā n'ont pas une réputation particulièrement brillante car, s'ils connaissent parfois les généalogies de leurs maîtres, l'histoire des lignées locales n'est pas leur point fort. Les anciens des familles nobles les éclipsent généralement dans ce domaine. C'est à ces dyèli qu'incombe cependant la transmission des légendes anciennes du cycle de Sundryata, qui sont communes à l'ensemble du monde malinké.

On sait que ces épopées sont conservées et enseignées par les gens de Kèla, près de Kaaba (Kāngaba). Les meilleurs griots des pays du Haut Niger vont y passer quelques années pour en acquérir la connaissance. Ces sujets d'élite paraissent avoir été rares au Konyā, mais la caste n'en assure pas moins la diffusion de ce cycle célèbre, avec plus ou moins de brio et des déformations souvent graves.

Il est certain que les premiers compagnons de Samori n'avaient aucune compétence particulière en matière de tradition. C'étaient seulement des jeunes aventuriers et il fallut attendre l'installation à Bisāndugu pour que le Faama attire auprès de lui des griots professionnels qui chantaient ses louanges. Il n'en reste pas moins qu'il passa toute son existence parmi des gens qui étaient imprégnés des antiques légendes de Sundryata, même s'ils n'en avaient pas une connaissance exacte. On peut tenir pour assuré qu'elles lui étaient familières. Il ne pouvait pas ignorer la tradition d'unité ancienne qui rassemblait tous les Malinké, ni le souvenir d'un vaste Empire, qui les avait réunis dans un passé fabuleux. Binger écrit curieusement qu'il ignorait l'ancien Mali, mais connaissait Māsa Sulēyman et aurait même « cité des traits de son règne » (1892, I, p. 110). Le séjour du capitaine chez Samori fut trop bref pour nous détourner de suivre les traditions, selon lesquelles la figure de Sundryata était familière au conquérant. On peut ajouter qu'il n'ignorait certainement pas Fèrèu-Kamā, le fondateur du Konyā, dont il descendait lui-même en ligne maternelle.

Il ne faut pas en déduire que son action s'inspirait du désir d'imiter les empereurs du Mali. La conscience vague de ce passé a dû cependant l'effleurer au moment où son succès passait toute espérance et où tout devait lui paraître possible. La tradition orale présente Sundryata et ses successeurs comme des puissants sorciers païens, mais ce trait ne devait pas le gêner avant qu'il ne songeât, vers 1880, à faire de l'Islam le ciment de l'Empire.

Sa connaissance du monde était également considérable du fait de sa formation. Ses années de colportage l'avaient familiarisé avec tous les pays qui s'étendent du Haut Niger au Sassandra. Le milieu dyula, qui était le sien, l'avait certainement renseigné sur l'ensemble de l'Ouest africain, jusqu'au Sénégal d'une part et, à l'opposé, jusqu'aux pays des Mosi et des Ashanti, les Tō des Manding. Au-delà, les pays arabes du Maghreb, ou la route interminable qui menait les pèlerins vers le Nil et les villes saintes du Hedjaz, étaient vaguement connus des milieux musulmans et Samori ne pouvait pas en ignorer l'existence (11). C'est sans doute tout près de sa patrie, dans les pays de la Forêt et au-delà de la frange kolatière, au sud du Mont Nimba par exemple, qu'il faudrait chercher des terres assez mystérieuses pour qu'il n'en ait rien su.

Bien qu'il n'ait jamais visité les rives de la mer, l'importance déterminante du commerce européen pour la société dyula exclut qu'il ait ignoré le monde européen. Ses amis l'avaient évidemment renseigné sur Saint-Louis et Freetown, mais il est difficile de savoir l'idée qu'il se faisait de l'Europe au début de sa carrière. Vers le milieu du XIX^e siècle, les gens du Niger croyaient généralement que les Blancs étaient une race peu nombreuse mais fort ingénieuse ou, si l'on veut, habile en magie, qui vivait dans d'étroites îles surpeuplées au milieu de la mer. Mage et Quintin enregistrèrent cette opinion à Ségou, mais il est difficile de croire qu'elle était courante sur le Haut Sénégal parmi les laptots Sarakholé qui naviguaient parfois jusqu'en France. Il est possible que Samori ait accepté des opinions géographiques de cet ordre avant 1880, mais il

les écarta certainement quand il se heurta à la puissance militaire des Français et qu'il admit dans son entourage des natifs du Haut Sénégal, comme Tasili-Māngā. Après le voyage de Dyaulé-Karamogbo, il eut en tout cas une idée claire de la puissance de l'Europe, et sa politique de ses dernières années allait se fonder sur cette terrible révélation (12).

Ce dyula, précocement déraciné, ne se bornait donc pas à un horizon étroit comme l'eût fait un paysan du Konyā. La chance voulait d'ailleurs qu'un vaste domaine s'ouvrit d'emblée à lui, du seul fait de sa langue maternelle.

Celle-ci était évidemment le *konyā-kā*, dont nous avons signalé la large extension sur le pays d'Odienné et la parenté fort étroite avec les parlers du Haut Niger. Comme dyula, Samori avait naturellement recours à ceux-ci, et particulièrement à cette langue de Kankan, pratiquement identique au *sānkārā-kā*, qui régnait sur tout le monde du commerce, le long des franges de la forêt et jusqu'en Sierra Leone. Elle sera en usage à sa cour jusqu'à sa capture en 1898, mais nous devons surtout garder à l'esprit l'intercompréhension généralisée des dialectes malinké qui assurait de solides bases linguistiques à la Révolution dyula.

En dehors du malinké, sous ses diverses formes, la seule langue africaine que Samori ait jamais pratiquée est le toma, et il l'utilisait souvent avec certains confidents pour ne pas être compris de l'assistance. Il l'avait évidemment apprise comme dyula quand il allait acheter des kolas et des captifs sur les marchés du Tukoro. Les Kamara de la Forêt, qui l'hébergeaient et qu'il considérait comme ses « oncles maternels », étaient d'ailleurs fortement métissés et généralement bilingues.

Certains informateurs prétendent même que le jeune homme avait été initié par les Toma et comprenait le langage tambouriné qui leur est propre (13). Les sociétés « secrètes » de ce peuple sont cependant très fermées et le jeune colporteur ne paraît les avoir fréquentées qu'à l'occasion de brèves visites commerciales. Comme il s'était tenu à l'écart du Djo de son village, on ne voit pas pourquoi il aurait fait cette démarche difficile auprès des Barbares. Le renseignement est donc peu vraisemblable, mais il reste que le conquérant, parvenu au sommet de la puissance, cherchait des Toma de confiance comme gardes du corps et qu'il aimait créer autour de lui une ambiance de mystère propre à engendrer des légendes.

La culture islamique. — On se tromperait certainement en donnant trop d'importance à ces éléments païens. Pour le jeune Samori, comme pour tout dyula, il n'y avait pas de véritable culture en dehors de l'Islam. Sa famille ne lui avait malheureusement pas permis d'y accéder, et les circonstances de la vie l'en écartèrent pendant longtemps. Il est en effet certain que le fils de Laafiya n'a jamais fréquenté l'école coranique. Aucun marabout n'enseignait d'ailleurs, de son temps, dans son kafu natal, le Bānhadugu. Au cours de ses années de commerce, le jeune homme faisait étape à Nyōsomoridugu, mais on imagine mal que son métier lui ait permis d'y séjourner pour suivre les leçons de Konyā-Morifiñ. L'influence d'Ansumana Dukurè, de Musadugu, fut certainement encore moins forte. Au moment de s'enrôler chez les Sisé, il est à peu près certain que ses connaissances se limitaient aux paroles et aux gestes de la prière. Il est douteux que la vie militaire qu'il mena à Madina lui ait permis d'aller beaucoup plus loin. Dans la mesure où il fut distigué par Sérè-Burlay, il est pourtant possible qu'il ait commencé, dans l'intervalle des campagnes, à s'initier au Coran. S'il fit alors cet effort, il ne lui donna naturellement aucune suite, car on voit mal comment le chef de bande de Dyala, puis le Kèlètigi des Kamara, retombé en plein milieu animiste, y serait parvenu. Comme ses camarades, il se contentait d'un Islam de surface, limité aux gestes extérieurs qu'inspirait le respect humain.

Après 1873, installé à Bisāndugu et allié aux puissances musulmanes, Samori s'entoura à nouveau de gens de religion, mais sa vie publique paraît alors trop active pour qu'il ait songé à sa culture personnelle. L'Empire n'était pas encore organisé, si bien que sa présence était partout nécessaire et ces années ont vu se succéder des actions militaires presque ininterrompues. La tradition, qui a pris corps au temps de la théocratie, aurait pu insister rétrospectivement, sur les soucis culturels du Faama. Comme elle reste silencieuse pour cette période, il faut croire qu'il n'en eut aucun.

Il paraît donc infiniment probable que nos informations sont sérieuses et que nous pouvons les suivre. Samori était plein de respect, depuis sa jeunesse, pour la culture islamique, mais elle lui était presque totalement étrangère jusqu'en 1880. Cette situation devint intolérable du jour où il décida de recourir à l'Islam pour unifier l'Empire. S'il voulait sérieusement être le chef des musulmans, il devait en être digne. Comme la structuration rapide de l'Etat lui laissait désormais certains loisirs, il les consacra à un labeur intellectuel acharné. Il paraît vraisemblable qu'il satisfaisait ainsi, tardivement, d'anciens désirs refoulés par les hasards de la vie.

Sidiki Shérifu, qu'il prit à son service dès la chute de Kankan était certainement un maître compétent. Il a laissé le souvenir d'un savant, mais le prestige de son fils, l'illustre Fanta-Madi, a pu le rehausser rétrospectivement. Il reste que pendant huit ans, sans occuper aucune charge officielle à la Cour, sinon celle d'Iman, ce marabout demeura en permanence attaché à Samori (14). Il habitait à l'entrée de la concession de son redoutable élève, et il le suivait en campagne. Il devait répondre à tout instant à son appel. Les résultats de cet effort paraissent fort honorables. Samori accédait en effet à la culture écrite à un âge tardif et jamais, bien entendu, il ne put se consacrer entièrement à l'étude. Quand il se fit proclamer Namutigi en décembre 1886, il avait acquis une connaissance assez complète du Coran, mais aussi celle d'un certain nombre d'ouvrages courants dans les milieux religieux d'Afrique Occidentale. Nous aurions une idée précise du niveau intellectuel de l'Almami si nous savions avec certitude quelles œuvres il a étudiées. Ce n'est malheureusement pas le cas, mais Samori avait pris goût à l'arabe et il continua à étendre sa culture, chaque fois qu'il eut le temps, jusqu'à son arrestation. Amara Kuyaté nous fournit cependant une liste des livres qu'il étudiait régulièrement dans ses dernières années. En dehors du Coran, nous y trouvons un seul ouvrage de jurisprudence malékite, qui est bien entendu *Al-Risāla* d'Ibn Abi Zaïd al Quayrawāni (X^e siècle), et trois poèmes fort communs de littérature religieuse : *Al-Burda*, *Al-Dāliya* et l'ouvrage d'Ibn Duraydi. Je suis incapable d'identifier ce que mon informateur appelle Burumagādyèbi (15).

Le professeur V. Monteil, que j'ai consulté, a porté le jugement suivant : « Les livres de Samori sont des banalités bien connues des musulmans de l'Ouest africain et de l'Afrique du Nord ». (In litt., 19-3-1965).

Certaines absences sont même surprenantes, comme celle du recueil de Hadith d'Al-Bokhari, ou des Mugammāt d'Al-Hariri, mais il est fort possible que Samori en ait eu connaissance, sans que la tradition en garde le souvenir.

Ce jugement un peu sévère ne doit pas nous faire sous-estimer l'exploit de Samori. Bien que sa culture n'ait pas dépassé celle d'un marabout de second ordre, ce modeste résultat supposait un effort remarquable chez un homme de son âge et de sa formation. Il est certain qu'il avait à la fin de sa vie une bonne connaissance de l'arabe écrit, langue sacrée, entièrement exclue de la vie quotidienne, et dont l'usage parlé était écarté avec horreur par les musulmans manding. Garrett affirme cependant que l'Almami parlait arabe à son entourage, mais le fait est douteux venant d'un informateur qui ignorait à la fois cette langue et le malinké, ce qui le livrait aux fan-

taisiés de ses interprètes (16). Selon le témoignage de ses compagnons, et particulièrement du tailleur Dèm, l'Almami ne parlait qu'en malinké ou, occasionnellement, en toma, et il n'utilisait l'arabe que sous forme écrite, à des fins politiques ou religieuses.

Dans cette ambiance d'Islam traditionnel, les sciences coraniques, sublimées, ne sont pas une fin en soi mais une préparation au salut éternel. Cette fonction spirituelle n'était cependant pas incompatible avec des intérêts mondains, tels que l'entretien des marabouts enseignants et la consolidation de l'Empire théocratique. Il est certain que Samori considérait tous ces facteurs, quand il essaya d'imposer une politique scolaire. Nous verrons que celle-ci n'était pas très originale, car on peut la comparer à celle des Peuls du Masina, mais on n'avait jamais rien vu de semblable sur le Haut Niger. L'Almami était d'ailleurs profondément imprégné de la valeur spirituelle de la science. Lui-même, sur ses vieux jours, emploiera tous ses loisirs à lire : c'est un Coran à la main qu'il sera surpris en 1898 par le sergent Bratières.

2°) LA FAMILLE.

Dans toutes les sociétés fortement hiérarchisées, la vie familiale des souverains et des dignitaires se trouve soumise à des règles exceptionnelles. Cela est vrai naturellement en pays malinké où chaque Māsa se conduit à l'égard des siens de façon à décourager les ambitions et à rallier toute la lignée derrière lui, tandis que ses mariages sont orientés de façon à unir les principales lignées en une trame solide.

La position de Samori se distinguait cependant de celle d'un chef traditionnel. Parce que cet homme, issu d'une lignée roturière, n'avait réussi que grâce à son génie personnel, il n'était au départ lié par aucune règle précise. Sur le plan politique, il ne devait rien aux obscurs Turè du Konyā, dont il était issu, mais ceux-ci avaient tout reçu de lui et ils participaient à sa puissance seulement dans la mesure où il y consentait (17).

L'Almami pouvait donc établir sa vie familiale sur les bases qui lui convenaient, mais il ne songeait pas, bien entendu, à rejeter les normes générales de la coutume acceptée par les Malinké, ou plus précisément les dyula.

Le père. — La situation de son père Laafiya était nécessairement fautive. Cet homme modeste demeurait chef de la lignée, mais il se trouvait en fait soumis à la puissance de son fils. Il ne gardait même pas l'autorité morale du patriarcat, car son animisme impénitent le déconsidérerait de plus en plus. La sécurité matérielle lui était assurée, mais ses enfants et ses neveux le tenaient pour quantité négligeable. Il ne lui restait que la compagnie de vieux camarades païens, d'ailleurs suspects, car ils déploraient également la conduite de son fils. L'indépendance du jeune Samori l'avait toujours irrité et il observait sans joie son ascension. Il l'avait approuvé de défendre le Konyā, mais il le blâmait de s'être installé à Bisāndugu pour entreprendre de vastes conquêtes. Il avait soutenu, en 1886, l'opposition à la théocratie, mais il était sorti de cette crise tout à fait ridiculisé. Son fils, ayant renoncé à le convertir, lui avait rendu ses biens et une considération de pure forme, mais son influence restait nulle. Jusqu'au Dyimini, le vieillard allait vivre à part, avec un petit noyau familial, formé de jeunes femmes et d'enfants tardifs, ignoré ostensiblement par son illustre fils. L'Almami n'assistera même pas aux funérailles du vieillard, qui allait mourir épuisé par l'âge, en 1896, à Nyèmèrèdugu (18). Il déclarera, pour se justifier, qu'il ne pouvait déceimment assister à une cérémonie animiste. Samori s'abstiendra d'ailleurs jusqu'à cette date de prendre le titre de chef de famille, bien qu'il en assumât les charges, par exemple,

l'éducation de ses neveux orphelins. La mort de Laafiya mettra fin à cette ambiguïté et Samori transmettra les biens familiaux à son fils Managbè-Mamadi, quand les Français l'emmèneront en captivité.

Les frères. — Contrairement à leur père, les frères de Samori n'étaient pas des païens endurcis et ils jouèrent un rôle considérable dans la Révolution dyula. Leur illustre aïné les avait arrachés à la routine traditionnelle et c'est lui qui assura leur fortune avant qu'ils ne meurent pour lui. Ils avaient contribué à sa grandeur en combattant à ses côtés dès le début et il eut recours à eux pour organiser les grands commandements territoriaux que la construction de l'Empire rendait nécessaires. Leur rôle fut donc capital. Ils acceptèrent donc fort mal d'être éclipsés par leurs neveux au nom de l'orthodoxie musulmane et, lors de la crise de 1886, ils rejoignirent un instant leur père dans l'opposition. Les plus énergiques d'entre eux allaient périr, peu après, sous les murs de Sikasso, et les survivants ne joueront plus dès lors qu'un rôle insignifiant (19).

Bien que l'Almami ait abaissé ses frères au nom du principe qui commandait, à ses yeux, l'avenir de l'Empire, il leur montra toujours une certaine affection. Il se conformera à la coutume en épousant leurs veuves et en élevant leurs enfants, installés avec les siens dans un hameau proche de la résidence (20).

Les épouses. — Dans une civilisation traditionnelle où les unions lient naturellement des groupes et non des individus, l'étude des mariages permet d'analyser exactement les équilibres que régissent la société. Dans le cas d'un souverain comme l'Almami, dont l'action révolutionnaire a ruiné beaucoup d'anciennes structures, il est intéressant de voir dans quelle mesure ses unions conjugales se sont écartées de la norme coutumière.

Celle-ci est caractérisée chez les Malinkés du sud par une exogamie très marquée au niveau du lignage étendu, mais non à celui du clan. En raison de leur portée sociale, les mariages des chefs obéissaient cependant à des règles spéciales. Ils se caractérisaient par une polygamie extrêmement étendue, alors que les gens du commun prenaient rarement plus de deux femmes, même à un âge avancé. Les Mâsa s'attachaient généralement à payer de fortes dots, pour rehausser leur prestige, alors que la pratique contraire est fréquente en Afrique. En revanche, ils donnaient souvent leurs filles sans dot, afin de les garder sous leur contrôle et de placer ainsi leurs gendres dans une étroite dépendance. Des mariages à dot nulle ou symbolique étaient aussi conclus au profit de marabouts renommés, dont l'influence surnaturelle était naturellement mobilisée au service de leurs beaux-pères.

Au cours de sa longue carrière, Samori a possédé un nombre considérable de femmes, dont une quarantaine nous sont connues (21). On trouve bien entendu dans cette foule de simples captives, que la coutume affranchissait si elles donnaient des enfants à leur maître. Aucune de celles-ci ne paraît avoir joué un rôle notable, si bien que nous bornerons notre étude aux seules unions qui eurent une portée politique, celles d'épouses légitimes selon la norme des Konyānké, ou de captives issues des grandes familles vaincues.

La limitation coranique de quatre épouses n'a jamais été prise au sérieux par l'Islam malinké, si l'on excepte d'étroits cercles maraboutiques. La plupart des chefs en état de la transgresser étaient d'ailleurs païens et la nécessité de contracter de nombreuses unions était pour eux d'ordre politique. Samori ne pouvait y échapper. Comme il répudiait très rarement ses femmes, on peut affirmer qu'il en eut toujours plus d'une dizaine, même à l'époque de la théocratie la plus stricte. Il est d'ailleurs possible d'établir une chronologie à peu près sûre pour vingt-huit de

ces unions. En les scrutant minutieusement, on constate que la politique matrimoniale de Samori a subi une mutation brusque aux environs de 1873, c'est-à-dire précisément au moment où le Faama affirmait son originalité en s'installant à Bisāndugu (22).

Avant cette date, en dehors de quelques captives d'identité incertaine, le jeune conquérant avait épousé exclusivement des Kamara ou des Konaté natives des environs de Sanānkoro ou du Gundo voisin. Elles appartenaient toutes à des lignées alliées depuis des siècles aux Turè du Konyā et plusieurs étaient même des cousines utérines plus ou moins éloignées. C'est ainsi que Mamiyā, Managbè, Masé-Fatimata et Kariata, étaient toutes des Kamara natives d'un versant ou de l'autre du Gbè. Dyaulé Sidihé, il est vrai, était une Fula, mais elle venait du Basāndo (Folonigbè) tout proche et son père avait souvent vendu des bœufs à Laafiya. Sarānkēnyi, qui ferme la série, ou peu s'en faut, était issue des Konaté de Farāfina (Gundo), étroitement alliés, on l'a vu, aux ascendants maternels de Samori. Durant les années que le conquérant a passé à Nyaalēmoriidugu, avant sa circoncision, il ne jouait sans doute pas avec sa future femme, encore trop jeune, mais il avait assurément connu ses « frères » aînés. Une évidence s'impose donc pour cette période ancienne. Le conquérant était déjà à la tête d'une force redoutable, mais il restait fidèle aux coutumes matrimoniales qui avaient permis à ses ancêtres, depuis plus d'un siècle, de s'enraciner dans le Konyā. Il ne se mariait qu'au sein de grandes familles locales, depuis longtemps liées à la sienne, et il limitait son choix à un rayon de cinquante kilomètres autour de sa résidence (23).

Tout changea soudain après l'occupation de Bisāndugu (24).

En dehors des veuves de ses frères, dont il hérita selon la coutume, le conquérant ne prit plus guère d'épouses dans le Konyā, dont l'importance devenait négligeable au sein de l'Empire. Ses nouveaux mariages allaient indiquer très clairement l'extension de ses conquêtes militaires. Il choisit des filles d'alliés lointains, comme Kanti Kamara, du Balèya, qu'il épousa sans dot en 1879, ou celles de vaincus puissants comme Ngosirè-Sirifu, nièce de Sérè-Brèma, en 1881. Certaines furent remises au souverain comme parts de butin, par des chefs d'armées, qui combattaient au loin. L'importance politique de certaines de ces unions fut immense. C'est ainsi que le mariage de Tirānkè Tnrè, d'Odienné, a préparé l'intégration du Kabasarana à l'Empire naissant et que celui de Ngosirè-Sirifu a consacré le ralliement des Sisé vaincus.

Tous ces mariages ont donc été inspirés, à des degrés divers, par des considérations politiques. Les premiers répondent aux problèmes d'un chef du Kouyā, soucieux d'étendre son influence sur les kafu voisins. Les autres ont souvent contribué à établir l'Empire et à le rendre acceptable. Ils témoignent d'un extrême conservatisme en matière d'exogamie comme de pratique dotale. Samori s'en est tenu strictement à la coutume des Maninka-Mori qui s'écarte sur divers points de la Shariya. Elle proscrit notamment comme incestueux les mariages entre cousins parallèles chers à la tradition arabe. Il ne faut pas voir une exception dans les unions du conquérant avec les Turè d'Odienné, car nous avons déjà souligné que la tradition dyula réduit l'exogamie au champ le plus étroit (25).

A partir de 1885, on peut d'ailleurs distinguer une dernière période. L'Empire était dès lors construit et Samori ne devait plus contracter qu'un petit nombre d'unions dont aucune ne paraît postérieure à la grande retraite de 1894. Ceci peut surprendre, car des mariages bien choisis auraient pu consolider son influence sur les terres nouvelles du Bādamā et du Comoé, où il allait transporter son pouvoir. Des facteurs personnels, comme l'âge, n'ont sans doute joué ici aucun rôle. Ce vieillard était encore assez vert pour engendrer et de telles considérations ne jouaient guère dans l'Afrique traditionnelle. On peut seulement admettre qu'il ait senti de la gêne à s'écarter des normes coraniques à mesure qu'il approfondissait sa religion. Sans aller jus-

qu'à répudier ses épouses en surnombre, il aurait alors évité d'en prendre de nouvelles. Une autre explication paraît cependant plus vraisemblable. Sa politique matrimoniale avait un sens chez les Malinké, car elle s'insérait dans le jeu des équilibres traditionnels, tout en contribuant à la dépasser pour construire l'Empire dyula. L'Etat théocratique excluait ce procédé et le déracinement imposé par les Français allait lui enlever bientôt toute valeur. Pour établir une hégémonie provisoire sur les populations exotiques de haute Côte d'Ivoire, l'Almami jugera sans doute qu'il n'était pas utile d'y recourir (26).

La vie conjugale. — Ces nombreuses femmes, épouses dotées, captives ou concubines, nous sont très inégalement connues. La tradition ne s'intéresse qu'à celles que valorisait l'importance de leur famille ou l'influence personnelle qu'elles exercèrent sur leur maître. Celles qui lui donnèrent des enfants, ou plutôt des fils, jonèrent naturellement un rôle privilégié (27).

La plupart d'entre elles n'étaient que des compagnes éphémères, vivaient à l'écart de l'Almami qu'elles rencontraient rarement (28). La coutume malinké limite le nombre des épouses par la capacité du mari à les entretenir, et Samori s'acquitta toujours consciencieusement de cette obligation.

Le port du voile et la claustration en harem, autant que l'usage d'eunuques, sont étrangères à l'Islam Noir. L'Almami se contenta donc de regrouper ses femmes de second rang en *lu* (concession) placés chacun sous l'autorité d'une matrone (*dyalé-muso*). Ces *lu* étaient, selon Dèm, au nombre de 33 à Dabakala, durant les dernières années. Ils étaient groupés en un petit village un peu à l'écart de la concession du maître (29). Ce hameau était placé sous les ordres d'un marabout âgé, choisi pour son calme et son bon sens, et qui ne rendait compte qu'à Samori lui-même. Il avait fort à faire. Chaque matin, en effet, il présidait au partage entre les *lu* des provisions de la journée, livrées par les greniers personnels de Samori. De temps à autre il devait aussi s'occuper de répartir divers produits : kolas, huile, viande, et même des tissus une ou deux fois par an.

Au moment de la guerre de Sikasso, le responsable du « *musobugu* » était un vieux Dyawara, originaire de Kingi au Sahel (Nioro) et Binger, qui le visita à Bendoghobugu, nous a laissé son portrait.

A l'occasion des fêtes, l'Almami offrait lui-même à ses femmes des ornements et bijoux qui, pour cette catégorie, n'étaient pas exclusivement en or (30).

On remarquera que ces compagnes de seconde zone n'avaient pas accès auprès de leur époux en dépit de la rotation des nuits et des tâches culinaires, que la coutume impose d'habitude. Leur marabout ne devait pas moins veiller sur leurs mœurs et on dit que, par jalousie, elles se dénonçaient mutuellement. La Shariya prévoit la peine de mort par lapidation pour les adultères, mais ceci ne concerne que les femmes mariées par dot, ce qui paraît avoir été assez rare à ce niveau. La coutume malinké est au contraire d'une indulgence extrême et prévoit une simple compensation financière. Samori paraît n'avoir appliqué les sanctions féroces de l'Islam qu'à contre-cœur, et seulement quand le scandale risquait de le ridiculiser (31). La surveillance n'était d'ailleurs pas stricte et il renvoyait souvent ces épouses marginales, sans aucune formalité, si elles n'étaient pas dotées. Il en faisait alors les compagnes honorables de combattants valeureux ou de marabouts méritants.

Les femmes issues de grandes familles ou celles qui avaient donné des enfants au maître, connaissaient une tout autre condition, mais leur nombre ne paraît jamais avoir excédé la vingtaine (Pérox). Samori leur constituait une fortune personnelle par des dons de captifs, de terres et de bétail. Il n'avait donc pas à les nourrir quotidiennement, car chacune subvenait à son entretien. Il les couvrait de bijoux en or, selon la faveur plus ou moins grande dont elles jouissaient. Chacune

vivait librement, avec ses enfants et ses serviteurs, dans une des concessions (*lu*) particulières qui entouraient la place précédant le domicile de leur mari (32). A Bisāndugu, Dyaulé et Sarānkēñyi étaient installées dans deux des tours fermant la grande cour, mais elles n'avaient pas accès au réduit intérieur où vivait Samori. Les plus favorisées disposaient d'une fortune considérable : Humbert enlèvera, en 1892, 700 bœufs appartenant à Sarānkēñyi.

Leur époux n'était cependant pas soumis aux obligations du vulgaire, si bien qu'elles étaient souvent écartées de sa couche et toujours de sa cuisine. Aucune rotation n'était organisée. Samori les appelait à sa guise pour passer la nuit avec lui et ne leur confiait jamais sa nourriture. Celle-ci incombait pourtant à l'une d'elles, la maîtresse du foyer (*gbā-tigi*) qui, seule, vivait dans la concession de l'Almami, et était naturellement l'objet d'une extrême jalousie. Le choix de cette femme, qui tenait la vie du maître à sa merci, était naturellement délicat. Une fois en place, il n'était guère possible de la renvoyer, et nous n'en connaissons que deux pour toute la carrière de Samori. La première, Mariama Kamara, était d'une famille sans influence, mais elle avait donné quatre enfants à son époux. Elle fut répudiée en 1885, et ses enfants confiés à une femme plus jeune, Masé-Fadima, qui se conduisit en marâtre (33). Pour éviter de nouvelles intrigues, Samori choisit alors une fille de grande famille, mais jusque-là stérile, Hawafla Dyakité, qui allait s'occuper de lui avec une grande discrétion jusqu'au jour de sa chute.

L'Almami ne confiait donc pas son foyer aux plus influentes de ses épouses. Contrairement aux femmes du hameau, celles-ci n'étaient presque jamais répudiées, et nous n'en connaissons à vrai dire qu'un seul cas, celui de Mariama, la gbatigi.

Exclues de la concession, à l'exception des deux favorites, les grandes épouses organisaient souvent de véritables petites cours, intrigant les unes contre les autres et s'efforçant parfois d'agir sur la politique du maître en des sens très divers. Elles gardaient leurs fils jusqu'à la circoncision, et leurs filles jusqu'au mariage. Quand les premiers, devenus adultes, s'attribuaient un rôle politique, elles se joignaient à eux et les suivaient souvent dans leurs gouvernements ou en campagne. Leur influence était alors déterminée par le destin de ces brillants jeunes gens. Masé-Suko, Managbè Kamara et Dyaulé Sidibè partageront ainsi la disgrâce de leurs enfants. Samori qui n'avait plus de rapports avec ces vieilles femmes, continuera pourtant à les traiter honorablement et les gardera avec lui jusqu'au bout.

Le cas de Sarānkēñyi Konaté est exceptionnel. Dès 1886, Péroz avait signalé qu'elle exerçait une forte influence sur son époux (34). Elle allait jouer un rôle glorieux pendant la Grande Révolte et fera proclamer son fils comme héritier de l'Empire, dès 1890, malgré son jeune âge. Sa prépondérance sera dès lors incontestable. De 1892 à 1895, durant l'exode vers l'Est, elle assumera la sécurité de ses co-épouses, avec sa garde personnelle, puis ira s'installer au Dyimini, alors que son époux campait encore sur le gué du Comoé. Son rôle sera considérable dans les intrigues qui allaient suivre l'exécution de Dyaulé-Karamogho et celles qui, plus tard, amorceront les ultimes négociations avec la France, mais elle affectera toujours une simplicité et une modestie qui frappera Nebout. On ne saurait douter qu'elle ait porté un amour sincère au grand homme qui l'avait choisie entre toutes, simple fille d'un petit chef du Torō. Malgré la disgrâce relative qui frappera son fils durant les derniers mois de cette histoire, elle suivra Samori en exil sur les rives lointaines du Gabon.

Les femmes d'un tel époux ne pouvaient se tenir entièrement à l'écart de la vie politique. A chaque réception solennelles elles s'asseyaient en demi-cercle, derrière l'Almami, vêtues de couleurs vives et parées de tous leurs bijoux dont la richesse frappait les assistants. C'est Sarānkēñyi, comme favorite, qui présentait symboliquement de l'eau aux visiteurs de marque.

Quand Samori partait en campagne, la plupart d'entre elles ne le suivaient pas. Durant toute la guerre de Sikasso et la crise consécutive, Sarānkènyi ne bougera pas de Bisāndugu où elle exerçait une sorte de régence. Quelques-unes de ses coépouses avaient cependant accompagné l'Almami pendant le siège et d'autres séjournaient sur la ligne des étapes, notamment à Bendoghobugu, près du gué du Bagoé, où Binger les rencontra.

Les enfants. — Pourvu d'un si grand nombre d'épouses, on ne saurait s'étonner que Samori ait laissé derrière lui une immense descendance. En 1887, Péroz lui attribuant déjà « trente-quatre fils légitimes en âge de monter à cheval ». Le traditionniste le plus compétent, Karamogho Kuyaté, nous dit que l'Almami aurait eu une centaine de fils et 53 filles (35). Il nous a été possible d'identifier 70 de ces enfants, et parmi eux 29 filles, mais ces chiffres n'ont qu'une importance relative car ils concernent uniquement les enfants parvenus à l'âge adulte. Si l'on tient compte de la terrible mortalité infantile de la vieille Afrique, et de l'oubli rapide des bébés morts en bas âge, on est en droit de penser que Samori lui-même aurait été en peine, vers la fin de sa vie, d'indiquer le nombre exact des enfants qu'il avait engendrés. Il ne faut d'ailleurs pas oublier qu'il était le chef réel de sa lignée après la disgrâce de son père et qu'à ce titre il considérait comme siens les enfants de ses frères cadets. Si ceux-ci mourraient, il les adoptait effectivement et prenait en charge leur entretien et leur éducation.

Nous ne savons guère comment Samori éduqua ses premiers fils, ceux qui arrivèrent à l'âge d'homme au moment où sa puissance était à l'apogée. Il est probable qu'il les laissa à la garde de leurs mères jusqu'à leur circoncision, vers 14 ou 15 ans. Bien qu'il n'ait pas encore pris le titre d'Almami, il leur fit donner une éducation coranique soignée par Lāsina Kuruma, qui l'avait rallié à Bisāndugu, et qui poursuivra cette tâche jusqu'en 1891.

Ce premier groupe de fils entra en scène en 1884, quand leur père décida d'imposer aux siens le respect de la Shariya, afin de garder un contrôle étroit de l'Empire. On a vu qu'il les envoya dans les gouvernements militaires dont les chefs devaient les former avant de leur céder la place. Ainsi commencèrent les carrières de Masè-Mamadi et Masè-Amara, de Managbè-Mamadi et de Dyaulé-Karamogho.

Ces fils aînés étaient en petit nombre, mais les nombreux mariages contractés à Bisāndugu par leur père, avaient porté des fruits. Au moment où les aînés entraient dans la vie publique, les rangs serrés de leurs cadets atteignaient l'adolescence. Cela posait de nouveaux problèmes d'éducation, et c'est alors que l'Almami eut recours à un système original, qui a vivement frappé ses visiteurs européens.

À partir de 1885, au plus tard, les fils de Samori, au lendemain de leur circoncision, furent installés avec des serviteurs dans un petit hameau situé à quelque distance de la concession paternelle (36). Ils y furent bientôt rejoints par des cousins, pris en charge par l'Almami après la mort de ses frères, et surtout par des fils de grandes familles qu'il avait pris en otages. Par cette éducation collective, Samori voulait développer chez eux des sentiments de fraternité sincère, loin des intrigues familiales, et imprégner de loyalisme ceux qui n'étaient pas ses véritables enfants.

La petite troupe reçut un enseignement soigné, assorti d'une rude éducation. Elle rappelait par certains côtés celle des bilakoro, dont il sera question plus loin. Les fils de l'Almami recevaient une formation militaire très poussée où l'équitation tenait une large place. Elle leur était donnée par une équipe de guerriers éprouvés placés sous les ordres des vieux compagnons qui suivaient leur père depuis Dyala. Contrairement aux bilakoro, ils ne recevaient pas leur nourriture quotidienne de leur père, mais des captives de leurs mères et ils étaient naturellement vêtus de façon assez

somptueuse. L'enseignement arabe qu'ils recevaient était beaucoup plus poussé et les marabouts qui le dispensaient étaient placés sous le contrôle direct de Lāsina Kuruma, l'un des gendres de Samori. Deux fois par semaine, ce dernier se faisait tenir au courant des progrès de ses fils, et il lui arrivait de les convoquer à l'improviste pour vérifier l'état de leurs connaissances, en présence de Karamogho Sidiki ou d'autres musulmans compétents (37). Le *Tarikh-es-Sudan* nous peint sous des traits analogues, pour le XVI^e siècle, l'éducation collective des fils de l'Askia Mohammed.

Cette petite troupe de cavaliers, brillamment vêtus, paradait souvent en l'honneur des visiteurs de marque. Il arrivait même que le père prenne leur tête s'il voulait rendre à certains hôtes un hommage exceptionnel (38).

Les plus jeunes fils de Samori formaient ainsi une sorte de Garde d'élite, dont le plus âgé assurait le commandement. Ce sera d'abord Kémé-Mori avant la guerre de Sikaaso, puis Mamiya-Dauda, jusqu'au jour où son père l'enverra au combat, en 1895 (39). A cette époque, en effet, à l'issue de l'exode vers l'Est, l'Almami s'avisera que beaucoup de ses fils étaient parvenus à l'âge adulte. Il les dispersera alors parmi les armées de leurs aînés où ils reçurent généralement le commandement de la cavalerie. Les plus jeunes resteront cependant au hameau des princes, alors installé à un kilomètre de la concession paternelle de Dabakala, et Nebout en donnera la description en 1897. Ils formeront encore une troupe particulière en 1898, et ils suivront leur père dans sa dernière retraite, jusqu'à sa capture. Samori ne pouvait prévoir que beaucoup d'entre eux allaient faire leurs preuves à l'ère coloniale dans les rangs de ses vainqueurs.

Le seul enfant de l'Almami, qui reçut un traitement de faveur, est Sarānkēnyi-Mori. Il resta chez sa mère comme tous ses frères jusqu'à la circoncision, qui eut lieu vers 14 ou 15 ans, en 1889. Dès l'année suivante, son père le proclamera héritier officiel, et il décidera aussitôt de lui donner une éducation spéciale. L'accent sera mis naturellement sur les sciences coraniques, et le jeune garçon, pourvu d'une garde et d'une domesticité personnelle, s'installera à Dabadugu, d'où il se rendait chaque jour à Kankan pour suivre les cours des Shērifu (40). L'attaque d'Archinard mettra fin à cette studieuse quiétude et Sarānkēnyi-Mori suivra désormais la Cour de son père. En 1894, il recevra le commandement théorique, sous le contrôle d'Amara Dyèli, de toutes les armées qui ouvraient les pays de l'Est à l'Exode, puis il ira, en 1895, soumettre la région de la Volta. En lui confiant de telles responsabilités, son père espérait certainement qu'il confirmerait la justesse de ce choix en faisant preuve de valeur et d'habileté. Après de brillants débuts, l'héritier ne saura pourtant pas éviter la catastrophe de Bouna, ruineuse pour les plans de son père, qui le jugera alors publiquement aussi prétentieux qu'hésitant, et en tirera les conséquences en lui retirant partiellement sa faveur.

Il y a peu à dire des filles de Samori, qui quittaient leurs mères bien plus tard que leurs frères, quand l'heure du mariage avait sonné. Leur père les unissait sagement à des alliés qu'il voulait encourager ou à des fidèles qui méritaient une récompense. Certaines d'entre elles contribuèrent de la sorte à la construction de l'Empire. Leur aînée, Sogbonasi, portait le nom de la mère de Samori, et elle était la préférée (41). En épousant Mānghè-Amadu Turè, en 1881, elle assura l'intégration du Kabasarana à l'Empire et, après l'évacuation d'Odienné, en 1894, elle fortifia la fidélité de son époux, qui suivra l'Almami jusqu'au bout.

Sa cadette, Kariata, se maria un peu plus tard à Samasi-Brèma Sisè, fils de Sérè-Burly. Malgré l'exécution de Sérè-Brèma en 1892, ce gendre restera également loyal jusqu'en 1898.

D'autres filles furent données à des sofas fidèles, comme Alfa So (Sidibé), qui épousa Malō-Fatimata, et saura se résigner à l'exécution de son neveu, Dyaulé-Karamogho. Dyōngbè-Sara devint la femme de Fafodé Kuruma (42). D'autres enfin, firent des mariages religieux. C'est le cas de

Dyaulé-Fanta, qui sera mariée beaucoup plus tard à Fanta-Madi Haidara, fils de Karamogho Sidiki et futur Shérifullay de Kankan. Citons enfin Masé-Aisata qui devint un moment la compagne de Lāsina Kuruma, le célèbre marabout de Léro, précepteur des fils de l'Almami, et pendant quelques années son conseiller le plus écouté (43).

Un père redoutable. — La propagande coloniale a fait de Samori un père dénaturé, toujours prêt à immoler ses enfants. Trois d'entre eux ont effectivement péri sur l'ordre de l'Almami, et la tradition la moins hostile en a été marquée. Pour ramener les faits à leur juste proportion, il faut pourtant garder à l'esprit que les sentiments paternels d'un patriarche malinké sont nécessairement différents de ceux d'un père européen. Son affection ne peut se répartir également entre d'innombrables enfants et l'ambiance d'une grande famille polygame est généralement orageuse. Les demi-frères épousent naturellement les querelles de leurs mères, et s'opposent en sourdes intrigues. C'est seulement dans ce cadre que l'on peut juger Samori et aussi en tenant compte du poids de l'Empire qu'il devait porter. Fils rebelle, mais non dénaturé, frère autoritaire, mais non ingrat, l'Almami ne pouvait mener une vie de famille normale. Fut-il un père indigne ?

On est horrifié par la lapidation, en 1887, de Fatimata et Aisata, les deux jeunes filles de Mariama Gbatigi. Malgré son estime pour Samori, Péroz nous conte l'affaire dans le style mélodramatique auquel il cède trop souvent. La propagande coloniale l'a exploité avec joie, mais il ne nous fournit aucune explication précise de l'événement. Il faut alors se tourner vers la tradition orale, qui nous permet de le comprendre, sinon de l'excuser. Après avoir répudié leur mère, Samori avait confié ses filles à Masé-Fadima, qui ne les aimait pas. Cette marâtre accusa donc les malheureuses de s'être laissées déflorer par deux bilakoro de leur père (44). Ce scandale éclatait malheureusement au moment où la théocratie venait d'être proclamée et où partout, à travers l'Empire, les marabouts étaient sensés imposer la Shariya avec la dernière rigueur et empêcher les populations de suivre leurs coutumes. Samori était exaspéré par l'opposition qu'il rencontrait et qui s'étendait pour la première fois à sa propre famille.

Il aurait peut-être étouffé l'affaire si Masé-Fadima ne lui avait pas assuré la plus large publicité. Selon Karamogho Kuyaté, les mécontents, hostiles à la théocratie, auraient alors observé Samori avec la plus grande malveillance. « L'Almami prêche au peuple, mais c'est chez lui que l'on faute. Que va-t-il faire ? Est-ce une guerre sainte qu'il mène ou une guerre pour son orgueil ? »

Samori fit alors enfermer les coupables et demanda l'avis de Karamogho Sidiki, qui séjournait alors à Kankan, sans préciser qu'il s'agissait de ses enfants. Le vieillard aurait donné un avis oral : « Si les filles ne sont pas mariées, elles méritent cent coups de fouet, si elles le sont, la loi ordonne la lapidation ». Le messager n'aurait rapporté que la fin de la sentence, et Samori fit supplicier ses enfants et décapiter leurs amants. Péroz a décrit cette exécution avec un terrible réalisme.

Ce fanatisme féroce ne paraît guère en accord avec le caractère de notre héros. La tradition nous dit qu'il eut des regrets, une fois détrompé, et qu'il ne rendit jamais sa confiance à Masé-Fadima. On doit mettre à sa décharge que, dans la crise qui secouait alors l'Empire, tout le monde perdait son sang froid, mais on ne saurait pour autant l'excuser.

En 1894, dans des circonstances bien différentes, Samori allait faire une troisième victime en la personne de son fils, Dyaulé-Karamogho. L'historiographie coloniale a oublié la répression sanglante que celui-ci avait menée sur le Niger, en 1889, et en a fait la touchante victime de l'amour pour la France, qu'il aurait contracté pendant son célèbre voyage à Paris. Nous verrons plus loin que la mort de Dyaulé-Karamogho fut celle d'un chef militaire trahissant en campagne

et ne peut guère être reprochée à l'Almami. Les sources françaises en donnent clairement la preuve, et au cœur des souffrances du grand exode vers l'Est, Samori ne pouvait éviter de sévir. Il est possible que Sarānkēñyi ait intrigué pour éliminer le plus brillant rival de son fils, mais la mort du coupable sera surtout rendue nécessaire par son obstination hautaine.

Gouraud dénoncera en 1898 un dernier forfait que l'Almami aurait médité contre son fils Sarānkēñyi-Mori. Peu après son arrestation, l'Almami aurait demandé au capitaine de faire décapiter le jeune homme, qui avait courtisé l'une de ses épouses. On ne peut exclure que ce garçon léger et emporté ait ainsi commis cette offense, qui était relativement commune dans une société fortement polygame, mais jugée presque aussi sévèrement qu'un inceste, et condamnée également par la coutume et la Sbariya. Cela est pourtant surprenant si l'on considère le respect profond que lui inspirait son père, et on se demande pourquoi ce dernier a attendu d'être captif pour chercher à le châtier. Sarānkēñyi-Mori était cependant d'une légèreté notoire et son père lui avait jadis infligé de rudes punitions (45). Si le renseignement de Gouraud est exact, il n'est donc pas exclu que Samori ait demandé la tête de son fils pour d'autres raisons. Il lui avait souvent reproché ses cruautés maladroites, et il lui en voulait profondément du massacre de Bouna, qui venait de provoquer sa chute. Sarānkēñyi-Mori en était indirectement responsable, et c'était sans doute une telle faute que le vaincu voulait punir. Son fils le suivra au Gabon, mais sa colère persistera jusqu'à la solitude de l'exil, et c'est seulement après de longs mois qu'il lui accordera son pardon.

Une fois les légendes écartées ou réduites à un noyau de vérité, ou doit admettre que Samori a mené une vie familiale très normale, celle qu'on attendait d'un homme de son temps, de son pays et, surtout, de sa condition (46). Il a fait preuve en général d'un certain moralisme, car la révolution politique qu'il prêchait ne s'étendait pas aux mœurs. Les siennes étaient naturellement celles d'un chef puissant et non d'un homme du commun, car sa vie privée ne pouvait être isolée de sa vie publique. Les drames et les crises qui l'ont traversée ne sont pas l'effet d'un tempérament vicieux, mais la répercussion des crises de l'Empire qu'il subissait par nécessité.

3°) LA FORTUNE PRIVÉE.

La puissance de Samori lui avait donné une famille immense, au sens antique du mot, et il lui fallait d'énormes ressources pour l'entretenir. Il avait à nourrir chaque jour ses femmes, ses enfants, ses bilakoro et même sa Garde personnelle. Il est donc remarquable qu'il se soit appliqué à le faire, au moyen de biens qu'on peut qualifier de privés puisqu'il les distinguait, de façon un peu factice, de ceux de l'Etat.

Ce n'était pas, à vrai dire, une innovation radicale puisque le kafu traditionnel possédait, ou l'a vu, quelques biens de chefferie que se transmettait chaque Māsa à son remplaçant, indépendamment de la succession des lignages. Ces biens publics allaient simplement prendre, sous Samori, une ampleur sans précédent, tandis que la frontière qui les séparait de la fortune du souverain restait assez floue et surtout ambiguë.

La fortune privée de Samori se distinguait également des biens, relativement négligeables, qui appartenaient à sa lignée. La gestion de ceux-ci incombait coutumièrement à Laafiya, et Samori s'en tiendra soigneusement à l'écart jusqu'à la mort de son père.

Quant à ses biens personnels, ils provenaient du butin de ses nombreuses guerres, et l'Almami rappelait volontiers qu'il ne les avait pas reçus en héritage et n'avait pas à en rendre compte. Il pouvait donc en disposer à son gré, comme des biens de l'Etat, mais à des fins légèrement différentes. En cas d'urgence, ils étaient souvent employés à maintenir la Cour et l'armée, tandis qu'inversement les autres servaient rarement à nourrir la famille du souverain.

Les captifs cultivateurs. — Cette fortune privée, dont le premier noyau remonte sans doute à l'époque de Sanānkoro, n'aurait pas été désavouée par les ancêtres païens du conquérant, car elle reposait presque exclusivement sur l'agriculture et l'élevage. Samori morigénait sans cesse ses sujets, en leur enjoignant de cultiver toujours davantage, et il était naturel qu'il leur donnât l'exemple en devenant lui-même un gros producteur. Il est par contre surprenant que cet ancien dyula n'ait guère employé ses ressources personnelles pour le commerce qu'il finançait fréquemment comme chef d'un Etat militaire.

Ses réalisations d'agriculteur paraissent d'ailleurs considérables, car il disposait d'une énorme force de travail, qu'il utilisait avec méthode, et il paraît avoir obtenu des rendements remarquablement élevés sans avoir à bouleverser les techniques traditionnelles.

Toute cette production reposait bien entendu sur l'esclavage domestique. Il ne pouvait en aller autrement pour un chef puissant, car ses femmes, même celles de seconde catégorie, qui vivaient à part dans leur hameau, ne participaient guère au travail des champs. La richesse personnelle de Samori dépendait donc des nombreux captifs qui lui étaient attribués à l'issue des guerres de conquêtes. Ceux qui n'étaient plus assez jeunes pour entrer chez les bilakoro, ou pas assez vigoureux pour être enrôlés comme sofas, allaient peupler les fermes de culture.

Samori ne disposait d'aucun droit foncier en dehors de Manyāmbaladugu, mais la terre n'est pas un élément important de la production dans ces régions mal peuplées et elle a toujours été prêtée facilement. Personne n'aurait osé la refuser au conquérant, et il est d'autant plus remarquable qu'il ait partout respecté avec un scrupule extrême les droits des Maîtres de la Terre. Ce musulman était certainement convaincu que la fécondité de ses champs dépendait de ces intercesseurs païens et, à chaque récolte, il leur versait les redevances coutumières qui confirmaient leur droit éminent.

A Sanānkoro, où il ne possédait encore qu'un petit nombre de captifs, il n'eut aucune peine à se faire prêter de la terre par ses « oncles » Kamara. Il semble d'ailleurs que Laafiya ait alors rempli les formalités en son nom, car c'est lui qui restera, après 1873, à la tête de ce petit centre agricole. C'est la possession de ces fermes de culture que son fils menaça de lui enlever en 1886, quand il s'opposa à l'islamisation forcée. A partir de 1887, Samori étendit ses cultures autour du nouveau village de Kérwané, mais l'offensive de Humbert les détruira cinq ans plus tard avant qu'elles se soient pleinement développées.

C'est à Bisāndugu que Samori donna sa mesure en matière agricole. Il ne laissa aux Konaté que les terres qui leur étaient strictement nécessaires, et le chef coutumier, Numā-Fiñ, lui concéda progressivement l'usage de tout le territoire, quinze kilomètres à la ronde. Une partie en fut attribuée aux dignitaires de la Cour, pour subvenir à leurs besoins. Mais la plus grande surface fut réservée à Samori en personne, qui y installa ses innombrables captifs.

Il est malheureusement impossible de chiffrer l'entreprise, mais on peut affirmer que les travailleurs s'y comptaient par dizaines de milliers et que la zone mise en valeur s'étendait fort loin de la résidence du maître. Celui-ci s'intéressait à la culture du riz, et il avait gardé le monopole des bas-fonds humides du Kobalé qui coule à l'ouest de Bisāndugu.

En ce cœur de l'Empire, où la surveillance était facile, les captifs n'étaient pas regroupés en gros villages mais en hameaux qui comptaient chacun une centaine de travailleurs, et étaient établis sur les terres les plus fertiles. Chacun de ces hameaux (*bugu*) était commandé par un *forotigi* (« chef des champs ») choisi parmi les sofas méritants, trop âgés pour faire la guerre ou rendus invalides par une blessure grave.

Tous ces chefs de bameaux étaient subordonnés à un puissant personnage, captif lui-même, mais jouissant de la confiance personnelle de Samori, le *sénékè-kuñtigi* (« chef des cultures »). Il rendait compte chaque jour à son maître, qui visitait volontiers les fermes et donnait des instructions précises sur les travaux à exécuter. Bien que Samori ait fort peu innové, en dehors peut-être de son insistance à étendre le riz, il semble que ses ordres aient été obéis avec une rigueur toute militaire. Péroz, en tout cas, s'extasie sur la façon admirable dont ses champs étaient tenus. La tradition nous a conservé les noms de trois *sénékè-kuñtigi*, Maringbè Kōndé et Farabana Kaba à Bisāndugu, Kagbè Farā à Dabakala (47).

Samori paraît avoir traité ses captifs avec une certaine générosité. Il tenait à les convertir à l'islamisme, et plusieurs marabouts étaient établis dans les fermes pour y veiller. Bien que tout le produit de leur travail lui appartint théoriquement, il en prélevait seulement la moitié, et c'est sur sa part qu'il rétribuait le chef de hameau et qu'il payait très exactement le *mudé*, qui devenait une espèce de denier du culte.

La plupart des travailleurs étaient en ménage avec des captives du sexe féminin, et cette population, bien nourrie, dut connaître une forte natalité. Bien qu'elle provint d'un brassage d'hommes de toutes origines, elle montrait une certaine tendance à se stabiliser, et Samori espérait sans doute donner ainsi une assise permanente à son pouvoir dans le Torō (48).

Le cours des événements ne devait pas le permettre. La colonie agricole de Bisāndugu avait moins de 20 ans quand Archinard la ravagea brusquement en mai 1891. La population n'allait revenir, en fin d'année, que pour enlever la récolte avant de se replier vers la région de Kérwané, sur le Haut Milo. Autour de cette nouvelle résidence, établie en 1887, Samori avait développé un nouveau centre agricole sur les terres prêtées par des Kamara. Celui-ci n'avait cependant pas eu le temps de prendre de l'importance quand il fut submergé sous le flot des réfugiés. Quelques mois plus tard, il allait être détruit à son tour par Humbert et l'investissement des forts qu'y construisirent les Français en 1892 transformera la région en véritable désert.

Durant l'exode qui suivra, Samori n'aura guère le loisir de développer ses activités agricoles. Quelques cultures seront cependant effectuées à Magāndugu du Barala, et à Gwēntégèla, où Laafiya s'était replié avec ses captifs personnels. L'Almami amorcera de grosses cultures à Nyodyi, où il séjournera plusieurs mois, et son père en fera autant auprès de Mankono.

Une dernière phase de stabilisation s'ouvrira enfin au Dyimini, dès 1894, mais elle allait présenter des caractères bien différents. Dès le début, les Samoriens s'installeront sur les plateaux de Dabakala-Daghala, au cœur de leur nouvelle conquête, et c'est là que l'Almami établira ses captifs personnels, tandis que lui-même demeurera longtemps plus à l'est, au gué de Kuluzā, sur le Comoé.

Dans le Dyimini, foulé aux pieds et vidé d'une grande partie de sa population, les vainqueurs ne seront tenus à aucun ménagement. Cette fois, en raison de la fuite des autorités traditionnelles, Samori ne paiera aucune redevance sur la terre. Il ne s'appropriera effectivement qu'un espace limité, soit dix à quinze kilomètres vers le nord de Dabakala, car le personnel disponible y était bien moins nombreux que sur le Milo. La politique qu'il suivra ne présentera pourtant que peu de traits nouveaux. Le principal sera sans doute l'attribution aux dignitaires de la cour des quelques villages Dyimini qui demeuraient sur place. Il s'écarterait ainsi de la règle coutumière, qui faisait de la captivité un fait individuel et en excluait les groupements traditionnels constitués, quelles que fussent les conditions de leur soumission. Cette exception reste d'ailleurs unique et les quelques Dyimini qui se rallièrent après la chute de Bondugu seront soumis au régime commun.

La encore, Samori donnera des terres voisines de Dabakala aux gens de la Cour pour qu'ils y placent leurs esclaves. Là encore, sur les vastes domaines qu'il se réservait, il encouragera la culture du riz. L'organisation des fermes ne s'écartera pas de celle du Milo, mais on a l'impression très nette qu'un esprit différent y régnait. Il s'agissait cette fois d'une installation provisoire où les cultures n'étaient pas encore menées avec autant de soin et d'amour qu'à Bisāndugu. Nebout en fera une description fort élogieuse à la fin de 1897. L'effectif des captifs avait, semble-t-il, diminué de façon considérable. Quelques milliers seulement avaient suivi l'exode d'un bout à l'autre, et la plupart des nouveaux avaient été capturés depuis peu de temps. Ils étaient issus d'ethnies très diverses, Malinkés du Sassandra et du Bandama, Sénoufo du Bagoé ou du Dyimini, Kulāngo du Royaume Abrō, tous mal résignés à leur nouvelle condition. Il aurait fallu du temps pour les intégrer parfaitement, mais les Français n'allaient pas le permettre. Dès la fin de 1897, il sera clair que les jours de la colonie agricole du Dyimini étaient comptés. Samori préparera, quelques mois plus tard, un nouvel établissement à Boribana, sur le Bāndama, où ses captifs mettront des terres en culture. Mais la débâcle de 1898 l'emportera bientôt avant qu'il ait pris corps.

L'élevage. — L'élevage des bovins était la seconde source de la fortune personnelle de Samori, mais il ne jouait qu'un rôle assez secondaire. Les troupeaux de l'Almami provenaient également de ses parts de prise, mais un grand nombre de bêtes étaient sacrifiées immédiatement pour la boucherie. Le restant était remis à un personnage, homologue du *sénéké kuñtigi*, le *misibè kuñtigi* ou « chef de toutes les vaches ». Ce sera pendant très longtemps, dès avant 1885, et jusqu'à la chute de Samori, un Wasulunké du nom de Musa Dyallo (ou Misibè Musa). Lui-même répartissait les bêtes entre des chefs de troupeaux qu'assistaient de nombreux bouviers, et il en surveillait la gestion. Alors que les cultivateurs des fermes étaient presque tous des captifs, il est remarquable que les pères de Samori aient été des hommes libres. On les recrutait bien entendu parmi des Fula du Basāndo, qui avaient fui Saghadyigi ou, après 1884, parmi ceux du Wasulu. Il semble que Samori ait utilisé les relations étroites que son père entretenait depuis longtemps avec ces gens. Il concluait avec eux des contrats conformes à la coutume du Konyā, qui laissait aux bouviers tout le lait et la moitié du croît du troupeau. Ici encore, l'Almami chargea des marabouts d'islamiser ces Fula païens et il les entretint à l'aide du *mudé* qu'il payait très exactement sur sa part.

Les troupeaux de Samori se trouvaient presque tous sur les rives du Dyō. En saison sèche, ils s'écartaient largement du fleuve vers l'Est, dans les solitudes du Folonigbè, terre classique des Fula. Il est d'ailleurs probable que les troupeaux de l'Almami n'eurent accès à cette région qu'après la prise de Sérè-Brèma (1881).

Tout cet effort sera ruiné par la grande épizootie de 1891, aggravée par la guerre française. Les troupeaux de l'Almami disparaîtront alors, presque jusqu'à la dernière tête, comme d'ailleurs l'ensemble du cheptel de l'Empire.

Après l'exode de 1893-1894, il faudra donc repartir à zéro au Dyimini. Samori y parviendra dans une certaine mesure, grâce aux bêtes livrées par ses nouveaux vassaux Sénoufo, et aux achats effectués dans la Boucle du Niger par l'intermédiaire de Kong et de Bobo. Il disposera à nouveau de quelques troupeaux en 1897, et ses bouviers les gardaient sur les confins du pays de Kong où les marigots à tsé-tsé sont fort rares. Toute cette richesse disparaîtra en catastrophe dans les montagnes du pays Dā, pendant l'ultime fuite de 1898.

La distribution. — Les revenus considérables que Samori tirait de sa fortune servaient à nourrir ses nombreux familiers, avant tout ses femmes, du moins celles qui n'étaient pas dotées de biens personnels, mais aussi ses gardes et ses bilakoro. Ils servaient aussi à couvrir de cadeaux

ses courtisans, mais ils ne paraissent guère avoir contribué au commerce. Le fait n'est pas surprenant car cette activité d'éleveur et d'agriculteur gardait les caractères d'une économie de subsistance.

Les importations nécessaires aux familiers de Samori n'auraient pas justifié une organisation commerciale autonome, et l'Almami n'eut jamais le désir de contrôler la diffusion des produits qui était assurée par les dyula. Ceux-ci restaient trop proches de lui pour qu'il ne leur laissât pas une entière liberté. Il n'intervint donc que dans les négoce à incidence politique, comme ceux des armes, des chevaux et des captifs, voire celui du bétail, mais ces activités sont inséparables de la politique militaire qui sera étudiée plus loin.

Les produits étaient sommairement comptabilisés à chaque récolte et gardés sur place dans les fermes jusqu'au jour où le sénéké-kuñtigi ou le misibè-kuñtigi ordonnaient de les diriger sur la résidence du maître. Les greniers qui fournissaient chaque jour les rations des nombreux « *lu* » dépendant de Samori, devaient en effet maintenir leurs stocks à un niveau constant.

Etant donné l'importance des quantités consommées, les captifs domestiques qui en avaient la charge, travaillaient selon les mêmes méthodes que les magasiniers chargés des biens d'Etat, et ils se trouvaient, comme ceux-ci, soumis au contrôle du conseiller chargé du Trésor, seul responsable devant le souverain.

L'opposition de la fortune personnelle de Samori aux biens de l'Etat paraît donc s'estomper quand on passe de la production, où elle est très nette, aux actes quotidiens de consommation. Si l'Almami y tenait malgré tout, c'est qu'il voulait rappeler à tous la nature originale de son pouvoir. Un Māsa, chef d'un petit kafu, n'était qu'un mince personnage vivant au niveau des gens auxquels il se mêlait chaque jour et pourtant il était d'une nature supérieure, puisqu'il gardait le contact avec le monde invisible des ancêtres foudrateurs. Samori, au contraire, vivait bien au-dessus de ses sujets à qui il imposait l'ordre qu'il définissait, mais il n'était que l'instrument d'une puissance supérieure, et sa nature restait celle d'un homme ordinaire, soumis comme les autres à cette loi divine qu'il faisait respecter.

En refusant de traiter les biens de l'Etat comme les siens, et en donnant l'exemple dans tous les domaines, Samori voulait démontrer l'égalité fondamentale des croyants. La chose était d'autant plus nécessaire que dans la vie publique, dont nous allons parler maintenant, tout était mis en œuvre pour élever l'Almami au-dessus des autres, surtout de ceux qui gardaient le souvenir de ses humbles origines.

b) *La vie publique.*

Nous venons d'isoler, par un artifice rhétorique, la vie privée d'un homme, qui se consacrait tout entier à la construction d'une société nouvelle. La vie publique du Souverain et de ceux qui l'entouraient en cette qualité, doit nous livrer à présent l'idée qu'il entendait donner au monde de son pouvoir. Celle-ci mérite une attention d'autant plus soutenue qu'elle régissait une structure politique nouvelle, établie en rupture avec la tradition. Samori n'était tenu par aucune obligation coutumière, sinon au niveau de son inconscient. Les symboles du pouvoir et le protocole qu'il a adoptés en toute liberté sont donc pleins de signification.

Les régalia. — Dans tout Etat organisé, les régalia symbolisent la transmission du pouvoir légitime. Il est donc naturel qu'ils soient pauvres dans un Etat nouveau qui est en train d'élaborer sa propre tradition. Le moindre Māsa du Konyā recevait de son prédécesseur des vestiges du

passé auxquels Samori ne pouvait prétendre. On y trouvait généralement la lance (*tamba*) ou l'épée (*siravā*) de l'ancêtre fondateur, souvent le bras droit d'un guerrier célèbre, momifié et serti dans du cuir ouvragé.

Le Faama s'était par contre attribué les insignes du pouvoir que l'on rencontre dans tout le monde Manding, le *tabala*, symbole de la souveraineté, puisqu'il sert à convoquer les hommes, et la hache de cérémonie ou *dyëndé* qui caractérise la puissance guerrière.

Le *tabala* existe chez tous les noirs islamisés et leurs voisins les plus proches. Ce grand tambour hémisphérique est d'origine méditerranéenne et sa parenté avec la timbale européenne saute aux yeux. Il s'oppose radicalement aux tambours cylindriques des Malinké, communs dans toute l'Afrique occidentale, et qui sont des instruments de danse. Le diamètre du *tabala* mesure au moins un mètre, et il faut trois hommes pour le manipuler. Deux captifs le soulèvent chacun par une poignée pendant qu'un griot suit en le frappant avec des lattes en cuir d'hippopotame. Le rythme des coups permet de distinguer de nombreux signaux, mais non d'envoyer des messages complexes comme les tambours à lame des Toma.

Symbole d'un pouvoir civil, le *tabala* ne signifie pas une souveraineté absolue, car on le trouve à chaque niveau de la hiérarchie. Le chef de rang inférieur prend seulement garde que le sien soit plus petit que celui de son seigneur, car le contraire serait une provocation. Nous en trouverons chez tous les dignitaires militaires et civils qui entouraient Samori, jusqu'au niveau du bolo. Celui de l'Almani était cependant énorme, il mesurait plus d'un mètre de diamètre et on l'entendait par temps calme à plus d'une lieue de là. Un cheval était affecté à son transport en campagne (49).

L'insigne par excellence du commandement militaire était une hache extrêmement plate et plaquée d'argent, le *dyëndé*, qu'on gardait généralement dans une housse en peau de panthère ou de chat-tigre. Il était naturel qu'un pouvoir fondé sur la guerre comme celui de Samori, lui accordât une importance particulière, et on la rencontre effectivement dans toutes les cérémonies dont la description nous est parvenue (Binger, 1891, I, p. 104).

Les trompes d'ivoire ou de corne qu'on trouvait auprès de Samori et de chacun de ses chefs n'étaient que des instruments de signalisation militaire, sans aucune valeur symbolique, et leur étude n'a pas sa place ici (50).

A défaut de régalias de tradition malinké, Samori aurait pu emprunter des symboles à l'Islam peul, qu'il connaissait par l'intermédiaire des Sisé et du Futa-Dyalô (44). Il est remarquable qu'il n'en fit rien. L'usage du parasol lui est resté étranger alors qu'il est l'insigne du pouvoir depuis les rives du Sénégal jusqu'à celles de la Bénoué. Les Samoriens utilisaient par contre des étendards, mais ceux-ci n'étaient que des instruments de signalisation dépourvus de valeur symbolique. Ils servaient uniquement à indiquer aux troupes la position de leurs chefs et à commander quelques manœuvres simples.

Il reste à parler d'un objet étrange, qui paraît issu du génie personnel de Samori, bien que des institutions analogues existent en divers points d'Afrique. Il s'agit d'une épée de cérémonie (*siravā*), le *Dyugu-Fagha* ou « tueur des méchants », qui symbolisait le droit de vie et de mort dont était investi l'Almani. Ce n'était pas un véritable regalium puisqu'au lieu d'être exhibé, il demeurait ordinairement dans son fourreau de cuir, enveloppé de plusieurs pagnes, et caché au fond d'un coffre, dans la case où dormait Samori. Celui-ci le confiait à son premier bourreau s'il l'envoyait au loin exécuter une personne de qualité. Le condamné apprenait son arrêt de mort en voyant paraître le sabre et ne devait alors offrir aucune résistance (51).

Notre revue des régalias samoriens touche déjà à sa fin. Aucun visiteur européen ne nous parle d'ailleurs du Dyugu-Fagha, ce qui est naturel étant donné la rareté de ses apparitions. Péroz décrit par contre divers autres objets, mais c'est à tort qu'il leur attribue une valeur symbolique. C'est ainsi que Samori avait fait monter sur un manche d'argent sa queue d'éléphant (*samaku*), mais il faut y voir un simple signe d'opulence (52). Les moindres chefs d'Afrique Occidentale utilisent ces trophées comme chasse-mouches. Le capitaine signale bien la hache de cérémonie, mais il y joint une « masse d'argent, insigne de la royauté », qui ne correspond à rien de connu. Sa description est d'ailleurs si confuse et contradictoire qu'on peut difficilement l'utiliser (53).

Ajoutons que les Malinké de haute condition utilisent des sièges à pieds, mais que ceux-ci n'ont pas la valeur symbolique que leur accordent d'autres peuples, comme les Akan. La notion de trône est ici inconnue. La chaise de l'Almami était gardée avec soin, mais seulement en raison du respect qu'inspirait son propriétaire (54).

2°) HABITUDES ET PROTOCOLE.

a) Vie quotidienne.

Si le jeune Empire était pauvre en régalias, faute de traditions, il paraît avoir connu très tôt un rituel strict destiné à isoler et à placer au-dessus du commun l'homme exceptionnel qui l'avait créé de toutes pièces. La chose était sans doute nécessaire pour ce soldat de fortune, car les parents et compagnons qui l'avaient connu pauvre et avaient versé leur sang à son profit, risquaient d'oublier qu'il était désormais leur souverain et non plus leur camarade. Il fallait le leur rappeler sans cesse. Tout en affectant une familiarité bonhomme, Samori voulait qu'à tout instant un détail rappelât aux visiteurs sa hauteur incomparable de premier serviteur de Dieu.

Vêtements. — Il le marquait d'abord par la simplicité recherchée de ses vêtements (55). Les longues robes ou les boubous qu'il portait étaient généralement d'un blanc immaculé et mettaient une tâche claire dans les couleurs violentes qu'affectionnaient ses parents et ses courtisans (56). Ses seuls luxes étaient des babouches et bottes de cuir, décorées en style Peul, mais n'importe quel notable en avait autant. Il montrera d'ailleurs, dans ses vieux jours, un goût fort douteux pour les chaussures d'importation (57).

A côté de cette sobriété de mise, Samori apportait un soin minutieux à sa coiffure. C'est elle qui le distinguait du vulgaire. En bon musulman, il se faisait raser soigneusement le crâne, ainsi que la lèvre supérieure et les joues (58). Certains disent qu'il portait jadis le *bāmba-dā*, ce fameux bonnet en gueule de crocodile, que certains musulmans qualifient de païen. Si le fait est exact, ce n'était qu'un geste de démagogie de la part du Murutigi. Dès son arrivée à Bisāndugu, il adopta pour toujours le turban des musulmans.

Avant 1880, il ne semble pas qu'il se soit réservé le monopole d'une coiffure spéciale. Mais peu après la prise de Kankau, et sur le conseil de Amara Kāndé, il décida de faire son turban avec un voile noir, dont aucun de ses sujets ne pourrait plus user. Cette décision annonçait sa proclamation comme Almami, et certaines traditions confondent les deux faits.

Samori allait garder jusqu'au bout le monopole du turban noir mais, après avoir acquis, en 1886, la dignité de Namutigi, il en portera la coiffure lors des cérémonies religieuses et particulièrement quand il dirigeait la prière du vendredi. Rappelons qu'il s'agit là d'un turban de mousseline blanche enroulée sur un fer rouge (59).

Quel que fût le turban qu'il portât, l'Almami s'en servait pour s'isoler de la foule. Pendant les cérémonies publiques, il se masquait systématiquement la face avec l'extrémité libre du voile, et la tradition affirme que le peuple ne voyait jamais son visage (60). Les visiteurs de marque, eux-mêmes n'y étaient pas admis en audience, mais seulement quand il les recevait dans l'intimité de sa case.

Nourriture. — Cette volonté d'isolement se retrouve dans ses habitudes alimentaires. Alors que les Māsa du Konyā, malgré leur dignité rituelle, mangent avec les hommes de leur famille, Samori s'isolait au fond de sa case et ne partageait son repas qu'avec un ou deux privilégiés.

Il ne faut évidemment pas y voir l'un de ces interdits rituels fort communs en Afrique, aussi bien chez les royautes animistes du Dahomey ou du Mosi, que chez les empereurs musulmans du Mali ou du Bornou. Le protocole samorien n'était qu'un mélange de traditions dyula et konyānké, avec des emprunts aux Peuls du Futa Dyalō chez qui nous ne trouvons rien de semblable. Le plus simple est donc de voir dans cette règle une précaution contre les empoisonnements. Le Faama ne mangeait en effet que des mets très particuliers, préparés par sa gbatigi, et on a vu qu'il finit par comprendre la nécessité de maintenir celle-ci hors des intrigues qui troublaient sans cesse la cour (61).

Audiences. — Le nom de Samori avait une résonance familière qui maintenait le souverain au niveau des humains. Son usage était courant du temps du Faama, mais il fut proscrit, on l'a vu, dès qu'apparut le titre d'Almami. Le recours à celui-ci fut dès lors obligatoire en toutes circonstances et, en s'adressant au souverain, on devait l'appeler père (*m'fa*). Samori ne pouvait plus être prononcé sans crime de lèse-majesté, ce qui entraînait, en principe, la peine de mort.

L'Almami marquait ainsi sa prééminence, tout en soulignant le caractère bienveillant qu'il voulait donner à son pouvoir. Sa volonté d'imposer l'égalité à tous les siens fut évidente lors de la crise de 1884, quand il obligea ses frères à employer la même formule que le dernier de ses sujets.

Samori, voilé, recevait toujours couché sur un lit ou un hamac (62). Le visiteur se prosternait en prononçant les salutations d'usage, et ne se relevait qu'à l'invitation de l'Almami. Cette coutume, conforme à la tradition du Konyā, était contestée par certains musulmans pour qui Dieu seul a droit à de telles marques de respect (63). Aussi les marabouts en étaient-ils dispensés. Ils se contentaient de s'incliner devant leur maître, en se touchant le front, la bouche et le cœur, avant de lui baiser respectueusement la main.

Samori ne se levait pas en public et on ne lui adressait pas directement la parole. Comme il affectait en outre de parler très bas sous son voile, la conversation avait lieu par le truchement d'une porte-parole, qui était généralement Kalifa Kamara. Celui-ci répétait à haute voix, en les psalmodiant, les paroles de son maître comme les réponses du visiteur.

Tout cela n'était valable, bien entendu, que pour les fêtes publiques et les audiences solennelles, car l'Almami se retirait dans l'intimité de sa case pour recevoir ses familiers. Il y convoquait souvent ses visiteurs de marque, quand il éprouvait le besoin d'accélérer les négociations. Il restait alors couché, mais se découvrait le visage et parlait sans truchement, comme Péroz en témoigne.

Samori était certainement d'accès facile à l'époque de Sanānkoro, mais il s'était progressivement isolé à mesure que s'étendait l'Empire. Sa tranquillité était sévèrement protégée par les gardes et les bilakoro, qui veillaient sur sa résidence, tandis qu'il était délivré du poids de la

justice par ses conseillers. Kalifa, qui était un Fina, passait ses journées dans le vestibule (*bolō*), où il recevait les suppliques, écoutait les plaintes et, le cas échéant, introduisait les suppliants auprès de son maître.

Ces règles assez strictes furent maintenues en principe jusqu'au bout, en dépit d'un certain relâchement pendant les campagnes militaires et surtout lors de certaines crises graves, comme la Grande Révolte ou l'exode de 1893-1894. Il est donc certain que les contacts de Samori avec le peuple étaient devenus rares vers la fin de sa vie, mais ils perdaient de toute façon beaucoup de leur signification dans les terres de l'Est où le conquérant campait parmi des ethnies allogènes.

b) Les fêtes périodiques.

Samori avait d'ailleurs compris les dangers de cet isolement, car les barrières qui l'entouraient s'abaissaient certains jours.

Le vendredi. — C'était le cas chaque vendredi (*dyuma*). Le reste de la semaine, Samori priait dans sa cour, seul ou en compagnie de ses familiers. Mais en ce jour sacré, à la fin de la matinée, il coiffait le turban de Namutigi et se rendait à la mosquée pour y conduire la prière, entouré de sa cour, au sein d'une foule immense qui couvrait toute la place.

Après la fin de l'oraison, il s'asseyait sur l'estrade couverte (*bēmbé*) qui était construite à dessein devant la mosquée (64), pendant que ses fils parcouraient le village à cheval, et se livraient à une brillante voltige (*bararo-bo*). Tandis que les bilakoro, armés de fouets en cuir d'hippopotame, écartaient la foule de leur maître, des captifs de confiance la sillonnaient pour recueillir les suppliques et écouter les doléances. S'il jugeait un cas intéressant, l'Almami faisait approcher les plaignants et, si l'affaire était claire, il jugeait sur-le-champ. Dans le cas contraire, il convoquait les parties quelques jours plus tard. Cette prompte justice était très populaire, et des malheureux, accourus de tout l'Empire, se pressaient chaque semaine à Bisândugu pour réclamer du secours ou dénoncer des injustices.

Toute la journée du vendredi, les griots de Samori et ceux des dignitaires, surtout des joueurs de balafō et kora, parcouraient les rues de la capitale, qu'encombraient une foule accourue de plusieurs lieues à la ronde. Le matin, ils jouaient pour les femmes et les enfants et, le soir, surtout pour les sofas. Il est remarquable que les tams-tams, je veux dire des ensembles de tambours, ne participaient pas à ces réjouissances. On nous dit qu'ils évoquaient pour les sofas des combats meurtriers et des plaies mal fermées. Ils auraient été déplacés dans cette ambiance de fête.

Vers 16 heures, après la prière de l'après-midi, Samori revenait sous le hangar avec toute sa Cour et, surtout, le redoutable Mamadi Sisé, dit Dayoloba, qui veillait à la bonne conduite des sofas. C'était en effet le moment de vérité pour les guerriers de la garnison, comme pour ceux du voisinage venus pour visiter le maître.

Le dispositif usuel des fêtes samoriennes était alors mis en place. En face du hangar, la foule délimitait un large demi-cercle couvert de sable. Au son des balafons, chaque troupe entrait dans cette arène, précédée de son chef, et faisait deux fois le tour, en dansant et paradant d'un air martial. Après quoi, chaque unité se rangeait successivement sur le demi-cercle, de droite à gauche, tandis que son chef allait se prosterner devant l'Almami qui le félicitait ou le critiquait avant de lui donner sa bénédiction.

Les grandes fêtes. — Ce schéma général se retrouvait à une plus grande échelle dans toutes les fêtes périodiques de l'Empire samorien, qui se confondaient naturellement avec celles de l'Islam. Les quatre grandes journées, chères aux musulmans dyula, se distinguaient seulement du vendredi par une plus grande affluence et une manifestation militaire d'une importance particulière. Deux d'entre elles, le *Tankarè*, c'est-à-dire l'*Ashura* ou nouvel an musulman, et le *Minkaro-sali*, ou clôture du Ramadan, revêtaient cependant une signification politique spéciale.

Le nouvel an, dont la date mobile s'opposait au *Dyömbèrèn-Sali* des animistes, se transforma vite en fête de l'exaltation du conquérant. C'est alors, en effet, que les chefs des gouvernements militaires et les grands vassaux lui faisaient visite pour lui présenter leurs vœux et lui rendre compte de leur gestion. Ils lui remettaient à cette occasion, des cadeaux symboliques qui ne se confondaient pas avec l'impôt que chacun d'eux levait à l'époque de la récolte. Samori en profitait pour régler les affaires judiciaires qu'il avait évoquées en appel. Il avait coutume, à cette occasion, de faire à ses visiteurs, un discours vibrant où il déployait ses remarquables talents d'orateur, puis il descendait du *bëmbé*, prenait la tête des guerriers, et conduisait en personne leur danse tout autour de l'arène (65). C'était en cette journée qu'il ranimait le loyalisme de ses hommes, et c'est elle qu'il choisira, le 27 août 1890, pour proclamer héritier son fils Sarankèñyi-Mori.

Il dansait également en public pour l'anniversaire du Prophète (*domba, annabi-dô*), mais cette cérémonie, qui ne manquait pas de faste, ne prit une signification particulière qu'une seule fois, le 18 octobre 1891. A cette date Samori, confronté à l'agression d'Archinard, réunit ses hommes à Maghamana, dans le *Dyèmmèrèñ*, et les exhorta au sacrifice suprême. La danse, pour protéger le prophète, se transformait ainsi en veillée d'armes mais ce fut l'effet de circonstances exceptionnelles.

Il en allait autrement du *Minkaro-Sali* ou clôture du Ramadan, mais chaque *Kèlètigi* le célébrait, comme Samori lui-même, dans sa résidence. Chacun d'entre eux, comme le souverain, faisait ce jour-là, des largesses aux sofas, d'où le nom populaire de « Fête des Cauries » (*Korôn-Sali*). Cette fois encore les combattants se livraient à des danses guerrières, mais leur maître, qu'ils voulaient ainsi remercier, n'y participait pas.

Le conquérant choisit cette journée pour un acte majeur de sa vie politique, puisque c'est le 25 juillet 1884 qu'il adopta solennellement, à Sanankoro, le titre d'Almami.

Le déroulement du *dônki*, c'est-à-dire de la fête du mouton (*Tabaski, Aid el Kabir*) n'appelle aucune observation. Je suis, par contre, incapable d'identifier la « fête des fils de Samori » à laquelle assista Nebout à Dabakala le 15 octobre 1897 (17 Djumada, II, 1315). Il est très possible qu'il ait mal interprété une cérémonie occasionnelle organisée en son honneur.

c) *Les cérémonies occasionnelles.*

Il est significatif que des fêtes purement religieuses aient pris chez Samori une tonalité guerrière. Celle-ci dominait absolument dans les grandes cérémonies que l'Almami organisait à l'occasion, s'il avait une victoire à célébrer ou un hôte de marque à accueillir.

Ordonnance. — Si l'on exclut les prières publiques, ces cérémonies suivaient l'ordonnance du vendredi en l'adaptant à un plus grand faste et à une assemblée considérable. Péroz qui en admirait l'effet spectaculaire parle du génie de la mise en scène que possédait Samori. Celui-ci paraît avoir seulement imposé un ordre strict à des manifestations dont le *Konyā* était coutumier, et que la tradition atteste pour la Cour des Sisé.

Comme chaque vendredi, l'intérêt se concentrait sur l'énorme hangar du bembé, qui se dressait devant l'esplanade soigneusement recouverte de sable pour l'occasion (66). L'Almami se couchait sous cet abri, au milieu des membres du Conseil et de sa famille, de ses griots et de ses bouffons. Ses innombrables femmes se disposaient alors autour de ce groupe, les premières épouses, couvertes d'or, au premier rang, celles de second ordre, plus simplement, et en retrait. Les masses épaisses des bilakoro armés achevaient enfin d'emplir le hangar jusqu'au mur du fond.

La foule était contenue par les gardes (*gwènnina*) (67), armés de lanières en cuir d'hippopotame, et elle délimitait l'immense arène en hémicycle. Les griots musiciens s'installaient au milieu de la courbe, en face de leur maître. Les troupes qui paraient entraient toujours par la gauche de l'Almami, et le saluaient avant de faire une ou plusieurs fois le tour de l'arène.

Typologie. — S'il s'agissait de la célébration d'une bataille, le chef de l'armée victorieuse envoyait un détachement avec des échantillons du butin, destinés à l'Almami. Ces guerriers défilaient en poussant devant eux les captifs chargés des plus beaux trophées. C'est ainsi qu'en 1897, le capitaine Ferguson, un captif de marque s'il en fut, défila en hamac en tête du butin, avant que Samori ne l'invite à s'asseoir près de lui. Nos meilleurs renseignements concernent naturellement les parades qui avaient lieu de temps à autre en l'honneur d'hôtes européens (68). Samori plaçait alors ses visiteurs près de son estrade, avant le début de la cérémonie. Les troupes défilaient ensuite dans l'ordre habituel. Les cavaliers se livraient à une fantasia déchaînée, fonçant à toute bride vers leur maître et ses hôtes, pour s'arrêter net, jeter leurs fusils en l'air, et tirer en les rattrapant. Les fantassins marchaient en phalanges serrées et en assez bon ordre quand ils ne faisaient pas des démonstrations d'attaque. En 1897, Nebout verra certains d'entre eux défiler à l'européenne et manœuvrer au clairon. En passant devant l'Almami, ils l'acclamaient en brandissant leurs armes. Après cette manifestation, le chef de chaque troupe venait se prosterner devant lui et recevait sa bénédiction. Il allait ensuite rejoindre ses hommes qui se plaçaient de droite à gauche sur la périphérie de l'arène, afin de faire place aux suivants. Quand il voulait honorer spécialement ses hôtes, Samori montait à cheval et menait une fantasia à la tête de ses fils pour clore la cérémonie (69).

Sur ce thème général, bien des variantes étaient possibles. Un dispositif assez particulier nous est signalé par Péroz, en 1886, à Kéñyéba-Kura. La moitié droite de l'arène était en effet occupée par six compagnies de 200 sofas en bon ordre, tandis que la gauche était réservée à la masse confuse et désordonnée des guerriers du Dyuma.

La fidélité extrême des Samoriens à ce schéma d'ensemble est remarquable. Chaque chef d'armée célébrait en effet les mêmes fêtes selon le même cérémonial et présentait à ses hôtes des parades réglées de la même façon. La tradition l'atteste pour tous les Kèlètigi, et les témoignages britanniques nous donnent des descriptions précises des cérémonies que présidait Bilali à Héèrèmakono.

Tout l'Empire suivait donc le même rituel et l'importance des effectifs ou bien la tenue des troupes imposaient seuls quelque diversité. Celle-ci ne jouait d'ailleurs pas toujours au profit de la capitale. Si la mission française assista à Bisândugu, en 1887, à une immense parade, c'est que Samori y avait concentré de nombreuses troupes pour marcher sur Sikasso. En 1890, par contre, Garrett reçut un accueil beaucoup plus imposant à Héèrèmakono que chez Samori, car l'Armée de l'Ouest était alors dans toute sa puissance, tandis que l'Almami n'était protégé que par sa Garde. Il en ira de même pour Nebout à Dabakala, car les meilleures troupes étaient confiées, en 1897, à Sarānkènyi-Mori.

3°) LE PERSONNEL DE LA COUR.

La vie de Cour, qui était organisée autour du nouveau souverain, exigeait un nombreux personnel, souvent d'origine servile. Les nécessités de leur service plaçaient ces hommes dans l'intimité quotidienne du maître, et la plupart d'entre eux jouissaient nécessairement de sa confiance personnelle. Ils demeuraient d'ailleurs dans sa concession, ou à proximité immédiate, afin de répondre à tout appel. Ils formaient ainsi la garnison de la capitale, quand ils ne suivaient pas l'Almami en campagne.

Ce personnel de Cour paraît malgré tout assez hétérogène. Il ne constituait pas un groupe social compact et on ne peut l'isoler sans un certain arbitraire. Les bilakoro faisaient presque partie de la famille de Samori, tandis que les gardes n'étaient qu'une fraction hautement spécialisée de l'armée. Le porte-parole de Samori pourrait être rattaché au Conseil auquel il assistait souvent. Leur seul point commun est qu'ils servaient la personne du souverain sans avoir de responsabilité directe dans le gouvernement de l'Empire.

a) Les gardes

(*Faama-koro-si-lu* : ceux qui protègent le Faama)

Samori avait dû ressentir très tôt la nécessité de se protéger contre un attentat. À une date indéterminée, mais antérieure à l'occupation de Bisāndugu, il organisa une troupe d'une cinquantaine d'hommes, farouchement dévoués à sa personne, et il les installa autour de sa concession où ils se relayaient pour veiller sur lui nuit et jour. Leur noyau initial avait été fourni par quelques compagnons de Dyala (70), mais ils furent vite submergés par un gros contingent de Toma, recrutés après la retraite en Forêt, de 1868. Ces exilés étaient fanatiquement fidèles à leur maître, et celui-ci s'adressait volontiers à eux dans leur langue afin de n'être pas compris de son entourage.

Les Toma formèrent le gros de la Garde jusqu'à la chute de Kankan, et certains d'entre eux seront encore aux côtés de l'Almami en 1898. Celui-ci voulait cependant des hommes dans la force de l'âge, et ceux qui les remplacèrent progressivement avaient une toute autre origine. La plupart d'entre eux étaient d'anciens bilakoro, généralement de race malinké.

Selon Péroz, la Garde comptait exactement cinquante-six hommes en 1887 et, seul dans toute l'armée samorienne, ce corps se distinguait par un uniforme : boubou et pantalon noir avec chéchia et ceinture rouge (71). Le noir est sans doute une erreur du capitaine car Binger, qui visita Samori six mois plus tard, nous dit qu'ils étaient vêtus de bleu. La tradition précise qu'il s'agissait d'un bleu très sombre, différent de l'indigo, ce qui peut expliquer la confusion de Péroz (72).

L'armement des gardes était des plus modernes. Trente-six d'entre eux portaient des chas-sepots selon Péroz (73) et Binger en compta une cinquantaine, soit presque tout l'effectif. C'est à eux que furent attribués les premiers kropatscheks ramenés de France par Dyaulé-Karamogho au début de 1887.

Le chef de la Garde était alors le jeune Ngolo que l'Almami chargera dès 1890 de veiller sur son héritier Sarānkēnyi-Mori, tandis que lui-même se confiait à Kagbè-Fodé. Ngolo organisera alors la garde du prince, qui installait sa résidence à Dabadugu, près de Kankan. Le combat héroïque qu'elle livrera en ce lieu aux Français, le 9 septembre 1891, lui inspirera un véritable esprit de corps, et ses hommes se distingueront jusqu'à la fin sous le nom de « sofas de Dabadugu » (74). Leurs effectifs allaient d'ailleurs s'accroître rapidement (60 en 1891, 350 en 1892, 640 en 1893), tandis qu'ils conservaient un uniforme semblable à celui de la Garde, dont ils étaient issus.

La Garde proprement dite paraît avoir également accru ses effectifs en Côte d'Ivoire. Nebout, qui la verra défiler en 1898, comptera 188 hommes, tous armés de kropatschek de fabrication locale, œuvre remarquable des forgerons de l'Almami (75).

Par définition, la Garde combattait rarement, en dépit de la valeur exceptionnelle de ses hommes. Elle fut engagée épisodiquement à Gbānkundo et à Sikasso, mais c'est seulement en 1892, aux combats de Tāmbiko et de Kabadyāmbars, qu'elle donna sérieusement. En décembre 1893, elle sauvera Samori le jour de la surprise de Kōlōni, et elle souffrira beaucoup au siège de de Numudagha, en juillet 1897, où l'Almami lui-même sera blessé.

Elle sera la dernière à tenir, l'année suivante, durant l'ultime fuite en Forêt, et son chef, Sékoba Gbana, trouvera la mort au combat de Dwé. Subissant peu de pertes, la Garde se renouvelait lentement, au rythme des années. Quand ses hommes paraissaient trop vieux, Samori les utilisait comme messagers ou les envoyait aux chefs d'armées qui en faisaient des chefs de colonne ou des résidents en pays mal soumis.

C'est seulement en quittant le corps que les gardes pouvaient se marier. Ils étaient jusque-là nourris chaque jour par les soins des captives personnelles de Samori.

b) Les bilakoro

Si la garde de Samori a été formée très tôt, c'est seulement après l'installation à Bisāndugu qu'apparaissent les fameux *bilakoro*. Ce nom n'est pas le fruit de l'imagination de Péroz, car il provient de la spécialisation d'un mot malinké courant. Bilakoro signifie, en effet, « porteur de cache-sexe » (*bila*), c'est-à-dire enfant, par opposition au garçon déjà circoncis qui porte désormais le large pantalon soudanais (*kursi*).

Selon la coutume du Konyā, Samori recevait un tiers du butin pris à la guerre par ses gens. Il exigea très tôt qu'on lui réservât de préférence les jeunes garçons les plus vigoureux à partir de l'âge de dix ans, c'est-à-dire en état d'être séparé de leurs mères. A l'occasion des grandes guerres qui suivirent l'occupation de Bisāndugu (1873), leur nombre s'accrut rapidement, et le Faama décida bientôt d'en faire une petite troupe, dont il surveillerait attentivement l'éducation. Celle-ci devait à la fois donner des rudiments à ces jeunes païens, et les préparer à être des combattants efficaces et impitoyables. On sut éveiller chez eux un amour fanatique de Samori, qui les visitait souvent, s'enquêrait chaque semaine de leurs progrès, les châtiait ou les récompensait paternellement (76).

Ce système d'éducation collective répondait parfaitement aux idées du souverain. Il était presque identique à celui qu'il imposa quelques années plus tard à ses fils, si ce n'est que ceux-ci poussaient leurs études islamiques plus loin.

Vers 14 ou 15 ans, les jeunes garçons abandonnaient le Coran et subissaient la circoncision. Dès lors, ils n'étaient plus des *bilakoro*, au premier sens du mot, mais l'usage général leur conservait ce nom. Ils le portaient aussi longtemps qu'ils restaient auprès de leur maître, c'est-à-dire parfois jusqu'à vingt ans.

A l'issue de la circoncision, Samori offrait un fusil à chacun d'eux, et ils étaient désormais encadrés par les meilleurs hommes de la Garde, sous le contrôle des vieux compagnons de Dyala. Ils demeuraient avec eux autour de la résidence de l'Almami, alors que le village des fils était établi en dehors de la capitale, un kilomètre ou deux plus loin (77).

Les bilakoro recevaient désormais une formation militaire très rude, où l'équitation avait sa place. Tout était fait pour endurcir leurs âmes comme leurs corps. Ils participaient chaque jour au travail des gardes et, surtout, ils procédaient aux exécutions capitales sous le contrôle des bourreaux. La mise à mort des gens du commun leur incombait, et Péroz ne cache pas son dégoût devant les instincts sanguinaires que montrait cette jeunesse (78).

Les encadreurs leur interdisaient en outre toute aventure féminine, non certes par prudence, mais dans un esprit de discipline spartiate.

Les bilakoro étaient environ 500 en 1886 (Péroz), mais leur nombre paraît avoir diminué dans les dernières années. C'est qu'on ne restait pas éternellement bilakoro. Vers 18 ou 20 ans, ceux que l'Almami ne sélectionnait pas pour sa garde ou son service personnel étaient répartis entre les chefs d'armée. On les mettait aussitôt à la tête de petites troupes, et ils pouvaient faire carrière s'ils plaisaient à leur Kèlètigi. Celui-ci les entourait d'ailleurs d'égards et hésitait à les sanctionner, car il savait fort bien que ces jeunes fanatiques étaient là pour renseigner le maître et entretenir la flamme de la fidélité. Nous reparlerons d'eux à propos de l'armée, car la plupart des grands chefs militaires sont sortis de leurs rangs, quand ils n'étaient pas parents de l'Almami.

L'efficacité de cette éducation est attestée par les talents militaires et la fidélité inébranlable de ces hommes. Ils n'en voulaient nullement à Samori de les avoir capturés dans leurs villages détruits, après avoir massacré ou dispersé leurs familles, car ils s'étaient ralliés à l'idéal dont il se réclamait.

c) Les familiers.

En dehors des corps nombreux qui assuraient sa protection et préparaient les cadres de l'Empire, Samori s'entourait d'un tout petit nombre d'individus qui remplissaient discrètement des services d'ordre domestique. Leur présence constante dans l'intimité du souverain leur assurait souvent une influence aussi efficace qu'occulte.

C'est le cas des quatre porte-chaises (*sigilāntala* ou *waranindala*) qui suivaient partout leur maître pour lui présenter ses objets personnels. Ils étaient choisis parmi les jeunes bilakoro et ils vivaient dans la concession intérieure en compagnie de la gbatigi et des captifs domestiques qui l'assistaient dans ses travaux.

Leur chef de file recevait invariablement le nom de Bilali (79), et il était responsable d'une bouillotte à bec (*a tea pot* écrit Garrett) pleine d'eau. Samori y buvait à tout moment et l'utilisait pour ses ablutions. Il faisait celles-ci dans un plat métallique porté par le second bilakoro, tandis que les deux derniers étaient responsables d'un hamac et d'un fauteuil surbaissé strictement réservé à l'usage du maître. (80).

La confiance et l'affection de Samori étaient acquises à ces jeunes gens. Tyèmogho Bilali et Ngolo ont commencé ainsi leurs brillantes carrières militaires.

Chaque fois que l'Almami sortait de sa concession, un garde du corps herculéen (*Almami-kisi-la* = « celui qui est dans le dos de l'Almami ») le suivait de près. Le seul personnage connu qui ait rempli cette fonction était un captif toma, Kuru-Bata-Dyala, que lui avait donné Kamān-Kyèkura lors de son ralliement, en 1883. Samori admirait la puissance physique de cet homme qui lui frayait un chemin dans la foule, écartait les indiscrets et le portait à l'occasion sur ses épaules pour qu'il ne se souille pas en traversant les bourbiers ou les rivières raseuses. Il restera en fonctions jusqu'à la prise de son maître, non sans avoir connu une certaine disgrâce en raison, dit-on, d'une excessive brutalité (81).

Un *barbier tailleur* (*Almami-kalalikè-la*) vivait également dans l'ombre de Samori, du moins pendant ses dernières années. Il ne semble pas que cette fonction ait été spécialisée avant 1891, quand la place fut accordée à un jeune Toucouleur, Mamadi-Sulèmani Dèm (82). Ce dernier n'avait rien de commun avec les artisans travaillant pour la Cour dont Binger signale la présence en 1887 : « Sous le même abri, deux tailleurs cousent de la florence jaune pour les femmes de Samori » (1892, I, p. 89). Dèm se consacrait exclusivement à la personne du maître. Il le rejoignait dès la prière de l'aube (*Subagha*), après laquelle il lui rasait la tête s'il en avait besoin. Il lui tenait ensuite compagnie tout le jour, cousant accroupi dans un coin d'où il assistait discrètement à toutes les réceptions. Il ne quittait Samori que longtemps après le repas du soir et se retirait pour dormir dans une case proche de la sienne. Avant 1894, quand Morifiñdyā rejoignit la Cour, Dèm était seul à partager les repas de l'Almami, servis par la *gbatigi*, dans l'ombre de sa case personnelle.

Tout en se tenant ostensiblement à l'écart des grandes affaires, cet homme habile et pétillant d'intelligence, avait conquis l'estime de Samori, et il exerça dans les dernières années, une influence qui n'était pas négligeable.

Les esclaves domestiques (*lu-dyō*) qui assistaient la *gbatigi* et les palefreniers, qui soignaient les chevaux personnels du maître, ferment la cohorte de ceux qui habitaient en compagnie de l'Almami, à l'intérieur de sa concession personnelle (*lu*). Ils étaient sous les ordres de plusieurs *dyō-kuñtigi*.

d) *Les satellites.*

Une deuxième catégorie comprend des personnages domiciliés hors de la concession, mais unis au souverain par des liens si personnels qu'il faut les considérer comme personnel de Cour et non agents de l'Etat.

a) *Les griots*, et particulièrement les *dyèli*, étaient les plus nombreux. Samori ne songeait pas, bien entendu, à mettre en cause la fonction de catalyseur social et d'agent de cohésion que leur reconnaissaient les Malinké. Il appréciait particulièrement leur individualisme et ne partageait pas à leur égard les préjugés habituels de ses compatriotes. Cette ouverture d'esprit ne sortait pas du raisonnable et Samori n'aurait pas eu l'idée, par exemple, d'épouser une griotte. Il aimait du moins leur compagnie, et n'hésitait pas à leur confier les plus hautes fonctions. Il n'oubliait pas qu'ils figuraient en grand nombre parmi ses premiers compagnons et ils occupaient toujours une grande place dans son Conseil.

En dehors de ses collaborateurs d'origine griotte, Samori, dès qu'il devint puissant, s'entoura de nombreux *dyèli* professionnels. Comme n'importe quel chef, il attendait d'eux qu'ils célébraient sa gloire, et les meilleurs artistes du Haut Niger accoururent auprès du grand souverain, dont ils espéraient de riches récompenses.

Le talent d'un griot est essentiellement personnel, comme le lien qu'il noue avec un chef ou un noble (83). Samori, toujours soucieux d'organisation, réussit pourtant à imposer un chef de file (*dyèli-kuñtigi*) à ceux qui se pressaient à sa cour. Ce fut Kīñya-Mori Dyubaté, un frère cadet de son vieux compagnon Nyamakala-Amara. C'est lui qui avait composé l'air de Samori, que jouaient les balafons (*bala*) dès que paraissait l'Almami. Il servait souvent de courrier, de préférence aux *bilakoro*, quand il fallait transmettre à un *Kèlètigi* un message particulièrement important. Il était secondé par Damba Lāsana, qui trouva la mort à Baratumbo, en 1892.

Un second personnage d'importance exceptionnelle était Karifa Kamara, un Fina du Burè, qui avait rallié Samori avant la prise de Kankan et qui allait remplir jusqu'en 1898 les fonctions

de porte-parole (84) durant les audiences publiques, ce fidèle passait les journées dans le vestibule (*bolō*) à filtrer les visiteurs. Il était aussi responsable du *tabala* et des esclaves qui s'en servaient, ce qui était un grand honneur car tout le monde obéissait aux signaux de cet instrument redoutable.

En dehors de ces premiers rôles, Samori était entouré d'une foule d'artistes plus ou moins besogneux qui courtoisaient Kiñya-Mori pour obtenir ses faveurs. Les principaux étaient naturellement des musiciens et des chanteurs dont l'Almami avait toujours su apprécier le talent.

Ses préférences allaient aux solistes, spécialisés dans ces instruments admirables que sont le *kora*, une harpe arquée, ou le *konimbara*, une espèce de guitare. Le *kora*, joué magistralement, donne la plus belle musique de l'Afrique soudanaise, et Samori couvrit d'honneur Numori Dyubaté, qui était le meilleur exécutant de son temps. Quand ce dernier était à Bisāndugu, il devait passer ses journées dans le *bolō*, prêt à répondre à l'appel du souverain.

Samori appréciait également la flûte traversière (*flēni*) dont les joueurs vont toujours par deux. Cet instrument est particulier aux franges de la Forêt, et ses exécutants se reconnaissent à leurs costumes rouges et à leurs casques à crinières. Ce sont des comiques, un peu méprisés, qui jouent en dansant avec d'étranges contorsions. Nebout sera le premier à en signaler chez son hôte, mais la tradition affirme qu'il en a toujours entretenus, depuis que le chef Kurānko Dēuda-Soghoma lui en donna un premier couple, l'année où il s'installa à Bisāndugu (85).

Quant au tambour sablier porté sous l'aisselle (*tāmba*), c'est bien un instrument individuel, mais il sert surtout à rythmer la voix du griot quand il chante des louanges. Kiñya-Mori lui-même l'employait donc à l'occasion.

Samori entretenait en outre de nombreux griots, qui lui servaient à animer spectaculairement ses grandes fêtes.

Il y avait d'abord un groupe de balafons (xylophones, *bala*), qui ne quittait guère l'entrée de sa résidence et jouait son air personnel dès qu'il paraissait. On trouvait à côté d'eux diverses variétés de tambours cylindriques, des tripodes à une membrane, comme les *dunu-ba* au son grave, les *dunu-ni*, plus aigus, ou bien des instruments à deux membranes comme les *dunu-go* (86).

Il convient de signaler, pour terminer, une catégorie de griots, particulièrement méprisés, mais fort prisée par Samori et les siens, les *koro-dyugu* (vieux sots), des bouffons généralement masqués, qui animent joyeusement la moindre fête publique. Péroz, qui ne craint jamais la contradiction, signale à plusieurs reprises des hommes rouges portant un masque de poils de fauve, mais il en fait successivement des bourreaux et des porteurs de regalia. Il s'agissait probablement de *moghomisi-ku*, ces « hommes à queue de vache », qui sont clairement décrits par Binger (1887), puis par Nebout (1897). La tradition confirme que Samori les appréciait particulièrement. Il les admit toujours dans son entourage, même pendant la crise théocratique, ce qui prouve qu'il ne voyait pas en eux un élément de paganisme. Le fait est intéressant, car des musulmans zélés voudront les proscrire à l'ère coloniale au nom de la religion (87).

Bien qu'il ne s'agisse plus de griots, mais seulement de gens de caste, nous pouvons placer ici les *Koroko* ou forgerons commerçants de la région de Bougouni. Samori, dont ils avaient prédit la puissance dans sa jeunesse, estimait leurs talents de géomaneiens (*kéñyédala*), et il garda toujours quelques-uns d'entre eux à la Cour. Il les consultait régulièrement avant de se lancer dans une entreprise importante.

Les marabouts (Mori). — Dans la mesure où des hommes de religion étaient attachés personnellement au souverain, ils doivent être étudiés ici.

Le cas le plus notable est celui de Karamogho Sidiki Shèrifu, quand il initia personnellement Samori aux sciences coraniques entre 1881 et 1886. Il en a été question plus haut.

En dehors des maîtres d'écoles qu'il entretenait dans ses fermes de culture, l'Almami rétribuait aussi les marabouts qui assuraient l'enseignement de ses fils et des bilakoro. C'étaient, en somme, des chapelains, et il fit son gendre de leur chef Lāsana Kuruma. Les autres hommes de religion travaillaient dans le cadre de l'Empire, et leur position sera étudiée plus loin.

Il est en effet temps de clore la liste des personnages de la Cour, que nous avons définis comme étant liés à la personne du souverain par opposition aux hommes qui travaillaient directement pour l'État. Ceci laisse place à bien des doutes. Les espions de Samori, qui ont excité vivement l'imagination des contemporains, jouaient un rôle de contrôle, mais ils étaient liés personnellement à leur maître. Il en allait de même des bourreaux, qui étaient des dignitaires réservant leurs soins aux grands personnages, tandis que le menu fretin était abandonné à la main des bilakoro. En raison de leur rôle dans le gouvernement de l'Empire, leur place n'est pas ici, pas plus que celle des courriers, qu'on choisissait généralement parmi les anciens gardes.

La nécessité d'une définition restrictive du personnel de Cour s'impose dès que l'on aborde l'étude des conseillers. Ceux-ci aussi étaient liés personnellement au souverain, qu'ils visitaient presque chaque jour. Les problèmes nouveaux, posés par la croissance de l'Empire, avaient pourtant transformé leur assemblée en un véritable gouvernement central, et les principaux d'entre eux connurent bientôt une spécialisation assez poussée. C'est donc toute la construction politique élevée par Samori qu'il est possible d'analyser en étudiant la composition et le fonctionnement de cette institution fondamentale.

NOTES

(1) Nous sommes renseignés sur la personne de Samori par une série de témoins oculaires : Péroz en 1886 et 1887, Binger cette même année, Festing en 1888, Bonnardot en 1889, Garrett en 1890, Williams en 1892, Henderson et Nebout en 1897, Gouraud, Félix Dubois, et divers publicistes en 1898.

Péroz, du fait de son imagination débordante, était un observateur subjectif et imprécis. On a vu qu'il se trompa lourdement sur l'âge de son interlocuteur. « Ses traits sont fort réguliers, le visage est agréable, ses yeux ont une profondeur étrange qui frappe dès l'abord et est augmentée encore par un enduit argenté qui borde ses paupières » (1886). « Depuis l'année précédente, sa figure n'avait pas changé : le menton fort et carré indique chez lui une volonté peu commune chez les noirs, dont le bas du visage est presque toujours fuyant » (1887). « Sa figure est intelligente et fine, ses mouvements sont aisés et gracieux, une barbe clairsemée et quelque peu allongée sous le menton donne à sa figure un ovale distingué » (1891, p. 358).

Binger paraît plus précis, mais il contredit les témoignages et les photos de 1898. « L'Almamy est un grand et bel homme d'une cinquantaine d'années. Ses traits sont un peu durs et, contrairement aux hommes de sa race, il a le nez long et aminci, ce qui donne une impression de finesse à l'ensemble de sa physionomie.

Ces incertitudes s'expliquent si l'on songe à l'habitude qu'avait Samori de se voiler avec le pan de son turban.

Festing et Garrett ne décrivent pas le physique de leur hôte. Williams insiste seulement sur sa taille et son port.

Avant Gouraud, Nebout nous donne un bon portrait pour 1897 : « Samori a environ 62 ans et est très grand et assez gros, avec les épaules hautes. Son visage est plein, avec des pommettes saillantes, un nez épaté mais assez long, des lèvres assez fines, des dents fort belles, un regard vif et perçant. Il a les joues et les lèvres supérieures rasées, au menton une barbe grisonnante... »

(2) Bien qu'il n'ait jamais été mesuré, il dépassait certainement 1 mètre 90. Sur toutes les photos prises en 1898, il domine les autres personnages. Il excédait nettement la taille moyenne de son pays natal, qui est de 1 mètre 685, et même celle des Maninka-Mori de Kankan, 1 mètre 70 (Pales, 1954). Il paraît cependant que Williams et, par ouï-dire, Grodet, qui lui donnaient 7 pieds, soit plus de deux mètres, exagéraient quelque peu. (« A man of magnificent presence, about seven feet high, well proportioned and having clear cut features. » (Williams. PRO, C.O. - 267.399).

(3) Le professeur Zahan a eu l'amabilité de me confirmer (in litt. 14-2-63) que ce phénomène localisé s'oppose à l'albinisme en degré mais non en nature dans l'esprit des Bambara. « L'albinisme est considéré comme doué d'un grand pouvoir. Il est surtout mis en rapport avec les idées de fécondité et de durée. C'est pourquoi ses cheveux sont mélangés avec les semences afin d'assurer une récolte abondante. C'est pourquoi aussi un albinisme était enterré autrefois sous le bombalé (bembé) royal. »

(4) De nombreux Konyanké ont le teint brun, voire rougeâtre, ce qui pourrait indiquer un métissage avec les peuples forestiers (Toma, Guèrzé, Dâ).

(5) Selon la gravure de Riou, exécutée pour le livre de Gallieni (1890, p. 77) d'après les indications de Péroz, Samori portait en outre une menue moustache rejoignant son collier de barbe. Elle disparut avant 1890, selon le témoignage de Sulèmani Dèm.

(6) Selon Festing, Samori souffrait du fole, ce qui explique peut-être le soin jaloux avec lequel il choisissait ses aliments. Bien que le major l'ait observé en saison des pluies. Il ne peut guère s'être agi de paludisme, s'il est exact que Samori n'était pas sorti de sa case depuis vingt jours. Il était cependant paludéen si nous nous fions aux témoignages de Binger et de Nebout.

Péroz nous parle aussi de maux de tête, mais ceux-ci sont peut-être en rapport avec la carie dentaire que le docteur Fres soigna durant les négociations de Bisandugu.

(7) Péroz, 1886 : « Son visage respire une grande intelligence... La douceur de sa physionomie, de ses gestes et de sa parole, forment un contraste frappant avec la réputation de cruauté que la légende lui attribue... » (p. 5). 1887 : « Ensemble ascétique, regard vif par moments, mais généralement voilé, fin et doux » (p. 278). « Sa figure est intelligente et fine, ses mouvements aisés et gracieux... Un visage frappant et qui se grave dès l'abord dans la mémoire. » (1891, p. 358). Binger, 1888 : « Ses yeux sont très mobiles, mais il ne regarde pas souvent en face son interlocuteur. Son extérieur m'a paru plutôt affable que dur : très attentif quand on lui fait un compliment, il sait être distrait et indifférent quand il ne veut pas répondre catégoriquement à une question. Il parle avec beaucoup de volubilité et je le crois capable d'avoir la parole chaude et persuasive quand l'occasion s'en présente », Williams, 1893 : « ...remarkable cleverness, wonderful grasp of any subject ». Nebout, 1897 : « Il donna l'impression générale d'une bonhomie souriante, mais son regard et son geste décèlent l'énergie et la décision. Gouraud, 1898 : « Sa physionomie exprime l'intelligence, la duplicité et une certaine bonhomie railleuse... »

Gouraud, 1898 : « Sa physionomie exprime l'intelligence, la duplicité et une certaine bonhomie railleuse... »

(8) Ainsi, à Gbänkundo, en 1883, ou à Numudagha, en 1897, où il continua à diriger le combat en dissimulant sa blessure pour ne pas troubler ses gens [1, 5, 10, 14].

(9) La volubilité que Binger lui attribue est contredite par des témoins africains ou européens. Samori a sans doute perdu un instant son sang-froid, en sollicitant l'intervention des Français dans cette guerre de Sikasso, où il mettait en jeu son destin. Quelques mois plus tard, Festing nous parlera encore de ses requêtes passionnées, mais l'Almami souffrait alors d'une forte crise de paludisme, qui lui enlevait le contrôle de lui-même. Autrement, dans les circonstances les plus graves, par exemple en annonçant l'affaire de Bouna à Nebout, il gardait un calme parfait.

Après sa capture, n'ayant plus à jouer un rôle, il paraît avoir fait un moindre effort sur lui-même. Quand le sergent Bratières le saisit, il était surexcité, et il lui demanda de le tuer sur place. Son agitation au moment de la « sentence » de Kayes, sa tentative de suicide à Saint-Louis et les incidents qui émaillent son voyage vers le Gabon confirment cette impression.

Binger insiste aussi sur le caractère « mendiant et cupide » de son hôte (1892, I, p. 91). Il est évident que Samori était avide des objets étrangers que portaient ses visiteurs. Ses réflexes d'ancien dyula jouaient ici, autant que son intérêt passionné pour les innovations de l'Europe. Il ne sut pas toujours montrer là un très bon goût, mais il faut tout le parti pris de Binger pour y voir un vice. Cette âpreté à quémander des objets européens n'est évidemment pas sur le même registre que la générosité fastueuse que toutes les traditions attribuent à l'Almami. C'est un symptôme d'acculturation. Garrett ne mettra pas à la charge de Samori son insistance à réclamer des bottes caoutchoutées et à se faire donner un fusil à double barillet.

(10) Sur le goût du sang de Tyèbe, on se reportera à l'horrible récit de Péroz sur l'exécution des frères de Samori (1895, p. 124). Cet auteur est d'ailleurs si friand de ce type d'anecdotes qu'on ne peut guère s'y fier.

(11) Il croyait, selon Binger, que le Niger coulait jusqu'à la Mecque. Il faut sans doute comprendre que le cours du fleuve, vu de l'amont, indiquait la direction de la ville sainte.

(12) On ne peut prendre Williams au sérieux quand il nous dit d'un trait que Samori « made a pilgrimage to Mecca and showed a wonderful knowledge of the history of Europe and indeed of what was taking place at the present day » (1892). Il faut comprendre sans doute que l'Almami était admirablement renseigné sur les relations franco-britanniques en Afrique occidentale.

(13) Ses initiateurs auraient été les Gwèpogi de Lâmpa (Gérâgêrênka) qui étaient assurément ses alliés mais chez qui il ne paraît guère avoir séjourné [10]. Ses deux gardes favoris, les Toma Dobo et Mauro, auraient souvent utilisé le tambour parlant pour communiquer entre eux [14].

(14) En le recevant, Samori offrit à Karamogho Sidiki 3 mudé d'or, 30 vaches, chacune avec un veau et 300 captifs. Il lui promit aussi de nourrir la fraction de sa famille qui demeurerait à Kankan [14].

(15) Je n'ai pas pu identifier le *Dalarilo Alkeirarti* que le gouverneur Hay fit remettre à Samori en 1890 par Garrett.

(16) Aldridge (1910, p. 322). Il est cependant possible que Samori ait fait l'effort de parler arabe pour n'être pas compris des Interprètes de son visiteur. Les autorités de Freetown avaient une telle tendance à confondre arabe et musulman qu'une simple erreur est cependant la solution la plus vraisemblable.

(17) Nous excluons de cette étude sur la famille de Samori les Turé qui n'appartiennent pas à son lignage, au sens le plus strict, mais simplement à son clan. C'était le cas de ceux d'Odienné et à plus forte raison des Zërma de Marabadyasa.

Que de nombreux ambitieux aient rallié le camp de l'Almami en invoquant leur « parenté » avec lui, la chose n'est pas surprenante. Mais nous devons les considérer comme de simples partisans de la Révolution dyula, qu'ils aient porté ou non le dyamu de Turé. Les personnages de ce type seront donc examinés ailleurs, selon le rôle qu'ils ont tenu. On peut citer : Alfa-Umar Turé (ne pas confondre avec Alfa So Sidibé) originaire de Sidikila (Dyumawañya), l'un des villages ancestraux de Samori. Il suivit Masarâ-Mamadi et fut tué devant Sikasso ; Bakari Turé, originaire de Farana, qui suivit successivement Manigbè-Mori et Bilali avant de rallier les Français à Kissidougou en 1893 [10].

C'est enfin à cette catégorie qu'il faut sans doute rattacher des « cousins » de Samori comme le Konyânké Lâsara Turé, l'un des principaux acheteurs d'armée de Freetown et Sanyé-Mamadi Turé, le lieutenant de Bilali, qui sera blessé au combat de Fakolèya contre la colonne Humbart.

(18) Laafiya qui n'avait pas bougé de Sanânkoro « gardé par son fils Kémé Amara » prendra la route de l'exil, comme tous les Samoriens, en 1892. Il ne suivra pas l'itinéraire de son fils. Replié d'abord sur Mahândugu (Barala), il séjournera, en 1894, à Gwântégéla, dans le Mau oriental. Après la retraite de Morifindya, il stationnera un moment à Mankono. L'Almami le dirigera, au début de 1895, sur le Dymini où il sera doté du village de Nyémè-rédugu avec tous ses habitants. C'est là que le vieillard passera paisiblement ses derniers mois. Il procréait encore, du moins légalement, ce qui est, après tout, l'essentiel chez les Melinké. C'est ainsi que le dernier frère de Samori naquit au Dyimini peu de temps avant le décès de Laafiya [10, 14]. Ce dernier mourut d'une plaie infectée à la cuisse droite, et ses funérailles eurent lieu, à défaut de l'Almami, en présence de Morifindya, Mandé Sidibé, Namori Balla et Dém [14].

Le bruit que « le vieux Samori était mort » courut aussitôt dans toute la région. Les officiers du Soudan, prenant leurs désirs pour des réalités, s'imaginèrent aussitôt qu'il s'agissait de l'Almami lui-même et il fallut de longs mois pour les détromper.

(19) Après Nyuma-Mori, tué dès 1866 à Nyōsomoridugu, et Masarā-Mamadi, mort en 1886 des suites de la blessure reçue l'année précédente au Kokoro, Kémé-Bréma et Nyata-Mori (= Manigbè-Mori ou Maninka-Mori) périrent à Sikasso [1, 10].

Les deux frères utérins de Kémé-Bréma paraissent avoir été bien effacés. Kémé-Lāsana, brave mais peu intelligent, suivit son aîné jusqu'à sa mort, puis reçut des petits commandements dans la Garde de l'Almami. Il sera gravement blessé aux côtés de Ngolo, le 9 septembre 1891, au fameux combat de Dabadugu et il mourra de complications tardives en 1895, peu après son arrivée au Dyimini.

Kémé-Amara fut longtemps chargé de la garde de leur père à Sanānkoro, et il suivra l'Almami jusqu'à sa capture, en 1898. Il se retirera, avec la permission des Français à Manyāmbaladugu, où il mourra au début du XX^{me} siècle.

Deux derniers frères, trop jeunes pour jouer un rôle, Māsēni-Karamogho et Fārē-Uso, survivront à l'Almami [10].

Parmi les cousins germains de Samori, deux seulement, issus de frères cadets de Laafiya, jouèrent un rôle notable. Le premier, Gbèlè-Mamadi, fils de Musa, fut longtemps lieutenant de Masarā-Mamadi, avant de périr à Sikasso. Nous avons déjà signalé le rôle du second, Sirifaana-Amara, dit Māsō-Fèrè-Magha, en pays toma. Ce fils de Fodé Turè était fidèle mais stupide et l'Almami le gardait généralement à ses côtés. Il mourra de maladie en 1896, à Nyāngbo (Tagwana, Koutiala) [1, 10, 14].

(20) Le plus âgé des neveux de Samori était Mininyā-Mamadi, fils de Nyuma Mori. L'Almami avait exercé le lèvirat sur sa mère, Maminyā Kamara, de Lēnko, « nièce » utérine de Laafiya. Le jeune homme fit ses premières armes à Sikasso, sous les ordres de Kémé-Bréma, mais il périt accidentellement en 1892, au cours des combats contre Humbert. Alors qu'il dirigeait une fantasia devant son oncle, à Dyarabadugu (Manā), un homme qui avait laissé une cartouche dans son fusil le tua par inadvertance. Sa mère eut de Samori un autre fils, Dauda, et une fille, Sarā. Dauda sera, à partir de 1896, le chef de cavalerie de Morlay, et combatta les Plabala (Pallaka) sous ses ordres [10].

Humu-Bakari, fils de Kémé-Bréma, ne jouera aucun rôle notable jusqu'à la chute de son oncle. Retiré à Youkounkoun, sur les frontières de la Guinée et du Sénégal, il y mourra en 1948.

Samori paraît avoir eu, par contre, une prédilection extrême pour Masa-Mori Dyabi, fils de sa sœur utérine, Masa Turè, et du marabout Manigbè Dyabi. Celui-ci était originaire de Samatigila, dans le Kabesarena, et frère d'un Samorien fameux, Dyéfadima-Dauda. Ce dernier périt en 1889, alors qu'il combattait, en compagnie de Balakufdyulu les insurgés du Haut Konyā. Madigbè fut tué presque en même temps, par les révoltés, dans le Kurānko oriental où il participait à la répression. Samori s'était occupé personnellement de l'éducation de Masa-Mori, qui était très versé en science coranique. Ce jeune lettré ne combattit jamais mais il paraît avoir exercé une certaine influence sur son oncle dans les années qui précéderent sa chute [10]. Il sera exécuté en 1920 à Korhogo (Côte d'Ivoire), après une tentative d'assassinat contre le commandant de Cercle.

(21) Garrett, en 1890, lui attribue 70 épouses, dont 25 favorites, et 20 fils.

(22) Appendice VI : tableau des mariages de Samori.

(23) Quelques traditions parlent vaguement d'une captive donnée par Sèrè-Burlay à Samori durant son séjour à Madina. Je n'ai pas été capable de l'identifier. D'autres épouses de Samori ne sont connues que par leurs enfants, comme Malō, dont la fille Fatimata épousa vers 1880 Alfa So, « frère » de Dyaulé — ou encore Dyōgbè, dont la fille, Sarā, sera donnée au chef sofa Fafodé Kuruma, originaire du Dyèmbèrèñ. Durant son court séjour chez Sarāswarè-Mori, Samori aurait reçu de son patron une certaine Yènfimba Kamara, fille d'un certain Muea Fine, mais il ne s'agissait pas là d'un mariage, car il ne pouvait pas épouser cette fille de caste [1, 5]. Vers 1875, au moment de l'alliance musulmane, il allait, par contre, prendre pour femme Tèwa Doso, une parente de Sarāswarè-Mori [75].

Il paraît établi que la première épouse régulière de Samori a été Munagbè-Sarā Kamara, de Lēnko (Fofana l'appelle fautiveusement Masarā), et il est certain que cette union eut lieu sur l'initiative de Masoghona, au retour de Madina. Elle doit donc remonter à 1858 [1]. D. Traoré est seul à prétendre qu'il s'agissait d'une captive achetée par la mère de Samori pour servir de compagne à son fils. Cela est invraisemblable car elle était issue des chefs du Bāmbadugu. Elle vivait encore en 1883 quand le 2^{me} Bureau de Kayes la signala comme « vieille et délaissée ».

Après avoir établi son pouvoir à Sanānkoro, Samori épousa successivement une cousine de sa mère, Managbè Kamara, de Fandugu, qui lui donna Managbè Mamadi, puis Masé-Suko Kama, de Lēkoro (Gundo), mère de Masé Mamadi et Masé Amara, enfin Masé-Fatimata Kamara, de Lēnko, qui sera la mère de Muktar (un second fils, Mamadi, mourra tout jeune de la maladie du sommeil) [3]. Cette dernière sera plus tard rejointe par de proches parentes, Managbè-Sarā et Kariata. Il sortit enfin du cercle étroit des Kamara en épousant Filasao Sidibé, une Fula du Girila (Basāndo), puis une de ses parentes, Dyaulé, dont la famille avait été persécutée par Gbānkundo Saghadyigi. Elle lui donna Dyaulé-Morifiñ, plus connu sous le nom de Karamogho, Dyaulé-Bréma, qui sera fusillé à Beyla en 1899, et Dyaulé-Fānta, qui épousera Fānta-Madi Haldara, le futur Shérifulay de Kankan. Ladyi Sidiki, qui a succédé en 1957 à ce dernier est donc un petit-fils de Samori [1, 10].

Toutes ces unions furent nouées entre 1860 et 1865.

Quand son frère Nyumamori fut tué à Nyōsomoridugu, en 1865, Samori pratiqua pour la première fois le lévirat en épousant sa veuve, Mamiya Kamara, de Lēnko, qui était aussi une cousine utérine, et en adoptant son fils Mamiyā-Mamadi. Elle lui donna un autre fils, Dauda, et une fille, Sarā. Il exercera par la suite le lévirat sur Fabala Siré Sidibé, veuve de Maninka-Mori, et sur Humu Konaté, veuve de Kémé-Bréma, tous deux tués à Sikasso en 1888. La première lui donna, vers 1890, un fils qui sera appelé Maninka Mori en souvenir du mort, ainsi qu'une fille, Siré-Hawa, qui mourra à Kankan en 1949. Voir ci-dessus note 20 [1, 10].

(24) A partir de 1871, les mariages de Samori s'étendirent aux pays du Nord qu'il s'employait à conquérir. C'est ainsi qu'il épousa, entre autres, Kémé Konaté, de Komodugu, Hawa-Ulé, de Sinimoridugu et, surtout, Sarānkéfiy Konaté, la plus illustre de ses femmes, née à Farāfina du Gundo [1, 70]. Son union avec Bagbè Mara, une Kurānko, arrière-grand-mère du Président Sékou Touré, doit remonter à la même époque [10].

L'installation à Bisāndugu est marquée par des unions avec Fatumata-Ninfiñ, une Kōndé de Dalanyā (Basāndo) et Managbè-Sarā Konaté, prise sans dot alors que son père, Tyēkuragbè, chef de Bāmbaradugu, l'avait refusée précédemment à Samori. Hawa-Fila Dyakité, fille de son nouvel allié, Dyamuradyi de Dyarakuru, allait devenir par la suite la gbatigi, c'est-à-dire la femme de confiance, celle qui préparait la nourriture du maître, bien que — ou parce que — elle allait d'abord rester stérile [1, 5].

C'est à ce moment que Samori prit sans doute Sara Kuruma à Borifiñyā, et épousa au Konyā, Mariama Kamara, la première gbatigi, qu'il répudia une dizaine d'années plus tard, ainsi que Filani-Fadima Konaté [1].

(25) Cette nouvelle période s'ouvrit par la campagne du Niger en 1878. C'est alors que Samori épousa Kānti Kamara, fille de Tēnēnkālè Lay, qu'il venait de placer à la tête du Baléya, puis Fatimagbè Bèrété, fille du chef Balis, qui venait de le recevoir à Damisa Koro et, enfin, Korika Kēita, fille de Kamori, de Sāeāndo, son principal partisan dans le Dyuma [10].

Il faut sans doute placer vers 1877-1878 son mariage avec Tirānké Turé, d'Odienné, fille de Nata Sidiki, et petite-fille du grand Vakaba. Le conquérant préparait ainsi l'alliance qui sera consacrée en 1881, quand il donnera sa fille Soghonasi à Māngbè Amadu [376, 390].

La volonté qu'avait Samori de gagner le loyalisme des Sisé vaincus le poussa, après 1881, à une série d'alliances. Il épousa ainsi Shérifu-Siré Sisé, fille de son ancien maître Burlay et une dizaine d'années plus tard il donna sa fille Kariata à Samael-Bréma, fils de Morlay et neveu de Shérifu-Siré. Ce gendre le suivra fidèlement jusqu'à la fin, malgré la mort violente de Séré-Bréma en 1892. Samori lui-même épousera, quelques années plus tard, Mariama Sako, que Malikaba Amara, frère de Shérifu-Siré, venait de répudier à sa demande [10, 392].

En 1883, la chute de Gbānkundo, lui permit de prendre comme captive Bintu-Sara Kamara, que son rival Saghadyigi [18] lui avait vainement offerte en mariage quelques mois plus tôt.

Enfin, en 1892, après la chute de Vakuru Bamba, Samori prendra l'une des veuves du mort, Byēnko-Sara Dyo-māndé, originaire du Mau (Touba, Côte d'Ivoire) [14].

C'est vraisemblablement vers 1885 qu'il épousa l'une de ses « cousines » utérines, Kariata Kamara, de Lēnko. Telle est la dernière alliance importante qu'il paraît avoir conclue au Konyā, en dehors du « lévirat », qui lui transmit, en 1888, les veuves de ses frères tués à Sikasso [4].

(26) Si l'Almami avait voulu étendre ses alliances en Côte d'Ivoire, il aurait sans doute épousé une fille des Turé de Marabadyasa.

(27) « Deux de ces femmes étaient enceintes. Elles m'ont confié qu'elles voudraient bien mettre au monde un fils, la mère qui a une fille étant à peu près sûre d'être délaissée tout à fait ». (Binger, 1892, I, p. 159).

(28) C'est à cette catégorie que se rattachent les 20 épouses que Binger visita à Bendoghobugula (1892, I, p. 156). « Six d'entre elles sont mariées depuis plusieurs années. Les 14 autres sont des jeunes filles de 8 à 15 ans qui attendent que leur seigneur et maître veuille bien les admettre dans son *home*. Quand l'Almamy passe dans une région, et qu'il remarque des petites filles qui lui plaisent, elles sont immédiatement envoyées dans un de ses dépôts. ou d'entre elles sont filles de chefs, il puise partout. — ...il y en a peu de jolies parmi celles que j'ai vues au camp et ici. »

La malveillance de Binger déforme une fois de plus les faits. Samory utilisait ses mariages comme alliances politiques et s'il ne se refusait pas une femme de petite naissance, à condition qu'elle lui plût, on imagine mal qu'il les prit laides.

Ces femmes dirent à Binger qu'elles étaient un peu plus de 80, ce qui confirmerait le chiffre de Garrett. Pendant la guerre de Sikasso, celles qui n'étaient pas à Bendoghobugu résidaient à Nyako et Kusā, sur la route de Bisāndugu. D'autres demeuraient, paraît-il, à Sanānkoro, ou plus vraisemblablement, à Kérwané [1, 5].

(29) Selon Nebout, le quartier des femmes, à Dabakala, comptait environ 200 cases en 1897. Il ne faut pas oublier que les filles non encore mariées de l'Almami y demeuraient également.

(30) Voici comment Binger décrit le costume des épouses de second ordre : « Toutes ces femmes sont à peu près vêtues de la même façon. Elles portent, les jours ordinaires, un pagne du pays, bleu, rayé de blanc, et s'enveloppent les épaules et le haut du corps d'un morceau de calicot blanc, dont la bordure est effilochée. Les jours de fête, le calicot est remplacé par de la mauvaise florence jaune, rouge, verte, violette. Les petits anneaux d'or des oreilles sont remplacés par d'autres boucles en or du poids de 100 gr. environ. Comme ce serait gênant de porter un poids semblable suspendu à l'oreille, à chacune de ces boucles est adaptée une chaînette plate en argent, de fabrication européenne, qui se passe celle de droite à gauche du cimier de la coiffure, celle de gauche à droite. Les chaînettes forment ainsi une croix sur le front.

La coiffure en casque est très répandue sur cette rive-ci... Toutes les femmes de l'Almami l'agrémentent d'une petite tresse de cheveux, qui retombe sur le front, et descend jusqu'entre les sourcils. Un collier en cuir sur lequel sont fixés des cassollettes en or ou en argent, complète cette toilette de gala.

Ces gros pendants d'oreille sont en forme d'anneaux et hérissés de petites tiges en or, semblables à des branches de corail. On obtient cela avec de l'or fondu dont le modèle a été façonné dans la cire.

Les effets et les parures d'une de ces femmes constituaient environ la valeur de 1.000 francs. Les 100 femmes ont donc coûté 100.000 francs à l'Almami. Que de mères ont eu leurs enfants vendus et combien de villages l'Almamy a-t-il détruits pour procurer ce luxe à ces femmes ! car le monarque n'a pas d'autre revenus que ceux que lui crée la chasse aux esclaves » (1892, I, p. 159-160).

Cette réflexion incidente donne la mesure de l'objectivité de Binger. Les femmes des gros Dyula de Kong, de Bobo ou de Salaga, ne susciteront pas de telles remarques. Et Binger y met une certaine effronterie car il a décrit plus haut le système des « champs de l'Almami » qui servait d'assiette au fisc samorien (1892, I, p. 33).

(31) Binger signale bien le respect dont étaient entourées les épouses de Samori à Bēndoghobugu, mais il interprète gratuitement cette attitude comme l'indice d'une jalousie sanglante que nie la tradition : « Personne n'ose leur adresser la parole. Une simple politesse de la part d'un sujet de ce tyran est punie de mort. Aussi, quand une Fama-Mouso passe dans le village, tout le monde se ange (1892, I, p. 159).

Fofana Kalil, en revanche, présente la réalité sous un jour un peu idéalisé : « Quelquefois un sofa se faisait surprendre en intimité avec une épouse du roi. L'Almamy recommandait simplement aux délinquants plus de discrétion. Lorsque le fait lui était rapporté par un grand de sa Cour il manifestait alors une grande colère ; cependant aucune sanction n'intervenait sans un avertissement préalable. Le roi prenait à partie son épouse, lui reprochait de vouloir provoquer la perte d'un bon sofa. Lorsque toutes ces mesures s'avéraient inefficaces et que le comportement des délinquants friseit le scandale, la peine de mort intervenait à temps pour sauvegarder le prestige et l'autorité du roi. » (1963, p. 17).

Péroz distinguait parfaitement ces deux catégories d'épouses dès 1887. « Les dix-neuf femmes de Samori, littéralement affaissées sous le poids des ornements d'or massif qui leur chargent la tête... En arrière, une rangée de servantes, les cheveux constellés de verroterie, de corail et d'ambre... » (1891, p. 351).

- Parmi ses femmes, vingt d'entre elles ont été choisies par le maître et leurs demeures entourent son palais. Sur ces vingt femmes, trois des épouses de l'Almami ont su captiver sa faveur au point d'habiter le palais même. » (1891, p. 418). « Les deux favorites occupent les tours de l'enceinte intérieure et vingt-quatre épouses légitimes chacune une concession extérieure. » (ibid., p. 292). « Les « tours » sont en fait celles de la première des trois enceintes concentriques, dont la dernière seule délimitait le domicile personnel du conquérant. Dans celle-ci ne résidait en permanence que la gbatigi et ses captifs domestiques. » [7, 10].

(33) Masé Fzdima était la mère de Muktar, qui jouera un rôle important durant les dernières années de son père [14].

(34) Tournier, 1886, p. 7 : « Lorsque M. Péroz a bu l'eau de l'hospitalité que lui apporte, un genou en terre, Saraguée, la femme préférée de l'Almami... », Péroz la décrit, il est vrai, comme « une belle Peule aux yeux de gazelle » alors que Sarānkēnyi était de pure souche Toronké et alliée, sinon apparentée, aux parents utérins de Samori. Nebout, qui lui offrira quelques bijoux d'or, l'appelle Bamusa Aisitia. « C'est une femme de 55 ans, simple, même effacée, qui ne paraît pas sa renommée ».

Si l'on se fie à la tradition, l'influence de Sarānkēnyi aurait été bien établie dès 1883. Inquiète des combats livrés aux Français de Bamako, elle aurait demandé à Samori de renvoyer une partie de l'armée qui assiégeait Gbānkundo pour protéger Bisāndugu [7, 5, 10].

En 1891, à l'approche des Français, Sarānkēnyi se repliera de Bisāndugu sur Kerwané. L'année suivante, fuyant Humbert, elle s'installera à Mahandugu, dans le Barala, où Combes ne saura pas la trouver en 1893 [14].

En 1895, en arrivant au Dyimini, Sarānkēnyi s'établira d'abord à Daghala, où elle se trouvera encore en avril 1896 (Braulot). Par la suite, elle remplacera un moment son époux au gué de Kuluzā, sur le Comoé, où elle séjournerait en avril 1897, au passage d'Henderaon. Elle hivernera ensuite à Yomana où elle se trouvait à l'arrivée de Nebout. C'est de là qu'elle se rendra à Dabakala, dans le dessein exprès de voir les Français.

(35) Garrett, en 1890, lui attribue 20 fils. En 1897, à Dabakala, Nebout parlera de 192 enfants. Gouraud ira, en 1898, jusqu'à 200 fils et 150 filles, mais ces chiffres paraissent exagérés.

(36) Nous n'avons aucune description du « village des fils » à Bisāndugu. Selon la tradition locale, il se trouvait dans la nouvelle agglomération, cinq cents mètres au nord de la place de la mosquée [10]. Pour Dabakala, nous sommes renseignés par Nebout. « Au-delà d'une petite rivière, sur le flanc d'une colline, au nord-ouest, et à environ 1.200 mètres de Dabakala, nous voyons un autre village considérable qu'habitent les fils de Samori avec leurs gens. »

(37) Selon Péroz, chaque lundi et jeudi, il se faisait présenter les planchettes de ses fils et jugeait, en compagnie des experts coraniques de la Cour, les progrès qu'ils avaient accomplis.

(38) Nous ne connaissons que deux cas où Samori rendit cet honneur à des visiteurs, en 1886, à la mission Tournier, et en 1890, à Garrett.

Nous devons les premières descriptions de la troupe des fils à Péroz (1899, p. 356 et rapport in : Gallieni, 1891, p. 273). « Au milieu du chatoyant coup d'œil offert par cette foule bariolée, la note la plus curieuse est donnée par le peloton de trente-quatre des fils légitimes de l'Almami, déjà en âge d'être juchés sur un cheval, mais non encore circoncis. Ils sont revêtus de longues robes de soie flottantes et montent des chevaux ardents qu'ils manient avec une audace inconcevable ». Il parle ailleurs de bambins de six ans (Gallieni, 1891, p. 273). La circoncision ayant lieu vers 13 ou 14 ans dans cette région, ces garçons n'étaient certainement pas encore soumis au système d'éducation collective. Ce témoignage montre simplement que Samori, à l'occasion, faisait défiler des enfants plus jeunes, qui vivaient encore avec leur mère. Ce fut sans doute le cas, en 1890, quand il parada en personne à la tête de ses fils pour rendre à Garrett un honneur exceptionnel. « Avec lui passent vingt fils de 6 à 14 ans et, parmi eux, Moreh (Sarānkēnyi-Mori, qui devait avoir alors moins de 15 ans), sur un beau cheval noir qu'il fait agenouiller devant moi. »

Le tableau que peindra Nebout, en 1897, ne sera guère différent. « Un escadron de cavaliers arrive au trot. Ce sont les fils de l'Almami, somptueusement vêtus, avec des chéchias couvertes d'une armature d'argent, de façon à former un cylindre gaufré... » (Il s'agit en fait d'une coiffure en forme de tiare, le *kasara*, dont la poche verticale est couverte de plaques de cuir ou de métal). « Ils sont quarante-cinq cavaliers, mais leurs chevaux sont minables, à l'exception de 4 ou 5. »

On voit qu'en dix ans le nombre des fils de Samori, soumis à cette éducation, n'aurait augmenté que d'une dizaine.

(39) A partir de 1895, Mamiya Dauda commandera la cavalerie de Morlay et fera campagne en pays Plabala (Pallaka). Il était suivi par plusieurs frères, dont les deux fils de Filani Fadima, Brèma et Musa, ainsi que Filasao Mori et Yisufu. Le chef des fils qui demeuraient auprès de Samori sera alors Tirankè-Mori, jusqu'en 1898 [10, 14].

(40) Fidèle à la politique de ménagement qu'il avait toujours suivie envers Kenkan, Samori ne voulait pas lui imposer la charge des sofas chargés de protéger Sarānkèñyi-Mori. Celui-ci résidait donc sur la rive droite du Milo, à Dabadugu, premier village du Baté. Il y rentrait chaque soir après avoir reçu les leçons de ses maîtres. Quand il sera rappelé auprès de son père, son escorte, restera à Dabadugu pour former le noyau de la troupe qui affrontera les Français le 9-9-1891, et qui deviendra le corps d'élite de l'armée samorienne [10].

(41) Soghonasi était la fille de Masé-Suko, et c'est sans doute pourquoi elle avait reçu ce nom, car Ma-Soghona avait, on l'a vu, organisé le mariage de sa mère. Son fils aîné sera baptisé Samori le petit (Doghmani), et il jouera un certain rôle à Odienné du temps des Blancs. L'autre, Kèlètigi Turè, tombera comme caporal aux Dardanelles [386, 390].

(42) C'est Fafodé-Kuruma que Tournier, ou plutôt Péroz, désigne sous le nom de Modi Fodé (fulanisation de Mari ou Mori Fodé). Il était chef d'un bolo en 1886. (Rapport Tournier, p. 17, et Péroz, 1889, p. 405).

(43) C'est seulement après la mort de son père, vers 1900, qu'Aramata, fille de Bagbé Mara, épousera le marabout. Ensa Fadiga de Sāsāmbaya. C'est la grand-mère utérine du Président Sékou Touré [6].

(44) Même si l'on fait abstraction des fantaisies de Péroz qui de Maryama fait Mori-Nyama (1891, p. 418-419), cette affaire n'est pas très claire. Il y a quelques contradictions entre les traditions. C'est ainsi que [1] fait de Maryama non la mère mais le marâtre des deux petites victimes. J'écarte ce témoignage au profit de celui de Karamogho, fils d'Ansumena Kuyaté [10]. [5] désigne Aisata sous le nom de Dyānka, qui signifie « bâtard, illégitime ». Ce nom est parfois donné par les animistes pour détourner le mauvais sort après plusieurs décès, mais il est surprenant que Samori l'ait employé pour désigner l'une de ses filles.

La virginité avant le mariage est peu observée au Konyā, si bien que les « quelques paroles tendres » de Péroz doivent être considérées comme un euphémisme. Les amants d'Aminata et d'Aisata, Koñyani et Alaminaba, étaient, d'après leurs noms, des captifs. C'étaient donc des bilakoro pris à la guerre, et cette circonstance accrût certainement la colère de Samori. Un notable de son entourage, Morikyè Konaté, aurait fermé les yeux et il fut châtré pour la peine. Il allait se venger en guidant Humbert en 1892 [5].

Les deux fils de Mariama, Vali et Mamadi, ne seront pas disgraciés et suivront l'éducation collective de leurs frères. Vali sera un moment mis au fers, du Dymini, mais non sans raison, car il avait pillé des villages raliés avec une bande de camarades [10].

(45) La tradition de Bougouni [12] rapporte l'histoire de Dyégé-Musa Sidibé, un Wasulunké du Ba-Sidibé, qui devint un combattant respecté, pendant la Grande Révolte, et reçut alors du conquérant le commandement d'un bolo. Vers 1894, pendant l'exode vers l'Est, il se trouva placé sous les ordres de Sarānkèñyi-Mori. Il s'apprêtait alors à épouser Dyoba Nāmbélé, mais celle-ci eut des rapports plus ou moins forcés avec le fils de Samori, alors que son fiancé combattait au loin. Elle l'avoua à Dyégé-Musa au soir du mariage. Celui-ci, furieux, alla aussitôt demander des explications à Sarānkèñyi-Mori, mais il fut aussitôt saisi et les bilakoro du prince lui appliquèrent quarante coups de chicote.

Dyégé-Musa se rendit aussitôt chez Samori et s'agenouilla devant lui, sans parler, en lui montrant son dos flagellé. L'Almami, stupéfait, demanda ce qui s'était passé et son visiteur répondit qu'il allait tuer Sarānkèñyi-Mori. « Je ne t'en voudrai pas, répondit l'Almami, car sa mort viendra de sa conduite. Je lui ai pourtant fait épouser quarante filles le même jour, pour qu'il évite ce genre d'affaire ».

Le souverain aurait cependant réuni cent marabouts Namutigi pour leur demander d'intercéder auprès de l'offensé. Après trois jours et trois nuits de supplications, Dyégé-Musa déclara qu'il pardonnerait si Sarānkèñyi-Mori recevait de sa main cent coups de chicote. Le fils de Samori, qui craignait pour sa vie, se cachait depuis trois jours, dans une forêt. On alla le chercher, et il reçut son châtement.

Cette anecdote n'est sans doute pas entièrement imaginaire et elle témoigne en tout cas que, dans l'opinion des Samoriens, le conquérant préférait ses partisans méritants à ses enfants mal élevés.

En 1894, Sarānkēfi-Mori débutait à peine dans la carrière militaire et il eût été scandaleux de le laisser brimer un combattant éprouvé.

(46) Les effusions sentimentales, et même ridicules que Péroz prête aux proches de Samori, n'ont évidemment aucune valeur documentaire. Deux extraits du rapport Tournier (1886) en donneront une idée. Comme Péroz s'étonnait des salutations serviles que le protocole imposait à Maninka-Mori (Nyata-Mori), celui-ci aurait répondu en exprimant l'adoration que lui inspirait son frère. « Que ne puis-je lui marquer plus clairement combien je le vénère et combien je (ne) me sens à côté de lui qu'un pauvre chien reconnaissant ! Que serais-je sans lui ? Quel est l'homme qui n'élèverait presque à l'égard de Dieu celui qui non seulement l'a comblé de gloire et de bienfaits, mais encore qui l'entoure continuellement d'un amour profond et dont les moindres actions ont toujours pour mobile le bonheur des siens. »

Au gué du Bafiā (Tēnkiso), au moment de se séparer de Dyaulé-Karamogho en route pour la France, Samori « ne put retenir ses larmes en voyant son fils embarquer et, étreint à la gorge par la plus poignante émotion, incapable de proférer une seule parole, il seuta brusquement de cheval et partit à fond de train dans la direction de Kēhyēba-Kura, ne pouvant supporter plus longtemps la douleur de la séparation. Pendant ce temps, les membres de la mission entendaient Karamogho pleurer à chaudes larmes sous le voile noir dont il s'était couvert... »

(47) Marigbè Kōndé, étant originaire du Basāndo, a dû être capturé vers 1872.

Kagbè-Farān Dyabi était frère de Kagbè-Fodé, le célèbre chef de colonne. Tous deux avaient été pris à Gbānkundo où ils combattaient dans les rangs de Saghadyigi [10].

(48) La seule description précise de ces cultures nous vient de Péroz (1891, p. 353). « Le lendemain, à peine en marche, nous entrons dans les cultures particulières de l'Almamy... Elles s'étendent sans discontinuité jusqu'à 15 kilomètres au sud de Bisandougou, couvrant une superficie de 200 kilomètres carrés, entièrement cultivés. Une population de plusieurs dizaines de mille habitants est employée à ces cultures et elle les entretient d'une façon vraiment remarquable. De distance à distance, à côté des bouquets de bois, respectés à dessein, on a construit d'innombrables greniers. A l'ombre des arbres, des cases propres et de vestes gourbis sont aménagées pour abriter l'Almamy lorsqu'il vient visiter ses propriétés... Les cases et les vérandas ont des proportions gigantesques et sont construites avec un soin extrême. Le sol est partout recouvert d'un fin cailloutis très doux sous le pied et qui le préserve de tout contact avec la terre. Ce campement est abrité du soleil par l'épais feuillage de hauts ficus qui y entretiennent une fraîcheur délicieuse. Tout alentour, et à perte de vue s'étend un immense champ, cultivé avec un soin presque inconnu en France, à l'exception de celui apporté communément au jardinage proprement dit. Pas un brin d'herbe ne pousse entre les pousses de riz, mil, maïs, patates, kous, oignons, niambis, diabrés, haricots, cotons, indigos, ou autre plante, chaque espèce particulière est séparée des autres par de larges chemins bien entretenus et dans chaque carré le terrain est préparé d'une façon différente, appropriée à l'espèce qui y est plantée ».

Les chiffres de Péroz sont les seuls dont nous disposons, mais l'on peut se demander s'ils reposent sur une base sérieuse.

(49) La membrane en peau de bœuf, dont la tension est réglée par des chevilles, porte généralement l'inscription arabe « *Al Hamdallah* » (« Louange à Dieu »). La rupture de cette peau à la mort du possesseur révèle l'importance rituelle de cet objet.

On trouvera un desain de Riou représentant les joueurs de Tabala de Samori, dans le livre de Binger (1892, T. I, p. 105). Selon cet auteur, on pouvait distinguer une douzaine de signaux, ce qui est déjà considérable.

(50) Les longues trompes de métal, les *kakaaki* des Hausa, qui sont l'insigne courant de pouvoir depuis le Nord du Dahomey jusqu'au Cameroun, sont absolument inconnues en pays Malinké.

(51) Le Dyugu-Fagha serait connu de certains Bambaras, mais n'a jamais été signalé chez les Malinkés, et il est inconnu au Konyā. Il rappelle dans une certaine mesure les « récades » royales que l'on trouve, sous une forme ou sous l'autre, non seulement au Dahomey, mais dans toutes les civilisations du golfe du Bénin. Celles-ci ne sont cependant pas spécialisées dans des messages de mort.

(52) « Une poignée d'argent ciselée » (Péroz in Gallieni, 1891, p. 281).

(53) Péroz (1899, p. 359). « En arrière de l'Almamy, deux hommes entièrement vêtus de rouge, un peu à la mode des bourreaux de l'ancien temps, se tiennent debout et immobiles. Ils portent la hache et la masse d'argent, insignes de la royauté. Leur visage est couvert d'un masque élevé, gainé de poils de fauve, rouge également ». « On est stupéfait que la capitaine les décrive plus loin (p. 361), comme des bouffons ». « L'extravagance de leur marche, une sorte de boiterie cadencée, leur façon de faire sonner les grelots qui les couvrent, les changements incroyables de physionomie en font des triboulets achevés ». D'après cette description, il s'agit de Koro-Dyugu ou « vieux sots », griots comiques jouant toujours par deux et dont les fonctions sont si peu religieuses que la plupart des musulmans les admettent. (Ci-dessous, note 87).

Mais alors, il est tout à fait invraisemblable que Samori leur ait confié sa hache de cérémonie, et rien ne permet d'identifier la masse d'argent de l'auteur. Il y a, semble-t-il, confusion dans ses notes ou dans ses souvenirs, et nous n'avons pas la clef de ce problème.

(54) C'est ainsi qu'en 1896, le sergent Kantara Kamara, l'un des envoyés de Braulot à Debakala, attendait Samori dans la cour de sa résidence. Il s'était assis par inadvertance sur la chaise de l'Almami quand Morifiñ-dyän, scandalisé, le tira brusquement et le fit tomber. Le griot n'était certainement pas mû par l'horreur d'un sacrilège, mais par le désir de rappeler à l'ordre un hôte mal élevé [14].

(55) La sobriété de ses vêtements a frappé tous ses visiteurs. PEROZ, 1886 : « Il est vêtu fort simplement de vêtements noirs et blancs et a le visage encadré par un turban dont les extrémités se rejoignent sous le menton. » — 1889 : « Il est fort simplement vêtu : des bottes mauresques, un turban noir, un cafetan de couleur foncée sous lequel se devine un boubou blanc » (p. 357). — 1891 : « Sur un divan élevé, Samory est étendu vêtu d'une robe blanche » (p. 277).

BINGER, 1887 : « Il est vêtu d'un grand doroké en florance mauve, de qualité inférieure, et porte une culotte indigène en cotonnade rayée noir et rouge, de fabrication européenne ». « ...Sur les épaules il porte négligemment un haïck de bas prix » (p. 89).

La description que donne GARRETT, en 1890, est moins simple : « Samodu wore a gorgeous silver lace gown — presumably of French make » (p. 318). — Mais le lendemain : « He was wearing the ordinary Mohammedan blue gown with white trousers and slippers (p. 320). » « The Almamy was dressed in a rich rose-coloured gown. » —

Ceci n'est pas en discordance avec le témoignage des familiers de l'Almami. Selon Sulémani Dèm, qui fut longtemps le tailleur de Samori, ses *farokoni* (chemises sans manches portées à même la peau) étaient tous blancs. La plupart de ses *doroké* (vêtement avec ou sans manches que l'on passe par dessus) l'étaient également, sauf quelques-uns confectionnés en bandes de tissus indigènes cousues, alternativement blanches et noires. D'autres étaient en tissus d'importation de couleurs sombres [14].

Les pantalons, qu'il portait généralement à fond large, à l'ancienne mode (*kursi*), contrairement à ceux qu'il imposait aux sofas (*zarabu*), étaient faits le plus souvent de tissus d'importation légers, mais toujours de couleur claire. En recevant Binger, il portait pourtant « une culotte en cotonnade rayée noire et rouge, de fabrication européenne » (p. 89). Selon [10], il revêtait souvent un *doroké garakonyô*, c'est-à-dire le manteau indigo à franges blanches, ce qui est la tenue habituelle des jeunes mariés.

(56) Péroz et Binger soulignent le goût de l'entourage de Samori pour les couleurs vives. Garrett nous montre ses fils vêtus de « plum coloured, silk, velvet ».

(57) Les « bottes mauresques » de Péroz étaient jaunes (1886). Samori aimait la décoration peule, caractérisée par l'insertion de lamelles de cuir de couleurs diverses. La tradition nous confirme le goût de Samori pour cette technique. Les selles de ses chevaux étaient du même style. Il reçut Binger chaussé de babouches de cuir rouge.

En 1890, Samori insistera longuement pour que Garrett lui fasse envoyer des bottines à semelle de caoutchouc, et c'est avec des brodequins qu'il suivra, en 1898, la route de l'exil.

Quand il ne portait pas des bottes, Samori s'enduisait constamment les pieds et les chevilles avec du beurre de karité, puisé dans un pot que lui présentait un porte-chaise [14].

(58) On nous dit qu'il portait dans sa jeunesse les trois tresses, qui sont traditionnelles dans le Konyâ et sur tout la frange forestière : une sur chaque tempe et la dernière sur l'occiput [4]. Les musulmans y voient un signe de paganisme et elles ne sont tressées en effet que par les animistes, au moment de la circoncision. Samori les rasa sans doute dès qu'il se fit dyula, quand il revint dans une certaine mesure à l'Islam, ou au plus tard, quand

il s'engagea chez les Sisé. Ces tresses, comme le Bâmba-Dâ, ne sont cependant pas la marque d'une véritable hostilité à l'islam, tout au plus d'une profonde indifférence. De nombreux sofas de l'Almami en porteront jusqu'au bout, et elles n'étaient pas inconnues au Kabasarana. C'est seulement à l'époque coloniale que leur usage régressera.

(59) Péroz, dans son rapport, ne précise pas la couleur du turban (*gyala*) qu'il portait en 1886, mais, d'après son livre de 1889 (p. 357), il paraît avoir été noir. En 1887 (Péroz, *ibid.*, puis Binger, p. 89) et en 1890 (Garrett, p. 318 et 320), Samori reçut ses hôtes en turban de Namutigi (blanc sur rouge). Par contre, en 1897, Nebout le verra en turban noir, et c'est celui dont il paraît avoir usé exclusivement pendant son exil. Sur la photo de Gouraud, qui le montre priant peu après son arrestation, il porte un turban de Namutigi et un Doroké.

Pour les années 1886 et 1890, nous savons par Péroz (p. 281) et par Garrett (pp. 318-320) qu'il enserrait son turban dans « un diadème en or fait d'écussons reliés par des chaînettes de même métal. » — « a gorgeons circlet of imitation precious stones ». Péroz ajoute : « un collier d'or tranche sur la blancheur mate de la robe et retombe derrière les épaules en deux pendeloques terminées par de lourds médaillons ». Tout ce clinquant d'importation, qui nous paraît d'assez mauvais goût, allait disparaître par la suite. Nous n'en entendrons plus parler en 1897-1898, et la tradition n'en a pas gardé le souvenir (1, 7). Il ne s'agissait nullement d'« insignes de son rang » comme l'écrit Péroz (1899, p. 357).

(60) En audience, Samori livrait du moins son regard. Pour lui donner de la profondeur, il se fardait les paupières avec de l'antimoine (*kalè*). C'est là l'enduit argenté dont parle Nebout, et cette pratique n'avait rien d'originel : ses jeunes fils la suivaient ainsi que la plupart des courtisans [10, 14].

Péroz, comme Binger et Nebout, signale en outre qu'il mâchonnait constamment un bâtonnet, c'est-à-dire un cure-dent indigène (*ñi-nsusu-lè*).

(61) Hawafia Dyakité était l'une des plus jeunes filles de Dyamuradyi. Restée longtemps sans enfant, elle ne paraissait pas susceptible de prendre part dans les querelles qui opposent nécessairement, du fait de la rivalité de leur fila, les épouses d'un grand chef africain. Hawafia ne préparant la nourriture qu'en petite quantité, et juste avant le repas de son mari, si bien qu'un empoisonnement était impossible, à moins qu'elle ne fût complice. En dépit de sa discrétion, cette femme allait exercer une influence certaine sur son mari, du moins pendant les années de Dabakaïa. A cette époque, le tailleur Mamadu Suièmani Dèm sera presque œuf à manger, dans l'ombre de la case, en compagnie de son maître. Après 1894, Morifiñdyâ se joindra souvent à eux [10, 14].

Samori mangeait peu, mais il exigeait une nourriture assez spéciale. Il réclamait d'habitude du riz, accompagné de poisson ou de mouton, car les viandes de bœuf et de chèvre étaient prosrites de sa cuisine. Pour avoir toujours du poisson frais, il avait fait creuser des petites pirogues de bois, qui servaient à transporter des poissons vivants, quand il se déplaçait.

Il craignait la corruption de l'eau des puits et des marigots. Aussi ne buvait-il que de l'eau de pluie, qu'on gardait, en saison sèche comme durant les voyages, dans de grands canaris soigneusement bouchés [14]. Selon K. FOFANA, ses plats préférés étaient du fonio avec une sauce au gombo et du riz au de. Il aimait aussi les gâteaux de miel (*lila-dè*) et, pour ne pas grossir, avalait de la poudre d'écorce de caïllédrat (*dyala*).

(62) Samori reçut Péroz en 1886 « couché sur une sorte de divan couvert de tapis multicolores » et, en 1887, « sur un tara élevé où s'entassaient des couvertures aux dessins éclatants » (1891, p. 357). (Le tara est un lit bas, fait de nervures de palmier Bân). Binger le vit, peu après, « assis sur un hamac de coton rayé de bleu et de blanc » (1891, I, p. 89).

En 1890, Garrett le trouva assis sur un lit métallique. « He did not rise but gave a hearty welcome ». Le lendemain, il occupait une chaise longue couverte de cuir.

En 1897, Nebout le verra en audience publique, « couché sur un lit de fer couvert de tapis ». Un peu plus tard, dans l'intimité de sa case, il sera « couché sur un tapis recouvrant un terre-plein ».

Chaque fois, comme il avait affaire à des hôtes de marque, Samori se souleva légèrement et serra la main à ses visiteurs, mais il ne quitta pas sa couche.

(63) Quand le visiteur s'était prosterné, Samori lui touchait du pied la tête pour l'inviter à se relever. Ce cérémoniel qui n'est pas humiliant aux yeux de la tradition, s'imposait aux plus grands personnages, y compris les frères de Samori. Il semble, par contre, que Péroz se laisse aller à son goût pour les contrastes quand il écrit que le cérémoniel était d'autant plus strict que le visiteur était haut placé. Samori l'aurait expliqué en disant que

« les premiers seront les derniers et les derniers seront les premiers » (GALLIENI, 1891, p. 278). Il est certain qu'après la crise de 1896, l'Etat musulman s'appliquait à ruiner les vieilles hiérarchies et à juger chaque croyant selon ses mérites, mais cela ne signifie nullement qu'un simple sofa était dispensé des signes de respect imposés à un Kélétigi.

Le jugement hâtif de Péroz s'explique sans doute très simplement. Durant les revues, les sofas, qui défilaient en masse, saluaient l'Almami en l'acclamant et en brandissant leurs fusils, tandis que leurs chefs se présentaient ensuite individuellement au maître et devaient donc se prosterner.

(64) « C'est une haute marquise couverte de nattes multicolores » (Péroz, 1891, p. 274).

(65) *Muru-dô* : « danse du sebre » - *murumughu-ri* : « danse du sabre et de la poudre ».

Samori dansait généralement à pied, devant ses hommes. Selon Garrett, en 1890, il dansa à cheval.

Le Dômbama, qui tombait en 1894 le 19 juin, allait empêcher Bilali de combattre sous les murs de Piésègè (Nyéné).

(66) L'esplanade sablée est le seul élément permanent et nécessaire de ce dispositif. A Bisândugu, comme plus tard à Dabakala, elle était voisine de la Mosquée, et la foule qui n'avait pu y trouver place s'installait là pour prier. Samori pouvait ainsi gagner le Bëmbé sans aucune perte de temps dès la fin du Salam.

En campagne, à Kéfyéba-Kura, par exemple, la mosquée manquait souvent et était remplacée par un rectangle de pierres sèches.

(67) Le nom de *gwènnina*, dérivé de la racine *gwèn* (« chasser » ou « garder ») - (*gwèna* : berger), était réservé aux gardes qui assuraient le service d'ordre pendant les cérémonies.

(68) Témoignages : Péroz-Tournier en 1886 et Péroz en 1887, pour Bisândugu. Binger en 1887 et Festing en 1888, pour le camp de Sikasso, et le second également, pour Mafindi Kabaya. Garrett en 1890, pour Héérémakono et Bisândugu. Brosselard-Faidherbe et Kenney, en 1891-92, pour Bilali. Henderson et Nebout, en 1897, pour Dabakala.

(69) C'est ainsi que Samori parada, en 1890, en l'honneur de Garrett. Il tourna trois fois autour de l'arène, s'arrêtant à chaque tour pour saluer son hôte (Aldridge, 1911, p. 313).

(70) Ces « vieux compagnons » de la Garde du Corps sont sans doute identiques à la « troupe des vieux compagnons » que Binger signale comme combattant à part devant Sikasso (Binger, 1892, I, p. 96). Ce sont probablement les encadreurs des bilakoro.

(71) Garrett, en 1890, verra défiler seulement 40 à 50 hommes de la garde, « vêtus à la façon des zouaves français ». 20 étaient armés de fusils à répétition (magazine guns).

(72) Ce bleu foncé est appelé *lomesa* en Maninké, par opposition à l'indigo, *gara*.

(73) « Tente-six (des sofas de la garde) sont armés de fusils à tir rapide et vingt... sont chargés de la manœuvre des quatre caronades en cuivre » (Péroz, 1889, p. 410).

(74) Ngolo allait être blessé dans cette affaire, en compagnie de Kémé-Lāsana, frère de l'Almami (Péroz, 1895, p. 38).

(75) Samori affectera à cette unité le clairon de Brulot, Dyâ Dyakité, après qu'il ait trahi les Français à Bouna.

(76) Les bilakoro étant tous, en principe, des captifs, ils abandonnaient leurs véritables noms pour recevoir les surnoms sentencieux qui caractérisent en pays malinké la condition servile. Ce sont souvent les seuls qu'on leur connaisse. Par exemple : Bilali, Farabèrèsoro, Korobèrèsoro, Koto-Alama, Dyôn-Tanatè.

(77) Péroz parle d'« une garde d'enfants armés de fusils anglais et belges ».

Il les observe dès 1887 : « Enfin, formant un vaste hémicycle, épais de 20 mètres, la garde du pîals, composée d'enfants de dix à quinze ans, accroupis à la turque, les jambes croisées, le fusil dans les jambes. Ils sont échelonnés fort symétriquement du plus petit au plus grand » (1889, p. 359).

« L'Almamy émir entretient une garde composée de 500 jeunes gens, captifs ou libres, fils de mendiants ou de chefs, choisis seulement en raison de leur intelligence et de leur parfaite conformation physique.

« Elevés dès l'enfance, près du maître, on leur apprend à l'aimer et on les habitue à l'idée de faire volontiers, pour lui, le sacrifice de leur vie. Ils sont dressés à tous les exercices du corps et au maniement des armes. A l'âge de seize ans, ils sont envoyés à l'armée et investis du commandement d'une escouade. C'est parmi ceux qui se sont distingués dans ces fonctions que Samori choisit presque exclusivement les chefs de groupes de 100 et 1.000 hommes. Un corps de 2 à 300 sofas d'élite est chargé de l'éducation militaire de cette bande, et il sert lui-même de troupe de manœuvre à ses fils. » (Péroz, 1899, p. 409).

On peut pardonner à Péroz l'emploi du mot « garde », qui est légèrement inexact, mais non ses renseignements sur la composition des bilakoro, qui sont faux. Ceux-ci comptaient exclusivement des enfants pris à la guerre et si de temps à autre, Samori recevait des rejetons de grandes familles ralliées, c'est à la troupe de ses fils qu'il les joignait.

Par ailleurs, le chiffre de 2 à 300 sofas d'élite paraît très excessif. Parmi les responsables de cet encadrement, la tradition cite Kulako-Tumā, l'un des vieux compagnons de Dyala, qui dut d'ailleurs renoncer à ces fonctions après la guerre de Sikasso où il reçut des blessures terribles qui le laissèrent invalide jusqu'à la fin de ses jours [1, 10].

(78) Le champ des exécutions se trouvait à l'ouest de la ville, près des quartiers de la mission française. (Péroz, 1899, p. 416) : « Les exécutions avaient quelque chose d'effrayant. Une vingtaine de bambins à moitiés nus, armés de casse-têtes, poussaient devant eux en se jouant, un vieillard à cheveux blancs, flageolant sur ses jambes grêles... Les gardes de Samory retournent au Palais en courant, rient aux éclats, inconscients du lâche assassinat qu'ils viennent de commettre ».

(79) Le premier porteur de ce nom, que nous distinguerons en l'appelant le « vieux » Bilali, c'est-à-dire Kyè-mogho-Bilali, Bilali-Bāmba ou Koroba allait devenir le Kèlètigi de l'Ouest, et sa brillante carrière va nous retenir longtemps. Il s'appelait en vérité Koli Kuruma et était natif du Kulay-ni-Ulété. Il assurait le service personnel de Samori durant les premières années de Bisāndugu.

Son premier successeur, connu sous le nom de Bilali-Doghomani (le petit) était un Kondé de Lāndi (Sankarā), et il combattit aussi dans l'Ouest (Kurānko, Kiasi), de 1890 à 1893.

Nous connaissons en total cinq Bilali successifs, mais seule les deux premiers ont atteint la notoriété [1, 10, 14].

(80) Au moment de la visite de Binger, deux porte-chaises exhibaient un parapluie rouge et une canne-fuail d'origine britannique, que l'Almami voulait faire réparer (1892, I, p. 104).

(81) Lors des funérailles de Laaflya, en 1896, il aurait frappé violemment la foule avec les lourds bracelets qu'il portait, blessant plusieurs personnes. A cette nouvelle, Samori lui fit donner cinquante coups de corde [14].

(82) Dèm [14] a été l'un de nos meilleurs informateurs pour les dernières années de cette histoire. Il faisait partie de la troupe de Madani qui s'enfuit de Ségou en 1890, lors de l'attaque d'Archinard (ci-dessous, 4^me Partie, chapitre IV). Dans les dernières années de Samori, il était seul qualifié, à l'en croire, pour annoncer à son maître les nouvelles. Il entrait alors dans sa case, saisissait un tabouret devant lui, et sortait silencieusement. Alerté par cette mimique, Samori le suivait et ils s'asseyaient à l'écart pour parler. C'est ainsi que Dèm lui aurait annoncé en 1898 la chute de Sikasso.

(83) Sur les griots en général. Ci-dessus (1^{re} Partie, chap. II).

Il arrive que des familles de griots soient liées à certaines lignées nobles, mais le lien personnel doit être rétabli entre chaque Dyèli et « son » noble, de génération en génération. Il est absurde de présenter le rôle d'un griot comme une fonction publique ainsi que le voudrait Péroz quand il énumère les agents nommés par Samori dans chaque gouvernement militaire (1889, p. 405).

Pour le rôle militaire des griots estafettes, vêtus de peaux de panthères, voir ci-dessous, chap. III.

(84) Portrait de Karifa par Nebout en 1897 : « C'est un grand homme de 45 ans au visage vérolé, à l'œil vif et intelligent ». C'est sans doute lui que signale Péroz en 1887 (1891, p. 344).

(85) Un couple de ces flûtistes, des Kurânko de Dëmbayara, qui jouaient pour le chef du Farnaya, Kisi Kaba, ont atteint une certaine notoriété à l'époque coloniale. Leur première photo a été publiée par André Arcin (1911, p. 531), qui les prenait pour des Kisi. Plus récemment, ils ont inspiré un peintre dont l'œuvre a été reproduite sur un dépliant publicitaire de l'Office du Tourisme de Guinée (1956).

Voici comment Nebout observa leurs collègues en 1897 : « Six musiciens en costume de boure rouge et coiffés de casques à crinières, ornés de petits miroirs, se placent à sa gauche (de Samori). Ils jouent de la flûte et du tambour avec des contorsions grotesques ».

(86) Rappelons que les femmes des Koroko sont potières et vannières. (Ci-dessus, 1^{re} Partie, chap. II, note 49, et Binger, 1891, I, p. 31).

(87) « Ce sont des croquemitaines ou polichinelles drolatiques. Leur vêtement est formé d'un seul sac de cotonnade rouge couvrant les bras, les jambes et la tête. Celle-ci est couverte d'un haut bonnet rigide terminé par une queue de vache. La face est couverte d'un masque de cotonnade à trois trous ». Binger (1891, I, p. 107). Le dessin de cette page est très réaliste.

Les *moghamisikū*, entièrement couverts d'une toile rougeâtre, rythment leur danse avec des sonnailles en feuilles de palmier, fixées à leurs poignets et chevilles. Ils opèrent toujours par deux, comme les joueurs de flûte traversière.

Leur aspect évoque évidemment certains agents du Porō des Sénoufo, mais, dans la société malinké, ils n'ont plus aucune signification religieuse.

CHAPITRE III

LE GOUVERNEMENT CENTRAL

DES que les rapports de Péroz donnèrent aux Français quelque idée des méthodes de Samori, ils furent frappés par le caractère absolu de son pouvoir. Le contraste était grand avec les petits kafu des Manding auxquels ils étaient habitués et dont les Māsa, malgré leur dignité rituelle, étaient paralysés par la coutume et surveillés de près par les autres lignées nobles.

Parce que Samori paraissait réunir tous les pouvoirs et se réserver toutes les décisions, Gallieni avait jugé que son Empire était fragile. « Cet homme, qui a certainement de grandes qualités et une énergie extraordinaire finira par tomber sous peu. Il fait tout par lui-même et n'a personne en qui il ait une confiance absolue. S'il est tué ou blessé, si quelque revers survient, tout se désagrègera immédiatement » (1). On a vu que le commandant supérieur tira de ces prémisses erronées une ligne politique qui allait ruiner l'alliance unissant Samori à la France, sans faire pour autant disparaître le conquérant. Nous avons trop insisté sur le rôle fondamental du souverain dans un Empire qu'il avait créé de toutes pièces pour nier que l'Almami ait disposé d'un pouvoir personnel et absolu. Les Français commirent cependant une erreur en négligeant les mécanismes qu'utilisait ce despotisme. Sa nature n'était pas demeurée invariable au cours d'un quart de siècle d'histoire et l'immensité des conquêtes l'avait contraint à forger des rouages pour imposer la volonté de son maître et assurer sa permanence.

Cette prolifération des institutions se reflète parfaitement dans la croissance progressive du Conseil, qui en a d'ailleurs été le moteur, et dont l'étude va nous permettre d'analyser toutes les structures de l'Empire samorien.

a) *L'évolution du Conseil.*

Samori n'a pas décidé un beau jour de se pourvoir d'un Conseil, comme le premier Emir du Masina, qui croyait obéir ainsi aux exigences égalitaires de l'Islam. Dans le cas présent, l'institution s'est formée empiriquement avant de s'adapter avec souplesse aux besoins d'un Empire qui grandissait rapidement.

D'obscurs débuts. — Quand notre héros n'était qu'un jeune chef de bande, à Dyala, il prenait sans doute l'avis de ses compagnons, mais il s'agissait alors d'un usage plutôt que d'une institution. Une fois installé à Sanānkoro, il lui fallut évidemment écouter les conseils de ses « oncles », qui siégeaient selon la tradition collégiale des kafu (*nyoōnyé*), c'est-à-dire qu'ils ne pouvaient se prononcer qu'après d'interminables discussions (2). La petite troupe de Samori gardait cependant sa personnalité et ses frères ou lieutenants étaient certainement consultés pour les affaires qui lui étaient propres. Celles-ci restaient cependant simples et elles ne justifiaient sans doute pas l'institution d'une procédure originale.

Après 1868, quand Samori prit le titre de Faama et s'employa à organiser méthodiquement son armée, ses méthodes de travail changèrent certainement. La tradition ne permet pourtant pas d'affirmer que le Conseil fonctionnait déjà. Il n'apparaît avec certitude qu'après l'occupation de Bisāndugu, au moment où le conquérant s'éloigna des Kamara et où son pouvoir s'étendit en peu de temps à des territoires immenses. Un homme seul, quelle que fût son intelligence et son énergie, ne pouvait pas commander personnellement ce vaste Empire en pleine croissance. Samori le comprit fort bien et c'est alors qu'il paraît avoir réglementé la délivrance des avis que son entourage lui donnait jusque-là de façon toute empirique.

Il ne s'agissait nullement de créer un organe de contrôle. Le Faama n'avait de compte à rendre à personne, puisqu'en dehors du Konyā, qu'il avait efficacement protégé, tous ses domaines avaient été acquis l'épée au poing.

Les conseillers, ou *laadilibagha*, en s'assemblant autour de leur maître, formaient le Conseil, ou *laadiliba-dyé*. Ces deux mots sont dérivés de la racine *laadi* qui signifie « conseiller » ou « exhorter » (3).

Le but exclusif de cette institution était de fournir des conseils éclairés au souverain, et de lui éviter ainsi des erreurs coûteuses. Samori n'était tenu à aucun dosage entre les divers groupes d'intérêts qui l'entouraient et il pouvait renvoyer ses conseillers à sa fantaisie. Il est donc remarquable qu'il n'en fit rien, car nous ne connaissons qu'un seul exemple d'exclusion, celle d'Arafān-Dyéli. Comme toujours, Samori affectait de se plier le premier aux règles qu'il avait lui-même fixées. Dans le même esprit, il s'appliquait à suivre les conseils reçus bien que, s'il y tenait, il lui fût toujours possible d'imposer sa volonté. Cette discipline était salutaire car Samori se méfiait de la vivacité de caractère qu'il dissimulait soigneusement. Assuré d'être l'homme le plus intelligent de sa génération, il reconnaissait qu'il ne pouvait répondre seul à des problèmes de plus en plus complexes et que ses impulsions pouvaient l'égarer. Le Conseil le protégeait contre elles et il en usera jusqu'à sa capture.

Le premier Conseil. — Le souverain peuplait son Conseil des hommes qu'il jugeait les plus intelligents ou de ceux que des connaissances spéciales paraissaient désigner. Ce second élément, que nous qualifierons de technique, ne tenait pourtant qu'une place faible ou nulle dans le premier Conseil dont nous connaissons la composition, celui qui fonctionna entre l'occupation de Bisāndugu et la chute de Kankan (1873-1881).

Les sept membres que lui attribue la tradition étaient tous des amis de jeunesse du souverain ou des compagnons des premiers jours, qui le suivaient depuis Dyala. Cinq d'entre eux étaient des griots, dont un Fina, et aucun ne pouvait se réclamer d'une lignée noble (*tuñtigi*). Deux seulement, étaient des musulmans lettrés, et d'abord Madigbè-Dyahi qui avait épousé Masa, la sœur chérie du Faama, ce qui l'avait fait distinguer. L'autre était Karamogho Mamadi Sisé, natif de Munu, dans le Dyéné, qui avait rejoint Samori à Sanānkoro dès 1865. Sa science coranique était assez quelconque, mais sa fidélité passait pour totale, comme celle d'Amara Dyéli, dont il était le meilleur ami. Samori le chargea bientôt de la police politique ; ce qui lui valut une sinistre réputation. Son air sévère était souligné par une longue barbe noire, comme on en voit rarement chez les Malinké, et par des lèvres pendantes qui expliquent son surnom de « *Dagboloba* ».

Ce cénacle était donc dominé par des hommes de caste qu'unissait un dévouement commun, et son allure déplaisait à coup sûr aux nobles Kamara. Aux yeux de ceux-ci, il incarnait parfaitement le « complot » de Dyala, ce mouvement inquiétant, qu'ils essayaient d'utiliser sans vraiment l'accepter. Ces Samoriens de la première heure avaient souvent combattu au début de l'aventure, mais ils allaient rester généralement étrangers aux grands commandements militaires dont la charge

les aurait nécessairement exclus des réunions du Conseil. Le souverain, qui désirait les garder auprès de lui, allait plutôt confier l'organisation des gouvernements à ses frères, ou mêmes à des partisans de fraîche date.

Pour cette époque ancienne, nous ignorons si les délibérations du Conseil suivaient une procédure précise mais la spécialisation de ses membres paraît avoir été ébauchée très tôt. Madigbè, en raison de sa science coranique, servait de secrétaire au Faama, tandis que Musa Dyabaghaté, dit Dyèli-Musa, un cousin d'Amara Dyèli, remplissait déjà les fonctions de trésorier ou chef magasinier qu'il allait occuper jusqu'à la fin de sa vie, et qui lui valurent le surnom de *Kokisi*. Mamadu Sisé veillait déjà sur l'état des esprits et traquait les comploteurs.

Le destin allait d'ailleurs décimer ou disperser ce petit groupe au moment précis où l'Empire en croissance franchissait un seuil. On a vu qu'Arafân-Dyèli, accusé de trahison, fut exécuté peu après la chute de Kankan, en 1881, et que Kabakèñyi Dyabaghaté mourut vers la même époque. Madigbè-Dyabi disparut obscurément, assassiné au Kurânko (4), peu avant que Lāngamā-Fali ne parte à la conquête de l'Ouest. Morifiñdyā et Nyamakana-Amara reçurent alors des charges militaires qui les excluaient provisoirement en les éloignant.

L'ancien Conseil se disloqua donc peu après la chute de Kankan, tandis que l'Empire s'islamisa brusquement et s'orientait vers de nouveaux objectifs.

Le Conseil islamisant. — Le Faama se transforma alors en Almami et il en tira toutes les conséquences en donnant au Conseil la physionomie qu'il allait garder jusqu'au bout. La tradition, recoupée par des témoignages européens, nous en donne cette fois une idée précise.

Sa composition était presque entièrement renouvelée. Il comptait désormais une douzaine de membres, dont trois seulement avaient figuré dans la vieille équipe. Le fait essentiel est que ce bouleversement s'accompagna d'une islamisation profonde. Tous les membres de l'ancien Conseil se disaient musulmans mais seul Madigbè était vraiment lettré. Plus de la moitié des nouveaux venus étaient en revanche des marabouts compétents, voire savants, et un clivage nouveau s'établit parmi eux. La majorité des membres groupait des spécialistes constamment présents aux côtés de l'Almami, et celui-ci prit l'habitude de leur déléguer ses pouvoirs dans des domaines bien délimités. Ils formèrent donc une espèce de Conseil des Ministres dont l'autorité s'étendait à tous les domaines de la vie de l'Empire. Les autres jouèrent le rôle d'inspecteurs, de « *missi dominici* », et ils ne siégèrent pas régulièrement car des charges militaires provisoires ou des missions de contrôle les éloignaient fréquemment de la capitale.

Parmi les survivants de l'ancienne équipe, Morifiñ-Dyā jouait un rôle à part. Il allait passer les années de crise, de 1889 à 1894, à combattre sur la frange de la Forêt et en Côte d'Ivoire mais après cette mission il ne quittera plus Samori. Comme ami d'enfance et homme de confiance du maître, il avait seul le privilège de s'adresser à lui comme à un frère aîné (*n'koro*) et non un père (*n'fa*). Il avait toujours le premier rang au Conseil dont il était en somme le président. Si Samori se trouvait malade ou absent, c'est lui qui le convoquait et en dirigeait les débats. C'est sans doute pour cela que Péroz, dès 1886, le qualifia de « premier ministre » (5).

Le second en dignité, était Kokisi, le maître du trésor et des magasins. Ses remplaçants, Mainé Fodé à partir de 1889, et Surakata Dyèli après 1894 ne jouiront au contraire que d'une faible influence.

Un autre ancien de Bisāndugu, Nyamakala-Amara, le premier Amara-Dyèli, n'avait en principe aucune spécialité, mais son influence était considérable et il jouissait d'une grande réputation militaire. C'est ainsi qu'en 1892 il recevra le commandement de toutes les armées orientées vers l'Est, et incluant la plus grande partie du Foroba, avec la mission d'ouvrir les pays du Bāndama et du Comoé aux masses de l'Exode. Il recevra alors de Samori une délégation générale de pouvoirs, qui en faisait un véritable vice-roi, avec le contrôle du travail des forgerons, des transports de vivres et des mouvements des réfugiés, jusqu'au jour où tout ce monde allait se stabiliser dans le Dyimini. Cet homme de confiance n'était d'ailleurs théoriquement que le conseiller du jeune Sarānkēnyi-Mori, le « prince héritier » qui allait décevoir lourdement les espérances de son père. Dès la fin de 1885, ils seront tous deux chargés de poursuivre la conquête à l'est de la Volta, et le griot ne rejoindra l'Almami qu'à la fin de 1897, au lendemain du drame de Bouna. En dépit de l'influence considérable qu'il exerçait sur Samori, on peut donc considérer que Nyamakala-Amara allait s'exclure du Conseil à partir de 1892. Avec son ami Mamadu Sisé, toujours responsable de la police, il allait cependant animer jusqu'au bout le parti de la résistance aux Français.

Si l'on considère à présent la nouvelle équipe, on est aussitôt frappé par son caractère fortement musulman. Celui-ci est parfaitement illustré par les Kuyaté, griots de Sāsāndo, qui occupaient le devant de la scène depuis la chute de Kankan. Nous avons déjà signalé le rôle de l'aîné, le lettré Ansumana, qui intriguait depuis des années avec le conquérant, et allait diriger jusqu'au bout son secrétariat. Son cadet, le second Amara-Dyèli, allait être le meilleur négociateur de Samori jusqu'au jour où Bonnier le fera fusiller à Kōlōni, en novembre 1893 (6).

Les experts en droit et justice musulmane étaient désormais un marabout du Baté, Karamogho-Sako, que son loyalisme inflexible faisait extrêmement redouter et surtout un brillant lettré, Amara Kāudé, un Buuduka, natif Futa-Dyalō, mais qui avait poussé très loin ses études chez les Maures.

Tasili-Māngā, un Malinké de Kita, s'était rallié fort tard, vers 1882 ou 1883, mais sa connaissance de l'anglais et son expérience des Français lui valut très vite un grand rôle dans les relations extérieures.

Les autres conseillers n'étaient pas spécialisés, et la tradition les peint de couleurs assez ternes, à l'exception de Karamogho Saliya Sisé. Ce transfuge de Madina était un lettré distingué, et il s'employait à limiter l'influence d'Amara Kāudé, qu'il supplantera partiellement dans les dernières années grâce à l'appui de Morifiñdyā.

Byasori Kuyaté, un ancien griot des Bèrètè, rallié vers 1880, et Sarānkēnyi-Mori Kaha, un lettré natif de Kankan, ferment cette liste. Ce sont des figures assez floues sur lesquelles nous sommes fort mal renseignés.

Le nouveau Conseil avait d'ailleurs un trait commun avec celui des premières conquêtes. Samori en avait soigneusement exclu ses frères aussi bien que ses « oncles » Kamara. Nous n'y trouvons que des hommes liés au maître par une fidélité personnelle, des gens de caste en majorité, comme ses anciens compagnons de Dyalā, ou bien des nouveaux ralliés dont il appréciait les compétences.

Procédure. — Ces hommes ne représentaient donc qu'eux-mêmes, mais le souverain, qui les avait choisis à sa guise, allait s'appliquer à ne prendre aucune décision importante sans les avoir consultés.

L'Almami affectait, en effet, d'être moins despotique que le Faama. Cherchant à son pouvoir un autre fondement que la force, il proclamait qu'il n'était nullement la source de la loi, mais seulement son serviteur. Celle-ci ne pouvait venir que de Dieu, et il se contentait de l'imposer dans la mesure où les spécialistes de l'Islam lui en révélaient la norme. Samori affectait donc de déterminer sa politique d'après les savants exposés des marabouts dont le rôle devenait dès lors capital. Un lettré étranger, comme Amara Kāndé, pouvait ainsi influencer, sinon déterminer, les décisions du souverain, et peser sérieusement sur le destin de l'Empire.

La volonté de l'Almami n'en était pas moins souveraine et, une fois qu'elle s'était manifestée, le rôle des conseillers n'était pas de la discuter, qu'ils l'approuvassent ou non, mais seulement d'en assurer l'exécution fidèle dans les domaines spécialisés dont chacun avait la charge.

Le Conseil se réunissait tous les jours, sauf les vendredis et grandes fêtes, après la prière de l'aube (*subagha*), soit vers 8 heures du matin. A Bisāndugu, ses membres se retrouvaient dans la « salle du Conseil » que décrit Péroz, une pièce basse située dans l'une des tours de l'enceinte intérieure et à proximité de la case personnelle de Samori, qui les rejoignait bientôt (in Galieni, 1891, p. 292). Il se séparaient après avoir fait ensemble la grande prière de Lasaara, vers midi et demie.

Il n'y avait pas de réunion dans l'après-midi, bien que Morifiñdyā demeurât souvent en compagnie de Samori, du moins après 1894. Les autres conseillers les rejoignaient parfois s'ils avaient des problèmes précis et urgents à soumettre, mais ils restaient habituellement chez eux, où ils s'employaient à exécuter, chacun dans son domaine, les décisions prises le matin.

Il n'y avait naturellement pas de votes durant les séances, car une telle procédure est entièrement étrangère à l'esprit malinké. Si un problème complexe se présentait, l'Almami demandait l'avis de tous les assistants, en terminant par Morifiñdyā. L'opinion des marabouts l'emportait souvent, car ils avaient en main le Coran et la Risala. Il leur suffisait de trouver au bon moment une citation appropriée pour dérouter leurs adversaires, et ceux-ci se ralliaient alors de peur de s'opposer à la religion. Si les lettrés s'opposaient, on convoquait parfois des experts extérieurs au Conseil, comme Sidiki Shèrifu, avant 1887, ou Ansumana Dukurè. Si le désaccord persistait, Samori laissait la discussion se prolonger, mais il n'y participait pas, de façon à n'influencer personne. Il parlait toujours le dernier, et quand il annonçait enfin sa décision, celle-ci était rarement discutée.

Il s'appliquait d'ailleurs à ne jamais parler contre l'ensemble du Conseil, quand celui-ci était unanime. La tradition garde cependant le souvenir de quelques cas où l'Almami ne put se contenir et imposa sa volonté contre l'avis général. Ce sont des exceptions, et nos informateurs ajoutent que le maître, la colère passée, déclara lui-même qu'il avait eu tort (7).

L'accord unanime était d'ailleurs rare, entre des hommes de formation et de tempérament divers, dont certains se jalouaient féroce. Le partage des opinions était la règle et, alors, la volonté du souverain tranchait sans conteste.

Afin de pouvoir répondre aussitôt à l'appel de leur maître, les conseillers avaient construit leurs concessions (*lu*) à proximité de sa résidence, juste au-delà de la zone occupée par les femmes. Quand l'Almami partait pour une campagne de longue durée, ils lui tenaient d'ailleurs compagnie, car il refusait toujours de décider sans eux. Tel fut le cas à Sikasso, en 1887, et Kokisi Dyabaghaté, qui ne pouvait emmener avec lui ses magasins, délégua alors ses pouvoirs à Dusugbè-Sinè qui restait à Bisāndugu. Quand l'absence du maître était de courte durée, le Conseil restait sur place et siégeait en son absence, mais il se bornait alors à traiter des affaires de faible impor-

tance. C'est ainsi que les conseillers siègeront sous la présidence d'Ansumana Kuyaté en décembre 1892, quand Samori partira pour Nafadyi puis, à nouveau, un an plus tard, quand il marchera sur Ntèntu. Par la suite, au Dyimini, ce rôle sera tenu habituellement par Morifiñdyā.

Bien qu'ils fussent tenus de consacrer tout leur temps à Samori, les conseillers ne recevaient ni appointements ni nourriture. Pour leur permettre de tenir leur rang, le souverain leur avait constitué une fortune, s'ils n'en avaient pas déjà une. Ceux qui avaient tenu des charges militaires avaient naturellement accumulé du butin, et particulièrement des captifs. L'Almami leur concédait de vastes domaines, toujours situés dans la zone cultivée proche de sa résidence, mais la terre surabondante n'est, en Afrique, qu'un élément secondaire de la richesse. Celle-ci reposait essentiellement sur le travail des captifs que Samori leur donnait en grand nombre, en les prélevant sur la part des prises qui lui revenait. L'importance de ces cadeaux était à la mesure de son estime, et les bénéficiaires n'avaient plus qu'à s'enrichir par une heureuse gestion, selon les normes de l'économie traditionnelle. Samori pensait sans doute qu'un conseiller incapable de faire fructifier ce qu'il lui offrait n'aurait pas été digne de rester en fonction (8).

Rôle du Conseil. — Ainsi constitué, le Conseil était le cerveau du nouvel Empire, et il a fonctionné généralement avec efficacité et souplesse. Il paraît malheureusement probable que ses membres eurent une lourde responsabilité dans l'instauration de la théocratie, en 1886, et par conséquent dans la crise désastreuse qui suivit. Cette assemblée de griots et de marabouts devait observer avec une certaine satisfaction la rage impuissante que les Kamara et les frères de leur maître éprouvaient devant les mesures de subversion qu'ils faisaient appliquer.

Il ne faut pourtant pas s'exagérer leur rôle, car Samori subissait aussi l'influence de musulmans extérieurs au Conseil, comme Karamogho-Sidiki, et il prenait ses décisions après avoir pondéré tous ces éléments.

Dans les dernières convulsions de l'Empire, le Conseil jouera toujours un rôle considérable, mais il sera profondément divisé. Alors qu'une majorité animée par Morifiñdyā poussait à céder aux Blancs, les amis de Nyamakala-Amara appelleront toujours à la lutte. Cette fois encore, Samori tranchera seul, mais nous ne pouvons mesurer les pressions occultes qu'il subissait, notamment la part de ses femmes.

Le Conseil ne paraît donc pas avoir pesé de façon décisive au moment des grandes crises, car il s'effaçait alors derrière le souverain. Le travail de ce petit groupe d'hommes explique par contre la solidité et la durée de l'Empire. Samori n'aurait pas réussi à substituer une structure centralisée au morcellement traditionnel des Malinké s'il n'avait pas su les choisir et les mettre à la tâche. Pour passer du kafu ancestral à l'Empire, qui se situait sur un autre plan, il y avait un seuil à franchir. Malgré son talent militaire, Samori n'y serait pas parvenu s'il s'était borné à lancer des razzias de grande envergure, à l'exemple des Sisé. Son génie empirique lui a permis d'aller plus loin en lui suggérant la mise en place d'une véritable administration.

Les impulsions du Masina ou du Futa-Dyalō ne suffisent pas à expliquer cette institution profondément originale. Son trait essentiel est en effet la transformation des principaux conseillers en spécialistes, on oserait presque dire en ministres. Il est vrai que ces hommes n'étaient pas entièrement maîtres de leurs domaines respectifs, car ils ne travaillaient pas seuls. Chacun d'entre eux dirigeait une équipe, mais il n'en choisissait pas les membres, dont le souverain assurait personnellement la subsistance et qu'il consultait souvent en dehors du Conseil. L'Almami était donc présent dans tous les domaines, et il n'hésitait pas à soustraire aux conseillers compétents les affaires qui l'intéressaient.

Samori avait ainsi mis en place par tâtonnement les rouages d'un véritable Etat. Pour étudier tous les aspects possible de la vie de l'Empire, il nous suffira donc de passer en revue, l'un après l'autre, les domaines attribués aux divers conseillers spécialisés.

b) *Le secrétariat.*

En dehors de Morifiñdyā, véritable alter ego de Samori, le principal membre du Conseil était le secrétaire (= *karamogho*). Nous ne savons presque rien sur l'époque où cette fonction incombait à Madighè, mais les renseignements sont nombreux sur Ansumana Kuyaté qui occupa la place de 1881 à 1898.

Nous avons déjà parlé de ce griot du Dyuma, qui avait acquis une solide culture islamique chez les Kaba de Kankan et qui, par souci d'bonnêteté, ne s'était rallié qu'après la chute de ses maîtres.

Samori n'écrivit jamais ses lettres de sa main, même quand il eut acquis une bonne connaissance de l'arabe. Son secrétaire était donc responsable de toute la correspondance qu'il adressait aux Européens et à ses voisins, aussi bien qu'à ses vassaux et aux chefs des Armées. Quand les séances du Conseil étaient terminées, il demeurait auprès de son maître, pour les rédiger en sa présence, et c'est lui qui lisait toutes les lettres que recevait l'Almami.

Dans ce pays, où un abîme séparait la langue parlée de l'écrit, mais où celui-ci était entouré d'une crainte superstitieuse et où le nombre des lettrés était insignifiant, il fallait souvent plusieurs « savants » assemblés pour déchiffrer une simple lettre, après une longue étude préalable. L'importance de cette fonction était capitale, car les erreurs de lecture ou de graphie pouvaient avoir de graves conséquences. On comprend que Samori ait eu longtemps recours à son beau-frère, et qu'il ait fait appel, après lui, à un homme dont il jugeait la fidélité inébranlable.

Ansumana justifia cette confiance, mais il semble que son talent de lettré ait été quelque peu surfait. Le niveau de la culture arabe était très bas sur les franges de la forêt, mais on ne peut en dire autant de Kankan où s'était formé le nouveau secrétaire, et Samori aurait pu y trouver des lettrés plus compétents, notamment dans l'entourage de son maître, Sidiki Haidara. Il semble bien qu'il ait préféré dans ce cas la fidélité à la science. Nous ne possédons aucune lettre de l'Almami antérieure à 1881, si bien que tous les documents qui subsistent sont dûs à Ansumana ou à ses aides. Le professeur V. Monteil a bien voulu en étudier quelques-uns. Leur style fleuri et stéréotypé n'a rien d'original, car c'est un héritage du Moyen Age Maghrebien transmis par l'Islam penl. Ici cependant, il confine au ridicule, car il revêt une langue si médiocre que la compréhension en est difficile et parfois presque impossible.

Un grand nombre de ces lettres doit être de la main d'Ansumana, car il ne paraît pas avoir disposé d'un personnel important. Certains informateurs disent qu'il était assisté par deux ou trois scribes, mais il devait s'agir de minces personnages car leur nom ne nous est pas parvenu. Nous savons aussi que le secrétaire faisait appel, à l'occasion, au personnel de la justice musulmane.

Cette médiocrité ne doit pas surprendre. Samori obéissait à une vieille tradition malinké en recourant aussi peu que possible à l'écriture, considérée comme sacrée. La plus grande partie de la vie de l'Empire reposait sur des messages oraux transmis par des hommes de confiance. C'est seulement avec les souverains étrangers et surtout les Européens que l'écrit était de règle, car de tels partenaires étaient naturellement exemptés des préjugés dyula.

Il est significatif que Samori n'ait songé à se procurer un cachet qu'après la paix avec la France, en 1886. Cet objet, fabriqué à Paris à la commande de Péroz, allait lui servir jusqu'en 1898. Il porte la mention : « *Al imam Sumuri ben Lafia* », mais celle-ci est presque illisible. C'est visiblement l'œuvre d'un artisan qui ignorait l'arabe et travaillait d'après un dessin.

Il est donc évident qu'on ne peut parler ici d'une véritable chancellerie. Il est à peu près certain que la correspondance de Samori était établie en un seul exemplaire et qu'aucune copie n'en était conservée. Samori gardait par contre les lettres qu'il recevait, du moins quand il en acceptait la teneur, car, dans le cas contraire, la coutume voulait qu'il les renvoyât à l'expéditeur. Après en avoir écouté la lecture, de la bouche d'Ansumana, qui était assisté d'un autre marabout si le sens ne paraissait pas clair, le souverain plaçait ces documents dans un coffre en bois qu'il conservait dans sa case personnelle. Ce coffre disparut sans doute dans la retraite de 1898, à moins que l'Almami aux abois n'en ait fait détruire le contenu, car aucun écrit ne tomba aux mains de Gouraud. Nous sommes ainsi privés d'une source directe, qui eût été précieuse et réduits à recourir aux quelques documents qui survivent dans les archives françaises et britanniques.

Le côté technique du travail d'Ansumana étant ainsi ramené à sa juste mesure, on ne saurait trop insister sur l'importance du rôle qu'il joua. Avec Morifiñdyā et Nyamakala Amara ce fut l'une des rares personnes qui exerçait une véritable influence sur l'Almami. On soupçonne sa main dans le compromis signé avec les Français, aussi bien que dans la crise théocratique de 1887. Il animera le parti de la guerre à outrance après l'échec de Sikasso et ne sera pas étranger à l'échec de Braulot, en 1896. Son rôle sera ensuite moins net. Il semble qu'il ait compris la vanité de poursuivre la lutte, mais il ne se décidera jamais à conseiller une soumission inconditionnelle.

c) *Les finances de l'Empire.*

1°) LES RESSOURCES.

Pour construire un Etat centralisé, la première condition était de se procurer des revenus réguliers. Les Sisé n'y étaient pas parvenus, malgré les exemples du Masina et du Futa-Dyalō, et ils tiraient leurs ressources de contribution de guerre ou de tributs occasionnels.

Samori suivit sans doute leur exemple à l'époque de Sanānkoro, car il ne pouvait guère extorquer à ses « oncles » Kamara plus que ceux-ci ne voulaient bien donner. En dehors de ce domaine exempté, le problème était d'enlever aux kafu traditionnels une fraction de leurs revenus sans supprimer pour autant leur autonomie qui exigeait certaines ressources.

C'est bien entendu à Bisāndugu que Samori organisa son système fiscal, mais nous n'en connaissons la structure avec quelque détail que pour l'apogée de l'Empire, après la prise de Kankan.

L'idée d'un impôt foncier était inconnue sur le Haut Niger où seuls les produits étaient habituellement taxés. Samori n'avait aucune raison de bouleverser cette tradition, très compatible avec l'Islam tel qu'on le pratique chez les Malinké. Sans attendre l'instauration de la théocratie, le conquérant s'employa donc à utiliser au maximum les droits légitimés par l'orthodoxie malékite, de façon à supplanter à son profit la tradition fiscale autochtone. On a vu que celle-ci répartissait les recettes en quatre catégories, le *saghalé*, appelé *konyuma* vers Odienné, un prélèvement annuel souvent du dixième, les *usuru* ou taxes commerciales, les droits de justice, et les redevances coutumières. Le butin de guerre, occasionnel par définition, doit être traité à part.

La première de ces recettes était de loin la plus importante, et le conquérant se l'appropriâ, tandis qu'il supprimait en grande partie celles de la seconde catégorie, afin de soulager ses camarades les dyula et de favoriser le commerce. Les droits de justice et surtout les redevances coutumières (prémices des récoltes, parts de gibier, demi-valeur des esclaves ou bêtes retrouvés, travaux collectifs) restaient affectés à leurs anciens bénéficiaires. Le butin de guerre enfin revenait naturellement au conquérant et les soucis religieux de celui-ci l'amènèrent à généraliser le *Mudé*, que les animistes ignoraient jusque là.

Le dyaka. — L'essentiel demeurait le prélèvement annuel sur la production, que la plupart des kafu effectuaient sous le nom de *saghalé*. Pour se l'approprier, le conquérant n'invoqua pas seulement le droit de la force, mais l'obéissance à l'Islam, en lui substituant la dîme très orthodoxe, dont le nom arabe de *zakat* était devenue *dyaka* sur les lèvres des dyula. Cette imposition était connue depuis longtemps en Afrique Noire, mais seulement dans les Etats musulmans comme le Masina ou le Futa-Dyalô. Les souverains animistes l'ignoraient et, particulièrement, ceux du Haut Niger. Samori la revendiqua au nom de la religion et affecta d'ignorer que son assiette coïncidait avec celle du *saghalé* traditionnel. Il ne s'opposa pas au prélèvement de ce dernier, au profit des kafu, mais à condition de recevoir d'abord son dû. Il est dès lors évident que ses vassaux ne pouvaient le satisfaire qu'en lui transférant sous le nom de *dyaka* presque tout ce qu'ils venaient de lever sous celui de *saghalé* ou de *konyuma*.

Le *dyaka* ou taxe d'un dixième, porte non seulement sur les produits de la terre, mais sur tous les fruits de l'activité humaine. Samori ne l'imposa pas de façon uniforme car, pour des raisons politiques, il avait divisé ses Etats en trois zones bien distinctes.

Certaines régions étaient entièrement exemptées, mais il s'agissait d'une faveur exceptionnelle réservée à d'anciens alliés et à quelques kafu ralliés volontairement. Le cas le plus notable était celui du bas Konyā, domaine des Kamara, oncles du conquérant et anciens maîtres de sa guerre (Worodugu, Talikoro, Bāmbadugu).

Quelques îlots musulmans jouissaient de la même faveur, qu'ils se soient ralliés de bon gré ou non : c'était le cas du Baté, malgré la longue résistance de Kankan, du Nyumamāndu, dans le Kurānko oriental et des villages islamisés du Haut Konyā (Beyla, Dyakolidugu, Musadugu, etc...). Les Turè du Kabasarana étaient exemptés par Samori, mais ils imposaient eux-mêmes le *dyaka* à leurs sujets, en dehors des centres maraboutiques de Sambatigila, Tyémé, Férefugula et surtout de Koro, qui jouissait d'un statut d'allié.

A partir de 1893, Samori étendra cette immunité aux musulmans du Worodugu et du Koyara (= Séguéla et Mankono entre Sassandra et Bandama), puis aux vieux centres religieux de Bondnku et de Larabanga (Gondja, Ghana). Le royaume de Kong en bénéficiera également durant les deux années où il reconnaîtra la suzeraineté de l'Almami (1895-1897).

Des sujets ralliés de bon gré ainsi que des vaincus ayant mérité l'indulgence du conquérant, formaient une seconde catégorie. Ils livraient chaque année une quantité forfaitaire de grain, d'or, ou de tout autre produit, mais cette prestation était très inférieure au dixième d'une production annuelle moyenne. Ce régime fut appliqué aux Kamara du Tukoro et à ceux du Haut Konyā, après la chute de Saghadyigi, ainsi qu'aux Toma et aux Kisi de Mori-Sulèmani, aux Kurānko de Dēnda-Soghoma, au Sānkarā oriental et à certaines fractions du Wasulu (Dyétulu).

Vers l'aval du Niger, tel était aussi le statut du Dyuma, qui payait chaque année 1.000 charges de riz, et surtout celui du Burè, qui envoyait à l'Almami 8.000 « gros » de poudre d'or (36 kg.).

Ce système était assez léger pour les imposables, mais il ne concernait que des zones restreintes dans le cadre de l'ancien Empire. Il sera généralisé, après 1894, dans les nouveaux territoires de l'Est où les structures de l'Etat seront alors très simplifiées, en dehors de la zone centrale (Dyammala, Dyimini). Faute de pouvoir établir un contrôle efficace, Samori préférera alors s'assurer des revenus sûrs et prévisibles, au prix d'une certaine baisse de rendement. Les rares garnisons qui tenaient l'Abrō, le Gondja, ou le pays Sénoufo n'avaient ainsi qu'à s'assurer de quantités bien déterminées au moment de la récolte.

En dehors de ces deux groupes de privilégiés, tous les sujets de l'Almami payaient régulièrement le *dyaka*. Le contrôle en était assuré par un système original et efficace. Chaque village cultivait en effet un « champ de l'Almami » (*almami-foro*), qui était délimité de façon à produire à peu près le dixième de la récolte, en tenant compte de la qualité des terres. Les dugukuñnasigi veillaient à leur entretien et faisaient engranger les produits lors de chaque récolte.

Aucune contestation ou détournement n'était donc possible. Ce système s'appliquait aux quatre cinquièmes de l'ancien Empire mais, après 1894, il s'exercera seulement dans la région centrale (Dyimini - Dyamala), la seule que Samori ait alors administrée directement.

Les champs de l'Almami étaient réservés aux produits alimentaires de base, c'est-à-dire presque exclusivement des céréales que l'on mesurait à l'aide de vases en bois (*mudé*), et des racines vivrières (ignames, taros, etc...). Pour le beurre de karité, l'huile de palme et les kolas, on prélevait dans chaque kafu un nombre déterminé de canaris ou de paniers. Il en allait de même pour les produits de l'artisanat, ceux de l'orpaillage, calculés en « gros d'or » (*métikaalé* = 4,5 gr.) et du tissage en coudées (*soghoñiya*) de largeur standard.

Pour le bétail, un pourcentage déterminé du cheptel existant était prélevé chaque année, en saison sèche, au moment où les troupeaux sont rassemblés près des cours d'eau.

Malgré le nom de dîme, que traduit généralement *dyaka*, cette taxe ne portait pas toujours sur un dixième des fruits, car cette proportion n'était généralement imposée qu'aux produits vivriers. Les kafu traditionnels demeuraient les unités de base de l'Empire, et chacun d'eux, ou presque, était soumis à des conditions fiscales particulières, selon les circonstances de sa soumission. Le dixième était donc le prélèvement maximum, usuel seulement pour le mil, le riz, l'igname et le maïs. Pour les bovins, l'Almami réclamait une bête sur trente chaque année, ce qui donne une proportion voisine d'un dixième du croît. Pour l'artisanat, la proportion tombait à un pour quarante, en pièces de tissus par exemple.

Le *dyaka* était, bien entendu, perçu exclusivement en nature. Les canries (*korō* ou bien *wari*, avec le sens plus général d'argent), dans la mesure où on peut les considérer comme une monnaie, n'étaient pas admis. Samori expliquait rationnellement cette décision en disant qu'elles représentaient une trop faible valeur par rapport à leur volume, et qu'elles étaient trop longues à compter. Il est vrai qu'il acceptait dans certains cas les *gézé* : c'est ainsi que les forgerons libres pouvaient se libérer sous cette forme, à défaut des fers de houe qu'ils donnaient habituellement. Ces pièces métalliques étaient sans doute considérées comme une matière première, utile aux ateliers de l'Almami, et non comme une monnaie. La poudre d'or seule n'était pas traitée exclusivement comme une marchandise.

En cas de calamité naturelle, sauterelles, sécheresse ou inondation, ou encore si des ennemis de l'Almami avaient détruit les récoltes, les kafu sinistrés demandaient des dégrèvements. Le gouverneur (*kèlètigi*) en informait alors Samori qui décidait personnellement en Conseil. Le souverain

gardait en effet jalousement entre ses mains tout ce qui concernait le dyaka, car cette pièce maîtresse de sa fiscalité couvrait presque toutes les dépenses publiques. Il répétait d'ailleurs à ceux qui s'en plaignaient que, sans la paix qu'il imposait, ils n'auraient fait aucune récolte, et qu'il se montrait généreux en n'en prélevant qu'une faible partie.

Le mudé. — Le *mudé* (9), constituait le second prélèvement régulier, mais il avait un caractère très différent, car ce n'était pas réellement un impôt. La tradition l'atteste dès la prise de Kankan, mais il est sans doute plus ancien. Samori veillait soigneusement à le faire payer, mais il ne l'encaissait pas. Le *mudé* était, en effet, destiné à entretenir, dans chaque kafu, les marabouts agréés par l'Almami pour surveiller le pays et veiller à son islamisation. Ce n'était qu'une généralisation de la redevance traditionnelle que chaque village musulman versait à son Iman.

Le *mudé*, qui tire son nom du récipient en bois servant à mesurer le grain, était assez léger. Les redevables le versaient chaque année à la clôture du Ramadan et Samori donnait l'exemple en personne au profit de l'Imam de Bisāndugu, tandis que les sénèkè-kuñtigi le remettaient aux « chapelains » des fermes. Aucune des exemptions admises pour le dyaka n'était ici tolérée.

Les villages musulmans comme Kankan et les grands vassaux comme le Kahasarana devaient s'en acquitter. Partout où résidait un marabout, les païens y étaient soumis, bien avant l'ère de la théocratie, et cela leur rappelait que le conquérant, sans les exclure, leur réservait dans l'Empire une place modeste et humiliée. Le *mudé* symbolisait la prééminence de l'Islam et son refus aurait été interprété comme un rejet du nouvel ordre social.

Dans les territoires de l'Est, après 1894, son principe sera maintenu, mais il ne semble pas qu'il ait été partout imposé. Dans l'étendue surpeuplée du pays Senufo, l'Islam était pratiquement absent et on ne voit pas au profit de qui le *mudé* aurait été payé. Il est probable qu'il fut restreint aux quelques îlots islamisés qui existaient alors : Samori avait renoncé à imposer l'Islam, mais il entendait le faire respecter et établir sa prééminence.

Péages et droits de marchés. — En dehors du saghalé, et parfois avant lui, la grande ressource traditionnelle des Māsa était l'*usuru*, qui prenait la forme de taxes de marchés (*loghousuru*) ou celle de péages bien définis (*siira-usuru*). On a vu que la première, portant sur le dixième des marchandises, n'était guère contestée car elle répondait d'un service réel. Samori se garda d'y toucher, mais il fit contrôler le déroulement des marchés par ses dugukuñnasigi, qui renforçaient les autorités traditionnelles dans le maintien de l'ordre, les empêchaient de molester les colporteurs, et s'employaient à l'occasion à peser sur les prix. Ils prélevèrent généralement un tiers des recettes à leur profit.

Les péages, à l'exception des passages des rivières, étaient par contre ressentis par les dyula comme d'odieuses brimades, et Samori en avait souffert dans sa jeunesse. Il les supprima donc radicalement partout où il fut en état d'étendre son pouvoir.

Il est significatif qu'il n'ait tiré aucune ressource directe du commerce intense qui traversait ses domaines. Dans la mesure où les taxes traditionnelles subsistèrent, elles revenaient toujours à leurs anciens bénéficiaires et non au conquérant.

Recettes de justice. — Les droits de justice sont inséparables en Afrique de la souveraineté, mais Samori les considérait avec une méfiance presque aussi marquée que l'*usuru*. Il intervint cependant assez peu dans ce domaine puisqu'il respecta l'autonomie des kafu. Māsa et chefs de villages restant maîtres de leurs juridictions continuèrent à recevoir des cadeaux d'audience et à imposer des amendes (*nyaani*) à côté d'autres châtiments, tandis que les loghotigi tranchaient à chaque marché les litiges commerciaux.

Nous verrons cependant que les conflits entre kafu et les délits politiques ou capitaux entraînaient une intervention des agents du souverain, dont l'incidence financière n'était pas négligeables en raison des règles strictes qui la régissaient. Les Samoriens devaient en effet réserver à leur maître la totalité des amendes qu'ils infligeaient, tandis que les indemnités qu'ils fixaient, pour un meurtre par exemple, devaient être versées intégralement aux demandeurs.

Les réductions en captivité, comme la confiscation de biens pour crimes politiques étaient assez fréquentes, et leur bénéfice revenait également tout entier à l'Almami. Un kèlètigi ne pouvait disposer de celles qu'il avait prononcées qu'avec l'accord exprès du souverain. On ne peut nier que, sur ce plan, les revenus judiciaires aient joué un certain rôle dans les finances impériales.

Redevances coutumières. — Les redevances traditionnelles, comme le *buñya*, incluent les prémisses réservées aux chefs de la terre et les parts de chasse (peaux de panthères, défenses d'éléphant), les droits versés pour les esclaves ou bêtes retrouvés et, enfin, les travaux collectifs des classes d'âge (*kari*). Ils continuèrent à jouer exclusivement au profit des kafu. L'Almami affecta même de verser scrupuleusement le *buñya* aux dignitaires qui lui prêtaient leurs terres, tel le patriarche des Konaté de Bisândugu.

Butin de guerre (kôsô). — Partout où s'instaurait le pouvoir samorien, le droit de faire la guerre devenait le monopole du souverain, ainsi que les profits qui pouvaient en découler.

Le premier geste des vainqueurs était de saisir toutes les réserves de grain et de les revendre au prix fort aux anciens propriétaires ainsi privés de vivres et de semences.

Tout ce que prenaient les combattants, sous le nom de *kôsô*, appartenait théoriquement à Samori, et c'est à titre gracieux que celui-ci leur abandonnait une large part du butin. Le premier devoir d'un kèlètigi était donc d'adresser à son maître un état de ses prises, ainsi que des échantillons qui étaient exhibés au cours d'une parade solennelle. Les fusils capturés étaient, en principe, réservés au souverain, de même que les objets en cuivre, qui servaient à la confection des balles.

Samori s'appropriait généralement un tiers du butin, qu'il s'agisse de captifs, de bétail, de grains, de sel ou de tissus. Quand il était particulièrement satisfait des combattants et que ses finances se trouvaient prospères, il se contentait d'un cinquième ou même renonçait à tout. Il invitait alors ses généraux à transformer en sofas les plus robustes des captifs qu'il leur abandonnait.

Comme il n'est pas d'année, durant la longue histoire de l'Empire, où l'une ou l'autre des armées n'ait eu à combattre, le butin affluait sans cesse chez l'Almami, mais à un rythme très variable. Malgré son rôle considérable dans les revenus de l'Etat, il n'était donc qu'un élément d'appoint.

Ravitaillement. — Certaines guerres imposaient enfin une dernière charge, de caractère extraordinaire, qui pesait cette fois non pas sur les vaincus mais sur les sujets du conquérant. Les magasins de celui-ci n'entretenaient en effet que les troupes permanentes. Les contingents qu'on levait en cas de crise à travers l'Empire devaient s'équiper et se nourrir à leurs frais. Chaque kafu réunissait alors des vivres et formait des caravanes pour ravitailler ses guerriers qui combattaient au loin. Ce n'était pas là un véritable impôt, et cette charge ne jouait qu'irrégulièrement, mais elle pouvait soudain peser très lourd, comme ce fut le cas, on l'a vu, durant le terrible siège de Sikasso.

2°) LE TRÉSOR ET LES MAGASINS.

Tous les biens, qu'ils proviennent du dyaka, de la justice ou des butins de guerre, étaient d'abord stockés par les dugukuñnasigi ou, à un niveau supérieur, par les *kèlètigi*. Ceux-ci tenaient l'Almami constamment informé des quantités disponibles. Chacun d'entre eux disposait donc de magasins différents pour les stocks de son armée et pour ceux qui restaient à la disposition de Samori. Ce dernier décidait s'il attribuait ceux-ci à l'armée qui les détenait ou s'il fallait les diriger sur la capitale.

Le personnel. — Dans la mesure où les produits de la fiscalité samorienne se trouvaient finalement rassemblés à Bisândugu, on peut parler de Trésor public. Celui-ci était constitué exclusivement par des stocks de marchandises, dont seule la poudre d'or jouait réellement le rôle de monnaie.

La charge en incombait au troisième personnage du Conseil, que l'on pourrait appeler le Trésorier, mais dont le titre exact était *Naafolo-mara-la* ou *Mara-bagha* (« Dépositaire des richesses »). Son premier titulaire, Musa Dyabaghaté, dit Kokisi (10), était un compagnon des premiers jours pour Samori et il jouissait de sa confiance totale. Ses successeurs, Mainè-Fodé et Surakata-Dyèli, appartenaient à une génération plus jeune, et avaient moins de poids, mais ils étaient jugés aussi fidèles que leur ancien.

Le *Naafolo-mara-la* veillait sur tous les biens publics, dans la mesure où ils se distinguaient de la fortune privée du souverain, mais il contrôlait également la gestion de celle-ci.

Il entreposait les marchandises dans de nombreux magasins qu'on appelait *biri-bō* ou « maisons couvertes », car ces cases rondes se distinguaient par des plafonds en terrasse (*biri*), dissimulés par l'habituel *tiba* ou toit de paille. Samori avait généralisé ce style, d'ailleurs traditionnel, parce que de tels bâtiments étaient difficile à percer pour les voleurs et excluèrent tout danger d'incendie. Ils se distinguaient donc nettement des greniers habituels (*dyiginè*).

En raison du grand nombre des *biri-bō*, il n'était pas possible de les placer tous dans la concession du *Naafolo-mara-la*. Ils étaient donc construits à l'écart, par groupes de deux ou trois, sous la responsabilité de spécialistes, les *birida-la-sigi* (« ceux qui s'asseyaient à la porte des magasins »). Ces magasiniers étaient recrutés par le *Naafolo-mara-la* parmi les captifs de confiance de l'Almami, et ils prêtaient serment sur le Coran avant d'entrer en fonction. Chacun d'entre eux tenait une espèce de comptabilité des biens qui lui étaient confiés en recourant à divers procédés traditionnels (sacs de cailloux, bâtons à encoches). Il était en outre responsable de l'entretien des stocks : protection des grains contre les insectes, ou des tissus contre l'humidité, et il devait remplacer à ses frais les matières avariées. La position de *birida-la-sigi* était pourtant enviable et les candidats ne manquaient pas car ils étaient peut-être les seuls agents de l'État à être dans une certaine mesure payés. Ils prélevaient en effet un dixième des marchandises dont ils inscrivait l'entrée.

Les *biridala-sigi* n'avaient évidemment aucun droit sur le contenu de leurs magasins. Ils n'en disposaient que sur l'ordre du *Naafolo-mara-la* qui, seul, était censé connaître la volonté de l'Almami. C'est lui qui indiquait chaque jour les quantités à sortir pour le ravitaillement des sofas. Il organisait aussi les caravanes officielles qui allaient commencer en Sierra Leone, et que les *kèlètigi* dirigeaient, en cas de nécessité, sur le chef-lieu.

Classement des biens. — Chaque biri-bō ne contenait, en principe, qu'une seule marchandise. Il faut d'ailleurs distinguer nettement deux catégories. Les biens de consommation étaient stockés dans la capitale à proximité de la résidence du naafolo-mara-la. On distinguait des magasins pour le mil, le riz, le maïs, les ignames, le beurre de karité et l'huile de palme (11). D'autres étaient réservés aux tissus, aux fers de houe et aux gézé. Le sel en barres, soigneusement protégé de l'humidité, faisait l'objet d'une attention toute spéciale.

Seule la poudre d'or échappait à la règle. Versée dans des coffres en bois, elle était placée dans la concession privée de l'Almami ou du kèlètigi, qui en confiait la garde à ses captifs personnels (12).

La seconde catégorie des magasins contenait du matériel de guerre, ou du moins celui que Samori s'évertuait à fournir à ses combattants. Nous verrons qu'il s'agissait d'armes à feu, à l'exclusion de toute arme blanche. Cette fois encore, des biri-dala-sigi différents géraient chaque catégorie de matériel. Avant la guerre de Sikasso, on ne paraît avoir distingué que les fusils à pierre, la poudre et les balles.

Après 1890, et jusqu'à la fin, apparaîtront les fusils à tir rapide, avec un classement assez différent : chaque biri-dala-sigi sera responsable d'un type de fusils (chassepots ou kropatschek) avec les munitions correspondantes. Ces stocks d'armes étaient toujours placés à proximité des ateliers d'artisans qui en assuraient l'entretien, et dont il sera question plus loin.

Le naafolo-mara-la contrôlait directement les biri-dala-sigi de la capitale, c'est-à-dire ceux qui étaient responsables de la plupart des biens de consommation. Cependant, dès 1887, quand Samori organisa le centre de Kérwané, des biri-bō y furent construits. C'est aussi à cette époque que l'Almami décida d'éloigner de sa résidence la plus grande partie des stocks d'armes, pour des raisons de sécurité. Après 1889, ceux-ci furent transportés sur l'autre rive du Milo, dans des grands magasins bâtis sur les falaises inaccessibles du Tinikuru.

Dès lors, Dyèli-Musa ne pouvait plus contrôler chaque jour la gestion de ses subordonnés. Il désigna des lieutenants, portant également le nom de naafolo-mara-la pour surveiller les biri-dala-sigi installés hors de Bisāndugu (Sérè-Mamudu, par exemple, pour Kérwané, et l'arsenal du Tinikuru).

Il procéda de même quand il suivait son maître à Sikasso. Les grands stocks qui restaient à Bisāndugu furent confiés à Dusugbè-Sinè Kamara, le Fasina de Festing, qui contrôlait de l'arrière le ravitaillement de l'armée siégeante. Ce dignitaire sera révoqué avant la révolte de 1888, mais il rentrera en grâce puisqu'il sera chargé d'héberger Garrett en 1890.

Les dernières années. — Il est difficile de se faire une idée nette du trésor de Samori au temps de Mainè-Fodé, qui remplaça Kokisi en 1889. En 1892, commencera l'exode, et l'immense foule en marche vers l'Est sera constamment en proie à la famine. Les stocks d'armes seront presque entièrement distribués aux combattants, et Amara Dyèli aura la responsabilité de diriger, équiper et ravitailler ceux qui dégageaient la route de Kong. Le Naafolo-mara-la s'efforcera sans doute de sauver les débris de ses richesses en les dirigeant de ce côté, par Mabāndugu, Nyodyi et le Dyimini.

Une fois le nouvel Empire stabilisé entre Bāndama et Comoé, le système des biri-bō retrouvera son équilibre sous Fodé, qui sera finalement remplacé par Surakata-Dyèli (13). L'ancien dispositif du Milo sera d'abord inversé puisque Samori gardera les stocks d'armes à ses côtés, au gué de Kuluzā, sur le Comoé, tandis que les biens de consommation demeuraient à Dabakala. Tout sera d'ailleurs regroupé en ce lieu, en présence du Naafalo-mara-la, à partir de 1897.

Les stocks de grains seront désormais approvisionnés à chaque récolte par les Sénoufo de Korhogo et les Malinké du Koro (Mankono). Nebout les estimera à 400 tonnes en octobre 1897, chiffre énorme si l'on considère que la moisson n'était pas encore faite. Quand celle-ci sera coupée, un mois plus tard, elle ne sera pas dirigée sur le Dyimini qui ressentait déjà la menace française, mais vers Boribana, sur le Bāndama. 5.000 porteurs allaient s'y consacrer avant de s'employer comme manœuvres à la construction du nouveau tata (14). Les derniers stocks de Dabakala y seront bientôt dirigés, mais ils allaient disparaître dans l'ultime fuite vers la forêt.

Samori a donc eu recours à des méthodes traditionnelles pour organiser une véritable administration financière. Il s'assurait ainsi un revenu régulier et maintenait un certain contrôle sur ses dépenses. Des institutions analogues existaient déjà au Masina mais, chez les Malinké du Sud, cette performance est unique et elle explique la prépondérance durable du conquérant. Les ressources qu'il avait su ainsi mobiliser furent employées exclusivement à renforcer la cohésion et la puissance de l'État, c'est-à-dire, dans l'esprit de Samori, la diffusion de l'Islam et l'armement de ses combattants.

d) *L'Islam et l'enseignement*

Nous avons décrit les variations de Samori sur le rôle de l'Islam dans l'État, mais nous devons garder à l'esprit qu'il a toujours voulu assurer la prééminence de cette religion. En dehors de l'épisode violent mais bref de la théocratie, il se contentait d'ailleurs d'assurer l'entretien des hommes de religion, même s'ils vivaient isolés dans un milieu païen, et de favoriser l'enseignement coranique. Celui-ci devait élever le niveau intellectuel du peuple, et le détourner des traditions animistes tout en l'imprégnant de loyalisme, du moins selon l'espoir de Samori. Le souverain attendait en contrepartie des services d'ordre politique et il procéda à un véritable quadrillage de l'Empire par des hommes de religion. Il est remarquable que ce réseau dépendait directement de lui, si bien qu'il croisait la trame politique et militaire des grands commandements territoriaux.

L'Almami encouragea donc tous les noyaux d'Islam qu'il trouva dans les pays conquis, mais ces groupements de marabouts conservateurs devaient peu au conquérant et leur loyalisme était souvent douteux. A l'époque de Bisāndugu, Samori n'avait pas d'autres agents politiques que les dukuñnasigi, tandis qu'il recrutait ses espions parmi les dyula. Certains de ces hommes pouvaient avoir des connaissances coraniques, mais celles-ci étaient étrangères à leur mission. Le conquérant n'imposait en effet aux vaincus aucune révolution religieuse, mais il exigeait leur loyalisme, si bien que ses agents se contentaient d'assurer la sécurité du commerce et de dépister les complots.

Des fonctionnaires religieux. — Sur ce plan comme sur les autres, la chute de Kankan marqua un tournant. Le Faama y recruta pour la première fois des hommes de religion dont il allait faire ses agents, tandis qu'il islamisait son entourage et spécialisait certains de ses membres dans les problèmes religieux et culturels. Karamogho Sidiki, qui demeura en coulisse, en dehors du Conseil, exerça une influence que nous mesurons mal. Il est douteux qu'il ait prêché la modération et ce ne fut certainement pas le cas de ceux qui tenaient le devant de la scène.

Le premier rôle fut attribué à un jeune Bunduka né au Futa-Dyalō, Amara Kāndé, qui rentra de Mauritanie après avoir étudié plusieurs années chez Sheikh Saad Bu. Samori distingua ce jeune homme et l'appela au Conseil où il prit vite une place importante. Péroz voit en lui le « guide spirituel de son maître » et le « juge » intelligent, aimable et tolérant ». Ce dernier quali-

catif est au moins exagéré car son rôle paraît avoir été essentiel dans l'avènement de la théocratie. C'est lui qui sugéra le monopole du turban noir et l'adoption du titre d'Almami. Il a certainement poussé à la malheureuse révolution de 1886. Samori admirait sa science profonde qui éclipsait celle des autres marabouts du Conseil, comme Ansumana Kuyaté ou Mamadu Sisé. Il le contrôlait cependant en lui imposant l'usage d'experts juridiques qui étaient extérieurs au Conseil, mais à qui il accordait sa confiance. Ceux-ci comprenaient par exemple, à côté de Karamogho Sidiki, son propre gendre Mama-Lāsinè Kuruma et Karamogho Madisé, le cadet des Sisé de Madina. Ce parent de Sérè-Brèma devait en effet toujours se montrer loyal envers celui dont il avait, paraît-il, jadis sauvé la vie.

Amara Kāndé était chargé de recruter des agents religieux pour Samori. Négligeant les rivalités des Tidyani et des Kadiri, dont on a déjà parlé, l'Almami offrait d'importants privilèges à tout marabout décidé à le servir. Il triait cependant les candidats avec soin. Il les recevait en personne à Bisāndugu et les interrogeait soigneusement en privé. S'il était convaincu de leur sincérité, il les envoyait à Amara Kāndé, qui examinait attentivement le niveau de leur science coranique. Amara présidait un véritable jury qui comprenait, jusqu'en 1897, Karamogho Sidiki et parfois Ansumana Dukurè, de Musadugu. Ce dernier avait abandonné Saghadjigi en 1883 pour se rallier au nouveau conquérant. Mama Lāsinè Kuruma y siégeait également, avant de rentrer au Nyumamandu en 1894.

Si le résultat était positif, le marabout était agréé. Il recevait en cadeau deux captifs, un de chaque sexe, et un cheval, après quoi on l'envoyait dans un kafu dont le chef était dès lors tenu de lui verser chaque année le *mudé*. Ces fonctionnaires d'un nouveau genre n'étaient jamais dirigés sur leur pays d'origine. Isolés, déracinés, loin des vieilles complicités qui unissaient habituellement les musulmans du cru aux animistes, mal vus des indigènes qui payaient leur entretien, on pouvait présumer qu'ils ne trahiraient pas leur maître.

Samori en attendait deux services principaux. Ils devaient instiller aux fils des grandes familles les principes d'une religion universaliste qui briserait leur loyalisme de terroir. Ils devaient surtout surveiller l'évolution des esprits et en informer le souverain.

Avant l'instauration de la théocratie, ces marabouts avaient somme toute assez peu de travail. Les sujets païens de l'Almami n'étaient nullement tenus de se convertir à l'Islam, mais chaque kafu devait construire et entretenir une mosquée, sans pour autant la fréquenter. Les marabout de Samori y officiaient, car ils faisaient d'emblée fonction d'Imam. Chacun d'eux devait ouvrir une école coranique pour les fils des principaux notables. Il vivait du travail et des cadeaux de ses élèves qui s'ajoutaient au *mudé* annuel, et Samori rappelait volontiers qu'il donnait l'exemple en traitant de la même façon les marabouts de ses hameaux de culture.

Ces agents religieux n'avaient pas de responsabilités politiques, car celles-ci étaient du ressort du *dugukuūnasigi* le plus proche, qui dépendait d'un *kèlètigi* et non directement de l'Almami. Cet agent était souvent en mauvais termes avec le marabout car celui-ci n'hésitait pas à dénoncer ses excès aussi bien que les complots des indigènes. Ces hommes de religion formaient donc un véritable réseau de contrôle car aucun *kèlètigi* ne pouvait les recruter sans que l'Almami les ait personnellement interrogés et agréés.

Il ne faudrait pourtant pas s'exagérer leur nombre. Les kafu à forte minorité musulmane possédaient leurs propres marabouts, souvent propriétaires des mosquées par le droit héréditaire, et toujours fidèle à une coutume conservatrice. Samori ne s'en mêla pas, se contentant dans ce cas de veiller au paiement exact du *mudé*. Il supposait que ces vieux musulmans lui seraient fidèles et qu'il pouvait donc négliger de les surveiller de près. Les marabouts officiels étaient donc ré-

servés aux régions animistes, dont on présumait qu'elles regrettaient leur liberté, mais Samori n'en installait que dans les centres importants ou politiquement délicats. Les traditions recueillies indiquent une trentaine de noms et leur nombre total ne devait guère excéder la centaine.

Après avoir mis en place ces agents d'un nouveau genre, Samori organisa leur inspection. Chaque année, à l'issue du Ramadan, une espèce de commission constituée d'un lettré compétent et d'un chef sofa était envoyée par ses soins dans chaque gouvernement. Lāngamā-Fali, accompagné de Mama Lāsiné fit ainsi plusieurs tournées dans le noyau central de l'Empire entre 1881 et 1883 (15). La commission euquêtait sur la moralité des marabouts et interrogeait des élèves au hasard pour s'assurer de la valeur de leur enseignement. Elle pouvait révoquer sur le champ les indignes et même les punir du fouet pour abus. Samori offrait par contre un cadeau, généralement un cheval, à ceux qu'on lui signalait comme les plus méritants (16).

La crise théocratique. — Après la proclamation de la théocratie en 1886, les tâches scolaires des marabouts ne changèrent guère mais leur poids s'accrut.

Le recrutement d'élèves par la contrainte se généralisa et l'esprit de l'enseignement évolua. Comme tous les cultes animistes étaient interdits, on invita les enfants à en dénoncer toute manifestation chez leurs parents. Pour arracher les fils de notables à leur milieu païen, Samori ordonna en outre de les placer systématiquement chez des maîtres très éloignés. Ces déportations scolaires étaient déjà pratiquées, puisqu'on en signale au Wasulu dès 1882, mais désormais elles se généralisèrent.

L'Almami paraît alors avoir multiplié les marabouts, à qui il demandait en outre de surveiller la justice locale et d'empêcher l'application des coutumes chaque fois qu'elles entraient en conflit avec la norme de la Shariya.

Aucune de ces rigueurs ne survivra à la Grande Révolte. Après 1888, le nombre des marabouts décroîtra dans l'Empire ravagé et il ne sera plus question d'arracher des enfants à leurs parents. Après 1894, en Côte d'Ivoire, l'institution des marabouts officiels dépérira très vite. On n'en signale guère que dans le noyau central (Dyimini-Dyammala). L'Almami, ayant renoncé à construire une société nouvelle, allait se contenter d'exiger la soumission des peuples vaincus.

Il ne faut donc pas trop insister sur la politique scolaire de Samori. Elle se confondait dans son esprit avec la diffusion de l'Islam, et sur ce plan, les Peuls du Masina ou du Futa-Dyalō avaient fait bien davantage. Étroitement subordonnée à des considérations politiques, elle en subit les contre-coups. Entraînée dans l'échec de la tentative théocratique, elle sombrera dans la crise militaire de 1888 et ne laissera presque aucune trace.

e) Justice et police

La justice traditionnelle. — Les Manding ont toujours considéré un certain exercice de la justice comme le privilège de la souveraineté. Il faut cependant en déterminer nettement la portée. La société traditionnelle cherchait à appliquer la coutume reçue des ancêtres, variable d'eux d'une région à l'autre, mais elle ne songeait nullement à légiférer pour la modifier.

Certains États révolutionnaires, comme le Masina avaient pourtant entrepris de remplacer toutes les règles admises par la norme du droit coranique. Celui-ci étant déjà suivi par des groupes restreints et ne subissant dans ce cadre aucune modification, tout se passait comme si une coutume supplantait soudain toutes les autres. De tels bouleversements étaient inconcevables dans les

pays du Sud. Les Sisé, qui prétendaient pourtant mener une guerre sainte, suivaient le droit musulman mais ils ne l'imposèrent jamais à ceux qu'ils vainquirent. Les Turè d'Odienné ne se conduisirent pas autrement.

L'esprit juridique des Malinké est subtil et il se plaît à une véritable casuistique, mais il ne s'attarde pas aux distinctions abstraites. C'est ainsi que l'opposition occidentale du civil et du pénal lui est étrangère alors qu'il distingue très bien une justice privée tranchant entre les intérêts de groupes familiaux et une justice publique réprimant les désordres et les complots politiques. La première n'est nullement l'apanage de la souveraineté. Elle est rendue, selon la position relative des parties, par le chef de lignée, le chef de village, ou le māsā. Le recours à l'arbitrage était d'ailleurs général, et c'est seulement en cas d'échec que le pouvoir judiciaire tranchait. Au niveau supérieur, les différends entre kafu, même s'ils étaient dus à l'opposition des intérêts familiaux, devenaient des affaires politiques qui pouvaient entraîner la guerre. La seule procédure susceptible de les régler était alors l'arbitrage d'un tiers.

Si l'ordre public ou politique était troublé, le māsā pouvait toujours intervenir même au niveau de la lignée. Lui seul pouvait appliquer la peine de mort, qui était un véritable privilège de souveraineté.

L'intervention de Samori dans ce domaine délicat, susceptible d'enflammer tant de passions, nous donne donc la clef de ses intentions politiques.

Il a certainement été élevé dans le respect de la « loi du Konyā », ce corpus de coutumes que la tradition attribue à Fērēñ-Kamañ, l'ancêtre semi-légitime des Kamara. Laafiya la suivait comme tous les animistes du pays mais d'autres systèmes existaient cependant au profit des minorités ethniques et religieuses. Celle des Fula était naturellement spécialisée dans les problèmes d'élevage. Celle des « Maninka-Mori », c'est-à-dire des musulmans, marabouts et dyula, prétendait s'inspirer de la Shariya malikite. Elle ne se confondait pourtant pas entièrement avec elle, car elle incarnait l'interprétation très libérale qu'en donnaient les milieux religieux de Kaukan. Dans son application, le juge invoquait naturellement les précédents au lieu de se référer aux textes sacrés.

Intervention de Samori. — Au début de sa carrière, Samori paraît ne s'être mêlé en rien des questions coutumières. Tant qu'il résida à Sanānkoro, il était soumis à la juridiction de ses oncles les Kamara. Il disposait déjà de moyens de contrainte, mais il ne s'intéressait sans doute qu'aux délits politiques, c'est-à-dire aux complots dirigés contre lui. Il n'avait pas en principe le droit de mettre à mort les gens du pays car son pouvoir s'exerçait exclusivement sur ses hommes et les captifs de ceux-ci.

Tout changea quand il devint son maître en occupant Bisāndugu (1873). Laissant les Kamara livrés à eux-mêmes, le Faama était désormais souverain dans les pays qu'il avait conquis. Il n'essaya pourtant pas de s'immiscer dans la justice coutumière, qui resta l'affaire des kafu. La quasi-totalité de l'Empire pratiquait d'ailleurs des coutumes de type malinké (Kurānko, Sānkarā, Bambara) dont les divergences avec la norme familière du Konyā étaient insignifiantes. C'est seulement sur les franges de la Forêt (Kisi, Toma) ou au voisinage de la mer (Tèmné, Limba) que les conquérants rencontraient des pratiques étranges et exotiques dans lesquelles ils ne s'immiscèrent pas.

Il est cependant un domaine où le Faama s'employa aussitôt à établir son autorité, et qui était celui de l'ordre public. Très tôt, sans doute dès son arrivée à Bisāndugu, il décréta que certains délits ne seraient plus de la compétence des chefs soumis, mais des dugukuñsasigi qu'il

plaçait chez eux. Il s'agissait du vol, du brigandage et du meurtre, chaque fois qu'ils s'exerçaient sur les routes commerciales aux dépens des dyula. Si la tradition ne mentionne pas ici les crimes politiques, sédition ou tentative de sédition, c'est que leur attribution au conquérant allait de soi. Ce dernier interdisait en outre à ses vassaux de procéder à des exécutions capitales, si bien qu'ils devaient lui référer toutes les affaires de cet ordre.

Le Faama imposa alors à ses agents une espèce de barème des peines, mais celui-ci n'a rien d'original. Tel qu'il nous est connu par la tradition, c'est un calque exact de la coutume du Konyā, qui est étrangère à la Shariya (17).

Samori assurait ainsi le respect de son autorité et la sécurité du commerce, qui était l'une de ses raisons d'être. Les infractions dont il se réservait ainsi le châtement, et dont il ne se desaisira plus, seront désormais qualifiés de « délits samoriens ».

Il était évidemment impossible que l'Almami s'occupât en personne d'innombrables justiciables dispersés à travers un pays immense. Comme il gardait seulement le contrôle du noyan de l'Empire, il délégua ses pouvoirs aux chefs des gouvernements (kèlètigi), à mesure que ceux-ci se constituaient. Chaque kèlètigi confia à son tour la répression, dans chaque kafu, aux dugu-kuñnasigi, qui pouvaient faire fouetter les coupables et les mettre aux bois, mais non les exécuter.

Samori n'avait en effet enlevé la peine capitale aux chefs des kafu que pour l'attribuer aux kèlètigi. Cette délégation était inévitable, compte tenu des distances et des nécessités d'une répression rapide (18). Elle ne s'appliquait d'ailleurs ni aux vassaux ayant bu le dègè en présence de Samori, ni aux lettrés musulmans. Si une condamnation capitale frappait de telles personnes, elles devaient être aussitôt dirigées sur Bisāndugu où le Faama décidait personnellement de leur sort et les faisait exécuter, le cas échéant, par ses propres bourreaux.

Répartition des compétences. — En dehors des délits samoriens et des exécutions capitales, les juridictions traditionnelles poursuivaient leur routine. Leurs peines les plus graves étaient le fouet et surtout les amendes, qui entraînaient la captivité du condamné s'il ne s'exécutait pas. Un kèlètigi avait d'ailleurs le pouvoir d'évoquer n'importe quelle affaire en arguant de son caractère politique. Le chef de kafu dessaisi conduisait alors les parties devant lui et se bornait à donner son avis. Il arrivait même, dans des cas très graves, que le litige soit renvoyé à Bisāndugu.

Les chefs de village continuaient généralement à juger entre les lignées, tandis qu'entre eux-mêmes étaient jugés par les kafu. Si le litige opposait des indigènes et des étrangers, surtout des dyula, les Samoriens intervenaient quelle que fût la nature de l'affaire.

C'est au niveau des relations entre des kafu traditionnellement souverains, que l'ordre samorien créait une situation nouvelle, car il n'était plus question de trancher les litiges par la force. Le kèlètigi jugeait désormais les vassaux de son ressort et sa décision faisait loi. Si deux kafu en conflit dépendaient de gouverneurs différents, l'affaire était nécessairement portée devant le souverain lui-même.

Un cas célèbre nous montre les limites de la paix samorienne. Une querelle frontalière opposait deux villages du Syankadugu, Urè et Dyé, et n'avait jamais pu être réglée par le kèlètigi de Bafagha. Quand Samori marcha sur Sikasso, en 1887, ce gouverneur profita de l'occasion pour lui présenter les adversaires. L'Almami s'avoua incapable de les départager et, craignant que la surexcitation des villageois ne trouble sa ligne d'étapes, il leur ordonna de s'en remettre au jugement des armes et leur fournit même la poudre nécessaire. Le lendemain, après une bataille sanglante, Urè fut détruit. La tradition nous présente ce cas comme extraordinaire, unique dans l'histoire de l'Empire, mais il illustre bien les querelles féroces qui marquaient la vie des petits kafu avant qu'ils subissent la poigne du conquérant.

Samori avait donc à trancher les affaires difficiles qui venaient en appel des quatre coins de ses domaines et toutes celles du noyau de l'Empire, qui était naturellement les plus nombreuses. Pour se décharger de celles-ci, il avait délégué ses pouvoirs judiciaires à l'un des membres de son Conseil, que Péroz appelle le « Grand Cadi de l'Empire ». Cette expression est malheureuse puisqu'il ne s'agissait pas encore d'imposer le Droit Coranique et qu'Amara Kāndé, spécialiste des questions islamiques, n'était justement pas le personnage en cause.

Jusqu'au désastre final, le conseiller chargé de la police politique, allait être le redoutable Karamogbo Mamadu Sisé, surnommé Dagholoba, dont la fidélité était aussi légendaire que celle de son ami Amara-Dyèli. Les affaires proprement judiciaires revenaient à Karamogbo Sako dont l'influence allait décroître, dans les dernières années, avec celle de Sarānkēnyi. Karamogho Sako tranchait les affaires d'importance secondaire en l'absence de Samori, mais toujours assisté d'un autre membre du Conseil et avec quatre marabouts experts qui l'aidaient à fonder ses décisions sur des citations du Coran ou de la Risāla et non sur les précédents, selon la norme coutumière. Ces lettrés servaient de secrétaires et couchaient de temps à autre un jugement par écrit.

Les affaires les plus graves et les peines de mort restaient cependant le privilège personnel de l'Almami. Celui-ci se refusait à prononcer seul les sentences capitales. Il ne tranchait qu'avec deux conseillers après s'être fait lire des textes de référence.

Les exécutions de petits personnages étaient assurées par les bilakoro, qui les assomaient ou les décapitaient, à l'ouest de Bisāndugu, sur un terrain vague, dont Péroz nous a laissé une peinture horrifiée. S'il s'agissait de condamnés importants, ils avaient la tête tranchée cérémonieusement par le bourreau en chef, le *mogho fagha-la*. Ce personnage sinistre et redouté, d'autant plus fidèle à son maître que tous le méprisaient, sera toujours choisi parmi les captifs. Tel sera le rôle de Sadimisa Konaté, qui sera remplacé à sa mort, vers 1893, par Dyōn Tanatè-Ulé, qui avait jusque là servi comme chef de colonne (19).

Le droit de vie et de mort dont jouissait Samori en tant qu'instrument de la volonté divine, s'étendait bien entendu à l'Empire tout entier. L'Almami pouvait à tout instant faire disparaître ceux qui lui avaient juré fidélité, s'il estimait qu'ils se parjuraient. La procédure réservée à cet usage reposait sur le Dyugu-Fagha : « tueur de méchants », ce fameux sabre de cérémonie que Samori cachait dans sa case personnelle. Si le chef bourreau en mission le présentait à un dignitaire quelconque, celui-ci devait se laisser exécuter sans murmure comme le fit Tari-Mori, chef de l'armée de Bafagha.

Sans que le conquérant ait organisé une véritable police, ses réseaux d'espions dyula, de dugukuñnasigi et de marabouts lui permettaient d'être admirablement renseigné et de prévenir tout complot. Le peuple était profondément convaincu qu'il savait tout et des anecdotes, encore populaires, le montrent sortant déguisé, tel Harun-al-Rashid, pour observer personnellement l'état de l'opinion (20).

Le système judiciaire de Samori avait donc atteint un certain équilibre vers 1886, date de la première description de Péroz. Les agents du conquérant ne s'occupaient que des crimes politiques et des délits d'ordre public. Le droit musulman ne jouait qu'au niveau le plus élevé, et comme justification plutôt que comme source. Il prenait à vrai dire les traits de la coutume dyula, non de la stricte Shariya, et c'est à ce titre que Samori l'imposait à sa famille.

Cet état de choses était satisfaisant, puisqu'il sera rétabli en 1888 et maintenu jusqu'à la chute finale. Mais entre temps, pour quelques mois, l'instauration de la théocratie avait secoué jusqu'aux fondements la vieille société qui tentait de s'adapter à l'ordre nouveau.

La crise théocratique. — A la fin de 1886, toutes les coutumes de l'Empire furent théoriquement abolies, dans la mesure où elles étaient contraires au droit musulman. Celui-ci n'était introduit à vrai dire que sous la forme atténuée que connaissaient les Maninka-Mori, mais cela suffisait pour susciter un bouleversement profond du droit des personnes, surtout celui des successions. Samori en avait déjà donné l'exemple en réservant son héritage à ses fils. En matière matrimoniale, il voulait interdire aux femmes d'abandonner leurs époux, comme elles le faisaient parfois au Konyā. « Une épouse doit porter son mari sur le dos » lui fait dire la tradition. Il ordonna aussi de punir l'adultère des femmes par la lapidation, alors que la coutume considérait cette faute avec indulgence et n'imposait qu'une compensation pécunière. On sent dans cette décision l'influence de conseillers dévots et l'exécution des deux filles de l'Almami lui donna bientôt une couleur sinistre.

Les marabouts officiels, disséminés à travers l'Empire, abandonnèrent alors leur modeste rôle d'instituteurs et d'espions pour s'ériger en juges. Il est vrai qu'ils n'avaient pas à se substituer aux chefs coutumiers dans chaque litige mais ils devaient imposer à tous la norme musulmane. Quand la coutume la contredisait ils devaient en empêcher l'application et se saisir des affaires douteuses. Il leur incombait aussi d'interdire toute cérémonie païenne et les dugukuñnasigi devaient réprimer à leur demande tout acte d'opposition.

L'inquiétude et la colère se répandirent aussitôt à travers l'Empire, tandis que la population ploiyait sous les exigences du souverain qui mobilisait toutes ses ressources pour la guerre de Sikasso.

Il reste difficile de mesurer les effets réels de ce bouleversement. Le régime théocratique a duré moins de deux ans et Samori se trouvait alors bloqué au Kénédugu, avec d'autres soucis que la destruction des coutumes. La tradition atteste que les marabouts appliquèrent la consigne avec zèle dans le noyau central de l'Empire et spécialement au Konyā. Les Kamara en ont gardé un souvenir exécrable : « les cadeaux des plaignants et le bon vouloir des juges étaient les mobiles de toutes les décisions. Ils se montraient toujours sévères et n'étaient tempérés que pour l'entourage de l'Almami, composé par les griots et les grands notables » (6). Cette corruption ne répondait certainement pas à l'attente de Samori, mais elle était inévitable dans une ambiance d'improvisation hâtive. Les marabouts ne touchaient aucune rétribution pour les charges nouvelles qui les accablaient. Dans sa hâte de marcher sur Sikasso, le souverain n'avait pas eu le temps de mettre en place des structures nouvelles. Il ne réussit donc qu'à soulever la fureur de ses sujets au moment où le poids de la guerre les écrasait. Les Konyanké n'auraient peut-être pas rejoint les insurgés en 1888 s'ils n'avaient pas fait l'expérience d'une bigotterie corrompue.

Ces mesures révolutionnaires n'auront pourtant qu'une incidence limitée. Il aurait fallu des années pour effacer réellement les coutumes de cet immense territoire.

Les Peuls du Masina avaient prouvé que la chose était possible, mais le temps ne leur manquait pas et ils travaillaient sur une population déjà profondément islamisée. Il semble bien que les ordres de Samori n'aient été suivis, en dehors du noyau central, que dans l'entourage des gouverneurs. La suppression des coutumes fut bien moins générale que l'interdiction des cultes animistes et la Grande Révolte de 1888 allait lui enlever toute signification.

Cet épisode malheureux trouvera alors sa conclusion. La théocratie sera enterrée discrètement et l'Almami reviendra au bon sens empirique qui avait fondé sa puissance. Jusqu'à sa capture, il limitera dès lors l'application de la coutume musulmane à sa famille et à la Cour. Les marabouts retourneront à leurs écoles et les dugukuñnasigi ne se soucieront plus que des « délits samo-

riens » et du bon esprit de leurs administrés. Dans les nouvelles conquêtes de l'Est il ne sera jamais question d'importuner les Sénoufo, Kulango ou Abrö, ni d'interférer dans leurs coutumes, si « folles » qu'elles puissent paraître aux musulmans.

NOTES

(3^me PARTIE - CHAPITRE 3)

(1) Cinq ans plus tard, le capitaine Williams portera un jugement analogue sur le pouvoir de Samori, mais on ne peut guère se fier à ce mauvais informateur : « Il est parfaitement despotique... ». « J'ai vu, partout où j'ai été, l'évidence du pouvoir de l'Almami. Ce qu'il dit est la loi, ce qu'il ordonne est strictement exécuté. Un regard, un froncement de sourcil et une vie est perdue ». (Co. 267 - 399).

(2) L'assemblée des chefs de lignées dans un kafu est de *nyö-dyé-nyoro*, mot à mot : réunion des (gens) asseis

(3) Il est possible que Samori n'ait adopté ce nom qu'après la prise de Kankan et qu'auparavant il ait employé celui de *nyö-dyé-nyoro* [3].

(4) Madigbè Dyabi fut envoyé pendant la guerre de Gbänkundo en mission auprès de Daloularé-Mori qui soumettait alors le Haut Nyädä (voir 2^me Partie, chap. VI). Il fut surpris avec une petite escorte et massacré par les Mara de Manimagä. Quand Péroz signale la mort au Kokoro, en 1885, de « Doro Dyabila, premier marabout de Samori », il le confond certainement avec ce mince personnage. Madigbè-Dogho Dyabi, originaire de Banämba (Sahel) était seulement le marabout de Kémé-Bréma [1, 10].

(5) Le nom grossièrement mutilé de Modi Dyara ne peut désigner aucun autre personnage.

(6) Nyamakala-Amara, « Amara le casté », ne sera jamais désigné ici comme Amara-Dyèli, car cet usage, qui était commun, risque de créer une confusion. Un troisième Dyabaaté, parent de Morifiñdyä et connu sous le nom d'Amara-Dyèli ou Madina-Amara, avait vécu dans l'entourage de Sérè-Bréma à la chute duquel il s'était rallié. Il avait joué un certain rôle militaire dans l'Est, dès 1884 et sera l'un des principaux lieutenants de Nyamakala-Amara en 1893-94, pendant l'Exode, avant d'être exécuté dans des circonstances obscures [10]. (Ci-dessous, 5^me Partie, chap. I).

(8) Si un conseiller possédait de nombreux captifs, il pouvait constituer une petite troupe de eofas qui rejoignait une armée combattante. Dans ce cas, tout le butin revenait, en principe, au propriétaire. Ansumana Kuyaté eura ainsi des hommes dans l'armée de Bilali, de 1895 à 1898.

Ansumana recevra en 1895 le village de Maaebogho avec toute sa population de race Dyimini (4 kilomètres est de Dabakala). Il y installera ses captifs personnels sous les ordres de Tuman Kamara et de Korunkä Konaté. Ceux-ci feront d'importantes cultures jusqu'au début de 1898, quand ils seront évacués sur Bori-Bana.

Quand leur présence n'était pas requise au Conseil, les conseillers séjournent souvent dans leurs hameaux de culture, à l'exemple de leur maître. Ansumana se rendait à Masébogho au moins une fois chaque semaine [10].

(7) La tradition nous rapporte une anecdote de ce genre pour la fin de 1896, peu après l'écrasement des Plabala (Pallaka). Kunadi-Kèlèbagha commandait l'armée de Pofiré (Ferkessédougou) sous les ordres de Morlay. Il essayait de rallier les Tagwana ainsi que les Pallaka réfugiés à Sikasso et aurait même écrit à Babèmba pour lui proposer la paix. Bilali, qui occupait, plus à l'ouest le pays Sénoufo, crut le moment venu de satisfaire sa rancune. Il l'accusa de se préparer à trahir et de manquer de considération pour Morlay. Samori convoqua alors Kunadi-Kèlèbagha et l'interrogea, en présence du Conseil, sur ses relations avec le Kénédugu. L'accusé se justifia aisément et le Conseil le jugea lavé de tout reproche.

Mais Samori n'était pas convaincu. Il interrogea en privé le griot de Morlay, Mamadi Kuruma, qui était de mêche avec Bilali et qui confirma toutes les charges, particulièrement l'insolence envers le fils de son maître. Samori, sans prendre l'avis de personne, ordonna alors d'exécuter Kunadi-Kèlèbagha et n'accepta d'y surseoir que sur l'intervention personnelle de Laafiya. Le lendemain, Morlay arriva à son tour et démentit toutes les accusations portées contre son lieutenant. L'Almami déclara alors en Conseil qu'on l'avait trompé et qu'il regrettait de s'être laissé aller à la colère.

Mamadi Kuruma recevra une balle dans le cou en juillet 1897 au siège de Numudagha. Comme il gisait, gravement touché, et qu'on cherchait un barbier pour l'opérer, Kunadi-Kèlèbagha lui envoya le sien et le blessé mourut sous sa main. Tout le monde pensa alors que cet accident masquait un crime [10].

(9) Ce mot vient de la racine arabe *mudd* qui dérive comme le français *muid* du latin *modius*. Le *mudé* contient à peu près 12 poignées de grain.

(10) Kokisi était un surnom. Nous verrons qu'il désigne traditionnellement l'arrière-garde (de *ko* : dos), chargée de la protection des femmes et du convoi. Par extension, il a fini par s'appliquer aux responsables du ravitaillement puis, d'une façon générale à celui de toutes les richesses du maître [10]. Binger l'emploie abusivement pour désigner, semble-t-il, les *bidiala-sigi* (1892, I, p. 89).

(11) Une certaine quantité de mil, destinée aux chevaux de Samori était gardée à l'intérieur de sa concession et échappait donc au contrôle quotidien des *bidiala-sigi* [10].

(12) Cet or, gardé jalousement dans la concession de l'Almami, a surexcité les imaginations. Le bruit courra à Touba, en 1898, que 400 captifs, répartis en couples, portaient 200 caisses chargées d'or avec des chaînes fixées à leurs cous. Cette immense richesse aurait été jetée dans le Bafin, près de Dwé, avec les quatre canons de Samori, quand ce dernier allait se retirer dans le massif des Dâ, au moment de la fuite ultime. Le seul fait certain est que le trésor saisi par Gouraud ne dépassera pas la valeur de 250.000 francs or.

(13) Nebout attestera que Fodé était encore en fonctions à la fin de 1897. Le *naafolo-mara-la* avait en effet le devoir d'héberger et de nourrir les hôtes étrangers.

Surakata Dyéli, qui est connu seulement par la tradition, n'a rempli ces fonctions que pendant peu de temps, en 1898 [14].

(14) Tyémogho Sogho, père de notre informateur Nāngé, était au nombre de ces travailleurs [693].

(15) Au cours d'une de ces tournées, Lāngamā Fali destitua Karamogho Soriba à Banānkura, et un autre marabout à Surimaya (Dyéné). Il fit par contre récompenser Ladyi Kalifa, de Karifamoriya, qui résidait à Dyimbala [10].

(16) Selon Péroz, Samori convoquait des élèves à l'improviste à Bisāndugu pour vérifier personnellement leurs connaissances. Le fait est très vraisemblable mais ce contrôle direct ne s'exerçait certainement que sur les kafu voisins de la capitale. Les gouvernements étaient le domaine exclusif des commissions.

(17) Pour l'échelle des peines traditionnelles, voir ci-dessous, 1^{re} Partie, chap. 2, note 115).

En cas de sévices corporels on infligeait la loi du talion : oreille coupée, œil crevé ou membre mutilé.

Les vols les moins graves, ou la résistance passive entraînaient 30, 50 ou 100 coups de chicote (en peau d'hippopotame tressée : *maali-gbola*). La mise aux fers ou plus souvent « aux bois » (*nèghè* ou *yiri-kulu*) ne pouvait excéder trois mois. Il n'y avait pas, bien entendu, de prison et le condamné était nourri par sa famille. Les vols les plus importants, surtout s'ils portaient sur les produits agricoles, étaient passibles d'une main coupée.

Le brigandage à main armée, le meurtre et le viol étaient punis de mort, ainsi que la rébellion, crime politique suprême. Ce châtement était toujours infligé par décapitation. Les traditions signalent quelques cas d'individus brûlés vifs dans de la paille mais il s'agit d'incidents de guerre, non d'exécutions régulières [192].

(18) Chaque *kèlètigi* avait bien entendu son bourreau personnel et, à l'exemple de l'Almami, il se gardait de condamner à mort sans avoir pris l'avis de son propre Conseil.

(19) Sadi Misa avait eu la gloire d'exécuter Nānténè Famudu et Saghadyigi. Dyōn-Tanatè-Ulé était chargé des missions lointaines avec le Dyugu-Fagha. C'est ainsi qu'il avait mis fin à la carrière de Tari-Mori. Il mourra de maladie à Dabakala peu avant la chute de son maître [1, 10].

(20) Samori, vêtu d'un boubou crasseux et la figure voilée, aurait circulé seul, la nuit, non seulement à Bisāndugu mais à Kankan. Quand il trouvait un groupe de gens assis autour d'un feu, il se joignait à eux dans l'ombre et écoutait leurs propos. Il n'hésitait pas à les provoquer, lançant à la cantonnade : « Ca Samori, il nous prend tout, quand nous laissera-t-il en paix ? ». Ceux qui l'approuvaient ne tardaient pas à être saisis et exécutés. [5, 12, 84].

CHAPITRE IV

L'ARMÉE

EN abordant les institutions militaires nous touchons au nœud vital de l'Empire bien que Samori ait toujours invoqué d'autres motifs que la volonté de dominer pour légitimer son hégémonie. La recherche fiévreuse d'une justification à son pouvoir, qu'il crut un moment trouver dans l'Islam, présente même un caractère pathétique mais, quelle que fût sa sincérité, il ne faut y voir que la quête d'un alibi.

Tout ce qu'il possédait avait été acquis par les armes et on ne peut nier que le nouvel Empire fût d'essence guerrière. Son armée n'était pas une institution marginale répondant à la nécessité de se défendre, elle était le noyau de la société nouvelle qui s'organisait. On a vu que Samori souhaitait qu'elle ne fût pas une fin en soi, mais il est évident qu'il ne sut pas l'empêcher. Toutes les structures gouvernementales que nous venons de décrire tendaient plus ou moins directement à entretenir cette armée et surtout à en accroître la force.

La construction politique apparaît donc comme un fait second, déterminé par la conquête militaire à laquelle elle resta toujours subordonnée. Leur ascension fut commune jusqu'à la crise de 1888, qui fit diverger brusquement leurs destins. L'Empire, profondément ébranlé, allait simplifier désormais ses structures et il recherchera un médiocre équilibre à un niveau inférieur, tandis que l'armée continuait à développer sa puissance au milieu des pires tourmentes pour atteindre un niveau inégalé à la veille de sa destruction.

Elle est donc bien au centre du phénomène samorien et il est juste de fonder sur elle tout essai d'analyse. Il est significatif que son organisation n'ait pas été le domaine réservé d'un conseiller spécialisé mais que tous, chacun à sa place, aient travaillé pour elle. Il est aussi remarquable qu'elle seule ait été capable de structurer l'espace conquis en donnant leurs cadres aux gouvernements militaires que nous étudierons bientôt.

A) RECRUTEMENT ET COMPOSITION

1°) LES SOURCES DE L'ARMÉE.

L'armée de l'Almami dérive, sans solution de continuité, de la petite bande de Dyala, mais celle-ci ne comprenait que des volontaires, parents et amis de Samori, ou jeunes gens en quête d'aventures profitables.

Dès qu'un accord fut conclu avec les Kamara, le jeune kèlètigi s'était trouvé à la tête de deux troupes bien distinctes. Il y avait d'abord la levée de tous les guerriers du Worōndugu, bientôt grossie par celle des kafu voisins, mais ces hommes restaient fidèles à leurs chefs coutumiers qui acceptaient seulement Samori comme commandant militaire. Leurs guerriers ne se rassemblaient qu'en cas de nécessité, car ils poursuivaient en temps normal leur vie d'agriculteurs. Et puis il y

avait toujours la troupe de Dyala, qui formait désormais le noyau d'une armée permanente, dévouée à la personne de son chef. Mais la composition de cette garde n'était plus celle de la bande primitive car chaque guerre accroissait le nombre des captifs de Samori. Il en mettait quelques-uns à la culture sur les champs que lui prêtaient ses « oncles », mais les plus solides étaient réservés aux armes. Ils prouvèrent vite qu'ils n'étaient pas les moins braves, ni les moins fidèles à celui qui les nourrissait, et la proportion de ces captifs allait croître sans cesse.

Il y eut toujours cependant des hommes libres qui se ralliaient au nouveau pouvoir par ambition. Ce fut le cas de nombreux jeunes Kamara en difficulté avec leurs chefs de famille et surtout d'hommes de caste, Dyèli ou Fina, souvent humiliés et insatisfaits, ou encore de dyula, toujours en mouvement et exposés à la ruine par leurs spéculations.

Captifs, requis et volontaires. — A partir de 1873, à Bisândugu, et jusqu'à la crise de 1888, les sources de ce recrutement n'ont guère varié, mais elles se sont accrues de façon extraordinaire, au rythme de l'Empire lui-même. L'élément essentiel était évidemment l'armée permanente car, dès que Samori échappa à la tutelle de ses « oncles », les levées de paysans — la « réserve » comme écrit Péroz — ne jouèrent plus qu'un rôle d'appoint.

Par la suite, jusqu'en 1898, le recrutement sera toujours assuré par des volontaires, des requis et des captifs, mais la place de ceux-ci sera désormais prépondérante.

Tous les hommes pris au cours d'une campagne étaient répartis entre les combattants et Samori. On a vu que celui-ci se réservait les plus jeunes et les plus solides, afin d'alimenter le corps des bilakoro, qu'il organisait à Bisândugu, et qui allait fournir la garde et les cadres de l'Empire. A mesure que se formeront des gouvernements militaires, chaque chef d'armée procédera de façon analogue pour se constituer une garde. Les autres captifs étaient attribués aux combattants pour qu'ils fassent des mâles en bon état physique leurs esclaves domestiques. Ceux-ci, dyō ou hilakoro selon l'âge, suivaient alors leur maître en campagne. S'ils avaient fait leurs preuves, vers 25 ans, le kèlètigi les affranchissait, en donnant en échange à leur maître un captif récemment pris. Il remettait alors au nouveau combattant l'équipement fixé par la coutume : un fusil, rarement un cheval (1). L'ancien vaincu était dès lors un sofa comme les autres, il ne tardait pas à acquérir ses propres captifs et, avec du courage et de la chance, toutes les ambitions lui étaient permises. Sa liberté subissait cependant une restriction grave : ayant été racheté par le kèlètigi — ou par l'Almami — il appartenait à ce dernier, ce qui lui interdisait à jamais de quitter l'armée.

Les prisonniers de guerre, pris les armes à la main, étaient évidemment, au départ, des captifs. Dispersés parmi les vainqueurs, ils se détachaient vite de leurs anciens loyalismes et se faisaient accepter comme égaux dès qu'ils donnaient la preuve de leur valeur. Cette confiance n'était pas toujours fondée : Fanyanama, lieutenant de Tyèba, pris dans la campagne qui suivit le siège de Sikasso, allait commander une troupe contre les Français en 1891 et 1892, mais il finira par désertir dans l'espoir d'être rapatrié (Humbert, p. 339).

Malgré leur condition d'hommes libres, les requis partageaient le destin des captifs. Chaque kafu en livrait un certain nombre lors du rituel de soumission et ils étaient traités en otages jusqu'au jour où le dépaysement et la fraternité du combat les assimilaient aux autres sofas (2).

La situation des volontaires était bien différente car ils avaient le droit de quitter l'armée chaque année à la veille du Ramadan, à condition de rembourser l'équipement qu'ils avaient reçu. Chacun d'entre eux avait été armé, en effet, de la même façon qu'un ancien captif et il jouissait des mêmes droits au partage du butin. S'il s'était présenté avec un fusil ou un cheval, ceux-ci lui avaient été aussitôt achetés par le kèlètigi.

Composition ethnique. — La structure ethnique de l'armée évoluera considérablement, sans se mouler cependant sur l'assiette géographique de l'Empire. Quand ils n'étaient pas des condamnés, les captifs venaient surtout des peuples vaincus. Les volontaires n'étaient pas seulement des sujets de l'Almami, car des ressortissants des pays voisins, et plus tard des régions occupées par la France, venaient souvent se présenter. Des gens du Futa-Dyalô, du pays de Kita et du Sahel de Niore figureront parmi les Samoriens. Malgré cette diversité, l'unité ethnique de l'armée restera très grande jusqu'à l'Exode de 1893. Le noyau initial formé de Malinké du Konyā et de Fula de la même région, avait assimilé de nombreux éléments de la même famille linguistique, c'est-à-dire des Manding de toutes les variétés : des Kurānko, Torōnké ou Sānkarānké, des Wasulunké analogues aux Fula et enfin des Bambaras. C'est seulement dans l'Ouest que d'autres ethnies apparaissaient. Les Dyalōnké sont encore des Manding très proches des autres Soudanais, mais les Témné et les Limba en sont profondément différents. Il est vrai que ces derniers ne fournirent que quelques captifs et presque aucun volontaire. On peut en dire autant, sur la frontière méridionale, des peuples de civilisation forestière comme les Kisi, les Toma, les Guéré et les Dā. Ces sociétés extrêmement cohérentes et closes ne livraient guère de déracinés prêts à chercher l'aventure, contrairement au monde manding. Les Kisi, fréquemment raziés, fournirent pourtant un certain nombre de captifs tandis que les Toma, souvent métissés de Konyānké, étaient, on l'a vu, particulièrement appréciés par Samori, qui parlait leur langue. Les quelques éléments qu'ils fournirent jouèrent toujours un rôle important dans son entourage.

Les peuples forestiers ou guinéens de l'Est resteront étrangers à l'Empire dyula qui les rencontrera après 1893. Ce seront généralement des voisins, non des sujets, et ils accepteront de se livrer à un commerce fructueux, mais ne se rallieront pas. Les Guro, Baulé, Añyi et même Abrō ne seront jamais présents dans les rangs samoriens. Les peuples de la Savane méridionale envahiront par contre l'armée, et en bouleverseront la structure ethnique. De nombreux captifs seront pris chez les Malinké du Worodugu et du Koro, entre Sassandra et Bāndama, puis chez les Sénoufo du sud, en-deçà de la ligne Boundiali-Korhogo, chez leurs parents Tagwana et Dyimini, enfin chez les Kulāngo, vassaux des Abrō. Des centres islamisés fourniront des volontaires, comme les Malinké du Koyara (Mankono), les Zërma de Marabadyasa, les Gondja de l'Ouest et les Dagari de Wa. Un dernier apport de captifs voltaïques aura lieu pendant la campagne de 1897 qui mènera les conquérants jusqu'à Bobo-Dioulassa.

Il faut cependant garder à l'esprit que le noyau de l'armée sera toujours formé par les hommes qui battaient en retraite depuis le Milo. De 1893 à 1898, le vieillissement n'éclaircira pas trop leurs rangs. Malgré les lourdes pertes subies de 1892 à 1895, les combattants de Samori resteront en majorité des Manding. L'apport voltaïque sera notable, surtout celui des Sénoufo, mais il ne prendra jamais la première place. Même dans la dernière phase, la plupart des volontaires seront encore des Malinké, en l'occurrence des Dyula des vallées du Bandama et du Comoé.

Ces dernières années seront d'ailleurs fort peu caractéristiques. En les négligeant, il est permis de conclure que l'armée régulière de Samori, bien que tous ses membres aient été à divers titres des déracinés, présentait une homogénéité ethnique exceptionnelle. Elle aurait pu prendre un véritable caractère national si l'Empire s'était stabilisé.

Les levées annuelles. — Le cas des levées ou, si l'on préfère, des réserves est naturellement bien différent. Nous le connaissons d'ailleurs fort mal, car ces éléments occasionnels et marginaux n'ont guère retenu l'attention de la tradition samorienne, et les traditions locales qui en gardent le souvenir sont assez peu cohérentes. Il ne semble pas que des conditions uniformes aient régné dans tout l'Empire. Péroz, le seul Européen qui en parle, simplifie outrageusement, selon son habitude. Samori aurait, d'après lui, institué une mobilisation en deux bans. Le pre-

mier ban aurait appelé un homme sur dix valides. En temps de paix, ces recrues restaient six mois chez elles à l'époque des cultures, donc de juin à novembre, ce qui coïncidait avec la trêve des pluies. Pendant les six autres mois, ils devaient se présenter au moins deux fois à leur garnison, qui les gardait ou les renvoyait selon les besoins. En cas de « guerre importante » on levait le deuxième ban, soit un homme sur deux, à l'exception des chefs de famille (*lutigi*), pour la durée des hostilités (1889, p. 408). Ils étaient alors nourris par leurs villages.

La tradition samorienne confirme partiellement ce qui concerne le premier ban. La proportion d'un homme sur dix ne paraît pas avoir été constante, mais elle est attestée dans le Wasulu, soumis en 1882. On nous dit généralement que le contingent de chaque kafu était fixé en valeur absolue, non en pourcentage, par le conquérant qui recevait sa soumission, que ce fût Samori en personne ou un *kèlètigi*. Les *dugukuñnasigi* dirigeaient chaque année ces hommes sur leurs garnisons, vers le mois de décembre, car la fin des récoltes coïncidait justement avec l'époque où l'on avait besoin de renforts pour les petites guerres frontalières (3). Ces jeunes gens rejoignaient donc le Foro-Ba, s'ils habitaient dans le centre de l'Empire, ou bien pour les zones périphériques, la résidence du *kèlètigi* de leur gouvernement. Ils recevaient des fusils, mais ils devaient se pourvoir eux-mêmes d'armes blanches, et leur nourriture était envoyée par leurs familles.

Ces recrues rendaient leurs fusils avant de rentrer chez elles et ne subissaient aucun entraînement, mais elles étaient réparties par groupes de dix, sous les ordres de sofas de confiance. Comme ces derniers comandaient chaque année les mêmes hommes, ceux-ci finissaient par former une troupe assez cohérente, et il arrivait que certains d'entre eux, mis en goût par le butin, s'engageaient dans l'armée permanente au lieu de regagner leurs villages.

Cette tentation ne devait pas être négligeable, puisque des habitants des villages musulmans se portaient souvent volontaires, bien qu'ils fussent exemptés de droit. Il est vrai qu'il s'agissait parfois de lettrés, qui avaient alors l'espoir de faire une brillante carrière.

Deuxième ban ou levée en masse. — Il nous faut à présent aborder le problème du deuxième ban, mais il est fort obscur car la tradition paraît ignorer cette institution. Il semble que Péroz l'ait confondu avec la levée en masse qui, elle, est bien connue (4). Elle n'avait lieu ni pour les guerres frontalières, ni pour les guerres de conquête, mais seulement en cas d'invasion. Si l'ennemi s'enfonçait alors en territoire samorien, les *dugukuñnasigi* ordonnaient aux chefs de réunir tous les hommes valides, car les sujets admis à boire le *dègè* n'avaient pas été désarmés. Equipés et nourris à leurs frais, ils se formaient eux-mêmes en groupes de combat selon leurs coutumes. C'est évidemment une levée de ce genre que nous décrit Péroz en 1886. Les gens du Dyuma avaient été mobilisés à l'approche des Français, et leur masse désordonnée offrait un violent contraste avec les phalanges ordonnées des sofas sur l'esplanade de Kényéba-Kura. « De l'autre côté sont rangés un peu pêle-mêle, mais en groupes distincts les guerriers représentant les peuplades voisines et qui ont été appelés à Kinyéba-Koura pour cette cérémonie. Au contraire des chefs de l'armée de Samori, qui sont à cheval, les leurs sont à pied devant leurs troupes, leurs montures tenues en main en arrière des guerriers. » (Rapport Tournier, p. 6). Ils possédaient un petit nombre de fusils, mais surtout des arcs, des flèches et des armes blanches. Leur seul élément d'unité était dû à l'uniformité des traditions militaires dans l'ensemble du monde malinké, mais leur efficacité était très médiocre.

Cette levée en masse n'eut lieu que très rarement, si l'on excepte des cantons frontaliers qui affrontaient les razzias de Sikasso ou des Toucouleurs. Elle ne servit guère qu'à harceler les Français et à réprimer la Grande Révolte de 1888.

Toutes ces formes de mobilisation n'avaient de valeur que dans le cadre du vieil Empire, qui s'efforçait de créer un esprit quasi-national. Elles supposaient un réseau administratif serré qui allait disparaître en 1888. Après l'Exode de 1893, elles sortiront de l'usage dans les territoires de l'Est. L'armée de Samori y sera plus puissante que jamais, mais elle se réduira aux éléments plus ou moins permanents. La levée en masse n'avait pas de raison d'être chez les peuples allogènes, qu'on se contentera désormais de maintenir sous le joug, sans chercher à les intégrer à une société nouvelle.

La cavalerie. — Si nous considérons à présent la cavalerie, son recrutement paraît obéir à des règles analogues. Le noyau de chaque troupe était fourni par les familiers de son chef, grossis par des esclaves de confiance, et des combattants qu'il avait distingués. Tous étaient, bien entendu, montés à ses frais. Le kèlètigi achetait les chevaux des volontaires qui se présentaient montés, et les intégrait aux unités déjà constituées.

Tel est le tableau simple que brosse la tradition, mais Péroz brouille tout en nous parlant d'une « milice volontaire » qui aurait été formée par les sujets riches, capables d'entretenir un cheval et désireux d'éviter d'être appelés comme simples piétons lors de la mobilisation du « premier ban ». Cela est parfaitement absurde. Sauf vers Bougouni le cheval était trop rare dans l'Empire pour être le symbole d'une classe riche et guerrière. C'était le privilège de rares chefs et notables, généralement hors d'âge et bien incapables de combattre. Nous verrons qu'en cas d'urgence l'Almami n'hésitera pas à réquisitionner leurs chevaux. Le faible contingent que chaque Kafu devait fournir annuellement était généralement levé parmi des gens d'humble condition, car il était soumis à une enrégimentation sévère, et les familles « nobles », même guerrières, y voyaient une disgrâce voisine de la captivité. Si des jeunes gens se présentaient pourtant au rassemblement annuel avec un cheval, ils étaient nécessairement fils de notables, et le kèlètigi les plaçait pour quelques mois dans sa troupe de cavaliers. Il eût été politiquement dangereux de leur faire encadrer les recrues de leur kafu. Cet appoint était temporaire, en tout cas certainement de faible importance, et l'interprétation de Péroz est tout à fait abusive.

Il arrivait par contre que des familles importantes remettent leurs enfants en otages aux kèlètigi ou à Samori lui-même. On a vu que celui-ci les plaçait dans la troupe de ses fils, dont ils partageaient l'éducation. Celle-ci terminée, si le jeune homme ne rentrait pas chez lui, il combattait nécessairement à cheval, dans la cavalerie de son maître, à moins que celui-ci ne lui confiât un commandement.

La levée en masse n'intéressait pas la cavalerie. Chaque kafu mobilisait selon ses traditions, et celles-ci excluaient les troupes montées, du moins dans le domaine que nous étudions.

Les armées vassales. — Ce tableau ne serait pas complet si on négligeait un dernier élément, bien distinct de l'armée samorienne, mais qui joua parfois un rôle important : à savoir, les troupes vassales ou, si l'on préfère, alliées. Elles appartenaient à des chefs ralliés de bon gré à l'Almami, et échappaient en conséquence au système administratif de l'Empire. Elles ne devaient donc obéissance qu'au souverain lui-même, bien que ses ordres fussent parfois transmis par l'intermédiaire du kèlètigi le plus proche. Elles conservaient en conséquence leurs spécificités en matière de recrutement, de tactique et d'armement, et elles poursuivaient souvent, sur leurs frontières, des guerres particulières avec la permission de Samori. Ces formations autonomes n'étaient pas soumises à la routine militaire de l'Empire, mais elles devaient répondre aux appels de l'Almami. Celui-ci avait recours à elles dans les occasions graves, mais il ne contestait jamais leur personnalité et leur autonomie tactique sur le champ de bataille.

L'une au moins de ces armées vassales était fort puissante et son organisation rappelait celle du conquérant. Il s'agissait bien entendu de celle des Turè d'Odienné, qui menèrent longtemps une politique particulière en Haute Côte d'Ivoire (5). On a vu qu'ils n'aidèrent Samori qu'accessoirement en Pays Bambara et qu'ils intervinrent trop tard devant Sikasso, mais ils allaient bientôt l'entraîner sur le Bandama à la poursuite de Vakuru Bamba. Leur Faama, Mangbè-Amadu emmènera une partie de ses troupes au Dyimini et celles-ci combattront avec l'Almami de 1893 à 1898, mais elles seront alors dispersées en plusieurs groupes et sans véritable autonomie.

Tout le long des frontières de l'Empire, des petites troupes mal intégrées à l'armée jouirent d'un statut analogue, à une échelle plus modeste. Quand il s'agissait de conquérants musulmans comme Fodé Dramé au Sānkarā, ou Mori-Sulèmani au Kisi, elles perdirent assez vite leur personnalité et se fondirent dans les rangs des Samoriens. Quand elles appartenaient à de vieilles familles respectées, le nouveau souverain les laissait en paix, pour peu qu'elles fussent fidèles. Ce fut le cas des Sānkarānké de Dalaularé-Mori et des Kurānko de Dēnda-Soghoma avant la révolte de 1888, de Kisi-Kaba dans le Farmaya et de Kamān-Kyékura en pays Toma jusqu'à son ralliement aux Français en 1892 (6). Les Sakuraka du Mau, de leur côté, ont poursuivi à la même époque la conquête du Pays Dā avec l'accord tacite, mais sans l'aide de Samori (Touba et Man, Côte d'Ivoire).

Après 1893, l'Empire se contentera d'une administration plus fruste, aussi les armées alliées garderont-elles une certaine importance. Celles des Malinké du Worodugu (Séguéla) et des Sénoufo de Korhogo ne joueront qu'un rôle de gardes frontières. En revanche, celle du Koyaradugu (Mānkono), la petite troupe des Zërma de Marabadyasa et la fraction ralliée du Dyimini combattront avec les conquérants jusqu'au bout. L'armée des Sénoufo du Ngwèlé, placée sous les ordres de Kunadi-Kèlèbagha, jouera un rôle essentiel dans l'écrasement des Plabala (Palaka) et dans la grande offensive sur Bobo en 1897. A l'est de la Volta, un parti Gondja se joindra à Sarānkèñyi-Mori et ne l'abandonnera qu'après l'évacuation de Bouna (novembre 1897). Un court instant, en 1896, les puissants Zërma du Gurunsi paraîtront eux-mêmes s'intégrer au système samorien, à qui ils pouvaient ouvrir les portes du Mosi.

Ces contingents allogènes ne coûtaient rien à l'Almami et lui apportaient une aide souvent très appréciable. En retour, le conquérant leur abandonnait tout le butin qu'ils avaient pu prendre et partageait celui qui avait été saisi en commun.

2°) EFFECTIFS.

Après avoir passé en revue les éléments de cette puissance militaire qui a dominé le Haut-Niger durant un quart de siècle, nous pourrions en mesurer la force réelle si nous en connaissions les effectifs. C'est là malheureusement un problème quasi insoluble, faute de données sûres, et aussi difficile en tout cas que celui de la population de l'Empire. Chaque kèlètigi avait sans doute une idée précise de son armée permanente, à la rigueur du « premier ban » de son Gouvernement, mais certainement pas de la levée en masse. Samori lui-même eût été assurément incapable d'en chiffrer l'ensemble et n'avait qu'une idée vague des armées vassales. La tradition orale, si précise qu'elle soit, ne donne jamais de chiffres, ou alors ceux-ci sont symboliques. Les visiteurs européens, en admettant qu'ils fussent sincères et bons observateurs, n'ont jamais observé que quelques aspects locaux de la réalité. Quant aux rapports militaires qui décrivent l'ennemi au combat, on sait à quelles exagérations ils se laissent aller.

La position du chercheur est donc ici bien difficile. Tout ce qu'il peut faire est de recueillir quelques bribes d'informations, de les peser soigneusement et d'en tirer des conclusions raisonnables, dont le caractère hypothétique devra toujours rester à l'esprit.

Nous disposons, en matière de données chiffrées, des notations fantaisistes de Péroz, des affirmations péremptives de Binger et d'éléments isolés dispersés à travers d'innombrables rapports. Ceux-ci sont évidemment les plus précieux, dans la mesure où ils se recoupent, mais les seuls qui soient vraiment précis et sûrs ne concernent que la chute de l'Almami, c'est-à-dire la fin de 1898.

Données éparses. — Pour la période ancienne, nous possédons un certain nombre de chiffres sérieux, mais ils concernent des corps de parade, hautement spécialisés, que les visiteurs pouvaient dénombrer à l'occasion des défilés. C'est ainsi que la garde de Samori comptait 50 (Péroz) ou 56 membres (Binger), et que les bilakoro étaient environ 500. Quant aux sofas de Dahadugu, adversaires redoutables entraînés à l'euro péenne, les Français en ont suivi attentivement la croissance, qui porta leurs effectifs de 60 en 1891 à 640 en 1893.

Ce sont là des gouttes d'eau dans la mer et elles ne nous permettent pas de mesurer l'ensemble de l'armée samorienne, comme il serait nécessaire pour apprécier l'impact de la guerre sur les populations de l'Empire.

Les premiers chiffres globaux viennent du rapport Tournier, c'est-à-dire de Péroz, en 1836. Selon lui, Samori disposait de 50.000 fantassins et 4.000 cavaliers, y compris les deux bans et les alliés (7). En 1889, dans son livre, il estime le premier ban à 4 ou 5.000 hommes, et le second à seulement 10.000, en raison d'une mauvaise surveillance de la levée. Gallieni, qui n'avait pas d'autre source, s'est contenté de reproduire ces chiffres. Ces données sont cependant parfaitement arbitraires. Péroz précise lui-même que les 50.000 hommes sont dispersés à travers tout l'Empire, si bien qu'il n'a pu les observer. Sur quoi se fonde-t-il donc puisqu'il n'avait encore rencontré, quand il écrivait, que les armées assiégeant Nyagasola et le rassemblement de Kényéba-Kura ? Quant à l'effectif des premier et deuxième bans, il le calculait en appliquant à la population supposée de l'Empire le pourcentage arbitraire qu'il leur avait fixé. Au lieu de nous fournir des données sérieuses, cet auteur nous enferme donc dans un cercle vicieux.

En 1887, Binger estimait la population de l'Empire à 280.000 habitants et l'armée qui attaqua Sikasso à 6.000 combattants, 3.000 sofas étant en outre dispersés dans des petites garnisons (1892, T. I, p. 122). Le deuxième chiffre est seul fondé sur l'observation, et la tradition nous invite à le corriger. On verra plus loin que le premier est à rejeter, si bien que le terrain se dérobe une fois de plus sous nos pas.

Dans son remarquable rapport sur la campagne de 1892, Humbert nous donnera de nombreux chiffres, mais aucun ne sera global, ce qui honore d'ailleurs le bon sens de l'auteur. Il en ira de même pour Nebout en 1897. De Lartigue, en 1898, nous donnera l'effectif de la capitulation, mais l'armée vaincue aura alors subi une famine effroyable durant trois mois de retraite hallucinante, et nous ignorons combien d'hommes elle venait de perdre.

Importance moyenne d'une armée. — Il faut donc en prendre notre parti. Aucune source ne nous fournit l'effectif des armées samoriennes, mais il est possible de déterminer leur ordre de grandeur par une approche lente et modeste. De très nombreux renseignements partiels, confirmés par la tradition, nous éclairent sur l'effectif approximatif d'armées ou de détachements bien déterminés. La tradition elle-même nous permet de savoir combien d'éléments analogues existaient à travers l'Empire à un moment donné, si bien qu'un calcul paraît possible. Cette approche ne sera pourtant valable que si nous savons éviter un dernier piège.

Les chiffres français doivent être traités avec suspicion quand ils prétendent mesurer des masses d'assaillants, et il est surtout difficile de savoir entre quelles unités étaient répartis ceux-ci. Les formations de combat qualifiées de *kèlè*, c'est-à-dire de colonne ne correspondaient ja-

mais aux kèlè, ou armées territoriales, qui tenaient chacune un gouvernement et dont l'effectif peut seul nous permettre d'extrapoler à l'ensemble de l'Empire. Par ailleurs, si remarquable que fût l'organisation de l'armée samorienne, ses unités n'étaient pas définies par un effectif constant, mais seulement par un ordre de grandeur. En tenant compte de ces incertitudes, il est possible d'avancer des chiffres mais leur valeur restera toute relative.

Il ne faut pas demander à la tradition plus qu'elle ne peut nous donner. Elle permet de déterminer le nombre des armées territoriales qui existaient à un moment quelconque de cette histoire, mais non la composition exacte de l'une ou l'autre d'entre elles.

Borgnis-Desbordes combattit 4.000 sofas à Kéñyérā en 1882. A la veille de cette campagne, il avait justement chiffré la cavalerie ennemie à « 19 escadrons de 50 chevaux chaque », soit près de 1.000 hommes, mais ce dernier chiffre paraît bien élevé (8). Samori n'avait encore organisé que deux gouvernements militaires et le but de la campagne était d'en mettre en place un troisième. La puissance de Saghadyigi le gênait sur sa frontière du Sud et, à la demande de Sarānkēñyi, il avait renvoyé de gros effectifs sur le Haut Milo afin de parer à toute surprise. De son côté, l'armée de Damisa était retournée sur le Niger sans attendre l'issue du siège.

Borgnis-Desbordes n'a donc affronté qu'un tiers des forces samoriennes et, si nous acceptons ses chiffres, le conquérant aurait alors disposé de 12.000 combattants, sans compter la cavalerie. Il est probable qu'il s'agissait là de l'armée permanente grossie des levées de l'année (le « premier ban » de Péroz) car il n'y avait eu aucune levée en masse.

Si nous sautons quelques mois, nous voyons Kémé-Brèma attaquer Bamako avec 3.000 hommes. Comme il agissait sans ordres et n'avait reçu aucun renfort du Sud, cette troupe devait représenter le gros de l'armée de Faraba, alors en cours de recrutement. Samori avait alors mobilisé toutes les forces disponibles pour son combat à mort contre Saghadyigi, mais les Bambara et Wasulunké à peine soumis n'avaient fourni que peu d'hommes. Le chiffre de 15.000 pour l'ensemble des armées paraît donc vraisemblable.

Pour les années suivantes, le poste de Bamako nous renseigne, souvent avec d'extrêmes détails, sur les effectifs de Kémé-Brèma et ceux des petites garnisons qu'il entretenait sur les deux rives du Niger (9). Nous pouvons donc affirmer que l'armée de Faraba disposait alors de 5.000 combattants, durant les années de sa croissance qui coïncident avec l'apogée de Samori. Après la chute de Gbānkundo, le Tukoro et les confins du Toma s'étaient ralliés, tandis que se formaient deux nouveaux gouvernements militaires : celui du Mafindi-Kabaya sur les frontières de la Sierra Leone et celui de Bafagha face au Kénédugu. Ce dernier coiffait la colonne autonome d'Amara Dyéli, qui opéra un instant sur le Haut Bagoé. Le centre de l'Empire, dont Samori gardait l'administration, entretenait le Foroba, qui connut alors des effectifs très élevés sous les ordres de Manigbè Mori.

En ces années de plénitude, l'Almami contrôlait donc les armées de cinq grands gouvernements, sans compter celles des « Grands Vassaux ». On peut admettre que toutes ces formations égalaient en nombre celle de Faraba car les sources Britanniques confirment le chiffre de 5.000 pour l'armée de Langamā-Fali, dans l'Ouest (10). Leur effectif total aurait alors atteint 25.000 hommes, mais ce chiffre doit être considéré comme un minimum si l'on considère que le Foroba dépassait sensiblement les armées territoriales. Frey lui donne 8 à 10.000 hommes en 1885, et nous acceptons le premier de ces chiffres (11).

Si l'on néglige cette exception, il paraît établi que le kèlè, unité stratégique de l'armée samorienne, comptait environ 5.000 combattants. Ce chiffre se retrouvera pendant toute cette histoire, et on peut admettre qu'il était déterminé dans une certaine mesure par des facteurs techni-

ques, comme les servitudes du ravitaillement. Une troupe de 5.000 hommes entraînait en déplacement d'un nombre égal de non combattants, et nous verrons qu'une telle foule exigeait 330 porteurs par jour pour être nourrie correctement. C'était là pour l'ancien Soudan un seuil difficile à franchir.

Il le sera pourtant sur les terres de la Volta, dans les dernières années de cette histoire. La grande armée de l'Est, sous les ordres de Sarānkényi-Mori comptera alors 8.000 combattants, car Samori plaçait en elle ses derniers espoirs et cette puissante unité prenait dans une certaine mesure le relais du Foroba morcelé.

Pour de brèves périodes, Samori avait d'ailleurs largement dépassé cette norme quand il faisait converger plusieurs kèlè sur le même point. C'est ainsi qu'il procéda pour repousser les Français en 1885, bien que la menace de Tyèba ait retenu quelques troupes sur la frontière orientale. Péroz affirme qu'il réunit alors 20.000 hommes et 1.000 cavaliers devant Nyagasola, mais on sait qu'un souffle épique emporte volontiers cet auteur, si bien que ses affirmations ne peuvent être acceptées sans examen (12). Nous savons que pour cette offensive, Samori avait ajouté le Foroba aux armées de Faraba et de Damisa. Ces deux dernières unités comptaient sans doute 5.000 hommes chacune, cavalerie comprise, et le Foroba ne devait pas en avoir davantage au combat, car il assurait aussi la garde de Bisāndugu et du Konyā. Le chiffre de Péroz paraît donc excessif, et l'on fait encore la part belle aux Samoriens en leur donnant 15.000 hommes devant Nyagasola. Deux armées, celle de Bafagha, alors à moitié détruite par Tyèba, et celle de l'Ouest, n'étaient pas intervenues, si bien qu'on peut admettre que l'Almani disposait alors d'un total de 25 à 30.000 hommes.

Une fraction du Foroba se dirigea bientôt contre Tyèba, et Frey ne trouva plus qu'environ 5.000 hommes sur la rive gauche du Niger (13). Samori en massa par contre environ 14.000 pour recevoir Tournier à Kényèba-Kura tandis que, par précaution, une grande partie de l'armée de l'Ouest remontait jusqu'à Arafoéla, dans le Sankarā.

De la crise de Sikasso à l'exode. — De 1887 à 1888, c'est le drame de Sikasso (14). On a vu que l'armée assaillante comptait sans doute deux fois plus d'hommes que ne le crut Binger, car une grande partie d'entre eux était éloignée pendant les périodes calmes pour alléger le poids écrasant du ravitaillement. Compte tenu des pertes qu'il comblait régulièrement, Samori paraît avoir employé de 18 à 20.000 hommes devant Sikasso, mais ils ne furent jamais réunis au même moment. La tradition atteste des levées massives dans presque tout l'Empire, même si elles n'atteignaient pas les 10 % de Péroz. Tout bien considéré, il paraît raisonnable d'accepter un total général de 30 à 35.000 hommes pour le début de la guerre. Plus de la moitié d'entre eux auraient participé d'une façon ou de l'autre au siège.

Si nous sommes dans le vrai, l'armée de Samori, à l'apogée de l'Empire et mobilisée pour cette crise grave, réunissait environ un quarantième de la population (voir Appendice III). Cette proportion est très forte pour un Etat africain, étant donné qu'il n'y eut pas de levée en masse, et qu'une grande partie de ces hommes dut aller combattre au loin (15).

Après les pertes terribles du siège et de la Grande Révolte qui suivit, la puissance de l'Almani atteindra un instant son niveau le plus bas. Les débris des armées de Faraba et Bafagha ainsi que ceux du Foroba, constitueront un instant ses seules forces. Ces unités étaient réduites à leur plus simple expression, si bien qu'elles ne comptaient certainement pas les 15.000 hommes de la norme. Archinard se trompera en sens contraire, en octobre 1888, quand il estimera à seulement 4.000 hommes les troupes que conservait son partenaire. En 1891, au moment d'attaquer, il parlera de 10.000 sofas et 3.000 cavaliers.

Grâce aux renseignements de Bamako, nous pouvons affirmer que l'armée de Faraba retrouva l'effectif de 5.000 hommes dès 1890, et il en allait sans doute de même pour celle de l'Ouest (16). Les informations de source française vont désormais se multiplier, grâce à l'agression d'Archinard, puis à la campagne de Humbert et à celle de Combes (1891, 92, 93). L'armée qui affrontera alors les Français sera d'ailleurs bien différente de celle qui avait échoué à Sikasso. Armée et entraînée à l'euro-péenne, elle se révélera un adversaire redoutable, comme le combat de Dabadugu le révélera dès le départ d'Archinard (septembre 1891) (17). Dans sa lutte frontale contre Humbert, Samori lancera surtout des combattants d'un type nouveau, munis d'armes modernes et essayant de manœuvrer à la façon des tirailleurs. Leur nombre sera relativement faible, 1.000 à 2.000 pour les principales batailles, soit à peine supérieur à celui de l'envahisseur (18). Les renseignements abondants et précis de Humbert se limitent à cette élite, aussi savons-nous peu de chose des unités armées à l'ancienne mode, qui restaient en retrait ou combattaient sur des fronts secondaires. Rien ne nous permet de dire quelle fraction de l'ensemble représentaient les unes et les autres (19). Sur les 4.000 armes modernes que possédait alors Samori, 3.000 paraissent avoir été opposées aux Français avec un nombre indéterminé de fusils à pierre.

Trois gouvernements militaires subsistaient alors, en dehors du Foroba, mais nous ignorons s'ils disposaient encore de l'effectif normal de cinq mille hommes. Si c'était le cas, on aurait un total de 20.000 combattants, dont 4.000 munis d'armes modernes. Mais nous avons de fortes raisons de croire que beaucoup d'armées étaient réduites à peu de chose. Celle de Sékoba, qui s'ouvrait péniblement la route du Bandama, n'était qu'une petite colonne, et c'est seulement après l'hivernage de 1893, quand Amara-Dyèli sera chargé de coordonner l'Exode vers l'Est, que nous trouverons une force de 8.000 hommes, due au regroupement de plusieurs armées (20). Samori lui-même en aura beaucoup moins quand les Français le surprendront à Ntèntu (21).

Après la Grande Révolte, les deux tiers de l'Empire étaient ravagés et une émigration continue allait en dépeupler le reste. Ce domaine ruiné ne sera plus capable de nourrir les énormes effectifs que les progrès de l'armement rendaient d'ailleurs inutiles. Il serait surprenant que la totalité des forces samoriennes ait dès lors excédé 10 à 15.000 hommes.

Dans l'Est. — Quoi qu'il en soit, elles allaient connaître une nouvelle réduction massive pendant l'exode du fait des désertions, et surtout de la démobilisation systématique à laquelle procédera alors Samori. L'armée se repliera en bon ordre sur le Bandama et le Comoé, au milieu d'un bouleversement extraordinaire et d'une famine très grave, mais elle sera réduite à un noyau. Combien d'hommes comptera-t-elle alors ? 10.000 peut-être, mais ce chiffre n'est fondé sur rien de précis. La modernisation de la tactique restait un fait acquis et cette petite troupe infligera une leçon sanglante aux gens de Sikasso quand ils tenteront de troubler sa retraite. Nous connaissons ces événements avec précision grâce à la tradition, mais ils échappent à toute évaluation quantitative (22). Quand l'Empire se stabilisera dans son nouveau domaine, en 1895, de nouveaux chiffres vont cependant se présenter à nous. Lors de la colonne de Kong, Monteil parlera de 10.000 ennemis concentrés à Sokala, mais ce chiffre paraît excessif, car il se heurtera seulement à 2.000 fusils à tir rapide, dont l'efficacité sera d'ailleurs redoutable. Selon le colonel, les Samoriens seront alors répartis en cinq colonnes, mais il s'agit sans doute de formations opérationnelles, donc éphémères et non d'armées stabilisées (23).

Quand l'Almami organisera son nouveau territoire, il le divisera seulement en trois gouvernements militaires, y compris le noyau central qu'il se réservait (Dyimini-Dyamala). Celui de l'Ouest sera partiellement dédoublé en 1896 quand Bilali s'installera chez les Sénoufo à l'ouest du Bandama (24). Nous ignorons malheureusement les effectifs des troupes qui tenaient ces régions et qui auront à combattre durement (Plabala, ou Pallaka, révolte des Sénoufo du Sud).

Les chiffres vont se multiplier à partir de 1897 et désormais nous n'en manquerons plus. L'armée de l'Est que Sarankèñyi-Mori mènera au Gondja puis, en décembre 1896, à Bouna, sera de loin la première par l'armement comme par les armes. Elle devait ouvrir à Samori « la route de la Mecque » ou du moins celle du Mosi. Elle écrasera la colonne d'Henderson, en mars 1897, avec 7.000 combattants (25) et celle de Braulot à Bouna, cinq mois plus tard, avec 8.000 hommes. Quand Nebout visitera Samori à Dabakala quelques semaines plus tard, il ne trouvera que 1.600 hommes autour de son hôte (26). Quand à l'armée de l'Ouest, qui prendra une part brillante à la marche sur Boho, nous ignorons absolument ses effectifs. On peut attribuer, très arbitrairement, 5.000 hommes à ses deux sections.

L'un dans l'autre, en incluant les petites armées vassales du Koyara et du Dyimini, nous devons finalement retrouver un chiffre voisin de 15.000. Il y aura donc une certaine remontée des effectifs, due à l'organisation des nouvelles conquêtes.

Sarankèñyi-Mori assiègera bientôt les Français dans Kong avec 2.000 hommes, mais il laissera les moins bons combattants de son armée en retrait pour couvrir Dahakala.

Malgré les pertes qu'il subira dans cette affaire après celles de la campagne de Bobo, c'est avec une armée intacte que Samori commencera un peu plus tard sa dernière fuite vers la Forêt.

En juin 1898, les autorités françaises estimeront l'ennemi à 12.000 hommes dont un tiers muni de fusils à tir rapide et 2.000 cavaliers. En juillet, à Dwé, de Lartigue se heurtera à 3.500 combattants, mais sa retraite précipitée l'empêchera de dénombrer l'ensemble de l'armée. Enfin, en septembre, quand tout s'effondrera, il capturera environ 11.000 sofas, et ce déficit d'un millier d'hommes s'explique facilement par la terrible famine qui venait de frapper les fuyards en retraite dans les monts des Dā. Les civils, qui suivaient en foule immense, lui avaient d'ailleurs payé un tribut bien plus lourd que les combattants.

Une courbe sinueuse. — Ainsi donc, avec beaucoup d'hésitation et en rappelant qu'il s'agit d'hypothèses, on peut construire une courbe vraisemblable des effectifs de l'armée samorienne. Partie de 15.000 hommes au moment où l'Empire se forme, elle fait plus que doubler, atteignant peut-être 35.000 lors du court apogée de la guerre de Sikasso. Cette masse se disloquera soudain pendant la Grande Révolte (1888-1889) et ce sera une petite troupe énergique qui reconstruira l'Empire. Celui-ci ne sera plus jamais en état de supporter les grandes armées de jadis, car il était transformé en semi-désert. La modernisation radicale de l'armement et de la tactique, permettait d'ailleurs de se contenter d'effectifs réduits, si bien que l'armée connaîtra alors sa plus grande puissance. Après l'épreuve de la guerre française, c'est une troupe homogène douée d'une énergie de fer qui prendra la route de l'Est en 1893, mais elle comptera sans doute à peine 10.000 hommes. Elle traversera intacte les épreuves de cet exode, écrasera tous ceux qui voudront lui barrer la route et infligera même à la colonne Monteil un échec sans précédent.

Renforcé par de nouvelles recrues, ce dur noyau tiendra jusqu'en 1898 et se dissoudra seulement dans les horreurs de l'ultime retraite. Durant cette stabilisation tardive, l'armée samorienne ne sera plus un instrument politique, mais une fin en soi. Ceci explique que ses caractéristiques et ses dimensions soient restées immuables. Elle se bornera désormais à assurer l'obéissance des vaincus pour lesquels son maître ne nourrissait plus aucun dessein politique.

Cette évolution qualitative et quantitative est évidemment inséparable des transformations de l'armement et des méthodes de combat, qui ont progressivement écarté les Samoriens des normes traditionnelles du Konyā.

B) ÉQUIPEMENT ET ARMEMENT

1°) VÊTEMENTS ET ARMES PERSONNELLES.

Un habillement personnel. — L'armée de Samori, comme toutes celles de l'ancienne Afrique, ignorait l'uniforme. On pourrait s'y tromper en lisant Péroz car celui-ci a une fois de plus lâché la bride à son imagination. Pour ses lecteurs français, l'idée même d'une troupe sans uniforme était inconcevable, aussi ne manqua-t-il pas de leur en présenter un. « Pour les fantassins, écrit-il, l'habillement consiste en un bonnet, un sarrau étroit, en étoffe jaune du pays, coupé en écharpe par un cordon rouge supportant le sabre, un large pantalon serré à la cheville (en réalité, sous le genou), et des sandales. Le costume des cavaliers se compose de : un grand chapeau orné d'une touffe de lanières de cuir, posée sur un turban, un sarrau jaune rayé de bandes noires et constellé d'amulettes, passé sur un ample boubou rouge, un large pantalon arabe bleu, jambières, éperons en cuivre ou en fer et sandales. La selle en usage chez eux est une réduction de la selle arabe ». (1899, p. 410-411 - variante in Gallieni, 1891, p. 273).

Rien de ceci, bien entendu, n'est tout à fait inexact car l'auteur gardait à l'esprit la parade donnée en son honneur à Bisândugu (28). Mais son interprétation est fautive, toute la tradition la dément. Chaque combattant, fantassin ou cavalier, s'habillait à ses frais, ainsi que le domestique qui l'accompagnait nécessairement. Il ne suivait donc d'autre règle que celle de la coutume et plusieurs auteurs ont décrit avec réalisme l'aspect hétéroclite et souvent débraillé des Samoriens (29).

Il reste qu'une unité de sofas, installée par son chef dans une garnison déterminée, s'adressait nécessairement aux mêmes teinturiers et aux mêmes tailleurs pour ses vêtements. Il était donc naturel qu'une certaine uniformité en résultât, et elle créait lors des parades cet effet esthétique qui a suggéré à Péroz des conclusions abusives.

Le simple combattant, pour des raisons d'économie, adoptait des robustes tissus indigènes, teints ordinairement en *wolo*, qui est certainement le jaune de Péroz (30). Pour les chefs, tous cavaliers, l'usage de tissus européens, ou de teintures indigènes de luxe, permettait une infinie variété de couleurs mais eux seuls usaient du blanc comme fond des broderies (31).

De tête en pieds. — Si la qualité des étoffes variait à l'extrême, les pièces de l'habillement étaient toujours à peu près les mêmes.

Avant de parler des coiffures, précisons que les chefs avaient à peu près tous la tête rasée. C'était une coutume, non une obligation, puisque le Fula Bala-Kuñdyulu était célèbre pour les longs cheveux nattés qu'il laissait tomber sur ses épaules.

Dans toute la zone préforestière, les animistes portaient les cheveux tressés en trois petites queues, une sur chaque tempe et une sur l'occiput. On coupait ces nattes aux captifs et aux eugagés mais non bien entendu aux recrues de la « réserve ». Les sofas n'avaient pourtant pas le crâne entièrement rasé comme leurs chefs. Ils étaient coiffés d'une façon originale, que Binger décrit d'une façon qui concorde remarquablement avec la tradition : « Une petite touffe de cheveux épargnée sur le sommet de la tête et agrémentée d'amulettes, une autre touffe de chaque côté de la tête et une dans la nuque complètent cette coiffure d'ordonnance ». (T. I, p. 20).

Cela n'allait pas sans rappeler certaines coiffures féminines, et les mécontents ne manquèrent pas d'ironiser sur le sexe de ces étranges guerriers, à Bougouni par exemple (32).

Beaucoup d'hommes et tous les chefs, à l'exemple de Samori se couvraient en outre les paupières d'antimoine (*kalé*) pour se donner un regard profond (33). Ils portaient à leur fantaisie de petits anneaux d'or dans le rebord de l'oreille, des bagues et un cordon de cuir soutenant des amulettes autour du cou.

La tête était couverte d'un bonnet conique (*donibali*) (34) ou même du faucux *bāmbadā*, en « gueule de crocodile » que l'Almami ne paraît pas avoir proscrit comme païen. Toutes ces coiffures étaient teintes au *woro* mais d'autres leur préféraient un sac de coton blanc qui retombait sur le côté comme un bonnet phygien (*fugulā*). La calotte musulmane n'était pas courante, mais certains, s'ils allaient à la Cour, mettaient des chécbias rouges. Seuls, les chefs s'entouraient la tête d'un turban qui n'était jamais noir, couleur de l'Almami, mais souvent rouge, sans qu'on puisse y voir un insigne de grade.

Pour la marche hors des villages, et même en tout lieu par grande chaleur, ces coiffures étaient couvertes par le fameux chapeau conique cher aux Soudanais (*gaba*). Tout le monde avait le sien car ce n'était nullement un privilège de cavalier comme Péroz paraît le croire. Sa forme variait légèrement, comme dans l'Ouest où les bords s'évasaient largement et tandis que le cône était beaucoup plus profond (*Kurāuko*). Sa structure était cependant immuable, avec une charpente en vannerie, consolidée par une lisière de cuir, souvent décorée, sur les bords et à la pointe. Le sommet était orné d'une touffe de brins de cuir et parfois de plumes. Une large jugulaire permettait de le fixer au menton ou de le laisser retomber sur la nuque.

Quelques chefs portaient enfin le *turu-turu*, un haut bonnet cylindrique et rigide entièrement couvert de longs sachets de cuir rectangulaires, parfois rehaussés de métal, qui contiennent des amulettes. Cette coiffure, courante chez les chefs traditionnels, était assez rare à la Cour de l'Almami mais certains de ses fils la portaient (35).

Péroz commet une impropriété surprenante en qualifiant de « bouhou » le vêtement de dessous des cavaliers. A vrai dire, les Manding ne portent le plus souvent qu'un seul vêtement sur les épaules, mais le mot « bouhou », diffusé par les Français en Afrique Occidentale, correspond au malinké *doroké*, c'est-à-dire à la blouse plus ou moins longue qu'on porte par dessus et que Péroz qualifie de sarrau (36). Ce qui est significatif n'est pas la présence ou l'absence de manches, mais le caractère de vêtement de dessus. Ces *doroké* avaient tous la même large encolure, mais ils variaient beaucoup en longueur. Ceux des piétons s'arrêtaient à mi-cuisse et ceux des cavaliers à mi-jambe. Il en était de superbement brodés, évidemment réservés aux chefs. Ceux des fantassins comme ceux des chasseurs étaient faits de bandes en rude tissu de coton et couverts d'amulettes cousues dans des sachets de cuir carrés.

Le pantalon soudanais (*kursi*) est bien connu, avec son fond immense et ses jambes coupées au dessous du genou. Il nous retiendra un instant, car il a inspiré à Samori une intervention sans précédent dans la tenue de ses hommes. Lors de la fuite de Day Kaba, en 1881, il aurait jugé que les larges pantalons avaient empêché les sofas de courir assez vite. Il ordonna donc que les fantassins sinon les cavaliers, se fassent faire des *kursi* sans fond retombant, ou des pantalons collants descendant jusqu'à la cheville (*zarabu*). La tradition affirme que la volonté du souverain fût strictement respectée dans le Foroba, mais il ne semble pas qu'il en ait été ainsi dans toutes les armées (37).

Les fantassins gardaient les jambes nues et portaient pour les longues marches, des sandales en cuir de bœuf (*sabara*) (38). Les cavaliers les moins fortunés y ajoutaient une jambière en

cuir. Les autres portaient des bottes, de style maure ou peul, et les plus riches veillaient à ce qu'elles soient somptueuses, car leur prestige en dépendait (39). Ils y fixaient des éperons pointus, en fer ou en cuivre, selon leurs moyens, alors que les plus pauvres les attachaient sur leurs pieds nus.

Essais d'uniformes. — Il est cependant des cas précis où Samori imposa aux siens un véritable uniforme ou ce qui, dans son esprit, en tenait lieu. Cette initiative ne fut pas très heureuse sur le plan esthétique, mais elle est significative car ce fut le point de départ d'un vaste effort d'imitation des techniques militaires européennes. C'est sans doute entre 1882 et 1886 que le souverain donna à ses gardes l'uniforme bleu sombre à chéchias et ceinture rouges dont il a déjà été question. Les mêmes hommes reçurent les premières armes modernes dont leur maître ait disposé et ils furent dès que possible entraînés à l'europpéenne (40). Cette tenue sera adoptée par les « sofas de Dabadugu », issus de la Garde, qui la porteront jusqu'en 1898.

Après 1893, un nombre croissant de sofas seront enrégimentés dans des compagnies manœuvrant à l'europpéenne. Sans leur imposer un uniforme précis, il semble que l'Almami ait souhaité qu'ils s'habillent autant que possible à la façon des Blancs. C'est ainsi que Nebout verra défilér en 1897 « quatre compagnies de sofas, marchant par quatre, le fusil sur l'épaule. Leurs chefs les commandent en français et font porter les armes en passant devant le hangar. Leur équipement est souvent ridicule. Ils portent des habits européens de toutes formes : vestons, jaquettes, redingotes, habits de gala. Ils sont coiffés de chéchias, de bonnets indigènes ou de chapeaux de feutre. Leurs pantalons, blancs ou bleus sont taillés à l'indigène » (41).

Heureux ou non, ces essais sont restés exceptionnels, ou limités à des troupes peu nombreuses et spécialisées. Pendant toute la durée de l'Empire, les hommes de Samori s'habillèrent à leurs frais et à peu près comme il leur plaisait.

Arcs et armes blanches. — Pour les armes, bien entendu, il en allait autrement. Les Samoriens ne possédaient aucune arme défensive, à moins qu'on ne qualifie ainsi leurs amulettes. C'est un fait incontestable que, dans l'Afrique ancienne, la généralisation des armes à feu a entraîné très vite la disparition des boucliers car ils s'avéraient impuissants contre les balles. Dans toute la région sud soudanaise, où le fusil était connu depuis plusieurs siècles, ces armes défensives n'existaient plus que dans des zones isolées (42).

Les fusils, de plus en plus recherchés, restaient cependant assez rares jusqu'au milieu du XX^m siècle et ils n'avaient pas partout éliminé les autres armes offensives.

L'arc et les flèches servaient encore fréquemment à la chasse. Pour de nombreux peuples de l'Ouest africain, et pas seulement les ilots « paléonégritiques », ils restaient souvent le seul moyen de frapper à distance. Dans toute la zone sud-soudanaise les flèches sont empoisonnées avec des préparations végétales à base de strophantus, et non des poisons animaux, comme c'est le cas dans la Forêt (43). Leur usage était commun chez les peuples de la frontière méridionale (Kisi, Toma, Guercé), ainsi que chez les Sénoufo. En 1888, quand Tyèba manqua de poudre, une grande partie de la défense fut assurée par des archers d'une habileté redoutable. Les Samoriens retronveront d'ailleurs ces vieilles méthodes de guerre sur la Volta en 1896-1897, où elles leur coûteront fort cher. Elles s'avèreront en effet redoutables dans les mains expertes des Lobi ou des Dagari.

Les armes à feu avaient cependant assuré la prédominance des Sisé, si bien que les Samoriens ne paraissent avoir jamais employé l'arc, sauf peut-être lors des modestes débuts de Dyala.

Ils possédaient par contre des armes blanches, mais ici il faut distinguer entre le fantassin et le cavalier. Le premier portait un couteau (*murū*) fixé à la ceinture et un sabre (*fā*, *murū-ba* ou *bāmurū*), accroché à une bandoulière, généralement en corde de raphia rouge (44). Cette arme large et courbe, assez courte, peu tranchante, était surtout défensive et servait plus souvent aux servitudes de l'étape qu'au combat. Elle permettait de nettoyer le bivouac et de couper le bois de feu nécessaire, ou de construire des huttes et des retranchements. Pour le corps à corps, on avait plutôt recours à la sagaie, dont le rôle était analogue à celui de la baïonnette.

Le cavalier pouvait s'encombrer davantage, aussi ajoutait-il à cet attirail deux armes particulières. Il portait d'abord une lance longue d'environ deux mètres (*tāmba*) faite d'un large fer fixé sur un manche de latanier (*bā*) (45). Il se munissait en outre d'un fort crochet coupant (*woroto*), dont le manche était un peu plus court et dont il se servait pour désarçonner l'ennemi (46). Comme tous les chefs, il substituait toujours au sabre une arme plus noble, l'épée courte à double tranchant (*sirawā*). Toutes ces armes accessoires ne coûtaient pas très cher. Leur acquisition était à la charge du combattant, sauf s'il s'agissait d'un captif que le kèlètigi transformait en sofa.

Harnachements. — Tel n'était jamais le cas d'un cavalier, aussi celui-ci devait-il fournir l'équipement de son cheval, ce qui était assez coûteux. Les chevaux des Samoriens n'étaient pas caparaçonnés comme ceux du Bornu ou du Hausa, mais seulement couverts d'un tapis de selle et parfois d'une pièce de poitrail. Deux sacoches pendaient en avant de la selle, et on y plaçait divers objets, notamment le piquet et la longe. Les tapis étaient souvent de couleurs vives, parfois brodés, mais l'orgueil du cavalier résidait dans sa selle et ses étriers. C'est par leur qualité, comme par celle de ses vêtements, qu'il manifestait sa richesse ou sa prétention. Les selles de cuir rouge ou jaune étaient souvent décorées dans un style analogue à celui des bottes. Les étriers, toujours à larges semelles plates, pouvaient être très simples, en fer, ou au contraire en cuivre, coulés à la cire perdue et finement ornés.

2°) ARMES A FEU.

À côté de tous ces objets individuels, qui exprimaient la personnalité du combattant, l'Al-mami ou son représentant se réservaient toujours la fourniture des deux éléments essentiels : les armes à feu et les chevaux (47).

Le combattant et son fusil. — Samori est le premier souverain du Haut Niger qui ait su procurer des fusils à la totalité de ses hommes, et la supériorité tactique qui en résultait assurait sa prépondérance. Le rôle de ces armes était si décisif que leur évolution en quantité et en qualité ne régissait pas seulement la technique militaire. L'avenir de l'Empire en dépendait, si bien qu'on leur sacrifiait tout et que la vie économique, comme la structure politique et sociale, s'en ressentirent profondément. Leur généralisation avait d'ailleurs transformé la silhouette du combattant.

Du temps des fusils à pierre ou à piston, il portait en bandoulière une corne de bœuf, fermée par un morceau de peau, le poil en dehors, qui contenait sa poudre, et un assez gros sac en cuir, rempli par une centaine de balles. L'avènement des armes modernes, avec cartouches chargées par la culasse allégea un peu cet attirail. Il se limita dès lors à un sac contenant les cartouches. Samori en fixa le nombre maximum à 200 par homme en campagne, soit la quantité que livraient ordinairement les vendeurs avec chaque arme. Comme les poires à poudre n'avaient jamais contenu que 30 à 40 coups, c'était une surcharge pour les combattants. Les sofas s'en accommoderont mieux que les tirailleurs, car ils étaient soulagés par leurs bilakoro jusqu'à l'instant où débutait le combat.

Le cavalier, encombré par sa lance, portait généralement son fusil en bandoulière en dehors des combats et un revolver à la ceinture s'il était un chef important.

Le fantassin en marche plaçait son arme sur l'épaule et la tenait par le canon, la crosse en arrière. Elle occupait ainsi la place de la lance de ses ancêtres. Une autre position familière, proche de celle des bergers Peuls, consistait à placer le fusil horizontalement sur la nuque, un bras passé sur le canon et l'autre sur la crosse. La silhouette du sofa au repos, appuyé sur la bouche de son arme, n'est pas moins caractéristique.

Artillerie et revolvers. — Samori n'ignorait pas qu'il existait d'autres armes à feu, plus puissantes ou plus maniables que les fusils, mais il ne put jamais s'en procurer en quantité appréciable.

C'est ainsi qu'il s'intéressait à l'artillerie, qui l'avait éprouvé sérieusement en 1885, mais elle allait lui rester inaccessible. Il avait cependant pris un affût de montagne au capitaine Louvel, à Nafadyi, et il fit installer ce trophée inutile sur la grande place de Kouroussa, pour édifier les populations. Archinard l'y trouvera en 1889.

L'Almami s'était procuré à Freetown, sans doute entre 1884 et 1886, quatre caronades d'ordonnance en cuivre, qui lançaient de petits obus coniques. Il les installa aux angles du tata de Bisândugu, et vingt gardes d'élite, selon Péroz, les faisaient tirer à blanc chaque vendredi et aux grandes fêtes. En mai 1888, le major Festing aida à en mettre deux en batterie contre Sikasso, mais leur effet dut être purement psychologique.

Finalement, en 1897, à Wa, Sarankènyî-Mori enlèvera à Heuderson un canon de montagne et deux lance-fusées, avec leurs munitions. Afin de s'assurer des serveurs compétents, son père refusera de libérer neuf des constables Hausa prisonniers. Le canon servira effectivement au siège de Kong, de février à avril 1898 et c'est la seule occasion où l'artillerie sera réellement utilisée par les Samoriens. Les deux lance-fusées seront abandonnés à Gbélé, sur les rives du Bafiñ, dans la déroute finale, mais le canon était encore en possession de Samori, avec trois caisses d'obus, quand Gouraud l'arrêtera le 29 septembre 1898.

Les revolvers ne jouèrent pas non plus un rôle important. Samori en possédait plusieurs, qu'il montrait complaisamment à ses visiteurs. Chaque kèletigi en portait un, ainsi que certains des chefs de holo, mais c'était devenu un objet de luxe, symbole de commandement plutôt qu'arme effective. A côté des Colts, qui étaient les plus nombreux, on rencontrait des types très variés, et leurs propriétaires manquaient souvent de cartouches. Leur commerce avait d'ailleurs les mêmes sources que celui des fusils.

Evolution des fusils. — Ceux-ci sont connus dans l'Ouest Africain depuis le XVI^m siècle, et ils ont été diffusés à partir de deux foyers : le Maghreb à travers le Sahara, et les comptoirs du golfe de Guinée. Ces deux fronts se sont rejoints au début du XVIII^m siècle vers les lisières de la Forêt après quoi, au début du XIX^m siècle, le fusil a supplanté l'arc comme arme de chasse chez la plupart des Manding. Les chasseurs professionnels ou dôzo adaptèrent aussitôt leurs rituels traditionnels à cette nouvelle technique.

Le fusil n'était pourtant pas encore l'arme de guerre universelle sur le Haut Niger. Dans ce pays presque dépourvu de chevaux, d'innombrables fantassins combattaient encore avec une lance barbelée, plus courte que celle des cavaliers, et en lançant la javeline (*sō-tamba*). Ils paraissent avoir formé la majorité dans l'armée du Kabasarana et même dans celle des Sisé. La technique militaire que le jeune Samori apprit chez ceux-ci leur laissait une large place, mais le prestige

du fusil était déjà bien établi. Les chasseurs se transformaient facilement en guerriers car on appréciait la sûreté de leur tir. Il suffisait qu'ils fussent nombreux dans un village pour qu'on hésitât à attaquer celui-ci.

Cette attitude surprend un peu quand on considère la qualité déplorable de ces armes à feu. Depuis le XVIII^{me} siècle, il s'agissait de fusils à pierre fabriqués en grande quantité à Birmingham et à Liège (48). Ils avaient supplanté les vieux modèles Nord-Africains, qui se cantonneront désormais dans le pays des Maures et le Sahel. Connus sous le nom de « flintlock guns » sur la Côte des Rivières, c'étaient des armes lourdes et imprécises, sans en excepter le « dane guu » du Ghana, apprécié pour son canon très long (49). L'expression française : « fusils de traite » les définit parfaitement. Ils gardaient cependant l'avantage d'une certaine rusticité, si bien que les forgerons africains apprirent facilement à les réparer et même à les fabriquer, à condition d'importer des tubes pour les canons. Une industrie indigène de la poudre leur fournit bientôt des produits de qualité honorable.

Les progrès de la technique européenne gagnèrent l'Afrique, malgré un certain retard, aussi longtemps qu'ils se déroulèrent sur un rythme assez lent. C'est ainsi qu'on vit se diffuser les canons rayés (rifles) puis les fusils à pistons sous des formes d'abord assez simples à un ou deux coups (muzzle loader rifles). Le passage de la balle ronde à la balle conique fut le dernier perfectionnement qu'acceptèrent aisément les Noirs, mais il annonçait déjà des temps nouveaux.

L'industrie européenne a franchi en effet un seuil technique vers 1850 et a multiplié dès lors les modèles d'armes à une cadence très rapide pendant un demi-siècle (48). Sans s'écarter du domaine français, dont l'intérêt était primordial pour Samori, on voit paraître en 1866 le Chassepot, fusil à culasse (*breech-loader*) avec cartouche à papier, en 1874 le Gras, fusil à verrou (*bolt*) et à cartouche métallique, en 1879 le Kropatschek, qui n'est qu'un Gras à répétition (*repeater*) et, enfin, en 1886, le Lebel dont l'excellent système de répétition assurait la supériorité. Grâce à son calibre réduit et à sa balle légère chargée de poudre sans fumée, ce fusil marquait une étape importante et son usage allait durer jusqu'à la fin de la première guerre mondiale (50).

Les troupes coloniales ne connurent ces nouveautés qu'avec un certain retard, les Chassepots étant distribués à l'Infanterie de Marine du Sénégal dès 1868, les Gras en 1876 mais les Kropatschek seulement en 1885. Gallieni eut alors à lutter pour obtenir qu'on les confiât à des soldats de couleur. Quant au Lebel il paraîtra en petit nombre dans la colonne Humbert, en 1892, mais c'est seulement en 1895 et 1898 que Samori éprouvera sa redoutable efficacité.

Toutes ces armes modernes, avec ou sans répétition, méritent le nom de fusils à tir rapide. Leur diffusion fut une vraie révolution, car ils s'imposaient à la fois par une précision et une vitesse de tir de plus en plus grandes. Il fallait une minute pour recharger un fusil à pierre par le canon, et cette opération complexe obligeait le piéton à se retirer de la ligne de feu, tandis que le cavalier devait mettre pied à terre. Le moins perfectionné des fusils à culasse, le Chassepot, tirait six coups dans le même délai et fonctionnait sous la pluie la plus violente, alors qu'une médiocre averse rendait les vieux modèles inutilisables (51).

Une nouvelle hiérarchie s'établit d'ailleurs parmi les armes modernes, en sens inverse du poids des cartouches. Dans ce pays sans routes, où les servitudes du portage paralysaient les colonnes, ce facteur était primordial, moins d'ailleurs pour les Samoriens que pour les Français. Humbert calcula en 1892 que 400 cartouches de Gras ou Kropatschek pesaient autant que 600 de Lebel. Le même stock de munitions était donc transporté par 500 porteurs dans le premier cas, 300 seulement dans le second.

Les nouvelles armes étaient en outre munies de baïonnettes, alors que les fusils à pierre d'Afrique, armes de chasse, n'en avaient jamais porté. Les guerriers noirs, habitués à employer au corps à corps des sagaies et des sabres, éprouvaient une véritable terreur pour cette arme insolite, ce qui en faisait un facteur important. Même quand les Samoriens en seront pourvus, ils garderont une profonde répugnance pour cette escrime particulière et ne s'y mettront jamais sérieusement.

Cette évolution technique rapide eut pour l'ensemble de l'Afrique des conséquences incalculables. Les armes dont disposaient les européens vers 1860 ne leur assuraient pas une nette supériorité alors qu'en 1886, au moment de la grande poussée impérialiste, leur prépondérance était absolue, car le retard des Noirs s'était immensément accru. La succession rapide des modèles avait pourtant fait réformer d'énormes quantités d'armes qui furent lancées successivement sur les marchés tropicaux, mais le décalage ne fut pas comblé pour autant. Vers 1890, les Africains trouveront des Chassepots en vente dans tous les comptoirs, mais ces fusils, redoutables à leurs yeux, n'étaient plus que des objets de musée pour les colonisateurs.

Du fusil à pierre au Chassepot. — Samori eut à construire sa puissance militaire au moment précis où cette révolution s'accélérait, mais sa véritable portée ne lui apparut sans doute qu'avec l'agression imprévue de Borgnis-Desbordes, en 1882.

Selon la tradition il s'efforça dès son installation à Dyala de pourvoir chacun de ses compagnons d'un fusil. Les sofas à sagaie furent éliminés et toutes les ressources disponibles à Sanankoro servirent à acheter de nouvelles armes aux dyula. Dès que le Faama put jouir d'un répit, vers 1870, certaines traditions déclarent qu'il envoya son meilleur lieutenant jusqu'à Freetown, pour y faire des achats à bon compte, et plus précisément pour y chercher des fusils à deux coups (sans doute des *muzzle-loaded*, rifles à pistou, qui se chargeaient encore par le canon).

Dès la campagne du Niger (1877-1879), tous les hommes du conquérant étaient pourvus de fusils, ce qui n'est sans doute pas étranger à la chute brutale des Sisé et des Kaba.

Comme ses adversaires, Samori utilisait toujours des fusils à pierre et à piston, mais il est probable que dès 1880 il possédait quelques fusils à culasse. La Sierra Leone en vendait en effet déjà en 1874, et on trouva bientôt des Chassepots dans ses comptoirs. Ce modèle, ayant été réformé en 1874, fut bradé en grand nombre aux négociants et les manufactures de Liège, après remise en état, les écoulèrent sur l'Afrique.

Après avoir poussé ses frontières jusqu'à la Sierra Leone, en 1884, Samori ne se contenta certainement pas d'accroître ses stocks d'armes traditionnelles. Sa garde possédait, dès 1886, une cinquantaine de fusils à tir rapide, que Péroz nous dit de fabrication anglaise et belge, ces derniers étant sans doute des Chassepots réfectionnés.

L'Almami détenait aussi un certain nombre de fusils à répétition britanniques et américains, de marque Berdan et Spencer, et il les montra fièrement aux officiers français (52). L'année précédente, il s'était emparé d'un petit nombre de fusils Gras en poursuivant les tirailleurs jusqu'à Nyagasola, mais on comprend qu'il ait caché ces trophées à ses nouveaux amis.

Un an plus tard, peu avant l'attaque de Sikasso, Dyaulé-Karamogho de passage à Kayes extorqua au commandant supérieur quelques fusils Gras et surtout huit Kropotschek (53). Samori obtenait ainsi quelques échantillons d'une arme alors fort moderne, que les Français eux-mêmes n'employaient dans le pays que depuis un an. Il fut sans doute frappé à la fois par sa robustesse et par la puissance de feu qu'assurait la répétition. On ne saurait douter qu'il décida alors de s'en procurer à tout prix et peut-être même d'en faire fabriquer par ses gens.

Les Chassepots ou Gras de la garde, comme les Peabody que Lāngamā-Fali s'était procurés à Freetown vaudront d'ailleurs au conquérant quelques succès pendant le siège de Sikasso et on peut être assuré qu'il ne perdit pas la leçon (54). Si le gros de l'armée, munie de fusils à pierre, combattit encore dans le style traditionnel pendant cette terrible guerre et la Grande Révolte qui suivit, c'est que la pression des événements ne lui laissait pas le loisir de renouveler ses méthodes.

L'ère du Gras et du Kropatschek. — L'attitude hostile des Français ne laissant aucun illusion pour l'avenir, le problème de l'armement sera posé sur des bases nouvelles dès le début de 1890, quand l'armée de l'Ouest rouvrira la route de Freetown. Samori mobilisera alors toutes ses ressources économiques pour des achats massifs d'armes à tir rapide, tandis que certaines unités commençaient à s'entraîner à l'européenne.

Il ne possédait encore que peu d'armes modernes, ce qui rendait possible une véritable révolution dans le choix des modèles. Samori désirait en effet s'assurer d'emblée les meilleurs modèles européens, c'est-à-dire des fusils à répétition, et ses forgerons les étudiaient déjà puisqu'il s'avérait impossible de s'en procurer en grand nombre. Ne pouvant acheter des Kropatschek, il voulait du moins éliminer le Chassepot, peu maniable en climat tropical, à cause de ses cartouches en carton qui se conservaient mal. Samori décida donc de consacrer presque toutes ses ressources à se procurer des fusils tirant des cartouches métalliques, c'est-à-dire des Gras ou, à défaut, des Mausers transformés (55). Les archives britanniques et consulaires nous fournissent pour cette période des chiffres précis qui permettent de vérifier les renseignements du Soudan.

Les achats se développeront d'abord lentement, au point qu'Archinard parlera de 750 fusils au début de l'hivernage de 1891. Mais l'agression française provoquera une poussée de fièvre et les caravanes se multiplieront. En janvier 1892, Humbert se heurtera à 3.000 fusils à tir rapide et, à sa grande surprise, il ne s'agira plus de Chassepots. Leur nombre sera de 5.000 un an plus tard, au moment où l'offensive de Combes coupera définitivement Samori de Freetown. Rien ne nous permet de dire combien d'armes seront achetées au Libéria jusqu'au premiers mois de 1894, quand les Français couperont cette route à son tour, ni combien filtreront à travers la Forêt jusqu'au début de 1895. Le nombre de ces derniers doit en tout cas avoir été faible.

Toujours est-il que Samori s'était procuré au maximum 6.000 fusils à tir rapide quand il commença son Exode vers le Bandama et le Comoé. Compte tenu des pertes et destructions au combat, il devait disposer encore de plus de 5.000 armes modernes mais beaucoup de ses hommes n'auront jusqu'au bout que des fusils à pierre (56).

Les prises d'Humbert donnent une idée des divers types de fusils qu'utilisaient les sofas en 1892. Les Chassepots avaient disparu, remplacés par des Gras et des Mauser transformés dont le rôle grandira sans cesse. Les fusils à répétition, des Peabody et Winchester, étaient peu nombreux (57). Les forgerons de Samori fabriquaient déjà des Kropatschek mais en trop faible quantité pour avoir une incidence militaire.

Il faut avouer que Samori ne parviendra jamais à dépasser le stade des simples fusils à culasse. Les Lebel, dont ses hommes avaient reçu les balles dès 1892, lui resteront étrangers. Les seuls qu'il possèdera jamais lui seront offerts par Fo et les fuyards de Sikasso qui le rejoindront en mai 1898 (58).

Les dernières années. — En 1894, sur ce plan comme sur tous les autres, les chiffres nous font défaut (59). La tradition orale nous renseigne avec beaucoup de précision sur cette période, mais elle ne nous fournit aucun élément quantitatif et, en dehors des données fragmentaires de Monteil (1895), nous ne saurons rien de précis avant 1897, quand le voile se déchirera soudain.

En avril de cette année, les Britanniques subiront en effet le feu de 1.000 fusils à tir rapide, à Dokita et à Wa où ils perdront 20 fusils à répétition et deux canons (60). Henderson verra défiler à Dabakala 500 fusils à tir rapide, dont 200 Kropatschek, ce qui prouve que l'artisanat samorien travaillait désormais sur une grande échelle, car ces armes ne pouvaient avoir aucune autre origine. A Bouna, en août, Sarānkēnyi-Mori enlèvera à Braulot 95 fusils Gras. Nebout comptera en septembre 1.200 fusils à tir rapide, dont 188 Kropatschek, certainement identiques à ceux de Henderson.

Il est regrettable que tous ces renseignements partiels ne nous donnent aucune idée du nombre total d'armes modernes dont disposait Samori. Cette carence n'est pourtant pas irrémédiable si nous gardons à l'esprit un fait capital.

Depuis 1893, 1894 au plus tard, Samori sera coupé de la Sierra Leone et du Libéria et ne pourra plus se procurer des armes à tir rapide. Il arrivera sur la frontière des Asbanti peu de mois avant l'annexion britannique, alors que les autorités de Gold Coast appliquaient avec beaucoup de rigueur la convention de Bruxelles. Les Allemands paraissent, il est vrai, lui avoir fourni quelques armes durant les brèves relations qu'il entretenait avec le Togo en 1896. Nous savons qu'il en reçut au moins une caravane, mais nous en ignorons l'importance et la composition. On peut supposer qu'il s'agissait de Mauser transformés, avec lesquels il était déjà familiarisé (61). On peut exclure les fusils de traite, qui n'étaient pas proscrits à Bruxelles, et que l'Almami se procurera jusqu'au bout, très ouvertement, en Gold Coast et en Côte d'Ivoire (Bassam, Assiinie). Cette dernière paraît lui avoir encore fourni des Chassepots, mais en nombre négligeables.

A part cette exception, et en dehors des Kropatschek de ses ateliers, Samori vivra exclusivement, de 1898 à sa chute, sur le capital accumulé avant sa retraite dans l'Est. Nous verrons qu'il entretenait soigneusement ce stock irremplaçable et qu'il l'économisait jalousement.

Mais ceci ne nous donne aucune valeur numérique. Même si l'on admet comme base de départ le chiffre très hypothétique de 5.000, nous ignorons à quel rythme les fusils disparurent par le jeu naturel de l'usure et des pertes (62). Au début de 1898, Sarānkēnyi-Mori attaquera Kong avec 2.000 fusils à tir rapide, mais les deux tiers de son armée restaient en réserve et nous en ignorons l'armement. En ajoutant ce chiffre à celui de Nebout pour Dabakala, on trouve 3.200, mais nous ignorons tout des armées de l'Ouest. En juin, pour le dernier acte du drame, les services français attribueront à l'ennemi 8.000 fusils à pierre et 4.000 à tir rapide. Ces chiffres confirment nos hypothèses, mais nous ignorons s'ils reposent sur des renseignements sérieux. C'est pourtant le moins qu'on devrait attendre d'un état-major responsable.

Quelques chiffres. — Les dernières forces de Samori tomberont d'ailleurs aux mains des Français trois mois plus tard et le chiffre des prises, établi par les officiers de Lartigue, nous fournit pour la première fois un élément précis et de valeur irréfutable. Il nous permet de recouper les données antérieures et il paraît en effet les confirmer. Cela ne doit pas nous dispenser de certaines précautions, car la puissance de Samori s'était disloquée dans les monts des Dā durant la terrible famine de l'hivernage, et nous n'aurons pas en septembre l'image de ce qu'elle était en juin. La proportion des types d'armes saisies est très significative. En juillet, à Dwé, Lartigue s'était emparé de 400 fusils à pierre et 40 à tir rapide, mais on ne doit pas oublier que les porteurs des premiers étaient les plus faciles à abattre (63). Lors de la capitulation finale, il arrêtera environ 3.800 « sofas » (1.800 à Tyafeso, 2.000 à Gélému) et 7 à 8.000 porteurs de fusils à pierre, dont le nombre exact est inconnu, car ils furent abandonnés aux Dā. Il ne saisit pourtant que 1.100 fusils modernes et il précise qu'à Tyafeso, faute de porteurs, 1.300 d'entre eux avaient

été noyés dans le Cavally ou jetés en brousse. Le nombre des armes prises le 29 septembre est remarquablement faible : 1.000 fusils à pierre, 600 fusils à tir rapide. Sarankènyi-Mori qui commandait la seule troupe encore organisée et combative ne rendra que 100 de ceux-ci.

Ces chiffres donnent la mesure de l'effondrement des Samoriens durant les dernières semaines, quand ils jetaient les armes dont le poids les écrasait ou les troquaient contre un peu de nourriture (64). Pour les hommes, nous retrouvons à peu près les chiffres donnés avant l'hivernage. Les 3.800 « sofas » correspondent aux 4.000 fusils à tir rapide. Les 7 à 8.000 fusils à pierre qui s'y ajoutent nous ramènent aux 12.000 combattants de juin, ce qui n'est pas surprenant si l'on songe que la famine avait tué surtout des civils. L'analyse de ces prises met en relief le grand nombre des fusils à pierre, qui n'excédaient sans doute pas la moitié du total en 1895. Puisque Samori n'eut jamais de peine à se procurer ces armes, dont la vente restait légale, il était naturel que leur proportion augmentât fortement durant les dernières années.

Les chiffres de Lartigue vont surtout nous éclairer sur une question jusque-là insoluble : la proportion des différents types de fusils à tir rapide dont disposait Samori. Négligeant les armes dépareillées, nous y trouvons 15 Martini-Henry et Winchester, 60 Kropatschek et 500 fusils à tir rapide divers, c'est-à-dire Mauser et Gras (65). On voit que les armes à répétition ne représentent qu'un peu plus de 13 % du total, encore ne savons-nous pas si les Kropatschek étaient de fabrication samorienne, comme il est probable. Sur 88 caisses de cartouches, 85 venaient de l'usine berlinoise de Spandau, comme la plupart des munitions prises au Tintikuru en 1892.

Les munitions. — La généralisation des fusils modernes avait confronté Samori à un problème nouveau : celui des munitions. Il se procurait celles-ci aisément du temps des fusils à pierre, puisque ses compatriotes savaient depuis des siècles fabriquer leur propre poudre. Les forgerons réparant les fusils, cette tâche incombait à leurs femmes qui opéraient les mélanges nécessaires au pilon dans des mortiers. Les Malinké importaient cependant de la poudre de traite, dont la qualité était supérieure à la leur. Cette dernière répondait aux normes européennes du XVIII^m siècle, depuis longtemps abandonnées, ses éléments étaient en proportion approximative, et son grenage irrégulier (66). Elle brûlait un peu trop vite en émettant une fumée épaisse, et était réservée aux charges, tandis que la poudre d'importation, très chère, servait aux amorces (67). Les projectiles n'ayant pas besoin d'être exactement calibrés, on utilisait tout objet dur de dimension convenable : débris de fer ou simples cailloux. Les forgerons affectaient particulièrement de lourds bracelets métalliques qu'ils tronçonnaient très rapidement après les avoir portés au rouge.

La nécessité de se procurer des cartouches bouleversa entièrement ces habitudes. Chaque fusil à tir rapide était livré avec une certaine provision, généralement une caissette de 200, et Samori en organisa l'achat régulier à Freetown car à la moindre rupture de stock ses beaux fusils devenaient inutiles. Binger prétend que les hommes munis de Chassepots n'avaient que huit ou neuf cartouches chacun au siège de Sikasso.

Il était impossible de dépendre entièrement d'un commerce aussi incertain. Samori ayant adopté des armes d'un type Gras, dont les cartouches métalliques se conservaient bien, demanda à ses forgerons de fabriquer des munitions pour les armes qu'ils réparaient. Leur réussite sera remarquable pour les halles et surtout les étuis, ceux-ci étant d'ailleurs soigneusement récupérés après chaque combat.

Une fois ces pièces façonnées il fallait les charger et l'usage de la poudre indigène réduisait notablement la portée des cartouches. La fumée sera un handicap supplémentaire à partir de 1892, quand la poudre lente des Lebel n'en produira plus (68). Samori s'efforça donc d'utiliser

pour ses cartouches de la poudre d'importation, en abandonnant le produit indigène aux fusils à pierre. Il avouait ainsi qu'il ne pouvait se suffire à lui-même, mais la chose était déjà évidente du fait des amorces qu'il eut toujours grande peine à fabriquer. Il y suppléa cependant en utilisant des capsules de fusils de chasse, qui n'étaient pas proscrites par l'acte de Bruxelles, et qu'il put en conséquence acheter légalement, jusqu'à sa chute, chez les Européens.

Les munitions provenant de ce travail minutieux étaient mises en paquets de vingt, soigneusement cousus dans de la toile graissée, à l'exemple des fabricants européens.

Un capital. — On aurait tort de sous-estimer la puissance de Samori en armes modernes, après 1890. La plus grande guerre coloniale d'Afrique Occidentale fut menée au Dahomey par le général Dodds avec 3.000 fusils à peine, et ceux-ci, en dehors d'une minorité de Lebel, n'étaient nullement supérieurs à ceux des sofas.

Ces armes étaient cependant trop difficiles à renouveler pour que Samori ne les traitât pas en capital précieux. Même quand il les reçut en grand nombre, de 1890 à 1893, il les réserva aux combattants d'élite. On les refusait même aux chefs de dizaine s'ils encadraient des hommes pourvus de fusils à pierre. On les attribua donc à des bolo homogènes, et ceux-ci furent bientôt constitués en compagnies entraînées à l'euro péenne. Quant aux Kropatschek, ils furent longtemps le monopole de la Garde.

Les unités de cavalerie furent presque entièrement équipées de fusils à tir rapide, ce qui leur permettait de recharger sans avoir à démonter. C'est à leurs chefs qu'étaient réservées les rares carabines à répétition, de marque Winchester ou Remington.

3°) CHEVAUX.

Un luxe exotique. — Dans toute la zone préforestière où s'est développé l'Empire de Samori, les chevaux ne se reproduisent pas et n'ont traditionnellement aucune importance militaire. Les conquérants du passé en ont parfois usé, mais ils y ont toujours renoncé dès qu'ils se sont intégrés au milieu. C'est ainsi que Feren-Kamā, en envahissant le Konyā au XVI^{me} siècle, aurait utilisé de la cavalerie, mais le cheval n'était plus pour ses descendants du XIX^{me} siècle qu'une monture ostentatoire. Chaque māsa, les notables les plus importants et les imans des gros villages, tenaient à en avoir un ou deux. Ils les renouvelaient à grands frais tous les deux ans environ, et les utilisaient surtout pour les parades. Les vendredis et les jours des fêtes principales, leurs propriétaires caracolaient brillamment à travers le village à l'issue de la grande prière. Le déterminisme géographique est ici tyrannique, car les chevaux souffrent des climats humides et sont si vulnérables à la trypanosomiose qu'ils sont absolument exclus des zones où cette maladie est endémique.

Ceux du Sahel, habitués au sable, supportent en outre fort mal la marche sur les cuirasses latéritiques, qui usent rapidement leurs sabots non ferrés. Dans les limites de notre domaine, le cheval s'accommodait donc bien des plateaux élevés comme le Haut Konyā, mais dans les bas-pays, comme le Tukoro, on ne pouvait lui assurer qu'une courte survie au prix d'extrêmes précautions. Il fallait le tenir constamment à l'écart des galeries forestières, repaires de la mouche tsé-tsé. Les chevaux étaient importés vers novembre, au début de la saison sèche, et avec beaucoup de soins ils survivaient généralement à un hivernage, et même à deux ou trois sur les plateaux du Haut Konyā (69).

Races. — Faute d'une reproduction locale, le cheptel chevalin de notre région dépendait de l'intensité plus ou moins grande du commerce à longue distance et du nombre de notables disposés à payer un gros prix (70). Les chevaux étaient l'un des articles du Nord que payaient habi-

tuellement des exportations de captifs et surtout de kolas. Dans tout le Haut Niger, ils appartenaient généralement à la race barbe, et étaient d'autant plus prisés et coûteux que leur origine était nordique et leur type pur. Les chevaux Maures du Hodh et du Sahel étaient cependant beaucoup trop fragiles pour ce climat, et on en voyait rarement. Les animaux les plus populaires étaient issus de la race du Bélédugu, dont le berceau s'étend de Banamba à Kulikoro et jusqu'aux portes de Bamako. Dans ces villes se tenaient traditionnellement les grands marchés où les dyula du Sud venaient les acheter. De Barwéli à Ségou, entre Niger et Bani, c'est-à-dire en territoire toucouleur, mais tout près des frontières samoriennes, on rencontre des variétés un peu dégénérées de cette race. L'une d'elles, robuste mais peu prisée, a été baptisée par les Français « cheval du Sud ». On l'élevait en petit nombre dans la région de Bougouni, annexée par Samori en 1882, et dans la fraction nord du Kénédugu, si bien qu'il servait de monture ordinaire aux gens de Tyèba. C'était aussi le cheval des Peuls du Masina et il avait servi dans leur guerre sainte au début du siècle.

Les chevaux du Bélédugu et du Sud ont fourni le gros de sa cavalerie à Samori qui se les procurait en établissant son contrôle sur un commerce déjà organisé. Cette remonte continue était pourtant coûteuse, et il était gênant qu'une fourniture nécessaire à l'armée dépendit de vendeurs étrangers ou hostiles.

Ceci explique que Samori ait risqué une tentative originale, unique en Afrique occidentale, pour acclimater les chevaux dans une région où ils étaient jusque-là inconnus. Le conquérant voulut utiliser le climat frais des plateaux du Haut Konyā avec leurs excellents pâturages, car c'était l'unique région de la zone préforestière où prospérait le bétail des Peuls (Ndama, Longhorn). Les éleveurs y étaient particulièrement riches, et son père était de leur nombre. C'est sans doute ce qui incita l'Almami en 1884, dès la chute de Gbānkundo, à y installer de véritables haras. Cinquante juments, sans doute de race Bélédugu, furent confiées à un Fula, Kali Sidibé, qui s'installa à Musadugu. Les Dorè, chefs de ce village, avaient prêté à l'Almami des pâturages situés au sud de leur village et, pour la saison sèche, ceux des sources du Dyō. Samori y envoya un certain nombre d'étalons qui comprenaient, nous dit-on, deux purs arahes à la robe blanche (sans doute des chevaux du Hodh). Il semble bien que l'expérience connut un certain succès. Les juments survécurent et poulinèrent. Leurs produits étaient réservés aux fils de l'Almami. Celui-ci aurait peut-être développé l'entreprise, si juments et gardiens n'avaient pas disparus dans la Grande Révolte de 1888. Il ne devait rien en rester.

Quand les Français fermeront aux gens de Samori le commerce du Nord, en 1891, la remonte deviendra difficile, et l'Almami se tournera vers la boucle du Niger, patrie d'un type chevalin très différent, que les éleveurs qualifient de dongolawi. Cette race allait monter toute la cavalerie samorienne à partir de 1894, quand l'Empire se stabilisera dans l'Est, sur la vieille route commerciale de Kong.

Cette fois encore nous n'avons d'ailleurs pas affaire à une vraie race, mais à une série de types dont la dégénérescence s'accroît à mesure qu'on s'éloigne du Sahel, en traversant une Savane de plus en plus humide. Une remarquable adaptation à un climat moins sec a été réalisée dans cette région par les Mosi, et leurs produits équipent la plupart des notables de la zone préforestière, depuis le Bāndama, où l'on trouve les derniers barbes, jusqu'à la Volta et même au Togo.

Ces chevaux extrêmement robustes peupleront les escadrons de Samori jusqu'en 1898, mais ils finiront lamentablement, dévorés par leurs cavaliers ou frappés de trypanosomiase, dans la famine du dernier hivernage.

Les races que nous venons de décrire furent les seules à servir aux opérations de guerre, bien que certains chefs aient tenu à monter des chevaux de prestige dont la ligne ou les robes soulevaient brillamment l'exotisme. En dépit de leur prix considérable ces bêtes étaient extrêmement fragiles et ne présentaient aucun intérêt pratique (71).

Des chefs à cheval. — La naissance d'une cavalerie samorienne n'allait pas de soi, car rien de tel n'avait jamais existé dans les pays du Sud. Dans la zone soudanienne par contre, tous les grands Etats depuis le Moyen Age ont usé de la cavalerie. C'est sans doute, bien avant les finsils, l'arme décisive qui leur a permis d'éliminer les agriculteurs paléonégritiques ou de les refouler dans d'étroits et pauvres refuges (72). La puissance militaire des Empires peuls du Sokoto et du Masina, puis celle des Toucouleurs, reposait essentiellement sur une cavalerie qui dispersait aisément les piétons païens. El Hadj Omar a conquis le pays du Niger grâce au cheval du Bélédugu.

Dès le XVIII^{me} siècle, plus à l'Est, l'Empire de Kong qui s'étendait du Masina jusqu'aux lisières de la Forêt, avait aussi employé de nombreux combattants à cheval.

Partout ailleurs, dans la zone préforestière, on trouvait des cavaliers, mais non de la cavalerie. Les seuls chevaux présents sur les champs de bataille étaient alors les montures des chefs importants, qui précédaient ou suivaient la piétaille des combattants.

Il semble bien que les Sisé, comme les Turé d'Odienné, n'aient guère dépassé ce stade. Ils ont bien généralisé l'usage du cheval, mais seulement comme symbole de commandement. Si petit que fût son détachement, un chef digne de ce nom ne pouvait plus aller à pied, mais les gens d'Odienné ne créèrent une véritable cavalerie qu'après s'être intégrés à l'Empire de l'Almami. Les Sisé par contre en organisèrent une, dans leurs dernières années, pour conquérir le Sankarā, mais il semble bien qu'ils imitaient déjà les méthodes de leur ancien sofa.

Les traditions militaires dont s'était imprégné celui-ci à Madina, ignoraient donc l'usage militaire du cheval et ce n'est pas dans la vallée du Haut Milo, au seuil de la grande Forêt, qu'il put acquérir cette technique. Jusqu'à l'occupation de Bizandugu, le conquérant n'avait donc qu'une armée de fantassins, même si leurs chefs se déplaçaient volontiers à cheval. Encore fallait-il en posséder et ce n'était même pas le cas lors des humbles débuts à Dyala.

Sur ce plan comme sur tous les autres, une véritable mutation eut lieu après 1873 car la chute de Kankan, en 1881, nous a révélé une véritable cavalerie, sans que la tradition sache d'ailleurs nous éclairer sur les circonstances de sa naissance. Le Faama était désormais assez riche et puissant pour doter de chevaux tous les cadres de ses troupes. Samori décida donc qu'ils seraient tous montés, jusqu'au chef de sē, c'est-à-dire de dix ou vingt hommes. Cela ne s'était jamais fait et il ne fut pas toujours possible de respecter cette norme.

De l'estafette à l'escadron. — La création d'une véritable cavalerie fut d'ailleurs un fait bien plus révolutionnaire, contraire à toutes les traditions du Konyā. Celles-ci admettaient cependant qu'un grand chef en campagne soit suivi par une espèce de garde formée de parents, d'amis, et surtout de griots. Il était nécessaire que ces gens soient montés comme leur maître, pour le suivre en cas de poursuite ou de fuite, et être en état de lui céder un cheval s'il se trouvait démonté dans un moment dangereux. Les griots jouaient d'ailleurs un autre rôle capital, celui d'estafettes. Il leur incombait traditionnellement de porter les ordres aux fractions éloignées de l'armée, et ils devaient le faire avec la plus grande vélocité (kyila : « porteur d'ordre »).

A mesure que son armée grandissait, Samori développa naturellement cette petite unité, dont on pourrait qualifier les membres d'ordonnances, pour les distinguer des gardes qui allaient à pied. Elle paraît avoir compté en 1892 une soixantaine d'hommes, brillamment vêtus (73).

Il est possible que le génie organisateur de Samori l'ait incité à spécialiser une partie de cette troupe, et à en augmenter l'effectif de façon à ce qu'elle puisse non seulement porter des ordres, mais éclairer la troupe en marche, donner une aide rapide aux combattants en difficulté, manœuvrer, tromper l'ennemi et, enfin, animer la poursuite.

Péroz affirme que ces tâches incombaient aux chefs des unités d'infanterie, ce qui est proprement absurde. En admettant que ceux-ci fussent montés, ils ne pouvaient à tout instant abandonner leurs hommes et se former en escadrons. Le capitaine, qui ignorait les terres du Sud, n'a pas compris qu'il assistait à la naissance d'une véritable cavalerie, c'est-à-dire à une petite révolution technique. Samori en a évidemment emprunté l'idée aux grands royaumes du Nord, dont la puissance reposait depuis longtemps sur l'usage de troupes montées. Le conquérant en avait certainement entendu parler, mais il ne dut les observer qu'en 1879, quand il prit contact avec les Toucouleurs de Dinguiraye. Une unité dont tous les combattants étaient montés fut formée peu de temps après, mais elle resta longtemps unique, et le conquérant en gardait le contrôle direct, puisqu'il en confia le commandement à un membre de son Conseil, le fameux Arafân-Dyéli. Dans les années suivantes, à mesure que s'organisaient les gouvernements militaires, chaque kèlètigi constitua sa propre unité de cavalerie. Les chefs de bolo n'avaient pas les moyens d'en faire autant, et se contentèrent de quelques gardes et des griots montés, qui faisaient fonction d'estafettes.

Le développement de ces unités fut d'ailleurs assez lent. La première causa quelques déceptions à Samori, puisque Arafân Dyéli laissa échapper Day Kaba à la chute de Kankan, ce qui lui coûta la vie, comme on l'a vu.

Si nous suivons Borgnis-Desbordes, le conquérant aurait pourtant disposé, un an plus tard, de près de mille cavaliers, soit 19 escadrons de 50 chevaux chacun (*A.O.M. - Sénégal IV*, 75 b). Ce chiffre est d'autant moins vraisemblable que le colonel ne vit au siège de Kényérâ que 300 ou 400 chevaux pour 4.000 sofas, et sa colonne ne fut alors que faiblement poursuivie. Samori n'avait encore organisé que trois gouvernements militaires et, si nous admettons que chacun disposait de 2 unités de 50 chevaux, il est douteux que la cavalerie ait compté plus de 300 hommes en unités autonomes. La campagne du Manding visait justement à établir le conquérant sur le moyen Niger et à ouvrir une route directe vers les marchés du Sahel. C'est seulement après cette date qu'il put acheter des chevaux en grand nombre et organiser une véritable cavalerie.

Celle-ci restera cependant une force d'appoint et ne décidera jamais de l'issue des combats. Malgré une croissance rapide de 1882 à 1887, elle était en effet condamnée par l'évolution technique de l'armée samorienne, telle que l'imposait le défi français. A partir de 1890, le conquérant se donnera comme objectif l'organisation de troupes d'infanterie entraînées à l'européenne, si bien que le prestige des corps d'élite s'attachera aux fantassins, même si certains de leurs cadres continuaient à chevaucher glorieusement.

Un demi-siècle plus tôt, Samori aurait étendu ses conquêtes jusqu'au Sahel et une immense armée de cavalerie se serait constituée sous ses ordres. Rejeté dans les pays du Sud et confronté à la supériorité technique des Blancs, il va s'orienter vers d'autres solutions. Les unités constituées de cavalerie, sans être éliminées, vont décroître sans cesse, jusqu'à la chute de l'Empire en 1898. Il semble qu'elles n'aient jamais été fort nombreuses, même au temps de leur apogée, qui se situe à la veille de la guerre de Sikasso.

Chaque kèlètigi en possédait généralement deux, soit une centaine d'hommes, quatre tout au plus pour l'armée de Farabâ dont le territoire était particulièrement favorable aux chevaux. On n'en trouvait pas dans les petites colonnes qui combattaient isolément sur des frontières lointaines, et particulièrement sur les confins de la Forêt.

Effectifs théoriques. — Pour apprécier leur rôle, il faudrait connaître l'évolution de leurs effectifs, mais nous ne disposons à ce sujet que de données très maigres. Les sources européennes qui seules nous fournissent des chiffres, distinguent rarement entre les cavaliers encadrant les sofas et les escadons constitués, car elles s'intéressent davantage au nombre des armes qu'à celui des chevaux.

Il faut d'ailleurs garder à l'esprit que chaque saison des pluies ou chaque campagne un peu rude provoquait une hécatombe de montures. Depuis 1882, leur renouvellement ne posait d'ailleurs pas des problèmes aussi difficiles que celui des fusils. Samori ne sera jamais tout à fait coupé des grands centres d'élevage, malgré tous les efforts des Français, et il n'aura du mal à les contacter que pendant deux périodes assez brèves. La première correspond à l'exode vers l'Est, entre la surprise de Koloni, en décembre 1893, et la vassalisation de Kong vers avril 1895. La seconde sera due à la trahison de la métropole dyula, de novembre 1896 à mai 1897, mais à cette époque le Gondja laissera passer les chevaux du Mosi.

La remonte sera donc presque toujours possible, mais il fallait y mettre un prix élevé. Quand les chevaux seront décimés au Dyimini par un climat particulièrement malsain, le coût de leur renouvellement provoquera une véritable hémorragie financière.

Ces variations saisonnières n'empêchent pas de calculer l'effectif des cavaliers d'encadrement, relativement à la masse totale des combattants, mais celle-ci n'est elle-même connue que de façon approximative, si bien qu'on ne peut espérer trouver qu'un ordre de grandeur. Si la norme fixée par Samori avait été respectée, c'est-à-dire si tous les chefs d'unités avaient été montés, on aurait eu au moins un cavalier pour 20 fantassins, en plus des escadrons. Les chiffres indicatifs seraient alors 600 hommes vers 1882, 1.250 ou 1.500 vers 1885, et seulement 200 en 1888, pendant la crise (74). Après être remonté aux environs de 1.000, l'effectif serait retombé vers 500 pendant l'Exode vers l'Est, pour atteindre à nouveau 750 dans le calme du Dyimini avant une dernière chute au chiffre de 600 tout au plus, à la veille de l'effondrement final.

Ces chiffres qui représentent un maximum théorique doivent être considérés avec la plus grande méfiance. A chaque crise militaire, comme la campagne de 1885 ou le siège de Sikasso, l'effectif des chevaux s'effondrait bien plus vite que celui des hommes. Quand les combats continuaient pendant l'hivernage, comme en 1887 et 1888, cette tendance s'accroissait encore. Binger ne vit que 140 chevaux au camp de Samori, mais il admet lui-même qu'il y en avait 250 à 300 au début du siège. Ce chiffre est en accord remarquable avec les 5 ou 6.000 hommes que le capitaine a dénombré, et il est même trop fort si l'on considère qu'il attribuait 60 % de pertes aux chevaux et moins de 20 % aux combattants (T. I, p. 99). Etant donné la saison, les animaux survivants étaient d'ailleurs partis en grand nombre vers des lieux plus sains, mais il faut considérer que Binger n'a vu aucune unité constituée et n'a pas compris qu'une fraction des assiégeants se reposait au loin. Le chiffre relativement élevé du capitaine est donc fort intéressant et il fortifie un peu notre confiance dans ces spéculations quantitatives (75).

Il faut pourtant considérer que les chefs d'unités ne commandaient pas un nombre d'hommes absolument invariable et qu'ils n'étaient jamais tous montés, ce qui nous mène à avouer que nous sommes incapables de chiffrer la cavalerie d'encadrement de Samori (76).

On est en terrain un peu moins fluide si l'on considère à présent les unités constituées, les « escadrons » de Borgnis-Desbordes. La tradition, confirmée ici par les témoignages européens, nous permet d'affirmer que chacun comptait 50 chevaux, mais ce chiffre est un maximum qui devait être rarement atteint. A l'apogée, vers 1887, chaque armée paraît en avoir compté au moins quatre, sauf celle de Faraba qui en possédait huit, ainsi qu'il est naturel puisqu'il lui incombe d'affronter les Toncouleurs.

Dans les années précédant la guerre de Sikasso, Samori aurait donc disposé d'au moins vingt unités de cavalerie, soit 1.000 chevaux. Ce chiffre serait tombé de moitié après la Grande Révolte et jusqu'à l'invasion française. Après l'exode de 1894, la remonte organisée avec l'aide de Kong aurait permis de reconstituer 8 unités de cavalerie, soit 800 chevaux (4 avec Sarankéñyi-Mori, 2 avec Samori, 2 avec Ténénso-Kaba).

Mais une fois de plus ces chiffres sont des maxima, sans doute rarement atteints. Certaines armées comme celle de Sékoba en 1892, ou celle de Bilali en 1897, n'avaient que très peu de chevaux, si l'on en croit la tradition, mais nous sommes incapables d'avancer un chiffre.

Avant Sikasso. — Les quelques renseignements européens dont nous disposons confirment l'impression que les chiffres théoriques qui précèdent sont généralement trop élevés.

Nous ignorons quel était l'effectif de la cavalerie ardente qui poursuivit les Français en 1882, après l'affaire de Kéñyérâ. Fabu n'avait que 80 cavaliers pour affronter le lieutenant Melville, mais nous ne savons pas si tous ses gens étaient là et s'il s'agissait d'une unité constituée ou de combattants rassemblés au hasard (77). La présence d'une troupe organisée est par contre attestée l'année suivante, quand 50 cavaliers, suivis par une cohue de 200 sofas, tentèrent de couper la ligne télégraphique au moment de l'attaque sur Bamako (78).

En mai 1885, quand Maninka-Mori attaqua Louvel avec 5.000 hommes du Foroba, dont 400 à 500 cavaliers, tous les récits attestent qu'il s'agissait d'unités constituées manœuvrant de façon autonome. La cavalerie joua un grand rôle dans l'offensive qui suivit jusqu'au siège de Nyagasola, et les Samoriens auraient disposé d'un millier de cavaliers en juillet 1885, au moment où le Foroba s'avança jusqu'aux abords de Bafoulahé. Tyèba lui avait pourtant pris 200 chevaux un peu plus tôt, à Koloni. Péroz fera bientôt croire à Frey que l'Almami disposait de 4.000 montures, mais ce chiffre est aussi arbitraire que son total général de 50.000 combattants (79).

Nous verrons que l'effectif normal d'une unité de cavalerie était de 50 chevaux, mais un certain nombre de renseignements indiquent que plusieurs d'entre elles pouvaient se grouper, au moins à l'occasion des parades. Maninka-Mori accueillit Tournier en mars 1886 avec 100 cavaliers, mais il défila le lendemain à la tête d'un « escadron de 200 cavaliers très brillamment vêtus ». Il n'est pas exclu que ceux-ci aient inclus des chefs d'unités, car l'infanterie qui suivait se présentait en phalanges compactes, sans encadrement monté (80). L'année suivante, c'est avec un « escadron » de 200 cavaliers, précédant 500 sofas, que Samori rendra les honneurs à Péroz, à Bisāndugu (81).

Face aux Français. — Après la Grande Révolte, nous allons disposer, pour certaines armées du moins, d'éléments plus précis et plus faciles à interpréter. A la veille de son grand duel avec la France, Samori paraît avoir fait un réel effort pour assurer la remonte de ses gens, comme pour les pourvoir en armes modernes (82). Dans le grand nombre de chiffres partiels que nous possédons sur l'armée de l'Ouest, nous trouvons peu de cas où la proportion de cavaliers à fantassins soit voisine du rapport idéal de 1 à 20. La plupart des renseignements nous montrent des cavaliers infiniment plus nombreux, et on a alors certainement affaire à des unités constituées (83). Ce sera le cas de la garnison de Faraba, face à Bamako, qui aurait compté en juin 1890 1.000 cavaliers pour 2.000 sofas. Il semble donc qu'à la veille du grand conflit, l'Almami avait réussi à satisfaire les besoins en chevaux de ses hommes. En juin 1891, au moment d'attaquer Kankan, Archinard estimera la cavalerie adverse à 2 ou 3.000 hommes. Si l'on admet un chiffre moyen, les données de la tradition sont ainsi remarquablement confirmées. On aurait en effet 750 cavaliers pour encadrer 15.000 sofas et 2.000 autres répartis entre une vingtaine d'« escadrons ».

Pendant l'hivernage de 1891, Samori harcèlera les positions françaises à Kankan et sur le Haut Niger avec des troupes comptant des cavaliers beaucoup trop nombreux pour un simple encadrement (84). Les unités constituées resteront cependant en réserve auprès de l'Almami, et elles seront rarement engagées contre les colonnes Humbert et Combes, pour des raisons tactiques évidentes (85).

Divers visiteurs ont observé par contre, que les kèlètigi ne gardaient que les cavaliers strictement nécessaires à l'encadrement de leurs garnisons diminuées (86).

En décembre 1893, Samori réduira Ntèntu et Bougouni avec une forte cavalerie, que nous ne pouvons malheureusement pas chiffrer (87). Quelques mois plus tard, à Kaloa, il écrasera les gens de Sikasso et leur enlèvera 200 chevaux (88).

Dans l'Est. — Après l'Exode de 1893-1894, nos renseignements sur la cavalerie deviendront particulièrement pauvres, et on a l'impression très nette que l'usage du cheval régressait désormais dans l'armée de Samori (89). Le nouveau territoire était extrêmement méridional et s'enfonçait même dans la Forêt sur les rives du Comoé. Il était donc particulièrement malsain, et la remonte deviendra de plus en plus coûteuse, au moment où l'adoption de la tactique européenne accroissait l'importance des fantassins bien entraînés. Les données éparses dont nous disposons nous portent à croire que les chefs d'unités des dernières années seront de plus en plus rarement montés.

Les escadrons, de leur côté se réduiront en nombre et interviendront de moins en moins sur le champ de bataille. Ils ne joueront aucun rôle en 1895, dans la défaite de Monteil. Quant aux Zërma de Marabadyasa, qui rallieront le conquérant, ils ne possédaient plus, semble-t-il, qu'un petit nombre de montures.

La trahison de Kong, dès la fin de 1896, compromettra à nouveau la remonte. En mars 1897, Sarānkèñyi-Mori n'aura que 400 cavaliers sur 7.000 hommes, escadrons compris, quand il écrasera la colonne Henderson. Il venait pourtant de passer des mois au contact des Zërma du Gurunsi et de la frontière du Mosi, si bien qu'on a le sentiment d'une pauvreté exceptionnelle en montures. C'est évidemment ce qui allait inciter Samori à détruire Kong et à pousser jusqu'à Bobo la grande offensive de 1897.

L'intervention française l'empêchera d'en cueillir les fruits. Il semble bien qu'à la fin de 1897 et au début de 1898 le renouvellement de ses chevaux était particulièrement difficile. Le Mosi, en proie à la guerre civile, ne se prêtait pas au commerce, et les Dyula qui risquaient leur vie à traverser les lignes françaises ne devaient pas être nombreux. Dans le grand défilé donné en septembre à Dabakala, en l'honneur de Nebout, la cavalerie brillera par son absence, si l'on excepte « l'escadron des fils de Samori » ; sur les 45 chevaux, 4 ou 5 tout au plus, étaient d'ailleurs dans un état passable. Les cadres de l'infanterie marchaient à pied (90).

Le gros de la cavalerie se trouvait alors, il est vrai chez Sarānkèñyi-Mori, qui disposait d'au moins quatre unités constituées. Et pourtant, quand celui-ci lancera ses meilleurs hommes à l'assaut de Kong, de janvier à mai 1898, on ne signalera parmi eux qu'un petit nombre de cavaliers. Admettons que ses gens laissent leurs montures à l'écart pour ne pas servir de cibles aux tirailleurs. Il reste que rien ne permet de croire que Samori ait disposé d'une cavalerie importante après la fin de 1896, quand Kong arrêtera les caravanes de Bobo (91).

De Lartigue lui attribuera de 1.000 à 2.000 chevaux en juin 1898, mais ces chiffres paraissent gonflés (92). Samori ne conservera sans doute qu'un petit nombre de montures au moment de s'enfoncer dans les monts des Dā (93). Les Français en trouveront à peine plus d'une centaine quand ils le captureront (94).

Soins et entretien. — Chaque combattant était personnellement responsable de l'équipement que lui attribuait l'Almami ou son kèlètigi, et c'est à ses frais que les artisans de l'armée l'entretenaient en garnison ou en colonne.

Les bolotigi inspectaient minutieusement les chevaux et armes de leurs hommes au début de chaque campagne. Celle-ci terminée, chacun d'eux signalait au kèlètigi ce qui avait été détruit au combat car l'Almami était tenu d'en assurer le remplacement. Toutes les autres pertes faisaient l'objet d'une enquête, et le responsable devait rembourser, sous peine d'être chicoté ou rétrogradé, voire réduit en captivité. Cette discipline portait ses fruits car Humbert s'extasiera, en 1892, sur le parfait état des armes de l'ennemi.

Le coût de la remonte étant particulièrement élevé, les chevaux faisaient l'objet de soins particuliers (95). Pour limiter les dégâts, chaque kèlètigi, à l'exemple de Samori, éloignait ses montures des régions malsaines à l'approche de l'hivernage et les maintenait dans des zones montagneuses ou sèches jusqu'à la fin des pluies.

Binger, en 1887, parle avec mépris de la cavalerie samorienne, mais il n'avait pas pu l'observer sérieusement sous les murs de Sikasso, car sa visite avait lieu en plein hivernage, et alors que la disette régnait chez les assiégeants. Péroz, en 1892, admirera au contraire l'excellent état des montures de l'ennemi (96). La situation se dériorera cependant dans les dernières années, et le jugement de Nebout, en 1897, sera aussi sévère que celui de Binger. Le transfert de l'Empire dans un domaine nouveau, très défavorable aux chevaux, explique d'ailleurs cette décadence bien mieux que la négligence des sofas.

Ceux-ci n'étaient d'ailleurs pas laissés à eux-mêmes. Pour assurer l'entretien de son capital militaire, Samori s'était appliqué à mobiliser une grande partie des artisans et colporteurs de l'Empire, dont le travail avait été organisé avec une méthode et une efficacité sans précédents dans le monde Manding.

C) L'ARTISANAT POUR L'ARMÉE

Toute colonne traditionnelle emmenait en campagne du personnel qualifié pour réparer les armes et l'équipement des combattants. En créant des armées permanentes, Samori s'était trouvé naturellement amené à installer dans chaque grande garnison une équipe d'artisans comprenant surtout des tailleurs (*lyésédalikè*), des cordonniers (*garānkè*) et des forgerons (*numuñ*). Tous étaient castés, à l'exception des premiers qu'on assimilait aux dyula.

Les garānkè réparaient les selles ou les harnachements des chevaux, et faisaient des bottes ou des sandales pour les combattants. Ils n'étaient pas très nombreux, et leur rôle était secondaire. Ils étaient généralement payés directement, en cauries ou en nature, par leurs clients.

Les forgerons militaires. — L'habileté des forgerons de Samori avait par contre une incidence directe sur la puissance militaire de l'Empire (97). Dans le monde malinké, la caste des numuñ n'est pas méprisée comme celle des garānkè, mais on la tient à l'écart en raison de la crainte, voire du respect, qu'elle inspire. Ses hommes, maîtres du feu et du fer, sont les alliés des puissances surnaturelles, et leur rôle dans les rites de la circoncision leur assure un prestige particulier. Leur art fournit aux paysans les instruments qui fecoudent la terre, et aux chasseurs ceux qui procurent de la viande au village. Ils mènent une vie étroitement déterminés par les interdits stricts, qui régissent tout l'équilibre de cette société agricole.

Les forgerons sont toujours ouvriers du bois, afin de tailler les manches de leurs outils, et leurs femmes sont généralement potières. Leur connaissance profonde des qualités du charbon de bois, comme de celle des minerais, les prédisposait à la fabrication de la poudre, que leurs femmes pilaient soigneusement dans des mortiers. Pour des raisons religieuses, autant que pour leur valeur technique la vie des forgerons était toujours épargnée en temps de guerre et on les choisissait généralement comme intermédiaires pour négocier la paix.

A l'exemple des Sisé, Samori ordonna très tôt à ses hommes de s'emparer des forgerons dans chaque pays conquis et de les lui envoyer. A partir de 1873, ces artisans affluèrent donc à Bisândugu, à tel point que leur disparition gêna les travaux agricoles dans certaines régions, comme le Wasulu vers 1883. A mesure que se créaient des commandements territoriaux, chaque chef d'armée meua la même politique pour son compte. Il devait cependant demander l'accord de Samori, et ne gardait qu'avec son accord les forgerons qu'il avait pu saisir.

Cette politique sera constante. Quand l'Almami s'installera au Dyimini en 1895, il entraînera à sa suite les forgerons pris à l'ouest du Nzi, et en fin d'année, il fera déporter une bonne partie de ceux du pays Abrô (Bondoukou). Sarânkènyi-Mori lui enverra bientôt ceux qu'il aura pris au Gondja.

Chaque gouvernement militaire possédait donc un atelier plus ou moins important, placé sous les ordres d'un numuñkuñtigi qui jouissait de la confiance personnelle du kèlètigi. Chaque fois qu'une petite colonne se déplaçait, ce dernier désignait quelques forgerons pour l'accompagner.

Les sofas les payaient généralement en cauries, pour la réparation de leurs armes personnelles (sahres, couteaux, etc...) ou même pour celle de leurs fusils, si le dommage était de leur faute. Si le fusil était par contre détérioré en campagne, les forgerons devaient le réparer gratuitement. Ils étaient en effet entretenus par le kèlètigi qui leur fournissait chaque jour de la nourriture, ainsi que des vêtements et même, après chaque campagne, des captifs prélevés sur sa part de butin. Dans chaque garnison, leurs femmes fabriquaient de la poudre et, à temps perdu, de la poterie.

La remise en état, ou même la fabrication de fusils à pierre n'était pour ces artisans qu'un travail de routine, toutes les pièces sortaient de leurs mains, et rien ne leur paraissait irréparable. Ils n'hésitaient jamais à raccourcir un canon endommagé, sans souci de la précision du tir (98). Tout cela n'a rien d'extraordinaire car l'habileté des gens de caste, qui vivaient depuis l'enfance dans l'ambiance de leur métier, est souvent surprenante.

Des villages-ateliers. — Il est par contre stupéfiant que ces hommes aient su résoudre les problèmes posés par les fusils à tir rapide et à répétition. Ces artisans travaillent accroupis sous des paillottes avec des pinces grossières, à côté de leurs apprentis qui pressent un soufflet fait d'ouïres en peau de mouton (*foghofogho*). Comment ont-ils osé imiter les grandes manufactures d'Europe ? Ils n'y auraient même pas songé, à vrai dire, s'ils n'avaient pas été rassemblés, organisés et mis au travail par la volonté inflexible et la souple intelligence de Samori.

Le plus grand nombre des forgerons, affluant des quatre coins de l'Empire, se trouvait en effet sous le contrôle direct de l'Almami. Celui-ci en avait gardé quelques-uns à Bisândugu, pour les besognes courantes et en avait attribué d'autres au Foroha pour l'entretien de ses armes ; mais ce sont de véritables ateliers qu'il entreprit d'organiser avec le plus grand nombre d'entre eux. Le forgeron de village dispose de ressources abondantes et ne travaille jamais à plein temps. Pendant la saison sèche il est constamment à sa forge, mais à l'approche des pluies il cultive

comme tout le monde. Il n'est pas toujours possible d'extraire du fer sur place et il lui arrive de manquer de matière première si les dyula ne l'ont pas approvisionné. Samori pensa sans doute que s'il regroupait ces artisans en grand nombre, sous une discipline stricte, dans un village où il pourvoirait lui-même à leurs besoins et où l'extraction du fer serait aisée, il pourrait exiger d'eux un travail constant. Selon la tradition, il voulait d'abord leur faire fabriquer des fusils à pierre, qui lui reviendraient ainsi beaucoup moins cher que ceux de Sierra Leone.

Peu après son installation à Bisändugu, il nomma un chef forgeron, Karfala Kuruma, originaire du Sabadugu. Celui-ci choisit sur les bords du Dyō, à cinquante kilomètres de la nouvelle capitale le village de Tèrè, qui est connu dans tout le Torō pour la richesse du minerai qu'on y trouve. C'est là que Samori installa la plupart des familles numuñ que ses armées saisissaient à travers l'Empire, et de nombreux captifs qui allaient aider Karfala à extraire le minerai. Une énorme agglomération surgit ainsi très vite à côté du vieux village, tandis que de nombreux hauts fourneaux (*nèghè-di-bi*) dressaient non loin de là leurs cônes de latérite.

La fabrication massive des fusils à pierre ne paraît avoir posé aucun problème et Samori s'en contenta jusqu'en 1885. Il se trouva alors confronté à la puissance des fusils modernes, dont quelques-uns tombèrent entre ses mains durant la retraite de Combes et l'examen de ces armes dut le laisser perplexe. La tradition nous dit que les raynes des canons étaient un sujet d'étonnement pour les forgerons : car ils ne concevaient pas comment elles pouvaient être réalisées. C'est sans doute pour cette raison que Dyaulé-Karamogho, en partant pour la France, se vit adjoindre un bijoutier célèbre de Kankan, Musa-Kaba, dit Syagha-Musa. Les bijoutiers (*syagha*) sont en effet des forgerons spécialisés dans le travail minutieux des matières précieuses comme l'or et l'argent mais aussi le cuivre. Ils n'étaient pas communs dans le Konyā traditionnel, mais on les trouvait dans les principaux centres dyula, du fait du grand commerce auquel l'or servait de truchement.

Pendant que le fils de Samori visitait Paris, Syagha Musa réussit à se faire embaucher à l'arsenal de Saint-Louis où il passa plusieurs mois à examiner les armes européennes et à apprendre leur réparation.

Dès son retour, à la fin de 1886, Samori l'envoya à Tèrè, en mettant à sa disposition tout ce qu'il réclamait. Le bijoutier se mit au travail et forma bientôt un certain nombre d'assistants, dont les plus connus furent Syagha-Bori et Kanamagā, tous deux originaires de Kankan. Il paraît avoir éclipsé facilement Karfala Kuruma dont il ne sera plus question. Le premier problème qu'eurent à résoudre ces nouveaux techniciens furent le montage en cartouches des étuis ramassés sur le champ de bataille et la fabrication de nouvelles douilles. Ce travail relativement simple ne fut pas centralisé. Chaque kèlètigi possesseur d'armes à tir rapide l'imposa à ses forgerons. Samori lui-même lui consacra un énorme atelier dans l'arsenal qu'il installa en 1888 au sommet du Tintikuru (99).

La réparation des fusils à tir rapide était bien plus délicate, qu'il s'agisse de Chassepots, avant 1890, puis ultérieurement presque exclusivement de Gras et de Mausers. Il fallait fabriquer des pièces détachées absolument semblables aux originales, ce qui était un travail de bijoutier. Samori regroupa donc les meilleurs artisans à Tèrè, et c'est là que les techniques furent mises au point sous le contrôle de Syagha-Musa.

Dès que ce résultat fut acquis, l'Almami en voulut davantage et demanda à son bijoutier de fabriquer entièrement des fusils à tir rapide. S'il était capable de fabriquer les pièces, il ne serait pas difficile de les assembler.

Samori paraît avoir donné cet ordre en 1889, alors que la rupture de la route de Freetown l'empêchait de se procurer des armes. Comme il n'était pas possible de fabriquer plusieurs mo-

dèles, l'effort porta d'abord sur les fusils Gras, puis essentiellement sur les Kropatschek, car Samori sentait la supériorité des armes à répétition qu'il ne pouvait se procurer par les voies normales. Le Kropatschek l'intéressait surtout parce que ses pièces étaient identiques à celles du Gras, et les forgerons de Syagha-Musa vont s'attacher à ce modèle jusqu'en 1898.

Tèrè sera évacué en 1892, à l'approche de Humbert, et les forgerons suivront l'exode sans s'écarter des résidences successives de Samori, de Magāndugu à Nyodyi puis au gué de Kuluzā en 1895, et enfin à Dabakala, en 1896 (100).

Technique. — Nous ne possédons aucun témoignage sur Tèrè, mais ceux de Henderson et surtout de Nebout nous renseignent avec précision sur les ateliers de Dabakala. Ils recourent admirablement la tradition et nous éclairent sur les méthodes ingénieuses qui ont permis aux numūn de Samori de réaliser cet exploit technique.

Ils y sont parvenus en employant pour certaines pièces de nouveaux alliages coulés selon la technique de la cire perdue, qui est un procédé de bijoutier (101). A l'est d'une ligne allant du Pays Dā, en pleine forêt, jusqu'au Mosi par le Senufo, cette méthode sert traditionnellement à faire des statuettes anthropomorphes, des masques et des anneaux ornements. Les fameux poids à peser l'or des Akān l'ont illustrée. Dans le monde malinké elle est beaucoup plus rare et ne sert qu'à faire des bijoux de petite dimensions, parfois décorés ensuite au filigrane.

L'idée n'était donc pas nouvelle, mais il était révolutionnaire d'appliquer cette technique à des pièces souvent assez grosses et surtout de l'utiliser pour fondre d'autres alliages que le bronze ou le laiton, ce qui exigeait des températures beaucoup plus élevées (102). Pour la confection des objets en cuivre, les douilles des cartouches par exemple, il n'y avait aucune difficulté. La pièce fondue était souvent un peu irrégulière, mais le forgeron la finissait à la lime jusqu'à ce qu'elle glisse parfaitement dans la culasse.

Les douilles recueillies par les bilakoro sur les champs de bataille étaient d'ailleurs retournées aux forgerons qui les utilisaient à nouveau, économisant ainsi un temps précieux.

Les balles pouvaient être en cuivre ou en bronze mais on les obtenait souvent en tronçonnant des bracelets de fer dont les segments étaient ensuite limés patiemment, jusqu'au moment où ils prenaient la forme d'un cône impeccable.

Au moment de l'attaque d'Archinard, toutes les femmes de l'Empire donneront à Samori leurs bassines et cuvettes de cuivre pour les transformer en munitions.

La construction d'un fusil Gras ou Kropatschek était une toute autre affaire. Syagha-Musa en vint à bout grâce à une extrême spécialisation des tâches. Chaque forgeron fut chargé de fabriquer une seule pièce, toujours la même et il disposait d'une espèce de haut fourneau pour amener le métal au point de fusion ; installé sous sa paillotte avec ses aides, il acquit vite une grande dextérité, finissant à la lime les pièces les plus délicates, qui étaient vérifiées par Syagha-Musa en personne. Le montage était effectué par d'autres spécialistes, sous le contrôle direct du chef forgeron.

Restait le problème des rayures du canon (103). S'inspirant sans doute du matériel qu'il avait vu fonctionner à Saint-Louis, Syagha-Musa inventa un dispositif ingénieux dont Nebout nous a laissé la description. Le tube lisse, porté au rouge, était travaillé par une mèche fixée sur une lourde boule, à laquelle un levier imprimait un fort mouvement de rotation. Le canon était ensuite trempé dans la rivière voisine, puis vissé à l'aide d'un étau sur la boîte de culasse. L'atelier de Samori gardait ainsi l'aspect d'un hameau de forgerons. « C'est une série de petits hangars où chacun travaille avec l'attirail africain ordinaire. Soufflet en peau de bouc et petite en-

clume... ». Nebout signale deux ateliers à 800 mètres de distance, et dont l'un paraissait réservé aux canons, aux crosses et au montage, l'autre aux nombreuses petites pièces (octobre 1897) (104).

Le résultat de ce grand effort a été très respectable. Archinard est le premier à avoir examiné en 1891, des armes de fabrication samorienne et il ne cache pas une certaine admiration en dépit de sa tendance à déprécier l'adversaire. « Nous avons ramassé dans les combats bien des fusils Gras faits de toutes pièces par (les forgerons), bois, canon et mécanisme de culasse. Un certain nombre ont été offerts à titre de curiosité au général Borgnis-Desbordes, et si ces armes dont les culasses se manœuvrent aisément ne donnent pas un tir comparable à celui des vrais fusils Gras, s'ils éclatent souvent, il n'en reste pas moins certain que les Noirs... savent parfaitement entretenir les armes qu'ils achètent... qu'ils savent les réparer et remplacer les pièces perdues ou détériorées... » (105).

Or ce n'étaient là que les premiers essais, qui furent vite dépassés quand tout l'effort se porta sur le type Krapatschek. Baratier sera plus sévère en 1895 car il insistera sur le côté mécanique et borné de l'imitation. « L'ouvrier, qui n'était pas suffisamment intelligent pour comprendre la signification des lettres et des chiffres, marques de fabrication gravées sur le culot, perdait un temps énorme à inscrire servilement les initiales d'un arsenal et des dates qu'il supposait être un gri-gri indispensable. » (T. I, p. 84).

Le fait est sans doute exact, ce qui ne diminue en rien cette remarquable réalisation, car enfin, ces fusils fonctionnaient. L'interprète François Coulibali qui visita Samori à Kuluzā en juin 1896 en porte témoignage (106). Le seul auteur qui tentera de les ridiculiser et de les présenter comme inutiles, ne sera pas un militaire mais le journaliste André Mevil (107).

Leur quantité, enfin, n'était nullement négligeable. Bien que Nebout ait jugé peu nombreux les forgerons chargés de ce travail, il pense qu'ils produisaient deux fusils par jour ; lors de sa visite, tous les gardes de Samori, soit environ 200 hommes en étaient munis : il en vit personnellement 188.

* * *

Il serait donc malbonnête de contester la grandeur d'une entreprise qui est sans égale dans l'Afrique ancienne. Malgré des moyens techniques misérables, Samori avait su mobiliser et stimuler l'ingénieuse habileté de ses gens. Placé devant la nécessité de dérober aux Blancs le secret de leur puissance, il avait réussi à fabriquer par ses propres moyens des armes extrêmement modernes dont le Soudan colonial ne disposait lui-même que depuis peu d'années. Il serait puéril de reprocher à ces gens une imitation servile et un peu mécanique. Leur retard technologique était trop grand pour qu'on ait pu attendre d'eux des créations originales. Samori sut pourtant les mettre au travail, non seulement en grand nombre mais avec intelligence et efficacité. Syagha-Musa sera désormais connu sous le nom glorieux de « *Datā-Musa* » — « Musa au fusil à dix coups » et il l'avait bien mérité.

Si brillante que fût cette œuvre, elle ne satisfaisait pourtant qu'à une faible fraction de ses besoins. La fatalité voulait qu'il ne put affronter la menace des Blancs sans utiliser les produits de leur industrie. Il y parvint d'ailleurs, non sans peine, en utilisant les vieux réseaux commerciaux des dyula dont il voulait justement défendre l'héritage. C'est sur ce terrain qui lui était familier, qu'il réussit la plus remarquable mobilisation des ressources de l'Empire.

D) LE COMMERCE POUR L'ARMÉE

Nous avons souvent insisté sur l'individualisme des dyula, et il n'est pas étonnant que Samori, qui était l'un d'eux, se soit donné en matière commerciale une doctrine à son image.

On pourrait presque parler d'une conception libérale de l'économie quand on songe à son souci de donner à chaque colporteur la chance de s'enrichir si Dieu le voulait bien. Il restait ainsi dans la ligne de la meilleure tradition islamique. Le soin avec lequel il protégeait ses anciens compagnons contre les exactions et relevait leur condition en supprimant des péages injustifiés, lui permettait en retour d'attendre d'eux certains services.

Politique des prix. — Le Souverain avait cependant marqué sa volonté de ne pas intervenir dans le déroulement des marchés hebdomadaires où s'opérait la conversion entre commerce à longue distance et production locale, et où les cauries régnaient comme moyen d'échange. Les Samoriens ne perturbaient ces circuits qu'au lendemain d'une conquête, quand les sofas réquisitionnaient tous les vivres et même les semences pour les revendre au prix fort. La dernière grande action de ce genre s'exercera en 1895 au dépens des Abrô qui devront racheter leurs propres grains pour ne pas mourir de faim.

Une fois la paix rétablie, l'extension des cultures sous la pression de l'Almami, faisait vite baisser les prix, et facilitait ainsi le ravitaillement des conquérants. La conduite quotidienne des agents du souverain était pourtant souvent peu digne d'éloge. S'ils avaient des stocks excédentaires à vendre, kèlètigi ou même dugukūñasigi n'hésitaient pas à harer les accès d'un marché pour faire monter les cours. Bioger nous montre ainsi les sofas de Wolosébugu refoulant les paysans qui apportaient des charges de maïs au marché, alors que la guerre de Sikasso créait une véritable disette (1892, T. I, p. 19). Le même auteur signale qu'ils arrêtaient tous les dyula qui passaient avec du sel pour le Sud et les obligeaient à se joindre aux vendeurs pour faire tomber les prix de cette denrée dont Samori réclamait de grandes quantités.

C'étaient là des problèmes locaux, que chaque kèlètigi réglait selon son humeur. Pour le commerce à longue distance, il en allait autrement, car la puissance de l'Armée et l'avenir de l'Empire en dépendaient largement. Samori fixa donc sur ce plan une politique d'ensemble et en suivit attentivement l'application. Il limita d'ailleurs son action à favoriser l'importation des marchandises indispensables qu'il ne trouvait pas dans l'Empire, c'est-à-dire les chevaux des pays du Nord et les armes que fabriquaient les Blancs.

1°) LES MOYENS DE PAIEMENT.

On a vu que ce commerce à longue distance, issu de nombreux siècles de pratique dyula, méprisait les « monnaies » indigènes encombrantes comme les cauries ou les gèzé. Les tissus en bande, eux-mêmes, payaient seulement la nourriture quotidienne des colporteurs. Les moyens d'échange courants étaient des barres de sel saharien, faciles à morceler, et surtout la poudre d'or qui pouvait être pesée avec précision. Mais, bien entendu, tout le mécanisme reposait sur l'échange de quelques grandes marchandises entre des régions complémentaires et ces relations opposaient régulièrement la zone forestière aux pays du Nord d'une part, aux rivières du Sud de l'autre (108).

Samori avait assez pratiqué ce commerce pour savoir à quoi s'en tenir. Pour se procurer ce qui lui manquait, il lui fallait disposer en permanence de moyens de paiement acceptables.

a) *Les Esclaves*

Ceci pose aussitôt le problème de l'esclavage, non pas de la captivité domestique, qui allait de soi en ce temps et en ce pays, mais de la traite avec son terrible cortège de razzias sanglantes et de déportation. Toute la littérature coloniale a peint Samori sous les traits repoussants d'un chasseur d'esclaves. Dans l'ultime numéro de son bulletin, en 1960, le Comité de l'Afrique Française s'acharnait encore à défendre la thèse de Samori esclavagiste (109). Douze ans plus tôt, Pierre Deloncle avait célébré dans *Climats* le « cinquantenaire d'une libération », c'est-à-dire de la prise de Samori. Fili-Dabo Sissoko ayant pris la défense du héros africain qu'il comparait à Vercingétorix, une polémique courtoise suivit, où Deloncle maintint que l'Almami était avant tout un marchand d'esclaves (110). Il aurait dépeuplé son Empire en vendant ses propres sujets pour acheter des armes, et ce thème est partout présent dans la littérature de la tradition coloniale qu'elle s'exprime par la médiocre Histoire Militaire de l'A.O.F., par le livre brillant de Meniaud ou par ceux, superficiels, de Duhoc ou d'Ingold.

Cette affirmation n'est pourtant pas universelle chez les auteurs contemporains de la conquête. Péroz, Archinard et Baratier parlent de l'esclavage, mais n'en chargent pas spécialement Samori. On peut en dire autant de Delafosse qui nous a donné, malgré certaines erreurs de faits, l'exposé le plus serein et le plus équilibré sur l'histoire de l'Almami.

Les affirmations de Binger. — Deloncle cite, à vrai dire, sa source, qui est la grande relation de Binger, pillée huit ans plus tard, sans grand scrupule par Mevil. Toutes les accusations d'esclavagisme portées contre Samori viennent de là. Binger estime que la population a diminué des quatre cinquièmes sous la domination de Samori (1892, T. I, p. 19) et il paraît croire que les achats d'armes et de chevaux étaient payés exclusivement par des captifs (*ibid.*, p. 100) qui étaient dirigés surtout vers les pays du Sahel et l'Afrique du Nord (*ibid.*, p. 130). Samori, qui n'avait aucun souci religieux, razziait donc et laissait piller pour entretenir sa Cour et son armée. « Ce n'est qu'un marchand d'esclaves, le fournisseur des marchands maures du Sahara. Dans ces dernières années et pendant le mémorable siège de Sikasso, ne faisant que bien rarement des prisonniers, Samori a été forcé de vendre une partie de ses propres sujets pour se procurer des chevaux et de la poudre... La population, déjà très réduite ira sans cesse en décroissant » (p. 151). Binger termine par un appel à la destruction de l'Empire de Samori, « dont les sujets opprimés implorent notre secours » et propose la suppression de tout Etat africain indépendant, seule l'administration directe pouvant régénérer la population (*ibid.*, p. 152-153).

Le ton de ces dernières pages n'est pas sans intérêt si l'on songe que Deloncle, opposant ce témoignage à Fili-Dabo Sissoko ajoute : « ceci n'est pas un jugement passionné d'adversaire échauffé par le combat, c'est l'appréciation d'un « touriste », touriste avec lequel d'ailleurs Samori... aurait été infiniment heureux de collaborer... » (31-11-1948).

En réalité, on ne peut apprécier les pages de Binger sans tenir compte de deux facteurs.

Tout d'abord ce livre a été écrit en 1890 et 1891, avant l'échec du capitaine au concours de l'Ecole de Guerre. Malgré les liens qu'il avait établis avec Verdier et les milieux commerçants de la Côte de Guinée, il n'était pas encore décidé à quitter l'armée et il devait ménager l'équipe de Borgnis-Desbordes, qui régnait souverainement sur les Troupes de Marine. Il épousait donc chaleureusement leur thèse en s'élevant contre l'immobilisme ruineux qui avait, paraît-il, bloqué nos troupes sur place de 1885 à 1889 « tandis que pour la même dépense on aurait pu établir notre influence du Sénégal au Tchad au Congo » (*ibid.*, p. 152). Il était dès lors naturel que Binger ait accablé Samori, qu'Archinard venait d'attaquer en violation de ses instructions, et qu'il

n'ait pas craint de contredire son ami Péroz. En 1895, passé dans l'administration civile, Binger sera beaucoup moins belliqueux, désavouera l'intervention de Monteil avec un certain manque de franchise, et proposera d'aller en personne traiter avec Samori.

Le grand explorateur avait donc un biais hostile et son attitude envers l'Almami contraste avec la bieuveillance générale qu'il montra aux autres chefs de la boucle du Niger, que la France espérait amener à elle.

Ce fait admis, nous pouvons critiquer le témoignage de Binger, mais non le négliger. Le grand explorateur fait toujours preuve d'une remarquable minutie et sa partialité n'implique aucune mauvaise foi. On ne peut rejeter sans raisons ce qu'il a vu personnellement.

Mais justement ce qu'il a vu de l'Empire samorien n'est pas significatif. Il n'en a pas visité le berceau, comme Péroz. De Bamako à Sikasso il n'a traversé que les marches du Nord, des régions ravagées et écrasées depuis quelques années par une terrible série de guerres et de révoltes. Au nord de Woloséhugu, les destructions de la guerre toucouleure et de l'insurrection n'étaient pas encore réparées, si bien que l'état misérable et le dépeuplement de ce pays n'avaient rien de surprenant. Plus au sud, du Baulé au Bagoé, le pays Bambara avait été conquis et perdu à trois reprises en trois ans. Presque tous les habitants avaient fui, les partisans de Sikasso au Kéné-dugu et ceux de Samori au Wasulu. Tel est le cas exemplaire sur lequel le capitaine voulait calculer la population moyenne des États de l'Almami. On ne saurait donc s'étonner des résultats qu'il obtint.

Ces extrapolations imprudentes s'aggravent quand Binger, contre tous les témoignages et toutes les traditions, affirme que Samori payait tous ses achats en captifs. Il établit aussitôt un bilan surprenant du siège de Sikasso, qui aurait coûté 14.400 esclaves pour la poudre et 4.000 pour les chevaux (*ibid.*, p. 100), tous prélevés, bien entendu, sur les sujets de l'Almami. Si l'on devait prendre ces chiffres au sérieux, il resterait à expliquer comment un souverain saisi d'une telle rage d'autodestruction a pu tenir tête aux Français pendant plus de seize ans. Ces jugements abusifs s'expliquent seulement si l'auteur voulait justifier l'agression d'Archinard en proclamant l'urgence d'occuper le pays avant qu'il soit réduit à l'état de désert.

Si l'on tient compte du parti-pris qui entache ses raisonnements, le témoignage de Binger, réduit à de simples faits, devient tout à fait acceptable et ne contredit pas ce que nous savons par ailleurs du commerce des esclaves dans l'Empire de Samori.

Sources de la captivité. — Il est parfaitement clair que l'Almami n'eut jamais l'intention de bouleverser la société malinké en supprimant la captivité traditionnelle. Les autorités européennes n'y viendront elles-mêmes que très progressivement. Dès 1883, l'ouvrage de propagande publié sur l'initiative de Borgnis-Desbordes à la gloire de la nouvelle colonie, avait plaidé pour le maintien de la captivité de case, qu'il distinguait soigneusement de la traite (111).

L'individualisme dyula qui avait marqué le jeune Samori et son estime pour les hommes de caractère le prédisposaient pourtant à une vue égalitaire des hommes. Les combattants d'origine servile étaient pratiquement assimilés aux hommes libres et leur bravoure pouvait les mener au premier rang. La captivité n'était donc pas une malédiction irrémédiable sous ses ordres, mais il ne pouvait être question d'ébranler toute la société en libérant les captifs de case ou en supprimant les villages de captifs.

Rappelons que la coutume malinké n'autorise pas la vente des esclaves nés entre les mains de leurs maîtres et voit en tout cas d'un mauvais œil la séparation des parents et des enfants. Samori perdait donc vite la possibilité de commercialiser les captifs installés dans ses bameaux, car ceux-ci ne tardaient pas à s'euraciner et à procréer, selon le désir de leur maître.

Des réductions en esclavage étaient faites en revanche par ordre judiciaire, en répression de certains crimes et du non paiement des dettes. La vente était cette fois de règle pour éloigner à jamais les indésirables, et Samori n'essaya pas de modifier cette coutume. Ces sanctions ne touchaient cependant qu'un petit nombre d'individus et le bénéfice n'en revenait pas à l'État mais à l'adversaire du condamné.

Guerre et esclavage. — La source universelle de la traite africaine restait cependant la guerre. D'un certain point de vue, on peut soutenir que Samori, sans la tarir, s'efforça d'en limiter les effets. Les razzias continuelles entre kafu rivaux créaient un afflux constant de captifs qu'on éloignait au plus vite de peur qu'ils ne s'évadent pour rentrer chez eux. L'ordre samorien mit évidemment fin à ces hostilités continuelles, et à l'hémorragie qu'elles entraînaient. Sur toutes les frontières du nouvel Empire, les kèlètigi reprenaient, il est vrai, cette pratique à leur compte aux dépens des voisins insoumis. Seuls les grands États avec qui l'Almami entretenait des relations régulières, bonnes ou mauvaises, comme le Futa-Dyalô ou l'Empire Toucouleur, en étaient exemptés en temps de paix. Les Kono, les Kisi, certains Toma ou Dā vécurent des années difficiles, non sans se défendre rudement car ils savaient utiliser tous les sites favorables. Ils alimentèrent un afflux constant de captifs, mais son importance numérique ne fut sans doute pas considérable car on ne constate dans ces régions infortunées aucun dépeuplement notable. Ce sont souvent au contraire des pays de très haute densité (Kisi, Dā). Les Samoriens étaient d'ailleurs moins agressifs à leur égard que les conquérants locaux qu'ils avaient supplantés (Kamara de Kwonkâ, Sakuraka du Mau).

Pour la captivité de guerre, toutes les coutumes du Haut Niger étaient remarquablement uniformes. Les personnes prises au combat, c'est-à-dire essentiellement pendant l'assaut d'un village, perdaient leur liberté. Si leurs parents s'échappaient et étaient ensuite admis à un rituel de soumission, ils pouvaient être rachetés. Dans le cas contraire, les prisonniers étaient à la merci des vainqueurs qui les partageaient à la fin du combat. Ceux qui étaient attribués aux kèlètigi ou à l'Almami pouvaient servir de captifs domestiques ou de porteurs, être placés dans des villages de culture ou encore donnés en récompense à des notables ou à des combattants méritants. Leur sort était généralement acceptable et les meilleurs faisaient carrière dans les rangs des conquérants.

Mais les nécessités du moment pouvaient aussi bien les réserver à la traite. Les familles étaient alors souvent séparées et les malheureux, formés en caravanes, partaient vers un exil lointain et un sort incertain (112). Ce destin lamentable était admis comme naturel dans l'ancienne Afrique. C'était certainement un vice très grave que l'appel de la traite européenne avait fortement accentué depuis quelques siècles, mais Samori n'y était pour rien. Tous les souverains s'y livraient, de l'Atlantique jusqu'au Nil, non seulement des conquérants comme les Toucouleurs d'El Hadj Omar, mais des chefs d'États traditionnels que leur amitié pour la France a rendu sympathiques aux historiens coloniaux, comme Tyèba de Sikasso, les Watara de Kong, ou les Mosi. L'Almami s'en distingue seulement par l'importance des conquêtes et des guerres victorieuses qu'il a menées. Les captifs dont il disposa aux différentes étapes de sa carrière furent donc très nombreux, bien qu'il soit impossible d'en fixer le chiffre. Il en destina un certain nombre à la traite, qui ne paraît pas avoir été très considérable avant 1880. Jusqu'à la prise de Kankan la plupart des vaincus, Torônké, Sankarânké ou Maninka furent dirigés sur ses hameaux de culture ou embrigadés dans son armée. Les musulmans, gens de Kankan ou partisans des Sisé, furent tous admis dans les rangs des vainqueurs et on peut en dire autant des Konyānké animistes de Gbānkuñdo qui capitulèrent en 1883. La nécessité d'acheter des armes et des chevaux n'inspira une politique différente qu'à partir de 1884. Une grande partie des Dyalōnké et Kurānko écrasés dans l'Ouest fut alors vendue au Futa-Dyalô, tandis que dans l'Est les captifs Wasulunké et Bambara prenaient la direction du Sahel.

Dans la répression de la Grande Révolte beaucoup d'insurgés pourront fuir, mais les autres, quand leur vie sera épargnée, seront rarement admis à un nouveau rituel de soumission. Une très forte proportion sera donc destinée à la traite au moment où les achats d'armes battaient leur plein à Freetown.

A partir de 1892, les conquêtes de Samori se porteront dans l'Est et il ne parviendra jamais à reconstruire les fondements économiques et sociaux de l'ancien Empire. Il se verra même contraint d'acheter des vivres à l'extérieur, chose jusque-là inconcevable. Cette servitude allait donner une ampleur nouvelle à la vente des vaincus aux peuples du Sud, Guoro ou Baulé, aussi bien qu'à ceux du Sabel, par l'intermédiaire de Kong et de Bobo. De nombreuses traditions familiales, chez les Malinké animistes du Worodugu et chez les Sénufo de Boundiali ou de Korhogo, évoquent encore ces exils. Le Tagwana et le Djinini seront presque entièrement dépeuplés, ainsi que les cantons Kulāngo, vassaux des Abrō (1895).

L'échec de la résistance des Plabala (Pallaka) et la révolte des Kufruo réduiront bientôt certaines régions à l'état de désert (1896). Le royaume de Bouna, puis celui de Kong et les cantons de la route de Bobo, subiront à leur tour le même sort à la fin de 1896 et en 1897.

Mais enfin, au milieu de ces drames, Samori ne faisait qu'appliquer les lois de la guerre acceptées par tous en son temps et en son pays. Eût-il conçu l'idée de les changer qu'il n'y serait pas parvenu. Les Français eux-mêmes les suivaient généralement, car ils autorisaient les tirailleurs à capturer et à vendre les vaincus. La conquête du Mosi en 1896, est demeurée célèbre à cet égard. Au demeurant les Français ne se sont jamais indignés des procédés de Samori avant qu'ils aient découvert en lui un ennemi redoutable. Pendant les périodes de paix, ils autorisaient ses envoyés à vendre leurs captifs sur les marchés de la colonie. C'est ainsi que Binger acheta à Médine, en avril 1887, six captifs provenant de la conquête du Wasulu par Samori (1884) et qu'il les affranchit pour s'en servir comme guides (1892, T. I, p. 6).

Les limites de la traite. — L'enquête que nous menons est donc jusqu'ici favorable à Samori, du moins pour l'ancien Empire qui a seul vraiment compté. Il en irait autrement si l'on acceptait la dernière charge de Binger, selon qui son hôte dépeuplait ses Etats en vendant ses propres sujets. Aucun pouvoir africain ne s'est jamais conduit de façon aussi folle et monstrueuse et l'Almami serait indéfendable si nous retenions cette charge contre lui. Il convient cependant de réserver le cas des condamnés pour crimes ou dettes, naturellement peu nombreux, et des captifs déjà stabilisés sans être pour autant nés dans la main de leur maître. Leur vente était admise et Samori y procédera en cas d'urgence, particulièrement en 1892 et à partir de 1896. Dans ces dernières années, les ventes porteront sur des Dyimini pris en 1894 et qu'il avait mis à cultiver autour de Dabakala. Toutes ces mesures étaient parfaitement légitimes aux yeux de la coutume, si pénibles qu'elles aient été pour les intéressés.

Pour les sujets eux-mêmes, c'est-à-dire les hommes libres des pays ralliés ou les vaincus admis au rituel de soumission, une longue enquête menée à travers tout l'Empire de Samori, de la Sierra Leone à la Volta, nous impose une conclusion absolument négative. Aucun cas précis de capture arbitraire en vue de la traite n'a été signalé par nos 1.500 informateurs. Ce n'est pas à dire qu'il n'y en eut pas, comme abus isolés, mais ceux-ci étaient certainement contraires à la volonté du souverain (113).

Il y eut bien des révoltes causées par des confiscations de captifs (en pays Limba) ou des réquisitions abusives de porteurs (Bambara, 1885 - Wasulu, 1888). Certains informateurs disent même : « On nous prenait trop de jeunes gens », mais ils précisent aussitôt que c'était pour les enrôler comme sofas. Ce recrutement forcé pouvait excéder le contingent fixé au moment de la soumission et soulevait alors la colère des victimes. Ce n'était pourtant pas un fait de traite.

Il faut donc nous rendre à l'évidence. Samori n'était pas un marchand d'esclaves, mais un souverain africain du XIX^e siècle. Sa puissance s'était formée à une époque où l'esclavage gardait une certaine importance sur les pistes du Nord, mais où la traite européenne s'en détournait résolument, et avec elle les principaux courants commerciaux. Dans une telle conjoncture, la chasse aux esclaves ne pouvait être le but essentiel de ses guerres. Celles-ci visaient seulement à imposer sa loi, à soumettre au tribut les vaincus et à enrôler leur fils de façon à assurer à l'Empire une croissance continue.

Soucieux comme il était d'encourager la production agricole, comment Samori aurait-il pu être assez fou pour dépeupler systématiquement ses Etats ? Son individualisme foncier le portait au contraire à donner sa chance à chaque homme, si bien qu'un captif, en terre samorienne, avait certainement un plus grand espoir d'échapper à sa condition que chez les Toucouleurs ou les Mosi.

* * *

Il reste que le commerce des esclaves gardait une place notable dans l'économie de son Empire, comme dans celle de tous les Etats contemporains. La fréquence des guerres lui permettait de disposer de nombreux hommes à vendre et en cas d'urgence il pouvait en prélever sur les ha-meaux de culture, au détriment de la production agricole. Le commerce des captifs n'était cependant pas son seul moyen de paiement, contrairement à ce que voulut faire croire Binger. On ne peut essayer d'en chiffrer l'importance et d'en évaluer l'incidence sur le peuplement de l'Empire, sans décrire au préalable les autres éléments qui contribuaient aux échanges.

b) Commerces divers

Produits vivriers. — Nous avons vu l'importance des produits vivriers, surtout le riz, le mil et les ignames, dans la fiscalité samorienne. Ces matières étaient exclues traditionnellement du commerce à longue distance, puisque les paysans africains vivaient largement en économie fermée. Trop pondéreuses et trop périssables, elles ne se prêtaient qu'à de courts transports, aussi imposaient-elles un effort inhumain quand les nécessités de la guerre obligeaient à les déplacer. La colonie de Sierra Leone ne se suffisait pas et achetait du riz aux Témné voisins mais il était exclu que Samori lui en envoyât à 500 kilomètres de distance.

L'Almami ne pouvait donc pas utiliser directement les gros stocks dont il disposait pour payer ses importations, et il cherchait un emploi pour les excédents qui subsistaient, après qu'il ait nourri sa famille, sa cour et son armée. Il s'en servit donc pour payer les chasseurs d'éléphants et les récolteurs de caoutchouc, ou encore pour acheter du kola, convertissant ainsi ses vivres en biens d'exportation valables.

Bétail. — On peut en dire autant du bétail qui était pourtant facile à déplacer en troupeaux. Bien que certaines régions de l'Empire fussent riches en bovins, particulièrement le Konyā et le Wasulu, dans une moindre mesure le Sānkarā, celles de la frange de la Forêt n'en possédaient que très peu (Kisi, Kurānko, Mau).

Dans l'ensemble, Samori ne manquait pas de bétail, mais il ne disposait pas d'un excédent suffisant pour l'exporter, par exemple sur Freetown. Il arrivait même que certains gouvernements militaires manquassent sérieusement de viande, tel celui de l'Ouest qui tenait les zones à tsé-tsé, proches de la Sierra Leone. Cette armée recevait des bœufs du Sānkarā, mais après la des-

truction de cette province en 1888, et surtout l'épizootie de 1892-1893, elle connaîtra une extrême pénurie de bétail. Il y sera aisément pourvu grâce au voisinage amical du Futa-Dyalô, mais cela plaçait les Samoriens en position d'importateurs et compliquait leurs problèmes commerciaux.

Kola. — Ceci nous amène à considérer les marchandises d'exportation que Samori se procurait par achat.

Le commerce du kola lui était familier puisqu'il l'avait pratiqué dans sa jeunesse et qu'il s'était toujours efforcé de contrôler les routes que suivait le colportage entre la lisière de la Forêt et la zone consommatrice du Soudan Nigérien. C'était par excellence le domaine des petits dyula, et Samori s'était efforcé, conformément à sa profession de foi, de soulager ceux-ci et non de les taxer. Il ne pouvait d'ailleurs pas effectuer des prélèvements en nature sur un produit qui ne se conservait pas. Pour les besoins de sa famille et de sa Cour, il s'en procurait tout au long de l'année, et chaque kèlètigi en faisait autant.

Il faut garder à l'esprit que les régions productrices de kola restèrent toujours extérieures à l'Empire, en dehors de quelques fractions des pays kisi et toma. Samori aurait pu intégrer ce commerce à son système fiscal en taxant les grands marchés pré-forestiers car ceux-ci lui étaient tous soumis depuis la chute de Gbānkundo. Il est significatif qu'il n'en fit rien, mais qu'il s'appliqua au contraire à supprimer tous les péages et droits abusifs que les kafu imposaient aux colporteurs. Certains kafu du Tukoro, comme le Kolibirama, procédaient chaque année à un envoi de kolas au moment de la récolte, mais il s'agissait là d'un tribut d'une nature particulière et nullement d'une taxe commerciale.

Nous savons par contre que Samori a souvent payé en kolas les achats qu'il faisait faire dans le Nord, mais il achetait alors des noix fraîches venant du Sud pour les confier à ses chefs de caravane.

Assez paradoxalement, le commerce du kola ne prendra une importance publique que très tard, dans les terres de l'Est. Après 1892, Samori contrôlera en effet les fameux marchés de courtage du Worodugu, mais il se contentait d'imposer aux kafu un tribut en produits vivriers. Il exigera par contre, à partir de 1895, un tribut en kolas, non seulement des Gā de l'Ano, arboriculteurs renommés, mais aussi des Añyi du Bini et du royaume Ahrō.

Pour la première fois en effet il contrôlait l'une des grandes régions productrices d'Afrique occidentale et il interceptait en outre la route du colportage vers Kong et Bobo. Sur ce plan comme sur bien d'autres, il se départira dans ses conquêtes orientales de ses anciens principes et il imposera les producteurs sinon les dyula. Une part notable des achats de chevaux des dernières années paraît avoir été financée par cette voie.

Ivoire. — On connaît le rôle capital de l'ivoire dans le commerce africain du XIX^e siècle, mais l'Ouest du continent ne tenait dans ce courant qu'une place assez modeste. Les dents exportées de cette région provenaient d'ailleurs surtout de la zone forestière, extérieure à l'Empire samorien. La coutume la plus commune répartissait également les défenses de bêtes abattues entre le chef traditionnel et le chasseur. Celui-ci n'est pas casté chez les Malinké, qui lui donnent le nom de *dōzo*, mais il inspire un respect craintif du fait des rites qu'exige son métier d'augereux et de ses relations avec les esprits de la brousse ou les âmes des bêtes tuées. Quand les *dōzo* sont nombreux, ils sont organisés en véritables corporations villageoises et leur rôle militaire devient considérable. Samori, qui estimait leur valeur de combattants, s'était gardé d'interférer dans leurs activités, et il semble bien qu'il n'ait jamais contesté l'attribution coutumière des dépouilles. En raison de leur valeur marchande, il se réserva seulement le droit de les rache-

ter à un prix déterminé, et les kèlètigi en firent autant dans leurs gouvernements. Il ne paraît pourtant pas que le conquérant s'en soit spécialement préoccupé avant la crise de Sikasso. Ce souci naîtra après 1890, quand la nécessité d'effectuer des paiements massifs en Sierra Leone, donnera à l'ivoire une importance nouvelle. Samori décidera alors d'organiser systématiquement la chasse aux éléphants. La répartition de ceux-ci était d'ailleurs très inégale à travers l'Empire. On les trouvait surtout vers l'Est, derrière le Dyō et dans le Wasulu méridional, ou bien vers l'Ouest, dans le Sānkarā, enfin sur le Dyani, dans les forêts du Toma oriental. Samori recrutera partout les meilleurs chasseurs, qu'il payait en or ou par des avances de vivres, et il leur ordonna d'abattre le plus grand nombre de bêtes possible. Il confia le commandement de l'équipe du Konyā à Tāngbo-Ulé, de Nyōsomoridugu, qui nettoya systématiquement les vallées du Milo et du Dyani. Le massacre des éléphants durera jusqu'en 1893, et leur ivoire sera commercialisé à Freetown.

Cette chasse organisée disparaîtra avec l'exode de 1894 et elle ne reprendra pas après 1896, quand Samori retrouvera les britanniques en Gold Coast. Elle avait perdu sa raison d'être avec l'interdiction du commerce des armes.

Caoutchouc. — Le caoutchouc de cueillette n'a qu'une courte histoire en Afrique, car il n'y fut commercialisé que durant les dernières décennies du XIX^e siècle et les premières du XX^e. Ce produit était inconnu de la tradition dynla, et Samori considéra d'abord sa récolte avec méfiance. Vers 1885, il interdit de le vendre à Freetown craignant, dit-on, que les Blancs n'en fissent des machines pour combattre les Noirs. Festing parvint cependant à le détromper et, à partir de 1890, ces craintes ne seront plus de mise. Samori ordonnera au contraire de récolter systématiquement ce produit et ira jusqu'à recruter un peu partout des équipes qui feront le travail à son compte. Le latex, comme l'ivoire, affluera désormais sur Héérémakono, d'où Bilali le dirigera sur Freetown pour le convertir en fusils. Les préludes de l'exode mettront fin à cette aventure dès 1893 mais, contrairement à celle de l'ivoire, elle sera reprise en 1895. Samori ouvrira alors ses frontières orientales aux *poyofwé* de Gold Coast, contre de lourdes taxes perçues en poudre et en fusils de traite.

Or. — Le dernier moyen de paiement qui nous retiendra occupe une place toute spéciale, puisqu'il s'agit de la poudre d'or dont nous avons déjà souligné l'extraordinaire importance historique. On ne s'étonnera pas que Samori, descendant plus ou moins authentique de Sidiki Turè, ait considéré l'or comme le symbole respectable de la richesse, preuve de la faveur divine, et surtout comme sa forme la plus commode. C'était en effet la monnaie habituelle du commerce à longue distance, le seul qui l'intéressât vraiment. Si les dynla ne disposaient pas d'un système de pesée originale, ils avaient du moins su adapter à leurs besoins celui de la tradition musulmane. Les séries de poids et de graines dont ils se servaient sur leurs petits trébuchets de cuivre permettaient de distinguer les divisions du *métikaalé*, le *mitkal* de l'Islam médiéval, que les européens ont bizarrement baptisé « Gros d'or » (114).

Le Burè, voisin de Siguiri et fournisseur du Mali médiéval, était pour Samori la terre classique de l'or, d'où le métal précieux descendait sur Freetown en échange des marchandises européennes que le gros marché de Didi redistribuait le long du Niger (115). Le souverain l'avait fréquenté comme colporteur et s'était lié, paraît-il, avec Nana-Fali qui avait construit depuis lors un véritable empire commercial. Il intéressait d'autant plus son ancien hôte qu'il s'était spécialisé dans la diffusion des armes d'importation (116).

Le Burè n'aimait pas la guerre, nuisible aux affaires, et préférait se soumettre de bon gré à tous les conquérants. Cette ligne de conduite lui avait réussi avec El Hadj Omar et il la suivit à l'égard de Samori. On a vu que celui-ci se présenta en armes, en 1879, et fut aussitôt re-

connu. Les cantons aurifères du Bidiga et du Séké imitèrent cette conduite en 1882 et payèrent tribut jusqu'à l'irruption, de Frey en 1886 (117). Le Burè ne sortit du domaine samorien qu'en 1887, au traité de Bisândugu : Nana Fali, en négociant prudent, se rallia alors aux Blancs, mais il paraît avoir gardé des relations occultes avec Samori. Une application stricte du droit musulman aurait permis à l'Almami d'exiger le dixième de la production d'or, à titre de dyaka. Il fut moins exigeant peut-être en raison des difficultés du contrôle, mais il imposa un tribut annuel forfaitaire, qui était versé chaque année avant l'hivernage, quand la campagne d'orpaillage s'achevait. Nous savons qu'il s'élevait à 8.000 métikaalé pour le Burè, et autant pour le Séké et le Bidiga réunis.

Malgré les annexions françaises, Samori gardait après 1887 le contrôle des miues de la rive droite (Dyumawañya, vallée du Fyé), dont la production n'était pas négligeable. Cette zone sera réduite à l'état de désert par la Grande Révolte de 1888 et son exploitation ne reprendra qu'à l'époque coloniale.

Celles du Wasulu (région de Yanfolila) et de Kèykorò, à l'est de Bougouni, avaient également une certaine importance et elles appartenaient à Samori depuis 1883. Leur exploitation continuera, malgré la Grande Révolte, jusqu'en 1893, quand l'insurrection des Bambara les arrachera à l'Almami.

Nous ignorons quels revenus Samori tira de l'orpaillage après 1888, mais ils étaient certainement inférieurs à ce que payait jadis le seul Burè. Ces ressources paraîtront très insuffisantes pour préparer la résistance aux Français et c'est pourquoi le souverain demandera en 1891 aux femmes de l'Empire de lui remettre leurs bijoux d'or, pour financer l'achat d'armes à Free-town, tandis que leurs objets en cuivre étaient fondus par les forgerons.

A partir de 1893, pendant quelques années, Samori ne contrôlera d'ailleurs plus aucune mine d'or. Il voisinera sur le Bândama avec les Baulé, orpailleurs célèbres, mais il ne s'attaquera pas à eux. Dès la fin de 1895, la défaite des Abrô lui donnera cependant un certain contrôle sur les mines de l'Asikaso (Agnibilékrou). Il s'emparera plus au nord de celles de Nångodi, qui sont situées près du coude de la Volta et sont sans doute à l'origine de la cité médiévale de Begho. Nous ignorons cependant le montant du tribut qu'il leur imposa.

Le royaume vassal de Bouna revendiquait dans le Nord les orpaillages du Lobi, mais il était impuissant à contrôler ces anarchistes qui submergeaient son territoire. Leur récolte aboutissait cependant à Kong grâce aux Dyula qui se risquaient dans la région. Samori ne détiendra qu'une autorité incertaine sur la vieille métropole et ne pourra donc la taxer, mais il était libre d'y acheter de l'or et la crainte qu'il inspirait lui assurait de bonnes conditions.

Il faut en effet garder à l'esprit que l'Almami pouvait toujours se procurer de l'or, en vendant vivres, bétail, ivoire ou captifs, mais cette conversion n'était pas nécessaire s'il s'agissait d'importer des produits pondéreux. Le seul avantage de l'or était en effet son volume insignifiant et il ne jouait pas s'il fallait des porteurs pour le retour. Son intérêt principal était donc de permettre la thésaurisation, mais il est douteux que Samori y ait été porté. Malgré d'inévitables légendes sur son trésor caché, il semble que tous ses biens tombèrent aux mains de Gonraud, en 1898, et le capitaine, à sa grande surprise, n'y trouva que 250.000 francs d'or.

* * *

Les moyens de paiement que nous venons de passer en revue étaient assez divers pour que Samori n'ait jamais éprouvé de difficulté grave à financer ses importations. Il est cependant impossible d'en chiffrer les proportions respectives et les étranges calculs de Binger ne nous inspirent pas le désir de suivre cette voie.

2°) LE COMMERCE OFFICIEL ET LES IMPORTATIONS D'ARMES.

Nous allons par contre étudier comment l'Almami a utilisé ces ressources et le long de quelles routes il les faisait circuler pour atteindre ses buts. Ce commerce officiel, étroitement contrôlé et orienté, se distinguait en effet du flot régulier des échanges à longue distance, que le souverain tenait tant à protéger, et qu'il troublait le moins possible.

Importance de la Côte des Rivières. — On a vu que de nombreux produits européens jouaient un rôle croissant dans la vie des populations et que leurs fluctuations touchaient l'opinion publique sans avoir une incidence directe sur la puissance de l'Etat. Devant de tels problèmes, la politique de l'Almami consistait simplement à protéger les dyula qu'il invitait à s'enrichir de leur mieux, dans les limites fixées par la religion. Il était convaincu qu'ils satisferaient ainsi aux besoins du pays dans toute la mesure du possible et il ne concevait même pas qu'il lui incombât de diriger leurs activités. Il était lui-même leur client, quand il voulait alimenter son entourage en quincaillerie ou tissus européens, et il se distinguait seulement par les quantités considérables dont il avait besoin. On a vu que, s'il ne décréta jamais un tarif, ses agents savaient à l'occasion peser sur les prix.

La vulgarisation des produits européens, qui s'accroissait sur le Haut Niger du temps de Samori, était en soi une véritable révolution et elle explique que le commerce avec les Rivières du Sud ait pris une écrasante prépondérance. Il est donc naturel de consacrer la plus grande partie de cette étude aux routes de la mer et aux échanges qui les suivaient.

Nous avons déjà souligné l'importance historique des liaisons directes entre le Haut Niger et la mer, dont l'ouverture au XVIII^e siècle annonçait une ère nouvelle pour les Malinké. Malgré l'intensité du trafic sur la route de Sierra Leone puis, au XIX^e siècle, celle de Monrovia, nous devons garder à l'esprit que les marchandises en mouvement restaient en faibles quantités. Les alcools européens qui ravageaient la côte ne parvenaient pas sur le Haut Niger et les manilles de bronze qui s'imposaient comme monnaie sur le Golfe de Guinée y étaient inconnues. Les perles de verre, relativement rares, demeuraient un luxe. Les principales marchandises dont l'infiltration insidieuse allait transformer peu à peu la vie quotidienne des Malinké, étaient donc les tissus, les fers d'importation et le sel marin, qui finiront par supplanter les produits autochtones et les importations sahariennes. La quincaillerie et surtout les armes furent bien plus révolutionnaires car elles imposaient des besoins nouveaux qui se révélèrent vite tyranniques.

Cette dernière catégorie de marchandises avait justement une incidence directe sur la puissance de l'Etat et c'est à leur propos que Samori se départit de sa tendance au libéralisme commercial pour s'assurer les fournitures nécessaires à ses forgerons ou à ses soldats.

Recours aux dyagotigi. — Le jeune colporteur avait sans doute rêvé de devenir un grand négociant, un de ces dyagotigi que nous qualifions d'armateurs de caravanes. Le conquérant en avait les moyens, mais il lui parut plus simple de s'adresser aux commerçants les plus sérieux de Kankou et du Burè que d'organiser des caravanes à ses frais. Cette seconde formule pouvait être plus économique en lui évitant bien des courtages, mais l'Almami était trop occupé pour diriger personnellement un négoce. Dans la pratique, Samori se montra comme toujours empirique et éclectique. Tantôt il s'adressa aux dyagotigi les plus solides, tantôt il finança directement des entreprises qu'il confia à ses hommes de confiance. Ceux-ci manquant parfois d'expérience, cette solution n'était pas nécessairement la moins onéreuse.

Nous ne reviendrons pas sur les dyagotigi qui dominaient le commerce du Haut Niger, ni sur la notion de dyatigi qui régit toute la tradition commerciale des dyula.

Samori eut surtout recours à Nana-Fali, de Didi, dont l'amitié consolidait son emprise sur le Burè et qui mettait à son service un vaste réseau qui s'étendait jusqu'à Freetown. Bubu Silla jouait le même rôle à partir de Kankan et ses liaisons avec la zone pré-forestière le poussaient à identifier ses intérêts particuliers à la politique du conquérant. Ces deux hommes s'intéressaient depuis longtemps au commerce des armes et les missions dont les chargea l'Almami ne troublaient en rien leurs habitudes. Ils formèrent des caravanes destinées spécialement à satisfaire leur commanditaire et celui-ci était trop redoutable pour qu'ils recherchassent, à ses dépens, un bénéfice excessif.

Les caravanes officielles. — Samori, en bon dyula, avait pourtant songé à se fournir directement, bien avant de se lier à ces grands négociants. On a vu qu'il envoya peut-être ses gens à Freetown dès 1870, et les documents britanniques en témoignent à partir de 1878. Le commerce va se dérouler très régulièrement de 1884 à 1893, si l'on excepte l'interruption due à la Grande Révolte entre 1888 et 1890. Dans la mesure où il fallait lui imposer une certaine continuité et en profiter pour garder le contact des autorités britanniques, ce fut la tâche, au sein du Conseil, de Tasili-Māngā dont l'expérience de la Sierra Leone fut ainsi mise à profit. Il jouissait d'ailleurs d'une très faible autonomie car l'Almami s'intéressait personnellement à ces affaires et suivait attentivement les mouvements des caravanes aussi bien que les négociations avec les gouverneurs de Freetown.

Les hommes de confiance qui dirigeaient ces opérations n'étaient pas de minces personnages et leur visite à la colonie britannique prenait souvent tournure d'événement diplomatique. Dauda Kaba et Nalifa Mudu étaient de véritables plénipotentiaires et le second nous occupera encore longuement.

Comme ce trafic était organisé presque exclusivement à destination de Freetown, nous réservons l'étude de ces personnages au prochain chapitre, consacré à la grande époque du commerce des armes. Soulignons cependant sans tarder l'importance extrême des liens qu'ils nouèrent avec les notables musulmans de la colonie, qui leur servaient de dyatigi, ainsi qu'avec le milieu Krio. Ils profitaient ainsi de l'articulation remarquable qui s'était opérée à ce niveau entre le monde commercial des Blancs et les vieux réseaux africains.

Les notables musulmans affiliés à la C.F.A.O. ou à la Sierra Leone Coaling Company étaient pour leurs patrons de simples courtiers, mais pour les caravaniers qui descendaient chez eux ils prenaient la figure traditionnelle des dyatigi. En choisissant leur hôte ils s'engageaient à ne traiter qu'avec leur employeur, mais cette espèce de « coxage », loin d'être ressenti comme un abus, était une source de quiétude et de confort moral dans le monde exotique et inquiétant des Blancs.

La puissance de leur maître protégeait généralement les agents de Samori de divers abus et les bénéfices de ce système leur étaient sensibles. Ils avaient choisi leurs dyatigi respectifs en fonction des marchandises qu'ils cherchaient le plus souvent et nous verrons que ceux de la C.F.A.O. n'étaient pas les moins actifs dans le commerce des armes qui indignait la France.

On peut d'ailleurs ajouter qu'il en allait parfois de même en terre française, à Médine ou à Kayes et surtout à Bentley, sur les Rivières. Durant les années où le commerce samorien fut légal, les agents du conquérant y avaient des dyatigi et s'y procuraient des armes de traite, et même, nous le verrons, des fusils à tir rapide, du moins des Chassepots.

Bien qu'aucune donnée ne soit disponible sur le commerce assez actif des Samoriens à Monrovia, ce qu'on sait de la capitale libérienne permet de supposer que le négoce y suivait des coutumes analogues (118).

Quand Samori prendra contact avec les comptoirs du Golfe de Guinée, dans l'Est, à partir de 1895, il devra s'adapter à une situation profondément différente. Dans ce monde nouveau, une chaîne de peuples intermédiaires attachés à leurs privilèges, comme les Baulé, Añyi ou Ashanti, isolait depuis des siècles les commerçants soudanais de la mer. Samori devra se plier à leurs conditions fort onéreuses, si bien qu'il ne trouvera ni agents ni dyatigi à Grand-Bassam d'où venaient pourtant une grande partie de ses importations. Quant aux quelques marchandises qu'il fera venir d'Accra ou de Lomé, nous ignorons généralement dans quelles conditions il se les est procurées.

Les chefs des caravanes que Samori organisait à ses frais recevaient de Tasili-Māngā les marchandises à négocier et les porteurs. Ils devaient livrer au retour la totalité de ce qu'ils avaient acheté, mais ils étaient récompensés par des dons en esclaves, en vivres ou en tissus. En dépit de leurs voyages continuels on doit les considérer surtout comme des hommes de Cour, liés personnellement au souverain.

Leur étape naturelle, à mi-chemin de Bisāndugu et de la mer, était la capitale de l'armée de l'ouest dont le kèlètigi avait le devoir d'assurer leur sécurité. Ce dernier était d'ailleurs libre d'organiser à son profit un commerce analogue, dans la mesure où il en avait les moyens, mais une telle entreprise restait entièrement distincte de celle du souverain, par ses hommes comme par ses ressources. Les armes qu'elle procurait étaient distribuées dans l'armée intéressée, sauf opposition de Samori, qui était naturellement tenu au courant et dont la décision était souveraine. L'armée de l'Ouest était d'ailleurs seule à connaître de telles facilités (119). En 1892, au moment des victoires de Humbert, l'Almami chargera même son kèlètigi, Bilali, de stocker pendant quelques mois les fusils montant de Freetown. Ils étaient alors plus en sécurité à Hээрèmakono que dans la vallée du Milo, menacée par les Français (120).

Routes ouvertes et fermées. — Nous avons déjà étudié les types d'armes que Samori se procurait sur la Côte. Les fusils à pierre auraient pu à la rigueur être achetés sur place, mais seulement en petites quantités. Ou en trouvait un ou deux sur chaque marché de brousse et c'est ainsi que les chasseurs s'armaient. Samori n'eut jamais le désir de gêner ce commerce et d'imposer un monopole pour ces armes vulgaires. Avant de les faire fabriquer en masse par ses forgerons, à l'aide de tubes importés, il les faisait venir en grand nombre des comptoirs côtiers quand la route paraissait sûre. Son fournisseur habituel était naturellement le commerce de Freetown avec lequel il communiqua à travers le Futa-Dyalō jusqu'en 1883, puis par Falaba pendant une dizaine d'années. La route de Mourovia s'était ouverte en 1883, à la chute de Gbānkundo, et elle restera en service jusqu'au début de 1894, et même un peu plus tard, dans la clandestinité.

On ne doit jamais oublier que Samori a souvent acheté des fusils à pierre en territoire français. Ses vassaux du Burè étaient traditionnellement liés à la Sierra Leone, mais ils recevaient aussi des traitants du Haut Sénégal et fréquentaient Médine, puis Kayes, dont l'importance commerciale a crû très vite après 1881. Plus au sud, ils visitaient les comptoirs français des Rivières, surtout Benty, sur la Mèlakori, qu'ils atteignaient à travers les terres amies du Futa Dyalō. Cet itinéraire était une bretelle de celui de Freetown, et des dyula de l'Almami le fréquentèrent très tôt, sans doute dès les années 70.

Ce commerce en territoire colonial était bien entendu subordonné à la bonne volonté des maîtres européens, mais ceux-ci étaient trop soucieux de développer leurs affaires pour lui imposer des restrictions. Il faudra, pour en venir là, que se crée une ambiance de guerre sans merci.

Malgré les incidents de 1882 et 1883, les autorités militaires du Soudan laissèrent les Samoriens s'approvisionner plus ou moins ouvertement à Kayes. C'est seulement en mai ou juin 1885 que Combes, surpris par la réaction de Samori, proscrivit sous peine de mort tout trafic avec la rive droite. Cette interdiction sera levée par Frey dès février 1886, après quoi les traités de Kényéba-Kura et Bisândugu stipulèrent naturellement la liberté du commerce. La sourde hostilité de Gallieni l'entrava cependant et on comprend que Samori, inquiet des interventions de ses partenaires, ait pressenti Archinard dès son arrivée au Soudan. Le nouveau commandant supérieur lui confirmera le 3 janvier 1889 qu'il pouvait acheter librement des armes et des chevaux en territoire français (127). Il lui donnera ainsi les moyens d'écraser les insurgés que son prédécesseur s'était appliqué à lancer dans la rébellion.

Malgré l'échec des négociations de mai 1889, le colonel se gardera de rompre et le commerce se poursuivra, sur une petite échelle, pendant qu'il détruisait l'Empire Toucouleur.

C'est seulement en mars 1891, quelques semaines avant d'attaquer Samori, qu'Archinard fermera de nouveau la frontière du Soudan. Tout dyula passant chez Samori sera désormais puni de mort et nous savons que ces ordres seront appliqués avec rudesse jusqu'au jour, en 1894, où le contact sera perdu (122).

Les fusils à tir rapide. — Nous nous sommes occupés jusqu'ici des fusils à pierre alors que le seul commerce qui comptera désormais est celui des fusils à tir rapide. Il ne semble pas que Samori s'en soit procuré au Soudan, bien que ce négoce y fût théoriquement possible avant la signature de l'acte de Bruxelles (2 juillet 1890), ou plutôt jusqu'aux textes d'application que prendront les divers gouverneurs. Ceux-ci ne seront promulgués en Sierra Leone que le 3 mai 1892, et les commerçants auront encore l'autorisation d'écouler leurs stocks jusqu'en fin d'année (123). Je n'ai aucun renseignement sur la réglementation libérienne, mais il est probable que la tolérance y fût encore plus longue.

Les Français n'avaient d'ailleurs aucune leçon à donner aux britanniques car leurs comptoirs des Rivières, contrairement à ceux du Soudan, vendaient de telles armes à côté des fusils à pierre. Il est probable que les dyula de Bilali ne se présentaient pas comme Samoriens à Beuty ou à Konakry, mais leurs vendeurs ne devaient guère chercher à se renseigner. C'est un fait en tout cas que Bilali, en mars 1892, reportera une audience accordée à Kenney pour réceptionner un convoi de Chassepots qui arrivait de Konakry (124). Au moment où les hommes de Humbert tombaient sous les coups des sofas, les commerçants de la Guinée Française vendaient donc à ceux-ci des armes de guerre. A la grande indignation du Soudan, le Docteur Ballay négociera avec les Samoriens jusqu'à l'hivernage de 1892.

Les Chassepots étaient, il est vrai, des armes démodées, et Samori s'en débarrassait depuis 1890. Le commerce de Bilali n'est donc qu'une entreprise locale et les Rivières Françaises ne jouaient qu'un faible rôle dans l'équipement de l'armée ennemie. Il faut dire cependant que c'était là l'effet des prix excessifs qu'on y pratiquait et non de la proscription d'un commerce jugé immoral (125).

Freetown, qui jouait évidemment le rôle essentiel, sera étudiée plus loin, et Monrovia ne la relaira que pour une seule année, jusqu'en janvier 1894. Ce n'est pas sans raison que l'armée de l'Ouest, qui gardait cette route sous les ordres de Langamã-Fali, puis de Bilali, sera toujours la plus puissante de l'Empire. Les populations hostiles à Samori s'en rendaient compte, et la propagande française saura détourner leur colère contre les Anglais, fournisseurs des sofas, dans l'espoir de rogner le territoire britannique au profit de la Guinée.

Dès 1893, Samori aura constitué le stock d'armes modernes qu'il ne renouvellera plus. Il les aura payées surtout avec de l'or, de l'ivoire, du caoutchouc et des peaux de bœufs. Les captifs et le bétail sur pied avaient cependant joué également un rôle qu'il convient de préciser.

Evolution des échanges. — Les captifs étaient vendus ouvertement par les Samoriens au Soudan français, comme Péroz et Binger en témoignent. Il en allait de même dans les Rivières du Sud où la tradition de traite négrière était très forte, vieille de plusieurs siècles. Les autorités françaises de Konakry n'exerçaient encore qu'un contrôle médiocre sur ce pays où les Bunduka de Sierra Leone, spécialistes de l'esclavage, vendront encore les captifs achetés à Porèkèrè, en 1893. Ce n'est pas à dire que les factoreries françaises acceptaient des captifs en paiement, mais leurs courtiers, les dyatigi des caravaniers, n'avaient pas de tels scrupules et plaçaient les esclaves chez les Susu contre du riz ou de l'huile de palme. Selon la tradition séculaire de la Côte, leur valeur moyenne était calculée d'après le « paquet », unité de paiement un peu hétéroclite où figuraient à la fin du XIX^e siècle, à Benty, un sac de sel, un fusil et une longueur d'étoffe. Si la « pièce » était exceptionnelle, le « paquet » était grossi de divers autres objets. Bien que nous ne sachions rien sur Monrovia on y procédait sans doute de même puisque ces pratiques sont communes jusqu'au fond du Golfe de Guinée (126).

Les conditions étaient tout autres en Sierra Leone où les autorités britanniques ne toléraient aucune forme d'esclavagisme dans les limites de la colonie. Il est probable que les Samoriens échangeaient parfois des captifs en pays Témné, et revendaient le riz qu'ils en recevaient en territoire britannique, mais ce trafic ne paraît pas avoir été important.

Il en va toute autrement du véritable commerce triangulaire qu'ils organisèrent grâce aux bœufs du Futa-Dyalō. Les troupeaux de l'aristocratie peule étaient inépuisables, et celle-ci était toujours disposée à acheter de nombreux captifs au conquérant malinké avec qui elle sympathisait. Sa situation au voisinage de la Côte était en outre extrêmement favorable car elle contrôlait une partie des routes des Rivières. Chaque fois que Samori voulait acheter à Freetown et disposait seulement de captifs, il dirigeait ses caravanes sur Timbo où cette marchandise ambulante était échangée contre des troupeaux de bœufs qu'on allait ensuite vendre aux Britanniques.

L'armée de l'Ouest jouera cette fois un rôle capital, et non celui de simple relais. Après 1890, il sera en effet difficile de faire traverser le Sankarā désert à de fortes troupes d'esclaves. Samori prendra donc l'habitude de les envoyer par petits paquets chez Bilali qui les dirigeait ensuite sur Timbo à toute occasion favorable. Les bœufs livrés en retour n'étaient pas dirigés directement sur Freetown, mais gardés aux alentours de Héérèmakono jusqu'au jour où Bilali recevait l'ordre de former une caravane. A partir de 1890, les avants-postes français de l'Ulada signaleront constamment le passage des troupeaux descendant du Futa-Dyalō. Ce mouvement s'activera avec la grande peste bovine de 1892 qui exterminera les troupeaux de l'Est, mais épargnera dans l'ensemble ceux des Peuls. Les derniers descendront en janvier 1893, quelques jours avant l'interruption de la colonne Briquetot.

Il faut cependant souligner que les esclaves ne jouèrent jamais qu'un rôle d'appoint dans le commerce des armes modernes. Il fallait des porteurs pour remonter celles-ci et Samori avait tout intérêt à ce qu'ils soient chargés à l'aller comme au retour. On comprend donc qu'il ait saisi l'or des femmes en 1891 tout en organisant la grande campagne de l'ivoire et du caoutchouc. S'il est exact que ces deux produits ont toujours tenu un rôle considérable, les calculs de Binger perdent tout intérêt.

Après 1894, la situation sera très différente. Samori ne se procurera plus d'armes modernes, sinon quelques Mausers livrés par les Allemands du Togo en 1896, et quelques Chassepots venus de

Bassam. Il n'achètera plus que des armes de traite, par l'intermédiaire des Baulé, des Anyi et des Ashanti, qui revendront son ivoire et son caoutchouc aux comptoirs de la Côte. Ces peuples appréciaient l'or, mais en produisaient eux-mêmes de grosses quantités et ils ne s'intéressaient pas aux bœufs du Nord, car ils possédaient une petite race bien plus résistante à la trypanosomiase. Ils étaient par contre gros acheteurs d'esclaves et les Samoriens leur en fournirent en telles quantités que la structure traditionnelle de leur société s'en trouvera profondément altérée. Le commerce des armes ne jouera pourtant plus qu'un faible rôle à cette époque, et ces esclaves serviront surtout à acheter des vivres que l'économie déficiente des nouvelles conquêtes ne fournissait plus à Samori.

3°) LES IMPORTATIONS DE CHEVAUX.

Un commerce méridien. — Le commerce des chevaux n'avait pas l'importance de celui des fusils, puisque la cavalerie ne joua jamais qu'un rôle d'appoint dans l'armée samorienne. Ce n'était qu'un élément mineur branché sur l'antique trafic kolaïer qui unissait la lisière de la forêt au Sahel depuis le moyen âge. C'est en travaillant sur cette route que les dyula avaient forgé leur personnalité et ils y restaient fidèles à d'antiques traditions alors que les routes de la Mer les soumettaient aux effluves de l'Europe. On a vu que l'hégémonie samorienne s'était moulée sur ces routes et que son territoire était sillonné sans trêve par les colporteurs qui allaient vendre les précieuses noix dans le Nord, pour en ramener du bétail et surtout du sel gemme.

L'importance sociale de ce produit n'est pas niable, puisque les Konyanké, réduits habituellement à consommer des cendres végétales, le considéraient comme une véritable friandise. Samori estimait cependant que ce négoce revenait à ses frères dyula et il se garda de s'en mêler, sinon en pesant occasionnellement sur les prix. Comme ses kèlètigi il en achetait de grandes quantités pour ses familiers, mais il n'en distribuait aux combattants qu'à titre exceptionnel, à l'occasion des grandes fêtes.

Malgré leur rôle dans le petit commerce, les tissus indigènes étaient également étrangers à ses préoccupations. Les tisserands dyula étaient présents partout et transformaient les produits locaux de façon à pourvoir aux besoins de tous. Puisque l'Almami laissait les sofas se vêtir à leurs frais, il était logique qu'il n'intervienne pas dans ce domaine. A partir de 1894 il découvrira entre Sassandra et Comoé les tissages originaux des Guro et des Baulé, mais ces produits étaient trop éloignés des normes culturelles des Malinké pour intéresser les conquérants (127). Ils n'en achèteront pratiquement pas.

Petits achats. — Le commerce méridien ne préoccupait donc Samori qu'en raison de la remonte de sa cavalerie. Les chevaux, comme le sel, étaient traditionnellement payés en kolas et les dyula qui s'en occupaient étaient généralement des petits colporteurs indépendants, contrairement aux caravaniers de la côte. Ils jouaient modestement des fluctuations de cours du kola et redescendaient dans le Sud avec une ou deux barres de sel, ou autant de chevaux, qu'ils vendaient dès leur arrivée en zone préforestière.

Samori achetait généralement tous les chevaux qu'on lui présentait, en petit ou en grand nombre. Binger dit que s'il en manquait il s'adressait au dugukuñnasigi d'un marché bien placé et lui envoyait quelques captifs à vendre à la première occasion (128). Le capitaine ajoute qu'il avait établi un monopole sur ce commerce, mais la tradition le dément formellement. Elle affirme que les notables de l'Empire ont toujours été libres d'en acquérir s'ils en avaient les moyens.

Caravanes du Nord. — Ces procédés à la petite semaine ne pouvaient suffire pour assurer la remonte de l'armée. Samori organisait donc de temps à autres des caravanes qui allaient faire des achats massifs dans les pays du Nord. Les captifs qu'on leur confiait portaient des ballots de kolas qu'on allait vendre avec eux, mais il faut bien admettre que le rôle de la marchandise humaine était cette fois prépondérant. Samori obéissait ainsi à une tradition ancienne contre laquelle il ne pouvait rien et dont Mauny rappelle justement quelle était bien établie dès le Moyen Age : « Dans toute la zone Soudanienne, de l'Atlantique au Darfour, ce sont les chevaux qui servaient d'échelles de valeurs pour l'achat des esclaves. » (1961, p. 423).

L'Almami subissait cependant un handicap particulier du fait de sa position méridionale qui le plaçait à la merci des intermédiaires. Le renouvellement de ces chevaux était particulièrement onéreux, et il ne pouvait mettre en route de grandes caravanes armées qu'avec l'accord des souverains dont elles allaient traverser le territoire. Si c'était impossible, il lui fallait attendre chez lui et payer le prix fort.

Au début de son règne, Samori achetait nécessairement ses montures en pays de souveraineté toucouleure, la race du Sud au marché de Baroéli près de Ségou, les Béléri à Banāmba ou Tuba, les grands centres du Sahel que fréquentaient les éleveurs maures. Après la soumission du Burè, en 1879, les gens de l'Almami purent s'y rendre en longeant le fleuve jusqu'à Bamako et Koulikoro, et l'annexion des maigres élevages de Bougouni en 1882 ne changea rien à cette situation. Amadu ne paraît pas s'être opposé à ces achats de chevaux malgré les guerres de 1884 et 1889, qui furent d'ailleurs menées sans grande conviction.

Les chevaux de l'Est. — L'irruption des Français sur le Niger bouleversa par contre toutes les données du problème. Dès 1884, en occupant Koulikoro, ils fermèrent le dernier gué qu'utilisaient les Samoriens vers l'aval. L'année suivante, ils mirent la main sur Nyamina, isolant définitivement Ségou du Sahel. Banāmba et Tuba étaient dès lors en terre française. En 1890 enfin, ils occuperont Ségou, et la patrie de la race du Sud, entre Bani et Niger. Si l'on excepte la crise de 1885, les colonisateurs n'avaient pourtant jamais entravé les achats de Samori. L'Almami ne pouvait pas envoyer chez eux de grandes troupes armées, mais des petits groupes de dyula opéraient sans difficultés et plaçaient ouvertement leurs captifs en territoire français. Malgré la bénévolence des Blancs, Samori avait cependant commencé dès 1885 à acheter sur un autre marché de chevaux du Sud, celui de San, au sud du Bani. L'hostilité grandissante de Sikasso avait rapproché le conquérant et le Fafadugu, si bien que ses hommes passaient désormais par le gros centre de Bolé dans le Baninko, puis par Kiñyā avant de gagner San. Il était d'ailleurs possible, avec l'accord des Toucouleurs de pousser encore plus loin, jusqu'aux grands élevages des Peuls du Masina autour de Bandiagara. Samori y aura recours chaque fois qu'il le pourra.

L'interdiction de tout comerce par Archinard, en mars 1891, ouvrira la crise au moment précis où Kiñyā tombait aux mains de Tyèha. Samori paraissait dès lors incapable d'assurer sa remonte, car un front hostile fermait à ses hommes toutes les routes du Nord, de Kouroussa à Bamako et Ségou, comme celles de l'Est, vers Sikasso. Sa cavalerie va effectivement marquer un déclin, mais elle ne disparaîtra pas, car ce blocus était largement illusoire. Samori trouvera toujours des dyula courageux pour passer au péril de leur vie et on doit garder à l'esprit que la route de San ne fut jamais vraiment fermée. Les Bambara du Baninko oriental ainsi que les Mi-nyänka supportaient en effet très mal l'hégémonie de Sikasso et s'efforçaient de jouer double jeu entre Tyèba et les Français. Ils n'avaient donc aucune raison de gêner les gens de Samori, qui continua à puiser dans les élevages du Masina par la piste de Bougouni à Bolé et San.

Dans l'Est. — C'est seulement en 1893 que Samori sera privé de remonte, quand le Masina tombera aux mains des Blancs au moment précis où la révolte de Bougouni coupait la route de

ses caravanes. La rupture ne sera pourtant pas complète car Samori saura orienter ses gens, de Bolé vers le Sud, à l'est de la zone insurgée, jusqu'au fameux village de Samatigila. Des chevaux du Masina et du Mosi filtreront par là durant toute l'année 1894, en dépit du commandant de Bougouni dont les patrouilles s'efforçaient de les intercepter sur la rive droite du Baulé. Ces initiatives contraires aux ordres de Grodet ne seront guère efficaces et Samori s'assurera une remonte partielle durant l'hivernage en écrasant dans le Foulon la cavalerie de Sikasso.

La crise sera surmontée au début de 1895, quand l'Almami vassalisera Kong car le réseau commercial de la métropole dyula lui permettra de puiser librement dans les riches élevages du Mosi. Bien qu'il ait alors réduit sa cavalerie au profit d'une infanterie entraînée à l'européenne, de grandes caravanes armées allaient monter en saison sèche jusqu'à Bobo-Dioulasso, où leurs dyatigi rassemblaient de nombreux chevaux.

En 1896, Sarankènyi-Mori s'avancera en pays gurunsi, presque jusqu'à la frontière des Mosi, mais l'irruption brutale de Voulet lui fermera la route de Ouagadougou avant qu'il ait pu l'utiliser.

Samori dépendra désormais surtout de Kong, et la trahison de cette ville, excitée par les Français, arrêtera complètement le commerce des chevaux vers la fin de 1896. La destruction de la métropole, en mai 1897, puis la campagne de Bobo, en seront la suite naturelle mais, une fois de plus, les colonisateurs lui fermeront la route du Nord et ce sera cette fois définitivement.

La médiocrité de la cavalerie samorienne frappera Nebout en octobre 1897 et l'Almami sera théoriquement incapable de renouveler ses montures jusqu'à sa chute, un an plus tard. La réalité est plus nuancée, car ses vieux ennemis de Sikasso se rapprochaient alors de lui, et ils lui fournirent un certain nombre de chevaux, dont la plupart allaient périr durant le terrible hivernage de 1898. Lors de l'arrestation de Samori, Gouraud en capturera à peine une centaine.

4°) LE COÛT D'UNE ARMÉE.

L'armée dont nous venons de décrire les moyens prétendait assurer la construction d'une société nouvelle, et il était dès lors naturel que ses besoins reçoivent une priorité absolue. Binger prétend, il est vrai, que, loin de protéger quoi que ce soit, cette machine militaire détruisait la substance de l'Empire et, s'il a raison, nous devrions porter une condamnation globale sur cette entreprise. Nous avons cependant souligné la fragilité de ses calculs et il nous appartient à présent de chiffrer autant que possible la dépense, le coût de l'armée sinon celui de la guerre, afin de juger si l'outil puissant qu'avait construit Samori, ne devenait pas une fin en soi, en dévorant ce qu'il devait protéger. La justification de l'Almami en dépend.

Il faut renoncer d'emblée à dresser un bilan des guerres. Les pertes en vies humaines, chez les combattants comme chez les vaincus, ne sont pas chiffrables. L'exploitation des captifs de culture ou la fiscalité qui servait à entretenir les combattants et les cadres politiques, restent des notions imprécises. Nous ne saurons jamais dans quelle mesure la protection accordée compensait ces servitudes.

Le seul domaine où il soit possible de serrer un peu les faits est celui des importations pour l'armée, car l'Empire subissait sur ce plan une perte de substance très nette, cédant des richesses sérieuses contre des biens improductifs.

Equivalences. — On constate aussitôt que l'Almami était soucieux de réduire autant que possible cette hémorragie. L'organisation de caravanes officielles n'avait pas d'autre but : elle lui permettait de porter ces marchandises aux lieux où il les vendait le plus cher tout en payant au

plus bas prix. Le bénéfice direct était faible car, s'il supprimait des intermédiaires, il devait entretenir un personnel nombreux. Il est du moins évident que leurs gains restaient dans l'Empire, qui conservait ainsi sa substance.

Il convient d'en calculer l'équivalent en poudre d'or, ce truchement historique du grand commerce, mais aussi en cauries, car celles-ci servaient habituellement de monnaie de compte, même si le paiement était trop élevé pour qu'on les employât effectivement. Le cours de cette vieille monnaie paraît avoir baissé régulièrement durant tout le XIX^{me} siècle, si bien qu'au Soudan occidental, en 1900, il en fallait 6.000 pour un *mètikaalé*, ou « gros » de 4 gr. 5 d'or, que Binger estimait à 12 francs germinal (129).

Si le cours de cette monnaie a varié dans le temps, il était à peu près uniforme dans l'ensemble de l'Ouest africain alors que les prix des marchandises se différenciaient dans l'espace par le jeu de l'offre et de la demande. C'est ainsi que dans l'Est, à proximité des élevages du Mosi, les chevaux étaient moins chers que sur le Haut Niger. Samori en tirera donc avantage quand il se transportera en 1894, du vieil axe commercial de Bamako sur celui de Kong à Djenné.

Qu'il ait eu recours aux dyagotigi ou organisé lui-même ses caravanes, Samori a fait acheter la plupart de ses armes à la Côte et il convient donc d'en calculer le prix d'après les tarifs des comptoirs. Sur les Rivières, à Benty ou Freetown, le long Dane Gun valait en 1891 12 francs or, soit 6.000 cauries ou un *mètikaalé*. Vendu à la pièce sur les marchés de la zone intermédiaire, son prix s'élevait jusqu'à 25 ou 35.000 cauries.

Armes et munitions. — On peut admettre que Samori disposait d'environ 25.000 fusils à pierre au moment où il faisait le plus grand usage de ces armes, vers 1887. Bien que ces engins, indéfiniment réparés, fussent presque indestructibles, nous supposons qu'il en a renouvelé un peu moins de la moitié au cours de sa carrière. En négligeant l'équipement des armées vassales, nous trouvons donc un total d'environ 35.000 fusils à pierre, qui valaient 157,5 kilogs d'or, 210 millions de cauries ou 420.000 francs germinal.

Si nous considérons à présent les fusils à tir rapide, nous constatons que le Chassepot, avec 200 cartouches, valait environ 100 francs et le Gras 250 (10 livres). Si nous admettons que Samori a acheté 6.000 armes du type Gras, elles ont dû lui coûter 1.500.000 francs or soit 562 kg. de métal ou 750 millions de cauries (130).

Il serait utile de calculer aussi le prix des munitions importées, mais la chose est impossible car nous ne saurons jamais combien de cartouches ont brûlées les Samoriens. Une grande partie de celles-ci étaient d'ailleurs réfectionnées sur place par les forgerons qui fabriquaient en outre la plus grande partie de la poudre. L'économie ainsi réalisée n'est pas chiffrable, pas plus que la perte due aux commissions des Añyi et Baulé qui s'imposeront comme intermédiaires pour les fusils de traite, voire les Chassepots entre 1895 et 1898.

Si nous augmentons arbitrairement d'un tiers les sommes ci-dessus afin de ne pas pêcher par insuffisance, nous admettrons que Samori a versé aux Européens 2 millions de francs or pour acheter des armes.

En 1890, au moment où reprendra le commerce avec Freetown, le caoutchouc était payé 2,6 francs le kilog (2 sh. 8 d.), mais il montera dès l'année suivante à 3 francs (131).

Pour l'ivoire, les bœufs et les peaux, nous ignorons les cours moyens de la colonie britannique, mais nous connaissons ceux de Konakry et Beuty, qui étaient d'un niveau analogue. L'ivoire y était payé de 15 à 28 francs le kilog, selon sa qualité, et nous adopterons pour nos cal-

culs une moyenne de 20 francs. Un bœuf en bon état valait 100 francs et chaque peau 3,5 francs. La composition de quelques caravanes montre que les paiements se répartissaient souvent par tiers en ivoire, caoutchouc et bétail. La place des peaux était négligeable. L'or n'est malheureusement pas mentionné mais il jouait certainement un rôle notable et nous lui attribuerons un quart de la valeur totale (132).

Samori aurait alors assuré ses paiements avec 41.666 métikaalé d'or, 166 tonnes de caoutchouc, 25 tonnes d'ivoire et 5.000 bœufs. Si l'on rappelle que le Burè payait chaque année 8.000 « gros » d'or, ces versements paraissent tout à fait dans les moyens de l'Almami. Il est vrai que les bœufs avaient été payés en captifs au Futa-Dyalö, mais dans des conditions très favorables à Samori. Depuis que les Peuls ne faisaient plus de conquêtes et manquaient de prisonniers, ils les achetaient jusqu'à trois bœufs pièce, ce qui est considérable (138). L'Almami n'aurait donc eu à leur fournir que 1.666 captifs, soit vraiment peu de chose.

Chevaux. — Le commerce des chevaux posait des problèmes beaucoup plus simples, mais nous manquons pour les résoudre d'une documentation analogue à celle des Britanniques. Ces montures s'échangeaient depuis des siècles contre les captifs et Mauny indique que leur cours était de six à douze esclaves pièce sur la Côte de Sénégambie au XVI^e siècle (1961, p. 285). Ce chiffre témoigne d'une remarquable continuité si on le compare à ceux de Gallieni (1885, p. 436) d'après qui les chevaux valaient 8 captifs à Bamako, 6 au Kaarta, c'est-à-dire pratiquement au Sahel, et 4 seulement en pays maure. Binger confirme à peu près ces chiffres puisqu'il nous dit que les chevaux valaient de 6 à 10 captifs au Bélédugu, de 2 à 3 chez les Maures. On est par contre surpris de le voir estimer leur valeur au Wasulu, c'est-à-dire chez Samori, au chiffre énorme de 15 à 20 captifs (1892, I, p. 19). Si l'on ne met pas en doute son exactitude, on est amené à supposer qu'il a noté une montée exceptionnelle des cours, due à la guerre de Sikasso.

Il paraît établi que la valeur d'un cheval, dans les zones d'élevages, n'excédait pas trois captifs. C'est la valeur que nous retrouverons en 1896 dans l'Est, à Bobo-Dioulasso, porte des grands élevages du Mosi.

Il est cependant bien difficile d'assigner une valeur moyenne aux achats de Samori, car il payait très cher les petits dyula qui lui livraient les bêtes à domicile et nous ignorons quelle proportion du total représentent celles-ci. Elle sera sans doute considérable de 1891 à 1895, entre l'instauration du blocus français et la soumission de Kong. Il faut considérer en outre que l'organisation des caravanes revenait fort cher. Si nous prenons les captifs comme monnaie de compte il est donc évident qu'un cheval coûtait effectivement plus de trois unités, même si le souverain envoyait ses hommes les acheter sur place. Puisque nous tenons absolument à avancer un chiffre, nous admettrons donc, très arbitrairement, qu'un cheval coûtait à Samori la valeur moyenne de six captifs (134).

L'évolution des effectifs de l'armée, telle que nous l'avons examinée ci-dessus, nous incite à attribuer à Samori un maximum de 500 chevaux de 1872 à 1880, 1.000 de 1881 à 1883, 2.000 de 1884 à 1887, 1.000 de 1889 à 1893, 500 en 1894-95, 1.500 en 1895 et 96, 1.000 en 1897 et 98. Si l'on admet qu'ils devaient être renouvelés tous les ans, on atteindrait le chiffre impressionnant de 25.500. Supposons qu'une moitié d'entre eux représente la valeur des exportations de kola et que les 2.500 des trois dernières années ont été achetés à Bobo au taux de 3 captifs. Nous obtenons ainsi le chiffre de 69.000 esclaves exportés, que nous arrondissons à 70.000, soit 2.800 par an. Si inquietant que soit ce chiffre, il est bien loin des 800 ventes par mois que Binger jugeait nécessaires au siège de Sikasso. Ce n'est d'ailleurs là qu'une abstraction car les achats de chevaux n'ont jamais été réguliers et ont connu des pointes très marquées de 1881 à 1887, 1890 à 1892 et 1895 à 1896.

Il faut avouer que nous mesurons mal l'importance de cette ponction de la matière humaine, car elle a contribué après 1895 aux achats de vivres chez les Baulé et les Guro. Le seul fait certain est qu'elle a été très inégalement répartie dans l'espace. Certaines régions seront littéralement vidées de leurs habitants, comme le Wasulu au lendemain de la Grande Révolte ou le Dyimini en 1895. D'autres pays resteront intacts, ce qui était généralement la récompense de leur loyalisme. On doit en effet garder à l'esprit que les captifs n'étaient jamais prélevés sur la population soumise et que l'Almami préférait annexer des régions peuplées plutôt que des déserts.

Bilan. — Il ne pouvait pourtant pas renier les lois de la guerre de son temps ni bouleverser les traditions séculaires du commerce des chevaux. En admettant qu'il contrôlait en 1887 au moins 1.100.000 habitants (Appendice III), on peut estimer qu'il déporta chaque année une masse humaine représentant environ la 400^{me} partie de la population de l'Empire. Ce chiffre ne donne cependant pas une idée exacte de la réalité car ces captifs furent presque tous prélevés sur des pays nouvellement conquis quand ils n'étaient pas raziés sur des frontières insoumises. Les Toucouleurs ou les Faama de Sikasso paraissent avoir montré encore moins de scrupules pour résoudre des problèmes analogues.

Il n'en reste pas moins que l'ordre garanti par l'armée sera chèrement payé surtout, après 1888. Avant cette date, le conquérant ne sentait pas encore que la menace française était mortelle, si bien que son armée, dans sa fidélité aux méthodes traditionnelles, exigeait peu d'importations et vivait largement sur un pays peuplé et riche. Elle ne détruisait donc pas sa propre substance et l'équilibre ainsi acquis aurait pu durer. La guerre française allait évidemment le rompre, et le désastre sera aggravé par la politique de la terre brûlée qu'adoptera Samori au moment précis où la grande épizootie de 1891-1892 ravageait tout l'Ouest africain. Une grande partie des nouvelles conquêtes seront réduites à l'état de désert, ce qui empêchera le conquérant de recoustituer dans l'Est une économie saine. Dans les dernières années, l'armée ne pourra subsister qu'en dévorant la substance des pays soumis. Il ne faudra plus y voir qu'un expédient provisoire visant seulement à repousser l'échéance inéluctable de la conquête coloniale.

* * *

C'est évidemment celle-ci qui a brisé la courbe ascendante de l'Empire, car elle l'a obligé, pour parer fébrilement à des dangers immédiats, à détruire l'ordre qui assurait sa grandeur et où il trouvait sa propre justification.

Le fait est particulièrement évident si l'on étudie l'art de la guerre des Samoriens. Alors que l'Almami n'avait modifié la tactique traditionnelle qu'avec prudence, juste assez pour assurer sa suprématie, l'irruption des Français l'obligea soudain à bouleverser radicalement ses méthodes de combat. Il y parviendra assez bien, ce qui prouve son génie, mais il perdra ainsi sa raison d'être car son instrument de guerre sera désormais une fin en soi.

E) L'ART DE LA GUERRE

Dans l'Ouest africain traditionnel on distinguait nettement deux espèces d'entreprises militaires. Les razzias (*tègèrè*) qui avaient pour but d'enlever à l'ennemi des hommes, du bétail et des vivres s'opposaient aux guerres (*kèlè*) qui visaient à occuper, au moins provisoirement, son territoire, c'est-à-dire à prendre ses villages. La razzia est la seule forme de conflit connue des sociétés segmentaires ou anarchistes, mais les kafu du Manding ne l'ignoraient pas et l'avaient même institutionnalisée pour régir leurs relations quand aucune coutume d'arbitrage n'y pour-

voyait. Comme la razzia se dégradait facilement en brigandage pur et simple, au désespoir des commerçants, Samori s'employa à l'éliminer partout où il étendait son pouvoir. Ses armées s'y livraient seulement sur les frontières, aux dépens de voisins insoumis.

La guerre véritable (*kèlè*) n'était pas endémique comme la razzia, mais elle avait cependant un caractère récurrent dans les pays politiquement morcelés dont les Malinké du Sud sont un bon exemple. Partout où règnent de telles conditions sociales la civilisation locale est nécessairement marquée par le soin extrême donné aux fortifications, ce qui suppose généralement un habitat groupé.

L'habitat dispersé peut cependant s'accommoder de maisons fortifiées, efficaces du moins contre les surprises d'une razzia, comme on en trouve souvent chez les « anarchistes » paléonégritiques dont l'individualisme est significatif (Lobi, Dagari, Bobo, Somba, etc...).

Une telle dispersion peut être au contraire l'effet de la sécurité assurée par un grand Etat bien structuré, comme le Mosi ou le Futa-Dyalō. A l'exception du pays Kru, qui subit la contrainte du milieu forestier, l'habitat dispersé va en tout cas de pair avec une forte densité humaine, alors que celle-ci peut être très faible dans des pays caractérisés par des gros villages extrêmement éloignés.

1°) FORTIFICATIONS.

Le regroupement de la population dans des centres fortifiés est évidemment nécessaire quand des kafu organisés se livrent à des guerres en règle. Il suppose l'existence de hameaux de culture occupés périodiquement pour travailler les champs éloignés mais évacués en hâte à l'approche du danger. Telle est la règle chez les Malinké et les Bambara, mais aussi chez leurs voisins de la Forêt comme les Guérézè, et une partie des Toma, exceptionnellement chez les Kisi. On retrouve la même formule dans l'Est, surtout chez les Sénoufo, mais aussi chez les Kulāngo qui se distinguent sur ce point de leurs maîtres Abrō (135).

Les hommes et les richesses se mettaient ainsi à l'abri, et les forteresses qui les protégeaient ont joué un rôle capital dans les guerres de l'ancienne Afrique. Les conflits, en dehors des razzias, prenaient alors nécessairement l'allure de guerres de siège, tandis que les batailles en rase campagne étaient exceptionnelles.

La prise de ces places fortes était l'objectif principal des armées africaines, et comme elle inspirait toute la tactique coutumière il est nécessaire de commencer cette étude par une description des lieux.

a) *Typas*

L'Empire de Samori se trouvait à cheval sur deux zones traditionnelles d'architecture militaire, celle du banko et celle du bois, dont le Konyā natal de Samori marquait approximativement la frontière.

La pierre. — Les constructions en pierre sont pratiquement inconnues de l'Ouest africain, si on excepte les habitations de quelques paléonégritiques refoulés dans les montagnes, ou de certains peuples forestiers. Ces gens employaient d'ailleurs la pierre dans les souhassements de leurs habitations ou pour certains aménagements collectifs, mais non pour de véritables fortifications. Le seul usage militaire de ce matériau était la construction des murs qui barraient parfois les pistes d'accès des villages (Lélé, Kisi, Dā). Pour se protéger, les barbares aménageaient plutôt

des refuges naturels, particulièrement des sommets entourés de falaises abruptes (Dā, Kisi), ou des grottes d'accès difficile. Les plus célèbres sont celles des Lélé à Tānkolto et Farandala, dont les sofas ne viendront jamais à bout.

La nécessité de renforcer ces sites naturels entraînait quand même, dans certains cas, le recours à de véritables fortifications de pierre. C'est ce que firent les Konyānké quand ils se retranchèrent au sommet de leurs montagnes durant la longue crise qui a ouvert notre récit. Les murs de pierres sèches qui barraient des sentes étroites sur les flancs du Gbānkundo tinrent tête pendant un quart de siècle aux Sisé, et on a vu quelle peine eut Samori à les enlever (136).

En dehors de ces exceptions peu caractéristiques, la pierre est donc étrangère à l'architecture militaire que nous étudions. Certaines forteresses des Toucouleurs, comme celle de Kundyā, étaient à vrai dire faites de maçonnerie, mais elles sont extérieures à notre domaine (137).

Le bānko. — La forteresse soudanaise classique est le « tata » (*tānta*) construit en pisé (*bānko*) (138) dont les annales de la conquête nous ont légué de nombreuses descriptions (139). Celles-ci sont fort utiles car ces constructions ont disparu avec une surprenante rapidité durant l'ère coloniale, leur matériau ne résistant pas aux intempéries et la disparition de leur fonction militaire empêchant de les entretenir.

La formule de ces tata était très uniforme au point que ceux des métropoles comme Ségou ou Sikasso ne différaient que par l'échelle de ceux des gros villages. Leur bānko différait un peu de celui des habitations car on y mêlait une forte proportion de gros cailloux pour le rendre plus résistant. Dans la zone pré-forestière où la pluie sape la base des murs, on commençait souvent par construire un soubassement en moellons (140). La brique sèche, souvent employée dans les habitations, était rare dans les tata, les murs de ceux-ci étant généralement édifiés à la façon d'une gigantesque poterie en superposant de nombreuses couches de pisé (141).

Le tata se présentait ordinairement comme une série de tours carrées ou cylindriques, reliées par des murs tracés en chevrons, les « murs en crémaillère » de Binger (142). Ce plan en chevrons leur donnait une résistance très supérieure à celle de murs rectilignes et les tours qui formaient bastion pouvaient accabler l'assaillant s'il se risquait entre elles. Elles n'étaient jamais protégées par un fossé, naturellement étranger aux traditions militaires d'un pays où l'on combattait seulement en saison sèche.

D'une façon générale les puissantes murailles des tours étaient d'une épaisseur constante de la base au sommet, tandis que celle des murailles en chevrons diminuait vers le haut. Celles de Sikasso atteignaient ainsi 6 mètres à la base et 0,60 au sommet, pour une hauteur de 4 à 6 mètres.

Ces dimensions sont cependant exceptionnelles car d'une façon générale les murailles ne dépassaient guère 4 mètres de haut et 3 mètres d'épaisseur à la base. Les tours étaient souvent un peu plus élevées, mais leurs murailles n'excédaient guère 2 mètres d'épaisseur. Une espèce de chemin de ronde était souvent établi un peu au-dessous du sommet, et il servait de banquette de tir à une rangée de meurtrières.

Dans les pays du Sud, le plan en chevrons était généralement abandonné au profit de murailles rectilignes ou *dyiñ*, naturellement moins résistantes. Ces murailles étaient percées de portes encadrées de tours, et on en comptait généralement quatre car elles étaient orientées selon les points cardinaux. Ces portes étaient fort étroites, la largeur nécessaire se limitant au passage d'un animal de bât, soit environ 1 m. 50, et elles étaient fermées par un battant massif assuré à l'intérieur par d'énormes barres de bois. Le battant lui-même, fait de très fortes planches, était parfois recouvert de fers de houe, à l'épreuve des balles de fusils à pierre.

Sur ce thème général, les variations étaient nombreuses et elles matérialisaient souvent la structure politique du village. Quand celui-ci comptait plusieurs quartiers, l'enceinte commune s'étendait largement, englobant de larges terrains vagues, qu'on réservait à un jardinage intensif et où l'on trouvait généralement un point d'eau ou un marigot accessibles en cas de siège (143). A l'intérieur de cette enceinte, chaque quartier avait la sienne, beaucoup plus étroite, dans laquelle les habitations se pressaient en un dédale inextricable sillonné d'étroites ruelles. Repliés dans ces retranchements privés, il arrivait que les quartiers se livrassent à d'interminables guerres civiles.

Dans les régions où la tradition segmentaire limitait l'autorité des chefs, comme chez les Bambara du Sud, on ne trouvait souvent aucune muraille commune, mais plusieurs quartiers (*sukala*), chacun enfermé dans son tata, à quelques centaines de mètres des autres.

Dans la capitale d'un pouvoir monarchique, on pouvait au contraire distinguer une zone supérieurement fortifiée, qui servait de réduit à la défense. C'était le *dyōforo*, la « réserve des captifs » où habitait le souverain avec ses dépendants et ses partisans les plus fidèles. Il y construisait parfois un ultime bastion où il entassait ses stocks de poudre et d'armes. Le plus bel exemple en était le fameux « donjon » de Sikasso, énorme cube de 12 mètres de haut, qui dominait toute la ville de ses murs aveugles, percés d'étroites meurtrières (144). Samori avait construit une redoute analogue, quoique plus modeste, au levant de sa résidence à Bisāndugu.

Ces tatas étaient des obstacles formidables et leur prise d'assaut était une entreprise hasardeuse pour les vieilles armées africaines. Au moment de la conquête coloniale, ils étaient encore à l'épreuve des fusils les plus perfectionnés puisque la balle du Lebel, tirée à 10 mètres, ne pénétrait qu'à 12 centimètres dans le *bānko* des murailles (145). L'artillerie de montagne, qui entra alors en scène au Soudan, réussissait pourtant à ouvrir des brèches et toute résistance statique se trouvait de ce fait condamnée. Deux semaines de bombardement et une journée d'assaut suffirent à réduire Sikasso, la plus puissante citadelle de l'Ouest africain.

Tatas du Nord. — L'efficacité des tatas variait d'ailleurs d'une région à l'autre selon le style des habitations qu'ils abritaient. Ils triomphaient sur les rives dénudées du Niger, grâce aux maisons à terrasses de la vieille architecture soudanienne. Les toits de paille des greniers ou des vérandas pouvaient être facilement abattus et il était alors impossible à l'assiégeant de mettre le feu à l'agglomération. Il ne suffisait donc pas de forcer le tata, il fallait encore enlever la place maison par maison, ce qui était une aventure sanglante. Malgré son artillerie, Archinard en fera l'expérience à Wosébugu (1891).

La maison à terrasse, avec ses murs aveugle pouvait d'ailleurs suppléer au tata. De nombreux villages bambara utilisaient comme protection leurs maisons extérieures, construites jointivement avec des murs un peu renforcés et percés de meurtrières. Telle était d'ailleurs l'unique défense de certaines grandes villes de l'Est comme Kong ou Bobo, qui étaient divisées en plusieurs quartiers, mais n'avaient aucune enceinte. Il est vrai qu'il s'agissait de vieilles capitales dont l'hégémonie était indiscutable au XVIII^e siècle, au point qu'elles n'avaient alors besoin d'aucune protection. Les temps avaient changé et elles n'offrirent aucune résistance sérieuse à Samori (146).

Celui-ci n'était d'ailleurs pas habitué à ce type de village, étranger à son paysage natal. Les seules régions du vieil Empire où la maison à terrasse régnait en maîtresse étaient les kafu bambara, de Bougouni à Bamako, mais le conquérant la rencontra également chez les Sénoufo du Nord, en marchant sur Sikasso. Il faudra ensuite attendre 1896 pour que ses hommes en trouvent une autre variété chez les Gurunsi, puis chez les Paléonégritiques voisins de Bobo. Samori montera à l'assaut de Numudagba, en 1897, qu'il était capable de surmonter de tels obstacles, mais ce sera à un prix terriblement élevé.

On trouvait d'ailleurs des maisons à terrasses jusqu'aux lisières de la forêt, mais en petit nombre et seulement dans les grands centres commerciaux (Bonduku, Kong), si bien qu'elles n'avaient plus de signification militaire (147).

Les tatas du Sud et les dyiñ. — Au sud de la ligne Kangaba-Bougouni-Korhogo s'étend par contre le royaume de la case ronde, à toit de paille conique, dont les nombreuses variantes ne masquent pas l'unité. Ce type s'enfonce profondément en Forêt jusqu'aux rives de l'Atlantique, diversifié par un toit de plus en plus haut et une large banquette contre le ravinement (148). Dans l'Ouest, l'énorme toit retombant des Peuls du Futa a été légèrement transformé par les Dyalōnké et les Limba.

Les cases à toit de paille sont généralement moins serrées que les maisons à terrasse et, malgré tout, à chaque saison sèche, de vastes incendies ravagent les villages. Ils se produisent même chez les Kisi et les Toma, bien que les grandes pluies des pays de la Dorsale maintiennent la paille en état d'humidité constante.

Les facies de l'architecture militaire ne coïncident d'ailleurs pas avec ceux des habitations, car, au nord d'une ligne allant de Farana à Kerwané et Odienné, pour obliquer ensuite vers Mankono, la plupart des villages entouraient leurs cases rondes de tatas en bānko typiquement soudanais, ou du moins de dyiñ, tandis que plus au sud les fortifications de bois annonçaient déjà les civilisations de la Forêt. Cette frontière n'a d'ailleurs rien de rigide et elle souffre de nombreuses exceptions, comme le prouve la métropole de Kankan, qui déployait en plein secteur nord une superbe enceinte de bois (149). Inversement, en pleine Dorsale, les villages musulmans du Haut Konyā et même Kwōnkā, capitale du Buzyé, dressaient fièrement leurs murailles de terre. On retrouvait celles-ci autour de chaque village Dyalōnké dans le Solimana, et surtout à Falaha, la capitale historique de ce pays. Un trait important distinguait d'ailleurs ces « forteresses » de celles du Soudan car les murs rectilignes des dyiñ se substituaient souvent aux chevrons des tatas et ils s'entouraient de fossés profonds où coulait un peu d'eau pendant un hivernage fort long. Cette adaptation à un climat plus humide dénote sans doute l'influence des civilisations forestières voisines, car celles-ci ont toujours entouré de fossés les fortifications de bois que nous allons bientôt décrire. Ces influences ne jouaient d'ailleurs pas à sens unique puisque nous trouvons quelques exemples de tatas isolés dans les pays du Sud, comme celui de la grande ville Toma de Zorzor (Libéria) (150).

Quelle que fût la force du tata ou du dyiñ, les toits de paille d'un village de cases rondes s'offraient aux coups de l'ennemi, si bien qu'on s'efforçait de concentrer les habitations aussi loin que possible de la muraille. En cas de siège on enlevait aussitôt la paille de celles qui se trouvaient à portée de flèche des assaillants et il arrivait même, en saison sèche, qu'on jugeât nécessaire d'abattre tous les toits. Ces constructions non jointives présentaient une autre faiblesse car, une fois le tata percé, elles ne permettaient pas à la défense de s'accrocher. Une résistance désespérée, de maison en maison, dans la tradition des Bambara, était ici impossible, et la place tombait aussitôt. Samori combattait dans ces conditions depuis l'adolescence et ses hommes étaient passés maîtres dans l'attaque de ce genre d'agglomérations, ce qui n'excluait pas des longs sièges, comme à Kankan ou Kényérā.

Le bois. — Dès qu'on approche de la Forêt et que le climat humide le permet, les cases à toits conique renoncent aux protections du bānko et s'entourent de fortifications végétales, qu'on désigne généralement sous le nom de sanyé (151). On rencontrait ce dispositif non seulement dans des petites agglomérations mais autour de gros centres comme les anciennes capitales du Kurānko oriental (Soghomaya, Kuliya) et même, on vient de le voir, dans la métropole dyula de Kankan.

Les Malinkés, stabilisés très tôt dans les pays du Sud ont su adapter à leurs besoins cette technique qui ne paraît pas d'origine soudanaise. Ils l'ont diffusée sans la diversifier du Haut Niger au Bandama à travers le Kurânko, le Konyā et le Mau. Plus à l'Est on la retrouve même chez les Sénoufo du Sud, Tagwana et Dyimini.

Son principe est très simple. A bonne distance des cases du village, on plante en semis serrés une ou deux lignes de très grands arbres, généralement des fromagers. Entre les contreforts de leurs racines on fait pousser des massifs serrés de plantes épineuses, surtout des acacias, qui deviennent souvent énormes (152). A défaut des grands arbres, qui mettent des dizaines d'années à pousser, les villages récents plantaient profondément d'énormes rondins qui dépassaient le sol d'au moins 4 mètres. Une levée de terre à leur pied protégeait les défenseurs qui, à défaut de meurtrières, tiraient dans les espaces irréguliers ménagés par la sinuosité des troncs.

Les *sanyé* étaient courants dans le Sud où ils formaient des obstacles aussi redoutables que les tatas, car il était impossible d'incendier les plantes vives qui les constituaient. On peut encore s'en faire une idée en observant les grands alignements d'arbres qui subsistent en quelques points de la ville de Kankan.

Dans la mesure où les *sanyé* étaient faits de rondins et non d'arbres vifs, ils évoquent les *dyasa*, fortifications de campagne des Malinké (153). Celles-ci étaient cependant provisoires, c'est-à-dire d'une autre nature, ce que Binger et ses contemporains n'ont pas su voir. Elles n'ont pas leur place ici et seront traitées avec les problèmes de tactique.

Les *sanyé* annoncent par contre les villages de la Forêt et on ne saurait douter qu'ils en soient issus. Nous passerons cependant vite sur ce troisième type de fortifications, puisque les pays du Sud sont restés largement extérieurs à l'Empire et que les Samoriens n'y ont mené que des guerres secondaires.

Chez les Kisi et les Toma du Nord, chaque village est entouré par un anneau de forêt dense, soigneusement préservé, ce qui est très remarquable dans un pays où la savane s'infiltrait partout. Ces anneaux étaient de véritables remparts qu'on ne traversait que par d'étroites sentes, barrées de retranchements, et semés de nombreux pièges : fosses dissimulées sous des branchages et hérissées de pieux empoisonnés, ou dards venimeux fixés aux branches (154).

Au centre, dans sa clairière, le village était protégé par trois hautes palissades plus ou moins concentriques, souvent hautes de 4 mètres et entourées de fossés profonds (155).

Comme la tactique des forestiers, fondée sur les assauts nocturnes, était déroutante pour les Samoriens, ceux-ci ne se risquèrent qu'à contre-cœur dans ce monde étrange. On a vu que l'Almami essaya toujours de s'entendre avec les Toma, qu'il estimait beaucoup, et épargna généralement les Kisi. Ce n'est pas lui mais ses alliés, les Sakuraka du Mau, qui entreprirent de soumettre les Dā. Le long siège de Firawa en 1892 confirmera bientôt que les villages forestiers étaient de redoutables adversaires s'ils étaient défendus avec résolution. C'est donc à contre-cœur que l'Almami s'y risquera, en 1898, pour y trouver sa fin.

b) L'œuvre de Samori

Conservatisme de Samori. — Il est remarquable que Samori, le révolutionnaire, n'innova guère en matière de fortifications. Il demeura toujours fidèle aux murailles en chevrons et aux cases à toits de paille du Konyā de son enfance, et il s'employa même à les diffuser. C'est ainsi

que la région de Bougouni, où prédominait traditionnellement la maison à terrasse, a vu se multiplier les cases rondes sous la domination Samorienne. Les conquérants en construisaient dans toutes leurs garnisons, et les vaincus finirent par les imiter.

Les travaux exécutés sur l'ordre du Souverain étaient donc remarquables par leurs dimensions inusitées, dignes de sa puissance, mais nullement par leur facture qui demeurait traditionnelle. Dyala n'était qu'une fortification de campagne, et Sanankoro ne possédait qu'un vieux tata à murs en chevrons et tours rondes dont la force était médiocre. Samori n'y toucha pas, mais il demanda aux Kamara la permission de construire un dyöforo séparé, accolé au nord de leur enceinte (156).

Après 1873, à Bisändugn, le Faama était maître de faire ce qui lui plaisait, aussi est-il remarquable qu'il ne fortifia pas sa capitale. Le vieux village demeura à l'écart dans son tata croûlant, tandis que les innombrables hameaux de culture qui couvrirent bientôt la plaine ne furent pas protégés. La résidence personnelle du maître fut cependant entourée d'une médiocre enceinte : des murs en chevrons concentriques reliaient des séries de cases à toit conique, mais seul le « donjon » qui les dominait vers l'est avait un aspect militaire (157). Le fait est significatif.

Au cœur d'un Empire en expansion, Samori jugeait sa capitale hors de portée de l'ennemi et se contentait donc des installations nécessaires à sa sécurité personnelle et au cérémonial de la Cour.

Les forteresses du Milo. — La menace française avait déjà bouleversé la conjoncture en 1887, quand il décida de construire Kerwané, mais cette fois encore il eut recours aux formules traditionnelles. Les murs en chevrons et les tours rondes du nouveau tata se distinguaient cependant par leurs proportions énormes, dont des vestiges impressionnants portent témoignage jusqu'à nous. Il ne tiendra pourtant pas une heure en 1892, devant l'assaut des Blancs (158).

L'arsenal fortifié qui fut construit à partir de 1888 sur l'autre rive du Milo, au sommet des falaises du Tintikuru, répond à une formule assez différente, mais c'est à tort que Péroz le qualifie de dyasa. C'est un sanyé qui entourait les cases à terrasses servant de magasin, et il avait été construit sur la partie la plus élevée de cette montagne tabulaire, au fond d'un cirque fortement boisé. Les falaises doléritiques qui le protégeaient étaient absolument inaccessibles sauf vers l'est et dans l'ouest, par d'étroits sentiers que Samori fit d'ailleurs barrer par de solides murs de pierre, percés de meurtrières. Le Tiutikuru était donc une montagne fortifiée dans la tradition du Konyā et selon des procédés voisins de ceux dont Saghadyigi avait usé à Gbānkundo.

Dans l'Est. — De 1892 à 1895, Samori mènera une vie nomade et n'aura plus à proprement parler de capitale. Ses résidences éphémères à Nōnkala, Barala-Magāndugu et Nyodyi seront constituées par des ensembles de dyasa.

Au Dyimini, à Kuluzā, puis à Dabakala, il se stabilisera un peu mais le bānko ne servira qu'à ses habitations. Les fortifications, telles que les décriront Henderson ou Nebout étaient des semis de sanyé plantés en dehors des ruines des villages indigènes (159).

C'est seulement après le drame de Bouna que l'Almami songera à nouveau à résister aux Français dans une position fortifiée. Il fera alors construire par des manœuvres senufo le tata de Boribana dont les ruines puissantes se dressent toujours sur les bords du Bāndama, en plein désert des Tagwana. Le confluent du Kéfyo déterminait le plan triangulaire de cette place, mais son architecture allait être des plus classiques, avec d'épaisses murailles en chevrons ponctuées de tours rondes à terrasse. Malgré l'armée de manœuvres qu'il avait mobilisée, Samori n'aura pas

le temps d'achever ces travaux, et la puissance de ses murs, qui n'excédaient pas 3 mètres à la base, demeurera très inférieure à celle de Sikasso. Cette belle forteresse était évidemment incapable d'arrêter un assaut français et Samori le comprendra puisqu'en apprenant la mort de Bâmba il reviendra à la mobilité dans l'espoir d'obtenir un ultime sursis.

Les gouvernements militaires. — En dehors des résidences du souverain, l'architecture militaire des conquérants aurait pu trouver place dans les capitales des kèlèti. Celles-ci posaient des problèmes assez complexes, contrairement aux petites garnisons qui se contentaient de fortifier quelques cases d'un village ou de construire un sanyé en dehors de ses murs.

Il faut pourtant avouer que les chefs des grandes armées firent preuve d'une médiocre imagination et qu'à considérer leurs installations, l'impression qui domine est celle du provisoire. Ils se sont contentés d'utiliser sur une grande échelle les traditions des armées en campagne.

C'est ainsi que l'armée du Nord construisit à côté du vieux village bambara de Faraba un vaste sanyé que les Français trouveront en ruines en 1892. L'armée de Bafagha se contentait d'une série de dyasa qu'il fallait renouveler périodiquement. Les témoignages que nous avons sur l'armée de l'Ouest, à Mafindi-Kahaya avant 1888, puis à Héérémakono, prouvent qu'elle utilisait exclusivement des fortifications en bois (160). C'était le cas du Foroha lui-même, qui était alimenté par le noyau central de l'Empire, mais que son rôle de réserve générale amenait à se déplacer fréquemment d'une frontière à l'autre.

Après l'Exode de 1893, dans les pays du Comoé, les armées samoriennes, mal stabilisées, renoncèrent au bānko, à l'exemple du souverain lui-même. La grande armée de l'Est construira une série de sanyé à travers le Gondja et le Dagari, jusqu'en décembre 1896. A cette époque, Sarānkēnyi-Mori s'installera dans les maisons de Bouna que la population avait désertée. Dans l'Ouest, Kunadi-Kèlèbagha construira un immense sanyé au hameau sénoufo de Pofirè qui allait ainsi donner naissance à la ville de Ferkessédougou (161). Celui de Bilali, à Tallèrè, derrière le Bāndama, allait par contre disparaître avec son fondateur.

* * *

Tout ce bilan est assez négatif. Les fortifications de Samori évoquent mal sa puissance et son génie. Il se contenta généralement d'entretenir sans rien changer ce que le passé lui avait légué. C'est ainsi que la vieille métropole de Kankan, capitale sociale et intellectuelle, sinon politique, de l'Empire, garda sa vieille enceinte de fromagers. Les plus belles constructions de Samori, Kérwané et Boribana, seront loin d'égaliser les surprenantes murailles de Sikasso, fruit de vingt années d'un labeur acharné.

La révolution dyula étant foncièrement expansionniste, son chef négligeait naturellement les dispositifs défensifs. Il ne s'y intéressa pas davantage quand il se trouva confronté à l'impérialisme français, car il comprit aussitôt qu'il ne pouvait opposer à ce nouvel ennemi qu'une résistance élastique. Dans cette perspective, la construction de Boribana sera une courte aberration. Bâmba proclamait que ses murailles arrêteraient les Blancs, et Samori crut sans doute un instant qu'il disait vrai, puisqu'il voulut l'imiter.

En dehors de cet épisode éphémère, c'est sa puissance offensive que Samori chercha constamment à accroître tout au long de sa carrière. Son remarquable effort d'adaptation face à la plus grande crise de l'histoire africaine doit donc être étudié avant tout sur le plan de la tactique, car celle-ci était bouleversée immédiatement par les transformations de l'armement. C'est donc dans ce domaine que le Conquérant s'est écarté le plus des normes traditionnelles et c'est là que nous pouvons le mieux porter un jugement sur son génie.

2°) STRUCTURE ET HIÉRARCHIE.

Nous avons constaté que l'Etat samorien n'est lié aux hégémonies du Nord, particulièrement à celles du Futa-Dyalō et du Masina, que par un fil fort ténu. On peut en dire autant de ses institutions militaires, qui sont celles d'une armée d'infanterie, bien différente des cavaleries du Moyen Niger. Certains traits évoquent cependant les armées des Bambara de Ségou, mais ils s'expliquent par le substrat manding commun plutôt que par une influence directe. Et ce substrat, tel qu'il s'incarnait dans les institutions du Konyā traditionnel, ne suffit nullement à rendre compte de l'armée samorienne.

La tradition konyānké. — La plupart des kafu n'avaient en effet aucune armée permanente à moins qu'on ne désigne ainsi les quelques captifs armés qui assuraient la garde des Māsa. Les combattants étaient mobilisés en cas de nécessité dans le cadre de kari, ou classes d'âges, dont l'importance sociale a déjà été soulignée. Les kari unissaient des hommes ayant subi ensemble la circoncision, mais ils étaient regroupés à des fins militaires, en quatre catégories principales, spécialisées selon l'âge de leurs membres. Les kari, formés par les *kammèlèñ*, c'est-à-dire les jennes gens de 20 à 30 ans, s'organisaient en *kèlèmbolo*, c'est-à-dire en « poings de guerre », qu'on pourrait traduire par « compagnies ». Ils étaient les premiers appelés sous les armes, livraient les combats les plus durs et se consacraient aux razzias hasardeuses contre les autres kafu. C'est parmi eux qu'on recrutait les troupes de choc, *sukuñtigi* (« maîtres de la tête de mort »). Vers l'âge de trente ans ils étaient presque tous mariés et prenaient le nom de *sasifa*, ou « pères de la palissade » qui définit fort bien leur rôle défensif. Ils devenaient ensuite *wulintigi* (« ceux qui se lèvent ») vers trente-cinq ans et *gbolotigi* (« maîtres de la peau ») vers quarante (162). Ce dernier nom définit des hommes mûrs qui jouaient un rôle politique, comme en témoigne la peau de bœuf sur laquelle ils s'asseyaient durant les palabres. Les bolo de cette dernière catégorie ne mettaient plus les armes à la main, sauf en cas de danger grave, d'invasion étrangère par exemple. Le Māsa, qui en faisait nécessairement partie, était un homme généralement âgé, aussi choisissait-il un jeune homme connu pour son courage et son habileté et lui déléguait-il tous les pouvoirs militaires. Ce *kèlètigi* n'était nommé en principe que pour une seule campagne, et il ne détenait aucun pouvoir civil. C'est contre la coutume qu'il réussissait parfois à s'arroger une autorité despotique.

On a vu que Samori n'a pas revendiqué d'autre titre durant les premières années de son séjour à Sanānkoro et sa force militaire reposait alors essentiellement sur la mobilisation des kari qu'il ordonnait au nom des Kamara. Il leur devait ses premiers succès mais ce n'était pas là l'instrument qui lui convenait.

Samori utilisa ce système durant une grande partie de son séjour à Sanānkoro, puisque les Kamara l'avaient autorisé à mobiliser leurs *kammèlèñ* pour ses offensives. Ceux-ci ne lui donnaient pourtant pas la troupe parfaitement disciplinée et toujours prête qu'il souhaitait, aussi leur importance diminua-t-elle après la grande réorganisation qui suivit la retraite en Forêt. Le recours aux kari sauva pourtant Samori après son échec du Basāndo (1872), et c'est seulement quand il s'installa à Bisāndugu qu'il cessa de les convoquer régulièrement. Une fois l'Empire construit, les kari ne servirent plus qu'en cas de levées en masse, c'est-à-dire très rarement. Leur dernière mobilisation générale aura lieu en 1888, mais ce sera contre Samori, dans le cadre de la Grande Révolte.

Le système samorien. — Ce n'est pas du vieux système des classes d'âge, mais du petit noyau d'aventuriers de Dyala que sont sorties les institutions militaires de l'Empire. Celles-ci ont pourtant utilisé, pour désigner leurs unités tactiques et stratégiques, des termes techniques familiers à

la tradition du Konyā, mais elles leur ont donné un sens si différent qu'une filiation directe est difficilement acceptable. Comme ces mots ont un sens général commun depuis Odienné jusqu'au Sānkarā, tout mouvement d'origine malinké pouvait s'en emparer pour désigner les institutions originales qu'il créait. Dans le cas présent il semble que ce fut l'œuvre des Sisé et que Samori s'est contenté d'accepter l'usage qu'ils en faisaient.

Le trait dominant de l'armée samorienne était en effet une rupture complète avec les cadres de la société traditionnelle enracinée dans le terroir. Cette troupe était formée par une collection d'individus, que ceux-ci fussent captifs ou volontaires, et non par des générations d'hommes structurés selon la coutume. Les combattants étaient regroupés au hasard dans une série d'unités hiérarchisées, à fonctions militaires spécialisées. Ces unités, qui défilaient en bon ordre lors des parades, évoquent dans une certaine mesure celle des armées européennes, ce qui n'est pas surprenant, puisque les contraintes du combat n'étaient pas foncièrement différentes une fois acquise la diffusion des armes à feu. Ces parallèles faciles sont cependant assez illusoire et on ne saurait suivre Péroz quand il assimile froidement les unités samoriennes à des formations françaises.

Le capitaine écrit en effet que l'armée de l'Almami était organisée en escouades de dix, en compagnies de cent, et en fractions de 1.000 hommes. Rieu ne confirme malheureusement ce tableau trop régulier. Il semble que le capitaine, toujours peu soucieux d'exactitude, se soit laissé aller à assimiler des institutions africaines dont il cernait mal les contours aux structures bien nettes de l'armée française. Rappelons que les compagnies régulières de tirailleurs comptaient précisément cent hommes à plein effectif et celles d'auxiliaires cent trente.

Le sofa. — Péroz pêche ainsi par schématisation mais il a raison de chercher des termes de comparaison dans l'infanterie, car celle-ci faisait toute la force du conquérant.

« Les sofas, écrit Humbert, sont des hommes robustes, généralement élevés, braves et d'une tenacité remarquable, malheureusement encore peu exercés au tir » (163). Le nom fameux de sofa, qui désignait les fantassins, n'a pas une étymologie absolument sûre. Malgré son air faussement paradoxal, sa vieille traduction par « père du cheval » reste jusqu'à présent la meilleure (164). Elle confirme l'origine soudanaise de l'institution, car ce mot n'a pu se former que dans une armée où les fantassins, peu nombreux, commençaient tous leur carrière comme serviteurs des cavaliers. À défaut, on aurait employé le vieux nom de *kèlè-dè*, « fils de la guerre ». Du temps de Samori, le sofa se définissait par la possession d'un fusil, propriété de l'Almami, dont il était responsable, et son statut de captif ou de volontaire ne changeait rien à sa condition. Tous les combattants participaient également aux distributions de vivres et aux partages du butin, qui tenaient lieu de solde après chaque campagne. Leurs chefs leur offraient en outre des gratifications à chaque fête des caurics (*kolôn-sali*), c'est-à-dire à la clôture du Ramadan.

Les sofas avaient souvent des captives du sexe féminin, mais Samori retardait autant que possible le mariage de ses hommes. Il pensait que les célibataires faisaient de meilleurs combattants et cette idée était partagée par ses adversaires français. Il interdisait toute union légitime avant l'âge de trente ans à ceux qu'il nourrissait et particulièrement à ses gardes.

Les sofas mariés emmenaient d'ailleurs rarement leurs épouses en campagne, et seulement quand elles étaient dépourvues d'enfants. Il n'y avait donc généralement qu'une ou deux femmes pour faire la cuisine de chaque unité, et la plupart des sofas étaient seulement suivis d'un captif, *dyō* ou *bilakoro* selon l'âge, qui portait les bagages, puis, à l'étape, coupait du bois et fourrageait pendant que son maître se reposait sous l'abri qu'il lui avait construit (165).

Le kúru ou sē et le sèrèda. — Quand Péroz décrit la plus petite unité samorienne comme une escouade de 10 hommes, il n'est pas trop loin de la vérité, encore qu'il ait tort de lui attribuer un effectif uniforme, et de le fixer trop bas (166). Les sofas étaient groupés en *kúru*, sous les ordres d'un *kúrukuñ*, qu'on surnommait *gbolo-tigi*, « maître du fouet » (167). *Kúru*, dont la racine signifie troupe ou bande se distingue de *kurú* « montagne » par le ton haut qui tombe sur la première et non sur la seconde syllabe. Chez les Bambara cette unité était plutôt désignée sous le nom de *sē* ou « pied ».

Un *kúru* ou *sē* comptait toujours de 10 à 20 hommes, mais cet effectif n'était pas constant. A chaque campagne, les pertes réduisaient le nombre des sofas et comme les nouvelles recrues ne choisissaient pas leurs chefs, l'intervention du *kèlètigi* pouvait seule les compenser. Inversement, deux *kúru* pouvaient être fondus si l'un d'eux avait perdu son chef, et le nouveau groupe pouvait alors compter facilement 20 combattants ou plus.

Un *kúru* était pourtant en principe durable car il possédait une certaine personnalité, étant formé d'hommes habitués à risquer leur vie ensemble sous les ordres d'un chef qui les connaissait bien. Ce *kúrukuñtigi*, ou plus simplement *kuñtigi*, « chef », était souvent un sofa méritant, choisi par le *kèlètigi*, ou au contraire un ancien *bilakoro* de l'Almami, récemment venu de la capitale. Dans le premier cas, c'était généralement un homme déjà mûr, dans le second un jeune fanatique. Le *kúkuruñ* recevait parfois un fusil à tir rapide, même si ses hommes n'en avaient pas, et, dans la mesure du possible, un cheval. Un fouet en cuir d'hippopotame (*maari-gbolo*) lui servait à pousser les lâches au combat.

Dans le Haut Konyā et le Kabasarana, l'expression *kúru* était inusitée et on utilisait celle de *sèrèda* pour désigner une unité un peu plus nombreuse, divisée généralement en deux *sèrèdatrà*. Son chef portait alors le titre de *sèrètigi*, dont l'usage s'était généralisé parmi les Samoriens après le ralliement du Faghama d'Odienné.

On reconnaissait ces chefs favorisés dans les partages, à leurs vêtements plus riches que ceux de leurs hommes, et aux turbans, qu'ils portaient volontiers rouges selon Péroz. Il faut cependant y voir une marque de dignité et non un insigne de grade, car il est certain qu'ils n'en avaient pas (168).

Le bolo. — Une dizaine de *kúru*, ou bien quatre ou cinq *sèrèda*, se groupaient pour former un *bolo* ou *kèlèmbolo*, c'est-à-dire une « main de guerre » (169). Leurs chefs, les *bolokuñ* ou *bolokuñtigi* allaient jouer un rôle exceptionnel à l'apogée de l'Empire, car ils étaient en majorité recrutés parmi les anciens *bilakoro* de l'Almami. Leur loyalisme s'adressait donc directement au souverain plutôt qu'au *kèlètigi* sous les ordres desquels ils étaient placés. L'autorité de celui-ci était pourtant symbolisée par la remise d'une hache de commandement (*dyèndé*), d'un petit tabala et d'un étendard blanc (*araya*). Celui-ci était un signe de ralliement qui servait à indiquer la position du chef durant le combat mais ne symbolisait rien et n'inspirait aucun dévouement. La hache de cérémonie, plaquée d'argent, était par contre une réplique modeste de celle des chefs coutumiers et de l'Almami lui-même, aussi était-ce elle qui représentait le pouvoir militaire (170). Dyaulè-Karamogho en portait une pour accueillir Péroz à Kankan en 1887 (Gallieni, 1891, p. 274).

Les *bolokuñ* se reconnaissaient surtout, bien plus que les *gholotigi*, à la richesse de leurs vêtements et de leurs armes personnelles. Ils allaient toujours à cheval et le *kèlètigi* les dotait de l'équipement le plus moderne, par exemple de revolvers Colt, mais ils étaient assez riches pour se permettre d'y ajouter de nombreuses fantaisies (171).

L'entourage d'un *bolokuñ* évoquait une petite cour et n'était pas moins caractéristique. Ses éléments les plus spectaculaires étaient quatre ou cinq griots estafettes, les *kānkrotigi*, reconnaissables à leurs bottes et coiffures en peau de panthère et aux trompes couvertes de la même fourrure (*kānkoro*) qui leur servaient à transmettre les ordres aux troupes.

Le *bolokuñ* était naturellement servi par plusieurs jeunes bilakoro, dont l'un portait un siège bas du type familial aux chefs maliuké, car ce signe de dignité était absolument nécessaire. Ses chevaux faisaient l'objet de soins particuliers puisque chacune se voyait attribuer trois captifs spécialisés, les *binkalawo* ou *sofalana*, c'est-à-dire les palefreniers. En campagne ils portaient les charges de mil destinées à la bête et en tout temps ils s'occupaient respectivement de la nourrir, de l'abreuver, enfin de nettoyer son crottin et son urine. Il est curieux que la tradition orale insiste sur cette étrange spécialisation, qui est fort ancienne car le *Tarikh-el-Fettach* la signale dans l'ancien Ghana (p. 76).

Quand le *bolo* partait en colonne, il emmenait en outre quelques forgerons pour réparer ses armes, dont certains faisaient office de « chirurgiens ». Il arrivait même qu'un marabout suivit la troupe pour servir d'Iman aux sofas si ceux-ci étaient nombreux.

Ainsi entourés d'un véritable état major, les *bolokuñ* étaient des personnages importants et nous avons déjà vu plusieurs d'entre eux jouer un rôle notable dans cette histoire.

Si un chef de *bolo* opérait de façon autonome en territoire ennemi, il prenait le titre de *kèlètigi* et jouissait du droit de vie et de mort sur les vaincus mais aussi sur ses propres hommes. En temps normal il ne pouvait cependant appliquer à ceux-ci que le fouet, la peine capitale étant le monopole du *kèlètigi* comme chef d'un gouvernement (172).

Effectifs. — Il est sans doute illusoire de vouloir attribuer aux *bolo* un effectif précis et constant, mais les affirmations de Péroz, qui sont aussi péremptoires que contradictoires, ont sans doute posé ici un faux problème. Dans le rapport Tournier, le capitaine décrit d'abord cinq à six compagnies de 200 hommes, qui sont évidemment des *holo* (p. 6), mais un peu plus loin il n'hésite pas à assigner le chiffre précis de 100 hommes aux unités samoriennes (p. 27). Il est possible qu'il ait observé des unités décimées par les durs combats qu'elles avaient livré sous les murs de Nyagasola, mais il ne le précise pas.

Si nous confrontons ces affirmations à la tradition, il est remarquable que celle-ci ne conçoit pas que l'effectif des *bolo* ait pu être strictement fixé. Pour elle, chacun recevait un nombre variable de *kuru* selon la confiance que son chef inspirait au *kèlètigi*. Telle est sans aucun doute la vérité, car elle se trouve confirmée par la plupart des témoignages dont nous disposons et qui sont échelonnés entre 1883 et 1897. Comme beaucoup d'entre eux concernent des défilés de parade, leurs auteurs pouvaient compter tranquillement les troupes qui passaient devant eux. Les unités qu'ils décrivent sont nécessairement des *holo*, or leurs effectifs variaient à l'extrême de 100 à 150 et même 200 hommes (173).

Seules les unités entraînées à l'européenne paraissent avoir été alignées à un effectif précis, fixé d'ailleurs au chiffre étonnamment élevé de 200 combattants. On s'explique mal pourquoi ces unités modernes, pourvues de fusils à tir rapide et manœuvrant au clairon, ont reçu un effectif double de celui des compagnies de tirailleurs qu'elles s'efforçaient d'imiter. Le fait est pourtant incontestable, et Nebout l'atteste notamment pour la garde de l'Almami, à vrai dire troupe d'élite (174). Chaque *kèlètigi* paraît avoir également entretenu une garde de 200 sofas d'élite à laquelle s'ajoutaient généralement 2 ou 4 unités de 50 cavaliers.

Les fameux sofas de Dabadugu, issus de la garde personnelle de Sarānkényi-Mori, ont été surveillés attentivement par les Français qui redoutaient leur valeur militaire. Or ceux-ci attestent que leur nombre augmenta régulièrement de 1891 à 1893, jusqu'au jour où ils se stabilisèrent à plus de 600, soit trois bolo du nouveau genre.

Ce point paraît donc bien établi pour les unités modernes, mais beaucoup de bolo munis de fusils à pierre ont au contraire gardé jusqu'au bout des effectifs voisins de ceux d'une compagnie de tirailleurs (100, 130).

Ces discussions peuvent paraître fastidieuses, mais elles sont d'une importance considérable en raison du rôle du bolo dans l'armée samorienne. Etant en effet la plus grande unité tactique qui soit stable et douée d'un esprit de corps, le bolo formait le creuset dans lequel se fondaient les éléments disparates dont l'afflux constant renouvelait les rangs des conquérants.

Le bolo de cavalerie. — Les problèmes de la cavalerie sont très différents de ceux de l'infanterie, en raison de la faiblesse relative de ses effectifs et surtout de sa subordination aux divers kèlètigi. Les sofas, déjà encadrés par des chefs à cheval, éprouvaient un sentiment révérentiel pour ces hommes mieux armés et mieux vêtus qu'eux qui les dominaient du haut de leurs montures. Les cavaliers samoriens (*sotigi*) se montraient généralement pleins d'orgueil. Ils se livraient à de véritables tournois d'équitation chaque vendredi, devant les foules admiratives. Leur rôle décisif dans la poursuite leur assurait des prises fructueuses et, par là même, une richesse relative. Ils ne marchaient pas au feu sous le fouet et ils avaient bien plus de chances que les sofas d'être nommés à la tête d'un *kúru*.

Les cavaliers ont été les premiers à être pourvus d'armes modernes, car ils souffraient plus que les fantassins des servitudes des fusils à pierre qui les obligeaient à mettre pied à terre pour recharger. Le fusil moderne accroissait considérablement leur efficacité et il semble que tous les cavaliers en aient possédé à partir de 1891. La garde de Samori avait cependant priorité sur eux pour les armes à répétition.

À côté du captif qui portait ses bagages, le cavalier emmenait toujours un palefrenier (*sofalana*) qui portait le mil nécessaire au cheval et s'occupait de lui à l'étape. Le cavalier, homme riche, avait généralement plusieurs épouses, dont une l'accompagnait souvent en campagne.

Il en résultait une mentalité spéciale, où la gloriole et le véritable héroïsme étaient inséparables. Le cavalier était naturellement porté à l'exploit individuel plutôt qu'au coude à coude des sofas (175).

On ne s'étonnera donc pas que les cavaliers (*sotigi* : « maître du cheval ») aient été structurés en unités originales, ignorant la hiérarchie des *kúru* ou *sē* et des bolo (176). La formation de cavalerie, le *sotigim-bolo*, ignorait toute subdivision et son effectif d'une cinquantaine d'hommes paraît être resté constant jusqu'à la fin de l'Empire. Quant on nous dit qu'il y avait 300 cavaliers dans l'entourage d'un kèlètigi, Kémé-Bréma par exemple, en 1883, il faut comprendre qu'il disposait de six unités de cavalerie, à moins que ce total n'ait inclus l'encadrement monté des sofas (177).

Tel était l'effectif approximatif de « l'escadron des fils de Samori » quand cette brillante formation atteignit son plein développement. En 1897, Nebout en vit défiler 45 (178).

Les unités constituées de cavalerie ne jouaient en tout cas qu'un rôle marginal, aussi étaient-elles absentes des garnisons secondaires et beaucoup de petites colonnes s'en passaient aisément, surtout dans le Sud. Installées aux chefs-lieux des gouvernements militaires, leur position était analogue à celle de la garde des kèlètigi, dont elles dépendaient bien plus étroitement que les bolo (179). Contrairement à ceux-ci, dont les chefs étaient nommés à la suggestion de l'Al-

mami ou du moins avec son accord, chaque kèlètigi choisissait à son gré les cadres de sa cavalerie et il avait recours en général à des griots personnels ou à des combattants qu'il distinguait autant pour leur loyalisme que pour leur courage.

Les sofakūñ. — En suivant Péroz, nous devrions trouver à présent une unité organique plus large, coiffant les précédentes. Elle compterait environ 1.000 hommes et on pourrait alors la comparer à un bataillon. Il n'en est rien car, selon la tradition, les Samoriens ne connaissaient au-dessus du bolo que l'armée ou kèlè, commandée par le kèlètigi.

L'erreur d'interprétation du capitaine est néanmoins explicable. Elle repose d'abord sur le sens imprécis du mot kèlè, qui désigne à la fois la guerre en général, une colonne en opérations et cette institution originale que nous qualifions de gouvernement militaire ou armée territoriale parce qu'elle assurait dans l'espace la cohésion de l'Empire.

Toute entreprise militaire autonome prenait le nom de kèlè, et son chef était un kèlètigi, même s'il ne commandait qu'un seul bolo, comme ce fut parfois le cas sur la frontière forestière et même s'il ne dépendait pas directement de l'Almami, mais du chef d'un gouvernement militaire. On pouvait alors distinguer celui-ci en le qualifiant de *kèlètigi-ba* (« grand »).

En sens inverse, la plupart des chefs des armées territoriales commandaient des effectifs trop nombreux et souvent dispersés en plusieurs garnisons, pour pouvoir contrôler directement chaque bolo. Ils répartissaient ceux-ci en groupes qui étaient généralement au nombre de cinq comme les éléments traditionnels d'une armée en bataille, et ils confiaient chacun d'eux à un homme de confiance qui prenait le nom de *sofakūñ* « commandant des sofas » (180).

Ces groupes sont évidemment à l'origine des « bataillons » de Péroz puisque les grandes armées comptaient généralement 5.000 hommes, soit un millier pour chaque *sofakūñ*.

Ces troupes importantes n'étaient pourtant nullement des unités constituées, mais des groupements éphémères, dont la composition et l'importance pouvaient varier à chaque instant. Contrairement aux bolo, ils n'avaient aucune personnalité et échappaient même à toute définition, car la langue ne connaissait aucun mot pour les désigner. Les troupes confiées à un *sofakūñ* représentaient l'équivalent exact d'une colonne (*kèlè*) formée d'éléments divers rassemblés pour la durée d'une campagne.

Les *sofakūñ* fournissaient effectivement la plupart des chefs de colonnes, mais leur autorité subsistait au repos dans la mesure où ils commandaient alors de grosses garnisons dont les bolo n'étaient pas constamment mutés. Si toute l'armée du gouvernement partait en campagne, chacun d'eux se mettait à la tête de l'une de ses fractions selon le dispositif tactique traditionnel des Malinké, c'est-à-dire l'avant-garde ou l'arrière-garde, les deux ailes et le centre. Nous verrons que cette répartition en cinq éléments tendait à se projeter dans l'organisation territoriale et que les grandes armées elles-mêmes obéiront à ce schéma pour l'ensemble de l'Empire.

Il en résulte que la position des *sofakūñ* n'était nullement analogue à celle des *bolokūñ* placés sous leurs ordres. Ceux-ci, nommés plus ou moins directement par l'Almami, étaient liés personnellement à leurs hommes et ne pouvaient être révoqués que dans des cas graves. Le *sofakūñ*, au contraire n'était que le délégué du kèlètigi auprès d'une fraction de son armée, et un membre de son conseil parmi d'autres. Comme d'autres avaient la charge des magasins de l'armée, le *sofakūñ* avait celle de commander les sofas. C'était donc un homme de confiance, souvent un ancien captif ou un griot, voire même un parent, et son maître pouvait le révoquer à tout instant sans avoir à se justifier. La position du *sofakūñ* était donc éminemment instable, encore qu'il fût un personnage considérable et riche, entouré lui-même d'une petite cour de satellites,

Diversité des hiérarchies. — La description de ces institutions donne l'impression d'une trame qui aurait croisé la chaîne des hiérarchies verticales pour assurer la cohésion de l'armée samorienne et sa parfaite obéissance au souverain. Au niveau le plus bas, les *kurukūñ* étaient pratiquement nommés à la convenance des *kèlètigi*, mais l'Almami intervenait plus ou moins directement dans le choix de leurs supérieurs, les *bolokūñ*. À un niveau plus élevé, les *sofakūñ* étaient des créatures des *kèlètigi*, mais ceux-ci ne possédaient naturellement pas d'autres pouvoirs que ceux qu'ils tenaient de l'Almami.

On remarquera que tous ces noms de fonctions sont formés par la suffixation du mot *kuñ* : « tête » qui désigne au sens figuré le commandement et plus précisément celui d'un homme placé « à la tête » d'une communauté, et qui tire par conséquent son pouvoir d'une autre source (181). Le mot *tigi*, qui signifie au contraire « propriétaire », évoque l'idée d'un pouvoir légitime en soi, et nullement délégué par un supérieur. Cette définition ne rend pas entièrement compte de la position du *kèlètigi* qui tenait son pouvoir de Samori. Elle souligne cependant la position exaltée de ce chef en raison non seulement de sa puissance supérieure, mais du fait qu'il reflétait la gloire du souverain (182).

Le kèlètigi. — Avec les *kèlètigi*, nous arrivons, en effet au niveau des plus hauts dignitaires de l'Empire, ceux dont les grands commandements couvraient toutes les frontières. Chacun d'entre eux contrôlait une fraction considérable du domaine samorien puisqu'ils ne furent jamais qu'un nombre infime, généralement cinq, parfois six ou seulement quatre selon les nécessités du moment. Représentants personnel du souverain, ils étaient naturellement choisis parmi ses familiers, frères ou compagnons des premiers jours, et cette règle ne souffrait aucune exception avant la crise de 1888. Dans les dernières années de l'Empire, les soucis doctrinaux que nous avons déjà signalés feront placer à la tête des armées des fils de Samori, mais le commandement véritable restera toujours entre les mains des *kèlètigi* choisis dans les rangs des combattants les plus éprouvés. On a vu que chacun d'entre eux commandait en moyenne à 5.000 combattants. Dans le cadre de chaque gouvernement militaire, ils organisaient naturellement leurs Cours et leurs Conseils sur le modèle de ceux du souverain dont ils reflétaient fidèlement les méthodes de gouvernement. Leurs fonctions militaires sont de ce fait inséparables de leurs charges civiles, et elles seront examinées un peu plus loin avec l'organisation territoriale de l'Empire.

3°) LA TACTIQUE ANCIENNE.

La structuration de l'armée samorienne l'avait différenciée de ses voisins mais seulement à l'issue d'un processus fort long. Pendant ses dix premières années d'existence sa supériorité technique sur les forces musulmanes du voisinage n'était guère sensible et son infériorité numérique était souvent écrasante. L'habileté de son chef lui avait alors permis de survivre et de croître, mais c'est seulement beaucoup plus tard qu'il s'attacha à transformer profondément l'art de la guerre. Le fait frappant dans ces premières années est au contraire l'extrême prudence de ses réformes qui utilisaient systématiquement les institutions et coutumes traditionnelles sans jamais les bouleverser.

a) *Le poids de la tradition*

Entraînement. — Les Samoriens ne recevaient à l'origine aucun entraînement systématique, sinon dans le cadre des *kari* qui préparaient les jeunes gens aux travaux collectifs, surtout dans les milieux animistes. La vie rude des cultivateurs et la pratique des sports traditionnels assuraient généralement aux recrues une bonne condition physique et les chasseurs étaient particulièrement appréciés en raison de leur habileté au tir. Les nouveaux *sofas* n'apprenaient à combattre qu'en combattant et ils en avaient seulement l'occasion s'ils occupaient des garnisons frontalières, où les escarmouches étaient constantes.

Après son installation à Bisāndugu, Samori imposa cependant des exercices de tir, mais seulement à ses gardes et à ses bilakoro (183). Bien que les kèlètigi l'aient aussitôt imité, l'entraînement systématique des troupes ne se généralisera qu'après 1890 pour les unités munies d'armes modernes.

Ce manque d'entraînement des combattants, excitait l'ironie de Binger (184), de même que l'archaïsme des méthodes de commandement qui se reflétait nécessairement dans la tactique. Il n'excluait d'ailleurs pas la généralisation des chevaux et des armes à feu qui avait assuré la prépondérance du conquérant. Dans cette première phase, les innovations de Samori avaient été quantitatives plutôt que qualitatives, aussi n'est-il pas surprenant qu'il ait été lent à s'écarter des règles traditionnelles de l'art militaire.

Signaux. — Malgré leur médiocre formation, les combattants savaient généralement manoeuvrer selon les normes de la tradition. Leurs mouvements paraissaient désordonnés aux yeux des Européens mais n'en étaient pas moins rapides et efficaces. Ils étaient commandés très simplement, par quelques instruments qui émettaient des signaux convenus, visuels et surtout auditifs.

Contrairement aux affirmations de Binger, le tabala n'était pas un véritable instrument de guerre. Porté par deux hommes, frappé par un troisième, cet énorme tambour suivait les colonnes à dos de cheval mais était trop peu maniable pour se risquer sur la ligne de feu. Son bruit puissant, qui s'entendait fort loin, indiquait ainsi la position du bolokūñ qu'il ne quittait guère. Il servait à ordonner le rassemblement et la retraite, le départ quand l'aube se levait et l'étape au milieu du jour.

Sur les lieux du combat, la plupart des signaux étaient donnés par des trompes traversières. Celles-ci étaient de deux types, le *budofo* en corne de bœuf ou d'antilope et le *buru* fait d'une pointe d'éléphant, objet de luxe réservé aux griots des grands chefs. La modulation rythmée de ces instruments permettait de distinguer les ordres d'attaque et de retraite, le cessez-le-feu et l'appel au secours (185). Chaque chef de kafu en possédait donc une, comme chaque « estafette » de bolokūñ, que ce fût ou non un griot. Il ne s'agissait pas en effet de vrais instruments de musique, si bien que les non castés ne dérogeaient pas en en jouant. Les griots des bolokūñ se distinguaient cependant par leurs bonnets et bottes taillés dans cette peau de panthère dont ils avaient l'habitude de couvrir également leurs instruments. Cette décoration spectaculaire n'était pourtant pas caractéristique des cornes de guerre. Elle dénotait seulement la condition de leurs propriétaires.

Après 1890, ces trompes seront remplacées par des clairons dont les sonneries, plus ou moins déformées, ne donneront d'ailleurs pas une gamme de signaux plus riche.

Les griots d'un holokūñ animaient les hommes au combat mais au repos ils jouaient leur rôle habituel de catalyseur social ; ils ne vantaient pas seulement leur maître mais tous les braves à qui ils extorquaient des cadeaux importants, rétablissant ainsi une certaine égalité entre tous les combattants. Ils composaient pour les principaux d'entre eux des chants personnels conformes à la tradition malinké et certains sont restés populaires jusqu'à nos jours, comme celui de Sidi-Baba chez les Kurānko. Avant de monter au combat les sofas chantaient des airs guerriers, « rauques et graves » au goût d'Arlabosse, qui affirme que le nom de Soghona y était invoqué. Bien que Péroz et tous les officiers d'Humbert confirment ce renseignement, il est malheureusement controuvé par la totalité des traditionnistes (186).

Les saisons. — Dans le Haut-Konyā, comme sur toute la frange forestière, l'hivernage durant de six à huit mois était trop long pour qu'on respectât absolument la tradition soudanienne de ne combattre qu'en saison sèche. De mars à mai, malgré des pluies déjà fréquentes, on faisait

en effet campagne mais de juin à novembre, sans aucune exception, les armées restaient chez elles. Elles se mettaient en mouvement dans les dernières semaines de l'année, après avoir rentré le riz, ou un peu plus tôt si elles voulaient saisir sur pied la récolte de l'ennemi. La fin des travaux agricoles permettait de mobiliser les kari dans le cadre des kafu afin d'assurer au moins la protection des arrières.

Dès décembre, les herbes étaient assez sèches pour que des feux de hrouse allumés à bon escient puissent retarder l'envahisseur ou couvrir une retraite. Leur incidence militaire fut toujours négligeable, mais c'est à travers les journées enfumées et les nuits rongeoxyantes de la saison sèche que se déroulaient traditionnellement les guerres africaines.

Samori s'en tint là pendant des années et la chronologie de ses premières guerres n'a pu être reconstituée avec précision que grâce à ce rythme saisonnier, alors strictement respecté. La première campagne qui se poursuivit durant l'hivernage fut celle du Niger en 1877-1878, mais les combats se limitèrent cette année-là à quelques razzias. Les Samoriens avaient alors établi de nouvelles garnisons en pays conquis, et ils n'en sortirent guère pendant les pluies. Le siège de Kankan en 1880, puis celui de Gbānkundo en 1883, furent en fait les premières grandes opérations poursuivies sans désemparer d'une saison à l'autre, alors qu'en juillet 1885, Maninkamori ne fit qu'exploiter la défaite des Français. C'est seulement avec le siège de Sikasso et la répression subséquente de la Grande Révolte que nous pouvons observer des combats s'étendant sur plus de trois années sans aucune trêve d'hivernage (1887-88-89). Le pli sera dès lors pris et les dernières années de Samori verront de nombreuses campagnes d'hivernage, particulièrement durant la marche vers l'Est (destruction de Nafana, 1892 ; siège de Baféléto, 1893 ; siège de Marāndala et campagne de Kaloa, 1894 ; campagne de l'Abrō, 1895 ; campagne du Gurunsi, 1896 ; marche sur Bobo, 1897).

Le rythme saisonnier du climat africain est cependant une contrainte naturelle qu'on peut vaincre mais non ignorer. Les campagnes d'hivernage étaient épuisantes, et Samori n'y aura recours que pressé par la nécessité. Les Français se heurtaient aux mêmes difficultés que lui et les surmontaient avec bien plus de peine, aussi ne l'importuneront-ils jamais pendant les pluies, si l'on excepte la chasse à l'homme des derniers mois.

Combats de nuit. — Une seconde caractéristique de la tactique malinké était la crainte des combats de nuit, car dans l'obscurité redoutable, peuplée d'esprits maléfiques, les combattants n'aimaient pas s'éloigner des feux de leurs camps. Ceci les opposait nettement aux peuples forestiers, Kisi, Toma, Guéré ou Dā, dont les guerres étaient faites de coups de main rapides qui visaient à surprendre des villages fortifiés. Ceux-ci étaient lancés volontiers à la faveur de l'obscurité, si bien que l'usage des fusils à pierre ne donnait plus à la défense un avantage décisif. C'est ainsi que les Tyogbufèy du fameux chef Kai-Lundu, du Luawa, faisaient régner la terreur sur les confins des Kisi et des Meudé en employant presque uniquement des armes blanches. Après la Grande Révolte, leurs avant-gardes massacreront ainsi quelques alliés de Samori au sud de Kissidougou.

Cette crainte des combats nocturnes contribua sans doute à détourner Samori de toute conquête forestière, et il ne s'écarta pas de cette tradition aussi longtemps que ses ennemis furent d'autres Manding. Quand il eut affaire aux Français, dont les tirailleurs marchaient à l'occasion nuit et jour, il décida cependant de les imiter. Le refus d'opérer la nuit le privait en effet d'occasions favorables, et surtout rendait ses hommes vulnérables aux surprises de l'aube (Dushugu et second combat du Wèyānko en 1883, Fatako-Dyingo en 1885). Samori laissa ainsi échapper

Louvel lors de sa retraite nocturne sur Nafadyé (1^{er} juin 1885) mais, quelques jours plus tard, pour couper à Combes la route de Nyagasola, il lança ses colonnes vers le Nord en pleine obscurité (12 juin).

Cette affaire est le premier cas certain d'une de ces opérations nocturnes des sofas, qui vont se multiplier à partir de 1891, surtout dans la lutte contre les Français. Les bivouacs d'Humbert seront constamment harcelés, en 1892, par des tireurs nocturnes qui prenaient position après la chute du jour (187). Combes fera la même expérience en 1893, et surtout Monteil en 1895 (188). Henderson, en 1897, signalera encore la répugnance des Samoriens à combattre de nuit et il parviendra à fuir dans l'obscurité, le 1^{er} avril, non sans être poursuivi. Mais le 5, à Wa, ses camarades seront décimés en pleine nuit quand ils voudront répéter l'opération. A Tèniudyèri, en mai 1898, puis à Dwé, en juillet, les Français réussirent encore des surprises nocturnes, sans obtenir cependant des succès décisifs (189).

Ces incidents prouvent que Samori ne réussit pas à débarrasser entièrement ses hommes de leur allergie aux combats nocturnes, mais son ascendant était tel qu'il pouvait les y contraindre chaque fois que la chose se trouvait nécessaire.

b) Le déroulement d'une guerre

La principale originalité des anciennes guerres malinkées résidait cependant dans les sièges interminables qui décidaient de l'issue des conflits et dont l'étude nous place au cœur du sujet.

Tous les villages étaient plus ou moins fortifiés, pour se protéger des razzias, mais chaque kafu n'avait généralement qu'une seule place principale, où l'on accumulait les vivres et où toute la population se concentrait en cas d'invasion grave. On évacuait les bouches à nourrir si on avait des alliés sûrs, capables de les héberger sans les réduire en captivité. Il s'agissait ensuite de tenir jusqu'au moment où l'assiégeant, découragé, se retirerait. Si la récolte venait d'être rentrée, les chances des défenseurs étaient grandes, car peu de sièges se prolongeaient au-delà de la saison sèche et les tatas, tels que nous les avons décrits, défiaient aisément les assauts.

Espionnage. — Du seul fait de l'étendue de ses conquêtes et du caractère de son mouvement, Samori s'écarta pourtant très tôt des habitudes du Konyā en organisant soigneusement son espionnage. Les kafu traditionnels, n'avaient donné aucune structure à cette activité, non qu'ils fussent indifférents à ce qui se passait chez leurs voisins, mais parce que leurs guerres ne sortaient pas d'un territoire étroit, bien connu de tous, et où les nouvelles se diffusaient rapidement par les canaux multiples d'une structure sociale fort serrée. Les conquérants musulmans, comme les Sisé, combattaient beaucoup plus loin, dans des régions moins familières et contre des sociétés allogènes qui se dérobaient parfois au contact. Ils furent donc les premiers à recueillir systématiquement des renseignements sur leurs ennemis possibles et à organiser un véritable espionnage parmi les Malinké du Sud.

Ce travail, qui n'était qu'une préparation à la guerre, visait deux buts. Le premier était d'acquérir une bonne connaissance de la topographie et des itinéraires d'un pays inconnu, et surtout d'en étudier minutieusement les fortifications. Le second était d'y constituer un parti favorable au conquérant et de saper l'esprit de résistance par une habile propagande chuchotée.

Ces tâches ne pouvaient être remplies que par des personnages susceptibles de voyager sans éveiller les soupçons, et peu de catégories sociales répondaient à cette définition dans l'ancien Soudan. Pratiquement, l'espionnage était donc exercé surtout par les dyula ou les marabouts iti-

nérants que leur religion disposait naturellement à servir les conquérants musulmans. Anderson nous montre la ville de Musadugu fermant ses portes à des colporteurs en 1869, car les habitants étaient persuadés qu'il s'agissait d'espions de Sérè-Brèma. De telles mesures étaient exceptionnelles, car personne ne pouvait se passer, au XIX^{me} siècle, des services commerciaux des dyula, aussi peut-on affirmer que les agents d'un conquérant avaient toutes les chances de réussir. Etant donné le caractère dyula que Samori réclamait pour son mouvement, il reçut dès l'origine une aide particulièrement active des milieux commerçants. Tout le réseau du kola se trouvait en fait à sa disposition. On a vu en étudiant ses premières conquêtes qu'il fut généralement heureux dans le recrutement de partisans locaux qui préparaient la venue de ses armées. Ses espions distribuaient habilement des cadeaux, poudre d'or ou tissus et, comme ils gardaient leur couverture commerciale, ils n'hésitaient pas à vendre à perte pour séduire et permettaient aux principaux notables de faire des affaires merveilleuses.

Le recrutement de quelques partisans ne parvenait pas toujours à gagner l'opinion locale, mais on peut affirmer que jamais Samori n'a entrepris une guerre sans avoir au préalable soigneusement reconnu le terrain, et chacun des kèlètigi, à son niveau, en faisait autant. L'espionnage que le conquérant organisera bientôt aux dépens de ses ennemis français s'avèrera encore plus efficace.

Marche d'une armée. — Le terrain ainsi reconnu et les moyens de l'ennemi bien déterminés, il restait à porter l'armée d'invasion sur les lieux, c'est-à-dire devant la principale forteresse ennemie. En dehors de quelques escarmouches en rase campagne et de la réduction des villages où s'accrochaient des poignées de défenseurs qui voulaient gagner du temps, ces marches d'approche s'effectuaient généralement sans encombre.

Avant d'entrer en campagne, vers le mois de novembre, les bolo des diverses garnisons se rassemblaient à la résidence du kèlètigi, qui faisait vérifier l'état de leurs armes et de leurs chevaux. Chaque sofa recevait alors les munitions convenant à son fusil, c'est-à-dire une corne de poudre et des balles, ou bien 200 cartouches pour les armes à tir rapide. Il avait droit en outre à une certaine quantité de cauries pour payer ses menus frais, et à une charge de vivres qu'il confiait à son captif. Les cavaliers recevaient en outre du mil pour leurs chevaux. Ainsi pourvus, les combattants étaient approvisionnés pour 15 ou 20 jours, ce qui suffisait presque toujours pour la marche d'approche. Une fois parvenus en territoire ennemi, ils devaient vivre sur le pays et ils réquisitionnaient effectivement tous les vivres qu'ils pouvaient trouver.

Une armée samorienne en marche respectait généralement le dispositif en cinq éléments qu'imposait la tradition (190). Celle-ci distinguait le *nyā* ou face, c'est-à-dire l'avant-garde, le *kokisi* ou « protection du dos », c'est-à-dire l'arrière-garde (191), le *sisi* ou poitrine, c'est-à-dire le centre, et les deux ailes qu'on appelait main droite et main gauche : « *tinimbolo ni nyumambolo* ». Si toute l'armée d'un gouvernement militaire se trouvait en campagne, cinq *sofakuñ* se répartissaient ses unités d'après leurs fonctions de temps de paix. S'il s'agissait d'une petite colonne autonome, elle plaçait selon le même dispositif ses bolo, voire ses kúru ou sè.

Dans chaque kúru le chef allait à cheval ou à pied derrière ses hommes qu'il poussait en avant, tandis que le *bolokuñ* chevauchait généralement en tête précédé de quelques éclaireurs. Le kèlètigi se tenait avec sa garde dans le ventre (*sisi*) tandis que les artisans, les femmes et les porteurs étaient protégés par le *kokisi* qui suivait généralement à une journée d'intervalle.

En pays ami, quand aucun danger ne menaçait, cette formation restait théorique. A chaque étape, le *holokuñ* fixait un rendez-vous pour le lendemain, et les kuru gagnaient cette place dans le plus grand désordre. Si la brousse était claire, tout le monde se répandait dans la nature, em-

pruntant tous les itinéraires possibles. Si la végétation était épaisse, il fallait nécessairement se concentrer sur quelques pistes, et une petite troupe s'étendait alors sur une longueur considérable. Un bolo avait ainsi un bon kilomètre de long, si nous nous fions à la description de celui de Fasinè, en 1883, par le capitaine Piètri. La position de l'étendard permettait de repérer de loin le chef dans cette masse (192).

Un autre dispositif supposait trois pistes parallèles, ce qu'on rencontrait rarement. Pour ne pas étirer l'armée sur un unique itinéraire et pour ne pas la trop disperser, les deux ailes s'ouvraient alors un passage de part et d'autre de l'axe principal. Dix hommes armés de machettes (sabres d'abatis) marchaient alors en tête, coupant herbes et arbustes, et ils étaient relevés à intervalles assez courts pour que la fatigue ne ralentisse pas leur travail. Dans de telles conditions, avec tout leur monde, les Samoriens faisaient des étapes de 15 à 20 km., analogues à celles des tirailleurs (193).

Mais en cas d'urgence, pour poursuivre ou fuir, les sofas s'allégeaient de tout leur convoi et n'emmenaient que leurs fusils. Suivis par leurs captifs qui portaient vivres et munitions, ils pouvaient alors atteindre une vitesse étonnante. S'infiltrant en pleine brousse par les moindres sentes, escaladant toutes les hauteurs, ils surclassaient aussitôt le tirailleur écrasé sous un sac pesant (194). Humbert estime qu'ils faisaient ainsi de 40 à 50 km par jour, souvent à travers des terrains impossibles.

Combes l'avait constaté dès 1885, quand les sofas, lancés au pas de course, le doublièrent en pleine vue pour aller tendre des embuscades devant lui. La même aventure adviendra à Humbert, puis à nouveau à Combes, et enfin à Monteil, aggravée désormais par la menace des armes à tir rapide. En 1897, la colonne Henderson sera ainsi traquée de Dokita à Wā et n'échappera qu'au prix des plus lourdes pertes.

Dans ces marches frénétiques, aussi bien que dans le lent cheminement des armées, les Samoriens étaient toujours éclairés de façon remarquable par les cavaliers du kèlètigi qui sillonnaient la brousse plusieurs kilomètres à la ronde. En avant-garde, ils étaient parfois accompagnés de fantassins, qu'ils prenaient en croupe en cas d'urgence et qu'on qualifiait de « provocateurs » ou *kèlè-tègè-la*. Péroz a évidemment tort de les confondre avec les chefs des kuru que leur charge retenait auprès de leurs hommes.

Une tradition bien établie exigeait que l'on marchât au bruit du fusil, comme les Européens au canon. La moindre escarmouche contre un des éléments de l'armée pouvait donc dégénérer très vite en bataille, d'autres unités accourant aussitôt à la rescousse de tous les coins de l'horizon (Humbert, p. 461).

L'armée partait chaque jour peu après le lever du soleil et s'arrêtait vers midi, avant les grandes chaleurs. Les captifs construisaient alors des abris légers (*bugu*) avec quelques branches recouvertes d'herbes, pour protéger un peu les sofas de la pluie (195). Si le temps était sec, ceux-ci se contentaient généralement de l'ombre des arbres. Les captifs passaient ensuite la soirée à fourrager, cherchant du bois pour le feu, de l'herbe pour les chevaux, et achetant ou pillant des vivres dans les villages voisins, à moins qu'ils n'aillent arracher des récoltes mûres dans les champs.

Traversée des cours d'eau. — Les campagnes ayant lieu généralement en saison sèche, la traversée des cours d'eau posait peu de problèmes. Grâce aux Kèita de Kaaba, Samori avait contrôlé jusqu'en 1888 tous les Somono du Haut Niger et ceux-ci lui assuraient la maîtrise du fleuve. Après la Grande Révolte, le Niger ne sera plus un axe, mais une frontière et l'Almami renoncera à le tenir, préférant transformer la rive droite en désert pour s'isoler des Français.

Même sur le grand fleuve, et à plus forte raison sur presque tous ses affluents, les gués étaient praticables pendant au moins six mois. Certains cours d'eau encaissés comme le Ténkiso ne pouvaient pourtant pas être passés à gué mais on y trouvait des pirogues en toute saison. D'autres étaient installées partout dès la montée des eaux. Leur faible capacité risquait cependant de retarder beaucoup une armée en admettant que les défenseurs ne les aient pas détruites ou cachées sur l'autre rive.

Pour y remédier, les meilleurs nageurs passaient le fleuve avec des câbles ou des lianes qu'ils tendaient d'une rive à l'autre et qui servaient d'appui contre le courant à ceux qui suivaient. Les cavaliers traversaient alors sans peine en faisant nager leurs montures et les fantassins sur des fagots. La masse des combattants suivait sur des radeaux grossiers.

Une telle opération ne pouvait cependant se dérouler sous un feu direct, comme Samori en fit l'expérience sur le Bagoé en 1887. En pareil cas, il fallait traverser par surprise en amont ou en aval et déloger l'ennemi du passage principal pour l'ouvrir au gros. Quelques guerriers Dā suffiront en 1898 pour interdire à Samori la traversée du Haut Cavally. Quelques semaines plus tard, l'irruption des Français à Tyafèso, en cours de passage, entraînera la capitulation d'une moitié de l'armée.

Si l'on excepte les peuples de la Forêt, ces lignes d'eau n'étaient pourtant guère disputées (196). Les défenseurs les utilisaient tout au plus pour organiser une embuscade dans un site favorable, comme la galerie forestière encerclant un méandre, mais ils se contentaient de décimer l'assaillant, sans tenter sérieusement de l'arrêter. Cette tâche incombait exclusivement au principal bastion de la résistance, après que les autres villages fortifiés aient tenu le plus longtemps possible.

Inconnues aux portes de la Forêt, les grandes batailles en rase campagne restaient rares jusqu'au cœur de la Savane, qui était pourtant la patrie des cavaliers. Toute étude de la tactique traditionnelle se réduit donc essentiellement à l'analyse des méthodes de siège.

Surprise initiale. — Les fortifications traditionnelles étaient difficiles à forcer pour une armée sans artillerie et les Français, qui n'en manquaient pourtant pas, y laissèrent souvent des plumes.

Avant de se résigner à des sièges hasardeux, les conquérants s'efforçaient donc d'enlever les forteresses d'emblée, par ruse et par surprise. Ils y parvenaient souvent quand il s'agissait de villages secondaires, mal défendus, et certains kèlètigi, comme Langamā-Fali et Amara-Dyèli passaient pour experts en la matière. La méthode la plus courante consistait à dissimuler le gros des assaillants sous un couvert proche de la place, une galerie forestière par exemple. Un détachement d'enfants perdus allait alors insulter les assiégés à portée de leurs murs, s'arrangeait pour subir des pertes et feignait de fuir en désordre. Si les défenseurs commettaient l'imprudence de sortir et de poursuivre les assaillants, ceux-ci les entraînaient aussi loin que possible. Le gros se démasquait alors et enlevait le village dégarni, puis la cavalerie se lançait à travers la savane pour capturer le plus grand nombre possible de vaincus.

Assauts. — A défaut d'un tel succès, l'assaillant lançait toujours un assaut dès qu'il arrivait devant la place. Des escadrons de « chevaux de choc », chargés de rompre les tatas, sont signalés au Masina, mais ils étaient absolument étrangers à la tradition malinké (197). Les murs de hānko étaient impénétrables aux fusils modernes et à plus forte raison aux fusils à pierre, si bien que des défenseurs bien abrités pouvaient-ils infliger impunément des pertes terribles à un ennemi im-

prudent. C'est pourquoi on hésitait toujours à donner l'assaut si de nombreux chasseurs se trouvaient dans la place. Quand on s'y décidait, la masse des combattants se ruait sur le glacis, précédée par des hommes portant de légères échelles en bā. Leur tâche était d'escalader les murailles et de fixer au sommet des cordes à nœuds pour permettre aux autres assaillants de monter. Ceux qui arrivaient à passer se laissaient retomber à l'intérieur et, au prix d'un corps à corps sévère, s'efforçaient de prendre à revers les portes. S'ils parvenaient à les ouvrir, le flot des assaillants s'engouffrait et la partie était presque gagnée, bien qu'il fût parfois nécessaire d'enlever la place maison par maison. Pendant ce temps, de nombreux hommes armés de houx (*daba*) s'affairaient au pied du mur qu'ils s'efforçaient de percer. Ce travail n'était guère efficace contre d'énormes tatas, comme celui de Sikasso, mais les enceintes des villages n'avaient souvent qu'un mètre d'épaisseur et étaient vulnérables par ce procédé (198).

Pendant l'assaut, la masse des combattants couvrait de son feu les embrasures, mais ses pertes restaient naturellement bien plus lourdes que celles des défenseurs. Une fois le mur franchi, on se battait à la sagaie et au sabre car le corps à corps excluait l'usage des armes à feu, à l'exception des revolvers qu'on comptait par unités.

A moins de fuite précipitée, les Samoriens n'abandonnaient jamais leurs morts car ils tenaient à leur donner une sépulture honorable. La coutume accordait facilement des trêves dans ce but mais, à défaut, les combattants se glissaient de nuit entre les lignes, munis de cordes avec lesquelles ils traînaient les corps de leurs camarades (199).

Les blessés non plus n'étaient jamais abandonnés, ce qui ne veut pas dire que leur sort fût enviable. On les enroulait dans une natte pour amortir les chocs et leurs camarades les tiraient en rampant avec des cordes, à la façon des cadavres. Hors du feu de l'ennemi, on les transportait attachés sur un cheval ou, à défaut, sur une litière portée par deux hommes. Ils n'allaient d'ailleurs pas bien loin : ils étaient soignés par les forgerons du camp qui faisaient traditionnellement office de chirurgiens. Les plus compétents de ceux-ci étaient même spécialisés dans ce travail, et la plupart des bolotigi s'en attachaient quelques-uns (200).

Les villages succombaient souvent à ce premier assaut, mais rarement les grandes villes fortifiées. Bouna, en novembre 1896, en sera un exemple presque unique qui s'explique d'ailleurs par la surprise et la trahison. Kong connaîtra le même sort quelques mois plus tard, mais la métropole dyula était une ville ouverte, et ses habitants avaient perdu toute vertu militaire.

L'échec d'un assaut était toujours coûteux, et bien plus pour l'assiégeant que pour le défenseur. Sans l'espoir d'un succès rapide, les armées malinké n'y avaient guère recours, mais elles préféraient bloquer étroitement l'adversaire dans l'espoir que la faim le livrerait à bon compte. Le conquérant économisait ainsi ses hommes, et le temps perdu ne lui importait guère.

Investissement. — Il fallait alors s'organiser de façon durable, hors de portée du feu adverse, et assez solidement pour mâter ses réactions désespérées (201). C'est dans ce hut que les armées de tradition soudanienne construisaient des dyasa (202).

Ces fortifications de campagne étaient installées au sommet des accidents de terrain dont elles épousaient la forme. Elles évitaient cependant les croûtes latéritiques trop dures à défoncer, et elles dessinaient volontiers des saillants destinés à prendre de flanc l'assaillant. Elles étaient formées d'enceintes de troncs ou de branches maîtresses hautes de 2 m. 50, à 3 m. et profondément enfoncées dans le sol sur trois épaisseurs. Leurs éléments étaient solidement liés entre eux par des lianes et des câbles. Les videa créés par les irrégularités du bois servaient de meurtrières aux défenseurs. « Dans l'intérieur sont disposés, sans ordre ni symétrie, des abris de chaume grossièrement faits ». (Binger, 1893, I, p. 92).

La force de ces constructions n'était pas négligeable, même aux yeux des blancs puisque, selon Binger : « Le quatre de montagne est impuissant, même à 250 mètres, à faire brèche ». L'artillerie était cependant efficace, mais indirectement : « une canonnade bien dirigée sur une des faces en éloigne les défenseurs, de sorte qu'il est aisé d'y porter rapidement une troupe munie de paille qu'elle allume au pied du palanquement et qu'elle jette à l'intérieur sur les toits de chaume. Un village en feu n'est pas tenable et le défenseur n'attend généralement pas l'assaut pour l'abandonner. » (Ibid., p. 92).

On voit que le *dyasa* se distinguait du *sanyé* classique par l'absence de tout élément végétal vif. Il n'était en effet construit que pour quelques mois et ses dimensions étaient restreintes puisqu'il n'abritait pas tout un village, mais seulement une troupe de combattants. Au siège de Sikasso, selon Binger, ceux de Samori avaient 50 ou 60 mètres de côté et les plus grands abritaient un millier de personnes, mais les petits seulement une centaine. Les combattants formaient 60 % de cette population.

Nous pouvons admettre cette proportion, bien que les chiffres de Binger paraissent ici peu sûrs. Sa description du camp de Sikasso, complétée par le journal de Festing, est d'ailleurs la seule que nous ayons d'un siège mené par Samori, et elle est remarquablement contrôlée par la tradition orale. Par la vigueur de ses couleurs et la précision de ses touches, ce tableau est un document précieux, mais il appelle certaines réserves (203).

Binger est, en effet, passé trop vite pour tout voir et il a tellement sous-estimé l'armée de Samori, alors réduite à ses effectifs d'hivernage, que ses données nous permettent mal d'imaginer le siège quand il battait son plein.

Binger atteste en tout cas la prédominance des grands *dyasa*, dont chacun regroupait tous les hommes d'un même *kéléti* ou du moins la fraction de l'armée qui l'avait suivi en colonne. Des petits *dyasa* particuliers, contenant l'effectif d'un seul *bolo*, ou même moins, n'étaient construits que pour les troupes des vassaux ayant gardé une certaine autonomie (Kankan, Sankarā, Kurānko) ou pour les corps spécialisés dépendant personnellement de Samori (gardes, anciens de Dyala).

La surface des *dyasa* était aussi réduite que possible, afin d'augmenter la densité des défenseurs pour chaque mètre de palissade. Binger admirait la propreté qui régnait tout autour : « Les herbes sont enlevées dans un rayon de 50 mètres, les ordures et fumiers sont transportés à 50 mètres en arrière » (p. 98). Il ne s'agissait pas là d'un simple souci d'hygiène, mais de précautions contre le feu, et de la nécessité de dégager un champ de tir.

À l'intérieur par contre, où l'espace manquait, on observait en permanence un désordre pittoresque. « Il y a là-dedans entassés pêle-mêle, chefs, guerriers, captifs, femmes, enfants, chevaux, par-ci par-là des selles hors de service, et des fusils un peu partout... j'ai multiplié le nombre des cases restant par cinq, qui est la moyenne du nombre de personnes qui y passent la nuit, les chefs ont plusieurs cases, il y a aussi certains sofas privilégiés qui ont une case pour eux seuls et leurs femmes, mais je n'en ai pas tenu compte... Sur ce millier de personnes, il faut déduire tout le personnel non combattant, femmes captives, gamines, palefreniers, griots, forgerons, selliers, tailleurs, les Bambara qui ne font que les corvées et ne sont pas armés, quantité de fabricants de gris-gris et autres non-valeurs qui seraient trop longs à citer... » (BINGER, 1892, I, p. 98).

On a vu que l'idée de creuser des tranchées, des circonvallations ou des fossés, était absolument étrangère aux Manding. Les *dyasa* des assiégeants n'étaient donc pas reliés et ne formaient jamais une ligne d'investissement continu.

Blocus. — Le but recherché était pourtant de réduire la résistance par la famine, ce qui nécessitait l'isolement des défenseurs. L'assiégeant y parvenait en disposant ses dyasa en couronne, tout autour de la place ennemie, et assez près les uns des autres pour qu'ils puissent se voir et croiser leurs tirs. On nettoyait la brousse entre eux pour qu'elle ne gêne pas la vue, et des patrouilles nocturnes circulaient de l'un à l'autre pour empêcher le ravitaillement de passer.

L'échec de Samori devant Sikasso s'explique justement par son impuissance à investir cette vaste ville. Il s'efforça donc de détruire les hommes et les munitions de l'adversaire dans l'espoir de l'affaiblir assez pour qu'il soit incapable de repousser un assaut. Bien que cette méthode longue et coûteuse ne fût qu'un pis-aller, on a vu qu'elle frôla le succès au moins à deux reprises.

L'investissement commençait normalement au début de la saison sèche en novembre ou décembre. Si les défenseurs n'avaient pas encore rentré la récolte, leur situation était vite désespérée car la zone préforestière ignorait les greniers stockant deux ans de graines qu'on trouve parfois en savane, chez les Bamabara ou les Bobo (204). Par contre, si la moisson était déjà faite, les assaillants ne pouvaient aboutir qu'en poursuivant ce siège au-delà du prochain hivernage, ou en lançant un assaut tardif, après que les défenseurs aient épuisé leurs munitions. Les assiégés ne pouvaient généralement pas assurer une soudure normale car de nombreux réfugiés les encombraient le plus souvent (205). A l'approche des pluies, ces paysans ressentaient durement l'impossibilité de cultiver en temps utile, ce qui annonçait au moins une année de famine, et c'était alors le moment favorable aux compromis. L'assiégeant, tenace mais soucieux d'éviter un assaut sanglant, acceptait alors parfois de se retirer contre le versement d'un tribut important.

Dénouement. — Ces sièges interminables et monotones étaient marqués d'une foule de petits incidents. Les fourrageurs ravageaient un vaste territoire à la ronde, pour nourrir l'armée d'invasion et pour enlever aux assiégés tout espoir de ravitaillement clandestin. Inversement, certains défenseurs étaient demeurés hors de la place et ils se livraient à une guérilla active sur les arrières de l'ennemi. Ce dernier souffrait de communications fragiles et, s'il ne pouvait pas les maintenir, il risquait de se trouver à son tour en proie à la disette. Samori a connu ce danger devant Sikasso où les coups de main des Sénoufo menaient la vie dure à ses convois. Les assaillants s'efforçaient d'incendier les paillottes les plus proches et chaque jour leurs « provocateurs » (*hèlè-tègèla*) allaient tirailler contre les murs de la place ; leur but était d'inciter les défenseurs à user leurs munitions et même à faire des sorties imprudentes qui leur coûtaient cher.

Si la pénurie de vivres et de munitions devenait sensible, les assiégés finissaient toujours par tenter une sortie. Ils la faisaient généralement de jour avec l'intention de rompre l'investissement en détruisant ou en brûlant plusieurs dyasa. Dans ce hut, ils lançaient des flèches enflammées pour incendier ces chaumières entassées qui devenaient aussitôt intenable. Pendant ce temps, des hommes armés de haches coupaient les harts, afin d'arracher les pieux de la palissade. En 1887, selon Binger, les gens de Tyèba se lançaient à l'assaut à l'abri d'épaisses portes de bois recouvertes de peaux de bœufs séchées (206). Ces boucliers improvisés étaient sans doute à l'épreuve des fusils à pierre, mais non des fusils à tir rapide, car ils auraient alors encombré les combattants sans aucun avantage. Cela explique qu'on n'en ait plus entendu parler après 1888. Les grandes places étaient d'ailleurs couvertes par des retranchements extérieurs, comme les dyasa de la colline nord à Sikasso, ou bien des villages fortifiés qui prenaient l'assaillant à revers. (Karfamoriya au siège de Kankan en 1881 - Zānradugu à Sikasso).

C'est entre ces positions et le camp des assiégeants que se livraient les plus durs combats et c'est contre elles que les premiers assauts étaient lancés quand le conquérant décidait d'en finir avec un siège trop long. La crise éclatait généralement vers le début de l'hivernage, après six ou

sept mois d'investissement, mais l'attaque décisive n'avait lieu que si les défenseurs manquaient de munitions. A défaut de renseignements dûs aux déserteurs, le chef des assiégeants comprenait que la situation était mûre quand les coups de feu se raréfiaient et que l'ennemi revenait à l'usage des arcs. A moins que la famine ne donnât l'espoir d'une prompte capitulation, il décidait alors d'en finir par un assaut général. Celui-ci était préparé en secret et lancé à l'aube pour profiter de la surprise.

Alors que le blocus était maintenu sévèrement depuis des mois, la coutume voulait que l'assaillant ouvrit ce jour-là une issue à la fuite des vaincus. Il s'agissait en somme de leur laisser un espoir de salut de façon à les dissuader de défendre la place maison par maison.

Si cet assaut ultime échouait, l'assiégeant se décidait presque toujours à battre en retraite, ou du moins à négocier un compromis. L'obstination exceptionnelle de l'Almami, qui passa deux hivernages successifs devant Sikasso a frappé les imaginations, aussi ce siège est-il resté légendaire, même parmi les Samoriens dont il a consacré l'échec.

Rôle de la cavalerie. — La cavalerie dont nous n'avons guère parlé ne donnait massivement qu'après la victoire. Elle n'avait servi auparavant qu'à éclairer l'armée en marche, explorant à bonne distance les moindres replis du terrain, si bien que les Français ne tarissaient pas d'éloges sur son efficacité. Elle était redoutable pour les arrières mal protégés et impitoyable pour les isolés. Fuyant pour revenir aussitôt, les cavaliers étaient insaisissables pour une cohue de piétons. La supériorité de l'armement pouvait cependant les mettre en échec, comme ce fut le cas, en 1882, à Kéúyérá, quand ils attaquèrent habilement sur les deux flancs des Français, mais refluèrent en désordre sous un feu dont la précision et la portée les surprit. Baratier les peindra pourtant encore, en 1893, harcelant Monteil en retraite et enlevant d'innombrables captifs parmi les malheureux Dyimini qui suivaient la colonne. (Épopée Africaine, 1908, pp. 105-108).

Après 1890, la généralisation des fusils à tir rapide les rendra d'ailleurs bien plus dangereux en les dispensant de mettre pied à terre et en étendant leur portée au-delà du kilomètre. Ils pouvaient dès lors observer les Blancs et les harceler à cinq cents mètres de distance. Ils se trouvaient ainsi à l'abri d'un tir trop précis, et ils gardaient le temps de s'éloigner si la cavalerie adverse donnait. La seule parade était en effet le recours aux spahis soudanais car les Samoriens ignoraient l'escrime du sabre et ne s'habituerent jamais aux charges exaltantes des cavaliers d'Europe. Malgré leur faible nombre, les spahis les surclasseront donc chaque fois qu'ils arriveront au contact et Humbert sera le premier à en faire grand usage en 1892. Il nous dit que les sotigi, incapables de faire front, se laissaient tomber à terre puis se redressaient pour tirer dans le dos du spahi qui se croyait vainqueur (207).

Pour revenir à la guerre traditionnelle, le rôle de la cavalerie n'était pas négligeable dans la conduite des sièges. Elle allait chaque jour insulter les murailles et sillonnait la brousse sur un large parcours pour empêcher les ravitailleurs d'approcher.

Quand la place tombait, les cavaliers connaissaient quelques grandes heures. Laisant les sofas piller, ils se lançaient dans une poursuite acharnée, empêchant les vaincus de se reformer et saillant ceux qui résistaient, si bien que la plupart des captifs tombaient entre leurs mains.

Sort des prisonniers. — La coutume ne distinguait pas les prisonniers de guerre, combattants pris les armes à la main, des captifs civils, tombés aux mains des vainqueurs.

Dans le feu du combat, on faisait assez peu de prisonniers, mais ceux-ci étaient ensuite généralement épargnés (208). Des massacres systématiques étaient exceptionnels une fois la lutte terminée et ils s'expliquent alors par des griefs particuliers, comme ce fut le cas en 1882, à Kuruba, où

les exécutions eurent lieu à l'instigation de Māmbi Kèita. Il arrivait aussi qu'une situation critique exigeât des mesures d'exception. Quand Samori ordonna de sang froid, en septembre 1888, l'égorgement des guerriers Wasulunké à Sāmamurula, il avait l'espoir de terroriser les insurgés et d'ébranler la Grande Révolte qui le réduisait aux abois. Péroz écrit, il est vrai, que pendant le siège de Nyagasola les Samoriens lui envoyaient les têtes des prisonniers qu'ils faisaient, mais le contexte prouve qu'il s'agissait d'hommes tués en patrouille. Les cadavres ennemis étaient en effet décapités, et les vainqueurs les abandonnaient généralement sans sépulture.

Quelle que fût la norme coutumière, des violences individuelles étaient, bien entendu, toujours possible (209). Dans les semaines suivant le combat, un prisonnier pouvait toujours être exécuté s'il était reconnu par un ennemi personnel. Loin du contrôle de l'Almami, un petit chef de bolo se livrait parfois à des violences arbitraires et à des atrocités, mais ce sont là des exceptions confirmant la règle. La tradition malinké, que Samori respectera toujours, assurait la vie sauve aux vaincus, une fois tombée la fièvre des combats. Si l'on considère la valeur marchande d'hommes dans la force de l'âge, ce n'était d'ailleurs là que bon sens. Le sort des chefs et des vieillards était cependant réservé car ils étaient considérés comme responsables du conflit. Comme noble, il était vraisemblable que le chef vaincu ne resterait pas longtemps en captivité et qu'il songerait à se venger (211). La prudence exigeait qu'il soit mis à mort et c'était généralement le cas, sauf caprice bienveillant du vainqueur. Samori se distinguera d'ailleurs sur ce plan par une mansuétude exceptionnelle. Il épargnait volontiers les souverains ennemis comme Mori-Kaba ou Sérè-Bréma, à moins qu'ils n'aient animé un parti politiquement dangereux, ce qui était le cas de Sagbadyigi. D'une façon générale, l'Almami croyait sans doute que sa puissance était assez bien fondée pour laisser vivre ses ennemis.

Quant aux vieillards, ils étaient généralement condamnés. A la chute d'un village, les sofas tuaient tous ceux dont la barbe était grise, sinon tous les barbus. Ce n'était pas, comme l'écrit Binger, pour se débarrasser de bouches inutiles, mais parce que les sociétés africaines sont des gérontocraties où les anciens prennent toutes les décisions importantes. La résistance vaincue était le fait de ces barbons et chacun trouvait juste qu'ils paient. Les vieilles femmes, par contre, étaient presque toujours épargnées, mais si la population était déportée, elles succombaient un peu plus tard, sur les routes de l'exil.

S'il n'y avait pas eu rituel de soumission, toute la population était à la merci du vainqueur, c'est-à-dire qu'il pouvait librement la déporter pour l'établir près de sa résidence, la vendre sur les marchés les plus proches ou former des caravanes pour la commercialiser au loin. C'est ainsi que Samori emplissait ses fermes de culture, entretenait ses courtisans et pourvoyait les dyula de ses caravanes.

Le conquérant ne cherchait pourtant pas à ruiner ses nouveaux domaines, et il souhaitait garder le plus de monde possible sous sa coupe. Il n'exportait donc les captifs qu'en cas de nécessité et ne déportait de toute façon qu'une fraction de la population, celle que les vainqueurs s'étaient répartie. Les combattants capturés y figuraient toujours, car on craignait qu'ils ne nourrissent un esprit de fronde. Après une rééducation convenable, on les retrouvait d'ailleurs souvent dans les rangs des vainqueurs. Les autres habitants étaient maintenus dans leur village, sous le contrôle du kèlètigi le plus proche, mais ils devaient cultiver dans les mêmes conditions que les captifs de culture. Tel était en effet leur statut juridique et, en cas de nécessité, ils pouvaient encore être vendus. S'ils faisaient preuve de loyalisme, ils étaient cependant admis au rituel de soumission au bout de quelques années et ils retrouvaient alors la condition commune des hommes libres de l'Empire. Ils restaient cependant plus pauvres car, bien entendu, tous leurs biens, bétail et récolte, avaient été saisis et partagés au moment de la défaite. Ils avaient dû racheter au prix fort leurs propres semences et de telles pertes étaient longues à réparer.

Ces règles étaient dures, mais anciennes, et on ne saurait les imputer à Samori. Il ne faut d'ailleurs pas oublier que les conquérants européens, et particulièrement les Français, ont fait la guerre à l'afriçaine, avec des troupes africaines, si bien qu'ils ont presque toujours appliqué ces coutumes à leur profit.

S'ils ne déportaient pas massivement les populations, ils les réduisaient à la famine en réquisitionnant les récoltes et ils laissaient leurs tirailleurs faire des captifs. Les insupportables réquisitions du portage duraient ensuite pendant des années, et l'autorité coloniale n'a jamais été pressée de les régler. Les tristes excès de Voulet et Chauoine, au Mosi puis chez les Hausa, représentent un cas limite, mais la violence était dans la logique du système.

On peut affirmer que, dans bien des cas, la plus grande dureté n'était pas du côté des Samoriens. Si l'Almami avait longuement combattu un Mamadu Lamin, et avait fini par le prendre, il l'aurait assurément fait exécuter, mais il n'est pas exclu qu'il ait épargné son fils, alors que Gallieni le fit fusiller. Comme les parents de Sérè-Brema, et de nombreux autres vaincus, le jeune homme aurait sans doute été interné dans un bameau de culture ou éduqué parmi les bilakoro avant de recevoir un commandement dans l'armée des vainqueurs.

La tradition malinké considère avec réprobation la pratique de certaines colonnes françaises qui exécutaient la plupart des prisonniers, parfois à l'arme blanche, après en avoir tiré tous les renseignements possibles. Rien ne permet d'affirmer que telle fut la conduite de Borgnis-Desbordes qui avait pourtant la main leste. Il est en revanche certain que ces tristes rigueurs furent ordonnées par Archinard et Combes, et pratiquées à l'occasion par Caudrelier quand il voulut venger le drame de Bouna. Ces officiers avaient des circonstances atténuantes car ils arrivaient à peine à nourrir leurs porteurs et des prisonniers mourant de faim auraient paralysé leurs mouvements. D'autres, comme Humbert et Monteil, ont pourtant su éviter ces extrémités, en dépit d'effroyables difficultés. Il est vrai que le premier n'était guère inspiré par des sentiments humanitaires, mais par l'espoir que sa clémence inciterait l'ennemi à désertir, ce qui allait être un échec total. Le colonel en ressentira beaucoup d'amertume et reviendra aux pires rigueurs avant la fin de la colonne (211).

c) Le ravitaillement et le portage

Les interminables sièges de la guerre traditionnelle posaient à l'assaillant autant qu'au défenseur le terrible problème du ravitaillement. Dans les pays du Sud, où Samori déployait sa puissance, on a vu que le bœuf porteur était presque inconnu, et seule l'armée de Faraba l'employa parfois en saison sèche. L'âne n'y trouvait pas non plus son milieu naturel, si bien que tout dépendait du portage humain.

Quelques normes. — L'autonomie de celui-ci était strictement limitée par une contrainte naturelle absolument insurmontable. Au-delà d'une certaine distance, le porteur dévorait en effet sa charge, à moins qu'il ne mourût.

La tradition malinké limitait à 15 kg. le poids imposé à un porteur en temps de guerre. Un dyula en quête de profit en prenait souvent le double, mais il faut considérer que le porteur emmenait en outre 5 ou 6 kg. de grains destinés à son alimentation à l'aller comme au retour. Comme les Français nourrissaient théoriquement ceux qu'ils réquisitionnaient, on ne saurait leur reprocher d'avoir élevé la charge moyenne au poids de 25 kg. (242).

L'usage samorien fixait à 500 grs. de grain, riz ou mil, la ration quotidienne des combattants, et on doit considérer ce chiffre comme élevé, encore que très inférieur à celui des tirailleurs qui était de 750 grs. (213). Binger nous dit que les sofas devant Sikasso ne recevaient que 250 grs., mais il ajoute aussitôt que c'étaient des rations de famine. Si le chiffre est exact, il a dû visiter le camp alors qu'un retard dans les convois créait une rupture des approvisionnements. Nous préférons suivre les données de la tradition, car il est impossible que Samori ait tenu quinze mois devant Sikasso avec des hommes qui mouraient de faim dès le début du siège.

La charge que recevait chaque sofa en début de campagne était de 20 kg., mais elle servait également à son captif et n'assurait donc que 200 jours de nourriture. L'armée ne pouvait par conséquent s'éloigner de plus de 300 km. sans être à court de vivres. Telle est à peu près la distance qu'eut à parcourir Kémé-Brèfa avec les sofas de Faraba en 1887, mais les autres kèlètigi durent alors marcher sur 4 ou 500 km., et même Langamā-Fali sur 800, avant d'atteindre Sikasso. On a vu que Samori surmonta cette difficulté en installant plusieurs mois à l'avance des stocks de grains sur les pistes que ses troupes allaient emprunter, mais il s'agit là d'un cas exceptionnel, comme la guerre de Sikasso, elle-même.

Le poids du portage. — Les charges des captifs permettaient habituellement aux armées d'arriver à pied d'œuvre, mais alors commençaient les ennuis. L'envahisseur s'employait à saisir les stocks de l'ennemi mais quand ceux-ci faisaient défaut il se trouvait réduit à organiser le portage tout au long de la route qu'il avait suivie. La nourriture quotidienne de cette masse d'hommes, isolée en terre hostile, dépendait désormais de la rotation incessante des convois. Tant que des réserves n'étaient pas constituées, le moindre retard, dû par exemple à l'action des guerillas, faisait naître la famine dans le camp. C'est ainsi que, le 1^{er} juin 1888, Folônka-Mudu fut incapable de nourrir les constables de Festing parce qu'un convoi n'était pas arrivé.

Quand plusieurs kèlètigi se trouvaient rassemblés, comme c'était le cas à Sikasso, chacun nourrissait ses hommes avec les magasins fiscaux de son propre gouvernement. Il lui incombait de mettre en route, à des dates échelonnées, le contenu de ses greniers publics, de façon à amener au camp de guerre un flot régulier de ravitaillement.

Les cloisonnements étaient assez stricts, encore que Samori n'eût certainement pas laissé une de ses troupes se goberger à côté de camarades qui mouraient de faim. Il ne faut pas oublier que l'aliment de base variait d'une armée à l'autre, en raison de leur recrutement régional. Comme le noyau des Konyānké, la majorité des Samoriens était cependant formée de mangeurs de riz, accessoirement de maïs et de manioc. L'armée de Faraba, recrutée presque entièrement chez les Bambara, était par contre mangeuse de mil (214).

Quelle que fût l'origine de ce ravitaillement, chacun des villages où les grains étaient entreposés fournissait les porteurs nécessaires qui gagnaient l'armée sous l'escorte du dugukuñnasigi local. Les recrues levées pour la campagne, mais non intégrées aux kèlè, étaient nourries par leurs propres villages qui se débrouillaient pour leur faire parvenir le nécessaire.

Les pires malheurs de la guerre étaient le lot de ces porteurs et dans une guerre aussi dure que ceux de Sikasso ceux de Samori eurent un sort aussi affreux que ceux des Français. Ils ne pouvaient sous peine de mort toucher aux charges qu'on leur confiait, aussi leur maigre provision personnelle les réduisait-elle à une ration quotidienne de 250 grs. Leurs 5 kg. de grains leur permettaient ainsi de marcher 20 jours, soit 400 km. en comptant le retour, si l'on admet des étapes moyennes de 20 km. La zone dévastée qui isolait Bougouni de Sikasso avait justement 200 km. de large en 1887, mais les convois venaient de plus loin et des hommes épuisés devaient

raccourcir les étapes. Il n'est donc pas surprenant que les malheureux soient tombés en grand nombre et que leurs cadavres aient semé sur la piste des lieux d'épouvante comme ceux qu'a décrits Binger (1893, T. I, p. 66) (215).

La nourriture. — Si nous estimons à 50 % l'effectif des combattants, compte tenu des captifs et des femmes qui suivaient l'armée, il nous est possible de calculer à peu près le nombre de charges nécessaires pour alimenter chaque jour une colonne d'importance moyenne. C'est ainsi qu'à Kényérâ en 1882, Samori aurait eu 4.000 combattants, soit 8.000 bouches à nourrir. Il lui aurait donc fallu 4 tonnes de grains de riz par jour, soit 267 charges de 15 kg.

Si nous admettons ces chiffres, il devient possible de calculer pour chaque campagne le portage nécessaire pour assurer un ravitaillement normal, en admettant que les agresseurs n'aient rien trouvé sur place. Il faut cependant garder à l'esprit que les normes étaient rarement respectées en temps de guerre. C'est ainsi que les 10.000 personnes du camp de Sikasso, lors de la visite de Binger, auraient dû consommer chaque jour 5 tonnes de grain, soit 334 charges. Le capitaine prétend qu'il n'en venait que 200. Même si l'on garde à l'esprit que ses observations portèrent seulement sur 4 jours et qu'il ne vit pas tout, il est peu contestable que la disette régnait alors dans le camp assiégeant (216). Quelques mois plus tard, le siège battant son plein, la population s'élevait sans doute à 15 ou 20.000 personnes. Il lui fallait alors de 600 à 950 charges par jour et ce chiffre fut certainement dépassé à certains moments puisque l'Almami réussit à amasser des réserves importantes avant l'arrivée de Festing.

Ces chiffres sont exceptionnels. Il reste qu'une armée samorienne en campagne comptait fréquemment 5.000 combattants, soit 10.000 personnes. La norme s'établissait alors à plus de 300 charges par jour et, pour peu que les distances fussent logues, on imagine le poids terrible qu'imposait la guerre aux civils ainsi réquisitionnés.

Le grain représentait la grande masse de ce ravitaillement alimentaire. En dehors de produits de luxe comme le kola, dont on pouvait à la rigueur se passer (217), la viande mérite cependant une mention à part. N'étant pas régulièrement consommée, elle ne faisait pas l'objet de rations quotidiennes et elle posait de toute façon moins de problèmes puisque quelques Fula suffisaient à pousser un grand troupeau sur de longues distances. La viande paraît pourtant avoir été rare. A en croire Binger, Samori n'aurait possédé que sept bœufs en septembre 1887 devant Sikasso, mais un chiffre aussi bas est tout à fait invraisemblable (218). Le troupeau de l'Almami devait pâturer à distance, à l'abri d'un coup de main. En septembre 1898, après des semaines de famine terrible, Samori disposera encore de 250 têtes de bétail.

Les munitions. — Le ravitaillement en munitions posait des problèmes très différents, car ces marchandises de volume restreint n'imposaient que des servitudes de portage assez légères. Il est d'ailleurs impossible d'en calculer la consommation avec la même précision que celle des grains, car elle ne présentait aucune régularité. Quand Binger nous parle de cinq coups tirés chaque semaine par chaque homme, cela n'a aucun sens. Il précise d'ailleurs que ce chiffre est très inférieur à la vérité mais, même en le doublant, on n'en tirerait pas grand chose.

Pendant les périodes calmes d'un siège, la plus grande partie des combattants ne tirait pas du tout, mais ceux qui escarmouchaient contre la place tiraient certainement plus de 10 coups par jour. Tous les témoignages accusent les sofas de gaspiller leurs munitions, même ceux qui seront entraînés à l'euro péenne après 1890. La retenue que leur attribue Binger est donc bien surprenante alors qu'il parle lui-même des « coups de feu isolés qui se succèdent presque sans interruption » (1893, T. I, p. 106). Il ne faut d'ailleurs pas oublier les jours d'assaut qui voyaient as-

surément une dépense considérable de munitions que rien ne permet d'apprécier. La nécessité d'avoir une grosse provision d'avance jouait ici bien plus que pour les vivres, aussi était-il exclu qu'un certain nombre de porteurs viennent remplacer chaque jour la quantité consommée. On imagine plutôt que d'énormes convois bien escortés devaient gagner la zone des combats à longs intervalles, pour renouveler chaque fois, d'un seul coup, les stocks (219).

Pour les campagnes antérieures à 1890, cet approvisionnement portait presque exclusivement sur de la poudre. Les sofas et les forgerons du camp improvisaient sur place les projectiles, mais non la poudre dont la confection était trop délicate. Les difficultés de son transport en faisaient d'ailleurs une matière plus pondéreuse que le grain ou la plupart des marchandises du colportage traditionnel. Celles-ci étaient en effet placées dans un panier enveloppé d'un filet de ficus, le *fufu*, dont le poids était faible, sinon négligeable (220). La poudre, elle, devait être tenue à l'abri de toute humidité, aussi la pressait-on dans la cavité d'un récipient taillé dans une seule pièce de bois, le *dundu*, qu'on bouchait ensuite hermétiquement (221). Cet emballage pesait au moins 5 kg., ce qui laissait seulement 10 kg. disponibles, et comme la charge d'un fusil à pierre était d'environ 40 grammes, un porteur amenait seulement de quoi tirer 250 coups.

Ce chiffre met en valeur un nouvel élément de supériorité des fusils à tir rapide. La cartouche Gras, qui sera de 1890 à 1898 la munition essentielle de Samori, craignait peu l'humidité et n'avait qu'un emballage léger, si bien que chaque porteur pouvait en apporter 400.

Si l'on admet, en doublant le chiffre de Binger, que les sofas, en période calme, tiraient 10 coups par semaine, soit 400 grs. de poudre, et si nous admettons que Samori avait 5.000 combattants en septembre 1887, il lui suffisait alors de 200 porteurs par semaine pour renouveler son stock. Ce chiffre paraît insignifiant à côté des servitudes de la nourriture.

Par la suite, le problème sera encore plus facile pour ses hommes armés de fusils modernes. Si l'on admet que les Samoriens ont tiré 200.000 coups contre Humbert, il aurait suffi de 500 porteurs pour approvisionner toute la campagne. Ce n'était d'ailleurs même pas nécessaire puisque les cartouches métalliques ne craignaient pas grand chose et que chaque combattant en recevait 200 avant de partir au combat. Il n'y avait donc qu'à remplacer celles qu'ils avaient tirées (222).

Dans l'Est. — Les problèmes du ravitaillement et du portage prendront une ampleur nouvelle en 1893 et 1894. L'exode vers l'Est coïncidera avec la disparition presque totale du bétail, exterminé par la plus grande épidémie de peste bovine qu'ait connue l'Ouest africain, et une véritable famine allait en résulter. L'énorme population en mouvement offrira de nombreux porteurs à l'Almami, mais il ne sera pas facile de les nourrir sans que les combattants en pâtissent. Nous verrons que Samori, accablé de soucis divers, confiera à Amara Dyéli non seulement le commandement des armées qui lui ouvraient « la route de la Mecque », mais le déplacement des civils, le contrôle des artisans dont les ateliers devaient reprendre au plus tôt le travail, et surtout l'administration des vivres dont il fallait répartir au mieux la pénurie entre tous ces hommes.

C'est seulement dans les affres des dernières semaines, en 1898, que toute l'organisation des subsistances s'effondrera pour laisser place aux désordres hideux d'une famine sans frein.

Cet art de la guerre, couronné par une poliorcétique traditionnelle, ne fut donc pas bouleversé par Samori. Il l'exerça avec une plus grande efficacité, en transformant l'armement et la discipline de ses hommes mais ceux-ci combattront selon les normes traditionnelles jusqu'en 1897, chaque fois qu'ils auront affaire à d'autres puissances africaines. Le génie de leur chef avait bouleversé les règles de la stratégie politique et il avait assuré son triomphe en divisant ses ennemis,

en les écrasant l'un après l'autre et en absorbant leur substance des vaincus, au point de ne plus rencontrer aucun adversaire de sa taille sinon à Sikasso. Sur le plan tactique il s'était contenté d'améliorer le capital initial traditionnel et il en serait resté là si son entreprise s'était poursuivie selon son dessein. Comme ce ne fut pas le cas, il dut chercher une autre formule.

4°) VERS UNE ARMÉE MODERNE.

En bouleversant l'équilibre que recherchait Samori, l'irruption des Français l'obligea à recourir à de nouvelles techniques de combat, car la lutte contre cette menace mortelle allait primer désormais tout autre souci. Alors qu'il s'était presque toujours trouvé en position d'agresseur, le conquérant se voyait réduit, une fois pour toutes, à la défensive, et il ne pouvait pas mener celle-ci selon les normes traditionnelles, en s'enfermant dans une place solidement fortifiée et en laissant l'ennemi s'user. Grâce à leur artillerie, les Blancs étaient en effet capables d'enlever sur-le-champ n'importe quelle forteresse et d'en détruire la garnison, si bien qu'à moins de jouer leur jeu et de se vouer à un anéantissement immédiat, il était impossible de résister sur place.

En 1885, Samori s'imaginait encore qu'il pouvait reprendre du terrain aux Blancs, mais, après les pertes sanglantes du Kokoro, son seul souci fut d'établir une trêve et d'en profiter pour mettre au point une nouvelle tactique. Il s'efforça d'abord d'adapter ses moyens à ce dangereux adversaire, puis d'imiter ce dernier aussi fidèlement que possible dans l'espoir de trouver le secret de sa puissance.

Pour mettre au point sa tactique défensive, Samori ne manquait pas de certains avantages, et d'abord de son admirable service de renseignements. Après 1883, il connaîtra exactement la force de chaque colonne, dès sa formation à Kayes et les nombreux espions qu'il sut placer parmi les domestiques des Français l'avertissaient presque toujours de leurs intentions. « Vous parlez trop en mangeant », dira-t-il à Gouraud (223).

a) Une révolution tactique

Harcèlement. — Samori comprit vite que le principal handicap de l'envahisseur était sa lourdeur, due aux convois dont il ne pouvait se passer et à la lenteur relative des tirailleurs, écrasés sous leurs lourds bardas.

L'interminable colonne des Blancs, incapables de s'écarter de la piste qui s'encaissait souvent et se perdait dans les hautes herbes, pouvait paraître vulnérable, mais la vigilance des spahis qui la couvraient de part et d'autre à un demi-kilomètre rendait une surprise difficile. A chaque arrêt, la colonne se mettait en carré et sa puissance de feu était alors telle qu'aucun assaut n'était possible. Samori aura le bon sens de le comprendre et de préférer le harcèlement au déploiement d'un héroïsme sanglant et inutile.

Il jouera désormais de la légèreté extrême des siens, tandis que sa cavalerie ardente, toujours prête à attaquer les isolés, ne perdait jamais l'ennemi de vue. Les Français en avaient fait l'expérience dès 1882, pendant la retraite de Kéñyérâ. Tous leurs mouvements seront désormais surveillés, tous leurs bivouacs observés par des éclaireurs bien cachés en brousse ou perchés dans les arbres, qui s'éloignaient s'ils étaient poursuivis mais revenaient aussitôt. A la nuit, ils envoyaient des guides chercher les sofas à distance pour commencer à harceler les campeurs.

Au matin, dès que la colonne reprenait sa route, des coups de feu tirés de proche en proche avertissaient les sofas. Des signaux de fumée en tenaient lien par temps clair ou en pays accidenté (Baratier, pour 1895).

« Aussitôt que nous nous mettons en marche, écrit Humbert, ils se retirent sans se laisser voir généralement et conservent notre contact. Ils signalent notre arrivée à temps pour que les troupes en arrière puissent brûler les villages encore intacts et prendre leurs dispositions de combat » (p. 463). Il sera dès lors presque impossible aux Français de surprendre les défenseurs, qui étaient toujours prévenus assez longtemps à l'avance pour faire le vide et éviter les pertes inutiles (224).

Ainsi parfaitement renseignés, les sofas, peu chargés, faisaient preuve d'une vélocité extrême, ce qui leur permettait de suivre l'ennemi, de le précéder et de changer de position, avec une extrême promptitude.

Il était de tradition, avant de combattre, que chaque chef fixât à ses hommes un rendez-vous précis pour le lendemain, assez loin en arrière. Cette précaution peut être taxée de défaitisme, mais elle permettait aux fuyards de se reformer avec une rapidité surprenante. Comme leur mobilité supérieure limitait leurs pertes pendant la déroute, une armée entièrement disloquée pouvait se trouver prête à combattre deux ou trois jours plus tard, comme ce fut le cas de Maninka-Mori en 1885, après Fatako Dyinko.

« Les qualités manœuvrières des sofas, écrit Péroz, sont toujours aussi remarquables, surtout lorsqu'il s'agit de rompre brusquement un combat mal engagé en se masquant d'un faible rideau et en utilisant avec habileté les couverts du terrain. » (1895, p. 287).

Des groupes légers pouvaient alors harceler les lourds convois de voitures Lefèvre, sur les arrières des Blancs, et paralyser ainsi tous les mouvements de l'envahisseur, comme Humbert en fera l'amère expérience en 1892.

Résistance en rase campagne. — Samori ne pouvait pourtant se contenter d'une simple guérilla s'il voulait interdire à l'ennemi le cœur de l'Empire. Il espéra d'abord y parvenir en jouant à la fois d'une supériorité numérique considérable et d'une mobilité qui permettait de se dérober aux désastres majeurs.

Une catastrophe était pourtant prévisible si les défenseurs s'enfermaient dans des places fortes où l'artillerie les écraserait. Samori décida alors de s'accrocher en housse aux accidents de terrain les plus favorables, afin d'user et de retarder l'envahisseur avec des pertes modérées, car ses hommes fuyaient après chaque engagement pour se reformer un peu plus loin. L'Almami rompait cette fois ouvertement avec la tradition militaire des Malinké en transportant les principaux combats en rase campagne.

Il recourut alors systématiquement à l'aménagement des obstacles naturels, ce qui n'était pas étranger, on l'a vu, à la tradition, mais n'y jouait qu'un rôle très accessoire.

Les premiers travaux de ce genre apparurent dès 1885, quand Combes se heurta aux palissades solidement défendues du Kokoro, pendant sa fameuse retraite. On peut distinguer d'abord une catégorie d'aménagements destinés à renforcer les obstacles passifs comme le surcreusement des gués et la retaille des berges des marigots, ce qui interdisait le passage aux voitures Lefèvre, et même aux animaux de bât. Cela fera perdre à Humbert des journées précieuses en 1892. Dans les zones accidentées, les Samoriens construisaient aussi des murailles de pierres sèches pour barrer les pistes, et il fallait des heures pour les dégager.

Leur principal effort visait cependant à organiser des obstacles actifs. Cette fois encore, Samori généralisa une vieille pratique malinké. Il s'appuya sur les galeries forestières qui longent le cours de tous les fleuves et sont de plus en plus épaisses à mesure qu'on approche de la Forêt. Ces barrières végétales se transforment en murailles redoutables, pour peu qu'on y taille quelques sentes, afin que les hommes puissent se déplacer dans le fouillis végétal. C'est ainsi que Kémé-Bréma utilisa dès 1883 celle du Wèyanko, aux portes de Bamako. Comme une troupe mal éclairée était incapable de savoir si la galerie dont elle approchait était tenue ou non, on pouvait y dresser des pièges redoutables. Si la rivière décrivait un profond méandre on laissait l'ennemi s'y engager avant d'ouvrir le feu de toutes parts. Ce fut le cas au Kommodo, le 30 mai 1885, et le capitaine Louvel aurait succombé ce jour-là sans la qualité supérieure de ses armes. Dans ce cas le piège se retourna cependant contre les Samoriens, qui succombèrent en grand nombre, quand les tirailleurs les aperçurent englués dans la vase, au fond du marigot. Ils avaient dressé l'embuscade à la lisière du couvert pour en accroître l'efficacité, mais cela avait rendu leur retraite impossible. En 1892, Samori décidera, pour épargner ses hommes, de ne défendre que la rive opposée, mais Humbert a noté justement que cela réduisait la portée de la surprise.

La meilleure solution était un aménagement préalable de l'obstacle, et les Samoriens s'employèrent chaque fois qu'ils en eurent le temps, à construire en sous-bois une forte palissade analogue du type des dyasa, mais entrelacée dans la végétation vive. Tous les passages possibles du cours d'eau étant ainsi obstrués, il fallait enlever l'obstacle de vive force en travaillant à la bache sous le feu rapproché des défenseurs. Les Français y parviendront toujours, mais non sans pertes, et c'est ainsi que Combes dut forcer le passage du Kokoro pour rentrer à Nyagasola, en juin 1885 (225).

Quand Samori disposera d'un armement moins inférieur, ces obstacles deviendront redoutables. Si les matériaux nécessaires se trouvaient sur place, les sofas combinaient d'ailleurs la construction des palissades à celle de murs de pierres sèches percés de créneaux et hauts de deux mètres, qui tenaient moins bien devant l'artillerie, mais étaient impénétrables aux balles.

Mobilité. — Leur attitude derrière ces retranchements n'était d'ailleurs nullement timide, et ils surent jouer admirablement de leur mobilité chaque fois que le combat ne tournait pas selon leur attente. Sous les ordres d'un chef habile, leurs réactions rapides permettaient de rétablir les situations les plus compromises. Le grand tacticien qu'était Samori avait ce privilège et il obtiendra de tels résultats en 1892 que la France crut sincèrement à la défaite de Humbert. En deux occasions pourtant, il sera surpris par le colonel, mais il réagira si vite qu'il évitera la catastrophe et mettra l'ennemi en difficulté. Ce sera le cas à Farândugu, le 24 janvier 1892. Il y attendait les Français par la route de Konyodugu où il avait fait construire trois murs de pierre sèche longs de 500 mètres pour les arrêter, tandis que Morifiñdyā, caché en montagne avec la réserve, devait les laisser s'engager avant de les prendre à revers. Mais cette réserve sera elle-même surprise par les Français qui avaient obliqué vers l'Est pour éviter les difficultés de la route. Samori saura renverser son front de ce côté en quelques minutes, opposera une résistance farouche à l'assaillant et opérera une retraite en bon ordre. Le 14 mars, au Béséko, il fortifiera puissamment le marigot, qu'il voulait laisser traverser tandis que son gros était caché en montagne sur la rive nord, des deux côtés de la piste, et devait se rabattre sur le convoi pour le détruire. Mais Humbert jugera le site dangereux et lancera deux offensives en tenaille qui feront échouer la surprise. Samori le comprendra à temps et évitera l'encercllement qui le menaçait.

« Ses projets prévenus partout par nos manœuvres, son centre, ses deux ailes enfoncées, il fait écouler tout son monde en arrière sur la droite et sur la gauche par une double marche de flanc hardie et rapidement exécutée, enfin il rallie dans l'Ouest ses troupes battues très peu de temps après que nous-mêmes nous sommes rassemblés. » (226).

Il s'était donc parfaitement adapté à la tactique du combat en rase campagne. La défense obstinée de tous ces marigots allait obliger Humbert à un va-et-vient épuisant entre Kankan et Kérwané, et on pourrait parler d'une victoire de Samori, si la lourdeur des pertes subies ne l'avait pas contraint à changer de politique.

Il sera plus heureux en 1895 contre Monteil. A l'approche de la colonne, faisant preuve d'un flair surprenant, il avait prévu que les Français voudraient s'emparer du bastion de Sokola pour le couper de l'Ouest. Les colonnes qu'il avait dirigées sur ce point pour investir les tirailleurs arriveront pourtant trop tard, en raison d'une marche hallucinante de Monteil en pleine nuit, que personne ne pouvait prévoir. Ainsi menacé d'être coupé de l'Ouest, Samori allait aussitôt décider de fermer aux Français la retraite vers le Sud en leur disputant le passage de tous les marigots dans le Dyimini et le Dyammala. Il leur opposera à nouveau des palissades solidement défendues dans chaque galerie forestière, et il faudra les enlever à grand prix pour pouvoir battre en retraite. Ces obstacles feront alors leur dernière apparition dans cette histoire. Il n'en sera plus question en 1898, mais c'est qu'alors Samori, après avoir voulu tenir un instant dans les murs de Bori-Bana, renoncera à disputer le terrain et ne songera plus qu'à se dérocher.

La résistance sur des positions montagneuses fut assez rare et toujours malheureuse. Elle mettait les Samoriens dans une position analogue à celle des forteresses et le désastre les guettait. L'Almami y échappera de peu en 1892, quand il s'obstinera à tenir l'arsenal du Tinti-Kuru, en vue du camp des Français.

Les positions les mieux défendues ne purent en tout cas jamais être tenues. Elles faisaient perdre des hommes et du temps aux Blancs, mais ceux-ci parvenaient toujours à les enlever, si bien qu'une victoire stratégique, comme la retraite de Monteil en 1895, sera le fruit d'une série de défaites tactiques.

La bataille se terminait donc toujours par la fuite des Samoriens, et ceux-ci espéraient seulement réduire leurs pertes de façon à pouvoir se reformer rapidement et reprendre la lutte un peu plus loin. La cavalerie française était heureusement peu nombreuse, sauf en 1892, car celle de l'Almami était incapable d'arrêter sa poursuite.

Les cadres montés des sofas étaient évidemment fort exposés quand ils combattaient à cheval, mais ils se tiraient généralement d'affaire pendant la fuite. On a vu qu'un rendez-vous était fixé avant chaque combat, si bien qu'ils retrouvaient facilement leurs hommes et reconstituaient leurs unités avec une extrême promptitude.

Formations de combat. — Au cours de ces retraites précipitées, les pertes qui n'étaient pas dues aux spahis découlaient de la longue portée des fusils français. C'était donc un problème d'armement. Dans la première phase de la lutte contre les Blancs ce handicap était tel qu'il rendait vaine la défense la plus habile. Combes triompha ainsi du génie de Samori en 1885, parce que ce dernier ne possédait que des fusils à pierre. On a déjà signalé les imperfections de ces armes dont le chargement très lent était encore plus gênant que la faible portée. L'homme le plus calme ne parvenait pas à opérer ces gestes multiples, qui prenaient une bonne minute, sous le feu de l'ennemi. Tout de suite après avoir tiré, il se repliait donc et cherchait un abri, arbre ou pli de terrain, pour y travailler tranquillement. S'il y avait corps à corps, son arme était parfaitement inutile, à moins qu'elle ne serve de massue. Les fusils à deux coups, utiles pour la chasse, ne présentaient aucun avantage à la guerre car il fallait deux fois plus de temps pour les charger. Une tradition séculaire suggérait un moyen d'éviter ce flottement, mais c'était une mesure de désespoir qui n'intervenait qu'en dernier recours. Les combattants les plus braves se mettaient en ligne et s'attachaient les pieds à un long câble pour vaincre ou mourir ensemble, dans l'es-

poir que leur exemple retiendrait les autres. C'est en donnant ainsi l'exemple aux autres que les sofas massacrèrent en 1884 les défenseurs du Tyëndugu qui s'étaient privés de toute possibilité de fuite (227).

Les salves étaient naturellement inconnues. Dans une embuscade, les combattants ne tiraient qu'au signal de leur chef, mais le feu était ensuite libre, chacun rechargeant plus ou moins vite son arme, jusqu'au moment où les troupes arrêtaient le combat (228).

Samori inventa très tôt une tactique pour maintenir ses combattants en ligne. Il les plaça en six rangs successifs dont le premier, après avoir tiré, démasquait le second pour aller recharger. La manœuvre inverse permettait d'avancer. En ce cas, le sixième rang, qui venait de recharger, se portait devant le premier dès que celui-ci avait tiré. Ainsi était évitée toute débandade vers l'arrière. Dès 1885, les tirailleurs se heurtèrent à des sofas qui combattaient de la sorte quand ils voulurent tourner la palissade du Kokoro (Péroz, 1891, p. 315). Cette manœuvre était devenue la règle pour les Samoriens combattant en rase campagne, mais rien qu'elle fût un progrès certain, elle exigeait encore six fois plus d'hommes que des fusils modernes, pour tirer à la même cadence.

Les fusils à pierre souffraient d'une dernière faiblesse : ils n'étaient jamais munis de baïonnettes, et cette arme emplissait de terreur les sofas les plus braves. Dès les premières charges à la baïonnette, au Wèyanko en 1883, les Samoriens se débandèrent sans attendre les tirailleurs.

Cette infériorité technique était irrémédiable. Elle explique qu'en dépit du génie stratégique de leur chef, de leur supériorité numérique et de leur héroïsme, les sofas n'aient pas totalement écrasé les Français en 1885. Leur victoire n'était guère discutable, mais ils n'avaient pas les moyens de l'exploiter. Samori avait vu ses hommes tomber par centaines devant la bicoque de Nafadyi. Quand il aperçut les murs du fort de Nyagasola et qu'il apprit que les Blancs avaient une « maison » encore plus forte à Kita, il renonça à poursuivre son offensive et amorça les pourparlers qui devaient mener au traité de Kèüyéba-Kura.

Samori savait que la lutte reprendrait tôt ou tard, à moins d'une capitulation dont il écartait l'idée, et il employa la trêve à pallier à son infériorité en acquérant des armes modernes pour ses hommes. Il atteignit ce but dans une certaine mesure, entre 1890 et 1893, comme Humbert en fera la douloureuse expérience. Nous verrons cependant que son échec sera plus apparent que réel car il brisera la volonté de résistance de l'Almami, en raison de pertes effroyables que celui-ci subira. Une grande partie des tirailleurs était en effet pourvue d'armes à répétition alors que les Samoriens n'en posséderont jamais en nombre significatif. En dépit de leurs fusils à tir rapide, les sofas ne formeront d'ailleurs jamais une armée moderne, car ils s'exerçaient à une tactique nouvelle sans parvenir à se libérer entièrement du passé.

Ils seront plus mobiles que jamais durant les dernières années, puisqu'ils combattront alors en formations relativement réduites, ce qui facilitait leur ravitaillement. L'armée traditionnelle de 4 à 5.000 hommes continuera à lutter contre des ennemis africains, mais Samori ayant décidé d'opposer aux Blancs ses fusils à tir rapide, ne mettra en première ligne de ce côté qu'un petit nombre de combattants d'élite. Humbert, en 1892, ne se heurtera qu'à 1.500, 2.000 ou 2.500 hommes, mais tous munis d'armes modernes. Les fusils à pierre seront encore là, mais en retrait, et ils ne participeront à aucun combat sérieux. Il ne sera plus question de la formation de combat sur six rangs désormais inutile. Le colonel ne cachera pas son estime pour ces hommes robustes et bien nourris qu'il juge « braves et d'une tenacité remarquable, mais heureusement encore peu exercés au tir » (p. 459). Comme les sofas étaient recrutés dans les mêmes milieux que les tirailleurs, dans les rangs desquels beaucoup poursuivaient la guerre, leur infériorité persistante ne peut être expliquée que par leur entraînement et leur encadrement.

Péroz, il est vrai, qui ironisait en 1885 sur la maladresse des sofas, sera étonné et inquiet de leurs progrès extraordinaires en 1892 (229). Le fait n'est pas contestable, mais il peut s'expliquer exclusivement par la rénovation de l'armement. Le plus habile tireur est en effet peu efficace s'il manie un fusil à pierre ne portant pas à 200 mètres, tout en essayant des salves régulières de Gras ou de Lebel. Péroz sera surtout surpris de ne pas retrouver en 1892 les masses immenses du siège de Nyagasola. Les tirailleurs se heurteront désormais à des ennemis à peine plus nombreux qu'eux-mêmes et munis d'armes presque aussi efficaces. Leur tir sera désormais de portée analogue, et il causera des pertes douloureuses. Les Français n'éprouveront plus jamais ce sentiment insolent d'une supériorité absolue, qui avait animé Combes en 1885 et la déception qui en résultera sera sensible sous la plume de l'ancien partenaire de Samori. La prépondérance du colonisateur restait cependant incontestable, car le Samorien peu entraîné tirait mal et n'arrivait pas à manœuvrer par sections comme les tirailleurs. Humbert remarque que les sofas tiraient souvent juste à grande distance, mais fort mal de près. Il l'explique par la présence de tireurs d'élites, embusqués au loin, mais surtout par l'émotion du combat rapproché, car l'ennemi exposé au feu s'affolait et lâchait son coup au hasard. « Il faut donc arriver vite sur lui à distance efficace du tir de nos tirailleurs qui, la plupart, tirent simplement droit devant eux, le canon à peu près horizontal. » (p. 466).

Lors de l'assaut des marigots, les sofas embusqués en contre-bas tiraient de plus en plus haut à mesure que les tirailleurs approchaient, et ils attendaient pour fuir la charge à la baïonnette: Quelques-uns de leurs fusils en étaient pourtant munis, mais cette escrime leur restera toujours étrangère, de même qu'ils ne sauront jamais tirer par salves, mais seulement par rafales.

b) Formation d'unités de type européen

Ces faiblesses n'ôtaient rien au courage de ces hommes, mais elles démontraient la nécessité d'une nouvelle révolution : la formation d'unités entraînées et encadrées à l'europpéenne.

Le noyau de la garde. — Samori l'avait compris très tôt, sans doute dès 1885, quand la puissance des Blancs se révéla à lui, mais, faute de moyens, il avait dû se contenter d'abord de réalisations très modestes. C'est ainsi que l'escorte de Dyaulé-Karamogho, partant pour la France, comprenait à la fois des forgerons chargés d'étudier les arsenaux des colonisateurs et des chefs sofas qui devaient observer leurs méthodes d'entraînement.

En 1886, à Kényéba-Kura, Péroz ne signalait encore aucune troupe formée à l'europpéenne, mais en 1887, à Bisāndugu, il remarqua les 56 hommes de la garde, qui se distinguaient par leur fusil à tir rapide et leur uniforme bleu et rouge. Binger atteste quelques mois plus tard que Samori les appelait « mes tirailleurs » (1892, I, p. 97), mais nous ignorons quel type d'entraînement ils recevaient.

Il faudra ensuite traverser la tourmente de la Grande Révolte, qui suspendra toutes les réformes, pour reprendre la question après 1890. L'acquisition d'un armement moderne et la formation de troupes entraînées à l'europpéenne sont en effet deux aspects du même effort, mais ils n'allaient pas nécessairement de pair. En mai 1890, Garrett ne connaissait encore que la garde de Samori, soit « de 30 à 40 hommes dans l'uniforme des zouaves français ». Des noyaux analogues se multipliaient cependant puisque Brosselard-Faidherbe, quelques mois plus tard, nous décrira dans les mêmes termes la garde de Bilali (230), et la tradition signale dans chacune des armées une unité analogue.

Cet entraînement à l'europpéenne est attesté pour la garde de Sarankèñyi-Mori, qui allait donner naissance, sous les ordres de Ngolo, au corps célèbre des « sofas de Dabadugu ».

Les entraîneurs. — Le nombre des Samoriens enrégimentés de la sorte allait croître dès lors très vite et la plupart d'entre eux seront lancés contre Combes et Humbert. Leur encadrement allait incomber à partir de 1890 à l'un des meilleurs chefs de la garde, Koto-Alama, qui venait de réprimer l'insurrection dans l'Est sous les ordres de Morifiñdyā. Ce « ministre de la guerre » allait cependant tomber un an plus tard sous les coups des Français.

Pour organiser ce nouvel entraînement, Samori accueillait tous les déserteurs des armées française ou britannique qui se présentaient à lui, mais il paraît exclu qu'il ait incité les siens à s'engager systématiquement chez l'ennemi. Il convient en effet de dénoncer la légende de « l'école de l'hivernage » qui a été popularisée par Baratier. Selon lui, Samori faisait désertre ses fidèles au début des pluies. Engagés comme auxiliaires par les Français chez qui ils déployaient un héroïsme remarquable, ces hommes apprenaient les nouvelles méthodes de guerre. Ils rejoignaient ensuite leur maître pour l'en faire profiter, au début de la saison sèche, quand les grandes opérations allaient reprendre. Ils recevaient alors de grands commandements. Soldats chez les Blancs, ils étaient généraux chez Samori.

Tout ceci repose sur le cas unique de Kuruba Musa (231), petit chef sofa, qui déserta au moment de l'agression d'Archinard et passa tout l'hivernage de 1891 à Kankan, parmi les spahis de Mangin, qui appréciait son héroïsme. Il fit preuve d'une très grande loyauté, de « sentiments chevaleresque », selon les paroles de Baratier. C'est lui qu'Arlabosse envoya alerter Kankan aux heures critiques du 3 septembre. Il remplit fidèlement cette mission et vint en rendre compte, avant de retourner tranquillement chez Samori. Désormais chargé d'entraîner un bolo à l'europpéenne, il allait le mener dans les plus durs combats contre Humbert, tout en évitant de tirer sur Mangin, son ancien chef. Il passera ses dernières années sous les ordres de Sarankèñyi-Mori dans l'Est, mais il faut souligner qu'il ne sera jamais qu'un chef de second rang.

Ce cas remarquable est connu de la tradition, mais elle y voit un fait isolé et non l'effet d'un plan de Samori. Kuruba-Musa était sans doute chargé d'espionner la garnison de Kankan autant que d'apprendre les méthodes françaises. Son héroïsme l'a fait remarquer, mais il n'était certainement pas le seul agent de l'Almami dans la métropole dyula. On peut même supposer qu'il ne fut pas étranger à l'échec français du 3 septembre, bien que des renseignements aient alors été transmis par Buturuba-Lay Shérifu, l'ancien chef de la ville.

Les Français affirment que le cas de Ngolo était analogue, mais il semble bien que ce soit une légende. La tradition nie que le chef des sofas de Dabadugu ait jamais servi chez les Blancs, et ce que nous savons de sa vie paraît effectivement l'exclure (232). Nous devons donc admettre que Samori n'envoyait pas systématiquement ses fidèles s'engager chez les Français, pour en faire des généraux quand ils rentraient nantis de l'expérience des Blancs.

L'entraînement de ses hommes sera dû exclusivement à des déserteurs qu'il payait fort cher, mais à qui il ne confiait aucun commandement important. C'est certainement le cas des hommes du West Indian Regiment, dont les cadavres en grand uniforme britannique furent trouvés en 1892 par les tirailleurs de Kerwané (233). Quelques semaines plus tôt, en avril, le capitaine Kenney interrogeait à Kalyèri l'instructeur d'une compagnie de « tirailleurs » de Bilali. Cet ancien caporal n'était pas un déserteur car il avait terminé son temps chez les Français mais, une fois libéré, il s'était présenté à Samori « parce qu'il voulait combattre avec ceux de sa race ».

Nous connaissons assez mal ces hommes, d'abord parce que leur place était somme toute modeste, et surtout parce que ces transfuges, qui auraient été exécutés en tombant aux mains des Français, avaient tout intérêt à ne pas se faire remarquer (234). Comme aucun d'entre eux ne sera identifié en 1898, on peut supposer qu'ils s'étaient mis en lieu sûr.

Le cas des prisonniers est un peu différent. Ils pouvaient difficilement refuser leurs services sans mettre leur vie en danger, mais leur nombre était faible. En 1897, Samori gardera neuf constables de la colonne Henderson pour manœuvrer l'artillerie dont il s'était emparé. Ils participeront au siège de Kong, mais seront renvoyés chez eux lors de l'évacuation de Bori-Bana.

Les résultats. — Que doit-on penser de ce grand effort de réforme ? Baratier le jugeait stérile, faute de cadre compétents, mais on peut mettre en doute cette opinion car elle accompagnait une appréciation aussi méprisante qu'infondée de l'artisanat militaire (1908, p. 84-85).

Les unités entraînées à l'europpéenne recevaient les comandements réglementaires en français, et apprenaient à tirer plus juste et par salves, ainsi qu'à combattre à la baïonnette et à manœuvrer au clairon (235). Il est vrai, écrit Baratier, que certaines sonneries de clairon avaient été détournées de leur sens. C'est ainsi que « la soupe » ordonnait désormais « la retraite ». Les hommes de Ngolo manœuvraient déjà au clairon en 1892 et Baratier nous raconte comment le lieutenant Mazerand, abordant le Dyamanko, entendit sonner le cessez-le-feu et arrêta ses hommes pour tomber aussitôt foudroyé. « C'était le clairon de Ngolo qui avait sonné ». Mais Baratier est malheureusement aussi fantaisiste que Péroz et doit être sans cesse contrôlé. Le grand rapport d'Humbert ne confirme pas cette anecdote, car il nous dit que Mazerand tomba en plein élan.

Nous ne savons pas combien d'unités de ce type existaient alors, mais Samori en créait une chaque fois qu'il disposait des armes et des instructeurs nécessaires. Les 150 hommes que Kenney verra chez Bilali en mai 1892 correspondaient évidemment à une compagnie. Ils devaient rejoindre l'Almami dès que leur entraînement serait terminé.

Ces hommes étaient opposés en priorité aux Français et ils subiront la plus grande part des pertes terribles de l'année 1892. La retraite stratégique que Samori entreprendra dès 1892 ne nuira sans doute guère à leur entraînement, car la victoire écrasante sur Babèmba, en 1894, et bientôt l'échec de la colonne Monteil, leur seront en grande partie imputables.

Cet entraînement excluait les fusils à pierre, si bien que l'Almami se heurtera bientôt à un seuil, puisque son capital d'armes modernes ne s'accroîtra pas entre 1893 et sa chute. Malgré de nets progrès, il est d'ailleurs certain qu'il ne réussira même pas à enrégimenter tous les hommes munis de fusils à tir rapide. Henderson et Nebout en témoigneront pour 1897, un an avant la prise du conquérant.

Nebout n'en sera pas moins impressionné en observant quatre compagnies qui défilaient par rangs de quatre en silence tandis que les bolo se mettaient en rangs de 20 et passaient devant le souverain dans un joyeux désordre, en tirant en l'air et poussant des acclamations (236). Les nouvelles unités marchaient au son du clairon, mais ceux qui en jouaient avaient été formés sur place et sonnaient des airs improvisés, « inconnus et monotones », bizarres pour des oreilles françaises (Nebout). Les seules sonneries régulières étaient celles de la garde, mais elles étaient dues au clairon de Braulat, capturé dans l'affaire de Bouna, où il avait joué un rôle fort suspect. Il sera tué au lendemain du combat de Dwé, quand les Samoriens, vainqueurs, poursuivront le commandement de Lartigue.

Samori poussera la logique un peu loin à notre goût en décrétant que ces hommes, combattant à la façon des Blancs, devaient porter autant que possible des vêtements d'origine européen-

ne. Au lieu de leur imposer un uniforme s'inspirant des tirailleurs, comme celui de la garde ou des sofas de Dabadugu, il les laissera s'habiller avec une fantaisie bieu africaine, au moyen des défroques les plus variées. Henderson remarquera en avril 1897 qu'ils étaient vêtus de vêtements très bigarrés et divers (*most motley and miscellaneons garments*). Nebout parle de leur équipement ridicule : « habits européens de toute sorte, vestons, jaquettes, redingotes, habits de gala », et de leurs coiffures : « chéchias ou bonnets indigènes, ou chapeaux de feutre ».

Cette imitation maladroite des Blancs ne s'étendait pas aux effectifs, on l'a vu, puisque chacune de ces « compagnies » comptait 200 hommes, et non 100 ou 130 comme les tirailleurs.

Nous ignorons finalement quelle était la proportion des combattants enrégimentés par rapport à l'ensemble de l'armée. Il y en aura 1.000 en comptant la garde, sur les 1.400 qui défilèrent devant Nebout en octobre 1897, mais cette proportion était sans doute beaucoup plus forte dans les troupes dont Samori gardait le contrôle direct que dans les autres armées. Il ne semble pas que les 3.500 hommes munis de fusils modernes qui repousseront les Français à Dwé en juillet 1898, aient été tous entraînés de la sorte, mais la poursuite jusqu'aux murs de Touba sera confiée presque uniquement aux « tirailleurs » de Samori. La vigueur de leurs assauts, lancés chaque jour à l'aube, mettra un instant Lartigue en péril.

Ces troupes d'élite ne manquaient ni de fierté, ni d'esprit de corps, à l'exemple des sofas de Dabadugu. Elles souffraient cependant d'être réservées à la lutte contre les Blancs, qui leur infligeaient de très lourdes pertes et surtout ne leur laissait guère l'occasion de faire du butin. Malgré les largesses de l'Almami, ces hommes ne s'enrichissaient pas et se sentaient frustrés. C'est ainsi que Ngolo obtiendra comme une faveur, en 1896, d'être détaché des sofas de Dabadugu pour combattre les Plabala (Pallaka) dans l'Ouest, dans le but avoué d'accroître sa fortune. Cette âpreté allait lui être fatale, car il tombera l'année suivante sous les coups des Karaboro, en rentrant de l'offensive du Gwiriko.

* * *

Ce grand effort d'organisation, d'armement et de modernisation ne sera pas inutile, car il permettra à Samori de prolonger d'une dizaine d'années l'existence de l'Empire. Il explique le paradoxe que l'armée de l'Almami, pourtant réduite en nombre, ne sera jamais aussi puissante et efficace que durant les dernières années, quand l'Etat simplifiera à l'extrême des structures politiques qui prenaient mal racine dans son nouveau domaine. L'échec de Monteil en 1895, puis les catastrophes de Henderson et Braulot en 1897, enfin l'ultime siège de Kong où la garnison française manquera de succomber et l'affaire de Dwé où Lartigue sera nettement battu, tout prouve que sa force restait redoutable. On peut même dire qu'il sera alors pour la première fois en état de tenir tête aux Blancs, sinon de les vaincre.

Ces résultats remarquables ne pouvaient cependant rien changer à la conjoncture impérialiste de l'époque. A aucun moment Samori n'a pu songer sérieusement à attaquer les Blancs et à les rejeter hors de ses domaines. Sa plus haute ambition était de les décourager pour qu'ils lui laissent un sursis aussi long que possible. Ce n'était donc qu'un aveu d'impuissance devant les forces gigantesques qui balayaient l'Afrique. L'histoire des dernières années verra son armée parvenue au plus haut degré de puissance, et pourtant sa politique manquera singulièrement de dynamisme. C'est que le destin de Samori était déjà scellé et qu'il pouvait seulement en retarder l'échéance.

ET UN MAÎTRE DE LA GUERRE

Nous avons jugé le souverain qu'était Samori en considérant les années antérieures à la guerre de Sikasso. C'est un peu plus tard, entre cette crise et l'Exode vers l'Est qu'il convient de se placer pour bien observer le chef de guerre. Dans les toutes dernières années, en effet, son puissant génie ne s'exprimera plus librement ni sur le plan politique ni sur le plan militaire.

Un chef aimé. — Samori aurait été incapable d'utiliser avec succès l'instrument de guerre qu'il avait forgé, s'il n'avait pas su inspirer un dévouement illimité à ses hommes tout en déployant un talent militaire sans égal. Le colonisateur français a commis une erreur surprenante en fermant les yeux devant cette réalité, et l'agression d'Archinard, lancée en 1891 contre les ordres de Paris, ne s'explique pas autrement. Le commandant supérieur était convaincu que le tyran avait lassé les siens et que son impuissance à Sikasso l'avait déconsidéré, si bien qu'il s'effondrerait sur-le-champ à l'approche des tirailleurs. Archinard pensait mettre ainsi son gouvernement devant le fait accompli et bénéficier de l'excuse du succès, selon la tradition française. Nous verrons qu'il n'en sera rien et que le malheureux Humbert devra payer la note.

Il faut cependant admettre que, si l'Empire ne s'effondra pas durant la grande crise de 1888, il le dut à son armée. En faisant abstraction des immixtions françaises, cette année tragique a marqué pour Samori une certaine faillite politique. Son ascension avait été immense parce qu'il incarnait une mutation profonde de la société malinké, et les haines qu'il avait inévitablement suscitées n'auraient pas pesé lourd s'il ne s'était pas enfoncé dans l'impasse de la théocratie. La recherche fiévreuse d'un principe avait ébranlé la construction qu'il voulait justement justifier. Le retour à l'empirisme et à la modération qui suivra la Grande Révolte n'empêchera pas que l'état misérable de l'Empire, exsangue et ravagé, n'ait témoigné d'un échec politique, qui contrastait puissamment avec le succès total de l'œuvre militaire.

Les Français n'ont jamais pu comprendre comment tenait cette armée, formée d'éléments hétéroclites venus de tous côtés et dont de nombreux combattants étaient d'anciens vaincus, enrôlés après quelques années d'une rude captivité. L'équipe d'Archinard allait s'accrocher obstinément au mythe créé par Binger d'un despote sanglant et mesquin, poussant au massacre par la terreur, les malheureux déracinés qu'il exploitait sans merci et laissait mourir de faim. Humbert y croyait, malgré l'échec de son prédécesseur, et c'est pourquoi il s'imaginait qu'en épargnant les prisonniers, il susciterait assez de désertions pour dissoudre l'armée ennemie. Déçu dans cet espoir, il regrettera son geste, mais il s'en tiendra sottement au jugement de son rival : c'est son indulgence excessive qui aurait poussé l'ennemi à lutter jusqu'à la mort au lieu de se rendre (p. 468).

Son subordonné, Péroz, saura échapper à ces moroses absurdités, mais il lui faudra pour cela rendre hommage à l'adversaire : « Les sofas... s'exécuteront sans murmurer, non par crainte des châtimens dont on prétend à tort que les menace Samori, mais parce que ce chef remarquable a su les dresser et les fanatiser d'une façon merveilleuse, parce que jamais il ne les a laissés manquer de vivres et de munitions, et que sa sollicitude s'étend à tous. D'aucuns affirment que ses sofas ne lui restent fidèles que parce qu'il fait impitoyablement mettre à mort ceux d'entre eux qui deviennent hésitants ou tièdes. Mais alors, comment expliquer que tous les prisonniers qui ont pu s'échapper de nos mains soient volontairement retournés à lui ? Comment admettre dans cette hypothèse que parmi les centaines de sofas jetés en enfants perdus sur nos flancs ou nos arrières, deux seulement soient venus à nous, trahissant la cause de l'Almami ? » (237).

Ces phrases nous placent enfin devant la réalité. Pour cette armée, fondement principal de sa puissance, Samori sacrifiait tout. Etant sorti du rang, il connaissait bien les désirs et les besoins de ses hommes, et c'est parce qu'il avait le souci constant de les satisfaire qu'ils acceptaient de risquer la mort pour lui. On est stupéfait devant le tableau que dresse Binger de la condition du sofa en isolant des faits exacts de leur contexte et en les regroupant artificiellement. Selon lui, les combattants samoriens étaient des misérables mourant de faim pendant que leurs chefs se gobergeaient (p. 99) (238). Ces malheureux sous-alimentés n'attendaient bien entendu qu'un prétexte pour fuir le tyran et Archinard s'est imaginé qu'il allait le leur donner. Cette image déformée provenait d'une généralisation hostile des drames du siège de Sikasso et devait se dissiper vite au contact des réalités. Humbert et Péroz seront d'accord pour admirer l'excellent état physique des sofas, dont le ravitaillement jouissait d'une priorité absolue. « Ce sont de beaux gars replets, bien membrés et forts », écrit Péroz (1895, p. 227). Humbert n'est pas moins formel : « Malgré la ruine du pays, aucun prisonnier ne semble avoir souffert de la faim » (p. 460). Des jugements analogues se rencontreront jusqu'à la fin, sous la plume de Monteil en 1895, puis celle de Lartigue en 1898. Le fait n'a rien de surprenant. Comment Samori aurait-il pu demander le sacrifice suprême à des ilotes faméliques ? Le terrible effort de portage qu'il a exigé pendant la guerre de Sikasso, au risque d'ébranler sa popularité, avait précisément pour but d'assurer le nécessaire à ses hommes. C'est à eux qu'il sacrifiera encore les civils lors du grand exode vers l'Est, puis en 1898, durant la retraite infernale du dernier hivernage.

Le souverain veillait d'ailleurs autant sur le confort moral des combattants que sur leur bien-être matériel. Il a toujours exigé que les kélétiigi assistent les familles des sofas en campagne, et il interdisait aux femmes de divorcer avant le retour de leur mari (239).

Chaque Samorien savait que l'impossible serait fait pour le ramener s'il était blessé, ou du moins pour lui donner une sépulture décente. Les mutilés étaient entretenus par leurs anciens chefs qui leur accordaient souvent une prébende mineure, comme un poste de dugukuñnasigi. L'orgueil de contribuer à une grande entreprise de conquête était enfin renforcé chez eux par la certitude de sa valeur morale. En faisant donner une formation islamique à ses hommes, Samori ancrerait en eux la conviction qu'ils travaillaient pour Dieu et donc, en dernier recours, pour le bien des peuples conquis.

Si l'on considère en outre le magnétisme personnel du souverain, on ne s'étonnera pas du jugement d'Humbert sur l'héroïsme de l'ennemi : « Les sofas font preuve d'une bravoure et d'une tenacité remarquables. Il ne fallait rien moins que la valeur, la discipline et l'incomparable abnégation des officiers et de la colonne pour vaincre un ennemi aussi nombreux, aussi bien armé et aussi résolu à se faire tuer. » (p. 110) (240).

Une fraction de la population pouvait rechigner. L'armée tout entière suivait avec une fidélité ardente qui ne devait jamais se démentir jusqu'aux derniers jours.

Un tacticien habile. — Cet amour des combattants pour leur chef n'aurait pas eu une telle constance s'il ne s'était fondé sur une confiance raisonnée. Humbert a accusé Samori d'avoir caché aux siens la force du convoi français contre lequel il allait les lancer dans une attaque désespérée, le 10 mars 1892 au Dyasako. Après l'échec ils ne lui firent pourtant aucun reproche mais dirent seulement : « Notre père s'est trompé » (p. 464). Il se trompait pourtant rarement, et c'est justement pourquoi tous le suivaient sans hésiter.

Si Samori est devenu un seigneur de la guerre, ce n'est pas parce qu'il joignait à son courage personnel une espèce de paternalisme, mais parce que ses hommes étaient convaincus qu'il les menait à la victoire. Peu importe qu'ils lui aient attribué une chance surnaturelle, signe de

l'élection divine, ce qui n'est pas contestable. Il nous appartient de l'expliquer par les vertus profondes du souverain, c'est-à-dire une intelligence souple, capable de sérier les obstacles et d'imaginer des solutions, jointe à un caractère exceptionnellement ferme qui lui inspirait une extrême persévérance sans tomber trop souvent dans l'obstination.

Borgnis-Desbordes avait entrevu le génie militaire de Samori (241), qui aurait sans doute été reconnu par tous après la campagne de 1885 si l'armée d'Afrique n'avait pas cédé à la tentation de sous-estimer l'adversaire pour forcer la main à Paris. Le tableau caricatural de Binger fit alors la joie d'Archinard qui allait en assurer la diffusion et qui vilipendera Péroz pour avoir pris son partenaire trop au sérieux. Ce méchant capitaine ne donnait-il pas « son armée pour une force organisée jusque dans les détails et possédant une loi de mobilisation » ? Tous les militaires sérieux étaient convaincus que ce misérable tyran ne méritait pas tant d'honneur mais les événements de 1892 allaient les obliger à se déjuger (242). Ils ne se résigneront pas à ce brutal réveil et Humbert trouvera aussitôt un coupable dans la perfide Albion dont les livraisons d'armes empêchaient la chute de l'ennemi des Français. Péroz pourra cependant se permettre de triompher modestement : « Je ne m'étais nullement trompé lorsque, dans un précédent ouvrage, je donnais Samori comme un adversaire dangereux, aussi bien par son habileté manœuvrière, par son esprit inventif et tout d'initiative, que par ses richesses et le dévouement absolu qu'il avait su inspirer aux siens » (1895, p. 170).

Le tableau que nous venons de brosser donne raison au capitaine. On a vu comment Samori utilisa d'abord toutes les ressources de la tradition, puis sut l'adapter et même la bouleverser pour affronter des situations nouvelles. Nous n'avons pas distingué sa tactique de sa stratégie, puisque la frontière incertaine de ces deux domaines a toujours divisé les meilleurs spécialistes, et parce que ces oppositions abstraites sont entièrement étrangères à l'esprit africain. Il n'est d'ailleurs pas sûr qu'on puisse parler de stratégie dans le Konyā traditionnel. Faute d'unité politique, les buts de guerre s'y réduisaient à de maigres contestations frontalières, à la saisie des récoltes et à l'imposition d'un tribut. Aucun dessein d'ensemble ne guidait ces actions, véritables duels collectifs, qui se déroulaient à petite distance dans un pays connu de tous les participants.

L'horizon de Samori était évidemment plus large et on serait tenté d'opposer sa tactique, fondée en tradition parce que largement déterminée par le milieu social et technique, à sa stratégie, qui apparaît toute formée, fruit d'un génie très personnel.

Cette symétrie serait cependant artificielle, car Samori était un fils de la guerre traditionnelle, et il en sentait profondément les exigences. Les transformations profondes qu'il imposa à la tactique malinké témoignent d'un instinct militaire extrêmement sûr. « Samori a su rapidement concentrer ses troupes dispersées autour de Kankan pour nous résister, aussitôt qu'il a été averti de notre départ de ce poste... Le choix des marigots du Sombiko et du Dyamanko comme ligne de défense, les mouvements tournants tentés par les bandes ennemies indiquent de la part de Samori une entente réelle de la guerre. » (Humbert, p. 109). Ce sens du terrain déterminait des réflexes précis dont la promptitude, surprenante pour le colonel, allait éviter des catastrophes aux sofas, à Farândugu comme au Béséko. Comme toute imagination vraiment créatrice, celle du conquérant était en outre très ouverte aux leçons de l'expérience. Quand la défense frontale des marigots s'avèrera trop coûteuse, il s'attachera à tenir les hauteurs dominant les pistes et pourra ainsi retarder la colonne en sacrifiant très peu d'hommes.

Un grand stratège. — Une simple étude des faits met donc en évidence le génie tactique de Samori, alors que son génie stratégique est inextricablement lié à la construction de l'Empire et à l'habile diplomatie qui allait lui permettre d'éluder un moment la menace du colonisateur. Il est de ce fait moins facile à décrire, mais il n'était pas moins profond.

Ce soldat avait compris, sans avoir lu Clausewitz, que la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens et c'est pourquoi il avait mis sa technique au service du grand dessein que nous appelons la « Révolution dyula ».

La conscience d'une fin transcendante lui donna seule l'audace de mobiliser toutes les forces de l'Empire et d'orienter l'artisanat et le commerce dans le cadre d'une politique cohérente. Et si la guerre allait devenir quand même une fin en soi, dans ses dernières années, ce sera l'effet de l'agression française et non de sa volonté.

Au-delà des contraintes de l'ancienne Afrique, avec ses communications interminables et ses transports difficiles, cette stratégie exprimait parfaitement la personnalité du souverain que les débuts de cette histoire ont clairement dessinée. Cet homme poursuivait avec constance les objectifs qu'il s'était fixés mais il s'efforçait toujours d'y mettre le moindre prix. Il faisait donc l'impossible pour contourner les obstacles, les investir et saper leur résistance, si bien que le choc frontal, qui ne le faisait jamais reculer, ne se produisait qu'en dernière hypothèse.

Nous avons vu comment le jeune guerrier sans ressources ne manqua aucune occasion de s'élever, tout en se dérochant soigneusement devant des ennemis plus puissants. Il sut opposer ceux-ci entre eux, pesant alternativement d'un côté ou de l'autre, s'appuyant tantôt sur les musulmans, tantôt sur les animistes, investissant les centres de résistance comme Kankan, ou poussant les Sisé à disperser leurs forces des sources du Niger jusqu'aux frontières du Wasulu, tandis qu'il concentrait les siennes de façon à affronter chaque crise avec une supériorité écrasante. C'est ainsi qu'il élimina les Kaba et les Sisé pour demeurer seul en scène sur le Haut Niger après quoi, malgré les incartades de Kémé-Bréma, il parvint à réduire le Gbānkundo juste à temps pour être libre d'affronter les Blancs.

Les règles du jeu où il était maître étaient bouleversées par ces nouveaux adversaires qui stérilisaient les plus belles combinaisons stratégiques du seul fait de leur supériorité technique, et par conséquent tactique. Samori le comprit dès 1885, quand les Français, mis en péril par les hévues de Combes, échappèrent à son admirable manœuvre du seul fait de leur puissance de tir.

On a vu que l'Almami en tira aussitôt toutes les conséquences en traitant avec les Blancs et en cherchant à moderniser son armée. La guerre de Sikasso est en grande partie le fruit de cette conjoncture car le conquérant, s'il ne faisait pas sauter le verrou qui lui fermait les immensités de l'Est, risquait d'être pris en tenaille entre les Français et Tyéba. L'échec allait discréditer cette entreprise mais elle paraissait offrir une issue possible et il ne faut pas y voir le signe d'un génie défaillant. Confronté à la menace française, Samori avait ainsi pris des risques et perdu, mais non sans avoir frôlé la victoire. On ne saurait lui reprocher son audace car, si ce trait avait manqué à son caractère, il n'aurait pas tenu tête seize ans au colonisateur.

Quoi qu'il en soit, cet échec sanglant le mit à deux doigts de sa perte, mais il sut définir aussitôt les grandes lignes de la nouvelle politique qu'il allait suivre jusqu'au bout. Dans l'Empire reconquis mais ruiné il s'arma fébrilement tout en cherchant à retarder le conflit et à s'ouvrir d'éventuelles routes de retraite. Bien avant que l'agression d'Archinard ne l'ait mis au pied du mur, il se savait déjà incapable de résister sur place et avait décidé d'opposer à l'avance de l'ennemi une large zone déserte. Nous verrons que cette stratégie impitoyable de la terre brûlée, poursuivie durant trois ans, retardera considérablement les progrès français et permettra d'organiser l'Exode vers l'Est. C'était cependant un aveu d'impuissance puisqu'elle allait vider de sa substance l'Empire qu'il s'agissait de défendre, et qu'elle ne permettra pas de conserver le vieux terroir où la révolution dyula avait mûri et s'était affirmée. Malgré ses progrès techniques,

son héroïsme incomparable et l'habileté de son chef, l'armée samorienne sera brisée par Humbert en 1892 et elle ne pourra se reconstituer qu'en se dérochant dans un mouvement de hascule dont l'habileté est d'ailleurs admirable.

Dans l'Est, Samori ne songera plus qu'à durer, mais son génie restait intact comme il allait le prouver pendant l'hivernage de 1894, en écrasant les gens de Sikasso juste à temps pour concentrer toutes ses forces au Dyimini et y briser l'offensive de Monteil. A la fin de 1897, il saura encore diviser habilement Français et Britanniques qui le tenaient en tenailles. Il faudra la maladresse de ses subordonnés pour faire écbouer à Bouna cette glorieuse combinaison.

Le récit de ces dix dernières années montrera bientôt que le génie militaire du conquérant restait intact, mais il n'y avait pas de remède à l'infériorité fondamentale de ses moyens dès l'instant où le colonisateur avait décidé de l'éliminer.

* * *

L'œuvre militaire de Samori n'échappe donc pas à la tristesse des grands efforts inutiles. Cela ne doit pas nous inciter à en sous-estimer l'importance. En l'espace d'un quart de siècle, le conquérant avait dû procéder à deux reprises à une transformation profonde de ses méthodes de combat. Au moment où les vieilles milices du Konyā étaient devenues une armée capable d'écraser presque toutes les puissances africaines, il avait fallu transformer celle-ci pour qu'elle soit en état d'affronter la terrible menace des Blancs.

Cette succession d'efforts considérables aurait été impossible sans une mobilisation très poussée des ressources de l'Empire, telle qu'aucun autre souverain africain n'avait osé jusque-là en rêver. Nous avons vu comment l'Almami sut organiser d'importantes fractions de l'artisanat et du commerce dans le but exclusif de soutenir son armée, alors que la coutume ne prévoyait aucune intrusion du pouvoir dans la vie économique, sinon par le biais des taxes et tributs.

L'entreprise aurait été de toute façon impossible sans un contrôle effectif du vaste territoire conquis, et il est significatif que celui-ci fut justement assuré par l'armée qu'il s'agissait de servir. Il faut voir en celle-ci la charpente de l'Empire, et c'est pourquoi elle méritait une description aussi précise que possible.

NOTES

(1) Rappelons que les bilakoro de Samori ou ceux des kèlètigi étaient armés et systématiquement entraînés dès l'âge de quinze ans, après avoir subi la circoncision et achevé leurs études coraniques. Les captifs n'étaient, au contraire, affranchis et armés que vers vingt-cinq ans et leur seul entraînement consistait à suivre leurs maîtres sur les champs de bataille [10, 12].

(2) Williams écrit en 1892 : « Les jeunes gens sont envoyés à l'autre bout du royaume et entraînés pour la guerre ». (C.O. 97/260). Il s'agissait évidemment de requis.

(3) Les chefs de kafu assuraient la répartition entre les villages. Le dugukufnasigi avait seulement à s'assurer que le chiffre imposé était atteint [10].

(4) Péroz a dû réaliser que les faits cadraient mal avec son interprétation car il écrit ailleurs : « le deuxième ban... s'élève à une dizaine de mille hommes seulement en raison de la surveillance défectueuse exercée sur la régularité de la levée ». (PEROZ, 1899, p. 408).

(5) Nous retrouvons à Odienné l'opposition entre une armée permanente occupant des villages de sofas et les contingents des kafu vassaux qui gardaient leur autonomie. La première aurait compté un millier d'hommes. La tradition signale une unité autonome de cavalerie, qui aurait d'ailleurs été constituée fort tard, à l'exemple de Samori [386, 389, 396].

(6) Kamân-Kyékura disposait d'une petite garde permanente mais combattait avec les levées de son kafu, le Buzyé. Il était renforcé par des voisins maninka qui reconnaissaient de temps à autre sa suzeraineté [5, 48, 49].

(7) Si Frey écrit 50.000 et 5.000 (FREY, 1888, p. 108), il admet que son unique source est Péroz. Or ce dernier spéculait arbitrairement sur les populations de l'Empire et le pourcentage des levées (PEROZ, 1889, p. 406).

(8) Rapport Borgnis-Desbordes (Dakar, 1 D 58). Pour la cavalerie, voir « *La France dans l'A.O.* », 1884, pp. 88-89.

(9) Pour ces chiffres se reporter aux notes du Chap. VII de la II^{me} Partie.

(10) L'effectif de Lāngamā-Fali incluait sans doute les Sānkarānké de Dalaularè-Mori qui opéraient, à l'échelon local, comme une armée alliée [192].

(11) FREY, p. 106 : « Maninka-Mori aurait passé le Niger avec 8 à 10.000 fantassins et cavaliers ». Le colonel parle évidemment du Foroba, mais on peut se demander s'il ne confond pas avec lui les colonnes de Damisa-Kura.

(12) PEROZ, 1889, pp. 12 et 314. L'armée de Damisa venait d'attaquer Louvel à Nafadyi avec environ 5.000 hommes et 500 cavaliers (combat du Kommodo). Samori gardant le Foroba en réserve, ce sont deux troupes de 5.000 hommes, une sur chaque rive du Kokoro, qui se refermaient en tenaille sur la colonne française. Le chiffre de 15.000 hommes, 5.000 pour chacune des trois colonnes engagées, est dès lors le plus vraisemblable.

Selon Péroz, les vainqueurs placèrent en juillet 1885 des garnisons de 40 sofas dans divers villages, mais il ne précise pas lesquels.

(13) « Cinq ou six compagnies de 200 hommes » (soit chacune la valeur d'environ deux bolo) et 200 cavaliers assistaient à la réception de la mission Tournier, avec un nombre au moins égal de guerriers du Dyuma et 500 bilakoro armés.

Si ces chiffres sont exacts, le renfort envoyé au front par Bafagha se serait élevé à environ 3.000 hommes. Rien ne permet de chiffrer les garnisons du pays Toma qui aidaient Kamân-Kyékura contre les Toma indépendants.

(14) Pendant les entretiens de Bisāndugu, Samori présenta à la mission 500 sofas et 200 cavaliers. Manigbè-Mori fit défiler le lendemain une phalange de 4 à 500 hommes, suivi par « cinq ou six autres chefs » dans le même appareil. Soit au maximum 3.500 hommes. Avec ces « cinq ou six autres chefs » nous avons la totalité des kèlè-tigi. Ils étaient sans doute venus à Bisāndugu avec leur garde pour préparer la marche sur Sikasso.

(15) A la fin de la guerre de Sikasso, Festing trouva 200 hommes en garnison à Madina, sur la frontière de Sierra Leone et « quatre bataillons de 200 à 400 hommes » à Mafindi-Kabaya. A la veille de la Grande Révolte, l'armée de l'Ouest ne devait donc pas compter plus de 2.000 hommes.

(16) Nous avons, en effet, pour la même époque, une description de l'armée d'Héérémakono qui venait de reconquérir l'Ouest sous les ordres de Bilali. Garrett fut reçu à Kalyèri par 1.800 sofas et 200 cavaliers et il signale que 500 sofas et 40 cavaliers attendaient à Dāntiliya. Etant donné que plusieurs colonnes opéraient alors au Kurānko et au Kono, tandis que de grosses garnisons tenaient le Firiya face aux Français de l'Ulada, il paraît vraisemblable que le niveau de 5.000 hommes était atteint.

Samori ne gardait à Bisāndugu que 36 gardes et 200 sofas. Il avait envoyé tout le monde disponible à Morifindya qui bloquait alors les derniers insurgés à Borotu (Côte d'Ivoire).

Brosselard-Faidherbe estimera quelques mois plus tard les forces de Bilali à 1.500 sofas et 200 cavaliers, celles de son lieutenant Sisékè à 1.000 sofas et 40 cavaliers. Il est vrai qu'il ne verra pas toute l'armée de Héérémakono puisqu'il sera arrêté à l'entrée du territoire samorien (ci-dessous, IV^{me} Partie, Chap. II).

(17) Peu avant d'attaquer Samori, Archinard allait affirmer que son adversaire n'avait que 500 cavaliers (Dakar, 1 D 116). Ce chiffre est sans valeur puisqu'il servait à justifier une agression lancée en violation des instructions reçues.

Le commandant supérieur annoncera également que Samori disposait seulement de 750 fusils à tir rapide, soit un cinquième du chiffre réel et sans doute moins.

(18) Le 17 novembre 1891, le 2^{me} bureau de Kayes présentera à Humbert un tableau des forces actives de Samori. La « garde » de Dabadugu aurait compté 250 fusils à tir rapide, celle de l'Almami 400 hommes dont 100 fusils à tir rapide, Bakari Turé 50 (8 fusils à tir rapide), Soriba 150 (2 fusils à tir rapide), Morifindya 300 (60 fusils à tir rapide), soit 1450 hommes dont plus du tiers, 460, avaient des fusils à tir rapide. Il ne s'agissait pas, bien entendu, d'une armée territoriale, mais des forces bloquant Kankan, groupées en un certain nombre de colonnes autonomes. Il est donc impossible d'extrapoler pour l'ensemble. Samori gardait 900 sofas et 400 chevaux. Il assistera au combat de Béséko entouré d'une garde de 60 cavaliers.

Le 1^{er} avril 1892, à Kabadyambara, la sortie imprudente de la garnison de Kerwané se heurtera à 800 fusils à tir rapide. Bilali aurait gardé à Héérémakono 2.300 hommes dont 150 cavaliers. Il entraîna 150 hommes à l'euro-péenne et s'appretait à les envoyer au secours de Samori quand passa Kenney, en mars 1892. En mal, il rendra les honneurs au gouverneur Intérimaire, Quayle-Jones, avec 200 cavaliers et 200 sofas armés de Chassepots.

Il est évident que le kéléti avait affaibli son armée en envoyant de nombreux combattants à son maître sur le Milo, mais les chiffres qui précèdent démentent Williams, selon qui Bilali ne disposait plus que de 300 sofas et 40 cavaliers. Ce voyageur n'a évidemment pas vu les colonnes secondaires de l'armée, comme celle de Bandyugu qui harcelait Dinguiraye avec 150 sofas (dont 14 fusils à tir rapide) et 5 cavaliers, celle de Bakari Turé, face à Kouroussa avec 200 sofas (13 fusils à tir rapide) et 7 cavaliers, celle de Tyékuragbé qui gardait les sources du Niger avec 60 fusils à tir rapide, « beaucoup de sofas » et 22 cavaliers, enfin les garnisons de Farana et Ubuya qui comptaient chacune 100 hommes. Comparer le rapport de Williams (C.O. 267-399) au journal du poste de Kouroussa (A.N.G., 2 D 180).

Williams prétend par ailleurs que Samori fit défilé devant lui 12.000 sofas et 8.000 cavaliers. Se trouvant sur la ligne d'investissement de Kerwané et ayant assisté, si nous le croyons, à plusieurs combats, le capitaine a dû se trouver en présence d'une grande partie du Foroba. Ses chiffres n'en sont pas moins fantastiques. Au témoignage d'Humbert, Samori n'engagea que 800 fusils à tir rapide au combat du 1^{er} avril, qui est sans doute l'un de ceux dont parle le voyageur anglais.

(19) Ténénso-Kaba commandait alors à 120 fusils à tir rapide et 800 fusils à pierre. Cependant il n'était pas en première ligne et cette proportion ne peut être étendue à l'ensemble de l'armée.

(20) Le 2^{me} bureau de Kayes annoncera en 1893 que Samori se trouvait au Nafana avec seulement 400 hommes mais qu'il en avait envoyé 8.000 à Morifindya pour réduire Baféléto. Ce chiffre est exact, mais il s'agissait en fait du regroupement de toutes les armées de l'Est sous les ordres d'Amara-Dyéli. Morifindya demeurait alors au Mau où il exerçait un commandement pratiquement autonome et où il allait bientôt être rejoint par Alfa, Kala et Ngolo. Quand elles évacuèrent le pays Toma au début de 1894, ces colonnes compteront respectivement 200, 100, et 50 fusils à tir rapide, tandis que celle de Morifindya disposait de 100 fusils à pierre et 40 cavaliers, et celle de Ngolo de 600 fusils à pierre et 400 cavaliers (Dakar, 1 O 169).

(21) Les Français paraissent avoir ignoré le nombre des Samoriens qu'ils affrontèrent à Nténtu-Koloni. Selon la tradition, l'Almami s'y rendit avec une fraction du Foroba au secours de l'armée territoriale que défiaient les Bambara insurgés. Il avait sans doute moins de 3.000 hommes, mais tous étaient déjà en retraite vers le Sud quand l'arrière-garde avec laquelle il s'attendait fut surprise par les hommes de Bonnier [10, 12]. Ci-dessous, 4^{me} Partie, Chap. V.

(22) Au début de 1894, Marchand estimera l'ensemble des forces samoriennes à 12 ou 13.000 hommes. Ce chiffre ne paraît fondé sur aucun renseignement précis. En septembre, l'état-major du Soudan parlera de 1.500 fusils modernes, 4.500 fusils à pierre et 1.000 chevaux. Ces chiffres sont sans doute au-dessous de la réalité (A.O.M., Soudan, 1-7, lettre du 17-9).

(23) *Repport Monteil*, p. 6. Au moment de la colonne Monteil, toute l'armée était rassemblée au Dyimini, à l'exception d'une arrière-garde dans le Koyara, et de détachements placés sur la ligne d'étapes et chez les Sénufo (Sud de Korfogo).

Binger écrit il est vrai, en novembre 1895, que Samori ne disposait plus que de 500 chevaux, 1.000 sofas armés de fusils à tir rapide, et 1.000 de fusils à pierre. Ces chiffres n'ont aucun caractère aérien, ils font partie de la polémique qu'il avait engagée contre Monteil. Le même mois, l'administrateur Bricard, de Zaranu, parlera de 4.200 fusils à pierre et de 800 fusils à tir rapide, uniquement à Bondoukou.

(24) Ci-dessous, Chapitre V (2^{me} section).

(25) *Rapport Henderson*. — Sarankèfiyi Mori disposait de 7.000 hommes, dont 1.000 fusils à tir rapide, et de 400 cavaliers. Le Britannique trouva 3 à 4.000 hommes à Dabakala, dont 500 fusils à tir rapide. Ce chiffre élevé s'explique puisque Samori allait marcher contre Kong quelques jours plus tard.

(26) Nebout vit défiler 3 compagnies de 200 hommes armées de fusils à pierre, 4 armées de fusils à tir rapide, et la garde, soit 188 hommes avec des Kropatschek locaux. Selon lui 2.000 sofas seulement auraient été présents au massacre de Bouna (*Rapport Nebout*, p. 27). Les informations les plus sûres parlent cependant de 5.000 sofas présents le 28 septembre 1897 à Bouna. Il en restera 2.000 le 8 octobre, à la veille de l'évacuation. Les autres avaient déjà gagné le gué du Comoé.

(28) On peut s'en faire une idée par les desseins de Riou, exécutés sur les indications du capitaine. In GALLIENI (1891, p. 275 et 279).

(29) C'est bien entendu le cas de BINGER (1892, T. I, p. 20) : « Ils n'ont pas d'uniforme, un seul porte une culotte de guinée. Quelques-uns ont un sabre retenu par un cordon de laine rouge. Ils portent chacun un doroké qui a été blanc jadis mais qui est d'une saleté repoussante. Ils sont coiffés de bonnets de toutes couleurs et de différents types. Une partie d'entre eux n'ont aucune coiffure... ». Garrett confirme cette description en 1890, mais cette fois sans malveillance : « Les chevaux caparaçonnés de couleurs frappantes, le rouge dominant, les hommes en rouge brillant, bleu sombre ou de larges robes blanches qui gonflées par le vent ajoutaient au pittoresque de la scène ».

Borgnis-Desbordes voyait dans les baudriers rouges des insignes de chefs. Le capitaine Piètri nous parle du « boubou couleur de rouille sur lequel ils cousent des amulettes sans nombre et souvent, dans le dos, ils brodent certains insignes hiérarchiques ». (PIETRI, p. 282). En fait il s'agit sans doute de broderies purement décoratives. F. Dubois, compagnon de Brosselard-Faidherbe, en 1890, insiste sur la tenue ridicule des gens de Bilal (DUBOIS, 1892, p. 257). Quayle-Jones les décrit dans le même esprit en 1892 : « A motley crowd, gaudily attired in old military uniforms tolerably well kept. »

(30) Le wolo, teinture végétale extraite du *Terminalia Macroptaria* donne une couleur jaune très foncée ou marron clair. C'est la couleur des chasseurs et des guerriers.

(31) Les teinturières malinké (*garadona*) épouses des forgerons, connaissent une technique pleine de finesses, où le dégradé et le batik jouent un grand rôle. L'indigo (*gara* = *conchacarpus cyonescens*) se prête particulièrement à ces effets. (*baga* = bleu — *kalakala* = bariolé).

La broderie (négé) et la broderie en couleurs (*kalanso*) sont par contre l'œuvre des tailleurs (*karalikéla*). Sauf quand ils sont taillés dans des tissus européens, tous les vêtements sont naturellement faits de bandes cousues, ce qui permet d'alterner les couleurs. C'est certainement l'explication des tissus « rayés » de Péroz.

(32) Les sofas des Sisé étaient coiffés de même. C'est donc un souvenir de l'éducation militaire de Samori. L'origine ne doit pas en être cherchée au Masina car les guerriers de la Dina avaient le crâne rasé.

Les Tôdyô de Ségou portaient des tresses analogues à celles des guerriers du Konyâ (MONTEIL, 1925, p. 313).

(33) Le nom de cette espèce de collyre vient de l'arabe *kahl*. (DELAFOSSE, 1955, p. 332).

(34) Le chef sofa Tumané, commandant la garnison de Fôru pendant le siège de Sikasso, portait un donibafi (portait par Riou, dans BINGER, 1892, I, p. 217).

Contre la tradition, Péroz paraît confirmer la proscription du Bâmba-Dâ (in GALLIENI, 1890, p. 273).

(35) Quand ces amulettes sont contenues dans des étuis d'argent, cette coiffure devient le « cylindre gaufré » que Nebout signale en 1897 sur la tête des fils de Samori, défilant à cheval.

(36) C'est par abus que le français d'Afrique occidentale a tendance à dire *boubou* pour désigner tout vêtement sans manches, particulièrement des chemises à encolure assez étroite. Le mot vient du Wolof *mbubé* qui traduit exactement *döröké* (MAUNY, 1951) et doit être réservé au vêtement de dessus. Péroz revient à une valeur plus exacte du mal quand il décrit : « une robe dont les manches sortent à grand plis de sous le boubou de guerre constellé de grigris ». (In GALLIENI, 1891, p. 273).

(37) Les gens de Bougouni attribuent au passage du Foroba en route vers Sikasso (1885 ou 1887 ?) la diffusion dans leur pays de ce pantalon étroit.

Péroz parlera encore du large pantalon des sofas en 1887, mais on trouvait justement à Bisândugu des détachements de toutes les armées qui préparaient la marche sur Sikasso.

Des tissus d'importation légers et particulièrement la guinée, qui ne convenait guère aux boubous, étaient volontiers utilisés pour tailler des pantalons [14].

(38) C'est la *samara* des Européens, simple semelle tenue par une sangle passant entre le gros orteil et les autres doigts. Elle paraît d'origine méditerranéenne.

Les bottes de type maure, en cuir jaune ou noir, sont généralement ornées de dessins repoussés. Celles de type peul sont décorées par l'insertion de minces brins de cuir de couleurs variées. Les cordonniers malinké ont adopté ce style.

(40) C'est un groupe d'entre eux que décrit évidemment BINGER (1892, I, p. 323) : « ...18 sofas que Samori appelle ses tirailleurs. Ils sont vêtus d'un pantalon en guinée bleue et d'une vareuse en mauvais drap vert. Ce vêtement est confectionné par eux. La lisière continue le galonage chez quelques-uns, chez d'autres, elle se trouve autour du col, au milieu d'un bras et même dans le dos. Tous portent une chéchia faite à l'aide d'un kossa (couverture en laine du Masina) qu'on a essayé de teindre en rouge mais on n'a obtenu qu'une teinte en roux sale... » (I, p. 97). Garrett est naturellement moins malveillant en 1890 : « The Almamy was followed by a body guard of between 30 and 40 men in the uniform of french zouaves who marched in fours and kept their dressing well... ».

(41) Henderson avait porté sur eux un jugement analogue fin avril : « His riflemen marched past. These numbered about 500 and were attired in most motley and miscellaneous garments ». (Rapport, p. 6).

(42) Le bouclier rond en cuir subsiste chez les Bayotes et les Papelés de Guinée portugaise. Telle est la forme paléonégritique qui occupait sans doute au moyen âge toute l'Afrique occidentale. Il faut remonter au-delà de la tradition orale pour en trouver la trace. Des boucliers figurent sur certaines statuettes en pierre (*pomta*) des Kisi et des Mendé (Y. PERSON, 1958). Le bouclier tressé existait en Gold Coast au XVII^{me} siècle (BOSMAN).

Quant aux engins de protection que la tradition signale chez les Sénoufo au siège de Sikasso, ce sont de lourdes portes taillées dans une seule pièce de bala et recouvertes de plaques de fer. Il s'agit là de matériel de siège, non de vrais boucliers.

(43) L'effet extrêmement dangereux de ce poison sera ressenti par les colonisateurs quand ils s'attaqueront à « l'anarchie des Paléonégritiques » (Lobi, Bobo). Cf. GREMER, 1923. Le premier exposé cohérent sur la question des poisons est dû à BINGER (1892, I, p. 176).

(44) Le couteau se portait dans une gaine de raphia (*murulaa*). Celle du sabre pouvait être en cuir ouvragé si le propriétaire était riche.

(45) Le nom de la lance vient d'un taro sauvage (*tamba*) dont les feuilles ont la forme que les forgerons donnent habituellement au fer.

(46) Ce mot est formé sur la racine *woro* = dépouiller, éplucher. Le crochet arrachait souvent les vêtements de sa victime.

(47) Sékou Watara, fondateur de l'Empire de Kong, employait des fusils achetés sur la côte quand il attaqua Ségou, vers 1725. Les armes des comptoirs atteindront désormais la vallée du Niger.

(48) Les problèmes commerciaux que posait ce commerce aux Européens sont étudiés par SCHNAPPER, 1960, pp. 115-117.

Les dane guns ou long danes, malgré leur nom, étaient fabriqués en Grande-Bretagne. Au début du XIX^{me} siècle, la France ne jouait d'ailleurs qu'un petit rôle dans ce domaine. La vente à bas prix de 600.000 vieux fusils de la Garde nationale, dissoute par le Second Empire, permit à ses commerçants de s'imposer après 1866. Le système des fusils à pierre, qui a servi jusqu'à la fin du XIX^{me} siècle, date du milieu du XVIII^{me}. Cf. *ENCYCLOPEDIA BRITANNICA*. (Art. *Small arms, military*). Les Malinké du Sud distinguaient traditionnellement quatre espèces de fusils à pierre : Losi, Koplito, Gbasa (= dane gun) et Lonka. J.-C. NARDIN prépare une étude sur la commercialisation de ces fusils réformés en Afrique Noire.

(49) On qualifie parfois de fusils « à tabatière » ou « à aiguille » des armes d'un type voisin du Chassepot, comme le Snider ou le Martini-Henri. Ces armes à percussion centrale faisaient l'objet d'un commerce spécial en Afrique Orientale (*Beachey* : « The arms trade in East Africa — J.A.H. III — 1962, p. 451).

Samori possédait aussi en petit nombre des Berdane, Spencer, Mannlicher, Lee-Metford et même quelques Lefauchaux.

(50) Le Lebel portait à la rigueur jusqu'à 1.600 mètres. Le 12 mars 1892, au combat du Béséko, Samori se trouva ainsi sous le feu français alors qu'il ne s'y attendait pas.

(51) Humbert ajoute que ses armes faisaient des blessures plus profondes et dangereuses que les fusils à pierre : « La plupart de nos blessés... sont morts ou ont été très longs à se guérir et souvent ils ont été estropiés. » (HUMBERT, p. 485).

(52) Samori, en bon homme de guerre, était amateur d'armes de luxe. Binger lui attribue un Winchester, un revolver, un Kropatschek et une canne-fusil anglaise détraquée qu'on lui demanda de réparer. Dyaulé-Karamogho, aurait possédé un Kropatschek, un Lefauchaux à un coup, un Gras et un revolver. A ce stade, les Kropatschek sont donc des armes de luxe.

En 1890, Garrett ne devait lui remettre en principe aucune arme. Son hôte insistera tellement, qu'il lui offrira son fusil personnel (à double-barrelled breach-loader) et qu'il ne sauvera sa Winchester qu'avec peine (ALLDRIDGE, 1919, p. 325). La boîte de cette arme sera trouvée par les Français en 1892 au Tintikuru. Comme ils venaient d'apprendre la visite du capitaine Williams, ils y virent la preuve des intrigues britanniques (PEROZ, 1895, p. 297).

(53) Le chiffre de huit est donné par Archinard (Historique F.O.M. Sénéral V). Les autorités françaises regretteront cette faiblesse et en parleront le moins possible. Par la suite, les amis d'Archinard affecteront de croire que Péroz, qui suivait à courte distance, était responsable de cette livraison d'armes. Ils lui en feront grief et le capitaine tiendra à s'en justifier dans son second livre (PEROZ, 1895, p. 170, notes).

(54) Rapport Tournier (Péroz p. 27. LEGASSICK (1966, p. 9) traduit par « repeaters » l'expression de fusils à tir rapide. C'est là un faux sens car Péroz décrit visiblement des fusils à culasse, Chassepots ou Gras, mais non des fusils à répétition.

Binger n'a signalé en 1887 que neuf Chassepots ou Gras mais bien des choses lui ont échappé, comme la présence de Peabody chez les hommes de Längamâ-Fali. Devant le capitaine, Samori jouait la faiblesse dans l'espoir d'obtenir de l'aide et il lui cachait soigneusement ses relations avec Freetown.

Rien ne permet donc de rejeter la tradition, selon laquelle toute la garde possédait des fusils à tir rapide pendant le siège de Sikasso. Festing la confirma quelques mois plus tard puisqu'il signale « 50 gardes munis de Chassepots ».

Au début de 1890, Garrett vit défiler de 30 à 40 gardes de Samori, dont 20 armés de fusils à répétition, de type français (Kropatschek), les autres de Winchester, ou de fusils à culasse ordinaire (sans doute des Chassepots). Comme la route de la Sierra Leone était coupée depuis un an et demi, ce témoignage confirme Péroz et infirme Binger. (In ALLDRIDGE, 1911, pp. 322-323).

Ces 20 Kropatschek posent cependant un problème, puisque Dyaulé-Karamogho n'en avait obtenu que 8 en 1887. Les autres sont probablement le fruit des premiers efforts des forgerons de Samori. Les premiers fusils à tir rapide de fabrication samorienne, seront pris par Archinard en mai 1891. Ils étaient, il est vrai, du type Gras, mais le Kropatschek ne s'en distingue que par le système de répétition. Les forgerons avaient sans doute déjà produit quelques Kropatschek et ils allaient bientôt s'y consacrer exclusivement.

(55) Péroz s'en fait l'écho : - Les Chassepots qui armaient récemment encore les troupes de Samori viennent d'être retirés et remplacés par des fusils Gras ou des Mausers modifiés. - (PEROZ, 1895, p. 161). Bilali sera seul à en utiliser un certain nombre jusqu'en 1893. Il en présentera 200 à Quayle-Jones.

(56) Pour le mécanisme de ce commerce voir ci-dessous (IV^{me} Partie, Chap. II). Le consul de France écrit que Samori avait acheté 2.000 fusils avant 1890, c'est-à-dire avant 1888, date de coupure de la route. Ce chiffre est inacceptable, à moins qu'il ne concerne des fusils à pierre ou à piston. La même source parle plus loin de 5.000 fusils avant octobre 1891, ce qui est également absurde, bien qu'Humbert, généralement mieux inspiré, ait repris ce renseignement dans son rapport (p. 45). Nous sommes en terrain plus ferme quand le consul chiffre à 300 les fusils achetés de janvier à juin 1891, mais il pêche par insuffisance, puisqu'il avoue un peu plus tard qu'il faudrait en ajouter 200. Il avancera bientôt le chiffre de 842, dont 700 déjà expédiés, pour les achats de juin à octobre (23-10-1893). Ce chiffre incluait 100 Chassepots fournis par la maison Bolling, les dernières armes de ce type dont nous ayons trouvé mention.

Les statistiques britanniques sont plus sûres que celles du consul mais elles demeurent incomplètes. Leurs chiffres globaux révèlent la vente de 207 fusils modernes en 1890 et 2689 en 1891. Il semble évident que ce sont les armes qu'affrontera Humbert en 1892. Celui-ci se heurtera en effet au Sambiko à 1.100 fusils à tir rapide (à côté de 200 cavaliers) et au Béséko à 2.000 armes du même type, à côté de nombreux fusils à pierre qui n'interviendront pas.

Le commerce des armes sera condamné en mai 1892, quand les autorités britanniques édicteront des restrictions conformes à l'acte de Bruxelles. De janvier à février 1892, 674 fusils auront cependant été vendus et sans doute autant pendant les quatre mois suivants, car le gouverneur autorisait les commerçants à épuiser leurs stocks, à condition de ne pas les renouveler. Le capitaine Williams, de son côté, remettra en avril à Samori les 400 fusils que lui offrait Elder, Dempster and Co, en remerciements de la concession qu'il venait de signer. Tout cela explique que Bilali ait disposé en fin d'année à Héérémakono d'un stock de 2.000 fusils qu'il convoiera jusqu'à Samori en décembre.

Ces restrictions ne touchaient d'ailleurs pas les armes de traite dont les Samoriens achèteront encore 2.000 de janvier à juin 1893. Aucune d'elles n'atteindra Samori car elles disparaîtront avec l'armée de Porakéré.

Résumons-nous. Au début de 1890, Samori ne devait pas disposer de plus de 100 armes à tir rapide, réparties entre la garde et l'ancienne armée de Längamâ-Fali. Jusqu'au début de 1893, il se procura 4.896 fusils, disons en gros 5.000, 6.000 si l'on veut tenir compte de ce qui a pu venir par Monrovia.

Les pertes infligées par Humbert seront assez faibles sur le plan du matériel car les armes des morts étaient généralement emportées par leurs camarades. Les prises françaises les plus élevées seront faites le 11 janvier 1892 au Sambiko, et elles n'excéderont pas 72 fusils Gras. Le bilan de la campagne sera de 200 fusils à tir rapide, 70.500 cartouches et 23 tonnes de poudre. Malgré la surprise totale qu'il obtiendra à Kôlôni, Bonnier ne prendra en décembre 1893 que 40 fusils à tir rapide. Il est donc raisonnable d'estimer les pertes des Samoriens à 500 armes pour l'ensemble de ces dures campagnes et de supposer qu'ils s'enfoncèrent dans l'Est avec 5.000 ou 5.500 fusils à tir rapide.

Au moment de la colonne Humbert, Ténênso-Kaba disposait de 120 fusils à tir rapide et de 800 à pierre. Ceci nous donne la proportion des armes modernes, mais il s'agissait d'une unité qui n'était pas en première ligne.

(57) L'arsenal du Tintikuru (le Toukoro de Péroz), enlevé le 14 février 1892, ne contiendra plus que 1.000 cartouches pour Chassepots. On y dénombrera 70.000 cartouches métalliques pour Mauser et fusils Gras, mais seulement 300 pour les armes à répétition (Winchester et Remington, le Kropatschek tirant la cartouche Gras). En outre, 60.200 étuis pour réfection de ces cartouches, 12.000 balles pour Mauser et Gras.

Les fusils à pierre n'étaient pas oubliés : 25 tonnes de poudre, 6.000 pierres, 95.000 capales (rapport Humbert, p. 209). Les cartouches métalliques comprenaient 33.700 Mauser neuves et 33.650 réfectionnées. En outre, 2.500 cartouches Gras réfectionnées. Toutes ces munitions étaient interchangeables. Les premières provenaient toutes de la manufacture prussienne de Spandau.

Vers la même époque, les renseignements britanniques sur l'Armée de l'Ouest révèlent une répartition assez différente des types d'armes. Le fait n'est pas surprenant puisque les meilleures troupes de ce gouvernement aidaient Samori à combattre les Français sur le Milo.

En mars 1892, le capitaine Kenney signalera l'arrivée à Héérémakono d'une caravane de Chassepots. Comme ils venaient de Konakry où les Samoriens ne commerçaient qu'exceptionnellement, ils devaient être peu nombreux.

En mai, Quayle-Jones verra défilér 2.000 hommes de Bilali dont 200 étaient munis de Penbody et 200 de Chassepots. Ceux-ci sont les derniers dont nous ayons trouvé mention.

(58) Ces Lebel avaient été volés au capitaine Morrissson lors du pillage de sa mission en février 1896.

(59) Le 17 septembre 1894 le gouverneur Grodet transmet cependant à Bisândugu une estimation de l'état-major de Kayes. Samori aurait disposé de 1.500 fusils à tir rapide, 4.500 à pierre et 100 chevaux. Ces chiffres, établis de loin en interrogeant des dyulas, ne paraissent pas solides. Ils sont certainement très inférieurs à la réalité. (A.O.M., *Soudan*, I, 6).

L'état-major de Kayes aurait-il systématiquement réduit la force de l'adversaire pour forcer la main au gouverneur et recevoir permission de faire colonne ?

(60) Aucun des rapports consultés ne précisent la marque de ces armes britanniques.

(61) Ceci est confirmé par ses stocks de 1898 dont les munitions provenaient de Spandau dans leur quasi totalité. (DE LARTIGUE).

(62) Selon Caudrelier, à la fin de 1897, Samori disposera à Dabakala de 1.000 fusils dont la moitié à tir rapide. Une force équivalente sera avec Sarānkèfyi-Mori au gué du Comoé, et 300 fusils dont la moitié à tir rapide en garnison à Kong sous Muaa-Ulé. Le commandant paraît ignorer l'armement des 2.000 hommes de Bilali dans le Nafana, des 100 de Dyina-Mâsa et Nanténé-Kaba, des 100 de Komiyā-Ulé, qui remplaçait alors Ngolo, des 200 de Karamoqho à Fumbolo et des 400 installés à Waeéto. L'effectif de Kunadi-Kélébagha, qui tenait Tafiré, dans le Tagwana, n'est indiqué nulle part (Ballay à Lebon, le 25-1-1898 - A.O.M. *Soudan*, IV, 6 b).

Ces estimations désordonnées sont peu utilisables. Les premiers chiffres sont certainement inférieurs à la réalité.

(63) S'il y avait 3.500 fusils à tir rapide en ligne à Dwé, c'est que Samori y mettra en ligne la majorité des forces modernes dont il disposait encore (ci-dessous, V^{me} Partie, Chap. VII). (DE LARTIGUE).

(64) Les fuyards qui se présentaient à Touba ne portaient guère d'armes modernes : 14 sur 174 le 13 juillet, 6 sur 287 le 9 août, 3 Martini Henry enfin le 25 août (*ibid.*) Les hommes de confiance à qui on remettait des fusils à tir rapide désertèrent naturellement peu.

(65) En outre 4 Lebel venus de Sikasso avec deux caisses de cartouches et un Lee-Mitford.

Samori avait encore 30 barils de poudre pour fusils à pierre. Chaque caisse de cartouches provenant de Spandau contenait un petit flacon de parfum qui excita l'ironie d'ARLABOSSE. (1931, p. 495).

(66) Les proportions normales sont : salpêtre, 74,6 — charbon, 13,5 — soufre, 11,9 (ENCYCLOPEDIA BRITANNICA - Art. *Gun powder*). Pour la poudre lente ces proportions sont : 8, 1,7, 0,3.

Selon Gallieni, les proportions africaines sont : 7, 2, 1 (GALLIENI, 1885, p. 423). Cet auteur nous donne aussi des renseignements pittoresques sur les munitions des fusils de traite.

(67) « Cette poudre est de qualité tout à fait inférieure. Les indigènes ne l'ignorent pas, aussi recherchent-ils avec soin les poudres d'origine anglaise ou française qui coûtent fort cher dans le pays : une charge de cette poudre se vend 40 cauries. Elle est généralement employée pour les amorces, l'autre est réservée pour les charges. » (GALLIENI, 1885, p. 423).

« Le salpêtre est recueilli sur les murailles des tatas où il vient en efflorescence. On le lave pour l'isoler de la terre et on fait épaisir la solution qu'on laisse cristalliser. Le charbon est excellent et d'une grande finesse. Il provient surtout des arbres appelés en toucouleur : Digali, Bandi et Yeloto. Quant au soufre il est apporté et vendu par les Dioulos. » (*ibid.*).

(68) Baratier en reconnaissance pendant la colonne de Kong s'étonnera à juste titre d'essayer une balle tirée sans fumée. Elle venait de Marchand qui, de loin, l'avait pris pour un aofa (BARATIER, 1912, p. 93). Henderson atteste cependant que la poudre sans fumée n'était pas inconnue aux Samoriens en 1897, mais qu'il leur était impossible de s'en procurer. « Whilst at Buna I saw some small bore rifle ammunition (about 303) evidently loa-

ded with smokeless powder, of which the Prince (= Sarānkēnyi-Mori) seemed anxious to get a further supply, I could not ascertain from whence it had been obtained » (p. 6). Ces cartouches étaient évidemment destinées à des armes rares, sans doute à l'équipement personnel du fils de Samori.

(69) Les chevaux de guerre souffraient nécessairement plus que des montures de chefs et nous admettrons qu'il fallait les renouveler chaque année [10, 12]. Rien ne permet de parler, comme Binger, de deux chevaux par an.

(70) Pour les problèmes généraux du cheval en Afrique occidentale, on se reportera à DOUTRESSOULE (1947), pp. 237-262.

A. — Définition du BARBE OUEST AFRICAÏN (race mongolique des éleveurs). Cheval très ancien en Afrique occidentale. Son origine asiatique est douteuse. C'est un cheval de poids moyen (eumétrique), moyen aussi dans ses proportions (médioligne), dont la taille varie de 1 m. 42 à 1 m. 48, mais dont le profil est à peine convexe (*ibid.*, p. 239).

Race du Bélédougou : c'est un rectiligne à front plat, à chanfrein droit, à face longue... l'encolure est forte, le garrot empâté et large, les crins abondants et grossiers, le dessus légèrement plongeant avec une poitrine ouverte, une côte ronde... les membres sont forts, avec de bonnes articulations... C'est un cheval un peu lourd, 350 à 450 kilogs, relativement court ; il est robuste, bien charpenté et constitue un bon modèle de troupe (*ibid.*, p. 245). La robe est ordinairement gris plus ou moins foncé. Les variétés de Bourouédi et de Ségou sont parfois baies.

Ce cheval va fournir la plus grande partie de la remonte des spahis soudanais à partir de 1894, quand le général de Trentinon décida de ne plus importer à tout prix des montures d'Afrique du Nord qui supportent mal le climat.

Race du Sud. — C'est une forme dégénérée du précédent. Ce sont des chevaux communs, complètement décausés. La tête est longue, lourde, plaquée, à profil rectiligne. L'encolure est courte et attachée bas... Le garrot est saillant, le rein mal attaché, la croupe oblique, la côte courte, le ventre développé. Les membres sont assez forts mais à aplombs défectueux.

Robe généralement baie ou alezane (*ibid.*, p. 246).

B) Définition du DONGOLAWI. Ce serait une autre variété de mongolique, mais venue au moyen âge du Nil au Tchad et au moyen Niger avec les tribus arabes qui submergeaient les royaumes chrétiens de Nubie (Dongola).

C'est un convexe longiligne à peine eumétrique (poids moyen 300-325 kilogs). Il est de taille généralement supérieure au Barbe (1 m. 45 à 1 m. 52). La tête est étroite et longue. Le profil du front et du chanfrein est convexe jusque sur le bout du nez, l'encolure est souvent rouée avec un garrot bien sorti... Le dos est droit mais le rein mal attaché, un peu bombé. La poitrine est haute et plate, la croupe oblique, en pupitre, la queue longue et touffue, portée bas. La robe est caractéristique : elle est généralement foncée avec les extrémités envahies par le blanc (*ibid.*, p. 239).

Race Mossie. — C'est un robuste cheval, solide, près de terre, manquant de distinction, dont la taille varie de 1 m. 40 à 1 m. 45. La tête est grosse, osseuse, à profil presque droit. L'encolure est un peu courte. La poitrine et la croupe sont larges, la ligne du dessus droite et solide. Le rein est court. Les membres sont trapus et musclés. C'est un cheval très résistant. La robe commune est baie (*ibid.*, p. 251).

Le capitaine Kenney décrira en 1892 dans l'armée de Bilali des chevaux qui appartenaient à la race du Sud : « Ils ont des petits chevaux, sauf ceux des chefs (Bélédugu ou Arabes ?). Ils ne sont pas ferrés, portent de mauvais mors (crudely bitted) et sont montés très brutalement (most unmercifully) ».

(71) Ces chevaux étaient naturellement des arabes plus ou moins purs importés du Pays maure. Grâce à des soins particulièrement attentifs on les gardait quelques années en vie. Ce fut l'un des rares luxes que se permettait Samori. Péroz lui offrit en 1887 deux chevaux d'Afrique du Nord. Il recevra Garrett en 1890 sur un superbe alezan et Nebout en 1897 sur un beau cheval blanc.

Ses fils et ses généraux l'imitèrent sur ce point. Dyaulé-Karamogho montait en 1887 un arabe très ardent qui se battit avec celui de Péroz. Le jeune Sarānkēnyi-Mori était alors juché sur un superbe cheval noir. Garrett signale enfin en 1890 le cheval gris léger de Bilali.

La sellerie n'était pas moins luxueuse. Garrett attribue à Samori en 1890 une : « riche selle portant un crois-sant et une étoile en or aux coins et des fontes de pistolets dorés, des éperons dorés ».

(72) Les Sociétés paléonégritiques connaissent cependant un cheval original : le fameux poney ouest africain. C'est sans doute la plus ancienne race du continent. Cette bête robuste mais minuscule (1 m. à 1 m.25) ne sert qu'au portage et n'a donc pas plus de valeur militaire que l'âne. Ses deux foyers sont l'Atakora (nord Dahomey) et le pays Bobo. Samori arrivera au contact de cette dernière région en 1897, mais il ne songera pas à utiliser les poneys qui auraient pu alléger ses difficultés logistiques.

Selon MAUNY (1960, p. 284), ce poney ou plutôt ses formes ancestrales aurait été le cheval commun à toute l'Afrique du Nord, à l'époque du Ghana et du Mali. Son remplacement par le Barbe, venu d'Afrique du Nord, et le Dongolawi, venu du Nil, daterait seulement de la fin du Moyen Âge.

(73) Combat du Béséko le 13-3-1892 (Rapport HUMBERT, p. 277). (PEROZ, 1895, p. 285)

Il y avait là sans doute Samori, ses principaux lieutenants et leurs « ordonnances ». On sait que les griots, même impécunieux, recherchent particulièrement le faste dans leurs vêtements. La proportion des combattants aurait été le même jour de 100 cavaliers pour 400 fantassins.

(74) Nous écartons l'année 1887 dont l'effectif hypothétique de 35.000 hommes supposerait 3.500 cavaliers. Le premier chiffre correspond à une mobilisation massive des kafu, et ceux-ci n'avaient évidemment guère fourni de chevaux. Archinard parle de 500 cavaliers en 1890, mais il ne dit pas sur quoi il se fonde. Humbert estimera en 1891-1892 que l'adversaire disposait de 2 à 3.000 chevaux.

(75) Kali, qui gardait le gouvernement du Nord avait reçu Binger avec seulement 32 cavaliers (BINGER, 1892, I, p. 19). Ce chiffre n'a cependant aucune signification précise, car le capitaine ne visita pas Faraba, capitale de cette armée.

(76) En 1888, Sidi-Baba fit défiler devant Festing 4 compagnies de 200 à 400 hommes. Bilali présentera à Garrett 2.200 hommes répartis en unités de 120, en 1890, et 2.000, par unités de 200, à Quayle-Jones en 1892. Les chefs des bolo étaient eueils montés et non, semble-t-il, les chefs de *kuru*, dont il n'est pas question. Ceux-ci apparaîtront en 1891, car selon Brosselard-Faidherbe, chaque groupe de 20 hommes défilait derrière un cavalier, Bilali fermant la marche avec sa garde. D'une année à l'autre, il avait dû recevoir des chevaux de Samori.

(77) MEVIL (1899) et, après lui, tous les auteurs ayant étudié cette campagne parlent de 60 chevaux. Le chiffre de 80 figure sur le rapport original de Borgnis-Desbordes (*Dakar, I D 64*).

(78) PIETRI (1887, p. 378) : Fasiné, qui avait un étendard, commandait visiblement un bolo d'infanterie et une unité de cavalerie.

(79) PEROZ (1899, p. 270 à 277). Frey écrira 5.000, mais ce n'est qu'une erreur matérielle. Le rapport Tournier-Péroz, qui est sa source, parle bien de 4.000 (p. 27).

(80) *Rapport Tournier* (Péroz, 1886, pp. 6-7).

(81) PEROZ, 1891, p. 355.

(82) Ceci est confirmé par les effectifs dont disposait Fila-Kali à Kundyâ au passage du lieutenant Bonnardot (février 1889) : 800 sofas et 150 cavaliers, soit 4 bolos et 3 unités de cavalerie.

(83) Des références détaillées seront données en note dans les chapitres étudiant ces événements (IV^{me} Partie; chap. II). En mars 1890, Garrett dénombrera les deux garnisons principales de Bilali. 1.800 hommes et 200 chevaux à Kalyéri (puie Héérémakono), 800 hommes et 40 chevaux à Dantilya. Il s'agissait sans doute de cavaliers d'encadrement, grossis par les ordonnances du kélétiigi. Un peu plus tard, Brosselard-Faidherbe donnera des chiffres qui évoquent des unités constituées. Il aurait en effet rencontré 200 cavaliers avec 1.500 hommes, ce qui est beaucoup, et il précise qu'il n'y avait qu'un cavalier pour encadrer 20 fantassins.

(84) Selon Ariabosse, Samori aurait laissé 200 cavaliers devant Kanken (1932, p. 425). Dans l'escarmouche du 26 avril, le lieutenant Crémieux, qui y trouvera la mort, combattait 50 cavaliers et 100 sofas. Dyaulé Keramogho attaquera Kanken trois jours plus tard avec 60 chevaux et 250 hommes. Le 19 mai à Yâsumana, où il sera blessé, il commandait 50 cavaliers et 100 sofas (PEROZ, 1895, p. 17). Le 7 août, à Landikro, 23 cavaliers pour 250 sofas (*ibid*, p. 24). Le 6 septembre, au fameux combat de Dabadugu, 40 cavaliers encadraient 400 hommes dont 280 avaient des fusils à tir rapide.

La description des détachements samoriens que nous fournit au même moment Siguiri indique une proportion de cavaliers très supérieure à un encadrement normal : 200 pour 1.500 à Héérémakono, 40 pour 500 chez Té-nénso-Kaba, 29 pour 300 chez Bakari Turé, 7 pour 80 chez Kunadi-Kélébagha, 50 pour 300 chez Ngolo, 40 pour 100 chez Kémé-Lânsana.

Dans les détachements du Foroba l'existence d'« escadrons » constitués est d'ailleurs évidente : 300 cavaliers sur 500 sofas chez Dyaulé Keramogho, 400 pour 900 pour Muktar et autant pour Samori lui-même.

Selon un « parent de Tyéba » (Fanyanama), interrogé à Bisândugu en janvier 1892, Samori aurait disposé de 1.000 cavaliers pour 7.000 fantassins (PEROZ, 1895, p. 16).

(85) Les 350 cavaliers qui bloqueront Bisândugu avec 2.000 sofas dès l'arrivée des Français en janvier 1892 étaient sans doute organisés en escadron (PEROZ, 1895, p. 169). 20 cavaliers menant 200 sofas razzieront Kankan un peu plus tard (*ibid.*, p. 177).

C'est seulement le 14 mars au Béséko qu'Humbert décrira pour la première fois une unité de cavalerie autonome, dépourvue d'infanterie. S'il est moins formel pour les autres combats de la colonne, les proportions indiquées prouvent néanmoins qu'il s'agissait bien d'unités de cavalerie et non d'encadrement de l'infanterie. Le 11 janvier au Sambiko 200 cavaliers ont soutenu 1.100 sofas armés de fusils à tir rapide (HUMBERT, p. 91).

Le 14 mars, Péroz signale d'abord 100 cavaliers et 400 fantasains, puis Samori entouré de son état-major et de sa Garde (PEROZ, 1895, p. 285-86 — HUMBERT, p. 272). Le 31 mars, après l'échec de Kabadyâmbara, les lieutenants Bunas et Bietriz battent en retraite sur Karwané, harcelés par 100 cavaliers.

En dehors de ces rares exceptions, il est en tout cas remarquable que les Français aient toujours signalé un mélange de cavaliers et de fantassins chez les Samoriens au combat.

(86) Au début de 1892, Kouroussa n'attribuait à Bilali que 40 cavaliers pour 200 sofas, 7 pour 200 à Bakari Turé, 22 pour 206 à Tyékuragbé et 5 pour 150 à Bandyugu.

Ces chiffres sont cependant contredits par le capitaine Williams qui visita Bilali à la même époque. Le kélé-tigi le fit escorter par 150 cavaliers qui étaient évidemment constitués en escadrons. Cet informateur est malheureusement peu sérieux. Il n'hésite pas à nous parler des 8.000 cavaliers de Samori et prétend avoir vu en personne un parti de 150 cavaliers exterminer 250 tirailleurs (C.O., 267/399 *enc.*). Peu après, le capitaine Kenney ne signalera chez Bilali que 150 cavaliers pour 2.450 hommes (mars 1892) (C.O. 267/399).

En juin 1892, Quayle-Jones parlera de 300 cavaliers pour 1.100 hommes à Héérémakono. De son côté, Lamadon, chef de la mission française de délimitation attribuée à Bilali 300 cavaliers pour 2.500 (mars 1892). Comme ce dernier tenait compte des petites garnisons, on peut admettre que ces chiffres se recoupent.

(87) Nanténé-Kaba avait mené ce siège avec 100 cavaliers qui correspondaient à l'encadrement de ces 1.500 sofas, grossi peut-être d'un escadron.

(88) Tidjane Dèm écrit 2.500 chevaux mais son père, Mamadi-Suléméni [14], dont il tient tous ces renseignements, m'a parlé de 250. Il s'agit sans doute d'une erreur matérielle. Le journal de Bamako chiffre la perte à 200 bêtes. La colonne de Samori comptait 9 bœufs de 200 hommes chacun.

(89) Grodet lui attribue seulement 100 chevaux en septembre 1894 (A.O.M., *Soudan*, I, 7, le 17-9-1894). Ce chiffre insignifiant est inacceptable.

(90) Beaucoup d'auteurs parlent d'un défilé de 1.000 cavaliers devant Nebout, sur la foi de MEVIL (1900, p. 175). Celui-ci se contente de résumer un article qu'il avait publié dans *l'Eclair* et que le B.C.A.F. avait reproduit (janvier 1898, p. 5 à 8). Cet article est fondé sur une interview de Le Filiâtre, et Mevil paraît s'être embrouillé dans ses notes, car il est à priori surprenant que, sur un millier de cavaliers, 200 à peine aient possédé des armes à tir rapide. Pour éclaircir ce mystère, il faut se reporter au rapport inédit de la mission (Dakar, 15 G, 39). On y retrouve les éléments de l'article de Mevil, mais dans un ordre tout différent. Les éléments du défilé sont alors les suivants : deux groupes de 200 sofas et deux autres moins nombreux munis de fusils à pierre ; l'escadron des fils de Samori ; 4 compagnies armées de fusils à tir rapide et manœuvrant à l'européenne (soit 800 hommes) ; enfin la « Garde de Samori » forte de 188 hommes et armée de Kropatchek.

Non seulement il n'y a là aucune unité constituée de cavalerie, mais Nebout précise même que les chefs de kûru défilaient à pied avec leurs hommes. Seuls les chefs de « compagnies » caracolaient en tête à cheval.

(91) Selon Caudrelier, Samori n'avait que 100 chevaux et Sarānkéñyi-Mori seulement 200 quand il se replia en novembre 1897 de Nasyā au gué du Comoé (Ballay à Lebon, 25-1-1898, A.O.M., IV, 6 b).

(92) Le chiffre de 1.000 provient de l'interrogatoire des sofas déserteurs qui se présentèrent à Odienné à partir du 1^{er} juillet. Des recoupements ultérieurs poussèrent de Lartigue à le doubler. 1.000 est vraisemblable pour le début de l'année s'il est exact que Sarānkéñyi-Mori, avec la plus forte armée, disposait de 400 montures.

(93) Au combat de Dwé le 21 juillet : « l'horizon est borné par une ligne de hauteurs où l'on voit des cavaliers... ». Nous ignorons leur nombre, mais le 22 ils vont poursuivre les Français jusqu'à Touba, suivis par une infanterie ardente.

Parmi les 1.000 sofas qui tenteront de désarter le 29 août il n'y aurait eu cependant que 30 cavaliers (selon LARTIGUE).

(94) Le 8 septembre à Tyaféso, Woelffel prit 50 chevaux. Il est curieux que ce chiffre qui figure dans la première dépêche de Saint-Louis au Ministre (25-9-1898, reproduit in B.C.A.F., 1898, p. 345) a disparu du rapport de Lartigue. Les chevaux auraient été sacrifiés pour nourrir les réfugiés. Le 29 septembre Gouraud n'en trouvera que 60 en compagnie de Samori.

(95) L'entretien traditionnel des chevaux exigeait deux lavages par jour si l'eau ne manquait pas et de temps à autre une onction de beurre de karité. L'étréillage n'était pas pratiqué [10, 12].

(96) PÉROZ, 1895, p. 294 et 313 : « Leurs chevaux sont bien nourris et toujours très minutieusement soignés. Les nôtres au contraire sont des squelettes ambulants et forment une véritable cavalerie de l'apocalypse. Lorsqu'on a vu passer se traînant misérablement ces bêtes d'équarissage on est stupéfait de constater qu'à l'occasion leurs cavaliers peuvent encore leur faire fournir une charge. »

L'état de la cavalerie française était dû au ravitaillement : « Nous n'avions pour nourrir (les chevaux) que du fonio, sorte de fin millet qu'ils rendaient sans digérer, et de l'herbe sèche jamais en quantité suffisante (ibid., p. 225).

On peut inscrire parmi les témoins sévères le capitaine Kenney en 1892, mais cet officier qui ignorait l'Afrique jugeait sans doute d'après les normes britanniques.

(97) Pour la position rituelle et sociale des forgerons, voir ci-dessus 1^{re} Partie, Chapitre 2. DIÉTERLEN (1950) (1950) et ZAHAN (1960) étudient leur rôle dans la circoncision, qui est un élément d'importance primordiale.

(98) Borgnis-Desbordes a recueilli en 1862 sur le champ de bataille de Kéñyérā des outils de forgerons et des fusils en cours de réparation. On les trouve actuellement dans les réserves du Musée de l'Homme (n° 85-110-1).

(99) ARLABOSSE (X. 1831, p. 431) confond l'atelier de réfectionnement des cartouches, sur la montagne, avec celui de Tèrè. La tradition les distingue nettement. Chaque kèlétigi gardait naturellement les siens.

Dans l'excellent article dont j'ai eu connaissance après la rédaction de ce chapitre, LEGASSICK s'est laissé égarer par cette source médiocre (1965, p. 12). Le Tukoro (= Tintikuru) recelait seulement l'arsenal de Samori. La manufacture de Tèrè sera évacuée directement sur le Barala au début de 1892.

C'est seulement en 1895, au Dyimini que tous les forgerons de Samori, mais non ceux des kèlétigi, seront fondus en un seul groupe [10, 14].

(100) Syagha-Musa, Datā-Musa pour K. FOFANA, était un homme de confiance qui débordait parfois des fonctions de maître-forgeron. Il séjournera longtemps à Sematigila en 1894, dans l'espoir de négocier avec le gouverneur Grodet. Ses ateliers réduits à l'état nomade par l'exode devaient alors lui laisser de nombreux loisirs [10, 14]. Son principal adjoint était un autre syagha, Fabori Kânté, dit Syagha-Bori, originaire de Kankan.

(101) Elle consiste à faire un modèle en cire qu'on entoure ensuite d'un moule percé en haut et en bas. Le métal en fusion introduit par le haut se substitue à la cire.

Le filigranne d'origine nord-africaine est certainement assez récent dans notre domaine. Il est propre aux milieux très islamisés.

(102) L'application à des fins nouvelles d'une technique qu'ils empruntaient à la bijouterie permit aux forgerons de Samori de rompre avec certaines routines. Cette ouverture d'esprit ne fut pas seulement utilitaire.

Parmi les forgerons réquisitionnés dans l'Est après 1894, il y avait de nombreux Sénoufo qui utilisaient la cire perdue pour fondre de petits personnages, figurant dans le matériel rituel des sociétés d'initiation. Cette tradition technique est apparentée à celle des Ashanti et des Mosi, mais elle est absolument étrangère au monde malinké. La famille de Fabori Kânté allait l'emprunter au Dyimini à des Loghô de Korhogo et elle la diffusera sur le Haut Niger, après la chute de Samori. Sur ce point, voir PERSON (1968).

(103) Il fut toujours impossible de faire des canons. Selon Baratier, Samori l'aurait tenté en vain : « Le canon, fait d'un morceau de fer replié, ne résistait pas à la pression exercée par la déflagration de la poudre. Aussi le Sultan avait-il très vite renoncé à construire des armes uniquement meurtrières pour ceux qui s'en servaient. » (BARATIER, 1908, p. 84). La tradition a perdu le souvenir de ces essais et affirme qu'on travailla toujours sur des tubes d'importation qui ne convenaient, bien entendu, qu'à des fusils [10].

(104) La description de HENDERSON (avril 1897) ne concerne que la confection des munitions et est trop brève pour être utile. Elle confirme cependant celle de Nebout : « On the other hand he openly showed me a kind of factory where ammunition for the rifles was made, the cartridge cases being cast from brass rods and then trimmed up with a file. The powder used was the ordinary Coast trade powder and for the caps he was dependent on some source which I was unable to ascertain. I was also shown very fair store of spare ammunition, ready for use... » (p. 6).

(105) Rapport 1891 (*Dakar, 1 D 118 et 119*). Meniaud cite ce passage (1931, II, p. 149). Plusieurs de ces fusils sont conservés au Musée des arts d'Outre-Mer (Porte Dorée, Paris).

(106) Soucieux de décourager les Blancs, Samori étalera complaisamment devant François Coulibaly les performances de ses Numûfi : « Pendant que nous causons, un de ses forgerons arrive avec un fusil Gras et dit : « Père, voilà le fusil ». L'Almami dit : « C'est fini, bien, merci ». Il me le passe en disant : « Regarde Koulibali ». Je le regarde et je dis : « C'est très bien fait ». Il le remet au forgeron et dit : « Essaye-le ». Le forgeron met dix cartouches et le tire, aucune ne manque. (Il s'agissait donc d'un Kropatschek et non d'un Gras).

L'Almami dit : « Les Européens disent que les noirs ne savent rien, n'ont pas de tête ». Je lui dis : « Oui, c'est vrai. Dieu a créé toutes les personnes mais ce ne sont pas les mêmes. Les unes sont plus malines que les autres ». Je lui dis : « Où fait-on cela ? ». « Mais ici, me dit-il. Les forgerons sont là, vous pouvez voir l'atelier ». Mon collègue, Ahmat Sow, dit : « Ce fusil, les Français l'ont abandonné, ils en ont de meilleurs que ça ». Le griot Ousman Diali qui se trouvait dans la foule dit : « Ce fusil, l'Almami ne l'a pas fait faire contre les Français, mais contre les gens qui lui barraient le passage ».

« Après cela nous l'avons quitté, nous avons été voir l'atelier et nous avons bien trouvé des gens qui faisaient des fusils. » (Rapport de François Koulibali, 6-7-1896). (*Dakar, 1 G 204*).

L'agent politique Yalal Samba, qui visitera Dabakala en même temps que Nebout, rapportera à Sigüiri des renseignements assez douteux. Pour qu'un Africain ait donné des chiffres il dut être interrogé de façon pressante par le capitaine, ce qui limite la portée de son témoignage. « On a tiré une fois devant lui. Sur les douze coups, 4 seulement ont été bons, les 4 autres ont raté, cela tient peut-être à l'amorçage... 3 à 400 forgerons sont occupés à fabriquer armes et munitions. Ils lui fournissent douze fusils par semaine. Notre envoyé pense que les forgerons fabriquent deux à trois cents cartouches par jour ». (Ségou à Kayes, *Dakar, 15 G 39*).

Yalal Samba parlait de fusils Gras, faisant la même confusion avec les Kropatschek que François Koulibali. Son chiffre de production confirme à peu près celui de Nebout. INGOLD reproduit ce texte sans indiquer sa source (p. 51).

(107) Mevil écrit d'après des renseignements de Nebout et Le-Filliâtre, mais l'interprétation hostile est de lui, car on ne la retrouve pas dans le rapport de la mission : Cette arme à première vue est une copie frappante du fusil Kropatschek, mais lorsqu'on la regarde de près on s'aperçoit vite que cette copie est ignorante et présente nombre d'imperfections qui la rendent surtout entre les mains d'un noir très peu dangereuse. La crosse n'est pas d'aplomb avec le canon, l'obturation se fait dans des conditions défectueuses, l'âme de la pièce est rayée d'une façon absolument fantaisiste et présente à sa sortie une ouverture plus large qu'à l'entrée... » (MEVIL, p. 182).

(108) Pour toutes ces questions, ci-dessus, 1^{re} Partie, Chap. III.

(109) B.C.A.F., 69^{me} année, n^o 38, p. 31. Comment en Guinée indépendante l'histoire est travestie (anonyme).

(110) *Climats*, 27 octobre 1948. Le cinquantenaire d'une libération, 31 novembre : Samori fut-il Vercingétorix ?

(111) *La France en Afrique Occidentale* — Chailamel, 1884 — pp. 59-63. La rédaction de cet ouvrage, réalisée dans un temps record, a été entreprise au lendemain de la prise de Bamako. L'auteur distingue les captifs de guerre des captifs de case et des captifs de traite, créant ainsi une confusion regrettable entre les problèmes de recrutement et de statut.

(112) Le capitaine Piétri donne une bonne description d'une grande caravane de captifs, chargés de lourds ballots et reliés deux par deux au moyen de bâtons rigides fixés à leurs colliers de façon à les empêcher de courir. Un petit nombre d'hommes armés et un ou deux cavaliers suffisaient à garder 150 de ces misérables (PIÉTRI, 1885, p. 312).

(113) Péroz paraît pourtant citer un fait précis qui irait contre notre jugement. Au début de 1892, Samori aurait saisi toutes les femmes peules qu'il trouva et les aurait remises à un Anglais (= Williams) en paiement de ses fusils (PEROZ, 1895, p. 361). Mais cette nouvelle s'insère dans la campagne furieusement anti-anglaise de Péroz, et est donc bien suspecte. On n'en trouve naturellement aucune confirmation dans le rapport de Williams qui écrit cependant que : « des femmes et des vieillards sont vendus pour acheter des vaches ».

ARLABOSSE, qui disposait des mêmes sources que Péroz, affirme de son côté : « Quand Samori manquait d'argent il s'emparait des habitants de ses propres villages et vendait ceux qui avaient une valeur marchande au Fouta-Djallon contre de l'or et des bœufs, pour acheter des fusils en Sierra Leone. » (1931, p. 430).

Cette description du commerce côtier est fort exacte, mais ni Williams, ni Arlabosse ne fournissent des précisions permettant d'affirmer que Samori vendait des sujets libres et non des captifs, comme c'est sans doute le cas ici.

(114) Les mesures à poudre d'or méritent une courte description, en raison de leur rôle dans la fiscalité samorienne et dans le commerce de Sierra Leone.

Pour les questions relatives au *métikaalé* (gros, minkalé, mantégé), on se reportera au remarquable exposé de MAUNY (1961, pp. 413-419). On trouvera des détails précis sur le cas malinké dans MENIAUD (1913, H.S.N., p. 257-262) et DELAFOSSE (1922, p. 279).

Selon Mauny, le *métikaalé*, qui est le fondement du système pondéral du Calife El Mansour, correspond à 4 grs. 722, soit un peu plus que la valeur générale en pays malinké. Il est vrai que celle-ci s'accroît en descendant le Niger et atteint 5 grammes à Tombouctou. Le *métikaalé* vaut 1/8^{me} de l'once ou *wakiya*, qui servit de fondement à toutes les monnaies de compte européennes sur la côte de Guinée.

Le système musulman se distingue nettement de celui des fameux poids Ashanti et Baoulé, qui paraissent de tradition Hindoue (MAUNY, 1961, pp. 418-419, et précédemment THOMASSEY in : *Conférence internationale des Africanistes de l'Ouest*, Dakar, 1945, T. II, pp. 438-462).

La civilisation indigène l'a imprégné, puisqu'un certain nombre de subdivisions ont été assimilées à des petites graines autochtones connues pour leur calibre standard.

Les séries comprenaient généralement dix poids, bien que Mauny en signale parfois 15 (*ibid.*, p. 418)

Les principales divisions du *métikaalé* pour lesquelles on utilisait couramment des graines sont les suivantes :

- le *dyakpa* ou 1/6^{me} = graine de *tali* (arbre à poison d'épreuve : *Erythrophilium guinéensis*) (3 grains forment un *safa* ou tierce) ;
- le *bari-fila* ou 1/20^{me} = graine de *tomi* (*Tamaridus indica*) ;
- le *bana* ou 1/24^{me} = graines de *banidié* (*Acacia arabica*), de *bagana* (*Ac. adansonii*) ou de *kapokier* (*Bombax buonoposenses*) ;
- le *dèmba* ou 1/48^{me} = graine de *dèmba* (*Abrus precatorius*) ou de *guélèn* (*Prosopis Oblonga*).

Les multiples sont obtenus en combinant les poids et les graines.

Il est remarquable que l'*Abrus precatorius* serve également de base au système Ashanti sinon à son prototype hindou.

(115) MENIAUD (1912, II, p. 166-209) donne la meilleure description de l'orpillage aux premiers temps de la colonisation. *L'Encyclopédisme coloniale et maritime* a publié une mise au point récente mais beaucoup moins précise (A.O.F., 1949, II, p. 146-151).

(116) Sur Nana-Fali, ci-dessus, 1^{re} Partie, Chapitre III, et HUMBERT, p. 67. Nous verrons qu'il aurait été fusillé en 1892 sans l'intervention de Humbert et que Combes, l'année suivante, s'acharnera à le ruiner.

(117) Bien que les mines d'or du Manding (Naréna) aient reconnu l'autorité de Samori en 1882, elles lui échappèrent dès l'année suivante (campagne de Bamako). L'armée de Kémé-Bréma les traversa pendant la campagne de 1885 mais renoncera à s'y fixer.

(118) FRAENKEL (1958) donne quelques renseignements sur la croissance commerciale de Monrovia.

(119) L'armée de Damisa connaissait pourtant une situation analogue puisqu'elle tenait la route de Kayes et du Sénégal. Le commerce des armes y était cependant insignifiant et elle n'en tira aucun bénéfice [70].

(120) L'Almami répartissait les armes dès leur arrivée, entre les kélétiigi, ou directement entre les bolo du Foroba [10].

« Il y a quatre jours, Karamoko Keraviou a rapporté de Sierra Leone 100 caisses de cartouches et 280 fusils qui ont été répartis de la façon suivante : 60 ont été donnés à Alpha, 60 à Kall, 88 à Maoula Noumouké, 80 à la garde personnelle de Samori. » (HUMBERT, rapport de 1892, p. 217).

(121) Le commandant supérieur écrira le même jour à Tyéba pour s'excuser de laisser Samori acheter des armes à Didi, car le traité l'y contraignait. (A.O.M., *Sénégal V*, Historique).

(122) Lors des négociations avec le gouverneur Grodet, en 1894, Samori insistera pour qu'on lève l'interdiction de commercer avec le Soudan. Ces négociations n'aboutiront pas et Samori invoquera leur échec, preuve de la malveillance française, pour refuser de recevoir Braulot, en 1896.

(123) Voir 4^{me} Partie, Chap. III. — Le principal fournisseur d'armes à tir rapide était la maison française Bolling (10, rue Scribe à Paris). En dehors de la C.F.A.O., les autres firmes importantes étaient Fisher and Randall, la Sierra-Leone Cooling Cy (= filiale d'Elder and Dempster, Liverpool), Pickering et J. B. Ollivant.

(124) Dès octobre 1891, Kayes signalera avec indignation que 17 fusils à tir rapide venaient d'être achetés par les Samoriens à Konakry. Il s'agissait sans doute de Chassepots car 200 hommes de Bilali en portaient lors de la réception de Quayle-Jones en 1892.

(125) La différence des prix était telle que d'importants stocks de fusils détenus par les maisons de Free-town étaient embarqués sur Konakry pour être vendus en territoire français. La politique tarifaire de Ballay, destinée à détruire l'hégémonie commerciale de la Sierra Leone, y mettra bon ordre à partir de 1893, tandis que les militaires français fermeront brutalement la frontière du Haut Niger (ARCIN, 1912, p. 599-658).

(126) POLANYI (1965) donne un exposé technique mais lumineux de cette question.

(127) Bien que les métiers à tisser des Malinké et des peuples du Sud soient construits sur le même modèle, les premiers tissent des bandes généralement larges de 10 centimètres et les seconds de 7 ou 8 seulement.

(128) BINGER, 1892, I, p. 27. « Un sofa conduit de 7 à 10 captifs du dougoukounnassigui Soré à Tenentoubougoula, qui a l'ordre d'acheter ».

(129) GALLIENI (1885) donne 6.000 cauries comme l'équivalent d'un gros de 3 grs. 8. Cette valeur aberrante du métikaalé peut être particulière au Haut Sénégal à moins qu'il ne s'agisse d'une erreur matérielle.

La valeur de 6.000 cauries pour un métikaalé de 4 grs. 5 est en tout cas traditionnelle dans le Konyā et Binger la confirme pour l'Empire de Samori. Dans l'Est, à Salaga et Bondoukou, le métikaalé ne valait par contre que 5.000 cauries, d'après le même auteur. Son cours était de 4.000 dans le Masina, au début du XX^{me} siècle (BA et DAGET). MAUNY (1961) pense que la valeur des cauries a fortement baissé au XVI^e siècle du fait des importations massives des Portugais.

(130) Archinard estimera le prix du gros à seulement 200 francs (cité par MENIAUD, 1932, II, p. 158) soit 2 bœufs, soit 2/3 de captifs. Ceci ruine les calculs de Meniaud, qui estime que chaque fusil à tir rapide coûtait 2 à 4 captifs. Binger de son côté parle d'un bœuf pour 4 fusils à tir rapide.

Le prix des fusils de traite a diminué entre 1880 et 1886, car de gros stocks furent alors jetés sur le marché. Leur prix à Ségou, en 1881, était de 25 à 30.000 cauries selon Gallieni. De Wolosébugu à Salaga, Binger a relevé en 1887 le prix de 15 ba = 12.000 cauries. Il donne à celles-ci un cours très élevé et parle en conséquence de 37 frcs. 50 pièce. Nous maintenons la valeur moyenne de 24 frcs. En 1890, un captif adulte valait chez les Mendé un sac de sel, une pièce d'étoffe et un fusil de traite (GARRETT).

Les prix sur la côte sont connus par Brosselard-Faidherbe (1891) pour Bentley et par le consul de France pour Freetown. Celui de 15 frcs. pour Bentley répond assez bien à celui de 24 pour l'Hinterland si l'on tient compte des frais de transport et des intermédiaires.

La divergence entre les prix de Gallieni et ceux de Binger est beaucoup moins sensible pour les animaux : (âne : 40.000 et 38.000, bœufs : 60 et 64.000). Les chevaux sont plus chers du temps de Binger : 10.000 au lieu de 16.000 et il en va de même pour les vivres (1.120 au lieu de 140 pour les poulets, 800 au lieu de 300 pour le moule (2 litres 5) de riz. Ces derniers prix s'expliquent aisément par la pénurie due au siège de Sikasso. Pour les tissus, la relation est inverse, ce qui paraît l'indice d'une intensification du commerce à longue distance : la coudée de guinée qui valait 500 cauries du temps de Gallieni tombe à 240 pour Binger. Selon Garrett, à Bisandugu, en 1896, un adulte robuste valait 7 bœufs mais seulement 3 au Futa-Dyalô. Si ces chiffres étaient exacts, on comprendrait mal le fonctionnement du « commerce triangulaire ».

Pour la région de Bougouni, au début du XIX^e siècle, AUBERT (1932) donnera encore d'étranges équivalences : un cheval = 18 captifs, un fusil à tir rapide = 10 captifs, trois fusils à pierre = 1 captif.

(131) Rappelons que la livre sterling valait alors 25,22 frcs. germinal, le dollar 5,18 frcs.

La montée des cours du caoutchouc nous intéresse peu après 1893, car Samori se trouvera alors séparé de la Sierra Leone. Elle va cependant se poursuivre sans interruption jusqu'en 1900, quand le kilog vaudra 4 s. 9 d., soit 6,1 frcs. On signalera même des achats à 6,5 frcs.

Pour l'ivoire, les cours à Bentley en 1891 étaient de 15 à 20 frcs. le kilo, selon la qualité pour les petites pointes, de 24 à 28 pour les grosses. Une pointe pevait ainsi une valeur de 200 à 500 frcs.

(132) La réquisition de l'or des femmes en 1891 est significative à cet égard. Les renseignements d'HUMBERT vont d'ailleurs dans le même sens (p. 484).

On notera en septembre 1892 une caravane qui ne répondait pas à la norme. Musa Bamba se rendra au Futâ avec 30 esclaves (= 900 bœufs = 90.000 frcs. or, rendu à Freetown), et 98 pointes (environ 1 tonne 5 = 30.000 frcs. or). Ce sera l'un des derniers convois avant l'irruption française et Samori acculé faisait alors flèche de tout bois.

(133) Cette proportion est extrêmement favorable si on la compare à celle de la vallée du Niger où, selon GALLIENI (1885, p. 436) on ne donnait que 2 bœufs contre un captif. A Ségou le bœuf valait 60.000 cauries.

(134) Nous négligeons volontairement la variation du prix des captifs selon l'âge et le sexe. Le rapport de 1 à 3 est exprimé par Gallieni en cauries, soit : captifs de 100 à 140.000 cauries — chevaux de 200 à 300.000. Il s'agit donc d'un maximum. Meniaud, dont Archinard est la source, parlera de 4 à 12 captifs par cheval (MENIAUD, 1931, II, p. 158).

Les cours à Bobo pour janvier 1896 sont indiqués par le journal du poste de Mopti (Dakar, 15 G 177).

Avec les Guro, dans l'Est, la valeur des captifs allait être calculée en kolas et sômbé (monnaies de fer). Le cours traditionnel, soit un captif pour 500 noix ou 2 à 300 sômbé, s'effondra à l'arrivée des Samoriens et se stabilisera à 300 noix ou 100 sômbé (MEILLASSOUX, 1965).

(135) Fortification en général se dit *dyimfuru*, de *dyl* = comprimer, serrer, et *furu* = richesse.

(136) Les sites du Gbè (Simandugu) et le Borônkènyl, où Dugugbè Kaba passa un quart de siècle, sont d'autres exemples de fortifications de pierre sèche au Konyā.

(137) Kundyā a été construit en cimentant des dalles de grès et de schistes abondantes sur place. Ce fut l'œuvre de maçons formés à Saint-Louis et ayant rallié El Hadj Omar pour des raisons religieuses.

(138) Le mot français *tata* dérive du malinké *tānda*, formé sur la racine *tā* = protéger.

(139) On se reportera à la description exemplaire du tata de Wolosébugu par Archinard (rapport 1889, *Dakar 1 D 95* et 1890-*Dakar 1 D 107*). Pour la grande cité de Ségou, Mage, Quintin et Archinard nous permettent de fructueuses comparaisons à un quart de siècle d'intervalle.

(140) C'était le cas de Fōru (= Furu) dans le Folona, décrit par BINGER (1892, I, p. 199-203), mais aussi celui de Musadugu, dans le Haut Konyā et du gros marché de Maninyā (Folo). Pour celui-ci le soubassement est encore visible.

(141) Il est possible que certains tatas aient été construits en briques de *bānko*, mais cette technique dut être très rare. Elle paraît attestée par une illustration de Binger pour Natinyan, village des Sénufo du Nord. Malheureusement, le texte n'en dit rien (BINGER, 1892, I, p. 83).

(142) C'est sans doute ce que veut dire Meniaud quand il écrit que le tata de Sikasso « se développait selon un gondolage assez régulier qui lui donnait une robustesse particulière... Les grands saillants et les grands rentrants du pourtour étaient très bien disposés pour le flanquement ». (MENIAUD, 1935, p. 106).

(143) Le cas était fréquent en pays Sénufo, comme en témoigne le plan de Foru établi par BINGER (1892, T. I, p. 200). Le fait était aussi général chez les Bambara, au sud et à l'est de Bougouni.

(144) Les fortifications de cette cité étaient cependant particulièrement complexes, car le quartier neuf, isolé par une bas-fond marécageux, avait un tata séparé. La vieille ville était protégée, en direction du nord, par trois remparts successifs : le tata extérieur, celui de la citadelle, enfin celui du *dyōfuru*, dominé par le « donjon ». Plan in MENIAUD (1935, p. 101). Archinard, comme la plupart des auteurs contemporains de la conquête utilise les formes dialectales du malinké occidental et écrit en conséquence Dionfoutou.

(145) HUMBERT, *Rapport*, p. 108.

(146) Pour Kong et Bobo à la fin du XIX^e siècle on se reportera à BINGER, 1892, I, pp. 299-300 et 366-370.

On peut en dire autant de Salaga, la métropole du Gondja, soumise, il est vrai, depuis le XVIII^e siècle à la dure tutelle Ashanti (*ibid.*, II, p. 91-93).

(147) La maison à terrasse est généralement connue sous le nom de *kobi*. C'est aussi à ce type qu'il faut rattacher les fameux « châteaux forts » des Lobi et des Dagari, qui ne sont pas groupés en agglomérations. Sarān-kāñyi-Mori aura quelques ennuis avec eux en 1896-1897. Pour une description détaillée on se reportera à LABOURET (1932, p. 149-152).

(148) Dans l'ancien Empire, la frontière méridionale de Samori ne s'est jamais étendue jusqu'aux pays où règnent les habitations forestières rectangulaires, faites en matériaux végétaux, avec un toit à deux pentes. Ces cases ne dépassent pas vers l'Ouest l'embouchure du Sassandra.

Les Samoriens domineront cependant de 1895 à 1898 les Añyi de l'Ano et du Bini, ainsi que les Abrō de Bondoukou qui ont des cases rectangulaires à impluvium, en *bānko*, selon le type du Bénin.

Les Gā qui habitent comme jadis les Gagu les fameuses cases en couronne seront soumis à la même époque.

(149) Plan du vieux Kankan in HUMBLLOT, 1927. ARLABOSSE donne une description sommaire du sanyé (1931, pp. 411-416). Péroz s'était contenté d'en signaler l'existence.

(150) Sur des fortifications analogues en pays Mano, voir SCHWAB (1948), p. 226.

(151) Sanyé, dérivé de *sā* = grand jonc.

Ce mot est connu du Niger à la Volta, mais sa valeur sémantique varie. Dans l'Ouest où il s'oppose nettement à *dyasa*, il désigne exclusivement une fortification permanente. En Côte d'Ivoire il peut s'appliquer aussi à des installations de campagne beaucoup plus sommaires.

(152) La plupart des fromagers qui formaient l'ossature du sanyé de Bambama (Kourânko central) sont toujours vivants. Ils forment une couronne majestueuse autour du village, réduit aujourd'hui à 50 habitants.

Le chef de Bambama avait d'ailleurs fait construire un Dyôforo en bânko de 30 mètres de côté où il résidait. Cela n'empêcha pas les gens du Séradu d'enlever le village en 1888 [118]. De tels réduits paraissent avoir été fréquents dans tout le Kurânko et le Konyâ.

(153) Dyasa (Gyasa en Côte d'Ivoire) vient de *dyaa* = treillage, clôture. *Maraba-dyasa* (cercle de Bouaké, Côte d'Ivoire) signifie exactement : « la clôture des Hausa ». Sur la fondation de ce village, issu d'un camp de guerre des Zërma, voir 5^{me} Partie, Chap. I.

(154) Le meilleur exposé sur les méthodes de guerre et les fortifications des Forestiers reste celui de SCHWAB, *Tribes of liberian Hinterland* (pp. 228-240). Cette étude est fondée surtout sur des faits Toma et Mano. Pour les Kpèllè, voir WESTERMANN (1926).

Pour les méthodes de guerre des Mèndé, qui sont voisines de celles des Kisi (le célèbre chef Kai-Lundu était d'ailleurs d'origine Kisi) on se reportera à LITTLE (1952, pp. 32-36).

(155) Le village Kono de Tékuyèma que Moritz prendra d'assaut en décembre 1893 appartenait à ce type. Pour sa description on se reportera à mon article. C.E.A., 1965, p. 297.

On se reportera aussi au plan du village Toma de Loma levé par Volz (d'après SCHWAB, 1948, p. 33).

(156) Brève description de PÉROZ (1895, p. 208) : « Nous longeons le tata de Sanânkoro que flanquent des tours rondes ». HUMBERT est plus précis : « D'une hauteur de 3 mètres environ, d'une épaisseur moyenne à la base de 1 m. 10, et au sommet de 35 cm., il est flanqué de tours à étage ». (*Rapport*).

(157) Le vieux village des Konatè n'était entouré que « d'une muraille à demi-ruinée que les maisons escaladent ». (PÉROZ, 1889, p. 364).

« [La résidence de Samori] se compose d'une double ceinture de tours basses énormes, une muraille dentelée (= en chevrons) formant enceinte les réunit en forme de crémaillère régulière. Au sud, au nord et au couchant deux corps de garde qui se commandent et où veillent quelques sofas donnent accès dans l'intérieur. Du côté du levant un donjon carré crénelé armé de quatre coulevrinas (= les pièces d'ordonnance en cuivre dont il a été question plus haut) haut d'environ 16 mètres, large de 25, domine le palais et tous les alentours ». (PÉROZ, 1889, pp. 364-365).

On préférera la description de HUMBERT (p. 107) qui donne certainement la véritable hauteur du donjon : « Le village de Samori comprend trois enceintes à peu près concentriques. L'intérieur de la première affecte la forme d'un ovale de 50 mètres sur 60 et l'enceinte extérieure celle d'un hexagone irrégulier de 450 mètres de développement environ. Il n'y a pas de tata, c'est-à-dire de mur continu en terre mais les cases extérieures reliées entre elles par de petits murs forment une enceinte continue percée seulement de quelques ouvertures à l'extérieur qui servent de portes d'entrée. À l'est, une tour massive carrée, à deux étages et de 5 m. 30 de hauteur fait face à la mosquée, construction également massive et carrée, sans aucun style... Au fond de cette dernière cour s'ouvre le donjon. La salle basse est soutenue par des piliers en brique surmontés d'un chapiteau carré, sur lequel repose le plancher de l'étage, fait de madriers jointifs recouverts de briques... Un escalier coudé muni d'une rampe, tiré d'un seul bloc d'argile durcie, conduit aux appartements supérieurs, ornés d'étoffes, d'armes et d'objets d'art de fabrication européenne. À chaque angle une coulevrine en batterie protège les abords du palais (PÉROZ, 1889, p. 366).

On trouvera une autre description de Bisândugu dans le rapport Garret (ALDRIDGE, 1911, p. 319) : « The town is very large. It is, in fact, a collection of towns but all unfenced with the exception of the Almami'a compound and that of his son, both of which are fenced ».

Le plan de la capitale, dressé en 1887 par Péroz, vient d'être publié à deux reprises — d'abord par C. Meillassoux avec ceux d'autres forteresses du XIX^e siècle africain (J.S.A., 1966, T. XXXVI, fasc. 2), puis, isolément par H. Haselberger (N.A., 1967, n° 114, pp. 71-722). Il est conservé à Paris (A.O.M., H.S. 12/162).

Avant l'installation au sommet du Tintikuru, l'arsenal principal était situé 20 km. à l'est de Bisândugu, à Gorotumbo.

(158) Kérwané selon HUMBERT : « Un tata affectant la forme d'une ellipse assez régulière d'environ 700 m. de développement avec deux tours où sont percées des portes d'entrée (une à l'est, l'autre au nord-est) entoure

les habitations de Samory et de ses familles. Sa hauteur est de 5 m. 50 environ, son épaisseur moyenne à la base de 2 m. 20 et au sommet de 50 cm. Le haut du mur était protégé contre les pluies de l'hivernage par une sorte de chaperon en bois et paille ». (Rapport, p. 158-159).

(159) NEBOUT (1897) : « Le 2 octobre nous entrons à Dabakala sous un orage qui empêche toute réception. Nous longeons une enceinte palissadée qui contient une trentaine de casses ». Comme Bisândugu, Dabakala, au cœur de l'Empire n'avait pas à être sérieusement défendu. Il ne possédait aucune enceinte générale.

(160) Description de Héérémakono par KENNEY (1892) : « C'est une forte palissade (stockade) contenant des maisons à demi-permanentes ».

(161) L'agglomération traditionnelle, connue de l'administration comme Sokoro, « le vieux village », mais dont le vrai nom est Fèlkèsèkaha, se trouve 12 kilomètres plus au sud [734].

(162) Toutes ces étymologies ne sont pas claires. *Sasifa* viendrait de *sási*, clôture et *wulitigi* de *wuli*, se lever, selon M. MBOW de l'E.N.L.O.V.

(163) HUMBERT, p. 459. Dix ans plus tôt, Borgnis-Desbordes avait commis une étrange erreur en définissant l'armée de Samori dont, écrivait-il, « l'infanterie est très inférieure à la cavalerie. (A.O.M., Sénégal, IV-73-b). Cette faute de diagnostic ne peut s'expliquer qu'en raison de son succès facile de Kéfyérà, dû au tir imprécis de l'ennemi, et qui contrastait avec la poursuite ardente que mena peu après la petite cavalerie de Kémé-Bréma.

Au début de 1891, DUBOIS décrit les sofas de Bilali « immobiles, impassibles, coulés en bronze, hiératiques. Le regard clair, dur, brutal, les traits renfrognés... les plus belles têtes de chenapans que j'aie jamais vues ». (1892, p. 257).

(164) Dans le Mau (Touba), *gbass*, désigne un fusil à pierre dont le canon est renforcé de nombreux anneaux. Le combattant muni de cette arme porte le nom traditionnel de *gbasetigi*. La forme *sufa* est signalée par Monteil au Khaso (MONTEIL, 1915, p. 304). C'est par abus que Péroz, dans un passage isolé, emploie le mot « sofa » pour désigner tous les combattants de Samori. Il parle alors de « sofas à cheval ». (PEROZ, 1899, p. 358).

Par un abus inverse, Lartigue, en 1898, réservera le nom de sofa aux seuls hommes munis de fusils à tir rapide.

(165) BINGER commence son tableau de la hiérarchie militaire par le « bilakoro qui est une sorte de vélite » (1892, I, p. 103). Ceci est absurde puisque le mot signifie « porteur de cache-sexe » et désigne les garçons non circoncis. Les jeunes captifs qui suivaient les sofas, en portant leurs bagages, parfois leurs fusils pouvaient être des bilakoro et ils étaient appelés à devenir des combattants. On ne peut pas pour autant les insérer dans une hiérarchie. Pour ceux de Samori, ci-dessus chap. 2.

Binger parle ensuite du « Kurusitigi qui est un guerrier d'âge raisonnable. Il est marié et n'est soldat que momentanément. Il n'a jamais un commandement ». Ici encore ce mot est employé abusivement. Kurusitigi signifie simplement « maître du pantalon » et désigne l'ensemble des jeunes gens (*kamétèñ*) et des adultes par opposition aux Bilakoro. Binger veut désigner par là les gens mobilisés dans les kafu par opposition aux combattants de profession. Mais il est alors inutile d'employer un nom particulier. Pendant leur séjour à l'armée, c'étaient des combattants, des sofas, comme les autres.

(166) BINGER (1892, I, p. 100) voit les choses avec plus de réalisme que Peroz quand il écrit : « les troupes de l'Almami ne sont pas organisées en compagnies ou légion comprenant un chiffre d'hommes toujours invariable, une sorte d'effectif réglementaire ». Il est pourtant bien loin de la vérité, puisqu'il ne comprend pas qu'il y a une hiérarchie organique et qu'il ne mentionne pas le bolo, qui est le pilier du système.

(167) Le mot *gbólo*, du fait de sa consonne initiale et du ton haut de sa première voyelle est absolument distinct de bolo, « main » ou « ce qu'on tient en main ». *Gbolo* signifie cuir ou peau et par extension fouet de cuir, *maari-gbolo* : « fouet en cuir d'hippopotame, chicote ». Celle-ci se distingue de la cravache de cavalier (*yara*) et des verges qui servent lors des réceptions à contenir la foule (*gbè-nya*).

Le *gbolotigi*, chef du kuru ou du sé, est donc le « maître de la cravache » et il était effectivement d'usage qu'il chicotât après le combat les hommes ayant fait preuve de lâcheté. Festing rapporte que Samori punit ainsi ses principaux chefs le 6 juin 1888, à la suite d'un échec devant Sikasso. Le major s'indignait d'ailleurs des brutalités auxquelles se livrait quotidiennement son hôte, Folónka-Mudu.

(168) Dans sa contribution au livre de GALLIENI (1891, p. 273), Péroz affirme que les *gbolotigi*, ou plutôt les chefs de 20 *sofas*, se distinguaient par un turban rouge. Brosselard-Faidherbe a observé en 1890 chez Bilali que chacun d'eux était suivi d'un siège de cérémonie.

Il s'agissait cependant de minces personnages et quand il leur arrivait de recevoir un cheval, ils n'avaient pas toujours de quoi se payer des bottes. Ils fixaient alors des éperons sur leurs pieds nus.

Dans les dernières années ils seront rarement montés, surtout dans les unités armées à l'européenne. Nebout observera « 200 *sofaa* armés de fusils à pierre qui défilent par rang de 20 ». Chacun correspondait évidemment à un *kuru*. Seuls les *bolokuftigi* seront toujours à cheval.

L'imitation des tirailleurs dont les grades n'étaient pas montés a sans doute joué dans cette évolution un rôle aussi important que la pénurie de chevaux.

(169) Tyèba paraît avoir connu des formules assez différentes du *bolo* samorien. C'est ainsi que l'armée, qui marchera avec Marchand en 1891, comprenait des unités mixtes, de 75 à 80 *sofas* et 40 ou 50 cavaliers. Mais le *Faama* du Kénédugu était plus riche en chevaux que Samori.

La distinction entre les *bolo* d'infanterie et de cavalerie était cependant connue à Sikesso. Les chefs des premiers portaient le nom de *sěmanyěbla* : « ceux qui sont placés devant les plétons » et ceux des seconds, celui de *sonyěbla* : « ceux qui sont placés devant les chevaux ». (Analyse due à l'amabilité de MM. Mbow et Houis de l'E.N.L.O.V.).

(170) La hache de cérémonie ou *dyěndé*, que nous avons signalée parmi les regalia est purement ostentatoire car sa légèreté ne lui permet pas de frapper. Brandie au combat, elle est de signe de ralliement. « La hache est généralement en argent et très mince, elle est toujours enfermée dans un étui en peau de chat-tigre, dont la queue est cousue après la poignée et sert de ralliement » (BINGER, 1892, I, 104). En fait, ces objets n'étaient jamais en argent massif, mais plaqués par les bijoutiers.

Le sabre de cavalerie européen paraît l'avoir supplanté après 1890 pour les « compagnies » entraînées à l'européenne.

(171) Péroz écrit que les chefs de 100 hommes (*bolo*) se distinguaient par un turban rouge (comme les *kurukufi*) et par une robe dont les manches sortent à grands plis du court boubou de guerre (in GALLIENI, 1891, p. 273). Si nous écartons les interprétations de l'auteur, cette description confirme qu'il n'y avait pas d'insignes de grade mais qu'on reconnaissait les chefs à leur somptuosité vestimentaire.

Festing écrit cependant en 1888 : « A chief of battalion wore a cap of imitation fur a host of red wollen scarfs across shoulders ».

(172) Après une défaite, la flagellation des lâches était de règle, mais il est difficile de considérer comme une sanction institutionnalisée le blâme public dont parle HUMBERT (p. 466).

(173) Le premier renseignement précis remonte à la campagne de 1863, quand Fasina essaya de couper les communications de Bamako avec une troupe comprenant 200 fantassins. Il semble bien s'être agi d'un *bolo*.

Festing verra défilier en 1880 : « 4 unités comptant de 200 à 400 hommes, les chefs à cheval ».

En 1889, Archinard expulsera de Dugura un *bolo* de 200 hommes et 20 cavaliers.

En 1890, Bilali fera défilier devant Garrett des *bolo* de 120 hommes précédés d'un chef à cheval : comme ils tiraient en l'air, il ne s'agissait visiblement pas des « compagnies » entraînées à l'européenne.

En 1891, Brosselard-Faidherbe trouve Séké tenant garnison à Fodéa avec 150 hommes. A la même date, la garnison qui évacue Tyôfi, sur le Bagoé, compte 200 hommes et 30 chevaux sous les ordres de Karfa. En août 1891, le lieutenant Maritz repousse un *bolo* de 100 hommes sur les frontières de Dinguiraye. En décembre, Kabauléni et Korobérésoro commandent chacun 200 hommes.

En 1892, Farabérésoro aura 100 hommes sous ses ordres, et Sanulé 300, soit un *bolo* de 150 armés de fusils à tir rapide et un autre de 100 armés de fusils à pierre. Tenénso Kaba aura 120 fusils à tir rapide (un *bolo*?) mais 800 fusils à pierre. La même année, les gens de Bilali défilèrent en présence de Kenney, groupés en *bolo* de 150 hommes. Williams, qui est un mauvais observateur, avait avancé trois mois plus tôt le chiffre de 120.

En 1893, Samori enlèvera Ntèntu avec 9 groupes (= bolo) de 200 hommes.

En 1897, devant Nebout, les deux « compagnies » armées de fusils à pierre compteront 200 hommes, exactement comme les quatre compagnies « de tirailleurs ». Comme les gardes de Samori servaient souvent de messagers, on peut admettre que 12 d'entre eux étaient en mission et que leur effectif réel était de 200.

Les sofas, armés de fusils à pierre, défilèrent par rangs de 20, chacun d'entre eux formant sans doute un kúru.

En 1898 enfin, Dyinamāsa commandera un bolo de 100 hommes. Les colonnes en opération comptant un nombre variable de bolo de force inégales, la connaissance que nous avons de leurs effectifs ne nous permet malheureusement aucune conclusion.

(174) Garrett ne verra cependant que 30 à 40 hommes de la garde à Bisāndugu, en 1890. La dureté des temps explique sans doute leur petit nombre.

Les sofas de Dabadugu allaient passer de 60 en 1891 à 350 en 1892 et 640 en 1893.

(175) La fantasia a toujours été la tentation des cavaliers africains, aussi ceux de Samori s'opposaient-ils naturellement aux sofas par leur style de parade. C'est ainsi que Garrett, en 1890, nous montre l'infanterie qui : « advanced in masses and made a rude attempt at formation into companies ». Mais en revanche : « The horsemen advanced and went through movements indicating a fight, passing our front at a hand gallop, firing guns into the air, brandishing their swords, turning in their saddles, throwing their arms and legs about to show they were perfectly at ease and could do as they liked in the saddle, making their horses prance and curvet. One man made his horse twice drop on its knees before me ». (ALDRIDGE, 1911, p. 307). Cette scène se situait à Kalyèri (Solimana).

(176) PÉROZ (1895, p. 260) signalera pourtant un « bel escadron de cavalerie bien ordonné par pelotons », mais il s'agissait de l'escorte de Samori au Béséko. L'émiettement des cavaliers en petits groupes pouvait donner de loin cette impression de pelotons, mais Péroz n'en parle pas ailleurs et paraît fort mal informé sur la cavalerie ennemie.

(177) Les sources européennes donnent généralement des chiffres globaux pour les cavaliers et nous ne sommes pas en état de distinguer les unités constituées des cadres montés de l'infanterie. Borgnis-Desbordes n'a pas rencontré sur le champ de bataille les « 19 escadrons de 50 chevaux » dont il parla en 1882 (Sénégal, IV, 73 b). Les 200 cavaliers qu'observa Péroz en 1886 à Kènyéba-Kura étaient par contre bien séparés de l'infanterie, aussi peut-on y voir le rassemblement des 4 unités. Seuls les chefs de bolo étaient alors montés.

La situation sera analogue après la crise de Sikasso car en février 1889, à Kundyā, le lieutenant Bonnardot rencontrera Fila Kali avec 800 sofas (4 bolo) et 150 cavaliers (3 unités). En mars 1892, Bilali présentera 150 cavaliers à Kenney et 300 en juin à Quayle Jones, soit 3 et 6 unités. Il attaquera le Kono en septembre 1892 avec 300 sofas et 60 cavaliers, ceux-ci correspondant sans doute à une unité et quelques cadres montés.

En 1893, pendant son raid sur Odienné, Combes dispersera une colonne de 700 sofas et 300 cavaliers. La forte proportion de ceux-ci exclut l'hypothèse de cadres de l'infanterie, car ceux-ci n'auraient pas excédé 35 hommes. On doit admettre qu'il aura affaire à 5 ou 6 unités de cavalerie.

Le siège de Ntèntu sera mené la même année par 1.500 sofas et 100 cavaliers. Il faut voir dans ceux-ci une unité et quelques cadres montés.

(178) Garrett en 1890 ne signalera que 20 « fils de Samori » de 6 à 14 ans. En 1897, ce seront des adultes bien entraînés et on a vu qu'on trouvait parmi eux des otages de grandes familles.

(179) La garde d'un kèlètigi comptait habituellement un bolo de sofas, soit 200 hommes et deux de cavalerie, soit 100 cavaliers. Il est vrai que Bilali aurait fait escorter, en 1892, le capitaine Williams par 150 cavaliers, soit trois unités. Un tel chiffre inspire le scepticisme, surtout venant d'une source aussi peu sérieuse.

(180) BINGER (1892, I, p. 103) insère le *sofakūñ* entre le sofa et le kèlètigi ce qui est en principe exact. Mais son commentaire prouve qu'il n'a rien compris à ce qu'il a vu. Il ignore, en effet, le bolo et donne l'impression que le *sofakūñ* est une espèce de sous-officier encadrant quelques sofas. Il a raison d'écrire qu'il commande un nombre très variable d'hommes, mais il n'a visiblement pas compris qu'il s'agissait d'un délégué personnel du kèlètigi au commandement des sofas (*sofa-kūñ*) organisés en bolo.

Si le *sofakuñ* partait en campagne à la tête de ses hommes, il prenait provisoirement le titre de « *kèlètigi* » — qu'il faut rendre ici par « chef de colonne » et non « chef d'armée » ou « de gouvernement » —.

L'erreur de Binger peut s'expliquer si l'on considère qu'un chef de *kuru* était couramment appelé *kuñtigi*, c'est-à-dire tout simplement chef, voire même *sofakuñtigi*, c'est-à-dire « sofa en chef ». Ce dernier terme s'opposait d'ailleurs à *sofakuñ*, « chef » ou « tête » des sofas.

(181) *Gbolotigi*, comme *kānkarotigi* n'est en effet qu'un sobriquet découlant de l'usage d'un objet significatif.

(182) Dans la logique du système, le chef de *bolo*, qui voyait également l'Almami intervenir dans sa nomination, aurait dû porter le titre de *bolotigi*. Le terme existe effectivement et certains informateurs l'emploient. Il paraît cependant d'un usage moins courant que *bolokuñ*. La plupart des noms en *kuñ* sont d'ailleurs souvent allongés dans l'usage par la suffixation de *tigi*. *Kuñtigi* ou « maître du commandement » a un sens aussi vague que son équivalent français : « chef ».

(183) Cet entraînement comprenait des exercices de tir avec des fusils à pierre, rarement avec des fusils à tir rapide, dont on épargnait les munitions, des escalades de murs de *tata*, des courses à cheval, de la voltige, et des défilés en groupe pour préparer les grandes fêtes et les réceptions [10, 12].

(184) Voici comment il peint un sofa tirant au fusil à pierre : « Les charges de poudre beaucoup trop fortes produisent un recul très gênant, et la poudre indigène brûlant très lentement dans le basinet fait long feu. Ce sont les deux causes qui font détourner la tête au tireur, et au moment de faire feu, l'arme n'est jamais en direction. » (BINGER, 1892, I, p. 104).

(185) Nous suivons ici des informateurs dont certains ont combattu dans leur jeunesse au son de la trompe [6, 12, 16].

Binger n'a pas discerné ces signaux puisque selon lui la trompe n'émettait qu'un seul son qui ordonnait selon l'heure le départ ou la halte. Il attribue au contraire au *tabala* une diversité étonnante de signaux : « en avant », « aux armes », « cessez-le-feu », « en retraite », « au secours », « à droite », « à gauche », « charge », « garde-à-vous ». (BINGER, 1892, T. I., p. 105-106).

L'emploi du *tabala* était proscrit au-dessous du niveau du *bolo*, ce qui exclut de tels signaux. Celui de « garde-à-vous » est en outre tout à fait insolite pour une armée africaine.

Je demeure perplexe devant « les trompettes et les fifres » qui, selon PEROZ, marchaient en tête des troupes à Bisândugu en 1887 (1889, p. 355). Les premières étaient sans doute des trompes et les secondes des flûtes traversières, mais celles-ci sont des instruments de glots qu'on imagine mal à cette place.

(186) BINGER nous dit qu'ils montaient à l'assaut en poussant le cri répété de « *coua, coua* », qui rappelle celui du canard (1892, T. I, p. 104). Le grand explorateur n'a pourtant jamais vu les Samoriens au combat, et le mot qu'il rapporte est difficilement explicable. *Kwa* signifie « arriver à maturité ». Faut-il comprendre : « c'est le moment » ?

Humbert écrit qu'au Dyamanko les sofas « renversés à coups de baïonnettes par nos tirailleurs criaient : « *Sokhona / Sokhona /* » et ajoutaient des mots comme une prière. (Rapport, p. 110, reproduit sans citation par PEROZ, 1895, p. 167). Contrairement à Arlabosse, ces auteurs ne placent donc pas ce nom dans une chanson.

(187) Les guetteurs qui observaient la colonne se retiraient à l'approche des reconnaissances qui exploraient chaque soir le voisinage des bivouacs, souvent jusqu'à 4 km. Tout paraissait donc tranquille mais, la nuit tombée, ils guidaient jusqu'au près des feux les assaillants qui attendaient plus loin et tiraient alors en toute tranquillité.

« La nuit, des groupes plus ou moins nombreux... dirigent sur nous un tir bien ajusté. Une ou deux fois des petits groupes ont essayé d'attaquer une des faces du carré, mais ils ont été bien vite convaincus de l'inutilité de cette tentative. » (HUMBERT, p. 407).

(188) Le 3 mars 1895, Marchand sera bloqué toute une nuit à Gbambélédugu par Fodéba-Musa, mais le combat cessera pendant les heures d'obscurité. La marche de nuit de Monteil le dégagera à l'aube, et dans la nuit du 5 au 6 il réussira à distancer l'ennemi. Le 7, après la tombée du jour il aura cependant à repousser une forte attaque de Ngolo. La retraite, une semaine plus tard, sera constamment harcelée par les attaques nocturnes des Samoriens.

(189) Toutes ces affaires eurent lieu à l'aube, sauf celle de Ténindyèri où Bilali fut surpris un peu après minuit.

(190) La valeur symbolique du nombre cinq (*julu*) échappe naturellement à ce travail. Pour Germaine Dieterlen, c'est un chiffre néfaste composé de 4 (femme) et 1 (incomplétude). Cependant il a un aspect faste et connote alors l'univers (DIETERLEN, 1952, p. 211). Il convient de faire d'expresses réserves sur ces interprétations.

Pour D. Zahan, étudiant le masque à 5 cornes du Ndomo c'est le nombre androgyne (3 et ses multiples étant mâles, 4 et 2 féminins). Il rappelle que l'être humain est une créature obligée de travailler pour vivre en évoquant les doigts de la main. (ZAHAN, 1960, p. 76 et 85-86).

(191) Le sens de ce mot a curieusement évolué. Il a fini par désigner les spécialistes du ravitaillement, puis il a été attribué comme surnom personnel au premier trésorier de Samori [10].

(192) Sur la marche d'une armée samorienne voir PEROZ, 1889, p. 411. Selon lui les sofas marchaient en files serrées de six ou douze quand ils étaient près de l'ennemi.

(193) Selon BINGER (1893, T. I, p. 87-88), les étapes quotidiennes moyennes seraient les suivantes : courrier 80 km., tirailleurs avec fusils et sacs 30 km., porteurs 20 km., animaux de charge 16 km.

En fait une étape de 20 km. était déjà forte pour un porteur. Les colporteurs l'excédaient seulement poussés par la passion commerciale. Sans urgence, une grande troupe réglait toujours sa marche sur les plus lents, et 15 km. paraît une bonne moyenne.

(194) Cette mobilité des sofas fut cependant égalée pour quelques heures par des tirailleurs poussés jusqu'à la limite de leurs forces et laissant leurs babages en arrière (Bonnier à Koloni en décembre 1893, Monteil marchant sur Kadyaulé le 5 mars 1895, Pinault à Ténindiéri en 1898). Ces performances remarquables restèrent isolées, elles n'étaient obtenues qu'au prix d'une tension inhumaine et ne pouvaient être que de courte durée.

Le règlement interdisait d'ailleurs au tirailleur en colonne de se décharger de son barda, même s'il était accompagné par sa femme ou un captif. Il était donc accablé non seulement par son arme et ses 130 cartouches, mais par une peau de bouc contenant 6 à 7 litres d'eau et une besace contenant le riz et le sel.

La femme portait seulement ses effets de parade enfermés dans une caisse et ses propres affaires, vêtements ou instruments de cuisine, dans unealebasse posée par dessus.

(195) Péroz s'extasiait sur les « bons toits de chaume imperméable » qu'ils improvisaient à l'étape tandis que les tirailleurs accroupis passaient la nuit à grelotter sous la tornade. (PEROZ, 1895, p. 276).

(196) En pays forestier (Kisi, Toma, Dā) le passage des fleuves était assuré par les fameux ponts de lianes dont on voit encore quelques exemplaires. Ils étaient naturellement coupés en temps de guerre.

(197) A. H. BA et Justin DAGET : *L'Empire Peul du Masina* (1958), p. 136. J'avoue comprendre très mal comment cet effet de choc était obtenu.

(198) On trouvera dans BINGER (1893, T. I, p. 83) un dessin des murs de Natinya montrant les brèches pratiquées au pied des murs à la daba. Cet auteur distingue les ouvertures hautes dues à l'assaut des vainqueurs et les trous très bas dissimulés par les herbes, qui auraient permis aux assiégés de fuir de nuit par petits groupes.

(199) Les Français n'autorisaient pas l'enlèvement des cadavres. Citons encore Péroz, qui nous parle de Louvel, assiégé dans Nafadyi en 1885 : « Samory avait voulu, le soir même de l'attaque, ... faire retirer les cadavres amoncelés tout à l'entour pour leur donner la sépulture, mais tous ceux de ses hommes qui s'étaient avancés en rampant pour accomplir cette tâche funèbre étaient restés sur le terrain. Aussi force lui avait été de laisser à sa grande honte les corps de ses plus fidèles guerriers pourrir sur le champ de bataille ». (PEROZ, 1889, pp. 301-302).

« Les sofas qui venaient d'éprouver des pertes considérables n'hésitent pas à revenir la nuit dans les marigots pour ensevelir les morts et ramasser les blessés qu'ils n'ont pu enlever pendant le combat et rechercher les armes, les cartouches abandonnées et jusqu'aux étuis vides laissés par nous. » (HUMBERT, *Rapport*, p. 110).

En 1898, la garnison de Demars, enfermée dans Kong, tira de même sur les enleveurs de cadavres.

(200) En 1897, après la bataille de Numudagha, Kunadi-Kèlèbagha prêtera ainsi son « chirurgien » personnel pour soigner le griot Mamadi Kuruma, son ennemi, qui venait d'être blessé. Ce dernier mourra pendant l'opération et personne ne croira à une fin naturelle [10, 14].

(201) Les fusils à pierre ne portaient qu'à 100 ou 200 mètres. Les dyasa de Samori étaient pourtant, en 1887, à un bon kilomètre des murs de Sikasso, mais, au nord, celui d'Alfa n'était qu'à 300 mètres des avant-postes des Sénoufo qui tenaient la colline du Nord.

(202) Pour l'étymologie de dyasa, ci-dessus, note 150.

Au siège de Kéfiyérā en 1882, Samori avait établi 4 dyasa, comptant chacun un millier de combattants. Chacun d'eux était sous les ordres d'un kèlétigi, bien que le système des armées territoriales ne fût pas encore entièrement constitué.

Borgnis-Desbordes a été le premier à décrire ces installations qu'il baptise à tort « Sagnés » : « Ces camps retranchés sont formés par des palissades très bien faites. Dans l'intérieur se trouvent les cases des guerriers, les chevaux, les troupeaux, les provisions... » (*La France en A.O.*, 1884, p. 181).

(203) Il y a cependant d'importantes contradictions dans la description de Binger, et elles inspirent la méfiance pour tout ce qui a trait au siège de Sikasso. La mort empêcha malheureusement Feating, qui vit les choses plus à fond que le capitaine, de mettre ses notes en ordre.

Binger nous dit d'une part que les dyasa ont rarement plus de 50 à 60 mètres de côtés (soit environ 200 mètres de circonférence puisque son plan les montre pour la plupart carrés ou rectangulaires). Ils abritent de 200 à 250 cases (BINGER, 1892, T. I, p. 92) dans chacune desquelles couchent 5 personnes (*ibid.*, p. 98). Il s'agit donc des grands dyasa, occupés chacun par un millier de personnes (il y en a 7, contre 4 petits dyasa au tableau de la page 99). Ils sont donc tenus par 600 combattants au plus (*ibid.*, p. 98). Mais Binger écrit un peu plus haut (*ibid.*, p. 92) qu'il n'y a qu'un défenseur pour 3 mètres courants de dyasa. Le dyasa contenant 600 combattants aurait donc dû avoir 1.800 mètres de circonférence. Il est vrai qu'il paraît distinguer dyasa de camp et dyasa de village (c'est-à-dire *senyé*). Mais ce n'est pas net. Le moins qu'on puisse dire est qu'il ne faut pas trop s'attacher à ces chiffres.

(204) Les soudures dramatiques du Soudan sont inconnues en zone préforestière, ce qui explique la moindre prévoyance des Malinké du Sud. Chez eux, le grain de l'année précédente est rarement épuisé au moment de la moisson, qui se fait le plus souvent en novembre pour le riz.

Le facteur saisonnier ne jouait guère en forêt car les récoltes y sont fort diverses, et donc très échelonnées, mais ignames, manioc et bananes couvrent la plus grande partie de l'année.

(205) La tragédie classique des bouches inutiles est cependant presque sans exemple dans l'histoire africaine. Les ravages de la famine sur les défenseurs n'en étaient pas moins horribles, comme l'atteste le témoignage de Piétri pour Kéfiyérā, où les encouragements français avaient fait prolonger la résistance au-delà de tout bon sens (1885). Pour Nyagasola on se reportera à PEROZ (1899).

(206) Selon Feating ces portes étaient couvertes de fers de houe. On ne voit pas très bien l'usage de la peau de bœuf. Elle pouvait servir à éteindre une flèche incendiaire, mais celle-ci n'eût pas suffi de toute façon à enflammer un panneau maself. La même source précise que toutes les sorties des défenseurs eurent lieu de jour mais qu'au début de l'hivernage de 1888, ils tiraient plus de flèches que de balles.

(207) PEROZ (1895, p. 192) attribue cette tactique aux sofas. Elle paraît avoir été assez fréquente chez tous ceux que balayait la charge des spahis. « Ces sofas sont réellement de braves gens. Serrés de près par nos cavaliers, ils se laissaient aborder et tombaient à plat sous le coup de pointe comme s'ils étaient tués raidés. Les coups de sabre tuent rarement ainsi. Blessés mortellement, légèrement ou pas du tout, ils se soulevaient un peu, visaient le spahi dans le dos et lui lâchaient leur coup de fusil. Un coup de revolver des cavaliers venant derrière les achevait. »

(208) Les seuls prisonniers que les Samoriens aient souvent mis à mort étaient les courriers des Blancs, qu'ils considéraient comme des traîtres. Malgré une paie très forte, soit 150 francs or par message, les malheureux étaient réquisitionnés et faisaient à contre-cœur leur terrible métier : « Tué par Samori, fusillé par nous, telle était l'alternative ». (PEROZ, 1895, p. 225). « Tout courrier pris avait le bras droit coupé puis, souvent était immédiatement mis à mort. De sorte que ces malheureux imaginaient d'épouvantables ruses pour éviter cette redoutable corvée. » (*ibid.*, p. 226). Un courrier se mutila ainsi peu après son départ et revint, se disant blessé par les sofas. Dénoncé, il fut aussitôt fusillé.

(209) C'est ainsi qu'en 1889, à Dwako, Sidi-Baba brûlera à petit feu dans la paille la vieille mère de Dalaularè-Mori, parce qu'il avait un compte personnel à régler avec celui-ci [192]. Les nombreux récits d'enfants brûlés vifs « comme des arachides » ressortissent par contre à un thème stéréotypé, comme on le verra plus loin. (Annexe XI).

(210) Un chef vaincu voulait généralement disparaître. S'il ne se faisait pas sauter dans son réduit, comme nous en avons tant d'exemples, il demandait la mort aux vainqueurs. Qu'on se reporte aux pages de Baratier, peut-être un peu romancées sur la mort du chef de Djenné. (*A travers l'Afrique*, p. 151).

(211) « Par un sentiment d'humanité et dans un but politique, le commandant supérieur ne fait pas fusiller les sofas de Samori pris les armes à la main. » (HUMBERT, p. 468).

Péroz atteste que cette indulgence du colonel était mal vue de ses subordonnés. « Une cinquantaine de prisonniers sont gardés en tas dans la grande cour de Kérouané par deux tirailleurs, baïonnette au canon... Ils ne savent trop le sort que nous leur réservons et tous ensemble, comme mus par un ressort, ils tourment anxieusement la tête chaque fois qu'un mouvement insolite se produit dans le tata. Certes, s'ils n'avaient dû compter que sur la clémence de ceux qui les ont pris : officiers, tirailleurs ou spahis, depuis longtemps nous en serions débarrassés, mais le colonel veut se servir d'eux pour faire connaître à leurs camarades que ce n'est nullement à eux que nous faisons la guerre, mais à Samori seul. » (PEROZ, 1895, p. 227).

Aucune désertion ne s'étant produite, Humbert, fort marri, invoquera la terreur que Samori inspirait à ses hommes, puis tiendra d'absurdes raisonnements qui prouvent qu'il regrettait son geste. « Les sofas, loin de venir à nous comme on pouvait l'espérer sont encore plus acharnés à la résistance. Espérant avoir la vie sauve s'ils sont pris, ils luttent jusqu'à la dernière extrémité. Ces exemples montrent que la terreur seule peut dompter ces barbares. Samori l'a bien compris. Il ne les traite que par la cruauté. » (*ibid.*, p. 468).

Cet homme intelligent, mais orgueilleux, se refusait donc à admettre que son adversaire puisse inspirer à ses hommes un loyalisme profond et incarner leurs raisons de vivre. Il reconnaît pourtant que Samori, impressionné par sa clémence épargna deux courriers français pris par les sofas.

Seuvsés par Humbert d'une exécution sommaire, les Samoriens prisonniers n'en connaîtront pas moins un sort affreux. Requis comme porteurs mais à peine nourris, ils se traineront derrière la colonne : « Les cadavres jalonnent la route, les sofas prisonniers qui ne peuvent suivre sont abattus au passage par la baïonnette d'un tirailleur ou la balle du revolver d'un spahi d'arrière-garde. Les paysans, les porteurs et les captifs s'arrangent pour mourir de leur mieux là où ils sont couchés ». (*ibid.*, p. 255).

La longanimité d'Humbert n'était d'ailleurs pas sans limites. Fin mars, quand la colonne battait en retraite, réduite à la portion congrue, il paraît être revenu aux rigueurs d'Archinard. Péroz nous rapporte un incident survenu à Madiarébugu le 21 : « Un sofa a été saisi au milieu des petits postes. On l'a amené au colonel qui l'interroge... Ce prisonnier est fort intelligent. Il donne au colonel beaucoup de détails sur... l'organisation et la discipline du feu imposée aux sofas... Puis tout à coup une épouvante lui vient. Peut-être se rappelle-t-il les têtes plantées par les tirailleurs sur la route de Baratoumboun et il se met, pour éloigner le moment d'une mort qu'il sent certaine, à débiter avec une volubilité folle mille choses sans suite... Il tremble de tous ses membres. Le colonel fait un signe. Des tirailleurs l'emmènent à quelques pas, hors de la lueur vacillante du photophore qui nous éclaire, au tournant d'une case en ruine, ils tuent le malheureux à coups de baïonnette. » (*ibid.*, p. 303). Deux jours plus tard, le 23, Arlabosse campe à Bisândugu. « Les sofas ont encore essayé de nous gêner, ils nous ont empêché de dormir, la fusillade n'ayant pas cessé de toute la nuit. L'un deux ayant été pris a eu la tête coupée, et elle a été plantée sur une perche au bord de la route pour servir d'exemple. » (ARLABOSSE, 1932, p. 500).

(212) Les distributions de vivres allant en priorité aux tirailleurs, les porteurs français connaissaient en réalité un sort aussi déplorable que leurs confrères samoriens. Des centaines de porteurs... bivouaquent en plein air sur la place non loin de ma tente. Souvent je suis réveillé la nuit par leur toux déchirante. C'est pitié de les entendre, plus triste encore de les voir. Parqués comme des bestiaux, brutalisés dès que nous avons le dos tourné par leurs gardiens, noirs comme eux cependant, nourris à peine pour ne pas mourir de faim, car ici la disette est le lot de tous et surtout le leur, sans abri la nuit contre le vent glacial qui souffle de l'est, vêtus de haillons, ils sont encore pillés et volés par tous les fripons que nous traînons avec nous : domestiques, palefreniers, agents politiques ou autres. « La scène est à Bisândugu. (PEROZ, 1895, p. 193).

Une meilleure nourriture ne mettait pas fin à leurs peines. « Beaucoup mouraient à la vérité, parfois plusieurs dans une journée, mais c'était des suites des fatigues et des privations endurées jusqu'à ce jour, car à Sanankoro ils trouvaient au cours des corvées de vivres qu'ils faisaient sous escorte... de constantes occasions de s'approvisionner. » (*ibid.*, 225).

Dans de telles conditions on comprend aisément qu'il ait fallu une surveillance constante pour empêcher les désertions en masse.

- Et ces hommes sont hélas, tous, sauf un petit nombre de sofas prisonniers qui ne tarderont pas à s'évader, des cultivateurs de notre Soudan, captifs, parfois hommes libres de ces régions qui, depuis plus de quinze années, se sont donnés à nous et nous sont depuis restés fidèles. Après qu'au retour ces pauvres diables décimés par une mortalité énorme auront raconté leur triste odyssée, conçoit-on la terreur et peut-être les haines que soulèveront ces terribles corvées annuelles. » (*Ibid.*, p. 194).

La situation des porteurs Samoriens paraît incontestablement avoir été moins dure, si l'on excepte des crises comme celle de Sikasso.

A titre de comparaison, on trouvera des données intéressantes sur le portage en basse Côte d'Ivoire, dans un rapport de Bricard à Binger, daté de Zaranou le 20-10-1895 (*Dakar*, 5 G 51).

Les normes du portage au Congo, sur la fameuse piste Loango-Brazzaville étaient plus élevées puisqu'elles atteignaient 30 kg. par charge. Voir M. MICHEL, C.E.A., n° 25 (1967), p. 155.

(213) Les grains courants, riz ou mil, ont un poids spécifique voisin de l'unité.

Selon les mesures traditionnelles des Malinké, la poignée (*bofofa*) pèse donc à peu près 50 grs., le *nifiga* 250 grs. et le *mudé* 1 kilo. Delafosse définit le *nifiga* comme la nourriture quotidienne d'un homme. Il se contredit en définissant le *mudé* 4 fois plus élevé, comme la nourriture d'un homme pendant deux jours (DELAFOSSÉ, 1955, p. 518). La tradition atteste que la ration quotidienne était de 2 *nifiga*.

(214) Le 17 juillet 1887 à Wolosébugu, Binger observa l'un des convois de ravitaillement de Kémé-Bréma. Il portait 800 kilogs de mil et seulement 100 kilogs de riz. Il comptait de nombreuses femmes, qui avaient évidemment été réquisitionnées à défaut d'hommes. (BINGER, 1892, I, p. 32-33).

(215) Sans minimiser cette tragédie, il convient de lui donner ses dimensions véritables.

En 1888, après plus d'un an de siège, Festing ne dénombra que 73 crânes de porteurs sur les 200 km. de désert entre Bougouni et Sikasso.

(216) Binger, soucieux d'accabler Samori sur tous les plans se contredit quelque peu. Il nous montre d'abord la route de Sikasso parsemée des cadavres des porteurs, et ce tableau sinistre est, hélas, très vraisemblable. (BINGER, 1892, T. I, pp. 66 à 69). Mais un peu plus loin il nous montre le camp lui-même en proie à la famine, accuse les chefs Samoriens de s'empifrer en laissant mourir de faim leurs hommes, ce qui, ajoute-t-il, « explique la grande quantité de cadavres qui jalonnent la route. » (*Ibid.*, p. 99). Or ces morts n'appartenaient certainement pas à l'armée qui était depuis quatre mois déjà sous les murs de Sikasso.

Quant aux chefs samoriens, ils montraient peut-être de la dureté et de l'égoïsme, et il est probable qu'ils mangeaient une grande partie de la viande disponible, mais il aurait fallu qu'ils fussent bien nombreux et d'une glotonnerie extraordinaire pour compromettre la ration de riz et de mil de leurs hommes.

Il est vrai que Binger parle de 5.000 personnes « mourant littéralement de faim » sur les 10.000 habitants du camp. Peut-on dès lors parler de « chefs » ? Si Binger a vu juste, tous les combattants devaient manger à leur faim aux dépens de leurs captifs.

(217) A Sikasso, selon Binger, seul Lāngamā-Fali possédait des kolas (BINGER, 1892, I, p. 92).

(218) Ces sept bêtes étaient sans doute gardées à proximité de la résidence de Samori pour servir à sa consommation immédiate et à celle de sa famille. (BINGER, 1892, T. I, p. 100).

(219) Le 17 juillet 1887, Binger signale pourtant un convoi mixte comptant 52 charges de mil, 9 de riz, 2 de néré, et 8 de poudre. Il commet nécessairement une erreur car il attribue 800 kilogs aux charges de poudre. (BINGER, 1892, T. I, p. 33).

(220) *Fu* = fibre végétale faite avec du *toro* (*Ficus vogeli* ou *Sycomore*). *Fufu* signifie sac en fibres et bagage en général. Il sert à enserrer aussi bien des paniers de grains que des ballots de kola.

La petite couronne que le porteur pose sur sa tête pour équilibrer sa charge est également faite de fibres de *toro*.

(221) *Du* signifie courbé, arrondi. *Dundu* désigne à proprement parler une grande poterie en forme de joue.

Voici la description que donne Binger du récipient à poudre qui portait le même nom : « Les Doundoun, qui contiennent la poudre fabriquée par les Bambara sont confectionnés en bois de *diala* et d'un seul morceau. Ils ont la forme d'un pain de sucre, l'orifice est légèrement disposé en osé en entonnoir et bouché avec un tampon en bois autour duquel est enroulé un vieux linge. Chaque doundoun contient 8 à 10 kilogs de poudre au maximum (BINGER, 1899, T. I, p. 35).

(222) L'arsenal du Tintikuru, pris intact en 1892, ne contiendra que 137.000 cartouches en état, mais l'alignement des sofas à 200 coups avait déjà été fait. Ce chiffre ne fut pas constant. Au Sambiko (janvier 1892), les sofas ne porteront que 30 cartouches. Quand il sera possible de leur en donner 200 ils seront capables de supporter cette surcharge grâce à leurs captifs. Les tirailleurs, déjà écrasés par leurs bardas, ne pourront jamais en emmener plus de 130.

(223) Le 2^{me} Bureau de Kayes confirme que Samori connaissait exactement l'effectif de Fréy à la fin de 1885 (F.O.M. *Sénégal*, IV, 88).

(224) En seize ans de lutte, les Français ne pourront signaler que trois surprises vraiment réussies : à Fatako-Dyinko en 1885, à Kolôni en 1893 et à Ténindyéri en 1898. Toutes trois n'ont été possibles que grâce à des marches forcées extraordinaires et la légèreté des Samoriens leur permit chaque fois d'éviter le désastre. On n'a pas le droit d'y ajouter l'affaire de Dugura en 1889, car Archinard y surprit des hommes dont le souverain venait de traiter avec les Français et qui se croyaient en paix. L'extension de la terre brûlée de 1891 à 1893 empêchera pratiquement toute surprise. L'assaut du Tintikuru, en 1892, n'en sera pas une, car Samori voulait justement se cramponner à cette position en vue du fert français. Il sera finalement arrêté à l'improviste en 1898, mais c'est qu'il se trouvait alors en pays hostile et qu'une effroyable famine avait disloqué son armée et en avait émoussé les réflexes.

(225) Quand une galerie forestière revêt un marigot aux rives abruptes et au fond vaseux, elle n'est franchissable par les pistes qu'en petit nombre de points, et celles-ci aboutissent généralement au fond des méandres étroits. Un tel site se prête donc admirablement aux embuscades.

En 1892, les palissades du Béséko ne s'étendront pas sur moins de 2 kilomètres de part et d'autre du gué.

Presque toujours un bois borde la route à droite ou à gauche et les abords du marigot sont défendus par des abatis, le cours d'eau lui-même l'étant par des palanques. (HUMBERT, 1892, p. 463).

(226) Pour ces combats on se reportera à HUMBERT, p. 146 et PÉROZ (1895, p. 287). Le 11 mars, Péroz avait remarqué la façon ordonnée dont les sofas battaient en retraite tout de suite après la débâcle (*ibid.*, p. 275).

(227) Cette vieille tactique antérieure aux armes à feu est signalée dès le XVI^e siècle à propos des Songhay par l'Anonyme Espagnol : « Ceux-ci au moment du combat plient la jambe et l'attachent au-dessus du genou comme on fait en Berbérie pour les empêcher de fuir... Ils font cela pour que les autres soldats, les voyant demeurer fermes, combattent avec plus de courage et ne s'enfuient pas ». H. de CASTRIES, *Une description du Maroc sous le règne de Moulay Ahmed el Mansour (1596) d'après un manuscrit portugais*. Paris, 1969.

(228) A propos d'une de ces embuscades, Péroz admire « le sang froid parfait que nos ennemis savent conserver à l'occasion. J'étais passé à un mètre d'eux à peine, mais Samory leur a défendu de tirer sur les cavaliers de pointe afin de ne pas déceler prématurément leur présence et pour réserver leur première décharge à la masse de l'infanterie. (PÉROZ, 1895, p. 198). Péroz signalera ensuite le rétablissement rapide des sofas sur les hauteurs avoisinant une rivière dont ils avaient été délogés à la baïonnette (*ibid.*, p. 273).

(229) Lors de son voyage à Bisāndugu, Péroz avait étonné les Samoriens en tirant un bœuf à 100 mètres « alors que les meilleurs chasseurs du pays ne tiraient pas à plus de 30 pas ». (GALLIENI, 1890, p. 347). Cette dernière affirmation est d'ailleurs excessivement sévère.

En 1892, habitué à cette maladresse, il était monté sur les banquettes de la rive du Milo à Kérwané, quand il faillit être touché par un tir précis long d'au moins 700 mètres. (PÉROZ, 1895, p. 211).

(230) Cette garde n'aurait compté, il est vrai, que 10 hommes.

(231) Musa Kulibali, dit Kuruba Musa, d'après son village natal, voisin de Kangaba et détruit par Kémé-Bréma en 1882, était un homme extrêmement fort. Son maître le remarqua et l'envoya à Samori qui le versa dans sa garde. Il se distingua sous les murs de Sikasso [10].

Selon PEROZ (1895), quand il luttait dans les rangs des Français contre ses anciens camarades, il hurlait son nom comme cri de guerre, mais c'était pour signaler sa présence à l'ennemi, qui se laissait alors tuer sans essayer de le toucher.

(232) Ngolo Kôndé était un Bambara de Sankadugu (Gwanadugu) pris par Kémé-Bréma en 1883. Remarqué pour sa bravoure il fut envoyé à Samori qui l'intégra à sa garde où il fit la guerre de Sikasso. Quand Sarankè-nyi-Mori sera proclamé héritier, en 1889, il organisera sa garde personnelle [10].

Les Français rapportent des témoignages sur le cas de Kuruba-Misa, mais pour Ngolo ils ne connaissent que des bruits. Il aurait été sergent de tirailleurs, libéré en 1886. Il aurait donc fallu qu'il ait été s'engager au loin, puisque son pays n'était pas tenu par les Blancs, et qu'il ait servi plusieurs années. On voit que c'est tout à fait impossible.

Par ailleurs Ngolo était absolument inconnu jusqu'en 1890. Binger ne parle pas de lui quand il décrit la garde de Samori en 1887. Les Français n'ont appris son existence qu'en recevant ses coups au combat du 3 septembre. C'est à ce moment que sa légende d'ancien tirailleur a pris corps.

(233) PEROZ, 1895, p. 297 : « Une de ces reconnaissances a tué plusieurs soldats noirs habillés en cipayes anglais à dolman blanc ou rouge soutaché de jaune. Quelques-uns portaient des galons d'argent en chevrons sur les manches ». Péroz émet aussitôt l'hypothèse que les autorités de Freetown prêtent des instructeurs à Samori. « Si l'on en croit les insignes de sergent battant neuf ornant les manches d'un uniforme très complet du West India Regiment ».

(234) Quayle-Jones précise que l'entraîneur de Bilali était originaire de Sininkoro (Sānkarā). Il n'avait donc fait que rentrer chez lui une fois libéré. ARLABOSSE nous décrit la fin d'un de ces hommes : en mars 1892, à Sanankoro « la garnison a pu, dans une sortie, ramasser 180 fusils, 800 bœufs, quelques sofas, parmi lesquels mes tirailleurs reconnaissent un de leurs anciens camarades, de Kankan, de ma compagnie, le seul qui eût déserté. Intelligent mais très mauvais sujet, passé chez Samori il lui a fourni des renseignements sur notre situation et, fait plus grave, s'est offert comme instructeur... Séance tenante, la 6^{me} Cie est rassemblée, le coupable est conduit à une petite distance et fusillé dans le dos, sur la demande des tirailleurs qui estiment qu'un lâche ne mérite pas d'être fusillé de face, comme un brave qui a le droit de voir venir la mort ». (ARLABOSSE, p. 499).

L'un des entraîneurs de 1897 était un tirailleur capturé en 1893 au combat de Worondo (détachement d'Ahmed Aïeta) (selon NEBOUT).

(235) Le 30 mars 1892, quand les lieutenants Bunas et Biatrix se heurtèrent au Foroba à Kabadyāmbara, ils constatèrent que les sofas manœuvraient au clairon et obéissaient aux commandements en français : « joue, feu, rassemblement ».

(236) Kenney avait déjà signalé cette allure en 1892, chez Bilali. « Une forte compagnie d'infanterie, armée de chassapota, marcha dans un silence parfait ». L'armée de l'Ouest ne possédait à cette époque aucun clairon.

(237) PEROZ, 1965, p. 270. Le capitaine, comme d'habitude, force un peu son argument. Au lieu de « deux sofas » il aurait dû écrire « deux chefs », mais il a l'honnêteté d'ajouter que ces hommes étaient mûs par des raisons personnelles. Le premier était Fanyanama, pris à Sikasso en 1887, qui déserta avec 7 sofas pour rejoindre son ancien maître Tyéba. Le second était le fils d'un chef servant sous nos ordres, c'est-à-dire Numori-Duguro, qui rejoignit les Français le 3 février.

(238) La tradition présente Lāngamā-Feli comme un chef extrêmement populaire, alors que Binger nous dit qu'il abattit un bœuf pour nourrir ses lieutenants pendant que les sofas rongeaient des feuilles et des tiges de maïs. (BINGER, 1892, T. I, p. 34).

(239) « Il est juste d'ajouter que Samori garde avec soin leurs familles et leurs biens qui lui répondent de leur fidélité. » (HUMBERT, p. 468). Cette interprétation ne s'oppose nullement à la nôtre, elle la complète.

(240) « S'ils avaient été commandés par des officiers comme les nôtres, nous ne serions arrivés à Sanankoro qu'après avoir perdu plus de la moitié de nos effectifs. » (HUMBERT, p. 459).

(241) « Son armée est supérieure à toute autre. C'est un philosophe et un organisateur. » (F.O.M., Sénégal, IV, 73 b).

(242) « Nul au Soudan ne savait de quel Samori était capable. Tous étaient convaincus du succès d'une attaque brusquée : en quelques semaines on en viendrait à bout presque sans résistance. » (BARATIER, 1908, p. 71).

L'ORGANISATION TERRITORIALE

A) STRUCTURATION DE L'ESPACE

L'ETUDE de l'organisation territoriale du domaine samorien vient logiquement à la suite de celle des institutions militaires, puisque les gouvernements étaient définis par les armées qui les occupaient, qui en vivaient, et dont les chefs les administraient. Tel est à vrai dire le trait le plus original de l'Etat samorien, et le fondement réel de sa puissance. Le conquérant s'était placé au-dessus de ses prédécesseurs et de ses rivaux du Haut Niger du jour où il ne s'était pas contenté d'une suzeraineté facilement remise en cause, comme celle des Sisé, mais avait su imposer un contrôle permanent aux vaincus. Ce seuil qualitatif avait été franchi grâce à l'organisation des commandements territoriaux.

1°) L'ÉCHELON LOCAL.

Cette centralisation révolutionnaire connaissait d'ailleurs ses limites car, si elle visait à la subordination des anciennes chefferies, il n'était nullement question de les abolir. Entre la nouvelle structure impériale et les kafu, centres traditionnels de la vie politique, un équilibre s'établissait, mais sa formule variait selon le temps et le lieu.

Permanence du kafu. — A moins d'une déportation massive des habitants, ces cellules solides, héritières d'une longue histoire, survivaient toujours dans une ombre modeste, prêtes à revenir au jour si l'Empire faiblissait. Quand les Français auront détruit celui-ci elles fourniront les premiers cadres territoriaux de l'ère coloniale.

Nous avons déjà décrit le kafu malinké, avec la personnalité sociale et religieuse, dont il tirait une extrême cohésion ainsi que la puissance d'assimilation qu'il exerçait sur les vagues successives d'émigrants ou de conquérants. Il ne pouvait disparaître que par l'extermination ou la dispersion définitive de ses fils, et ceux-ci le reconstruisaient avec une étonnante obstination après chaque guerre et chaque exil.

Les cultes animistes étaient partout présents dans les kafu, ou les gros villages musulmans, même solidement enracinés, faisaient toujours figure d'enclaves. Samori, en s'islamisant et en se faisant dyula, avait acquis dès sa jeunesse une mobilité qui le détachait de ces réalités traditionnelles, et cependant, même au sommet de sa puissance, au moment de la crise théocratique, il ne songea jamais à s'en prendre aux kafu et à combattre leur autonomie. Il voyait certainement en eux les cadres permanents sans lesquels la société malinké, qu'il voulait rénover, n'aurait pas pu survivre.

Il se borna à substituer sa souveraineté à celle des Māsa en utilisant un rituel ancien et accepté de tous, dont il généralisa systématiquement l'emploi. C'est ainsi qu'il faisait « boire le dègè » à ses nouveaux sujets, selon l'expression en français local qui traduit parfaitement le « *dègè mi* » des traditions orales.

Le dègè est un plat très apprécié qui sert couramment de provision de route (1), une espèce de brouet, fait de farine de mil ou de riz, délayée dans du lait fermenté. Pour le rituel de soumission, on y ajoutait du *nasi*, c'est-à-dire l'eau provenant du lavage d'une tablette de versets coraniques. On jetait un fer de hache chauffé au rouge dans ce liquide magique avant de le mêler au dègè. Celui-ci, dont la consistance peut varier beaucoup était, selon le cas, soit bu, soit mangé en boulettes. La cérémonie avait lieu en présence de l'Almami ou d'un kèlètigi qui le représentait.

Les délégués du kafu soumis remettaient au conquérant, en signe de paix, un coq, un mouton et 10 kolas, tous de couleur blanche. Chacun d'eux prononçait ensuite la formule : « *Dègè ka n fagha, ni nèyè dyafa kè* ». - « Que le dègè me tue si je trahis », après quoi il buvait ou avalait une boulette et mâchait un fragment de kola.

Ces éléments islamisants, qui n'ont rien de surprenant, ne doivent pas nous faire qualifier ce rituel de musulman. Il paraît assez ancien et était couramment employé au XVIII^e siècle par des conquérants animistes, comme les empereurs de Ségou. Ce trait culturel est caractéristique de la zone soudanaise par opposition à la Forêt, où des serments analogues se font exclusivement sur le kola avec des sacrifices sanglants. Il est en tout cas significatif que Samori n'ait jamais eu recours à un autre rituel, même à l'époque de la théocratie.

L'organisation de cette cérémonie au profit des ralliés allait de soi, mais, pour les vaincus, c'était une faveur. En buvant le dègè ils échappaient en effet à la servitude, conséquence de leur défaite, et devenaient des hommes libres, égaux aux autres sujets de Samori. Leur engagement n'était pas entièrement unilatéral puisque leur nouveau maître proclamait à cette occasion le taux des prestations qu'il exigerait désormais d'eux, et qu'il s'engageait ainsi à ne pas dépasser. Les contractants renonçaient par contre à leur indépendance et leur serment solennel justifiait les pires représailles au cas où ils y manqueraient. Il ne semble pas cependant qu'ils aient cru à un effet magique du dègè sur leurs personnes. Aucune tradition ne signale un parjure qui ait ressenti individuellement l'effet de sa trahison. Il ne s'était pas engagé en son nom mais au nom de son kafu et c'est celui-ci dans son ensemble que les puissances surnaturelles devaient châtier, en cas de trahison, par une catastrophe ou une défaite bien méritée.

C'est en tout cas la violation de ce serment que l'Almami invoquait pour justifier les représailles massives qu'il a ordonnées en quelques circonstances, à l'encontre des normes coutumières. Tel fut le destin qui frappa, en 1888, les Vasulunké de Samamurula et, en 1893, dans une moindre mesure, les Bambara de Ntèntu.

La soumission était entérinée par la remise au nouveau vassal d'une tunique brodée (*doroké*) et par la présentation du dugukuñnasigi qui allait désormais le surveiller. Si Samori n'avait pas présidé en personne la cérémonie, le chef rallié ou, s'il était impotent, l'un de ses parents devait faire le voyage de Bisândugu pour se présenter au conquérant pendant la prochaine saison sèche.

Ce dernier devait protection à ceux qui respectaient leur serment de fidélité et on considérait qu'un lien personnel l'unissait à ceux qui avaient bu le dègè, et par leur intermédiaire, à la collectivité qu'ils représentaient. Celle-ci était ordinairement un kafu, mais il arrivait souvent qu'un gros village, surtout s'il était musulman prêtât serment séparément. Le conquérant le prenait alors sous son contrôle personnel, et le soustrayait généralement à l'autorité du kafu animiste

dont il dépendait. Tel était le statut dont bénéficiait coutumièrement les villages du Haut Konyā avant la Grande Révolte, alors que ceux du Nyumamāndu étaient maintenus dans la dépendance des Kurānko du Mafélé, vieux alliés de Samori.

Il arrivait enfin, très exceptionnellement, qu'on modifiât le rituel de façon à souligner l'égalité théorique des parties en présence. Toutes deux buvaient alors tour à tour et se juraient mutuellement fidélité. La tradition n'atteste cette procédure qu'en une seule occasion, en 1881, à Gbèlèha, quand les Turè d'Odienné se rallièrent de bon gré à Samori tout en marquant qu'ils entendaient garder leur autonomie.

Diversité des statuts. — Quelle que fût la formule adoptée, la cérémonie du dègè marquait l'intégration à l'Empire des contractants qui devaient dès lors se soumettre aux chefs désignés par le Souverain et lui fournir régulièrement, en hommes et en nature, les prestations prévues. Ils devaient aussi accepter sa politique générale, mais la coutume fixait mal les limites que celle-ci devait respecter. Quand Samori voulut interdire les cultes animistes et soumettre la justice au contrôle des marabouts, le sentiment général fut qu'il outrepassait ses droits, et la colère qui en découla allait contribuer à la Grande Révolte.

L'Almami lui-même a toujours admis qu'une fois ses obligations remplies, chaque kafu ou chaque village indépendant était parfaitement maître de ses affaires. Il disposait librement de ses terres et rendait la justice entre ses membres conformément à la coutume. Cette autonomie était garantie par la position reconnue aux chefs. Il arrivait souvent que Samori écartât un individu hostile ou douteux, mais il le remplaçait presque toujours par un membre de la même lignée qui avait des titres traditionnels analogues. Il y eut des exceptions, bien entendu, mais elles sont rares et s'expliquent toujours aisément. C'est ainsi que Samori régla un compte personnel avec les Kondé en nommant le griot Sori Kamiso à la tête d'une fraction du Basāndo. Quant à la métropole islamique de Kankan, son importance était telle qu'il ne pouvait la laisser sous le contrôle raucunier des Kaba, agents de propagande des Tidyani. La promotion des Shérifu au commandement politique n'a donc rien de surprenant.

Il arrivait cependant qu'un kafu suspect était privé de son chef et que le conquérant nommait à sa tête un sofa auquel les villages devaient obéir directement. Ceux-ci gardaient naturellement leur autonomie coutumière, mais le kafu ne pouvait conserver sa personnalité sans s'incarner en un homme, et sa disparition aurait ébranlé toute la société. Samori ne le souhaitait pas, aussi n'eut-il recours à de telles extrémités qu'après la Grande Révolte et comme expédient provisoire. Il se hâta dès que possible de revenir à la norme. Il fallait qu'un pays fût pratiquement réduit à l'état de désert pour que son commandement soit confié directement à des chefs sofas, comme le Sāukarā et le Wasulu occidental après 1888.

Après 1894, le centre de l'Empire sera transféré au Dyimini, écrasé et presque vidé de sa population. Samori tiendra pourtant à y nommer dès que possible un chef indigène, Mamuru Watara, mais le pouvoir de celui-ci se limitera à quelques villages puisque les autochtones qui n'avaient pu fuir étaient presque tous captifs des grands dignitaires de l'Empire. Le conquérant n'en tiendra pas moins à sauvegarder le principe du commandement coutumier.

Les allogènes. — Cet exemple nous écarte cependant des Manding qui nous ont fourni le modèle du kafu. Certaines ethnies comme les Guerzé, les Toma ou les Kono de Sierra Leone possèdent des unités territoriales analogues, mais ni les minuscules alliances qui groupent les villages Kisi ni, dans l'Est, les « tribus » des Dī et des Guro ne se rattachent à ce type. Dans l'ancien Empire, dont les Manding occupaient la quasi-totalité, Samori évita de se perdre dans le dédale

de ces institutions exotiques. Il traita toujours les ethnies allogènes par l'intermédiaire des grands vassaux dont il se réservait le contrôle personnel : les Kurānko ou les Savané pour les Kisi, les Kamara du Tukoro pour les Toma (2), les Dyomāndé du Mau pour les Dā. Les Kisi occidentaux étaient rattachés par exception à l'armée de l'Ouest et c'est seulement après 1890 que le Mau sera contrôlé par les éléments du Foroba qui préparaient l'exode vers l'Est. Après 1894, les problèmes du nouvel Empire seront tout autres car les Manding s'y trouvaient minoritaires et les institutions des ethnies allogènes passaient au premier plan. Les gros villages des Sénufo étaient groupés en *tar*, bien différents des kafu, mais l'influence dyula avait fait naître chez eux des robustes Etats militaires comme Korhogo et Sinématyali. Les terres de l'Est s'opposaient d'ailleurs à celles du Haut Niger par des traditions de centralisation politique qu'illustrent les royaumes Gondja et Abrō, celui de Bonna et l'Empire de Kong. Campant dans un milieu exotique, Samori s'orientait alors vers des formules de commandement indirect et il se contenta d'imposer son hégémonie aux grands royaumes. Les cellules de base, plus ou moins homologues aux kafu, ne l'intéressaient plus qu'au second degré.

Les dugukuñnasigi. — Le fait essentiel reste que, même dans l'ancien Empire, là où son action fut la plus profonde, le conquérant ne visait pas à la subversion fondamentale de l'ordre ancien. La Révolution dyula s'adressait surtout aux Manding, et Samori voulait la fonder sur le respect des valeurs traditionnelles qui s'incarnaient dans le kafu. Celui-ci étant accepté comme une réalité stable, il s'agissait seulement de le prendre en main. Pour y parvenir, Samori n'eut pas à innover profondément, car il se contenta de généraliser une pratique léguée par ses prédécesseurs en installant des *dugukuñnasigi* auprès des chefs coutumiers qui reconnaissaient son hégémonie (3).

Ces personnages, ignorés par les Etats Peuls, étaient déjà couramment utilisés par les Sisé et les Turé d'Odienné, et ils répondaient parfaitement aux besoins d'une hégémonie militaire en milieu malinké. Samori en plaça dès ses premières conquêtes dans le Worōndugu voisin de Sanānkoro puis dans le Basāndo et le Sabadugu. A partir de 1876 il en établit dans les principaux villages du Haut Niger et, quand il se mit à créer des gouvernements militaires, ses *kèlètigi* n'eurent qu'à suivre cet exemple. Les *dugukuñnasigi* étaient désormais les hommes du gouverneur au lieu d'être ceux du Faama et leur réseau serré couvrit vite toute l'étendue de l'Empire. C'est là un fait essentiel, car c'est d'eux que dépendait la cohésion de cet Etat militaire qui rassemblait pour la première fois tant de pays à forte personnalité.

Leur recrutement était assez homogène, mais en tenant compte de deux sources bien distinctes. Les *kèlètigi*, ou même Samori, y plaçaient souvent d'anciens *bilakoro*, donc de très jeunes gens, qui se distinguaient par une fidélité absolue. A défaut ils choisissaient des sofas âgés, souvent invalides, qui avaient mérité leur confiance.

Chacun de ces hommes recevait le commandement d'une petite troupe de 5 à 10 sofas, mais ceux-ci étaient de la dernière qualité, malades ou blessés, trop vieux ou trop jeunes, et armés seulement de fusils à pierre. Ce n'était qu'une force de police et elle n'avait en principe jamais à combattre.

Le *dugukuñnasigi*, comme son nom l'indique, était placé à la tête (*kuñ*) d'un pays soumis où il devait résider (*sigi*) (4). On en trouvait généralement un par kafu chez les Malinké, et même davantage si plusieurs grands centres coexistaient dans la même chefferie. Inversement, si les kafu étaient minuscules comme ceux des Bambara du Banā et du Baninko, il arrivait que plusieurs soient confiés à un seul agent du conquérant.

Le dugukuñnasigi ne devait jamais s'éloigner du pays où son maître l'avait placé, mais ses tâches n'étaient guère absorbantes. Il avait seulement à s'assurer que les chefs coutumiers qu'il contrôlait exécutaient les ordres qu'il avait transmis. Il pouvait les arrêter en cas de manquement, mais le kèlètigi auquel il devait aussitôt les présenter avait seul le droit de les destituer.

Sa mission de surveillance était très générale, car il devait fortifier la loyauté politique du pays, dépister les complots possibles et dénoncer tout signe de mécontentement ou d'agitation. C'est pourquoi il s'imposait, avec beaucoup d'impudence, dans la concession du chef qu'il surveillait, entrant à tout instant, assistant à toutes ses réceptions, écoutant toutes ses conversations. Il n'avait aucune attribution judiciaire mais il pouvait intervenir pour s'opposer à un jugement politiquement dangereux ou empêcher tout empiètement sur les cas réservés à l'Almami (peines capitales, sévices contre les étrangers...). Il lui était d'ailleurs interdit de trancher lui-même et, après avoir mis son veto, il devait renvoyer tout le monde devant le kèlètigi.

L'ordre public était de son ressort et particulièrement la protection des dyula et de tous les étrangers qui traversaient son territoire. Il devait leur éviter toute avanie, empêcher la levée des péages que Samori avait supprimés et veiller à la bonne tenue des marchés. On a vu qu'à l'occasion il était chargé d'agir sur les prix qui s'y formaient en fermant l'accès à certains produits ou au contraire en contraignant les colporteurs de passage à s'y rendre (5).

Sa tâche la plus précise était d'imposer aux chefs qu'il surveillait une stricte exécution des engagements pris lors de leur soumission. Il vérifiait donc la surface du « champ de l'Almami », en contrôlait l'entretien et la récolte, puis assurait le stockage des grains en attendant les ordres du kèlètigi. En temps opportun, il devait réquisitionner les porteurs nécessaires pour transporter ces biens et les faire escorter par ses hommes. Il était responsable chaque année de l'envoi à l'armée du contingent du kafu et il organisait la levée en masse si l'ennemi menaçait son territoire.

La situation matérielle d'un dugukuñnasigi était généralement enviable, car il était nourri et logé par ceux qu'il surveillait, et prélevait le dixième du dyaka qu'il encaissait, parfois même une fraction des droits de marché. On ne saurait douter que de nombreux dugukuñnasigi aient abusé de leur situation car leurs administrés craignaient toujours d'être dénoncés et ne pouvaient pas leur refuser grand chose. Ces excès étaient cependant limités par le voisinage fréquent de marabouts officiels, qui ne dépendaient pas du kèlètigi mais de Samori lui-même. Bien qu'ils n'ensent rien eu à voir dans l'administration des kafu, ces pieux personnages étaient souvent en fort mauvais termes avec les dugukuñnasigi et ceux-ci se modéraient par crainte d'être mis en accusation. Samori a toujours veillé à faire des exemples de temps à autre et les plus hauts personnages n'étaient pas à l'abri, comme Tari Mori, kèlètigi de Bafagha, en fit l'expérience.

S'il voulait durer, un simple dugukuñnasigi devait se garder d'outrepasser certaines limites. Tout occupant est naturellement impopulaire et ces hommes, souvent tout jeunes, insolents et indiscrets, généralement âpres au gain, étaient rarement appréciés par leurs administrés. Ils furent massacrés en grand nombre à chacune des insurrections qui ponctuèrent l'histoire de Samori et particulièrement en 1888, à l'occasion de la Grande Révolte.

Les dernières années de l'Almami verront d'ailleurs une régression très marquée de cette institution. Le nombre des dugukuñnasigi baissera fortement après la répression de 1889, du seul fait que l'Empire sera dès lors largement dépeuplé. La stabilité qui était leur raison d'être disparaîtra pendant l'Exode vers l'Est, de 1893 à 1895 et les caractères spécifiques du nouvel Empire ne leur seront pas favorables. Samori recourra désormais à la vassalisation de grandes unités politiques qu'il rendait globalement responsables des prestations et cette méthode rendra inutile un contrôle trop étroit. Celui-ci s'exercera seulement dans le Dyimini, domaine personnel du

souverain, et dans quelques zones de morcellement politique comme le pays des Sénoufo installés au sud de Korogho. Les dugukuñnasigi qui y étaient placés souffriront d'ailleurs beaucoup, comme on pourrait le prévoir, lors de la révolte des Kufruo, en 1896.

* * *

Ce système déjà traditionnel a suffi à Samori pendant près de 15 ans. Des dugukuñnasigi surveillaient les kafu soumis tandis que des petites colonnes séjournèrent chez les « grands vaisseaux », sous couleur de les aider, mais en fait pour leur rappeler la prépondérance de leur maître. Tel fut le cas de Séku-Māmbi au Kabasarana tandis que, dans le Kisi, Samori se contenta d'orienter l'ambition personnelle de Dalanlarè-Mori.

2°) LES GOUVERNEMENTS MILITAIRES.

Genèse. — Les dugukuñnasigi ne disposaient jamais sur place d'une force capable de mater une insurrection, mais Samori se trouvait en état de les secourir dans les deux ou trois jours aussi longtemps que le territoire conquis n'excédait pas cent kilomètres de diamètre (6). Le conquérant pouvait jusque-là se contenter d'un centre unique où toute son armée tenait garnison et se tenait prête à intervenir. Il y en eut d'ailleurs deux dès 1873 puisqu'en partant pour Bisāndugu, il laissa son père à Sanānkoro sous la garde de son frère, Kémé-Amara. On pourrait y voir le premier exemple d'un gouvernement territorial si le Faama, en s'éloignant ainsi, n'avait pas simplement rendu l'autonomie à ses « oncles » les Kamara.

A Sanānkoro comme à Bisāndugu, le conquérant prit l'habitude de confier la garde de sa résidence à un frère chaque fois qu'il s'éloignait en colonne. A mesure que l'Empire s'étendait, les campagnes devenaient cependant de plus en plus longues et il semble qu'un seuil fut franchi en 1876 quand Samori partit sur le Niger pour y demeurer plusieurs années, à l'exception de très brèves visites sur le Milo. La garde de Bisāndugu, confiée à Manigbè-Mori, se transforma alors en véritable délégation politique pour le noyau central de l'Empire. La situation s'inversa en 1879 car Samori rentra dans sa capitale en laissant ses vastes conquêtes du Nord sous les ordres de Masarū-Mamadi qu'il avait installé à Damisa-Kura avec une grosse fraction de l'armée. Le Faama délégua les plus larges pouvoirs à ce frère, comme la distance l'exigeait, mais il lui imposa d'entretenir ses hommes sur les ressources du pays occupé. Cette décision est capitale car elle marque la naissance du premier de ces grands gouvernements militaires que nous qualifions d'armées territoriales. La croissance rapide de l'Etat samorien suscitait ainsi une mutation de structure, et il acquérait l'instrument d'une expansion illimitée, ce qui avait manqué à ses prédécesseurs. Le mot d'Empire s'impose pour le désigner à partir de cette date.

Analogies. — Comme la plupart des institutions que nous avons étudiées, les gouvernements militaires sont nés sous le signe de l'empirisme pour affronter une situation nouvelle qui exigeait une prompt réponse. Ils n'ont aucun précédent en terre manding et il ne semble pas qu'ils aient été directement inspirés par un exemple étranger. L'armée des Sisé avait toujours été concentrée en un seul lieu et celle du Kabasarana occupait les « villages sofas » (*sofadugu*) proches de la résidence du Faama qui pouvait la rassembler très vite. Malgré leurs relations avec Djenné, ces deux Etats ne s'inspirèrent jamais du Masina où quatre armées autonomes couvraient les principales frontières. Celles-ci ne correspondaient d'ailleurs pas à une division du domaine de l'Etat en grands gouvernements, si bien qu'elles ne sont pas significatives pour nous.

L'armée des Sisé était entièrement massée à Madina, et rien dans leur domaine n'évoquait la répartition du Futa-Dyalō en grandes provinces autonomes. La jeunesse studieuse de Mori-Ulé

chez les Peuls ne paraît donc pas avoir influencé son œuvre politique, pas plus que celle de Samori ne le fut par les excellentes relations qu'il noua avec Timbo à partir de 1878. Les gouvernements militaires que nous sommes en train d'étudier étaient parfaitement étrangers à la structure quasi féodale des Diwal dont chacun s'était cristallisé autour d'un noyau peul autonome dominant des masses serviles de vaincus.

Si nous voulons absolument trouver un terme de comparaison, il faut nous tourner vers les Toucouleurs dont l'immense empire était partagé en gouvernements, tenus chacun par une armée bien personnalisée et confié à un fils du conquérant ou à un général renommé. La ressemblance est cette fois frappante, bien que le système toucouleur n'ait jamais été très stable et que la fidélité des exécutants ait laissé à désirer. Le commandeur des croyants (*Lam-Dyul^odé*) n'exerça jamais sur les armées provinciales et leurs hiérarchies un contrôle continu et efficace. Il est possible que Samori se soit inspiré des Toucouleurs, mais il n'a certainement pas copié leur formule, car on doit garder à l'esprit qu'il n'avait en 1879 que des relations très limitées avec Dinguiraye et que sa méfiance envers les Tidyani était déjà fort marquée.

Ceux-ci avaient laissé s'établir une inégalité entre talibés et sofas qui ne répondait pas aux exigences de la « Révolution dyula ». On peut tout au plus admettre que Samori ait reçu d'eux l'idée d'affecter un territoire déterminé à l'entretien de l'armée qui le contrôlait. Mais pourquoi y voir un emprunt ? La logique de la conquête, à partir d'un certain niveau, imposait une solution de ce genre et l'application qu'en fit Samori était si originale qu'on ne saurait lui en disputer le mérite.

Principes. — La formation des armées territoriales découlait d'un principe fort simple qui ne variera guère jusqu'à la chute de l'Almami. Bien que l'Empire se justifiât par des fins politiques et sociales, celles-ci ne pouvaient être atteintes que par des moyens militaires, si bien que toutes les ressources disponibles devait être mobilisées au profit des combattants. Samori gardait le contrôle personnel du noyau central de l'Empire ainsi que celui des grands « vassaux ». Les ressources de ces régions servaient à alimenter à la fois sa garde et une puissante réserve formée des meilleurs combattants, qu'on appelait le Foroba (7).

Les frontières de l'Empire s'étaient cependant éloignées à tel point que le souverain ne pouvait plus s'y porter facilement. La constitution d'armées autonomes pouvait y porter remède mais elle ne s'imposait que dans les régions où il fallait assurer la poursuite de l'expansion, ou bien la défense contre un voisin dangereux. Elles ne furent donc constituées que sur les frontières actives. Ce fut le cas dans l'Est, où la « Révolution dyula » voyait s'ouvrir à elle l'immensité des savanes de la Boucle du Niger, comme dans l'Ouest où il fallait protéger la route essentielle de Freetown, et enfin dans le Nord pour surveiller des ennemis dangereux, Toucouleurs ou Français. Les frontières en sommeil, comme celles de la Forêt, ne furent pas tenues militairement et leur contrôle politique resta le monopole du souverain (8).

Samori avait accordé l'autonomie à ces armées pour qu'elles tiennent en main des terres lointaines et poussent plus loin la conquête. Il était dès lors logique de leur attribuer toutes les ressources dont le souverain ne gardait pas la gestion directe et tout le territoire soumis fut effectivement réparti entre elles à l'exception du noyau central qu'on réserva au Foroba. La nature militaire de l'Empire était ainsi révélée par cette institution nouvelle, sans laquelle son expansion illimitée aurait été impossible.

L'Etat samorien n'était donc pas un pays nettement personnalisé, mais un ensemble de fronts militaires dont les chefs ne laissaient passer aucune occasion de conquête et dont les im-

menses arrières couvraient tous les domaines que le souverain ne s'était pas personnellement réservés. Chaque kafu soumis au conquérant dépendait donc d'une arruée (*kèlè*) bien déterminée dont le chef (*kèlètigi*) nommait le dugukuñnasigi local.

En dehors des armes ou des chevaux que le souverain lui envoyait, chaque armée devait tirer toutes ses ressources du territoire bien déterminé qui lui était attribué et du commerce que les produits locaux lui permettaient d'organiser : Bilali se procurera ainsi du bétail au Futa-Dyalō et des armes sur les Rivières.

Dans le cadre de son gouvernement, le *kèlètigi*, fidèle reflet du souverain, faisait figure de monarque (9). Il ne devait de comptes qu'à l'Almami, à qui il rendait visite une fois par an, généralement à l'occasion de l'Ashura, le Nouvel An musulman. Elevé par la confiance du Maître, il risquait le pire s'il la perdait. Le cas échéant, il devait alors, comme Tari-Mori, se laisser mettre à mort sans murmurer.

Chef de colonne et chef d'armée. — Avant d'étudier ce personnage éminent, il convient d'écarter nettement une confusion due au titre qu'il portait. On a vu que le mot *kèlè* désignait aussi bien une simple « colonne » qu'une armée territoriale. L'empirisme remarquable des Malinké a joué ici contre la précision. Pour désigner la nouvelle institution qu'il créait, Samori s'est contenté d'employer dans un sens nouveau le vieux mot qui signifiait une troupe de guerriers en campagne. On a vu qu'à l'occasion de chaque conflit, le Māsa d'un kafu nommait un *kèlètigi* pour quelques semaines ou quelques mois, mais ces dignitaires temporaires avaient peu de chose en commun avec nos chefs de gouvernements militaires. La distinction était facile à faire dans les périodes de calme, car les chefs d'armées territoriales avaient seuls des fonctions politiques, par délégation des pouvoirs de l'Almami sur les kafu de leurs domaines respectifs. Les périodes calmes sont malheureusement rares dans cette histoire. Durant les crises, quand les gouvernements militaires se disloquaient ou s'effondraient pour se reformer un peu plus tard, tandis que des armées improvisées sillonnaient le pays en tous sens et couraient au plus pressé, de telles distinctions eussent été absurdes. Les meilleurs traditionnalistes trébuchent alors et on hésite à décider si Samori a envoyé tel *kèlètigi* comme chef de colonne, pour affronter un ennemi déterminé, ou lui a confié l'organisation d'une zone reconquise qui pouvait se transformer en gouvernement militaire.

Il est cependant possible de surmonter cette confusion en gardant à l'esprit que la distinction des deux fonctions n'avait rien de rigide. Le gouvernement militaire, innovation de Samori, était l'exception car il répondait aux problèmes d'un ordre nouveau que chaque crise remettait en cause. Pour la durée de celle-ci, on revenait aux chefs de colonne, dans la tradition du Konyā, mais ceux-ci, obligés d'improviser une politique loin du contrôle de l'Almami, ne se souciaient évidemment pas de distinguer leurs « pouvoirs civils » de leurs « pouvoirs militaires ». Ils faisaient boire le dègè, taxaient les vaincus et enrôlaient leurs hommes, sous réserve de l'approbation du souverain, et celle-ci leur manquait rarement si la victoire les justifiait. Ils n'inauguraient pourtant pas un nouveau gouvernement car, une fois le calme revenu, le territoire conquis était placé sous l'autorité directe de Samori, ou rattaché à des armées territoriales déjà constituées. Celles-ci sont faciles à identifier, en raison de leur très petit nombre. Bien qu'il ait innové en les créant, Samori obéissait encore à des habitudes anciennes. Puisqu'il prétendait apporter aux hommes un ordre d'inspiration divine, il était naturel que la délégation de ses pouvoirs ait eu une valeur rituelle et on a l'impression qu'il n'a pas obéi à de simples nécessités politiques en fixant à quatre le nombre des gouvernements militaires. Si nous y ajoutons le centre de l'Empire, ces cinq unités paraissent bien avoir obéi aux conceptions traditionnelles de l'espace universel. Les trois unités qui se cristalliseront après 1895, en seront l'image réduite.

Ce sont en tout cas les seules vraies armées territoriales, celles dont les kèlètigi, reflets de l'Almami, avaient reçu de lui une délégation sans réserve. Dans les dernières années, leurs titulaires seront tous des fils du souverain, mais il est significatif qu'ils aient été doublés par des hommes de confiance, qui détenaient le pouvoir effectif.

Dans tous les autres cas, nous avons affaire à des simples colonnes qui abandonnaient la place au bout de quelques mois, une fois leur mission militaire accomplie.

Le kèlètigi. — Bien que le rôle d'un « gouverneur » fût en dernière instance d'ordre politique, le nom de kèlètigi rappelait sans cesse que tout reposait sur son efficacité militaire. C'est pour assurer celle-ci qu'il avait délégation des pouvoirs du souverain. Chargé d'appliquer la politique générale de ce dernier, il était responsable du loyalisme des populations, mais il devait surtout veiller à leur faire remplir exactement les prestations imposées lors de leur soumission et dont le revenu servait à maintenir son armée en état de combattre.

Son administration était donc aussi complexe que celle du pouvoir central et, pour l'assurer, il se trouvait nécessairement amené à organiser une cour et une hiérarchie qui démarquaient modestement celles de Samori.

Ce calque très fidèle était naturel puisque les kèlètigi, du fait de leur place éminente, étaient toujours choisis parmi les proches du souverain. Leur origine varia quelque peu selon la politique générale de l'Empire, mais ils étaient tous issus du même milieu.

Ce furent d'abord trois frères de Samori, choisis pour leur habileté personnelle et bientôt rejoints par des hommes de confiance, des combattants valeureux ralliés depuis assez longtemps. Les principes théocratiques proclamés en 1386 parurent cependant imposer des règles nouvelles. Samori croyait en effet que l'orthodoxie lui ordonnait de préparer ses fils à le remplacer, et la mort de ses frères à Sikasso allait bientôt faire place nette. Le souverain n'allait pourtant pas en profiter pour confier à ses enfants des responsabilités sérieuses. La crise de 1388 remit en effet en honneur la valeur individuelle de ses fidèles, et l'absurde révolte de Managbè-Mamadi lui inspira une profonde méfiance de ses enfants, que la conduite de Dyaulé-Karamogho allait bientôt justifier. Le souverain ne confiera donc à ces jeunes gens que des postes purement honorifiques, ou du moins les fera étroitement surveiller. C'est ainsi que dans les trois gouvernements qui seront établis après 1395, Sarānkèñyi-Mori, Muktar et Morlay seront contrôlés respectivement par Amara-Dyèli, Ngolo et, enfin, Kunadi-Kèlèbagha et Bilali.

Si nous voulons analyser l'origine de ces grands dignitaires, il ne faut pas les dénombrer de façon trop étroite en comptant seulement les titulaires des armées territoriales. On peut exclure les simples chefs de colonne mais non ceux qui ont exercé le commandement d'une fraction du Foroba ou d'un grand gouvernement, même s'ils se trouvaient théoriquement sous les ordres d'un fils du souverain, qu'en fait ils surveillaient.

Nous avons alors une liste de 23 personnes dont l'activité s'est échelonnée de 1879 à 1898. La famille du souverain y est représentée par trois frères et quatre fils, ceux-ci réduits à des fonctions honorifiques. Tous les autres, soit seize d'entre eux, furent choisis en raison de leur valeur militaire, qu'ils fussent des compagnons des premiers jours, comme Amara-Dyèli, ou Morifiñdyā, ou plutôt des ralliés ayant fait leurs preuves comme Fila-Kali, Boln-Mamudu ou Kunadi-Kèlèbagha. Dans ce groupe, on remarque trois Dyèli, un Fina et trois anciens captifs pris durant les premières guerres de Samori. Il est remarquable qu'aucun d'eux n'était issu d'une famille maraboutique (voir Appendice V).

Chaque kèlètigi s'installait dans une résidence solidement fortifiée, généralement faite d'un ensemble de sanyé, comme Héérèmakono pour l'armée de l'Ouest. Les vieux tatas qui pouvaient

exister, comme celui de Faraba, étaient laissés aux autochtones. Le gouverneur habitait toujours dans un réduit établi au centre du dispositif en compagnie de sa famille et des bilakoro qu'il élevait à l'exemple de Samori. Ces jeunes captifs allaient lui fournir des hommes de confiance et remplir les rangs de sa garde. On a vu que celle-ci comprenait généralement un bolo, bientôt entraîné à l'européenne, et des unités de cavalerie auxquelles le kèlètigi donnait des soins particuliers.

Les conseillers habitaient un peu plus loin, tandis que le peuple des combattants et des artisans occupait le reste de l'agglomération.

Les nombreux captifs qui appartenaient au kèlètigi et à ses principaux lieutenants étaient éparpillés dans des hameaux situés à courte distance sur les meilleures terres de la région, que les autochtones avaient prêtées par nécessité. D'autres captifs constituaient le bien commun (Foroba) de l'Armée qui les utilisait comme porteurs et les faisait circuler sans cesse d'une garnison à l'autre. On évitait ainsi de réquisitionner la population en dehors des périodes de crise.

Chaque kèlètigi s'entourait comme son maître de l'habituelle cohorte de parasites, griots personnels ou géomanciens, et il entretenait généralement des « chirurgiens » habiles recrutés parmi les forgerons. Selon son caractère, chacun orientait diversement l'activité de son entourage. C'est ainsi que Samori reprochera à Bilali, dont il appréciait pourtant la bravoure et la fidélité, de ne pas faire suffisamment de cultures avec ses captifs personnels.

Le Conseil. — Dans la vie publique, l'organe essentiel d'un gouvernement était le Conseil, car il devait être consulté avant toute décision importante, mais il ne liait pas le kèlètigi, seul responsable devant son maître. Le poids du Conseil était cependant considérable car, contrairement à celui de Samori, il n'était pas entièrement composé au gré du bénéficiaire. Ses membres étaient nommés en grande partie par le souverain lui-même et leur opinion ne pouvait être écartée à la légère. Il faut d'ailleurs en distinguer les Conseils de Guerre, qui se réunissaient en campagne pour prendre des décisions de caractère militaire, et qui incluaient non seulement les amis du kèlètigi mais tous les chefs de détachements. « À côté de chaque gouverneur, écrit Péroz est installé un chef de guerre, son lieutenant, pris habituellement parmi les chefs de sofas de l'Almami, un marabout et un griot. Les affaires politiques, religieuses ou judiciaires viennent en troisième et dernier ressort devant le gouverneur qui, cependant, dans les cas graves, doit en référer à l'Almami émir avant de prononcer son jugement. » (1889, p. 405).

Ce tableau est simplifié à l'extrême. Les Conseils des kèlètigi ne paraissent pas avoir eu une composition absolument fixe, mais ils comptaient généralement beaucoup plus de membres que ne l'a cru Péroz. Le fait essentiel, que celui-ci n'a guère souligné, est qu'ils se spécialisaient dans l'administration du gouvernement, à l'exemple des conseillers de l'Almami dans celui de l'Empire. Les affaires étant ainsi réparties, chacun d'eux correspondait d'ailleurs avec son homologue à la Cour du souverain.

J'ai du mal à comprendre ce qu'entend le capitaine par « chef de guerre », puisque cette expression traduit très exactement le titre du kèlètigi. Aucun personnage ne paraît avoir répondu à cette définition à l'époque du voyage de Péroz, mais elle aurait fort bien convenu quelques années plus tard, aux soi-disant conseillers qui auront le commandement effectif dans l'ombre des fils du souverain.

Il est certain que les véritables kèlètigi n'eurent jamais auprès d'eux des conseillers chargés de l'ensemble des affaires militaires. On a vu cependant que chacun d'eux choisissait des hommes de confiance, généralement au nombre de cinq, et très souvent choisis parmi leurs griots, pour

les nommer *sofakuñ*. Ces dignitaires avaient la responsabilité d'une fraction variable de l'armée ou d'une garnison éloignée, et l'un d'eux pouvait jouir d'une faveur spéciale sans que cette position soit institutionnalisée. Les *sofakuñ* appartenaient au Conseil dont ils étaient les seuls membres entièrement dévoués à la personne du *kèlètigi*, mais il semble justement qu'ils n'y aient joué qu'un rôle assez effacé. Leurs attributions les empêchaient d'ailleurs souvent d'y siéger, puisqu'ils partaient à toute occasion en colonne.

En dehors de ces personnages marginaux, le seul membre du Conseil qu'on pouvait considérer comme une créature du *kèlètigi* était le secrétaire. Ses fonctions étaient trop personnelles pour que Samori en chargeât un homme à lui, et le gouverneur le choisissait librement parmi ses amis de formation maraboutique. Son travail consistait à écrire les lettres de son maître et à déchiffrer celles qu'il recevait de l'Almami ou de toute autre source. Comme ces personnages possédaient rarement une haute culture, ces lectures laborieuses, faites en public après une longue préparation, étaient généralement contrôlées par d'autres lettrés. La fréquence des erreurs et des interprétations contestables était telle que le gouverneur perdait pied s'il ne pouvait miser sur le loyalisme de son secrétaire.

Ce dernier était naturellement surveillé par deux personnages importants, dont Samori se réservait personnellement la nomination : le marabout ou *mori* et le trésorier ou *bilibōdala*.

Le marabout. — Le marabout cumulait les fonctions de conseiller judiciaire et religieux, et celles-ci n'étaient pas trop lourdes puisque la coutume, qui restait en vigueur, était appliquée par les chefs de villages et de *kafu*. Samori ne désaisissait ceux-ci que des cas réservés, comme ceux passibles de la peine de mort, les crimes politiques ou les attentats contre des étrangers. Quand les litiges opposaient les ressortissants de deux *kafu* différents, leurs chefs s'adressaient nécessairement au *kèlètigi* qui ne tranchait jamais sans l'avis de son Conseil, mais se faisait représenter par le marabout dans les affaires secondaires. Inversement, s'il s'agissait d'un problème très grave ou si le condamné appartenait à une catégorie réservée à Samori, il renvoyait le procès à la capitale.

Péroz esquisse la procédure suivie : « Si (l'affaire) intéresse le gouverneur (= *kèlètigi*) ou l'Almami, les anciens du village et le chef du canton (*kafu*) donnent leur opinion sur le cas en litige et expédient accusateurs, accusés et témoins devant le gouverneur qui le fait conduire, s'il y a lieu, devant le premier *cadi* de l'Empire. Dans ce cas il arrive fréquemment, lorsque la culpabilité de l'accusé est reconnue qu'il intervienne une sentence de mort exécutée aussitôt sa prononciation ». (1889, p. 407).

Nous avons déjà assez parlé des institutions judiciaires de l'Empire pour ne pas insister sur l'inexactitude de ce tableau. La plus grave consiste évidemment à attribuer aux marabouts des armées une compétence proprement judiciaire qui n'a jamais été la leur.

Sur le plan religieux, ils avaient mission de surveiller les centres islamiques du gouvernement, ainsi que la conduite des marabouts rétribués que Samori y avait placés. On a vu que le contrôle de ceux-ci incombait au souverain et aux commissions qu'il envoyait chaque année les inspecter. Le marabout du *kèlètigi* renseignait évidemment celles-ci et dénonçait les coupables à l'Almami, mais il n'exerçait en principe aucun contrôle sur eux. La crise théocratique faillit cependant détruire cet équilibre quand les marabouts de Samori se virent soudain chargés d'interdire les cérémonies animistes et d'empêcher l'application des coutumes contraires au droit musulman. Ils risquaient ainsi de bouleverser toute la vie d'un gouvernement, et il n'est pas surprenant que le contrôle de cette action ait été confiée au conseiller religieux de chaque armée.

Celui-ci recevait directement les instructions du souverain, et il fut souvent obligé de harceler un kèlètigi réticent sinon hostile pour imposer la révolution décidée en haut lieu, au risque de troubler sans nécessité un pays jusque-là paisible.

La crise passée, tout allait rentrer dans l'ordre, et d'autant plus vite que les structures islamiques de l'Etat s'affaibliront rapidement. Les marabouts des kèlètigi garderont jusqu'au bout leur rôle de conseillers écoutés et d'agents du souverain mais leur action proprement religieuse se limitera désormais à l'islamisation des sofas et aux fonctions d'imam. Certains n'en jouiront pas moins d'une influence très grande, tel le frère aîné de Fanta-Madi Haidara, gendre de Samori et futur Shérifullay de Kankan, qui suivra Sarankènyi-Mori de 1893 à 1898.

Le trésorier. — Si nous considérons à présent le trésorier, ou chef magasinier de l'armée, on ne s'étonnera pas que le souverain se soit personnellement réservé sa nomination. Il gérait en effet le produit de tous les tributs et impôts perçus dans le gouvernement, mais ce n'était pas uniquement au profit de l'armée locale. Malgré la large autonomie du kèlètigi, celui-ci n'était que le délégué de l'Almami, qui restait seul maître de tous les biens et qui en nommait naturellement le gestionnaire. Samori abandonnait généralement les deux tiers des perceptions à l'armée qui les avait faites, mais il pouvait aussi bien, selon la nécessité, renoncer à sa part. Il lui arrivait au contraire de réclamer le tout pour la capitale ou de l'attribuer à un autre gouvernement.

Représentant du souverain, le trésorier était cependant le collaborateur du kèlètigi et il lui obéissait pour les affaires propres à l'armée. Il gérait les biens du commerce officiel si celui-ci s'organisait dans le cadre du gouvernement, et avec ses ressources particulières. Tel fut le cas des achats de chevaux par Kémé-Brèma au Masina où des importations d'armes de la Côte des Rivières par les soins de Bilali. Les magasiniers subordonnés au trésorier classaient les marchandises comme celles du souverain, tandis que d'autres s'occupaient des biens personnels du kèlètigi. L'opposition entre biens privés et publics ne paraît cependant pas avoir eu ici la rigueur que Samori essayait de leur donner.

Pouvoirs et contrôle. — L'autorité judiciaire du kèlètigi a déjà été délimitée quand nous avons étudié le mécanisme du gouvernement central. L'exécution des personnages religieux ou personnellement liés au conquérant lui était interdite et il ne devait percevoir en principe ni amendes ni frais de justice. Les confiscations pour crimes politiques devaient être versées intégralement à Samori, et c'est seulement au niveau des affaires coutumières que des droits étaient perçus. Il est probable que la réalité fut assez différente, et les Kamara de Kérwané, pourtant bien placés auprès du maître, se plaignent encore de la vénalité de la justice samorienne. Les exactions paraissent cependant s'être effectuées discrètement, à un niveau assez bas, et il ne faut pas confondre les vices d'un système avec son principe.

Sur le plan fiscal, le kèlètigi n'avait aucune initiative, car les conditions imposées à chaque kafu lors de sa soumission le liaient absolument, qu'elles fussent son œuvre, ou celle de son prédécesseur, et à plus forte raison celle de Samori lui-même.

Sur le plan militaire, aucune conquête ne pouvait être entreprise sans l'avis du souverain, mais celui-ci laissait ensuite toute liberté d'action au kèlètigi dans la mesure où son armée suffisait à l'opération. Les initiatives nécessaires pour repousser des incursions ou pour razzier des voisins hostiles étaient d'ailleurs prises exclusivement au niveau de l'armée et sous sa responsabilité.

Malgré les larges pouvoirs des kèlètigi, l'Almami exerçait donc un contrôle étroit sur les gouvernements territoriaux et il est significatif qu'il n'ait jamais affronté d'autre révolte ouverte que l'absurde tentative de Managbè-Mamadi. Les velléités de Dyaulè-Karamogho, en 1893, avorte-

ront avant d'avoir pu prendre corps. Cette remarquable cohésion ne s'explique pas seulement par la fidélité des hommes. La présence d'agents du maître dans tous les Conseils et le noyautage des unités combattantes rendaient à peu près impossible la cristallisation des complots. Le réseau des marabouts officiels recouvrait celui des dugukuñnasigi, ce qui permettait à l'Almami d'être aussi bien renseigné sur le plan politique qu'en matière militaire. Les dyula qui affluaient sans cesse dans la capitale lui rapportaient en outre tous les bruits et même tous les ragots qui couraient à travers l'Empire.

Samori ne s'en contentait pas. Il remettait souvent des marchandises à des espions qui paraient déguisés en colporteurs de kola, de sel ou de tissus, pour vérifier un renseignement ou enquêter sur un personnage douteux. La certitude d'être observé ramenait les têtes chaudes à la raison, et l'Almami centralisait tant d'informations indépendantes qu'il se trompait rarement. En 1886, il démontra ainsi l'innocence de Samagbè, chef du Safé, dans le gouvernement de Faraba, alors que Kémé-Bréma, son propre kèlètigi, le croyait sincèrement coupable (11).

B) LES GOUVERNEMENTS DE L'ANCIEN EMPIRE

Les grandes armées territoriales étaient si diverses dans la géographie de leurs domaines et dans les traditions de leurs sujets qu'il convient de les passer rapidement en revue si on veut avoir une idée concrète de la vie de l'Empire. Nous en profiterons pour chiffrer son étendue et sa population, dont on trouvera en appendice une analyse détaillée.

1°) LE FOROBA.

Une telle étude doit nécessairement s'ouvrir par celle du Foroba, dont la position était très spéciale, puisque cette armée, la plus puissante de toutes, vivait aux dépens du noyau central de l'Empire et qu'elle n'avait en conséquence aucun contrôle politique ou administratif sur son propre territoire. Celui-ci ne bordait en outre aucune frontière sinon celle de la Forêt, généralement passive, et cela était conforme à sa nature de réserve générale.

Avatars d'une réserve. — Le Foroba se confondait initialement avec l'armée samorienne elle-même, diminuée des fractions qui reçurent l'autonomie à partir de 1870. Commandé par le Faama en personne il était naturellement entretenu par l'ensemble des pays dont il gardait le contrôle direct.

Il semble que ce fut en 1879 ou 1880, en préparant le siège de Kankan, que Samori renonça à commander ces troupes en personne, afin de se consacrer aux tâches politiques toujours plus complexes qui s'imposaient à lui.

Le Foroba (12), comme l'indique son nom qui signifie « bien commun », fit dès lors figure de réserve par rapport aux nouvelles armées autonomes qui se constituaient peu à peu sur toutes les frontières actives. Il se confondait initialement avec la garnison qui gardait Bisandugu en l'absence de Samori, sous les ordres de Manigbè-Mori et c'est ce frère que le conquérant lui donna effectivement comme premier chef. Il fut bien établi, dès le début, qu'il serait alimenté, à côté de la garde, par le noyau central de l'Empire mais qu'il n'aurait pas à intervenir dans le gouvernement de celui-ci. Manigbè-Mori participa pourtant à la fronde de 1886 contre la proclamation de la théocratie et Péroz a signalé sa disgrâce à la veille de la guerre de Sikasso. Ce général y trouva la mort à la tête de ses hommes et son frère décida alors de ne plus confier l'ensemble

du Foroba à un seul kèlèti. Jusqu'en 1895, la réserve allait être morcelée en colonnes autonomes qui opéraient un peu partout sous les ordres d'hommes de confiance. Tel sera le cas de Ngolo avec les sofas de Dabadugu, mais aussi celui de Kunadi Kèlèbagha, d'Amara-Dyèli, de Morifiñdyā et finalement de Bilali. On a vu que les trois premiers n'étaient théoriquement que les adjoints des fils de Samori, Dyaulè-Karamogho, Morlay et Sarānkèñyi-Mori, et ce principe ne sera abandonné que pour les tous derniers mois, à partir de la fin de 1897.

Quand Samori se fixera au Dyimini en 1895 et organisera les gouvernements militaires du nouvel Empire, il répartira entre eux la plus grande partie des réserves dont il gardait jusque-là le contrôle. Le reliquat ne sera plus qu'une force d'élite, peu nombreuse mais armée de façon redoutable, une espèce d'extension de la garde. Il en confiera alors le commandement à son fils Muktar, dans des conditions analogues à celles de l'ancien Foroba. L'autorité réelle sera, il est vrai, exercée par le fidèle Ngolo, jusqu'en 1897, quand le jeune homme sera partiellement émancipé.

Méthodes. — A travers toutes ces métamorphoses le Foroba restait voué à se déplacer d'un front à l'autre, en masse ou par fractions, chaque fois qu'une crise éclatait. Dans l'intervalle des combats il se reposait au cœur de l'Empire mais, depuis son intervention à Kankan, en 1880, il ne séjournait plus dans la capitale. Jusqu'en 1892, sa garnison allait demeurer fixée à Marèna, dans le Dyéné (10° 12' N, 9° 08' W, 25 kilomètres de Kankan) d'où il couvrait Bisāndugu vers le nord. C'est là que vivaient en permanence les familles des sofas avec leurs biens et elles ne devaient en bouger qu'en 1888, au paroxysme de la révolte, pour rejoindre Samori à Nyako.

Cette mobilité répond assez bien à son rôle et elle était possible du fait que le Foroba n'avait aucun souci d'ordre administratif et n'avait pas à se préoccuper de son intendance, qui restait entre les mains de Samori. Celui-ci n'exerçait plus de commandement militaire direct, sinon sur la garde, la seule troupe qui résidait dans la capitale après 1880. Mais il conservait le contrôle du noyau de l'Empire, de ses arsenaux et des magasins qui en abritaient le tribut et recevaient une fraction de celui des gouvernements. C'est donc lui qui alimentait directement le Foroba, ainsi privé de toute autonomie véritable et c'est encore lui, non le chef du Foroba, qui nommait les dugukuñnasigi de ce vaste domaine réservé.

Délimitation. — Le noyau central de l'Empire servait donc d'assiette territoriale au Foroba, mais ce n'était pas la seule fonction qui lui incombait.

Sa structure était complexe car, aux pays contrôlés directement par Samori, s'ajoutaient la plupart des grands « vassaux » avec leurs armées et leurs gouvernements particuliers. En les incluant, le « noyau central » couvrait un espace considérable, plus vaste que n'importe quelle armée territoriale, y compris celle de l'Ouest. Ce domaine était en outre particulièrement riche et peuplé car il occupait toute la zone préforestière. Beaucoup des kafu qui le composaient s'étaient ralliés de bon gré ou avaient été conquis très tôt, si bien qu'ils avaient peu souffert de la guerre ou avaient eu le temps de se reconstituer. Le conquérant y était souvent populaire. La plus grande partie des régions qui allaient lui rester fidèles durant la Grande Révolte appartenaient à ce domaine. Il convient à présent d'en préciser les limites (13).

Les frontières de ce noyau central n'ont évidemment été tracées que fort tard quand la formation des gouvernements militaires a exclu certaines régions du contrôle direct de Samori. La première fut tracée dans le Nord dès 1879 quand la première Armée Territoriale s'installa à Damisa-Kura et reçut comme assiette la vallée du Niger. Celle-ci était ainsi définitivement exclue

du domaine central qui absorba l'année suivante, en compensation, le Baté et la métropole de Kankan. L'importance politique de celle-ci explique que Samori l'ai placée sous son autorité personnelle, tout en lui accordant un statut particulier (14).

Il se réserva aussi, tout d'abord, les vastes terres du Sānkarā, qui constituèrent la Marche occidentale de l'empire après la chute des Sisé, en 1880. Dès 1883, il confia cependant ce pays à Lāngamā-Fali qui en fit sa base pour conquérir les routes de la mer. Le cours du Nyādā servit désormais de frontière au noyau central, et il allait jouer ce rôle jusqu'à sa destruction en 1893. La limite réelle respectait d'ailleurs quelques têtes de pont à l'ouest du fleuve, particulièrement celle du Farmaya de Mori-Sulēmani. Il faut y joindre en outre ses dépendances du Lundi et du Gbāmba qui se prolongeaient sur le versant de l'Atlantique et s'étendaient jusqu'aux confins du Lélé mal soumis par l'Armée de l'Ouest.

Une frontière s'était formée dans le Nord en 1882, quand Kémé-Brēma avait reçu le Sako-dugu et le Kulibolidugu, puis le Wasulu septentrional (Ba-Sidibé). Samori, de son côté, gardait les immensités du Wasulu méridional (Dyétulu, Sanāfula, Gbanā, Gbāndyagha, Bolu, Nyénédugu) dont une fraction s'était ralliée de bon gré sous l'influence de Bolu-Mamudu. Le domaine direct du souverain s'étendant alors vers l'est jusqu'au Tyèmmala et Bilāntuma (Fulalaba) dont les guerriers l'aidèrent en 1883 à enlever Gbānkundo.

Au moment où les conquêtes foudroyantes de 1884 repoussèrent les frontières vers tous les horizons, les pays situés à l'est du Baulé (Tyèmmala, Bilāntuma) servirent d'assiette à la nouvelle armée de Bafagha qui reçut mission de s'étendre aussi loin que possible vers le Levant. En 1885, quand la menace de Tyèba mit ce front en danger, la plus grande partie du Foroħa y fut transférée sans que les limites territoriales soient modifiées. La frontière du domaine central était donc parfaitement déterminée dans cette direction. Elle suivait le cours du Baulé de Bougouni jusqu'à Madina dans le Folo, où elle touchait au Kabasarana. Si nous excluons ce royaume, qui était lié personnellement à l'Almami, les territoires du Foroħa se trouvaient à l'ouest d'une ligne longeant le Sānkarani jusqu'à Gbèlèba, puis englobant le Gbè (Goye) jusqu'aux frontières des Kamara du Mau.

On a vu que les dépendances de ceux-ci s'enfonçaient profondément dans le pays des Dā, jusqu'au cœur de la Forêt. Toute la lisière de celle-ci, du pays Kisi au bassin du Sassandra, était passée sous le contrôle direct de Samori depuis la chute de Gbānkundo en 1883.

Aspect du domaine central. — Ces limites ne changeront plus. Le Foroħa était donc alimenté par un immense territoire, grossièrement triangulaire, qui occupait plus de 70.000 kilomètres carrés et comptait, vers 1887, près de 350.000 habitants. Le domaine du Kabasarana y ajoutait 18.000 kilomètres carrés et 56.000 habitants.

Si nous admettons que l'armée de réserve de Samori comptait environ 8.000 hommes, et l'ensemble des troupes vassales moitié moins, on constate que la population du noyau central avait à entretenir des combattants qui représentaient environ 3 % de son propre effectif. C'était donc une charge légère, que les gens devaient supporter sans trop de peine, même si l'on considère qu'ils avaient aussi à nourrir la Cour et à payer une grande partie des achats d'armes et de chevaux au profit des autres armées.

Étendu du Nyādā au Baulé, le domaine central occupait la plus grande partie des bassins du Milo et du Sānkarani et débordait au-delà des crêtes de la Dorsale sur ceux du Makbona, du Dyani (Saint-Paul) et du Sassandra. Ce vaste pays se répartit entre les grandes zones naturelles dont la définition a ouvert ce travail : la forêt, les savanes préforestières et celles de la zone

intermédiaire. Leurs contrastes sont encore accentués ici par la vigueur du relief. La troisième correspond au vaste plateau à inselberge du Nord et elle occupe la plus grande partie de l'espace que nous venons de délimiter, mais elle est pauvre et peu peuplée en dehors de quelques noyaux de forte densité localisés dans le Wasulu.

La zone préforestière est déjà marquée par les puissants reliefs de la Dorsale et elle se distingue par les fortes densités humaines des Kisi et Toma et celles un peu moins marquées du château d'eau du Konyā et des hautes terres d'Odienné. Ce sont des riches terres où coexistent, fait remarquable, l'agriculture et l'élevage, et dont les eufants, Fula ou Malinkés, allaient former jusqu'au bout le noyau de l'armée conquérante. Leurs voisins forestiers, excellents cultivateurs, assureront la subsistance du conquérant jusqu'à la chute du vieil Empire. Nous avons déjà souligné combien cette disposition naturelle des centres vitaux, à l'extrême sud de l'Empire, allait favoriser Samori quand l'agression française se produira à l'extrême nord, sur l'autre rive de la zone intermédiaire.

Ce domaine personnel de Samori était remarquable par de nombreuses régions jouissant d'immunités exceptionnelles. C'était le cas des kafu Kamara du Bas Konyā, la terre natale du conquérant, qui en reconnaissait la propriété à ses « oncles ». Ce pays n'avait à entretenir aucune troupe d'occupation et les sofas qui y tenaient garnison pour protéger les biens et les parents du souverain vivaient aux frais de celui-ci. Les Kamara étaient d'ailleurs dispensés de l'impôt principal, le dyaka, et comme peu de marabouts vivaient parmi eux ils avaient rarement à payer le mudé. Comme ces cantons n'avaient aucun contingent à fournir à l'armée, ceux de leurs fils qui combattaient avec le souverain étaient tous des volontaires.

En dehors de cette exception évidemment unique, les principales immunités bénéficiaient aux centres musulmans, comme Fwala dans le Haut Konyā ou les villages du plateau autour de Beyla.

Dans cette catégorie, le cas le plus remarquable était évidemment celui de Kankan où Samori ne s'était pas installé, pour des raisons politiques, mais qu'il avait cependant favorisé, comme les autres centres dyula, par exemple ceux de Sāsāmbaya et Ko-Nafadyi sur la piste du Kisi. Ceux du Nyumamāndu avaient eu moins de chance car ils ne dépendaient pas directement de l'Almami et ils continuèrent à payer tribut à leur seigneur, Dēnda Soghoma Mara, le Māsa des Kurānko de l'Est.

Ce dernier ouvre la liste des « grands vassaux », chefs que nous qualifions ainsi parce qu'ils payaient tribut et envoyaient des contingents aider le souverain, mais ne livraient pas d'hommes et n'étaient pas surveillés par des dugukuñnasigi. Il faut placer dans la même catégorie les Kisi de Mori-Sulēmani, et les Kamara du Tukoro, et particulièrement ceux du Buzyé de Kamān-Kyèkura. Alors que les Toma du Nord restaient sous la coupe des Kamara, on a vu que Samori se réservait le contrôle de ceux du Sud, qui s'étaient ralliés de bon gré, au grand dépit des chefs du Buzyé. La catégorie des vassaux du Sud incluait enfin les Dōso du Karagwa et les Dyomāndé du Mau. Ces derniers avaient conservé le monopole des relations avec les Dā.

Le royaume du Kabasarana devrait figurer seul dans une catégorie spéciale, puisqu'il ne payait aucun tribut, sinon un cadeau symbolique annuel, et que les liens personnels unissant son Faama au conquérant lui valaient une position absolument privilégiée. Il avait ses propres vassaux, comme le Barala et percevait le dyaka pour son propre compte en excluant les villages musulmans à l'exemple du conquérant (Koro, Tyèmè, Samatigila). Il restera toujours un peu en marge de l'Empire et nous n'avons pas à étudier ici ses institutions particulières.

En dehors de ces régions à statut spécial, l'organisation samorienne régnait, uniforme, sur toute la région centrale.

Les dugukuñnasigi contrôlaient les chefs de kafu et se rendaient généralement impopulaires en levant chaque année des impôts ou des hommes. La présence du maître était si proche que l'ordre régnait partout, si l'on excepte les petites guerres de la frange forestière que Samori laissaient ses vassaux mener à leur guise dans la mesure où elles ne le gênaient pas.

Fin de l'ancien domaine central. — Il est remarquable que ce noyau central a été en grande partie épargné par la Grande Révolte de 1888, fatale aux gouvernements périphériques. Le Wasulu fut cependant ravagé et partiellement réduit en désert, si bien que son territoire, à l'est du Sankarani, sera rattaché à l'armée de Bafagha, chargée de contenir Tyèba quand Samori quittera Nyako pour Bisândugu. Ce démembrement de son domaine particulier sera d'ailleurs le seul auquel Samori ait jamais consenti et il s'emploiera activement à reconstruire les quelques régions qui avaient cédé à la révolte. C'est ainsi que les insurgés du Haut Konyā et du Kurānko seront pardonnés et connaîtront une certaine paix jusqu'à l'invasion française.

Malgré ce rétablissement, l'opposition entre le Foroba et les armées territoriales allait perdre une grande partie de sa raison d'être après la Révolte. Presque tous les gouvernements périphériques auront alors disparu, engloutis par l'insurrection et les débris de leurs troupes, qui refluèrent auprès de Samori, n'avaient plus aucun pays à administrer. Le Foroba ne jouait plus le rôle de réserve dès l'instant où il combattait constamment un ennemi partout présent, aussi n'est-il pas surprenant que Samori n'ait pas donné de successeur à Manigbè-Mori qui venait d'être tué.

Les chefs qu'il placera désormais à la tête des diverses fractions du Foroba ne seront plus que des kèlètigi au sens restreint du terme, avec des missions purement militaires, mais ils seront bientôt capables de secourir les armées qui avaient survécu à la tourmente, celle de Faraba dans le Nord et celle de Bafagha dans l'Est.

Quand Kankan sera placé sous l'autorité de Dyaulé-Karamogho, à la fin de 1888, le fils de Samori, qui commandait une honne moitié des restes du Foroba, sera considéré comme un chef de colonne. La métropole dyula lui servira simplement de base pour reconquérir le Sankarā et les pays du Niger. Le premier objectif sera bientôt atteint mais l'irruption d'Archinard interdira le second. Dyaulé-Karamogho se tournera alors vers le Kurānko sans qu'une armée territoriale soit reconstituée à son profit. Ce sera le privilège de Bilali qui recevra le Sankarā en septembre 1889 et en fera la base pour reconquérir la route de la mer.

Cette politique sera constante pendant toute la répression de la révolte. Borifiñyā-Dyiiba et Sana-Ulé, qui poursuivront la réduction du Kurānko et du Kisi, n'étaient que des simples chefs de colonne, comme Tenēnso-Kaba et Bala-Kuñdyulu dans le Haut Konyā. Il en ira de même pour Morifiñdyā et son lieutenant Sékoba que Samori placera sur le front oriental à la tête d'une fraction du Foroba en décembre 1889.

Quelques armées territoriales se reconstitueront alors, mais elles subisteront difficilement sur des terres ravagées et presque désertes. Le Foroba, divisé en plusieurs colonnes et placé sous le contrôle direct de l'Almami, s'enflera dès lors rapidement car il fournira les troupes de choc pour le combat contre les Blancs qui s'avérait inéluctable.

Après 1889, les Français allaient toucher près de Kankan, aux frontières du « noyau central ». A partir de 1891 ils frapperont au cœur de ce territoire, enlevant d'abord Kankan puis, en 1892, Bisândugu et Kerwané. D'effroyables malheurs s'abattront alors sur ces régions encore prospères car Samori adoptera la tactique de la terre brûlée et décidera d'évacuer toute la population vers l'Est et le Sud. Dès la fin de 1892, tout le pays sera réduit à l'état de désert entre Nyādā et Sān-

karani, et la « zone morte » s'étendra sur le Haut Milo jusqu'au-delà de Sanānkoro, au pied des falaises du Haut Konyā. Au début de 1893, Combes occupera le territoire situé à l'ouest du Sānkarani et du Dyō et poussera même des avant-postes en Forêt jusqu'au Pays Toma. La population refluera alors vers l'Est jusqu'au Kabasarana et au Mau. Au début de 1894, les Français expulseront les sofas du Haut Konyā et du Mau, annexant ainsi la dernière fraction du domaine central, mais l'Almami l'abandonnera presque vide d'habitants.

Morcellement du Foroba. — Au moment où Samori lancera tout l'Empire sur les routes de l'Est pour y chercher un refuge provisoire, le système des armées territoriales achèvera de s'écrouler sous les coups des Français ou de nouveaux insurgés. Tel sera le cas pour Faraba dès 1891, Héérèmakono au début de 1893, et Laminina, qui remplaçait Bafagha, en décembre de la même année. Leurs troupes rejoindront Samori pour se confondre dans la cohue en marche vers le soleil levant, combattants ou civils poussant le rare bétail échappé à la peste bovine et couvoyant les porteurs chargés des précieux stocks de vivres et d'armes. Tous seront alors en perpétuel déplacement et les structures administratives s'effondreront. Le réseau de dugukuñnasigi et de marabouts qui se défera alors ne sera guère reconstitué dans les nouvelles conquêtes. Si la menace française n'avait pas imposé une conjoncture toute nouvelle, cette situation n'aurait pas été sans évoquer celle d'avant 1879. Le Foroba tendra à absorber tous les débris de l'armée, et son territoire se confondra un instant avec celui de l'Empire. Il sera vite nécessaire de réagir contre cette confusion et de réserver ce nom aux troupes bien entraînées et armées dont Samori conservait le contrôle direct, au-delà du noyau solide de la garde.

À partir de 1892, et pour plus d'un an, l'Almami allait d'ailleurs installer sa Cour à Mahāndugu du Barala, dans le domaine du Kabasaraua. Celui-ci se trouvera ainsi pendant quelques mois au centre géographique d'un Empire dont les frontières avaient perdu toute stabilité. Dans cette situation extraordinairement fluide, l'autorité du souverain sera bien entendu déléguée à chaque chef de colonne, mais ceux-ci étaient trop mobiles pour que leurs commandements se cristallisent en gouvernements. Pendant une bonne année, à partir du début de 1893, le Haut Konyā et le reste du Toma seront tenus par les colonnes de Dyaulé-Karamogho et de Muktar, doublés respectivement par Kunadi-Kèlèbagha et Ngolo. Plus au nord, Fila-Kali occupera les pays déserts qui s'étendaient du Dyō aux frontières du Kabasarana. Aucun de ces cas n'autorise à parler d'armée territoriale, en l'absence d'établissements stables et de contrôle politique organisé.

Il en ira de même pour Morifiñdyā et son lieutenant Sékoba. Après avoir réprimé la révolte dans l'Est, ils repousseront Vakuru Bamba derrière le Sassandra et reprendront en main le Mau. Samori ne créera pourtant aucun gouvernement dans cette région et c'est sur le territoire du Kabasarana, dans le Barala que s'installera Sékoba, pour surveiller les derniers insurgés, tandis que Morifiñdyā combattait les Français aux abords de Kānkān. Morifiñdyā, placé à la tête d'une fraction du Foroba, accompagnera Samori pour détruire le Nafana en août 1892, après quoi il dirigera sur le Mau les habitants du Wasulu, mais il ne s'y stabilisera pas. Il marchera sans cesse du sud au nord, selon les nécessités du moment, lançant des raids au cœur de la Forêt, avant de remonter sur le Haut Marawé pour assiéger Baféléto qui barrait la route de l'Est.

Il se trouvera alors placé sous les ordres d'Amara-Dyéli et de Sarānkéfiyi-Mori qui commandaient toutes les opérations de l'Exode vers l'Est et il évacuera le Mau en août 1894 pour stationner un moment au Worodugu avant de rejoindre Samori au Dyimini. Malgré la confiance de celui-ci il n'avait jamais été qu'un grand chef de colonne et ses déplacements incessants n'avaient pas permis d'organiser un gouvernement militaire.

Le cas de Sékoba, son ancien lieutenant, est beaucoup moins net. Il traversera le Sassandra en janvier 1892 pour donner la chasse à Vakuru Bāmbha qui sera pris en septembre. Le vainqueur

se stabilisera alors à Séguela et organisera le Worodugu puis le Koyara qu'il parsèmera de dugukuñnasigi. Le recrutement local gonflera fortement sa colonne et il tiendra ces pays jusqu'en 1894, si bien qu'on a l'impression qu'un gouvernement militaire était en formation. Samori y songeait certainement car il était trop éloigné pour contrôler cette région écartée, mais le grand exode vers l'Est empêchera cette situation de se stabiliser. Sékoba y sera intégré comme principal lieutenant d'Amara-Dyèli quand l'ordre viendra de passer le Bādamā, en mai 1894. Il ne laissera alors dans l'Ouest qu'un petit chef de colonne, Komiyā-Ulé, l'ancien vainqueur des Kisi, qui rejoindra Samori au Dyimini au début de 1895.

Le départ de Samori pour les terres de l'Est laissera ensuite les pays entre Sassandra et Nzi aux mains des chefs autochtones surveillés par quelques dugukuñnasigi. Le Nafana et le Nöölu en profiteront pour s'affranchir dès juin 1895 et les autres ne maintiendront à l'Almami qu'un hommage de pure déférence.

* * *

Le système des armées territoriales achèvera donc de se dissoudre en décembre 1893, avec la disparition de l'Armée du Nord. Il ne se reconstituera pas avant 1895. Entre ces deux dates, les unités samoriennes seront réparties entre un certain nombre de colonnes, mais celles-ci ne coïncideront avec aucune division permanente du territoire conquis.

Les mouvements constants que leur imposait une situation extraordinairement fluide auraient d'ailleurs suffi à empêcher toute cristallisation.

2°) LES ARMÉES TERRITORIALES.

L'étude du Foroba nous a donc entraînés sur les territoires qui serviront de cadre aux dernières années de Samori mais le nouvel équilibre qui s'y instaurera sera étudié plus tard, tandis qu'il est urgent d'examiner les autres gouvernements de l'ancien Empire, ceux qui lui assuraient des structures stables, propices à la naissance d'une société nouvelle.

Nous allons les passer en revue d'ouest en est, c'est-à-dire dans l'ordre où ils s'échelonnent sur la périphérie du domaine réservé au souverain.

a) Armée de l'ouest

L'Armée de l'Ouest n'était pas la plus ancienne, mais ce fut très tôt la plus considérable. En raison de l'importance qu'il attachait à la route de la mer, Samori lui envoyait de nombreux renforts et c'était la seule qui eût la possibilité de se procurer directement des armes modernes.

Première assiette. — Elle fut constituée en décembre 1883, quand Samori confia à Lāngamā-Fali le Sankarā oriental avec ses dépendances du Kurānko et du Lélé que venait de conquérir Dalaularè-Mori. En l'espace d'un an, le kèlètigi soumit l'ensemble des pays situés au sud du Futa-Dyalō et à l'est de la zone d'influence britannique. Le nouveau gouvernement militaire atteignit donc d'emblée sa plus grande étendue et celle-ci ne variera guère, malgré des frontières assez instables, jusqu'à la Révolte de 1888.

A l'est il était limité en gros par le Nyādā, sauf sur le cours supérieur où le Farmaya lui échappait. Au nord, sa frontière suivait à peu près le Niger, en excluant les villages de l'Amāna,

puis elle traversait la zone de brousse déserte qui sépare l'Ulada du Firiya, et remontait le Haut Tènkiso jusqu'à sa source, avant de descendre le cours du Kaba (Petite Scarce) jusqu'au Koku-nya. Elle englobait ce kafn avant de s'étendre jusqu'aux domaines du Tonko-Limba et du Sânda (15).

La frontière méridionale était beaucoup moins nette et allait se montrer sans cesse mouvante en raison du caractère farouche et indépendant des montagnards de l'hinterland Sierra-Leonais. Les Samoriens contrôlaient l'ensemble des pays Loko, Limba et Kurānko, mais c'est seulement en 1886 qu'ils soumièrent un instant les Témné du Kuniki et une fraction des Kono. Sur le Haut Niger ils ne virent jamais à bout du Sèradu, réfugié dans les montagnes du Sud, mais l'ensemble des Lélé se rallia de bonne grâce, étendant l'influence des conquérants en plein pays forestier. On a vu qu'ils y rencontraient les avant-gardes des Mori-Sulèmani, qui se réclamait directement de l'Almami.

Domaine. — Ce gouvernement immense couvrait environ 39.000 kilomètres carrés et ne le cédait donc en étendue qu'au domaine central. Il l'emportait d'ailleurs par la population car celle-ci devait être voisine de 415.000 en 1887. Sa physionomie, par contre, l'opposait nettement au « noyau central ». Bien qu'il ait contrôlé surtout des terres malinké dans le bassin supérieur du Niger, il débordait largement sur le versant Atlantique, ce qui lui assurait une extrême variété de relief, de paysages végétaux et d'hommes. Tout le Nord-Est était occupé par des savanes fortement boisées et coupées de galeries forestières très épaisses, à cheval sur le versant du Haut Niger et les bassins atlantiques du Bagbè (Sèwa) et du Rokel. En amont de Kouroussa, ces fleuves coulent entre des rives désertes infestées de tsé-tsé et toute la région participe à la pauvreté de la zone intermédiaire. Les ethnies manding qui l'occupent, Dyalōnké ou Kurānko, n'atteignent donc qu'une faible densité, même si l'on tient compte des grands villages du Sankarā méridional. Les Kisi et certains Kurānko n'échappent à cette règle qu'au seuil de la Forêt.

Ce paysage typiquement africain est limité à l'ouest par les reliefs méridiens du pays Limba et au sud par les puissantes chaînes de la Dorsale, qui offraient aux Samoriens, avec le mont Loma, l'un des plus hauts sommets de l'Ouest africain. Les résistances inexpugnables qui s'accrochèrent aux sources du Niger s'expliquent aisément par les chaos inextricables du Tembi-Kunda, et si le Lélé, à peine moins difficile, se rallia, ce fut essentiellement de bon gré. On a vu d'ailleurs que certains îlots de résistance, appuyés sur des grottes-refuges, ne furent jamais réduits.

La plaine couverte de forêt dense qui s'étendait au pied de l'escarpement du Limba débouchait sur la côte amphibie des Rivières, mais elle resta généralement étrangère aux Samoriens, qui se gardaient de s'opposer à l'influence britannique. Les plateaux du Kono furent également négligés, pas tellement en raison de leur accès difficile que parce qu'ils formaient un cul-de-sac au-dessus des bas pays abandonnés à l'anarchie belliqueuse des Mèndé.

L'émiettement ethnique de ce pays est surprenant, sans pareil dans les limites de l'ancien Empire, et les conquérants s'appuyèrent naturellement sur les peuples manding dont ils se sentaient parents. On a vu que Lāngamā-Fali commença sa conquête avec des gens du Sankara, mais il recruta massivement chez les Kurānko et les Dyalōnké du Solimana. Il obtint bientôt l'appui des noyaux dyula de l'Ouest, dont le plus notable était Madina qui lui procura l'amitié des Loko autochtones. En dehors de cette ethnie, proche parente des Mèndé, l'ensemble des peuples forestiers de langue mandé ou mel se soumièrent cependant de mauvaise grâce. C'est donc à leur égard que le conquérant se montra le plus brutal quoique ces gens aient représenté une proportion considérable de la population, car leur densité était généralement forte. Leurs divisions traditionnelles et leur répartition en croissant sur la périphérie du pays conquis leur interdisaient cependant toute résistance efficace.

Organisation. — Les difficultés naturelles de cet immense pays expliquent que le kèlètigi de l'Ouest n'ait pas eu un pouvoir égal sur toute l'étendue de son gouvernement. Ses forces armées étaient surtout concentrées le long de la route de Freetown, qu'il s'agissait de garder. Partout ailleurs, il entretenait seulement des dugukuñnasigi, qui s'appuyaient sur des kafu sympathisants comme ceux des Lélé de Kunté, ou des Kōndé du Sānkarā. Les marabouts indigènes furent généralement intégrés au système et peu d'étrangers furent installés à dessein comme dans le centre de l'Empire. La proclamation de la théocratie ne fut guère suivie d'effet, sinon au Sānkarā qui était paradoxalement le pays le plus sincèrement rallié et dont on pouvait attendre la fidélité. Sa proximité relative de Bisāndugu l'exposait malheureusement aux secousses issues de cet épice centre révolutionnaire et les païens y furent brimés malgré les services qu'ils avaient rendus.

Après avoir séjourné un moment à Musala, dans le Solimana occidental, Lāngamā-Fali choisit comme résidence Mafindi-Kabaya, sur la rive ouest du Niger. La plus méridionale des pistes des Rivières traversait le fleuve en ce lieu et le conquérant voulait protéger ce gué contre les résistants obstinés qui s'accrochaient au Séradu. Ce choix prouvait qu'il ne visait plus à aucune conquête dans l'Ouest, où l'influence britannique assurait la sécurité du commerce, ni dans le Nord, que couvrait la frontière amicale du Futa-Dyalō.

Les sofas s'installèrent dans une série d'énormes sanyé à l'écart du village traditionnel, mais nous n'en possédons aucune description, sinon quelques lignes de Festing. Nous sommes donc réduits à imaginer cette garnison d'après des rapports ultérieurs qui concernent Héérémakono, dont elle ne devait guère différer.

Si nous nous fions aux témoignages convergents de Festing, Garrett, Kenney et Quayle-Jones, l'Armée de l'Ouest, sous Lāngamā-Fali comme plus tard sous Bilali, paraît avoir compté environ 5.000 hommes. Elle n'était donc pas supérieure, par la masse, à celles des autres gouvernements et, avant la crise de 1888, elle ne représentait donc que 1,25 % de la population, ce qui n'imposait donc à celle-ci qu'un fardeau très modéré.

La relative faiblesse de cet effectif confirme que son premier chef, une fois passée la crise de la conquête, n'avait guère recruté parmi les vaincus et surtout les ethnies allogènes. Il acquit cependant la réputation de commander l'armée la plus redoutable de l'Empire, mais il le dut à son arcement. Sa position géographique lui permit en effet d'acquérir très tôt des fusils à tir rapide, sans compter ceux qui transitaient chez lui pour gagner Bisāndugu. Les Peabody de ses hommes faillirent donner la victoire à Samori sous les murs de Sikasso.

Chute de la première Armée de l'Ouest. — La crise de 1888 fut pourtant fatale à cette armée, dont la partie la plus vigoureuse avait rejoint le souverain devant la capitale du Kénédugu. Sidi-Baba, qui assurait l'intérim de Lāngamā-Fali, ne gardait que peu de monde, 2.000 combattants selon Festing. Ce dernier a témoigné en 1888 de la situation précaire des conquérants, isolés au sein d'une population de plus hostile. Fait remarquable, la rupture n'allait pas venir des ethnies allogènes, ni des Malinké du Séradu, qui multipliaient pourtant les raids contre ces ennemis affaiblis. Le coup décisif sera porté aux Samoriens par les Sānkarānké qui s'étaient associés depuis des années à leur entreprise impériale. Ces Malinké de tradition guerrière étaient trop proches des conquérants pour les redouter, et ils en avaient assez de combattre pour eux, alors que la théocratie avait révolté leurs convictions animistes. Les échecs de Sikasso et les intrigues de Gallieni mettront fin à leurs hésitations et en deux mois, de juin à août 1888, les Samoriens seront entièrement éliminés de l'immense gouvernement de l'Ouest. Les Kisi du Farmaya, les Lélé de Kunté et l'Ulada, sur les frontières du Futa, feront preuve d'une fidélité méritoire mais ces îlots, réduits à la défensive, ne joueront qu'un rôle négligeable. Repoussé jusqu'à Nafadyi, dans le noyau central de l'Empire, Sidi-Baba parviendra tout juste à arrêter les insurgés sur la route de Bisāndugu.

L'armée de Bilali. — Le Sānkarā oriental sera reconquis par Dyaulé-Karamogho et Sidi-Baba dès le début de 1889, mais l'Armée de l'Ouest ne retrouvera son autonomie qu'en juillet, quand les territoires récupérés seront placés sous les ordres de Bilali, nouvel homme de confiance du souverain. La reconquête sera alors menée très vite puisqu'elle touchera à sa fin dès mars 1890, mais elle restera partielle.

La nouvelle Armée de l'Ouest protégera l'artère vitale de l'Empire, par où allaient affluer des armes modernes, en quantités sans précédent, au moment du duel avec la France. Elle ne ressemblait pourtant guère à l'ancienne, car son territoire était beaucoup plus restreint. Elle retrouvait en effet ses limites orientales et septentrionales, mais l'intervention britannique avait bloqué son avance dans le Solimana central. Les mouvements tournants que tentera Bilali de part et d'autre de ce môle n'iront pas bien loin. Au nord il ne dépassera guère le Haut Kaba, dans le Hurè, et au sud, dans le Kurānko, il ne dépassera pas le Bagbè (Sèwa). Il parviendra, il est vrai, à réduire le Sèradu dans l'est, mais une fraction des Lélé lui échappera définitivement, si bien que ses relations avec le Farmaya seront toujours difficiles.

Fidèle à sa mission essentielle, l'organisation du commerce des armes, Bilali choisira comme nouvelle capitale le village Dyalōnké de Bendikuré, qu'il rebaptisera Héerèmakono. Situé à l'extrême ouest de son territoire, au contact du poste de constables de Falaba, cette résidence se trouvera dans une position tout à fait excentrique, mais elle assurera ainsi la sécurité des caravanes jusqu'à la limite de la sphère britannique et facilitera les relations avec Freetown.

Le gouvernement reconquis par Bilali s'étendait encore sur près de 28.000 kilomètres carrés, mais son domaine se trouvait dans une situation effroyable. Presque toute la population l'avait évacué par peur des représailles, au retour des Samoriens. Le Sānkarā oriental gardait encore quelques habitants, mais une ultime révolte le réduira à l'état de désert à la fin de 1890. Les seules régions peuplées seront alors le Solimana et le Kurānko central, c'est-à-dire les franges occidentales et méridionales du gouvernement, celles que les Français pouvaient le moins facilement atteindre. Si nous examinons attentivement la situation, kafu par kafu, on peut émettre l'hypothèse que Bilali n'administrerait guère plus de 65.000 habitants quand se produira l'agression d'Archinard. Cette immensité dévastée, dont Garrett nous peindra la désolation en 1890, ne pouvait plus nourrir une grande armée, et Bilali manquait de captifs pour cultiver. Il y pourvoiera en multipliant les razzias dans le Sud, à l'époque des récoltes, et en échangeant ses prisonniers contre les grains et le bétail du Futa-Dyalō. Ces expédients ne pouvaient cependant assainir la situation et la seconde Armée de l'Ouest restera jusqu'au bout marquée par les stigmates de la chasse à l'homme. Elle ne subsistera qu'en faisant le vide autour d'elle et, si l'on excepte son rôle de gardienne de la route, le bilan de son activité sera terriblement négatif.

Il faut dire à la décharge de Bilali que, durant tout son commandement dans l'Ouest, il se trouvera dans une situation impossible, en butte à l'hostilité constante des vaincus qui lui avaient abandonné un désert, mais le harcelaient depuis leurs repaires forestiers ou, pire encore, utilisaient la protection des nouveaux postes français de l'Ulada et de Kouroussa. A partir de 1891, le kèlètigi mènera contre les Blancs une lutte pénible sur le Haut Niger, afin de garder ouverte la principale piste du Futa-Dyalō. Le large désert qui le séparait de l'ennemi allait cependant lui permettre de protéger les dernières régions vivantes de son territoire, le Solimana et le Kurānko central (16). Au début de 1893, il sera balayé en quelques semaines par la course infernale des colonnes françaises. Il échappera à grande peine avec une partie de ses hommes, mais la totalité du territoire de l'Armée de l'Ouest tombera alors dans les mains des Français ou, pour une faible portion, dans celles des Britanniques. La colonne isolée de Porèkèrè se retirera plus au sud, dans l'Hinterland de la Sierra Leone, et s'imposera aux Kono jusqu'à sa destruction par les Anglais en janvier 1894.

La grande armée dont nous venons de retracer le destin tourmenté présentait des caractères exceptionnels du fait de son domaine accidenté, de la grande place qu'y tenait la forêt et des races exotiques fort diverses qui l'occupaient.

Etant donné l'importance exceptionnelle qu'attribuait Samori à la route de la mer, il est significatif qu'il n'en ait pas confié la garde à ses frères mais à des hommes personnellement fidèles comme le Fina Lāngamā-Fali et l'ancien bilakoro Bilali.

En considérant à présent la durée de ce gouvernement, on constate au contraire qu'il répond parfaitement à la norme. En faisant abstraction de la coupure de 1888, il aura en effet vécu à peine dix ans et nous allons retrouver ce chiffre pour toutes les armées territoriales de l'ancien Empire. Ce n'est pas là l'effet d'un hasard. Cette structure territoriale était en effet suscitée par la nécessité impériale d'organiser l'espace et ne pouvait donc se cristalliser avant l'apogée de Samori, vers 1879-1880. Inversement, elle ne pouvait survivre à ce dessein orgueilleux que les Français allaient briser à partir de 1891.

b) Armée du Nord

L'Armée du Nord, ou de Damisa-Kura, mérite une considération spéciale en raison de sa qualité d'aînée. Quand Samori la constitua, en 1879, il la confia à son frère cadet, Masarā-Mamadi, et il pensait sans doute que les grands commandements resteraient le privilège de sa famille. On a vu qu'il changea bientôt d'idée donnant désormais la préférence à des hommes sûrs qui lui devaient tout. Quand Masarā-Mamadi mourut en 1886, des suites des blessures reçues au Kokoro, il fut remplacé par un griot, Aminata-Dyara Dyomāndé (17).

Assiette. — Samori avait remis à son frère l'ensemble de ses conquêtes dans la vallée du Niger et particulièrement les terres à riz extrêmement riches et peuplées qui longent les rives du fleuve de Kouroussa jusqu'aux portes de Siguiri. (Amana, Basāndo, Kulōnkālā, Dyuma). Vers l'ouest, son territoire s'étendait jusqu'aux frontières du Futa-Dyalō et des Toucouleurs de Dinguiraye, c'est-à-dire qu'il était limité en gros par le cours du Tēnkiso (18). Il incluait donc des villages de Dyalōnké dispersés dans la savane très boisée du Balèya et des gros centres de Dya-kānké musulmans nichés au pied des monts de l'Ulada. Il contrôlait ainsi la plus septentrionale des routes unissant le Haut Niger à la mer, cette fois par Timbo et le Futa-Dyalō. Vers le sud, le gouvernement de Masarā-Mamadi ne s'écartait guère de la rive droite du fleuve, sinon dans la basse vallée du Milo, où le Balimakhana lui fut rattaché en 1881 quand il attaqua Kankan.

Vers le nord, au-delà de la vallée malsaine et déserte du Bas Tēnkiso, des inselberge dolérotiques marquent les paysages du Burè et du Bidiga dont les orpaillages payaient tribut depuis 1878. Leur importance extrême pour le trésor du conquérant plaça un moment l'Armée du Nord au premier rang des grands gouvernements.

Le territoire de Masarā-Mamadi fut légèrement agrandi vers l'est, après la chute de Kēnyērā, en 1882, quand le Nuga et les orpailleurs du Séké se rallièrent de mauvaise grâce. Il s'arrêtait cependant en amont de Bānko, là où commençait la mouvance de Kāāba (Kangoba).

La contre-offensive qui suivit l'agression de Combes en 1885 agrandit soudain à l'extrême le domaine de l'Armée du Nord. Pendant quelques mois elle contrôla non seulement les hautes montagnes du Ményē et du Kolo, ainsi que le Kēndé jusqu'aux portes de Nyagasola, mais encore tous les pays entre Bafin et Bakoy, jusqu'aux portes de Kita et aux approches de Bafulabé isolant le tata toucouleur de Kundyā.

Cette expansion démesurée fut éphémère. Au début de 1886, le traité de Kényéba-Kura enleva à Samori le Bidiga et le Séké. Un an plus tard, celui de Bisāndugu consacrait la perte du Buré, du Nuga et du Sako. L'armée de Damisa-Kura voyait ainsi sa frontière du nord ramenée au cours du Tēnkiso et elle dut s'en contenter jusqu'à sa chute, l'année suivante.

Organisation. — Jusqu'en 1885, Masarā-Mamadi gouvernait donc un territoire restreint, voisin de 19.000 km², mais assez fortement peuplé puisqu'il devait compter plus de 100.000 habitants en dépit de vastes zones désertes. L'entretien d'une armée de 5.000 hommes, soit près de 5 % de la population devait peser assez lourdement, mais la richesse rizicole du pays lui permettait sans doute d'y faire face sans trop de peine.

Damisa-Kura était une résidence fort bien placée, au confluent du Milo et du Niger, d'où on pouvait surveiller aisément les orpailleurs du Nord et la route du Futa, tandis que deux lignes d'eau barraient la route aux agressions des Français. Ceux-ci se limitèrent d'abord au nord du Tēnkiso et, si l'on excepte le Buré, le territoire de l'Armée connaîtra une paix certaine jusqu'à la Grande Révolte.

Malgré l'importance de certains kafu, comme l'Amana ou le Dyuma, on n'y trouvait aucun commandement autonome, si bien que le système des dugukuñnasigi était partout présent, doublé d'un réseau particulièrement dense de marabouts. Beaucoup de ceux-ci étaient originaires de Kankan, mais Samori en avait recruté aussi dans le foyer musulman de l'Ulada. Celui-ci jouissait naturellement de l'exemption du Dyaka, mais il fournissait des combattants et hébergeait un dugukuñnasigi.

Chute. — Dans ce pays entièrement peuplé de Malinké et de Dyalōnké, Samori avait recruté de nombreux partisans malgré une conquête parfois rude. Son erreur principale fut, ici encore, l'islamisation à outrance qu'il imposa à partir de 1886. Les intrigues organisées par Gallieni dès l'occupation de Sikasso allaient faire le reste. En juillet et août 1888, tout le territoire de Damisa-Kura passera à la rébellion, la population ayant massacré les quelques sofas qui surveillaient le pays. Quelques fidèles pourront se maintenir à Dugura et dans l'Ulada mais ils étaient neutralisés et demeureront sur la défensive pour éviter le pire.

Aminata Dyara était alors au siège de Sikasso avec la plupart de ses troupes. Il allait demeurer aux côtés de Samori tandis que Dyaulé-Karamogho, basé sur Kankan, entreprendra la reconquête dès le mois de novembre.

L'Almami voulait certainement reconstituer l'armée de Damisa-Kura mais on peut se demander s'il l'aurait rendue à Aminata-Dyara dont l'insurrection avait révélé l'impopularité. Il n'en aura d'ailleurs pas l'occasion car, dès février 1889, Archinard se portera au secours des insurgés, chassera les Samoriens de la rive gauche et imposera l'autorité française jusqu'à l'Ulada, sur la frontière du Futa-Dyalō.

Samori ne restera donc maître que la rive droite et cette étroite bande de terre ne pouvait pas constituer le domaine d'une armée territoriale. Elle allait d'ailleurs se trouver presque déserte car les insurgés s'entassaient au nord du fleuve, sous la protection française. Quelques villages fidèles demeureront cependant sur la rive samorienne, avec mission de surveiller les mouvements des Blancs. A l'ouest du Nyādā, ils seront rattachés à l'armée de Bilali mais l'Almami gardera sous son contrôle personnel ceux de l'est, jusqu'aux abords de Siguiri.

Le plus ancien des grands gouvernement militaires sera ainsi le premier à disparaître, malgré la fidélité d'une fraction de sa population, sous les coups conjugués des insurgés et de l'agression française.

c) Armée du Nord-Est

Assiette. — L'Armée du Nord-Est est habituellement désignée par le nom de sa capitale, Faraba, dans le Tyakadugu, sur le Bas Sānkarani. Elle prit corps en 1882, à la chute de Kēnyērā, quand Samori confia à son frère Kémé-Brēma (Fabu) les kafu fraîchement conquis au nord-est de Kankan. Dès la retraite de Borgnis-Desbordes elle s'agrandit du Bas Manding de Kaaba (Kangaba) et de Narēna, puis elle s'étendit sur les deux rives du fleuve, jusqu'aux abords de Bamako (19). Elle annexa ensuite le Wasulu du Nord et le pays bambara de la rive droite qui venaient de s'insurger contre les Toucouleurs. Dès la fin de 1882, enfin, l'autorité de Kémé-Brēma s'imposa à tous les Bambara du Banā et aux kafu situés au nord du Baulé jusqu'à Bougouni et Ntèntu.

L'intervention française à Bamako lui fit perdre une cinquantaine de kilomètres sur la rive gauche, au début de 1883, mais la première guerre contre les Toucouleurs lui permit bientôt d'en gagner autant sur la rive droite, entre Niger et Bani.

Les frontières de l'armée de Faraba étaient dès lors stabilisées, sauf sur la rive gauche où la pression française se faisait sentir. C'est ainsi que le traité de Kéñvéba-Kura lui enleva le Manding de Narēna et celui de Bisāndugu, le pays de Kangaba dans sa fraction située au-delà du fleuve. Sa population passa d'ailleurs en terre samorienne et allait rester fidèle jusqu'en 1891. Ainsi définie par le Niger de Koulikoro à Siguri, la frontière du gouvernement s'en écartait un peu dans l'ouest, à la hauteur du Dyuma, puis bordait vers l'est les domaines du Foroba jusqu'au Bolu avant de descendre le Baulé jusqu'au confluent du Bani, et de rejoindre Koulikoro à travers la zone déserte qui séparait les Samoriens des Toucouleurs.

Bien qu'il butât à l'extrême nord sur la falaise abrupte des monts du Manding, que les sofas n'escaladèrent jamais, le territoire de ce gouvernement était donc occupé par une immense savane horizontale et nue dont la monotonie n'était rompue que par quelques inselberges granitiques tandis que les larges vallées rizicoles du Niger et de ses affluents retenaient une grande partie de l'activité des hommes.

Organisation. — Dans ce territoire assez étroit, couvrant environ 25.000 km² en 1883, 22.000 seulement à partir de 1887, la population devait être voisine de 130.000 habitants à la première date, 108.000 à la seconde. C'était donc un pays assez peuplé, mais il devait avoir quelque peine à alimenter une armée qui comptait environ 5.000 hommes, soit près de 4 % des habitants. Ce domaine était moins riche que la haute vallée vers Damisa-Kura, mais les Bambara produisaient de grandes quantités de mil et le Wasulu était riche en bétail.

La population était entièrement de langue manding, que son dialecte fût le maninka-kā dans l'Ouest, le bammana-kā dans l'Est ou le wasulunkā dans le Sud. Son homogénéité culturelle était en outre très forte en dépit du particularisme des Fula. Malgré d'importants noyaux d'Islam, l'animisme l'emportait partout mais le Nord, soumis à El Hadj Omar, avait été converti en surface. La vallée du Niger et les pistes menant vers la Forêt étaient parsemées de gros villages de commerçants musulmans, comme Wolosébugu ou Ntèntu (Tenintou).

Les Samoriens avaient été accueillis en libérateurs, et on comptait sur eux pour défendre le pays contre les oppresseurs toucouleurs. Kémé-Bréma parsema le pays de ses dugukuñnasigi et sut mener une politique habile qui le rendit populaire. Il ne paraît guère avoir suivi les consignes de Samori en 1886, quand celui-ci ordonna la conversation forcée et l'interdiction des coutumes au nom de la théocratie. Il en fut récompensé puisque la Grande Révolte de 1888 allait épargner presque entièrement son gouvernement.

Chute. — Quand la crise éclatera, Kémé-Bréma aura déjà trouvé la mort sous les murs de Sikasso mais Fila-Kali, qu'il avait laissé garder Faraba avec de faibles troupes, n'aura aucune peine à se maintenir et Samori s'empressera de le confirmer dans les fonctions de kèlètigi.

Dans sa première impétuosité, l'insurrection contaminera pourtant le Sud du gouvernement, c'est-à-dire une fraction du Wasulu et les Malinkés du Sankarani. Ce mouvement sera écrasé dès septembre 1888 et Fila-Kali participera brillamment à la répression ultérieure, pendant toute l'année 1889. Il saura ensuite repousser l'agression des Toucouleurs et les rejeter sur les frontières de Ségou. Ce chef était donc parfaitement digne de la confiance de Samori mais il allait bientôt être appelé à d'autres combats car les jours de l'Armée de Faraba étaient comptés.

Entre la fin de 1889 et celle de 1891, Dyaulé-Karamogho et Alfa séjourneront à Yanfolila, dans la zone insurgée du Wasulu, pour y reconstituer une fraction du Foroba tout en surveillant Siguiri. Bien qu'ils ne fussent pas subordonnés à Fila-Kali, il ne semble pas qu'il y ait eu transfert de territoire. Le contrôle politique des Fula incombera toujours au gouverneur de Faraha.

Les intrigues françaises se multipliaient cependant à tel point que les populations du Nord allaient émigrer en grand nombre vers la rive gauche, au grand mécontentement de Samori, pendant toute l'année 1890. L'agression française, quelques mois plus tard, sera catastrophique pour cette région. Dès mai 1891, les tirailleurs détruiront Faraba, et Kali, réfugié à Soloba dans le Dyalōfula, à l'extrême sud de son territoire, recevra l'ordre d'évacuer toute la population voisine du fleuve de façon à établir un désert entre lui et les Blancs. Il y réussira, en dépit d'une dernière révolte, si bien que, dès le mois de juiu, il ne restera plus d'habitants au nord de la ligne Danu-Bougouni. Le gouvernement de Faraba sera alors réduit à bien peu de chose et Samori en tirera les conséquences. En octobre 1891, il rappellera Fila-Kali avec tous ses combattants et le gouvernement, ou plutôt ce qu'il en restait, sera alors rattaché à l'ancienne Armée de l'Est, sous les ordres de Bolu-Mamudu.

L'Armée de Faraba, qui ne disposait pas des richesses agricoles et minières de Damisa-Kura, avait pris de l'importance parce qu'elle contrôlait la route commerciale des chevaux du Sahel, et parce qu'elle tenait la frontière des Toucouleurs. Elle allait s'employer à surveiller les Français de Bamako jusqu'au jour où la chute de Ségou et l'irruption d'Archinard au cœur de l'Empire lui enlèvera sa raison d'être. Ce ne sera plus dès lors qu'une sentinelle isolée et Samori, soucieux de ne pas disperser ses forces, renoncera à la maintenir.

d) Armée de l'Est ou de Bafagha

La dernière grande armée territoriale, celle de l'Est, a une histoire des plus complexes. Elle commandait en effet la route de l'Orient, sur laquelle Samori avait lancé un instant toutes ses forces comme s'il pressentait l'Exode de 1893. Cette armée s'est ainsi trouvée à l'origine de la grande crise de 1888, où l'Empire faillit disparaître.

Assiette. — L'Armée de l'Est prit corps vers décembre 1883, quand Samori ordonna à Kémé-Brèma d'étendre ses frontières au-delà du Baulé, mais elle n'acquiesça pas tout de suite son organisation autonome. Sous le commandement de Kémé-Brèma, qui dut intervenir personnellement, son lieutenant Tari-Mori, renforcé par les colonnes d'Amara-Dyèli et de Bolu-Mamudu, occupa le pays qui s'étendait jusqu'au Bagoé dans l'Est, et aux frontières du Kabasarana dans le Sud. Quand les combats furent terminés, pendant l'hivernage de 1884, l'Almami sépara la région conquise de l'Armée de Faraba et la constitua en gouvernement sous les ordres de Tari-Mori.

Celui-ci fixa aussitôt sa résidence près du village de Bafagha dans le Tyëndugu, mais les sanyé de cette garnison s'étendaient jusqu'au hameau de Farabakoro. Il est curieux que cette armée se soit ainsi implantée à l'extrême Ouest de son gouvernement, dans une position défensive, comme si elle craignait une menace issue de l'Est et souhaitait rester à portée de Faraba et du Wasulu d'où pouvaient venir des renforts.

Certaines traditions compliquent d'ailleurs le tableau en parlant d'une « Armée de Fulalaba » distincte de celle de Bafagha, bref d'une Armée du Sud-Est. C'est là un contre-sens. Envoyé par Samori, Amara-Dyèli, qui venait directement de Bisândugu, et non de Faraba, fit colonne seule dans le Sud (Tēngréla, Vadugu, Tudugu) avant de rentrer hiverner à Fulalaba. Il n'en était pas moins sous les ordres de Kémé-Brèma, puis de Tari-Mori, auprès de qui il s'installa à la fin de 1884. Il faisait donc fonction de simple chef de colonne, de kèlètigi, mais au sens le plus étroit du terme, et il n'était pas le chef d'une « Armée du Sud-Est », qui n'a jamais existé comme formation autonome. Bien qu'Amara-Dyèli soit bientôt rentré à Bisândugu, l'amertume que lui avait inspiré cette subordination ne fut pas étrangère à la chute de Tari-Mori.

Samori ne destinait pas ce dernier au commandement titulaire de l'armée qu'il dirigeait en fait. Dès la fin de l'hivernage, il nomma comme chef nominal de la nouvelle armée son jeune fils Managbè-Mamadi que Tari-Mori, qui gardait l'autorité véritable, devait former à la guerre. On a vu comment le kèlètigi, mis en déroute par Tyèba, fut exécuté dès février 1885. Son remplaçant, le Wasulunké Bolu-Mamudu, allait mener l'Armée de l'Est d'une main de fer, tandis que son pupille, Managbè-Mamadi, demeurait dans l'obscurité jusqu'à la guerre de Sikasso.

La frontière occidentale de l'armée de Bafagha était fort nette. Samori lui ayant confié le Tyèmmala, le Bilântuma et le Nyénédugu, elle suivait le cours du Baulé depuis la limite du Kabasarana jusqu'à Bolé dans le Bañinko. Une certaine incertitude règne cependant sur le cas du Bolu, qui paraît lui avoir été rattaché dès l'exécution de Tari-Mori. Dans le Bañinko, dont l'Armée tenait les franges méridionales, les Samoriens respectaient la zone d'influence du Fafadugu, et leur domaine rejoignait celui de Sikasso sur le Bagoé au confluent du Kuba, en face de Kumyâ. Ce fleuve devait logiquement leur servir de frontière orientale, et ce fut le cas pendant quelques mois, en 1884, jusqu'en aval de Kanakono (Kadlé méridional, Côte d'Ivoire). De ce point, la frontière méridionale s'orientait vers l'ouest, de façon à englober le Vadugu et le Tudugu, pour retrouver le Kabasarana sur le Banifiñ, en aval de Tyémé.

Instabilité. — Le duel contre Sikasso, qui s'engagea très vite, empêcha pourtant cette situation de se stabiliser. Dès la fin de 1884, la contre-offensive de Tyèba rejeta les Samoriens vers l'Ouest et le front parut se fixer un moment sur le Banifiñ méridional. Retardée par l'agression de Combes et diverses révoltes, la riposte de Samori ne se déploya qu'en 1886 et c'est seulement en fin d'année que tout le terrain perdu fut repris, et même un peu plus, puisque le ralliement des Sénufu de Fôru donna à l'Almami une tête de pont sur le Bagoé (19). Cette revanche tardive était déjà un prélude à la marche sur Sikasso, et l'importance du gouvernement de l'Est ne tenait plus qu'à sa position stratégique, car la plus grande partie de son territoire était déjà ravagée et déserte.

Après la défaite de Samori, Tyèba reviendra d'ailleurs sur le Banifiñ, dès décembre 1888, et ses hommes iront même jusqu'au Bilântuma et au Tudugu. Loin vers l'est, dans le Folona, Tyōñi et Fōru resteront fidèles à Samori jusqu'en décembre 1891, mais leur isolement leur enlevait toute valeur. Bolu-Mamudu ne reprendra le Bilântuma qu'en mars 1891, et le Tudugu seulement en décembre 1892, à un moment où l'offensive française battait son plein et où l'Exode vers l'Est était déjà en cours. Les pays du Haut-Bagoé, de Tēngréla (Kadlé) au Syondugu, seront réoccupés un instant par les sofas, durant l'hivernage de 1894, mais cet accident est étranger à l'histoire de l'Armée de Bafagha, dont l'existence avait pris fin depuis plusieurs mois déjà.

Dans une situation aussi mouvante, on est embarrassé pour tracer la frontière orientale de ce gouvernement. Un peu arbitrairement, nous adopterons le cours du Banifiñ méridional, en incluant le Bilântuma, mais en excluant le Sibirila et, sur les marches d'Odienné, le Tudugu. Telle est à peu près la ligne qui sépara les armées de la fin de 1884 au début de 1886, puis de décembre 1888 à décembre 1893, date où disparut l'Armée de Bafagha.

Domaine. — Dans ces limites, celle-ci contrôlait un plateau remarquablement monotone, coupé par les plaines des grands affluents du Niger. Les seuls reliefs notables, mais d'une étendue fort restreinte se trouvent à l'extrême Nord (Bañinko) et au Sud (montagnes-refuges du Tudugu). Toute la région est couverte d'une savane soudanienne typique ou de lambeaux de forêt claire mais, dans l'extrême Sud, les galeries forestières sont assez denses le long des petits marigots.

Ce pays est très homogène ethniquement. Il est peuplé exclusivement de Bambara et de Fula, ceux-ci linguistiquement assimilés aux premiers. Les Sénoufo n'apparaissent qu'à Fōru, Tyōñi et Tēngréla où Samori n'a jamais pu asseoir son autorité de façon permanente.

Dans toute cette région, l'animisme traditionnel montrait un dynamisme remarquable. Des noyaux d'Islam n'existaient qu'à la périphérie, soit dans l'Onest, comme à Bolé et Kologo (Tyèm-mala), sur la piste commerciale unissant Ségou ou Bamako au Kabasarana, soit dans l'Est à Tēngréla ou dans les villages du Vadugu, sur la route du Worodugu.

Organisation. — Avant d'être amputée d'une bonne moitié de ses premières conquêtes par la réaction de Tyèba, l'Armée de l'Est avait compté 22.000 kilomètres carrés et environ 107.000 habitants. Il lui restait un peu plus de 80.000 sujets en 1887 et ses marches allaient rester désertes durant toute l'ère samorienne. Son territoire était relativement riche en bétail, mais son agriculture assez pauvre, malgré les qualités paysannes de certains Bambara. Faute de grandes plaines rizicoles, on y produisait surtout du mil.

Le territoire de l'Armée de l'Est aurait donc eu du mal à supporter les 5.000 hommes de la garnison, soit 6 % de la population. Sa conquête n'était cependant pas une fin en soi mais une étape vers celle de Sikasso et la menace de Tyèba obligea très vite Samori à appuyer son kèlètigi avec les ressources du domaine central. Il y transféra, dès la fin de 1885, une fraction du Foroba, puis il y fit aménager les gîtes d'étapes nécessaires à la marche sur Sikasso.

L'armée de Bafagha ne subsista donc que grâce à l'intervention personnelle de Samori, qui maintint son autonomie en raison de son importance stratégique. La disproportion entre les ressources de son territoire et ses besoins était écrasante, si bien qu'elle n'aurait jamais pu subsister si elle avait été une fin en soi.

Chute. — Malgré cette fragilité, le domaine de l'Armée de l'Est devait être le dernier gouvernement de l'ancien Empire à se disloquer, mais sa fin, pour être tardive, n'en sera pas moins lamentable et sanglante. Son territoire avait pourtant été épargné par les affres de la Grande Ré-

volte quand son chef, Managbè-Mamadi, qui venait d'arrêter tant bien que mal la contre-offensive de Tyèba, organisa en novembre 1889 un coup d'Etat ridicule contre son père. Aussitôt arrêté, il fut remplacé par Bolu-Mamudu qui n'avait pas repris ses fonctions au retour de Sikasso, mais était parti combattre dans le Sud. Pour rendre quelque consistance à ce gouvernement exsangue, l'Almami lui rattachera alors la plus grande partie du Wasulu, jusqu'au Sankarani, et c'est dans ce pays, à Laminina, que le nouveau kèlètigi installera sa résidence.

Bolu-Mamudu mènera énergiquement ses affaires et c'est à son profit que la vieille Armée de Faraba sera supprimée en octobre 1891. Le territoire immense qu'il rassemblera alors était cependant aux trois quarts désert et il mourra de façon suspecte en juillet 1892, au moment précis où il s'opposait à Samori à propos de l'évacuation complète de la population.

Ce grand homme sera remplacé par un chef militaire de second ordre, Nanténè-Kaba Kona-té, dont la seule consigne sera de liquider le gouvernement dont il recevait la charge. La déportation des Wasulunké allait s'effectuer sans trop de peine avec l'aide de Morifiñdyâ, qui remontait dans ce but du Mau, mais il n'en ira pas de même pour les Bambara. Quand ils se verront acculés, ces hommes, qui avaient toujours été fidèles à Samori, se lanceront en juin 1893 dans une révolte désespérée. L'Almami devra intervenir personnellement en fin d'année et il parviendra à les réduire, mais ce sera pour frôler, quelques jours plus tard, le désastre de la main des Français qui accouraient au secours des rebelles.

A ce moment, en décembre 1893, quand tous les Samoriens fuiront vers le Sud pour s'abriter dans les domaines du Kabasarana, l'armée de l'Etat cessera d'exister, et avec elle disparaîtra le système des Armées Territoriales qui assurait la grandeur politique de l'Empire. Durant l'hivernage de 1894, Bilali reviendra un instant dans l'ancien domaine de Bafagha, sur le Haut Bagoé, de Tèngrèla jusqu'au Syôndugn, mais cet épisode éphémère allait rester sans suite (20). Aucune organisation permanente n'y sera rétablie, car les gouvernements stables étaient incompatibles avec les affres de l'Exode vers l'Est. Il faudra que l'Almami s'enracine au Dyimini pour qu'ils renaissent sous une forme nouvelle.

* * *

Nous avons ainsi mené l'étude des anciennes Armées Territoriales jusqu'à leur disparition, ce qui nous a nécessairement entraînés au-delà du point où s'est arrêté notre récit. Il est évidemment impossible d'aborder ici le domaine du nouvel Empire qui s'organisera après 1893 vers l'Est, dans un cadre tout différent, et qui régira une société dont les équilibres ne seront plus les mêmes. Nous y viendrons en temps utile vers la fin de ce livre.

Les structures territoriales que nous venons de passer en revue étaient marquées d'une originalité profonde car elles supportaient l'appareil d'Etat que le conquérant avait laborieusement mis en place pour transformer la société malinké selon l'idéal qui le justifiait à ses propres yeux.

Il faut voir là, assurément, l'élément le plus révolutionnaire des institutions samoriennes, car c'est aux grands gouvernements qu'il incombait de surmonter l'antique parochialisme des kafu malinké. Il est donc normal que l'étude des Armées Territoriales ait fermé notre description des structures impériales mises en place par Samori. L'organisation politique de l'espace a été réellement sa plus belle réalisation, la seule pour laquelle il ne paraît s'être inspiré d'aucun précédent coutumier.

Ce trait est capital puisque, si nous exceptons la transformation des méthodes militaires, qui est d'ordre technique et a d'ailleurs été progressive, l'œuvre de Samori nous a surtout frappé par un certain conservatisme. Dans tous les domaines nous n'avons guère rencontré d'initiatives hardies et de bouleversements radicaux, mais seulement des développements d'ordre quantitatif et l'utilisation habile d'institutions anciennes qui changeaient seulement d'aspect en raison de leurs nouvelles articulations.

Notre étonnement devant les timidités de ce révolutionnaire est cependant l'effet d'une erreur de perspective. Nous avons du mal à considérer l'œuvre de Samori sans évoquer la colonisation française qui allait la détruire. A ce tournant tragique de l'histoire africaine, nous jugeons alors la révolution dyula en fonction de son impuissance à rénover la société manding assez vite et assez profondément pour qu'elle accède au monde moderne sans subir le moule européen.

Cette façon d'aborder le problème doit être résolument écartée. L'Empire de Samori n'a pas été fondé pour s'opposer à l'irruption des Blancs sur le Niger, mais pour résoudre la crise sociale et politique dont nous avons décrit le lent mûrissement. Si ces méthodes nous paraissent timides et hésitantes comme réponse au défi colonial, on doit pourtant admettre que leur audace était extrême dans la perspective du passé africain. Dans un contexte très différent, c'est également l'attribution des principales charges à des officiels sans droits patrimoniaux qui a suggéré à un sociologue comme Fallers le recours à l'expression de « bantou bureaucracy ».

La transformation du milieu manding ne pouvait être que progressive et on ne voit pas pourquoi le conquérant n'aurait pas essayé d'utiliser les outils traditionnels qui s'offraient à lui avant de chercher à en forger d'autres.

Nous venons de voir qu'il sut tirer du néant ceux qui s'avéraient vraiment nécessaires, et rien ne permet de croire qu'un bouleversement plus rapide et plus profond eût laissé à la nouvelle société le temps d'organiser une meilleure défense.

NOTES

(1) L'usage culinaire et non rituel du dégé était évidemment le principal. La conservation assez longue de ce mets dispensait d'emmenner des femmes pour piler le grain, et permettait de se passer de feu. Humbert y eut recours pour ses tirailleurs en 1892. « On chercha à remplacer la viande salée pour les indigènes par des poissons secs et des denrées diverses du pays... Le commandant supérieur ordonne l'essai du dégué, le mets dont les Bambaras ne manquent jamais de se munir quand ils partent en colonne... Le dégué se mange sans préparation et se conserve suivant son mode de fabrication, de quinze jours à un mois. » (p. 63).

(2) En 1893, après la trahison des Kamara du Tukoro, Samori délèguera un instant son autorité sur les Toma à Dyaulé-Karamogho qui occupait leur pays avec une fraction du Foroba [5, 10].

(3) Parlant des chefs indigènes, PEROZ signale que « deux sofas vétérans de la garde vivent dans leur résidence et, sous prétexte d'appuyer leur autorité, sont en réalité chargés de les surveiller ». (1891, p. 406). Ce renseignement est inexact car il n'y avait jamais en un même lieu qu'un seul dugukufnaeigi et le second personnage devait être l'un de ses sofas.

(4) Selon DELAFOSSE (1955, p. 419) : *dugu* = pays, *kuñ* = tête, *na* = suffixe locatif, *sigi* = s'asseoir, s'installer.

(5) BINGER se plaint au contraire que celui de Wolosébugu ait refusé de le soutenir contre un vendeur de mauvaise foi qui revenait sur le prix initialement réclamé pour un bœuf (1892, T. I, p. 35).

(6) Si l'on considère qu'un courrier rapide à cheval parcourait au maximum 80 kilomètres par jour et une colonne allégée à l'extrême et marchant furtivement, un peu moins de 50.

(7) C'est effectivement au retour de Samori à Biaëndugu, en 1879, que le Foroba paraît s'être nettement distingué du reste de l'armée. La tradition en fait mention pour la première fois l'année suivante au siège de Kankan [1, 5, 10].

(8) Quand la retraite vers l'Est et l'irruption française donneront à la frontière forestière un intérêt nouveau, elle sera occupée par des fractions du Foroba (Morifiñdyä, Sékoba, Dyaulé-Karamagho et Ngolo). Aucun gouvernement militaire n'aura cependant le temps de s'y former (Tome III, IV^{me} Partie, Chap. III).

Il convient à notre avis d'éviter toute spéculation sur le nombre des gouvernements, qui était de quatre, plus le Foroba, à l'apogée de l'Empire. Le Masina, comme le Bornu, avaient également quatre grands gouvernements frontaliers, mais ceux-ci correspondaient plus ou moins aux points cardinaux, ce qui n'était pas le cas pour ceux de Samori. On pourrait aussi bien se permettre d'évoquer la division de l'Irlande ancienne en quatre royaumes périphériques, plus un central.

(9) Notre étude des kèlètigi se fonde sur les archives européennes qui nous renseignent d'abondance sur l'armée du Nord (Faraba, Journal de Bamako) et de l'Ouest (Sierra Leone).

Nous les avons enrichis par la tradition orale qui nous éclaire sur les autres armées et recoupe nos données sur les deux premières [surtout 5, 8, 10 et 12].

(10) Un kèlètigi n'installait les forgerons à l'écart de sa résidence que si la présence d'un important gisement de fer l'y incitait.

(11) Les ennemis personnels de Semagbè faisaient courir le bruit qu'il négociait avec les Français de Bamako et Kémé-Bréma demanda à son frère la permission de l'exécuter. Ce dernier ayant appris qu'il s'agissait d'un complot envoya Ansumana Kuyaté déguisé en dyula pour mener une enquête. Le griot conclut à l'innocence du suspect. Celui-ci allait se rallier en 1891 aux Français et il montrera sa reconnaissance en rachetant, en 1895, Birama, le fils d'Ansumana, qui se trouvait alors captif [10].

(12) Foroba : de *fóro*, champ, ne pas confondre avec *furú*, mariage. Le *foroba* est le domaine collectif du village et, par extension, celui de l'Etat.

(13) Samori ne délimitait pas ses gouvernements en fonction d'un dogme abstrait comme celui des frontières naturelles, aussi les frontières que nous indiquons sont-elles évidemment approximatives. Chaque village respectait naturellement les limites traditionnelles de ses voisins, à moins qu'elles ne fussent l'objet d'un litige et il savait à quel kafu il appartenait. Celui-ci savait de quel kèlètigi il dépendait, et cela suffisait à tout. C'est ainsi que divers villages de la rive ouest du Nyändä n'appartenaient pas au Kòndédu proprement dit mais au Basāndo ou aux Kurānko, et que des kafu du Niger, Amana, Basāndo, Kolōnkālā et Dyuma, étaient naturellement à cheval sur le fleuve [8, 9].

(14) Plus au nord, le Balimakhana qui dépendait jusque-là de Kankan fut rattaché au gouvernement de Damisa [10, 85].

(15) Pendant quelques mois, de février à novembre 1886, l'armée de l'Ouest contrôla en outre les pays entre la Petite et la Grande Scarde, sur la frontière du Benna (ci-dessus, II^{me} Partie, Chap. VII).

(16) Bilali était pourtant obligé de disperser ses forces et on verra qu'il eut du mal à garder contact avec son lieutenant, Bakari Turé, qui occupait le Sānkarā oriental pour observer Kouroussa. (IV^{me} Partie, Chap. IV).

(17) Pour la visite d'Aminata-Dyara, à peine nommé, à Péroz. Voir GALLIENI, 1891, pp. 231-235.

(18) Sur la rive droite du Tēnkiso, les Samoriens ne s'emparèrent qu'en 1886 de la tête de pont du petit Bailo, qui appartenait aux Toucouleurs de Dinguiraye. Inversement, ils contrôlaient sur la rive gauche le gros village de Tumanya, qui commandait l'un des gués d'accès du Futa-Dyaló [200, 201].

(19) En sens inverse, Nāngalaso, sur la rive ouest du fleuve, échappera toujours à Samori et servira jusqu'au bout de tête de pont à Sikasso [335, 576].

(20) Lors de cette fuite précipitée, Samori laissera des fidèles à Bolé, à Kumāntu et au Syōndugu, sur le Bagoé, mais ceux-ci, désormais isolés, ne joueront plus aucun rôle dans cette histoire. Grâce à eux le commerce des chevaux se poursuivra cependant sur une petite échelle jusqu'à la fin de 1894. Nous verrons qu'à cette date ils se rallieront à l'ordre nouveau du colonisateur [12, 323, 326, 328].

IV^{me} PARTIE

CHUTE DE L'ANCIEN EMPIRE

THE PART II

CHIEF DE LANGUAGES BUREAU

CHAPITRE PREMIER

BÂN-KÈLÈ

LA GRANDE RÉVOLTE ET SA RÉPRESSION.

SI la guerre de Sikasso a brisé le premier Etat Samorien, c'est qu'elle a servi de catalyseur à une crise extrêmement profonde qui s'est prolongée depuis l'hivernage de 1888 jusqu'au début de 1890, sous le regard intéressé des Français.

On peut observer pendant ces longs mois un véritable effondrement de l'Empire dyula dont toutes les structures ont alors craqué comme en témoignent les fortes expressions dont use la tradition pour désigner ces années tragiques : Bân-Kèlè, « la guerre du refus » ou Mwuruti-Bâ « la grande révolte ».

Le fait essentiel est qu'à ce moment la plupart des sujets de l'Almami ont rejeté violemment le système politique qui leur était imposé et que parmi ces insurgés on ne trouve pas seulement d'anciens vaincus, mais des partisans de longue date qui s'étaient jadis ralliés de bon gré. Dēnda-Sogboma, Dalaularè-Mori et Kyèulé Kamara étaient jusque-là des Samoriens zélés et leur brutale défection mérite une explication.

Mécontentement général. — Pour ces hommes, qui avaient participé à la construction de l'Empire, la rupture paraît due aux rigueurs doctrinales de la théocratie, dont les premières atteintes avaient déjà provoqué la révolte des Bambara en 1885. Ces partisans animistes qui gardaient une large autonomie s'estimaient liés à Samori par une espèce de contrat, et ils le jugeaient violé par la nouvelle politique du souverain. Même si celui-ci les exemptait des pires rigueurs, il ne pouvait les empêcher de s'inquiéter en voyant la religion officielle éroder les structures traditionnelles de leur société.

Ces griefs profonds n'auraient sans doute pas suffi à provoquer une rupture si le poids écrasant de la guerre de Sikasso n'était venu s'y ajouter. On a déjà évoqué les souffrances du portage et la famine due aux réquisitions de vivres, mais on ne saurait trop insister sur le mécontentement qu'elles causaient. La tradition les évoque partout avec colère, par exemple dans le Kisi et le Kurānko oriental qui fournirent alors de grandes quantités de riz. La famine que signale Binger, en 1887, au moment de la soudure, est peut-être un phénomène local et elle n'a pas frappé Festing quelques mois plus tard. La tradition atteste cependant qu'elle s'était généralisée durant l'hivernage de 1888 et elle allait sans doute tourner à la catastrophe si la nouvelle récolte était réquisitionnée à son tour. Cette perspective devait remplir de haine les cultivateurs, qui n'étaient pas disposés à plier devant le conquérant au moment où quinze mois d'échecs avaient ébranlé son prestige.

Binger insiste lourdement sur un autre grief, la vente des hommes libres pour acheter des armes et des chevaux. On a vu que sa malveillance envers notre héros l'a poussé à d'étranges exagérations et que la pratique qu'il dénonce n'a jamais été encouragée par Samori. Il convient cependant de distinguer le système et ses abus, ceux-ci étant évidemment communs dans une période de crise grave. Le conquérant avait besoin de chevaux pour affronter la forte cavalerie de Tyèba et, poussé par l'urgence, il paraît s'être laissé aller, en ces mois critiques, à des facilités

dangereuses. C'est ainsi que les porteurs du dernier convoi Kurânko qu'envoya Dênda-Soghoma aux assiégeants, auraient été vendus dans des circonstances obscures. Les Wasulunké du Dyalôfula invoquent des griefs analogues et la disparition de ces hommes libres faisait nécessairement un effet déplorable.

Tout l'Empire vivait donc au début de 1888 dans une ambiance d'extrême tension et les maigres garnisons que Samori avait laissées à la garde du pays ne suffisaient plus à contenir des hommes furieux et désespérés. La construction du fort de Siguri eut dans ces conditions un effet détonnant. La propagande de Gallieni tombait dans une terre bien préparée et elle convainquit facilement les mécontents que l'aide de la France leur était acquise. Le bruit de la mort de Samori fut donc accueilli avec empressement et personne ne songea à le vérifier avant d'en tirer les plus extrêmes conséquences.

Un mouvement désordonné. — L'insurrection qui couvait éclata donc soudain et se diffusa comme une traînée de poudre, dans un désordre extraordinaire. Bien que de fortes personnalités l'aient dominé çà et là, comme dans le Sankarâ, le Kurânko ou le Konyâ, le mouvement frappe généralement par son caractère spontané et anonyme. Nous distinguons difficilement quelques leaders locaux, qui sont des jeunes hommes sortant soudain de la masse plutôt que des notables ou des chefs coutumiers. Ceux-ci n'oubliaient d'ailleurs pas que le dègè les avait engagés envers la personne du conquérant, et c'est pourquoi ils affectèrent généralement de croire à sa mort quand le mouvement éclata. Ensuite, ayant brûlé leurs vaisseaux, ils ne pouvaient plus reculer quand la nouvelle s'avérait fausse.

Fait plus remarquable, le clivage entre l'insurrection et la fidélité ne s'est pas toujours effectué selon la structure des lignages. Beaucoup d'insurgés auront jusqu'au bout des parents dans les rangs du souverain et le caractère individuel de leur choix est un ultime témoignage du succès de la révolution dyula. La référence à des valeurs universelles transcendait pour beaucoup les loyautés naturelles et, fait remarquable, cela contribua à limiter dans une certaine mesure les atrocités de cette terrible guerre civile. Les gens du conquérant, souvent haïs pour leur brutalité et leur morgue, allaient être traqués et mis à mort, mais il subsistera presque partout un parti autochtone favorable à Samori, et il bénéficiera d'une étrange indulgence. Les parents insurgés de ces collaborateurs leur permettront en général une certaine neutralité et éviteront de les molester. Ceux-ci, en retour, intercèderont auprès des vainqueurs à l'heure de la répression.

Nous verrons que celle-ci sera souvent impitoyable, mais qu'elle s'exercera rarement, sans discrimination. Après des exemples terribles au début de la crise, l'Almami s'appliquera à doser les responsabilités dès que le danger paraîtra moindre, comme s'il voulait fonder le nouvel Empire sur des principes évidents d'équité.

Malgré le rétablissement inattendu de l'hégémonie samorienne, la Grande Révolte a en tout cas sonné le glas de la théocratie. Le fait que des centres dyula et musulmans se soient joints aux insurgés a certainement surpris le souverain qui renonça dès lors à fonder son pouvoir sur l'Islam. Il insistera désormais exclusivement sur la fidélité à sa personne et les avantages de l'ordre qu'il imposait, ce qui avait été son unique justification au début de sa carrière (1).

A) MONTÉE DE LA RÉVOLTE

Le caractère anarchique de cette révolte n'est pas surprenant puisqu'elle exprimait le refus profond d'une politique impopulaire. Sa répartition géographique met en évidence que les zones de grande fidélité furent celles où les exigences de la Théocratie ne s'étaient guère faites sentir et où le loyalisme personnel au souverain n'était donc pas ébranlé. Le mouvement a débuté timi-

dement sur des marches lointaines, à mesure que la puissance du conquérant se rétractait et que l'incitation française se faisait plus précise, puis il a fusé de tous côtés au hasard des conjonctures locales. Il n'a finalement épargné que les vieux pays du Milo où le loyalisme des Kamara était fortifié par des solides garnisons, les Bambara du Baulé que la modération de Kémé-Bréma avait gagnés, des îlots musulmans comme l'Ulada ou le Baté, enfin des zones vassales dont la personnalité avait été respectée comme le Toma et le Kisi de Mori-Sulèmani.

L'insurrection avait fait tache d'huile en peu de mois mais elle ne devait réussir à se consolider et à durer que dans certaines zones périphériques. Le sort du Wasulu allait être réglé en peu de semaines, alors que cinq ans plus tard, à l'arrivée des Français, des séquelles de la Grande Révolte subsisteront encore sur les franges du Kisi. La répression ne sera en effet jamais totale car le veto des colonisateurs limitera la reconquête dans le Nord et dans l'Ouest. Le nouvel Empire s'opposera donc à l'ancien non seulement en nature mais en étendue, car le territoire de 1887 ne sera jamais entièrement recouvré.

1°) LES PREMIERS CRAQUEMENTS.

Les premières défections eurent lieu à la périphérie de l'Empire, dans des marches lointaines et mal soumises, qui allaient être définitivement perdues.

Tēngrèla. — Celle de Tēngrèla, suscitée par la désertion de Masa Saganogo est assurément la plus ancienne car elle remonte à septembre 1887, alors qu'Amadu Turè n'avait pas encore commencé sa marche sur Mankono. Cette sécession n'eut qu'une faible incidence sur le siège de Sikasso mais ses aspects politiques ne manquent pas d'intérêt. Elle met en effet en scène un noyau dyula qui s'est montré obstinément fidèle au Kénédugu au lieu de se rallier à l'Almami, et a supporté de mauvaise grâce l'autorité de celui-ci. Quand les échecs ébranlèrent le prestige du conquérant, tandis que les réquisitions mécontentaient la masse des Senufo, ce sont les Dyula de Tēngrèla qui ramenèrent leur pays dans le camp de Sikasso.

Les Limba. — Très loin de là, sur les confins de la Sierra Leone, un second craquement se produisit à peu près à la même époque. Le départ de Lāngamā-Fali, en août, avait laissé vide de troupes un pays immense depuis le Nyādā jusqu'aux Scarcies. Quelques petites garnisons s'y trouvaient isolées, comme celle de Madina, sur la frontière des Loko et des Limba, où Sori-Ulé Kōndé gardait la route de Freetown. Une forte colonne demeurait à Mafindi-Kahaya, sous les ordres de Sidi-Baba, mais celui-ci ne pouvait être partout. Or, dès le mois d'août, une centaine de sofas, d'origine kono, limba ou dyalōnké, avait déserté pour rejoindre dans le Tambakha le fameux Karimu. Celui-ci prit aussitôt l'offensive et le Haut-Sānda se rallia à lui. Au début de septembre, il était à Kamala d'où il harcelait les sofas de Karèma et leurs alliés les Loko.

Quand on apprit, en novembre, que Misasoro avait écrasé Sidi-Baba dans les gorges du Soadu, l'explosion fut immédiate. C'était l'époque de la récolte du riz, que les Samoriens avaient naturellement l'intention de réquisitionner. La fraction soumise du Kono (Sāndo) ainsi que le Témné du Kuniki massacrèrent les sofas et le mouvement gagna en quelques jours le Kurānko occidental. Sori-Ulé, qui rentrait en hâte de Mafindi-Kabaya, trouva le Limba agité et fut capturé à Suriuzumuya par les gens de Karimu. L'intervention de Suluku, chef du Biriwa, le fit libérer, mais il se trouva isolé et impuissant à Karèma. Sans l'appui de Pa-Koba, le grand chef des Loko, il n'aurait pas pu s'y maintenir et il était de tonte façon impuissant à assurer l'ordre sur la route des caravanes. L'Almami Sumā, chef des Limba du Nord, massa alors des guerriers à Bafodéa, et entreprit de molester les colporteurs (2). Quand le major Festing se présenta en médiateur, eu

février 1888, on comprend que Sori-Ulé l'ait accueilli comme un sauveur. Grâce à lui il put se tirer, non sans peine, de ce guépier, et même sauver les apparences en transférant aux autorités britanniques la souveraineté du pays Limba.

Raid du Séradu. — La situation avait évolué encore plus vite dans l'Est, vers les sources du Niger. On a vu qu'après avoir battu Sidi-Baba, Misasoro avait fait réoccuper Bāmbaya, mais ce succès était précaire et il demeura lui-même à Foréa. L'effet fut cependant considérable sur les Kurānko du voisinage et aussi sur les Kono, qui expulsèrent alors les sofas. Malgré de vieux griefs contre le māsa du Séradu, le chef Furughata Bāmfagha lui envoya des renforts et l'autorité des sofas se trouva bientôt limitée au voisinage de leurs garnisons.

Misasoro jugea alors, vers la fin de 1887, qu'il pouvait se permettre de prendre l'offensive. Dans le Kurānko central, un chef fidèle à Samori, Kumbafiñ-Mori Mara venait justement de mourir à Bambarna, alors que son fils Pasi-Sèli, combattait à Sikasso. Le frère du mort, Fara-Kolako, rassembla des biens considérables en vue des grandes funérailles, dans l'attente de son neveu. Il n'était protégé que par une poignée de sofas, sous les ordres de Faraba-Kuruma dit Numūnké. Un chef voisin, Fagbo-Ulé de Mèndu, rival traditionnel de Bambarna, signala la situation à Misasoro qui forma aussitôt une forte colonne, grossie de nombreux Kono et marcha sur Bambarna par la piste de Déa. Il enleva le dyasa par surprise et captura presque toute la population. Faraba trouva la mort en combattant, tandis que Fara-Kolako se cachait en brousse. Les Kono poursuivirent leur route, trouvèrent des guides, dit-on, dans le Mankwadu (chef : Kurani-Sori) et possèrent un raid audacieux jusqu'à Sāsāmbaya, au confluent du Nyādā et du Balé. Ce gros village musulman, notoirement favorable à Samori, fut rasé au sol et sa population dispersée (décembre 1887) (3).

Sidi-Baba sur la défensive. — L'heure de la révolte générale n'avait pourtant pas encore sonné. Malgré leurs complicités en milieu Korānko, les assaillants se retirèrent. Pendant que Misasoro réparait le tata de Bāmbaya, Sidi-Baba tenta une ultime offensive pour rétablir le prestige samorien. Accourant à Bambarna il y rétablit une forte garnison, sous les ordres de Kunadi Konaté, mais il renonça à attaquer le Séradu. On a vu que, dans l'espoir d'un succès facile, il convoqua les Samoriens du Farmaya pour réduire Tānkolto, le dernier noyau de résistance du pays Lélé (janvier 1888). L'échec qu'il y subit fit passer à l'insurrection tous les pays situés au Sud du Haut Nyādā, en dehors de Kunté que des liens familiaux unissaient au kèlètigi. Les Kono et Kurānko de l'Ouest s'étaient cependant massés à Kōmbili et menaçaient de ce côté la capitale de l'Armée.

Humilié et inquiet, Sidi-Baba rentra en hâte à Mafindi-Kabaya où il accueillit le major Festing qui lui apprit la perte du Limba (février 1888). Le kèlètigi ne bongca plus, car il sentait le terrain se dérober sous ses pieds. Ses communications avec Freetown devenaient précaires, bien qu'il gardât le contrôle du Solimana, où Sinkunya et Kalyèri lui étaient fidèles. Les Kurānko de Kōmbili et les Kono étaient de plus en plus menaçants et parlaient d'attaquer. Sidi-Baba fut soulagé un instant en avril, quand il reçut des renforts que lui avait envoyés Dyaulé-Karamogho dès son retour de Sikasso à Kankan. Il s'agissait de Bambara récemment levés autour de Bougouni et, grâce à eux, Mafindi-Kabaya parut un instant en sûreté. Dans l'attente de l'issue du siège, la situation paraissait se stabiliser.

La vallée du Niger. — Le coup de grâce vint des Français. On a vu que le bruit de la mort de Binger avait dissipé les derniers scrupules de Gallieni. Le ralliement des Somono de Siguiri, en mars, lui donna les moyens de développer largement sa propagande sur la rive droite et la

garnison que Fila-Kali avait installé à Kéñyérā ne pouvait rien empêcher. En quelques semaines, toutes les populations entre le Kulunkalā et le Sānkarani vinrent à Siguiri faire acte d'allégeance aux Français, bien que leurs combattants, qui étaient alors à Sikasso, servissent d'otages à Samori.

On a vu que les instructions de Gallieni à Roiffé, commandant de Siguiri, imposaient une certaine prudence et excluaient une prise de possession officielle de la rive droite tant que Samori n'aurait pas disparu. Ces subtilités échappaient naturellement aux populations qui se voyaient harcelées par les agents français et en déduisaient que les Blancs intervenaient contre Samori, que celui-ci était donc perdu et qu'à tout le moins ceux qui les excitaient ne les abandonneraient pas à sa colère. Toutes les traditions relatives à la révolte nous montrent des animistes mécontents qui relevèrent la tête à l'instigation de Siguiri et des Samoriens qui découvrent soudain leur faiblesse, et se trouvent incapables de protester.

C'est ainsi qu'au Dyuma, Namamudu Kèita, de Konomakoro animait le parti français et avait rallié à sa cause le Māsa coutumier qui était alors Nāndyimba de Dyèlibakoro. Celui-ci convoqua une grande palabre durant laquelle le chef du parti Samorien, Kamori de Sāsāndo, traita ses adversaires de pillards (*tègèrè*) mais comprit qu'on ne l'écoutait plus, et dans un geste très africain, se rallia à la majorité (4). Une délégation visita aussitôt Gallieni à Siguiri et ce geste fut imité quelques jours plus tard par les kafu de l'Est, Kulibalidugu et Dyumawāñya, qui défièrent ouvertement les sofas de Kéñyérā (5).

En amont du fleuve, le Kuluñkalā avait envoyé à Sikasso un très gros contingent sous les ordres de Kōsō, fils du chef de Nora (6). Malgré la mort au combat de ce jeune homme, son père, Karinkā-Ulé, ne semblait pas mûr pour la révolte et on a vu que, le 1^{er} avril, il reçut Audéoud très froidement. Le spectacle de la colonne française dut cependant l'impressionner car quelques jours plus tard il attaqua par surprise la garnison samorienne et mit à mort son dugu-kuñnasigi, Musa Kèita (7).

Le mouvement ne s'étendit pas plus loin de ce côté, bien que des agents français aient pris contact avec les gens de l'Amana et du Sānkarā. Fatuma-Sali Traorè, chef de Dugura, resta inébranlable dans sa fidélité, et son village ferma aux insurgés l'amont du Niger (8).

Conformément à la pensée de Gallieni, c'est cependant vers l'est que Roiffé portait l'effort de sa propagande, afin de saper les arrières immédiats de l'armée samorienne, et d'empêcher l'Almami de rentrer à Bisāndugu. Des délégués du Wasulu avaient assisté le 9 avril, à Siguiri, à la fête d'adieu donnée par Gallieni, et ils repartirent avec des agents politiques. Leur agitation allait porter ses fruits au mois de juillet, mais à cette date une énorme explosion s'était déjà produite dans l'Ouest et avait rejeté en quelques semaines la puissance samorienne en-deçà du Milo.

En amont de ce fleuve, Dusugbè-Sinè, qui commandait la garnison de Bisāndugu au passage de Festing, avait été remplacé par Fodéba-Musa, l'un des chefs du Foroba et la « régente », Sarānkéñyi, prit les choses en main avec l'aide de ce fidèle (9). Elle s'inquiétait de l'occupation de Siguiri et du progrès des intrigues françaises après que Gallieni ait éconduit l'ambassade de février. On a vu que Dyaulé-Karamogho était rentré de Sikasso en compagnie de celle-ci et avait séjourné à Kankan pour surveiller les Français, tandis que les Bambara qu'il avait mobilisés étaient envoyés dans l'Ouest. Il avait rejoint son père depuis trois jours quand, le 7 juin, Festing apprit que ces Bambara s'étaient révoltés contre Sidi-Baba, ruinant ainsi le pouvoir de Samori vers les sources du Niger (10).

2°) LA MUTINERIE BAMBARA ET L'EFFONDREMENT DE L'OUEST.

Révolution au Sānkarā. — Eloignés de leur patrie par la volonté d'un souverain dont le prestige vacillait, les Bambara n'avaient certainement pas bon moral et ils se plaignirent des procédés de Sidi-Baba dès leur arrivée à Mafindi-Kabaya. Le kèlètigi ayant vendu une de leurs femmes, ils se révoltèrent soudain vers le mois de mai, tuèrent plusieurs sofas, et décidèrent de rentrer chez eux. Ils prirent effectivement la route de l'Est, mais ils se retranchèrent sur le mont Fānsāmbu quand Sidi-Baba les rattrapa entre Misira et Dwako (11). Ce dernier village était la résidence de Dalaularè-Mori mais celui-ci refusa de se joindre aux Samoriens et affecta de se poser en médiateur. Kulunko et Kyèsèri, les chefs des Bambara, déclarèrent qu'ils allaient à Sikasso pour se plaindre du kèlètigi à Samori, ce qui décida le chef du Sānkarā à leur ouvrir les portes de Dwako. C'était un piège, car il les saisit bientôt par surprise, mit à mort les principaux, réduisit les autres en captivité et s'empara de leurs armes. Les fuyards, dénoncés par leurs triples cicatrices faciales, furent arrêtés dans tout le pays.

En châtiant les mutins, Dalaularè-Mori paraissait donner des gages à l'Almami, mais il semble qu'il songeait surtout à s'armer pour la révolte. Selon la tradition, il avait déjà décidé d'écouter les agents de Siguiri qui l'avaient visité. Ce Samorien éprouvé se détachait ainsi d'un maître dont les échecs annonçaient la chute, et il était certainement exaspéré par les lourdes levées d'hommes, quatre en un an, qu'il avait dû faire pour le siège. Il avait confié ces combattants à son frère Karfa-Dyara, mais celui-ci avait trouvé la mort avec Lāngamā-Fali et le chef du Sānkarā en était très affecté. Il savait que le mécontentement régnait dans toute la région, et son vieil allié Kurānko, Kurani-Sori, paraît l'avoir incité à prendre la tête du mouvement. La tradition parle de tractations secrètes qui sont très vraisemblables et, dans cette perspective, l'incident des Bambara servit seulement à précipiter les événements.

Sidi-Baba, qui campait au Fānsāmbu, se doutait sans doute de quelque chose car il enjoignit à Dalaularè-Mori de rendre les fusils des Bambara. Le refus formel qu'il essuya était un manifeste d'insurrection et il convient de le situer vers la fin de juin.

Le kèlètigi espérait sans doute qu'une action énergique lui permettrait de surmonter la crise, mais l'assaut qu'il lança aussitôt contre Dwako fut un échec. Toute la région passa aussitôt à la rébellion et des renforts affluèrent chez Dalaularè-Mori qui se vit bientôt en état de prendre l'offensive. Il battit successivement Sidi-Baba à Fānsāmbu, puis à Folowaro, et les Samoriens se replièrent vers le Nord jusqu'à Sininkoro où des stocks de vivres abrités par un puissant tata leur donnaient l'espoir de tenir. Ils y étaient encore le 17 août quand le major Festing vint mourir parmi eux.

Perte de l'Ouest. — Ces événements avaient mis le feu aux poudres, si bien que les dugukuñnasigi et les sofas étaient massacrés dans tout l'Ouest ou bien fuyaient comme ils pouvaient. Pasisèli Mara avait attaqué la garnison de Bambara dans le Kurānko central, mais il s'était fait durement étriller et avait dû se retrancher sur la montagne Kamèrèndu. Malgré ce succès, Kunadi Konaté, inquiet, évacua le pays et rejoignit Sidi-Baba à Folowaro.

Plus à l'Ouest, Mariñ-Karani rassembla les Ularè et les Kurānko pour attaquer Mafindi-Kabaya, que Sidi-Baba avait laissé à la garde de Magā Kuruma (12). Submergée par le nombre, cette petite troupe réussit à fuir jusqu'à Sininkoro.

Sur la route de Freetown, les sofas furent éliminés en quelques jours dans le courant de juin. Dans le Solimana, le mouvement était dirigé par Ghèlè-Isa, de Kalyèri, qui se substitua pratiquement au vieux Manga-Isa. Il massacra les sofas de Falaba et ceux, peu nombreux, qui

tenaient le Firiya s'enfuirent dans l'Ulada. Ils allaient d'ailleurs s'y trouver isolés car la révolte gagna bientôt l'Amana et le Balèya. A Sinkunia, sur la frontière du Limba, le Mānga Mēma Fodé, trop favorable à Samori, fut aussitôt destitué tandis que sur la frontière du Futa-Dyalō, les Limba du Kamunké se rallièrent d'enthousiasme au mouvement. Ce ne fut pas le cas de l'Almami Dōlédugu, dans le Kokunya, ni d'Alfa Umaru, dans le Hurè car des intérêts sérieux liaient ces chefs aux sofas. Ils ne suivirent qu'à contre-cœur, pour éviter des ennuis, et ils cherchèrent aussitôt un nouveau protecteur contre leurs redoutables voisins du Futa-Dyalō (13). C'est sans doute un peu plus tard que des Hubbu libérés profitèrent de l'anarchie pour relever timidement le Fita sous les ordres d'un neveu d'Abal, Modi Fiddya.

On a vu que, dans cette ambiance de catastrophe, le commerce de la Sierra Leone s'arrêta complètement. Les dyula que la révolte avait surpris dans la colonie s'étaient hâtés de repartir dans l'espoir de rejoindre Sidi-Baba, mais l'Almami Sumā lança contre eux les Limba du Wara-Wara. Il en aurait fait massacrer plus de 200 en juin, et les autres n'osèrent plus bonger, bloqués dans le bas-pays, entre Karēma et Freetown.

Retraite de Sidi-Baba. — Après cette explosion anarchique, les insurgés essayèrent de s'organiser pour éliminer le souverain dont ils craignaient désormais la vengeance. Les Sānkarānké s'unirent en août aux Kurānko de l'Ouest et à Misasoro ainsi qu'à l'Amana pour organiser une grosse colonne destinée à en finir avec Sidi-Baba (14).

Celui-ci fut incapable de tenir Sininkoro et s'enfuit vers l'est par Sokurala (15) dans des conditions désastreuses. Son épouse, Mamā, fut prise par Dalsularè-Mori, qui en fit sa concubine, et les vaincus traversèrent le Nyādā en crue à Kinigbaya au moyen d'une liane qui céda à plusieurs reprises.

Sidi-Baba était pourtant résolu à fermer aux révoltés la route de Bisāndugu, aussi se retrancha-t-il dans les ruines de Sāsāmbaya, non loin de Nafadyi dont les célèbres jumeaux Kèra (Mori-Filani), Lāsana-Fina et Lusēni-Gbēma, assuraient conjointement le commandement. Ces Samoriens fidèles mobilisèrent le Torodugu et se joignirent aux sofas dans l'espoir de limiter le désastre.

Du Milo à la Forêt. — Cette ambition pouvait paraître téméraire à une heure où la marée de l'insurrection couvrait tout le pays du Nyādā à la mer, à l'exception des Kisi du Farmaya que le vieux Mori-Sulēmaui maintenait dans le loyalisme (16). Le bruit de la mort de Samori courait depuis le début d'août et les hésitants qui l'accueillaient ralliaient aussitôt le mouvement.

Tel fut le cas, au Nord du Niger, des Māsa de l'Amana et du Balèya, qui étaient pourtant d'anciens partisans du conquérant. Syamāndyā Kēita et Tēnēnkālè-Lay Kamara avaient repoussé les avances de Gallieni, mais la mort de leur seigneur les dégagait de toute obligation et ils durent céder à un mouvement d'opinion qui s'avérait irréversible (17).

Syamān-Dyā dut transférer ses pouvoirs au chef de Sanāukoro, Bèrètè-Mudu Kēita, qui arma une troupe avec Kabasēli de Sāngarēla, surprit en pleine nuit la garnison de Kouroussa et noya son chef Koma Kamara dans le Niger, une pierre au cou.

Dans le Balèya la révolte fut animée par Sako Bakari que Samori avait autorisé à relever Fono, et par Famako, de Saréya. Tēnēnkālè-Lay, beau-père du souverain, refusa de les suivre mais il se trouva bloqué dans Sānyana dont il n'osa plus sortir (août) (18).

Le mouvement s'étendit aussitôt du Niger au Milo chez les Kōndé du Gbérédugu que le voisinage de Kankan maintenait jusque-là dans l'expectative. Baro-Tyēmogho, fidèle à Samori, y fut destitué par le jeune et violent Sēydu Kōndé.

Le Kurulamini présente un cas spécial car c'est ici le chef coutumier, Bakari Kōndé de Mankono, qui prit la tête du mouvement. Un matin à l'aube il fit surprendre et massacrer la garnison samorienne de Sāmbiri Konaté, qui résidait à Dyara Tumbo (19). La plus grande partie du Basāndo se joignit aussitôt à lui, bien qu'à Moribaya le vieux Sori Kamiso soit resté inébranlablement fidèle à son ancien hôte (20).

Plus au Sud, les Kurānko de l'Est se rallièrent également à la révolte en apprenant la mort de Samori. Leurs contingents à Sikasso avaient été massacrés avec Lāngamā-Fali, et Samori avait renvoyé les survivants dans leurs foyers, notamment Mānti Bakari, fils de Sosowali. Le bouillant chef de Dyalakoro paraît avoir forcé la main à Dēnda-Soghoma, tandis que les musulmans du Nyumamāndu, notoirement fidèles à l'Almami n'osaient pas bouger. Quant au chef du Koudu, Sanusi-Mara, il se rallia d'enthousiasme en raison des vieux griefs qui l'opposaient aux Kéra de Nafadyi.

Les combats de Nafadyi. — A la fin d'août et au début de septembre, en dépit des fleuves en crue, Dalanlarè-Mori parvint à regrouper cette coalition hétéroclite pour une offensive convergente contre Sidi-Baba. Lui-même avec les Ularè, la colonne de Dānsa, Kuranisori, les Kurānko du centre, et même les guerriers de l'Amāna, se porta sur le Nyādā à Alyānbalé dans l'Urubèkoro. Les Kōndé du Milo, dirigés par Bakari de Mankono, marchaient pendant ce temps vers le Sud, ralliaient Moribaya au passage et atteignaient les rives du Balé. Ils franchirent le fleuve en crue à Mamabara, en amont du confluent du Nyādā, que Dalaularè-Mori passait de son côté. Les deux colonnes se rejoignirent devant les ruines de Sāsāmbaya, où Sidi-Baba se trouva assiégé.

La menace se précisait au même moment dans le Sud, où Dēnda-Soghoma laissait à Sosowali le commandement des insurgés. Les Kurānko de l'Est s'étaient levés en masse jusqu'au Télèbodou et au Waru-Kōndéro, sur les confins du Konyā (21). Certains Kisi, étroitement liés au Māsa de Kuliya, s'étaient également joints au mouvement sous les ordres du chef de Firawa, Kōnkèlēm̄ba Koomano (22). Sosowali avait regroupé tout ce monde à Koudu, chez Sanusi Mara, avec l'intention de prendre Nafadyi à revers. L'assaut massif qu'il lança échoua cependant car les Kurānko manquaient d'armes à feu et se heurtèrent à la résistance acharnée des Kéra. Lāsana-Fima, l'aîné des jumeaux, fut tué mais les assaillants ne purent enlever le tata. Vers le début de septembre ils se retranchèrent dans un grand sanyé, construit deux kilomètres au sud du village.

Cette résistance de Nafadyi sauva Sidi-Baba car Dalaularè-Mori lança au même moment un assaut victorieux contre Sāsāmbaya. Les défenseurs parvinrent à fuir mais ils auraient sans doute été anéantis s'ils n'avaient pas trouvé asile, à courte distance, dans la forteresse des Kéra.

L'infériorité numérique des Samoriens restait accablante et ils n'attendaient aucun secours, mais ils purent cette fois souffler un peu. Sidi-Baba n'était pas entièrement isolé car le Manā fidèle lui permettait de communiquer avec Bisāndugu et il avait l'avantage d'une position centrale puisque Nafadyi séparait l'armée de Dalaularè-Mori de celle de Sosowali. La lenteur de ses ennemis allait le sauver et il faut admettre qu'il fit preuve d'une grande habileté en les accablant tour à tour.

Quinze jours après l'échec des Kurānko à Nafadyi, Sidi-Baba surprit leur camp par une attaque nocturne et leur infligea une défaite telle que Sosowali, réfugié dans les montagnes du Musadugu, se trouva momentanément neutralisé (23). Les Samoriens se tournèrent alors contre Dalaularè-Mori qui restait immobile à Sāsāmbaya depuis sa dernière victoire. Le chef du Sānkarā se retira aussitôt derrière le Nyādā en résistant à peine (mi-septembre) (24).

En dépit de leur supériorité numérique, les Kurānko allaient désormais demeurer sur la défensive, ce qui les vouait au désastre. Cette passivité s'explique par la terreur qu'ils ressentirent au début de septembre quand ils comprirent que Samori, contre toute attente, n'était pas mort, et qu'il rentrait de Sikasso avec l'intention d'écraser les rebelles.

3°) RÉVOLTE DU WASULU.

Pendant que la révolte courait à travers les terres de l'Ouest, la sédition d'inspiration française reprenait de plus belle alors qu'elle avait marqué le pas depuis le départ de Gallieni.

Situation en juin. — La nouvelle du voyage de Festing, avait gravement inquiété le colonel et elle incitait Roiffé à accentuer son action sur la rive droite. Celle-ci se développa pourtant en juin, quand Kundyā-Dyèmoni, après avoir longuement hésité, se rallia à Siguiri (25). La garnison samorienne de Kényérā se trouvait ainsi isolée et elle se retira hientôt, ouvrant à l'influence française la vallée du Sānkarani.

Entre le Torō et Sikasso, l'interminable route d'étapes qui alimentait le siège n'était gardée que par Bolu-Mamudu, avec la petite garnison de Kologo. Son influence était grande, surtout dans le Bolu, son kafu natal, et Samori comptait sur elle pour maintenir le Wasulu dans le loyalisme, plutôt que sur les maigres forces qu'il lui avait confiées. Ce pays, à mi-chemin de Siguiri et Bamako était évidemment le maillon le plus faible de la chaîne et, s'il cédait, l'armée de Sikasso se trouvait coupée de la vallée du Milo, source de sa puissance. Les agents français s'employaient dans ce sens mais leur tâche n'était pas simple car Adama-Tumani, qui avait hérité de l'autorité d'Adyigbè sur les Wasulunké, était favorable à l'Almami et l'avait suivi à Sikasso (26). Le Dyétulu et le Ba-Sidibé, où son influence était grande, n'écoutaient donc pas les appels de révolte. Le Dyalōfula et le Gbāndyagha, par contre, se souvenaient du traitement subi en 1882 et prêtaient volontiers l'oreille à cette propagande.

On a vu que, le 9 avril, des « Ouassouloukké à l'aspect sauvage » avaient assisté à la fête de Gallieni. Il s'agit vraisemblablement de notables Dyalōfula mais leur démarche n'eut pas de suite immédiate et les agents français qui les accompagnèrent n'obtinrent d'abord aucun résultat.

Le Wasulu méridional. — Malgré un certain mécontentement, le Wasulu tenait encore pour Samori en juin quand arriva la nouvelle de la révolte de Dalaularè-Mori et le mouvement qui éclata alors se limita d'abord au sud du pays. Il débuta en effet dans le Gbāndyagha dont le chef, Satiginumā, retenu auprès de Samori, était suppléé par son fils Solomani Sidibé. Ce jeune homme, que la tradition dit violent et emporté, paraît s'être décidé sous la pression de l'opinion publique. La principale route de Bisāndugu à Sikasso passait sur son territoire et le poids du portage devait peser ici particulièrement lourd, mais Festing témoigne que les agents de Siguiri ne furent pas étrangers au mouvement. Le sergent Caitell fut en effet dépouillé de la correspondance du major et menacé de mort par « les gens de Falama » le 7 juillet à Solomanina, en présence de militaires français (27).

Au début de juillet, le Gbāndyagha était donc en insurrection ouverte et il fut suivi aussitôt par le Sanāfula et le Kusā. Tout le Sud du Wasulu échappait ainsi à Samori et les convois de ravitaillement durent se détourner vers le Nord par le Kunadugu, le Dyétulu et le Ba-Sidihé (Yanfōlila). C'était la dernière piste ouverte entre Sikasso et le Milo, aussi est-ce par là que rentra Festing à la fin de juillet. D'après son journal, il rencontra une population inquiète et hésitante à qui il conseilla de rester loyale à Samori. Ces paroles s'avérèrent vaines car la route se ferma derrière lui (28). La révolte de Dalaularè-Mori et surtout la menace du Gbāndyagha expliquent que Dyaulé-Karamogho ait quitté Sikasso peu de jours après le major. Il allait prendre le commandement de l'armée levée sur le Haut-Milo par Sarānkéfiyi et procéder si possible à la mobilisation des hommes qui pouvaient rester disponibles dans la région de Kankan.

Bruit sur la mort de Samori. — Le fils de l'Almami fut sans doute l'un des derniers à passer car, fin juillet, la fausse nouvelle de la mort de Samori se répandit comme une traînée de poudre. Elle allait provoquer une dernière vague d'insurrections, la plus puissante et la plus étendue, et consacrer la défaite du conquérant devant Sikasso. Les faux bruits colportés par les dyula sont une constante de l'histoire manding et leur diffusion est d'autant plus rapide qu'il s'agit souvent de nouvelles correspondant à l'attente d'une opinion inquiète. Dans le cas présent, il est clair que le point de départ fut la mort de Kémé-Brèma et de Manigbè-Mori. Bien qu'aucune défaite grave n'ait suivi ce malheur, il fit plus de bruit que la catastrophe de Lāngamā-Fali, ce qui montre combien les esprits avaient évolué en quelques mois. Le transfert de la mort de ses frères sur la personne de Samori n'a rien de surprenant et le parti de la révolte, partout présent, a utilisé systématiquement la nouvelle, même s'il la savait fausse, pour lever les dernières hésitations.

L'Etat samorien reposant sur un serment de fidélité personnelle prêté par le dègè, la disparition de son chef pouvait être interprétée comme éteignant toute obligation. Pour aider les hésitants à faire le pas décisif, la nouvelle fut d'ailleurs présentée de façon tendancieuse. Pour expliquer le maintien des autorités samoriennes, les intrigants affirmèrent que le souverain avait été remplacé par Morifiñdyā. La fidélité notoire de celui-ci et les conflits qui avaient opposé récemment Samori à sa famille, rendaient le fait vraisemblable. L'idée d'obéir à un griot était pourtant insupportable à l'ensemble des animistes, que la politique théocratique avait déjà emplis de rancœur. C'est ainsi que, dans le Konyā, le parti hostile, disloqué en 1883 à la chute de Gbānkundo, se reforma aussitôt, sur des bases plus larges.

Coupure de la route de Sikasso. — Le faux bruit se mit à courir vers la mi-juillet et obtint très vite des résultats spectaculaires. C'est lui qui poussa dans la révolte l'Amāna, le Balèya et le Kurānko oriental, ce qui permit à Dalaularè-Mori de nettoyer le Sānkarā. Mais c'est dans le Wasulu que son rôle fut décisif car il entraîna les hésitants des kafu du Nord et ceux-ci coupèrent les dernières communications de Samori. Le Dyalōfula envoya aussitôt des délégués à Siguiri où Roiffé présida une grande palabre les 18 et 19 juillet. Le chef du kafu, Bōmbolè Sāngarè, était toujours avec Samori et son frère Kélèfa, qui gardait Komisana, sévit alors contre les villages dont les délégués visitaient les Français. Il déporta même la population de Darakwéla mais il la relâcha quand il reçut une injonction menaçante de Roiffé. Cette reculade lui fit perdre toute autorité et il s'enferma dans Komisana, abandonnant le pays aux leaders de l'insurrection, Fama-ni et Dyago. Un messenger de ceux-ci se présenta le 29 juillet à Siguiri pour demander la permission d'attaquer les convois de Samori et Roiffé les y encouragea vivement. Le Dyétulu se joignit alors au mouvement, malgré les ordres d'Adama-Tumani, toujours à Sikasso ; et le hasard procura aussitôt un coup d'éclat aux insurgés (29). Dans les premiers jours d'août, Samori avait dirigé sur Bisāndugu sa femme Tirānké Konaté qui se trouvait enceinte. Solomini attaqua son escorte à Nyamōnkoro, dans le Dyétulu, l'écrasa sans peine, et alla livrer Tirānké à Siguiri où les Français la gardèrent en otage. Les insurgés tintent alors une grande palabre à Fugatyé, où le Ba-Sidibé, toujours réticent, promit de se joindre à eux pour éliminer l'hégémonie samorienne (30).

Le ralliement du Dyalōfula permit à la révolte de s'étendre vers le nord, en terre bambara. De ce côté, elle rallia le Gbaya, sous l'impulsion de Kōsō Traoré, chef de Binko, malgré les objections des dyula de Kāngarè. Les Bagayogo du Danu ranimèrent leurs querelles intestines en se joignant au mouvement, mais celui-ci ne s'étendit pas davantage vers les rives du Niger (31). Le Manding des Kèita resta en effet loyaliste et Faraba, capitale de Fila-Kali, ne fut pas sérieusement menacée, mais les derniers gains des insurgés l'isolèrent presque entièrement des autres domaines de l'Almami. Quand Kundyā, qui hésitait encore, se joignit à la révolte, la garnison de Kéñyérā se retira en hâte pour défendre Faraba.

La révolte fit aussitôt un nouveau bond en avant. Kaba Konaté, de Kodyérâ, qui commandait le Kunadugu, à la limite nord du Torô, et qui avait beaucoup souffert du portage, se rallia en effet au mouvement, en entraînant ses voisins du Dyèmmèrèñ, dont le chef était Moribafiñ Konaté de Numusuya). Cette défection était d'une extrême gravité car elle menaçait directement la vallée du Milo et les communications entre Kankan et Bisândugu (32).

Dans les premiers jours d'août, alors que Samori s'obstinait encore devant Sikasso, une large zone insurgée venait ainsi de l'isoler du berceau de l'Empire et elle s'étendait sans discontinuité des rives du Niger au Kabasarana. Bolu-Mamudu tenait, plus à l'est, les pays bambara du Baulé et il est naturel qu'il n'ait pas réagi car il avait lui-même fort à faire. Kologo restait loyaliste grâce à Bintu-Tyèkoro et était imité par Ntèntu et Bougouni, mais les mécontents s'agitaient partout ailleurs. Les musulmans de Garalo, qui avaient pourtant des combattants à Sikasso, souffraient tellement de la famine qu'ils pillèrent un convoi de mil vers la fin de juillet. Bolu-Mamudu forma aussitôt une colonne avec les gens de Kologo et détruisit ce village dont la population fut déportée (33).

4°) RÉVOLTE DU KONYĀ ET DES VASSAUX D'ODIENNÉ.

Cet exemple s'avéra vite insuffisant et Samori dut avoir le sentiment que le terrain se dérobait sous ses pas. Acculé à la famine, il lui restait l'espoir de regagner la vallée du Milo, mais la révolte du Dyèmmèrèñ montrait que ce dernier bastion était lui-même menacé. Ce fut bien pire quand Sanānkoro et Kérwané, à l'extrême sud, se trouvèrent soudain en danger. Une nouvelle catastrophe s'était en effet produite fin juillet de ce côté, car le bruit de la mort de Samori avait jeté dans la sécession une grande partie du Konyā.

Le Haut Konyā. — En écoutant cette rumeur, les nobles Kamara s'étaient soudain crus déliés du serment qui les empêchait jusque-là de céder à la colère que leur inspirait la théocratie. L'idée d'obéir à un griot comme Morifiñdyā leur fit perdre soudain toute mesure et les plus violents furent ici aussi d'anciens partisans du conquérant, comme Kyèulé Kamara dans le Simāndugu et Dugugbè-Kaha dans le Farana. Les anciens amis de Saghadyigi se joignirent à eux et l'insurrection couvrit en un instant tout le pays à l'est des chaînes du Gbē et du Fō (34). Le fait le plus remarquable fut l'adhésion des musulmans du Haut Konyā ou du moins une fraction d'entre eux car Bèyla, Dyakolidugu, Nyéla et Nyōsomoridugu restèrent fidèles à Samori. Ces loyalistes se trouvèrent d'ailleurs impuissants car ils étaient pris en tenaille entre les Kamara du Mahana ou du Kwisu et les satellites de Musadugu qui allaient non seulement soutenir Kyèulé mais se distinguer par leur ardeur (Dukurèla, Turèla) (35). Le désastre de Worokoro n'avait jamais été oublié par les héritiers de Vāfiñ Doré et ils crurent que l'heure de la vengeance avait sonné. Ils se justifèrent en invoquant la tradition de Fèrēn-Kamā qui leur enjoignait de soutenir le chef de file des Kamara, en l'occurrence Kyèulé.

La zone fidèle. — Certains Kamara restèrent cependant fidèles, mais seulement dans le Nord et l'Ouest, notamment ceux du Bāmbadugu et de la vallée du Milo qui étaient liés à Samori par des alliances familiales et surveillés étroitement par la garnison de Kérwané. Ceux du pays Toma, et particulièrement Kamān-Kyèkura, adoptèrent la même attitude, ce qui s'explique sans doute par la crainte d'une réaction des autochtones, que Samori avait toujours ménagés, s'ils éloignaient leurs guerriers. Sur la frontière des Kurānko, le Konyānko et le Māndugu paraissent avoir été moins fermes mais finalement ils ne se joignirent pas à la révolte.

De la Forêt libérienne à Kankan, tout au long du Milo, une mince bande de territoire restait donc fidèle à Samori, et empêchait les insurgés du Haut Konyā ou ceux du Wasulu de rejoind-

dre ceux de l'Ouest. Les sofas de Kérwané, qui avaient la charge de garder Laafiya, devaient surveiller avec inquiétude les crêtes toutes proches du Gbê d'où l'ennemi pouvait dévaler à chaque instant.

Il est certain que la révolte du Konyā frappa Samori plus que les autres car elle marquait la reconstitution du parti animiste dans son pays natal. Elle était aussi particulièrement grave, en raison de sa position géographique, parce qu'elle se conjugait avec une menace extérieure jusque-là négligeable.

Vakuru sape le Kabasarana. — En s'étendant vers l'est, l'insurrection avait rallié les Kamara du Gbê et les Bambara du Kawa, toujours avides d'indépendance. Au-delà de Wanino, les Sakuraka du Mau central restaient loyalistes mais leur isolement était total et des soulèvements locaux les paralysaient (36).

De ce côté, l'insurrection triomphante touchait donc aux frontières du Kabasarana et des pays tenus par Vakuru Bāmba, qui joignit aussitôt ses forces à celles des révoltés.

Ce kèlètigi avait montré une grande prudence au cours des dernières années, mais celle-ci était désormais sans objet. L'offensive d'Amadu sur le Yaghani le prenait à revers et il avait compris que les Turè voulaient sa perte. Comme leur destin était indissolublement lié à celui de Samori, l'ancien général de Muktar craignit d'être emporté par la défaite des insurgés et s'appliqua en conséquence à soutenir ceux-ci. Cet intérêt commun venait d'ailleurs de le décider à se réconcilier avec Dyalakuru qui n'était pas moins menacé dans le Nafana. L'union de ces deux chefs créait sur le Haut Sassandra une force d'opposition dangereuse pour les Samoriens et leur influence contribua à étendre l'insurrection, qui gagna bientôt les dépendances du Kabasarana.

Le Barala, pays natal de Vakuru, donna l'exemple, peu après le Gbê, bien que son chef, Dyausè Dyomāndé ait fait de son mieux pour calmer les esprits (37). Le mouvement s'étendit aussitôt vers le nord, ralliant Sirana et le Bāmhala, qui acceptaient mal le nouveau Faama (38). Comme ces villages fermaient la route d'Odienné à Musadugu, leur défection fit sensation et entraîna les Koné du Sinko et du Gwanāngala. Ceux-ci étaient restés immuablement fidèles aux Turè depuis l'époque de Vakaba et leur conjonction avec le Nafana pouvait mettre en danger la ville même d'Odienné (39).

Il était dès lors évident que le Kabasarana menaçait de s'effondrer. Amadu, qui avait renoncé à rejoindre Sikasso, mobilisa en hâte toutes ses forces. Dès la fin de septembre, il installa une forte colonne chez les musulmans de Fèrèfugula, d'où il entreprit de harceler à la fois les gens du Barala et ceux de Bako (Sinko).

Le soutien de Vakuru et de Dyalakuru allait permettre à l'insurrection du Konyā de durer au-delà de toute prévision. Ce verrou, qui fermait la frontière orientale, ne sautera qu'en 1892 quand Samori, pressé par les Français, se verra obligé de diriger de ce côté l'exode de son peuple.

B) DÉBUTS DE LA RÉPRESSION (40)

Après avoir flambé comme une trainée de poudre, l'insurrection avait fait son plein dès septembre 1888, et elle commença bientôt à reculer quand l'Almami organisa la répression du Wasulu tandis que Sidi-Baba reprenait l'initiative dans l'Ouest. Cependant, alors qu'elle battait son plein, des Samoriens s'efforçaient déjà de réagir, çà et là, avec des moyens improvisés, pour limiter l'étendue de la catastrophe.

1°) PREMIÈRES RÉACTIONS.

Bisāndugu était le principal bastion de cette résistance et c'est effectivement sur le Milo que les révoltés connurent leurs premiers échecs, sans doute dès la fin d'août. On a vu que la capitale était gardée vers la fin du siège par Fodéba Musa mais ce chef, encore peu connu, avait été éclipsé par Sarānkēnyi qui se révéla alors comme femme de caractère. Ses exhortations rendirent courage aux combattants et de nombreuses traditions illustrent l'impression profonde qu'elle fit sur les masses (41).

C'est elle qui eut l'idée de mobiliser, en mai ou juin, tous les hommes disponibles sur le Milo et cette initiative fut décisive car Dyaulé-Karamogho trouva ainsi une armée toute prête quand il rentra de Sikasso, dans les derniers jours de juillet.

Dyaulé Karamogho. — L'arrivée du fils de Samori consolidait la position de la capitale dont la chute aurait marqué la fin de l'Empire. Avec les maigres forces dont il disposait, il courut d'abord au plus pressé, c'est-à-dire qu'il s'attaqua au Dyèmmèrēñ, dont la défection menaçait d'isoler Kankan où le parti Tidyani s'agitait (42). Ce kafu fut facilement écrasé (43) et Dyaulé-Karamogho poussa aussitôt dans le Kunadugu, enlevant Dyimbala et assiégeant Kaba Konaté dans Kodyèrā. Ce chef négocia sa reddition et il fut épargné, mais de nombreux insurgés furent exécutés, le village détruit et la population déportée à Bisāndugu.

Le second objectif de Dyaulé-Karamogho était évidemment d'ouvrir la route à son père à travers le Wasulu insurgé dont il venait d'atteindre la frontière. Il dut se juger trop faible pour une telle entreprise car il se replia sur Kankan pour y encourager ses partisans et y recruter de nouvelles troupes.

Il dut faire preuve de maladresse car le Balimakhana, jusque-là loyal, se joignit aux insurgés dès que son chef Numamudu Kuruma reçut l'ordre de mobiliser ses guerriers (mi-août). Cet incident prouve que la position des Samoriens restait bien instable. Dyaulé-Karamogho avait cependant réussi à la consolider entre Milo et Sānkarani ainsi qu'à prévenir une sécession de Kaukau. Il offrait ainsi une base de repli sûre à son père mais il était incapable de se porter à sa rencontre.

Fila-Kali. — Ces résultats médiocres contrastaient avec les succès spectaculaires que remportait au même moment Fila-Kali au nord de la zone insurgée. Sans que sa résidence, Faraba, fût en danger, la sécession du Gbaya avait mis l'ennemi à ses portes et le mouvement risquait de s'étendre au Kéléyadugu, ce qui l'aurait coupé de Bougouni et, par conséquent, de Samori lui-même. Le kèlètigi réagit donc très tôt, dès la fin d'août, en rassemblant toutes les forces qui lui restaient pour remonter le Sānkarani jusqu'au confluent du Balé où il détruisit le centre commercial de Kāngaré (44). Il traversa ensuite le fleuve et enleva Binko où il tua beaucoup de monde, et notamment Kōsō Traoré. Cette férocité eut plus d'effet que la clémence relative de Dyaulé-Karamogho car une fraction importante de l'insurrection s'effondra aussitôt. Fila-Kali traversa le Dyumawañya sans rencontrer de résistance et passa le Fyé à Faragbèkoro sur les talons d'une foule éperdue qui s'efforçait de gagner la rive française du Niger. Les gens du Kuli-balidugu ne montrèrent pas plus de fermeté devant les sofas et ceux-ci poussèrent d'une seule traite jusqu'au grand fleuve qu'ils traversèrent même pour razzier Dalagbèla.

Les vainqueurs repassèrent bientôt le Fyé et se retranchèrent à Gyilēngbé où ils admirent les gens du Dyumawañya à boire le dègè. C'est là que Fila-Kali apprit, au début de septembre, que Samori était rentré de Sikasso et qu'il l'appelait pour contribuer à la répression du Wasulu.

2°) LE RETOUR DE SAMORI ET LA CHUTE DU WASULU.

Samori n'est pas mort. — Personne n'attendait le retour de Samori, aussi cet événement extraordinaire est-il peint par la tradition sous des couleurs presque romantiques. Pour les insurgés qui avaient cru à sa mort, comme pour les officiers français qui attendaient impatiemment sa chute, ce redressement spectaculaire tenait du miracle et ils ne surent pas contrôler leur imagination. Selon eux, le conquérant vaincu se serait présenté avec une poignée d'hommes à Dāūdēla (Dyétulu) où les Wasulunké, qui pouvaient aisément le saisir, se laissèrent impressionner par son courage et lui ouvrirent la route (45).

La vérité paraît assez différente. Il est certain que Samori avait quitté l'armée avec une escorte négligeable mais dès qu'il eut rejoint Bolu-Mamudu sur le Baulé il se trouva à la tête de forces assez importantes. On a vu que les levées du Wasulu, rassemblées par ce chef à Kologo, venaient d'étouffer des velléités de révolte à Garalo. Samori leur fit passer le fleuve et les installa au début de septembre à Ntèntu où il fut rejoint par les guerriers de Bougouni et du Kurulamini (46).

Ya, le chef des Wasuluuké, qui avait jusque-là trompé les insurgés, proclama aussitôt que le Ba-Sidibé restait fidèle et l'Almami s'installa chez lui à Yānfolila (47). Cette défection qui suivit le retour du maître démoralisa tellement les révoltés qu'ils ne surent pas jouer de leur supériorité numérique, évacuèrent sans combat les sauyé de Fugatyé et se replièrent sur Dāūdēla. Samori accrut leur désarroi en envoyant Adama Tumani, récemment rentré de Sikasso, répandre parmi eux des mensonges et des promesses vagues propres à ébranler les hésitants (48). Ce chef sut rallier une partie de son kafu, le Dyétulu, tandis que les rebelles les plus endurcis se retranchaient à Samamurula (49) en compagnie des guerriers du Sanāfula et du Gbāndyagha. Ces hommes étaient trop compromis pour demander quartier et l'Almami décida qu'il fallait les traiter avec une rigueur exemplaire.

Samamurula. — Pour éviter tout accident, il prit son temps, envoyant d'abord des petites colonnes détruire tous les villages rebelles du Dyalōfula (50) et il attendit Fila-Kali qui accourait des rives du Niger. Ainsi renforcé et couvert sur sa droite, Samori s'installa à Dāūdēla et investit étroitement les rebelles dans Samamurula. Le moral de ceux-ci paraît avoir été très bas. Ils tentèrent une ultime négociation mais Samori, qui aurait sans doute accepté plus tôt, quand il était faible, fit saisir et décapiter les parlementaires (51). L'assaut fut alors donné au village, qui tomba après un jour et demi de combats meurtriers.

Contrairement à la coutume, aucune issue n'avait été donnée aux défenseurs et le hlocus était si étroit qu'ils furent presque tous pris.

Ici se place l'un des épisodes les plus sanglants de la carrière de Samori, car les rebelles, au nombre de plusieurs milliers, furent mis à mort sans qu'aucune merci ne leur soit accordée. On décapita pendant plusieurs heures dans la plaine située au nord du village et un petit ravin qu'on montre encore a été creusé, selon la tradition, par les flots de sang qui coulèrent. Solomani, pris vivant, fut longuement torturé, et le Gbāndyagha fut entièrement détruit. Samori interdit d'y laisser une seule maison debout (52).

Ce terrible exemple ne saurait surprendre. Dans la débâcle générale, Samori ne pouvait compter que sur la terreur pour écraser la révolte multiforme qui rongait son pouvoir. En l'occurrence, il réussit parfaitement. Après Samamurula, l'insurrection du Wasulu était terminée. Le Sanāfula, le Kusā et le Danu, grâce à une soumission hâtive, échappèrent au sort terrible du

Gbāndyagha (53). Adama-Tumani réoccupa Dyarakuru et reprit en main le Dyétulu, tandis que Samori se fixait à Kāngwèla (54) sur le Sānkarani où Dyaulè-Karamogho vint bientôt le rejoindre. C'est là que le conquérant entreprit de réorganiser les troupes disparates qui lui étaient fidèles et d'en refaire une armée efficace.

La route de Bisāndugu était ainsi rouverte et Samori demeurait maître du centre de l'Empire. La révolte restait puissante, mais elle était cantonnée à des zones périphériques, qu'il paraissait possible de réduire tour à tour en jouant des lignes intérieures.

Sur le Fyé. — Après la chute du Wasulu, le plus urgent était de rejeter les révoltés derrière le Niger afin de dégager Kankan et de décourager l'intervention française. Dès la fin de septembre, Samori renvoya Fila-Kali combattre sur le Sānkarani. Ce chef franchit le fleuve à Komisana grâce aux pirogues de Bōmbali, écrasa les Wasulunké du Dyōndugu à Farabakura, puis construisit un sanyé en face de Kundyā sur la rive droite du Fyé (55). Un lieutenant de Dyaulè-Karamogho, Bala-Kuñdyulu s'installa en même temps à Kodyérā, derrière ce fleuve, pour couper les défenseurs du Niger. Il se heurta cependant à la résistance obstinée de Sāmbatigi à Loilakoro pendant que Dyèmorì Sako repoussait un premier assaut des sofas dont beaucoup se noyèrent dans la plaiue inondée. Les femmes et les enfants étaut à l'abri sur la rive française, les défenseurs avaient un excellent moral et Kundyā paraissait en état de résister longtemps.

Samori à Nyako. — Pendant que ses hommes piétinaient ainsi dans l'Ouest, Samori avait quitté Kāngwèla. Il ne voulait pas rentrer à Bisāndugu avant d'avoir rétabli sa puissance, aussi décida-t-il de s'installer à Nyako, où il avait déjà séjourné en 1882. Ce village, situé dans l'Ouest du Sanāfula a une grande importance stratégique, car il contrôle l'un des principaux gnés du Sānkarani. L'Almami y construisit plusieurs grands sanyé où il allait résider près d'un an (56). Bisāndugu n'étant pas menacé, cette position centrale permettait au conquérant de frapper à la fois sur le Niger et dans l'Est où Tyèba, négligeant les Samoriens du Fōlōna, allait bientôt lancer une offensive dangereuse. La reconquête des terres de l'Ouest et du Konyā allait être dirigée de ce quartier général.

Du Fyé au Niger. — Il fallait d'abord nettoyer définitivement les vallées du Fyé et du Milo. De ce côté, Kundyā tenait toujours et Fila-Kali avait subi un second échec fort grave en octobre. Bala-Kuñdyulu s'éloigna en novembre pour attaquer les insurgés du Balimakhana, mais ceux-ci le battirent à Sungulu. Fila-Kali leva alors le siège et courut au secours de son collègue. Il surprit les Kuruma à Kagā, sur la rive est du Milo et les écrasa complètement (57). Numamudu s'enfuit à Nora, sur le Niger, avec toute la population du Balimakhana, tandis que les Samoriens descendaient le Milo et s'installaient à Sāsāndo. Kamori Kèita se soumit aussitôt avec les quelques habitants du Dyuma qui demeuraient sur la rive est (58). Les insurgés se retirèrent à l'ouest du Niger, mais Samori interdit de les poursuivre car il venait de prendre contact avec Archinard et craignait d'irriter les Français.

Bien que Kundyā ne fût plus assiégé, il risquait d'être coupé des Français, aussi Dyèmorì et Sāmbatigi l'évacuèrent-ils en fin novembre pour se réfugier à Dyumabana (59). Fila-Kali plaça le holo de Barka en garnison dans le village abandonné et rentra à Faraba. Afin d'enlever tout appui à une nouvelle révolte, il fit bientôt détruire tous les tatas du Dyuma oriental, à l'exception de Sāsāndo qui servit désormais d'avant-poste aux Samoriens (décembre).

Le kèlètigi avait éliminé la rébellion de la vallée du Milo et de la rive droite du Niger, en aval du confluent, et seuls les ordres de son maître l'empêchaient de pousser plus loin.

Reconstruction de l'armée. — Tandis que les Samoriens dégageaient ainsi Kankan, leur maître reconstruisait activement son armée sur le Sānkarani. Il avait fait venir à Nyako une partie des gens du Milo et il avait confié les meilleurs combattants à Dyaulé-Karamogho qui les enrégimentait et les armait à Dyarakuru, chez Adama-Tumani (60).

L'Almami faisant alors flèche de tout bois, tous les hommes disponibles devaient combattre, et tous les dignitaires fidèles devaient se transformer en généraux. C'est ainsi que son cousin Sirafana-Amara, dont la médiocrité était proverbiale, partit pour le pays Toma afin d'y lever une armée parmi les Maninka qui n'avaient pas oublié son intervention de 1886. C'est ainsi que Kokisi, le chef du Trésor, qui n'avait plus beaucoup de biens à gérer, céda ses fonctions à Surakata-Dyèli, un personnage assez insignifiant, et prit la tête d'une colonne. Il allait trouver la mort en juillet 1889 en attaquant Tyèba à Saghaba-Dyasa.

Quant à Nalifamudu, le spécialiste du commerce britannique, il fut placé sous les ordres de Dyaulé-Karamogho dont l'action sur le Niger devait être le prélude à la reconquête de la route de Freetown.

3°) DYAULÉ-KARAMOGHO DANS L'OUEST.

Cet effort porta ses fruits en décembre, au moment précis où l'offensive de Tyèba se développait entre Bagoé et Banlé et où la défection d'Urumpāna créait une situation difficile. Samori surveillait personnellement ce front mais il ne se laissa pas détourner des tâches les plus urgentes et avant tout de la reconquête de l'Ouest, dont il chargea Dyaulé-Karamogho. Pour parer à toute surprise dans le Sud, il confia une colonne à Morifiñdyā et Nafadima-Paté qui remontèrent le Dyō pour protéger Kérwané et surveiller les insurgés du Konyā.

De son côté, le fils de Samori disposait d'une armée importante où voisinaient des Wasulunké fidèles, des Torōnké et des gens de Kankan. Il avait été rejoint par Bala-Kuñdyulu et il était secondé par un guerrier célèbre, Sana-Ulé Kōndé (61).

Dyaulé-Karamogho visait le Sānkarā et le Kurānko et il savait sans doute que les Kōndé, démoralisés par l'échec de Nafadyi, ne lui offriraient qu'une résistance sporadique. Les Etats généraux de l'insurrection que Dalaularè-Mori avait convoqué vers le mois d'octobre à Moriya, chez Kurani-Sori, s'étaient déroulés dans la confusion. Consternés par le retour de Samori, les révoltés n'avaient pu se mettre d'accord que sur l'appel aux Français, et leurs délégués avaient effectivement visité Siguiri un peu plus tard. Comme le riz était mûr, leur armée s'était dispersée pour engranger la récolte, et le fils de Samori n'allait rencontrer de ce côté qu'une opposition anarchique.

Chute du Sānkarā Oriental. — Venant de Dyarakuru, l'armée de répression traversa le Milo au gué d'Urembaya (62), en amont de Kankan, et s'empara aisément de Kumbā et de Tamoni. (début janvier ?). Bakari Kōndé s'enfuit derrière le Nyādā avec toute la population du Kurulāmini. A la nouvelle de ces succès, Sidi-Baba, qui n'avait pas quitté Nafadyi depuis l'hivernage, se mit en marche vers le nord, soumit sans peine le Basāndo et rétablit solennellement Sori-Kamiso à Moribaya (63). Il rejoignit Dyaulé-Karamogho à Kumbā et les deux armées réunies passèrent le Nyādā à Bagbè (mi-janvier 1889 ?). Elles se heurtèrent d'abord à une forte opposition à Borifiñyā mais cette place tomba bientôt et toute la résistance du Sānkarā s'effondra. Tandis que les Kèita se retiraient sur Kouroussa, Dalaularè-Mori se retrancha dans Dwako avec ses alliés Kurānko et le parti samorien releva partout la tête (fin janvier). Des traîtres ouvrirent aux sofas les

portes de Wasaya où furent massacrés tous les hommes pris les armes à la main. Idrisa-Bā Kōndé présenta alors la soumission d'une grande partie du Kōndédu et Dyaulé Karamogho s'installa à Kēnyérā, sur les rives du Nyādā, pendant que ses lieutenants sillonnaient le pays (début février).

Sidi-Baba avait obtenu la faveur de châtier son ennemi personnel Dalaularè-Mori. Il se jeta sur Dwako qu'il enleva après un assaut furieux et qu'il rasa après en avoir massacré la population (64). L'insurrection du Sānkarā-Kōndédu était ainsi terminée mais Dalaularè-Mori avait réussi à fuir avec quelques hommes résolus et il trouva asile à Farana chez les Ularè (65). (Fin février).

Borifiñyā-Dyūiba ou Kurānko. — Les Kurānko du centre, qui avaient aidé à défendre Dwako, comprirent que leur tour approchait. Ils évacuèrent le Wasamāndu et le Māndu pour rejoindre Kurani-Sori, retranché à Moriya. Sidi-Baba envoya contre eux Borifiñyā-Dyūiba (66) qui reçut la soumission du centre musulman d'Albadariya où il s'installa. Il allait désormais mener une fastidieuse guerre d'escarmouches contre le chef du Mānkwadū à qui Sosowali envoya bientôt des renforts du Kurānko oriental. Sidi-Baba lui-même remonta en hâte sur Wasaya où Dyaulé-Karamogho l'appela pour affronter une menace imprévue (mars 1889).

Chute de l'Amāna. — La répression de l'insurrection venait en effet d'être suspendue car le fils de Samori s'était trouvé contronté à l'irruption d'Archinard au moment précis où la résistance du Sānkarā s'effondrait. Sa déception dut être d'autant plus forte qu'il se trouvait alors en état de réduire les derniers insurgés, sur la rive gauche du Niger.

Au moment où il avait franchi le Nyādā, l'Ulada, qui restait fidèle en pleine zone insurgée, s'était en effet mobilisé sous les ordres d'Usnba pour prendre à revers le Balèya et l'Amāna dont les révoltés hésitaient. Là-dessus se présenta à Kouroussa la mission Briquelot, qu'Archinard avait orientée à dessein sur le Niger pour encourager les insurgés de la rive gauche. Le capitaine trouva des hommes démoralisés et prêts à fuir, et comme ses instructions lui interdisaient de séjourner parmi eux, sa visite ne changea rien au cours des événements (67).

La tradition atteste en effet que toute la région était prête à se soumettre en dehors des grands coupables qui n'espéraient aucun pardon. Syamāndyā Kèita, le Māsa de l'Amāna, avait toujours été hostile à la révolte et il venait de quitter Kouroussa pour rejoindre l'Almami à Nyako, tandis que les griots de Falama poussaient la population à négocier une reddition honorable (68).

Bèrètè-Mudu Kèita, chef du parti de l'insurrection, avait évacué son village de Sanānkoro pour regrouper la plupart de ses gens à Sāngarèla, chez son complice Kabaséli, ainsi qu'à Komanā, au-dessous du confluent du Nyādā.

Le ralliement de Syamāndyā limita les combats à la rive sud du fleuve. Dès le 7 février, Bala-Kuñdyulu, venant de Wasaya, détruisit Dyaragbèla et Samā, en amont de Kouroussa (69). Il descendit ensuite le fleuve jusqu'à Sāngarèla où il retrouva Sana-Ulé. Celui-ci avait cassé Balā sur le Nyādā et s'était présenté à Baro où le chef des révoltés, Sèydu Kōndé se soumit sans combat (70). Sawa-Ulé avait alors remonté la rive droite du fleuve et détruit Sanānkoro et Balila avant de se joindre au siège de Sāngarèla.

En dépit de leur infériorité numérique, les rebelles avaient reçu des secours du Kulunkalā et ils se défendirent avec rage, mais ils ne retardèrent l'issue que de quelques jours. Quand Dyaulé-Karamogho intervint en personne avec ses fusils à tir rapide, la position tomba dans la

journée malgré une résistance furieuse (71). Le village fut détruit et sa population déportée. Tous les combattants capturés furent décapités, et parmi eux Kabasèli, mais Bèrété-Mudu parvint à fuir à Siguiri avec son neveu Marifiñ. Il allait revenir dans les bagages d'Archinard.

Komana capitula sans combat le lendemain et fut par conséquent épargné. Balato et Kurala en firent autant, dégageant ainsi Dugura, le seul village du Niger qui soit resté constamment à l'écart de l'insurrection. Le fils de Samori pouvait espérer raisonnablement que la révolte de l'Ouest touchait à sa fin, aussi transféra-t-il son quartier général à Babila, au confluent du Niger et du Nyādā.

L'Ulada et les Toucouleurs. — Vers le Futa-Dyalō, Sako Bukari avait tenu jusque-là le Balèya, mais ses partisans étaient démoralisés (72). Il était déjà pris à revers par les Samoriens de l'Ulada, aussi renonça-t-il à résister quand il apprit la chute de Sāngarèla. Il chercha asile au Firiya tandis que Tēnenkalé-Lay reprenait le pouvoir et accueillait son fils Sirafa, qui avait combattu à Sikasso et rentra en compagnie de Dyaulé-Karamogho. Celui-ci envoya la petite colonne de Soriba-Koné tenir garnison à Sānyèna et détruire Fono, le village de Bukari. Ce fut le seul châtiement que subirent les insurgés de ce kafu (fin février 1889).

Les Samoriens délivraient ainsi l'Ulada, toujours fidèle, et reprenaient contact sur le Tēnkiso avec le Futa-Dyalō. Comme Ibrahim Sori Dara, qui commandait alors ce pays, avait été profondément blessé par les procédés de Plat et d'Andéoud, bien qu'il fût réputé « francophile », Samori pouvait espérer renouer son ancienne alliance avec les Peuls.

Il recouvrait en même temps une frontière avec les Toucouleurs de Dinguiraye, dont la position était alors fort incertaine. En 1888, Agihu paraissait au mieux avec les Français, car l'affaire de Logorombo le rendait hostile à Samori et son frère Madani venait de reprendre le combat contre les sofas sur la frontière de Ségou. La brutalité d'Archinard allait bouleverser ce tableau, car la prise de Kundyā (Bafiñ), en février 1889, inspira à Agibu une violente colère contre les militaires. Samori lui avait justement écrit à la fin de 1888 pour annoncer son retour, puis au début de 1889, pour l'avertir de l'approche de Dyaulé-Karamogho (73). Quand Soriba-Koné l'informa de son installation dans le Balèya et lui proposa de collaborer, le fils d'El Hadj Omar accepta aussitôt. Ses forces étaient médiocres, et cette alliance était étrange si l'on songe que les Toucouleurs combattaient au même moment les sofas sur le Niger, mais la passion anti-française écarta toute autre considération. Le gouverneur de Dinguiraye écrira hientôt à Amadu, son frère, pour l'inviter à faire l'union des Noirs contre les infidèles, mais il sera écouté trop tard.

Dans l'immédiat, dès le début de mars, il avait réoccupé le petit Bailo et placé une garnison à Logorombo (74). Il se rendit en personne à Nono, où il rencontra Soriba et, avant la fin du mois, les deux armées s'étaient rassemblées à Kèbèya, dans l'Ulada, afin d'écraser les derniers rebelles, regroupés dans le Firiya et l'Ularèdu (75). C'est alors que l'intervention d'Archinard brisa brutalement ces projets et imposa à Dinguiraye la suzeraineté française.

En aval du Niger. — Le voisinage de Siguiri avait en effet empêché Dyaulé-Karamogho d'étendre la répression en aval du Niger.

Les fidèles de Dugura (76) marquaient de ce côté la limite de son emprise et comme Samori l'avait déjà informé du traité de Nyako, ses opérations se déroulèrent presque exclusivement sur la rive droite.

La révolte de l'Àmana matée, Sana-Ulé avait descendu le Niger par Māfara avec une forte colonne et s'était posté à Dyarakura, sur la frontière du Kulunkalā. Cinq cents hommes passèrent alors le fleuve à gué et s'installèrent à Dugura dont le parti pro-français s'enfuit à Siguiri. A

Nora, Karinkā-Ulé se crut menacé et se retrancha dans son tata tandis que la population de l'énorme village s'enfuyait à Didi du Burè. Aucune attaque sérieuse n'eut pourtant lieu de ce côté du fleuve (77) mais Dyaulé-Karamogho prit l'offensive en mars sur l'autre rive. Il trouva Norakoro et Balândugu évacués, tout le Kulunkalā s'étant fortifié dans le tata de Nukunkā où Karinkā-Ulé avait installé son fils Mamadi (78).

C'est ici que se place la seule violation flagrante du traité de Nyako que l'on puisse attribuer aux Samoriens avant l'intervention d'Archinard. Dyaulé-Karamogho passa en effet le fleuve à gué devant Balândugu et s'empara du tata de Nukunkā, dispersant complètement le rassemblement rebelle. Il retourna aussitôt sur la rive est, sans doute par crainte d'irriter les Français et les gens du Kulunkalā en profitèrent pour crier victoire. Le fils de Samori avait cependant atteint son but car plus personne n'osait lui résister et la rive droite du Niger lui était désormais soumise jusqu'au confluent du Milo (mi-mars) (79).

Après ce succès, Dyaulé-Karamogho pouvait facilement traverser le fleuve et écraser la révolte jusqu'aux rives de Tēnkiso. C'eût été violer les ordres de son père et il préféra s'installer à Babila où il soignait encore sa blessure quand l'irruption d'Archinard le surprit quelques semaines plus tard.

C) L'INTERVENTION FRANÇAISE

1°) L'AVÈNEMENT D'ARCHINARD.

En cette année 1888, alors que la Grande Révolte bouleversait l'Empire de Samori et que celui-ci fortifiait sa méfiance contre les Français, un nouveau personnage entra discrètement en scène au Soudan où il allait jouer un rôle décisif. Le 10 septembre 1888, le chef d'escadron Archinard était en effet nommé commandant supérieur, inaugurant sans bruit un véritable règne qui allait durer cinq ans, si l'on néglige le bref épisode d'Humbert.

Cet officier, dont la carrière était jusque-là médiocre, avait la chance d'exercer son proconsulat au moment précis où l'impérialisme européen se tournait délibérément vers l'Afrique et allait se lancer dans la dernière étape du partage, qui prendra sur la côte occidentale le nom de « course au clocher ». Il trouvait en outre un pays mis en ordre par Gallieni, où l'administration, partiellement civile, fonctionnait correctement et où l'on pouvait déjà remarquer un certain développement commercial. Bref, un pays qui commençait à « payer » et dont les crédits, immergés dans le budget ordinaire du Sénégal, ne soulevaient plus les passions parlementaires.

Malgré les critiques qu'il ne manquera pas de faire à son prédécesseur, c'est ce Soudan vigoureux qui va lui fournir les moyens d'agir, tandis qu'il jouera très habilement de la conjoncture diplomatique pour masquer ses véritables buts et choisir en toute liberté la politique qu'il voulait suivre.

L'historiographie coloniale s'est attachée à ce personnage, à la gloire duquel Meniaud a écrit un livre qui fit date, mais qui ne souffre certainement pas d'un excès d'objectivité. La faction militaire allait orchestrer toute une publicité autour de ses campagnes fulgurantes et le parti colonial finira par se rallier à lui, par souci de nationalisme, malgré l'opposition farouche de certaines de ses fractions (80).

Nous allons essayer de porter un jugement objectif sur ses relations avec Samori, mais nous éviterons de sous-estimer son œuvre car on ne saurait nier qu'il a marqué pour longtemps le Soudan militaire. Il a donné son rythme à l'expansion territoriale qui allait tracer le cadre de la moderne République du Mali.

De Gallieni à Archinard. — Personne n'imaginait évidemment un tel avenir dans l'été de 1888, quand le gouvernement dut choisir un remplaçant à Gallieni. La conquête marquait le pas depuis cinq ans et on ne voyait pas le terme de cette pause. Le cabinet Floquet, formé le 3 avril 1888, avait assez à faire pour contenir la marée montante du Boulangisme et l'amiral alsacien Krantz, qui tenait le portefeuille de la Marine, se désintéressait des questions coloniales. L'année précédente, Gallieni avait obtenu le soutien du sous-secrétaire d'Etat aux Colonies, Etienne, et l'avait converti à ses thèses sur le Soudan méridional et la côte de l'Atlantique. Le remplaçant d'Etienne, Amédée de La Porte, était peu familier des questions africaines et son seul souci était d'assurer une campagne tranquille au Soudan. Du fait même de son incompétence, il était cependant sensible aux opinions du groupe de pression qui s'était constitué l'année précédente quand Brière de l'Isle et Borgnis-Desbordes, rentrant d'Indochine unis par une nouvelle amitié, avaient été affectés au ministère de la Marine en qualité, respectivement, d'Inspecteur de l'Infanterie et d'Inspecteur de l'Artillerie (81).

Gallieni paraissait encore à vrai dire l'un des leurs, créature de Brière sinon membre de la « clique à Desbordes ». On pensait sans doute qu'il n'avait guère combattu, mais l'hérésie des idées qu'il nourrissait sur la rentabilité du Soudan et la subordination de l'action militaire au développement, n'était pas encore évidente.

Gallieni pensait, comme Desbordes en 1883, qu'il suffirait d'un officier peu gradé et effacé pour continuer modestement son œuvre et la mettre en valeur. Le colonel Bourdiaux, chef du service du Haut-Fleuve, avait vainement proposé en 1883 le jeune capitaine d'artillerie Louis Archinard et Gallieni savait que ce dernier était particulièrement estimé par Borgnis-Desbordes, qui le jugeait de tous ses officiers « le plus digne d'être récompensé » (82). Archinard avait toujours eu une santé fragile et, après quatre ans de Soudan, il venait d'assumer la direction de l'artillerie à Toulon, puis la présidence de la commission d'expérimentation de l'artillerie à Bourges, avant d'être nommé en 1886 chef de service du Mémorial de l'Artillerie de Marine, rue Royale (83). Durant son séjour en France, dans l'été de 1887, Gallieni lui avait promis de soutenir sa candidature et de l'avertir à temps pour qu'il puisse tout préparer (lettre du 5 septembre, P. A.). Borgnis-Desbordes était évidemment au courant et Gallieni lui rendit visite pour lui en parler dès son retour à Paris, en 1888. L'amiral Krantz avait déjà été travaillé puisqu'il nomma Archinard le 5 août, le jour même où il reçut la démission de l'ancien commandant supérieur. Gallieni employa les semaines suivantes à documenter abondamment son successeur, comme Desbordes l'avait fait pour lui-même en 1886, et il était sans doute convaincu que son cadet suivrait la ligne de conduite qu'il lui suggérait discrètement.

Il se trompait étrangement sur cet homme ambitieux, frustré par la lenteur de son avancement, et auquel on ne peut refuser une force de caractère exceptionnelle. Chef d'escadron depuis quatre ans, Archinard espérait que sa nomination s'accompagnerait de sa promotion au grade de lieutenant-colonel, mais ce ne fut pas le cas, malgré les efforts de Borgnis-Desbordes et, semble-t-il, ceux de La Porte. Il entendait donc bien se distinguer au combat pour forcer la décision du Ministère, puisque le critère du fait d'armes restait essentiel dans l'avancement militaire.

Par ailleurs, avec Archinard, Borgnis-Desbordes reprenait par personne interposée, le contrôle de sa création soudanaise. Le clan militaire, qui cristallisait autour de lui et de Brière-de-l'Isle, estimait certainement que la pose avait assez duré et souhaitait plus ou moins consciemment

faire des rives du Niger un domaine réservé où l'armée coloniale déterminerait librement sa politique, en fonction de son sens inné de l'intérêt national, et sans tenir compte des timidités des civils. Les liens personnels qui unissaient le nouveau commandant supérieur au général étaient si étroits, et leur communion de pensée si grande, que nous allons voir un véritable commandement parallèle s'organiser pour le Soudan à partir de la Direction de l'Artillerie. Archinard avait cependant une personnalité trop forte pour exécuter passivement les instructions clandestines d'un chef qu'il vénérât mais sous les ordres de qui il n'était pas placé. On ne saurait douter que sa politique visait des buts déterminés par Borgnis-Desbordes, mais il ne se laissera jamais dicter le moment et le rythme de ses actions. Il agira souvent sans tenir compte de la conjoncture parisienne à laquelle son ancien chef était sensible, et au risque de compromettre le crédit du groupe de pression. Ce sera le cas, semble-t-il, pour l'assaut de Kundyā en 1889 et, l'année suivante, dans une moindre mesure, pour l'occupation de Ségou.

Quant au hut, c'était l'élimination rapide des souverains musulmans, et surtout d'Amadu, qui incarnait aux yeux des militaires une civilisation allogène que la France devait détruire pour s'imposer définitivement. Ensuite, l'action armée s'étendrait largement à travers les savanes de l'Afrique centrale et il semble que Borgnis-Desbordes ait déjà songé au Tchad, comme Jauréguiberry en 1883, bien que le grand lac n'ait fait cristalliser les espoirs du parti colonial que l'année suivante, après l'accord d'août 1890.

Des instructions à violer. — Archinard savait fort bien qu'il ne pouvait présenter de tels projets au gouvernement, où personne n'imaginait qu'une nouvelle poussée d'impérialisme était imminente. Il avait cependant été à bonne école et on aurait dû prévoir qu'il allait, comme Brière-de-l'Isle et Borgnis-Desbordes, invoquer les menaces de l'ennemi et les nécessités d'une prompt riposte pour ne tenir strictement aucun compte des ordres du gouvernement, étant convaincu que des succès glorieux feraient accepter le fait accompli. Tout cela n'aurait pas été très nouveau, si Archinard n'avait pas cru nécessaire d'attaquer par ailleurs Gallieni dont la politique samorienne manquait, selon lui, de franchise et de netteté, alors que la sienne sera au moins aussi tortueuse. Contrairement à Humbert, il préférerait approuver ostensiblement des instructions qu'il violait, comme dans l'affaire du Masina en 1893, plutôt que de protester et de proposer sa démission. Malgré le mépris qu'il opposait à toutes les réprimandes, il ne manquait pas d'habileté rhétorique et il justifiera sa conduite par des raisonnements tellement tortueux et hypocrites que la lecture de ses rapports est souvent franchement pénible.

Il faut admettre que ces habiletés furent nécessaires dès sa prise de commandement, car cet officier peu gradé, partant pour une campagne de routine, ne recevait que des moyens insignifiants, et les instructions que signa La Porte le 19 octobre 1888, étaient extrêmement restrictives (84). Les armes françaises ayant déjà montré leur force, le commandant supérieur devait s'appliquer exclusivement à maintenir la sécurité, à consolider l'influence française et à développer le commerce. Il devait éviter toute complication et profiter de la réconciliation avec Amadu. Pour se concilier celui-ci, il devait renoncer à mettre une garnison à Nyamina et c'est seulement au cas où les Toucouleurs rompraient et attaqueraient effectivement le territoire français qu'il pourrait enlever le tata de Kundyā, faible et mal défendu, à en croire Gallieni. Amédée de La Porte désavouait en partie l'ancien commandant supérieur, dont il n'avait pas subi le charme comme Étienne, puisqu'il jugeait que « Samori ne nous a donné jusqu'ici aucun motif valable de rompre le traité de Bissandougou » et qu'il invitait en conséquence Archinard à mettre fin à la subversion sur la rive droite. Il renonçait également, par souci d'économies, à construire les deux postes prévus sur les frontières du Futa-Dyalō et bien qu'il préconisât la poursuite d'une action

diplomatique en direction des Rivières, il était visible qu'il ne s'intéressait pas aux pays du Sud. Sur ce point, il rencontrait secrètement les désirs des militaires, soucieux de faire la guerre en savane, plutôt que d'explorer les routes de l'Océan.

Pour tout le reste, il est certain qu'Archinard ne partait pas pour le Niger avec l'intention de suivre de telles instructions, mais son ambition était limitée par la faiblesse numérique de ses troupes (85). La colonne qui se concentra à Kayes à la fin de 1888 était en effet la plus faible qu'ait vue le Soudan depuis l'époque de Combes. Archinard n'avait amené de France que la relève du personnel européen, et il fut incapable de réunir plus de deux compagnies de tirailleurs, deux sections d'Infanterie de Marine et une batterie de montagne.

Le commandant supérieur était du moins décidé à utiliser ses médiocres moyens pour pousser aussi loin que possible. Son principal adversaire était évidemment l'Empire toucouleur, non seulement parce qu'il fermait aux Français l'aval du Niger et menaçait leur longue ligne d'étapes entre Kayes et Kita, mais surtout parce que l'étrange passion anti-musulmane des troupes de Marine l'habitait, plus encore que Gallieni. Pour lutter contre cette religion qui gênait la diffusion de la langue et de la civilisation de la France, ce protestant poursuivra d'étranges projets comme la conversion de Tyèba au catholicisme, qu'il recommandera à Quiquandon.

La prise de Ségou était cependant hors de question dans l'immédiat, et il allait se contenter de Kundyā, la maigre proie que lui suggérait Gallieni, car il était convaincu qu'Amadu s'inclinerait devant ce fait accompli par peur d'un conflit ouvert.

Ainsi détourné de ses adversaires principaux, il était naturel qu'Archinard cherchât des avantages aux dépens de Samori car Gallieni croyait l'Almami sur le point de disparaître, ce qui en faisait une proie rêvée pour la maigre colonne française. Même si le conquérant se relevait, Archinard jugeait clairement qu'il n'aurait rien à refuser à ses « alliés » français, pour peu que ceux-ci consentent à ne pas subvertir les domaines qui lui restaient.

Si peu qu'il fit, le commandant violait nécessairement ses instructions et il était fatal que, pour se justifier, il présentât la situation du Soudan comme assez sombre. Il allait donc s'employer dès son arrivée à critiquer son prédécesseur, à qui il reprochait, non sans raison, d'avoir manqué de franchise envers Samori et de s'être aliéné le Futa-Dyalō par une brutalité déplacée, mais aussi, avec une évidente mauvaise foi, d'avoir mal dirigé les travaux ferroviaires et mal géré le territoire. Il semble bien qu'il méprisait Gallieni d'avoir laissé passer des occasions de combattre, et surtout d'avoir donné une large place aux fonctionnaires civils, ainsi qu'aux commerçants. Les premiers allaient être pour la plupart renvoyés et les seconds subiront des brimades qui feront rebondir le conflit déjà classique entre le Soudan militaire et les négociants de Saint-Louis.

Les troupes de Marine reprenaient donc en main leur fief et entendaient qu'on le sache. Cet état d'esprit était si contraire à celui de Gallieni que le conflit eût éclaté même si Archinard avait été plus modéré dans ses critiques. La polémique qui s'engagea alors et allait vite s'aigrir, fit naître entre les deux pères du Soudan une rancune profonde et durable. Au-delà des querelles de personnes, elle nous intéresse car elle allait contribuer à la coupure du parti colonial entre militaires et économistes, dont nous parlerons plus loin.

2°) PREMIERS CONTACTS.

Arrivé à Kayes le 28 octobre, Archinard consacra trois mois à des tâches administratives diverses et surtout à faire le point (86). Ces semaines ne furent pas perdues, car il s'employait à préparer la marche en avant avec méthode et ardeur. Tout en affectant de respecter les directives

pacifiques qu'il avait reçues, il est clair qu'il préparait ses supérieurs à des événements imprévus. Dès le 4 novembre il écrivit au gouverneur Clément-Thomas pour confirmer qu'il n'avait pas l'intention d'occuper Nyamina, ni de pousser les Bambara contre Amadu, mais il insistait sur la faiblesse de ce dernier, tout en décrivant, paradoxalement, la situation générale comme critique (87). Les renseignements qu'il donnait sur les provocations du sultan toucouleur et de son frère Madani sont fort peu convaincants (88). La guerre entre Toucouleurs et Samoriens reprit en décembre, et elle allait bientôt prouver que les voisins des Français ne préparaient aucune action contre eux.

Samori vu de Kayes. — Il est d'ailleurs significatif que, dès ce premier rapport, Samori tenait la première place dans les préoccupations d'Archinard. Celui-ci avait trouvé à Kayes la lettre de protestation que l'Almami avait adressée en octobre aux commandants de Bamako et Siguiri. Il la jugea insolente alors que l'Almami s'inquiétait seulement des intentions de ses « alliés » français, après leur avoir reproché, non sans dignité, d'avoir travaillé à le perdre (89).

Archinard n'y répondit pas aussitôt. Ses projets n'étaient pas encore arrêtés et il se préoccupait d'actions politiques diverses, comme la protection du Bundu ou la réconciliation avec le Futa-Dyalō. Il avait laissé à Saint-Louis des instructions destinées au capitaine Briquetot qui devait se rendre à Timbo presque sans escorte pour présenter des excuses à l'Almami Ibrahim et renouer avec lui. Cette mission, venant par mer du Sénégal, avait débarqué à Konakry dès le 20 novembre (90).

Samori, qui était encore bien faible, avait constaté que l'arrivée à Kayes du nouveau commandant supérieur suffisait à l'ébranler. Le commerce des armes et des chevaux avec la rive droite restait proscrit et les populations se demandaient si les Blancs n'allaient pas attaquer l'Almami avant qu'il n'ait pu se ressaisir.

C'est alors que le Manding de la rive droite se départit pour la première fois d'une fidélité inébranlable. En novembre, après de longues intrigues, le lieutenant commandant Kāngaba (Kaaba) décida deux fils du Māmbi à se rendre et les interna à Siguiri. Leur père offrit alors de se rallier si on le laissait revenir à Kaaba, mais les Français avaient déjà livré la place à Dyola Kèita et exigèrent une soumission inconditionnelle. Le vieux Māsa s'y résigna en décembre. Il traversa le fleuve avec la population qui lui restait fidèle et, sur décision d'Archinard, fut exilé à Kita (91). Une marche déserte couvrait désormais toute la rive droite du Niger depuis le Dyuma jusqu'à Bamako.

Plus en aval, les Toucouleurs de Madani avaient repris au début de décembre le terrain perdu en 1886. Leur offensive limitée était cependant peu dangereuse pour l'Almami, au moment où les derniers insurgés de l'Est, pressés par Fila-Kali, se réfugiaient derrière le fleuve.

Quelques semaines après son arrivée, Archinard comprit que Gallieni s'était trompé. Loïn de disparaître, Samori s'employait activement à reconstituer sa puissance, et il fallait agir en hâte si l'on voulait profiter de sa faiblesse provisoire. Le 2 décembre, le commandant supérieur reçut une nouvelle ambassade de Tyèba qui réclamait des armes « comme celles données à Samori ». Pour obtenir gain de cause, les gens de Sikasso parlèrent de l'offensive menée par leur maître contre les arrières de Samori, sans préciser qu'elle touchait déjà à sa fin. Archinard en conclut que le moment était favorable pour faire pression sur l'Almami, tout en encourageant ceux des insurgés qui tenaient encore.

Pressions françaises. — Le commandant supérieur paraît dès lors avoir pris sa décision. Par une lettre du 4 décembre, il prépara habilement le gouverneur du Sénégal à l'occupation d'un vaste territoire, en dépit de ses instructions. « Il se passe un fait bizarre : malgré le traité de Bissandougou, tous les pays entre Niger et Tinkisso agissent comme s'ils étaient à nous. Les fuyards s'y réfugient et s'y croient chez nous. Je verrai s'il y a lieu d'en profiter, ce qui enclaverait le Dinguiraye et nous donnerait une grande limite avec le Fouta... La politique de Gallieni porte ses fruits » (92).

Il passa aussitôt aux actes. Le 7 décembre il ordonna au capitaine Besançon, qui remplaçait Roiffé à Siguiri, d'inciter les sujets de Samori à se réfugier sur la rive française et d'encourager la résistance des insurgés de l'autre côté du fleuve (93).

Le 9 enfin, il se décida à répondre officiellement aux protestations de Samori. Loin de s'excuser, il adoptait un ton menaçant, niant avec aplomb que les Français eussent manqué au traité et invoquant des griefs imaginaires, comme la conduite de son allié envers Binger. Il avait le cynisme d'écrire : « Nous, nous observons le traité », mais il ne fermait pas pour autant la porte. Il demandait à l'Almami de se plaindre à lui s'il avait des faits précis à invoquer et de lui dépêcher des délégués à Siguiri où il serait bientôt (94).

Les actes suivirent les menaces. Dès le 18 décembre, Archinard prescrivit au capitaine Roiffé d'envoyer le lieutenant Buat et 20 tirailleurs à la rencontre de Briquelot, qui venait du Futa-Dyalô. Buat devait traverser la zone insurgée par l'itinéraire d'Andéoud et inviter Briquelot à éviter Dinguiraye où Agibu, inquiet pour Kundyā, devenait hostile. La mission devait rentrer par une route très méridionale, en longeant le Niger et en encourageant les insurgés « à travers le pays que nous cherchons à annexer ».

Buat quitta Siguiri le 24 décembre et commença son travail de propagande dès le 28, à Nora. Malgré cette attitude, il fut correctement reçu le 1^{er} janvier à Nono par Usuba, qui commandait l'enclave samorienne de l'Ulada (95).

L'offre de Samori. — Si Archinard n'avait pas les moyens d'une longue campagne contre l'Almami, ce dernier était trop faible pour rompre avec les Blancs dont il ignorait les véritables intentions. Les manœuvres d'intimidation du commandant supérieur obtinrent donc un succès inespéré. Le 2 janvier, il reçut un message humble et conciliant de Samori, qui demandait jusqu'où il pouvait s'étendre et sollicitait le rétablissement du commerce des chevaux (96). Le 3, Archinard lui répondit en des termes dont l'importance allait être décisive. Il autorisait le commerce des chevaux et des fusils, mais déclarait qu'il serait mécontent « de voir les sofas envoyés contre l'Amana et le Sānkarā franchir le Niger », car il tenait au calme des régions voisines de Siguiri, dont les cultures lui étaient nécessaires. En revanche, il promettait d'interdire aux gens de l'Amana d'attaquer les sofas sur la rive droite (97).

Dès le 13 janvier, le commandant supérieur recevait de Samori une offre dont la teneur, dit-il, le surprit (98). L'Almami proposait de céder à la France toutes ses possessions situées à l'ouest du Niger, jusqu'à la source du fleuve. « Résultat énorme, écrit Archinard, qui nous donnait un pays immense et riche, entourant entièrement le Fouta-Djallon et la Sierra Léone, et nous permettant d'ouvrir une route directe vers la mer ». Comme il accusera bientôt son partenaire de mauvaise foi, il convient d'examiner la signification de cette offre dans l'esprit de l'Almami. Malheureusement, sur ce point, la tradition orale ne nous est d'aucun secours. Au moment où les colonnes de Dyaulé-Karamogho franchissaient le Milo, il est certain que Samori désirait par dessus tout éviter un heurt avec les Blancs. Voulait-il simplement gagner du temps jusqu'aux approches de l'hivernage, en faisant des promesses qu'il n'avait pas l'intention de tenir ? La méfiance des

Français était désormais profondément ancrée en lui, et il ne croyait plus en leur alliance, mais on peut concevoir qu'il leur ait cédé ces pays car ils n'étaient plus en son pouvoir effectif, si l'on excepte l'Ulada et Dugura. Il semble bien en tout cas qu'il ait interprété deux points importants d'une façon opposée à celle de ses partenaires, et cela en toute bonne foi.

Malentendus fondamentaux. — Le premier malentendu concerne l'étendue des territoires cédés, et la difficulté des négociations de Nyako va en découler. Il est bien difficile de se faire une opinion à ce sujet, en l'absence du texte original de l'offre samorienne. Il paraît cependant probable qu'en parlant de céder la rive gauche du Niger, il pensait seulement aux régions insurgées en aval du Sankarā.

On conçoit qu'il ait ainsi abandonné une région dont la révolte était notoirement soutenue par les Français et qu'il n'était pas en mesure de réduire sans défier ceux-ci. Il est en revanche bien peu vraisemblable qu'il ait offert spontanément le fidèle Ulada qui tenait pour lui contre vents et marées, et surtout qu'il ait renoncé à reconquérir la route de Freetown. Pourquoi aurait-il poussé les Français à s'interposer entre lui et les Britanniques, ce que personne ne lui demandait ? L'Ulada et le Kurānko occidental étaient d'ailleurs tout à fait hors de portée des troupes du Soudan. Archinard sera incapable de les occuper et, dès le mois d'avril, Paris précconisera la restitution officielle à Samori de ces régions que la France n'était pas en état de contrôler (99).

La surprise joyeuse d'Archinard devant l'étendue des territoires offerts paraît donc un peu légère. Le commandant supérieur semble s'être laissé aller à prendre ses désirs pour des réalités, à moins qu'il n'ait pensé balayer les hésitations de Paris par un coup de bluff sensationnel.

Sur un second point, le malentendu allait être encore plus net, renouvelant celui qui avait opposé, au départ, Samori et Gallieni. Si l'Almami renonçait à punir les rebelles de la rive gauche et les abandonnait aux Blancs, il n'avait certainement pas l'intention de leur livrer ses sujets fidèles. Or ceux-ci étaient nombreux, on l'a vu, à Dugura, dans quelques villages de l'Amana et du Balèya, et surtout dans l'Ulada. Le précédent de Kāngaba leur faisait craindre, à juste titre, que la domination française ne les livrât aux représailles des insurgés. Il est certain que Samori, s'il cédait leur pays, entendait les faire émigrer vers les régions qu'il conservait. Les Français, peu soucieux d'occuper un désert et désireux de complaire à leurs partisans autant que d'ébranler le prestige de Samori, allaient aussitôt crier au parjure et à la mauvaise foi.

Edifiées sur des fondements aussi branlants, les nouvelles relations de l'Almami avec la France se présentaient fort mal. Il n'était pas question que les colonisateurs s'abaissent à de véritables négociations. Si Archinard reniait la politique de Gallieni en renonçant à faire disparaître Samori, c'est qu'il croyait celui-ci prêt à une soumission inconditionnelle et que, par son intermédiaire, il pensait gagner à la France d'immenses territoires à peu de frais (100).

Il télégraphia donc à Siguiri le 15 janvier une réponse à transmettre à l'Almami. Il acceptait son offre, mais en cachant soigneusement la joie qu'elle lui causait, et il ne pouvait s'empêcher d'adopter le ton rogue et menaçant qu'il croyait sans doute nécessaire à la dignité de la France (101). Le commandant de Siguiri était invité à envoyer un officier du cercle à Nyako pour faire signer un nouveau traité, dont le texte allait lui être transmis incessamment (102). De façon à fortifier les bonnes dispositions de son partenaire, il devait en profiter pour lui retourner son épouse Tirankè, encore internée à Siguiri.

3°) LE TRAITÉ DE NYAKO.

Ce traité allait être rédigé hâtivement à Kayes, dans la seconde moitié de janvier, et dans l'esprit d'Archinard il devait être signé par l'Almami sans discussion ni modification (103). Le 3 février, dans un long rapport au gouverneur du Sénégal, le commandant supérieur présenta les clauses de ce document, qui venait d'être télégraphié de Kayes à Siguiri (104). Il insistait sur la portée internationale du document et sur son caractère anti-anglais, aussi s'intéressait-il particulièrement aux territoires du Haut Niger (105) dont la possession mettrait fin aux prétentions de la Sierra-Leone. Les droits de la France étaient ainsi définitivement établis à l'encontre des autres puissances, il n'était pas pressé de placer un résident à Bisândugu, ce qui aurait pu renforcer Samori vis-à-vis de Tyèba (106). Les craintes que nourrissait Péroz sur les conséquences de la chute de Samori étaient vaines, puisque les droits de la France sur les territoires de l'Almami étaient désormais assurés quel que fût leur possesseur.

Négociation. — Muui de ce document, le lieutenant Bonnardot quitta Siguiri le 9 février avec Tirankè et gagna en hâte Nyako où il arriva le 19 (107). Durant la première entrevue, qui eut lieu le 20, Bonnardot obtint à grande peine la promesse que l'Almami visiterait Archinard à Siguiri. Le commandant supérieur exigeait cette preuve de bonne volonté mais Samori, informé de l'aventure de Mambi-Kèita, craignait un piège. Il s'y résigna cependant sur la promesse qu'un officier avec des tirailleurs serait mis ensuite à sa disposition pour l'aider à se défendre (108).

Ce préalable réglé, l'Almami s'expliqua avec une certaine franchise sur ses relations avec les autres États africains et avec les Britanniques. Il était certainement sincère en niant toute relation avec Amadu que ses hommes combattaient au même moment entre Niger et Bani. En revanche, il mentait à coup sûr en se disant bronillé avec Agibu depuis la conquête du Balèya, alors qu'il sollicitait justement l'alliance du chef de Dinguiraye contre les insurgés du Sankarā.

Cela comptait d'ailleurs moins aux yeux des Français que ses liaisons suspectes avec Freetown, mais sur ce point Samori livra le fond de son cœur. « Il ne craint pas, écrit Bonnardot, que les Anglais l'attaquent chez lui. Ce sont des commerçants et non, comme les Français, des guerriers ». Il accepta cependant les assurances du lieutenant sur la volonté française de vivre en paix pour commercer, et consentit à signer le nouveau traité qui devait être le fondement de relations amicales durables.

La journée décisive fut celle du 21, quand le nouveau texte fut traduit et ses clauses expliquées à l'Almami, entouré de son Conseil (109). Celui-ci jugea aussitôt nécessaire d'émettre des réserves dont l'incidence devait être telle qu'il convient de les examiner en détail. Telles que les rapporte Bonnardot, elles annoncent en effet le malentendu fondamental qui allait détruire le traité au bout de quelques semaines et creuser entre les partenaires un fossé qui ne sera plus comblé.

Réserves de Samori. — Ces réserves étaient de trois ordres. Sur le plan territorial, l'Almami déclarait céder les pays qu'il possédait sur la rive gauche, mais il en donnait une liste surprenante, limitée à l'Amana, au Balèya et au Sankarā (110). Il paraît clair que Samori voulait éviter de parler des pays du Haut Niger qui commandaient la route de Freetown et qu'Archinard était alors incapable d'occuper. Le fait essentiel est ailleurs. Samori tenait en effet à préciser qu'il pouvait disposer de ses sujets, mais non de ses « alliés », c'est-à-dire des pays qui s'étaient ralliés volontairement. Pour ceux-ci, il n'avait pas d'ordre à donner à leurs sofas. Il est certain qu'il

pensait ici à l'Ulada et à Soriba. Comme Bonnardot ne répondit rien, les assistants crurent assurément que cette réserve était acceptée, si bien que la suite des événements allait illustrer à leurs yeux la mauvaise foi des Français.

Un second point très important concernait les insurgés réfugiés derrière le fleuve et qui venaient piller la rive droite. Tout en renonçant à les réclamer, l'Almami les accusait d'avoir emmené avec eux des captifs qui lui appartenaient et exigeait qu'on lui rendît ceux-ci. Bonnardot fit accepter le principe d'une mission mixte dirigée par un officier et un chef sofa pour rétablir l'ordre le long de la nouvelle frontière, tandis que les affaires d'enlèvement seraient réglées avec Archinard à l'entrevue de Siguiri.

Enfin, tout en acceptant les clauses commerciales de l'article 8, Samori insista fortement sur la supériorité du négoce britannique (111). Sans soulever le problème des pays du Haut Niger, il mettait ainsi tout en question car il refusait les relations exclusives que voulaient lui imposer les Français, et qui équivalaient à une soumission déguisée.

Bonnardot ne paraît pas avoir relevé ces propos, ce qui est curieux, d'autant plus qu'il était alors fort préoccupé de déterminer les limites de l'influence britannique (112). L'essentiel pour lui était de faire signer le traité, les difficultés devant être réglées à Siguiri où Samori ne serait pas en force, et se montrerait conciliant par nécessité.

En dépit de ces réserves, Samori signa effectivement le traité en grande cérémonie, au soir du 21. Dès le lendemain, Bonnardot reprit la route de Siguiri, convaincu d'avoir obtenu un plein succès (113).

Sa méfiance. — Il ne semble pas s'être rendu compte que tout était subordonné aux résultats de l'entrevue de Siguiri qui devait consacrer l'adhésion de Samori au système français et qui lui permettrait de régler avec Archinard les litiges pendants. A moins d'une soumission sans phrases du souverain, le succès de cette entrevue n'était nullement assuré car les points de vue restaient fondamentalement divergents. Samori voulait bien s'entendre avec les Français mais le souvenir de Gallieni lui avait inspiré une telle méfiance qu'il ne se mettrait jamais entre leurs mains (114).

L'avenir du traité était donc bien incertain, et il eût fallu, du moins, que la conduite des colonisateurs ne prît à aucun reproche. Dans la situation révolutionnaire qui régnait alors sur le Niger, des incidents frontaliers étaient pourtant inévitables et il s'en produisit pendant le séjour de Bonnardot, comme au lendemain de son départ. Ils réveillèrent naturellement l'inquiétude de Samori et, quand les commandants de cercle refusèrent de lui donner satisfaction sans l'ordre d'Archinard, il en conclut que ses partenaires étaient toujours aussi déloyaux et qu'il serait fou d'aller se placer à Siguiri, à leur merci.

La correspondance du commandant supérieur prouve qu'il pensait faire de Samori un vassal fidèle et n'avait nullement l'intention de l'arrêter par surprise. Mais l'Almami n'avait pas accès, comme nous, aux pensées de son partenaire et il était en droit de craindre le pire en voyant les incidents se multiplier dès la signature du traité et les Français refuser de châtier les coupables. L'entrevue de Siguiri n'aura donc pas lieu et Archinard devra renoncer aux rêves démesurés qu'il avait construits sur elle.

4°) ARCHINARD SUR LE HAUT NIGER.

Pendant que Bonnardot négociait avec Samori, Archinard était enfin entré en campagne. Les travaux du chemin de fer battaient alors leur plein et, le calme régnant du côté d'Amadu, le commandant supérieur pouvait enfin se consacrer aux questions militaires.

Kundyā. — Comme il venait d'orienter son action vers Samori et qu'il n'était pas en état de mener deux entreprises de front, on pouvait cependant croire qu'il n'aurait pas affaire aux Toucouleurs durant cette campagne. Dans la lettre du 3 janvier, il l'avait d'ailleurs confirmé au gouverneur Clément-Thomas. Soudain, après un assez long silence, il lui télégraphia le 21 février qu'il venait d'enlever le tata de *Kundyā*.

Cet acte allait réveiller soudain l'hostilité des Toucouleurs au moment où la colonne s'apprêtait à marcher sur le Haut Niger et le ralliement de Dinguiraye s'en trouvera retardé de deux ans. Il s'explique à première vue très mal, encore que Gallieni l'eût déjà suggéré (115). *Kaŋya-Forstner* vient d'éclairer ce mystère en démontrant qu'Archinard avait le besoin pressant d'un « fait de guerre » pour être porté au tableau d'avancement qui allait être arrêté en février. La nouvelle de l'assaut de *Kundyā*, accommodée à la gloire des vainqueurs, fut aussitôt télégraphiée à Brière-de-l'Isle, mais elle arriva quelques jours trop tard, et Archinard en montra tant d'amertume que Brière-de-l'Isle dut le rappeler à l'ordre : « Vous ne voyez plus les choses avec le calme et le sang-froid nécessaire en ce qui vous concerne personnellement ».

Archinard tenant à réaliser une exploit militaire dans les délais les plus brefs, *Kundyā* était le seul à sa portée, à moins qu'il n'ait attaqué de front les Toucouleurs, vers *Koniakari*, ce qui aurait ouvert une grande campagne dont il n'avait pas les moyens. Le succès paraissait assuré puisque tous les visiteurs avaient jugé la vieille forteresse incapable de résister. L'ennui était que, depuis la chute de *Murgula*, la place était tombée dans la mouvance de *Dinguiraye*, que Gallieni croyait avoir ralliée au système français et qu'un prétexte était difficile à trouver car ses défenseurs évitaient toute provocation. Archinard écrira bien qu'elle avait été renforcée pendant les pluies et troublait toute la région, mais ces prétextes tardifs ne seront pris au sérieux par personne. Il faut les mettre sur le même chiffre de 3.000 défenseurs qui figure dans le télégramme à Brière-de-l'Isle (21 février) et qui sera ramené dans le rapport au chiffre plus vraisemblable de 300.

Toujours est-il qu'Archinard quitta *Kayes* le 10 février et concentra à *Bafoulabé* une petite colonne (116). Il se présenta le 18 devant *Kundyā* mais, à sa grande surprise, il se heurta à une forte résistance. Il fallut un assaut sanglant pour enlever la place et le jeune lieutenant *Marchand* y reçut sa première blessure (117).

Agibu, furieux, rassembla son armée et s'avança jusqu'à *Tâmba*, mais il n'osa pas aller plus loin et s'engager dans un conflit ouvert, d'autant plus inutile que le mal était sans remède. Il n'en décida pas moins de rompre avec ces étranges alliés et il rejoignit bientôt les Samoriens qui l'appelaient dans l'*Ulada* (118).

Ayant ainsi acquis le titre qu'il cherchait, Archinard disloqua sa colonne à *Bafoulabé*, où il apprit le 1^{er} mars la signature du traité de *Nyako* et le retour de *Briquelot* à *Sigüiri* (119).

Buat. — La mission du *Futa-Dyalō*, désormais escortée par *Buat*, avait quitté *Donghol-Fella* le 27 janvier et avait été bien reçue par les Samoriens de l'*Ulada*. On a vu qu'elle avait été impuissante à reconforter les insurgés du *Balèya* et que ceux-ci avaient succombé peu de jours après son passage. À *Nora*, dans le *Kulunkalā*, le capitaine avait appris la signature imminente d'un nouveau traité avec Samori, et s'était risqué en conséquence à prendre officieusement possession du pays (120).

Troubles dans le Sud. — Archinard, qui procédait à l'inspection des postes français, avait cependant mis en route la mission Ruault pour pacifier le Bèlédugu et organiser les Bambara contre les Toucouleurs de Murdia (121), tandis que le lieutenant Morin construisait le fort de Nyamina, qui devait servir de base pour attaquer Ségou (122). Le commandant supérieur se préparait à visiter le Haut Niger pour veiller à l'exécution du traité de Nyako, mais les nouvelles qu'il reçut à Kita, où il séjourna du 16 au 23 mars, lui firent comprendre que ses relations avec Samori n'évoluaient pas comme il le souhaitait. Il apprit en effet que la collusion d'Agibu avec les sofas était flagrante dans l'Ulada, ce qui risquait de consolider la position de l'Almami dans l'Ouest.

Sur le Niger, Dyaulé-Karamogho, après avoir battu les insurgés du Kulunkalā, se cantonnait soigneusement sur la rive droite, mais les villages samoriens de la rive gauche se préparaient à passer le fleuve pour ne pas se soumettre aux Français (123). Les insurgés que ceux-ci hébergeaient sur leur rive s'agitaient d'ailleurs et il n'était pas facile de retenir des gens que l'on excitait depuis un an. Dyola Kèita, partant du Manding, venait de lancer un raid profond derrière le fleuve et la réaction du commandant de Bamako fut si molle qu'on pouvait le taxer de complaisance (124).

Samori se dérobe. — Archinard s'inquiétait d'ailleurs moins de ces troubles que du silence de l'Almami, qui ne parlait plus de venir à Siguiri. Voulait-il donc se dérober au rôle d'agent de la France que le traité lui avait assigné ?

Le commandant supérieur décida donc de hâter son départ pour le Haut Niger, espérant que sa présence arrangerait tout. Laisant sa compagnie à Kita, il marcha avec une faible escorte jusqu'à Siguiri où il arriva le 30 mars (125). L'interprète Samba Ibrahima l'avait quitté le 27 à Tugako pour remettre à Samori une lettre fort aimable qui insistait sur sa visite (126). Archinard attendit la réponse en piaffant d'impatience car l'approche des pluies compromettait tous ses projets. L'interprète ne rentra à Siguiri que le 8 avril, mais il était accompagné d'une importante ambassade samorienne (127). L'Almami, qui l'avait reçu fort courtoisement à Nyako, refusait absolument de venir en territoire français.

Dans les derniers jours de mars, un nouvel incident avait en effet porté son mécontentement à son comble. Le chef de Loilakoro, Sāmbatigi, réfugié à Dyumabana, avait envoyé son fils Numutigi et son frère Masitigi razzier la vallée du Fyé, où les sofas de Barka surveillaient les captifs qui cultivaient dans la région de Kundyā. Ce chef samorien étant en visite à Faraba, les insurgés avaient détruit Sambakolé, Kokoru et Tukoro où ils capturèrent sa famille. Barka était accouru en hâte pour leur couper la retraite mais il avait été vaincu à Wadafara (Banāfara) et toute la population razzée se trouvait sur la rive française.

Le 4 avril, en recevant l'interprète, Samori s'était étonné que les Français, qui lui interdisaient de poursuivre les coupables sur leur rive, aient toléré de tels actes quelques semaines après la signature du traité. La méfiance que lui avait inspirée Gallieni s'en trouvait fortifiée et il avait décidé de ne pas se mettre à la merci d'alliés aussi suspects (128).

Il ne voulait pourtant pas rompre avec eux, ce qui explique l'importance de l'ambassade qu'il envoyait à Archinard avec une lettre qui exposait son point de vue. Cette mission, qui comprenait des personnages de premier plan comme Mori-Kèravyu et le griot Kalaghè, était dirigée par son secrétaire Ansumana Kuyaté, porteur d'un cadeau en poudre d'or. L'Almami refusait donc toute collaboration active mais il était heureux pour le commandant supérieur qu'il cherchât à éviter le conflit car les pluies allaient commencer et les Français n'avaient pas assez de monde pour combattre sur le Haut Niger.

La colère d'Archinard fut pourtant extrême car son château de cartes s'effondrait d'un seul coup. Plus question d'un résident à Bisândugu, plus question de pénétrer dans la boucle du Niger, discrètement et sans dépenses, à l'insu de Paris. Avant de penser à redresser des torts peu discutables, le commandant supérieur voulait châtier l'insolent qui ruinait ainsi ses espoirs et le déconsidérer publiquement en humiliant ses partisans. Il fit donc une scène violente aux ambassadeurs dont il accusa le maître de violer le traité en évacuant ses partisans de la rive gauche tout en y envoyant Dyaulé-Karamogho et Soriba. Il est significatif qu'il n'ait pas relevé ces faits aussi longtemps qu'il croyait l'Almami dans son jeu. Il déclara pourtant qu'il admettait que des kèlètigi aient pu violer les ordres de leur maître, aussi allait-il se rendre en personne sur place pour voir ce qui se passait (129). Ansumana rentra en hâte à Nyako pour demander à Samori de rappeler d'urgence les sofas de la rive gauche et du Balèya. Kèravvu demeura avec Archinard qu'il allait accompagner dans l'espoir d'éviter des heurts qui pouvaient être sauglants.

L'affaire de Dugura. — Bien qu'il ne prévît toujours aucun combat sérieux, Archinard se voyait contraint d'improviser une colonne légère, ce qu'il fit en imposant un prélèvement massif à la garnison de Siguiri. Il traversa le Tènkiso au soir du 10 avril et remonta aussitôt la rive gauche du Niger à marches forcées.

Les anti-samoriens de Dugura, commandés par Tata Traorè, quittèrent Siguiri avec la colonne et celle-ci se grossit, le 12, à Dyumabana, de nombreux insurgés, notamment des guerriers de Kundyā (130). Une foule d'auxiliaires indisciplinés et violemment hostiles à l'Almami suivait donc Archinard quand il arriva le 14 avril à Nora, qu'il trouva « incendié et pillé » (131).

La zone samorienne commençait non loin de là, à Dugura, où Dyarèso, chef de la garnison, venait de recevoir en renfort 60 hommes que Dyaulé-Karamogho envoyait pour hâter l'évacuation du village. En apprenant l'arrivée d'Archinard, Dyarèso se rendit à Nora où il trouva la colonne installée pour la nuit. Il se retira rassuré, pensant avoir jusqu'au lendemain pour évacuer ses gens. Il tombait ainsi dans un piège soigneusement monté par le chef d'état-major Levasseur, car le commandant supérieur avait décidé d'empêcher à tout prix les gens de Dugura de traverser le fleuve. « Je voulais garder la population » écrira-t-il. Il désirait surtout infliger une humiliation retentissante à ces Samoriens notoires, de façon à combler les vœux de Tata qu'il allait introniser.

La nuit tombée, guidée des chasseurs de Nora, la colonne marcha en silence sur Dugura. A deux heures du matin, Archinard prit position devant le village et envoya Kèravvu réveiller Dyarèso pour lui annoncer que les Français attaqueraient dans vingt minutes si les sofas ne se retiraient pas, sans rien emporter. Kèravvu rentra dans les délais, annonçant que Dyarèso acceptait, mais demandait un peu de patience. Toute la population samorienne du village s'était cependant réveillée, affolée, et commençait à traverser le fleuve en emmenant quelques hardes. Archinard, qui ne l'entendait pas ainsi fit alors sonner le rassemblement et tirer à blanc, ce qui déclancha une terrible panique. Enfin, à l'aube, il lança en avant les hommes de Tata, qui incedièrent et mirent à sac le quartier samorieu avant de s'installer en maîtres dans la place (132).

Occupation de Kouroussa. — La colonne repartit le 15 au soir et arriva le 17 à Kouroussa sans avoir rencontré la moindre opposition (133). La ville était déserte car ses 1.500 habitants, généralement favorables à Samori, étaient passés sur la rive droite. Archinard envoya le soir même un ultimatum à Dyaulé-Karamogho, menaçant de franchir le fleuve et d'attaquer Babila si la population ne rentrait pas. La plupart des réfugiés, refoulés par les sofas, réoccupèrent le

village le soir même. Les survivants de la révolte se regroupèrent aussitôt sous la protection française et Archinard donna le commandement de l'Amana (rive gauche) à Madifin Kèita, parent de Bèrèté-Mudu (134).

Le même jour, le commandant supérieur avait reçu de Dyaulé-Karamogho une lettre qu'il qualifia de respectueuse car le fils de Samori, certainement inquiet, affirmait sa déférence pour le traité (135). Le 18, Archinard renvoya Kèravyu à Nyako avec une nouvelle lettre menaçante pour Samori, mais qui ménageait cependant l'avenir en proposant l'installation d'un résident français (136).

Archinard commença aussitôt la construction du fort de Kouroussa, sur le plateau latéritique qui sépare le village du gué du Niger. Il n'avait pas l'intention d'installer des troupes plus à l'ouest, par crainte de donner l'éveil aux Britanniques. Il voulait cependant nettoyer la rive gauche des sofas jusqu'aux frontières du Futa-Dyalō et en profiter pour reprendre en main Agibu dont l'hostilité devenait gênante.

Archinard dans l'Ulada. — Dyaulé-Karamogho avait ordonné à Soriba d'évacuer l'Ulada, mais celui-ci paraissait peu pressé d'obéir (137), si bien qu'Archinard partit pour l'ouest dès le 19. Deux jours plus tard à Sānyana il reçut la soumission de Tēnēnkālè-Lay, qu'il accepta en dépit de son passé samorien. Le 21, à Sanisiya, il rencontra Sako-Bakari, qui accourait du Firiya pour reconstruire Fono, et fut aussitôt nommé chef du Balèya (138).

La colonne entra dans l'Ulada le 22, marchant droit sur Bānko où elle croyait Agibu et Soriba concentrés. Le renseignement était exact mais personne ne voulait combattre les Blancs, si bien que l'approche d'Archinard mit tout ce monde en mouvement. Agibu se retira à Kānkaya puis à Logorōmbo, avant de rentrer à Dinguiraye (139). Soriba, encombré par une lourde colonne de captifs, s'était porté sur Kèbèya avec l'intention de traverser le Niger en amont de Kouroussa pour regagner le Sānkarā. Il fut surpris par la vitesse des Français et cacha ses hommes dans le village de Kèbèya dont le chef annonça à Archinard la retraite des Toucouleurs et affirma que les sofas avaient fui vers l'ouest depuis une heure à peine. Le commandant continua sa marche en hâte, sans entrer dans la place, mais il captura peu après des sofas isolés qui vendirent la mèche. Il fit aussitôt demi-tour et surprit les Samoriens dans Kèbèya qui fut incendié et détruit. Soriba parvint à fuir avec une partie de ses hommes et à gagner la rive droite mais il avait perdu tous ses biens (140).

Après cette exécution, Archinard se retira à Sanisiya où il resta jusqu'au 24 pour régler les problèmes de la frontière occidentale. Dyaulé-Karamogho avait ordonné à l'Ulada de se soumettre aux Blancs et le commandant supérieur reçut une ambassade de ces fidèles Samoriens (141). Pour ne pas alerter Freetown, il renonça à leur imposer le protectorat français, mais il leur fit signer un traité de paix qui proclamait leur indépendance à l'égard de l'Almami. Il était en fait maître de ce pays et pouvait donner la main, par cette route, aux insurgés qui tenaient encore le Firiya et le Sānkarā occidental. Samori se trouvait donc à nouveau séparé du Futa-Dyalō, auquel Archinard écrivit dès le 23 pour le rassurer sur les intentions de la France (142).

Quant à Agibu, furieux mais impuissant, il se résigna à l'hégémonie des Blancs, qui l'encerclaient sur trois côtés, et il songea même à l'utiliser. Il allait écrire en mai à Archinard pour s'excuser et demander la permission d'annexer l'Ulada, ce qui lui sera sèchement refusé.

Ces résultats considérables avaient été obtenus sans combat, si l'on excepte l'escarmouche de Kèbèya, et Archinard prit le chemin du retour en pleine euphorie. Il était le 25 avril à Kouroussa dont il laissa le commandement au lieutenant sénégalais Benis. Il arriva le 30 à Signiri d'où il repartit le 3 mai pour gagner Bamako en longeant le fleuve.

Une rupture imprévue. — Dans l'esprit d'Archinard, cette promenade militaire avait brisé l'orgueil de Samori, qui allait désormais se résigner au rôle de satellite qu'avait défini le traité de Nyako (143). Comme il savait fort bien que les griefs de son partenaire étaient largement fondés il avait ordonné le 2 mai, avant de quitter Siguiri, de procéder à une enquête serrée sur le raid de Sambatigi et de faire rendre gorge à ce dernier. Le capitaine Besançon s'étant heurté à la mauvaise volonté du chef de Loilakoro décida de faire un exemple : Sambatigi fut fusillé le 6 mai à l'aube en présence de Dyèmoni (144).

Archinard annonça la nouvelle à Samori par une lettre datée de Bamako le 9 mai (145). Il espérait que ce geste, venant après sa démonstration de force, déciderait Samori à se tourner vers lui, mais il avait l'inconséquence de refuser la restitution des captifs enlevés par le condamné et il persistait à user d'un ton menaçant. C'est ainsi qu'il interdisait sechement à son partenaire de renouer avec la Sierra-Leone, exigence qui eût été peu raisonnable s'il n'avait pas posé comme prémisses que Samori avait opté pour le système français.

Le commandant supérieur en était justement convaincu et, après avoir imposé à son gouvernement l'occupation de Kouroussa, il croyait pouvoir se détourner du Sud pour se consacrer à des tâches plus urgentes. Le ralliement de Samori lui permettait de se consacrer à ses objectifs principaux, l'élimination des Toucouleurs et l'ouverture à la France de la vallée du Niger. Au cours de son séjour à Bamako, il visita la base de la flotille du Niger à Koulikoro et imposa aux canonnières, pour la période des hautes eaux, un programme de reconnaissances vers le Masina qui devaient préluder à l'attaque de Ségou (146). Il envoya le 31 mai au capitaine Underberg, nouveau commandant de Bamako, une longue lettre où il décrivit le matériel de siège qu'il devait préparer en vue de cet assaut (147).

Quand Archinard quitta Bamako, le 19 mai, il était bien décidé à extorquer au gouvernement, dès son retour en France, l'autorisation d'occuper Ségou et les moyens nécessaires à cette belle action.

Le 23, en arrivant à Kundu, il apprit par télégramme que Kèravvyu était revenu à Siguiri pour restituer le texte du traité que Samori venait de dénoncer.

5°) L'ÉCHEC D'ARCHINARD.

La rupture du traité de Nyako mérite un examen attentif car elle sera paradoxalement donnée en exemple de la mauvaise foi de l'Almami et servira de prétexte à l'attaque brusquée d'Archinard en 1891.

Rancœur de Samori. — Ses motifs sont pourtant très clairs et Samori les a exposés nettement dans la lettre que Kèravvyu apportait avec le traité (148). Après avoir rappelé les coups de main lancés contre son territoire, il s'indignait de la façon dont Archinard avait traqué ses partisans de la rive gauche, pour les châtier de façon spectaculaire, alors qu'ils avaient ordre de ne pas résister aux Français. C'est là le point essentiel, et il prouve que la psychologie de Samori échappait à ses partenaires européens. Le raid punitif d'Archinard, organisé dans le but d'abaisser son orgueil, avait seulement accru son mépris pour la mauvaise foi des Blancs. Le traité qu'il veait de signer n'étant appliqué que dans ses clauses favorables aux Français, et entraînant pour lui d'intolérables vexations, il lui paraissait honnête de le renvoyer. En le gardant, il aurait consacré cette humiliation et accepté le rang d'humble agent des Français, ce à quoi il n'avait jamais consenti.

Incompréhension d'Archinard. — Archinard trouva ce geste « étonnant et incompréhensible ». « Est-ce l'acte d'un fou, une simple fanfaronnade ou le coup de tête d'un homme réduit au désespoir, qui sent son Empire crouler ? » (*F.O.M., Sén. IV-93*).

Cette surprise du commandant supérieur est en soi bien surprenante si l'on considère qu'il venait de mener sa campagne avec la volonté ouverte d'humilier son partenaire. C'est dans ce dessein qu'il avait brutalisé et livré à leurs ennemis les gens de la rive gauche qui demandaient seulement à émigrer. Il nous informe lui-même de la colère terrible de l'Almami contre Dyaulé-Karamogho qui avait livré la population de Kouroussa et contre Kèravvyu qu'il songea à dépouiller pour avoir assisté passivement à l'exécution de Dugura (149).

Comment donc Archinard n'a-t-il pas compris qu'il ruinait le peu de confiance que Samori gardait en la bonne foi de la France après la politique de Gallieni ? C'est tout simplement qu'il ne concevait pas qu'un souverain africain puisse avoir un souci de l'honneur et de la dignité, et se sentir obligé envers ses partisans. Sachant que son partenaire était conscient de sa faiblesse, il se trouva incapable d'expliquer qu'au lieu d'une soumission servile, ses avances aient provoqué un réflexe de fierté. Il ne voudra y voir qu'une grossière manifestation de vanité : « Samori, déçu, ne peut en prendre son parti : il fait le fanfaron devant nos envoyés ». (*A.O.M. Sén., V, Historique*).

Archinard ne comprendra jamais qu'il avait creusé un abîme entre son partenaire et la France, mais les lettres qu'adressait l'Almami à des commerçants indigènes du Sénégal et du Soudan sont éloquentes à ce sujet : le thème de la félopie française y reviendra désormais obstinément (150).

Ayant ainsi jugé ses mauvais alliés, le souverain ne pouvait plus consentir à rester en tête-à-tête avec eux et la reconquête de la route de Freetown devenait pour lui une nécessité vitale. C'est sans doute alors qu'il prit conscience de l'ambiguïté des clauses territoriales de Nyako. Les Français prétendaient le priver du Solimana et du Kurânko occidental, qu'ils étaient bien incapables d'occuper, à seule fin de l'empêcher de s'armer chez les Britanniques. Ils ne se contentaient donc pas de le piller et de le déshonorer, ils voulaient le réduire à leur merci. Quand Samori comprit que ces cessions de territoires équivalaient à un suicide politique, il décida aussitôt de les annuler et il pensa que la seule façon honnête de le faire était la dénonciation du traité tout entier.

Sa vaine obstination. — Archinard avait donc atteint le contraire du but qu'il visait et sa colère était bien naturelle si l'on considère l'importance de l'enjeu.

Avec l'aide de Samori, il pouvait investir et étouffer, aux moindres frais, la Sierra-Leone et le Futa-Dyalô. Sans lui, un effort militaire considérable eût été nécessaire pour y parvenir, ce que la priorité donnée à Ségou rendait tout à fait impossible. Les brillants projets de liaison avec la côte de l'Atlantique butaient ainsi sur le caprice d'un souverain africain.

Archinard refusa d'abord d'accepter cet échec car il n'avait aucune idée de la rancœur que ses procédés avaient inspirée à Samori et qui allait empêcher toute réconciliation. Il s'avisa que le traité avait été renvoyé avant que soit connue l'exécution de Sâmbatigi et il en conçut l'espoir que cette nouvelle ramènerait son partenaire à de meilleurs sentiments, sans comprendre qu'il avait déjà annulé ce geste par son obstination à ne pas rendre les captifs enlevés. Il écrivit donc le 23 mai une lettre confuse où il mêlait des explications embarrassées sur le raid de Kouroussa à de lourdes menaces, si la rupture était confirmée et à de brillantes promesses si l'Almami changeait d'avis (151). Il espérait que Kèravvyu porterait cette lettre à son maître en lui rendant le

traité, mais l'envoyé refusa obstinément de se prêter à cette manœuvre. Malgré une longue conversation télégraphique qu'il eut le 27 mai avec le commandant supérieur, alors à Kita, l'ambassadeur de Samori prit le chemin du retour sans le texte signé à Nyako (152).

Archinard décida alors de confier une nouvelle mission à l'interprète Samba Ibrahima, qui quitta Siguiri le 30 mai avec le traité et une nouvelle lettre dans laquelle le commandant faisait un dernier effort de persuasion. Sans renoncer aux menaces, il s'étendait sur l'avenir favorable que l'amitié française ouvrait à Samori (153).

Mais il était trop tard pour recoudre. Samba Ibrahima fut reçu très froidement et rentra le 15 juin à Siguiri sans avoir pu rendre le traité (154). Les populations ne s'y trompèrent pas car le bruit courut aussitôt que Samori allait attaquer la rive française entre Bamako et Siguiri (155).

Samori obtient un sursis. — Archinard organisa la surveillance du fleuve pour calmer les esprits, mais il savait fort bien que son ancien allié avait assez à faire pour reconstruire un Empire en miettes et qu'il ne songeait nullement à s'attaquer aux Blancs. L'historique qu'il joindra à son rapport prouve qu'il n'assimilait nullement le renvoi du traité à une déclaration de guerre, mais qu'en refusant de se soumettre au système français, Samori s'était condamné à ses yeux. Archinard pensait qu'il n'arriverait pas à reconstituer sa puissance, si bien qu'il pourrait le supprimer tranquillement quand il en aurait le loisir (156). Il est vrai que, sur ce point, il était mauvais prophète et c'est seulement quand il en prendra conscience qu'il invoquera la rupture de Nyako pour justifier l'attaque brusquée de 1891.

En attendant, l'ancien allié ne gênait la France que dans la mesure où il paralysait son action vers les Rivières du Sud et le Futa-Dyalō. Cette situation eût consterné Gallieni mais les Soudanais ne s'en souciaient guère, encore qu'Archinard ait craint qu'un trop grand retard ne permette aux Britanniques de réagir dans cette région. Le lieutenant Levasseur, son chef d'état-major, rédigea en août une « note sur les pays cédés à la France par Samori », où il préconisait l'envoi d'une colonne de Kouroussa à Benty et l'occupation rapide de Falaba. Il semble bien que c'était là un simple exercice d'école car le commandant supérieur n'avait nullement l'intention de détourner ses forces vers ce front secondaire, et il faudra attendre cinq ans pour que les troupes du Soudan débouchent sur les Rivières.

La passivité de Samori ne créant aucune menace sur sa droite, Archinard décida de poursuivre en toute quiétude son grand dessein, c'est-à-dire l'élimination des Toucouleurs et la descente du Niger par les armées françaises. Ses déboires diplomatiques n'avaient donc rien changé à ses projets quand il quitta Kayes, le 26 juin, pour rentrer en France (157).

6°) ÉTABLISSEMENT D'UN MODUS VIVENDI.

Conformément à la volonté du commandant supérieur, l'hivernage de 1889 allait ouvrir deux années de paix relative sur la frontière samorienne. Il avait invité son intérimaire, le chef de bataillon Colonna de Giovinnella, à ne pas bouger et « à maintenir le statu quo », ce qu'il n'eut aucune peine à faire (158).

Tension sur le fleuve. — Des incidents locaux eurent pourtant lieu et il allait s'en produire périodiquement jusqu'à la reprise des combats en 1891. Ils étaient inévitables du moment qu'une franche collaboration s'avérait impossible entre Samori et les Français. Comme ceux-ci refusaient de rendre les sujets de leur ancien allié, qui demandaient asile, la population était poussée à émi-

grer au moindre danger. Il était ensuite difficile d'empêcher des réfugiés, en proie à la famine sur la rive gauche, de traverser le fleuve pour razzier leurs anciens domaines. Or le passage des sujets de Samori en territoire français ne cessa jamais, surtout dans la région de Siguiri où le capitaine Besançon connaitra bientôt une situation alimentaire tragique (159).

Incidents de l'Ulada. — En dehors de ces petits événements qui entretenaient l'inquiétude, la région de Kouroussa connut une alerte assez grave en juin et juillet. Le lieutenant Bénis se tenait coi dans le fort avec sa maigre section, mais Dyaulé-Karamogho, posté à Babila, ne songeait pas à l'attaquer bien que ses patronilles sur les gnés du fleuve aient semé l'inquiétude sur la rive française.

Dans le courant de juin, le fils de Samori prit d'ailleurs le chemin du Kuränko en laissant seulement des petites garnisons à Balā et Baro, sous les ordres d'Arafū (160). Ce calme aurait persisté si Soriba, qui tenait toujours Wasaya, n'avait pas entrepris au même moment de traverser le fleuve. Il n'avait certainement pas l'intention de s'en prendre au fort français mais il voulait retourner dans l'Ulada pour récupérer les 600 élèves qu'il avait laissés dans les écoles coraniques de Nono et de Bänko. L'ordre de marcher vint cependant de Samori, qui voulait ainsi rouvrir sans plus tarder la route du Futa-Dyalō que fermaient toujours les insurgés du Firiya et de l'Ularedū. Archinard ayant refusé son protectorat à l'Ulada, Samori espérait qu'il n'y verrait pas une provocation et la petite garnison de Kouroussa paraissait incapable d'intervenir avant la fin des pluies. Soriba pourrait donc se maintenir sur la frontière du Futa-Dyalō, en pays ami, jusqu'à la fin de l'hivernage, après quoi il se retirerait dans le Firiya, où la révolte serait matée entre temps, et où il s'installerait pour protéger cette route plus méridionale. Samori écrivit donc à ses fidèles, Satamori et Usnba, pour les inviter à recevoir Soriba chez eux.

C'est sans doute pour couvrir son passage que les sofas de Baro vinrent escarmoucher le 20 juin au gué de Kouroussa (161). Soriba traversa le fleuve en amont de Fasia et s'enfonça dans la brousse déserte du Balèya méridional. Une surprise désagréable l'attendait dans l'Ulada car les succès d'Archinard avaient finalement ébranlé ce bastion samorien. Un parti hostile, qui venait d'assassiner Satamori, lui ferma les portes de Bänko (162) si bien que Soriba se rendit chez Usuba, qui lui fournit des renforts et il se prépara à hiverner à Nono. (Début juillet).

Le lieutenant Bénis, bien que ses instructions lui aient interdit de quitter Kouroussa, voulut d'abord confier une reconnaissance aux auxiliaires du Balèya, commandés par Sako Bakari. Quand il eut constaté leur manque de zèle, il demanda à Besançon la permission d'éloigner ses hommes du poste puisque le départ de Dyaulé-Karamogho avait écarté tout danger. Le sergent Mamadu Amadu quitta donc Kouroussa le 21 juillet avec 12 tirailleurs et cette petite colonne, après avoir marché lentement en compagnie des guerriers du Balèya, prit d'assaut Nono le 6 août (163). Soriba s'enfuit avec ses gens et, après avoir été refoulé par Agibu, il trouva asile au Futa-Dyalō, où l'Almami Amadu l'installa à Dyogofu près de la frontière. (Yogofu, diwal de Fodé-Hadyi).

Alfa Mamadu Isa remplaça Usuba comme chef de Nono et présenta sa soumission à Bénis. Besançon, informé, décida que le moment était venu d'imposer à l'Ulada le protectorat français et, comme aucun notable n'acceptait de se rendre à Siguiri, il annonça qu'il visiterait le pays après les pluies.

Il séjourna effectivement à Kouroussa du 29 septembre au 13 octobre 1889 et son rapport nous peint la région dans un triste état d'anarchie. Partout des aventuriers se réclamant des Français mettaient à sac les populations craintives, tandis que les anciens insurgés brimaient les

Samoriens qu'Archinard avait contraints à rester dans le pays. Après avoir rétabli un peu d'ordre, Besançon conclut le 6 octobre un traité de protectorat avec les gens de l'Ulada qui lui avaient rendu visite (164).

Ce pays non occupé, allait rester longtemps une zone instable et dangereuse, mais il était désormais dans la mouvance française, qui atteignait grâce à lui les frontières du Futa-Dyalô. Les insurgés du Sankarâ Ularèdu en conçurent des espoirs fort peu fondés, qui les incitèrent à prolonger vainement la résistance. En dehors des gens de Kouroussa, poussés par les Français, personne ne leur apporta la moindre assistance et les colonisateurs ne se souciaient guère de ce secteur oublié de leur front. Voué à de médiocres incidents, la frontière samorienne du Haut Niger allait connaître de longs mois d'obscurité.

Fin des illusions. — Cette situation convenait parfaitement à Samori. Après Gallieni, qui désirait l'éliminer non par les armes mais par l'intrigue, Archinard avait voulu l'utiliser en l'humiliant, et ces deux expériences lui suffisaient. Il s'était trouvé en travers des ambitions françaises quand Gallieni avait détourné celles-ci vers le Sud, en direction de la Côte des Rivières, mais voici que les militaires de pure orthodoxie soudanaise reportaient leurs efforts vers les savanes du Nord.

Samori gagnait ainsi le sursis qui lui était nécessaire et il ne demandait qu'à se faire oublier le plus longtemps possible. Ayant renvoyé le traité de Nyako, mais non celui de Bisândugu, il pensait que ce dernier était toujours en vigueur, et c'est sans doute ce qui explique que le souvenir du premier ait complètement disparu de la tradition orale. Bien qu'il fût par conséquent en paix avec la France, et qu'il souhaitât le rester le plus longtemps possible, Samori savait désormais qu'une lutte à mort était inévitable à moins qu'il ne consentît à se soumettre humblement. Il ne se faisait sans doute guère d'illusions sur son issue et c'est alors qu'il paraît avoir conçu pour la première fois l'idée qu'il aurait un jour à évacuer son terroir natal pour chercher asile dans l'Est.

En attendant, il employa au mieux le temps dont il disposait pour se mettre en état d'affronter ces épreuves. Dès que la menace française parut diminuer, il banda toutes ses forces pour en finir avec la rébellion, reconstruire son Empire en ruine, et organiser une armée capable de tenir tête aux Blancs. Il put le faire en toute quiétude car la menace de Tyèba, qui pesait depuis si longtemps sur sa frontière orientale, allait bientôt s'estomper.

D) FIN DE LA GUERRE CONTRE TYÈBA

Le redressement de Samori, qui avait profondément déçu les Français, n'aurait sans doute pas été possible si Tyèba, après sa difficile victoire, avait poursuivi l'Almami et l'avait attaqué dans ses anciens domaines avant qu'il n'ait pu écraser les insurgés les plus dangereux. C'est bien dans cet espoir que Gallieni avait couronné son travail de sape en s'unissant à Tyèba par un traité qui devait remplacer celui de Bisândugu une fois Samori disparu. Le colonel était soucieux de lier Sikasso au système français, non seulement pour s'ouvrir la Boucle du Niger, mais pour inciter son partenaire à occuper les territoires que Samori allait laisser disponibles. Jusqu'à la fin de 1888, les autorités coloniales restèrent convaincues que les événements allaient répondre à cette attente. Besançon à Siguiri et Underberg à Bamako attendaient fébrilement les nouvelles de

la poursuite que Tyèba ne pouvait manquer d'engager et de la chute de Samori qui devait en résulter. Les fausses nouvelles des dyula, toujours soucieux de plaire à leurs interlocuteurs, entretenirent un moment ces illusions, mais il fallut finalement reconnaître que les choses ne se passaient pas comme Gallieni l'avait prévu.

Samori se débattait sous les ruines de son Empire, mais Tyèba, épuisé, n'était pas en mesure d'exploiter la situation. Il fut bientôt évident qu'il se souciait davantage de reconstituer ses forces que de s'acharner sur un adversaire qui remontait déjà la pente à force d'énergie et d'habileté.

Retraite sur Bafagha. — Durant le tragique mois d'août 1888, l'Almami avait trouvé le salut en organisant de main de maître la retraite des débris de son armée. Tandis qu'il partait presque seul, par une nuit pluvieuse, pour lever les troupes nécessaires à la réperasson du Wasulu, il avait su utiliser au mieux les forces qui lui restaient de façon à décourager une offensive de Tyèba. Tandis que Managbè-Mamadi se retirait sur Bafagha avec le gros, Bilali et Alfa remontèrent le Bagoé avec une forte armée pour aller appuyer les Samoriens du Fölöna. Ils détournaient ainsi le Faama d'une poursuite trop pressante en menaçant ses arrières.

Managbè-Mamadi, bien secondé par deux anciens lieutenants de Kémé-Bréma, Folönka-Mori et Nānkumā-Musa, quitta Sikasso cinq jours après son père et parvint à repasser le Bagoé sans trop de peine. Il repoussa des attaques de Tyèba, qui le suivait avec prudence, à Fulinkoro et Dukurèla (165). Les gens du Kénédugu passèrent le fleuve et détruisirent le camp des Samoriens à Tyèkōngoba, mais ils ne poussèrent pas plus loin et le Baninko resta fidèle à l'Almami, de même que Bendoghobugu situé plus en amont. La zone déserte du Syōndugu et du Fulala séparait de ce côté les adversaires et l'armée de Bafagha, rentrée dans ses quartiers, se reconstitua rapidement grâce à des partisans fidèles comme Fadyi-Koné, le chef de Kumāntu (septembre 1888).

A l'est du Bagoé, Tyèba restait le maître et ses partisans, qui avaient passé le siège à Sikasso, rentraient chez eux pour se venger, dans le Kāmpo et le Gana, de leurs compatriotes qui avaient accueilli l'ennemi (166). Après avoir rétabli son autorité, le Faama rentra dans sa capitale où il massa une armée destinée à châtier les Turka de Banfora, qui avaient profité des événements pour s'émanciper.

Les Samoriens au Fölöna. — Pendant que le gros des Samoriens se retirait ainsi sans encombre, l'armée destinée au Fölöna avait gagné en hâte le sud, en poussant ses colonnes sur les deux rives du fleuve. La première, sous les ordres d'Alfa, oncle de Dyaulé-Karamogho, quitta Managbè-Mamadi vers Kérékā (Nkurala), détruisit dans le Sud du Gana des villages qui s'étaient ralliés à Tyèba vers la fin du siège et traversa le Bagoé à Fala (168). Contournant Nangakā (Nangalaso), il rejoignit à Tyōñi les Sénuso de Nānkorozyé. Bilali, de son côté, marcha par le Yēngé (Nyēngelédugu) qu'il punit durement de sa fidélité à Tyèba (169), puis il franchit le Bafiñ-Ni à Pyamā et rejoignit à Fōru (Furu) le chef Fā'āmpé, dont la haine pour Sikasso ne faiblissait pas (septembre 1888).

Les Samoriens adoptèrent aussitôt une attitude résolument offensive à l'est du Bagoé car ils savaient que Tyèba ne pouvait s'éloigner en abandonnant le Fölöna qui l'avait soutenu pendant tout le siège et que Pégé menaçait déjà par l'est. Tandis qu'Alfa, à Tyōñi, escarmouchait contre Nangakā (Nangalaso), Tēngrèla et Pa'ara (Papara), Bilali s'en prit donc sur l'autre rive du fleuve aux gros villages voisins de Fōru. Il attaqua d'abord les Samogho de Banāso qui menaçaient Fōru depuis le début de la guerre. Incapable de bloquer la place, il eut recours à des razzias et à plusieurs assauts échelonnés sur une longue période (170). Banāso tint bon mais le village voisin de Watyali fut détruit, ainsi que le gros centre de Gwéné, malgré la résistance de son chef, Natya. Celui-ci trouva refuge à Dyū, qui refusa de le livrer, malgré l'injonction des sofas, et repoussa bientôt leur attaque (octobre ?).

Tyèba à Tēngrèla. — Tyèba avait envoyé Syaka surveiller le Haut Bagoé, mais celui-ci, installé au gué de Tyèdyugubugu pour soutenir Nāngakā, n'osa pas intervenir. L'agressivité des Samoriens du Sud détermina finalement le Faama à envoyer ses meilleures troupes contre eux, ce qui était précisément le but qu'ils recherchaient.

Dès son retour du Turka, Fanyanama alla rejoindre Syaka tandis que le fameux Kèlètigi Bèrètè s'installait à Banāso (novembre 1888). Tyèba en personne rejoignit son frère sur le Haut Bagoé vers le mois de décembre (171). Comme il était accompagné des chefs bāmbara qui vivaient à Sikasso depuis la révolte de 1886, il paraît évident qu'il voulait prendre l'offensive de ce côté, de façon à contourner par le sud la zone déserte qui l'isolait de Bafagha.

Les événements se déroulèrent alors à un rythme rapide. La colonne de Fanyanama battit Alfa à Woblé, d'où il menaçait Nāngakā, puis elle s'empara de Kadyana, qui tenait pour Samori, et entra à Morokyèni où elle fit sa jonction avec les Bandyé de Dèbètè (172). La plus grande partie du Nyéné se rallia aussitôt et Alfa, rejeté dans Tyōñi, le dos au Bagoé, se vit couper la retraite vers l'ouest.

Tyèba fit aussitôt franchir le Kānkéla-Ba à ses gens, qui prirent d'assaut Ntyūala où Daba Konaté, le chef samorien du Gbāntyédugu, trouva la mort. Wakoro fut hientôt reconstruit et Tyèba chargea un chef fidèle de gouverner la région (173).

Tandis qu'il séjournait à Tēngrèla, son pouvoir s'étendit au-delà du Banifiñ, car ses partisans, rentrant d'exil, se hâtaient alors en tous sens pour reconstruire leurs villages détruits, non seulement dans le Vāndugu et le Tudugu, mais jusque dans le Sibirila, où Saghaba Koné se retrancha à Saghaba-Dyasa (174). Ce chef menaçait ainsi la route de Ntèntu à Odienné et cette audace, au moment où chacun attendait la venue de Tyèba, suscita un nouveau foyer d'insurrection chez les Bambara. Le chef de Bougouni, Tyèkoro-Ulé, venait de quitter Alfa et rentra chez lui pour réclamer du secours quand il eut l'imprudence de passer la nuit à Urumpana. Son hôte, Dyingé Koné, le fit tuer pendant la nuit et envoya sa tête au Faama de Sikasso (décembre 1888 ou janvier 1889). Le Zana tout proche resta fidèle, mais les Fula du Bilāntuma s'agitaient déjà sur la frontière du Wasulu où Samori venait tout juste de réprimer la révolte.

Le pays s'ouvrait donc à Tyèba, s'il voulait frapper Samori au cœur même de son Empire ravagé, mais il ne pouvait pas s'y engager tant que l'armée du Fōlōna se maintiendrait dans son dos.

Evacuation du Fōlōna. — Alfa et Bilali venaient justement d'appeler au secours Managbè-Mamadi et se regroupaient pour essayer de se dégager. C'est ainsi qu'ils lancèrent une offensive convergente contre le Nofwēō (Nafana), qui gênait leurs communications. Accompagné des guerriers de Fōru, Bilali fit une feinte sur Ngokho puis traversa le Bagoé par surprise et marcha sur Pa'ara (Paparā) où il retrouva Alfa qui venait de Tyōñi (175). Les deux colonnes réunies attaquèrent le village mais elles furent prises à revers par Tyèba, accourant de Tēngrèla et durent se retirer à l'abri des murs de Tyōñi (février 1889). Les Samoriens s'y trouvaient plus ou moins bloqués quand Managbè-Mamadi, qui avait quitté Bafagha et traversé à marches forcées le désert du Syōndugu tomba sur les arrières de Tyèba et enleva Moribugu, près de Nāngakā (Nangalaso) (février ou mars 1889) (176). Le fils de Samori fit sa jonction avec les kèlètigi et, bien que ceux-ci fussent encore en état de combattre, il décida d'évacuer cette région, trop excentrique pour être défendue. Il ramena tout le monde à Bafagha d'où Alfa et Bilali furent rappelés par l'Almami qui avait d'autres tâches à leur confier (mars 1889) (177).

Nankoro-Zyé Traorè restait seul à Tyōñi, au milieu de voisins haineux, avides de détruire son village, et soutenus par la puissante armée de Sikasso. Il ne semble pas qu'il ait tenté une

négociation impossible. Abandonné par les gens de Samori, il s'obstinera à proclamer sa fidélité à l'Almami et à préparer une résistance à outrance. Il n'eut pas à faire la preuve de sa résolution car sa puissante forteresse, bien ravitaillée, aurait exigé un siège long et coûteux auquel Tyèba ne se risqua pas.

Satisfait d'avoir débarrassé la région des sofas et pressé d'exploiter une situation favorable, il s'était enfoncé dans l'Ouest où ses partisans l'appelaient pour défendre leurs villages reconstruits. Tyōñi et Fōru formeront donc jusqu'à la fin de 1891 un bizarre îlot d'allégeance samorienne au cœur du domaine de Sikasso (178). Nānkoro-Zyé livrera des escarmouches continuelles à ses voisins, qui s'appliquaient à gêner ses cultures, mais il ne sera jamais sérieusement menacé avant le fameux blocus auquel Marchand participera spectaculairement deux ans plus tard. Réduite à la défensive, Tyōñi ne gênait d'ailleurs plus Tyèba et celui-ci avait pu s'enfoncer au cœur de l'Empire ennemi dès que les sofas eurent évacué la région. La diversion du Fōlōna faisait donc long feu et Samori, qui comptait beaucoup sur elle, ne cacha pas son mécontentement. Bien que son étoile brillât d'un éclat nouveau au début de 1889, au point qu'il ne fut plus sérieusement en danger, il reprocha vivement à Managhè-Mamadi cette évacuation hâtive effectuée sans son aveu. Il humilia même son fils en plaçant l'armée de Bafagha sous le contrôle de Fila-Kali et la rancœur qu'il lui inspira ainsi ne devait pas être étrangère à l'absurde révolte de novembre 1889.

Tyèba chez Saghaba. — Tyèba, suivi de Fanyanama, traversa donc le Kānkélaba pour rejoindre son vassal Saghaba dans le Sibirila. Il y tomba malade et y demeura avec une faible escorte tandis que Fanyanama menait l'armée à Fulalaba dans le Bilāntuma, dont le chef, Soriblé, venait de se rallier (vers mai 1889). Ce mouvement était très important car il coupait définitivement la route d'Odienné à Bamak et pouvait s'ouvrir celle de Nyako à travers le Wasulu dévasté.

La haute vallée du Baulé risquait dès lors d'échapper aux Samoriens, qui y étaient peu nombreux depuis que Bolu-Mamudu avait rejoint l'Almami dans l'Ouest. Tyèba arrivait sur les frontières du Wasulu, encore frémissant d'une terrible répression, et Arcbinard crut un instant que son objectif était Ntèntu (Tenintou). Inquiet des mouvements français et gêné par ses échecs du Haut-Konyā, Samori restait immobile à Nyako, tandis que la révolte du Kabasarana retenait son gendre Amadu à Odienné.

La résistance à Tyèba fut donc improvisée. Ce fut l'œuvre d'un Samorien convaincu, le chef du Gwanā, Farabalay Dyakité, qui regroupa à Kologo un certain nombre de petits détachements. Quand l'avance de Tyèba devint menaçante, Managhè-Mamadi, déjà ulcéré par les critiques de son père, décida de faire preuve d'énergie. Il donna rendez-vous à Farabalay à Dafina et les deux colonnes marchèrent sur Saghaba-Dyasa en remontant le Banifiñ (179).

Les gens de Sikasso frôlèrent alors le désastre. Tyèba, toujours malade, n'avait que peu de monde et faillit être pris. Il réussit cependant à tenir, retranché dans le dyasa, et à prévenir Fanyanama qui revint en hâte du Bilāntuma, prit les assaillants à revers et les écrasa (180). Managhè-Mamadi réussit à fuir mais Farabalay fut capturé avec de nombreux autres chefs et les Sénufo restèrent maîtres du pays (fin juillet 1889) (181).

Tandis que Tyèba allait s'installer à Tēngrèla, Fanyanama retourna alors au Bilāntuma et fit sonder les gués du Baulé en vue d'une offensive vers Ntèntu ou Nyako (182). Comme Samori combattait encore les rebelles dans le Konyā et le Kurānko, ce revers découvrait dangereusement ses arrières. Il renvoya aussitôt Bolu-Mamudu dans l'Est pour aider Managhè-Mamadi à obstruer la brèche qui venait de s'ouvrir.

Il est difficile de savoir si Tyèba avait vraiment l'intention de poursuivre son rival au cœur de ses Etats. Il l'affirmera plus tard, mais ce sera pour se faire valoir aux yeux d'Archinard, et nous pouvons douter de sa véracité. Il serait surprenant que cet homme, prudent et méthodique, ait pensé sérieusement à combattre un ennemi dont les forces s'étaient reconstituées à une telle distance de ses bases, au-delà d'un vaste pays ravagé (183). S'il l'avait fait, il aurait sans doute subi une catastrophe.

Retraite de Tyèba. — Les événements se chargèrent en tout cas de le rappeler au bon sens. En plein hivernage, il apprit que le Faama du Fafadugu venait d'abandonner l'étrange neutralité qu'il observait depuis le début du siège de Sikasso. Kurumina, certainement inquiet de voir Tyèba pousser ses succès aux dépens de Samori, et le croyant trop éloigné pour réagir, venait d'envahir le Minyānka. Appelé par le chef de Ntorla, qui inspirait le parti hostile à Sikasso, il serrait de près les amis de Tyèba, enfermés dans Dyitamana, et s'était déjà emparé de la moitié du village (184). La chute des alliés de Sikasso pouvait ruiner les projets d'expansion du Kéné-dugu vers le Nord et compromettre ses communications avec Ségou.

Tyèba réagit donc avec promptitude, lançant aussitôt toutes ses forces sur le Minyānka. C'est alors que ses colonnes accomplirent ce que Quiquandon juge « une performance unique dans l'histoire », couvrant 250 kilomètres et traversant le Kworo en crue dans une marche forcée de cinq jours (185).

Il est certain que l'armée de Sikasso fit preuve d'une extrême célérité en dépit de la saison car, dès la fin d'août 1889, Kurumina était rejeté sur Kiñyā et Dyitamana, débloqué, tandis que Ntorla subissait un siège qui allait traîner jusqu'aux derniers jours de l'année et où Fanyanama devait trouver la mort (186).

Un front oublié. — Ce départ soudain soulageait les Samoriens du Baulé et du Wasulu, mais Tyèba laissait derrière lui une petite colonne pour protéger les Bāmbara qui s'étaient ralliés à lui. Bolu-Mamudu, qui s'employait à reconstruire une armée pour Samori, ne pouvait laisser cette menace subsister à courte distance. Il alla donc attaquer Urumpana, dès qu'il s'en crut capable, pendant l'hivernage de 1889 mais l'intervention des gens du Kéné-dugu l'empêcha de prendre la place d'assaut. Il la bloqua donc pendant trois mois et finit par obtenir sa capitulation en promettant la vie sauve aux défenseurs. Il tint parole mais détruisit le village et avec lui toutes les agglomérations du Yiribugu. Son chef, Dyingé Koné, et ses sujets furent autorisés à s'installer non loin de là, chez les Koné du Zana, qui étaient restés loyalistes et avaient intercédé en faveur de leurs voisins. Ils purent donc continuer à cultiver leurs anciens champs mais il leur fut interdit de reconstruire leurs villages et encore plus de les fortifier (187).

Capturés, les gens de Tyèba furent intégrés dans l'armée samorienne et ils allaient loyalement servir leur nouveau maître, ce qui montre bien que la guerre inexpiable touchait à sa fin.

Bolu-Mamudu ne poussa pas plus loin et le féroce conflit qui opposait Tyèba à Samori commença dès lors à s'apaiser. Le coup d'Etat de Managbè-Mamadi, en fin d'année, ne profitera pas à Sikasso et Bolu-Mamudu, qui contribuera à son échec, recevra alors le commandement de toute l'armée de Bafagha. La révolte de Wola, d'ailleurs limitée à un étroit secteur du Baninko, le retiendra ensuite dans l'Est au début de 1890, comme la nécessité de surveiller le siège de Kiñyā.

C'est seulement quand Tyèba aura détruit le Fafadugu, sans menacer pour autant Samori que ce kèlètigi songera à éliminer les insurgés bambara les plus gênants. Les quelques guerriers qui tenaient les solitudes du Sibirila et du Tudugu pouvaient être négligés, mais Fulalaba fermait toujours la piste d'Odienné à Ntèntu. Quiquandon nous apprend que Bolu-Mamudu quitta Wola

en décembre 1890 pour aller réduire ce saillant. Il enleva la place sans coup férir, la détruisit et déporta toute la population du Bilāntuma. Le chef, Soriblé, périt obscurément en brousse, pendant la fuite (188).

La menace française empêchera de pousser la répression plus loin, vers le Sibirila. C'est au contraire Tyèba, harcelé par Marchand, qui reprendra l'offensive en 1891, mais cette fois très au sud, sur les frontières du Kahasarana. L'année suivante, quand Samori détruira le Nafana et amorcera l'exode vers l'Est, Saghaba et Gōmba se trouveront si isolés qu'ils évacueront prudemment le Sibirila et le Tudugu (189). Cette région restera désormais entièrement déserte pendant plusieurs années.

Le Yorobadugu et le Gbāntyédugu, plus à l'est, seront épargnés, mais l'offensive samorienne de 1894 les isolera de Sikasso et ils passeront alors directement de la mouvance du Kéné-dugu à celle des Français (190).

Extinction d'un conflit. — La véritable réconciliation de ces adversaires que guettait un destin commun était prévisible dès l'hivernage de 1889, quand Tyèba renonça à poursuivre Samori le laissant ainsi reconstruire un Empire dont la raison d'être était visiblement la lutte contre les Blancs. Quiquandon atteste pourtant que le Faama haïssait l'Almami, mais il n'avait pas intérêt à poursuivre cette querelle une fois que son ennemi renonçait à détruire le Kéné-dugu. Il était assez fin pour comprendre que les Français le poussaient contre Samori dans l'intérêt exclusif de leur domination et cela lui inspira une méfiance dont Marchand allait faire l'expérience.

En dehors de la flambée de 1894, les rivaux éviteront donc désormais de se heurter et les grands mouvements militaires des prochaines années se dérouleront à la périphérie du désert ainsi créé dans le Bambara méridional (191). Egalement offusqués par l'ombre grandissante du Colonisateur, les deux Etats finiront par rapprocher leurs positions au point de succomber la même année sous les coups du même ennemi.

E) FIN DE LA RÉVOLTE

1°) AU KONYĀ.

S'il n'avait pas été retardé par l'irruption française, Samori aurait sans doute entrepris de réduire l'insurrection du Konyā dès que la chute du Sānkarā dégagera Kankan et lui rendit l'accès au Futa-Dyalō. La haute vallée du Milo gardait trop d'importance psychologique et politique pour qu'il la laissât sous la menace des rebelles et il ne pouvait pas espérer reconstruire l'Empire tant que le Haut Konyā lui échappait. Courant d'abord au plus pressé, et manquant de moyens, il dut pourtant se contenter de limiter les dégâts en envoyant de ce côté une série de petites colonnes. Les opérations du Konyā traînèrent donc en longueur et les Samoriens y subirent de graves échecs jusqu'au jour où leur maître se trouva en état d'intervenir personnellement.

Premier échec. — La révolte du Konyā s'était cristallisée autour de deux pôles, situés de part et d'autre du Dyō, le Simāndugu de Kyéulé Kamara, adossé aux versants du Gbē et le Farana de Dngugbè-Kaba, centré sur l'énorme massif du Borōnkēñyi. Ainsi se reconstituaient spontanément deux des foyers qui avaient animé la résistance aux Sisé un quart de siècle plus tôt, tandis que le Salagbala, maître du Gbānkundo, refusait de se révolter.

Dans l'Ouest, les gens du Bāmbadugu n'avaient pas ouvertement rallié Kyèulé, en raison des liens matrimoniaux qui les unissait à Samori, mais leur attitude était douteuse, comme celle de nombreux Kamara du Milo. Le plus urgent était de couper court à de nouvelles défections et c'est dans ce but que Morifiñdyā avait quitté Nyako, en décembre 1888, et avait marché contre Dugugbè-Kaba. Sur l'autre rive du Dyō, la colonne de Nāfadima-Paté avait gagné Kérwané, qui se trouva dès lors en sûreté (192). C'est sans doute à ce moment que Fodéba-Musa partit pour le Haut Konyā avec une colonne prélevée sur la garnison de Bisāndugu, afin de secourir Moribakè-ñyi Kuruma qui maintenait Dyakolidugu dans le loyalisme malgré un isolement presque total. Nyōsomoridugu n'étant pas passé à l'insurrection, les Samoriens restaient maîtres des cols du Fō, ce qui leur permit de gagner facilement le plateau et de garder le contact avec les Toma du Tukoro. L'Alnami avait envoyé de ce côté son cousin Sirafana Amara pour lever une armée chez les Maninka de la Forêt, parmi lesquels il était populaire, et son aide allait consolider la position des loyalistes du Haut-Konyā. Fodéba-Musa ne s'en trouva pas moins immobilisé par un adversaire supérieur en nombre et il était tellement isolé qu'il ne contribua guère à la répression de l'insurrection.

Pour le dégager il fallait en finir avec le Simāndugu, et Nāfadima-Paté dut se croire en état de le faire puisqu'il attaque Kyèulé vers le début de 1889. Renonçant à traverser le Gbē dont les passages étaient trop bien gardés, le kèlètigi remonta la vallée du Milo jusqu'au pied du massif du Dyodyo et força le col de Mamoy. Il s'empara de Dyāfaradugu et attaqua Dyomāndugu, mais il y fut surpris par Māntèniñ-Dyara, neveu de Kyèulé, à la tête d'une forte masse de guerriers (193). Les Samoriens furent écrasés et leur chef dut fuir presque seul.

Ténēso-Kaba et Bala-Kuñdyulu. — Tout était à recommencer. Dès la signature du traité de Nyako, vers le début de mars, Samori dirigea sur Kérwané la colonne de son beau-frère Ténēso-Kaba (194) et celle de Bala-Kuñdyulu, soustraites toutes deux à l'autorité de Dyaulé-Karamogho. Cette nouvelle armée franchit le Gbē près de Lēnko et marcha sur Damaro, que Kyèulé avait évacué pour se retrancher à Kulikoba comme son père en 1867. Il céda au premier assaut mais réussit à fuir avec ses hommes par les crêtes et à gagner Musadugu. Tandis que les vainqueurs prenaient rudement en mains les pays du Gbē (195), la vieille capitale du Konyā devint le centre principal des insurgés qui y concentrèrent tous leurs moyens en hommes sous les ordres de Dyōngbè-Kuñbala (196).

Kérwané était enfin dégagé et les vainqueurs se crurent en état d'en finir pour de bon avec la révolte. Renforcé par les contingents du Tukoro, que venait de lever Sirafana-Amara, Bala-Kuñdyulu décida de secourir Fodéba-Musa et Moribakèñyi à Dyakolidugu (Bèyla) (vers mai 1889) (197). Il avait à peine rejoint les loyalistes du Haut Konyā (198) que les insurgés prirent l'offensive contre Nyèla et faillirent emporter la place. Pensant que sa puissance de feu compensait son infériorité numérique, le kèlètigi voulut alors brusquer les choses en lançant contre Musadugu un assaut frontal dont le succès briserait la rébellion. Il échoua malheureusement et ses ennemis profitèrent de la déroute qui suivit pour s'emparer de Nyèla. Les vaincus cherchèrent refuge dans les murs de Dyakolidugu et, sans la nonchalance des insurgés qui remirent l'attaque au lendemain, cette place serait peut-être tombée.

Les armes à feu rendirent l'avantage aux Samoriens quand ils se trouvèrent à couvert et Bala-Kuñdyulu se retrancha à Bèyla pour prendre à revers ceux qui attaqueraient la place principale. Jouant de leur grand nombre, les insurgés réussirent cependant à bloquer Dyakolidugu en construisant cinq sanyé qui en fermaient tous les accès, mais trois assauts successifs échouèrent, paraît-il, durant les dix-sept jours que la tradition attribue au siège. Les défenseurs manquaient cependant de vivres et leur position aurait pu devenir critique s'ils n'avaient pas demandé secours à leur maître (vers juillet 1889) (199).

Intervention de l'Almami. — Cet appel venait au bon moment. Le départ d'Archinard écartait la menace française et la chute de Dyakolidugu aurait porté un coup si terrible au prestige de l'Almami que celui-ci décida d'intervenir personnellement. Nous savons qu'il quitta Nyako vers la mi-juillet avec une grande partie du Foroba. Selon la tradition il réussit à s'approcher de Dyakolidugu en silence et sans être signalé, si bien que le son de ses nombreux tambours éclatant soudain au moment de l'assaut sema la terreur chez les insurgés. Ceux-ci, bloqués entre l'armée de secours et les assiégés, subirent alors un véritable désastre (fin juillet, début août 1889) (200).

Le vainqueur voulut bientôt en finir en enlevant Musadugu, où les rescapés se reformaient, mais l'échec de son assaut frontal illustra parfaitement l'impuissance d'une armée traditionnelle devant un tata bien défendu. Comme ses gens en fuite subissaient de lourdes pertes au passage du Dyō en crue, Samori, qui s'attardait imprudemment, faillit tomber aux mains de ses ennemis. Kyèulé l'aurait alors sauvé en abaissant le bras du captif qui mettait en joue le conquérant. Celui-ci dut se replier sur Dyakolidugu où il patienta en attendant de nouveaux renforts (fin août) (201).

Il n'y eut pas de nouvel assaut car le moral des insurgés s'effondra quand ils apprirent que des troupes nombreuses descendaient du Nord. Samori apprit un matin que la capitale du Konyā venait d'être évacuée et il lança sa cavalerie sur les traces des fuyards.

Kyèulé et Dyōngbè-Kuñbala, qui cherchaient asile en Forêt, furent rattrapés au marigot Ghokoma, sur la frontière du Mahana et du Karagwa (202). Le chef de Musadugu fut pris et Samori lui fit grâce en raison de son prestige maraboutique mais il ordonna de raser son village et d'en déporter la population (203). Kyèulé put s'échapper et trouva asile à Boola chez ses alliés Kpèllé (Guerzé) dont le chef, Togba Sañyō, négocia sa soumission.

Les insurgés les plus endurcis, suivant Masabori, le chef du Girila, rejoignirent Dugugbè-Kaba sur les falaises de Borōnkēñyi et, après une grande palabre où le doyen des Koné, Numanu, de Sinko, prêcha en vain la soumission, il fut décidé que l'insurrection se poursuivrait à outrance.

Samori demeura quelques jours à Dyakolidugu, distribuant pardons et sanctions et présidant aux exécutions qui avaient lieu sur la place de la mosquée. La plupart des Kamara du Haut Konyā burent le dègè en sa présence (204) et il plaça à la tête du Girila un fidèle, Asakaba, dont le frère, Morisoko, était tombé sous ses ordres à Sikasso (205).

Samori estimait certainement que la crise était surmontée et qu'il n'avait plus besoin de tant de monde car il renvoya alors la colonne de Tēnēso-Kaba qui allait désormais combattre dans l'armée de Bilali.

Morifiñdyā dans l'Est. — Après avoir ainsi rétabli son autorité sur le Konyā occidental, l'Almami se trouva enfin en état de porter secours à Morifiñdyā qui piétinait depuis des mois, à l'est du Dyō. Chargé de neutraliser l'insurrection plus que de la réduire, le vieux compagnon de Samori avait quitté Nyako en décembre avec Nāfadima-Paté, mais s'était séparé de lui pour traverser le fleuve à Kariñyana. Il avait ensuite séjourné longuement à Karala, dans le Moriulédugu où l'armée d'Odienné devait venir le rejoindre (206).

Cette attente fut vaine car les gens de Mānigbè-Amadu suffisaient à peine à contenir ses propres sujets dont la révolte ébranlait le Kabasarana : Masa Tègèlè s'était installé à Fèrèfugula avec une forte colonne mais il était réduit à la défensive, coincé entre les insurgés du Bambala et ceux du Sinko qu'il ne pouvait même pas empêcher de communiquer entre eux. La saison sèche était déjà très avancée quand il réussit à lancer un assaut qui fit tomber Bāko (mars 1889 ?) (207). Au lieu d'exploiter son succès dans le Gwanāngala où Masa Koné, retranché dans Kona, prépa-

rait une résistance désespérée, la colonne victorieuse rentra à Odienné. Māngbè-Amadu se contenta désormais de razzier le Bāmbala comme si l'inertie lui était naturelle, une fois écarté le danger le plus pressant.

Ses échecs. — Morifiñdyā devait donc se débrouiller seul. Au début de 1889, il quitta Karala et marcha lentement vers les ruines de Dyasadugu, au cœur du Bèèla déserté. Vers mars ou avril, il escalada le plateau du Farana où les musulmans de Fwala le reçurent avec joie (208). Il était enfin à pied d'œuvre pour attaquer le Borōnkēñyi mais la tâche paraissait formidable (209). Ce massif fortifié n'avait jamais été enlevé par les Sisé et Dugugbè-Kaba, qui y résidait depuis plus de vingt ans, en avait fait une position aussi puissante que le Gbānkundo de Saghadyigi. Des falaises abruptes en interdisaient l'approche aussi bien vers Sinko, en direction des plateaux du Gbē, que vers Kōvila, près des sources du Dyō. D'importants stocks de grains le mettaient à l'abri de la famine. Le grand rassemblement de 1868 ne s'était pas reconstitué, mais Dugugbè-Kaba avait su regrouper la plus grande partie des Koné du Konyā Oriental et obtenir l'appui des Kamara Koñsabasi du Gbē et du Barala.

Son meilleur atout dans l'Est était d'ailleurs l'appui de Vakuru Bāmha et de Dyalakoro, car ces ennemis d'Odienné sortaient enfin de leur prudente réserve. Conscient que la défaite des insurgés l'exposait aux représailles de Samori et d'Amadu Turè, l'ancien lieutenant de Muktar ne se contentait pas d'animer la révolte du Kabasarana. Il envoyait ravitaillements et renforts au Borōnkēñyi.

Lancée au début de l'hivernage, la première attaque de Morifiñdyā se perdit dans des vallées profondes à l'ouest de Féréworo, où Dugugbè-Kaba, posté sur les crêtes, l'accabla aisément. Les Samoriens y perdirent toute leur cavalerie et laissèrent à l'ennemi quatre chefs importants, Kunadi-Kélébagha avec ses deux lieutenants, Bésiramudu et Faraba Musa, ainsi que Lāngamā-Dyi, le frère cadet de Lāngamā-Fali. Dugugbè-Kaba épargna le premier, en souvenir de son amitié du temps où il appartenait à Saghadyigi, mais il fit décapiter les trois autres (210).

Après cette catastrophe, Samori envoya en renfort un détachement de la Garde sous les ordres de Koto-Alama, qui avait alors toute sa faveur et surtout la colonne de Sékoha (Kotyèni-Sékoha), ancien lieutenant d'Alfa, qu'il enleva alors à l'armée de Bafagha (211). Morifiñdyā ne tenta pourtant pas de reprendre l'offensive mais la menace qu'il maintenait par sa seule présence à Fwala ne fut pas inutile car elle empêcha Dugugbè-Kaba de soutenir l'attaque des insurgés contre Dyakolidugu.

Chute du Borōnkēñyi. — La consternation régna à Borōnkēñyidugu en septembre, quand on apprit que Samori en personne venait de détruire Musadugu. Kunadi-Kélébagha fut aussitôt relâché et, après avoir visité son maître à Dyakolidugu, il revint porteur d'un ultimatum assorti d'une vague promesse de pardon. Masabori venait cependant de rejoindre la montagne avec les gens du Girila et il décida Dugugbè-Kaba à refuser tout compromis.

Samori voulait en finir, aussi se hâta-t-il de régler les affaires du Konyā occidental, pour rejoindre Morifiñdyā à Fwala où il arriva vers la fin de septembre (212). Il tarda pourtant à attaquer la position, d'abord parce qu'elle était formidable et qu'il voulait d'abord saper le moral des assiégés, mais aussi parce qu'il n'oubliait pas que Dugugbè-Kaba s'était jadis rallié de bon gré et qu'il espérait encore le ramener à lui. Quand il donna l'assaut, vers la mi-novembre, les insurgés résistèrent à peine une journée, puis ils se laissèrent glisser de nuit le long des falaises qui dominent Sinko et s'enfuirent vers l'est (213).

Du Gbè au Barala. — Ils trouvèrent asile à Gbèsoba, chez leur allié Mamudu-Syé, qui avait participé très activement au mouvement, et qui avait complètement supplanté le Māsa Ulasé, un très vieil homme installé à Tyèfiūdugu. Le tata de Gbèsoba était le plus fort du Gbè et tous les vaincus du Konyā s'y entassèrent, Dugughè-Kaba avec les gens de Borōnkéñyi, Wau-Tyègbana avec ceux du Gwana et Masabori avec ceux du Girila.

Samori ne voulait pas leur laisser le loisir de se reformer, aussi se lança-t-il aussitôt sur leurs traces. Il réussit à enlever la place du premier coup, malgré une résistance sérieuse durant laquelle Masabori reçut une blessure qui allait lui coûter la vie quelques jours plus tard.

Pendant que les survivants allaient se réfugier chez les Kamara du Barala (Touba, Côte d'Ivoire), l'Almami s'installait dans la concession de Mamudu-Syé pour recevoir la soumission du Gbè et réorganiser la région. Malgré le ralliement d'un Kōnsabasi important, Sugbèkuru, chef de Tanāntu, Samori se méfiait. Il ne plaça pas un noble à la tête du pays, mais un griot qui en était originaire, Dyèli-Fodé, dont il avait remarqué le courage à Sikasso.

La plus grande partie des réfugiés était tombée entre ses mains à Borōnkéñyi et il les renvoya chez eux avec l'ordre de cultiver, car son premier souci était de rendre la prospérité à ses domaines ravagés. Les insurgés pris les armes à la main furent cependant réduits en captivité ; toutes les constructions et fortifications du Borōnkéñyi furent détruites et il fut interdit aux populations de retourner sur ces hauteurs.

Après cet effondrement lamentable, presque tous les rebelles souhaitaient se soumettre mais leurs chefs, qui avaient tout perdu dans l'Ouest, exigeaient des garanties. Bien que le Barala fût la patrie de Vakuru Bāmba, ce kafu n'avait pris qu'une part modeste à l'insurrection et espérait obtenir de bonnes conditions, aussi son chef, Vadyausi Dyomāndé, fut-il le premier à visiter l'Almami à Gbèsoba. Il fut reçu aimablement et admis à boire le dègè, mais il dut notifier aux principaux réfugiés qu'il hébergeait qu'on attendait d'eux une reddition sans condition (214).

Presque tous suivirent alors Dugughè-Kaba, qui s'enfuit de Toranu à cette nouvelle pour rejoindre Vakuru Bāmba à Borotu. Morifiñdyā visita aussitôt le Barala, enleva les réfugiés de Dyala et décapita leurs chefs (215), puis il envoya une petite colonne casser Sirana et Kwala dans le Bāmbala. Samori aidait ainsi son gendre Amadu en écartant les dernières menaces qui pesaient sur Odienné, mais l'essentiel était pour lui de rétablir la cohésion de ses domaines en dégageant la route du Konyā au Kabasarana (216).

L'Almami s'apprêtait sans doute à marcher sur Borotu pour donner le coup de grâce à l'insurrection quand il reçut une nouvelle stupéfiante. Managbè-Mamadi s'était révolté avec l'armée de Bafagha et avait proclamé la déchéance de son père. Celui-ci partit en hâte pour Bisāndugu, en confiant à Morifiñdyā le soin d'en finir avec la révolte de l'Est (217).

2°) SUR LE HAUT SASSANDRA.

Le dernier épisode de l'insurrection allait traîner en longueur car le compagnon de Samori, laissé à lui-même, ne disposait plus d'une supériorité écrasante, face à des adversaires pleins d'une rage désespérée et fortement soutenus par leurs puissants voisins. Cet ultime spasme de la rébellion est cependant digne d'attention parce qu'il allait entraîner les Samoriens, dans le bassin du Haut Sassandra, au-delà des frontières qu'ils possédaient avant la guerre de Sikasso, et qu'il annonce en conséquence le grand Exode vers l'Est qui se déroulera quelques années plus tard.

Situation de Borotu. — Après la soumission du Barala, c'est à Borotu, le principal centre du Fina, que s'étaient rassemblés les derniers rebelles. Ce choix était justifié par la réputation d'invincibilité de ce village qui avait repoussé toutes les attaques lancées contre lui par Vakaba depuis près d'un demi-siècle. Son chef, Vasèmo Dōso, s'était rallié à l'entreprise de Vakuru Bāmba, bien qu'il ait jadis nourri des griefs personnels contre l'ancien kèlètigi d'Odienné. Il n'était pas étranger au coup de tête qui avait lancé dans la révolte des vieux vassaux des Turè, comme le Sinko et le Gwanāngala.

Borotu ne jouissait pas d'un site inaccessible, comme Borōnkēnyidugu, mais il présentait cependant de grandes difficultés pour une armée traditionnelle. Son tata très fort était entouré d'un anneau de forêt épaisse dont de vastes marécages gênaient l'approche en saison des pluies (218).

Vers la fin de 1889, Vasèmo avait compris que Samori avait recouvré sa puissance et qu'il risquait d'être puni de l'aide qu'il avait donné aux insurgés. Comme il n'entendait pas renoncer à son antique indépendance, il se prépara fiévreusement à combattre, en plaçant ses hommes sous les ordres de son neveu Dyèmbèlè Dōso, un jeune guerrier réputé (219).

Borotu sentait monter les périls depuis que la chute de Bako rouvrait sa frontière du Nord aux sofas d'Odienné, mais le danger n'était devenu pressant qu'avec la chute du Borōnkēnyi et la soumission du Barala. En hébergeant les rebelles de l'Ouest, comme Dugughè-Kaba et Mamudu-Syé, l'allié de Vakuru se désignait à la vindicte de Samori et celui-ci, en attaquant rapidement avec toutes ses forces, aurait sans doute enlevé la place. La révolte de Managbè-Mamadi lui valut un sursis inespéré et Dyèmbèlè en profita pour réclamer des renforts de tous côtés. Les derniers insurgés du Kabasarana tenaient toujours à Kona, sous les ordres de Masa Koné, et cette position assurait les communications entre Borotu et le Nafana. Dans le Sud, Vakuru venait d'écraser le Gwarā, ce qui libérait ses forces. Il ne se dérangea pas en personne mais il envoya à Borotu son fils Faama Bāmba avec, dit-on, « 763 hommes » (220). Dyalakuru le rejoignit en personne avec presque toute l'armée du Nafana.

Une guerre civile. — Comme la guerre s'étendait à de nouveaux théâtres, des forces en sommeil entraient d'ailleurs en ligne. Le Mau, divisé par l'insurrection, sortait d'un long isolement et il se jeta dans le conflit avec une ardeur fratricide. Vamasè Bāmba mobilisa tous les hommes du Kawa et alla rejoindre les défenseurs de Borotu, peu avant le début du siège. De son côté, le vieux Samuka ne voulait pas rester inactif, bien que son âge et les soucis du Basiñko le retinssent à Gbèlo. Il confia ses guerriers à son neveu Kyèsèri et au chef de Férèntèla, Ngamoy (Kamori) Bāmba. Tous deux rejoindront Morifiñdyā sous les murs de Borotu et les combats auront ainsi l'allure d'une vraie guerre civile puisqu'il y aura des fils du Mau dans les deux camps.

Les récoltes venaient d'être rentrées et Borotu ne manquait pas de munitions, si bien que sa puissance paraissait redoutable. Morifiñdyā ne devait pas être trop sûr de lui car il voulut tenter une ultime négociation. Dyausè Dyomāndé alla visiter les rebelles et leur offrit la vie sauve si le village se rendait. Ses ouvertures furent cependant repoussées, comme il était facile de le prévoir, et la parole resta aux armes.

Siège de Borotu. — Les Samoriens attendaient l'armée du Kabasarana, que menait Masa-Tègèlè. Quand elle arriva, en décembre 1889, ils passèrent enfin à l'attaque (221). Tandis que Sékoba s'installait à Magāndugu pour surveiller le Barala et protéger la piste d'Odienné, Morifiñdyā quitta Gbèsoba et écrasa le Fina Occidental. Dèsèné expia alors son ralliement à Vakuru, et les sofas entrèrent à Koro, dont la fidélité ne s'était jamais démentie (222). Ils marchèrent enfin sur Borotu, mais le premier assaut qu'ils lancèrent échoua et ils durent se résigner à mener un

siège selon la tactique habituelle. Morifiñdyā s'installa en terrain sec sur la piste de Wasiko, trois kilomètres à l'ouest du village et construisit de nombreux sanyé pour bloquer les issues de la forêt (223). Le ravitaillement et les renforts continuèrent pourtant à passer, si bien que le kèlè-tigi décida d'isoler complètement les assiégés en écrasant d'abord les insurgés du Gwanāngala qui assuraient leurs relations avec l'extérieur. Comme Sékoba, qui stationnait à Magāndugu, venait de lever une forte colonne dans le Barala, c'est à lui que cette tâche incombait (224). Il n'eut à combattre qu'à Kona, mais Masa Koné lui opposa en ce lieu une résistance furieuse, qui aurait duré neuf jours, à en croire la tradition locale. Quand ce chef fut tué au combat, le village tomba et sa population fut réduite en captivité, tandis que les vainqueurs allaient se joindre aux assiégeants de Borotu. Le blocus de cette place fut désormais effectif (225).

Bien que l'hivernage approchât, Morifiñdyā ne lança aucun assaut car il craignait des pertes excessives. Les assiégés ne manquèrent jamais de poudre, mais ils se trouvèrent à court de vivres vers le mois de juin et Dyalakuru jugea alors la situation désespérée car il décida de quitter la place avec ses alliés (226). Les assiégeants ne s'y opposèrent pas et refermèrent le cercle derrière eux.

Dyèmbèlè Dōso n'avait plus qu'à fuir ou à se rendre. Il parvint à éviter le pire car Morifiñdyā, pour éviter un assaut sanglant, lui accorda une capitulation honorable. Borotu fut épargné, mais son tata fut démantelé et la plupart de ses jennes gens enrôlés comme sofas. (Juin 1890) (227).

Arrêt de la répression. — L'insurrection n'était pourtant pas terminée car les révoltés du Konyā étaient parvenus, une fois de plus à se mettre à l'abri. Dugughè-Kaba avait suivi Dyalakuru au Nafana tandis que d'autres fugitifs rejoignaient Vakuru Bāmba à Gbètogo (228). Morifiñdyā renonça à les poursuivre car la destruction de ces vieux ennemis d'Odienné eût nécessité une nouvelle campagne qu'il ne pouvait entreprendre en plein hivernage et sans l'ordre de son maître.

Il s'était transporté, dès la fin du combat, chez les musulmans de Koro et tous les chefs de la région y défilèrent pour boire le dègè en sa présence. C'est ainsi qu'il aborda les affaires du Mau.

Le chef du Kawa, Vamasè Bāmba n'avait pas réussi à fuir et Morifiñdyā l'avait fait exécuter malgré l'intercession de Kyèsèri Dyomāndé. Celui-ci obtint du moins la libération de Dyara, le principal lieutenant du mort, qui avait combattu à Sikasso et ne s'était rallié qu'à contre-cœur à la rébellion. Les vainqueurs le renvoyèrent chez lui pour prêcher la soumission. Il revint bientôt avec Zānti Bāmba, qu'il avait fait élire à la place de Vamasé, et qui but le dègè en présence de Morifiñdyā (229).

Cependant Kyèsèri, voyant la guerre finie, réclamait l'aide des sofas contre les insurgés du Mau. Il fut d'abord déçu car la saison ne s'y prêtait pas et Morifiñdyā s'inquiétait des intentions de Vakuru. Après avoir ramené toute la région dans l'allégeance de son maître, il remonta donc vers le Barala et s'installa à Magāndugu, pour hiverner. C'est seulement en novembre, une fois convaincu que les insurgés ne bougeraient pas du Nafana, qu'il allait se décider à marcher sur le Mau pour y assurer le triomphe du parti samorien.

3°) CHEZ LES KURANKO.

Pendant que la révolte du Konyā prolongeait interminablement son agonie, les événements entre Milo et Niger avaient pris un rythme rapide dès le départ d'Archinard. Le sort de l'insurrection Kurānko était scellé depuis la chute de Dwako, mais l'intervention française avait bloqué la répression, si bien qu'Albadariya et Nafadyi, de part et d'autre du Nyādā, restaient des sentinelles de Samori à l'entrée de terres hostiles.

Echec de Sidi-Baba. — Dyaulé-Karamogho reprit l'offensive à l'est de ce fleuve, sans doute dans le courant de mai 1889, en envoyant Sidi-Baba attaquer Koudu. Cette place tomba sans peine et Sanusi Mara, son chef, s'enfuit à Kuliya (230). Les sofas poursuivirent alors leur route et se présentaient aux musulmans du Nyumamāndu qui les accueillirent avec enthousiasme (231). Sidi-Baba s'installa à Maka, puis il détruisit le Māndyardu et élimina le Tinki pour couvrir sa droite face à Dyalakoro (232). Il était dès lors à pied d'œuvre pour attaquer Dēnda-Soghoma dans son réduit de Kuliya où le vieux chef avait regroupé presque tous les combattants du Ma-félé et où s'entassaient les réfugiés (233).

Un centre de résistance secondaire s'était cependant organisé dans la forêt de Bāmbudu où s'était retranché le chef du Māmburdu, Bōsaséli, qui avait évacué Mēnāseliya à l'approche des Samoriens. Sidi-Baba voulut attaquer cet avant-poste au début de juin, mais il fut pris à revers par le gros des insurgés qui accoururent de Kuliya, le défirent complètement, et le poursuivirent jusqu'aux sanyés de Maka (234). Le kèlètigi appela au secours Dyaulé-Karamogho qui parait l'avoir rejoint vers le milieu du mois, en compagnie de Bilali que Samori venait d'envoyer dans l'Ouest (235).

Chute de Kuliya. — En plein hivernage (juillet ou août), Dyaulé-Karamogho marcha subitement sur Kuliya. Malgré l'aide de Sosowali, les fusils à tir rapide du fils de Samori écrasèrent les défenseurs, le village fut pris, et les Samoriens campèrent dans les ruines. La résistance s'effondra aussitôt et Dēnda-Soghoma alla se cacher à Panānka dans le Waru, sur la frontière des Toma indépendants, tandis que les réfugiés se dispersaient sur les franges de la Forêt (236).

Chute de Dyalakoro. — Dyaulé-Karamogho, pressé d'en finir, marcha alors sur Dyalakoro (août ou septembre). Il ne rencontra aucune résistance dans le Tinki désert mais il savait que Sosowali était sérieusement fortifié. Ce chef espérait tenir grâce à l'anneau de forêt qui entourait son village, en attendant les renforts qui devaient venir du Kurānko central à travers le Nyādā. C'était faire preuve de présomption, d'autant plus que les gens de Maka signalèrent au fils de Samori une sente secrète qui traversait la forêt. Karamogho lança donc une attaque de diversion à l'est du village, vers Sinzikoro, pendant que Bilali, avec des fusils à tir rapide, forçait l'obstacle au nord et enlevait la place. La colonne de Kurani-Sori, qui venait de traverser le Nyādā, s'arrêta au bruit de la fusillade, et rentra en hâte chez elle.

Pacification. — L'insurrection du Kurānko oriental était cette fois définitivement matée. Sosowali, qui s'était réfugié au hameau de Kōndiyi, vint se rendre quelques jours plus tard et fut envoyé, enchaîné, à Bisāndugu pour y quémander la grâce de Samori (237)

La chute de Dyalakoro décida Dēnda-Soghoma à renoncer à la lutte. Sa reddition, présentée par son neveu Gbafara, fut acceptée et le vieux Māsa rejoignit Samori à Bisāndugu au début de 1890. Il dut attendre sa grâce plusieurs mois. Elle lui fut finalement accordée, comme celle de Sosowali, au cours des grandes fêtes qui marquèrent en août 1890 la proclamation de Sarānkēñyi-Mori comme héritier de l'Almami.

Dyalakoro fut alors reconstruit mais non Kuliya, car Dēnda-Soghoma préféra s'installer à l'écart, à Sōmbaya, village dépendant de Manga-Sano. Il ramenait dans l'obéissance tout le Kurānko oriental, et même le Falānko, dont le chef Fanyama Kirka, de Māntranya, qui ne l'aimait guère, n'avait pris qu'une part peu active à la révolte. Ce Fanyama avait cependant hébergé de nombreux réfugiés dans ses montagnes inaccessibles. Ceux-ci rentrèrent assez vite dans leurs villages, si bien qu'un certain calme allait régner dans la région, pendant deux bonnes années (238).

La réserve du vieux Māsa est cependant significative. En se contentant d'une installation provisoire, il marquait sa méfiance de l'avenir et sa mort, survenue en novembre 1892, du fait d'un ordre de Samori, ouvrira effectivement une période de troubles pire que la précédente. Il est vrai qu'à ce moment les Français seront là pour en cueillir les fruits.

La soumission des Kurānko gagna assez vite les milieux Kisi, particulièrement Firawa, le Kosilā et les Koomano de Banama, qui alignaient volontiers leur position sur celle de Dēnda-Soghoma. Les autres groupements profitèrent des circonstances pour s'enfermer dans leur heureux particularisme car le fils de Samori n'avait nullement l'intention de les relancer dans leurs montagnes et leurs îlots forestiers.

Le calme étant revenu à l'est du Nyādā, Karamogho s'y trouva le seul maître, et il aurait pu traverser le fleuve pour donner la main à Borifiñyā-Dyiiba et éliminer les rebelles du Kurānko central. Il plaça effectivement Sana-Ulé à Fèrèdu, dans le Nynmamāndu, avec une petite garnison pour surveiller le pays, mais lui-même se retira vers le nord, comme si sa tâche était terminée. Au début d'octobre, il était à Moribaya, dans le Basāndo (239) où il laissa sa colonne à Sidi-Baba, tandis qu'il allait saluer sa mère à Sanānkoro. Comme il s'y trouvait quand se produisit le coup d'état de Managbè-Mamadi, le bruit d'une collusion secrète entre les deux frères fut alors colporté. Samori y verra cependant de la malveillance et n'y prêtera aucune attention, du moins sur le moment.

Derrière le Nyādā. — Bien que Dyaulé-Karamogho se soit cantonné sur la rive est du Nyādā, sa victoire eut des répercussions profondes de l'autre côté du fleuve, où l'insurrection tenait encore le Kurānko central. Borifiñyā-Dyiiba n'avait pas bougé d'Albadariya depuis mars, sinon pour des razzias sans conséquence, et son inaction encourageait les insurgés. Si Kurani-Sori se cantonnait dans une stricte défensive à Moriya, le chef de Kamèrèndu, Kulako-Yira Mara, avait groupé à Bāmbarna des jeunes gens impatientes et rêvait de reprendre l'initiative. Apprenant que les sofas s'étaient éloignés pour brûler un hameau du Wori, il réussit à enlever Albadariya en leur absence mais il fut surpris lui-même pendant le pillage et perdit une grande partie de son armée (240).

Dyiiba reprit l'offensive en apprenant l'approche de Dyaulé-Karamogho. Il enleva facilement Bāmbarna et s'y installa pour hiverner (vers juillet 1889). De là, bientôt il détruisit Kamèrèndu et presque tout le Kurānko central (241). Kurani-Sori était dès lors complètement isolé à Moriya et il fut incapable d'aider utilement Dyalakoro. Dès qu'il apprit la reddition de Sosowali il offrit sa soumission, qui fut acceptée (242).

Borifiñyā-Dyiiba put alors régler le compte du dernier chef révolté, Dēmba-Dēña Māsarè, de Dēmbayara dont les cinq villages furent détruits et qui dut fuir en pays Lélé. Son frère, Maninka, vint alors boire le dègè à Bāmbarna, Dēmbayara fut reconstruit et c'est là que les Samoriens s'installèrent pour surveiller les pays du Haut Nyādā (octobre-novembre 1889).

Ils furent assez généreux puisqu'ils pardonnèrent à Kulako-Yira et même à Dēña, pour lequel intercédèrent à vrai dire les Lélé de Kunté. Ceux-ci étaient restés loyalistes pendant toute la révolte, et il est significatif qu'ils aient pourtant donné asile à leurs voisins vaincus, au village de Tumbadu, (cerce de Guékédou).

Le Farmaya. — La chute du Kurānko central ramenait Borifiñyā-Dyiiba sur les frontières du Farmaya que Mori-Sulèmani avait maintenu pendant toute l'insurrection dans le loyalisme le plus strict. Le vieux Bunduka accueillit sans doute avec joie la fin de son isolement, mais il n'était

plus en état d'animer le pays Kisi. Il mourut quelques mois plus tard, au début de 1890, en laissant des fils assez ternes, incapables de poursuivre l'entreprise. Celle-ci ne disparut pas pour autant, mais elle incombait désormais à un autochtone formé par le vieux commerçant, Kaba Lèno, qui allait s'illustrer sous le nom de Kisi-Kaba, en unissant harmonieusement la tradition animiste et la Révolution dyula. Son avènement ne changera rien du point de vue samorien et nous verrons bientôt que Borifindya-Dyiba aura recours à lui pour reprendre timidement la conquête des pays du Sud qu'avait ébauchée, cinq ans plus tôt, Dalaularè-Mori.

* * *

Ces derniers événements concernent cependant la politique forestière de Samori, dont la seconde phase sera bientôt étudiée, et non plus la répression de l'insurrection. En novembre 1889, au moment où la révolte de son fils arrêta Samori sur la route de Borotu, la rébellion s'était effondrée partout sauf dans quelques cantons du Haut Sassandra et dans le Sankarà occidental où Dalaularè-Mori tenait encore tête à l'offensive de Bilali.

Samori pouvait se consacrer à reconstruire l'Empire mais il voulait tout subordonner, désormais, à la préparation de la lutte inévitable contre la France. Pendant que ses hommes éliminaient les derniers îlots de rebelles, de façon à rouvrir la route de Freetown, pour s'y procurer les armes nécessaires, le conquérant s'employa donc à mettre fin à la guerre absurde qui l'opposait sur le Niger aux fils d'El Hadj Omar. Pour avoir les mains libres contre l'ennemi colonial, il allait se réconcilier avec ses vieux adversaires, les Toucouleurs.

4°) LA SECONDE GUERRE TOUCOULEURE.

Vers la fin de 1888, les Français n'étaient pas seuls à observer avec satisfaction le chaos dans lequel se débattait Samori. Les Toucouleurs pensaient de leur côté que le moment était venu de reprendre l'avantage.

Depuis 1884, la paix avait régné entre Samori et Amadu, en dehors des incidents du petit Bailo, en 1886, sur les frontières de Dinguiraye. Aucune réconciliation sincère n'était cependant intervenue, malgré la menace commune des Français. Les intrigues que la Tidyaniya entretenait à Kankan alimentaient cette vieille querelle. Entre Niger et Bani, les sofas de Samori et d'Amadu restaient l'arme au pied, de part et d'autre d'une zone dévastée, avec des avant-postes à Kômbô et Dyumânsana. Du côté des Toucouleurs, Madani ne manquait pas de moyens mais il était trop préoccupé par les empiètements des Français et la menace qu'ils faisaient peser sur Ségou pour songer à une offensive.

Première offensive de Madani. — En 1888, l'attitude conciliante de Galieni avait cependant rassuré le maître de Ségou et la disparition de Samori paraissait alors imminente. Les réfugiés du Dyémabugu pressaient Madani de les laisser réoccuper leur pays, tandis que les populations du Muntugula et du Banā songeaient à se joindre à la révolte générale contre Samori (243). Le moment paraissait opportun pour réoccuper les territoires usurpés par l'Almami en 1883, sur la rive droite du Niger.

C'est vers le début de novembre, quand Fila-Kali, eut dégarni la région pour rejoindre Samori au Wasulu, que Madani prit l'offensive (244). Il occupa solidement les principaux gués de la rivière Faya, installant une tête de pont à Koblé pour appuyer les insurgés du Muntugula et une seconde à Kômbô, que reconstruisirent aussitôt les réfugiés Traorè. Sur sa gauche, il envoya

une colonne dans le Banā où ses hommes, après avoir détruit la garnison samorienne de Bānko, se retranchèrent dans Torokoro. Cette offensive toucouleure manquait pourtant de conviction. La résistance de Bngula, dans le Safé, était animée par le chef Sāmbadyè Kulibali qui rentrait justement de Sikasso, et elle suffit pour les arrêter. Cette place fut assiégée mollement, si bien que les défenseurs eurent tout le loisir d'attendre les secours de Fila-Kali. Celui-ci remonta dans le Nord après avoir rejeté les insurgés derrière le Niger et s'installa à Tamala, près de Wolosébugu, pour affronter ses vieux ennemis (fin novembre 1888). Les Dumbuya de Dara repassèrent le fleuve à son approche tandis que les Toucouleurs se retiraient derrière le Faya dont ils tenaient les gués. Fila-Kali se tourna alors vers le Banā, où il prit l'offensive au début de décembre. De ce côté, vers le milieu du mois, ses hommes enlevèrent Torokoro et rejetèrent l'ennemi derrière le Bani (245).

Satisfait d'avoir arrêté l'agresseur, Fila-Kali rentra à Faraba pour surveiller les gués du Niger, à l'approche d'Archinard. La menace française excluait toute reprise des combats et le kèlètigi demeura immobile dans sa résidence, où il reçut bientôt en renfort la colonne de Famako, rescapée des combats du Fölöna.

Siège de Kombo. — L'initiative revint aux Toucouleurs dès le mois de juillet 1889, quand il fut clair que les Français s'éloignaient et que le danger s'estompait. Dofi, qui gardait Kobilé, attaqua Sanānkoro vers le 15, enleva la moitié du tata, mais finalement échoua.

Il lança alors un raid sur Turèla, en amont de Bamako, mais les Samoriens n'étaient pas en force, si bien que Birama-Ulé et Mamadi Sila ne bougèrent pas de Wolosébugu, se contentant d'appeler au secours (246). Kali les rejoignait sans hâte, en septembre, et concentra une forte colonne à Sanānkoro. Il se jeta alors contre les positions de la Faya et enleva Kolibé par surprise sans que les Toucouleurs réagissent (247).

A la fin du mois il mit le siège devant Kōmbo mais, soucieux d'éviter des pertes, il le mena avec une lenteur rituelle (248). C'était d'ailleurs la soudure, et les défenseurs se trouvaient à court de vivres, si bien qu'à partir de novembre de nombreuses désertions montrèrent que la résistance touchait à sa fin. Madani s'était porté à Barwéli avec une colonne de secours, mais il ne se décidait pas à intervenir. Cette inaction s'expliquait peut-être par la crainte de dégarnir Ségou, où il retourna dès le début de décembre, mais surtout par des négociations avec Samori, qui entraient alors dans leur phase finale.

Faute d'être secouru, Kōmbo allait tomber, quand Kali leva soudain le siège et se retira à Faraba, vers la fin novembre 1889 (249).

Vers la paix. — Cette retraite imprévue était due au coup d'Etat de Managbè-Mamadi, qui venait de se proclamer Faama à Bafagha. Kali, qui refusait de le reconnaître, abandonnait tout pour marcher contre le fils indigne de son maître (250). L'échec rapide du coup d'Etat le rendit bientôt disponible, mais sa retraite devant Kōmbo l'avait privé du fruit de deux mois d'efforts. Il s'en consola vite car il apprit au même moment que Samori et Amadu venaient de faire la paix.

L'hostilité des deux Empires et la vieille rivalité opposant les Kadiri aux Tidyani perdaient toute signification alors que l'ombre coloniale s'étendait sur le pays. Agibu, qui ne pouvait pardonner à Archinard l'humiliation de Kndyā, le comprit vite et c'est apparemment durant l'hivernage de 1889 qu'il écrivit à son frère une lettre violemment anti-française pour préconiser l'union de tous les souverains africains contre les Blancs. Nous ignorons l'effet de cette démarche secrète, qu'Archinard apprendra beaucoup plus tard, mais Samori dut raisonner de même et il

eut le mérite de faire les premiers pas. Il écrivit à Amadu vers la fin de l'hivernage pour exposer ses griefs contre les Français et proposer une entente pour mieux les affronter (251). Cette avance fut accueillie puisqu'une ambassade toucouleure vint le trouver en novembre, au camp de Fwala, alors qu'il préparait l'attaque de Borônkènyi (252).

Le court intermède dû à la révolte de Manigbè-Mamadi ne troubla pas les négociations, qui aboutirent au début de décembre. Les autorités françaises, prenant leurs désirs pour des réalités, annoncèrent, il est vrai, qu'elles avaient échoué, mais la suite des événements prouve le contraire. Dès le début de janvier 1890, les sofas toucouleurs évacuèrent en effet Kômbo que Fila-Kali occupa aussitôt (253). Les adversaires revenaient ainsi aux positions antérieures à 1888 et leur entente fut scellée quand Samori relâcha en février les prisonniers faits à Kohilé, et en mars ceux de Kômbo (254).

Une réconciliation tardive. — La peur des Français avait donc réconcilié ces ennemis irréductibles et on comprend qu'Archinard en conçut un certain dépit. La menace due à leur conjonction sera l'un des arguments qu'il invoquera bientôt pour justifier son offensive contre Ségou, mais sa valeur est purement rhétorique. Au début de 1890, au moment où Bilali n'avait pas repris contact avec la Sierra Leone, Samori était trop occupé à reconstruire son Empire ébranlé pour penser à attaquer. La paix avec Amadu lui évitait d'user ses forces dans un combat absurde, mais elle ne modifiait pas substantiellement l'équilibre des forces au Soudan.

La nouvelle alliance n'aura d'ailleurs pas le temps de se développer. Dès le 6 avril, Archinard prendra d'assaut Ségou, privant l'Almami de sa dernière frontière commune avec l'Empire toucouleur. Les trois cents talibé qui se réfugièrent chez Kali s'intégreront rapidement à l'armée samorienne, mais ils importuneront les postes français du Niger durant l'hivernage de 1890. Les deux grandes puissances africaines resteront incapables de coordonner leur action et les derniers débris de l'Empire toucouleur allaient bientôt s'effondrer, laissant Samori seul, face aux colonisateurs dont il était visiblement le prochain objectif.

5°) RECONQUÊTE DE L'OUEST.

La révolte s'est maintenue relativement tard dans les pays de l'Ouest en raison de leur éloignement, mais nullement par la négligence de Samori. Celui-ci n'attendit pas le renvoi du traité de Nyako pour se soucier de reprendre contact avec les Britanniques. On a vu que, dès mars 1889, il avait virtuellement rouvert la route de Freetown en dégageant l'Ulada et le rapprochement qu'il esquissait alors avec Agibu visait à réduire l'insurrection du Haut Niger, de façon à libérer la route du Solimana. L'intervention d'Archinard avait ruiné ces projets puis les échecs de la répression au Konyā et au Kurāuko en avaient détourné les efforts de Samori, mais on peut être assuré qu'il ne perdit jamais de vue cet objectif fondamental.

Bilali dans l'Ouest. — Il y revint dès que la reconstitution de sa puissance militaire lui eut assuré une certaine stabilité. Le retour de l'Armée du Fôlona lui avait rendu des combattants éprouvés, et notamment Bilali qu'il installa près de lui à Nyako pour enrégimenter les meilleurs éléments (vers avril-mai 1889) (255). Il l'envoya ensuite dans l'Ouest, vers juin 1889, pour épauler Dyaulé-Karamogho et c'est grâce à lui, on l'a vu, qu'un coup mortel fut porté à la révolte des Kurānko (juillet).

Sa mission n'était pourtant pas de seconder le fils de Samori car le grand gouvernement de Lāngamā-Fali venait d'être reconstitué en sa faveur. Il fallait à vrai dire commencer par le reconquérir car il restait entièrement aux mains des insurgés, à l'exception du Sānkarā oriental que Dyaulé-Karamogho tenait depuis le début de l'année. Ce territoire fut remis au nouveau kèlètigi qui devait l'utiliser comme base pour rouvrir à tout prix la route de Freetown, en écrasant toutes les résistances qu'il pourrait rencontrer. L'Almami lui aurait cependant conseillé de montrer de l'indulgence à ceux qui se soumettraient et de limiter le châtement aux principaux coupables afin de rallier les hésitants (256).

Siège de Bāntu. — En rentrant du Kurānko, en août ou septembre, Bilali prit en main les pays du Nyādā, puis se mit en campagne contre le dernier bastion occidental de l'insurrection, dès que la colonne de Tēnēso-Kaba l'eut rejoint.

Il trouvait les insurgés démoralisés par le retour de Samori et le départ de leurs alliés du Kono. Dalaularè-Mori et Mariñ-Karani restaient en bonne entente mais ils n'avaient d'espoir qu'en Archinard, qui venait d'arrêter Dyaulé-Karamogho sur la rive droite du Mafu. Ils lançaient donc des appels désespérés aux Français de Kouroussa et s'étonnaient de n'en recevoir que des encouragements (257). En attendant, toutes leurs forces disponibles s'étaient retranchées dans le vieux tata de Bāntu, qui n'avait pourtant guère résisté, jadis, à Fodé Dramé. Incapables de tenir tête à leurs ennemis, ils voulaient gagner du temps en les fixant sur ce point difficile et ils allaient parfaitement y réussir.

Bilali traversa le Mafu à Dyinkuraro et détruisit les villages abandonnés du Sānkarā occidental puis, vers la fin de septembre, il dressa un camp à Silēmi pour mener le siège de Bāntu (258). Malgré des attaques quotidiennes, les insurgés résistèrent avec acharnement jusqu'en janvier 1890. Le capitaine Besançon, qui s'était avancé jusqu'à Kouroussa, n'avait pas les moyens de les secourir et il dut assister impuissant au déroulement du drame. Vers la fin de janvier, un dernier assaut enleva la place et la plupart des défenseurs furent massacrés (259).

Effondrement de la Révolte. — La résistance s'effondra aussitôt. Dalaularè-Mori et Mariñ-Karani réussirent à fuir derrière le Niger, après quoi le premier gagna Kouroussa pour demander asile aux Français et organiser une guérilla anti-samorieenne qui allait durer trois ans. Le second suivit la piste de Freetown et fut reçu, avec la plupart des Ularè, chez les Kurānko du Sēnghé, à la frontière des Limha du Biriwa. Son frère Farā, qui tenait encore à Tiro, s'enfuit vers les sources du Niger et trouva un abri précaire chez Misasoro, à Bāmbaya (260).

Bilali restait maître d'un désert et la panique gagnait déjà les Kurānko de la rive gauche, qui évacuaient leur pays sans songer à se défendre. Ceux du Tomboro obtinrent le pardon des vainqueurs par une prompte soumission, mais ceux du Bonyā rejoignirent Mariñ-Karani dans sa fuite (261).

Bilali n'avait pas l'intention de les laisser souffler. Après une courte halte au gué de Farana, où il procéda à des exécutions massives, il lança ses hommes à l'ouest du Niger. Une colonne, passant le fleuve à Tindo, brûla Yarawalia (262), et le Firiya se vida aussitôt de ses habitants qui cherchèrent asile dans l'Ulada ou bien au Futa-Dyalō (263). Quelques-uns se soumirent pourtant sous l'influence de Kuta-Bwari, dont le frère, Nonokuta-Tāmba, était tombé dans les rangs samoriens à Sikasso. Bwari fut nommé Mānga du Firiya et s'installa à Sulēmaniya avec une garnison samorieenne. Par cette route, les conquérants reprirent aussitôt leur commerce avec le Futa-Dyalō bien que la région fût dévastée et à demi-déserte.

Certains ralliements compensaient d'ailleurs la fuite générale de la population. C'est ainsi que Bilali vit venir à lui les anciens compagnons de Fodé-Dramé, qui n'appréciaient pas, dans l'Ulada, le voisinage des Français. Ils les installa vers l'aval, pour couvrir sa gauche, face à Kouroussa (264).

Marche vers la mer. — Le kèlètigi n'oubliait d'ailleurs pas que la route de Freetown était son premier souci. Dès le début de février, il passa le Niger avec toute son armée pour marcher sur le Solimana. Il ne craignait pas grand chose de ce côté car il était accompagné de Ténè-Sayō Samura, le fils de Mānga-Isa se Kalyèri, que Samori avait récompensé pour sa vaillance à Sikasso (265). Bilali jugeait d'ailleurs que l'heure de la clémence avait sonné. Installant son camp dans les ruines de Dantiliya, il envoya Sayō à Kalyèri pour négocier la reddition de Gbèlè-Sila Isa, le chef des insurgés. Celui-ci obtint son pardon et Bilali entra à Kalyèri où il présida une grande palabre. Les notables dyalōnké burent le dègè en sa présence et il proclama que le vieux Mānga-Isa reprenait le commandement du pays (février 1890) (266).

Bilali qui ne rencontrait plus aucune opposition fit alors rayonner ses lieutenants pour étendre son autorité aussi loin que possible. Vers le nord, il était séparé du Huré par le Fitaba, où la restauration des Hubbu était trop faible pour lui tenir tête. Malgré l'inquiétude qu'il avait inspirée à Timbo, leur chef, Modi Fiddy, paraît s'être enfui dès que les sofas traversèrent le Niger et il trouva asile chez Agibu à Dinguiraye (267). Vers l'ouest, Falaba n'avait pas recouvré sa puissance et son chef, Mānga Dinga, était venu boire le dègè à Kalyèri. Les Kèita du Dèmbéléya refusaient cependant tout contact car ils avaient participé au massacre des dyula en août 1888 et craignaient des représailles. Comme le Huré, qui avait de son côté dépouillé Lāsana Turé, ils se livrèrent à des manœuvres dilatoires mais l'affolement régnait chez eux à la vue des sofas qui patrouillaient devant Sinkunya, sur l'autre rive du Mōngo (268).

Sur le flanc sud des conquérants, le chef du Sēngbé, Morlay-Bwari, s'était soumis, mais Bilali l'avait fait saisir et garder comme otage. Ses fils traversèrent aussitôt le Bagbè et se réfugièrent sur la frontière du Limba (mars 1890). Les sofas ne s'enfoncèrent pas tout de suite dans ces pays pauvres et à demi-déserts et ils se contentèrent d'abord de placer des garnisons à Gbèriya et Kōmbili (Morifiñdngu).

Bilali amorçait ainsi une nouvelle politique forestière qui allait prendre corps quelques mois plus tard, mais sa tâche essentielle restait la marche vers la mer et la reprise du contact avec les Britanniques. Samori surveillait de très près ses mouvements puisque Lāsana Turé arriva au début d'avril à Dantiliya avec un convoi d'ivoire et une lettre adressée au gouverneur de Sierra-Leone. Nous verrons que l'Almami faisait savoir qu'il rompait avec la France et qu'il voulait traiter désormais avec les Britanniques, pour développer son commerce avec eux.

Stabilisation. — Comme les gens du Dèmbéléya barraient la route au messager du souverain, il est vraisemblable que les Samoriens s'apprêtaient à les éliminer et à reprendre leur marche vers la côte des Rivières, quand ils apprirent qu'un Européen de Freetown venait à leur rencontre avec une escorte armée.

La mission Garrett, qui sera étudiée plus loin, est importante du point de vue de la reconquête samorienne, car son arrivée, en avril 1890, va figer en-deçà de Faraba les nouvelles frontières de l'Empire. Bilali avait désormais atteint son objectif principal et les instructions de son maître lui enjoignaient de ne froisser en rien ses nouveaux partenaires. Il s'y conformera d'assez mauvaise grâce car cela l'obligeait à renoncer à une fraction notable de l'ancien domaine de Lāngamā-Fali. Il n'imaginait pas qu'il allait peser ainsi sur le partage de l'Afrique en enlevant un argument à l'impérialisme français.

Il avait en tout cas installé sa résidence au vieux village dyalōnké de Bèndékuda auquel il donna un nom de bon augure, cher aux sofas, Hécerè-Makono, « Attends le bonheur », celui précisément que portait le camp samorien devant Sikasso (269). En choisissant ce site, nettement plus à l'ouest que Mafindi-Kahaya, le kèlètigi marquait qu'il se souciait avant tout des routes de la mer, et non de la frontière forestière qui avait occupé Lāngamā-Fali durant ses dernières années.

Il ne se détournera pourtant pas entièrement de celle-ci, mais ses conquêtes, dont l'ampleur sera désormais modeste, vont s'orienter de part et d'autre du môle que les Britanniques avaient opposé à son expansion en mettant la main sur Falaba. C'est ainsi que, vers le nord, il occnpera le Hurè sans attendre la fin des pluies, ouvrant une nouvelle route vers le Futa-Dyalō, mais aussi vers les comptoirs français des Rivières, dont le voisinage sera bientôt inquiétant. Au sud, vers la Forêt, nous verrons qu'il étendra finalement son pouvoir sur le Sèradu, plus largement que Lāngamā-Fali.

Il s'agissait cependant là d'actions secondaires et surtout étrangères à la répression de la rébellion. Celle-ci était pratiquement morte en avril 1890, bien que le siège de Borotu se prolongât encore dans l'Est.

* * *

L'Empire avait donc retrouvé son assiette territoriale, à peine moins large que l'ancienne, mais ce vaste pays était exsangue, ravagé et à demi désert. En s'efforçant de le reconstruire et en organisant fiévreusement une armée nouvelle, Samori avait fort bien compris qu'il devait abandonner les méthodes politiques qui avaient contribué largement au désastre. Les doctrines de la théocratie musulmane allaient céder d'autant plus facilement à l'empirisme que le conquérant leur imputait la crise étrange qu'il avait dû affronter à la fin de 1889, alors qu'il n'avait pas encore repris son équilibre, quand l'un de ses fils préférés s'était efforcé de le supplanter.

F) UNE NOUVELLE LÉGITIMITÉ

1°) UN COUP D'ÉTAT FUTILE.

Si des peuples vaincus se soulevaient fréquemment sur des marches lointaine, Samori paraissait assuré de la fidélité exemplaire de son entourage. On a souligné le caractère personnel de son œuvre et il en découlait que les ralliés s'attachaient à un homme plus qu'à un système. Ceux qui vivaient dans son intimité quotidienne subissaient son étrange maguétisme, et leur attitude à son égard pourrait presque se définir comme une dévotion.

Retour à l'empirisme. — Cet ascendant personnel explique qu'il ait toujours su imposer ses décisions les plus discutables quand il y tenait vraiment. C'est ainsi que la déshérence de ses frères et l'instauration de la théocratie avaient soulevé un mécontentement assez général, mais que les remous qui en résultèrent furent somme toute limités, et que la volonté du souverain l'emporta.

Son empirisme foncier n'était pas mort puisqu'il renouça à ces exigences impopulaires quand il mesura leur rôle dans la crise de 1888, mais il fut d'autant plus soucieux de renforcer son autorité personnelle que l'Empire reconstruit n'avait plus d'autre fondement après la faillite de la théocratie. L'abandon de cette doctrine qu'il avait imposée au prix de souffrances considérables, illustrait cependant ses variations et démontrait qu'il n'était pas infailible. Durant les mois cri-

tiques qui suivirent la retraite de Sikasso, alors que tout paraissait crouler, les Samoriens avaient fait bloc autour de leur maître. Mais en 1889 le pire était passé et des tendances frondeuses allaient se cristalliser pour la première fois dans son entourage et plus précisément dans sa famille.

Le problème de la succession. — Si Samori admettait dès lors que l'Islam ne servirait pas de pivot à son œuvre, il voulait du moins consolider celle-ci en fondant une nouvelle légitimité, et plus précisément en assurant la transmission du pouvoir à ses fils.

Cet élément n'était pas nouveau mais, après 1888, il devenait essentiel. S'il disparaissait, il était très conscient que les conflits inévitables entre ses frères, ses fils, et ses partisans les plus fidèles provoqueraient une ruine générale. Il fallait donc imposer dès à présent sa volonté, et la faire respecter sans discussion, jusque dans l'arbitraire. Tel fut, semble-t-il, le raisonnement qui poussa Samori à donner libre cours à ses désirs profonds, sous prétexte de consolider l'Etat. Les événements vont montrer qu'il n'était pas faux car si une certaine maladresse de l'Almami allait contribuer à nouer la crise, le seul fait qu'elle ait éclaté, chose jusque-là impensable, prouve qu'il y avait un abcès à débrider.

Le problème de la succession joua donc le rôle de catalyseur. Il n'avait jamais été posé clairement jusque-là. Depuis 1885, on savait que l'Almami voulait céder la place à ses fils et non à ses frères, comme la coutume l'eût exigé. Mais la faveur de Dyaulé-Karamogho n'avait rien d'officiel et aucun héritier présomptif n'avait été proclamé. La crainte qu'inspirait la France à ce jeune homme, depuis son voyage à Paris, l'avait d'ailleurs un peu éloigné de son père. Sans qu'on puisse parler de disgrâce, il est certain qu'à Sikasso, il ne tenait plus le premier rang.

Prétentions de Managbè-Mamadi. — Le favori était dès lors Managbè-Mamadi, qui avait débuté modestement à l'Armée de Bafagha, comme chef titulaire éclipsé par Bolu-Mamudu, et dont la conduite héroïque, pendant le siège, avait été appréciée par son père. Face à Tyèba il avait réussi brillamment une retraite qui aurait pu être désastreuse. Il était parvenu à reconstruire une armée à Bafagha avec l'aide d'Alfa, quand celui-ci rentra du Fölöna, et celle de Bolu-Mamadu avant que Samori ne l'ait rappelé à Nyako. L'évacuation précipitée du Fölöna et l'échec de Saghaha-Dyasa avaient un peu terni ses lauriers, mais on peut être assuré qu'il aurait remplacé son père sans coup férir si celui-ci avait disparu dans les premiers jours de 1889 (270).

Sarānkēnyi-Mori. — C'est justement vers la fin de son séjour à Nyako, en prenant conscience de la ruine de l'Empire et du caractère inéluctable de la menace française, que Samori décida d'asseoir son autorité en imposant une solution claire, mais inattendue, au problème de sa succession. N'étant pas prêt à céder la place, il craignait peut-être de donner trop de poids à des fils adultes, ayant déjà des partisans et capables de lui tenir tête. Peut-être, plus simplement, cet homme vieillissant, oubliant un instant sa froideur calculatrice, laissa-t-il ses sentiments personnels envahir le domaine politique.

Depuis trois ans au moins, sa faveur se portait exclusivement sur une seule de ses épouses, Sarānkēnyi, célèbre pour son intelligence et son énergie. La façon magistrale dont cette femme avait tenu Bisāndugu, pendant la crise de 1888, avait confirmé le choix de l'Almami, qui allait lui rester fidèle jusqu'à la fin. La défaveur de Dyaulé-Karamogho avait d'ailleurs entraîné celle de sa mère, la vieille Dyanlé Sidibé, pour qui Sarānkēnyi éprouvait des sentiments plutôt hostiles. A cette époque, le jeune Sarānkēnyi-Mori, garçon vif et éveillé, dont le charme avait frappé Festing, était incontestablement le fils chéri du maître. Il n'avait que treize ou quatorze ans et on préparait pour l'année suivante sa circoncision qui devait être célébrée en grande pompe.

Intrigues domestiques. — C'est alors que l'Almami confia à ses familiers qu'à cette occasion il allait proclamer Sarānkēñyi-Mori comme héritier de l'Empire et qu'il demanderait à tous de lui jurer fidélité. Un rêve, confirmé par les géomanciens (271), vint bien entendu confirmer cette décision, mais l'essentiel est qu'en élevant ce jeune garçon, Samori voulait marquer à la fois la souveraineté de sa volonté et son intention de ne céder la main qu'après de nombreuses années.

Un vif mécontentement se cristallisa aussitôt, surtout dans la famille de l'Almami. Managbè-Mamadi, qui voyait ses ambitions s'effondrer, se trouvait bien entendu au cœur de l'agitation. Ses griots et la petite cour qui l'entourait à Bafagha entretenaient sa rancœur. Dyānka Dyubaté, qu'il envoya aux renseignements à Nyako, serait rentré bientôt en prêchant la modération, mais le fils aîné de Samori jugeait qu'il était brimé, sans faute de sa part, et d'une façon intolérable (272). Il semble bien qu'il prit contact avec Dyaulé-Karamogho et que les deux frères, unis par une commune disgrâce, aient songé à faire front commun contre leur père (273). L'opinion générale est que Managbè-Mamadi devait prendre le titre de Faama pour les pays de l'Est, du Wasulu à Bamako et Odienné, tandis que Dyaulé-Karamogho en ferait autant pour les pays à l'ouest du Milo. Ils auraient alors laissé leur père gouverner le centre du pays, mais sans le titre d'Almami.

Quoi qu'il en soit de ces projets, une certaine agitation régnait et Samori en était évidemment informé puisqu'elle était connue, dès le 3 septembre, par les Français de Bamako (274). Il décida sans doute de la mépriser. Il n'hésita pas, en tout cas, à dégarnir le cœur de l'empire et il s'enfonça dans le Sud pour écraser les insurgés du Konyā, tandis que Bilali s'éloignait vers l'Ouest pour renouer avec les Britanniques (août-septembre 1889). L'Almami essayait en même temps de négocier avec Amadu pour mettre fin à la guerre toucouleure dont il sentait le caractère absurde, sous l'œil ironique du colonisateur.

Coup d'Etat à Bafagha. — Si Managbè-Mamadi hésitait encore, l'absence prolongée de son père le décida. Il croyait que son armée lui était personnellement fidèle et comptait sur la complicité d'Alfa, comme oncle de Dyaulé-Karamogho. Il savait bien que Kali ne trahirait jamais Samori, mais la guerre retenait ce kèlètigi sur la frontière toucouleure et Bafagha contrôlait ses routes d'approvisionnements. On pouvait donc espérer qu'il resterait neutre et c'était une certitude pour Famako, qui négociait alors avec les Français de Bamako, et qui paraît avoir été au courant du projet de révolte.

Dans la seconde moitié de novembre, Managbè-Mamadi se proclama Faama et interdit d'employer le titre d'Almami pour désigner son père (275). Ses partisans affectèrent d'appeler le vieux conquérant Samori ou même par dérision « Sèriba Bologbè » « le semeur aux mains blanches ». Pendant quelques jours d'euphorie, Managbè-Mamadi se grisa de sa puissance, tous ses griots faisant assaut pour célébrer ses louanges (276). Il sentit pourtant vite son isolement car Kali prenait une attitude menaçante et Famako ne suivait pas (277). Dyaulé-Karamogho s'était rapproché puisqu'il visitait sa mère à Sanānkoro, mais il ne donnait pas signe de vie. Comme l'armée de Bafagha elle-même murmurait, Managbè-Mamadi organisa un grand tam-tam pour frapper les esprits et Dyèli-Dyānka composa à cette occasion un fameux chant d'injures contre Samori et Sarānkēñyi (278). Cela produisit bien un choc dans l'opinion, mais ce ne fut pas celui que le jeune homme escomptait car les Samoriens furent remplis d'inquiétude et de dégoût. Le mouvement fut tel qu'Alfa réunit secrètement dans sa case ses collègues, Folōnka-Mori et Nānkuma-Musa. Ils jugèrent tous que les choses allaient trop loin et qu'il fallait se séparer de cette folle aventure (279). La nuit suivante, dans le plus grand silence, toute l'armée de Bafagha quitta ses cantonnements et prit la route de Nyako pour rejoindre Samori.

Managbè-Mamadi, au matin, se trouva seul avec sa garde, sa famille et une poignée de partisans. Il se lança sur les traves des déserteurs et les rattrapa aisément, mais il fut incapable de les ébranler. Il dut reculer devant l'attitude pleine de dignité d'Alfa et rentra, désespéré à Bafagha (derniers jours de novembre 1889) (280).

Dès lors tout était perdu (281). Ce général sans armée eut encore la chance que Tyèba, bloqué dans le Minyānka, fût incapable d'exploiter la situation. Mais, déjà, les Bambara s'agitaient et menaçaient de se révolter tandis que Kali ou Bolu-Mamudu pouvaient surgir d'un jour à l'autre pour saisir le fils rebelle. Celui-ci traîna quelques jours sans but dans Bafagha désert, puis il prit son parti et, au début de décembre, piqua droit au sud avec ses fidèles. Il allait au Kabasarana pour se placer sous la protection des marabouts de Samatigila (282).

Règlement de la crise. — On a vu que Samori reçut l'étonnante nouvelle à Gbésoba et qu'il renonça aussitôt à écraser la rébellion pour rentrer à Bisāndugn et parer à toute éventualité (début décembre). En arrivant dans sa capitale il apprit d'ailleurs que tout était fini et que la folle tentative s'était effondrée d'elle-même. Dyaulé-Karamogho était prudemment resté à Sanankoro, et Alfa, avec toute l'armée de Bafagha, attendait son maître pour renouveler son serment de fidélité (283).

Samori, quelques jours plus tard, apprit que son fils s'était réfugié au Kabasarana et il reçut une délégation de marabouts de Samatigila, dirigés par le fameux Konya-Māmbi, qui sollicita le pardon du pécheur (284). Bien que le coup d'Etat ait croûlé sous le ridicule, l'Almami voulait en profiter pour renforcer son autorité. Un exemple s'imposait donc et il ne promit rien mais exigea que les coupables se présentassent à lui en suppliants, tête nue, à pied, et les bras liés.

C'est en cet appareil que Managbè-Mamadi et sa suite firent leur entrée à Bisāndugu quelques semaines plus tard. Samori avait sans doute déjà décidé d'épargner son fils mais il se fit prier publiquement durant deux jours entiers. Comme Konya-Māmbi dirigeait les suppliants, il lui demanda de juger entre son fils et lui, en strict droit malikite. C'est seulement pressé par vieux marabout eut admis que son protégé méritait la mort que l'Almami, fortement pressé par Karamogho Sako, annonça qu'il serait clément. Son indulgence ne s'étendit pas aux conseillers de son fils car vingt-cinq griots furent décapités après avoir été publiquement humiliés (fin décembre ?) (285).

Managbè-Mamadi fut condamné à dix ans de fers. Il sera en fait, libéré dès 1893, mais il sera astreint, jusqu'à la fin, à résider à côté de son père, sous une étroite surveillance. Petit à petit, Samori oubliera pourtant l'injure et, sans donner des charges à son fils, il l'écouterà volontiers. Durant ses derniers mois de liberté, il attachera une grande importance aux conseils de Managbè-Mamadi, qui était de toute façon impuissant à prévenir le désastre (286).

Réorganisation des armées. — L'armée de Bafagha fut placée sous les ordres de Bolu-Mamudu et profondément transformée. Son territoire fut étendu de façon à inclure l'Est du Wasulu et sa capitale transférée à Laminina, dans le le pays natal du nouveau kèlètigi. Malgré le loyalisme dont ils avaient fait preuve, les anciens lieutenants de Managbè-Mamadi furent dispersées. La colonne de Folōnka-Mori passa sous les ordres de Morifiñdyā qu'elle rejoignit devant Borotu et celle de Nānkumā-Misa sous ceux de Bilali, dans l'Ouest. Quant à Alfa il fut nommé lieutenant de son neveu Dyaulé-Karamogho, qu'il devait en fait surveiller. Celui-ci n'avait jamais disposé d'un véritable gouvernement puisqu'il commandait des troupes du Foroba et son maintien dans l'Ouest ne se justifiait pas du moment que la révolte des Kurānko était vaincue. Son père le diri-

gea donc vers le Nord du Wasulu avec mission de surveiller la rive française du Niger, en amont de Kāngaba, où commençait le secteur de Kali, et en aval du Nyādā, qui marquait la limite orientale de Bilali (287).

Dyaulé-Karamogbo et son oncle s'installèrent donc à Yānfolila, dans le Ba-Sidibé, et ils eurent à réprimer une mutinerie de sofas à Ntèntu dès janvier 1890. Leur présence, qui pesait lourdement sur la population, explique que la plupart des Wasulunké aient émigré en zone française dès la chute de Ségou, y compris des vieux Samoriens comme Adi-Tumani. En raison de sa position centrale, cette armée était bien placée pour aider alternativement Bolu-Mamudu et Kali, dont les territoires étaient dévastés et presque déserts. C'était d'ailleurs la raison d'être du Foroba et ces mouvements eurent lieu à plusieurs reprises (288).

Ces chefs n'étaient nullement en disgrâce car Samori allait bientôt leur attribuer des armes achetées à prix d'or en Sierra Leone. Dans une quiétude relative, ils allaient s'employer à équiper et entraîner leurs hommes en s'inspirant des méthodes européennes, jusqu'au jour où l'attaque française d'avril 1891 les fera rappeler sur le Milo, pour combattre.

2°) LES GRANDS JOURS DE SANANKORO.

Après avoir réprimé le coup d'Etat de Managbé-Mamadi, il est significatif que Samori ne soit pas rentré à Nyako, symbole d'une époque de troubles et d'expédients, mais dans sa vieille capitale de Bisāndugu. Celle-ci retrouvait ainsi son rang car le maître voulait montrer à tous que la Grande Révolte était finie et qu'un nouvel ordre impérial commençait (décembre 1889).

Retour aux sources. — L'Almami n'y séjourna pourtant guère. En mars il était à Gbānkundo, où il consolida l'organisation du Haut Konyā, tandis que, dans l'Est, le siège de Borotu traînait en longueur (289).

Au début d'avril il arriva à Sanānkoro. Depuis les grandes réformes de 1884, il n'y avait séjourné que quelques jours, le temps d'inspecter le progrès des travaux de Kérwané. Cette fois, le vieux village des Kamara était destiné à reprendre son rôle rituel. Samori y fit venir Sarānkè-ñyi-Mori, qui suivait l'enseignement des Shérifu à Kankan. Le jeune garçon, qui avait environ quatorze ans, y fut circoncis en grande pompe, avec de nombreux camarades d'âge, choisis surtout parmi les Kamara, maîtres de la terre. La cérémonie eut lieu en présence de son grand-père, Laafiya, entouré de ses amis païens. Le caractère animiste du rituel fut atténué puisque les jeunes gens prirent seulement trois semaines de retraite dans des cases situées hors du village. Ce n'en était pas moins une concession de Samori aux traditionnalistes car il aurait pu célébrer la cérémonie à Bisāndugu dans une ambiance purement musulmane. En choisissant le village où résidait son père et ses « oncles maternels », il marquait sa volonté de renouer avec la vieille alliance Kamara qui lui avait servi, trente ans plus tôt, de tremplin. C'était le premier geste qui désavouait ouvertement le principe de la Théocratie.

Samori se hâta d'ailleurs, pour maintenir un certain équilibre, de rentrer à Bisāndugu où il célébra avec beaucoup de ferveur le Ramadan qui tombait cette année du 19 avril au 19 mai. C'est là qu'il reçut Garrett et qu'il signa avec joie un traité plaçant ses États sous le protectorat britannique (24 mai). Il cherchait visiblement un appui pour compenser la nouvelle terriente de la chute de Ségou qui venait juste de lui parvenir.

Pendant quelques mois, l'Almami eut sans doute le sentiment que la chance tournait en sa faveur. L'Empire était reconquis et si de vastes étendues demeuraient en ruine, il disposait

encore de pays peuplés. Quelques années de paix permettraient d'en relever l'ensemble. Les excès de la théocratie étant désavoués, il devenait possible de ramener à lui les païens et particulièrement ses vieux alliés du Konyā. La menace française, sur laquelle il ne nourrissait aucune illusion, paraissait en outre neutralisée puisque les Britanniques acceptaient ses avances.

Samori jugea donc qu'il pouvait faire un nouveau pas vers la consolidation de l'Empire. En avortant, le coup d'Etat de son fils n'avait fait que renforcer son autorité. Il pouvait désormais imposer arbitrairement sa volonté, ce qu'il voulut vérifier en liant ses gens par un nouveau serment solennel, prêté à lui-même et à l'héritier qu'il s'était choisi.

Proclamation de l'héritier. — Au début de juillet 1890, il retourna sur le Haut Milo, où il allait célébrer la Tabaski et hiverner pour la première fois depuis près de vingt ans. Malgré une mauvaise santé, il veilla personnellement aux travaux de fortification de Kérwané (290). Il visita alors le massif abrupt du Tinikuru qui dominait son village, de l'autre rive du Milo, et il décida de l'aménager pour y stocker ses richesses et ses armes, car il pensait que ses falaises abruptes défieraient les assauts des Blancs (291). Dès le mois de septembre, la nouvelle forteresse sera organisée et une véritable manufacture de munitions y fonctionnera bientôt.

Ce long séjour à Kérwané avait cependant des raisons essentiellement politiques et Samori s'employait à préparer minutieusement une grande palabre où figureraient des délégations de toutes les lignées Kamara du Konyā et du Tukoro et où viendraient non seulement les principaux chefs mais leurs fils et leurs héritiers (292). Cette cérémonie solennelle eut lieu finalement le 27 août 1890 à l'occasion du Nouvel An (Ashura). Le souverain obligea tous les assistants à prêter serment sur la kola à Sarānkēnyi-Mori, qu'ils reconnurent publiquement comme unique héritier de l'Almami. Ils s'engagèrent à être aussi fidèles au fils qu'au père et ils rentrèrent chez eux couverts de présents magnifiques.

La génération montante s'unissait ainsi à l'ancienne pour assurer la pérennité de l'Etat et Samori, fort satisfait, jugea qu'il pouvait désormais être généreux. Il libéra la plupart des prisonniers politiques, notamment son vieil hôte, Dēnda-Soghoma, et les Kurānko insurgés pris les armes à la main (293).

Il envoya aussi des émissaires auprès des réfugiés, au Nafana ou en pays Toma, pour les inviter à rentrer en paix chez eux. Cette offre n'eut qu'un succès limité car la méfiance persistait chez les vaincus mais elle prouve que l'Almami jugeait désormais sa position solide, du moins sur le front intérieur.

Vers la guerre. — Dans le courant d'octobre, Samori rentra à Bisāndugu qu'il n'allait plus quitter jusqu'à ce jour d'avril où Archinard lancera l'agression depuis longtemps attendue. Sur le plan des relations avec les Blancs, l'optimisme de Samori s'était en effet dissipé peu à peu, devant le silence obstiné des Britanniques. Son envoyé à Freetown, Nalifa-Mudu n'obtenait aucune réponse du gouverneur et l'Almami comprit sans doute assez tôt que ses amis de Sierra Leone l'abandonnaient aux Français. La réponse finale de Hay, qu'il reçut en mars 1891, quelques semaines avant l'agression d'Archinard, ne dut guère lui causer de surprise. Nous verrons qu'il insistera longuement pour faire sortir ses partenaires de leur réserve, mais il avait l'esprit trop réaliste pour tout miser sur un seul tableau.

Tout en espérant que l'intervention britannique lui épargnerait la guerre, Samori avait eu la sagesse de préparer celle-ci avec la plus grande énergie. Dans un empire militaire comme le sien, la reconstruction de l'armée allait de pair avec celle de l'Etat et personne n'aurait pu s'en

étonner. Dès le début de 1890, elle prit cependant un tel caractère et devint tellement prioritaire que chacun comprit qu'elle s'organisait pour lutter contre des troupes européennes et non plus désormais africaines.

Les relations avec la Sierra Leone allaient rester cordiales en dépit de la prudence politique des Britanniques, car elles étaient régies par le commerce des armes, qui s'organisait alors sous la protection de Bilali, grâce à l'habileté de Nalifa-Mudu. Il sera bientôt étudié en détail, mais on peut déjà souligner que les achats resteront assez faibles, jusqu'au moment où l'attaque d'Archinard incitera l'Almami à mobiliser toutes ses ressources pour la guerre.

Sans attendre la crise, Samori avait d'ailleurs bouleversé l'organisation de ses artisans et c'est de 1890 que date sa fameuse manufacture d'armes, installée au village forgeron de Tèrè. C'est elle qui, transférée à Dabakala et à Bori-Bana, fonctionnera jusqu'aux derniers mois de l'Empire, et on a vu qu'elle réalisa l'exploit de fabriquer en série des fusils à répétition.

Samori se déplacera donc peu à partir de 1890, mais cette vie sédentaire dans sa capitale n'excluait pas une activité débordante. L'Empire, reconstruit tant bien que mal, était fondé désormais sur le prestige personnel qu'il venait de rétablir, plus que sur la religion. Il put dès lors se consacrer aux deux tâches dont dépendait sa survie politique, la modernisation de son armée et la recherche d'un équilibre avec les Français. La première dépendait avant tout de ses relations avec les commerçants des Rivières, et plus précisément de la Sierra Leone, grâce à la route que Bilali venait de rouvrir. La seconde était sans espoir et sera abandonnée en 1891 pour une lutte armée inexpiable.

Avant d'étudier ces relations, nous allons cependant examiner la politique que menait le souverain après 1888, sur l'immense frontière forestière qu'il venait de reconquérir. Bien qu'elle n'ait eu qu'une faible incidence sur le destin de l'Empire, elle se confond souvent avec les derniers épisodes de la répression de la révolte. Elle débouche dans certains secteurs sur le grand exode de 1893 et 1894, qui allait transférer l'Empire dans un cadre exotique et provisoire, avec l'espoir d'échapper à la poussée française. Elle résume donc assez bien la restauration de 1889, qui allait avorter sous les coups des colonisateurs, et nous l'étudierons d'un seul bloc, sans craindre d'étendre largement ses limites chronologiques aux dépens des autres chapitres.

NOTES

(1) Les causes de la révolte sont clairement énoncées dans le message qu'une tradition [70] prête à Sarankéfi, quand elle conseilla à son époux d'abandonner le siège de Sikasso : « Si on ne t'aime pas, c'est que tu veux convertir les païens, leur interdire le komo et l'alcool. Tu obliges les Malinké à nourrir des marabouts et à étudier : ils n'aiment pas cela. Les 350 Wasulunké de Nânténè-Bréma que tu as envoyés étudier à Kankan sont rentrés chez eux pour se révolter. Ils ont chassé tes Karamogho et disent que les Blancs autorisent le paganisme et l'alcool. »

(2) L'Almami Sumá avait pourtant donné une de ses filles à Lāngamā-Fali en 1885. Il se plaignait qu'un jour les sofas, qui avaient été reçus en amis à Bafodéa, avaient surpris les habitants avant l'aube, pour en vendre une grande partie et enrôler les jeunes gens. (Festing, 1887).

(3) Sāsāmbaya était traditionnellement respecté en raison de son caractère maraboutique. Le village était à peine fortifié et fut d'ailleurs surpris de nuit. Son chef, Dusukéra-Lamini Faro (=Fadiga) se trouvait alors à Sikasso avec tous les hommes valides. Il accourut en hâte avec Pasiséli et s'employa aussitôt à rassembler les survivants et à reconstruire le village [89].

(4) Le contingent du Dyuma à Sikasso était commandé par le vieil ami de Samori, Solobamoro Kèita, que Samori renvoya sur le Niger à la nouvelle des troubles. Il fut d'ailleurs impuissant à réveiller le loyalisme de son pays car un chef fort influent, Kôsô Kèita, de Konoma-Kura, avait décidé d'appuyer Namamudu. Le parti samorien était désormais réduit au silence, mais il ne disparut pas. Le chef de Tigibèri, Gbésiramudu Kèita, sera fusillé en octobre à Siguiri pour avoir envoyé de la poudre à Nyako où résidait alors Samori. Des accusations analogues seront portées au même moment contre le fameux Nana Fali, dans le Buré [10, 225, 226, 256].

(5) La haine de Samori était telle que les survivants du Kulibaldugu passèrent d'un seul coup à la révolte. Le ralliement eut lieu à l'initiative de Faraba et les Fula du Sèndugu suivirent aussitôt. Les sofas se maintiendront jusqu'en juillet à Kényérâ mais ils n'oseront plus en sortir [237 à 241].

Les Kèita du Dyumawañya étaient par contre fort divisés mais ils réussirent à faire taire les chefs du parti samorien, Nādamā Kèita de Kodyanakura et Naba Mamudu de Gbèso. A Sidikila, le chef Namāndyā perchait pour les Français tandis que son frère, Nédubané, était fidèle à l'Almami. Le Māsa Nāfédé, de Kamoro, décida de se rallier à Gallieni, avec l'appui de Kulako-Dém̄ba, de Dylēngbè. Le colonel signale que Nāfédé voulait rappeler les hommes qui combattaient à Sikasso mais que l'Almami s'y opposa [243 à 250].

(6) La tradition locale parle d'un contingent de 100 hommes, ce qui paraît excessif bien que Nora ait compté en 1957 plus de 6.000 habitants [227].

(7) Les Samoriens occupaient le tata du quartier. Nyumamudu-Musa, invité à une réception au tata de Kārīnkā-Ulè, y fut saisi et décapité [220, 221].

(8) Le parti de l'insurrection y était cependant présent puisqu'une moitié de la population quitta le village en août pour se réfugier à Siguiri [217].

(9) Fodébe-Musa Traorè, originaire de Banānkoro dans le Kulay-Ni-Ulètè, avait été pris à Borifiñyā en 1874 et avait longtemps servi de porte-chaise à Samori. Versé dans le Foroba, d'où son surnom de Foroba-Musa, il avait combattu avec Manigbè-Mori jusqu'à la mort de celui-ci, à Sikasso. Après la répression du Konyè, il suivra Samori jusqu'en 1898 et jouera un rôle important dans les dernières années de cette histoire. Il ne faut pas le confondre avec Faraba Miaa, un Konaté, ni Kuruba-Musa, un Kulibali [10].

(10) Il n'alla pas à Siguiri, comme le crut Feating Vers le début de juin, l'Almami apprenant que l'ambassade de Tyèba arrivait à Bamako y envoya une mission dans l'espoir d'empêcher ces pourparlers d'aboutir. Le traité unissant la France au Kénédugu n'en fut pas moins signé. (2^{me} partie, chap. VII).

(11) Les fuyards traversèrent le Niger près de Tiro et l'Ularèdu jusqu'à Dyalawa [le village est anonyme in A.O.F. - *Kissidougou* - par 9° 48' Nord et 10° 24' W] puis le Kōndèdu de Brasā à Misira [7, 10, 192].

Le Fānsāmbu est transcrit Fanson [A.O.F. *Kissidougou*] 8 km. au sud-ouest de Dwako.

(12) Mariñ-Karanī était rentré de Sikasso peu avant l'hivernage et avait repris le commandement assuré en son absence par son frère Karfa [210, 211].

Selon une autre tradition [7] il s'était enfui du camp samorien en apprenant la révolte des Bambara.

(13) Malgré son passé samorien, Dōlédugu ne résista pas à la tentation de profiter des circonstances. Lāsana Turè avait porté au gouverneur de Sierra Leona une lettre de Samori et remontait par le Futa-Dyalō afin d'éviter la révolte du Sānkārā. Dōlédugu n'hésita pas à le dépouiller de 60 Chassepots qu'il avait acquis [7, 10].

(14) On notera la présence de contingents du Mamburdu et du Dēmbayara. Misasoro n'était pas venu en personne, mais avait envoyé une très forte colonne sous les ordres de son fils Dānsa Māsarè. Celui-ci passa par Léa [*Loyo in A.O.F. Kissidougou*], Finsānkoro-Daméndu et rejoignit Dalaularè-Mori à Dwako [112, 118 à 123, 192, 207].

(15) Sokurala correspond à Damā [A.O.F. - *Kissidougou*].

(16) [142, 144]. Au sud du haut Nyādā, les Lélé et Lundi revinrent à leur tranquille indépendance. Les villages détruits par Lāngamā-Fali furent alors reconstruits, mais ils ne participèrent pas à la coalition. Après tout c'est Dalaularè-Mori qui était jadis venu les soumettre au nom de Samori [177 à 183].

(17) Dubalay Kèita, neveu de Syamāndyā, et Sirafa Kamara, fils de Tenèhkalè-Lay étaient à Sikasso. Sirafa suivra Samori jusqu'en 1898 [8, 194 à 197].

(18) Le dugukufinasigi Ibrahima Sisé, qui résidait à Sāfiyana, avait été assassiné peu de temps avant la révolte. Cet acte de vengeance individuelle peut être considéré comme l'indice d'un certain mécontentement [197].

(19) [87] Dyara-Tumbo est une ruine ancienne, située à mi-chemin de Sanānkoroni et de Dalala [A.O.F. - Kankan].

(20) En dehors de Fōgbè-Sori Traorè, chef du Menā, deux de ses voisins resteront fidèles à Samori, Dyèlikuma Kaba, du Booba et Sidi Kamara, du Kawala. Il est possible que l'influence de Kankan ait joué pour le Booba, dont la lignée dirigeante est issue de la métropole dyula. Les Kamara du Milo ont certainement influencé ceux du Kawala [90, 92, 93].

(21) La tradition signale dans l'armée des Kurānko la présence des chefs suivants : Bakari Kamara du Tinki, Fakolèa-Ulé Kirka du Kirkabō, Bosaséli Mara du Mamburdu, Tèrna Kuruma de Masatiñdu, Mānga Sano de Tèlèbodou (Sirkuldu), Fabu Kōndé de Waru, Fantasiri Mara de Yaraya. La seule défection notoire fut celle de Fanyama Kirka, chef du Falānko, qui n'avait pas pardonné à Dēnda-Soghoma la guerre de 1885 [96, 97 à 102].

(22) C'est alors que les Kisi, à l'est du Nyādā, et notamment Farakélé Koomano de Banama, reprirent leur liberté sans se joindre pour autant à la coalition. Les seuls qui se joignirent à la coalition furent Firawa, avec ses annexes de Kwēnto et Dōndyā, ainsi que le Kosilā [124, 130, 132].

(23) L'affaire fut certainement très dure. Tèrna-Musa, fils de Dēnda-Soghoma fut pris et égorgé. Sarān-Tèrna Mara, de Kuliya et le griot Dyèli-Musa tombèrent également aux mains des Samoriens [8, 90, 102].

(24) Au cours des réunions de Moriya, qui eurent lieu quelques semaines plus tard, Daloularè-Mori aurait reproché à Kurani-Sori d'être responsable de la défaite de Nafadyi. Il est certain que les relations des deux alliés furent désormais moins bonnes, ce qui explique que Daloularè-Mori ait fui à Farana et non à Moriya après la chute de Dwako [112, 192].

(25) Il paraît avoir attendu le retour de son fils Damō Sako qui combattait à Sikasso. son principal vassal, Sāmbatigi Sako, de Loilakoro, paraît avoir été le principal partisan de l'insurrection [10, 237, 238].

(26) On a vu que, dès le 23 mars, Māsa Bagayogo, le chef du Kèlèyadugu avait visité Gallieni sans pour autant se révolter. Sa position, entre Fila Kalé à Faraba et Bolu Mamudu à Kologo était évidemment inconfortable. Cette poussée hardie de l'influence française avorta donc, mais elle atteste l'ampleur des projets de Gallieni.

(27) Cattell très ému a dû prendre des agents politiques pour des tirailleurs. Le journal de Siguiri ne permet pas de croire que ceux-ci aient circulé sur la rive droite, sinon en civil pour des missions isolées.

Falama est certainement le village du Kulibaldugu, rattaché à Siguiri dès mars, et non celui du Dyétulu. Gallieni atteste en tout cas qu'en apprenant la venue de Festing, il envoya des agents sur la rive droite pour entraver sa marche (GALLIENI, 1891, p. 428).

(28) Le 24 juillet à Moryani, sur les confins du Torō et du Waaulu (8° 51' W - 10° 10' N), Festing croisa un convoi de riz commandé par Fasana Fasina, son ancien hôte de Bisāndugu, dégradé par Samori. Il apprit quelques jours plus tard que la caravane s'était heurtée aux insurgés et qu'après un bref combat, elle avait renoncé à passer.

(29) Dans le Dyétulu, le parti de la révolte était animé par Deuda Dyakité, chef de Bagafea. Nyamōnkoro, actuellement ruiné, se trouve à mi-chemin de Dāndéla et de Samamurula. C'est à ce moment qu'il faut placer le massacre de la garnison samorienne de Soloni [340, 342, 352].

(30) Dans le Ba-Sidibé, Ya Sidibé, chef de Yāfolila penchait pour la révolte, tandis que Filififibu, de Dyilēmfi, restait obstinément fidèle à Samori [342].

Solomini se rendit en personne à Siguiri pour livrer Tirānké aux Français [352].

(31) Danu : ce petit kafu bambara est situé à la limite nord du Waaulu. Son chef, Dyulafama Bagayogo, de Turakoro, un Samorien fervent, était parti combattre à Sikasso, laissant le pays à la garde de son parent Badyūnkoro. Ce dernier, désireux de le supplanter, paraît avoir encouragé le parti français.

Vers le début des pluies, en 1888, Dyula Fama renvoya son lieutenant, Tumanl, chef de Turakura, pour surveiller cette agitation.

En apprenant l'arrestation de Tirānké, Badyunkoro convoqua une grande palabre à Koré. Tumanl s'y rendit, mais à peine arrivé, il fut saisi et cloué à un arbre. A la suite de ce meurtre, Dyulafama n'osa pas retourner chez lui. La plus grande partie de la population se rallia à lui après le massacre de Samamurula, et rentrera dans l'obédience samorienne. Les autres suivront Badyuñkoro à Bamako, où il restera jusqu'en 1898 [339].

(32) Rappelons que le Dyèmmèrèñ occupe la haute vallée du Limba qui se jette dans le Milo cinq kilomètres en aval de Kankan [10, 75, 78].

33) Le chef du contingent de Gbaralo, Tyèblé Sāngarè, du quartier Dyolokolo, avait été tué dans les rangs des Samoriens. La révolte fut décidée par les Kāndé, fondateurs du village, dont le chef était alors Mamuduba Kintiya.

Gbaralo sera reconstruit vers 1895, après la fondation du poste de Bougouni [301, 302].

(34) Le chef samorien du Salagbala, Karamoghofiñ Kamara, resta seul fidèle mais il était neutralisé au milieu de cette mer d'insurgés et il ne bougea pas jusqu'à l'arrivée de Morifiñ-Dyā. Son attitude empêcha cependant l'implantation des ineurgés sur le massif de Gbānkundo [4, 5].

Parmi les Kamara, signalons Muñyé pour le Famoéla, Masagbori de Sokurala pour le Girila. Une fraction du Gwanā restait favorable à Samori mais son chef, Amara, venait d'être tué à Sikasso et le parti de la révolte l'emporta, sous la direction de Wau-Tyègbana et Gwèla-Nyimu. A la limite du Pays Guéré, Nyama de Soba pour le Mahana et Kamori pour le Kwisu, animèrent l'insurrection [30 à 34].

Enfin le Gbè, traditionnellement hostile à toute autorité, avait suivi le mouvement sous l'impulsion de Mamudu-Syé, de Tanèntu [46, 47].

(35) Toute la frontière des Kpèllè (Guéré) échappait naturellement à l'autorité de Samori, mais le Karagwa, protégé par l'isolement, ne prit aucune part active à l'insurrection [26 à 29].

(36) Dans le Kawa, ou Mau occidental, Vamasé Bāmba, ancien partisan de Saghadyigi, se rallia naturellement à l'insurrection, en entraînant Wanino, tandis qu'une large fraction du Mau central, inspirée par les gens de Gwanā se soulevait contre Samuka Dyomāndé, à qui on reprochait l'appui de Samori. Ce chef parvint à se maintenir et il allait rester fidèle à l'Almami mais sa situation était trop difficile pour qu'il aidât son maître (ci-dessous, chap. II) - [436 et 444 à 449].

(37) Rappelons que le Gbè et le Barala sont tous deux dirigés par des Kamara Kōñsabasi et non des Ferēnkamasi. Le doyen du Barala, Vakurubé Dyomāndé de Booko, était très vieux et son fils, Ndémwé prit le parti de la révolte, soutenu par Vatyéulé de Moāmbaso et Dyogbo de Masala. Dyausé de Toronu, l'homme le plus influent du pays, dut céder à l'ardeur de ces jeunes gens bien qu'il fût de tendance loyaliste [424 à 426].

(38) Fabèrè Koné, qui commandait toujours Sirana, avait l'appui du chef de Fualla, Késè-Ulé Bāmba, qui contrôlait en fait tout le Bāmbala. Le Māsa de ce kafu était cependant le vieux Dusumori de Buguso, qui avait jadis dirigé la révolte contre Muktar, mais qui refusa cette fois de soutenir l'insurrection. Son influence avait cependant tellement diminué qu'il fut incapable de l'empêcher [404 à 407].

(39) Ces deux kafu étaient restés loyalistes durant la Grande Révolte qui suivit la mort de Muktar, mais les levées massives effectuées par Amadu pour la campagne du Worodugu les avaient mécontents. La propagande de Vakuru fit le reste. La tradition ne permet pas de fixer exactement la date de leur ralliement à l'insurrection qui fut plus tardive que celui du Konyā. Il paraît vraisemblable qu'ils se décidèrent en apprenant qu'Amadu, apparemment battu, rentrait du Worodugu et que Samori avait abandonné le siège de Sikasso [408 à 411].

Un notable important du Sinko, Sumusa Koné, chef de Foromoro (ruine située sur la piste de Bako à Buguso, 4 kilomètres à l'ouest de Cigwèla) s'était joint aux gens du Gbè dès le début du mouvement et était parti dans l'Ouest avec ses guerriers. Le chef du Sinko, Zā-Uléni, le désavoua d'abord sur l'avis des Kamara de Magandugu qui hésitaient encore, mais Sumusa vint le visiter en personne et le décida à rallier la révolte. Ceci nous reporte vraisemblablement au début de septembre, sans quoi les colonnes d'Amadu n'auraient pas continué leur route vers Sikasso, dans la seconde moitié d'août. Koro Famori Koné, de Kāñaso, se joignit de mauvaise grâce au mouvement, qu'il abandonna dès l'arrivée des sofas à Féréfugula [408].

Plus au sud, dans le Gwanāngala, les choses se passèrent plus simplement. Le chef, Masa Koné de Tindirima, jouissait d'une forte autorité et tout le kafu le suivit sans hésitation. Il avait fortifié depuis plusieurs années le village de Kona où la population se concentra après la chute de Bako. Kona, situé sur la piste de Borotu à Nafana, avait une grande importance stratégique, car il assurait les communications entre les insurgés du Konyā et leurs alliés de l'Est, surtout le Nafana [410].

Les musulmans du Koro, sur les frontières du Mau, demeurèrent fidèles aux Samoriens, mais ils se trouvaient isolés dans un monde d'ennemis et restèrent sur une prudente réserve [431, 432].

(40) L'action de Samori, durant les mois qui suivent son retour, ne fait l'objet que de rares allusions dans les sources européennes et est reconstituée ici surtout à l'aide des traditions orales. Les rapports de Roiffé, commandant de Cercle de Siguiri, permettent cependant divers recoupements, grâce auxquels on peut serrer la chronologie (rapports du 1-10-1888, 29-10-1888, 16-12-1888 - *Dakar*, 7 G 41).

A partir de l'arrivée d'Archinard à Kayes (4-12-1889), sa correspondance permet de suivre les événements de très près. (*Dakar*, 1 G 30).

(41) Hourst en recueillit encore l'écho à la fin de 1889, bien qu'il fût très mal informé, croyant que Samori dirigeait en personne le siège de Bāntu (Sānkarā) : « Croyant la victoire chose impossible, (Samory) s'était décidé à lever le siège et, prudemment, était parti lui-même pour retourner à Bissandougou. Mais il avait laissé au camp une de ses femmes, Séranké, celle qu'il préfère et dans laquelle il a le plus de confiance.

Séranké réunit les chefs sofas, leur fit honte de leur lâcheté et les exhorta à tenter encore une fois la fortune des armes. Elle réussit à redonner un peu de courage aux chefs de guerre. Pourtant personne n'osait encore transgresser les ordres du maître. Elle déclara alors assumer toute la responsabilité de la désobéissance... ». (*Bulletin C.A.F.*, février 1893, p. 18).

Il convient de situer cette scène à Bisāndugu, non à Bāntu, et d'expliquer l'absence de Samori par le siège de Sikasso. Hourst a été incapable de la placer dans son cadre réel, mais il paraît évident qu'il a recueilli un témoignage oculaire sur l'action de Sérānkényi en 1888.

(42) L'autorité de Samori sur Kankan ne fut jamais sérieusement mise en cause grâce à la fidélité totale de Baturuba-Lay Shérifu qui tenait la ville bien en main. La révolte l'entourait cependant sur trois côtés et les partisans des Kabe n'avaient pas désarmé. Au moment où les Toucouleurs s'apprétaient à prendre leur revanche entre Niger et Bani, ils pouvaient être dangereux [10, 84].

(43) Dans le Dyèmmèrāñ il détruisit Séloni [*Séloni in A.O.F. - Kankan*], Musamana et Numusaya. Moribafīñ Konaté, capturé, fut déporté à Bisāndugu avec toute la population [10, 84].

La tradition, toujours incertaine en matière de chronologie absolue, donne l'impression que la défection du Balimakhana est antérieure à la répression du Dyèmmèrāñ [85], mais les correspondances du capitaine Roiffé attestent le contraire (rapport politique daté de Siguiri le 1-10-1888 — *Dakar*, 7 G 41).

(44) Les réfugiés de Kāngarè (que certains documents français écrivent Kakri) arrivèrent à Kaaba (Kangaba) le 1^{er} septembre. Ils retourneront sur la rive droite en octobre pour enlever clandestinement les récoltes, mais le Gbaye restera désert jusqu'en 1894.

(45) Selon la tradition de Bougouni, Samori serait rentré seul en compagnie de Farabalay et vêtu d'un boubou noir pour ne pas être reconnu. Après avoir traversé le Gans, il aurait couché successivement à Bendoghobugu puis à Faraba où il arriva de nuit sous une pluie battante (Tyēndugu, près de Bafagha). C'est là qu'il aurait commencé à regrouper une armée [12].

Le seul dignitaire qui l'ait certainement accompagné dans cette aventure est Morifīdyā, et les renseignements de Bamako attestent qu'ils étaient escortés (*Dakar*, 7 G 41).

(46) Le 10 septembre, Kundyā-Dyémori informa le commandant de Siguiri que Samori était à Ntētu (Tēnentoutou) et que Tyēba ne le poursuivait pas. L'événement ne pouvait guère remonter à plus d'une semaine.

(47) Ya Sidibé attendait Samori sous le baobab qui se dresse encore au nord des bureaux du cercle. La mort de l'Almami étant une fausse nouvelle, il ne se jugeait plus lié par le serment de rébellion, et il but le dègè pour la seconde fois [342].

(48) Adama Tumanī (=Adi-Tumanī) avait quitté Sikasso avant Samori dans le but de limiter l'extension de la révolte. Selon la tradition, l'Almami lui avait remis une grande quantité d'or. Adama se montra très habile. Après avoir rassemblé les chefs du Wasulu, il leur expliqua qu'il détestait Samori, mais qu'il fallait retarder le combat car il était encore fort. Il les incita donc à battre en retraite et à ouvrir des négociations, aux cours desquelles il leur livrerait le conquérant [12, 342]. Le rapport politique de Siguirī (1-10-1888 - *Dakar* 7 G 41) confirme sur ce point la tradition orale.

(49) Samamurula est transcrit Sanbamoudoula in [A.O.F. - *Falame*].

(50) Furent détruits : Falama, Siradyuba, Tègèlèndugu (7 G 41). Bômboli ,de Komisana, toujours fidèle, était ainsi délogé, mais il ne régnait plus que sur un désert [340, 341].

(51) L'entrevue eut lieu à Dândèla, chez Samori. Celui-ci aurait déclaré aux Wasulunké, avant de les faire exécuter : « Vous n'aurez aucune grâce de moi. Vous ne vous soumettez qu'au sang ».

Les insurgés réunirent alors une grande palabre où ils jurèrent sur le kola de mourir plutôt que de soumettre (*Dakar*, 7 G 41).

Solomini aurait eu la mâchoire inférieure arrachée et les membres tranchés avant d'être décapité [10]. Les exagérations de [10], qui nous transmet la tradition de la Cour de Samori, sont significatives. Elles prouvent qu'un effort de propagande fut fait pour terrifier les insurgés.

(53) Samori réduisit en captivité Nânténé Memadi Dyallo, chef du Sanāfula, mais il épargna le pays dont il confia le commandement à un chasseur renommé, mais de petite lignée, Dyānfiñ-Tumanī Dyallo [352].

Les insurgés ayant fui derrière le Niger, Dyulafama-Bagayogo, qui suivait Samori depuis Sikasso, rallia en grande partie les gens du Danu [339].

(54) Kāngwéla (8° 36' W - 10° 50' N) n'aurait été pris qu'après trois jours de combat (*Dakar*, 7 G 41).

Roiffé signale que Samori s'y trouvait le 30 septembre. La chute de Samamurula doit être antérieure de quelques jours, il faut la situer dans la dernière semaine du mois.

(55) Dès le 29 septembre, Roiffé apprit que les adversaires s'affrontaient devant Kundyā (*Dakar*, 7 G 41 - 1-10-48).

Kamori, de Sasāndo, bien que rallié en apparence à l'insurrection, refusa d'envoyer des renforts à Dyémori (Roiffé, 16-12-1888). Celui-ci avait reçu un dernier avertissement de l'Almami au lendemain de Samamurula. Il lui avait envoyé un esclave en cadeau avec le message suivant : « Vende-le pour acheter de la poudre. Tu en auras bientôt besoin. » [10].

(56) Il construisit son camp à un kilomètre du village, sur le plateau dominant le gué. La seule description que nous en ayons est celle de Bonnardot : « Samori campe sur le plateau entre le village, qui est très gros avec un tate en partie démoli, et le Sānkarani. Il n'y a qu'un seul sanyé où demeure Samori. Peu de sofas : 300 ou 400 et quelques très beaux chevaux, payés cher ; jusqu'à 12 captifs chacun. Ils viennent du Nefana près du pays de Tiéba ». (*Dakar*, 1 G 203).

(57) Sungulu se trouve sur la rive est du Milo, à la limite du Balimakhana et du Dyuma [A.O.F. *Siguirī*]. Archinard signale cette défaite, qu'il impute à tort à Dyaulé-Karamogho (lettre au gouverneur datée de Kayes le 4-12-1888 - *Dakar*, 1 G 30).

Kagha est transcrit *kaan* in [A.O.F. - *Kankan*].

(58) Seuls restèrent Togfiñ et Kéfiyèbakoro. Le parti rebelle s'enfuit bien entendu, sur la rive ouest, notamment à Komana-Koro que Fila-Kali pensait attaquer au début de décembre [10, 226].

Kamori mourut quelques jours plus tard. (Roiffé l'apprit dès le 16 décembre).

(59) Kundyā est déjà évacué quand Roiffé rédige son rapport du 16 décembre. Archinard signale la présence de Dyémori à Dyumabana dans sa lettre du 4 décembre. C'est d'après son nom que les Français baptisèrent Dyamurānké (gens de Dyémori) les réfugiés installés dans le Dyuma, quelle que fût leur origine.

(60) Après l'échec de Bala-Kuñdyulu, Dyaulé-Karamogho avait essayé en vain de lever un nouveau contingent à Kankan. Archinard signalera le 18 décembre que le fils de Samori, malade, était encore à Dyarakuru (lettre de Kayes, au gouverneur du Sénégal, A.O.M. - *Sén.* IV-93).

Cette inaction des Samoriens au début de décembre s'explique sans doute par la seconde guerre toucouleure qui débutait au même moment entre Niger et Bani.

(61) Bala-Kuñdyulu Sidibé, originaire du Gwanā (Wasulu) avait rallié Samori comme volontaire avant la prise de Nânténé-Famudu (1873). Il avait combattu avec Sérè-Bréma jusqu'à la guerre de Sikasso. Il tombera au combat du Dyamanko en 1892. Il était célèbre par ses cheveux qu'il portait en longues tresses tombant jusqu'aux épaules et dont il était si fier qu'il allait toujours tête nue [10].

Sana-Ulé Kôndé, originaire de Kato (Sānkarā) avait été pris par Samori à Kumbā (1875). Son parent, Sita-madi, l'avait introduit dans les bonnes grâces du conquérant, après quoi il avait combattu avec Manigbè-Mori et avait montré une telle bravoure qu'il était aussitôt devenu chef de bolo. Il suivra désormais Alfa et combattrà la colonne Humbert sous Kerwané en 1892. Il tiendra ensuite le Basāndu, face à Kankan, et sera tué au combat de Léro, par la colonne Combes, en janvier 1893 [10].

Les Français de Kerwané crurent un moment l'avoir tué et Péroz écrit à tort que sa tête coupée passa l'hivernage de 1892 sur les murs du fort.

Il sera question plus loin de deux autres lieutenants de Dyaulé-Karamogho, destinés à une certaine notoriété : Borifinyā-Dyilba et Ténēso-Kaba, le frère de Sarānkēñyi.

(62) Selon la tradition du Kurulamini, la traversée aurait eu lieu 10 kilomètres plus au sud, au gué de Kéñyē-bala [87].

(63) Fāmburu Kôndé, chef coutumier de Moribaya se rallia et il allait suivre Sidi-Baba jusqu'à la prise de Sāngarēla. Une garnison sofa sous les ordres de Farima-Mori demeura avec Sorī Kamiso.

Le reste de la population s'enfuit. Le pays allait rester à demi-désert jusqu'en 1894 [88, 90].

(64) La colonne de Sidi-Baba, quittant Waaya, passa par Bāfélé, Sininkoro, qu'il occupa au passage, et Bosokoro [Boaboria in A.O.F. - *Kissidougou*] [7, 192, 193].

(65) Dalaularè-Mori, serré de près par la cavalerie de Sidi-Baba, dut combattre pendant sa fuite à Misira, Fulwaro et Tēnēmamoriya.

Sa mère, la vieille Dala Ularè, prise à Dwako, fut brûlée à petit feu par Sidi-Baba sur un bûcher où on ajoutait une par une des bottes de paille [192].

(66) Borifinyān-Dyilba (Dyigiba) Kanaté, pris en 1874 dans le village dont il prit le nom, fut longtemps porte-chaise de Samori. Il combattit ensuite avec Manigbè-Mori jusqu'à la guerre de Sikasso. En 1892, il évacuera sur le Kisi une partie de la famille de Samori, et notamment sa femme Masé. Il y trouvera la mort à l'arrivée des Français au début de 1893 [10, 80].

(67) Le 9 février, Bèrètè-Mudu, accompagné du chef de Babila, visita Briquebot à Mani et le supplia en vain de traverser le fleuve. Le 10, ses guides égarèrent les Français vers Balila, dans l'espoir de les maintenir dans le pays.

(68) Syamān-Dyā avait voyagé en compagnie de Baro Kyēmogho, qui se trouvait dans le même cas, et de Wasabori Traorè de Dugura. Il répondait à une convocation de Samori : « Si vous n'êtes pas révoltés, venez me voir » [81]. Il demeura près d'un an à Nyako d'où il rentra seulement après l'installation des Blancs à Kouroussa. Il avait laissé le commandement à ses fils, Lāeana et Kéléfa. C'est Lāeana Kéita qui reçut Briquebot le 7 février. Par crainte des Blancs, il paraît avoir feint des sentiments anti-samoriens, et le capitaine se laissa tromper puisqu'il écrit : « Je conseillais au chef de Kouroussa d'expulser les traîtres (= Samoriens), mais il ne comprit pas ». Lāeana allait aider activement Dyaulé-Karamogho contre les insurgés et rejoindre son père à Nyako, à l'approche d'Archinard [8, 195, 197].

(69) Cette date est sûre, car Briquebot vit les réfugiés arriver le soir même à Kouroussa. Sanānkoro et Babila ne seront détruits qu'après le 10 février, date de son départ.

(70) Sèydu dut la vie sauve à l'intervention de Baro-Kyèmogho [8, 86].

(71) Selon la tradition locale, Sāngarèla aurait été protégé par neuf sanyé et les assaillants auraient enlevé l'un d'eux chaque semaine [196]. Le siège n'a certainement pas duré aussi longtemps, et neuf jours seraient plus vraisemblables que neuf semaines (Briquelot, Archinard).

Sana-Ulé était secondé par Ténénso-Kaba et Bala-Kuñdyulu par Bibi Konaté. Ils subirent des pertes considérables lors des premiers assauts, et c'est alors qu'ils demandèrent à Dyaulé Karamogho d'intervenir. Le fils de Samori avait comme lieutenant Fodéba-Misa Kuruma et fut blessé au bras droit pendant le combat. Selon Archinard, ce membre était encore « paralysé » en avril, et le kèlètigi souffrait en outre d'un phlegmon à la cuissade [8, 195, 196].

(72) En arrivant à Saréya le 5 février, Briquelot avait trouvé la place évacuée en dehors de 60 guerriers peu résolus, qui le supplièrent de les protéger. Il les retrouvera le 16 à Nora, où ils s'étaient réfugiés.

(73) Ces lettres ne sont connues que par des allusions d'Archinard. On peut supposer que la seconde offrait de restituer le petit Bailo pour consacrer l'alliance avec Dinguiraye.

(74) Archinard apprit à Kita, dès le 16 mars, qu'Agibu se trouvait dans le Baléya.

(75) Les bruits, recueillis à Siguiri, selon lesquels Agibu se serait joint aux sofas pour venger Sèydu en cassant Nora-Soba, ne paraissent guère sérieux. L'étude de la carte montre que ses colonnes s'orientaient vers le Firiya, et la tradition le confirme [200]. Le voisinage de Delaularè-Mori et de Sako-Bukari était dangereux pour Soriba qui n'avait pas, à lui seul, assez de monde pour en venir à bout. Si ce foyer de rébellion avait été écrasé avec l'aide des Toucouleurs, la route de la Sierra Leone aurait été rouverte aux Samoriens presque un an plus tôt [8, 197, 200].

(76) Son chef, Wasaba Mori Traorè avait été tué devant Sikasso. Son parent, Fatuma-Sèli, qui assurait l'intérim, le remplaça et maintint le Basāndo dans le loyalisme. Le fils de Sèli, Fatuma Mudu, avait été gravement blessé aux côtés de Wasaba-Mori. Fatuma-Sèli était du lignage Fodétomasi, rival des Masamusasi dont le chef, Tata Traorè, animait le parti francophile [8, 217].

(77) Vers la fin de mars une forte razzia fut pourtant lancée contre le village évacué. Il fut incendié et ses stocks de vivres enlevés, mais le tata ne fut pas attaqué. La tradition attribue cette affaire tantôt à l'initiative des sofas, tantôt à celle des Traorè [8, 221]. C'est à elle qu'Archinard fait allusion quand il dit qu'il trouva Nora « incendié et pillé ».

(78) Le maître de la terre, Namudu-Ulé Magasuba, de Norakoro, s'était réfugié à Fāndya sur la rive gauche [222].

(79) Dyamudu Bèrètè, de Damisa-Koro, était pro-samorien, et son village ne s'était joint que de mauvais gré à la révolte. Il se soumit donc et ne passera sur la rive française qu'en 1890 [223].

Les Kèita de Dyèlibakoro se réfugièrent au contraire à Nyādā Koro où ils ne furent pas poursuivis [224].

(80) Le grand ouvrage de MENIAUD : « *Les Pionniers du Soudan* » (1931) est en fait une biographie élargie d'Archinard.

Le petit livre du Général REQUIN : « *Archinard et le Soudan* » (1946) en est un bon résumé.

(81) Et particulièrement le *Bulletin du Comité de l'Afrique Française* à partir de 1891. Sur la formation du Parti Colonial on se reportera à BRUNSCHWIG : « *Mythes et réalités* » (1958).

(82) MENIAUD (1931), T. I, p. 508.

(83) Sur la jeunesse de ce fils d'instituteur protestant, né au Havre dans une famille originaire de Haute-Provence : MENIAUD, 1932, T. I, p. 308, 318.

Il était devenu « Bigor », faute de mieux, étant parmi les derniers au classement de sortie, de Polytechnique (promotion 1868-1870). Humbert fut le seul de cette promotion à choisir volontairement des troupes de Marine, toujours fort peu estimées.

Après avoir participé à la défense de Paris en 1870, puis à la répression de la Commune, il servit de 1876 à 1878 en Indochine, d'où il rentra malade. Il était inspecteur des études à Polytechnique quand Borgnis-Desbordes lui demanda personnellement de le suivre en Afrique (1880).

(84) Les instructions furent reprises presque mot pour mot par le gouverneur Clément-Thomas, qui venait de prendre ses fonctions à Saint-Louis (19 octobre - *A.O.M. Sénégal, IV-93*) : « Koundian et Dinguiraye isolés par nos postes sont des gages contre Amadou... Notre politique ne doit plus avoir pour but de nouvelles conquêtes, mais la consolidation de notre influence et le développement du commerce. Ecartant les questions irritantes, vous ne donnerez par votre initiative aucun prétexte à l'hostilité d'Amadou et de Samory. Le récent traité avec Thiéba ne doit pas faire oublier nos conventions avec Samory... Nous avons le désir naturel d'affaiblir un ancien ennemi dont la puissance peut être cause d'embarras... Quant à encourager secrètement la révolte de la rive droite, cela présente l'inconvénient de livrer à leur maître légitime des malheureux que le traité nous interdit de protéger. Il y a avantage à créer un courant commercial du Soudan aux Rivières du sud et pour cela à travailler le Fouta Djallon. Il convient d'y envoyer une nouvelle mission pour assurer que nous n'avons aucunement l'intention d'y établir notre autorité ni de créer un poste tant que le pays est tranquille et qu'on nous laisse le traverser. Ceci isolera entièrement la Gambie qui pourra vous être cédée... Il s'agit de faire accepter sans regret notre suprématie... Vos prédécesseurs prévoient deux nouveaux postes à Dinguiraye et Timbo. L'insuffisance des crédits exclut leur construction. »

(85) Celles-ci comprenaient alors une compagnie de tirailleurs à 140 hommes, un détachement de Marsouins (50 hommes), une division de spahis (50 hommes), un détachement d'artillerie de marine (40 hommes) et la compagnie auxiliaire d'ouvriers d'artillerie de marine (80 hommes).

(86) Nommé le 10 septembre 1888, il s'était embarqué à Bordeaux sur « l'Orénoque » le 5 octobre et avait débarqué à Dakar le 13. Il avait quitté Saint-Louis sur « La Cigale » dès le 20 octobre, sans avoir informé de ses véritables intentions le gouverneur Clément-Thomas dont les instructions sont d'ailleurs aussi restrictives que celles du Ministre.

(87) *A.O.M. Sénégal IV-93*. — Si ces appréciations sont volontairement pessimistes, sur quelques points elles paraissent fondées. C'est le cas du Bundu où Usman-Gasi, intronisé par Gallieni avait le plus grand mal à se maintenir, devant la menace d'une intervention d'Abdul Bubakar, chef du Futa-Toro.

C'est aussi le cas du Bélédugu où l'organisation cantonale imposée par Gallieni était mal supportée par Damfa et Masântola. Plus à l'est, la dissension régnait parmi les ennemis des Toucouleurs, et Karamogho Dyara se plaignait de l'appui donné par les Français à Nto.

(88) Fortifications de Koniakari, razzias chez nos « alliés » Bambara du Kaarta. Etudiant la rive droite du Niger, Archinard revient sur l'hostilité de Madani envers l'ambassade de Tyéba, qui remonte à plus de quatre mois, et se renouvellera en décembre quand le roi de Sikaaso enverra une nouvelle mission. Le fils d'Amadu aurait empêché le commandant de Bamako d'acheter du bétail sur la rive droite.

Il n'est pas question d'Agibu ni des menées de la garnison de Kundyâ au Bafîl. Ces griefs n'apparaîtront qu'en janvier 1889 quand l'attaque du tata toucouleur sera soudain décidée.

(89) Je n'ai pu retrouver le texte arabe de cette lettre. Sa traduction existe à Dakar (I D 169) : « A la suite du traité, j'ai envoyé mon fils pour qu'on me laisse mon pays. Maintenant voici que mon autorité est méconnue à cause des Français. Je croyais que les Français ne violaient pas les traités. Si je fais la guerre à mes sujets, a-t-il été convenu que vous jugerez entre eux et moi ? — Mamadou Racine, Alassane et le commandant Tournier ont promis que les Français ne me feront pas la guerre, moi-même je l'ai promis... Auriez-vous appris que j'ai rompu ma promesse ? Non, loin de là : je ne violerai jamais l'amitié qui me lie aux Français ».

(90) Archinard n'y trouva pas Briquetot car celui-ci avait quitté Kayea depuis septembre pour délimiter la frontière séparant le Soudan du Sénégal. Accompagné de 25 tirailleurs, il circulait dans le Niéri et sur la Haute Gambie, laissant derrière lui le Bundu sans protection.

Dès son arrivée à Kayes, le commandant supérieur envoya à Sénudébu une garnison commandée par le lieutenant Sadioka, pour protéger Usman Gasi.

Cependant, Briquetot rentra à Dakar où il trouva les instructions d'Archinard créant une mission du Futa-Dyalô pour remettre des cadeaux à l'Almami Ibrahim et réparer les rudesses de Gallieni. Cette mission n'avait qu'une escorte symbolique de 12 hommes et comprenait, à côté du capitaine, le lieutenant Aymerich et le docteur

Crozat. Le 17 novembre, Briquetot s'embarqua à Dakar pour débarquer trois jours plus tard à Konakry, nouveau chef-lieu des Rivières du Sud. Le 24, il était à Dubréka qu'il quitta le 5 décembre pour Timbo et Fukumba où il allait trouver l'Almami Ibrahim.

La mission Briquetot eut un demi-succès. L'Almami allait accepter les cadeaux, montrant ainsi qu'il pardonnait les rudesses d'Audéoud, mais l'alliance française restera en sommeil.

(91) Mâmbi ne paraît pas avoir compris qu'il serait éloigné de son pays et il considéra son arrestation, selon la tradition familiale, comme une trahison des Français [11, 274]. Ceci paraît confirmé par les propos que Samori tiendra en février à Bonnardot. Mâmbi arriva le 7 décembre à Kita où il allait rester jusqu'en 1898.

Toute la population du Manding était désormais repliée sur la rive ouest et soumise à l'autorité de Dyola.

(92) Dans la même lettre il annonce qu'il encourage Tyéba « qui nous serait plus utile que Samori, mais il est inutile de décider dès maintenant ».

(93) « Sans rien faire d'officiel, encouragez le plus possible l'émigration sur la rive gauche. Représentez aux gens de la rive droite qu'ils font bien de tenir tête aux sofas tant qu'ils le peuvent et le le nouveau commandant supérieur s'écarte de Samori. Ils se croient en sûreté entre Ténkisso et Niger. Il serait malheureux de laisser dévaster ce pays que le traité ne nous a pas donné. Nous ne pouvons pas y intervenir directement, mais tâchez d'y organiser une résistance sérieuse grâce aux réfugiés. » (Dakar, I D 169).

Roiffé qui devait rentrer en France en fin de campagne partait pour Bamako où il était chargé avec une petite colonne de pacifier le Bélédugu.

(94) Dakar, I D 160 : lettre reproduite par MENIAUD, 1931, T. II, pp. 135-136.

(95) Buis, traversant le Ténkisso à Tigibéri la remonta jusqu'à Madina avant de couper par la brousse déserte jusqu'à Nora où son arrivée rendit courage à Karinkâ-Ulé.

Le 29 décembre, il était reçu correctement chez les Samoriens de Dugura. Il traverse ensuite un autre désert, celui du Nord de l'Amana, par Bokoro dans le Baléya, où, le 2 janvier 1889, il ne parvint pas à rendre courage aux Kamara, puis Saréya et Nono, le 5 janvier, où Usuba le fit ravitailler. Ensuite par Tumanéya, les marigots Bugé et Buga, il entra dans le Futa-Dyalô à Kélimaya. Passant par Fadélu et Dôñol-Féla, il rejoignit le 13 janvier Briquetot à Fukumba (Dakar, I G 208).

(96) « Les Malinké ne veulent plus obéir aux sofas. Jusqu'où puis-je les poursuivre pour ne pas déplaire aux Français ? ». Samori demandait qu'on autorise le chef de Didi (Nana-Fali) à lui vendre à nouveau des armes et les chevaux achetés dans le Nord. (A.O.M., Sén. V).

(97) A.O.M. Sénégal V. — Reproduite par MENIAUD, 1931, T. I, p. 136. Pour maintenir l'équilibre, Archinard écrivait le même jour à Tyéba : « Je suis forcé de laisser acheter des chevaux à Didi, car je suis bien obligé d'observer le traité avec Samori, puisque le gouvernement me l'a dit. Mais je ferai tout juste ce à quoi je suis obligé, rien de plus ». Pour calmer l'inquiétude du Faama de Sikasso, le porteur de cette lettre emmenait en cadeau 3 mousquetons approvisionnés à 100 coups.

Cependant, avec un remarquable machiavélisme, il télégraphiait en même temps au commandant de cercle de Bamako : « Amplifiez la demande de Samori devant l'envoyé de Tiéba en faisant croire qu'il veut mettre tout son Etat entre nos mains. Ceci nous permettra, si Tiéba est vainqueur, d'exiger les concessions que nous jugerons utiles. (A.O.M., Sénégal V).

Les négociations de Janvier eurent lieu par l'intermédiaire du cercle de Siguiri qui télégraphiait à Kayes la teneur des messages de Samori et transmettait les réponses.

(98) Je n'ai malheureusement pas pu trouver ni le texte, ni la traduction de cette lettre, qui n'est connue que par les allusions d'Archinard.

(99) Cette suggestion sera faite dès le 23 mars par Archinard dans une lettre écrite de Kita au gouverneur du Sénégal. Avant même de partir en campagne, le commandant supérieur doutait donc du réalisme du traité qu'il avait rédigé deux mois plus tôt.

Le 24 avril, à Paris, le directeur des affaires politiques dans une note au secrétaire d'Etat proposera « d'autoriser le commandant supérieur à rendre à Samori le Soulima, le Tambakha, le Limben, le Kouranko, le Sofrako, le Kono, cédés le 21 février et réclamés par la Grande-Bretagne. Nous ne pouvons les occuper nous-même. Il suffit d'une simple lettre déclarant que nous renonçons à nos droits ». (A.O.M., *Sénégal*, IV, 93).

Mais l'esprit du « pré carré » propre aux classes dirigeantes françaises rend inconcevable tout abandon d'un droit territorial. L'affaire n'eut donc pas de suite, et pourtant les troupes soudanaises n'allaient atteindre cette région qu'en 1893.

(100) « Au lieu d'aider à la destruction de son royaume, aidons à lui rendre sa cohésion. Si Samori est puissant par nous, ce sera un auxiliaire précieux. » (A.O.M., *Sén.*, V).

Dès le 13 janvier, Archinard télégraphia de Kayes au gouverneur : « Je compte vous annoncer bientôt que le traité avec Samori sera modifié de façon à nous donner toute la rive gauche du Niger. Je ne donne rien de mon côté : Samori, embarrassé a eu peur. Il n'y a pas de poste à construire, mais un riche pays sauvé de la ruine et mis étroitement sous notre autorité jusqu'à la Sierra Leone et au Libéria ». (A.O.M., *Sén.* IV, 93).

(101) Le style contourné et la pensée tortueuse de ce texte sont tellement caractéristiques d'Archinard, qu'il est nécessaire de le citer bien qu'il ait déjà été reproduit (MENIAUD, 1931, II, p. 137). « Dites à l'envoyé de Samory, comme venant de vous, que vous venez de recevoir de mes nouvelles et qu'en somme Samory a été habile en faisant son offre car, si d'un côté je suis lié par un traité avec lui, je n'ai pas l'air d'être personnellement son partisan et que j'aurais observé le traité parce que pour nous un traité est inviolable, mais que j'aurais pu, quand même, lui être désagréable.

Dites que j'ai bien hésité à accepter son offre qui nous lie davantage à lui, mais qu'enfin je l'accepte parce qu'elle est de nature à éviter la ruine de plusieurs provinces. Je l'accepte dans les termes indiqués : toute la rive gauche du Niger depuis ses sources sans restriction ». (15-1-1839, A.O.M. *Sénégal*, IV, 93).

(102) Il donnait ainsi satisfaction à Samori, dont l'envoyé avait insisté sur cette procédure dès son arrivée à Siguiri. (A.O.M. - *Sénégal*, IV-93).

(103) Les articles les plus importants portaient les numéros 1 (clauses territoriales fixant la frontière au Niger jusqu'à sa source), 4 (évacuation de la rive gauche par les sofas) et 8 (commerce avec les territoires français).

(104) C'est dans ce rapport qu'Archinard se décide enfin, après bien des atermoiements, à parler de la création « d'un ou deux petits postes de tirailleurs indigènes, l'un à Nono, l'autre au Soulima ou au Kuranko ».

S'il avoue cette violation flagrante de ses instructions, il s'efforce de l'atténuer en suggérant la suppression de Kangaba qui n'est plus nécessaire depuis la soumission de Mambi. (A.O.M., *Sénégal*, IV-93).

(105) Il énumère l'Amana, le Firla, le Solimana et le Kuranko.

(106) Le 7 février il prescrit au commandant de cercle de Bamako de ne plus agir auprès des populations de la rive droite mais, toujours soucieux d'équilibre, il le charge de rassurer Tyèba en ces termes : « Je vais voir Samori, qui me donne beaucoup de provinces, mais je verrai l'envoyé de Tièba à Bamako pour qu'il n'y ait pas de malentendu car je l'aime beaucoup ».

(107) Le 8 février, un télégramme du commandant supérieur ordonnait de mettre en route sans retard l'officier désigné. Bonnardot signale que son levé d'itinéraire est joint à son rapport, mais je n'ai pu le retrouver. Il traversa le fleuve à Togi-Ulé et gagna directement Kundyä où Fila Kali l'accueillit. De là il a vraisemblablement remonté le Fy jusqu'à Loila et le Sankarani de Mandyana à Urtyalé, où il l'a traversé. Il suivit ensuite la rive droite jusqu'à Nyako.

Le rapport de Bonnardot figure aux archives de Dakar (I G 203).

(108) D'abord l'Almami était d'accord pour le voyage de Siguiri, puis il craignit le sort de Mambi et hésita. Je lui ai dit : « ...que le commandant supérieur était décidé à lui donner un officier et des tirailleurs, mais seulement s'il venait conférer avec lui ». Bonnardot (*Dakar*, I G 203).

(109) Bonnardot signale la présence du marabout de l'Almamy — sans doute Ansumana Kuyaté — et « des généraux ».

(110) La mention du Sānkarā, situé tout entier sur la rive droite est troublante. S'agit-il d'un lapsus calami de Bonnardot pour Solimana ou bien Samori, qui connaissait fort mal les pays de l'Ouest a-t-il fait une confusion entre le Sānkarā et le Kurānko occidental ?

(111) « Je ne demande qu'à faire du commerce avec les Français, mais nous trouvons chez les Anglais tout ce qui nous est nécessaire : étoffes, armes, pierres à feu, poudre, contre de la gomme, du caoutchouc, des peaux et de l'ivoire. Au contraire, les Français ne vendent que des étoffes et de la verroterie et ils n'achètent pas nos produits. » (Bonnardot, *Daker*, 1 G 203).

(112) Bonnardot s'inquiétait des buts de Festing : Il aurait proposé un traité de commerce contre des fusils à tir rapide, quatre canons et des munitions. Contre les conseils de son entourage, Samori répondit qu'il avait un traité avec la France et ne voulait pas en signer d'autre ». Personne ne signala au lieutenant la promesse de traité qu'avait obtenue Festing, ni ses vastes propets économiques.

(113) Bien entendu il s'était renseigné minutieusement sur le dispositif des troupes samoriennes, et sur leur armement. Il note l'habileté des forgerons qui ont organisé une petite fabrique de cartouches à Nyako et sont capables de transformer des Chassepots en fusils Gras. Il admire surtout, la perfection du service de renseignements de l'Almami, qui le tient parfaitement au courant de la situation de la rive gauche et des effectifs des Français.

Bonnardot, rentré à Siguiri le 3 mars, fut convoqué par Archinard à Kita et rédigea son rapport le 17 à l'étape de Nyagasola.

(114) La tradition [10] taxe de double jeu l'interprète français Samba Dyaora et rapporte que Samori aurait refusé en ces termes de se rendre à Siguiri : « Si un os se trouve à terre près de toi tandis que tu brandis un gourdin, le chien n'approchera pas ». Si Archinard avait proposé de rencontrer Samori, avec une faible escorte et loin du fort français, il aurait sans doute eu gain de cause.

(115) Il est certain que le tata de Kundyā, par sa seule présence, avait l'influence française sur la confédération du Bafiñ. Les Toucouleurs, complètement isolés, se gardaient pourtant de toute agressivité et recevaient correctement les missions françaises. L'agitation dont les accusa tardivement Archinard n'est qu'un prétexte.

(116) Deux compagnies de tirailleurs, 1 batterie, 25 hommes d'Infanterie de Marine montée, 8 spahis.

(117) Ce fait d'armes célèbre a été relaté maintes fois. Le meilleur récit est celui de MÉNIAUD (1931, I, pp. 395 à 400). Les pertes des assaillants furent faibles (1 tué, 4 blessés) grâce à un bombardement prolongé. Les défenseurs qui tinrent jusqu'à la mort, auraient eu plusieurs centaines de tués, si l'on pouvait prendre au sérieux le télégramme du 21 février. Sur l'avancement d'Archinard et le rappel à l'ordre de Borgnis-Desbordes : KANYA-FORSTNER, 1966, pp. 244-45.

(118) Sa présence dans le Balèya (= Ulada) est signalée par Archinard dès le 16 mars (lettre du gouverneur écrite à Kita (*A.O.M., Sénégal IV-93*)).

(119) Une des deux compagnies fut aussitôt renvoyée à Kayes pour parer à une éventuelle réaction d'Amadu. Quant au capitaine Quiquandon, avec 50 tirailleurs, il continua sa marche de Kundyā vers le Kōnkadugu, avant de rejoindre le lieutenant Sadioka au Bundu. Il arrivera le 2 juin à Sēnudébu sans que le Futa Toro ait attaqué Osman Gassi.

(120) Archinard désirait que Briquetot rejoigne le Niger aussi au sud que possible, « pour détacher de Samori les populations de la rive gauche et les pousser à la résistance à main armée, sans leur promettre un appui effectif ». Fidèle à ces instructions, Briquetot voulait marcher sur Farana mais l'Almami Ibrahim s'y opposa formellement. Le capitaine se résigna donc à traverser le Fodé-Hadyi, Tumaniya et l'Ulada. Il reçut un bon accueil d'Usuba Silla, qui massait ses troupes à Kébèya, contre le Balèya, et qui avait déjà hébergé Buat. Le 3 février, la mission accompagna les guerriers de Kurokoto jusqu'à Kānkaya, mais le capitaine s'efforça en vain de les détourner de rallier Samori. Il eut pourtant l'impudence d'arguer que leur maître religieux était l'Almami de Timbo. Briquetot reconnaît à contre-cœur que ces gens étaient sincèrement attachés à Samori qui leur avait confié des centaines de jeunes captifs à islamiser.

En arrivant à Kébèya, Briquetot décida d'aller au Balèya pour exciter les insurgés plutôt que de continuer vers le sud. Les révoltés le déçurent profondément et les « 60 guerriers peu résolus » qu'il trouva le 5 février à

Saréya le supplièrent en vain de rester parmi eux. Il ne fut pas plus heureux le 7 à Kouroussa dont il ne comprit pas les sentiments favorables à Samori. Il n'apprécia guère les inaugés de Sanankoro qui tentèrent de l'égarer, le 9 au marigot Mani (km. 21 sur la route de Kankan). « Ils détestent Samori mais sont trop lâches pour se libérer seuls malgré leurs bons tatas ».

Il eut plus de succès à Nora, comme Buat, mais il était déjà à Sokurani, tout au nord du Kulunkalā, quand il apprit par une lettre de Roiffé qu'un nouveau traité allait être signé avec Samori. Il crut bon de l'annoncer publiquement durant trois palabres successifs, provoquant une explosion de joie, surtout à Dyumabana. Mais il fut incapable de faire comprendre aux gens que les droits de la France étaient limités à la rive gauche et que les habitants de l'autre bord devaient déménager pour se trouver sous sa protection.

Briquetot entra à Siguiri le 18 février, soixante seize jours après avoir quitté Dubréka. Il n'en repartira que fin mars pour rejoindre Archinard à Kita.

(122) L'occupation de Nyamina fut profitable à Samori car Madani, très inquiet, rappela Tyèrno Alasan à Ségou et renonça désormais à combattre les sofas sur la rive droite du Niger (ci-dessous, t. 4).

(123) Le 16 mars, en apprenant les mouvements d'Agibu, Archinard avait écrit au gouverneur : « Je ne bouge pas pour ne pas compromettre l'entrevue de Siguiri avec Samori. J'interviendrai directement par Samori, ou directement du Balèya, qui nous appelle ».

Le 20 mars, autre problème : « La population de la rive gauche passe sur la rive droite. Comme après le traité de Bisandugu, Samori veut donner les provinces mais non les habitants ». On verra à Dugura et Kouroussa que les partisans de l'Almami traversaient spontanément le fleuve par peur des représailles du parti français.

(124) Pendant le séjour à Nyako de Bonnardot, donc avant la fin de février, Dyola Kèita traversa le fleuve à Kaaba (Kangaba) et détruisit Gwala sans que la garnison française intervienne. Le commandant de Bamako mènera l'enquête très lentement. Il fera relâcher les gens pris par Dyola vers le milieu d'avril, mais il ne les renverra pas sur la rive droite car, selon lui ils voulaient rester en territoire français.

L'Almami, qui venait de signer le traité, en fut naturellement ulcéré et le raid de Sambatigi, quelques jours plus tard, allait l'ancre dans la conviction que les Français étaient si déloyaux que toute collaboration avec eux était impossible.

(125) Départ de Kita le 23, Nyagasola le 25, Tugako (Syéké) le 27.

(126) A.O.M., *Sénégal*, V. Reproduite par MENIAUD, 1931, II, pp. 138-139, Archinard feignait de croire que Samori voulait le voir. Il insistait sur la faiblesse de son escorte (40 apahis, 40 tirailleurs) et sur les honneurs que le fort de Siguiri rendrait à l'Almami. « Nous sommes liés par un traité et je crois que nous serons liés par l'amitié quand nous nous serons rencontrés et que nous aurons parlé ensemble. »

(127) La mission de Samba Ibrahima est connue par un rapport du chef de bureau politique, daté du 8-8-89 (*Dakar*, I G 41).

L'interprète quitta Siguiri le 29, dès l'arrivée de la lettre d'Archinard. Il était à Nyeko le 3 avril et Samori fit aussitôt lire la lettre au cours d'une audience publique. Là-dessus, Samori déclara : « J'avais promis d'y aller quand j'ai conclu mon traité avec Bonnardot. Je cherchais mon salut car le Niger est plus large que le Tènkiso. Il était à peine signé que Dyola de Kangaba a traversé et pillé Gwala. Or il habite auprès d'un chef français. Je l'ai signalé au capitaine Bonnardot qui a dit que Dyola devait ignorer le traité, et a écrit au commandant. J'allais donc partir pour Siguiri quand j'apprends que Sambatigi a envoyé son fils piller Sambakolé. Cette fois, pas d'excuse possible car Bonnardot est déjà reparti. J'ai donc écrit au commandant de Siguiri pour réclamer les prisonniers de Sambatigi, mais il n'a pas répondu. J'ai peur, je n'irai pas ».

Au cours d'une seconde séance l'interprète fit valoir en vain que le commandant de Siguiri était en train d'enquêter et que cela ne devait pas empêcher l'entrevue.

Il n'a pas été possible de fixer la date exacte du raid de Sambatigi, mais il se place nécessairement entre le 28 février, date où Bonnardot quitta Nyako et l'arrivée d'Archinard à Siguiri. (Sur son règlement, voir note 141). On trouvera en *Appendice IX (4)* la lettre présentée le 8 avril par l'ambassade de Samori (traduction V. Monteil).

(120) Je ne puis pas venir car j'ai peur... Donne-moi une armée, c'est tout ce que je demande. Tous les habitants de mon pays se sont révoltés contre moi et sont allés se réfugier chez toi. Revois-les, c'est mon désir ». (A.O.M., *Sénégal V*. Fragment reproduit par MENIAUD, 1931, II, p. 139).

(129) « Je précisai que je marchais contre les aofas qui restaient dans les provinces cédées et non contre Samori. Je passai outre aux supplications terrifiées des trois envoyés qui demandaient d'avertir d'abord Samori, car ils croyaient que j'allais lui faire la guerre. »

Le matin, avant de quitter Siguiri, il transmit au gouverneur le texte du traité de Nyako en demandant que la notification aux puissances soit retardée le plus possible par crainte d'une réaction Britannique.

En raison de l'approche de l'hivernage, il remettait en effet à la prochaine campagne l'occupation des pays en amont de Kouroussa. Archinard partait avec 143 tirailleurs et les spahis du lieutenant Cristofori.

(130) Depuis la mort de Kamori, l'hégémonie du Dyuma revenait à Solobamoro. Comme il venait de traverser le fleuve avec la population de Sāsāndo, Archinard tint un palabre en présence de Kāvvyu pour rappeler que les gens pouvaient choisir la rive qui leur plaisait. Comme Solobamoro rivalisait avec Bandyugu Kèita, de Dymabana, pour le commandement du Dyuma, il décida de rester chez les Français. Amara Dyèli, frère d'Ansumana Kuyaté, décida par contre de retourner à Sāsāndo et une grande partie des habitants le suivit. Il allait s'efforcer de rester en bons termes avec les Français, ce qui n'empêchera pas Besançon de le traiter en octobre d'agent de renseignements de Samori. (*Dakar*, 7 G 41).

En dehors de Sāsāndo il ne restait sur la rive droite que Togifiñ et Tānduma. Les aofas les déporteront en septembre.

Le Dyuma oriental ne se repeuplera qu'à la fin de 1893 et la vallée du Fyé une année plus tard, après l'affaire de Ntentu.

(131) A Norasuba, Karinkā-Ulé qui restait retranché dans son tata fut confirmé comme chef du Kulunkalā.

(132) Le nombre total des sofas se serait élevé à 200.

L'affaire de Dugura n'est exposée de façon détaillée que dans la lettre d'Archinard au gouverneur du Sénégal, écrite dès le 15 avril (A.O.M. *Sénégal*, IV-93). Archinard préleva sur le butin 100 bœufs pour nourrir sa colonne et nomma comme chef Sélénamusa, oncle de Tata. Les partisans de Samori furent en grand nombre réduits en esclavage. Ceux qui purent fuir sous les ordres de Fodémamudu Traoré se retirèrent à Baté-Nafadyi, d'où ils allaient revenir en 1891. A Balato, les Français proclamèrent chef Māmbi Kèita.

(133) Archinard avait reçu le 15 un messager de Dyaulé-Karamogho qui affirmait que la rive gauche était évacuée. Le 16 cependant, en arrivant à Kobané, près de Balato, le commandant apprit que les sofas venaient seulement d'évacuer le village et se regroupaient dans le premier marigot. Craignant un piège, il fit arrêter la marche, mais ce n'était qu'une fausse alerte.

(134) Le 17, Dyaulé-Karamogho avait envoyé à deux reprises des messagers saluer Archinard. Les fils de Syamān-Dyā, Kèlèfa et Lāsina, ne rentrèrent pas. Ils rejoignirent leur père à Nyako. Les biens de leur famille (femmes, captifs) furent attribués par Archinard à Madifiñ. Ainsi débutait une interminable querelle de famille qui rebondira en 1893, lors du retour des frères de Syamān-Dyā, grâciés par Combes. Bāndi Kèita, chef du village de Kouroussa, que Dyaulé-Karamogho voulait contraindre à se rendre aux Blancs, préféra s'empoisonner [8, 194, 195].

(135) « Nous sommes en paix. Arrivé à Dugura tu as dit à tous de sortir. Quand les gens t'ont obéi tu es brûlé le village. C'est pourquoi ceux de Kouroussa ont fui. Je suis content que tu viennes en raison de notre amitié, mais les gens ont peur. Je leur ordonne de rentrer... On dit que tu veux brûler Babila... Je suis ton sujet, ton fils. Je jure devant Dieu que le traité ne sera pas violé. » (*Dakar*, I D 169).

(136) A.O.M., *Sénégal*, V. — Longue lettre reproduite intégralement par MENIAUD, 1931, pp. 140-142.

Archinard chantait les louanges de Kāvvyu et d'Ansumana pour inciter Samori à écouter leurs conseils de modération. Il lui recommandait de mettre des hommes de cette qualité à la tête des provinces frontières, plutôt

que des guerriers brutaux qui poussaient les habitants à la révolte. Il l'accusait d'avoir violé le traité et l'invitait à rappeler aussitôt ses hommes derrière le Niger. « J'ai été obligé de détruire Dugura pour montrer à tous que nous défendons ceux qui sont avec nous, mais nous n'aimons pas démolir les villages. »

Après cette surprenante affirmation, Archinard se faisait séduisant en peignant à Samori les délices qui l'attendaient comme protégé de la France : « Si tu observes nos traités et si tu viens me voir toi même l'année prochaine, je pourrai mettre chez toi un officier Blanc, un médecin et seulement 7 ou 8 tirailleurs avec un canon. Ils formeraient ton armée qui deviendrait forte comme la nôtre... Tu seras plus fort avec 1.000 ou 2.000 hommes qu'avec les 10.000 que tu as aujourd'hui. Ton armée te coûtera moins cher, tu auras plus de monde pour cultiver et te payer l'impôt et tes sujets ne se révolteront plus... »

« N'oublies pas que si tu n' observes pas le traité, je serai obligé de recommencer la guerre contre toi. »

Comme Archinard espérait certainement que son offre serait acceptée, on ne peut que s'étonner qu'il annonce ainsi à Samori la fin de son indépendance.

(137) Selon Archinard, Soriba aurait répondu au fils de Samori qu'il ne pouvait plus traverser le Niger car les Français de Kouroussa barraient sa seule route de retraite. « C'est de la mauvaise foi. J'ai offert à Soriba de passer devant le poste, mais il veut sans doute emmener en captivité la population des villages détruits ». (A.O.M., Sén. IV-93). En fait, Sako-Bakari venait de quitter le Firiya et sa présence dans le Balèya était dangereuse pour Soriba.

(138) Sako Bakari entreprendra aussitôt de se venger sur les amis de Ténénkalé-Lay, qui n'osera plus sortir de son village. Il en fera tant que les autorités Françaises le révoqueront en 1896.

(139) Archinard avait enjoint à Agibu par une lettre impérative de se retirer sans emmener le butin pris dans le Balèya. Le fils d'El Hadj Omar la reçut le 21 à Kèbèya, où il se trouvait avec Soriba. Il réunit aussitôt ses gens et prit la fuite, en conseillant aux sofas d'en faire autant. (Dakar, J D 169).

(140) Soriba voulait évidemment passer le Niger en amont de Kouroussa dès que la colonne se serait éloignée vers l'ouest. Archinard envoya les auxiliaires encercler le village sur lequel il tira 20 obus et des feux de salves. Soriba, monté sur un cheval blanc, parvint à fuir, poursuivi par 10 spahis. Sa famille fut prise. « J'ai fait fusiller le chef du village, qui est brûlé. Je n'ai pu empêcher le pillage. Le butin s'élève à 600 bœufs. » (A.O.M. Sén., IV-93).

Les captifs des sofas furent envoyés au village de liberté de Siguiri, à l'exception de 200 qu'Archinard attribua à Sako Bakari pour l'aider à reconstruire Fona.

(141) La soumission immédiate de Saramadi Kaba et d'Usuba-Sila, qui n'avaient pas suivi Soriba dans sa retraite, était évidemment conforme aux intentions de Samori.

(142) La lettre d'Archinard à l'Almami Ibrahim, datée de Saniaia le 23, se trouve in A.O.M. Sén. IV-93 : « Tes envoyés sont à Kayes, ils partiront quand ils voudront. Je suis dans le Balèya, en marche, mais je n'enverrai pas de troupes chez vous. J'ai traité avec Samori qui m'a cédé le Dyouma... Le Firiya, le Soulimana, le Kouranko et le Limba. Par cette route nous n'aurons pas besoin de traverser le Fouta Djallon. Respectez donc ces pays ».

(143) Dès le 15 avril il a écrit au gouverneur : « Samori n'a plus d'espoir qu'en moi après la déroute (de Dugura), et si je mets seulement le pied sur la rive droite, c'est la fin du Royaume. Je ne le ferai pas, mais j'espère que bientôt nous gouvernerons par son intermédiaire tous les pays qui lui restent, comme j'aurais voulu le faire grâce à l'entrevue de Siguiri. » (A.O.M. Sén., IV-93).

(144) Voir ci-dessus, notes 124 et 125. Pour toute cette affaire on se reportera au rapport de Besançon, daté du 6 mai (Dakar, 7 G 91). Le 2 mai Sâmbatigi, convoqué par Archinard, lui avait remis 3 chevaux et 20 captifs, soit une fraction infime de son butin. Le commandant lui ordonna d'aller chercher le reste dans le Dyouma et de le livrer le 4, après son départ. Sâmbatigi ne quitta même pas Siguiri. Convoqué et menacé par Besançon, il nia garder des captifs, alors que son complice Dauda, chef de Bakefia (Dyétulu) livrait les siens. Besançon arrêta alors Sâmbatigi et annonça qu'il le fusillerait s'il ne livrait pas 100 captifs avant le 6. Le fils du chef partit alors à Dyumabana, mais n'envoya rien.

Besançon, exaspéré, se rendit sur place avec 50 tirailleurs et confia les biens du coupable en présence de Kundyā Dyémori et de Solobarmio Kelta. Il saisit ainsi 500 personnes, dont 100 hommes et 50 fusils, qu'il remit à Dyémori. Le lendemain 8 mai, Sāmbatigi était fusillé à l'aube en compagnie de trois réfugiés de Sā-sāndo. Besançon aura par la suite le plus grand mal à retrouver les prisonniers qui avaient été vendus au loin, notamment les femmes et enfants de Barka, le bolokuftigi de Kundyā.

Les captifs enlevés à Kundyā ne seront jamais rendus, conformément aux instructions d'Archinard, qui invoquait l'incident de Māfara où, le 20 avril, des pirogues escortées, portant du ravitaillement à Kouroussa, avaient essuyé des coups de feu venant de la rive droite.

Quelques jours plus tard, à Damisa, le commandant supérieur avait fait fusiller trois autres réfugiés à la suite d'un incident sur lequel nous n'avons trouvé aucune précision.

(145) *Dakar 1 D-160*. — Lettre reproduite par MENIAUD (1931), II, p. 142 : « Pendant que j'étais parti pour chasser, du Oulada ton chef sofa, Soriba, qui violait notre traité, Samba-Tigui qui s'était réfugié chez nous parce qu'il ne voulait plus t'obéir, e profité de mon absence pour marcher contre deux de tes villages. Quand je suis revenu, je lui ai dit de me donner les biens et les chevaux qu'il avait pris pour te les renvoyer, mais il ne s'est pas conformé à mon ordre. Je l'ai fait fusiller devant Diemory... Je t'en informe pour que tu saches que de notre côté nous sommes sincères et que nous ferons observer le traité. Je ne fais pas plus cette fois-ci et je ne te renvoie pas les biens que j'ai repris à Sāmbatigi parce que de ton côté le traité a encore été violé à Mānfara où tes sofas ont tiré les premiers sur nos gens qui accompagnaient des pirogues. J'espère que peu à peu la paix viendra et que je te verrai l'année prochaine comme un ami quand je retournerai à Kouroussa... Que les bords du fleuve et les pirogues ne soient pas inquiétés et que je ne trouve pas nos provinces de la rive gauche dévastées, dépeuplées et occupées par tes sofas... »

En mettant en regard l'incident douteux de Māfara et le raid de Sāmbatigi, Archinard pensait faire sentir son autorité. Il détruisait inconsciemment la victoire diplomatique dont il était si fier.

(146) Le 13 mai, à Bamako, Archinard présida une grande palabre qui consacrait la pacification du Bélé-dugu par le capitaine Roiffé. Les « malades de Gallieni » étaient ainsi, selon lui, réparés. De 14 au 16 mai, il séjourna à Koulikoro, dont il donna le commandement à Marchand avec l'ordre de reconnaître les accès de Ségou jusqu'à Farako et d'intervenir chez les Bambara de la rive gauche où Nto venait d'empoisonner Karamogho Dyara. Il devait se concilier Mari Dyara, le frère du mort. Quand la flotille descendra jusqu'à Dyafarabé, en octobre, pour reconnaître le Masina, Marchand embarquera sur le « Niger ». Au-delà de Ségou, Archinard visait déjà Tombouctou.

(147) Lettre écrite à Tukoto. Elle est reproduite par MENIAUD (1931, I, pp. 431-433).

(148) « J'ai fait avec les Français un traité d'amitié mettant notre frontière au Dyèliba. Tu l'as écrit sur un papier qu'on m'a laissé comme preuve. Si cela est vrai, pourquoi des hommes ont-ils pillé mon pays et pris mes gens de tous côtés. Je ne consens pas à cela, à la capture des Noirs. Si on ne peut arrêter cela et si vous n'avez pas d'autre moyen que de prendre mes gens, prenez-moi moi-même. Si je suis ami des Français, qu'ils renvoient ceux qui étaient de mon côté. Tu as dit à Kéraviou : « Des chefs des réfugiés t'accompagneront chez l'Almamy ». Je n'en ai vu aucun. Je te renvoie le papier car je ne veux pas trahir un ami. Si je ne le rendais pas, quand tu seras parti, les noirs seront une cause d'inimitié entre nous. Sache que j'ai dit aux gens (de la rive gauche) : « Restez, n'émigrez pas. Moi et les Français sommes d'accord ». Pourquoi les as-tu brûlés, pourquoi les as-tu pris ? » (*Dakar, 1 D 169*).

(149) Archinard tirait ses renseignements d'un rapport de Besançon, écrit à Siguiré le 29 mai 1889 (*Dakar, 1 D 169*). A la nouvelle de l'affaire de Kouroussa, Samori avait convoqué Dyaulé-Karamogho à Nyako. Ce dernier, sur l'ordre de son père, se présenta au lieutenant Benis, le 18 mai, et demanda qu'on laisse passer ses partisans sur la rive droite. Il fut, bien entendu, éconduit.

Samori aurait songé à donner les biens de Kāvavyu à Sasana, chef de Kémérina, chassé par les Français et réfugié à Nyako. Il déclara finalement qu'il préférerait lui laisser réparer le mal qu'il avait fait en rendant le traité aux Français. (*A.O.M., Sénégal V, Historique*).

(150) Le 1^{er} juillet 1889, Usman Fall, un traitant de Médine, reçut la lettre suivante : « Fais savoir aux grands Blancs de Saint-Louis et de Médine, c'est-à-dire aux traitants, que mon fils a été en France et qu'il n'a rien gagné à son commerce, rien rapporté de bon. Il aime mieux les gens du pays que moi ».

En décembre 1889, Usman Fall reçut une nouvelle lettre, encore plus explicite, dont on trouvera la traduction en appendice (IX, 5).

Usman Fall répondra le 1^{er} janvier 1890 : « J'ai bien reçu ta lettre, j'en parlerai aux traitants. Tu as eu tort de rendre le traité sans quoi la paix serait assurée et le commerce pourrait augmenter... Je crois que tu ne seras pas attaqué si tu ne passes pas le fleuve ». (Dakar, 1 D 169).

Ces lettres sont importantes car elles montrent que Samori, par l'intermédiaire d'Usman Fall s'efforçait de rallier à ses thèses le commerce européen, toujours hostile aux aventures militaires, et à qui ses agents procuraient de grosses affaires.

Cette opposition persistante des milieux économiques sénégalais et dans une large mesure du gouvernement de Saint-Louis, qui subissait leur influence, explique l'âpreté avec laquelle Archinard va revendiquer et obtenir, au cours des années suivantes, l'autonomie du Soudan.

C'est en effet de Saint-Louis qu'est venue la seule protestation énergique contre l'occupation de Kouroussa, en violation des instructions reçues. Elle n'émanait pas du gouverneur Clément-Thomas, mais de son prédécesseur, l'amiral Vallon, qui venait d'être élu député du Sénégal. (C'est donc par erreur que MENIAUD le qualifie de gouverneur, 1931, I, p. 443).

(151) La lettre du 23 mai est reproduite intégralement par MENIAUD (1931, II, pp. 142-144).

« Je ne comprends pas ce que tu fais. Non seulement j'ai fait exécuter Samba Tigué, mais j'ai rendu à ton chef sofa Barka toute sa famille que S.T. lui avait prise et j'ai permis à Oumar Diali, griot de Saneando, de retourner vers toi. Je laisse les villages libres de venir chez nous, mais je ne les attire pas. Je le leur ai dit à tous et le village de Sansando qui était venu chez nous est retourné chez toi et je n'ai pas trouvé la chose mauvaise. J'ai bien prévenu les gens de la rive gauche que s'ils allaient piller chez toi, je les chasserais... Si bien que s'ils allaient piller chez toi, je les chasserais... Si j'ai pris Dougoura, tu sais comment je l'ai pris. J'avais permis à tes sofas de se retirer et pourtant j'aurais pu les attaquer tout de suite puisque le traité était signé depuis longtemps et que Dougoura était à nous. Ton chef, Soriba, n'aurait plus dû être non plus dans le Oulada. Depuis la signature du traité, les sofas ont brûlé Nora et d'autres villages de la rive gauche, et pourtant je ne m'en suis pas vengé parce que je n'avais pas encore conféré avec tes envoyés. »

Après s'être ainsi justifié, non sans mauvaise foi (car Nora était brûlé avant la visite de Bonnardot), Archinard annonçait qu'il renvoyait le traité à Samori et que si celui-ci ne le gardait pas il « saurait ce que ça veut dire ». Il renouvelait la promesse d'empêcher les réfugiés de razzier la rive droite et réclamait une réponse rapide ».

(152) Le 27 mai, la « conversation télégraphique de bureau à bureau » (Kita-Siguiri) qu'Archinard eut avec Kérayu, se termina par une mise en demeure). « J'ai observé le traité autant qu'un homme peut le faire. Je continuerai à le faire observer le mieux que je pourrai. C'est à Samory à choisir. S'il veut la guerre, qu'il me renvoie le traité sans rien me dire ni m'écrire, mais s'il veut la paix qu'il réponde vite. »

(153) A.O.M. Sénégal, V. — Reproduite par MENIAUD (1931, II, pp. 145-147). Archinard espérait que Samori reprendrait le traité car il l'avait renvoyé avant de connaître l'exécution de Sambatigi. Il insistait sur le caractère irrévocable de ce traité, qui était déjà parti en France. Il renouvelait sa promesse d'empêcher les pillages et affirmait que les réfugiés venaient contre son gré sur la rive française où ils créaient un danger de famine. « Si tu traites quelques-uns avec clémence, tous retourneront bien vite et je ne les empêcherai pas de le faire ». Il ne pouvait renvoyer des hommes demandant la protection de la France, mais il les châtierait s'ils en abusaient pour piller. « Je l'ai fait dire à Sakko Boukari et aux gens du Sankaran qui voulaient retourner avec lui... J'ai fait amitié avec Tené Keteleye pour conserver chez nous un chef qui était de tes amis ». Il terminait en l'invitant à se défier de la guerre et en insistant pour le rencontrer à son retour, ce qui devait rendre leur amitié durable.

Son désir de ne pas voir la population passer sur la rive gauche contredit formellement ses instructions de décembre, qui n'avaient pas d'autre but. Cette inconséquence s'explique par l'expérience de la famine qui sévissait depuis chez les réfugiés.

(154) Samori, en recevant la lettre d'Archinard, se serait écrié : « Très bien. Mais, depuis que j'ai fait amitié avec les Blancs, ils me prennent tous les ans quelque chose, j'ai une montagne où les Français ne peuvent me prendre, j'y ai mis tous mes biens, je ne quitterai Nysko que sous les boulets ». Il aurait même tancé Amara Dyéli qui lui reprochait de parler ainsi. (A.O.M. Sénégal, V).

(155) En juin, dès son arrivée à Kayes, Archinard avait appris le renvoi définitif du traité. Il ordonna aussitôt que le capitaine Mangin et 40 tirailleurs patrouillent aussitôt le long du fleuve, de Bamako à Kangaba, face à la colonne de Fila-Kali. En octobre, Mangin poussera ses patrouilles jusqu'à Siguiri. De son côté, Besançon, dont l'effectif était complété à 50 hommes, devait envoyer une patrouille jusqu'à Kouroussa.

(156) Dans l'historique mis en annexe à son rapport, Archinard reconnaît qu'il a échoué à « faire de Samori un allié sûr et durable » mais ajoute qu'il ne faut pas s'en préoccuper outre mesure... Samori est loin d'être le chef puissant d'avant ses échecs de Sikasso. Son sort est entre nos mains, il le sait, et n'a jamais eu sérieusement l'intention de se mesurer avec nous... Les choses s'arrangeront et il admettra le fait accompli de peur de perdre ce qui lui reste ». (A.O.M., Sénégal, V).

« Samori est un homme destiné à disparaître à bref délai et ce qu'il pourra faire pendant cet hivernage n'entravera en rien notre marche. » (A.O.M., Sén., IV-93).

Tous les documents confirment que les Français ne considéraient nullement que le renvoi du traité ait créé un état de guerre. Underberg, le nouveau commandant de Bamako, observera avec intérêt la guerre toucouleure qui battait son plein en octobre 1889, sur la rive droite, en face de son poste. Il parlera alors des « relations amicales que j'entretiens avec les Samoriens, que je pousse contre les Toucouleurs ». (*Journal de Bamako*).

(157) Archinard, qui avait quitté Kita le 28 mai, arriva le 31 à Tukoto, d'où il envoya à Underberg ses instructions pour préparer l'assaut de Ségou. Il était à Bafoulabé au début de juin.

Le 3 juillet, navigant sur le Sénégal, il écrivit à Tyèba pour l'encourager à poursuivre son offensive et l'inciter à agir auprès des gens du Wasulu fatigués de la tyrannie samorienne. Archinard arrivera à Saint-Louis le 5 juillet, s'embarquera à Dakar le 9 sur la « Nerthe » et arrivera à Bordeaux le 19 juillet.

(158) Ce sont de véritables instructions qu'Archinard adressait à son intérimaire, et sa condescendance allait jusqu'à refuser de lui révéler ses projets. « Je ne puis officiellement vous dire ce que je désire faire l'année prochaine ». (MENIAUD, 1931, I, p. 426). Pourtant ses collaborateurs, notamment Underberg et Marchand, étaient déjà au courant de l'attaque de Ségou.

(159) Les passages continuent. Le 5 mai, Besançon annonce l'arrivée des Kèlta de Kéñyéroba (Dyumawariba), fuyant Barka. Le 25 mai, il signale que cinq villages du Ba-Sidibé ont traversé le fleuve à Kangaba, fuyant Alfa, qui s'installait à Dyllémfifi avec l'armée de Tyôñi. Besançon note le 28 mai que l'apparition de 20 cavaliers au gué de Balato a suffi à mettre ce gros village en fuite.

Barka avait quitté Kundyè (sur le Fyè) vers la même époque pour rejoindre Fila-Kali plus au nord, à Bokoko. Il reviendra après l'hivernage.

Toujours vers la fin mai, un acheteur de Samba Ibrahima était à Baté Nefadyi quand des sofas se présentèrent pour recruter des jeunes gens « afin de combattre les Malinké qui pillent la rive droite ». Le village refusa et les sofas se retirèrent. (Dakar, 1 D 169) en se contentant de proférer quelques menaces.

(160) Siguiri à commandant supérieur le 28-10-1889. Arafan Kamara, natif de Koba (Baté), gouvernait le Gbèrèdugu pour le compte de Masaran-Mamadi avant 1887. Il avait combattu à Sikasso sous Kémé-Bréma. De 1890 à 1892 il résidera à Wassela, escarmouchant contre les Français jusqu'au jour où Bilali le rétrogradera. Il fera la Grande Retraite de 1893 à 1895 sous les ordres de Bafin Kôndé, qu'il remplacera en 1896 quand il tombera en combattant les Pallaka. Arafa sera alors remarqué par Morlay Turé qui en fera son principal lieutenant jusqu'en 1898 [8, 70].

(161) Les sofas s'étant présentés au gué, devant le fort, comme s'ils voulaient traverser le fleuve, Bénis mit alors son artillerie en batterie et prétend avoir tué 25 hommes. Les sofas ripostèrent par un tir désordonné.

Les rapports de Bénis jusqu'à la fin d'août sont conservés à Dakar (7 G 41). Ceux de septembre sont à Paris (A.O.M., Sénégal, IV-93).

(162) Les musulmans de Bânko racontent ce meurtre avec gêne. Son instigateur fut le chef des jeunes gens Fodé-Bintu Nabé, conseillé et aidé par des insurgés Kamara du Firiya. Satamori se serait rendu impopulaire en interdisant qu'on commence la prière du vendredi avant lui, et en arrivant régulièrement en retard. Un jour qu'il avait rendu visite à sa mère, une Kamara de Kânkaya, les conjurés s'embusquèrent au pied de la montagne et le surprirent à son retour [198].

Le chef de Bânko, Tidyani Nabé, allait se rallier aux Français après la chute de Nono.

(163) Archives de Kouroussa relatives à la destruction de Nono et rapport de Hourst (*Dakar 7 G 41*).

Le sergent Biram Faye se présenta devant Nono alors que les sofas sortaient du village. Pour protéger leur fuite, Usuba ferma les portes aux tirailleurs et ouvrit le feu sur eux. Après avoir enlevé Nono, le sergent se lança vers l'Ouest à la poursuite de Soriba. Celui-ci était arrivé à Tumaniya mais Bakari Kèita lui interdit d'entrer et fit cacher les pirogues nécessaires pour traverser le Tankiso. Soriba lança un câble d'une rive à l'autre et 3 ou 400 sofas étaient déjà passés quand Biram Faye le rattrapa. Le câble fut aussitôt coupé et une centaine d'hommes se noyèrent (Hourst). La plupart des captifs s'enfuirent. Les révoltés du Firiya et du Sankaran barbant la route à Soriba, celui-ci demanda asile au Futa Dyalé. Au début de 1890 il rejoindra Bilali qui rouvrait la route de Freetown.

La reconstruction du village fut autorisée mais Bénis lui imposa une amende de 50 bœufs qui était payée dès le début de septembre (commandant p. i. à Gvr. - Kayes le 9-9-1889 - A.O.M. Sén. IV-93).

(164) Besançon quitta Siguiri le 17 septembre, laissant l'intérim à Buat. Il rentra le 18 octobre, alors qu'Archinard était déjà depuis huit jours à Kayes.

Une certaine disette régnait chez les réfugiés, entassés sur la rive gauche, mais la grande famine ne devait commencer que l'année suivante quand la grande épidémie de peste bovine aura détruit tous les troupeaux.

Sans bouger de Sāsāndo, Amara Dyèli envoya son frère aaluer le capitaine, qui l'accusa de pousser Kali à attaquer Siguiri, dégarni de troupes. Une patrouille venue de Faraba s'était en effet présentée à Falaba où le hasard la mit en présence de Mangin, qui venait de Kaaba en reconnaissance. Violant aciemment la politesse africaine, Besançon refusera à son retour des bœufs qu'offrait Amara-Dyèli, en l'accusant publiquement d'espionnage. « Je suis convaincu qu'il n'est là que pour nous surveiller. C'est le seul point de la rive droite où Samori n'ait pas fait le vide ».

En arrivant à Dugura, Besançon apprit que les Samoriens rachetaient leurs parents capturés au passage d'Archinard. Il fit libérer ceux que gardait Balato mais ne put obtenir l'évacuation des rizières que ce village avait usurpées. Le capitaine fit fusiller deux hommes, dont un ancien courrier Massa, de Liberté Bamako, qui extorquait des bœufs grâce à une ancienne feuille de route.

Il reconnaît les pillages de Sako-Bakari, qu'il fit cependant confirmer dans le commandement du Balèya après avoir menacé de le faire fusiller (le 29 septembre). L'ancien insurgé persécutait Tenēnkalé-Lay alors que Besançon écrit que « cet ancien partisan de Samori est très correct ».

Il reçut enfin, le 11 octobre, les envoyés des insurgés du Firiya et de l'Ularèdu. C'était leur premier contact officiel avec la France, dont ils demandaient la protection au moment où Bilali ouvrait les hostilités. Dalaularè-Mori faisait offrir à Besançon le cheval de Sidi-Baba, pris à Sāsāmbaya. Le capitaine les encouragea de son mieux et leur prêcha l'union contre Samori, mais il ne pouvait, à son grand regret, leur promettre l'aide militaire qu'ils attendaient de lui. « Le passage du Niger par une seule compagnie finirait Samori... Cependant je ne vous ai engagé en rien ». (Rapports du 26 septembre et du 19 octobre - *Dakar 7 G 41*).

Le 5 octobre, Besançon avait reçu le frère du chef de Tumaniya, sur le Tēnkiso et avait conclu un traité provisoire avec ce gros village de la frontière du Futa.

(165) Dukurila, dans l'ouest du Ganadugu, entre Tofola et Dyomana [*A.O.F. - Massigui*]. Ce village est voisin du gué de Mpyèla-Kinya où Manigbè-Mamadî traversa le fleuve [12, 320, 326].

(166) Dans le Kadi, Zana Dyurté ne reconstruisa Natyè qu'un an plus tard. Il s'installa provisoirement dans un hameau de culture, voisin de Sopyè [497].

Dans le Kāmpo, il en ira de même pour Fantèrila, dont la population avait été en grande partie massacrée. Les partisans les plus notables de Samori, comme Ota'ama (dit Senufo-Mamaré), de Kèrèkè (Nkurala), s'étaient

retirés avec les sofas. Le frère d'Ota'ama, Nāntyé, restait chef de Kèrèkà et se soumit à l'approche de Tyèba, comme ses voisins de Ngukā (Molasso). Le Fama de Sikasso se contenta d'un ralliement symbolique, sans placer des garnisons ni détruire les tata, si bien que nous retrouverons Nāntyé aux côtés de Kifyā trois ans plus tard [496, 499].

Le même traitement fut accordé aux pro-Samoriens du Gana (Kōngolikoro, Dyāmbugu et Tyola). Tyèba laissa le commandement du pays à Darabugu-Wotoba. Seul Mamadu Dyallo, de Kōngolikoro, qui avait dirigé le contingent du Gana contre Sikasso, se retira avec des sofas [496].

(167) Toutes les traditions [500, 501, 502] confirment que cette campagne en Pays Turka suit de près la levée du siège et est antérieure à la traversée du Bagoé par Tyèba. Le mémorial de Kèlètigi Bèrètè, qui s'est avéré très sûr partout où nous avons pu le recouper, confirme ce fait. Les Turka paraissent s'être révoltés vers la fin du siège, durant l'hivernage de 1888. Dès le départ de Samori, Tyèba envoya contre eux Fanyanama et Kèlètigi Bèrètè qui s'emparèrent de Wolokoto, leur principal village [A.O.F. - *Banfara*]. Il rejoignit ses généraux après avoir reconduit les Samoriens derrière le Bagoé puis rentra à Sikasso en laissant une garnison commandée par Sao-Lamini, surveiller le pays. Le Faama rentra sans doute chez lui au début de novembre car sa lettre à Archinard sera traduite à Kayes le 20 décembre et elle doit donc dater au plus tard du 15 novembre. Selon elle, la campagne contre les Samoriens était déjà en cours. (*Dakar*, 15 G 81).

Ce Fanyanama est, bien entendu, l'illustre Fanyanama Sanogo et non son obscur homonyme, capturé par Samori durant le siège de Sikasso et qui allait servir son nouveau maître avant de désertir, pour rallier en 1892 la colonne Humbert. Ce dernier, selon le R. P. de Bengu, aurait été un Koné.

(168) Alfa détruisit Kōkuna, Nāmpala et Gladyé qui s'étaient prononcés contre Samori et avaient attaqué des convois de ravitaillement en juillet ou août. Tyèkoro Ulé Sāngarè, chef de Bougouni, marchait dans cette colonne à la tête des guerriers de Kurulamini [12, 299].

(169) Bilali emmenait Famako comme principal lieutenant. Quittant Sikasso, ils s'orientèrent au sud-ouest dès Natyé, à travers les collines de Pisaka (Pisaso). Ils passèrent devant le village Samogho de Bowara qu'ils épargnèrent en raison de son prestige religieux de maître de la terre. Ils ne rencontrèrent aucune opposition dans le Yèngèrè qui avait soutenu Sikasso pendant tout le siège et dont tous les combattants étaient absents. Le vieux chef Ngwooro Sogodogo s'enfuit précipitamment de Kakā (Karbasso) qui fut détruit ainsi que Zyékā (Syaaao) [A.O.F. - *Sikasso, Massigui et Tingrèla*] [7, 12, 299].

(170) La tradition [506] parle de trois mois, ce qui est vraisemblable si l'on situe l'intervention de Tyèba en décembre. Le chef, Karamogho Sogodogo, avait rappelé de Sikasso le contingent commandé par son fils Zana afin de défendre le village [12, 299, 506, 508].

(171) Ces événements se placent vraisemblablement en novembre car la lettre traduite le 20 décembre à Kayes parle des « deux formidables colonnes » que Tyèba a lancées à la poursuite de Samori. Comme toutes les lettres du Faama de Sikasso, ce document est malheureusement plein d'une rhétorique creuse et est difficilement utilisable. Tyèba se vante évidemment quand il déclare que ses deux colonnes tiennent « Samori en personne » étroitement bloqué dans un village.

Archinard signalera le 4 décembre la présence d'Alfa, Famako et Bilali entre Fōru et Tēngrèla. Il leur joignit Managbè-Mamadi mais cette erreur est explicable si l'on considère que les colonnes du Fōlōna restaient théoriquement dans la dépendance de Bafagha.

Le commandant supérieur apprit le 18 décembre que les sofas avaient été battus « près de Ténintou » (Ntèntu) et que Tyèba se trouvait encore à Sikasso. Ceci illustre le caractère vague et confus de ses renseignements, sur une région qui allait rester inconnue jusqu'à la publication du voyage de Binger. Il peut cependant s'agir du combat de Woblé.

(172) Le village des maîtres de la terre, Moro, fut bien entendu épargné. Gōnkoro, qui passait pour pro-Samorien, se soumit [333 à 336].

(173) Wakoro fut reconstruit par Silakoro Konaté, qui vivait réfugié à Tyé (Nyènè) depuis 1886. Samakoro Konaté, de Tuségéla, fut nommé chef du Gbāntyédugu à la place de Daba [329].

(174) L'ancien chef du Yorobadugu, Maaa Koné, participera à la prise de Ntyuala, et rentra aussitôt chez lui, où il reconstruisit Digā. A son approche, les Samoriens de Bugula s'enfuirent à Garako (Tyèmmala). Comme toujours, les maîtres de la terre, à Zūa, ne furent pas molestés [331, 332].

Les Traoré reconstruisirent Sokurani (Kuruigila).

Dans le Sibirila, Saghaba ne releva pas son village natal, Kolé, mais expulsa les sofas qui tenaient Bânzana. Il construisit un dyasa solide qui contrôlait le gué du Banifin près de Débéla et il lui donna son nom [310].

Le vieux chef du Tudugu, Gbokoro Koné, était mort en exil à Sikasso. Son fils Gômba prit la tête des guerriers et eut l'audace de réoccuper son pays malgré la proximité d'Odienné. Il se fortifia comme son père sur Gogoŋyâ-Kuru, mais les autres villages ne furent pas réoccupés. Les Dumbuya de Manadu étaient dispersés jusqu'à Banâmba, dans le Sahel d'où ils n'allaient rentrer qu'en 1900 [367 à 369, 390].

Il en alla de même dans le Vândugu où Sokurani ne fut pas relevé. Le plus notable des chefs Samoriens, Basuma Kulibali, de Mahândyana, venait de mourir et son neveu, Kobala, s'empessa de se soumettre dès qu'il apprit l'arrivée de Tyèba à Tèngrèla. Kamagâ Koné, de Wayiri avait toujours été favorable à Sikasso et son ralliement allait de soi [370 à 372].

(175) Les gens de Bilali, qui avait réquisitionné de nombreux porteurs, quittèrent Fôru en deux colonnes. La première suivit la route de Ngokho par Kâmbèrègè jusqu'à Fângwélé, avant de tourner brusquement à l'ouest et de traverser le fleuve près de Kèlèyaga. La seconde alla traverser le fleuve à Alhamdoullay [A.O.F. - Tigrèla] [12, 299, 516, 526].

(176) Managbè-Mamadi avait fait étape à Bèndoghobugu et traversa le Kânkélaba près de Tulula [12, 299]. Le bon état des sofas, qui étaient bien ravitaillés, malgré leur défaite de Pa'ara, est attesté par deux courriers qui porteront à Tyèba une lettre du commandant supérieur (A.O.M. - Sénégal, IV-93, écrite à Kita le 19-3-1889). Ce renseignement montre que vers la fin de février les sofas avaient déjà été battus à Pa'ara, mais le fils de Samori avait pris Moribugu et ses gens n'avaient pas encore évacué la région. En fin février, Bonnardot, qui se trouvait à Nyako, apprit que Managbè-Mamadi se trouvait à « Thion », probablement Tyôfi (Dakar, 1 G 203).

Le 19 mars Archinard écrivit que les Samoriens ont pris Urakoya (= Moribugu), mais ont été battus à Papatu (Pa'ara) grâce à l'intervention d'un griot de Tyèba.

(177) Nous retrouverons Alfa et Bilali en mai 1889.

L'oncle de Dyaulé-Karamogho sera alors placé sous les ordres de Managbè-Mamadi qui l'enverra occuper Dylèmfîn (Ba-Sidibé, Wesulu). Son arrivée fera fuir la population sur la rive gauche du Niger (lettre de Besançon, le 9-5-1889). Alfa rentrera hiverner à Bafagha et, en fin d'année, son loyalisme fera échouer le coup d'Etat de Managbè-Mamadi. En récompense, Samori le gardera auprès de lui, à Bisândugu, puis l'enverra contre les Français en 1891. Après une campagne malheureuse au Kisi en 1892, il combattit la révolte de Ntèntu en 1893. Il trouvera la mort chez les Abrô en 1895 [10, 12].

Quant à Bilali il sera d'abord attaché à la personne de Samori, mais il ne le suivra pas au Konyâ. Vers le mois d'août, son maître le nommera au gouvernement de l'Ouest, vacant depuis la mort de Lângamâ-Fali. C'était une marque de confiance car ce pays était presque tout entier aux mains des insurgés [10].

Famako, rentré du Fôlôna en leur compagnie, se trouvera placé, en mai, sous les ordres de Kali, qui lui confiera à nouveau la rive droite du Niger, en face de Bamako.

(178) Fa'âpè Koné, à Fôru, adopta la même ligne de conduite que Nânkoro Zyé, mais les traditions relatives à sa résistance sont un peu confuses.

Quiquandon en 1890, puis Marchand en juillet 1891, lleront le sort des deux places : « Fourou et Tionghi, villages du NiénéDougou » (en fait le premier est au Fôlôna). Tyôfi se soumit de mauvaise grâce à la fin de 1891, après avoir fort mal reçu Marchand. Ce sera un geste de pure forme, qui entraînera le paiement d'un tribut à Tyèba, sans que celui-ci soit autorisé à installer une garnison ou à démanteler le tata.

Fôru subit le même sort à peu près à la même date et les deux villages se rallieront aisément à Samori en 1894. Ils gardaient leur autonomie militaire et c'est à grande peine que Babèmba les détruira en 1896, pour déporter leur population.

Les choses seraient donc simples si la tradition de Fôru n'attribuait pas la soumission du village à Kèlètigi Bèrètè, alors installé à Banâso, qui y aurait placé un certain Karamogho comme dugukufnasigi. Dyomilaku Dya-baté, qui le remplacera, fuira à l'approche des Samoriens en 1894 [508].

Kèlètigi Bèrètè ayant quitté la région vers la fin de 1889 pour n'y plus revenir, cette tradition pourrait conduire à dissocier le cas des deux villages. Lors de la soumission de Tyôñi en 1891, le général de Tyèba se trouvera en effet bien loin de là, faisant campagne dans le Nanèrgé. La seule hypothèse plausible pour résoudre cette contradiction est qu'il obtint en 1889 une soumission de pure forme de Fôru, et que celle-ci fut confirmée en 1891.

(179) Farabalay, dès son retour de Sikasso, avait aidé Samori à écraser le Wasulu. L'Almami l'avait aussitôt renvoyé dans l'Est à la disposition de Managbè-Mamadi

Il disposait de la petite colonne du Konyānké, Tofa Keba et des Wasulunké de Kani-Mamèri, frère aîné de Bolu-Mamudu. Kokisi se joignit à lui avec des hommes levés à Bisāndugu.

Managbè-Mamadi était accompagné de Bala-Kuñdyulu et de Fasu [12, 356].

(180) Le message de Tyèba aurait été : « Ce que l'on cherchait au fond du coffre est revenu sur le couvercle » [12]. Fanyanama, en effet, avait continué sa marche vers l'Ouest dans l'espoir d'accrocher les Samoriens qui se dérobaient. Selon Quiquandon, il ne restait que 30 cavaliers en compagnie de Tyèba.

(181) Kokisi figurait parmi les morts. On signale encore la prise par Tyèba de Fasu et de Sébé-Mamuru, ce dernier inconnu par ailleurs. Farabalay restera en captivité à Sikasso jusqu'à la prise de cette ville par les Français en 1898. 403 chevaux figuraient, selon Quiquandon, dans le butin de Tyèba.

Managbè-Mamadi se retira à Faragwarā, derrière le Baulé, avant de regagner Bafagha. [12, 299, 356].

Les archives françaises permettent de fixer la date de cette affaire avec une certaine précision, bien que l'état-major de Kayes n'en ait appris la nouvelle qu'en fin septembre (*Dakar, 1 D 169*). « Fabarka, envoyé de Tièba, arrive à Kayes venant de Saint-Louis. Il ignore l'évolution depuis six mois. Tièba a depuis lors battu à Afina l'armée de Malinka Mamady ». Il faut comprendre évidemment non pas « à Afina » mais « derrière Dafina ». Mais ceci ne nous avance pas beaucoup et notre bataille pourrait avoir eu lieu n'importe quand, d'avril à septembre.

Nous pouvons préciser davantage grâce à une lettre du 12 août adressée par le commandant de Bamako au commandant supérieur (*Dakar 1 D 100*). « Le fils de Samory est à Faragala (= Faragwarā) près de Tenintou-Tièba lui a pris des chevaux et les chefs sofas Farabalaye et Fasou. Kokisi, le chef de ses griots, a été tué. Kali refuse d'aider Malinka Mamady faute d'ordres. Bolo Mamadou se serait rallié à Tièba qui attaquera Ténintou à la fin de l'hivernage ». En fait, Tyèba était déjà au Minyānka en août et la dernière information est fautive. Notre marge est donc réduite à la période avril-juillet. Une lettre de Tyèba, traduite à Kayes le 6 décembre, nous permet d'aller plus loin et de nous arrêter à la fin de juillet ou au début d'août. (*Dakar, 15 G 81*). « Une partie des pays sont devenus ma propriété. Il y a eu un combat au mois de Zoulhidja et ses hommes se sont sauvés. » Le mois de Du'lhidja tombait, en 1889, du 28 juillet au 28 août. (CHAINE, *La chronologie des temps chrétiens de l'Égypte et de l'Éthiopie*. Paris-Geuthner, 1925, p. 215).

Ceci confirme la tradition orale qui place la marche épique de Tyèba vers le Minyānka en plein hivernage. Si l'on tient compte des délais du siège de Ntorla (quatre ou cinq mois se terminant en décembre 1889), nous sommes amenés à placer la bataille au début du mois de Du'lhidja, soit à l'extrême fin de juillet 1889.

(182) C'est du moins la nouvelle reçue à Bamako. Il est évident que ce fleuve ne peut être le Wasulu-Balé mais le Dégu ou à la rigueur le Baulé vers Gbaralo.

(183) Fulalaba est à 250 kilomètres de Sikasso à vol d'oiseau. Quiquandon parle des difficultés de ravitaillement qui accablaient Tyèba.

(184) L'attaque, lancée sur l'ordre de Kurumina, aurait été menée par Bina Togola, neveu de Fafa.

(185) Tyèba s'arrêta quelques jours à Sikasso et rejoignit son armée à Sangaso. L'avant-garde était formée par Syaka et Kèlètigi Bèrètè, suivis par Fanyanama Sanogo qui commandait le gros.

(186) La campagne de Tyèba au Minyānka est bien connue, grâce à Quiquandon qui rejoignit Tyèba à Fonfona, le ? mai 1890. Le capitaine attribue cinq mois au siège de Ntorla, ce qui paraît un peu long, le village étant tombé fin décembre.

Nous savons par Bamako que, dès janvier, le Faama s'empara de Nzāzoni, puis séjourna, malade, à Baso, d'où il envoya, vers Bamako, en février, la mission qui ramènera Quiquandon après avoir assisté à la prise de Ségou. Pour tous ces villages on se reportera à [A.O.F. - Koutiala].

De mai 1890 à juillet 1892, date du départ de Marchand, il n'y a plus aucune obscurité dans la chronologie du Kénédugu.

(187) [12, 299, 305, 306, 348]. La chute d'Urumpana a inspiré aux griots un chant célèbre, en l'honneur de Bolu Mamudu : *Kuruño bamba ka Urumpana tyi* : « le petit crocodile a cassé Urumpana ». Certains informateurs [296, 301] pensent qu'il s'agit là de Lāngamā-Fali, alors que ce surnom très connu fait allusion à l'aspect physique de Bolu-Mamudu, un homme très petit mais très large et d'une force extraordinaire.

Dyingè et ses gens allaient donc demeurer à Zana (Dāfina) et ils participèrent à la révolte de ce pays contre l'Almami en 1893. Ils rentreront chez eux en 1894, après la défaite de Samori à Kólōni [305, 306].

(188) Le Bilāntuma allait rester désert jusqu'en 1899. A cette date, Kāndyi Sāngarè, qui s'était réfugié à Tyètōn-Kuru (Tudugu), viendra reconstruire Fulalaba [307].

(189) La fuite de Saghaba et de Gōmba, postérieure à la chute de Nafana, doit dater de septembre 1892.

Le Sibirila ne sera repeuplé qu'après la prise de Sikasso vers la fin de 1898. Quant à Gōmba, qui était réfugié vers Tēngrèla, il reviendra dans le Tudugu dès 1894, à l'approche des sofas, mais il restera retranché sur la montagne de Gongonyā-Kuru jusqu'à la prise de Samori et ne reconstruira Gboliya (Gulia) qu'en 1899 [310].

Durant toutes ces péripéties, Manānkoro, le village des gardiens d'esclaves, ne fut pas molesté. Son chef, Kæum Konaté, qui avait participé au siège de Sikasso dans les rangs samoriens, aurait maintenu continuellement son allégeance aux Turè, jusqu'à l'arrivée des Français à Odienné. Ce sera donc, de 1892 à 1898, le seul village habité du Sibirila [309].

(190) Et avec eux le Kurusigila (Sokurani) selon les renseignements qui m'ont été fournis à Bānzana [310]. Je ne puis cependant être affirmatif, n'ayant pu enquêter sur place. De 1889 à 1892 (chute du Nafana), la mouvance de Sikasso est donc bornée par le Banifiñ oriental et le Dégu jusqu'aux frontières du Kabadugu. A partir de 1892, elle est limitée par le Banifiñ et son affluent, le Daladyéko [absurdement appelé *ba*, c'est-à-dire simplement « fleuve » in [A.O.F. - Manānkoro] jusqu'à la frontière du Vāndugu.

Le Vāndugu, soumis à Sikasso de 1889 à 1894, se ralliera alors un court moment aux Samoriens, avant de rentrer dans l'obédience du Kénédugu, où il demeurera ensuite jusqu'à l'arrivée des Français, en 1898 [369 à 371].

(191) La zone abandonnée n'avait qu'une cinquantaine de kilomètres en largeur, mais 150 en profondeur, de Dāfina à Korumba (Fuladugu).

(192) Nāfadima-Paté était un Fula du Girila dont les frères, tous Samoriens, avaient dû fuir au Mau quand Masabori était passé à l'insurrection. Son influence dans le Haut Konyā explique qu'il ait été chargé de cette mission [5, 10, 34].

(193) La tradition dit qu'il devait défendre Dyafaredugu et Kosèina. Si Kosèina est le village fula actuel, dans le Salagbala, on voit mal pourquoi il figure ici [5].

(194) Tēnēso-Kaba, frère de Sarānkēñyi, suivait Dyaulé-Karamogho depuis la mort de Kémé-Bréma. Après la chute de Musadugu, Samori affectera son bolo à l'armée de Bilali et il combattra dans l'Ouest jusqu'à la fin de 1892. De janvier à mars 1892, il luttera contre Humbert sur le Milo, puis il sera chargé de réduire l'insurrection de Firawa et l'irruption de Combes le surprendra au Kisi au début de 1893 [5, 10].

(195) Après la retraite de Kyàulé, l'Almami prit des sanctions impitoyables contre ses beaux-parents de Lēnko. Masarā-Sèri, convoqué à Nyako, fut tué par les sofas en cours de route, entre Kalānkālā et Moryani (Sabadugu). Il fut remplacé par son neveu, Lēnko-Amara, comme chef du Bāmbadugu [4, 5].

(196) Le rassemblement considérable qu'il commandait groupait non seulement les réfugiés du Simāndugu et les insurgés du Haut Konyā (Musadugu, Turèla, Dukurèla), mais encore ceux du Girila, du Mahana, du Kwisu, du Kabadyaradugu et de Famoéla. Le Gwana n'envoya personne car son chef, Sèkoba Kamara, luttait sourdement contre le leader des insurgés, Wau-Tyègbana [5, 22 à 25, 30 à 34].

(197) Bala-Kuñdyulu, qui fait désormais figure de Kèlètigi, avait sous ses ordres Sirifaana-Amara, Náfadima-Paté, Mâmbi Koné et Dylgiba Sidibé. Sa colonne traversa le Gbé et gagna Dyakolidugu par Damoro, Fôndugu, Sôndugu et Nyôsomordugu [4, 5].

(198) Depuis le début de la révolte, aucune attaque n'avait été lancée contre Bèyla ou Dyakolidugu, mais des razzias continuelles des insurgés les empêchaient de cultiver. Mori-Kumbala avait fait construire un sanyé à Dubadugu (20 km S.-E. Bèyla sur frontière Gwana) pour les surveiller [20].

(199) Le capitaine Besançon écrivit dans son rapport d'octobre que Bala-Kuñdyulu et « Daouda » (= Dauda Kaba) avaient été battus trois fois par le Koumyan (Konyâ).

Bolu-Mamudu suivait Samori depuis son retour de Sikasso. Il paraît avoir été renvoyé dans l'Est quand son maître quitta Nyako, afin de réparer les échecs de Managbé-Mamadi devant Tyèba [10, 348].

L'appel à Samori fut porté à Nyako par Kaabiné Mamadi, neveu de Moribakéñyi (fils de son frère cadet, Kaabiné Kuruma). Il se présenta à l'Almami comme celui-ci faisait ses ablutions pour la prière du crépuscule et après qu'ils aient fait leurs oraisons ensemble, son hôte l'invita à passer la nuit. Il aurait refusé, voulant repartir aussitôt pour combattre avec son père. Samori lui aurait alors fait remettre trois charges de poudre. « Cela ne suffit pas, il faudrait une armée. Tenez bon, Dieu ne vous abandonnera pas ». [20].

Samori partit en effet, suivant Mamadi à une étape d'intervalle. Celui-ci entra à Dyakolidugu vers minuit pour éviter les insurgés et conféra avec son père et Fodéba-Musa. Les Konyânké se lamentèrent, disant que leur seigneur les abandonnait mais Fodéba-Musa les réconforta : « Je le connais, il va venir. S'il n'a rien dit c'est pour surprendre les rebelles ». Au moment où le soleil se levait, Samori se jeta effectivement contre les assiégeants [5, 20].

(200) Au lieu de prendre la route du Milo et de Nyôsomordugu, Samori avait remonté la vallée du Dyô, en grande partie déserte. En passant à Manyâmbaladugu, il aurait complété sa vengeance sur ses beaux-parents en faisant exécuter plusieurs fils de Masarâñ-Sèri. Certaines traditions reportent cependant cet épisode à 1892, durant la colonne Humbert [2, s'opposent à 4]. L'Almami débouche par Turèla dans le Haut Konyâ.

Tous les villages insurgés furent aussitôt évacués (Dukurèla, Nyèla, Turèla), sauf Musadugu où la résistance se concentra.

(201) Le 9 septembre, Besançon écrit que Samori vient d'être vaincu « dans le Gankouna », que des renforts lui sont envoyés par Kali et Barka et que Dyaulè-Karamogho va le rejoindre. En réalité, ce dernier ne viendra pas.

(202) [5, 22]. Ce marigot coule entre Fumbadugu et Musadugu [A.O.F. - Bèyla].

(203) Musadugu ne sera reconstruit qu'après l'arrivée des Français. Les Konyânké verront bientôt dans la destruction de leur ville sainte un présage du cataclysme colonial.

(204) Les exécutions capitales avaient lieu en présence de Samori, qui siégeait sur la place de la mosquée. C'est là qu'il fit décapiter les deux griots de Dyôgbè-Kumbala, après avoir gracié celui-ci [22].

Voici les soumissions qu'a retenues la tradition :

— Dans le Gwana, Sékoba de Dyaragbèla (lignée Késériel) n'avait suivi la révolte qu'à contre-cœur. Samori la mit à la tête du kafu, à la place d'Amara Kamara, de Kwèikonu, qui avait encouragé Wau-Tyègbana, chef local de l'insurrection. Ce dernier s'enfuit à Borônkèñyi [37].

— Le chef du Kwiau, Kamori Kamara, de Mimaro, avait déjà bu le dègè à Dyakolidugu [23].

— Naka-Nyama, de Bitôngoro, chef du Mahana occidental, avait abandonné Musadugu avant la fin du siège. Il fut pardonné et Samori lui confia le Mahana oriental dont le chef Munya Kamara (de Soba) s'enfuit à Lèné, en pays Konor [24, 25].

Le vieux Togba Safyô, le chef des Kpèllè (Guèrèzè) de Boola, hébergeait encore Kyèulé et les gens du Si-mândugu. En apprenant la chute de Musadugu, il décida son hôte à se soumettre et envoya son frère boire le dègè en présence de Samori. Kyèulé ne relèvera cependant Damaro qu'en juillet 1890 [26].

— Dans le Karagwa, le chef Gboso Doso, de Tonô, n'avait pris aucune part active à la Révolte et son territoire éloigné n'intéressait pas Samori. Ce fut le seul à garder sa liberté. Il essaiera de se faire oublier, et il y parviendra du moins jusqu'en décembre 1892 [28].

(205) Rappelons que Morisoko, de Lāseydugu (Sidikidugu, lignée Fafāndyāsi) et Masabori de Sokurala (lignée Fanyāsi) représentaient des familles traditionnellement opposées. Sokurala avait été détruit avant l'hivernage par Morifindyā, peu après son installation à Fwala, et Morisoko avait installé les siens dans la montagne, du côté de Lona [34].

(206) Les principaux lieutenants de Morifindyā étaient alors Kunadi-Kèlèbagha, Vafèrè Kuruma, Kyèsèri Kuruma et Maboy Bilali (différent des deux autres Bilali). Farānguni et Numū, encore peu connus étaient dans le bolo de Sékoba. Bèsira-Mudu et Faraba-Musa suivaient Kunedi-Kèlèbagha [5, 10, 37].

(207) Tout le Sinko s'était concentré à Bako, même Kāñaso, qui était peu favorable à la révolte. La guerre de Bako avait duré six mois, ce qui placerait la chute du village vers mars 1889 et en tout cas avant la fin de la saison sèche. Le chef Zā-Ulèni Koné se réfugia au Nafana chez Dyalakuru [390, 406 à 409].

(208) Le Salagbala que Karamoghofiñ Kamara avait maintenu dans le loyalisme fournit des renforts à Morifindyā. Il contrôlait le massif de Gbānkundo et c'est grâce à lui que les inaugés n'avaient pas pu utiliser ce bastion redoutable [5, 18].

(209) Le Borōnkènyī ou massif de Sinko [A.O.F. - Bèyla] sépare deux hauts plateaux, celui du Farana, qui est du versant du Niger (Kulay-ni Gwala) et celui du Gbé dont les eaux vont au haut Sassandra. Ses dolérites sont aussi inaccessibles que celles du Gbānkundo mais on trouve d'étroites vallées cultivables jusqu'au cœur des montagnes, surtout autour du village de Féréwuro. C'est là, au sommet d'une falaise, que s'élevait Borōnkènyidugu, le village de Dugugbè-Kaba. Toute la population du Dyigilò, du Bèèla et du Farana était rassemblée dans les hameaux voisins.

Le chef des insurgés du Farana, Fakatu de Kōvla, avait réussi à convaincre le vieux Numa Koné de Sinko, pourtant hostile à la rébellion, d'évacuer son village [37 à 42].

Les Koné du Worodugu étaient officiellement restés fidèles au Kabasarana, mais beaucoup de leurs jeunes gens venaient se joindre aux défenseurs de la montagne [43 à 45].

(210) Nous avons déjà parlé de Kunadi-Kèlèbagha, qui avait débuté comme bolokufitigi dans l'armée de Saghadyigi.

Gbèsiramudu était le frère cadet d'Ansumana Kuyaté de Sāsāndo et il avait suivi Kémé-Bréma jusqu'à la guerre de Sikasso.

Faraba-Musa Konaté, qu'il ne faut pas confondre avec Fodéba-Musa, était également un ancien sofa de Gbānkundo, qui avait combattu depuis 1883 sous les ordres de Kémé-Bréma.

Lāngamān-Dyigi, qui avait toujours eu un rôle effacé, a suivi son frère jusqu'à sa mort.

La tradition de Sāsāndo [10], issue des neveux de Gbèsiramudu, raconte de façon édifiante la fin de Faraba-Musa. Il aurait été incité par Dugugbè-Kaba à rallier la rébellion : « Tu es mon parent et Samori te traite en captif. Je te donnerai une armée et tu seras mon égal ». Faraba-Musa résista une journée entière à ces objurgations, se mettant en prière sans répondre quand on l'insultait. Dugugbè-Kaba demanda alors en vain à Gbèsira-Mudu et Lāngamā-Dyigi de fléchir leur camarade. « J'étais un pauvre chez moi, répondit celui-ci, Samori m'a fait riche, je ne puis le frapper. »

Dugugbè-Kaba leur donna alors deux heures pour le fléchir mais il refusa de les entendre, se bouchant les oreilles avec de la terre et se couvrant les yeux de ses doigts. A l'issue du délai, tous trois furent décapités.

(211) Nous avons déjà rencontré Sékoba Kuruma, originaire de Karafilala (Kulay-ni-Gwala) et ancien chef sofa des Siaé. Il avait combattu depuis sous les ordres de Kémé-Bréma puis avait fait la campagne du Fōlōna avec Alfa. Il deviendra vite le premier lieutenant de Morifindyā et va jouer un rôle considérable en Haute Côte d'Ivoire (mort de Ménard, colonne de Kong).

En rentrant de Borotu, Koto-Alama allait être chargé de superviser l'entraînement de tous les Samoriens armés à l'euro-péenne, mais il allait tomber sous les coups d'Humbert au début de 1892 [10].

(212) Au début d'octobre, Siguri le signale à « Foukhala », à cinq jours de Sanānkoro, dans le Konyā. Il s'agit évidemment de Fwala. C'est également à « Fougala » qu'il recevra au début de novembre les envoyés d'Amadu pour négocier la fin de la seconde guerre toucouleure (J.P.B., 6-11-1889).

(213) L'attaque paraît postérieure à la visite des envoyés toucouleurs (début novembre) et Samori était à Gbésoba quand il apprit la révolte de son fils, qui fut connue à Bamako le 28 novembre (J.P.B.). Grâce à son excellent service de renseignements, Samori fut sans doute averti presque aussi vite qu'Underberg, en dépit de la distance [5, 10].

(214) Vadyausé, de Toranu, était l'homme le plus influent du Barala mais le chef coutumier était toujours Vakurubé, de Booko. Très vieux, il était suppléé par son fils Ndémwé. Les autres notables importants étaient Vatyéulé de Moamiso et Dyogbo de Masala. Tous étaient, bien entendu, des Dyômandé.

Vadyausé se rendit à Gbésoba en compagnie de son griot Vatya Kuruma qui était apparenté à Morifiñdyä [424, 425].

(215) Les fuyards s'étaient divisés en deux groupes pour gagner le Barala. Le vieil Ulasé et Masabori gagnèrent Dyala en Iltère. Le chef du Girila y mourut peu de jours après son arrivée tandis qu'Ulasé, livré aux gens de Morifiñdyä, fut décapité sur-le-champ. On exhuma le cadavre de Masabori pour lui couper la tête. Dugugbè-Kaba, avec Mamudu-Syé et Wau-Tyègbana, s'étaient installés à Toranu d'où ils s'enfuirent ensemble vers Borotu [5, 425].

(216) Sirana se défendit mollement et son chef, Fabéré, s'enfuit à Fwalla chez Késé-Ulé Bāmba, tandis que son frère, Ko, se retranchait à Dyasèra, près de Buguso [5, 407].

Fwalla repoussa le premier assaut des sofas et ne céda qu'après un combat acharné. Fabéré y trouva la mort, tandis que Ko et Késé-Ulé réussissaient à gagner Borotu. Après la prise de ce village, en juin 1890, ils se retirèrent au Nafana. Késé-Ulé sera tué en 1892, quand Samori enlèvera Kuñbèni, tandis que Ko se soumettra et sera autorisé à rentrer à Sirana.

Ce village avait déjà été relevé par Waramé-Sézé, qui s'était caché en brousse avant de se soumettre à Bilali. Sirana sera déporté au Nafana en 1894, après la campagne de Ntèntu et Sézé, accusé de trahison sera alors exécuté. Une grande partie de la population suivra Samori au Dyimini et ne rentrera qu'en 1898. Ko s'échappera cependant, et se cachera longtemps à Kèmbadugu, dans le Worodugu de Bèyla. Il reconstruit Sirana en 1895 et sera aussitôt en butte aux attaques de Moriba Turé, ce qui provoquera l'intervention de l'administrateur de Bèyla en mai 1896.

Dans le Bāmbala, les sofas avaient épargné Buguso, dont le vieux chef, Dusumori, reçut de Morifiñdyä le commandement du kafu. Après la campagne de Ntèntu, Dusumori fuira à Bèngo et ne relèvera son village qu'en 1897. De nombreux jeunes gens, levés comme sofas, suivront Samori jusqu'en 1898 [404, 405].

(217) Samori laissait sous les ordres de Morifiñ-Dyā, assisté de Gbānkundo-Mamadi et Kunadi-Kalèbagha, les colonnes de Bala-Kuñdyulu et Sékoba. La fraction de la garde, sous Koto-Alama, sera rappelée dès la chute de Borotu [5, 10].

(218) Le nom du village est formé sur la racine *bo*, boue, et évoque donc bien le site. La forêt ne subsiste plus qu'en îlots discontinus.

(219) Dyèmbèlè appartenait comme Vasémo au lu du Fōndula, l'un des quatre qui constituent Borotu. Selon la terminologie européenne, son père Vasèri et le Māsa étaient cousins issus de germains [428].

(220) C'est le chiffre donné par Vagbèma, dernier fils de Vakuru et notre informateur [427].

(221) Morifiñdyä attendait la nouvelle de la soumission de Managbè-Mamadi, qui eut lieu au début du mois. Ceci nous reporte vers le milieu de décembre [5, 10].

(222) La colonne samorienne, en quittant Gbésoba, passa par Vafifidugu, Fakuruzo et Dèssèné. Nyokoso ne fut pas inquiété mais le chef de Dèssèné, Vatoqba Fofana, convoqué à Gbésoba, avait refusé de s'y rendre. À l'approche de la colonne, il se présenta pour se soumettre, mais fut décapité et le village détruit. Les survivants s'enfuirent à Borotu et au Meu [430].

Selon la tradition de sa famille, Sāngba Bagayogo, chef de Koro, était resté fidèle à Odienné mais, comme marabout, il estimait ne pas avoir à combattre. Il n'avait donc pas bougé depuis le début de l'insurrection. Certains des petits villages voisins s'étaient cependant compromis et Morifiñdyä détruisit Morififiso dès son arrivée [431, 432].

Nous suivons la chronologie suggérée par Vagbèma [427] et divers informateurs sérieux. Selon [436], la destruction de Dèsenè et l'installation des Samoriens à Koro seraient postérieures à la chute de Borotu.

(223) La tradition [428] parle de 30 sanyè. Si ce chiffre n'est pas fantaisiste, il ne peut désigner que des postes de guet.

Beaucoup de non combattants avaient quitté la place, notamment Tyagbè et Dau, les jeunes fils de Dyèmbèlè, qui étaient cachés à Fakuruzo chez Ngwamo Bagayogo [428].

(224) En enquêtant village par village, on constate que Sékoba a effectué des levées massives dans l'ouest du Barala, de Konigbèla à Boédugu et Mèmadugu, alors que Morifiñdyā s'était réservé l'est, de Magāndugu à Farako [424 à 426].

(225) La fraction du Gwanāngala qui se soumit alors fut placée sous les ordres de Swēkoro Dyarasuba, de Fèrèmandugu, qui n'avait aucun droit coutumier au commandement [409, 410].

(226) Marchand fixera à juin la chute de Borotu d'après des renseignements recueillis au Nafana. La chute de Kona doit se placer deux ou trois mois plus tôt. Tous les traditionnistes consultés attribuent au siège une durée de neuf mois [390, 409, 410].

(227) Dyèmbèlè vint boire le dègè au camp de Morifiñdyā. Il dut suivre les vainqueurs avec ses deux fils, Dau et Tyagbè. Vasèmo garda la chefferie mais un dugukufnasigi, Sinzā, fut installé auprès de lui [428].

(228) Wau-Tyègbana accompagnait Dugugbè-Kaba à Kotyèni. Le fils de ce dernier, Mabori-Fara, suivit par contre Mamudu Syé Kamara chez Vakuru [30, 31, 37].

(229) Vaswèwé Dyomāndé, chef de Wanino, imitait en tout les gens du Kawa. Il but donc le dègè en compagnie de Zānti [436, 442].

(230) Le chef coutumier était un vieillard impotent, Mā-Saragbè, frère aîné de Sanusi. Il s'enfuit en litière chez Dènda-Soghoma, avec toute la population du Musadu [10, 90, 95, 102].

(231) Les Mara animistes du Nyumamāndu, commandés par Suma-Karfa, de Duya, avaient participé à la révolte, mais les musulmans étaient bien entendu restés sur la réserve. Maka était la patrie de Morifèrè Kurume, qui suivait Samori depuis de nombreuses années et Kobalé Silimani, le chef qui reçut Sidi Baba, était son parent [104, 105].

(232) Le chef du Māndyardu était Kāngodā Mara, de Kosiriya (9° 42' W - 9° 27' N). Il périt en défendant son village et, à cette nouvelle, Yiramba Gbèma, de Sirkuldu, fit évacuer le Tinki. Au lieu d'aller renforcer Dyalakoro, ce chef dispersa la population dans le Sud, en partie chez les Kisi de Firawa et de Kudu où lui-même se fixa, en partie à Māntranya, chez les Kurānko du Falānko. Yiramba se soumettra bientôt, pour reconstruire Sirkuldu. C'est dans le Tukoro (Odāñ) qu'il fuira en 1892, lors du meurtre de Sosowali. Bakari, chef des réfugiés de Māntranya restera par contre dans le Sud jusqu'à la fin de 1893, quand il se risquera à reconstruire son pays [106, 107 et 99].

(233) Tout le bas pays situé au nord de la falaise du Lōngboroma s'était vidé à l'approche des sofas. Tandis que les civils cherchaient le salut en se dispersant sur les franges de la forêt, les guerriers se massaient à Kuliya. En dehors de ceux du Musadugu, la tradition signale ceux du Kauya (Sibirikoya, chef : Tènèunko Mara) et ceux de Dyaraya, riverain du Baulé (chef : Fānta-Siri-Mara). [102, 94, 101].

(234) L'échec de Sidi Baba est noté par Besançon en date du 17 juin (Dakar, 7 G 41). Dans cette affaire figuraient des guerriers de Sosowali ainsi que des gens du Tinki et des Kisi du Kosilā. C'est Gbafara, neveu de Dènda-Soghoma, et futur chef de canton des Français, qui lança l'attaque décisive dans le dos des assaillants [102, 106, 132].

(235) Siguiri apprit le 25 mai que Dyaulé-Karamogho concentrait tous ses hommes à Balā, en dehors de la colonne d'Arafā qu'il laissait à Baro pour surveiller Kouroussa. Le 6 juin arriva la nouvelle qu'il venait de partir pour le Sud, sans doute après avoir appris l'échec de Sidi Baba.

(236) La plupart des gens du Maafélé suivirent Dēnda-Soghoma chez Mānga Sano, chef du Télēbodu [102, 97]. Ceux du Dyaraya demandèrent asile à Fañyama Kirka qui les installa à Munifkoro, dans le nord du Faiānko [101, 99]. Ceux du Kauya poussèrent jusqu'en Pays Kisi à Sōngbawali, près de Bongoro (cercle de Guékédou). Ces derniers sont les seuls qui ne rentrèrent pas quand la victoire samorienne fut acquise. Ils seront rejoints par les gens du Maafélé, à la fin de 1892, quand ceux-ci fuiront pour la seconde fois à la mort de Dēnda-Soghoma [94, 172, 173, 102].

(237) [109, 112]. Kofidiyi se trouve à la frontière du pays Kisi (Kudu), sur la rivière Birimba, entre Diariya et Kinimbaya. [A.O.F. Kérouané - 9° 18' N - 9° 55' W].

(238) Selon une tradition isolée [109], Dēnda-Soghoma serait resté chez Samori jusqu'à l'attaque française en 1891. Ce fait est bien invraisemblable car dans une telle conjoncture, l'Almami ne l'aurait pas relâché. Son neveu, Gbafara, s'établit à Sudu en compagnie de Bosāsèli Mara, l'ancien chef de Ménāsèliya, car de ce village, situé entre Umbaya et les ruines de Kuliya, ils pouvaient surveiller les mouvements des Samoriens. Le moins qu'on puisse dire est que la confiance ne régnait pas.

Aucune garnison samorienne n'occupait pourtant cette région où la proximité des Toma indépendants rendait la répression difficile. Parmi les chefs qui burent le dègè en compagnie de Dēnda-Soghoma, signalons, outre Mānga Sano, Koyara Sano d'Urukoro (Sāndugu) et Fabu Koné de Kōndéro. Tous fuiront en décembre 1892, lors de la mort de Dēnda-Soghoma.

Les gens de Masafidū, sous les ordres de Tēna Kuruma, auraient refusé de rentrer et seraient restés chez les Toma de Watānka jusqu'en 1894 [102, 96 à 98, 100].

(239) [10, 88]. Le commandant de cercle de Siguri le signale en ce point le 12 octobre, mais il ajoute, prenant ses désirs pour des réalités, qu'il était « battu par les Kouranko ».

(240) Kulako-Yira était aidé de deux autres Mara, Musoniñ-Mori, de Bāmbama, et surtout Kolomāndyo, de Kōñofīñ (entre Nyāforāndo et Barwa, sur le Haut Niger, dans le Tōmboro, actuellement rattaché à Farana).

Pendant l'attaque d'Albadariya les aofas s'employaient à détruire le hameau de Kurakoro, 3 km. au sud de Danyoro (Wori) [112, 118, 119].

(241) Après Kamērēndu, les sofas brûlèrent en quelques jours Mērmériya (Kundu), Dāndadu, Faroro et Forēa. Kulako-Yira se retira à Moriya et se soumit avec Kurani-Sōri. Balla Mara de Damandu, chef du Biramadū, s'enfuit aussitôt à Kolēadu (cercle de Guékédou) d'où il envoya sa soumission dès la chute de Dēmbayara.

En revanche, le chef du Kundu, Nyalè Karfa Māsarè, de Mērmériya, marcha avec ses gens jusqu'à Forokonye du Kulo (sources du Niger) d'où il devait rentrer seulement en 1893. Les gens du Mamburdu, dirigés par Finasōngo Kuruma, chef de Forēa, leur tinrent compagnie [120 à 122, 206].

(242) Avec lui capitulaient les petits kafu voisins, qui acceptaient son autorité, le Wori (Bambaya) et, le long du Nyādā, le Māndu et le Dawa. Kurani-Sori envoya son neveu Nuñdèli-Kara boire le dègè à Kerwané au début de 1889 [111 à 115]. Le jeune Pasisèli, de Bāmbama, qui s'était réfugié chez lui fut alors autorisé à reconstruire son village [118].

Suivant l'unanimité des traditionalistes, ces événements eurent lieu après la reddition de Sosowali, soit dans les trois derniers mois de 1889. Borifīñyā-Dyilba dut se mettre en mouvement en octobre car, le 11 de ce mois, la soumission de Kurani-Sori n'était pas encore connue. A cette date, en effet, le capitaine Beañçon, en tournée à Kouroussa, reçut des envoyés de Dalaularè-Mori et prêcha l'union contre Samori entre leur maître, les Kono et le chef Sorimā (= Sori Mā. Mā est une forme contractée de Mara = Kurani-Sori Mara).

Une datation plus précise est impossible avec les éléments dont nous disposons.

(243) Dans le pays de Muntugula, l'appel aux Toucouleurs fut lancé par Ntokoroba Dumbouya de Dara, appuyé par les Bagayogo de Kobilā [Koblébougou in A.O.F.-Bamako-Est]. Muntugula était désert depuis 1883 [284].

Le Banā était presque désert depuis la dure répression de Kémé-Brēma en 1885. Une petite garnison sofa, installée à Bānko (Tinkadugu) surveillait la région. Seul, le Bābélédugu, à l'extrême nord, restait peuplé. Le ralliement aux Toucouleurs fut le fait des Togola de Torokoro [297].

(244) Le commandant de cercle de Bamako signale pour la première fois l'intervention des Toucouleurs le 16 novembre 1888.

(245) Cette fois, tout le Banā était dévasté et il restera désert jusqu'en 1894. Les Togoia se réfugièrent à Dymānsana [267]. L'attaque de Torokoto fut connue à Bamako le 18 décembre (J.P.B.).

(246) Le tata de Turèla ne fut pas enlevé, mais l'assaillant captura 17 hommes. La population affolée évacua Duguma et Maraka plus au sud. (Archinard à Clément-Thomas. *Dakar*, 1 D 100).

(247) Le capitaine Underberg, commandant de Bamako écrit en septembre qu'il entretient les meilleures relations avec Fila Kali et qu'il s'emploie à le pousser contre les Toucouleurs. Ce kèlètigi était alors secondé par Auyo ainsi que par Famako qui rentrait du Fôlōna. Le journal de Bamako nous permet de suivre jour par jour ses victoires. Arrivé le 13 devant Kobilé, il s'en empara dès le 15, capturant 400 sofas et 50 talibés. 500 cavaliers toucouleurs qui étaient massés au confluent Bani-Bagoé ne bougèrent pas.

(248) Le journal de Bamako le signale en octobre à « Sidouba », c'est-à-dire Sido, dans le Dyitumu, où il avait transféré sa base.

(249) Le journal de poste de Bamako annonce cette nouvelle surprenante en date du 3-12-1889.

(250) Bamako apprit la révolte le 28 novembre et son échec le 15 décembre 1889.

(251) Dans cette lettre figure la phrase célèbre : « En revenant de Sikasso, j'ai trouvé mon pays aux mains des Français ». Elle sera trouvée par Madémba Si à Kalaké, après l'occupation de Ségou, en avril 1890, et nous en parlerons plus loin puisqu'elle joue un grand rôle dans l'argumentation d'Archinard (chap. V, ci-dessous) [A.O.M. *Sénégal*, IV-95].

(252) La présence de l'ambassade à « Fougouia » (= Fwala) est signalée dès le 5 novembre. Au même moment des émissaires des Tidyanl séjournèrent à Kanken pour inviter leurs coreligionnaires à cesser leur opposition à Samori (S.P.B.). L'Almami relâcha aussitôt une partie de ses prisonniers dont une femme de Niore et plusieurs talibé pria à Kobilé.

J.P.B., 3-12-1889. « Guibéri-Boubou », le chef de l'ambassade toucouleure rapporta à Amadu un important cadeau de la part de Samori : 3 captifs, 200 gros d'or et 2.000 colas. Il était rentré à Niore en compagnie de Duga, homme de confiance de Samori. (J.P.B., 1-1-1890). Tout ceci atteste le succès des négociations.

(253) La garnison toucouleure comptait 400 fusils dont 140 de Kangoel. Elle se retira avec toute la population et le journal de poste de Bamako en fixe la date au 8 janvier (entrée du 1^{er} février).

Kali occupa la place le 10 janvier et y laissa une garnison avant de retourner à Nyānzana dans le Safé, qui était alors sa résidence.

(254) J.P.B., 13-2-1890. Les prisonniers de Kōmbo reçurent chacun un boubou en cadeau et leur libération est signalée le 21 mars à Bamako.

(255) Bilali passe ici au premier plan. Il était généralement désigné par les surnoms de Bilali Bōmba, « le Grand », Bilali Koro, « l'Ancien », ou Kyēmogho Bilali, le « Vieux » Bilali. Son véritable nom était Koli Kuruma, fils de Fadoiba et il était natif de Bāmbadugu dans le Sabadugu. Il était enfant quand il fut pris à la guerre, sans doute en 1873 ou 1874, et devint porte-chaise de Samori. On le chargea de présenter à son maître la bouilloire contenant l'eau des ablutions et c'est alors qu'il reçut le nom de Bilali. Samori aurait remarqué son intelligence et veillé spécialement à ses études, qu'il poussa assez loin puisqu'il aurait étudié, outre le Coran, le Risāla et les Mugammat d'Al Hariri.

Sa carrière militaire commença en 1884 sous les ordres de Lāngamā-Fali, qui le chargea des opérations du Tāmbakha. En 1887, Samori lui confia le contingent levé à Kankan en lui donnant l'un des fusils ramenés de France par Dyeulé-Karamogho. Bilali se distingua à nouveau sous les murs de Sikasso, puis au Fôlōna [10].

Ce jeune chef était renommé pour son dévouement à toute épreuve, mais il fera mauvaise impression à Garrett, qui le rencontrera à Kalyéri le 28 avril 1890 : « Bilali was mounted on a light-grey horse, richly caparisoned and stained lightly in places with blue. He himself wore a heavy cumbersome war-dress covered with green-greens of various colours... He is a youngman with a heavy, unintelligent face, sensual lips and an unfeeling, brutish look... » (ALLDRIDGE, 1910, p. 307).

(256) Sininkoro étant en ruines, Bilali s'installa provisoirement à Bagbè sur le Nyädä, qui formait la limite orientale de son gouvernement. Les instructions que lui adressa Samori peuvent être déduites de ses lettres à Freetown et de ses conversations avec Garrett. Son maître tenait davantage « à une réouverture rapide de la route qu'au châtement des rebelles ».

Bilali gardait les hommes qu'il avait ramenés du Fölöna, ceux qu'il avait recrutés à Nyako et la colonne de Sidi-Baba qu'il reprenait à Dyaulé-Karamogho. Il fut bientôt rejoint par celle de Ténénso Kaba, une fois surmontée la crise du Konyä [8, 10].

(257) Bèrété-Mudu Kèita, le chef des insurgés de l'Amara, alla cependant au secours de Bântu et le moins qu'on puisse dire est que les Français ne le découragèrent pas. Il allait d'ailleurs devenir leur auxiliaire officiel à partir de 1890 (voir chap. IV ci-dessous), et ses guerriers montrèrent une valeur indiscutable.

(258) L'itinéraire de Bilali passait une trentaine de kilomètres au nord de celui de Längamä-Fali en 1884. Venant de Bagbè, le Kèlètigi marcha par Borofiñyā, Sininkoro, Dyinkuraro. Sur le rive ouest du Mafu, il traverse Famawuliya, et brûla les villages de Nyono (?), Tāmbanalia (Nialia), Silēmi et Délémara [A.O.F. - Kissidougou] [8, 210, 211, 192].

(259) La tradition orale [210, 211] comme le journal de Kouroussa parlent d'un siège de quatre mois. Besançon écrivit que « Dalaularè-Mori a tenu à Bantou jusqu'à l'extrême fin de l'année ». Il a tenu en fait plus longtemps puisque Kouroussa apprendra la chute de la place le 4 février. Elle doit donc remonter aux environs du 25 janvier. Ceci placerait le début du siège dans la dernière semaine de septembre. Le 11 octobre, les délégués de Dalaularè-Mori, qui visitaient Briquelot à Kouroussa, réclamaient effectivement du secours en annonçant la marche des sofas. La durée de quatre mois étant approximative, il est difficile d'être plus précis.

Par ailleurs, Freetown apprendra le 15 février que Bilali, traversant le Niger, marchait de Farana sur Falaba. Les renseignements devaient être vieux d'environ deux semaines. Le rapprochement des deux dates marqua l'extrême promptitude du mouvement des Samoriens.

Garrett visitera le site de Bantu le 2 mai et il trouvera 120 cadavres en décomposition provenant d'exécutions récentes, à côté de nombreux restes humains datant du siège : « At Bantu, skeletons, skulls and human remains were scattered about ».

(260) La population du nord de l'Ularèdu, dirigée par Farī Ularè, chef de Farana, suivit Dalaularè-Mori à Tumaniya du Firiya, puis à Bānko, dans l'Ulada où ils demeurèrent tandis que le chef de Dwako gagnait Kouroussa. Farā Ularè sera pris à la fin de 1890 et exécuté à Farana [211, 192]. Mariñ-Karani traversa Kōmbili (Morifiñdugu) et demanda asile à Morlay-Bwari Mara, chef du Sēngbè [210].

(261) Parmi les Kurānko de la rive gauche, le Bofiyā s'enfuit au passage de Mariñ-Karani, avec ses chefs Suko-Karfa Kānté, qui venait de remplacer Finadao Kawa à Mafindi-Kabaya, Finabala Mara de Sōngoya-Sōñmoriya et Kulako-Yānko Mara de Sōngoya (Tukoro), qui était sans doute le plus influent.

Tous trois se joindront à Mariñ-Karani (= Karandaya) pour visiter le travelling commissioner Garrett, le 14 avril, à Mussia, dans le Solimana occidental, où ils signeront des traités de protectorat (chap. III, ci-dessous).

Plus au sud, les Kurānko du Sifyā (chef : Simiti-Fodé, de Sokuraja), s'enfuirent derrière le Timbi-Kunda, chez leurs parents du Saradu où les sofas les rattraperont en fin d'année.

A l'est du Niger, si le Tōmboro s'était soumis, les gens du Kuldu (Sambéldo) fuirent au Kulo, vers les sources du fleuve, tandis que le Mamburdu, adossé au Sèradu de Misasoro allait connaître encore quelques mois d'impunité [207, 208, 209].

(262) Yarawalia à 3 km. à l'ouest de Tindo [213].

(263) Les islamisés de Dānda s'installèrent autour de Dabola. Lay Kamara, fils de Sofisana, le chef de Tumaniya (Firiya), était rentré de Sikasso pour participer à la révolte. Dès l'arrivée de Bilali à Farana, il mit son père dans un hamac et s'enfuit à Bānko. De là il gagna le Fodé-Hadyi (Futa). Sofisana resta à Bānko jusqu'en 1893 et son second fils, Karfa, guidera le lieutenant Perrin sur la piste de Farana [212].

(264) Ils n'osèrent pas cependant reconstruire Bèrèburiya, mais s'installèrent très à l'écart, près du confluent du Niger et du Nyāntā, où ils fondèrent Sōmōréa.

(265) Tenèñ-Sayô avait sauvé le sanyé de Långamã-Fali, qui se trouvait isolé par l'attaque de Tyèba et qui manquait de poudre. Il réussit à passer, sous le feu de l'ennemi avec deux sacs de poudre cachés sous son boubou (fin de 1887?) [10, 215].

(266) [214, 215]. Il n'est pas possible de dater exactement ces événements mais la nouvelle que Bilali avait franchi le Niger et marchait sur le Solimana arriva à Freetown le 20 février. Le palabre de Kalyèri doit être placé vers le début de ce mois.

(267) [203]. Les lettres échangées d'août à novembre 1889 entre l'Almami Amadu, qui commandait alors à Timbo, et Archinard, mettent en relief le facteur Hubbu. Tout en se dérochant à un engagement politique ferme, Amadu sollicitait l'aide militaire des Français contre ses vieux ennemis. Le second Almami, Ibrahima Sori Dara, insistera encore dans une lettre reçue à Kayes le 12-11-1889. Archinard, qui s'apprêtait à marcher sur Ségou allait le leurrer de fausses promesses en parlant de diriger une colonne sur Bãko.

Le 16 avril 1890, le général Brackenbury, chef de l'Intelligence Department du War Office, écrira encore que les Samoriens combattaient les Hubbu. Ceux-ci venaient justement d'être à nouveau dispersés et il doit s'agir d'un engagement médiocre que la tradition n'a pas retenu (CO., 267-383).

La correspondance d'Archinard avec la Futa-Dyalô est conservée à Dakar et je remercie le Professeur Henri Brunschwig d'avoir bien voulu me la signaler.

(268) Il s'agit de l'ancien site de Sinkuniya, actuellement Manãnkô, dans la boucle du Mongo (11° 30' W - 9° 46' N). Le chef de cette ville, Nyéma-Fodé Kèita, avait profité de la révolte pour supplanter son oncle trop favorable à Samori et se croyait personnellement visé. Il se replia sur Musaia, demandant asile au chef Dususori, qui le présentera à Garrett le 10 avril.

(269) Garrett signale son passage devant la « ville de Bilali », aussi sommes-nous assurés que cet établissement est antérieur à avril 1890 (ALLDRIDGE, 1910, p. 310).

(270) L'armée de Bafagha avait été reconstruite avec l'aide de Folôñka-Mori et de Nãnkumã-Musa. Après avoir dégagé les Samoriens que Tyèba investissait dans la région de Tyôñi, Managbè-Mamadi garda Alfa sous ses ordres, tandis que Bilali rejoignait Nyako. Alfa s'installa d'abord, en mai, à Dyilèmfiñ (Ba-Sidibé) où il traita durement la population sous prétexte de la reprendre en main. Il rentra hiverner à Bafagha [10, 12, 342].

(271) Samori s'était vu en songe aux côtés du Prophète avec Sarãnkèñyi-Mori, tandis que ses autres fils s'inclinaient devant eux. Il interrogea alors les géomanciens qui déclarèrent : « Lui seul peut te remplacer sans perdre ta puissance. » [10].

(272) Selon [10], le fils de Samori était poussé à la rupture par ses deux griots personnels, Dyèli-Dyãñka et Kabakyè Mamadi, tous deux des Dyubaté : « Ton père ne pense plus à toi. Toi qui as combattu à Sikasso, tu as perdu ta fatigue. Il veut faire hériter un gamin. Il vaut mieux te révolter maintenant avec ta forte armée ».

A son retour de Bisãndugu, Dyèli-Dyãñka, aurait pourtant joué un rôle modérateur : « Il est vrai que ton père aime Sarãnkèñyi-Mori, mais il t'aime aussi et ne t'a pas insulté ». Cela n'apaisa pas Managbè Mamadi qui répétait chaque jour : « Je ne puis souffrir que Sarãnkèñyi-Mori soit au-dessus de moi ».

Dyèli-Dyãñka aurait d'ailleurs poussé jusqu'à Maka pour visiter Dyaulè-Karamogho et celui-ci aurait jeté de l'huile sur le feu : « Mon voyage en France, tes combats à Sikasso ne valent plus rien aux yeux de notre père. Il n'aime que Sarãnkèñyi-Mori ».

(273) Si cette visite a eu lieu à Nyako, elle doit se situer avant le départ de Samori pour la Konyã, en septembre. A cette date, Dyaulè-Karamogho, installé à Maka, faisait campagne contre les Kurãñko et les Kiai. C'est seulement en octobre qu'il ramena son quartier général à Moribaya (Basãndo) avant d'aller passer plusieurs semaines chez sa mère, à Sanãnkoro. C'est là qu'il se trouvait pendant le coup d'Etat de son frère et il n'en bougea pas [5, 10].

(274) Le *Journal de Bamako* note le 3 septembre : « Malinké Mori serait prêt à trahir par jalousie de Sarãnkèñyi-Mori, dix ans, qui est le fils préféré de Samory. Alfa, fidèle, le suit. C'est un excellent soldat attaché depuis longtemps à Malinké-Mori... Celui-ci ayant été battu par Tyèba, Samory l'a placé sous les ordres de Kali, ce qui lui a inspiré de la désaffection et de la méfiance ».

(275) La nouvelle du coup d'Etat arriva à Bamako le 28 novembre, celle de la désertion de l'armée de Bafagha le 5 décembre et celle de la fuite de Managbè-Mamadi le 15. Il convient de décaler ces dates d'environ 8 jours pour situer correctement les événements.

(276) Dans les premiers jours de la révolte, Managbè-Mamadi ordonna de consolider les fortifications de Ntèntu. Il s'attendait donc à une riposte armée de son père, venant de Nyako. Il fit saisir un convoi de chevaux que des Koroko menaient de Wolosébugu à Nyako et il fit donner à ceux-ci cinquante coups de corde, en raison de leur fidélité notoire à Samori [10, 12].

(277) Le 3 décembre, Bamako signale que Keli avait reçu un envoyé de Managbè-Mamadi, mais qu'il refusait de se joindre à lui. Le 5, le bruit courut qu'il menaçait de marcher sur Bafagha.

(278) Ce chant que les griots ne jouent plus guère s'appelait : « A fāña dēngé » « frappe-le fort ». Dyèli-Dyānka, s'adressant à son maître, l'encourageait à combattre son père et demandait qu'après la victoire on lui donnât Sarānkēfiyi comme captive [10].

(279) Alfa aurait tenu les propos suivants : « C'est l'Almami qui nous a faits chefs. C'est l'Almami qui nous a faits riches. Laissons Managbè-Mamadi avec ses griots et allons voir son père à Bisāndugu. » [10].

(280) Le fils de Samori rejoignit ses hommes vers le milieu de la journée. Alfa lui répondit : « Nous allons à Bisāndugu, chez Samori, qui a fait de nous ce que nous sommes. Nous ne pouvons te suivre ». Managbè-Mamadi songea alors à ouvrir le feu mais il comprit vite sa faiblesse. Alfa devint menaçant : « J'ai pris beaucoup d'hommes comme toi pour le compte de ton père. C'est à cause de lui que nous t'épargnons. Si tu tires, nous allons te saisir pour te livrer à lui. » [10].

(281) Le 15 décembre, Underberg note avec quelque regret : « Malinké-Mamadi, abandonné par ses troupes, se cache dans un village vers Ouolossébougou. Le coup est manqué ».

(282) Les fuyards gagnèrent Samatigila par Dāfina (Zana) et le Nyénédugu [378, 379].

(283) En recevant Alfa, qu'il couvrit d'éloges, Samori tint une grande palabre publique. Il interpella Ansumana Kuyaté qui avait, jadis, intronisé Managbè-Mamadi comme chef de l'armée de Bafagha : « T'ai-je jamais dit que Sarānkēfiyi-Mori serait le maître de son frère aîné ? — Non, jamais. — J'attendrai que ce fou vienne me voir. » [10].

(284) Konya-Māmbi serait parti pour Bisāndugu à la tête d'une troupe de 200 personnes, comprenant les hommes les plus savants de Samatigila, ou du moins ceux qui étaient en état de voyage. Ils s'arrêtèrent à un jour de la capitale pour obtenir la permission d'entrer. Le lendemain, Samori les attendit sur l'esplanade, entouré de 1.600 hommes de sa garde et de toute la population [378, 379, 10].

(285) Managbè-Mamadi et les siens entrèrent à Bisāndugu un jeudi soir. Le lendemain matin, Samori les fit asseoir en cercle devant lui et s'assura que tous les griots coupables étaient là. Il écouta alors Konya-Māmbi, qui fit un long discours pour demander officiellement le pardon de l'Almami. Sans répondre, celui-ci envoya Karamogho Madisé chercher son exemplaire du Dyaal.

Il demanda alors à Konya-Māmbi s'il connaissait ce livre et, sur sa réponse affirmative, il l'invita à y chercher la punition méritée par un fils favori qui a trahi son père : « C'est à vous à rendre la justice entre mon fils et moi, selon la loi du prophète. J'appliquerai votre décision ». « Il mérite la mort », répondit Konya-Māmbi. « Je le sais, c'est pourquoi je viens, en suppliant, demander ton pardon ». Karamogho Sako intervint aussitôt pour appuyer cette requête.

Samori joua alors la rigueur obstinée, du matin jusqu'à midi : « Vous venez de lire la Loi de Dieu. Comment vous, savants, pouvez-vous me demander de le transgresser ? ». Finalement, il les renvoya pour la prière du vendredi et la séance reprit en fin d'après-midi. La même comédie continua : « Si je les épargne contre la parole de Dieu, j'irriterai celui-ci et il me ruinera ». Finalement, Konya-Māmbi déclara qu'il abandonnait les griots à leur sort mais Samori, feignant la colère, quitta l'audience et alla s'enfermer dans sa case en annonçant qu'il se prononcerait le lendemain. On dit que, dans la nuit, Ansumana alla le visiter et eut le plus grand mal à l'apaiser.

Toujours est-il que le samedi, quand l'audience reprit, l'Almami se tourna tout de suite vers les griots : « On dit que vous avez fait un beau chant sur moi. Je veux l'entendre de suite sans quoi je vous fais tuer ». Personne n'osa bien entendu chanter. Alors, Samori fit appeler sa femme Sarānkēfiyi et lui dit : « Dyèli-Dyānka

e proclamé qu'il te prendrait comme captive. Donne donc de l'eau à ton nouvel époux ». Sarānkéfiyi, qui portait tous ses bijoux d'or, s'approcha du griot et lui brisa unealebasse sur la tête. Après quoi, Samori invita encore les griots à chanter et, sur leur refus, il en fit décapiter 25, dont Dyèli-Dyānka et Kabakyè-Mamadi. Les têtes furent placées en tas devant Managbè-Mamadi. C'est alors seulement que son père annonça qu'il était grâcié : « J'épargne ta vie par égard pour les saints hommes de Samatigila. A présent, proclame que tu es l'esclave de Sarānkéfiyi-Mori. Je le mets au-dessus de tous ses frères et c'est toi qui m'y es poussé. Les acfas, qui ne sont pas mes enfants, sont fidèles et ce sont mes fils qui trahissent ».

Il fit donner deux cents coups de fouet à son fils avant de le mettre aux fers [10, 378].

(286) Après la prise de son père, en 1898, Managbè-Mamadi sera autorisé à résider à Kankan où il mourra très âgé en 1950.

(287) La troupe d'Arafān, qui surveillait Kouroussa, passa alors de l'autorité de Dyaulé-Karamogho à celle de Bilali. C'est probablement pour cette raison qu'elle se transportera de Baro à Wasaya, sur le territoire de l'Armée de l'Ouest [8].

(288) La nouvelle de la mutinerie de Ntèntu et de sa répression arriva à Bamako le 10 février 1890. Le 1^{er} mai on signala que les Wasulunké continuaient à passer en territoire français malgré les efforts d'Alfa, qui se trouvait à Yanfolila. (Voir Tome III, chap. IV, note 42).

En novembre 1890, Alfa enverra des renforts à Bolu-Mamudu pour la guerre de Wola [348].

(289) C'est là que vers le 23 mars, il confia au dyula Binti-Buya une lettre destinée au gouverneur Hay.

(290) Samori tombe gravement malade à la fin de juillet 1890, alors qu'il visitait Tèrè, pour fortifier le gué du Dyô et construire de nombreuses pirogues, selon les Français, ou bien, selon la tradition, qui est ici plus vraisemblable, pour organiser sa manufacture de fusils à tir rapide [10]. Il est difficile de dire s'il s'agissait d'une forte attaque de paludisme ou d'une crise hépatique. Toujours est-il que Bamako apprit le 3 août qu'il était parti se soigner « dans la forêt » et, le 8, qu'il était rentré à Sanānkoro. (J.P.B. et Dakar, 1 D 169).

La tradition recoupe admirablement les documents européens sur ce point particulier. Elle nous dit en effet que Samori tomba malade au point de ne plus pouvoir monter à cheval et qu'il alla se faire soigner chez un guérisseur célèbre à Tukorola (« Dans la Forêt »), hameau situé à 20 kilomètres au sud de Kérwané [5, 10].

(291) La fortification du Tininkuru était connue à Bamako dès le 30 septembre.

(292) Parmi les « héritiers » qui se rendirent à Sanānkoro nous avons relevé : Mindyara, fils de Koné-Māmfiñ Kamara, chef du Konōnkoro (cercle de Macenta), Kagbè-Siié, neveu de Namini-Dyagba Kamara, de Famôé-la (Karatakoro), Syagbè-Kyékura, neveu de Kamān-Kyékura, chef du Buzyé (Macenta), Gbèrè Kamara, frère de Minsây, chef de Dyibolama (Buzyé). Les autres lignées, entre autres celles du Konyānko et du Māndu, étaient également représentées.

Kyèulé, chef du Simāndugu, s'était enfin décidé à quitter Boola, mais l'Almami, qui n'oubliait pas son rôle dans la Révolte, le jugeait toujours suspect. Sans l'arrêter, il l'obligea désormais à demeurer en sa compagnie [5, 52, 46, 50].

C'est à Sanānkoro, selon la tradition locale [3, 4] que Samori, sur les conseils d'un géomancien, s'efforça de savoir qui le remplacerait. Une balle en or lavée au *nasl* fut alors cachée dans unealebasse de riz et Amara Kamara la trouva à trois reprises. Il était politiquement impossible de l'exécuter, mais Samori de le faire tuer en simulant des accidents. Sept tentatives auraient alors échoué, tour à tour, jusqu'au Dyimini où Amara suivit Samori en 1895. A la suite d'une dernière tentative, en juillet 1898, au combat de Dwé, Amara apprendra la vérité et se rallia aux Français qui le nommeront chef de canton de Kérwané. Samori le visitera en octobre, sur le chemin de l'exil, et il lui aurait alors confié sa famille en lui demandant pardon.

(293) Parmi les prisonniers qu'il fit libérer, signalons Mori-Kumbala Dorè, fils de Vāfiñ, qui était aux fers depuis la chute de Musadugu. Il ne fut cependant pas autorisé à reconstruire la vieille capitale du Konyā [5, 22].

CHAPITRE II

LA FRONTIÈRE DE LA FORÊT APRÈS LA GRANDE RÉVOLTE

L'UNITE de la politique de Samori envers les peuples de la Forêt ne sera pas compromise par la Grande Révolte. Après 1888 il était, plus que jamais, décidé à ne pas intervenir dans le Sud, malgré les pressions de ses alliés, car il réservait son attention aux pays du Niger où grandissait la menace française. Les pays de Forêt allaient donc rester livrés à eux-mêmes jusqu'au jour où l'irruption des colonisateurs les placera sur le front des combats. Il convient donc de les étudier tour à tour en poussant cette fois le récit jusqu'au retrait de la souveraineté samorienne, sans égard pour la chronologie des autres chapitres. Les cas des Kono et des Kurânko de l'Ouest sera cependant réservé car leur histoire ne peut être séparée de celle de la route de Freetown.

A) LE SÉRADU ET LE LÉLÉ

Des sources du Niger à celles du Nyādā, le retour des sofas s'est effectué selon un rythme très différent de la première conquête. Après les espoirs de la Grande Révolte, le rétablissement de Samori causait en effet un tel choc que le vieil esprit de résistance chancelait partout.

La répression. — On a vu qu'en janvier 1890, après la chute de Bāntu, une partie des insurgés Ularè s'était retirée au Séradu, sous les ordres de Farā, frère de Marin-Karani, et avait demandé asile à Misasoro. Il semble bien qu'ils aient diffusé à Bāmbaya la panique plus que l'esprit de lutte.

Ils obtinrent pourtant un sursis car Bilali se détourna du Sud pour obéir aux instructions qui lui enjoignaient, toutes affaires cessantes, de renouer avec les Britanniques. Il se contenta donc de soumettre les Kurânko du mont Loma, pendant le voyage de Garrett à Bisāndugu, et il passa en paix l'hivernage de 1890, pendant que renaissait le commerce de Freetown. La présence des insurgés aux sources du Niger gênait pourtant les relations de Hээрèmakono avec le Kisi, mais c'est seulement à la fin des pluies, après avoir mis la main sur le Kurânko occidental, que le kèlètigi s'en avisa. Vers le mois d'octobre 1890, il marcha sur le Séradu en compagnie de Sidi-Baba.

Il ne rencontra qu'une faible résistance. La population s'enfuit devant les deux colonnes qui convergeaient sur Bāmbaya où Farā Ularè fut pris et bientôt exécuté (1). Misasoro demanda asile aux Lélé de Broadu, tandis que sa famille se réfugiait chez les Kisi du Dankaldu où une colonne légère alla la saisir (2). Après ce succès, Bilali espérait peut-être que le vieux chef se

rallierait ,avec toute la région, mais il dut vite comprendre que cet homme courageux s'obstinait. Le kèlètigi visita alors les sources du Niger et soumit le Sardu et le Nèya, avant de regagner Héèrèmakono (3).

Pendant que son chef s'éloignait ainsi vers l'Ouest, Sidi-Baba, se lançant sur les traces de Misasoro, avait traversé le Lélé sans rencontrer aucune résistance. Son beau-père, Tìrakuti, lui livra la récolte de Kunté, et Káfèla, de Yombiro, but à nouveau le dègè au nom de toute la région. Le chef du Sèradu n'était toujours pas pris car il avait évacué en hâte Broadu pour chercher asile dans le massif inaccessible de Farāndala (novembre 1890).

Après quelques hésitations, les hôtes de Misasoro décidèrent de ne pas résister aux sofas qui approchaient et le vieillard s'enfuit presque seul vers l'ouest, traqué par une cavalerie ardente. Il finit par semer ses poursuivants dans le Dukono méridional et il trouva la sécurité chez les Lélé de Yarkuldu, dont le chef, Fanyama, avait décidé de ne pas renouer avec Samori. Dans ce gîte lointain, le chef du Sèradu était inoffensif et les vainqueurs, retenus par d'autres tâches, allaient l'y oublier pour plus de deux années (décembre) (4).

Sidi-Baba, qui connaissait les lieux, s'était montré indulgent pour les moutagnards de Farandala. Il renonça à attaquer ceux de Tānkolto et rentra dans l'Ouest en ravageant la vallée du Mèli et le Soadu (5). Comme Kaba Mānsèno, fidèle à Misasoro, préparait une ultime résistance à Kubikoro, les sofas enlevèrent la place avant de se retrancher à Bāmbaya pour surveiller la région (décembre 1890, janvier 1891).

Dernières dissidences. — Toute opposition s'était donc évanouie, en dehors de la fraction la plus inaccessible du Lélé et de quelques Kisi cachés dans le chaos forestier du Soadu. Sidi-Baba les négligea d'abord, en apprenant que Bilali affrontait une colonne française qui montait des Scarcies. Quand Brosselard-Faidherbe eut battu en retraite, en mars 1891, il prépara une attaque contre les Kono du Sāndo, derrière le mont Loma. Il y subit un échec sévère en mai 1891 et les circonstances allaient lui interdire de se venger.

En effet, en avril, l'agression d'Archinard s'était produite sur le Niger et cet événement soudain, sinon inattendu, marquait la fin d'une époque. Il n'était plus question d'expansion impériale, surtout sur ces confins reculés de la frange forestière. Tout le dispositif samorien allait s'orienter vers le nord et tous les moyens disponibles étaient réservés au combat vital qui allait se dérouler sur le Milo. Sidi-Baba, à Bāmbaya, s'employa désormais à entraîner ses hommes pour la prochaine campagne et ne se soucia plus des derniers insurgés que dans la mesure où ils le gênaient (6).

C'est ainsi que, vers juillet 1891, un de ses détachements fut hattu à Sarafīnyā par les Kisi du Soadu (7). Sidi-Baba marcha bientôt sur le Haut Niger, malgré les pluies et, après quelques échecs, il dispersa les rebelles à Sānto. Quand il eut saisi leur chef qui se cachait dans la forêt de Kamarughā, la résistance s'effondra et la soumission s'étendit aussitôt aux Kurānko du Kulo (8). Les Lélé de Yarkuldu et l'îlot montagneux de Tānkolto marquaient les dernières taches de dissidence, mais elles étaient si étroites qu'on pouvait les négliger (9). A la fin des pluies, Sidi-Baba organisait une colonne contre les Kono quand, en janvier 1892, Bilali l'appela à Héèrèmakono pour mater les insurgés de Kalyèri et réduire la révolte des Dyalonké que les Français attisaient de ce côté. Le calme était si grand aux sources du Niger que la petite garnison de Yorōngbè Kaba suffit pour garder Bāmbaya sans qu'aucun incident se produise. Les raliés faisaient preuve d'une docilité exemplaire et les vaincus n'oseront pas sortir de leurs repaires avant l'irruption des Français, en 1893.

La conquête des montagnes du Sud et du Kono aurait été une tâche difficile et stérile, à moins que Samori n'ait décidé d'ouvrir très loin dans le Sud, hors de la portée des Français, une nouvelle route vers Freetown. Il ne semble pas qu'il ait formé un tel projet alors que la piste du centre était encore fermée par les Kisi insurgés. Son seul souci était alors la guerre contre les Blancs, et, depuis 1891, il retenait dans l'Est les meilleures troupes de Bilali et de Baba.

Ce dernier rentrera à Bāmbaya pour l'hivernage de 1892, mais, dès novembre, il suivra Bilali contre les Kisi de l'Odāñ, où Samori leur avait donné rendez-vous. En décembre, il remontera chez les Lélé où il enlèvera sans peine Yarkuldu dont la population trouvera asile derrière la Mafintsa, dans le Dukono. Misasoro fuira encore plus loin, chez ses anciens ennemis, les Kono du Lè (Sierra Leone), et ceux-ci le garderont à Kundundu jusqu'à l'arrivée des Français.

Sidi-Baba, vainqueur, s'installera alors chez son beau-père, à Kunté, et il s'y trouvera encore quand approchera la colonne Briquetot, en janvier 1893.

B) LE SECTEUR KISI APRÈS LA RÉVOLTE (1888-1893)

A partir de 1887, les troubles qui déchiraient l'Empire samorien avaient assuré une certaine quiétude aux Kisi. La guerre de Sikasso les avait peu touchés. Seul le Farmaya, et quelques groupements engagés dans une alliance particulièrement étroite avec les Kurānko, y avaient envoyé des hommes (10). Les réquisitions de vivres, elles-mêmes, n'avaient pas été très lourdes, sauf dans le Farmaya. Le pays était morcelé et trop mal soumis pour que ses maîtres aient pris le risque de le pousser au désespoir en ces temps difficiles.

Les limites de la Révolte. — Ce n'est donc pas d'ici que partit l'insurrection, bien que les Lélé aient rompu avec le système samorien dès le début de 1888, après l'échec de Tānkolto. La révolte contre l'Almami ayant éclaté parmi les Kurānko, qui représentaient jusque-là son pouvoir dans la région, la position des Kisi se trouva assez ambiguë. Samori les intéressait fort peu. C'est par rapport à ses agents sur place, Mori Sulèmani ou Dēnda-Soghoma, qu'ils se prononçaient. La seule oppression effectivement ressentie était celle de ces chefs locaux et les Kisi se déterminèrent en conséquence de façon très différente, selon qu'ils se trouvaient à l'ouest ou à l'est du Koku.

A l'ouest, ils avaient été traités avec une certaine modération, par leurs compatriotes du Farmaya, dirigés par Mori-Sulèmani. Comme le vieux Bunduka s'obstinait envers et contre tous dans une fidélité sentimentale à Samori, son isolement au cœur de la révolte Kurānko le dépouillait de tout moyen de répression. C'est à peine s'il put maintenir l'unité du Farmaya que déchiraient des conflits internes (12). Les Kisi du Sud et les Lundi, qu'il tenait sous une molle tutelle, n'eurent donc aucune peine à s'affranchir. On peut croire que les vieux chefs de la résistance, comme Lasimō de Walto, les y poussèrent fortement. En août 1888, au plus tard, quand courut le bruit de la mort de Samori, Mori-Sulèmani ne contrôlait plus, en dehors du Farmaya, que les alliances qui lui étaient personnellement fidèles (13). Trop heureux que les insurgés n'aient pas attaqué Mara, le vieux commerçant, ne tentera pas de réagir (14).

Borifiñyā-Dyiiiba sur le Nyādā. — Le retour des Samoriens, qui fut fatal aux Kurānko, devait logiquement avoir des conséquences fâcheuses pour les Kisi. Il n'en fut rien, faute de temps. Quand Borifiñyā-Dyiiiba arriva à Dēmbayara, à la fin de 1889, il disposait de forces trop faibles pour se lancer dans le chaos des montagnes. Il se borna donc tout d'abord à ramener au devoir une fraction des Lundi.

Encouragé par ce succès, il voulut bientôt réduire les Kisi de l'Odāñ (Tukoro). Depuis la chute du Kurānko et le ralliement du Firawa, ce pays était le dernier obstacle qui fermait la route directe du Konyā à la Sierra Leone. Malgré l'appui des gens du Farmaya, l'attaque des Samoriens fut un échec total car ils furent incapables de pénétrer dans l'épaisse forêt entourant Yalānkorō. Ils se retirèrent après quelques semaines d'escarmouches inutiles (juillet-août 1890). L'offensive allait en rester là (16).

C'était pourtant l'époque où Samori paraît avoir songé pour la première fois à ouvrir une nouvelle route vers Freetown, en dégageant un itinéraire encore plus méridional, sur les franges de la Forêt. Durant la saison sèche de 1890-1891, tandis que Bilali écrasait le Sèradu et que Sidi-Baba réoccupait le Lélé, Sana-Ulé fit irruption dans l'Est, chez les Kisi de la Wau. Au centre, par contre, personne ne s'en prit à l'Odāñ et les Samoriens ne bougèrent pas. Il est clair que la mort de Mori-Sulēmani avait affaibli l'initiative locale. Kisi Kaba, tout occupé à asseoir son autorité sur le Farmaya (17), ne pouvait guère aider Borifiñyā-Dyiiba, et celui-ci, trop éloigné de Bisāndugu, répondait mal aux impulsions de l'Almami.

Ainsi fut perdue une occasion précieuse, car les Kisi du Sud, qui avaient jadis farouchement résisté aux Savané se trouvaient en 1890 dans un état de faiblesse et de démoralisation extrême. Alors que la révolte contre Samori battait son plein, au début de 1889, les fameux Tyogbufèy de Kaï-Lundu avaient fait une incursion mémorable dans la région. Leurs attaques nocturnes à l'arme blanche s'étaient avérées irrésistibles et ils ne s'étaient arrêtés qu'au pied de l'inaccessible village de Walto. Presque tous ceux qui avaient organisé la résistance en 1886, avaient été frappés et le pays dévasté et dépeuplé vivait dans la terreur (18). Il est clair que si les Samoriens s'étaient enfoncés dans le Kisi dès la capitulation des Kurānko, ils n'auraient guère rencontré de résistance. Tout au contraire, ils allaient demeurer dans l'inaction jusqu'en 1892, quand Samori, pressé par l'offensive française, leur donnera l'ordre formel d'attaquer.

Sana-Ulé dans le Kisi oriental. — A l'est de la Koku, la position des Kisi était beaucoup plus complexe. La révolte contre Samori était le fait de leurs suzerains Kurānko et ils n'avaient aucune raison de se sacrifier pour eux. Dès que l'insurrection parut vaincue, la plupart d'entre eux s'en séparèrent. Ils n'agissaient certainement pas par amour pour Samori, comme la suite des événements allait le montrer, mais ils profitaient de l'occasion pour reprendre leur liberté.

La chose parut claire dès avant l'hivernage de 1889. Alors que Dēnda-Soghoma était encore en état de résister, le Firawa lui refusa toute assistance, tandis que le Kooma prenait une attitude ouvertement hostile, allant jusqu'à razzier les abords de Kuliya. Seul Kosilā lui conserva une fidélité inébranlable (19).

Durant l'hivernage, les guerriers de Banama se joignirent aux sofas et contribuèrent activement à la prise de Kuliya. Après la chute de Dyalakoro, vers la fin de septembre 1889, un règlement de compte s'imposait. Tandis que les chefs Kurānko, captifs, attendaient à Bisāndugu le verdict de Samori, Dyaulé-Karamogbo rentré à Moribaya, envoyait Sana-Ulé porter assistance à Kōnkèlēm̄ba de Firawa (20). Kosilā fut aussitôt détruit avec tous ses alliés et dut chercher refuge aux confins du Pays Toma (vers octobre 1889) (21).

Cependant, Sana-Ulé n'en resta pas là. La chute de Kuliya avait clarifié la situation. On pouvait distinguer désormais ceux qui ralliaient les Samoriens par opportunisme ou par haine des Kurānko et ceux qui entendaient maintenir leur liberté reconquise envers et contre tous. Dans la première catégorie, on pouvait placer le Firawa et le Kooma, avec leurs dépendances respectives. Il convenait d'y ajouter les Kurānko du Falānko et les Kisi de Bardu. Le premier

soin de Dyanlé-Karamogho avait été de libérer les gens de ces régions qu'il avait trouvés captifs à Kuliya et ces hommes étaient rentrés chez eux en chantant les louanges de Samori (22). Le ralliement de ces cantons était ainsi consolidé, mais d'autres, comme Bèndu Ifo, se trouvaient rejetés dans l'opposition.

Au-delà de cette zone restreinte, les Kisi n'avaient pas l'intention de renoncer à leur liberté recouvrée. En aval de la Koku et jusqu'aux frontières du Farmaya, les vaincus de 1884 avaient accueilli avec joie la chute des Kurânko. Du Lè à l'Odāñ, ils refusèrent cependant toute allégeance aux Samoriens et les montagnards du Snd, de Saldu au Pyotayèndo, adoptèrent la même attitude.

C'est contre cette région que se tourna Sana-Ulé, poussé par Konkèlèmba Koomano. Le jeune chef de Firawa s'était plaint à Dyaulé-Karamogho des lourdes réquisitions que ses gens subissaient et avait demandé à y pourvoir en razziant les Kisi indépendants (23). Tout de suite après la prise de Kosilā, les Samoriens l'avaient en effet suivi pour détruire le Musama (24). Ils remontèrent ensuite vers les sources de la Koku, guidés par Kpako, de Bardou, mais ils trouvèrent Bèndu-Ifo abandonné (25). Plus au sud, les montagnards du Tinki et du Millimu avaient évacué leurs villages et s'étaient entassés dans les grottes du mont Kodu (26). Sous l'impulsion d'un chef énergique, Lēngbèo Tinkèano, ils résistèrent plusieurs mois aux assaillants. Finalement, leurs vivres épuisés, ils parvinrent à fuir par ruse et se réfugièrent derrière la Wau, dans le Kwèmèyi désert (première moitié de 1890, avant les pluies) (27).

La guerre de Nēngbèda. — Après avoir hiverné dans le Nyumamāndu, Sana-Ulé rejoignit Firawa au début de 1891 pour lancer un nouveau raid contre les Kisi de la Wau (28). Cette fois, il visait les alliances de Bōngoro et Kōndyadu, sur le versant de l'Atlantique, et il comptait sur l'aide d'importants chefs du Sud qui nourrissaient de vieux griefs contre ces villages (29). Une fois de plus, les Samoriens trouvèrent un pays désert car le vieux chef de Bōngoro, Safima-Kwèy Lèno, s'était replié avec ses gens derrière la Wau, dans le Piyotayèndo (30). Tous les moyens de défense avaient été concentrés dans les grottes de Nēngbèda, dans l'espoir de renouveler l'exploit de Kodu (février 1891 ?).

Sana-Ulé alla les bloquer, mais il ne voulait pas s'imposer, cette fois, l'ennui d'un long siège. Au bout d'un mois, il n'était pas parvenu à enfumer les assiégés et les harcèlements des voisins gênaient ses fourrageurs. Il feignit alors de traiter et au moment où les ennemis sortirent pour participer aux cérémonies, il les fit saisir ou massacrer. Tous furent pris. (Vers mars 1891 ?) (31).

Sana-Ulé campait à Nēngbèda et s'apprêtait sans doute à marcher sur Kōndyadu quand Samori le rappela d'urgence contre les Français, qui venaient d'attaquer Kankan, mettant fin à cinq années d'une paix ambiguë. Les sofas s'éloignèrent en hâte avec leurs captifs et Sana-Ulé marcha d'une traite vers le Bas Milo, laissant seulement la petite garnison de Bilali-Ni pour surveiller le Kurânko (mi avril 1891) (31).

La révolte de Firawa. — Les mois qui suivent l'agression française sont caractérisés par un effort énorme de Samori pour organiser son armée. Le poids d'une exigence encore plus lourde que pour la guerre de Sikasso se fit sentir jusqu'en Pays Kisi. Cependant, malgré l'âpreté de la résistance, l'Almami ne put empêcher le colonel Humbert de pénétrer jusqu'au cœur de son territoire. On verra que, le 26 janvier 1892, les Français s'empareront de Kérwané, et qu'ils enlèveront quelques jours plus tard les magasins fortifiés du Tinin--Kurn. Samori risquait dès lors d'être coupé de ses fournisseurs d'armes de Sierra Leone. Pour garder contact avec eux, il allait s'efforcer d'ouvrir un nouvel itinéraire méridional, hors de la portée des Français. Cela l'incita à reporter son attention sur le Kisi qu'il avait longtemps négligé.

Dans les dernières semaines de 1891, l'Almami avait installé à Fèrèdu une partie de sa famille, évacuée de Kérwané (33). Ce n'était qu'une précaution, mais le voisinage d'une forte garnison inquiéta les Kisi, d'autant plus qu'ils apprirent bientôt l'exécution de Sérè-Brèma et la déportation de Sarā-Mori. Peu de temps après, Sosowali fut exécuté sommairement (34) et Kurani-Sori arrêté, de peur qu'il ne fasse défection (35).

L'angoisse régnait donc à Firawa où l'on se méfiait déjà des intentions de l'Almami, quand Kōnkèlèmba reçut l'ordre de le rejoindre sur le Milo en compagnie de ses guerriers et de son fils, Salo. S'agissait-il simplement de combattre les Français ou bien était-ce un piège ? Le chef Kisi refusa en tout cas de se sacrifier pour un maître dont la puissance vacillait. Au lieu d'obéir, il chassa les sofas qui l'entouraient et se retrancha dans Firawa (décembre 1891 ?) (36).

Un obstacle surgissait ainsi entre le Kurāuko oriental et le Farmaya, et il barrait la route méridionale que voulait précisément ouvrir Samori (37). Ce dernier dut juger l'enjeu important car, dès qu'Humbert battit en retraite, il confia une colonne à Ténènso-Kaba pour éliminer ce nouvel ennemi (38).

Quand les Samoriens débouchèrent de Fèrèdu, vers avril 1892 (39), ils pensaient sans doute avoir aisément raison des Kisi qui n'avaient pas une réputation de guerriers. Ils durent déchanter très vite. Firawa était en état de défense et les groupements du voisinage, qui avaient pourtant reproché à Kōnkèlèmba son ralliement de 1889, lui envoyaient cette fois des renforts.

Ce village, fortement défendu et protégé par une forêt impénétrable, ne pouvait être pris d'assaut. Il fallut se résigner à un siège méthodique. Un camp énorme fut construit trois kilomètres plus loin tandis que de nombreux sanyé étaient établis pour bloquer tous les accès de la forêt. Cet effort s'avéra vain, si bien que Yakōngo Dyaora, qui était resté à Fèrèdu, fut rappelé avant les pluies et reçut une colonne autonome avec mission de détruire les bases d'approvisionnement de Firawa. Une première attaque échoua contre Kwénto (40), mais Yakōngo fut plus heureux contre Dōndyā qu'il enleva au premier assaut (41). Il détruisit alors tous les villages du Millimu et le Lè, directement menacé, demanda à boire le dègè. Dès lors, bien que des réfugiés Kurānko, à Kinimbaya et Bèlèdu, fussent encore dangereux, Firawa n'avait plus de secours à attendre. Le ravitaillement se ralentit de telle sorte, que vers la fin de l'hivernage, les défenseurs n'avaient plus guère de vivres et leur poudre était entièrement épuisée.

Kōnkèlèmba décida alors de se réfugier dans l'Odāñ où la résistance pouvait continuer. Il perça facilement le blocus et se présenta à Yalānkoro avec tout son monde (fin octobre 1892 ?) (42).

Chute de l'Odāñ. — L'Odāñ était une position très forte, qui avait eu raison de Borifiñyā-Dyiiba, l'année précédente. Un siège paraissait donc nécessaire, bien que la longue attente devant Firawa ait indisposé Samori (43). Dans ces derniers mois de 1892, la grande offensive française était imminente et pouvait incessamment couper la route de Freetown. Il était donc urgent de dégager enfin cet itinéraire du Sud, qu'on jugeait hors de l'atteinte des Blancs pour la prochaine campagne. Peu après la fuite de Kōnkèlèmba, la récolte du riz étant terminée, Samori voulut élargir la zone qu'il opposait aux Français et ordonna aux musulmans de Ko-Nafadyi d'évacuer leur village. Leur chef Morifilani Kèra en tête, ces gens se transportèrent à Firawa et transformèrent le camp des assiégés en un nouveau village qui prit le nom de Nafadyi-Kura. Pour que ce point d'appui servît à quelque chose, il fallait dégager la route vers l'ouest, donc en finir d'urgence avec l'Odāñ et Samori eut recours aux grands moyens. Il ordonna à Bilali de venir, avec la plus grande partie de son armée et ses fusils à tir rapide, pour se joindre à Ténènso-Kaba et réduire sans délai les Kisi.

Bilali traversa le Kurānko avec la plus grande célérité, en novembre 1892, tandis que Borifinyā-Dyiiba et Kisi-Kaba mobilisaient toutes les forces du Farmaya (44). Cette fois, la supériorité des assaillants était écrasante, surtout en armes à feu, mais Fawuri-Musa Lèno, le nouveau chef de l'Odāñ, n'était pas homme à capituler et la récolte récente lui permettait de tenir. La vaste forêt était cependant encombrée de réfugiés démoralisés et l'assaillant n'allait lui laisser aucune chance (45).

Cette fois, en effet, il n'était pas question de siège. Bilali lança un assaut concentrique, décidé à payer le prix qu'il faudrait. En trois jours de combat, du jeudi au samedi, tout fut terminé. Odāñ était tombé et les défenseurs, contournant le Farmaya, s'enfuyaient vers Walto (46).

Dans la forêt, débarrassée de ses habitants, Bilali construisit de grands sanyé où il installa des forces importantes et où Ténēso-Kaba le rejoignit avec les femmes de l'Almami. On a l'impression que le kèlètigi voulait organiser une occupation permanente mais les Français n'allaient pas lui en laisser le temps.

La résistance des Kisi s'effondrait cependant. En quelques semaines, les sofas de Sidi-Baba et de Borifinyā-Dyiiba sillonnèrent le pays entier sans rencontrer d'opposition (47). Ils se retranchaient çà et là dans les villages déserts. Tout un peuple, trainant son bétail et ses pauvres meubles, refluaient vers le sud ou bien s'entassait dans les quelques forteresses que leurs sites inaccessibles poussaient à résister (48).

La même ambiance de catastrophe régnait plus à l'est, en pays Kurānko. Après avoir écrasé le Nafana, Samori était décidé à s'assurer des chefs du Maafélé. Depuis leur libération, en 1890, ceux-ci vivaient pourtant dans une prudente réserve, surveillés de près par quelques sofas, et ils avaient échappé à la proscription de Sosowali. Il n'est pas sûr que Samori ait eu l'intention de mettre à mort son vieux protecteur Dēnda-Soghoma, mais il voulait du moins le garder sous la main et il ordonna de la saisir à l'improviste. Mānsō-Féréma chargea de l'opération son homme de confiance, Komiyā-Ulé, mais la maladresse de ce dernier fit échouer la surprise. Dēnda-Soghoma périt dans une fuite désespérée, tandis que ses parents trouvaient asile à Kulinga, et toute la population se retira en désordre dans les refuges du Falānko ou sur les confins du Toma (novembre 1892) (49).

Les Samoriens, trop pressés, ne les poursuivirent pas et c'est dans un pays désert et désolé que le capitaine Dargelos allait faire irruption en mars 1893. Les Kurānko, méfiants et inquiets, ne sortiront de leurs refuges qu'au début de 1894, quand le capitaine Valentin organisera un grand commandement au profit de Gbafara, neveu du vieux chef disparu.

En décembre 1893, Samori, en rentrant du Nafana, avait cependant poussé jusqu'à Ko-Nafadyi avec les nombreux captifs qu'il avait transformés en porteurs. Bilali l'y rejoignit aussitôt pour lui remettre un énorme convoi d'armes, sans doute 2.000 fusils à tir rapide, qu'il avait fait monter de Héérèmakono jusqu'à l'Odāñ. Il repartit bientôt pour sa résidence où subsistaient des stocks importants, tandis que Samori échappait de peu à la première attaque de Combes et évacuait rapidement le pays, en janvier 1893.

C) LE SECTEUR TOMA

Il y a peu de chose à dire du Pays Toma après la révolte à laquelle, on l'a vu, il ne prit aucune part. Du côté des conquérants maninka, tout dépendait bien entendu de la forte personnalité de Kamān-Kyékura. Jusqu'à son ralliement bruyant aux Français, en décembre 1892, le Faama du Buzyé affecta toujours le plus scrupuleux loyalisme envers Samori. Il ressentait certainement la façon dont l'Almami l'empêchait d'écraser les Toma, mais il n'en laissait rien paraître.

tre. Il aida de toutes ses forces Sirifaana-Amara quand celui-ci vint lever des troupes à deux reprises, à la fin de 1888 pour contenir les insurgés du Konyā, puis dans l'hivernage de 1891, pour préparer la résistance aux Français.

En contre-partie, le Buzyé obtint une certaine assistance contre des voisins Toma que la Grande Révolte avait dû inciter à bouger. C'est ainsi que, le 21 mai 1890, Garrett, en séjour à Bisāndugu, vit un détachement de sofas rentrer de Kwōnkā avec 70 captifs (50).

Il s'agit peut-être là de la guerre de Kasānka, que la tradition signale sans nous donner les moyens de la dater exactement. Entre l'échec de Sikasso et l'agression d'Archinard, Kaman-Kyèkura demanda en effet l'aide de Samori contre l'un des principaux chefs du Zyama, Mèānzèy Biliwo, de Kasānka, qui avait commencé à razzier ses cultures. Selon un informateur [10], Samori se trouvait alors à Mahāndugu, dans le Barala (Côte d'Ivoire). Il pourrait donc s'agir de la fin de 1889 car Morifiñdyā se rendit alors à Mahāndugu bien que Samori lui-même n'ait pas dépassé le Gbè. L'Almami dirigea en tout cas sur le Buzyé une petite colonne commandée par Mèralé Konaté et son hourreau personnel, Dyōn-Tanaté Ulé. Kasānka fut pris sans peine et Mèānzèy, amené devant Samori, mourut peu après en captivité.

L'attitude de Mèānzèy s'explique par sa haine contre le Buzyé mais, à cette exception près, le loyalisme des Toma envers Samori ne se démentira pas. La rupture de la route de Freetown leur donnait d'ailleurs de l'importance puisque, de la fin de 1888 au début de 1890, c'est exclusivement à Monrovia que l'Almami acheta des armes perfectionnées. Les liens établis avec les gîtes d'étape de Nzapa et Nzolu se renforcèrent alors et des agents de Samori s'établirent à demeure dans ces villages.

L'unique craquement qui soit antérieur à l'irruption des Français est celui de Kolinka. Sur la rive droite du Makhona, le Dawahu et le Gèrēngerēnka, mal intégrés à l'Etat samorien, avaient profité de la Révolte pour reprendre discrètement leur liberté. Les Toma du Nyinibu, sur l'autre rive, ne pouvaient ignorer cet exemple. Ils n'avaient pas à se féliciter de la tutelle samorienne comme ceux du Kolibirama ou du Buzyé, car ils étaient directement soumis aux Maninka du Māndu. En 1892, l'entrée des Français à Kérwané, suivie par la révolte du Firawa et la sécession des Kurānko dans le Falānko et le Kondèro, poussa leur chef Kosogba Zumanigi, de Kolinka, à courir des risques. En mai 1892, il rompra avec l'Almami et prendra contact avec les Français. L'isolement relatif de son pays et surtout l'évolution de la guerre qui détournait de lui l'attention des Samoriens allait le sauver. Il allait ainsi se trouver, paradoxalement, dans le camp des français, aux côtés des Maninka, quand ceux-ci se révolteront en décembre. Dans l'ensemble, les Toma allaient s'ancrer au contraire dans une stricte fidélité envers l'Almami, ce qui préfigurerait leur longue résistance contre les Français.

Samori ne pouvait renoncer facilement à la route de Monrovia, qui sera dès lors sa dernière issue sur le monde extérieur. Sa réaction d'une extrême énergie face à la trahison des Maninka, allait plonger pour des mois dans un chaos sanglant cette région qu'avaient épargné les convulsions de la Grande Révolte. Les colonnes de Dyanlé-Karamogho pourront s'y cramponner jusqu'en janvier 1894 pour protéger les derniers convois d'armes de Monrovia.

D) LE SECTEUR GUERZE

Plus à l'est, les Kpèllè du Nord, que les Malinké baptisent Gbèrèzè et les Français Guèrzé, demeuraient marginaux à l'Etat samorien et n'avaient senti que faiblement les secousses de la Révolte.

Les Guèrzé du Bèro avaient accueilli leur allié Kyèulé après la chute de Musadugu et Togha Sanyō l'accompagna à Kérwané, à la fin de 1889, pour boire le dègè à l'occasion de la circoncision de Sarānkènyi-Mori. Il ne semble pas qu'Uro de Wènzū, y ait envoyé des délégués, mais il ne jouait pas encore un rôle considérable, et on peut admettre que le chef de Boola le représentait.

Ainsi donc ce pays, depuis longtemps favorable à l'Almami par haine pour Sagbadyigi, reprenait, discrètement et sans heurt, sa place dans l'Empire Samorien. Comme celui de 1883, ce ralliement paraît d'ailleurs avoir été de pure forme car l'Almami n'avait rien à demander au Bèro, en dehors de la marche régulière du commerce du kola. Des réfugiés de la vallée du Milo y trouveront asile dès 1892, mais c'est seulement en 1893 que le pays se verra plongé dans la tourmente quand, à l'approche des Français, il sera choisi comme route de ravitaillement pour les armées de Dyaulé-Karamogho, qui se cramponnait à la route de Monrovia.

La situation évolua différemment plus à l'est où les Maninka du Karagwa, qui avaient profité de la Révolte pour s'émanciper, ne rentrèrent pas au bercail. Cela s'explique, à vrai dire, car Ghoso Dōso n'avait accordé aucune aide active aux insurgés, si bien que Samori n'avait aucune offense à venger, et le Karagwa bénéficia dès lors de sa position excentrique. Jusqu'à l'attaque française d'avril 1891, l'Almami était trop occupé à réduire les derniers rebelles et à reconstruire son Etat, pour se soucier des Dōso. L'attention ne se fixera sur eux qu'au moment où la trahison de Kamān-Kyèkura posera le problème des liaisons avec l'armée de Dyaulé-Karamogho qui allait opérer en pays Toma. C'est alors, en janvier 1893, peu de temps avant l'irruption de Combes, que Morifiñdyā ira écraser le Karagwa et tuer Ghoso au prix d'une trahison. Le pays restera ensuite aux mains des sofas pendant un an et demi, mais ce ne sera plus qu'un désert, toute la population ayant cherché asile chez les Konor, vassaux des Dōso.

Les Samoriens étendront au même moment leur contrôle sur les dyula de Fumbadugu installés dans la fraction du Konor, qui formait enclave entre le Karagwa et le Bèro. Une route sera ainsi ouverte le long du cours supérieur du Gwā, au pied de la falaise abrupte du Konyā méridional et c'est par là que Dyaulé-Karamogho battra en retraite, traqué par Richard, au début de 1894.

Il s'agit là, il faut le souligner, d'actions dictées par la nécessité du moment. A aucun moment il n'a été question de pénétrer dans la forêt et de soumettre ses peuples, car le ralliement du Bèro, en 1890, a été spontané. L'occupation de Fumbadugu, à la fin de 1892, ne sera suivie d'aucune mesure contre les Konor, dont ce village dyula dépendait traditionnellement. Le chef de Léné, Kayari Koromu, hébergeait pourtant depuis des années des insurgés du Mahana oriental, qui refusaient obstinément de se soumettre. Ils y resteront en paix car les sofas ne se donneront pas la peine de faire les vingt kilomètres séparant Fumbadugu de leur refuge.

L'attitude de Samori envers les Guèrzé sera donc jusqu'au bout conforme aux principes de sa politique forestière. Seules des nécessités pratiques, comme l'ouverture de la route du Gwā, pouvaient l'inciter à lancer ses hommes dans les pays du kola. Il ne le fera jamais qu'avec une extrême prudence et en limitant strictement la portée de leur action.

E) LE MAU ET LE SECTEUR DĀ APRÈS LA RÉVOLTE

Soumission générale du Mau. — Samuka, réduit à l'impuissance dans la fraction du Mau qui lui restait fidèle, avait certainement suivi avec anxiété l'évolution de la Révolte et accueilli avec joie la remontée de Samori. Au début de 1890, quand les derniers espoirs des insurgés s'investirent dans la résistance de Borotn, on a vu que les Mauka s'étaient partagés de façon signifi-

cative. Les Kāndési, toujours fidèles à Vakuru Bāmba, envoyèrent des renforts aux assiégés, mais le plus gros effort fut fourni par le Kawa où Vamasè avait mobilisé tous les hommes valides et était parti à leur tête s'enfermer dans la place (51).

En sens contraire, l'approche des Samoriens avait tiré les Sakuraka de leur isolement. Samuka était sans doute trop occupé à surveiller les Dū et à contenir les Famaghosi pour se déranger, mais il envoya à Morifiñdyā des renforts sous les ordres de son neveu Kyèsèri et surtout de Kamori (Ngamöy) Bāmba de Fèrèntèla, qui allait désormais s'intégrer aux rangs des Samoriens (52).

Le siège de Borotu, ultime sursaut de la rébellion, fut donc pour les Mauka, une véritable guerre civile : ils avaient des gens dans les deux camps.

La chute de ce village, au début de l'hivernage de 1890, marqua le triomphe du parti samorien. Vamasè Bāmba, capturé dans les derniers combats, avait été mis à mort. Dyara fut relâché par les vainqueurs qui l'envoyèrent au Kawa pour prêcher la soumission. Les Bāmba avaient à élire un nouveau chef et leur choix se porta à son instigation sur Zānti, du village de Konā (53). Celui-ci, à peine investi, proclama sa soumission à Morifiñdyā et, grâce à la médiation des Dyara, il alla en personne boire le dègè à Koro. Le kèlètigi tenait sa cour dans ce village, qui lui avait servi de base durant tout le siège. Avant de retourner hiverner à Mahāndugu, dans le Barala, il reçut la soumission de l'ensemble du Mau, y compris la fraction qui dépendait jusque-là de Vakuru.

La lutte n'avait plus de sens pour les anciens vassaux de Vakuru, alors que leur maître se retirait derrière le Sassandra et paraissait orienter ses ambitions vers l'est. Leur pays était d'ailleurs pénétré de longue date par la propagande samorienne, discrètement diffusée par les Turé de Sokurala et surtout les Fadiga de Touba (54). Ces derniers persuadèrent Māndyè-Tungra Dyo-māndé, le chef de Tyēnko, d'aller boire le dègè à Koro. Comme ce geste engageait l'ensemble des Kāndési, tout le Mau oriental entra dans la mouvance samorienne (55).

Le cas du Téné, ou plus simplement des Bāmba de Gwèntégéla, est moins clair. Ce pays ne fait pas partie du Mau proprement dit et son importance venait de son contrôle sur les gués du Sassandra. La solidarité clanique liait cette minorité dyula à Vakuru, mais elle entretenait depuis longtemps des relations diplomatiques avec l'Almami. Un compagnon de colportage de Samori, Samasi Kèlèmisa était originaire du village et faisait de la propagande pour son ancien ami (56). Le Téné avait largement participé à la défense de Borotu où il avait subi de lourdes pertes (57). Abandonné par Vakuru, ce kafu n'avait pourtant aucune raison de s'obstiner et Vafungbè Bāmba alla boire le dègè à Koro. Grâce à l'intercession de Samasi Kèlèmisa, le pays ne subit aucune représaille.

Triomphe de Samuka. — Ainsi, durant l'hivernage de 1890, l'hégémonie de Samori, déjà reconnue par l'ensemble du Mau, s'étendait jusqu'au Sassandra et aux frontières des Wè. Les Famaghosi, aveuglés par leur haine pour les Sakuraka n'avaient pourtant rien voulu entendre. Excités par les gens de Gwala, ils n'acceptaient de se soumettre que si Samuka leur donnait satisfaction. Leur révolte n'étant pas dirigée contre Samori, ils pensaient sans doute que la chute de Borotu ne les concernait pas. Une telle situation ne pouvait pourtant pas durer et le chef de Gbèlo demanda l'aide des Samoriens dès la chute de Borotu.

Vers la fin de 1890, après avoir recruté massivement dans le Barala pendant l'hivernage, Morifiñdyā envoya Sékoba vers le sud. Dès que cette colonne arriva à Tyēnko, la plupart des

insurgés sentirent leur résolution faiblir. Les Sètasi se soumièrent et Vaba, de Dyomā, vint en personne boire le dègè. Les frères Sawio et Ngèfè, restèrent seuls intraitables à Gwala. Sékoba marcha alors sur leur village, le prit en deux jours de combat, et y fit un terrible massacre (59).

La révolte était dès lors terminée. La soumission de Lāndwi et Fwēnā fut acceptée. Le chef Togba, de Dyomā, qui avait trop longtemps soutenu Gwala, fut déporté avec ses notables, mais se vit libérer quelques mois plus tard. Sékoba séjourna quelque temps à Tyēnko où il s'occupa à prendre la région en main (60). Il fit même un raid rapide chez les Wē avant de rentrer dans le Barala (fin de 1890, début de 1891) (61).

Samuka profita de l'occasion pour imposer effectivement son autorité à la région. Sous prétexte d'aider les Sètasi contre les Wē, ce qui était le rôle traditionnel des Sakuraka, il installa son plus jeune frère, Sogbètigi à Dyomā. Ce dernier supplanta aisément le vieux chef Békumu, mais il eut peu de succès quand il voulut s'étendre aux dépens des Wē (62).

Révolte des Dā. — Si limitée qu'ait été l'intervention directe des Samoriens, elle avait affranchi les Sakuraka de leurs difficultés, si bien que Samuka, au début de 1891, pensait certainement à reprendre la conquête du Bafiŋko. C'est alors qu'un événement imprévu vint tout remettre en question. Aux approches de l'hivernage de 1891 (63), un soulèvement général des Dā et des Wē effaça en quelques semaines la domination des Sakuraka sur la rive droite du fleuve. Ce fut un véritable désastre, d'autant plus grave que, parmi les insurgés, figuraient des groupes soumis depuis longtemps et liés aux Dyomāndé par d'étroites alliances matrimoniales.

Tous ces gens avaient supporté les empiètements des Mauka, aussi longtemps que ceux-ci s'étaient bornés à des incursions sur la rive droite et que leurs établissements ne s'écartaient pas du fleuve. La domination effective que Lōngomā et Samuka organisaient depuis une dizaine d'années était par contre difficilement acceptable pour des hommes aussi indépendants et querelleurs que les Dā. Ils se résignaient mal à payer le tribut et n'étaient certainement pas disposés à subir passivement des brimades. Or celles-ci étaient inévitables du fait de l'insolence et de l'avidité qui sont notoirement les traits dominants des Sakuraka. La plus grande atteinte à la liberté des Dā venait de l'implantation au cœur de leurs montagnes du village fortifié de Sarakumā. Pendant que Swakyè faisait campagne dans le Sud, cette base était confiée à son jeune frère Sadya, qui était impopulaire, bien que sa mère fût une Dā de Byé. Il se laissait aller à de nombreuses exactions et c'est l'enlèvement d'une femme qui fit éclater le conflit (64).

Le mouvement allait être animé par un chef secondaire du groupe Tè, Kāndo Gbyēmè, de Gbālè (65). Il sera tout de suite si général que le complot dénoncé par les Dyomāndé paraît très vraisemblable. Pour que tous ces groupes Dā et Wē se soient unis, aussi bien ceux qui étaient soumis aux Dyomāndé que ceux qui avaient gardé leur liberté, il faut qu'il y ait eu des tractations préalables. Celles-ci durent être menées dans le plus grand secret, car les Sakuraka furent pris complètement au dépourvu.

On peut être tenté de mettre cette insurrection en relation avec la soudaine agression d'Archinard qui était produite quelques mois plus tôt. La liaison, qui est certaine pour la seconde révolte du Sānkarā, paraît pourtant ici tout à fait invraisemblable. Les Dā vivaient trop repliés sur eux-mêmes pour ajuster leurs réactions à la conjoncture générale. Ils auraient eu tout intérêt à se soulever au moment de la Grande Révolte, quand les Famoghosi mettaient Samuka en difficulté. A cette époque, ils étaient à peu près sûrs d'éliminer les Dyomāndé, or ils n'avaient pas eu l'idée de bouger. Il paraît donc certain que l'insurrection des Dā n'a éclaté en 1891 qu'en réponse à une situation locale, ce qui ne diminue nullement son importance. Mobilisant sur une

vaste étendue toutes les forces hostiles au Mau, en dépit de leurs particularismes et de leurs antiques divisions, cette révolte a suscité pour la première fois une espèce de nationalisme dā. Les Dyomāndé ne s'y trompèrent pas. Loin d'y chercher une occasion de revanche, les Syafalaka firent alors bloc avec Sakuraka pour tenir tête aux autochtones (66).

La généralité du mouvement est en effet remarquable. Parmi les groupes dépendant des Dyomāndé, bien peu refusèrent de s'y joindre et ceux-ci n'étaient d'ailleurs ralliés que depuis peu de temps. Ils n'appuyèrent du reste pas les conquérants mais se cantonnèrent dans une prudente neutralité (67). Seul le Swē, qui avait appelé les Mauka pour vaincre ses ennemis, les Wobé, allait rester activement fidèle.

Le signal fut donné par Kāndo, qui disposait désormais d'une autorité indiscutée dans le Tè, et l'ensemble du Gā le suivit aussitôt, oubliant sa vieille alliance avec les Dyomāndé (68). Tous les Dā soumis se joignirent à eux, anasitôt renforcés par l'ensemble des Wē (69) et par les montagnards de l'Ouest qui obéirent à l'appel des Srēnē (70).

Swakyè guerroyait alors dans le Swē et Sadya, qui était personnellement visé, n'osa pas résister. Il évacua Sarakumā, dont les rebelles détruisirent le tata (17) et rejoignit son frère dans le Sud. Cinquante kilomètres de montagnes insurgées les isolaient désormais du Mau (72).

Kāndo voulut exploiter son succès en rejetant l'envahisseur derrière le Bafiñ. Il lança les rebelles à l'assaut de Dwé, qui restait la dernière position des Sakuraka au sud du fleuve. Samuka accourut aussitôt et les Dā, peu habitués à la guerre de siège, ne purent enlever la place. Dès lors, la révolte était condamnée, mais son agonie allait être longue.

Swakyè et Sadya, isolés dans le Swē, rassemblèrent une colonne à Kligwē (Kilikuma). Ils avaient battu le rappel des alliés de leur hôte Mazrāndé, constituant ainsi une étrange armée, composée surtout de Butyulēmènu, dont la sinistre réputation d'anthropophages terrorisait les Dā du Nord (Damènu) (73). Après les pluies, Samuka prit l'offensive (74). Ils détruisit successivement Byānkumā, Gā et Tè, pour faire à Zoāgwē sa jonction avec ses frères et leur armée du Sud.

Pendant, l'insurrection n'était nullement écrasée et Kāndo s'était puissamment fortifié sur la montagne qui domine le village de Nyologwē (fin 1891, début 1892) (75). Durant de nombreux mois, Samuka surveilla l'ennemi sans se décider à l'attaquer. Finalement, vers la fin de 1892, alors que Morifindyā était déjà dans le Mau, il se décida à donner l'assaut. Les Dā n'étaient pas habitués à des efforts prolongés. La plupart étaient rentrés cultiver chez eux, en laissant quelques hommes à Kāndo, si bien que Nyologwē tomba mais seulement après un assaut qui aurait duré trois jours, selon la tradition [471].

Tout rentra aussitôt dans l'ordre et les vaincus furent traités avec indulgence. Samuka tint une grande palabre à Géfèso pour leur faire prêter serment. Kāndo lui-même fut épargné à la demande de son neveu Dro et chaque sé (canton) paya le même tribut qu'avant l'insurrection. Les vainqueurs étaient cependant soucieux de mieux asseoir leur domination. Non loin des ruines de Saramoukā, Swakyè construisit le gros village fortifié de Sokurala (Podègè en dā) où il installa Sadya. Lui-même, toujours préoccupé d'expansion vers le Sud, devait séjourner généralement dans le Go, chez son ami Fè de Zāngwē, tandis que son frère Dro surveillait Zogwalé dans le Ka (76).

La crise de 1892. — Au moment où les Sakuraka reprenaient ainsi le contrôle du Bafiñko, les graves événements qui se déroulaient dans le Nord, allaient une fois de plus les détourner de leur grignotage des pays forestiers. L'évolution catastrophique de la guerre contre la France avait fait prendre à Samori un tournant décisif. Tout en livrant à l'ouest de durs combats de re-

tardement et en généralisant la tactique de la terre brûlée dans l'espoir de retarder l'ennemi, il allait s'efforcer d'ouvrir les routes de l'Est, en vue d'un véritable exode de l'Empire. En attendant, il convenait d'étendre autant que possible son contrôle sur les marges forestières afin de maintenir un peu plus longtemps un accès à la mer pour renouveler ses stocks d'armes.

C'est dans ces circonstances qu'en 1892, vers la fin de l'hivernage, Morifiñdyā, qui venait de participer à la destruction du Nafana, arriva dans le Mau. Samori avait ordonné de vider le Wasulu et le Konyā de leurs populations et de les installer dans les pays du Haut Sassandra, qui paraissaient assez riches pour les nourrir, tout en restant hors de l'action des troupes françaises. La mission de son homme de confiance était de préparer cet exode (77).

Encore fallait-il que le Mau fût sûr et ce n'était nullement le cas. Tout près du Karagwa, où Ghoso Dōzo était en sécession depuis 1888, le Mau occidental venait de rompre à nouveau avec Samori. Zānti et Dyara Bāmba avaient été très impressionnés par l'entrée du colonel Humbert à Kérwané. Dès qu'il fut avéré que les Français n'évacueraient pas la seconde capitale de l'Almami, ils décidèrent de rompre avec celui-ci. Durant l'hivernage de 1892, Zānti envoya des messagers aux Blancs et commença à attaquer les Samoriens qui circulaient entre Bèyla et le Mau. S'il n'était pas mis rapidement à la raison, tout le programme d'évacuation risquait d'être paralysé.

En apprenant l'arrivée de Morifiñdyā, Samuka, qui poursuivait sa guerre dans le Tè, envoya à sa rencontre Dro, qui installa les visiteurs à Ngāwé (78). Après la capitulation des Dā, Samuka se fixa à Géfeso où il allait demeurer plusieurs années. Il chargea son neveu Kyèsèri de commander le contingent de Mauka que les Samoriens avaient décidé de lever (79).

Cependant, à l'approche des sofas, Zānti et Dyara avaient évacué le bas pays et regroupé toute la population dans le massif du Lomāndi, qui domine le village de Konā. Morifiñdyā voulut sans doute les isoler avant de les attaquer, car c'est alors qu'il alla châtier le Karagwa (décembre 1892 - janvier 1893) (81). Pour éviter de longs combats, et sans doute dans l'espoir de capturer la population, il agit par trahison. Il marcha sur Tonō en annonçant qu'il venait simplement percevoir le tribut en retard depuis 1888. Ghoso s'y laissa prendre car il sortit du tata et se présenta aux Samoriens qui le saisirent et donc le tuèrent aussitôt. Il n'y eut donc pas de résistance. Toute la population se réfugia derrière le fleuve, particulièrement chez les Kono du Sauru, et c'est là, à Tōngarata, que le neveu du mort, Gbara-Ulé, le Gargara-Ulé des Français, fut proclamé chef du Karagwa (82). Les sofas franchirent alors le Gwā et esquissèrent une poursuite dans le Sauru. Ils arrivèrent à Gama, déjà en pleine forêt dense, mais ils renoncèrent à pousser plus loin (83).

Morifiñdyā avait certainement hâte d'en finir avec le Kawa. Au lieu de l'attaquer par l'est où on l'attendait, il arriva directement du Karagwa, par Morigbadugu. Gwèkoro et Sānta furent pris sans peine, et Konā tomba après un court assaut. Zānti trouva la mort dans cette affaire et toute la population s'enfuit au sud du Bafiñ, chez les Dā du Byasè (février 1893) (84).

Dans ce pays désert, un noyau de résistance subsistait cependant. Dyara avait échappé à l'assaut de Konā et s'était retranché non loin de là sur le pic de Kwā, protégé par des falaises inaccessibles. Il n'y fut pas attaqué, mais il l'évacua un peu plus tard (mai 1893) pour se cacher dans la galerie forestière du Fèrèduguba, sur les confins du Gbè et du Gwana. Comme les appels désespérés qu'il adressait aux Français n'obtenaient pas de réponse, il se décida à quitter le pays et rejoignit le fort de Kérwané au début de l'hivernage de 1893 (85).

L'arrêt de Morifiñdyā après la prise de Konā s'explique par l'approche de Combes, qui passa bientôt en trombe, brûlant Odienné et Koro. Les Samoriens l'observèrent de Ngāwé et ils

ne songèrent pas à reprendre l'offensive lorsqu'il s'éloigna (février-mars 1893). Il restait à pourchasser Dyara dans les nids d'aigles du Kawa, mais d'autres tâches attendaient les vainqueurs. En mai, un ordre de Samori dirigea Morifiñdyā vers la région de Bougouni dont il devait évacuer la population pour l'escorter jusqu'au Mau.

Derniers raids de Morifiñdyā. — Sous la férule du vieux compagnon de l'Almami, le Mau allait se montrer fidèle pendant cette année tragique, bien que l'afflux continu des réfugiés du Wasulu, qui ne cessa pas durant tout l'hivernage et finit par créer une situation tragique. Morifiñdyā s'employait de son mieux à mettre un peu d'ordre dans ce chaos. Bien qu'il ait réquisitionné une partie de la récolte, il ne put empêcher la disette de naître. Au début de 1894, au moment où les troupes de Richard escaladaient le Haut Konyā, il se trouva dans une situation difficile, paralysé et impuissant, n'ayant même pas assez de vivres pour mettre sa colonne en mouvement. L'arrêt subit de l'offensive française le sauva, tandis que Dyaulé-Karamogho et Alfa, qui venaient d'évacuer le Toma, s'installaient près de lui à Sokurala.

Morifiñdyā se livra alors à quelques offensives locales. A la demande des Dyomandé, il se lança contre les Wē (Tura) du Nord, qui tenaient encore le Boulé, un massif de montagnes abruptes, situé en deçà du Bafiñ. Leur résistance séculaire s'effondra quand les sofas eurent enlevé leurs principaux villages et ils s'enfrent derrière le fleuve chez leurs frères du Gusé. Ceux-ci se soumirent à leur tour à Morifiñdyā quand il poursuivit les vaincus et ils acceptèrent tous de payer tribut aux Sakuraka (vers avril 1894) (86).

L'heure du départ vers l'Est approchait et comme la soudure aggravait la famine, Morifiñdyā y remédia par un coup d'éclat. En juin ou juillet 1894, il lança un raid profond derrière le Bafiñ, s'enfonçant au cœur de la forêt des Dā jusqu'aux rives du Yu (Haut Cavaley). La présence dans cette région, et surtout dans le Byasè, de nombreux réfugiés du Kawa le gênait certainement et il souhaitait les éloigner. Il songeait peut-être aussi à ouvrir une nouvelle piste, en pleine forêt, pour réunir le Mau aux Samoriens qui se trouvaient encore dans le Gizimay, sur la route de Monrovia que venait juste de perdre Dyaulé-Karamogho. Sur ce plan, l'opération annonçait la manœuvre désespérée de 1898 pour laquelle Samori demandera conseil à Morifiñdyā. Toutes ces raisons n'expliqueraient cependant pas une affaire aussi risquée, si son objectif principal n'avait pas été alimentaire. Il s'agissait de saisir les vivres que les Dā accumulaient dans leurs montagnes inaccessibles, afin de pourvoir les sofas pour la retraite qui s'annonçait.

La colonne passa donc le Bafiñ à Bāndyaso, saisit Glāgwali (en dyula, Gbafeso) et détruisit tout le Byasè (87). Ravitaillée par les gens du Pléplé, elle s'enfonça au cœur du massif, chaos inextricable de montagnes abruptes et couvertes de forêts. Razziant ainsi le Sighiplé et le Yézé, Morifiñdyā arriva à Wa, sur les rives du Yu (88). Il y trouva un pays vide, car les réfugiés du Karagwa étant passés sur l'autre rive après avoir coupé le pont de bois de Trōnkoplé (89).

Les pluies diluviennes imposaient un prompt retour et Morifiñdyā s'y résigna. Il passa quelques jours à Nēmplé, négociant avec le chef du Guru, Lizo Saulé (90). Celui-ci ouvrit la route et les sofas se hâtèrent à travers le Végwi (Sānta) pour rejoindre les terres des Dyomandé à Dwé (91). Ils y libérèrent leurs auxiliaires du Mau, car Morifiñdyā ne voulait pas retourner à Ngāwé.

Samori venait enfin de l'appeler dans l'Est. Au lieu de suivre les pistes habituelles, il avait décidé de gagner Séguéla en faisant un nouveau raid forestier. Pendant qu'un lourd convoi emmenait ses bagages à travers les savanes du Worodugu, Morifiñdyā quitta donc Dwé à la tête d'une colonne légère avec l'intention de saisir les stocks de vivres des Guro (14 août 1894). Il traversa d'abord le pays des Wē du Gusé qui allaient payer tribut aux Dyomandé jusqu'en 1898.

Ces derniers allaient ainsi rester livrés à eux-mêmes, mais les menaces qui s'accumulaient dans le Nord et les réfugiés qui encombraient le Mau ne leur permettaient guère de poursuivre leur rêve de conquête (93). Le vieux Samuka mourra d'ailleurs durant l'hivernage de 1894 et personne n'avait l'autorité nécessaire pour lui succéder. Son fils Duga, qui le remplaça aussitôt à Gbèlo, voudra s'imposer au Mau, mais il se heurtera aussitôt à Kyèsèri et à Kamori Bāmba qui avaient quitté Morifiādyā à Mānkono et rentraient au pays. Bien que Kyèsèri, installé à Dwé, devait surtout s'occuper du Bafinko, il subira l'influence de Samori et celui-ci le poussera à s'imposer comme chef de tout le Mau. Swakyè et Lōngoma seront incapables d'arbitrer car ils se consacraient à maintenir les Dā sous leur joug.

Puisque les amis de Samori s'élevaient contre lui, il était naturel que Duga recherchât l'appui des Français, qui étaient des voisins depuis leur installation à Bèyla. Ce pays divisé allait donc s'offrir un fruit mûr au colonisateur et on ne peut s'étonner du succès du sergent Tyègmogho quand il se présenta avec une modeste patrouille en décembre 1894.

* * *

Les événements médiocres ou routiniers que nous venons de passer en revue entre les sources du Niger et celles du Sassandra ne se distinguent guère de ceux qui s'étaient déroulés dans le même cadre avant la Révolte. On comprend qu'ils aient donné aux autochtones le sentiment d'une restauration intégrale de l'Empire, au point de décourager généralement les opposants les plus endurcis. Au fond de ce cul-de-sac forestier, on n'ignorait sans doute pas la pression des Français, mais l'imminence de la marée coloniale n'y sera comprise que fort tard. Plus au nord, sur les routes de l'Ouest que nous allons à présent étudier, la restauration samorienne avait adopté au contraire un style qui la distinguait profondément de l'ancienne conquête. Toute la vie sociale y était désormais soumise à la préparation d'un combat qui allait être livré avec résolution, même s'il était visiblement sans espoir.

NOTES

(1) Sidi-Baba détourna l'attention en marchant sans se presser par Dantiliya et Mafindi Kabaya, qui était alors en ruines, puis en longeant la rive gauche du Niger par Dumbafin et Kolatu. A Bāndakoro, le chef du Bōmbodu s'empressa de boire le dègè. C'est là qu'il fut rejoint par la colonne de Bilali qui accourait de Héerèmakono en longeant l'actuelle frontière de Sierra Leone (par Gbètuya, Sōngoya, Furuburiya, Sāmbudu).

Les deux colonnes se regroupèrent à Stramanyā pour traverser le Niger. Bilali, poussant pas Berwa, trouva le Māmburudu évacué : son chef, Dyiiba-Mara avait rejoint Misasoro avec toute la population. De son côté, Sidi-Baba passa le fleuve très en amont, à Furubuya (10° 36' W — 9° 17' N), puis poussa à travers les montagnes vers Yarawalla (10° 31' W — 9° 13' N) comme s'il voulait isoler Bāmbaya par le sud. A ce moment, Misasoro s'enfuit vers l'Est, en laissant quelques hommes surveiller la marche de l'ennemi [7, 205, 207].

(2) La razzia sur Dānkaldū fut dirigée par Sidi-Baba en personne. Il passa par Mānsundu où il fit boire le dègè à Tāmbasunda, chef du Kooma. L'une des femmes de Misasoro prises à Dānkaldū portait sur le dos un bébé qui deviendra notre informateur : Tawasèli Māsarè. Sidi-Baba la libéra et l'envoya à Broadu dans l'espoir qu'elle convaincrait son époux de se soumettre. Malgré son insistance, elle n'y parvint pas.

Bangali Kamano, chef de Dānkaldū but le dègè au nom de son père Fondyé, trop âgé. Il allait s'enrôler chez Sidi-Baba et commandera jusqu'en 1893 une troupe de partisans [184, 185].

(3) Pour cette campagne de Bilali, on se reportera au chapitre III ci-dessous.

(4) Sidi-Baba avait marqué une pause à Broadu, mais il en repartit bientôt par Uladé, pour attaquer Farândala. Le chef de ce kafu, Fakāngbo Mara, annonça aux envahisseurs qu'il venait de renvoyer Misasoro, puis il descendit à leur camp pour boire le dègè en personne alors qu'en 1887, il s'était fait représenter par son frère [180].

Un soir, en apprenant l'approche des sofas, Fakangbo avait convoqué Misasoro pour l'avertir qu'il ne pouvait plus le protéger. Le proscrit s'était enfui en pleine nuit, vers l'Ouest. Il passa la Mafintsa à Kuryadu, puis se dirigea vers Kalakirdu et Lélèsa. Les Samoriens le rattrapèrent au gué de la Malo, puis à Bâfélé (Kolunkala), enfin à Bāndadu, dans le Dukono méridional (10° 32' W — 8° 58' N). En ce point, les fuyards n'échappèrent qu'après avoir repoussé la cavalerie qui les serrait de près. Ils repassèrent la Malo et se trouvèrent à Ulako, sur le territoire des Lélé de Yarkuldu. Fanyama Traorè les installa alors à Dānkwédu, au sud de son commandement, sur les frontières du Lēngo-Bāngo.

Quelques semaines plus tard, des émissaires de Sidi-Baba se présentèrent pour inviter le vieux chef à rentrer à Bāmbaya. Pour toute réponse, Misasoro tua cinq d'entre eux et renvoya le sixième avec la main droite coupée [207, 187]. C'est seulement en décembre 1892 que Misasoro sera rejoint par les conquérants et devra fuir au Kono (ci-dessous, note 48).

(5) Après le combat de Bāndadu, Sidi-Baba, croyant que les fuyards étaient dans l'Ouest, avait traversé la Mèli et enlevé Kōndéwa, résidence de Faso-roko Koomano, chef des Kisi de Toli (Sierra Leone). Celui-ci demanda asile à Bāmbafara de Mānsō, chef des Kurānko du Kulo. Il réoccupa cependant son village car les sofas s'étaient éloignés vers le Soadu.

A l'approche de la troupe qui chassait Misasoro, le chef du Dukono méridional, Sāndi Kamano, de Bâfélé (10° 27' W — 9° 02' N) avait fui à l'ouest de la Mèli. Il s'installa chez les Kono du Lè, à Dugbu, près de Sayama. Toute la population le suivit, si bien que le Dukono méridional resta désert jusqu'à l'hivernage de 1893 [185].

(6) Sagbè-Mamadi Turè accompagnait Sidi-Baba à Farāndala. Après son départ, il séjourna quelque temps chez Dēña Kèita, à Dēmbayara où il leva des hommes pour Héérémakono. A leur tête, il allait rejoindre Samori par Firawa et Kérwané. Sur ce personnage, 1^{re} partie, chap. IV - C, note B, et ci-dessous 4^{me} partie, chap. III.

(7) Le chef de Sarafiñyā, Gbayā Kolono (= Ularé) avait attaqué un bolo qui entra dans son village après avoir brûlé Kamarugbā [7, 205]. C'est à la suite de cet échec que Sidi-Baba réclama des renforts et Fasinet, l'agent de Benty, atteste que Bilali lui envoya une colonne en août. Cet effort ayant été insuffisant, le kèlètigi décida de mobiliser les gens de Kalyèri, mais il se heurtera à un refus du chef Sayō - qui avait trop à cultiver - (vers octobre 1891). Cet incident est à l'origine de l'insurrection du Nord (voir chap. III, ci-dessous).

(8) Kaba Māsèno s'était retiré à Sānto après la chute de Kubikoro. Il y gardait les troupeaux de Misasoro. Quand Sidi-Baba l'eut surpris, il erra plusieurs jours dans la forêt de Kamarugbā, dont la cavalerie ennemie gardait toutes les issues.

Après sa capture, son fils Nōko, qui tenait encore la brousse, envoya un émissaire à Sidi-Baba : « Ne tue pas mon père, nous allons tous nous rendre. »

Kaba sera gardé en otage chez Bilali à Héérémakono. Il prendra la fuite à Mānsō, en février 1893, en pleine débâcle des Samoriens, pour rejoindre Misasoro dans sa retraite du Kono [204]. L'année précédente, à l'approche de Bilali, Fānkarān-Kulako Kuruma, chef de Forékonya, le village qui ferme vers le nord l'accès du Kulo, avait placé des sentinelles, afin d'évacuer le pays si les sofas se montraient. Personne n'était venu. Cette fois, Kamā Ularé de Mānsō (Sierra Leone, 10° 39' W — 9° 04' N) décida de boire le dègè pour tout le Kulo quand il apprit la prise de Kaba [206].

(9) La frontière méridionale des sofas allait désormais inclure, jusqu'en 1893, les kafu suivante : Nyèni (mont Loma), Nèya (Nègèya), Saradu, Kulo, Soadu, Dukono (Nord seulement), Lélé de Kunté, Farāndala, Bēndikoro, Kundyā (frontière des Kisi du Farmaye).

Le Kono restait entièrement en dehors du domaine samorien.

Le petit pays Kisi du Toli (Kōndéwa) ne paraît pas s'être soumis, pas plus que le Dukono méridional, mais son hostilité n'était pas active comme celle des Lélé de Yarkuldu et, dans une certaine mesure, celle de Tānkolto.

L'obstination du Yarkuldu s'explique sans doute par le soutien de Dyigbo que l'appui des Tyogbufèy faisait redouter de tous (voir ci-dessous note 18). Fanyama, chef de ce kafu, sera tué en 1896 par Sidi-Baba, agissant cette fois comme agent des Français [187].

(10) Ainsi le Firawa envoya un contingent commandé par Sallo Koomano pour soutenir les combattants du Maafélé [132, 144].

(11) Il n'est pas possible de préciser davantage la chronologie de ces ruptures. Le mouvement commença en mars-avril avec la défaite de Sidi-Baba à Tānkolto, et se poursuivit avec la révolte des Kurānko en juin-juillet et l'évacuation du Sānkarā en août. Les Lundi, qui se trouvaient sous le contrôle direct de Dēmbayara, ont dû imiter les Kurānko, et les Kisi en ont probablement fait autant.

(12) Ci-dessus, 2^{me} partie, chapitre I, H, 1 et chapitre IV, C, 2. La vieille vendetta qui divisait les descendants de Fadaka ne s'était évidemment pas apaisée après la chute de Korodu. Sépé étant mort peu après sa défaite, plus personne ne contestait la légitimité de Bura, comme gardien du culte, dans la forêt sacrée de Mara. Personne sauf cependant son neveu, Kisi-Kaba, qui voulait à présent donner la place à son père Silimani. Il réussit à convaincre Mori Sulēmani que Bura complotait et celui-ci fut envoyé, enchaîné, à Samori. Il rentra de Bisāndugu, pleinement justifié, un peu avant la guerre de Sikasso. Sulimani lui rendit aussitôt ses fonctions car il avait été nommé irrégulièrement, sans l'élection rituelle qui incombait dans la forêt sacrée de Mara, aux chefs de segments du lignage. Bura et Silimani moururent tous deux peu après, alors que la Grande Révolte battait son plein. Les vaincus de 1882 firent alors bloc pour faire élire Farafélé, le fils de Sépé. Mori Sulēmani soutint bien entendu la candidature de Kisi-Kaba et celui-ci l'emporta grâce à l'appui de Sukuru Lēno, de Kēnēma Pompo (Kisidougou), qui était alors le notable le plus influent du Farmaya. Il convoqua les électeurs « sous son kolatier » et fit élire Kisi-Kaba. Les opposants provoquèrent alors une violente bagarre qui fit plusieurs tués. Ces événements se passaient environ un an avant la mort de Mori-Sulēmani soit vers le début de 1889. Kisi-Kaba, chef coutumier du Farmaya, se trouvera bien placé pour prendre en main le pouvoir effectif après le décès de son père adoptif (1890).

L'élection des chefs allait désormais se faire dans la forêt de Kēnēma Pompo et non plus à Mara, selon l'antique tradition [142, 144, 145, 148].

(13) Les défections les plus graves furent celles de Wéndé Lāñ, dont le nouveau chef, Famunu Tinkéano, prit une attitude ouvertement hostile. Celle de Kyēmāsa Dyallo à Gbāngedu, de Tāmbaso, à Bēndu Millimu et de Kundo ou plutôt de son frère Masato à Gbāmba sont également significatives mais ceux-ci songeaient surtout à se défendre car on leur reprochait d'avoir aidé Mori-Sulēmani. Kundo, en 1891, refusera toute aide à Sidi-Baba, ce qui prouve que la rupture était définitive [158]. De 1888 à 1893, le Farmaya ne disposera que d'une modeste tête de pont au sud du Nyādā, grâce à Buyé, où Kyokyurè se maintenait et parvint même à garder Broadu. On peut y ajouter Fērmēsadu Pompo où Fabindī Tinkéano allait rester inerte jusqu'à l'arrivée des Blancs [153, 154].

(14) Il y eut bien, durant la Révolte, une attaque des Kurānko contre le Farmaya (début de 1889?), mais ce ne fut nullement une tentative pour punir la fidélité du Bunduka. L'épisode montre seulement que chacun voulait à nouveau se faire justice soi-même, comme c'était le cas avant l'organisation de l'arbitrage samorien. Il s'agissait cette fois d'un antique litige, qui avait déjà causé une guerre entre les Kouranko du Wori et les Kisi de Dāndadu [Dāndadu in A.O.F. Kisidougou]. Il portait sur la chasse nocturne aux petits oiseaux, dans la plaine du Nyādā. Dāndadu, peuplé de lignées Kurānko assimilées de longue date aux Kisi, est le village le plus septentrional du Farmaya. Durant la saison sèche de 1888-1889, son chef, Dāndu-Misa Traorè, fit procéder à cette chasse collective à la grande indignation de Fagbō Māsarè, chef de Bāmbaya, qui obtint l'aide de Kolakolé Kuruma d'Oso-Kuruma et de Soeowali de Dyalakoro. Dāndadu fut brûlé et renonça à ses droits de chasse. L'affaire rebondira sous l'administration française.

(15) Dès son arrivée, Fasèkè, de Masakuñdu-Kundyā, se soumit à Kisi-Kaba, pour échapper au pillage des Kurānko. Plus au sud, le nouveau chef de Gbēninkoro, Yaforè Māsarè, avait soutenu le jeune Kōndané Tolno de Maèro contre le chef du second quartier, Nkosa Tinkéano. Profitant de l'approche des Borifiñyā-Dyiliba, Fabindī de Fērmēsadu expulsa Kōndané qui se réfugia à Dunama-Saadu, dans le territoire de Kōngola. Il en reviendra seulement en 1893, avec l'autorisation du capitaine Valentin. Yaforè renonça à Maèro et se soumit.

En revanche, Kumbasara Traorè, qui venait de prendre le commandement à Kōngola-Lundi se retrancha dans les montagnes. Adossé à Tānkolto, il allait garder son indépendance jusqu'en 1893, sans être attaqué [154, 177, 178].

(16) Les Samoriens étaient accompagnés de guerriers du Farmaya, sous les ordres de Kisi-Kaba et de Sulēmani Savané. Ce dernier est, bien entendu, le « Sulēmani Saganogo » dont Besançon nous fait savoir, le 22 août 1890 qu'il a été battu par les Kisi. Le 27 septembre 1891, il évoque à nouveau cette affaire en orthographiant bizarrement le nom du chef sofa : « Bourifina Diguiba » (Dakar 1 D 169). L'événement a dû se produire vers la fin de juillet. La tradition orale confirme que la saison des pluies était déjà établie [139] [7, 140, 141, 142, 144].

(17) Contrairement à ce qu'écrivait Valentin, Sulèmani Savané, fils de Mori-Sulèmani ne reçut pas en 1890 le commandement du Farmaya et n'eut donc pas à le céder à Kisi Kaba du fait de son incompetence et de sa faiblesse de caractère. On a vu que le vieux Bunduka n'a jamais exercé qu'un pouvoir de fait, qui devait s'éteindre normalement à sa mort. Quant à Kisi Kaba, il ajoutait seulement le prestige de chef de guerre, qui lui était personnel, aux fonctions coutumières attribuées par l'élection. Sulèmani (Ismaila) était simplement le chef de la communauté dyula de Mara, ce qu'il restera jusqu'à sa mort [142, 144].

(18) Voir ci-dessus, 2^{me} partie, chapitre VI, pour la carrière de Kai-Lundu, fondateur de la chefferie de Lua-wa et pour la tactique originale à laquelle il devait ses succès. Jusqu'à sa mort, en 1895, il entretenait de bonnes relations avec le chef du Lèngo-Bèngo, Dyigbo de Kundu. Son vassal, Kafèla, de Kènèma-Wèndé, suivit la même politique jusqu'en 1894-1895, quand il commença à intriguer avec les Français de Kissidougou. C'est par son intermédiaire que Kai-Lundu loua à Dyigbo, vers 1888, une troupe de « longs couteaux » (Tyogbufèy), commandée par Sako Kòndyano. Tout en se mettant au service des chefs qui les payaient pour régler leurs querelles locales, ces mercenaires avaient pour but principal de faire de nombreux captifs, qu'ils envoyaient dans le Wèndé, ou derrière le Makhona, pour grossir les hameaux de culture de Kai-Lundu et de ses vassaux.

Dyigbo les utilisa d'abord à l'ouest de la Mafintsa pour contenir les Lélé qui avaient récemment détruit Bolodu. Les Tyogbufèy, quittant leur camp de Bèddu, contournèrent Yarkuldu par les montagnes et s'embusquèrent à proximité de Kunté. Dans l'une de ces attaques de nuit, qui faisait leur renom, ils enlevèrent le quartier de Kòngola, et en déportèrent la population. Yirakuti Trèorè, surpris, ne put rien faire car il ne disposait plus de l'appui de Samori. Bolodu fut bientôt reconstruit par Tékuda Kamano [186, 187].

Après cette escarmouche contre les avant-postes des Samoriens, Dyigbo envoya ses mercenaires détruire le gros village de Tèmèsadu, derrière la Mafintsa, ou plutôt le quartier Toli, qui rejetait sa suprématie. Ce travail fait, Sako installa un camp de guerre à Kwakoro (canton de Tèmèsadu, Guékédou) et chercha de l'emploi. Il en trouva d'abord, auprès de Masa-Hundo, le chef de Kòngolomusa, qui poursuivait la guerre contre Ntyétyè Tolno depuis l'échec de Mori-Sulèmani. Plus heureux que ce dernier, les Tyogbufèy détruisirent Bagbé, et tuèrent Blikondo, fils de Ntyétyè. Le Wèndé, derrière le Day, se garda d'intervenir (Sumdu, Bèndu). Son chef, Syòmbo, conclut même une alliance avec les envahisseurs [188 à 190].

Il est remarquable que Sako Kòndyano, qui venait d'intervenir contre les Lélé samoriens à l'ouest de la Mafintsa allait désormais travailler presque exclusivement pour d'anciens alliés de Mori-Sulèmani. Il ne s'agissait évidemment pas d'un choix politique, mais du jeu naturel des alliances locales, toujours prêtes à demander l'appui d'une force étrangère.

Les Tyogbufèy furent vite sollicités par Salamana Tôngino de Millimu Pompo, par Kândé Kunduno, de Tinkéa et par Yabèlo Yòmbuno de Gbèlo. (Le renseignement administratif selon lequel ils auraient attaqué Gbèlo, provient d'un malentendu. Cette chefferie avait été détruite par une colonne Kono, du temps de Tamba-Kislya Kamano, vers la fin du XVII^{me} siècle. C'est à cette occasion que les Yombuna y prirent le pouvoir). Appelé par Salamana, Sako transporta son camp à Millimu en brûlant au passage Kama, sur les bords de la Day. De là, il détruisit aisément le groupement de Yèndé-Millimu, qui se relevait à peine de l'agression du Farmaya. Masauri Millimuno se réfugia en terre de Walto, à Koma. Le sort du Toli fut réglé tout aussi vite. Les assaillants, cachés de jour dans la forêt de Kpèykadu, enlevèrent en une seule nuit les trois villages (Tofodu, Kyèto, Toli) dont ils déportèrent la population. Kinyama Kamano s'enfuit de nouveau à Kosa [191, 168, 169].

Après deux mois de séjour à Millimu, Sako se transporta plus à l'est, au Tyèfara. Yaraduno de Sàngbawali poursuivait son éternelle querelle contre Kòndyadu (possession des rizières de Kènèmani, compliquée par des enlèvements de femmes). Les Tyogbufèy s'avancèrent le long de la Lambi et trouvèrent les gens de Nyina-Masa (Tingi) rassemblés à l'est du village avec des renforts de Yèndé-Lāñ. Ils les écrasèrent et Kòndyadu fut détruit, tandis que la population se cachait dans les grottes de Yèndé.

Sako, installé désormais à Tinkéa, chez Kândé, épargna le Kosa mais il lança ses hommes dans les montagnes qui entourent Yèndé-Lāñ. Ce village fut détruit, son chef, Tondo Tolno, s'étant caché dans une grotte, et Fòndé Bèngu (1 km. au Nord-Est) connut le même sort. Maaauri Tolno fut en revanche laissé en paix à Bèddu [166, 167, 170].

Ensuite, poussant dans le Kama Bélyan, les Tyogbufèy enlevèrent toute la population de Maa (9° 16' N — 10° 02' W). Yaboso Kamano s'enfuit à Walto d'où Lasimò viendra en sa compagnie reconstruire Gbasa vers la fin de 1890, l'année de la guerre de Nèngbèda.

Les envahisseurs s'en prirent enfin à Walto et détruisirent Kèlèdu au pied de la montagne (sur l'actuelle route de Guékédou) [155]. Après quoi, Sako et ses hommes rentrèrent au Lèngo-Bèngo avec des milliers de captifs,

dans le courant de l'hivernage de 1889. Ils ne devaient jamais revenir. Les difficultés intérieures qui marqueront les dernières années de Kai-Lundu et les guerres continuelles entre Mëndé suffiront désormais à leurs activités. Et puis l'intervention britannique était proche. Le 7 avril 1890, Alldridge plaça le Luawa sous protectorat britannique.

En quelques mois, les Tyogbufèy avaient cependant terrorisé et dépeuplé de vastes zones du pays Kisi. Le Toli, le Kōndyadu et le Yëndé mettront des années à s'en remettre.

CHRONOLOGIE. — Il y a accord des traditions sur l'époque du raid des Tyogbufèy, entre la révolte Kurānko de 1888 (isolement de Kunté) et la guerre de Nēngbèda en 1890-1891 (intervention de Kōndyadu et de Yëndé contre Sana-Uilé). Ce dernier événement aurait eu lieu durant la troisième année après la venue de Sako [166, 167, 172], ce qui est vraisemblable, puisque le Kōndyadu et le Yëndé seront assez rétablis pour se trouver en état de combattre. Il paraît donc nécessaire de le situer dans la saison sèche 1888-1889.

(19) Kosilā aurait à ce moment détruit certains villages du Firawa, notamment Farawonidu (non identifié), Lāwa et Kongola. [A.O.F. - Kérouané] [128, 132].

(20) Sana-Uilé Kōndé, originaire de Dalanyā (Basāndo de Kankan) et longtemps porte-chaise de Samori, avait combattu sous les ordres de Manigbè-Mori puis sous ceux d'Alfe avec qui il avait rejoint Dyaulé-Keramogho au retour du Folona [10].

Le Firawa, où Kōnkèlēmbe venait de remplacer son père Yāmba, contrôlait toujours le Kwēnto et, moins directement, le Millimu-Dōndyā (chef : Tāmba-Yirya) et le Sānga Sāndiya. Le Wéndèkyé se rallia dès la prise de Kosilā (chef : Yongomēndu). Plus au sud, Farèkèlè de Banama (Kooma) avait aidé, dès la fin de 1889, Gbamè Millimuno à reconstruire Téléboya. C'est le seul chef dont l'attitude pro-samorienne était demeurée invariable, même pendant le siège de Firawa [130, 132, 124 à 126].

(21) Kosilā résista et ne tomba qu'après un siège (début de 1890). Avec lui furent détruits Gbānda, Wāngèy et Kakèdu [Kahédou]. Sakamu Meno trouva refuge au Télèbodu-Kurānko, dont le chef, Manga Sano l'installa à Bāndeya, sur la haute Wau. Il n'en reviendra qu'en 1894, après l'arrivée des Français. Jusque-là, le Kosilā restera désert [128, 97].

(22) Dans le Falanko, les captifs libérés ne reconstruisirent pas Masafīndu. Ils s'installèrent dans le site montagneux de Kuluba Forès, trois kilomètres au nord de Muninkoro [A.O.F. - Macenta]. Lors de la révolte de Firawa, ils passèrent en pays Toma à Watānka (Wotumey) d'où ils ne rentreront qu'en 1890 [100]. A Fèrèsadu-Bāndu, Yome Kamano se soumit de bon gré à la suite d'une visite de Kōnkèlēmbe. Il paraît avoir tenté, sans succès, d'entraîner les Samoriens [134].

(23) Kōnkèlēmbe alla visiter Dyaulé-Keramogho à Fèrèdu et lui demanda de lui confier des fusils s'il voulait qu'il lui procure des captifs [132].

(24) Destruction de Dakadu, Kavedu [sur la route moderne de Banama, anonyme in A.O.F. (Kérouané) — 8° 09' N - 9° 52' W], Fonyadu, traversée de la Koku, Koladu, Yaradu et Masadu. Konyā-Sèaègbay et ses gens s'enfuirent à Kudu où ils resteront jusqu'en 1893. A Kudu, Fabela Tolno venait de remplacer son père Tāmbatora [127, 132, 131].

(25) Ntirè Ifono avait vu les captifs rentrer à Bardu et il se trouvait trop compromis avec Dēnda-Soghoma pour se joindre aux Samoriens. Il se retira donc dans le Bōngoro, chez Tōndo Tolno de Nēngbèda [Ninguebeya in A.O.F.-Macenta]. L'année suivante, à l'approche de Sana-Uilé, il allait fuir à Sagbā, dans le Piyoteyèndo (chef : Dānka Lēno) [137, 171 à 174].

(26) Le mont Kodu est situé immédiatement au sud de Kundyā [Kouridian in A.O.F. - Macenta]. Parmi les réfugiés se trouvaient les gens de Saldu (Sadu), Simbya, Kundyā, Loddu et Kumasā. Les autres villages du Tinki avaient déjà fui derrière la Wau. Parmi les chefs, Kotu Wéndéno de Saldu, Kélwa-Kundo Millimuno, de Kumasā, et le vieux Nyagba Tinkéano, de Loddu, qui dirigeait la résistance. Celle-ci aurait duré trois mois — ou huit — selon les informateurs [133, 136]. Elle semble avoir occupé la fin de la saison sèche 1889-1890. Finalement, Lēngbè feignit de se rendre et annonça que, le lendemain, les vaincus iraient à Loddu pour déposer les armes. Les aofas les laissèrent sortir sans méfiance et ne purent les empêcher de filer vers le Sud.

La population réoccupera le pays jusqu'aux rives de la Wau en profitant de la révolte de Firawa, en 1892 [135 à 138].

Plus au sud, les sofas, violant le territoire de Bôngoro, avaient cassé Maakolô et décapité son chef, Kêmasa Tolno. Le petit-fils du mort, Fâmbèy, avait trouvé asile à llwadu, dans le Kwêmèyi et il n'en reviendra que trois ans plus tard, à l'arrivée des Français [176].

Kônkèlèmba offrit à Samori cent captifs pris à Kodu [132].

(27) La chronologie de ces événements paraît sûre. Les traditions orales sont d'accord pour les répartir sur deux saisons sèches. La première correspond alors à la fuite de Bèndu lfo et au siège de Kodu. La seconde à la guerre de Nêngbèda, interrompue par l'entrée des Français à Kankan (1890-1891) [136, 137, 172, 174].

(28) Sana-Ulé et Kônkèlèmba marchèrent par Wèndàkyé et Bardu, pénétrèrent dans les montagnes à Sagbè (Kama) et débouchèrent sur le versant de la Kau vers Tôngi. Trouvant Mafindu et Bôngoro évacués, ils marchèrent droit sur Nêngbèda. Sosowali les y rejoignit avec les guerriers de Dyalakoro [132, 172, 109].

(29) Sana-Ulé ne manquait pas de prétextes puisque l'alliance de Bôngoro hébergeait depuis des années les réfugiés du Kwêmèyi et venait de recevoir ceux de Bèndu-lfo. Le but principal était, bien entendu, de faire des captifs, au moment où Samori en réclamait un grand nombre pour reconstituer son armée. Telle est la version du vieux Sallo, fils de Kônkèlèmba. Ce dernier avait préparé diplomatiquement la campagne, et aurait obtenu des promesses formelles de deux grands chefs du Sud. Le premier était un Toma, Tumbé-Dobo, de Krîma (Uzyamay, sur la Boya, affluent du Makhona) qu'une vieille vendetta opposait à Bongoro. Son père, Kosoba Kôndyano, commandait le village Kisi de Solo, quatre kilomètres à l'ouest de Bongoro, mais Safîma-Kawèy l'avait détruit et le jeune Tumbé avait été adopté par Kaboro, de Krîma, dont la mère était captive. Malgré sa haine de Bôngoro, il ne tiendra pas sa promesse à Sana-Ulé. Tumbé sera plus tard l'un des principaux lieutenants de Kowo Kwèavogi dans sa lutte contre les Français [132, 171 à 173].

Yabèlo Yombuno, de Gbèlo, malgré ses vieilles relations avec Mori-Sulémani, ne sera plus fidèle. Selon Sallo, il avait pourtant invité Sana-Ulé à détruire Bôngoro et Kôndyadu car il était constamment en conflit avec ces groupements pour la possession de la région de Kènèmani et Dômba. (Actuellement encore, ce territoire qui dépend de Guéckédou s'enfonce en doigt de gant dans le domaine de Kissidougou). On a vu qu'il avait appelé contre eux les Tyogbufèy, à peine deux ans plus tôt (note 18) [191].

(30) Safîma-Kwèy Lèno s'installa à Sèyâ [Séan in A.O.F. Macenta]. Le chef de Mafindu, Dingyalè Wèndèno, fut reçu à Sagbè (Piyotayèndô) où lui naquit un fils qu'il baptisa Sana (« exil ») en commémoration de l'événement. Les réfugiés de Bèndu-lfo l'accompagnaient, tandis que ceux du Kwêmèyi suivaient Safîma.

Le chef de Gbèrèdu, Faya-Osambè Millimuno, les hébergea malgré le souvenir d'une guerre récente. Tous les villages furent réoccupés pour les récoltes, à la fin de 1891 [174 à 176].

(31) La défense était dirigée par Tôndo Tolno, le chef de Nêngbèda.

On signale des harcèlements des gens de Kosa (chef : Faya Wèndèno) de Yèndé (chef : Masauri Tolno) et de Kôndyadu. Ce dernier, Nyinama-Tingi Kagbaduno était spécialement visé, dans la mesure où Yabèlo inspirait encore l'offensive samorienne. Sana-Ulé fit savoir aux assiégés qu'il n'en voulait qu'à Nyinama et qu'il leur offrait de le suivre jusqu'à Kôndyadu pour y partager le butin. Tôndo tombe dans le piège. Il exigea seulement la présence comme témoin de Dônga Yaraduno, chef de Dômba et vassal de Gbèlo. Au jour dit, les bœufs du sacrifice qui devaient sceller l'alliance, étaient prêts et Tôndo sortit avec ses hommes. On leur demanda de déposer leurs armes pour procéder à la cérémonie et ils furent aussitôt saisis et décapités en compagnie de l'imprudent Dônga. Cinq cents personnes au moins auraient alors été prises [132, 166, 170 à 172].

(32) Archinard ayant déclenché les hostilités en franchissant le Niger le 2 avril, Sana-Ulé a sans doute été averti une semaine plus tard. Beaucoup de captifs furent vendus à bas prix par des sofas pressés. Kônkèlèmba en envoya soixante-dix à Samori [132].

(33) Sana-Ulé était parti pour le Milo en laissant à Fèrèdu Bilali Doghomeni (= Bileli-Ni = le petit Bilali) avec une très faible garnison qui comptait beaucoup de recrues du terroir, comme Uriya-Brèma et notre informateur Tyèulé, deux Dyaora de Fèrèdu [105].

La crise commença en janvier 1892, quand Mâsô-Fèrèma Turè, un cousin de Samori (fils de Fodé, jeune frère de Laafiya) se présenta avec une forte colonne, comptant paraît-il trois cents fusils à tir rapide. L'installation dans le Nyumamându de deux femmes de l'Almami et d'une grande partie de la Cour, qui évacuait Kérwané, révéla à beaucoup l'imminence du danger français.

(34) La tradition locale regroupe parfois, mais à tort, l'exécution de Sosowali et la mort de Dēnda Soghoma, qui eut lieu un an plus tard. Le meurtrier du premier était Farafiñ Konaté, lieutenant de Bilali-Ni, qui ne bougea pas de Fèrèdu. Farafiñ se présenta amicalement à Dyalakoro pour inviter Sosowali à visiter Samori. Le chef, sans méfiance, quitta le village en sa compagnie. Dès qu'ils furent en brousse, il fut abattu à coups de flèches. Selon la tradition, Sosowali portait en haut du crâne une longue tresse de cheveux qui le rendait invulnérable. Les trois premières flèches rebondirent donc sur son corps, mais un traître avertit les meurtriers qui coupèrent la tresse et la quatrième flèche perça Sosowali [109].

Le fils du mort, Kura-Musa s'enfuit aussitôt chez les Kisi de Kintimbaya, dans le Kudu. Il enverra des renforts à Firawa mais se retirera à Moyani, dans l'Odāñ à l'approche de Ténénso-Kaba. Quand l'Odāñ tombera, il réussira à fuir au Falānko et demeurera à Mantranya jusqu'à la fin de 1893 quand le capitaine Valentin lui rendra le commandement de son père. Kura-Musa sera suivi, pendant tout son exil, par Bundu-Morè Mara, de Kosriya, avec les réfugiés du Mandyardu. Les autres vassaux de son père lui seront moins fidèles. Yirāmba Kuruma, de Sinzinkoro, Yirāmba Kamara de Sirkuldu (Tinki), Fakolé-Ulé Traorè, chef du Kirkabō et Kura-Safèri Kuruma, chef du Nyādā l'avaient suivi jusqu'en Odāñ, mais ils se soumirent à Bilali dès que ce pays tomba [106 à 110].

(35) Kurani-Sori fut arrêté par les soins de Bilali qui envoya son lieutenant Bāndyugu Ularè de Héérémakono à Moriya. Cet émissaire fut bien reçu par le Māsa sans méfiance, qui fut capturé la nuit suivante. Kurani-Sori ne fut pas tué, mais interné à Dyoku-Kuriya, dans le Sèradu. Il s'échappera au début de 1893, quand les sofas fuieront en désordre devant Briquelot [112].

Le Kurānko central s'inquiéta peu de l'enlèvement de son chef. Il est vrai que les insurgés les plus résolus restaient réfugiés au Kulo, malgré la soumission de ce pays à Bilali en 1891. Ils n'en rentreront qu'en 1893. Fakori Mara quitta cependant Dawa et traversa le Nyādā pour demander asile à l'Odāñ. Il suivra ensuite Kura-Musa à Māntranya [111].

Pasisèli à Bambara et Kulako-Yira à Kāmèrèndu devaient être considérés comme fidèles. On ne les inquiéta pas et ils étaient encore chez eux lors du passage de Briquelot [118, 119].

(36) Kōnkèlēm̄ba, qui hésitait à rompre, y aurait été poussé, en sous-main, par les gens de Fèrèdu, à qui il demandait conseil. Uriya-Brēma lui rappela en effet le cas de Sano Mori Kuruma, un important notable de Léro, ancien lieutenant de Sana-Ulé en 1890. Convoqué par Samori à Sanankoro, il venait d'y mourir et le bruit courrait qu'on l'avait empoisonné.

Une défection grave affaiblit d'emblée la révolte. Le premier lieutenant de Kōnkèlēm̄ba était un homme de Fèrèdu, Takōngo Dyara, qui s'était distingué à Nēngbèda. Il refusa de le suivre et rejoignit Ténénso-Kaba pour participer au siège de Firawa [105, 132].

(37) La révolte de Firawa fit aussitôt tache d'huile mais le fidèle Farakèlè à Banama refusa de rompre avec Samori. Son loyalisme fut imité par Gbāmbè Millimuno à Tèlèbodyā et par les gens de Wèndèkyé qui allaient ravitailler Ténénso-Kaba [124 à 126].

Fèrmèsadu et Bardu n'eurent pas de tels scrupules. Ils envoyèrent des renforts sous les ordres de Tāmba, fils de Yoma, et de Fèlamwèy Kamano, chef d'Ilwadu (Kama) [134, 135].

Rappelons que le Koillā, le Musuma et Bèndu-Ifo étaient alors dévastés et déserts.

Les dépendances directes de Firawa (Kwēnto, Tamba Yiria de Dondyā, et Sānga-Sāndiya) l'aidaient, bien entendu sans réserve. Ils n'avaient cependant pas envoyé tous leurs guerriers dans le village et se défendaient à part [130].

Quant au Lé, aux deux Kudu, au Ma et à l'Odāñ, qui avaient rompu avec les Kurānko depuis 1889, mais reprochaient à Kōnkèlēm̄ba de s'être rallié aux Samoriens, ils ne lui fournirent pas d'aide directe. Ils le ravitaillèrent cependant et harcelèrent les arrières de l'ennemi [129, 131, 139 à 141].

Loin dans le Sud, Fanyama Kirka, protégé par ses montagnes, mit le Falānko en état de sécession, massacrant les quelques sofas qui gardaient Māntranya. Les gens de Masifindu quittèrent le refuge de Kuruba-Foria trop proche des sofas de Sōndugu (Sombaya). Leur chef, Téma Kuruma alla demander asile aux Toma de Watanka [99, 100].

Dans l'Est, le chef du Kōndéro, Fafu Koné, inspiré par ses voisins, les Toma du Nyinibu (Kolinka), évacua Waru et se retira à l'extrême Sud de ses domaines, à Panānka dans la boucle de la Makhona. Il y mourra l'année suivante [96].

Ainsi naissaient deux noyaux de dissidence qui pouvaient gêner les communications des sofas avec l'Ouest, mais que ceux-ci, absorbés par des tâches plus urgentes, ne pourront jamais réduire. Ces zones d'accueil allaient recevoir une masse croissante de réfugiés, particulièrement au début de 1893 quand le Kurânko se videra de ses derniers habitants après le meurtre de Dênda-Soghoma.

(38) Malgré le soutien de sa sœur Sarânkèfiyi, Ténênso-Kaba avait tenu jusque-là des rôles assez modestes. Il avait suivi Kémé-Bréma jusqu'à sa mort, puis Fila-Kali, et enfin Morifiñdyâ après la répression du Haut Konyâ. Rappelé sur le Milo, avant son chef, après l'attaque d'Archinard, il avait enfin décidé son beau-frère à le garder auprès de lui. Dans la lutte contre Firawa, il exerçait pour la première fois un commandement indépendant (kèlè-tigi), et il disposait, en dépit des circonstances, de forces assez considérables [10]. Outre Bilali-Ni et Mânsô-Fèrèma, voici les chefs de bolo dont la présence est alors attestée : Sana-Ulé Kôndé, Gbodu-Lânsèy Konaté, Sirafa-Mori Kamara, Séku-Ulé et Tyerna Musa. La colonne fut rejointe par d'importants contingents du Kurânko central, dirigés par Pasisèli du Bâmbarna [105, 132, 124].

(39) La chronologie découle de la convergence de diverses traditions orales et surtout du témoignage de Sallo Koomano [132] qui a combattu durant toute cette campagne. Le siège dura sept mois. Il se termina un mois et demi avant l'attaque du Tukoro (Odâñ) qui eut lieu en novembre 1892. Il commença avant les pluies et se termina avant la baisse des eaux. Il a donc duré en gros du début d'avril 1892 à la fin d'octobre. L'insurrection paraît cependant remonter à décembre 1891 car, à cette date, Kankan signalait que les Samoriens venaient d'être battus par les Kisi. Elle ne pouvait évidemment pas être réprimée tant que les Français attequaient sur le Milo.

(40) Kwënto, défendu énergiquement par Sakèlè Tolno, allait tenir dans sa forêt jusqu'à la fin du siège.

(41) Tambayiriya Millimuno parvint à s'enfuir en Odâñ pendant que les Samoriens détruisaient Sèyâ, Mându et Gbându ainsi que Sândiya. Mandèmba Lèno, de Dându sauva son pays par une prompte soumission. Il avait jusque-là soutenu Firawa, mais il n'avait sans doute pas oublié l'exécution de son parent Hobé par Soowali, qui suivait alors le jeune Kônkèlèmba [132, 129].

(42) Il se retira le long du Gbirima par Kwënto, Bèlèdu et Kinimbaya, en entraînant à sa suite les défenseurs de ces villages parmi lesquels Kura-Musa Mara.

Les gens du Kudu (Yalânkyè) et du Ma (Fèdu) s'enfuirent sur la rive gauche de la Koku. Sâmba Mano venaît de remplacer à Fèdu son père Sândikèlè. Il se replia d'abord sur Kudu, puis sud Walto [137]. Kônkèlèmba arriva en Odâñ au moment où commençait la récolte du riz (fin octobre) [132].

(43) Samori manifesta une grande colère pour l'incapacité de Ténênso-Kaba. On dit qu'il l'aurait fait exécuter sans l'intervention de sa sœur [10]. Bilali-Ni allait rester à Firawa pour surveiller l'installation des gens de Nafadyi, jusqu'à l'irruption de Dargelos en mars 1893 [105].

C'est à la révolte du Firawa que font allusion les renseignements français quand ils parlent des « Kouranko hostiles qui ont coupé Bilali de Samori de mars à octobre 1892 » (Dakar, I G 48).

(44) Partant de Héèrèmakono avec Sidi-Baba, il traversa le Niger à Tiro, puis passa à Nyâforândo, Borokoro, et Moriya. Il franchit le Nyâdâ à Bâmbays et rejoignit à Dândadu l'armée du Farmaya. Il se présenta alors à l'ouest de la forêt dont la face orientale était déjà bloquée par Ténênso-Kaba [7, 105].

(45) Parmi les plus anciens, ceux du Musama (Konyâ-Sèsègbay) puis ceux de Kosilâ (Mânkuli Mara de Gbânda). A ce moment mourut Sona Lèno remplacé par Fauri-Musa. Celui-ci vit arriver en peu de temps des réfugiés du Kurânko (Kura-Musa, Yirâmba-Gbèma de Tinki-Sèrkuldu), puis des Kisi (Kônkèlèmba et Tambayria) [139].

(46) Bilali s'était présenté devant la forêt après avoir brûlé Gbasakôngo (évacué par Samènu Lèno). Le jeudi, il perça, non sans peine, jusqu'à la clairière et s'empara du village. Le vendredi, les sofas prièrent et il y eut une trêve tacite. Le samedi, les défenseurs tenaient encore le sous-bois, mais la résistance s'effondra et ils prirent la fuite. Selon la tactique habituelle Bilali, pressé d'en finir, leur avait laissé de nombreuses issues. Telle est du moins la version de Yalânkoro car, selon Sallo, on tira quatre nuits et quatre jours sans arrêt [139 à 141, 132].

Les pertes des Samoriens avaient été sérieuses. Parmi les morts, on signale Pasisèli Mara, le jeune chef Kurânko de Bâmbarna. Il est vrai que, selon la tradition familiale, il aurait été assassiné par l'un de ses hommes, qui lui déchargea son fusil dans le dos, pendant le combat, à l'instigation de son parent Fagbô Mara. Celui-ci sera proclamé chef par Bilali mais il s'enfuira bientôt à Kouroussa. Il reparaitra en février 1893 comme guide des Français [118, 119].

(47) Dès la chute de l'Odāñ, Sidi-Baba se rendit à Mara où il laissa en garnison Sori-Ulé et Tumanifibi Konaté. Il franchit alors le Nyādā à Buyé et détruisit Wéndé Lāñ, dont le chef Famunu Tinkéano s'enfuit à Millimu Pōmpo (Gbèlo-Guéckédou, il en reviendra à la fin de 1893). Négligéant le massif insurgé de Kōngola-Tankolto, le kèlètigi suivit la vieille route de Mori-Sulèmani. Il épargna Kyésanéy et installa un camp à Karadu. A son approche, Mwoti avait évacué Faèndu et s'était retiré à Walto. Les Samoriens négligèrent Wéndéto et Gbāmba Kundo, qui refusa de les ravitailler, allait deux mois plus tard barrer la route à Bilali. Sidi-Baba franchit la Mafintea près de Sandikodu et s'installa chez Tirakuti à Kunté. Le but de cette colonne était de reprendre contact avec cet allié fidèle, auquel le kèlètigi confia sa mère et sa famille, avec une forte escorte. Il détruisit ensuite Yarkuldu qui défiait les Samoriens depuis 1888 et d'où il chassa Misasoro, avant de rejoindre Bilali. Le chef du Sèradu trouva asile chez celui de Kundundu, dans le Kono (Sierra Leone).

Plus à l'est, Borifinyā-Dyiiba avait suivi les réfugiés à la trace et s'était installé dans l'ancien camp de Mori-Sulèmani à Bèndu-Millimu. De là il fit quelques raids, détruisant Bèylā et Sangalabadu. Il surveillait aussi les montagnards du Yènde et la région de Bardu, mais ces Kisi ne seront molestés que le mois suivant, quand l'offensive française poussera le sofas plus au sud (février-mars 1893) [167, 135].

(48) L'issue était étroite, entre le Là rallié à Ténènso-Kaba et le Farmaya. Saurè Wondèno qui défendait encore Dusadu leur offrit un premier refuge [141]. Kōnkèlèmba s'y était retiré dès le jeudi et Sallo le rejoignit avec l'arrière-garde deux jours plus tard (samedi ?). De là, voici l'itinéraire de la principale colonne de fuyards : Nyādu, Sangbalagba, traversée de la Koku, Mafindi où Kura-Musa et les Kurānko s'en séparèrent (par Kudu, Fèrmèsèdu, Bèndu et le Kwèmyèi, ils allaient se réfugier à Māntranya du Falānko), Woldu où Fatasi Wèndèno les empêcha d'entrer, Kofodu, Gbāngadu, Walto [132].

Il est clair que le site de Walto, où Lasimō tenait bon depuis si longtemps, attirait les vaincus comme un aimant. Les gens de Firawa ne restèrent pourtant pas sur cette montagne surpeuplée. Kōnkèlèmba poursuivit sa route jusqu'à Kosa, où il pouvait mieux surveiller son village et où, en février, il barrera la route aux Samoriens en retraite [155, 132].

Le passage des réfugiés avait semé la panique sur la rive gauche de la Koku dont presque toute la population se joignit à eux. De Woldu, où le chef était toujours Momori-Bèndu Mano, et de Kudu, où Bala Tolno venait de remplacer Tāmba Tora, ils s'enfuirent vers Walto à l'approche de Sidi-Baba, entraînant au passage Bokèy Mano, de Broadu. Quelques jeunes gens restèrent cependant sous les ordres d'Iramba Tolno de Kudu et ils tuèrent en février des sofas fourrageurs. Iramba, arrêté sur l'ordre de Ténènso-Kaba, sera sauvé par l'arrivée des Français [137].

Dans le Millimu (Bèndu), Fāsauri de Nyamāndu hébergeait des réfugiés de Kosilā depuis 1889. Tous s'enfuirent à Yèndé-Lāñ et au Kōndyadu. Les sofas de Borifinyā-Dyiiba s'installèrent à Bèndu dans un village désert [152, 153].

Kyèmasa Dyello évacua Gbāngadu et se retira chez Konyā Koomano, à l'abri des montagnes de Yoro-māndu. A Sāngalabadu, Powènté Tolno évacua le village pour se retrancher dans les cavernes voisines [163 à 165].

Bèylā fuira à Walto seulement quand Borifinyā Dyiiba brûlera le village. Léla et Gbasa ne bougeront même pas [160, 161].

Les traditionnistes de Walto gardent un souvenir terrible de leur village, submergé par les réfugiés qui s'entassaient dans des abris provisoires en sous-bois, en mangeant des bananes encore vertes ou du feuillage. Ténènso-Kaba envoya à Lasimō une ambassade qui lui demanda d'expulser ces gens s'il ne voulait pas qu'on l'attaque, mais il se fit éconduire. C'est seulement à l'approche de l'hivernage que cet énorme rassemblement se dispersera, alors que les Français auront déjà rejeté les sofas au loin [155].

(49) Mānsō-Fèrèma s'était transporté de Fèrèdu à Firawa dès la chute de ce village. Il y installa la famille de Samori et prépara l'accueil des gens de Nafadyi [105].

Komiyā-Ulé commit l'imprudence d'aller d'abord à Sudu dans le Nord du Falanko, où résidaient Gbafara, l'héritier de Dènda-Soghoma, et Bosānsèli Mara, chef de Mènsèliya. Tous deux réussirent à fuir. Le second entraîna une masse de réfugiés à Sāngbawali (canton de Gbèlo, cercle de Guékédou) d'où ils reviendront seulement à l'extrême fin de 1893. Gbafara se rendit d'abord à Māntranya avec la famille de son oncle et Fanyama Kirka leur donna asile à Balasama (cinq kilomètres plus loin). Gbafara, qui ignorait le sort du vieux chef alla alors s'informer chez les Toma de Kulinga, qu'il savait en relations avec les Français. De là, il gagna Kérwané où il se présenta le 12 décembre, pour suggérer à Colonna d'Istria de délivrer son oncle par un coup de main sur Sōnbaya. L'ouverture imminente de la campagne ne permit pas de lui donner satisfaction.

Komiyā-Ulé était arrivé trop tard à Sōmbaya. Prévenu à la dernière minute, Dēnda-Soghoma s'était dérobé vers les sources du Makhona. Il y disparut, mort d'épuisement en brousse, ou obscurément assaasiné. Les longues recherches de son neveu ne permettront jamais d'éclaircir ce mystère mais, pendant des années, le bruit de son retour courra à travers le pays Kurānko [102].

Koyara Sano, de Wurukoro, tenait compagnie au vieux chef, mais il eut plus de chance. Il parvint à Foriya, sur la frontière du Télébodu et du Viginamay Toma (11° 36' N - 8° 53' N). Il y restera jusqu'en 1894 [98].

Komyā fouilla le pays en vain, jusqu'à Gbèsidugu, sur la frontière toma, avant de rentrer, fort marri, rendre compte à son chef. Nous le retrouverons quelques semaines plus tard à Nzapa, dans la vallée du Dyani [105].

A l'approche de Komiyā-Ulé, Mānga-Sano avait pris la fuite avec toute la population du Télébodu. Il installa ses gens à Usukongo, sur les rives de la Haute Dofè, avant de se fixer dans le Falānko oriental. Les habitants du Sēndo suivirent Sēngèrè-Dāmba Sano qui évacuait Worokoro, pour demander asile aux Toma de Gbirizya, dans le Viginamay. Fāntasiri-Mara quitta Yaraya pour Balesama, dans le Falānko, puis il s'enfonça plus loin dans le Sud et se fixa à Lēgbèrēka [Légèlèba in A.O.F.-Macenta] avec la permission de Tumbé Dobo, chef de l'Uzyamey (Orozyaro) [97, 98, 101].

A ce moment, le seul chef du Kurānko oriental qui restât fidèle à Samori était Mān-Saragbè, de Koudu (Musadugu). Ses hommes venaient d'aider à prendre l'Odāñ et la proximité de Nafadyi, renforçait son loyalisme [95].

(50) Alldridge, 1910, p. 318 : « The strangers turned out to be a detachment of his own war-boys who had just arrived with about seventy captives, men, women and children, all carrying loads consisting of salt, palm oil, kola nuts and large brass kettles of american make. These prisoners had been taken at Konkā town (= Kwōnka) in Torma country. »

(51) Vamasè emmena avec lui Dyara, avec les gens de Wanino, mais Kāvāli et les Dyomāndé de Gwākoro refusèrent de le suivre [13, 438 à 443].

Un de nos informateurs, Yowa Dyomāndé de Kuñbèkoro faisait partie de la colonne de Dyara. Il sera pris à Borotu et suivra comme sofa Morifiñdyā puis Kunadi-Kèlèbagha. Il ne désertera qu'en 1898 [440].

(52) Ngamoy est la forme mauka de Kamori, comme Ngèfa celle de Kyèfa [444].

(53) Konā est un quartier détaché de Soula, au pied du mont Lomāndi [A.O.F. : Bèyla]. Dyara avait dirigé le contingent du Kawa à Sikasso et passait pour favorable à Samori. Zānti fut présenté à Morifiñdyā par Kèsè Dyomāndé, de Gwèkān, qui venait demander l'aide des sofas [13, 439, 449].

(54) Les Turé de Sokurala habitaient initialement à Tyēnko où ils étaient venus dans le courant du XVIII^{me} siècle. Ils se disaient originaires de Sidikila et parents d'ailleurs fort éloignés de ceux d'Odienné. En 1890, leur chef était Kāvāli Turé [454].

Les Fadiga sont restés jusqu'à la fin des dyula typiques, particulièrement mobiles. Leur ancêtre Sulēmani, venait de Sāsāmbaya, près de Kankan, et se maria chez les Koné de Gāwé. Il fit de ce village son port d'attache mais mourut en voyage à Siguiri. Ceci se passait au XVIII^{me} siècle car, d'après les généalogies, Sulēmani serait né vers 1730. Son fils Bakari, son petit-fils Lakika, continuèrent à commercer. L'un des fils de Lakika, Bembadyā, s'établit à Fèrētèla. L'autre, Amara, né vers 1820, devint un marabout très savant. Il aurait étudié chez Sulēmani Keramogho à Mānkono, puis chez Mamudu Kaba à Kankan, et c'est là qu'il fit la connaissance de Samori. La légende raconte qu'il aurait « marabouté » pour le futur conquérant à l'occasion de la captivité de Masoghona. Il ne semble pourtant pas que Samori ait fréquenté Kankan à cette époque et il est plus vraisemblable qu'Amara fit connaissance du Faama, déjà puissant, quand il rendit visite aux Kaba en 1873 ou 1880. L'un des fils d'Amara, Bintu-Keramogho, se joignit alors à Samori et participa au siège de Sikasso.

Amara s'était installé chez les Sugu de Kokè, en Mèlakuri, où il vécut de commerce durant une dizaine d'années. Il eut sans doute l'occasion de visiter Freetown, mais Delafosse a tort de recopier Blondiaux qui le qualifie d'agent de Samori en Sierra Leone (*Rapport Delafosse*, 1904). Il quitta la Côte des Rivières après la guerre de Sikasso, vers 1888-1889, sous prétexte que la présence des Français, qui devenait envahissante, le gênait. Il alla alors trouver Samori à Nyako pour l'informer qu'il rentrait au Mau. L'Almami le fit escorter par une troupe armée (1889).

Amara n'est donc pas le fondateur de Touba comme on l'écrit souvent. Ce grand voyageur était absent quand son frère Yusufu, quittant Fèrētèla, demanda aux Dyomāndé de Syeno, maîtres de la terre, la concession d'une brousse inculte qui paraissait propre aux cultures. On lui fit des difficultés : « Vous êtes musulmans et nous ne

voulons pas qu'on crie « Alla Kubaru » chez nous. Vous allez appeler une guerre contre nous, comme celle de Muktar ». Il eut finalement gain de cause et construisit le petit village de Touba, qui se prête en malinké à l'étymologie trompeuse de « grande forêt ». En réalité, il tirait son nom de l'arbre céleste de la légende islamique, ainsi que le font de nombreux homonymes soudanais. Fondé vers 1875, entre la campagne de Muktar et le siège de Kankan, ce hameau se transforma vite en gros centre commercial. La plupart des Fadiga s'y regroupèrent, notamment Bâmbadyâ, fils d'Amara. Quand ce dernier rentra au pays, le village était prospère et servait depuis longtemps à la propagande samorienne [453].

Les Maninka-Mori qui l'ont fondé affectent de vivre à l'écart des Mauka et parlent jusqu'à ce jour le dialecte de Kankan.

(55) Les Kândéel étaient alors commandé par Vamândyé à Gbénimâzo et par Va-Kwo, beau-père de Vakuru Bâmba, à Byênko. Le maître de la terre, résidant à Syano, était Va-Fwâ, tandis qu'à Kamasèla, Singo Dyabaghaté venait de remplacer Va-Sidiki [457 à 460, 456].

(56) Après s'être rallié à Muktar Turé, le Téné avait participé aux guerres civiles du Kawa contre Va-Masé et Saghadyigi. Ceci explique qu'il ait envoyé ses congratulations à Samori, avec un convoi de kolas, lors de la chute de Gbânkundo. Samasi-Kèlémusa aurait d'ailleurs suggéré cette démarche au vieux chef Samukè. Il faut y voir un signe de déférence et non un tribut de soumission. Samori ne s'y trompa certainement pas, bien qu'il ait dès lors affecté de considérer le Téné comme vassal. Son nom figure sur la liste des provinces relevées par Péroz en 1887 [462, 463].

En fait, le Téné s'était placé sans réserve dans l'alliance de Vakuru Bâmba, qui l'avait aidé à soumettre les Wé indépendants de Guralo (ce village, rattaché administrativement au groupe Téné, a gardé jusqu'à présent sa personnalité ethnique). Il est remarquable que les maîtres de la terre de Kolô, des Koné animistes que Muktar avait durement traités, n'aient plus pris de part active aux décisions politiques.

(57) Le nouveau chef Vafungbè Bâmba y avait envoyé le jeune Bwakè-Bakari, troisième frère de Samukè, avec tous les hommes valides. Bakari put s'enfuir, mais les pertes furent lourdes et de nombreux prisonniers, enrôlés comme sofas, allaient suivre Samori jusqu'en 1898 [444].

(58) Va-Swèwé Dyomândé, chef de Wanino, avait suivi la révolte de Vamasé et envoyé quelques combattants à Borotu. Il but le dègè en compagnie de Zânti.

(59) En venant du Barala, les Samoriens passèrent par Koro, Sokurala et Tyânko [13, 449].

Sékoba contourna la montagne par l'est (Kurukoro, Fwala) et traversa Dyomâ. Le massacre de Gwala a frappé les imaginations. Tous les hommes adultes furent décapités en compagnie de Sawio et Ngèfè. Il y aurait eu, selon la tradition, un millier de morts. Pendant longtemps le site du village fut considéré comme maudit : on n'osait pas y passer la nuit. Il ne sera reconstruit que vers 1900.

Le village de Langâ (Dyomâ) s'enfuit alors chez les Wé [446 à 448].

(60) Les levées massives de sofas qu'il effectua alors frappèrent surtout les districts de Lândwi et de Dyomâ, particulièrement le village de Yênkoro [anonyme, 3 km. N.-O. de Dioman in *A.O.F.-Touba*] [446].

En partant, Sékoba laissa des petites garnisons à Dândoui et Gwanâ. Celle-ci, commandée par le sofa Kari, quittera le pays à la fin de 1891, pour marcher sur Séguéla [448].

L'attaque d'Archinard entraîna un certain affaiblissement de Morifiñdyâ car Samori rappela aussitôt sur le Milo la colonne de son beau-frère Ténénso-Kaba. Il allait l'envoyer au Kisi au début de 1892 pour réprimer la révolte de Firawa.

(61) Ce raid ne doit pas être confondu avec celui de Morifiñdyâ car il s'agit d'un épisode sans importance. Sékoba passa par Byânko et Tulo pour détruire le village frontalier de Gbèka [*A.O.F. : Touba*] [13, 459].

(62) Des attaques lancées contre Syô et Boma échouèrent et il faudra attendre le passage de Morifiñdyâ pour reprendre le dessus. Sogbètigi ne quittera Dyomâ qu'en 1896, quand Samuka l'enverra dans le Bafiñko pour surveiller l'avance de Samori. Il parviendra à se faire nommer par les Français chef de canton de Dyomâ. C'est lui que Delafosse (*Rapport 1906*), désigne sous le nom de Vamoâ ou Moa [13, 449, 446].

(63) La chronologie de ces événements ne peut être précisée davantage. La révolte éclata après le départ de Sékoba et se déroula durant deux hivernages. Par ailleurs, son dernier épisode, le siège de Tè, dura à lui seul toute une année. Il touchait à sa fin dans les derniers mois de 1892, quand Morifidyā arriva dans le Mau [13, 449, 468].

Selon une tradition [13], Sékoba aurait séjourné six mois à Tyénko et ne serait parti au Barala que pour remplacer Morifidyā rappelé par Samori pour faire face à l'attaque d'Archinard (avril-mai 1891). En ce cas, il serait arrivé au Mau en novembre 1890.

(64) Sadya avait fait enlever à Zoāgwé (groupe Tè), une jeune fille dont Kando Gbyémè avait déjà payé la dot [13, 468, 471].

(65) Gbālè (en dyula Gwānbéro) a été rattaché par l'administration française au Gamasè. Coutumièrement, il fait partie du Tè. Comme son nom l'indique, il a été fondé par le clan Gbāmè qui est l'un des plus anciennement établis, bien plus tôt que la migration venue du Sigbiplè qui a donné naissance au Gā et au Tè. C'est à cette dernière vague que se rattachaient les Gbyémè. On n'oubliera pas que Kāndo avait des liens étroits avec les Sakuraka puisqu'une de ses sœurs avait épousé Ngomā et mis au monde Dro [470, 471, 467].

(66) Quand la révolte éclata, Sēnzè Dyomāndé, petit-fils de Ngēfa-Flè (fils de Nono-Sigi) demeurait encore à Biaplè. Il se retira aussitôt à Dwé et participa à la répression [467, 469].

(67) Parmi eux, la position du Pléplè, isolé dans l'Ouest, était particulière. Ses chefs, qui étaient encore les « frères » Gblè et Kosa, paraissent avoir été retenus par la proximité de Gblabaso et surtout par l'attitude du chef du Végwi (ou Sānta-Sé), Kēfa Yoannè, toujours en bons termes avec les Sakuraka, et disposé à prendre à revers ses vieux ennemis [465].

La neutralité de Kana Tyémè de Gboplè (Bofèso), s'explique puisqu'il était l'oncle utérin de Swakyé.

Enfin, le Go et le Ka avaient appelé les Sakuraka à leur aide contre les Wè et les Srèné de Man.

(68) Le seul notable du Gā qui refusa de se joindre à la révolte fut Gwèsè Yoannè. Il se retira à Dwé et renonça à rentrer dans son village, après la répression. Il fondera Gwèsèplè (Gwèsèso) à trois kilomètres de Dwé, Gwèsè est le grand-père du ministre ivoirien Loua Diomāndé [470, 469].

Yiragbli Mabamè, de Tè, après avoir été vaincu par Ngomā, avait toujours vécu en bonne intelligence avec ce chef et ses fils. Il venait de mourir et son fils, Drowédè, était peu influent [471].

Dans le Gè, le départ de Gwèsè laissa la place libre à Tāwè Yoannè, chef de Byānkuma, qui était pour la rébellion [470].

(69) Parmi les Wè il faut distinguer ceux qui étaient soumis aux Sakuraka et participèrent au mouvement dès le début. Les principaux étaient Dzu Gbéamé, chef de Dyo (Nèbu) et Gèdwa Nallo (Sumauru) de Bogwiné. Digwalé se joignit à eux [464].

Parmi les Wè indépendants, Gblè et Vè, les chefs de Géulé auraient également participé à l'attaque de Sarakumā. Les gens du Gusé (Zagwè, Gyanè) arrivèrent plus tard. Quant aux Wè du Nord et à ceux d'Irigèlè, j'ignore s'ils intervinrent [465].

Les Dyomāndé du Walu, qui étaient depuis longtemps détachés de la politique du Mau, gardèrent la neutralité [466].

(70) Les Dā des montagnes de l'Ouest n'entrèrent en scène que pour l'attaque de Dwé. C'est le chef des Srèné, Yudè Gbāmè, de Man, qui les fit entrer en scène et qui allait animer désormais la résistance aux Sakuraka. Les Giosè (Blomè) le suivirent, mais les Gwā (Gotōgwè) ne quittèrent pas leurs montagnes lointaines [467, 478].

(71) L'attaque contre Sarakumā fut menée par les Dā du Gā, du Tè, du Gālè, du Sālè (Sāndugu) et du Byè. Dōmagbi Yoannè dirigeait un contingent du Gamasè. Parmi les Wè, seuls ceux du Nèbu, de Digwalé et du Géulé participèrent à cette première affaire [13, 467, 468, 470, 472, 482, 483].

(72) Swakyé se rendit à Klīgwè et Sadya à Kpāgwè [468, 473].

(73) Le plus important des chefs du Sud, qui répondirent à l'appel du Swē, était Makwadé (a), de Blèmi (Blèlè, sur la route de Man à Kwibli) [478]. La truculence féroce de ces gens a frappé l'imagination des Mauka. C'est ainsi que Sègōnti de Dāplè (Blèmi) avait perdu le bras gauche au combat et se vengeait en mangeant celui des prisonniers qu'il faisait. Quand il rejoignit l'armée, dans le Tè, il avisa le premier captif ennemi, le mutila aussitôt et fit griller son membre en présence de Swakyè. Le chef du Bafiñko fut horrifié, mais n'osa pas protester pour ne pas vexer cet allié [13, 468]. La coalition comptait d'ailleurs un autre anthropophage célèbre en la personne de Yōngoti, chef des Yi (village de Gōngwiné, sur la route de Duékoué) [474, 475].

Tous ces Dā de la forêt regretteront bientôt d'avoir aidé les Sakuraka et s'emploieront à les empêcher de transformer leur alliance en domination.

(74) Samuka avait été rejoint par les gens de Wanino, sous Va-Swēwé qui jouera un rôle important dans cette guerre [442, 443].

(75) Beaucoup de traditions parlent du siège de Tè [13, 449], mais il s'agit d'une confusion. Nyologwè fait partie du groupe Tè ou Tésé [468, 471].

La date de ces événements est déterminée par celle de l'arrivée de Morifiñdyā (octobre ou novembre 1892).

(76) Peu de temps après le départ de Morifiñdyā, le jeune Lōngomā, fils de Swakyè installera un nouveau village fortifié à Gbabiaso (Sokurala) sur des terres enlevées au Byasè. Ainsi sera complété le dispositif destiné à dominer le Bafiñko. Il ne connaîtra plus de changements jusqu'à la conquête française [13, 468].

(77) Au même moment, une autre colonne sous les ordres de Kunadi-Kèlèbagha quittait le Nafana pour le Pays Toma dont les Maninka venaient de passer aux Français.

(78) Morifiñdyā, qui campait à Dumba depuis la chute du Nafana, était secondé par son frère Dauda-Dyā, ainsi que par Bakari Dyakitè (dit « Basota ») et Kagbè-Musa. Selon le *Journal du poste de Kérouané*, il commandait alors 8.000 hommes, mais ce chiffre n'est acceptable que s'il inclut les non combattants. Cette colonne avait marché par Koro, Sokurala, Kamasèla et Fèrèntèla. Tandis qu'il s'installait à Ngāwé, il plaça à Wanino trois bolo (300 hommes) sous les ordres des Kuñtigi Tyèññ, Dyara et Tyèulé. Morifiñdyā aurait séjourné sept mois à Ngāwé (novembre 1892 - mai 1893 ?) [13, 442, 449, 451].

(79) Kyèsèri, qui avait déjà aidé Morifiñdyā contre Borotu, allait combattre avec Samori jusqu'à Sagbalamba (Mankono). L'Almami le renverra chez lui à la fin de 1894 en compagnie de Kamori Bamba. Après s'être imposé à la tête du Kawa, ce dernier allait pousser Kyèsèri contre Duga Dyomāndé et exercera sur lui une influence profonde et durable [13, 449].

(80) Après ce regroupement, tout le Kawa était évacué, sauf Konā, Gwèkoro et Sānta, qui se trouvaient en état de défense [436, 439, 441, 433].

(81) La date de la mort de Gboso ne peut être précisée davantage. En janvier 1894, le chef de poste de Kérouané nous parle du « chef du Karagwa qui a été décapité il y a un an ».

(82) Morifiñdyā arriva par Morigbadugu.

Malgré les inquiétudes de son fils Gbato, Gboso fit nettoyer une vaste place hors des murs de Tonō pour la palabre de soumission. Pendant la cérémonie, au signal convenu, un sofa tira sur Gboso en pleine poitrine. Gbato et ses cousins, Laurasigi et Gbara-Uilé, s'étaient prudemment placés à l'écart. Ils purent se frayer un passage en tuant, selon eux, dix sofas.

Tonō fut détruit le jour même et Morisimendugu le lendemain. La population se réfugia au Sauru mais, par excès de prudence, des non combattants furent évacués plus loin, chez les Dā du Haut Cavalley (Yu), dans le Guru (Nimplé) et le Wa (subdivision de Danané) [28].

(83) Il faudrait vérifier à Gema si les sofas ont vraiment brûlé ce village fortifié comme ils l'ont prétendu, ou s'ils ont seulement poussé leur course jusqu'à ses murs. Le fait ne ressort pas nettement du récit d'HOLAS (1952, p. 25) qui nous apprend seulement que le chef Gbègbè, encore vivant vers 1950, venait justement de prendre le commandement du Sauru. Holas passe sous silence le rôle des Dōzo.

(a) On remarquera que les Butyulémènu n'ont pas de véritables noms de clan comme les Damènu. Chaque segment emploie le nom de son quartier.

(84) Selon divers informateurs [436 et 439], Zānti aurait été décapité par les sofas ou aurait disparu en brousse (cette dernière version est visiblement une forgerie du à l'orgueil des Bāmba). Vadyuba Bāmba, de Tènèmasa, fut également tué [434].

Kāvāli Dyomāndé, de Gwékoro, avait fui lors de la chute de son village et tentait de gagner la montagne entre Sabudugu et Gboho quand des cavaliers le rattrapèrent. Il fut ramené à Sānta où compaient les sofas et décapité avec ses principaux notables [436, 441].

Enfin, Mamwè Manèni, le chef Dā de Sānta, avait envoyé tous ses hommes en renfort à Konā. Il eut plus de chance que ses confrères car il parvint à fuir au Byasè (Yalo, Grāngwalo) [433].

(85) Dyara Bāmba est désigné dans les documents français par son nom musulman de Musa (Moussa). Il était encore dans son refuge montagneux en juin 1893. C'est à ce moment que le refus d'assistance de Kérwané (« Il ne s'est pas défendu ») le décida à évacuer le pays et à s'installer à l'abri du poste français. Il ne rentrera qu'en décembre 1894 en compagnie du sergent Tyémogho. Jusqu'à cette date, le Kawa ne sera occupé que par des Fula évacués du Gwana et du Girila [13, 436].

(86) La soumission des Wē ne s'étendit pas, bien entendu, au-delà du Gusè. Ceux des montagnes du Sud poursuivront leur lutte contre les Sakuraka jusqu'à l'arrivée des Français. Plusieurs informateurs paraissent confondre cette campagne avec le raid de Sékoba. Morifiñdyā passa par Dyomā où Sogbètigi se joignit à lui, et par Fwala. Il détruisit en quelques jours Syō, Mamizo, Gaolé et Bola. Notre informateur, Sowa Koné, de Ngāwé, qui venait d'être recruté, reçut là son baptême du feu. Il suivra Samori jusqu'en 1898 [451. En outre, 13, 449, 446].

Le chef des Wē du Boulé (tout le pays au nord du fleuve) était alors à Lēngé Māzarè, de Tukpata (Tagabata). Il se soumit et fit réoccuper le pays dès l'hivernage de 1893. Les Wē du Nord tiendront à nouveau tête avec succès aux Dyomāndé à partir de 1898 et jusqu'à l'instauration de l'autorité coloniale.

L'administration française, éprise de limites naturelles, les rattachera à Touba en 1912, mais à force de protestations, ils obtiendront finalement d'être rendus à Man en 1919. Cependant, le chef de canton de Kamasèla intrigait encore en 1960 dans l'espoir de les annexer.

Au sud du fleuve, Fuloma Blāmoè de Gyanè, chef du Gusè, vint boire en personne le dègè [482].

(87) Bāndyaso se trouve à l'ouest de Gwèkā [A.O.F. : Touba]. Gōndo Yoannè, chef du Byasè, était resté fidèle au Karagwa. La population, avec les réfugiés qu'elle hébergeait, s'enfuit vers l'ouest, dans le Sauru, ou se cacha dans les montagnes inextricables du Santa. Le Byasè fut réoccupé dès l'hivernage de 1893, à temps pour rentrer les récoltes.

Yalo, qui avait une alliance avec les Dyomāndé, fut épargné [13, 449].

(88) Glao Yoannè, chef du Sigbiplè (= Sipilu) avait évacué son pays en apprenant la mort de son suzerain Gboso. Le Sigbiplè se trouve en Côte d'Ivoire, le long de la frontière guinéenne. Le village de Sigbiplè est transcrit sous la forme Kono de Sikpita (Siquita). Le Sè comprend en outre Sèma, Blōmba et Glianè. [A.O.F. : Nzèrèkorè] [464].

Glao s'était réfugié chez les Dā du Biolè (administrativement Biosé) sur la route de Touleplè, au sud de Danané. Ses gens y resteront, particulièrement à Bonta, jusqu'à la prise de Samori et ne réoccuperont leur pays qu'en 1899 [479].

C'est donc à travers un désert que s'avança Morifiñdyā. Il fit étape à Glèma [Blomba in A.O.F.-Nzèrèkorè]) avant de s'enfoncer dans le Yézé. Ce pays avait su jusque-là défendre son indépendance contre les Doso. Cependant son chef, Gwosè, de Dyēmplè, renonça à résister et la population se dissimula dans les montagnes, réoccupant les villages après le passage des Samoriens. Ceux-ci suivirent la piste Dyēmplè (en dyula, Dānifèso) à Kata et Dalè [494, 495].

(89) En apprenant la marche de Morifiñdyā, Gbara-Ulé avait envoyé Gbato protéger les réfugiés. Comme le chef de Wa avait déjà fui derrière le fleuve, Gbato mit tout le monde en route vers le Sud et coupa le pont. La plupart des émigrés furent installés chez les Nuyèlè (en dā : Dāndè) dont le chef, Lagbōndo, leur fit bon accueil (il résidait à Laplè). D'autres traversèrent le Yu et trouvèrent asile chez les Gwèlè (Tamaplè-Blèlè). Ceux-ci allaient connaître les pires ennuis car en 1895, quand Gbara-Ulé eut reconstruit le Karagwa, leurs hôtes les gardèrent comme captifs [28, 494].

Cette fuite précipitée eut des conséquences historiques durables. Elle allait ouvrir le commerce de la vallée du Cavally aux dyula dont l'horizon s'arrêtait jusque-là aux cimes du mont Nimba. L'occupation française permettra à ce mouvement de s'étendre et de se consolider en pleine forêt dense.

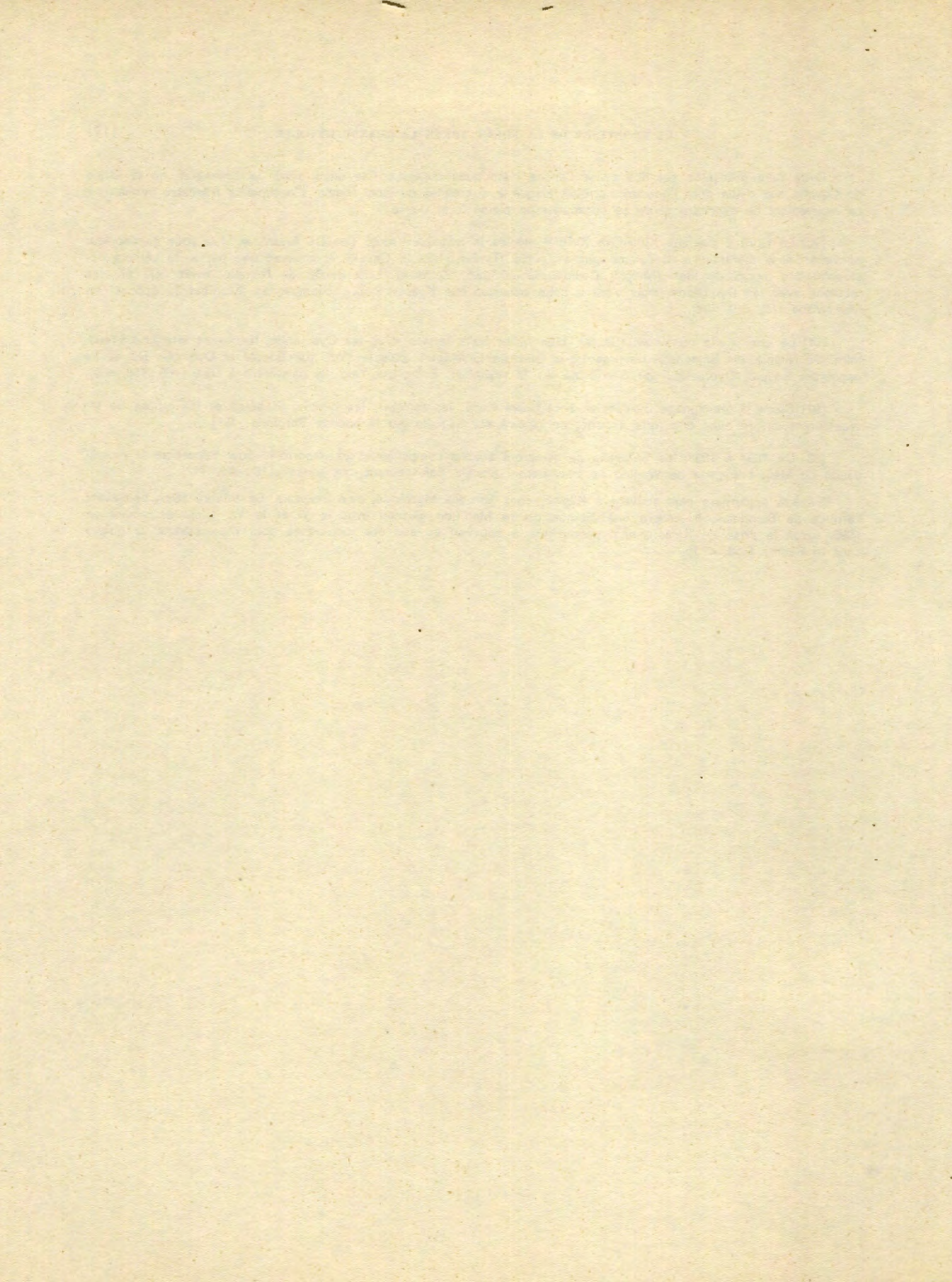
(90) Le Guru a été aux XVII^{me} et XVIII^{me} siècles la principale route des Dâ fuyant le Mau pour gagner leur nouvelle patrie méridionale. Il commençait à Tyaplè (Tyafèso) sur le Cavally et couvrait une partie du versant occidental des monts de Man (Nimplè, Dwaplè, Goulikâgwè, Zérigwè). Lizè Saulè, de Nèmplè, avait déjà eu des relations avec les Dyomândé, mais c'est à cette occasion que Kyèsèri, qui accompagnait Morifiñdyā, épousa sa fille Ndapè [13, 449, 494].

(91) Le chef Kèfla du Vègwi (Sânta), bien qu'en bons termes avec les Dyomândé, leur avait interdit son territoire. De Nimplè, les Samoriens traversèrent le Guru par Gulikâgwè, puis le Yézé par Bânplè et Dyèmplè. De là, ils gagnèrent Sauplè (Dyoradugu) où Sândègbè les fit ravitailler. Enfin, par Yalo, ils parvinrent à Dwé [465, 466, 469].

(92) Selon le témoignage de l'ancien sofa Sowa Koné, les femmes, les captifs, le bétail et les stocks de vivres furent dirigés avec une forte escorte, de Ngâwé sur Séguéla par le bac de Sorotona [451].

(93) De 1894 à 1898, les Sakuraka ne mèneront aucune campagne assez importante pour nécessiter la mobilisation du Mau. Les gens de Wanino ne traverseront plus le Bafiñ durant ces années [13, 449, 442].

Swakyè séjournera plus souvent à Kligwè, chez son ami Mazrândé, qu'à Sokurala. En octobre 1897, peu avant l'arrivée de Blondiaux, il lancera une attaque contre Man, en alliance avec le Yi et le Ya. C'est seulement en 1898, après la prise de Samori, qu'il débouchera à nouveau au sud des montagnes pour recommencer la guerre dans le Pèomé [468, 473].



LE COMMERCE DES RIVIÈRES APRÈS LA GRANDE RÉVOLTE

QUAND Bilali descendit vers les Rivières, au début de 1880, il avait l'ordre de reprendre contact avec les partenaires européens qu'il avait déjà fréquentés du temps de Lāngamā-Fali, à savoir la Guinée Française et la Sierra Leone. Les pays qu'il retrouvait après deux ans de rupture venaient cependant de se transformer profondément et les services qu'il allait leur demander n'étaient pas du même ordre qu'avant la crise.

Les nouveaux partenaires. — La Guinée Française se formait alors sous la poigne de Ballay, mais elle ne disposait encore que de forces insignifiantes. Son voisinage pouvait être fort gênant mais seulement parce que la puissance militaire du Soudan se profilait derrière elle.

La Sierra Leone s'était enfin lancée dans l'expansion territoriale que Londres avait si longtemps interdite, mais la Frontier Police commençait à peine à s'organiser et son impuissance à chasser Karimu des Scarcies démontrait la médiocrité de sa valeur militaire. La grande armée africaine qui dévalait de l'intérieur évoquait celle qui avait fort inquiété Rowe cinq ans plus tôt, et elle inspira à Freetown des sentiments analogues. Sir James Shaw Hay se sentait incapable de l'arrêter au cas où elle serait hostile et redoutait qu'elle ne ruinât la colonie en détruisant les pays environnants. Il n'oubliait pourtant pas que son prédécesseur avait entretenu des relations cordiales avec le conquérant et rêvé d'étendre grâce à lui le commerce, voire l'autorité britannique, jusqu'au Moyen Niger. Il ne pouvait donc que se réjouir du retour des Samoriens, qui allaient rouvrir les routes de l'intérieur après deux ans d'une pénible anarchie, mais à condition qu'ils acceptassent de limiter leur emprise.

L'accord franco-britannique de 1839 contenait étroitement les ambitions territoriales de la Sierra Leone, et ses conséquences risquaient d'être tragiques car l'attitude des Français, en Guinée comme au Soudan, prouvait qu'ils entendaient détourner de Freetown le commerce de l'Hinterland (1). La colonie avait donc intérêt au maintien de Samori et, dans la mesure où sa chute était prévisible elle aurait eu tort de ne pas profiter du sursis en cours pour écouler dans ses domaines le plus possible de marchandises.

Les intérêts du conquérant coïncidaient donc admirablement avec ceux des Britanniques, pour peu que ceux-ci acceptassent de lui fournir les armes modernes dont avait besoin sa nouvelle armée.

Ce commerce jouait déjà un rôle important avant 1888 mais désormais il allait être l'unique moteur des relations de Samori avec les comptoirs de la côte. Le but du conquérant était donc de contrôler une route sûre jusqu'à la frontière de ses partenaires et non plus d'annexer de nouveaux territoires. Il était dès lors prêt à respecter ceux que les Britanniques contrô-

laient pour peu que ceux-ci veuillent bien inciter au calme les riverains de la route, qui ne comprenaient pas qu'on livrât des armes à leurs anciens oppresseurs. L'impression d'une complicité unissant les Britanniques à Samori allait s'ancrer dans la conscience des autochtones et la propagande française l'utilisera admirablement. Ce sera le thème favori de l'administrateur Forichon, qui commandait alors à Benty, et que le docteur Ballay, gouverneur de la Guinée, incitait à rognier la frontière de la Sierra Leone.

A) UN PROTECTORAT AVORTÉ

Reprise de contact. — Le gouverneur Hay venait de rentrer en Sierra Leone quand il apprit que l'Almami avait reconstruit son Empire et que ses hommes se rapprochaient dangereusement. Le 22 janvier 1890, des messagers de l'Almami Sumā, du Wara-Wara, et de Marin-Karani, le chef du Sānkarā, se présentèrent à Freetown pour se plaindre, assez hypocritement, que les Français de Kouroussa, aient arrêté des caravanes du Soudan, mais surtout pour demander du secours contre les sofas qui reprenaient l'offensive. Hay ne pouvait savoir qu'à cette date le Sānkarā était déjà écrasé et il songea un instant à envoyer à Samori la fameuse médaille d'argent que Rowe avait obstinément conservée. Comme il eût fallu mettre en route une mission spéciale qui risquait d'inquiéter les Français, le gouverneur se contenta d'envoyer à l'Almami, par un courrier occasionnel, une simple lettre pour l'aviser de son retour en Afrique et sonder ses intentions (2).

Ceci fait, il se tourna vers des tâches plus urgentes, c'est-à-dire le développement de la Frontier Police et l'assertion des droits britanniques sur l'Hinterland. Ce fut l'époque des grandes tournées du Travelling Commissioner Alldridge, qui partait de Bāndasuma pour imposer des traités à la plupart des chefs du Méné, jusqu'au lointain Luawa de Kay-Lahun, en amont du Makhona (3).

1°) LA MISSION GARRETT.

Samori se rappela brusquement à l'esprit du gouverneur quand celui-ci apprit le 15 février que Bilah avait passé le Niger et déferlait vers la mer. Hay craignit le pire, car il imagina les sofas détruisant la sphère d'influence péniblement acquise depuis deux ans. La menace de Kari-mu sur les Scarcies paraissait dès lors négligeable et, le 24 février, il rappela Garrett qui surveillait le chef des Susu depuis les troubles de décembre.

Une tâche ambiguë. — La mission qu'il confia au Travelling Commissioner était terriblement ambiguë. Il lui fallait à la fois éviter de provoquer les Samoriens, qu'il n'avait pas les moyens d'affronter, et arrêter leur marche pour démontrer aux gens de l'Hinterland que la protection britannique était efficace. Le premier réflexe des alliés du gouverneur avait été justement une provocation, puisqu'ils avaient saisi des armes destinées aux conquérants et la réprimande de Hay ne manqua pas d'éveiller leurs soupçons (4).

Le bruit courait cependant que Samori descendait en personne vers la mer et c'est seulement en arrivant à Kalyèri que Garrett apprendra qu'il s'agissait seulement de Bilali. Il est donc significatif que le gouverneur ne lui ait pas donné l'ordre de visiter l'Almami, et encore moins de traiter avec lui, mais seulement de prendre contact avec l'armée qui descendait vers la mer et d'arrêter sa marche dévastatrice. Les Français ne pouvaient se formaliser d'une telle démarche qu'imposait la sécurité de la colonie. Le commissionnaire ne devait traiter qu'avec les gens du

Solimana, du Kurānko ou du Sānkarā, survivants de la Grande Révolte, au risque d'irriter les sofas qu'il devait par ailleurs se concilier. Le premier de ces pays paraissait attribué aux britanniques par l'accord du 10 août et c'est seulement le 12 avril, par un courrier de Garrett, que le gouverneur apprendra qu'il était de nouveau aux mains des Samoriens. Pour les deux autres, la démarche suggérée à Garrett était logique en droit pur, si l'on admettait que les insurgés s'étaient volontairement exclus de l'Empire sur lequel la France revendiquait des droits. Ayant ainsi recouvré leur antique souveraineté, les accords qu'ils passeraient avec la Sierra Leone seraient opposables aux tierces puissances. Le gouverneur espérait en outre, et cette fois non sans raison, que s'il se montrait capable d'assurer la sécurité du commerce des armes, les Samoriens épargneraient volontiers les insurgés, dont la reconnaissance serait ainsi acquise aux Britanniques.

L'essentiel restait donc de limiter autant que possible les empiètements français et l'accord du 10 août donnait quelque espoir puisqu'il ne poussait pas la délimitation sur le 10° parallèle au-delà du 13° méridien ouest de Paris. Plus au sud, il était peut-être possible d'acquérir une fraction des domaines de Samori et le gouverneur le suggérait clairement à Garrett (5).

Vert l'hinterland. — Celni-ci quitta Freetown le 10 mars, après des préparatifs rapides, en compagnie de Mamadu Wakka et avec une escorte limitée à dix constables. Suivant la route méridionale, il gagna Bumbā le 26 où il enquêta sur les agissements de Snluku qui nia avoir interdit le commerce de la poudre (6). Ce chef cachait mal son mécontentement des Britanniques, qu'il soupçonnait de complicité avec les sofas et qui avaient négligé de lui payer son traitement (10 livres par an). Il était surtout sceptique quant à leur efficacité et remarqua que la mission de Festing n'avait pas empêché les sofas de revenir. Il savait que ceux-ci étaient rentrés à Falaba, mais il le cacha soigneusement à son hôte qui reprit la route le 29, bien qu'il se trouvât malade et qu'une épidémie de variole qui ravageait le pays ait contaminé plusieurs de ses hommes (7).

Garrett entra bientôt en terre Dyalōnké et le 10 avril, à Musaia, il trouva un pays affolé, plein de réfugiés du Kurānko et du Sānkarā, et attendant à chaque instant l'attaque des sofas qui tenaient l'autre rive du Mōngo. Dususuri Kèita, le Mānga du Dēmbéléya (Solimana occidentale), l'accueillit en sauveur, mais il avait déjà reçu des émissaires de Forichon. Garrett comprit alors qu'il ne pourrait établir son influence que dans la mesure où il saurait démentir les calomnies françaises en arrêtant les envahisseurs. Il fit signer de nombreux traités à son hôte, ainsi qu'aux autres chefs du Solimana et aux insurgés vaincus qui sortirent pour le voir de leurs refuges du Sēngbé. Marin-Karanī se trouvait parmi eux ainsi que de nombreux chefs Kurānko qui espéraient vaguement que le commissaire leur rouvrirait les portes de leur pays (8).

Chez Bilali. — Garrett entra en zone samorienne le 22 avril, quand il traversa le Mōngo à Sinkuniya et, deux jours plus tard, il était reçu à Kalyèri par Mānga-Isa, le seul chef des Dyalōnké à s'être rallié au conquérant. Bien que le vieillard se montrât fort prudent, le commissaire eut l'impression qu'il était prêt à passer aux Britanniques, pour peu qu'il fût protégé contre Bilali (9). Celui-ci ne paraissait guère pressé de rencontrer le visiteur, mais il se montra plein de politesse pour lui quand il se décida enfin à le rejoindre à Kalyèri, le 28 avril (10). Il déclara que son armée appartenait au gouverneur et que son but était d'ouvrir au commerce la route de Port Loko, mais nullement de molester des habitants paisibles. Le malheur est que la plupart des habitants n'étaient pas paisibles et qu'ils se trouvaient tous plus ou moins complices des massacres de 1888. Garrett posa alors des exigences précises, réclamant la promesse que les Samoriens n'avanceraient pas davantage puisque le reste de la route traversait « les fermes de la Reine », et que la sécurité du commerce y était du ressort du gouverneur, mais Bilali se déroba. Il répondit avec des parables et le commissaire eut le sentiment très net qu'il allait reprendre l'offensive en direction du Limba.

Mais une vue nouvelle de la situation venait justement d'inciter Garrett à bouleverser son programme. Le 15 avril, à Musaia, le dyula Binty Booya s'était présenté à lui avec une lettre de l'Almami aux musulmans de Freetown, que Mamadu Wakka avait aussitôt traduite. Samori, que le messager avait quitté au début de mars dans le Konyā méridional (Bankundu = Gbānkundo), demandait à ses correspondants d'intervenir auprès du gouverneur pour faire rouvrir d'urgence les routes. Le 27, un jour avant l'arrivée de Bilali, une vieille connaissance des Britanniques, Lāsana Turè, dont l'insurrection avait arrêté le voyage en 1888, s'était présenté à son tour. Il portait au gouverneur une lettre de Samori, qui était déjà rentré à Bisāndugu, et tenait à renouveler la promesse faite à Festing. L'Almami annonçait qu'il avait renvoyé le traité des Français et que, n'étant plus lié envers eux, il désirait en signer un au plus tôt avec ses amis anglais. Il incitait ceux-ci à occuper « Kabia et Falaba ». Les plus brillantes perspectives s'ouvraient ainsi à Garrett. Si vraiment l'Almami rompait avec la France, n'était-il pas de son devoir de le lier au plus vite à la Grande-Bretagne ? Le conquérant paraissait d'ailleurs si bien disposé à l'égard de la Colonie que le commissaire s'imagina qu'il obtiendrait tout ce qu'il demanderait en faveur de ses alliés de l'hiinterland. La mauvaise volonté de Bilali exprimait seulement la fidélité à la consigne d'un subordonné obtus. Sortant complètement du cadre de ses instructions, Garrett décida donc de visiter Samori à Bisāndugu et, si possible, de traiter avec lui.

Chez Samori. — Quand il en informa Bilali celui-ci consentit, d'assez mauvais gré, à ne plus bouger dans l'attente de nouvelles instructions de son maître et il fournit à son hôte l'escorte nécessaire pour traverser le Sānkarā réduit à l'état de désert (11)

Le 30 avril, Garrett s'enfonça donc dans l'Est mystérieux, où seuls Winwood Reade et le major Festing l'avaient précédé (12). Son journal nous montre l'état effrayant des pays à l'ouest du Milo, convertis de ruines et jonchés de cadavres, en dehors des quelques gîtes d'étapes que tenaient les sofas. Malgré de fréquentes crises de paludisme, le commissaire arriva sans encombre à Bisāndugu le 21 mai (13).

Samori y était rentré depuis cinq mois à peine, après avoir réprimé le coup d'Etat de Managbè-Mamadi, et réorganisé le Haut Konyā où la révolte venait de s'effondrer. Un calme surprenant régnait dans l'Empire et, pour la première fois depuis trois ans, son chef avait la liberté de faire des projets à long terme.

On a vu que la principale leçon qu'il avait tirée de la crise était l'hostilité irrémédiable de la France et c'est pourquoi il venait de pressentir les Britanniques. Or voici que ceux-ci venaient d'eux-mêmes à lui, et il ne pouvait les accueillir qu'à bras ouverts. Samori était pressé de se lier à eux par traité, car il espérait que cela ferait reculer les Français, et la réception somptueuse qu'il fit à Garrett signifiait qu'il était prêt à accorder tout ce qu'on lui demanderait (14).

Le traité Garrett. — La négociation se noua en effet dans la journée du 22 mai et se déroula si vite qu'elle était achevée le soir même. Son compte rendu présente un très grand intérêt car Samori paraît avoir livré très franchement sa pensée, et sa politique des années suivantes s'en trouve fortement éclairée.

Samori avait reçu Garrett vers le milieu du jour, entouré de ses plus intimes collaborateurs : « Ansumana Dyelli » (= Ansumana Kuyaté), Fasinè (Dusugbè-Sinè Kamara), son porte-parole, qui était responsable du confort de ses hôtes, et enfin Tasili Māngān qui faisait figure de ministre des affaires étrangères depuis son voyage à Paris.

Le commissaire expliqua que l'unique but de la mission était de pallier à la fermeture des routes commerciales, mais qu'en lisant les lettres de Samori, il avait compris que celui-ci poursuivait les mêmes fins, et avait alors décidé de le visiter. Tout dépendait à présent de Samori car la

route était ouverte, par les soins du gouverneur, jusqu'à Falaba. La guerre et le commerce ne pouvaient s'accorder et la destruction par les sofas des pays voisins de Freetown ruinerait le trafic. Lāngamā-Fali l'avait compris en s'arrêtant, à la demande de Rowe, et le cas du Tambakha dévasté où le commerce du Futa ne passait plus, pouvait servir d'exemple.

C'est alors que Samori répondit qu'il avait renvoyé son traité aux Français et se trouvait parfaitement libre. Garrett déclara aussitôt que, s'il traitait avec la Grande-Bretagne, celle-ci ne prendrait rien de son pays, mais qu'il devait s'engager à ne céder aucun territoire à des tiers et à retenir ses hommes sur la route de Port Loko, en leur enjoignant de respecter tout chef lié au gouverneur. C'est ainsi que la caravane de Lāsana était bloquée à Kalyèri, par crainte qu'on lui fit un mauvais parti si elle allait plus loin, mais que le retrait des sofas devait permettre à Garrett d'assurer son passage.

Samori rappela alors que les Français l'avaient trahi après avoir traité avec lui et qu'il attendait leur attaque pour la fin des pluies. Il était donc urgent que les Britanniques occupassent Falaba et Farana, car la rupture avec la France venait de son refus de fermer la route de Sierra Leone « for he and his fathers before him, has always gone to Freetown ». Peu après le départ de Festing, Ansumana Dyèli avait visité les Français à Siguiri et ils avaient réitéré cette condition, comme préalable à toute entente.

Samori s'empressa donc de reconnaître les droits du gouverneur sur le Solimana occidental et insista seulement pour que la sécurité des dyula soit assurée dans le secteur britannique. Quand le soir tomba, Garrett rentra dans ses quartiers, arrivant à peine à croire qu'il avait réussi en quelques heures de discussion à lier le fameux conquérant à l'Empire britannique.

Effectivement, après s'être fait préciser quelques points secondaires, son hôte signa le 24 mai un traité qui le plaçait sous la protection de la Reine et lui interdisait de céder ses domaines à une autre puissance (15).

Un retour triomphal. — Garrett avait ainsi rempli intégralement le programme politique de Festing, c'est-à-dire bien plus que Hay n'attendait de lui (16). Le 25 mai 1890, il prit la route du retour, qu'il suivit d'ailleurs sans se presser car il voulait rétablir l'ordre tout au long et exploiter son succès sans aucun retard (17). Le 5 juin, à Farana, sur la rive droite du Niger, il hissa le drapeau britannique et prit possession du Sānkarā au nom de la Reine. A Kalyèri où il séjourna du 7 au 11, il comprit que la population, prise entre les Français et les sofas, attendait un geste des Britanniques (18). Au cours des palabres que Garrett tint en présence de Bilali et de Lāsana Turè pour proclamer les décisions de l'Almami, il remarqua la mauvaise volonté du kèlètigi. Celui-ci promit à contre-cœur qu'il n'interviendrait pas en zone britannique, même si les dyula y étaient molestés. Il se privait ainsi d'une victoire facile et il se consola en annonçant que, s'il rappelait ses gens de la route de Freetown, il avancerait en revanche de part et d'autre, vers le Nord dans le Tambakha et vers le Sud dans le Kono.

Il avait cependant retiré ses sofas de Falaba et, le 12 juin, Garrett prit possession de la vieille capitale du Solimana en présence de Mānga-Dinga.

Nalifa-Mudu et Bintu-Karamogho, qui devaient représenter l'Almami auprès du gouverneur, sinon de la Reine, étaient arrivés le 10, et le commissaire avait hâte de rentrer à Freetown. Il prit donc le chemin du retour mais le paludisme l'obligeait à marcher à petites étapes et il découvrit avec ennui que les autochtones le soupçonnaient de les livrer aux sofas et évacuaient les villages à son approche. Il s'appliqua donc à tenir partout des palabres pour rassurer les chefs et leur expliquer que le traité mettait à l'abri tous les amis du gouverneur. Comme il payait aux

chefs Limba leurs traitements en retard, il réussit finalement à les apaiser. Pour éviter tout malentendu, il conclut des traités séparés avec les chefs musulmans de Karèma et Madina Loko, que leurs voisins accusaient toujours d'appeler les Samoriens. Plus heureux que Festing, il finit par rejoindre Freetown, le 6 juillet 1890.

2°) UNE LONGUE HÉSITATION.

Hay adopte le traité. — Hay avait suivi avec anxiété la marche de Garrett et il apprit avec soulagement que Bilali arrêta son offensive. Il constatait pourtant que le conquérant avait réoccupé une vaste fraction du territoire que la France venait d'abandonner à la colonie par la convention du 10 août 1889, soit cinquante mille kilomètres carrés, écrivit-il plus tard à Lord Knusford (20). Il s'était cependant vite trouvé rassuré sur les intentions de Samori, car il en reçut le 21 avril une lettre dont le porteur avait manqué Garrett. L'Almami, avisé du retour de Hay, lui rappelait son amitié et l'invitait à marcher au devant de ses armées pour rouvrir les routes, car Lāsana descendrait bientôt avec une grande caravane. Hay remarqua surtout que l'Almami annonçait qu'il rompait avec la France, ce qui, aux yeux du gouverneur, devait faire tomber les odieuses prétentions de Paris (21). Les dernières nouvelles que reçut Hay lui furent données par Bintu Buya, qui se présenta le 29 mai avec une lettre de l'Almami aux musulmans de Freetown et les rapports de Garrett annonçant son départ pour Bisāndugu (22), Hay s'imagina à tort que Samori était en guerre avec la France, au moment même où les agents de Benty, par leur propagande contre les sofas, ébranlaient la fidélité des alliés des Britanniques. Il eut l'intuition immédiate qu'il fallait pousser hardiment de l'avant, mais il ne pouvait plus le faire savoir à Garrett, qui avait disparu dans les lointains mystérieux du Haut Pays. Les initiatives du commissaire allaient combler cette attente de Hay, mais celui-ci ne devait l'apprendre que deux mois plus tard, à son retour.

Et pourtant, dès le 3 juillet, Londres lui demanda des explications car, comme du temps de Festing, les Français du Soudan avaient réagi avec une surprenante promptitude et s'inquiétaient de la « colonne » britannique qu'on signalait à Bisāndugu (23). La joute diplomatique qui s'ouvrait ainsi se serait sans doute poursuivie avec courtoisie si la scène n'avait pas été bouleversée par les résultats surprenants de la mission Garrett.

Hay le comprit tout de suite quand il vit le commissaire débarquer, en compagnie de la grande ambassade de Samori, avec des délégués de presque tous les chefs qu'il avait visités. La lecture de la lettre de Samori lui donna la conviction qu'une chance extraordinaire s'offrait à la Sierra Leone, et qu'elle pouvait rattraper d'un seul coup le terrain que la politique impériale lui avait fait perdre (24). Le gouverneur jugeait clairement que la rupture de son partenariat avec le Soudan était irrémédiable, même s'il avait tort de croire que les combats avaient déjà repris (25). Il en déduisait que l'Almami n'était plus lié à la France et pouvait librement se donner à la Grande-Bretagne. Le protectorat français allait se transformer en protectorat britannique et la Sierra Leone s'étendrait jusqu'aux frontières de Sikasso. Elle romprait ainsi l'encerclement au moment précis où la chute de Ségou ouvrait la grande époque de l'impérialisme soudanais (26).

L'audience solennelle que le gouverneur accorda le 7 juillet aux compagnons de Garrett lui permit de poser les bases d'une collaboration efficace avec les sofas. Comme celle-ci allait se poursuivre pendant plus de trois ans, même après l'échec du protectorat, l'importance de cette entrevue est considérable. Elle réunissait, face au gouverneur, assisté du commissaire et de Parkes, vingt-quatre délégués africains dont Nalifa-Mudu, Lāsana Turé (= « Carimockoh Alhassanah ») et Bintu Karamogbo pour Samori, mais aussi des représentants de Mānga Isa, de Kalyèri, de Dusuri de Musaia, de Suluku et de l'Alkarli de Port Loko. Hay promit à ces derniers que les sofas ne pénétreraient plus dans les « jardins de la Reine » mais que, pour éviter la guerre, il leur fal-

lait garder les routes ouvertes et cesser de piller. Le gouverneur espérait que le Sānkarā se reconstruirait, et que Samori entretiendrait la piste jusqu'à Kalyèri tandis que l'Alkarli en ferait autant jusqu'à Bumbā. Ce serait la « Route de la Reine ».

Nalifa-Mudu répondit que les sofas respectaient ces pays comme l'avait fait Lāngamā-Fali, mais qu'on attendait une attaque française à la prochaine saison sèche et que les Britanniques devaient occuper au plus vite Falaba et Farana s'ils voulaient y précéder leurs rivaux. Les Samoriens se chargeraient d'installer et de nourrir les constables. Par ailleurs, la principale piste commerciale, qu'il fallait dégager, passait par Karèma, en laissant Bumbā un peu à l'écart, mais les Loko de Pa-Koba (Kawba) y troublaient le trafic dans le secteur du gouverneur. Celui-ci promit d'intervenir auprès d'eux.

Hay était rempli d'euphorie par ce triomphe et il décida de couvrir entièrement les initiatives de Garrett dont il expédia à Londres, dès le 12 juillet, le rapport et les traités. Dans sa transmission, le gouverneur insistait pour que la Reine ratifiât le traité avec Samori, et approuvât l'établissement de liens organiques avec le conquérant. Il proposait, en conséquence, de fixer la frontière séparant la Sierra Leone du Soudan Français à la rive droite du Niger en amont de Ségou.

En attendant les ordres d'action énergique qu'il s'attendait à recevoir de Londres, il renonça au congé qu'il devait prendre en Grande-Bretagne et maintint à Freetown la délégation samorienne jusqu'à la réponse du gouvernement impérial (27). Garrett s'embarqua fin juillet, bien décidé à profiter de son séjour en métropole pour éclairer le Colonial Office et le pousser à la fermeté (28).

Le facteur impérial. — Ce coup d'éclat ne pouvait aboutir à rien. L'esprit du 10 août régnait toujours entre Paris et Londres car Salisbury, qui avait ranimé l'impérialisme britannique, ne se souciait que de la route des Indes et du Cap. La côte occidentale n'était pour lui qu'une monnaie d'échange et l'ambassadeur à Paris, Lord Lytton, négociait justement la création d'une commission de délimitation, pour concrétiser l'accord de 1889.

Le traité Garrett remettait en cause toute cette politique impériale. On comprend que lord Knutsford, fort embarrassé, ait simplement rendu compte à Salisbury. Le problème fut soumis à l'ambassade de Paris dont le premier secrétaire, Egerton, lança un cri d'alarme dès la fin de juillet (29). « Le chauviisme français n'est pas près de s'éteindre en Afrique Occidentale. Il serait indésirable de montrer une faveur spéciale à un ennemi de la France, comme Samadoo, ce qui nous écarterait de l'esprit amical des négociations. Il est nécessaire de communiquer avec Samori, mais en prenant des précautions, de peur que la France ne viole l'esprit de l'accord (du 10 août). (Cet esprit) est que nous n'allions pas au nord du 10° et que la France laisse notre commerce se développer plus au sud. Nous avons refusé de délimiter au-delà du 13° pour ne pas couper la Sierra Leone de l'intérieur. (De ce côté) il faut donc passer des traités de commerce, mais ne pas étendre notre influence politique... pour ne pas donner de prétexte à la France » Celle-ci ne pouvait attaquer les traités du Solimana et du Kuranko mais le cas du Sānkarā n'était pas clair. Il fallait en revanche occuper au plus tôt Falaba, pour contrôler la zone attribuée à la Grande-Bretagne par l'accord du 10 août, de façon à se protéger des intrigues françaises en attendant la délimitation.

Salisbury hésitait pourtant et son dilemme est parfaitement analysé dans un memorandum du 22 août, établi par le général Brackenbury, chef de l'Intelligence Department du War Office. Si l'on admettait la validité des traités franco-samoriens toutes les possessions présentes et futures de l'Almami tombaient sous le protectorat français, qu'Archinard pensait étendre jusqu'au

Limba. L'accord du 10 août ayant été négocié pour éviter le pire à la Sierra Leone, la France lui laissait les pays situés au sud du 10° parallèle et à l'ouest du 13° méridien (30). A l'est de ce point, la compétition restait libre, mais seulement dans les pays indépendants de Samori, et exclus en conséquence du protectorat français.

Pouvait-on renoncer à cet avantage, limité mais solide, en admettant, comme Garrett, que la France était déchue de ses droits, pour avoir violé ses engagements en occupant Kouroussa et en organisant la révolte du Sankarā. Le traité de Nyako, dont Hay ignorait encore l'existence, était postérieur à ces événements. Il est vrai que Samori l'avait renvoyé mais où irait-on si on laissait un chef africain rompre à sa guise un traité sous prétexte que son partenaire européen l'exécutait mal (31). Il était donc impossible que la Grande-Bretagne acceptât la convention signée en son nom avec Samori et qui était d'ailleurs peu conciliable avec les autres traités de Garrett. Ceux-ci visaient en effet à établir un protectorat direct sur les provinces insurgées, comme le Sankarā, et ils resteraient valables, même si l'on renonçait au traité principal. Ils avaient, en outre, l'avantage de ne poser aucun problème international, du moins pour les pays situés à l'ouest du 13°, comme le Solimana et le Kuranko (32). Le Sankarā, par contre, ne pouvait être exclu du protectorat français que s'il était soutenu militairement contre Samori, ce que Brackenbury jugeait impossible. La colonie était trop faible pour rompre sans raison avec l'Almami au moment où le commerce de l'hinterland reprenait, mais la perte de Sankarā enlèverait toute valeur à la route de Falaba. « Ne pourrait-on laisser à la France les pays à l'est du 13°, en imposant en retour, l'établissement de la liberté commerciale ? ».

Le Colonial Office se rallia aussitôt à cette position. Le 4 septembre, le sous-secrétaire d'Etat permanent, Hébert, écrivit à Salisbury que Knutsford était prêt à renoncer au traité Garrett et à accepter toutes les revendications territoriales de la France si celle-ci admettait la liberté commerciale dans l'hinterland de la Sierra Leone. La Grande-Bretagne tenait à garder l'ensemble du Solimana et du Kuranko, même si une partie se trouvait à l'est du 13°, mais elle se résignerait à perdre le Sankarā.

Le rejet. — Les hésitations de Salisbury ne pouvaient pourtant pas s'éterniser car l'ambassadeur de France, qui venait de protester contre le subside versé au Futa-Dyalō, s'inquiétait de n'avoir toujours aucune réponse quant aux buts de Garrett (33). Le Premier Ministre trancha donc le 31 octobre en déclarant à ses collaborateurs qu'il était impossible d'accepter le traité avec Samori et en invitant Knutsford à prévenir ce dernier que la Grande-Bretagne le considérait comme lié à la France (34). Le Secrétaire d'Etat devait cependant faire savoir à l'Almami que les droits de la Sierra Leone s'étendaient jusqu'au 13^me et il était libre de justifier l'occupation de Falaba, soit en invoquant l'accord du 10 août, soit en informant Paris que le Solimana et le Kuranko avaient traité avec Garrett comme pays indépendants de Samori. Salisbury suggérait qu'Egerton avertisse le gouvernement français qu'il reconnaissait son protectorat sur Samori contre l'attribution à la Sierra Leone de ces deux pays et l'instauration d'une certaine liberté commerciale au sud du 10°. « Nous ne pouvons le poser en condition, ajoutait-il cependant, car la Grande-Bretagne n'a aucun droit prioritaire. »

Cette longue période d'indécision touchait dès lors à sa fin. Le 23 octobre, Knutsford annonça qu'il allait informer Samori du rejet du traité, tout en insistant pour garder son amitié et en l'avertissant d'épargner le Solimana et le Kuranko, qui dépendaient désormais des Britanniques même si ceux-ci étaient en fait incapables de les protéger (35). Salisbury put alors arrêter définitivement sa politique, ce qu'il fit le 3 novembre. La Grande-Bretagne renonçait à l'ensemble des traités Garrett et s'en tenait à l'accord du 10 août (36). La Sierra Leone pourrait ainsi poursuivre son commerce avec Samori. Celui-ci ne songerait pas à attaquer la colonie puisqu'elle n'essayait pas de soutenir les insurgés.

Le Colonial Office n'avait plus qu'à s'exécuter. Le 14 novembre, Knutsford écrivit à Hay de chercher une occasion d'informer Samori de la décision britannique (37).

3°) LIMITES D'UN ÉCHEC.

Atermoiements de Hay. — Cette longue attente suivie d'une fin de non recevoir mettait Hay dans une situation gênante (38). Durant tout l'hivernage, il avait gardé à Freetown la délégation samorieune sous des prétextes variés et finalement, le 10 octobre, il avait renvoyé Lāsānā Turé avec une lettre d'attente pour Samori (39). Nalifa-Mudu restait d'ailleurs dans la colonie, dans l'espoir qu'une réponse viendrait enfin de Londres et il s'employait à organiser le commerce des armes.

Salisbury ayant tranché, il fallait bien obéir, mais le gouverneur le fit avec la plus grande mauvaise volonté. Samori n'était d'ailleurs pas son seul souci car il n'avait toujours pas en main les régions voisines de la colonie. Malgré les efforts du major Moore, la Frontier Police restait médiocre et la situation s'aggravait dans les Scarcies où Karimu avait levé le masque et menait une guerre acharnée contre les alliés des Britanniques. Hay y renvoya Garrett en décembre, pour rendre courage à ses amis, tandis que lui-même partait chez les Mèndé pour une longue tournée qui allait durer jusqu'au 16 janvier (40). Un télégramme lui avait appris le refus de Londres avant qu'il ait quitté Freetown et c'est à dessein qu'il s'éloigna sans attendre le courrier qui venait par la voie maritime.

C'est donc seulement en janvier 1891, à contre-cœur, qu'il se décida à mettre Nalifa-Mudu en route vers Bisāndugu avec la mauvaise nouvelle. L'ambassadeur de Samori partit le 19, très inquiet des réactions de son maître (41). Le gouverneur tint à l'accompagner jusqu'à Port Loko sur son vapeur particulier, mais il ne lui confia qu'une courte lettre, qui dévoilait à l'Almami cette situation désagréable, mais claire, tout en lui donnant des assurances d'amitié et en confirmant toutes les facilités commerciales possibles (42).

Hésitations de Londres. — Si l'immense rêve de Hay avortait ainsi sans remède, le gouvernement impérial entendait du moins consolider les gains de l'accord du 10 août. Il est remarquable qu'Egerton et Brackenbury, comme Salisbury lui-même, jugeaient nécessaire d'occuper les pays à l'ouest du 13° pour déjouer les intrigues françaises et protéger les chefs sous traité. Ne pouvant jouer la carte de l'Almami, il restait à jouer celle des insurgés. Pour des raisons de prestige, le seul emplacement qui convînt à une garnison était Falaba, la vieille capitale des Dyalōnké où Garrett avait hissé « l'Union Jack ». C'était d'ailleurs le seul point que Bilali ait effectivement évacué à la demande de ses partenaires et le voisinage de Hécrémakono en faisait un excellent poste d'observation. Hay en avait réclamé l'occupation dès le 24 avril, en apprenant la chute du Solimana, mais Knutsford s'y était opposé, jugeant que l'isolement de cette place pouvait être dangereux (43). Hay était revenu à la charge le 12 juillet, en soulignant que le drapeau y flottait déjà et qu'il fallait agir d'urgence, d'ici trois mois, « si l'on voulait prévenir l'offensive française ». Il eut l'habileté de transmettre quelques jours plus tard une note de Parkes, selon qui il n'y avait aucun autre moyen d'arrêter le trafic d'esclaves auquel se livraient les Bundreda en direction du Futa-Dyalō. Knutsford répondit d'abord que le contact avec les chefs de l'intérieur devrait être maintenu en attendant la délimitation, par des patrouilles fréquentes, mais qu'il ne convenait pas d'installer des postes chez eux.

Cette prudence excessive céda à l'inquiétude, du début d'octobre, quand on apprit que Bilali avait écrasé le Kurānko occidental et pris son chef Sayō Dēm̄ba, si bien que les réfugiés affluaient chez Suluku. Hébert y vit, bien à tort, un signe de mauvaise humeur dû au retard de

la réponse britannique. Il autorisa l'envoi d'une lettre de protestation aux sofas et d'une patrouille à Bumbā pour rassurer les Limba (16 octobre) (44). Le calme revint vite car il ne s'agissait pas là d'une offensive des sofas vers la mer mais du cbâtiment d'un chef qui troublait la route. Bilali allait d'ailleurs le libérer au début de 1892. Cette affaire avait pourtant rappelé la nécessité d'une présence britannique dans l'intérieur, afin de surveiller les mouvements des sofas. Dès l'instant où l'on refusait le traité Garrett, il convenait de confirmer le protectorat de la Grande-Bretagne sur le Solimana et les objections de Knutsford tombaient.

Occupation de Falaba. — Hay avait donc enfin les mains libres et, quelques semaines après le départ de Nalifa-Mudu, le 13 février, il mit en route vers Falaba unet roupe de neuf constables sous les ordres du caporal Palmer. Celui-ci arriva sans incidents le 9 mars, et s'installa dans d'excellentes conditions grâce à Mānga Dinga tout heureux de mettre enfin son pays à l'abri des Samoriens (45).

Ce poste faible et isolé allait vite exercer une influence sans commune mesure avec sa force réelle. Les sofas s'étaient retirés au-delà de Gbèriya et du Sèli (Haut Rokèl). Sous la protection toute symbolique de Palmer, le Solimana occidental allait désormais se reconstruire en paix, tandis que les réfugiés Kurānko s'installaient dans un provisoire durable, sur la rive droite du Sèli et particulièrement dans le Sēngbè. C'est ainsi que Finabala Mara construisit une forte agglomération, qu'il baptisa Tubabudugu, « le village des Européens » aux portes de Dānkawali. Quant aux gens du Sānkarā, Hay, qui voulait éviter tout incident, les avait priés de se retirer plus à l'ouest, dans le Biriwa, où ils recevaient l'hospitalité de Suluku. L'humeur incertaine de ce dernier s'améliora aussitôt et le trafic sur la route des caravanes ne fut plus troublé que par de courtes alertes sans conséquences. Il est donc clair que cette opération, devant laquelle Londres avait tant hésité, s'avérait extrêmement fructueuse.

Elle n'en restait pas moins contenue dans d'étroites limites. Le minuscule poste de Palmer n'amorçait pas la marche au Niger dont rêvait Garrett. Il n'était plus question d'occuper Farana, qui était pourtant en-deçà du 13°, puisque la Grande-Bretagne renonçait au Sānkarā. Le 31 mars, le Colonial Office rappellera fermement que les constables ne devaient sous aucun prétexte dépasser Falaba. Tout près d'eux, à Kalyèri et Héèrèmakono, les sofas tenaient solidement le Solimana oriental. Quelques semaines avant l'attaque d'Arcebinard, les Britanniques laissaient ainsi la voie libre aux Français, ce qui vouait inexorablement la Sierra Leone à être investie par le Soudan.

La Sierra Leone de Hay. — Ainsi avortaient les grands projets de Hay. Il faut dire que l'activité débordante du gouverneur suffisait à peine à sa tâche principale, la construction du protectorat, et on peut douter qu'il ait eu les moyens de se lancer vers le Niger, si d'aventure Londres l'avait permis. Les mouvements en tenaille des sofas, de part et d'autre de la route de Falaba n'étaient que des opérations locales et ne présentaient aucun danger pour la colonie. Ils affolaient cependant la population, et offraient un thème facile à la propagande française, au moment où la mission Brosselard-Faidherbe parcourait les confins du Futa-Dyalō.

Le sort de la Sierra Leone se jouait désormais près de la côte, où l'on constate, au début de 1891, que des crises se nouaient de plusieurs côtés. Ces crises de croissance, dues à la mutation soudaine d'une colonie longtemps stagnante, n'étaient pas dangereuses, mais elles immobilisaient les faibles forces de la Frontier Police en cours d'organisation.

Cette milice suffisait à peine à prendre en main le vaste pays Mèndé, loin dans le Sud, tandis que dans le centre, sur les plateaux forestiers qui séparent le Rokèl du Sèwa, un nouvel abès mûrissait. Sur les frontières orientales des Tèmnè, un chef mèndé, Vōnjo, menait contre ses

voisius une guerre violente, tout en se prétendant victime d'une agression. La tournée que fit Hay dans ces parages en mai, quelques semaines avant son départ, renforça la position britannique sans ramener le calme. Cette affaire allait prendre bientôt une importance considérable et l'intervention des Samoriens nous amènera à en parler plus loin (46). En 1891, elle paraissait bien secondaire, négligeable même, en regard de la menace que faisait peser Karimu sur la frontière nord du pays.

Hay s'était cependant embarqué pour la Grande-Bretagne en avril. Il avait récolté les fruits semés par Rowe et son action énergique avait donné corps à la Sierra Leone, mais il ne devait pas revoir celle-ci. Épuisé par l'Afrique, il allait poursuivre sa carrière dans les calmes colonies des Antilles, mais on ne le comprit pas tout de suite à Freetown où un long intérim, qui allait s'étendre jusqu'en avril 1892, marqua un palier dans l'ascension de la Sierra Leone.

Crooks et Karimu. — L'intérimaire de Hay était pourtant un homme énergique, le major Crooks, secrétaire général depuis l'année précédente. Cet Irlandais, sorti du rang, était un « home ruler », comme beaucoup de ses compatriotes en service sur les côtes d'Afrique, dont le plus illustre fut Sir Roger Casement. Ces gens servaient évidemment l'Empire dans un esprit assez spécial, ce qui explique que Crooks, comme jadis Pope Hennessey, ait vite conquis la sympathie des milieux Krio. Il n'hésita pas à prendre des initiatives assez hardies bien que son administration ait débuté fort mal, par un échec militaire humiliant.

Hay, en effet, n'avait pas réglé l'affaire de Karimu et ce chef du Tambakha, définitivement rallié aux Français, demeurait pour la colonie un danger notable. Il ébranlait le prestige des Britanniques en maltraitant impunément leurs partisans et, comme il teuait la frontière des Scarries avec la complicité des Français, il défiait les accords de 1889.

Avant de quitter cette région, au début de 1890, Garrett lui avait rendu la paix, mais celle-ci restait précaire car la présence des Muritèy à Tāmbi menaçait gravement les Tonko Limba. C'est à l'instigation de ceux-ci que Bai-Bureh, dont l'autorité était contestée chez les Témné du Nord, lança en mai 1890 une puissante attaque contre la forteresse de Karimu (47). L'échec sanglant qu'il subit permit au chef du Tāmbakha de reprendre ses raids contre les Limba, ouvrant ainsi une crise encore plus grave que l'année précédente.

Le retour de Bilali sur la frontière de la Lolo l'inquiéta sans doute mais, loin de vouloir combattre le conquérant que les Français avaient arrêté de ce côté, il se consacra à briser ses ennemis personnels. Pendant les derniers mois de 1890, il étendit ses ravages à travers le Tōnko, le Bas Sānda et le Loko, tandis que les Témné de Bay-Bureh ripostaient sur le Tāmbakha et même le Bēna, suscitant l'indignation des Français.

Pour éviter un incident international, Hay avait renvoyé Garrett à Kokuna, en décembre 1890, avec mission d'arrêter les combats. Karimu suspendit un moment son action et le « travelling-commissionner » rentra en mars, après une longue tournée dans le Haut Sānda, qu'il arracha à l'influence du Tāmbakha, et dans le Loko qui n'était pas encore officiellement intégré à la sphère britannique (48).

Les renseignements recueillis par Garrett déterminèrent Crooks, dès sa prise de commandement, à en finir avec Karimu. Le détachement de Frontier Police, qu'il envoya le 5 mai à l'assaut de Tāmbi, se heurta cependant aux Muritèy, renforcés par de nombreux guerriers du Bēna, et subit un pénible échec. Aucune vengeance n'était possible dans l'immédiat, si bien que la fin de 1891 fut une période sinistre pour les alliés des Britanniques (49). Karimu ramena dans son al-

liance une partie du Sânda et détruisit la plus grande partie du Tönko, que les constables de Sobani étaient incapables de protéger. Il établit même une tête de pont à Basia, en aval de Koku-na, et de là il rendit la vie impossible aux derniers villages Limba (50). Les représailles de Bai-Bureh et des Loko s'avérèrent inefficaces.

Cette menace insolente allait devenir intolérable en fin d'année quand Londres annonça la venue d'une Commission de délimitation, qui devait nécessairement traverser la zone troublée.

Il ne faut cependant pas s'exagérer la portée de la crise des Scarcies, qui aurait pu être rapidement réglée si Londres n'avait pas interdit toute intervention aux troupes de la garnison. L'humiliation subie par Crooks coïncidait d'ailleurs à peu près avec l'agression d'Archinard sur le Niger, ce qui allait détourner définitivement la puissance de Samori vers le Nord. Les deux années qui suivent le départ de Hay allaient donc être marquées par une stabilité relative. La rupture politique imposée par Londres ne nuisait pas aux relations commerciales avec l'Almami et l'attitude de celui-ci envers la Sierra Leone était déterminée exclusivement par les opérations plus ou moins heureuses de ses acheteurs d'armes.

BI L'ŒUVRE DE BILALI

1°) STABILISATION DE LA RECONQUÊTE.

Le voisin britannique. — Puisque Bilali ne visait qu'à rejoindre les Britanniques, il n'est pas surprenant que la visite de Garrett ait suffi pour l'arrêter dans sa marche vers la mer et pour stabiliser l'assiette de son occupation.

En juin, quand le commissaire lui communiqua les ordres de Samori, à l'entrevue de Kalyèri, il dut évacuer le Solimana occidental et replier ses troupes à l'est du Sèli. Bien que l'occupation effective de Falaba ait tardé encore neuf mois, le drapeau britannique protégeait désormais Manga Dinka et le kèlètigi, bon gré, mal gré, ne paraît pas avoir songé à molester son ancien vassal. Ses avant-postes, à Kalyèri et Gbèriya-Fotômbo, marqueront définitivement la frontière occidentale de Samori (51).

Bilali semble pourtant avoir obéi de mauvaise grâce à son maître. Il était dur pour un conquérant de s'arrêter au seuil d'un pays riche quand toute résistance organisée avait disparu et alors que l'immense territoire qu'il contrôlait était généralement réduit à l'état de désert. L'entretien de ses troupes, et même le ravitaillement des caravanes qui reprenaient la route de Freetown, posaient de ce fait des problèmes insolubles. Bilali était certainement exaspéré de voir des insurgés vaincus s'installer à faible distance, sous la protection britannique, comme ce Fina-bala, dans le Sēngbè, l'ultime canton Kurānko, que la protection de la Séli transformait en sanctuaire.

Le Kurānko occidental. — Les ordres de Samori étaient pourtant formels et il n'aurait pas accepté qu'on irritât les Anglais au moment où il sollicitait leur protection et réorganisait le commerce des armes. Bilali n'était cependant pas entièrement réduit à l'inaction car, de part et d'autre de la route de Falaba, de vastes territoires échappaient à l'influence britannique, aussi bien sur les marches du Futa-Dyalō que dans les hautes montagnes du Kono. Leurs habitants avaient participé à la Grande Révolte et hébergeaient des insurgés vaincus, ce qui appelait un châtement. Certains étaient cependant des ennemis redoutables que Bilali ne prenait pas à la légère, notamment Misasoro, qui restait maître du Séradu et risquait de menacer tôt ou tard les

communications de l'armée avec l'Est si on le laissait en paix. Contraint de respecter les protégés britanniques, le kèlètigi se tourna donc vers ces proies légitimes dès qu'il jugea stabilisée la situation dans le Solimana.

Il attaqua d'abord les Kurānko du mont Loma qui pouvaient être dangereux en raison du voisinage de Misasoro. Sidi-Baba marcha contre eux dès mai 1890, alors que Garrett était encore chez Samori. Traversant le cours supérieur du Bagbè, les sofas enlevèrent Bāndadugu, dans le Wuli, dont le chef, Bānda Karfaia, vint alors boire le dègè avec ses principaux alliés (52). La puissance des Samoriens s'étendit ainsi jusqu'à la frontière nord des Kono.

Il semble bien que le *Yerendugu* qu'ils détruisirent alors est Yéraia, au nord du Bagbè, dont le chef, Kōngoli, demanda asile cette année-là au Sēngbè. Le chef du Barawa, Bolo-Tamba Mara, évacua alors Firawa et se retira derrière le Sèli, sur la frontière du Limba.

Après avoir ainsi dégagé sa gauche, Bilali hiverna paisiblement à Héérèmakono, mais il songeait certainement à de nouvelles conquêtes. L'occupation du mont Loma suggérait logiquement l'ouverture vers la Sierra Leone d'une route nouvelle que sa position méridionale placerait hors d'atteinte des Français. Maîtres du Wuli, les Samoriens tenaient le centre de cet itinéraire, mais avaient encore à en nettoyer les deux extrémités. Vers la mer, il fallait écraser le Bas Kurānko pour atteindre la haute vallée du Rokèl. Vers l'hinterland, il fallait en finir avec le Sèradu, pour rejoindre les alliés du Lélé et du Kisi. Le premier obstacle était le chef du Kalyā, Dēmba Mara, qui fermait l'accès du Bas Kurānko. Sidi-Baba marcha contre lui en septembre et le saisit dans sa capitale, Alikaliya.

Les gens du Dya s'enfuirent alors derrière le Sèli, tandis que les autres chefs du Bas Kurānko venaient boire le dègè (53). Des patrouilles de sofas poussèrent alors jusqu'au Moyen Sèli, sur les marches du Biriwa, où Suluku reçut d'innombrables réfugiés. Ce chef s'affola une fois de plus et appela le gouverneur au secours contre une invasion qu'il croyait imminente (54).

Après avoir ainsi rétabli leur autorité jusqu'aux frontières des Témnè du Kuniki, les Samoriens s'arrêtèrent pourtant car Bilali se montrait respectueux des protégés britanniques, même s'il ne donnait pas satisfaction à Hay pour le Bas Kurānko. Il s'excusera en janvier en expliquant qu'il avait puni des coupens de route, mais il sera bien en peine de libérer Sayōn-Dēmba, que réclamait le gouverneur, car il l'avait fait exécuter peu après son arrestation (55).

Les sources du Niger. — Dès le mois d'octobre, le kèlètigi s'était d'ailleurs tourné vers le Haut Niger. C'est alors qu'il se lança, en compagnie de Sidi-Baba, à l'attaque de Bāmbaya d'où, on l'a vu, il chassa une fois de plus Misasoro (ci-dessus, chap. II).

Tandis que son lieutenant poursuivait le chef du Sèradu dans le Lélé, Bilali s'était dirigé vers les sources du Niger. Il vint à bout sans peine des Kurānko du Délédugu et du Saradugu, puis accepta la soumission de ceux du Nèya (= Nègèya) (56). Il tenait désormais la frontière nord du Kono sur toute sa longueur et la reconquête touchait de ce côté à ses limites extrêmes. Une étroite fraction du Bas Kurānko, adossée au Pays Limba, sera seule à lui échapper définitivement. En mai, après s'être débarrassé de Brosselard-Faidherbe, Sidi-Baba allait se rendre au mont Loma d'où il lancera une attaque contre les Kono de Kayima. Les Britanniques s'inquiéteront un instant pour leur avant-poste de Yèlè, mais déjà les sofas s'étaient retirés sans occuper le pays (57). La guerre française, qui venait de reprendre sur le Niger, allait les détourner définitivement des montagnes du Sud.

La Haute Scarcie. — Dans les premiers jours de 1891, Bilali était rentré à Héérèmakono pour surveiller une troupe d'Européens dont on signalait l'approche sur les Marches du Futa-Dyalō.

Depuis que le lieutenant Perrin tenait Bānko, les sofas ne communiquaient plus avec les Peuls que par la route précaire du Firiya. Plus à l'ouest, le désert du Fitaba isolait Timbo de Héérèmakono et on comprend que Bilali ait voulu mieux tenir ces routes au moment où les forces hostiles à la France paraissaient l'emporter chez ses voisins.

En octobre, en partant pour le Séradu, il avait chargé Mumini, le cousin de Mamadu Wakka qui commandait à Kalyèri, d'occuper les Marches méridionales du Futa, depuis le Hurè jusqu'au Tamiso, sur la Haute Scarcie. Ces pays vivaient repliés sur eux-mêmes depuis la Grande Révolte et les sofas pouvaient, de ce côté, ressaisir l'ancien patrimoine de Samori en contournant la route de Falaba que Hay leur interdisait de troubler.

Le Hurè succomba après une courte résistance et le vieil Alfa-Umaru se soumit, aussitôt imité par les Limba du Kamunké (58). Vers la fin d'octobre, les Samoriens étaient revenus sur le Kaba (Scarcie orientale) et la route de la mer paraissait, une fois de plus s'ouvrir devant eux. A l'ouest du fleuve s'étendait le Kokunya, domaine de l'Almami Dölèdugu, qui devait son trône à Lāngamā-Fali et dont les Samoriens attendaient un ralliement spontané (59).

Ils auraient dû savoir que leur ancien protégé avait pillé la caravane de Lāsana Turé, en 1888, et que la pression française avait en outre bouleversé l'équilibre politique des Scarcies (60). Après avoir rejoint l'insurrection, Dölèdugu s'était senti isolé en face de ses anciens maîtres du Futa et, pour s'en protéger, il avait signé, en décembre 1889, le traité de protectorat que lui proposait Forichon accouru de Benty. Ce ralliement intéressé l'avait rapproché de l'Almami Födé, chef du Tamiso, avec qui il était jusque-là en mauvais termes. Comme la garantie française n'était pas gratuite, le Kokunya et le Tamiso se trouvèrent amenés à protéger les arrières de Karimu et l'aidèrent à couper la route commerciale de Timbo à Freetown. Le Futa-Dyalō n'était pas encore prêt à accepter un tel défi, aussi l'armée de l'Almami Amadu marcha-t-elle sur Wösu en juillet 1890, mais elle recula quand elle vit que le drapeau français flottait sur la capitale du Tamiso (61). Dölèdugu et Födé envoyèrent des courriers à Benty pour demander l'aide de Lamadon qui leur dépêcha aussitôt son interprète, mais celui-ci arriva trop tard car Timbo avait rappelé ses guerriers en apprenant que ses anciens vassaux avaient traité avec la France.

Ce succès avait ancré Dölèdugu dans l'alliance française, si bien qu'il refusa tout contact avec les Samoriens quand ils revinrent sur ses frontières, d'autant plus que la récolte venait d'être rentrée et qu'il n'avait nullement l'intention de la perdre. Quand Mumini comprit qu'on le défiait ouvertement, il traversa le Kaba, en novembre 1890 et se lança à l'assaut du village fortifié de Kumba. Dölèdugu, renforcé par les guerriers de Födé, attaqua alors les assaillants à revers et leur infligea une défaite sanglante, dans laquelle périt leur chef. Bilali, qui ne pouvait supporter une telle humiliation confia aussitôt une nouvelle armée à Siséké (62), qui envahit le Kokunya en décembre, s'empara de Kumba et massacra une grande partie de la population (63).

Intervention de Lamadon. — Pendant que les sofas brûlaient les villages et enlevaient la récolte, Dölèdugu regroupa les survivants derrière la Lolo, sur le territoire du Tamiso. L'Almami Födé, qui s'attendait à une attaque imminente, mobilisa ses guerriers et appela au secours ses protecteurs français.

L'épisode qui suivit a été popularisé par l'historiographie coloniale. Lamadon, en tournée sur la Mèlakori, s'apprêtait à rentrer à Benty pour accueillir la mission Brosselard-Faidherbe, quand il apprit la menace qui pesait sur le Tamiso. Bien que son escorte ne comptât que six laptots, il se dirigea aussitôt sur Wösu, à marches forcées. Son arrivée, le 14 janvier, rassura un peu Födé, qui promit de rejoindre l'administrateur dès qu'il aurait rassemblé son armée. Lamadon se présenta alors, le 15, à Darakuyé, principal gué de la Lolo, qu'il trouva encombré par les réfugiés du Kokunya, tandis que l'ennemi se préparait, disait-on, à passer le fleuve. Comme les guerriers du Tamiso ne se pressaient guère, l'administrateur décida de bluffer. Son interprète et trois laptots se portèrent au devant des Samoriens, munis de la belle tunique du « commandant » comme preuve de sa présence, et ils annoncèrent qu'une forte colonne française était là et qu'elle allait attaquer si le Kokunya n'était pas aussitôt évacué.

La manœuvre réussit parfaitement, bien que la naïveté de Siséké ne soit pas aussi évidente que le dit Lamadon. Qu'il ait été trompé ou non, le kèlètigi n'était pas autorisé à provoquer les Blancs et quand il avait envahi le Kokunya, il ignorait certainement que Dölédugu était sous protectorat Français. Cette nouvelle bouleversait ses plans et, après avoir reçu l'interprète à Kumba, il ordonna aussitôt à ses gens de se retirer à l'est du Kaba.

Quand Lamadon se retira de Darakunya, le 19 janvier, tout danger était écarté, ce qui était fort heureux car l'armée de renfort de Födé ne comptait finalement que trente guerriers terrorisés. Voyant le calme revenir, l'administrateur se décida à quitter Wösu, le 23, et il se porta sur la Kolènté, au devant de Brosselard-Faidherbe (64).

2°) LES AMBITIONS DE LA GUINÉE.

Ballay. — La reconquête samorienne, déjà bloquée par les Britanniques, venait ainsi de huer contre les Français des Scarcies. Bilali s'y serait facilement résigné, si ce voisinage gênant n'avait pas menacé la route de Freetown, qu'il venait à peine de rouvrir. Or il était notoire que les autorités de Konakry ne cherchaient qu'à empiéter sur les domaines britanniques, sans souci de l'esprit du 10 août. Comme leur premier objectif était d'isoler le Futa-Dyalô, qui servait encore de havre aux caravanes samoriennes, leur assistance à Karimu paraissait dangereuse et la volonté lucide de Ballay donnait une cohérence nouvelle à cette politique. Il semble bien que les manœuvres dilatoires opposées par Hanotaux à la délimitation étaient inspirées par ce gouverneur qui espérait encore placer la Sierra Leone devant un fait accompli. Il ne disposait pourtant que de 130 miliciens, outre les 30 tirailleurs du lieutenant Staup, si bien qu'il ne pouvait pas grand chose sans l'aide de la Métropole.

La mission Brosselard-Faidherbe (65). — C'est à la demande de Ballay qu'Eugène Etienne décida en août 1890 d'organiser une mission topographique destinée à étudier le tracé d'un chemin de fer unissant les Rivières du Sud au Niger navigable. Bien qu'un tel projet, au lendemain de la prise de Ségou, fut digne du grand impérialiste, la composition de la mission ne permet pas de prendre très au sérieux son prétexte technique. Il s'agissait visiblement d'une exploration politique et Ballay était décidé à l'utiliser au mieux des intérêts de la Guinée Française. Comme il ne pouvait récuser ouvertement l'accord du 10 août, il espérait que le capitaine créerait un fait accompli en parcourant la zone frontalière, où il signerait des traités et étendrait l'influence française, de telle sorte qu'il faudrait en tenir compte quand on procéderait, beaucoup plus tard, à la délimitation. Ces intrigues allaient se dérouler sous la protection des guerriers de Karimu et elles permettraient peut-être de barrer définitivement le courant commercial qui coulait encore de Timbo vers Freetown. En regroupant les forces indigènes hostiles aux sofas, il serait sans doute possible de les orienter contre les Britanniques, présentés comme complices de Samori.

Ces intentions apparaissent clairement dans la correspondance de Ballay, mais elles ne figurent pas, bien entendu, dans les instructions destinées au capitaine Brosselard-Faidherbe (66). Celui-ci était seulement chargé de reconnaître la route des Rivières au Niger, qui passait au sud du Futa-Dyalō et que garantissait à la France l'accord du 10 août. Il n'avait donc qu'à préparer les travaux de délimitation.

Pour comprendre le sens véritable de l'opération, il faut songer au secret extrême dont on l'entoura, par peur d'une action préventive des Britanniques (67). Ces précautions ne seront d'ailleurs pas vaines puisque Hay ne comprendra les intentions des Français qu'en avril, quand leur échec sera déjà acquis (68).

Vers l'intérieur. — La mission, qui avait quitté Marseille au début de décembre 1890, débarqua à Benty le 26 après une courte escale à Konakry (69). A la grande déception du capitaine, Lamadon était en tournée et on apprit bientôt qu'au lieu de rentrer à la côte il s'éloignait vers l'intérieur (70). Les dispositions qu'il avait prises permirent cependant à Brosselard-Faidherbe de s'organiser rapidement et il prit la route de l'intérieur dès le 4 janvier. Il traversa en hâte le Morèa, puis le Bèna, où il put éviter tout incident bien qu'il ait senti l'hostilité des partisans de l'Almami Lusèni Suma (71). Le 24 janvier, au gué de la Kolènté, sur la frontière du Tamiso, il vit arriver Lamadon, portant l'heureuse nouvelle que Siséké hattait en retraite. L'administrateur poursuivit alors sa route vers la côte après avoir mis le capitaine au courant et lui avoir confié son guide Sorimadi. Du 30 janvier au 2 février, la mission séjourna à Wösu où Brosselard-Faidherbe fit signer à Födè un nouveau traité de protectorat dirigé exclusivement contre les Britanniques. Il obtint, non sans peine que Dölédugu sortit de son refuge et l'accompagna pour reconstruire le Kokunya (72). Des patrouilles de sofas parcouraient encore le pays et elles observèrent la marche de la mission dès le 5 février, quand elle eut franchi la Lolo. Finalement, le 6 au soir, Brosselard-Faidherbe s'installa dans les ruines de Sambéia, où Dölédugu, accompagné de quelques partisans, entreprit de se fortifier (73).

Atermoiements. — Pour aller plus loin en territoire samorien, il fallait l'autorisation de Bilali. La mission, qui se rongait dans l'inaction, allait ainsi trainer à Sambéya jusqu'au 18 février. Le capitaine incriminait la mauvaise volonté de Dölédugu et de Sorimadi, mais sans doute à tort. Le chef du Kokunya ne pouvait s'inquiéter d'une marche de la mission vers l'est, et la situation d'un pays ravagé par la guerre explique suffisamment le retard du ravitaillement attendu. Tout le mal venait en fait de Bilali qui rentrait des Sources du Niger et ne savait quelle conduite adopter. Samori craignait qu'Archinard ne reprenne la guerre et Brosselard-Faidherbe, en marchant vers le Niger, semblait vouloir donner la main aux troupes du Soudan. Bilali était décidé à s'y opposer, mais seulement par des manœuvres dilatoires, pour ne pas donner un prétexte à l'agresseur français. Siséké, qui avait établi son quartier général à Saliya, dans le Hurè, ne fit donc au capitaine que de vagues promesses (74). Un incident violent faillit se produire dès le 8 février quand le lieutenant Desmichels traversa d'autorité le Kaba et pénétra dans Yomaya, la capitale perchée du Kamuoké où, abandonné par les siens, il tint tête à une troupe de sofas furieux (75).

Brosselard-Faidherbe décida finalement de passer outre (76). Le 19 février, il quitta Sambéya et traversa le Kaba le 21 à Sokurè, premier village du Hurè. C'est là que, le soir même, Garānké-Musa vint le trouver de la part de Bilali pour l'inviter à demeurer auprès de Siséké jusqu'à la venue de nouvelles instructions de l'Almami (77). Une attente exaspérante s'ouvrit alors pour le capitaine, qui se trouva bloqué à Saliya du 22 février au 2 mars. Il accusa son hôte Siséké d'une conduite hostile et grossière, mais lui-même s'employait à rallier la population aux Français,

et signait notamment un traité avec Alfa Umaru (78). Le capitaine, soudain respectueux de l'accord du 10 août, ne voulait pas se rendre à Héérèmakono, le Solimana étant territoire britannique. Il lui fallait pourtant rencontrer Bilali, s'il voulait obtenir la permission d'aller jusqu'au Niger. Le kèlètigi lui donna finalement rendez-vous à Sumayèrèa-Kura, sur le cours supérieur du Môngo. La mission y arriva le 4 mars, après avoir traversé les solitudes du Fitaba méridional. Bilali, qui l'attendait depuis la veille avec 1.500 hommes, dont 200 cavaliers, lui réserva une réception somptueuse, inaugurée par un grand défilé militaire (79).

Echec de Brosselard-Faidherbe. — Dès l'ouverture des négociations, toute entente s'avéra pourtant impossible. Le capitaine voulait gagner le Niger en levant le tracé de son chemin de fer mais son hôte lui expliqua calmement que Samori s'attendait à être attaqué par Archinard et qu'en telle occurrence il serait lui-même obligé de s'en prendre à la mission. Il ne pouvait la laisser passer, de peur qu'elle n'aille renforcer l'armée du Soudan, et elle serait d'ailleurs incapable de suivre la route du Firiya, que la Grande Révolte avait réduit à l'état de désert. Quant à l'itinéraire méridional, par Héérèmakono, il était strictement réservé aux Britanniques.

Le capitaine fit alors preuve de la plus grande maladresse. Il essaya de soudoyer Bilali et lui suggéra même de traiter séparément avec la France et de fonder un royaume indépendant. Rien n'y fit et la menace, qui suivit hientôt, ne réussit pas mieux que l'intrigue. Comme Brosselard-Faidherbe manifestait l'intention de passer outre, son hôte cessa, le 8 mars, de ravitailler la mission (80). Celle-ci se trouva aussitôt acculée à la famine et le capitaine, impuissant, la rage au cœur, dut capituler. Il reprit la route de la côte dès le 11, évita de peu le combat contre Sisèkè qui faisait du zèle anti-français et repassa le Kaba le 15 mars (81). Dôlèdugu était venu à sa rencontre et, en sa présence, les délégués de Bilali qui l'escortaient jusqu'à la frontière, jurèrent qu'ils respecteraient désormais le Kokunya, protégé par des Français.

L'échec était complet et cette reculade humiliante faisait perdre à la Guinée un prestige péniblement acquis. Les brutalités de la mission avaient d'ailleurs soulevé contre elle les chefs les plus francophiles, ceux qui s'étaient ralliés à Lamadon.

En dehors des traités improvisés du Kamunké et du Hurè, le capitaine n'avait nulle part dépassé les positions acquises par les administrateurs de Benty. La route du Niger n'était pas relevée. Malgré sa hâte de rentrer, Brosselard-Faidherbe décida de suivre un itinéraire plus méridional, à travers le Tala, afin de saper les positions britanniques et de chercher un tracé plus commode pour son chemin de fer. Le 1^{er} avril, il rentra à Farmorèa où il disloqua la mission, avant de prendre pour quelques semaines le commandement de Benty, à la place de Lamadon, rapatrié sanitaire (82).

La principale conséquence de l'échec de Brosselard-Faidherbe fut la mise en sommeil des fameux projets visant à orienter le Soudan vers la mer auxquels Gallieni avait attaché son nom. Etienne, qui les avait chaudement approuvés en 1887, leur avait donné une nouvelle chance à la fin de 1890, en soumettant sa politique à la commission du haut-fleuve. Mais l'hostilité de la faction soudanaise à ces idées était déjà nette, car son intérêt à un nouveau débouché maritime devenait négligeable, dès lors que l'autonomie de son fief était établie à l'encontre du Sénégal. Au début de 1891, le colonel Dodds, commandant militaire de Saint-Louis, proposa qu'une forte colonne remontât de Benty à Kouroussa, mais le souci de ne pas gêner la commission de délimitation, dont la formation était imminente, avait fait écarter cette suggestion. Le parti colonial vit dans cette décision une nouvelle reculade devant la Grande-Bretagne et s'en indigna fortement (*Le Temps*, 20-4-1891). L'échec du capitaine, suivi à quelques semaines d'intervalle par l'attaque soudaine d'Archinard contre Samori, mit pourtant fin à cette polémique. Les combats du Niger allaient désormais retenir toute l'attention et ils inspireront à Ballay de la crainte pour le

commerce des Rivières. Quand la jonction militaire s'opèrera au début de 1893 entre le Soudan et les Rivières, on constatera que des obstacles naturels lui enlevaient tout intérêt pratique. C'est seulement après la chute de Timbo, en 1896, que des relations directes s'établiront entre les deux colonies, mais elles resteront insignifiantes jusqu'au jour où sera construit le chemin de fer de Kankan.

Ambiguïtés guinéennes. — Si nous considérons à présent la politique française sur les Rivières, il est incontestable que l'humiliation subie par Brosselard-Faidherbe eut les conséquences les plus fâcheuses. La nouvelle de la guerre contre Samori n'arriva qu'en juillet et on ne comprit pas tout de suite qu'il s'agissait d'un conflit majeur qui allait détourner les sofas de la côte.

Bilali venait de diriger une grande partie de ses troupes sur le Niger et le Nyândā et il n'avait certainement pas l'intention d'attaquer Benty, mais il voulait se couvrir contre une intervention française (83).

Dölèdugu, écœuré par la retraite du capitaine, négociait avec ses anciens amis. En mai 1891, subitement, il alla hoire le dègè à Héérèmakono, tandis que Sisèkè installait des garnisons chez lui (84). Les sofas libérèrent les captifs originaires du Kokunya et le pays ne fut pas ravagé, mais il rentra dans l'orbite de Samori. Les avant-gardes du conquérant revenaient ainsi sur la Lolo, c'est-à-dire la frontière du Tamiso.

Le commis Baillat, nouveau commandant de cercle de Benty, monta aussitôt à Wösu où Fodé appelait au secours. Dölèdugu refusa de répondre à sa convocation et chargea son frère d'annoncer qu'il n'était plus engagé envers la France (85). Baillat envoya alors à Bilali le milicien Fasinè (Fasinet) avec une lettre protestant contre l'occupation du Kokuñya et insistant pour qu'il dirigeât les caravanes sur Benty. Cette requête était étrange, à l'heure où le Soudan venait d'engager un duel à mort contre Samori, mais Fasinè fut bien reçu à Héérèmakono. Il ne rentrera à Benty qu'en octobre, avec une lettre curieuse, dans laquelle Bilali se disait prêt à commercer sur la Mélakuri pour peu qu'on veuille bien lui vendre des fusils (86). Cette lettre paraît chargée d'ironie si l'on songe que, quelques jours après le départ de Fasinè, les sofas traversaient la Lolo et ravagèrent une partie du Tamiso, sans s'attaquer cependant à Wösu. A plus forte raison, ils ne songeaient guère à évacuer le Kokuñya où Dölèdugu jouait double jeu en attendant de savoir quel serait le destin de Samori.

Cette razzia du Tamiso resta un fait isolé et c'était heureux pour Baillat qui venait de provoquer une guerre civile dans le Bèna. Il avait déposé l'Almami de ce pays avec l'appui de Kondéto de Laya, mais il manquait de force pour imposer sa volonté. Son attention se détournait donc du Haut Pays au moment précis où les victoires de Karimu ébranlaient l'influence britannique sur les Scarcies. C'est dans ce désordre général que le commandant de Benty apprit avec surprise, en octobre, que la commission de délimitation franco-britannique allait commencer ses travaux. Le 10 novembre, Ballay lui écrivit de visiter le Tamiso pour préparer la venue de la section française et d'en profiter pour envoyer à Bilali un nouveau message, réclamant l'évacuation du Kokuñya. Ainsi s'ouvrait une nouvelle crise car le retour de Lamadon, comme membre de la commission, allait permettre d'organiser un véritable second front sur les arrières de Samori, en contrepoint de la rivalité franco-britannique.

Dans une telle conjoncture, les négociations avec Bilali ne pouvaient guère se poursuivre, malgré le désir de Ballay. Les autorités du Soudan, qui dirigeaient une guerre à outrance, les avaient apprises avec indignation (87). Le colonel Humbert leur porta un coup mortel en télé-

graphiant le 11 novembre à Konakry : « La conduite de l'administrateur de Benty est dangereuse. Bilali nous sait en guerre, c'est une erreur de croire qu'on peut agir sur ses bandes par de bonnes paroles ».

Sur les Rivières comme ailleurs, la parole était désormais aux armes.

3°) LE COMMERCE AVEC FREETOWN.

Le domaine de Bilali. — Dans ses nouvelles frontières, qui se stabilisaient peu à peu, le gouvernement de Bilali ne parvint jamais à trouver un véritable équilibre. Les désastres de la Grande Révolte n'étaient pas réparés et cet immense territoire se caractérisait par une répartition surprenante du peuplement. Celui-ci ne subsistait plus qu'en noyaux discontinus presque tous localisés, soit sur les frontières occidentales, soit dans le Sud, sur la frange forestière. C'était le cas du Huré et du Kokunya, d'une fraction du Solimana, de divers cantons Kurânko, comme ceux du mont Loma, et enfin d'une grande partie du Kisi du Nord, incluant le Lélé. Tout le reste du pays, vers le nord et l'est, jusqu'au Niger et au Nyādā, n'était qu'un vaste champ de ruines et ne se relèvera pas avant l'arrivée des Français. Quelques garnisons isolées tenaient ce désert, surveillant à distance les avant-postes soudanais de Kouroussa et de Bānko. L'état du pays empêchait évidemment l'influence française de s'étendre, si bien que les Samoriens découvraient l'efficacité d'une tactique de la terre brûlée qu'aucune doctrine ne leur avait enseignée. Leur maître allait bientôt l'employer systématiquement pour répondre à l'agression d'Archinard.

La reprise de la guerre française obligea Bilali à modifier profondément son dispositif à partir d'avril 1891. Le gros de ses forces quitta le Solimana pour aller contenir l'ennemi sur les rives du Niger ou pour surveiller les frontières du Futa-Dyalô dont l'accès devait être protégé à tout prix. Le kèlètigi organisa alors deux colonnes principales, qui allaient garder leur autonomie jusqu'à la catastrophe de 1893.

Le Sānkarā oriental, qui abritait encore une faible population, était tenu depuis 1889 par la petite troupe de Bakari Turé, installé à Baro puis à Wasaya et Bagbè. A la suite d'une forte attaque française partant de Kankan, Bilali plaça toute la région sous l'autorité de Ténénso-Kaba, le frère de Sarānkēnyi, et celui-ci s'installa, en juin 1891, à Sininkoro avec une colonne très importante (500 sofas, 40 cavaliers, beaucoup de fusils à tir rapide). Bakari Turé se posta en avant-garde avec 300 hommes, à Dyalakama Kuñsu, pour surveiller Kouroussa. Dès janvier 1892, Bakari, fortement renforcé, sera de nouveau livré à lui-même car Ténénso Kaba partira combattre les Français sous les murs de Kérwané et la révolte de Firawa le fera diriger trois mois plus tard sur le Kisi. Cette colonne sera définitivement perdue pour l'armée de Bilali.

Face aux tirailleurs de l'Ulada, il fallait couvrir Héérémakono et la piste de Timbo. Cette tâche incombait à Tyékuragbè secondé par Farafiñ et Porèkèrè, ainsi que par Soriba, dont la troupe se trouvait depuis 1890 à Kurufina, en territoire Fula. Ce détachement s'installa dans le Firiya, particulièrement à Dānda, et il allait assurer jusqu'au bout le passage des caravanes. Il ne sera guère affaibli par le départ de Farafiñ, qui allait suivre Ténénso-Kaba à partir de 1892.

Nous étudierons plus loin la lutte contre les Français de ces colonnes qui groupaient sans doute près de la moitié des combattants de l'armée de Héérémakono. Leur position était masquée dans l'Ouest par la troupe de Siséké, qui allait demeurer jusqu'au bout sur les Scarcies, mais qui était évidemment beaucoup moins exposée.

La route vitale de Freetown était ainsi protégée vers le nord, tandis que Sidi-Baba, qui tenait toujours le Lélé et le Kisi, la couvrait vers le sud face aux derniers insurgés retirés dans des repaires inaccessibles.

Bilali assurait de la sorte la sécurité du commerce des armes, tout en conservant les régions nécessaires à la subsistance de ses gens. Malgré le triste état de son domaine, il réussira en effet à les nourrir correctement jusqu'au bout. Les régions peuplées fournissaient des grains en quantité suffisante, et particulièrement le Kisi, véritable grenier à riz de Samori. Le voisinage du Futa-Dyalō permettait de se procurer aisément du bétail, mais il fallait le payer en captifs ou en or, et une fraction en était acheminée sur Bisândugu.

Héérémakono. — Mais tout cela était du domaine des moyens, alors que la seule fin poursuivie était la bonne marche du commerce des armes (88). Les soncis de Bilali n'étaient donc pas ceux de Lāngamā-Fali. En plaçant son quartier général à Mafindi-Kabaya, celui-ci avait pensé surtout à dominer le pays et à tenir sa frange forestière. Bilali, ne songeant qu'à la route de Freetown, ne se soucia pas de s'installer au cœur de son gouvernement, mais plutôt au contact des Britanniques. Ainsi s'explique le choix du village Dyalōnké de Bèndékuda, qui était tout à fait excentrique, mais fort proche de Falaba. Sous le nom très samorien de Héérémakono, cette place allait demeurer la grande base des sofas dans l'Ouest jusqu'à l'irruption des Français (89).

En l'absence de Bilali, la place était commandée par son principal lieutenant, Sagbè-Mamadi, le « gouverneur » du Solimana, dont il réquisitionnait les hommes et les récoltes. Ce chef prendra la tête du contingent envoyé contre Humbert au début de 1892 et sera blessé le 29 février près de Kerwané (90). Son rôle sera considérable quelques mois plus tard dans la campagne du Kisi et dans la lutte contre Briquelot. En temps normal, il commandait pourtant assez peu de monde car la garnison de Héérémakono était assez modeste en l'absence du kèlètigi (91). Située loin des frontières dangereuses, sur la grande route de la mer, la place paraissait en sûreté, sa protection étant assurée par les armées déployées au loin. Jusqu'à l'irruption des Français, en février 1893, son rôle essentiel sera celui d'un gîte d'étape pour les caravanes d'armes. Celles-ci, du moins les plus importantes, venaient directement de Bisândugu, sous les ordres d'hommes de confiance de l'Almami, comme son « cousin » Lāsana Turè qui en profitait, on l'a vu, pour espionner l'armée de l'Ouest. Après la traversée pénible des déserts du Sānkarā, les caravaniers soufflaient un moment et se ravitaillaient avant de s'engager dans le secteur britannique.

Héérémakono servait aussi de dépôt d'armes, mais seulement pour l'armée de Bilali. Les caravanes étaient alors organisées par le kèlètigi avec des biens d'échange provenant des impôts de son gouvernement. Bilali jouait évidemment de sa position géographique favorable, son armée sera toujours la mieux pourvue en armes modernes et il disposera généralement de stocks en excédent. Ceux-ci étaient bien entendu à la disposition de Samori, qui pouvait toujours ordonner à son général d'augmenter ou de diminuer le trafic, mais cette activité restait distincte des grands achats d'armes que l'Almami a toujours tenu à diriger personnellement.

Organisation des échanges. — Que les caravaniers aient travaillé pour Bilali ou, directement, pour Samori, le schéma général des échanges était le même et allait demeurer constant aussi longtemps que le contact sera gardé avec la Sierra Leone, c'est-à-dire jusqu'en 1893. Il s'insérait bien entendu dans l'antique courant unissant le Haut Niger à la mer et il obéissait aux règles du commerce officiel, tel que l'Almami l'avait organisé.

Ces problèmes ont déjà été étudiés, mais il convient de préciser quelles solutions concrètes leur furent données dans le gouvernement de l'Ouest à l'époque où Bilali contrôlait la route de Freetown

Nous ne nous étendrons pas sur le problème des produits d'échanges, bétail sur pied, peaux, riz, et surtout or ou ivoire. Depuis la perte du Burè, Samori n'était plus très riche en or et on a vu qu'il mobilisa les chasseurs d'éléphants pendant l'hivernage de 1891, quand il décida d'augmenter massivement ses achats d'armes.

Le domaine de Bilali était assez riche en ivoire et il suivit la même politique que son maître, mais la situation de son gouvernement sur les frontières du Futa-Dyalô l'incitait à pratiquer le commerce triangulaire, qui a déjà été décrit, plutôt que les échanges directs avec la colonie britannique. Les campagnes continuelles qu'il menait sur les Hautes Scarcies et la frange forestière lui assuraient de nombreux captifs que les Bunduka, dont nous avons déjà souligné le rôle, dirigeaient sur le Futa, ou même sur les Rivières Françaises, après les avoir payés en bœufs. Bilali dirigeait ceux-ci sur Freetown et il est certain que ces troupeaux, ajoutés à l'ivoire, assuraient presque tous les paiements de l'armée de l'Ouest. Un second système triangulaire fonctionnait cependant, mais son échelle était beaucoup plus restreinte et il fut constamment gêné par les troubles politiques. Il consistait à vendre des captifs aux peuples voisins de la colonie, Limba, Loko ou Ténnè, et à porter à Freetown le riz qu'ils donnaient en échange.

Le rôle exceptionnel des relations avec le Futa-Dyalô explique le soin extrême avec lequel Bilali protégeait les pistes menant de son quartier général à Timbo, mais aussi celles qui redescendaient du Futa vers la Sierra Leone, par le Hurè et le Kokunya, puisque la route plus courte des Scarcies était fermée par Karimu. Ces efforts seront finalement couronnés de succès, si bien que le capitaine Briquelot, en février 1893, trouvera encore des troupeaux en mouvement sur la piste du Firiya.

Les biens achetés dans la colonie gagnaient d'abord Héérèmakono, après quoi il convenait de les acheminer au plus tôt sur la vallée du Milo où Samori les attendait. La route traditionnelle des caravanes gagnait Bisândugu par Farana, Siuïnkoro et Bagbè, mais elle sera abandonnée dès mai 1891, quand Archinard aura détruit la capitale de l'Almami. Le trafic se dirigera alors plus au sud, par Dalaforè, Mafindi-Kabaya, le gué du Niger à Tiro, Dwako, le gué du Kuya à Sokurala, et Ko-Nafadyi (92). Il aboutira désormais vers Kérwané, sur le Haut Milo, dans une zone où se localisera le centre politique de l'Empire jusqu'en 1893, malgré l'occupation de cette forteresse par le colonel Humbert. Nous verrons que la mise en place d'un troisième itinéraire, par le Kisi et le Kono, sera amorcée à partir de 1892, mais que les événements ne permettront pas au trafic de s'y organiser.

Le rythme et les modalités de ce commerce variaient énormément selon la conjoncture. C'est ainsi que les fusils qui s'achetaient traditionnellement par lots de 10 ou 20, furent transportés par centaines dans chaque caravane à partir de 1891. La rotation des porteurs paraît s'être accélérée à mesure que grandissait la crise. C'est ainsi qu'en septembre 1892, quelques mois avant la rupture, le cercle de Kankan signalera qu'une caravane samorienne descendait vers la côte tous les trois ou cinq jours. L'une d'elle, dirigée par Mamadu Bâmba, comptait 300 captifs et emmenait 98 pointes d'ivoire. Trois mois plus tard, l'Almami formera en convoi les prisonniers du Nafana et les mènera personnellement à Ko-Nafadyi où Bilali lui remettra ses derniers stocks d'armes modernes.

Tous ces mouvements s'opéraient sous la protection du kèlètigi de l'Ouest, qui était en outre responsable des relations avec les autorités britanniques, dans la mesure où elles n'intéressaient pas la politique générale de Samori. Le déroulement du commerce à Freetown lui était donc rapporté en première instance et il était l'interlocuteur habituel du gouvernement de la Sierra Leone.

Nalifa-Mudu et Parkes. — Il n'était cependant pas dans les habitudes de l'Almami de se fier entièrement à l'un de ses lieutenants, fût-il comme Bilali d'une fidélité éprouvée. Il n'est donc pas surprenant que son représentant personnel Nalifa-Mudu, qui ne dépendait pas du kèlètigi, ait fréquemment séjourné à Freetown, où il s'occupait autant de contrôler le commerce des

armes que d'éclairer la grande politique de son maître. Les circonstances allaient bientôt l'immobiliser dans la colonie, et il prendra alors naturellement en main toutes les activités samoriennes en territoire britannique.

Son partenaire était naturellement Parkes, qui lui servait de dyatigi, et dont les fonctions faisaient l'intermédiaire nécessaire entre le gouverneur et tous les chefs africains, qu'il s'agisse des petits souverains des Rivières ou du puissant conquérant de l'Hinterland. Nous avons déjà rencontré ce Créole, qui avait subi la forte influence de Blyden et considérait les Samoriens, porteurs de l'Islam, avec d'autant plus de sympathie qu'il voyait dans l'impérialisme militaire de la France le principal ennemi de son pays. L'amitié étroite qui le liait à Nalifa-Mudu prouve éloquemment sa partialité et les deux interprètes officiels qui l'assistaient dans ses travaux, Sannoko Madi et Mamadu Wakka n'étaient pas moins favorables au conquérant. On a vu que le second était parent de Mumuni, l'un des principaux chefs de colonne de Bilali (93).

Le rôle du gouvernement. — Malgré leurs sentiments favorables aux Samoriens, les autorités britanniques étaient trop fidèles aux dogmes libéraux pour se mêler des transactions commerciales, même quand celles-ci portaient sur une marchandise aussi spéciale que les armes.

Quand l'Almami, qui désirait étendre ses achats, mais manquait de moyens d'échange, demanda à Crooks d'agir sur le prix des fusils, son correspondant lui expliqua aimablement que cette question échappait à sa compétence (94). Dans un ou deux cas, Parkes intervint officiellement, à l'indignation des Français, mais c'est qu'il s'agissait de litiges à portée politique puisqu'ils mettaient en cause Samori comme maître d'un Empire souverain (95).

Le seul rôle que s'attribuait le gouvernement était d'assurer la prospérité commerciale en maintenant les routes ouvertes et en faisant régner l'ordre. Etant donné la faiblesse de ses moyens ce n'était d'ailleurs pas une petite affaire. Comme aucun poste de police n'existait entre Port Loko et Falaba, tout dépendait de l'autorité morale de la colonie sur les Loko et les Limba, et celle-ci était naturellement ébranlée par les succès de Karimu comme par la propagande des Français de Benty.

L'instabilité de cette situation était extrême et Lamadon en sera parfaitement conscient quand il transformera la délimitation en entreprise anti-britannique, avec l'espoir raisonné de couper la route de Freetown. Le pire sera finalement évité. Les dyula de Samori subiront bien quelques exactions sur le tronçon britannique de la route, mais elles seront promptement réparées. Cette protection du commerce était le devoir le plus strict du gouverneur, même s'il s'agissait d'armes de guerre, et les protestations françaises, plus violentes que sincères, auraient dû, assurément, se fonder sur un autre prétexte.

Dyula et marchands d'armes. — Le commerce des armes, qui prospérait dans la ville de Freetown, était en effet un élément traditionnel de la vie des Rivières et il n'avait pris la première place qu'en raison de la demande croissante des souverains africains. Samori retiendra l'attention à partir de 1890, mais on aurait tort de négliger les achats du Futa-Dyalô et des nombreux petits chefs voisins de la Sierra Leone.

Ce négoce était le privilège des grandes firmes commerciales qui s'étaient installées dans la ville depuis 1860 et auxquelles s'étaient remarquablement adaptées les vieilles pratiques des dyula. Les comptoirs ne vendaient en principe qu'au comptant, ce qui était fort compréhensible, puisque leurs acheteurs résidaient souvent à plusieurs semaines de la côte et qu'aucune contrainte ne pouvait s'exercer sur eux dès l'instant où ils avaient quitté la Colonie.

L'institution traditionnelle des dyatigi, familière à l'importante communauté dyula de Freetown, avait cependant permis de pallier aux lourdeurs d'un tel système. Les caravanes séjournaient rarement moins d'une semaine dans la Colonie et ils cherchaient naturellement des hôtes parmi leurs coreligionnaires, voire même leurs compatriotes. Chacun de ces dyatigi menait naturellement ceux qu'il hébergeait au comptoir de la place auquel il était lié, et sa garantie lui obtenait facilement du crédit. Ses liaisons familiales avec l'Hinterland lui permettaient de suivre ses débiteurs et il était courant d'accorder aux caravaniers des avances d'un voyage sur l'autre, soit pour une durée n'excédant guère six mois.

Le commerce des armes se distinguait cependant de tous les autres en raison de la qualité de ses clients. Les puissants chefs de l'intérieur étaient des débiteurs très sûrs car les comptoirs de Freetown se seraient fermés à leurs gens s'ils avaient manqué à leurs engagements. Leurs chefs de caravane n'en avaient pas moins des dyatigi mais ils choisissaient comme tels les agents des maisons qui leur fournissaient régulièrement des armes.

La colonie dyula de Freetown a donc joué pendant un demi-siècle un rôle qu'on ne saurait surestimer, car elle a permis d'articuler le vieux commerce soudanais sur l'économie de marché des Européens. Son noyau initial provenait des Bunduka qui contrôlaient la traite des esclaves sur les Rivières, mais ceux-ci furent vite submergés par des vrais dyula, c'est-à-dire par des colporteurs malinké descendant des vallées du Niger et du Milo. Le recrutement de ceux-ci s'étendait d'ailleurs loin en aval du grand fleuve, au moins jusqu'à Ségou, et des liaisons sont attestées avec la région de Tombouctou. Du fait de celles-ci, ils unissaient l'antique commerce saharien à celui du golfe de Guinée. Si les Dyakhanké du Futa-Dyalō se fondaient généralement parmi les Bunduka, les Peuls fournissaient eux-mêmes un élément appréciable, spécialisé naturellement dans le commerce du bétail, et que sa personnalité distinguait nettement des autres musulmans.

La communauté dyula de Freetown était donc un monde complexe que sa religion et son genre de vie opposait globalement au monde colonial des Créoles, mais qui connaissait de son côté de profondes divisions. Les litiges abondaient parmi ces commerçants imprégnés de l'esprit juridique des Manding, mais ils avaient su mettre au point des systèmes d'arbitrage qui leur évitaient de recourir aux autorités britanniques, et chaque communauté organisait l'assistance de ses pauvres. Le gouvernement reconnaissait officieusement comme chef de chaque groupe un personnage qui était élu, ou du moins désigné par un consensus général, et qui prenait le titre d'Almami, à l'imitation des petits chefs des Rivières, en dehors de toute qualification religieuse. Celui des Malinké, à l'époque qui nous intéresse, était le fameux Baraka, un vieillard solide que nous avons déjà vu servir d'agent politique au gouverneur et dont le premier fils livra souvent des armes à Samori comme chef de caravane (96).

Les papiers et les lettres de Parkes ainsi que les renseignements du consul de France nous permettent d'ailleurs de faire connaissance avec les principaux dyatigi des Samoriens comme avec ceux qu'ils recevaient. C'est ainsi que Lāsana Turé, le principal caravanier de l'Almami, descendait chez Födé-Kaba Dyèli (= Foday Cabbah Yèlli) qui travaillait pour la maison Bolling (97).

Un commerce condamné. — Nous sommes assez mal renseigné sur les achats de Samori à Freetown entre 1885 et 1888, c'est-à-dire avant la Grande Révolte, mais le commerce des armes n'était alors nullement clandestin et ne soulevait pas de grandes passions.

L'idée d'imposer des restrictions à ce trafic avait longtemps été aussi étrangère à la France qu'à la Grande-Bretagne. La première était assez mal placée sur le marché des armes et elle s'était longtemps souciée de vendre au prix fort celles que son armée réformait, sans souci de sa-

voir l'usage qu'on en ferait. L'impérialisme territorial de l'armée du Soudan l'amena cependant à s'inquiéter de ses adversaires africains et l'idée de proscrire la vente des armes aux peuples colonisables n'allait pas tarder à prendre corps. Les amis des militaires s'en feront bientôt les avocats, mais de nombreux intérêts coloniaux y resteront toujours hostiles.

La Grande-Bretagne avait bien songé un instant à restreindre ce commerce, mais c'était en 1873, quand elle combattait les Ashanti à qui la maison Swanzy de Londres fournissait des fusils par son comptoir établi à Bassam, en territoire français. Cet épisode était oublié depuis longtemps et Londres, qui n'avait aucune ambition territoriale dans l'Ouest africain, craignait qu'une prohibition nuisit seulement au commerce des Britanniques car ceux-ci l'appliqueraient avec plus de rigueur que les autres nations. Hemming, toujours en communion avec les négociants de Liverpool, avait réussi à imposer ce point de vue au Colonial Office.

La conférence de Bruxelles, réunie en 1890 à l'initiative de Léopold II, changea brusquement les données du problème. La Grande-Bretagne ne pouvait qu'approuver ses objectifs, puisqu'elle prétendait éliminer les dernières formes de la traite des Noirs, et elle n'osa pas s'opposer à l'inscription, dans l'acte du 7 juillet, de restrictions au commerce des armes perfectionnées et de l'alcool. Hemming en comprit aussitôt la portée et protesta vigoureusement : « Restricting the sale of arms would do little to stop the slave trade but give great advantages to european governments which are seeking to conquer West African empires by force ». C'était évidemment le cas de la France, sinon de la Grande-Bretagne, et Hemming craignait en outre que le refus de vendre des fusils à Samori n'irritât celui-ci contre la Sierra Leone. Dans ces conditions, et bien que l'engagement britannique fût irrévocable, le Colonial Office allait s'appliquer à retarder l'exécution de cette clause.

Cette mauvaise volonté souleva des tempêtes car elle allait coïncider avec le conflit armé le plus violent et le plus long qui ait opposé Samori à la France. Le vice-consul de France en Sierra Leone s'intéressa dès lors à la question et surveilla attentivement les ventes d'armes, tandis que la rivalité commerciale opposant Freetown à Konakry connaissait une aigreur nouvelle. Les commerçants des Rivières du Sud avaient toujours envié la liberté de leurs collègues britanniques mais, à présent, ils la dénonçaient. La presse coloniale de Paris se déchaînait contre la perfide Albion qui vendait des fusils pour tuer « les petits soldats » de la France (98).

Il fallut bien s'incliner. Sur l'ordre de Londres la « *fire arms, ammunitions and gunpowder ordinance* » fut enfin proclamée par le gouverneur intérimaire, Quayle Jones, le 3 mai 1892, à Freetown, et le 15, en pays Limba. Elle interdisait toute vente d'armes perfectionnées, sinon au bénéfice de quelques personnes pourvues d'une licence et qui s'engageaient à ne pas les revendre. Quant aux fusils à pierre (*flint lock guns*) et à la poudre, ils seraient entreposés dans des magasins gouvernementaux, d'où les commerçants les tiraient pour les vendre sous licence, sauf prohibition occasionnelle par les autorités.

Cette ordonnance sonnera bien la mort du commerce des armes, mais ses victimes allaient obtenir un dernier délai. Les maisons de Freetown auraient subi des pertes terribles si elles n'avaient pas pu écouler les gros stocks qu'elles avaient en magasin. Comme elles s'engageaient à ne pas les renouveler, on leur donnera gain de cause et la vente d'armes perfectionnées se poursuivra jusqu'aux derniers mois de 1892. Celle des fusils de traite et de la poudre atteindra même un tel niveau au début de 1893 que le major Crooks devra prendre des mesures restrictives, en août de cette année, dans l'espoir d'éloigner les Samoriens de Porèkèrè.

Des chiffres et des noms. — Ce débat a soulevé de telles passions qu'il est intéressant de chercher, dans la mesure où la documentation le permet, quelle était l'ampleur de ce commerce, vertueusement dénoncé, et qui en étaient les honteux bénéficiaires.

Il convient naturellement de s'attacher aux armes de guerre, c'est-à-dire aux divers modèles de fusils à tir rapide, qui faisaient l'objet presque exclusif des protestations françaises, tandis que les nombreuses espèces de fusils de traite n'étaient pas prises au sérieux. Ceux-ci armaient pourtant la majorité des Samoriens et les militants du Soudan finirent par s'en inquiéter puisque c'est à leur sujet qu'ils polémiqueront en 1895 contre les commerçants de Côte d'Ivoire soutenus par leur ancien camarade Binger.

Les fusils à tir rapide étaient considérés comme des armes de luxe coûteuses, même s'il s'agissait de Chassepots réformés, et c'est à eux que s'intéressaient les négociants en raison des gros bénéfices qu'ils procuraient. On a vu que les Peabody jouèrent un certain rôle au siège de Sikasso, mais que Samori s'efforça, à partir de 1890, d'acheter presque exclusivement des Gras. Les correspondances du vice-consul de France et du gouverneur de Sierra Leone nous permettent de chiffrer la vente de ces armes sur la place de Freetown entre 1890 et 1893, c'est-à-dire précisément pendant la période qui nous intéresse.

Le consul estimait à 2.000 le nombre des armes achetées par Samori avant 1890, mais ce chiffre est tout à fait inacceptable pour des fusils à tir rapide. Il ne peut s'expliquer que s'il vise les fusils de traite, et dans ce cas il doit exprimer des données incomplètes car il paraît beaucoup trop faible.

Le commerce s'organisa dans l'année qui suivit le retour de Bilali sur la frontière, mais il resta d'abord faible puisque le conquérant n'aurait acheté en 1890 que 207 fusils et 57.730 cartouches.

La situation changea profondément en 1891, car la courbe tracée d'après les renseignements britanniques monte alors vertigineusement (99). Les agents de Samori auraient alors acheté 2.689 armes, le trafic augmentant surtout à partir de juin, ce qui était prévisible. Samori venait en effet de subir l'agression d'Archinard et c'est alors, selon la tradition, qu'il mobilisa les chasseurs d'éléphants, pour réunir le plus d'ivoire possible. C'est avec les fusils achetés durant ces mois qu'il allait tenter, non sans succès, de contenir Humbert.

Pendant toute l'année 1892, les achats allaient se poursuivre, mais ils déclineront à partir de mai, quand la proclamation maladroite de la « *fire-arms ordinance* » eut troublé la route des caravanes. En janvier et février, les Samoriens achetèrent 674 fusils perfectionnés et 171.200 cartouches. Le mois suivant, le capitaine Williams alla offrir 400 fusils à Samori de la part d'Alfred Lewis Jones. Au total, l'Almami paraît avoir reçu environ 3.000 fusils perfectionnés en 1892, mais ce furent les derniers. Le commerce intense auquel se livreront les gens de Bilali et de Porékéré en 1893, et sur lequel nous avons de grandes précisions, portera exclusivement sur des fusils de traite et de la poudre.

Dans l'état actuel de notre documentation, on peut admettre que Samori s'est procuré environ 6.000 armes modernes à Freetown, dont plus de 5.000 après la reprise de la guerre contre les Français. Les vendeurs ne faisant certainement rien pour renseigner le consul, ces chiffres ne sont assurément pas surestimés et il faudrait y ajouter un nombre indéterminé de fusils que les agents de l'Almami achetèrent au même moment à Monrovia. Un total de 7.000 est sans doute voisin de la réalité.

Parmi les vendeurs, la *Sierra Leone Coaling Company* figurait en bonne place et Hemming écrira même que « Jones est le principal fournisseur d'armes à Samori » (29-5-1892). Ce jugement est cependant excessif et il reflète sans doute les protestations qui suivirent le voyage de Williams. En réalité, la filiale d'Elder Dempster and Co n'était pas au premier rang et ce n'est pas sans raison que Hay dénonça à Londres, dans une lettre du 6 novembre 1890, le rôle considérable des comptoirs français de la place (100).

Le consul ne pouvait guère le réfuter car il avait lui-même signalé au Sénégal que le principal fournisseur de Samori était la maison française Bolling, domiciliée rue Scribe à Paris (101), et dont le comptoir avait vendu en quelques mois 1.500 Chassepots à l'Almami. Pour la C.F.A.O. nous n'avons aucun chiffre, mais si cette firme tenait un rôle moins important que Bolling, elle paraît s'être trouvée à peu près sur le même pied que la *Sierra Leone Coaling Company*.

Pour les fusils de traite, nous disposons d'ailleurs de statistiques détaillées, et c'est la C.F.A.O. qui vient largement en tête, tandis que la *Sierra Leone Coaling Company* se contente modestement de la troisième place (102). Bolling, qui paraît s'être spécialisé dans les armes perfectionnées, disparaît du tableau en 1893. Les armes de traite étaient d'ailleurs en partie exportées sur la Guinée Française où elles étaient revendues à un prix bien plus élevé.

Le cours pratiqués en territoire français expliquent pourquoi les caravaniers de Samori fréquentaient rarement les Rivières du Sud. Les vertueuses protestations de Paris ne doivent pas faire oublier en effet que, pendant toute la période que nous étudions, on pouvait s'y procurer librement non seulement des armes de traite, mais certains fusils à tir rapide comme des Chassepots. Bien que Samori ait proscrit ce modèle, Bilali était moins difficile et ne manqua jamais d'en acheter pour l'usage de son armée. On a vu qu'il continua les négociations avec Konakry jusqu'en novembre 1891 et il est certain que rien n'empêchait ses agents de visiter les comptoirs français, à condition de faire preuve d'une certaine discrétion. Nous avons la preuve qu'ils y allèrent jusqu'au début de 1892 et si leurs achats restèrent modestes, il est probable que les prix pratiqués à Konakry ou Bentley en furent seuls responsables (103).

Les réalités du commerce des armes ne justifient donc guère l'indignation vertueuse de la presse parisienne. Il est significatif que le gouvernement français ne protestera officiellement que très tard, à la fin de 1892, et sans trop insister. Pen auparavant, André Mondehare, consul de France à Freetown, avait adressé à Festing une série de lettres acerbes pour lui reprocher de ne pas faire appliquer l'ordonnance de mai, mais le gouverneur l'avait invité à saisir la justice, seule compétente si la loi était violée. Le consul n'en fit rien, car il ne pouvait pas déceimment porter plainte contre ses propres ressortissants.

L'art d'attendre. — Le développement rapide du commerce des armes fondait solidement l'amitié de Samori pour la Sierra Leone et les deux partenaires avaient trop besoin l'un de l'autre pour s'attarder à des querelles secondaires ou à des froissements d'amour propre. Quand une entente formelle s'avérait impossible, ils avaient intérêt à ne rien trancher, et à laisser s'établir des compromis empiriques.

Hemming, à Londres, le comprit fort bien. Il voyait clairement que la politique impériale interdisait de traiter avec Samori, et il le déplorait, mais il souhaitait gagner du temps en n'adressant au conquérant que des réponses vagues et en évitant de le décourager en attendant la délimitation franco-britannique. Si celle-ci attribuait à la Sierra Leone une fraction notable de l'Empire samorien, il serait toujours possible de donner suite au traité Garrett dans ce cadre restreint. D'ici là, il n'y avait que des avantages à aider Samori, pour peu qu'on le fit avec assez de discrétion pour ne pas troubler la diplomatie britannique.

Cette ambiguïté volontaire était préconisée au moment précis où la série d'intérim qui suivirent le départ de Hay enlevaient toute fermeté à la politique locale, qui allait tendre à l'immobilisme jusqu'à la fin de 1891. Les instructions de Hemming furent donc les bienvenues, d'autant plus que Samori se prêtait visiblement au jeu.

Le 11 avril 1891, Nalifa-Mudu rentra en effet à Freetown avec une lettre très amicale de son maître, qui feignait de ne pas comprendre le refus de Hay, et insistait sur l'installation des

Britanniques à Dantiliya et Farana, comme si le traité était toujours valable (104). Cette requête ne pouvait avoir aucune suite et Parkes s'en montra gêné en raison des liens personnels qui l'unissaient aux sofas. Fidèle à la pensée de Hemming, Crooks temporisa en répondant à l'Al-mami qu'une décision serait prise dans quelques mois, au retour de Hay, et que Nalifa-Mudu n'avait qu'à demeurer dans la colonie en attendant (105).

Quand un caravanier annonça quelques semaines plus tard l'agression d'Archinard, Parkes et son chef, le capitaine Lendy, adressèrent des bonnes paroles à Samori et lui promirent d'en informer la Reine, mais ils savaient fort bien que les choses en resteraient là. En juillet encore, Lendy insistera pour garder Nalifa-Mudu en attendant une réponse concernant Farana, alors qu'il savait fort bien qu'aucun nouveau poste ne serait créé dans l'Hinterland (106).

Il fallut pourtant se départir de cette commode incertitude quand la commission mixte de délimitation débarqua à Freetown, le 30 novembre. Samori ne pouvait trouver naturel qu'une troupe incluant des Français pénétrât sur son territoire jusqu'aux rives du Niger. Crooks pensa le rassurer en l'informant que la commission allait étudier quelle portion de son territoire la Reine pourrait accepter, et que l'occupation de Farana pourrait en découler (107). Nalifa-Mudu prit avec cette lettre le chemin de Bisāndugu, mais son voyage coïncida avec les premiers symptômes d'une crise grave et il dut comprendre que l'avenir du commerce des armes n'était nullement assuré puisque ses partenaires étaient incapables de contenir l'hostilité des populations, même dans la zone qu'ils revendiquaient comme la leur.

C) LA CRISE DE 1892

1°) BILALI EN DIFFICULTÉ.

Des tensions profondes. — Le calme qui régna durant toute l'année 1891 sur la route de Falaba masquait en effet un profond malaise. Les réfugiés du Sānkarā ou du Kuranko qui encombraient le Pays Limba aspiraient à rentrer chez eux et voyaient passer avec colère les armes destinées à Samori. L'échec de Brosselard-Faidherbe avait ébranlé un instant la propagande française mais les exilés apprirent en mai que les combats avaient repris sur le Niger et leurs espoirs se portèrent aussitôt sur une prompte victoire française.

La tension monta naturellement à mesure que l'armée s'affaiblissait en envoyant des détachements dans l'Est contre les Soudanais (108). Tēnēso-Kaba, en juin 1891, n'avait pas dépassé le Sānkarā mais, en janvier 1892, il fut rejoint par Farafiñ et alla combattre devant Kerwané qu'Humbert venait d'occuper. Au même moment, une grande partie du détachement central, le mieux pourvu en armes à tir rapide, prit la même direction sous les ordres de Sagbè-Mamadi, et le retour de celui-ci, vaincu et blessé, vers le mois d'août, dut faire grande impression dans le Solimana où il était fort redouté.

Suluku et Sumā, les principaux chefs des Limba, subissaient évidemment l'influence des insurgés qu'ils abritaient. Mānga-Dinka lui-même, malgré la protection des constables de Falaba, souffrait du voisinage de Bilali et manifestait du mécontentement.

Les Britanniques étant considérés comme complice des sofas, leurs moindres démarches étaient surveillées avec méfiance et interprétées avec malveillance. C'est aux dyula de Bilali que profitaient les appels au calme de Parkes, et on ne s'expliquait pas sa répugnance à traiter avec Bolo Tamba, le chef des Kurānko du Barawa, qui vivait en exil à Falaba (109).

Personne n'aurait pu imaginer que Londres venait de sacrifier Samori et de renoncer au rêve soudanais de Rowe alors que le gouverneur s'ingéniait à protéger le trafic d'armes qui indisposait ses propres protégés. L'attitude ambiguë des Britanniques risquait de les faire perdre sur les deux tableaux au moment où leur impuissance devant Karimu déconsidérerait leur valeur militaire.

Révolte de Sayō et de Dölédugu. — Ces tensions éclatèrent dans les premiers jours de 1892, à l'occasion d'une crise grave qui secoua alors tout le domaine de Bilali. Tandis que les intrigues françaises agitaient le Kōkunya mal soumis, les Samoriens allaient en effet perdre leur dernier partisan dans le Solimana. Le vieux Mānga-Isa était mort en septembre à Kalyèri et son fils Sayō l'avait aussitôt remplacé. En raison de sa conduite à Sikasso, le nouveau chef était considéré par les sofas comme un héros, mais il était trop fier pour supporter les manières brutales de Bilali et il paraît avoir épousé le ressentiment de son peuple contre les conquérants. A la fin de 1891, il reçut l'ordre d'envoyer des renforts pour la saison sèche à Sidi-Baba, qui combattait alors les Kisi. Il refusa sèchement, et comme Bilali prenait un ton menaçant, il expulsa en décembre son dugukuñnasigi et se retrancha dans Kalyèri (110).

Cette révolte imprévue fit sensation et exerça une influence décisive sur les Susu du Kōkunya. Malgré une docilité apparente, Dölédugu restait en contact avec les Français de Benty et son ancien allié, l'Almami Fodé du Tamiso. Vers la fin de décembre 1891, il rompit les ponts en massacrant par surprise les sofas de Kumba et il se retraucha à Födéa. Le chef du Kōkunya avait mal calculé ses risques car Siséké quitta aussitôt Sokuré, et prit d'assaut Födéa, tuant plusieurs frères de son ennemi. Dölédugu avait pourtant réussi à fuir et il rencontra l'Almami Fodé qui accourait à son secours. Les Susu réussirent alors à surprendre les sofas vainqueurs en train de piller et à leur infliger de lourdes pertes. Siséké se retira avec les survivants à Saliya dans le Hurè, puis à Simāngarèa (Sunayèrèa), sur la frontière du Fitaba. C'est là qu'il fut dégradé par Bilali, furieux, et remplacé par Tyèkuraghè, qui accourait du Firiya avec des renforts (111).

Les insurgés, grossis par les Limba du Kamunké et les Malinké du Hurè (112) poursuivirent les sofas vers le milieu de janvier 1892 et s'emparèrent sans coup férir de Simāngarèa. Bien que les vaincus aient pu se retirer sans trop de peine, l'insurrection arrivait au contact de Kalyèri et Héérémakono paraissait désormais menacé. La population s'agitait tout le long de la route et les exhortations de Parkes aux deux parties ne rencontraient plus aucun écho (113).

Bilali fit en vain appel à Sayō, dont l'attitude devenait ouvertement hostile, tandis que l'Almami Sumā arrêtait des caravaniers dans le Warawara et que le Biriwa s'agitait. Le sergent Coker, à Falaba (114), s'évertuait en vain à réconcilier les antagonistes, et réussissait seulement à compromettre les Britanniques aux yeux de leurs protégés (115).

Chute de Kalyèri et arrêt du commerce. — La défaillance des Samoriens s'expliquait par la dispersion de leurs forces, mais ils ne s'avaient pas vaincus et, pour surmonter la crise, Bilali avait rappelé Sidi-Baba du Lélé. Dans les premiers jours de février 1892, la colonne du Sud fit donc son entrée à Héérémakono. Après quelques pourparlers inutiles, elle marcha sur Kalyèri dont elle s'empara aisément et où elle saisit d'énormes stocks de riz (116). Sayō trouva asile à Falaba, dont la population affolée s'enfuit en brousse, mais les Samoriens arrêtaient leur poursuite au gué de la Lili, par respect pour les Britanniques (117). Cette agitation battait son plein quand le capitaine Williams, agent de la *Sierra Leone Coaling Company*, se présenta à Falaba. Ce commerçant allait traiter avec Samori, à qui il portait des armes et il n'avait aucun titre à se mêler de politique, mais le sergent Coker, éperdu, le supplia d'intervenir. Williams se rendit donc à Héérémakono le 10 février et il y séjourna longuement, en s'efforçant de réconcilier Bilali avec les autochtones. Le kèlètigi relâcha effectivement ses captifs et annonça qu'il rendrait

Kalyèri à Sayō si celui-ci libérait les sofas qu'il avait pris. Mais le jeune Mānga s'était trop compromis pour faire confiance à ses anciens camarades et il n'avait plus d'espoir que dans leur défaite. Les démarches de Williams illustraient pour lui la compromission des Britanniques et il décida de rompre complètement avec eux. Quittant Falaba, où il ne se sentait plus en sûreté, il se retira à Bafodéa où l'Almami Sumā lui fit fête et où il proclama son ralliement aux Français. Il renvoya aussitôt son traité à Freetown et fit du Warawara le siège d'une violente agitation visant autant les Britanniques que les Samoriens (118). A son instigation, tout le commerce fut arrêté et les Limba n'hésitèrent pas à saisir les courriers officiels. Coker, affolé, songeait déjà à évacuer Falaba, tandis que les dyula de Bilali, surpris sur la côte, s'entassaient à Karèma comme en 1838. 2.000 bœufs destinés à Freetown se trouvèrent ainsi immobilisés à Héérèmakono.

Répressions. — Les conquérants n'avaient pourtant pas tardé à rétablir leur puissance militaire. Dès la mi-février, Sidi-Baba, avait ravagé le Nord du Solimana et pris d'assaut Simāngarèa. Il s'était alors lancé à la poursuite des insurgés à travers le Fitaba et le Hurè, où il avait enlevé Saliya. Les Malinké cherchèrent asile au Futa-Dyalō où leur vieux chef, Alfa Umaru, allait mourir peu après (119), tandis que Dôlédugu fuyait vers le sud, dans les montagnes du Kamunké. L'Almami Födè s'était retranché dans le Kōkunya, mais les sofas l'y relancèrent. Dans les derniers jours du mois ils traversèrent le Kaba (petite Scarcie) et détruisirent Födèya. Ils préparaient l'assaut de Kumba et de Patèra quand ils apprirent, le 1^{er} mars, qu'une colonne française montait de Benty pour soutenir leurs ennemis.

Sidi-Baba n'avait pas été envoyé sur les Scarcies pour combattre les Blancs, si bien qu'il jugea prudent de se replier aussitôt derrière le Kaba. Il observa jusqu'au 15 mars le rassemblement que Lamadon organisait à Mandaïa, après quoi, sur l'appel de Bilali, il évacua le Hurè, réduisant à l'état de désert.

La dernière réaction samorienne butait donc, comme la reconquête de 1890, sur la menace française. Bilali aurait d'ailleurs abandonné sans regret les Scarcies à condition que les insurgés ne troublassent pas la route de Freetown dont la protection restait son unique souci.

La crise qu'il affrontait était donc grave, surtout parce qu'elle relevait la faiblesse dérisoire des Britanniques à Falaba et leur impuissance à imposer le respect des dyula à leurs protégés. Si la population de leur zone se jetait dans les bras des Français et arrêtait le commerce, Bilali serait obligé d'intervenir et il comprenait fort bien que la Sierra Leone ne le pardonnerait pas. Ses efforts pour maintenir la route ouverte jusqu'à ses amis risquaient de le fâcher avec ceux-ci (120). On comprend qu'il ait accueilli avec plaisir la mission de délimitation britannique, car le capitaine Kenney pouvait le tirer de ce cruel dilemme s'il était capable de reprendre en main la zone dépendant de Freetown.

2°) LA COMMISSION DE DÉLIMITATION.

La débâcle de l'influence britannique dans le Haut-Pays s'était produite au moment précis où le major Moore, harcelé par Crooks, préparait contre Karimu un assaut qu'il voulait définitif. Le rétablissement du prestige militaire de la Sierra Leone ne pouvait attendre davantage sans nuire aux intérêts nationaux car la zone troublée devait être traversée incessamment par la commission mixte de délimitation.

En quête de faits accomplis. — La formation de celle-ci s'était faite avec une lenteur vraiment extraordinaire si l'on considère que deux ans et demi s'étaient écoulés depuis l'accord du 10 août 1889 dont les commissaires devaient traduire la volonté sur le terrain.

Ce retard est d'autant plus surprenant que, dès le début de 1890, Londres et Paris semblaient d'accord pour passer rapidement aux actes. En octobre 1890, les commissaires étaient désignés et on pouvait penser que les opérations commenceraient incessamment (121). Un mois après, le 17 novembre, Lord Lytton, ambassadeur à Paris, annonçait que les autorités françaises manquaient d'argent et de personnel, si bien que cette délimitation, « la plus difficile d'Afrique Occidentale », était remise à plus tard (122).

Ce retournement n'est pas surprenant si l'on songe que Ballay avait pris ses fonctions à Konakry en juillet et intriguait, depuis lors, pour une révision de l'accord du 10 août, qu'il jugeait trop favorable à la Sierra Leone. Il espérait profiter du temps gagné pour créer des faits accomplis favorables à la France et les répercussions de la nouvelle convention franco-britannique, signée le 5 août 1890, paraissaient lui donner raison.

Les efforts indépendants, mais convergents, du Quai d'Orsay, alors dirigé par Ribot, et du sous-secrétariat d'Etat, d'où Etienne animait l'impérialisme français, venaient en effet d'aboutir à des résultats surprenants.

La publication en mars dans « *Le Temps* » d'une carte du voyage de Binger qui étendait la zone d'influence française de la Volta Noire à « Bourronm » (= Bourem) sur le Niger, venait de soulever une polémique franco-allemande quand Salisbury fit un pas de clerc. L'accord germano-britannique réglant le sort de Zanzibar fut en effet conclu sans la participation de la France, contrairement à ce qui avait été prévu en 1862. Le premier ministre, très ennuyé, offrit des compensations à Paris et Ribot, très désireux d'étendre vers l'Est la délimitation du 10 août, poussa l'ambassadeur français, Waddington, à revendiquer une zone d'influence allant jusqu'au Tchad. Les Britanniques, décidés à tout sacrifier à la côte orientale, cédèrent à un véritable chantage et c'est la fameuse ligne Say-Barova qu'ils reconnurent le 5 août. Malgré l'ironie facile de Salisbury sur les « terres très légères » qu'il abandonnait on ne peut nier que la France ait ainsi établi ses droits sur des zones alors tout à fait hors de sa portée, mais fort proches du domaine de la *Royal Niger Company*.

Le rêve tchadien de la France se cristallisait ainsi, mais cet accord improvisé était rédigé en termes très généraux et des réunions périodiques devaient avoir lieu à Paris pour en préciser le contenu. Dès qu'on voulut entrer dans les détails, ces travaux se heurtèrent cependant à des difficultés insurmontables, car les deux partenaires n'avaient pas su harmoniser leurs prétentions sur des points qui, pour être secondaires, n'étaient nullement négligeables. C'est ainsi qu'ils réclamaient tous deux Bondoukou et le Gyaman, sur la frontière de Gold Coast, où les voyages de Treich-Laplène venaient de mettre en cause une prépondérance britannique ancienne et solide.

Il est significatif que, devant cette impasse, Hanotaux eut aussitôt recours à des manœuvres dilatoires car il espérait que la mission Ménard mettrait bientôt ses partenaires devant un fait accompli. Les Britanniques n'étaient pas plus pressés car, s'ils venaient de renoncer au traité Garrett, ils entendaient que la France abandonnât formellement l'ensemble du Kuranko, dont les limites exactes étaient inconnues et auquel personne ne songeait six mois plus tôt (123).

Ballay était donc en accord avec la tendance générale et tout le monde paraissait souhaiter, au début de 1891, que la délimitation ait lieu le plus tard possible.

Tout changea brusquement quand Salisbury, désireux d'avoir les mains libres en Afrique orientale, poussa ses collaborateurs à faire d'importantes concessions sur la côte occidentale. Un accord immédiat parut possible quand les Britanniques acceptèrent le principe d'un partage de l'Abrô (Gyaman), mais il était prévisible dans de telles conditions que la Sierra Leone serait également sacrifiée (124). Quand elle revint sur le tapis, ses positions les plus modestes furent à

peine défendues, si bien que la convention du 26 juin 1891 consacra un nouveau recul britannique. Non seulement l'intégralité du Kuranko n'était pas assurée à la colonie, mais celle-ci renonçait au bassin versant du Niger entre le 10° parallèle et le mont Tēmbikunda (125). L'attribution du Solimana n'était pas précisée car on croyait ce pays entièrement situé sur le versant de l'Atlantique et cette erreur allait avoir les plus graves conséquences.

Ce succès n'apaisait pas l'appétit de Ballay. Le 14 juillet, en visite à Benty, il s'employa encore à saper la position des Britanniques sur les Scarcies en excitant contre eux les délégations qui se pressaient autour de lui.

Avant la rupture. — Cependant, au niveau des capitales, le problème paraissait désormais réglé. Les Français, qui pensaient détruire Samori dès le début de la saison sèche, n'avaient plus aucune raison de retarder la délimitation. Ils désignèrent un commissaire hautement qualifié, qui n'était autre que Lamadon, alors en congé en France (126). La Grande-Bretagne, moins habile, choisit le capitaine Kenuy, qui était un excellent topographe, mais ignorait tout du pays où il allait travailler. Le mois de novembre 1891 fut employé à mettre en route les missions. Lamadon débarqua le premier à Freetown, le 28, suivi quatre jours plus tard par ses collègues britanniques (127).

Les méthodes du travail, que les deux groupes devaient mener séparément de la mer à la Grande Scarcie, furent fixées sans grande peine, mais l'échec de la délimitation était inscrit dès l'origine dans l'attitude des deux partenaires. Crooks espérait en finir assez vite avec Karimu, mais il savait qu'il n'y parviendrait pas avant l'arrivée des commissaires, tandis que Lamadon, qui venait de conférer avec Ballay à Konakry, voulait profiter de la position de faiblesse de ses partenaires pour étendre ses prétentions. Le malentendu fondamental était cependant ailleurs. Le travail topographique devait s'étendre jusqu'aux sources du Niger, en pleine zone samorienne et, malgré les contacts que Ballay gardait avec Bilali, on ne voit pas comment une troupe française en armes pouvait pénétrer sans combattre en terre ennemie, au moment où Humbert s'appêtait à donner l'estocade à Samori. Ce problème préoccupait Kenney et Crooks. Les Britanniques ne pouvaient se joindre à une action militaire contre leurs clients et, s'ils faisaient passer les Français sous leur protection, ils craignaient que ceux-ci n'en profitassent pour exciter la population. Quant à Lamadon, l'idée de visiter Bilali sous la protection des Britanniques lui semblait indigne de la France et il comptait s'employer à soulever les indigènes, à détruire la puissance des sofas et à couper ainsi la route des armes. Dans cette perspective, la commission n'aurait pu travailler que si Samori s'était effondré au même moment devant les Soudanais, ce qui eût permis au prestige des vainqueurs de se déployer dans le vide ainsi créé, aux dépens des Britanniques. Les événements n'allèrent pas confirmer cet espoir.

Toutes ces arrières-pensées pesèrent aussitôt sur les opérations. Elles commencèrent le 15 décembre à l'embouchure du Mahéla, mais se déroulèrent avec une lenteur désespérante, surtout par la faute des Français. Ceux-ci attendaient visiblement des nouvelles du Soudan et ne songeaient qu'à gagner du temps (128), tandis que Kenney marquait un point en obtenant que Karimu lui ouvrit la route (129).

Mais voici que, dans les premiers jours de 1892, le bruit courut que Sayô avait rompu avec Bilali et que le Kokunya se soulevait. À défaut d'une victoire d'Humbert, cette révolution répondait à l'attente de Lamadon. Servi par sa profonde connaissance du pays, le commissaire français crut alors qu'il pourrait ouvrir sur les Scarcies un véritable second front contre Samori. Cela supposait cependant qu'il reprît sa liberté d'action vis-à-vis de Kenney (130).

Le 29 janvier, en déchirant sans aucun motif un compromis conclu deux jours plus tôt, et en usant d'un ton insolent, Lamadon, qui campait à Sinaya en compagnie de Karimu, provoqua sciemment la rupture. Comme Bai-Bureh rompit la trêve sur les talons de la commission en lançant ses Témmè contre Karimu, le pays s'emplit soudain d'un tumulte guerrier.

Lamadon face aux sofas. — Kenney décida alors de passer outre sans plus s'occuper des mouvements de son collègue. Il quitta Walia le 5 février pour marcher sur la frontière du Tamiso (131). Il se produisit alors un étrange chassé-croisé. Tandis que le groupe britannique poussait ses levées vers la Lolo en obliquant le plus possible vers le nord, Lamadon abandonnait sa tactique d'obstruction. Traversant à son tour la Kolènté, il suivit un itinéraire bien plus méridional pour faire valoir les droits de la France au sud du 10^m parallèle, mais en renonçant à faire des levées. Son groupe, lancé à toute vitesse, traversa en hâte le Tala, où les Muritey mobilisaient pour soutenir Karimu, puis le Kokunya méridional, et il rejoignit le 14 mars, à Khamasoria, au-delà du Kaba, la masse désordonnée des insurgés que Sidi-Baba venait de mettre en déroute (132).

Les intentions de Lamadon étaient claires. Voyant que son rival s'obstinait, il avait décidé de le précéder et d'utiliser les insurgés, dont il connaissait bien les chefs, pour saper la position britannique. Si Humbert venait à bout de Samori, il pourrait alors, sans grande peine, étendre l'influence française jusqu'au Niger et, grâce à ce fait accompli, Ballay obtiendrait peut-être de Paris la révision des accords frontaliers.

Lamadon remporta d'abord des succès spectaculaires. Le 3 mars, la mission s'était retranchée à Mandaïa, un village Limba haut perché, non loin des gués du Kaba. Elle y rallia les fuyards du Kokunya, que l'Almami Dölèdugu s'employa à reprendre en main. Elle y fut bientôt rejointe par l'Almami Födé, qui avait défendu les passages du Kaba avec l'armée du Tamiso, puis par des rescapés du Hurè et des gens du Kamunké. Lamadon marqua aussitôt un point, sans tirer un seul coup de fusil. En apprenant l'arrivée des Français, Sidi-Baba s'était en effet arrêté et, après une courte attente, il se retira à la mi-mars vers le Fitaba, en laissant le Hurè en ruines.

Le moral des vaincus se redressa aussitôt et le lieutenant Brausoulié entreprit de mettre un peu d'ordre dans leur cohue et de les préparer à une défensive efficace. Grâce au calme recouvré, des convois de riz arrivaient de tous côtés et le rassemblement de Mandaïa vivait dans l'abondance. Si Lamadon se réjouissait du recul des Samoriens, il n'avait nullement l'intention de s'en contenter car il tenait à ruiner l'influence de Kenney, qui accourait enfin sur ses talons. Le Français envoya donc aussitôt des agents politiques prêcher la mobilisation contre les sofas et leurs complices britanniques à travers le Solimana et surtout chez les Limba du Wara-Wara, qui hébergeaient Sayō de Kalyèri. Le résultat fut remarquable. L'Almami Sumā, qui venait de fermer la route de Freetown aux dyula, envoya une délégation à Mandaïa et Sayō s'y présenta le 6 mars avec un noyau de guerriers fidèles. Suluku, lui-même, envoya un observateur du lointain Biriwa (132).

Un demi-échec. — Tous les chefs de la région étaient ainsi présents ou représentés et le commissaire français les harangua habilement. Sayō venait de renvoyer son traité à Freetown et l'exaltation antibritannique était à son comble. C'est pourtant ici que Lamadon trouva sa pierre d'achoppement. Tous ces gens se ralliaient à la France dans la mesure où celle-ci était l'ennemie des sofas. Ils proposaient de marcher aussitôt sur Héérèmakono et, à défaut, ils offraient d'entretenir pendant six mois une garnison de 200 tirailleurs pendant six mois. Ils étaient donc tout prêts à rompre avec la Sierra Leone, mais à condition que Lamadon répondît à leur attente en les protégeant. Or le commissaire n'avait ni les moyens, ni les pouvoirs de prendre de tels engagements, et ses cadeaux comme ses bonnes paroles ne pouvaient tenir lieu d'actes.

La déception fut donc rapide et, comme le danger avait disparu avec la retraite des sofas, le rassemblement commença à se disloquer (134). Sayō et ses alliés rentrèrent bientôt à Bafodéa et Lamadon ne garda auprès de lui que les gens de Dölèdugu et de Födé.

Kenney se trouvait cependant chez Bilali et y séjournait longuement, ce qui paraissait confirmer la propagande française. Lamadon demeura donc à Mandaia pendant plus d'un mois, surveillant attentivement les mouvements de son collègue et ceux des sofas. Il n'avait pas de nouvelles récentes de Humbert, mais il espérait encore qu'un triomphe des Français au Soudan lui permettrait de marcher sur le Niger. Il fallut finalement déchanter. Au début d'avril, Lamadon apprit que Kenney prenait la route du retour. Bilali ne bougeait pas et la saison des pluies s'annonçait. Le 6, le groupe français se décida à quitter Mandaia, après que Lamadon se soit employé à rassurer les Limba du Kamunké ainsi que Dölèdugu. Il les invita à se défendre contre un retour des sofas et leur promit que des tirailleurs viendraient les secourir après les pluies. Il rentra à Wösu en compagnie de l'Almami Födé et confia à un agent politique la garde du drapeau, pour marquer, de façon toute symbolique, la présence de la France au Tamiso. Le 26, le groupe français s'embarqua à Benty (135). La mission n'était pas officiellement dissoute, mais elle était bien morte. Sans prêter l'oreille à une opinion coloniale surexcitée, Paris venait de prescrire à Lamadon de renouer avec Kenney, ce qui revenait à le désavouer, mais l'approche des pluies rendait cet ordre inexécutable (136). La carrière africaine du commissaire français touchait d'ailleurs à sa fin car il allait être nommé, le 15 octobre, secrétaire général de la Nouvelle-Calédonie.

Kenney à Falaba. — Les intrigues de Lamadon et son agitation militaire nous ont détourné de Kenney. C'est à Sumbaya le 20 février, que celui-ci avait appris l'incursion de son collègue, et il avait aussitôt pressé la marche, sans renoncer cependant à faire des levés pour la frontière. C'est ainsi qu'il avait traversé le Tala, puis le Kokunya, et poussé vers le nord jusqu'au plateau de Kasa pour préciser la position du 10° parallèle (137).

Cette marche méthodique ne pouvait pas se poursuivre. Le 3 mars, en rentrant à Kundita, le capitaine apprit que des Limba du Kamunké, ralliés aux Français, lui interdisaient le passage. Comme le bruit courait que les constables avaient été chassés de Falaba, Kenney se résigna à interrompre ses travaux et à marcher en hâte sur le Solimana. Le 4, à Sirèkudé, la mission s'imposa à une population hostile (138) et le 5, à Yänka, le hasard la mit en présence de Sayō, qui rejoignait Lamadon avec ses guerriers. Après une explication orageuse, le chef de Kalyèri proclama violemment qu'il rompait avec les Britanniques puis s'éloigna en hâte (139). C'est seulement le 7 mars, à Musaia que Kenney trouva quelque réconfort. Il apprit en effet que les constables tenaient toujours Falaba et il réussit à rassurer les Dyalônké, qui n'étaient pas encore ralliés aux Français (140).

Le 11 mars, il rejoignit le sergent Coker dans la capitale du Solimana mais ce fut pour constater que la situation générale restait déplorable. Les Limba du Wara montraient la plus grande hostilité et fermaient même la route aux courriers officiels. Le capitaine Campbell se rendit aussitôt à Bafodéa avec l'escorte, prêt à une démonstration de force. L'Almami Sumā se radoucit alors, en déclarant qu'il avait fermé la route aux dyula mais non au gouvernement et il proposa d'expédier lui-même le courrier (141). Il fallut se contenter de ces assurances car Kenney avait hâte d'affronter Bilali, de sonder ses intentions et d'exiger de lui des garanties de paix. Il avait envoyé Mamadu Wakka annoncer son arrivée à Hécrèmakono où il fit son entrée le 19 mars (142).

Kenney chez Bilali. — Après la parade d'usage, Kenney comprit qu'il arrivait juste à temps. Bilali avait rappelé Sidi-Baba à l'approche de Lamadon, mais il ne pouvait laisser plus

longtemps la route fermée et avait décidé de marcher en personne sur le Limba, pour punir les coupables. Il expliqua au capitaine qu'il n'avait nullement attaqué Sayō mais que celui-ci avait animé la révolte. Il admit finalement que la destruction des pays situés sur la route de Freetown empêcherait la reprise du commerce et il renonça à poursuivre le rebelle, mais à condition que le capitaine soit capable de rouvrir rapidement les pistes.

Bilali ne pouvait rien refuser à son hôte car un courrier, bloqué par la révolte, attendait auprès de lui avec une lettre de Samori, en réponse au message que Crooks avait confié à Nalifa-Mudu en décembre (143). L'Almami, acculé à une défensive désespérée, s'était accroché à ce dernier espoir et feignait de croire que la délimitation allait s'étendre bien à l'est du Niger et attribuerait à la Grande-Bretagne la plus grande partie de son Empire, y compris Kankan et Konroussa. Kenney, pensait-il, allait tirer une frontière entre lui et les Français, ce qui explique la déférence extrême que Bilali montra au capitaine. Celui-ci se voyait donc contraint de décevoir son hôte. Il lui expliqua, avec ménagement, que sa mission ne s'étendait pas au-delà du Niger, mais il évita d'avouer que les pays de l'Est étaient attribués à la France. « Leur sort, déclara-t-il, ne serait fixé qu'après la fin de la guerre en cours ».

Bilali s'accommoda assez bien de cette dérobade car il était surtout pressé de rouvrir la route de Freetown et il insista pour que le capitaine se consacrat d'urgence à cette tâche, en écourtant la reconnaissance du Niger. Il jura alors qu'il renonçait à attaquer la sphère britannique et Kenney chargea Mamadu Wakka de visiter Samori et de l'informer que Bilali écoutait ses conseils (144).

Du 23 au 29 mars, la mission reconnut en hâte la piste de Héérèmakono à Farana. Le capitaine eut la satisfaction de voir le Haut Niger, mais il constata que cette région, déserte depuis trois ans et placée sous la menace immédiate des Français, était abandonnée par les caravanes, celles-ci passant désormais loin au sud, par Tiro (145). Le 31 mars, Kenney quitta son hôte et prit la route de la côte par Falaba et le Limba. A chaque étape il s'employa à rassurer la population en lui expliquant que l'intervention britannique venait de leur épargner l'invasion des sofas (146).

Stabilisation. — Le 4 avril, la mission en armes, prête à combattre, fit son entrée à Bafodéa, où une foule de guerriers se pressait. Après quelque hésitation, l'Almami Sumā et Sayō firent amende honorable. Ils ravitaillèrent Kenney et promirent de rouvrir la route, puisque Bilali ne les menaçait plus. Sayō déclara qu'il reprenait son traité et demanda que le gouverneur intervienne pour qu'il puisse rentrer à Kalyèri.

Kenney avait évité le pire. La délimitation n'était pas faite, mais la route était rouverte et l'influence britannique rétablie. Il rentra le 18 avril à Freetown (147) avec la conviction que le gouverneur devait obliger Bilali à se retirer derrière le Niger et occuper d'urgence tout le Solimana et le Kurānko, s'il voulait mettre fin aux empiètements des Français (148). En attendant il était impossible de poursuivre la délimitation et les gouvernements en prirent acte en ajournant sine die la commission (149).

3°) QUAYLE-JONES ET BILALI.

Les renseignements de Kenney arrivaient à point, au moment où la situation de la colonie se transformait profondément. Crooks était parti en congé le 21 janvier, à un moment où il semblait que Karimu désarmait et où l'administration n'avait pas encore conscience que la révolte contre Bilali était assez grave pour fermer au commerce la route de Falaba.

Chute de Karimu. — L'intérim était assuré par le Chief-Justice, Sir William Quayle-Jones, que sa formation juridique ne paraissait pas préparer à une action militante. Ce juriste allait révéler, à la surprise générale, un goût très marqué pour les entreprises militaires et les tournées de brousse. Il est vrai que les circonstances s'y prêtaient admirablement. Il avait pris ses fonctions depuis deux semaines à peine quand l'attaque de Bai-Bureh ranima la guerre de Karimu, tandis que l'Almami Sumā coupait la route de Falaba et que Lamadon entreprenait de saper l'influence britannique.

Pour rétablir celle-ci il fallait d'abord en finir avec Karimn et Quayle-Jones pressa le major Moore de lancer enfin l'attaque que la *Frontier Police* préparait depuis des mois. Il se transporta lui-même à Kambia avec la colonne, le 7 mars, tandis que les Témné lançaient un nouveau raid contre le Bèna. Mais l'attaque de Tambi, sur laquelle on fondait tant d'espoirs, aboutit le 14 à un échec sanglant (150). Une telle humiliation était insupportable. Quayle-Jones demanda à Londres d'autoriser enfin l'intervention de l'armée, puis il se porta, le 24 mars, à Kokuna où, dans une grande palabre, il rétablit la paix entre les Limba, les Loko et les Témné du Sānda. Le gouvernement impérial ayant finalement donné son accord, le colonel Ellis quitta Freetown le 30 mars avec 300 hommes de la garnison. Le 7 avril, il détruisait Tambi après un assaut brillant et facile. Malgré l'insistance de Parkes, il épargna pourtant les Muritèy qui tenaient encore la plus grande partie du Tambakha et qu'il aurait pu aisément disperser. Il n'en avait pas moins brisé la puissance de Karimu et celui-ci se réfugia au Bèna, où il mourut obscurément vers le mois d'octobre. Les Muritèy, abandonnés par les Français, allaient se retourner contre ceux-ci dès la fin de l'année, et ils lutteront contre leur ami Kondéto dans la guerre civile du Bèna. Ils interviendront encore dans les querelles des Limba et troubleront un instant la route de Falaba au début de 1893, mais ils ne représentaient plus un danger pour l'autorité britannique. Ils se soumettront de bon gré au gouverneur Cardew quand celui-ci les visitera en mai 1894 (151).

Organisation de la mission. — Après ce triomphe, Quayle-Jones était rentré à Freetown le 14 avril. La paix rétablie sur les Scarcies, il était normal qu'il s'occupât de la route de Falaba et le retour de Kenney lui en donnait justement l'occasion. Depuis fin janvier, les interventions répétées de Parkes s'étaient révélées incapables de maintenir la cohésion du parti britannique, et même de garder les pistes ouvertes. En février était même arrivé un message de Samori plein de menaces pour Sayō et Suluku (152). Il était évident que les sofas allaient intervenir en zone britannique si le gouverneur n'était pas capable d'assurer la protection des dyula et alors, si les constables ne repoussaient pas l'envahisseur, la propagande française triompherait sans remède.

Kenney confirmait que la catastrophe avait été évitée de justesse (153). Quayle-Jones décida aussitôt qu'il irait sur place imposer un règlement définitif, sans attendre le nouveau gouverneur, Sir Francis Fleming, dont la venue était imminente.

Bien renseigné par Parkes, Quayle-Jones paraît avoir eu clairement conscience de l'ambiguïté de la situation. Il lui fallait protéger et séduire des populations inquiètes et pleines de haine pour les sofas, tout en gagnant la confiance de ceux-ci dont il attendait des concessions sans contre-partie. Cela paraissait une gageure, et la seule issue qui s'ouvrait au gouverneur était la pacification de la route et son ouverture aux dyula. Quayle-Jones espérait que Bilali accepterait de payer le prix de cet avantage en se retirant derrière le Niger, ce qui ranimerait le loyalisme britannique de la population. La propagande française perdrait alors ses meilleurs arguments.

Dès le 23 avril, Parkes écrivit aux principaux chefs de la zone britannique pour annoncer la venue du gouverneur et, le 1^{er} mai, il quitta Freetown en sa compagnie.

Ouverture du Limba. — La nécessité de ce voyage se confirma aussitôt. Kenney n'avait gagné qu'un sursis et la propagande anti-britannique affirmait avec persistance que Quayle-Jones venait pour arrêter les chefs. Dès son premier palabre, le 10 mai, à Bumbā, le gouverneur intérimaire affirma qu'il voulait seulement enquêter sur la fermeture de la route et protéger le pays, mais Suluku lui répondit en se plaignant que les constables soient complices des sofas. Quayle-Jones allait demeurer plus de deux semaines dans la capitale du Biriwa, pour étudier une situation complexe et dangereuse. Tandis que les réfugiés Sānkarā et Kurānko continuaient à piller les routes, Suluku parlait d'attaquer les musulmans de Karēma et la guerre du Kuniki s'étendait à l'est du Rokèl.

Le gouverneur s'attaqua aussitôt au problème du rétablissement du commerce, mais il se heurta d'abord à un refus de son hôte, qui excluait formellement le transit des armes par son territoire. Quayle-Jones eut cependant la chance d'apprendre, le 16, que Londres venait de notifier la mise en vigueur de la convention de Bruxelles et il en joua fort habilement. Il proclama publiquement que la vente des armes à tir rapide serait désormais proscrite et la sensation qu'il causa ainsi décida les chefs à rouvrir les routes aux dyula pour tous les autres articles. Le même jour, Quayle-Jones réconcilia solennellement Suluku avec Alfa Mudu Sèri, chef des dyula de Karēma à qui il fit rendre du bétail volé. Il eut bientôt la satisfaction de voir les caravanes passer librement (154).

La demande d'arbitrage. — Un fait nouveau le poussait à hâter son départ. Le 16, Mamadu Wakka s'était présenté avec la réponse de Samori à Kenney, dont le contenu parut aussitôt d'une importance extrême. L'interprète avait trouvé l'Almami assiégeant Kerwané quelques jours après le départ du capitaine Williams. La colonne Humbert avait ébranlé sa puissance et il préparait déjà son exode vers l'Est. Mais s'il se sentait incapable d'arrêter les Français, il voulait risquer une ultime tentative pour entraîner les Britanniques à ses côtés. Tel était le sens de la concession accordée à Williams, mais la lettre de Kenney était bientôt venue briser cet espoir car elle l'informait, avec quelques précautions, que ses amis britanniques l'abandonnaient aux Français. Puisque la Reine refusait de recevoir son pays, Samori lui avait alors écrit pour solliciter sa médiation entre ses ennemis et lui-même (155).

Vers Bilali. — Quayle-Jones transmit aussitôt cette requête à Fleming, sans se faire d'illusion sur la suite qui l'attendait. Au moment où il proclamait la fin du commerce des armes, il fallait du moins ouvrir effectivement la route et s'expliquer avec les Samoriens pour éviter tout malentendu. Il s'employa hâtivement à régler les affaires qui le retenaient encore à Bumbā, imposant notamment le 21 une suspension d'armes dans le Kuniki. Sayō avait été convoqué, comme principal coupeur de route, et il se présenta le 23, avec une délégation du Wara-Wara. Le chef de Kalyèri protesta de sa fidélité aux Britanniques, n'ayant, à l'en croire, renvoyé son traité que pour attirer l'attention du gouverneur sur les malversations des sofas. Quayle-Jones ne s'y laissa pas prendre, mais il crut de bonne politique de lui pardonner, de même qu'à Suluku qui prétendait ne pas avoir fermé la route mais seulement interdit le commerce des armes. Le 25 mai, une grande palabre proclama la pacification de la région et la réconciliation générale. Marin-Karanī, qui était présent avec des réfugiés du Sānkarā, supplia le gouverneur de demander son pardon à Bilali et Quayle-Jones y consentit bien qu'il se doutât que Tiro était en dehors de la zone britannique (156).

Après ces premiers succès, le gouverneur prit la route du Wara-Wara le 26, en compagnie de Sayō (157). Du 30 mai au 1^{er} juin, il négocia à Bafodéa avec l'Almami Sumā et son frère Fannah, qui nièrent d'abord avoir coupé la route, puis déclarèrent qu'ils avaient agi par peur des sofas pour attirer l'attention du gouverneur. Ils promirent de la rouvrir mais avouèrent qu'ils étaient incapables de contrôler les agissements des réfugiés.

Quayle-Jones repartit le 2 juin, mais Sayō, effrayé, refusa cette fois de le suivre et se fit représenter par son frère. La mission entra le jour même en terre dyalōnké et le soir, à Musaia, Dususuri lui présenta les principaux chefs des Kurānko qui attendaient la grâce de Bilali pour retourner chez eux (158). Le « Chief Justice » arriva le 5 à Falaba où il installa aussitôt la nouvelle garnison, sous les ordres du Subinspector Sawyerr, dans le poste tout neuf que Mānga-Dinka venait de construire (159).

Recherche d'un compromis. — Le 7, Quayle-Jones fit son entrée solennelle à Héérèmakono où Bilali l'accueillit avec une extrême déférence (160). Bien que le visiteur ait porté un jugement sévère sur les sofas, « *scourge of the country* », les pourparlers qui allaient durer jusqu'au 15, se déroulèrent sur un ton généralement cordial. Ils furent menés discrètement par Parkes au cours de longues conversations privées, puis consacrées par des palabres les 12 et 13 juin (161). Bilali insista à nouveau sur la responsabilité exclusive des révoltés, qui l'avaient provoqué sans aucune raison. Il autorisait volontiers Sayō à rentrer à condition qu'il ne troublât plus la route, mais il était plus réticent sur Marin-Karanī Ularè, qui devrait réparer ses torts de 1888 avant de rentrer à Tiro. Il invitait aussi Finabala à revenir dans le Bonyā et il s'engageait à épargner son oncle Morlay-Bwari, mais non à le relâcher, à moins que Samori u'en donne l'ordre. L'objectif essentiel du voyage était cependant de décider Bilali à évacuer Héérèmakono et à se retirer derrière le Niger avec tous ses hommes et, sur ce point, l'échec du gouverneur fut total. Le kèlètigi avait été placé là par son maître et il ne pouvait se retirer de sa propre initiative. Il se sentait d'ailleurs tranquille en zone britannique, à l'abri, pensait-il, d'une attaque française, ce qui ne serait pas le cas à l'est du Niger. Il fit une concession, le 13, en renvoyant une forte colonne sur Farana, mais il ne pouvait guère céder davantage. Il consentit pourtant à évacuer Kalyèri où un poste de constables s'installa pour protéger le retour de Sayō.

Les choses en étaient là quand, le 13 juin, Nalifa-Mudu se présenta, en route vers Free-town. Il avait quitté Samori quelques semaines plus tôt à Kabadyāmbara, au moment où le conquérant allait partir pour Gbèlèba afin d'y préparer la campagne du Nafana, premier épisode de l'exode vers l'Est. Cet ambassadeur portait une copie de la demande d'arbitrage de l'Almami et avait l'ordre de demeurer définitivement dans la Colonie pour y défendre les intérêts de son maître. Quayle-Jones ne paraît pas l'avoir compris. Il voulait en tout cas faire patienter Samori car il craignait qu'une déception totale, et particulièrement l'arrêt du commerce des armes, ne rendît les sofas hostiles. Il décida donc de renvoyer le messenger chez son maître, en compagnie du clerc créole Renner et de l'interprète Sannoko-Madi. Ces délégués devaient assurer Samori que sa requête serait étudiée à Londres, justifier l'intervention du « Chief Justice » à Héérèmakono, et suggérer à nouveau, sans trop insister, que Bilali se retirât derrière le Niger (162).

Faute de moyens militaires, Quayle-Jones ne pouvait faire davantage. Le 16 juin, au moment de quitter Héérèmakono il fit signer à Bilali et à ses lieutenants la promesse de renvoyer le gros de l'armée derrière le Niger, de ne pas se servir de Héérèmakono comme base militaire, d'épargner la sphère d'influence britannique et de laisser les chefs exilés rentrer chez eux (163). Le soir même, en présence de Bilali et de Sidi-Baba, il procéda à l'occupation de Kalyèri au nom de la Reine (164).

Toujours accompagné des deux chefs samoriens, il rentra le lendemain à Falaba où il proclama Manga-Dinka souverain de tout le Solimana, sous la suzeraineté des Britanniques. Le 19, au cours d'une palabre, tenue en présence de Sāndi, frère de Sayō, et de Finabala, Bilali annonça que les chefs exilés étaient autorisés à rentrer chez eux (165).

Quayle-Jones prit la route le soir même pour retourner à la côte par Sinkuniya et Musaia, mais il marcha assez lentement, s'employant à trancher les affaires qu'il avait laissées pendantes

à l'aller. C'est ainsi qu'il s'occupa de la guerre du Kuniki, le 27 à Bumbā, et de celle du Sānda, séquelle de l'entreprise de Karimu, à Pèndèmbu, chez les Loko, où il séjourna du 1^{er} au 7 juillet. Il rentra le 7 à Port-Loko et le 8 à Freetown où il rendit compte de sa longue tournée au nouveau gouverneur (166).

Hypothèque d'un demi-succès. — Quayle-Jones avait incontestablement redressé une situation dangereuse et il avait marqué des points par l'occupation de Kalyèri et l'ouverture au commerce de la route de Falaba. Il n'avait pourtant pas atteint les buts qu'il s'était fixés puisque Bilali n'avait pas repassé le fleuve et que les autochtones continuaient à suspecter les Britanniques de collusion avec les sofas. Pire encore, le « Chief-Justice » n'avait pas osé annoncer clairement à son hôte que le commerce des armes touchait à sa fin et que la médiation réclamée par Samori ne connaîtrait sans doute aucune suite. Comme Parkes, il était gêné d'abandonner ainsi des partenaires fidèles et il craignait à l'excès la violence de leurs réactions. Les seules propositions fermes qu'il avança dans son rapport étaient donc d'ordre militaire. Pour tenir des alliés turbulents et affronter éventuellement la colère des sofas, il fallait installer une grosse garnison à Bumbā et renforcer celle du Solimana (167). Quayle-Jones avait paré au plus pressé, mais il n'avait pas levé les hypothèques qui pesaient sur la politique britannique. Cet échec allait bientôt inspirer aux Créoles, déçus, une violente campagne de calomnies (168).

D) LES DERNIERS MOIS

1°) UN GOUVERNEUR EXCEPTIONNEL.

Fleming contre Ellis. — Sir Francis Fleming, qui administrait la Sierra Leone depuis le 16 mai, était un gouverneur exceptionnel mais assez mal préparé à une telle conjoncture. Ce petit homme mince, nouvellement marié, dissimulait une timide obstination derrière une remarquable moustache victorienne. Il avait servi de longues années dans le calme des Antilles et son expérience administrative était grande. Le trait dominant de sa personnalité était cependant un idéalisme assez désincarné qui l'incitait à rejeter les méthodes violentes et à considérer avec sympathie les peuples de couleur. Sa popularité en milieu créole allait être assez remarquable, mais sa foi profonde dans la persuasion morale (moral suasion), son refus systématique de tout usage de la force dénotaient incontestablement un certain manque de réalisme (169). Il avait, dès son débarquement, connu l'épreuve d'une grève dure, très grave, provoquée par les méthodes du colonel Ellis, qui avait réduit arbitrairement le salaire de ses manœuvres. L'incident ne l'avait pas disposé en faveur des militaires, qui venaient de consolider leur influence à la faveur d'un intérim prolongé depuis le départ de Hay.

La victoire de Tāmbi avait renforcé l'assurance d'Ellis qui était un officier remarquable, mais plein de préjugés, et moins fier d'une longue carrière en Afrique que d'une réputation assez surfaite d'homme de lettres. Toujours très sûr de lui et plein d'une ironie féroce et méprisante, le colonel portait peu d'estime aux opinions d'autrui. Il venait de goûter à la gloire militaire et espérait que son bataillon ne resterait plus confiné dans la routine déprimante des casernes. Il était donc à l'affût de nouvelles actions d'éclat (170).

Entre ce militaire et un gouverneur comme Fleming, le conflit était inévitable. Malgré le peu d'estime qu'il portait à la Frontier Police, corps de civils mal entraînés, Ellis trouva un appui chez les officiers qui l'encadraient et particulièrement son nouvel inspecteur général, le capitaine Lendy. Ce jeune officier plein d'ardeur rêvait de gloire comme tous ses camarades et sa foi dans le recours à l'épée lui donnait le sentiment que la prudence de Londres était une dé-

mission. Depuis 1891, Lendy s'était fait l'avocat d'une politique énergique et l'immobilisme qu'on lui imposait l'exaspérait. Il se serait fort bien entendu avec un Rowe ou un Hay, mais son humeur était incompatible à celle de Fleming.

Le facteur créole. — Les militaires ne pouvaient cependant forcer la décision du gouverneur et Ellis qui les représentait était isolé au Conseil exécutif. Fleming accorda vite toute sa confiance à Parkes, et il en obtint en retour un soutien sans réserve. Le *superintendent* du *Native Affairs Department* lui servait de médiateur auprès des créoles et des musulmans de Free-town. Comme toute la colonie, il avait accueilli avec joie la naissance de la *Frontier Police*, mais ses sentiments à son égard venaient de se transformer complètement. La présence de constables à travers tout l'intérieur dépossédait peu à peu son département du monopole des relations avec les chefs indigènes. Parkes le ressentait amèrement et il éprouvait une hostilité croissante contre ces militaires au petit pied qui opprimaient ceux qu'ils auraient dû protéger. En 1892, Parkes ne songeait plus qu'à limiter leur influence et il paraît avoir éprouvé une véritable antipathie pour l'autoritaire Lendy. Il s'opposait depuis longtemps à tous ses projets d'expéditions militaires et c'est à sa suggestion que le gouverneur créa, dès le 2 septembre 1892, les districts civils de Port Loko et de Sulimah, couvrant respectivement le nord et le sud de la zone d'influence britannique. L'ensemble de celle-ci fut bientôt l'objet d'un vaste plan d'organisation civile que Parkes présenta à Fleming. Elle devait être divisée en cinq districts confiés à des commissaires civils, ce qui permettrait de réduire l'effectif des constables. Dans l'esprit de l'auteur, ces commissaires seraient naturellement choisis parmi ses compatriotes les Créoles, car il n'avait pas conscience que l'ère des grandes espérances se fermait alors pour eux. Dans la marée coloniale qui submergeait l'Afrique, l'existence d'un peuple indigène assez acculturé pour prétendre à l'égalité devenait un scandale.

Dès que Hemming découvrit ce détail, il fit écarter le plan de Parkes et quand celui-ci sera appliqué, par le gouverneur Cardew, en 1884, ce sera au profit de la Police. On peut y voir l'amorce de la mise au pas des Créoles, et de leur refoulement dans la condition d'indigènes qui allait marquer le début du XX^{me} siècle.

Un conflit de principes. — L'Empire Britannique a rarement connu un conflit entre le pouvoir civil et la volonté impérialiste des militaires aussi marqué qu'à cette occasion. Cette situation exceptionnelle allait influencer profondément l'attitude de la Sierra Leone envers Samori durant les derniers mois qui précéderent l'irruption des Français, et ses séquelles provoqueront encore, une année plus tard, la lamentable affaire de Waima.

Fleming arrivait dans une colonie dont les frontières paraissaient à peu près assurées par traité. Il ignorait les nostalgies sondanaises d'un Rowe ou d'un Hay, et ne voyait pas pourquoi l'on sortirait d'un immobilisme tranquille dans l'unique dessein d'assurer de beaux coups de sabre à des militaires agités. Il n'aimait guère les tournées en brousse et l'usage de la « persuasion morale » dans les zones voisines de la colonne lui prenait tout son temps. Il n'est donc pas surprenant qu'il ait confié à Parkes les affaires de l'Hinterland et particulièrement les relations avec les sofas.

On allait accuser ce Créole remarquable d'être à la solde de l'Almami, ce qui était une injure gratuite à un homme honnête, à qui l'on reprochait seulement d'être l'ami des Samoriens. Il semble bien que Parkes obéissait ainsi aux suggestions de Blyden, qui voyait dans l'Islam l'unique chance de régénérer la race noire et qui incarnait partiellement son rêve dans la personne de Samori. Ainsi s'explique sans doute la sympathie obstinée que Parkes portait aux sofas, et qui allait lui valoir non seulement la haine de Lendy, mais encore de graves ennuis à la suite des événements tragiques de 1893. Fyfe préfère cependant invoquer la loyauté du *superintendent*, ce

qui serait déjà tout à son honneur. Rowe et Hay ayant joué la carte de Samori, dans l'espoir de mener une grande politique soudanaise, les fonctions de Parkes l'avaient mené à nouer avec les sofas des liens de plus en plus étroits. Une amitié personnelle l'unissait à Nalifa-Mudu qui s'installa à nouveau chez lui quand il rentra à Freetown en septembre 1892 et qui allait y demeurer après l'exode de son maître, car il décida de s'installer à son compte dans la Colonie, comme commerçant. Les exigences d'un machiavélisme vulgaire imposaient dès lors aux Britanniques, incapables de soutenir Samori, de se retourner contre lui. Parkes allait pourtant s'y refuser obstinément et il restera fidèle à ses amis contre vents et marées.

2°) LA NOUVELLE ROUTE DE FREETOWN ET LA GUERRE DE VONJO.

Malgré le travail efficace de Parkes, Fleming ne pouvait lui confier entièrement la politique de l'hinterland et il découvrit vite que les Samoriens, s'ils restaient bien disposés envers les Britanniques, n'étaient pas pour autant des alliés faciles. Ils respectaient la route de Falaba depuis que Quayle-Jones y avait rétabli la sécurité du commerce, mais ils pensaient être en droit d'imposer leur autorité partout où l'influence britannique n'était pas établie, et ils ne se souciaient nullement des crises de conscience que leurs méthodes provoquaient dans l'âme victorienne de leurs partenaires.

Les frontières de Bilali. — Bilali n'était pas homme à rester l'arme au pied et il cherchait sans cesse un adversaire à soumettre pour employer au mieux les forces que son maître lui avait confiées. La menace de Lamadon l'avait immobilisé dans le Nord jusqu'aux pluies de 1892, mais le départ des Français ne l'avait nullement incité à agir de ce côté (171). Des bruits allaient courir sur les Rivières, jusqu'en fin d'année, à propos d'une offensive imminente des Samoriens vers la mer, mais il semble qu'ils n'aient eu aucun fondement. Les Français s'avéraient si redoutables sur le Niger que Bilali n'avait aucun désir de les combattre en ouvrant un second front. La route du Firiya lui suffisait pour le commerce du Futa-Dyalô et il ne voulait pas risquer de graves complications pour la possession de la zone dévastée des Hautes Scarries. Son seul espoir de ce côté était d'établir un désert infranchissable entre les Français et ses positions, et c'est pourquoi il venait d'évacuer définitivement le Hurè. Le calme allait régner dans cette région jusqu'au début de 1893, quand le lieutenant Dhôtel montera de Benty pour se porter au devant des tirailleurs de Combes, qui dévalaient du Soudan (172).

Tous les pays du Nord s'étaient ainsi fermés aux ambitions de Bilali, aussi était-il naturel qu'il dirigeât son expansion vers la lisière de la Forêt, qui était désormais sa seule frontière ouverte. Dès la retraite de Lamadon, Sidi-Baba était reparti guerroyer dans le Lélé où les derniers insurgés s'obstinaient toujours dans leur résistance. Le kèlètigi s'occupa alors des pays du Sèli (Haut Rokèl) et des montagnes du Kono, dont il s'était détourné depuis plus d'un an, et où son pouvoir n'avait pas progressé depuis la prise d'Alkaliya.

Recherche d'une route méridionale. — Cette orientation naturelle paraît avoir coïncidé avec des consignes précises de Samori, qui prévoyait que la prochaine offensive française couperait la piste de Freetown par Ko-Nafadyi. La fin imminente de l'insurrection au Kisi allait lui assurer un accès direct au Farmaya, et il convenait dès lors de chercher un itinéraire longeant les lisières de la Forêt par le Kono et débouchant vers le Rokèl, afin de garder un accès à la Sierra Leone malgré l'avance des Français.

L'occupation de Kérwané par Humbert avait donné un caractère de priorité à ce projet, mais Bilali, dont les meilleurs hommes étaient sur le Niger, n'avait plus les moyens d'entreprendre de grandes conquêtes. Les colonnes qu'il pouvait encore former étaient redoutables pour les pe-

tits chefs du Sud mais, faute d'effectifs, il n'aurait pu élargir sérieusement ses frontières qu'en s'appuyant sur des alliés indigènes, c'est-à-dire en s'immisçant dans des querelles locales. Cette politique avait toujours été familière aux Samoriens, mais il s'agissait désormais d'une nécessité absolue qui s'imposait à eux.

Un hasard secourable voulut qu'une guerre civile féroce et interminable ravageât justement les pays entre Sèli et Baghè (Haut Séwa), dont la possession pouvait donner au conquérant le contrôle de la nouvelle route de Freetown, dans sa section occidentale. En choisissant bien leurs alliés, les Samoriens étaient donc en droit d'espérer s'imposer avec assez peu de monde.

Vonjo contre Föri. — Ce conflit, qu'on peut appeler la guerre de Vonjo, était un abcès de fixation qui préoccupait les gouverneurs depuis des années, sans les inquiéter vraiment (173). Ses racines remontaient à la guerre Yoni. Après la victoire britannique, en novembre 1887, l'un des principaux opposants, Condoh, s'était retiré vers l'est avec une troupe armée et tenait la brousse vers Yélé, sur les confins des Témné et des Mèndé. Cette situation préoccupait le gouvernement et, depuis 1889, Hay s'efforçait d'obtenir la reddition du Yoni ou de le faire capturer. Après l'établissement de l'autorité britannique chez les Mèndé, en 1889, il avait incité ses nouveaux protégés à arrêter cet obstiné. Il était parvenu à ses fins en 1890, quand Vonjo, de Mongèri, chef des Mèndé du Lunya, avait pris et livré Condoh.

Vonjo n'était malheureusement pas seul eu piste et son voisin, le chef du Majé, Murray-Goorah, de Gondama, espérait aussi toucher la prime. Sa déception réveilla une rivalité déjà ancienne, et la guerre éclata vers la fin de 1890. Elle prit vite un caractère inexpiable. Quand le capitaine Lendy quitta Taiama, au début de 1891, pour préparer la visite de Hay dans le Bonkolenken, il s'en mêla maladroitement (174). Il installa à Gondama le *sub-inspector* Taylor, un Krio, mais Murray-Goorah s'enfuit avec ses hommes sur le Séwa où il trouva asile chez Föri, chef du Gorama. Ce chef était un Mèndé, d'ailleurs métissé, qui résidait à Majundu, sur la frontière des Kono Nimmi, dont l'alliance lui assurait une forte position. Avec l'aide de Kurua-Wara, qui commandait le Séwa, dans le Kono oriental, il luttait contre un grand personnage, Nyagwa de Panguma, chef des Mèndé du Bambara. Ce dernier, avec l'appui du fameux Kai-Lundu, le conquérant du Luawa, avait établi son hégémonie sur l'ensemble du Mèndé oriental et s'efforçait de l'étendre vers le nord aux dépens des Kono.

Nyagwa étant l'un des piliers de l'influence britannique, Föri pouvait être considéré comme hostile et l'aide qu'il accordait à Murray-Goorah paraissait le confirmer. Il faut dire que Lendy avait nettement manqué d'impartialité en épousant la querelle de Vonjo qu'il avait laissé annexer le Majé. Dans ces conditions, on comprend que le chef de Gondama se soit méfié et ait refusé de se présenter aux Britanniques (175). Quand Lendy rentra à Freetown, en mai 1891, la crise s'aggravait et Taylor, installé avec quinze constables à Yélé (Bonkolenken), devait se contenter d'en suivre le déroulement. Après une courte inquiétude due au raid de Bilali contre Bagbéma, les mois suivants furent marqués par des victoires spectaculaires de Vonjo. Ce chef se tourna vers le Séwa, écrasant successivement tous les alliés de Föri, dans le Wāndo et le Gorama et installant finalement son camp de guerre, en avril 1892, au village de Bambara, qui contrôlait un gué du fleuve (176). Mais ces succès inquiétaient ses voisins et Nyagwa lui-même devenait menaçant à la suite de pillages commis sur sa frontière. Vonjo restait maître du pays et avait acculé Föri à la frontière des Kono, mais la guerre traînait en longueur (177).

Il faut dire que le conflit s'était largement étendu vers le nord. Vonjo avait rallié le Kuni, qui marque la limite orientale du domaine des Témné. La population très conservatrice de ce pays, que l'Islam n'avait pas encore touché, avait une redoutable réputation guerrière. Son

chef, Konkomān de Mayata, en prenant le Gorama à revers, avait provoqué la défaite de Fōri, mais celui-ci ne restait pas inactif. Par une habile diplomatie, il avait réussi à lancer dans le dos du Kuniki les gens du Bas Kurānko (178). Ces métiés de Témné firent alors appel à leur voisin Babey, chef des Limba du Safroko et vassal de Suluku (179). Les remous provoqués par Vonjo s'étendaient ainsi jusqu'à la route de Falaba, si bien que les Britanniques ne pouvaient plus les ignorer.

Intervention de Quayle-Jones. — Depuis son intervention à Gondama, Lendy s'était fait l'avocat d'une action militaire aux côtés de Vonjo mais Parkes s'y était opposé, jugeant que la Frontier Police n'avait pas à faire de politique indigène, et le départ de Hay avait fait classer l'affaire.

La menace pesant sur le Kuniki, qui venait de traiter avec les Britanniques, la ramena au premier plan. En janvier 1892, dès son entrée en fonction, Quayle-Jones demanda à Lendy d'aller étudier la situation sur place. Le 25 février, le capitaine proposa d'envoyer une expédition pour protéger Vonjo contre Murray-Goorah qui refusait de négocier la paix. Parkes s'y opposa en arguant que ce chef ne pourrait être pris que par trahison et que la bonne foi de Vonjo était sujette à caution (180). Comme l'assaut contre Karimu était imminent, le gouverneur ne pouvait écouter Lendy. Le 7 mars, il fit écrire à Vonjo qu'il irait prochainement le visiter, mais Parkes jugeait que cette démarche serait inopportune tant que les combats continueraient au Kuniki.

La situation évolua vite dans un sens favorable à Vonjo. Le Kuniki écrasa les Kurānko en avril et se lança aussitôt à l'attaque du Safroko. Quayle-Jones, qui montait justement à Falaba, décida alors de profiter de son voyage pour ramener le calme. En passant dans le Bōmbali, le 4 mai, il y laissa Parkes avec mission d'enquêter et d'interroger Babey, le chef du Safroko. Ce dernier se présenta au gouverneur le 21, à Bumbā et, sous la pression de Suluk, promit de rester sur la défensive. Le 27 juin, en rentrant à Bumbā, Quayle-Jones put s'assurer que les combats avaient pris fin sur le Haut Rokèl.

Il n'en allait pas de même sur le Sēwa. De ce côté, il avait envoyé en mai le détachement sous-inspecteur Beneni Johnson. Celui-ci avait renforcé la position de Vonjo, mais aucune négociation ne parut possible avec Fōri dont la position restait inexpugnable (181).

Appel à Bilali. — Quayle-Jones savait d'ailleurs fort bien que cette accalmie ne serait pas durable. Pendant son séjour à Héérèmakono, des émissaires du Bas Kurānko s'étaient présentés pour demander une aide militaire à Bilali. Ces gens, qui avait rompu avec Samori depuis 1888, acceptaient donc de rentrer au bercail pour se venger du Kuniki. Mécontent de voir ainsi rebondir le conflit, le gouverneur avait obtenu de Bilali la promesse de ne pas s'en mêler (182).

Si le fait est exact, le kèlètigi avait fait à son hôte une fausse politesse car il est évident qu'il ne pouvait renoncer à l'occupation de la route préforestière. L'appel qu'il venait de recevoir était providentiel et il était certainement décidé à lui répondre dès qu'il en aurait les moyens.

Une nouvelle ambassade Kurānko le visita d'ailleurs au début d'août et il paraît l'avoir bien accueilli. Sawyerr s'inquiéta en l'apprenant et réunit alors à Falaba une grande palabre, où il demanda à Bilali de ne pas former une colonne et de retirer ses hommes du Kurānko. Il crut avoir obtenu gain de cause mais Bilali voulait seulement, une fois de plus, ménager la susceptibilité de ses partenaires (183).

Défaite de Yomani. — La colonne confiée par Bilali à Yomani quitta Héérèmakono en septembre pour le Bas Kurānko (184). L'affaire tourna cependant très mal car, après quelques succès sur les Kuniki, sofas et Kurānko se disputèrent le butin. Les Samoriens attaqués par surprise furent massacrés et Yomani rentra presque seul chez Bilali (octobre) (185).

Victimes de la méthode des petits paquets, les sofas venaient ainsi de subir un échec humiliant dont les circonstances ne permettaient pas de tirer vengeance. Une nouvelle ambassade envoyée par Fōri se présenta pourtant, peu après le désastre, mais Bilali n'avait plus les moyens d'aider le chef du Gorama (186). Au moment où l'offensive française se préparait, il devait regrouper tous ses hommes pour écraser les dernières résistances du Kisi et livrer ses stocks d'armes modernes à Samori. Pour couvrir ce mouvement, il se contenta d'installer près des sources du Niger son lieutenant Porèkèrè qui combattait jusque-là dans le Firiya contre les Français de Banko (187).

La défaite de Yomani laissait les mains libres à Vonjo et à ses alliés du Kuniki. Dans les dernières semaines de 1892, ils allaient reprendre l'offensive et les dernières positions de Fōri tomberont l'une après l'autre. Au début de 1893, Vonjo enlèvera même Majundu, la capitale de son ennemi, qui devra se réfugier chez ses alliés, les Kono du Nimmi.

L'interminable guerre civile des Mèndé paraissait donc approcher d'un terme marqué par la victoire du parti britannique. La débandade des Samoriens devant l'offensive de Combes leur fera bientôt croire que le danger s'éloignait de ce côté et que la Sierra Leone pouvait se consacrer à résister aux empiètements des Français.

3°) LA TENTATIVE DE JONES.

Un dernier effort. — L'aventure de Porèkèrè démentira bientôt cet optimisme relatif, mais elle n'était pas prévisible en 1892. Après le voyage de Quayle-Jones, l'agitation de l'hinterland n'était plus une question brûlante aux yeux des autorités britanniques. Le voisinage de Samori et le commerce des armes posaient par contre un problème permanent, que les décisions impériales ne tranchaient qu'en apparence. Le gouvernement local ne pouvait protester ouvertement contre l'ordre d'abandonner Samori, mais il ne faisait rien pour décourager les initiatives d'acteurs plus discrets, et ceux-ci passèrent un moment au premier plan durant l'année 1892. Il s'agissait bien entendu des commerçants de Freetown, dont beaucoup refusaient d'attendre passivement derrière leurs comptoirs, tandis que des forces hostiles menaçaient de les couper de leurs clients. La prospection géographique n'était pas étrangère à leur tradition, et la firme la plus puissante de la place se décida à risquer une ultime tentative avant de renoncer pour toujours au mirage soudanais. Ainsi naquit en 1891 l'idée de la mission Williams, qui incarnait la protestation des milieux commerciaux contre la politique de démission illustrée par le rejet du traité Garrett.

Les négociants de Freetown voyaient clairement que la France allait les enfermer dans les étroites frontières acceptées par Londres et ils ne s'y résignaient pas. Personne n'ignorait que Samori avait accordé quatre ans plus tôt à Festing d'importantes concessions économiques et que si elles étaient restées lettre morte ce n'était pas de son fait. Il paraissait possible, en reprenant cette politique, d'empêcher le mur du protectionnisme français de fermer la vallée du Niger. Au moment où le gouvernement local, bridé par Londres, se détournait à regret du mirage soudanais, la Sierra Leone Coaling Company, première firme de la place, allait tenter un dernier effort pour sauver Samori au profit de la colonie.

Alfred Lewis Jones. — Malgré toute sa prospérité, cette maison n'aurait pu financer l'aventure si elle n'avait pas été relayée par le puissant groupe métropolitain dont elle dépendait, *Elder, Dempster and Co*, de Liverpool (188). Cette entreprise de navigation à vapeur, qui avait absorbé la plupart de ses concurrents, dominait les activités maritimes sur la côte occidentale (189). Il est remarquable que cette énorme affaire se soit alors incarnée en un homme, à vrai dire exceptionnel, Sir Alfred Lewis Jones. Ce Gallois de famille pauvre avait débuté comme garçon de cabine sur les lignes d'Afrique et il continuait à déployer une imagination bien celtique dans la haute position où il s'était hissé à force d'intelligence, d'adresse et d'énergie. En dehors de la culture des bananes aux Canaries, il s'intéressait particulièrement à la Sierra Leone et ce philanthrope aidait de jeunes Krio à poursuivre leurs études en Grande-Bretagne (190). Jones était un ami personnel de Hemming et avait fait de son mieux pour défendre les intérêts de la colonie, mais les exigences de la politique impériale l'emportaient et elle venait d'être sacrifiée aux ambitions françaises. Comme Rowe, Jones était fasciné par le marché soudanais et par le personnage Samori qui en tenait les clefs. Il ressentit une amertume profonde quand il comprit que son gouvernement abandonnait l'Almami aux Français et que sa colonie préférée allait être étouffée. Il paraît avoir joué un rôle considérable dans l'envoi au Colonial Office, en décembre 1891, d'une imposante délégation des Chambres de Commerce de Liverpool, Manchester, Birmingham, Glasgow et Londres pour protester contre les abandons successifs consentis à la France et pour demander que le traité de protectorat signé par Samori soit ratifié. Cette démarche venaît trop tard et Lord Knutsford répondit qu'il ne pouvait discuter que le détail des frontières et contester, sans grand espoir, le système protectionniste de la France (191).

La mission Williams. — Sans attendre le résultat de cette protestation solennelle, Jones était passé à l'action. La *Sierra Leone Coaling Company*, qu'il contrôlait personnellement, s'intéressait à toutes les branches du commerce et non seulement au charbon. Depuis des années, elle vendait des armes à Samori, en moindre quantité, on l'a vu, que Bolling, mais à peu près sur le même pied que Swanzy ou la C.F.A.O.. Comme c'était la plus vieille firme de la place elle jouissait cependant d'un prestige particulier parmi les dyula qui l'appelaient « *The old Company* ». Elle était encore mieux placée que Festing pour obtenir des concessions d'ordre économique (192) et il n'était pas difficile de prévoir que Samori, abandonné aux Français par le gouvernement, signerait tout ce qu'on lui demanderait dans l'espoir d'obtenir du secours. Jones ne visait pas tout l'Empire de l'Almami, mais il désirait obtenir la concession de privilèges aussi étendus que possibles, en fait de droits régaliens, sur un territoire restreint. Avec l'imagination des constructeurs d'Empire, il voyait là, semble-t-il, l'amorce d'une Compagnie à Charte. Il espérait, en mettant le gouvernement impérial devant le fait accompli, l'amener à réviser sa politique de démission à l'égard de la France, ce qui n'était pas entièrement déraisonnable à une époque où le partage de l'Afrique progressait péniblement, au prix de laborieuses négociations. Pour peu qu'une crise imprévue éclatât entre les deux puissances, le gouvernement serait heureux de jouer tous les atouts qu'on glisserait dans sa main. Jones fit donc approuver le 18 novembre 1891 par l'*Incorporated Chamber of Commerce* de Liverpool une motion dénonçant la politique de démission de Salisbury et approuvant l'envoi à Samori d'une mission privée. Celle-ci fut confiée à l'un des marins de Jones, le capitaine George Alfred Williams, qui s'embarqua pour la Sierra Leone avant la fin du mois et organisa une caravane dès son arrivée avec l'aide de Burnett, directeur de la *Sierra Leone Coaling Company* (193). Celui-ci lui remit une lettre personnelle pour Samori (194) et le chargea de convoier 400 fusils à tir rapide, le plus beau cadeau dont pût rêver l'Almami dans la situation où il se trouvait (195). Williams quitta Freetown le 21 décembre et s'enfonça dans l'intérieur par Port Loko et la piste de Bumbá (196). Il avait à peine dépassé la capitale des Limba, qu'il se trouva pris dans les remous causés par la révolte de Sayô et on a vu comment il essaya maladroitement d'apaiser le conflit (197). Malgré le bon ac-

cueil que lui réserva Bilali à Héérémakono, il réussit seulement à tout envenimer et il faudra l'intervention du capitaine Kenney, un mois plus tard, pour redresser une situation désastreuse (198).

La concession de Jones. — Après une longue attente chez Bilali, Williams avait pourtant reçu la permission de visiter Samori qu'il rejoignit au camp de Kabadyāmbara, le 2 avril, quelques heures après une attaque française qui s'était terminée en désastre (199). L'Almami harcelait alors le capitaine Wintemberger, enfermé dans Kérwané, et il sut habilement faire étalage de sa puissance militaire devant son visiteur, qui ne comprit pas que son hôte avait été impuissant à arrêter Humbert (200). Samori permit même à Williams d'assister à plusieurs combats et n'hésita pas, pour l'impressionner, à utiliser les restes macabres du malheureux Ménard (201). Il n'était pourtant pas en position d'être difficile, si bien qu'il reçut le capitaine en sauveur et lui rendit les plus grands honneurs (202). Le 5 avril, il signa sans discuter la concession réclamée, accordant ainsi à Jones de véritables droits de souveraineté et un monopole économique absolu incluant aussi bien le commerce que les mines, les chemins de fer, et tous les travaux publics imaginables (203). Il est vrai que ces droits portaient seulement sur un territoire restreint, mais Samori promettait de les étendre ultérieurement à tout l'Empire, si les résultats étaient favorables. Le domaine cédé couvrait les vallées du Nyādā et du Milo, c'est-à-dire un pays riche et peuplé en temps normal, mais qui se trouvait alors dans une situation catastrophique dont Williams ne paraît pas s'être avisé. Les nouveaux postes français étaient précisément implantés au centre de la zone en question et la colonne Humbert en avait réduit la plus grande partie à l'état de désert.

Ceci limite la portée du geste de l'Almami, qui vendait ainsi son pays à l'encan. Il n'y a pas de raison de douter de sa sincérité mais la concession qu'il accordait à son fournisseur d'armes était soumise à un préalable tellement hypothétique qu'il ne risquait pas grand chose. Si vraiment les Britanniques l'aidaient à se maintenir et à repousser les Français, il les laisserait tenter une expérience sur les terres qu'ils auraient permis de reconquérir mais qui, sans eux, étaient perdues pour lui.

Williams n'avait d'ailleurs pas à se soucier de ces difficultés car, une fois la concession signée, il appartenait à Jones de l'utiliser sur le plan politique. Le capitaine rentra donc en toute hâte à la côte pour embarquer sur le premier bateau à destination de Liverpool (204).

Le refus impérial. — Dès lors, tandis que tombaient les pluies du dernier hivernage que Samori allait passer dans son ancien territoire, une partie discrète se joua entre la Sierra Leone et Londres. Les Britanniques envisageaient bien, à la longue, la défaite de l'Almami mais, pas plus que les Français, ils n'avaient conscience que Humbert venait de gagner la partie. Ils n'envisageaient donc pas la disparition imminente de leur partenaire. Fleming, inspiré par Parkes, se faisait l'avocat de Samori, et appuyait sa demande de médiation en invoquant discrètement la menace que les sofas pourraient faire peser sur la colonie s'ils perdaient tout espoir en elle.

De son côté, Jones avait transmis la concession Williams au Colonial Office et réclamait l'appui des autorités impériales pour la faire respecter. L'examen de ce document surprenant, qui lui donnait le droit de légiférer et de lever des troupes, suggère qu'il espérait obtenir une Compagnie à Charte, comme Rhodes, Mackinnon ou Goldie (Appendice VIII-D). Rien n'était donc possible sans l'accord du gouvernement et il semble bien que Jones ait gardé l'espoir d'un renversement de la position britannique, puisqu'il insistait sur la rupture de Samori avec la France.

Ce grand homme d'affaires était certainement trop bien renseigné pour ne pas savoir qu'il courait à l'échec, mais il est vraisemblable qu'il voulait prendre date au cas toujours possible d'une rupture entre Paris et Londres (205). Les milieux commerçants de Sierra Leone étaient parvenus à un tel degré d'exaspération qu'ils auraient accueilli sans regret une guerre contre la France qui eût permis de revenir sur dix ans de démissions. Les autorités responsables ne pouvaient que réproucher cette exaltation et on comprend que Hemming ait annoté de façon fort sèche les correspondances de son ami, dont il partageait pourtant les convictions profondes (206).

Le gouvernement français connaissait certainement l'attitude de ses partenaires puisqu'il s'abstint de protester contre le voyage de Williams, dont le caractère privé était évident, bien que l'armée du Soudan l'eût rapidement renseigné à ce sujet (207).

Comme chacun s'y attendait, Lord Knutsford répondit le 21 juillet 1892 que le gouvernement de la Reine ne pouvait garantir une concession située en dehors de la zone britannique (208).

La porte se fermait ainsi au moment où la conjoncture devenait de moins en moins favorable à l'expansion britannique. Le retour au pouvoir de Gladstone, le 17 août, fut en effet un coup sévère pour les impérialistes, et le marquis de Ripon, ancien vice-Roi des Indes, qui reçut alors le Colonial Office, n'avait pas assez de conviction pour imposer des conquêtes au redoutable vieil homme.

Jones n'éprouvait cependant aucun scrupule à troubler le rapprochement franco-britannique et il mit sans doute un malin plaisir à gêner le ministère libéral. Il annonça en effet qu'une nouvelle mission pacifique visiterait Samori pour maintenir le contact et Williams, qu'il venait de nommer agent général à Freetown, envoya un messenger à son ancien hôte, pour tâter le terrain (209). Cette nouvelle ne fit nul plaisir au Colonial Office et le ministre des Affaires Étrangères, Lord Rosebery, jugea nécessaire d'en aviser la France. On a le sentiment qu'il suggérait ainsi une vive protestation et celle-ci vint effectivement. En décembre, quand Ribot parla d'acte inamical, le Foreign Office en profita pour aviser solennellement Jones que la Reine désapprouvait son projet et que le gouverneur de Sierra Leone s'y opposerait (210). Lord Ripon, inspiré par Hemming, avait évité cette corvée en arguant que Jones ne résidait pas dans une colonie et agissait en territoire étranger, si bien que le Colonial Office n'était pas compétent dans cette affaire (211). Le maître d'*Elder Dempster and Co* s'inclina en manifestant une amertume sans doute plus calculée que réelle.

Le problème de la médiation. — Restait le le projet de médiation entre Samori et la France, auquel le Foreign Office s'était opposé dès l'origine, car il prévoyait l'accueil que recevrait une telle démarche et ne voulait pas qu'elle troublât les négociations délicates qu'il poursuivait (212).

Mais, là encore, Jones veillait et il trouva moyen de s'immiscer dans ce problème purement diplomatique. Nalifa-Mndu revint à Freetown en octobre, quelques semaines après le commis Renner (213) et il fit aussitôt savoir que Samori se méfiait des autorités de la colonie, dont il ne comprenait pas la réticence, et qu'il l'avait chargé d'agir directement auprès du gouvernement impérial, sinon de la Reine elle-même (214).

Bien que ni Parkes ni Fleming, malgré les ordres de Londres, n'aient montré une véritable hostilité à ce projet, l'ambassadeur de l'Almami ne pouvait aboutir sans l'aide de la *Sierra Leone Coaling Cy* et celle-ci se mit effectivement à sa disposition. Averti par télégramme, Jones écrivit le 16 novembre au Colonial Office que son agent, Burnett, allait embarquer Nalifa-Mudu pour la Grande-Bretagne et il sollicita en son nom une audience du marquis de Ripon (215). Il

en profita d'ailleurs pour plaider à nouveau la cause de Samori : « Nous avons jusqu'ici mené l'Almami par des promesses répétées, jamais tenues. Il le sait et envoie l'un de ses hommes les plus habiles pour vous visiter et expliquer sa position. A présent que le gouvernement de la colonie l'a abandonné, il a presque perdu courage. Quelque chose doit être fait pour garder le commerce de ce pays. Vous vous rappelerez certainement que j'ai transmis il y a quelques mois un traité par lequel l'Almami me donnait tout le pays de Hamana... Le but de cette lettre est de savoir, au cas où l'ambassadeur de Samadoo viendrait en Angleterre, s'il serait reçu par Votre Seigneurie et si l'on peut faire quelque chose pour le satisfaire. Vous comprenez que si les Français prennent le pays de Samadoo, le commerce sera dévié vers les possessions françaises et notre colonie réduite à une simple ligne côtière, sans marchés intérieurs dignes de ce nom. » (216)

Cette lettre fut transmise au Foreign Office le 22 novembre, et elle y causa une véritable consternation car Hanotaux, alerté par le consul de France, avait en effet demandé des explications dès le 9 à Phipps, secrétaire de l'ambassade britannique de Paris, qui n'avait su quoi lui répondre. Les craintes des Français se trouvaient confirmées, aussi Rosebery demanda-t-il aussitôt à Ripon d'ordonner au gouverneur d'empêcher Nalifa-Mudu de s'embarquer (C.O. 267-399). Fleming, alerté chargea de cette corvée Parkes qui s'en acquitta avec amertume. « J'espère le convaincre de traîner une semaine et que le Colonial Office, d'ici là, aura arrêté sa décision. Sans cela je ne puis garder le messager plus longtemps. Il dit qu'il dépend de Jones et de la Chambre de Commerce de Liverpool » (C.O. 267-392).

Cependant, le 22, une lettre de Lister, du Foreign Office, avait informé Jones que Lord Rosebery ne recevrait pas l'envoyé de Samori. Le 2 décembre, le Gallois obstiné revint à la charge, écrivant que l'Almami ignorait la convention de Bruxelles et que l'humiliation infligée à son envoyé, après l'arrêt de la vente des armes, pouvait le pousser contre la colonie. Si l'on ne pouvait éviter de reconnaître la souveraineté française, il fallait du moins offrir la médiation britannique pour arrêter la guerre. Samori reconnaîtrait alors le protectorat français mais resterait libre de commercer où il lui plairait. A défaut, le commerce de la colonie serait en danger.

Hemming appuya son ami en notant que la médiation restait possible. Les Français ne seraient-ils pas heureux d'éviter des opérations coûteuses si la diplomatie britannique leur assurait le même résultat par la négociation ?

Jones avait cependant décidé d'obéir. Le 9 décembre, il télégraphia à Freetown d'annuler l'expédition et de ne pas embarquer Nalifa-Mudu. Il marqua encore de l'amertume, le 10, quand il écrivit à Sir Philipp Curie, du Foreign Office, qu'il renonçait à ses projets.

Nalifa-Mudu resta donc à Freetown, guettant en vain un changement de politique et épuisant peu à peu les sommes considérables que son maître lui avait confiées pour sa grande mission. Il aidera Parkes, durant l'année 1893, à agir sur l'armée isolée de Porèkèrè et c'est seulement en 1894, quand l'éloignement de l'Almami paraîtra définitif, qu'il renoncera à ses fonctions et s'installera à son compte comme commerçant.

L'échec final. — Fleming insistait cependant pour qu'une démarche soit faite comme suite à la demande de médiation, ainsi que Renner l'avait promis à Samori. Rosebery décida enfin de donner une satisfaction de principe à Ripon, pour le remercier de ses bons procédés et il ordonna au marquis de Dufferin de sonder le gouvernement français sur ce sujet délicat. La lettre qu'il adressa le 19 décembre au Colonial Office prouve d'ailleurs qu'il ne nourrissait aucune illusion : « Les propositions de Samori, telles que le gouverneur Fleming les a rapportées le 25 novembre, seront certainement rejetées par la France. Cependant la demande sera faite et la réponse vous sera communiquée ». (C.O. 267-399).

La suite fut bien celle qu'il prévoyait. Le 30 novembre, au cours d'une conversation avec Hanotaux, Phipps proposa effectivement la médiation britannique, sur la base des conditions que Fleming attribuait à Samori, c'est-à-dire de la fixation au Niger de la frontière française. Hanotaux manquait de franchise ou de bons renseignements puisqu'il répondit que la guerre était due à l'attaque de Samori contre Tyéba, allié de la France et à son refus d'exécuter « le traité de 1891 » (évidemment, celui de Niako en 1889). Phipps objecta la clause de monopole commercial insérée dans ce traité et Hanotaux déclara de bonne grâce qu'elle serait inopérante : elle était le fait de négociateurs trop zélés. En revanche, il s'opposait à toute médiation car la France voulait chasser Samori vers l'Est. (Phipps to Rosebery, 31-12-92, C.O. 267-405).

Ayant ainsi fait la preuve de sa bonne volonté, le gouvernement impérial s'empessa d'enterrer l'affaire et, en janvier 1893, Parkes, toujours sur la brèche, fut chargé d'aviser Samori de cet ultime échec, en présentant la nouvelle avec la plus grande amabilité (217).

Malgré d'ultimes manœuvres de Jones (218), il n'était d'ailleurs plus temps. Les colonnes de Combes étaient déjà en marche, balayant devant elles, sur d'immenses distances, les sofas qui se dérobaient. Le long jeu de feintes et de malentendus, qui avait dominé les relations de Samori avec la Sierra Leone, touchait à sa fin. Le fondement solide que leur assurait le commerce des armes venait d'ailleurs de disparaître, si bien qu'elles auraient dû en toute occurrence subir une révision déchirante.

4°) LA FIN DU COMMERCE DES ARMES.

Un sursis. — La proclamation à Freetown, le 3 mai 1892, de l'acte législatif prohibant la vente des armes perfectionnées et de leurs munitions, n'avait pas eu un effet immédiat. Bien que cette mesure, suite naturelle de l'acte de Bruxelles, fut aisément prévisible, le coup était rude pour les commerçants de la place, qu'ils fussent français ou britanniques. Ils ne pouvaient s'opposer au principe, mais ils demandèrent que son application soit progressive, de façon à pouvoir écouler les stocks importants qu'ils avaient en magasin. Fleming leur donna satisfaction, mais Quayle-Jones avait déjà proclamé l'interdiction à Bumbā le 25 mai et avait même employé cette nouvelle comme monnaie d'échange pour décider les chefs Limba à rouvrir la route aux autres marchandises. Comment leur expliquer à présent que la proscription ne serait pas immédiate ? Ces contradictions allaient compromettre à nouveau le prestige britannique et elles rendaient les incidents inévitables, d'autant plus que Quayle-Jones n'avait pas osé s'en expliquer franchement avec Bilali.

Les semaines qui suivirent son retour furent pourtant calmes et les ventes d'armes ne furent jamais aussi importantes qu'en août 1892. C'est alors que la crise rebondit car Suluku saisit une caravane et allait bloquer à Karèma les dyula qui remontaient de Freetown. Le gouverneur apprit la nouvelle en septembre, par une protestation énergique de Bilali, et Parkes se trouva fort embarrassé car il ne pouvait rien reprocher au chef de Bumbā. Il lui écrivit qu'il avait bien fait, mais que le gouverneur souhaitait qu'il laissât passer les derniers convois d'armes, quitte à en négocier le prix. Suluku s'inclina et Bilali racheta ses armes, d'ailleurs fort cher, en novembre.

Le commerce condamné connut alors un dernier éclat (219). Tandis que le kèlètigi partait dans l'Est pour livrer ses stocks à son maître, les caravaniers poursuivirent leurs activités jusqu'au début de 1893, sans que les Limba, grassement payés, les aient troublés à nouveau (220).

Il est remarquable que le commerce des armes n'ait pas inspiré au gouvernement français une protestation aussi énergique que les missions chez Samori. L'échec apparent d'Humbert inquiétait pourtant Paris, et la presse coloniale menait la polémique. A Freetown même, le vice-

consul se plaignait que l'acte de Bruxelles ne fût pas respecté et il échangeait avec Fleming une correspondance acerbe. Il est vrai qu'il n'ignorait pas le rôle que jouaient les maisons françaises de la place dans ce trafic scandaleux et il savait qu'un certain nombre de dyna achetaient même de telles marchandises sur les Rivières françaises.

Ces faits étaient naturellement invoqués par les autorités britanniques et ils expliquent sans doute la réserve de Paris. L'ambassadeur de France à Londres demandera cependant une enquête en décembre 1892, mais sa requête ne sera transmise à Freetown que deux mois plus tard et elle aura alors perdu toute signification (221). La cause du litige était en effet éteinte avec la commercialisation des derniers fusils à tir rapide stockés en Sierra Leone. Les statistiques précises, dont nous disposons à partir de janvier 1893, prouvent que les achats des sofas, toujours considérables, ne porteront plus que sur des fusils de traite et de la poudre. Comme ces articles n'étaient pas proscrits par l'acte de Bruxelles et que les territoires français en faisaient grand commerce, il n'y avait plus matière à contestation.

Vers une solution militaire. — Les progrès foudroyants de l'offensive française, dès les premières semaines de 1893, allaient d'ailleurs rompre radicalement les relations entre Samori et les Britanniques. Depuis le début de la saison sèche Freetown s'en inquiétait et, dès la fin de décembre, Parkes scrutait toutes les nouvelles annonçant la marche en avant des Français (222).

Cependant, le 10 janvier, Nalifa-Mudu, las d'attendre, se décida à rejoindre son maître en danger. Il rentra dès le 21 car il avait rencontré un messenger portant au gouverneur une ultime lettre de l'Almami (223). C'était un dernier cri d'amitié, mais il n'accompagnait aucune offre précise et Parkes lui répondit sur le même ton le 28 (224). Cependant Nalifa-Mudu ne se décidait pas, cette fois, à quitter Freetown et la marche rapide des événements allait bientôt mettre fin à ses hésitations (225).

Dès les premières nouvelles de l'offensive française, en fin décembre, Parkes s'était déclaré en faveur d'une occupation immédiate de la sphère britannique, et particulièrement d'Héérèmakono.

Afin d'ôter aux Français tout prétexte à de nouveaux empiètements, il écrivit le 3 janvier à Bilali pour lui rappeler que ses troupes, basées sur le Solimana, ne devaient pas combattre les tirailleurs. Le 10 janvier, le marquis de Ripon avait approuvé l'occupation de Héérèmakono mais Fleming, malgré son amitié pour Parkes, ne se décidait pas à faire ce pas aventureux (226).

Les nouvelles sur l'offensive française se précisèrent en février et, désormais, il ne s'agissait plus de faux bruits. Le 20, on apprit que les tirailleurs approchaient de Falaba où 400 fuyards avaient demandé asile à Sawyerr (227). Cette fois, Fleming s'inquiéta enfin du sort de Héérèmakono et songea à envoyer Parkes, avec une petite escorte, pour occuper, le cas échéant, la résidence de Bilali. Il proposa en outre au Conseil exécutif, l'installation immédiate d'une forte garnison à Bumbā, selon l'idée que Quayle-Jones avait lancée l'année précédente.

Les Français à Héérèmakono. — Mais déjà il était trop tard. Une dépêche affolée de Sawyerr apprit le 24 février à la colonie stupéfaite que les Samoriens étaient en fuite et que les Français occupaient Héérèmakono. La protestation que Fleming remit le lendemain au consul Mondehare ne rend guère compte de l'effet que cette nouvelle produisit à Freetown. Chez les Krio comme dans le commerce, ce fut un mélange de rage et d'incrédulité. Ainsi donc, non seulement les Français fermaient le Soudan à la Sierra Leone, mais ils s'installaient dans le Solimana que l'accord de 1889 avait garanti aux Britanniques. N'allaient-ils pas, sous prétexte de chasser les sofas, poursuivre leur marche vers Freetown.

Fleming ne s'attendait à rien de tel puisqu'il s'apprêtait à visiter la frontière libérienne et qu'il refusa de renoncer à cette tournée (228). Il la retarda cependant de quelques jours car la mission de Parkes ne répondait plus à la nouvelle situation et il convenait d'aviser. Le Conseil exécutif proposa de renoncer à occuper Bumbā et de placer les constables ainsi disponibles sous les ordres du capitaine Lendy, qui se rendrait d'urgence à Falaba. Le marquis de Ripon, consulté le 1^{er} mars par voie télégraphique, donna son accord et la petite colonne fut aussitôt organisée. Le capitaine ne recevait que des instructions assez vagues, qui lui enjoignaient d'empêcher tout nouvel empiètement des Français mais de faire cependant l'impossible pour éviter un conflit armé (229). On s'en remettait à lui pour prendre sur place toutes les dispositions nécessaires.

Lendy quitta Freetown le 8 mars, avec cinquante hommes, et il s'enfonça dans l'arrière-pays par la piste de Port Loko à Bumbā. Sa mission ne ressemblait à aucune de celles qui l'avaient précédée car il ne s'agissait plus d'imposer l'influence britannique à des populations africaines mais d'arrêter un rival agressif et puissant dont le voisinage mettait la colonie en transe.

Nous verrons bientôt que Samori n'avait pas encore renoncé à la route de Freetown et que la colonne de Porèkèrè, qui demeurait dans l'Ouest, allait troubler la région pendant de nombreux mois. Ce sont là cependant des faits secondaires car les seuls acteurs qui tenaient désormais la scène étaient les deux puissances coloniales dont l'affrontement allait provoquer, en décembre, le tragique malentendu de Waima.

* * *

Après la retraite précipitée des Samoriens, au début de 1893, l'histoire du Haut Niger et des Rivières ne concerne plus l'Almami, ou du moins elle n'aura plus d'incidence notable sur son destin.

Le conquérant avait obéi à la plus vieille tradition dyula en dégageant les routes de la mer, bien avant de réserver son attention au seul commerce des armes. Il soumettait ainsi à son contrôle et à son génie organisateur des relations qui étaient déjà séculaires, et ce sont celles-ci qu'allait briser le capitaine Briquelot en entrant à Héérémakono le 10 février 1893.

Au moment où Samori perdait son pays natal et ne songeait plus qu'à s'éloigner des Français pour gagner quelques années, l'ouverture sur le monde extérieur que lui assurait Freetown perdait d'ailleurs toute signification.

NOTES

(1) Pour la politique commerciale, on se reportera à ARCIN (1911). En avril 1890, Hay fera encore verser son traitement à l'Almami de Timbo, en déclarant qu'il s'agissait d'une redevance purement commerciale mais la violence de la protestation française montrera qu'il était temps de tourner la page.

Les Britanniques ne pouvaient plus nourrir d'illusions sur les intentions de leurs voisins. Le 2 avril arriva une caravane du Burè, commandée par un certain Foday, qui déclara qu'un officier français avait insisté pour qu'il se détournât de Freetown. Le commandant de Siguiré donnait en effet des escortes aux caravanes qui acceptaient d'aller au Sénégal. Le trafic filtrait encore par Dinguiraye, mais on pouvait prévoir que les Français arrêteraient tout dès qu'ils tiendraient effectivement la frontière méridionale du Futa.

(2) Ce courrier était un certain Marmadoo, fils d'Amara et c'est la réponse à cette lettre qui arrivera le 21 avril, portée par Lāsana Kasama.

(3) Le poste de *travelling commissioner* du Sud, avec le Sherbro comme base, avait d'abord incombé à Garrett, mais son départ pour les Scarcies, en novembre 1889, laissait la place vacante. Alldridge y fut nommé en février et sa première grande tournée, durant laquelle il conclut de nombreux traités de protectorat, s'étendit de mars à juin 1890. Il repartit en novembre, en compagnie du gouverneur Hay et du capitaine Lendy, pour prendre

définitivement en mains le Méné. A l'issue de ce grand effort, les droits de la Grande-Bretagne étaient assurés sur tout le Sud de la Sierra Leone moderne, et même sur certains territoires qui allaient finalement revenir à la Guinée et au Libéria (ALLDRIDGE, 1901 ; FYFE, 1963. Les rapports se trouvent au P.R.O.).

(4) Telle était l'attitude de Suluku. Dès le 15 février, Hay lui écrivit pour lui reprocher d'arrêter les marchands de poudre et lui annoncer l'envoi d'un officier.

(5) - Vous visiterez le Solimana, le Kuranko et le Sangara. S'ils ne sont pas liés par traité à une puissance étrangère, vous traiterez avec eux. Vous éviterez tout acte violent les droits de la République Française. Nous avons déjà des traités avec les Limba du Biriwa et du Wara-wara. Invitez ces amis à développer le commerce et à ouvrir les routes. Vous visiterez le Loko, traiterez avec lui et examinerez ses sentiments à l'égard de Karimoo. Qu'ils fassent une bonne route jusqu'à Port Loko.

- Selon des renseignements récents, les sofas ont avancé dans le Sangara, annonçant qu'ils allaient commercer à Freetown, mais la population, effrayée, craint une invasion. Vous enquêterez et, si ces sofas sont pacifiques, vous rassurerez et calmerez la population. Sinon, vous demanderez des explications au chef sofa car Samori a promis à feu Sir Samuel qu'il ne molesterait pas « les jardins de la Reine ».

- Vérifiez si Suluku a menacé de saisir des commerçants apportant des fusils de traite et de la poudre achetée à Freetown. Ceci doit être un effet de la crainte de l'invasion.

- Avertissez les Koranko qu'Alldridge, qui voyage plus au Sud, poursuit le même but que vous. » (P.R.O.-C.O., 806-325).

L'étude de la mission Garrett se fonde sur le journal du commissaire et la correspondance de Hay (P.R.O.-C.O. 806-325). De larges extraits du journal ont été publiés par ALLDRIDGE (1910, pp. 210-333).

(6) Il fallut près d'une semaine à Garrett pour organiser sa mission à Port Loko. Il emmenait 8 constables commandés par un sergent et un caporal ainsi que l'infirmier King. L'Alkarli lui donna comme guide le dyula Sorbeh, natif du Sankarā, mais il eut du mal à réunir les porteurs nécessaires.

C'est seulement le 16 mars qu'il quitta Port Loko par l'itinéraire méridional : Makema, Buya et Makari (Rokarifi) où l'accueil d'Abduly Karloko fut très froid.

(7) En arrivant à Katimbo, le 30, Garrett apprit que Falaba était aux mains des sofas, ce que son hôte lui avait caché. La fièvre le bloqua trois jours à Kafogo, dernier village de Suluku, sur la frontière du Wara-Wara. Le 5 avril il entra à Konkoba (9° 33' N — 11° 41' W) et le 7 à Bafodéa, chez Sumā. Celui-ci essaya de justifier sa haine des dyula en dénonçant les exactions des sofas.

(8) Au cours de la palabre, tenue le 11, devant une foule immense, Dususuri déclara qu'il était à la fois incapable de repousser les sofas et décidé à ne pas se soumettre. Mānga-Dinga, qui venait de fuir Falaba avec son parent, Linka de Gbériya, était là avec de nombreux réfugiés et Nyēma Fodé le nouveau chef de Sinkuniya. Cette ville n'était pas encore tombée, mais elle se trouvait sur la rive ouest du Mongo. Le chef du Fuasaba, Musa de Mamuduya, sur la frontière du Huré était venu également, avec ses guerriers. Après les avoir rassurés, Garrett fit signer à Dusueuri et Mānga-Dinga les traités qui devaient assurer leur sécurité.

Le besoin s'en faisait sentir. Le soir même, Kati Mamadu, chef de Sōngoroniya (= Sokoria : 11° 32' W — 9° 47' N) à Musai, annonça que les sofas se trouvaient à 6 kilomètres de Sinkuniya. L'affolement fut aussitôt général et Garrett promit que ses hommes combattraient pour les repousser. Le lendemain on apprit que la nouvelle était fautive.

Le 12, Dususuri libéra des esclaves originaires de la ville que des Bunduka avaient acheté aux sofas et voulaient amener en Mēlakori. Garrett jugea que cet incident justifiait leur haine pour les dyula.

Le 14, des envoyés de Bilali visitèrent Sinkuniya pour annoncer que leur chef avait assez attendu et qu'il exigeait une soumission immédiate. Ils ignoraient la présence de Garrett et ils baissèrent le ton quand Mamadu Wakka se présenta à eux. Ils expliquèrent que le Sankarā avait été détruit en punition de sa rébellion et qu'ils n'avaient nullement l'intention d'aller plus loin à condition que la route soit ouverte. Ils repartirent aussitôt pour annoncer à Bilali l'arrivée de Garrett. Le soir même, Benty-Booya se présenta au commissaire avec une lettre que Samori l'avait chargé de remettre aux musulmans de Freetown pour affirmer sa volonté de reprendre le commerce interrompu par la Révolte. Il accepta de suivre le commissaire chez Bilali, afin que celui-ci puisse lire ce message.

Le 16 enfin, arrivèrent Karandeh (Marin-Karanī Ularè), le Faama du Sānkarā, avec plusieurs chefa Kurānko : Suko Karfa de Mafindi-Kabaya et Finabala de Sinkuniya (= Songoya-Sōmorèa, Bonyā). Ils avaient trouvé asile non loin de là, chez Bakari-Mara, chef du Sēngbè (Koinadugu), mais ils s'attendaient à être poursuivis et l'arrivée de Garrett leur parut providentielle. Tout en admettant que leur allié Duwulamudu (= Dala-Ularè-Mōri) s'était réfugié chez les Français, ils affirmèrent leur préférence pour les Britanniques. Ils venaient de signer des traités de protectorat, le 19, quand ils apprirent l'escarmouche de Tumaniya (Firiya) où le lieutenant Perrin avait défait les gens de Bilali. (Ci-dessous, chap. IV). Cette exhibition de la force française les rendit aussitôt réticents envers le voyageur britannique.

Le 21, Maligi et Bakari Fina, envoyés de Mānga-Isa, avaient averti Garrett que leur maître l'attendait avec impatience à Kalyèri. Le 22, le convoi partait quand on apprit l'arrivée de nouveaux Kurānko. Il s'agissait de Karafa Fina, représentant de Bolo Tamba Mara de Firawa, le chef du Barawa (11° 18' W — 9° 22' N). Celui-ci n'avait pas encore connu l'invasion mais il hébergeait les réfugiés du Morifindugu, que commandait Kumba Lahay, de Kombill. Le père de celui-ci, Morlay-Bwari (= Moralli Bokary), le plus puissant chef du Kurānko occidental, venait de tomber aux mains de Bilali. Ce jeune homme faisait partie de la délégation et signa en hâte un traité pour permettre à Garrett de reprendre la route le jour même.

(9) Le 22 au soir, Garrett coucha à Sinkuniya, indemne mais déserte. Le 23 il rencontra les premiers sofas dans les ruines de Falaba. Il ne s'agissait que d'un poste de deux hommes, mais Bilali était alors à Gbèriya et envoyait une patrouille les visiter chaque jour. Le 24, Garrett entra à Kalyèri en fin de matinée, en compagnie de Sayō, fils de Manga Isa, qui était venu à sa rencontre à cheval. Les guerriers dyalonké paradèrent devant lui et, le soir, un émissaire de Bilali, Mahdee Sehree, vint de Gbèriya pour s'assurer que le Blanc était bien arrivé.

Le chef de la garnison samorienne de Kalyèri était, par un curieux hasard, Mumini (= Mumineh), un parent de l'interprète Mamadu Wakka. Il se montra plein d'attentions pour le commissaire et parvint à le convaincre que, malgré leur cruauté et la haine qu'ils inspiraient, les sofas combattaient seulement pour protéger le commerce. Quant à Manga Isa, écrit Garrett : « He is an intelligent old man, his beard quite white, and his hair nearly so... He would not enter into conversation on the state of the country... and I am informed he has doubts as to the peaceable intention of my visit ».

Le 26, Bilali fit savoir que Samori se trouvait à Bisāndugu et que lui-même se présenterait bientôt.

Le 27, Lāsana Turè se présenta, avec la lettre de Samori, à Hay. Il raconta de quelle façon des Sānkarānké l'avaient dépouillé en 1888 des 250 bœufs qu'il allait vendre à Freetown.

(10) La suite de Bilali, soit plus de 1.000 hommes, arriva à Kalyèri par petits paquets durant la matinée du 28. Au début de l'après-midi, la palabre se réunit sous le fromager qui s'élève encore à l'est de la ville. Mānga Isa fit alors prévenir son hôte et, dès son arrivée, Garrett eut droit à une fantasia de cavalerie, suivie du défilé de l'infanterie, formée en compagnies massives de 250 hommes (la cavalerie par groupe de 40).

Après ce brillant spectacle, le commissaire ouvrit la discussion avec Bilali, qui lui donna l'impression d'un homme obstiné et brutal. Garrett ne fut pas surpris d'entendre que son seul but était d'ouvrir la route, mais il nota que son intention d'aller à Bisāndugu ne lui plaisait guère. La lettre que portait Lāsana ne lui permettait pourtant pas d'hésiter et il promit son aide au commissaire. Comme la nuit tombait, les constables de la petite troupe exécutèrent quelques feux de salves à la demande des Samoriens.

(11) Le 29 avril, Garrett voulait extorquer à Bilali la promesse d'arrêter la guerre jusqu'à son retour. Le kèlètigi rétorqua que Lāsana devait gagner d'urgence Freetown avec sa lettre, son or et le convoi d'ivoire. Le commissaire répondit qu'il en prenait la responsabilité mais que les alliés des Britanniques ne laisseraient pas passer les sofas sans combattre. Bilali en montra de l'humeur : « He asked in reply if a man could not do what he liked with his men. I told him that if a chief were placed to rule a people whom they did not accept, there could be no peace ». Mais Bilali, qui citait Mānga Isa en exemple répondit qu'il pardonnerait à tous ceux qui accepteraient la souveraineté de l'Almami. Il finit quand même par céder et Garrett, joyeux, lui donna 12 yards de velours. La caravane de Lāsana resta donc à Kalyèri tandis que Binti Booya descendait sans encombre à la mer.

On ne peut douter que Garrett ait sauvé in extremis Musaia et le Solimana occidental, voire même le Limba du Nord.

(12) Garrett perdit encore vingt-quatre heures, le 29 avril à décider ses porteurs Témné à poursuivre la route. Il aurait dû les laisser à Bumbā, mais la mauvaise volonté de Suluku ne lui avait pas permis de les remplacer. A présent, terrifiés par le voisinage des sofas, et sachant qu'ils allaient traverser un pays entièrement ra-

vagé, ils voulaient rentrer. Garrett les fit changer d'avis en mêlant habilement menaces et promesses de haute solde. Les Ténmè cédèrent quand ils comprirent qu'ils ne seraient pas payés et qu'ils auraient à rentrer sans protection de Kalyèri à Port Loko.

(13) Le 30 avril, Garrett passa devant « la ville de Bilali » et celui-ci sortit pour l'accueillir. Il ne peut s'agir que de Héérémakono, bien que Bilali ait été signalé quelques jours plus tôt à Gbèriya. C'est le premier témoignage sur le nouveau quartier général où Bilali allait résider jusqu'en 1893. Le soir, la mission coucha à Danti-liya où ne subsistaient que des ruines, en dehors du quartier occupé par la garnison. Le 1^{er} mai, Garrett campa à Sulimaniya, dans le Firiya et, le 2 au matin, il passa le Niger à Farana, qui n'était plus qu'un monceau de ruines semé de cadavres. C'était là le début de la zone morte et, pendant sa traversée, les gens de Bilali allaient construire chaque soir des huttes de paille, à la façon des Samoriens en campagne.

Le 2 mai, le commissaire observait les traces du siège de Bantu. Le 3, il trouvait des cases utilisables à Nyamān-Kōndéro (10° 01' N — 10° 27' W). Le 4, il passait le Mafu devant les ruines de Dyinkuraro et parvenait à Sininkoro où il nettoya la tombe de Festing. La fièvre allait l'y clouer jusqu'au 9 et c'est là qu'il reçut les nouvelles instructions de Hay, qui l'autorisait à payer au retour les traitements de Suluku et Sumā (courriers : Is-mailah-Silah et Yellu-Nochah). Les pistes étaient encombrées d'herbes hautes et les panthères abondaient. Les caravanes et détachements qui s'y risquaient colportaient des fausses nouvelles et le commissaire eut un moment d'émotion quand on lui signala que Bilali aurait attaqué Musaiā. Le démenti suivit d'ailleurs dans la même journée.

Le 10 mai, Garrett gagna Sirièria (Siryara), près de Bafélé (10° 11' N — 10° 07' W) où une petite garnison gardait le gîte d'étape. Le 11, Kiniakoh (= Kènyéko : 9° 08' W — 10° 12' N). Le 12, il atteignait le Nyādā à Bagbè, le premier village qu'il trouvât reconstruit. Le 13, après avoir traversé le fleuve, il campait à Weasyah-Kudu (Wassaya-Kura : 9° 35' W — 10° 11' N). Le 14, il découvrait le Milo à Kasa et le passait en hamac, ses porteurs ayant pied dans le gué. Il campait à Moussiah (Musaiā : 9° 22' W — 10° 08' N), premier village du Toré. Le pays était à présent peuplé et la mission raccourcit les étapes en apprenant que Samori ne pouvait la recevoir qu'après le clôture du Ramadan, le 20. Le 15, en arrivant à Banān-Koudah (= Gwanānkura : 9° 18' W — 10° 05' N). Garrett s'annonça par une lettre en arabe. Le 16 on l'informa d'abord qu'il devait attendre à Grehlah (= Girilā : 9° 16' W — 10° 03' N), mais bientôt un messager l'invita à continuer. Il s'arrêta au crépuscule à Abdallahay, un hameau de culture peuplé de Kono rafles par Lāngamā-Fali, et c'est là que les rejoignit Fasiné Kamara, l'ancien hôte de Festing, déjà rentré en grâce, que Samori avait chargé de veiller au confort du visiteur. Le 19, Garrett vit venir à lui Bahirah Kehmoh (Baro Kyémogho, chef du Gbèrédugu) qui se plaignit des brutalités des Français de Kouroussa. Le 20, il apprit que, la lune n'étant pas visible, la fête de clôture du jeûne était retardée d'une journée et c'est seulement le 21 à l'aube qu'il partit pour Bisāndugu situé cinq miles plus loin. Je n'ai pu localiser exactement Abdallahay. Ce hameau a disparu, comme les innombrables fermes de culture qui entouraient Bisāndugu et dont on rencontre les ruines en parcourant la brousse.

(14) Le 21, après les prières, Garrett fut reçu sur la grande place, devant la mosquée, où se pressaient de 6 à 7.000 personnes. Il eut droit, aux côtés de Samori, à l'habituelle parade militaire, qui, d'ailleurs, le déçut, car il y observa beaucoup moins d'hommes qu'à Kalyèri. Les constables firent alors une démonstration de feux de salve et de charge à la baïonnette, et ils durèrent la répéter un peu plus tard au profit d'un détachement rentrant du Toma.

Garrett fut ensuite installé dans les anciens quartiers de Festing et le jeune Sarānkèfiyī-Mōri, décidément favorable aux Anglais, lui montra une amitié aussi envahissante que celle qu'il avait portée au major. (Garrett sous-estime son âge, car il parle de 9 ans). Les gens de Garrett furent nourris par l'Almami, comme ceux du major, mais naturellement avec plus d'abondance qu'au siège de Sikasso.

(15) Dans la journée du 23 mai, qui était un vendredi, Garrett assista à la grande prière, suivie d'un défilé à cheval que dirigea Samori en personne, avec ses fils et sa garde. Il rendait ainsi un hommage exceptionnel au visiteur, qu'il présenta ensuite à ses femmes, et notamment à Sarānkèfiyī.

Le 24 au matin, Garrett alla remettre à Fasiné le cadeau destiné à l'Almami, mais on lui fit entendre que celui-ci ne s'intéressait qu'aux armes et aux munitions, nullement aux étoffes. Samori le reçut peu après et insista à nouveau sur la sécurité des dyula traversant le secteur britannique par la route de Port Loko à Falaba. Garrett répondit qu'en cas d'incident il ne devait pas se faire justice lui-même, mais se plaindre au gouverneur.

Samori signa alors le traité, non sans refuser la formule imprimée que Garrett lui présentait (le modèle standard, qui était imposé à tous les petits chefs de la côte). Le secrétaire recopia donc entièrement le texte. Après quoi, selon son habitude, l'Almami se fit quémendeur et insista tant que Garrett lui donna son fusil à double barillet et promit que le gouverneur remettrait un Winchester à ses envoyés. (Texte en Appendice, VIII-C).

(16) Les dernières instructions qu'il avait reçues le commissaire figuraient dans une lettre de Hay, datée du 12 avril : « Efforcez-vous d'arrêter leur avance par une négociation pacifique, à condition de ne pas vous mettre en danger ». A plus forte raison, pas question d'un protectorat.

(17) Le 25 mai au matin, le commissaire fit à Samori une visite d'adieu, qui lui fut aussitôt rendue. L'Almami insista encore sur la nécessité d'occuper Falaba et Farana avant l'attaque française, puis remit un anneau d'or destiné au gouverneur.

Grossi par l'escorte que lui donnait Samori, Garrett repartait en compagnie de 76 personnes. Il ne suivit pas la route de l'aller, mais un itinéraire plus méridional, à travers le Kurânko oriental, où un certain nombre de villages restaient intacts.

Le 25 au soir, il campait à Kahloh (= Keala : 9° 53' N — 9° 17' W), sur les bords du Milo, qu'il traversait le lendemain à Banânkoro (9° 21' W — 9° 54' N). Il poursuivit ensuite sa route à travers le Basândo par Moribiah (= Moribaya : 9° 33' W — 9° 53' N) et Sâsâmbaya, au confluent du Nyâdâ et du Balè. Par Tumaniya (9° 56' W — 9° 49' N) et Fadagbehieh (non identifiable), il rentra dans le Sânkârâ, et le 31 mai il retrouva son ancien itinéraire à Sininkoro.

(18) Le 6, à Sulmaniya, dans le Firtya, il apprenait qu'une patrouille de tirailleurs venant de l'Ulada se trouvait non loin de là, vers Tumanya, et le 7, en rentrant à Kalyéri, il trouvait Manga Iša très inquiet, redoutant que l'attaque française ne visât Falaba.

(19) Garrett était précédé de deux constables qui portaient au gouverneur ses lettres et ses traités. Le 14 juin, à Musaia, il ne s'arrêta que pour reprendre les varioleux qu'il y avait laissés à l'aller, ou du moins les survivants car le constable Clive était mort. Le 16, en rentrant à Bafodèa, il apprit que ses courriers avaient annoncé que les sofas l'accompagnaient, si bien que des réfugiés affolés, et particulièrement ceux du Sânkârâ, s'étaient dispersés en brousse. Conformément aux ordres de Hay, il versa à Sumâ son traitement de 7 livres et réussit à le rassurer. Le 21 juin, il était à Katimbo, marchant vers Surinumuya à travers un pays soumis à Suluku. Il se heurta aussitôt à une très grande mauvaise volonté et eut le plus grand mal à nourrir ses gens et à les loger. Le 23, en arrivant à Bumbâ, il paya ses 10 livres à ce chef et s'efforça de lui faire comprendre qu'il venait de le sauver des sofas.

Un violent accès de paludisme l'immobilisa jusqu'au 25, mais l'arrivée des vivres envoyés par Hay l'aidera à se rétablir. Il décida alors de rentrer par l'itinéraire du nord, pour visiter les musulmans du Loko.

Le 26 juin, il entra à Karèma, avec la ferme intention d'imposer un traité à Mamadu Séri Alfa. Ce village musulman était, il est vrai, en terre Limba et aurait dû être couvert par le traité du Biriwa, mais Garrett tenait compte de son indépendance de fait. Il ne trouva nul enthousiasme chez son partenaire, qui se déroba en invoquant l'avis de ses notables, mais qui céda finalement à la pression de Garrett en apprenant que les constables avaient saisi un homme accusé de réduire les dyula en captivité (27 juin). La même opération eut lieu plus facilement, le 29, avec Madyu Turè (Gbonney), de Madina-Loko. Le traitement de ces deux chefs fut fixé à 2 livres chacun.

Garrett poursuivit alors sa route en visitant les chefs du Loko, comme l'Almami Kiha (Keehab) à Pèndèmbu (12° 13' W — 9° 07' N). Le 1^{er} juillet, il traversa le Mabolé à Makundi (12° 19' W — 9° 02' N) où il apprit que les gens de Kawba (= Pakoba), malgré leur vieille complicité avec Samori s'étaient mis à arrêter les dyula. Le 2, en faisant étape à Matolo (= Matutu), Garrett fut correctement reçu par Wogbo, fils de Pa-Koba. Le soir même, il campait à Makundi dernier village du Loko (12° 22' W — 8° 57' N). De ce point, il rejoignit l'itinéraire de Festing et, après avoir fait étape le 3 à Ro-Baka, il rentra sans incident à Port Loko le 4 juillet. En attendant le vaper du gouverneur, qui n'arriva que le surlendemain, il s'employa à disloquer sa mission et à payer le personnel.

(20) Hey to Knutsford, 7-7-1890. On ne voit pas trop sur quoi se fonde ce chiffre.

(21) Traduction anglaise in A.L.B., 21-4-1890. Après les salutations d'usage adressées au gouverneur et aux principaux musulmans, commerçants ou fonctionnaires de Freetown énumérés : « This is to inform you that I have received your letter (lettre de décembre annonçant le retour de Hay) by Marmudoch son of Amarah, we were glad of it. This is the reply to inform you that I wish greatly your friendship, to inform you that the agreement that was between I and the French is broken. I now turn my face to you whose friendship will not break at all as long as we are in the world. We have now sent this messenger Alhasaanah Kassamah and my caravens with Alhasaanah Komyah (= Lāsānā Turè) and put them in his hand with great many Ivory and gold of my country.

When Ahassanah Kassamah reached you, gather war to come with him to meet me or I will meet them in the Solimah Country. The road between us shall be opened, should that be done, and what is in Busandu down to Sierra Leone shall be plain and free, God be willing, because now Almamy is the Queen's son ».

Le porteur, Lāsana Kasama, était descendu chez Födé-Kaba Dyèli, qui le mena aux bureaux du Native Affairs Department, où Parkes l'interrogea (Log-book).

Sur l'ordre de Hay, Parkes prépara une réponse provisoire à l'Almami, où il lui était reproché d'avoir détruit le Solimana. Garrett irait enquêter auprès de Karamokho Lāsana (= Lāsana Turé) et arrêterait la marche des sofas, s'ils gâtaient les « jardins de la Reine ». Cette lettre fut confiée à un acheteur d'armes, Umaru Kaba, qui devait rentrer par Kambya. Malheureusement, la pirogue qui le transportait fit naufrage à l'île de Kikonko, dans l'embouchure des Scarcies, il perdit des marchandises pour une valeur de 140 dollars et rentra dénué de tout à Freetown. A la demande de Parkes, le gouverneur le fit nourrir et lui donna 10 dollars pour son voyage de retour. Umaru racontera son histoire à son maître et reviendra à Freetown le 11 novembre, avec une lettre de remerciements pour le soin qu'on avait pris de lui (A.L.B., 11-11-1890).

(22) Cette lettre figurant dans les extraits du journal de Garrett, reproduits par ALLDRIDGE (p. 300) il n'est pas nécessaire d'en donner une traduction complète. Samori rappelait que Lāsana Turé n'avait pas pu passer en 1888 et leur demandait de s'employer à rouvrir les routes.

Dès le 31 mai, Binti Buya repartit avec une lettre de Hay : « ...Je ferai de mon mieux pour garder les routes ouvertes, mais on ne peut le faire que par des moyens pacifiques, non par le sabre qui détruit. Il reste alors des ruines là où il y avait des villes, le désert là où il y avait des gens. Si, comme vous le dites, vous désirez l'amitié du gouvernement, suivez nos désirs et rappelez vos hommes qui ont récemment dévasté le Sangara, le Korankoh et le Kissi ». Deux jours plus tôt, le 27 mai, Hay, inquiet d'être sans nouvelles de Garrett, lui avait écrit de rentrer au plus tôt.

(23) L'ambassadeur Waddington avait soulevé la question au cours de l'entrevue que Salisbury lui accorda le 14 juin. Ses renseignements étaient remarquablement exacts puisqu'il signalait, d'après les commandants de Kouroussa et Siguiri, que la « colonne » était entrée à Bisandugu le 22 novembre. Il rappela bien entendu les trois traités qui unissaient Samori à la France, et déclara que celle-ci n'admettrait aucune intervention étrangère dans son protectorat. Salisbury le rassura en promettant que la convention du 10 août serait scrupuleusement observée. L'objet principal de cette audience était une protestation contre la présence à Freetown d'une délégation du Futa-Dyaló, qui paraissait contester l'attribution de ce pays à la France. Salisbury se garda d'informer son hôte qu'il venait, le 22 mai, d'autoriser Hay à payer à l'Almami, à titre commercial, le subside promis par Gouldsbury.

Le 17 juillet, Waddington notifiera le traité de Nyako (21 février 1889) qui, selon lui, confirmait les droits de la France sur les territoires samoriens de la rive droite du Niger.

(24) La traduction de cette lettre dont l'importance est capitale figura dans les extraits du journal de Garrett reproduits par ALLDRIDGE (1910, p. 306) : « Your messenger, major Festing, met us in the Sikahso country. I told him I could not receive a treaty from the English, the treaty with the French being in my hand, I told him to return to the King, and when I returned from the Sikahso war, I would return the treaty of the French, then a treaty would be possible between me and you. This is to inform you I have now returned the treaty of the French to them and for this reason I send this letter to you. I am ready now to make the treaty with you and friendship and acquaintance. I have agreed also for you to build a house at Kabia (= Mafindi Kabaya) and the town of Falaba but help me great help with ammunition, I am a nation of war, I in love of England to day and all that is in my country from my war and my children and myself all I put it under the protection of the Governor and of the Queen, I am a son of the Queen, I am in love of the Queen. I send this man into you, viz Al Hassan (Lāsana Turé) and his companion of the same name and a man viz Sauwa (non identifié) all that these people say into you is my word. Peace be to whom follows the right way and deny his heart's desire. »

(25) Sa conviction sur ce point s'était formée dès le mois de mai, à la nouvelle de l'incident de Tumania, grossi par Garrett. Les Samoriens n'avaient aucun intérêt à le démentir comme le prouve le grand rapport sur Samori que rédigea Parkes le 10 juillet, d'après les renseignements fournis par les compagnons du commissaire (P.R.O. - C.O. 207-383).

(26) La nouvelle de l'entrée d'Archinard à Ségou avait été annoncée par Lāsana Turé (P.R.O. - C.O. 207-383).

(27) Le 18 juillet, Hay renvoya la plupart des délégations avec une escorte de police qui devait au passage hisser le drapeau britannique et mettre de l'ordre chez les Lokko. Il ne gardait que Nalifa-Mudu, Lāsana Turé,

Bintu Karamogho et le noyau de l'ambassade samorienne. Parmi ceux qui portaient, il avait choisi un courrier pour remettre à Samori la fameuse médaille d'argent en instance depuis cinq ans et une lettre optimiste sur le sort du traité.

« J'ai reçu votre messenger Nahlfamodoo... que vous avez envoyé raccompagner Monsieur Garrett, qui a été bien reçu par vous... Il m'a parlé du traité que vous avez signé, et qui vous donne avec votre peuple et votre pays à Sa majesté. Je suis heureux de cette marque de confiance et j'en envoie copie à la Reine. Je vous ferai savoir sa réponse Dans l'intervalle, j'ai envoyé des drapeaux par messagers, à hisser là où Monsieur Garrett a traité. Gardez bien la route de Bissandu à Karaineh et Falaba pour que mes officiers puissent aller vous voir. J'ordonne de faire une bonne route de Keraineh à Port Loko. Je considère votre demande d'un poste de police à Falaba et j'ai écrit à la Reine à ce sujet. J'espère une rapide réponse. Vos messagers vous diront combien je tiens à garder la route ouverte. Faites-moi savoir si vous pouvez loger et nourrir les constables si je les envoie chez vous et quand je pourrais avoir des hommes à entraîner comme soldats. »

Notre vieille connaissance Nalifa-Mudu, qui réparait à l'occasion de la mission Garrett, venait, paraît-il, de combattre les Français de Kouroussa, ou, plus vraisemblablement leurs auxiliaires de l'Amana.

Il s'installa alors à Freetown, chez Parkee, qui allait demeurer son « dyatigi » jusqu'en 1894, chaque fois qu'il résidera dans la colonie.

(28) Garrett sera reçu le 28 août par Hemming, qui ne pouvait que sympathiser avec lui. Ils tombèrent d'accord sur le fait que si la Grande-Bretagne reconnaissait le traité franco-samorien, la Sierra Leone serait ruinée (P.R.O. - C.O. 267-383). Hemming n'en était pas moins incapable d'infléchir la politique impériale.

(29) Le mémorandum d'Egerton, daté de Paris le 27 juillet, sera transmis le 2 août par Salisbury à Knutsford comme preuve du chauvinisme français. Egerton analysait la composition du nouveau Conseil Supérieur des Colonies, présidé par Rouvier, où il relevait la présence de l'amiral Vallon, alors député du Sénégal, et surtout celle de Deloncle.

(30) W.O. to C.O. (P.R.O. - C.O. 267-383).

Il s'agit du 13° W de Paris = 10° 39' W de Greenwich. Le point ainsi défini se trouve un peu au sud-est de Farana, à l'est du Niger. Il est certain que les auteurs de l'accord étaient bien incapables de le situer sur le terrain.

(31) C'est le point de vue de Salisbury dans sa note du C.O., datée du 2 août 1890 : « La Grande-Bretagne ne veut pas d'un précédent autorisant la rupture d'un protectorat africain, sous prétexte de mauvaise protection ». A la fin de 1889, les Egba avaient voulu rompre avec Lagos et le gouverneur du Dahomey, dans l'esprit de l'accord du 10 août, avait refusé leurs avances. Londres était de la sorte redevable à la France.

(32) Les Britanniques croyaient encore que le Kuranko ne s'étendait pas au-delà du Niger. Les frontières orientales de ce pays étrangement allongé se trouvent en fait sur le Milo, par 09° de longitude ouest. Seules ses marches occidentales étaient alors connues.

(33) Seconde note de Waddington à Salisbury, le 2-9-1890. Knutsford la reçut le 10 septembre.

(34) « Il n'y a aucune chance de contester le traité de 1889 (celui de Nyako). Samori essaie de jouer une puissance contre l'autre. Il désire commercer avec nous, mais a traité trois fois avec les Français, quand ceux-ci l'ont battu. Si nous déclarons que la guerre qu'il mène contre eux a abrogé le traité de 1889, le seul résultat est que les Français annexeront les pays à l'est du 13°. »

« I fear we must pay the penalty of our past hesitation, of our unwillingness to spend money and of our fear of fighting. France has not hesitated, has spent money and has fought, and she reaps the reward » (premier mémoire de Brackenbury).

(35) Ce jugement pessimiste est l'écho d'un nouveau mémoire de Brackenbury, daté du 20 octobre : « Si nous disons ces pays indépendants, ce sera la guerre... après quoi nous demanderons à la France d'empêcher les incursions partant de sa zone d'influence... Il n'est pas nécessaire de faire (de Samori) un ennemi car il désire surtout garder la route ouverte... Nous pouvons dire à la France que nous appuyons le traité de 1889, mais que, la plus grande partie du Kuranko étant britannique, il y a un avantage mutuel à adopter la frontière orientale de ce pays ».

(36) En revanche, la Grande-Bretagne renonçait à discuter des frontières orientales du Kuranko et de la liberté commerciale au sud du 10°. Le même jour, Salisbury écrivait à Lord Lytton pour l'en informer et demander qu'Egerton cherchât le moyen d'obtenir satisfaction sur ces deux points. Il n'allait rien obtenir et sera même amené, on le verra, à renoncer au 13°.

(37) « Le gouvernement de Sa Majesté trouve impossible d'accepter les traités de Monsieur Garrett. Cherchez l'opportunité d'en aviser Samori tout en affirmant le désir d'amitié du gouvernement de Sa Majesté. Faites-lui savoir qu'il ne doit pas faire la guerre au Sulima et au Kuranko qui sont britanniques par l'accord du 10 août 1899. Informez le Sankaran qu'il se trouve dans la sphère française et que son traité ne peut être accepté. Par contre le Sullmana et le Kuranko, à l'ouest du 13°, sont dans la sphère britannique et il n'y a pas d'objection à confirmer leurs traités. Attendez cependant l'issue des négociations de Paris qui visent à donner tout le Kuranko à la Grande-Bretagne. C'est une affaire délicate qui demande du jugement et de la discrétion ».

Le même jour, Knutsford approuvait par télégramme l'envoi d'un message de protestation contre la destruction par les sofas du Kuranko (Kalyā).

(38) Dans un télégramme du 30 septembre, il insistait pour obtenir enfin une réponse et Hébert notait : « I hardly know what we can do about this ».

(39) Hay à Samodoo, 6-10-1890 : « J'ai gardé vos messagers à Freetown, en attendant un message de la Reine. Comme il n'est pas encore venu, je vous renvoie Carimokoh Athassanha et Binty Caramokoh. Je garde Nalipha Modoo en attendant la réponse ».

(40) Pendant cette tournée faite à partir de Bonthe (Sherbro), Hay était accompagné de Lendy et d'Aldridge. Il installa des garnisons à Talama et Tikonko.

(41) Nalifa-Mudu voyait dans cet avortement un échec personnel et craignait le colère de son maître. On comprend qu'il se soit répandu en propos alarmistes. Le 19, au moment de quitter Freetown, il déclara à Parkes que Samori ressentirait un telle déception du rejet qu'une incursion des sofas sur la côte était très possible.

Cette erreur de jugement apparaît dans un mémoire de Parkes, en date du 29 janvier 1891 (A.L.B. *confidential 1899-1898*). « La déception que sentira Samodoo au sujet du rejet complet du traité peut provoquer une incursion dans le Bas Pays que nous aurons du mal à arrêter car Samodoo n'a plus rien à espérer du gouvernement et comme il n'est tenu par aucun traité, ses mercenaires n'écouteront pas docilement nos avis... »

« Il est nécessaire, sans attendre la réponse de la conférence de Paris sur le Kuranko d'envoyer quelqu'un avec Naliphamodoo expliquer à Samodoo que le gouvernement veut garder les meilleures relations avec lui bien que n'ayant pu confirmer le traité. »

(42) « Je vous renvoie Naliphamodoo avec la réponse de la Reine qui veut rester en paix et amitié avec vous et espère que votre guerre n'abîmera pas son « jardin ». Vous aurez toute facilité pour commercer en Sierra Leone, mais il est impossible actuellement de ratifier le traité ». La lettre était accompagnée de cadeaux fort pacifiques : limonade, lavande, imperméables et les fameuses bottes en caoutchouc réclamées l'année précédente à Gerrett.

(43) Télégrammes Hay to Knutsford, 23-4-1890 — Knutsford to Hay, 24-4-1890. Garrett l'avait suggéré dans sa lettre de Katimbo le 1^{er} avril.

(44) Hay avait reçu la nouvelle le 13 octobre par une lettre de l'Alkarli, répercutant un message de Suluku.

Bien entendu, le premier souci du gouverneur fut d'éviter une réaction militaire des Limba. Il écrivit le 16 à Suluku pour lui demander de ne pas couper la route et de ne combattre que défensivement. Le même jour, il adressait à Bilali et à Sidi-Baba la lettre suivante : « J'apprends avec surprise que vous avez attaqué le Kuranko et pris son Roi contrairement à la promesse de l'Almami à Garrett. Si vous voulez garder notre amitié, relâchez Sayon Daimbah et évacuez ce district » (A.L.B.).

La patrouille de police monta à Bumbā avec ces lettres et y séjourna quatre jours pour enquêter.

(45) Palmer emmenait une lettre destinée à Samori : « Les constables doivent surveiller la route et protéger les commerçants de Falaba à Port Loko et Mabileh (Magbélé). Donnez l'ordre qu'on les accueille bien ». Une autre lettre demandait à Suluku d'assurer le passage des constables et de leur courrier. Il s'en acquitta correctement.

Les instructions du caporal étaient de rester en bons termes avec les sofas, de prêcher la paix et de concilier les conflits entre les dyula et les autochtones. Une fois par mois, il devait envoyer une patrouille descendre la route jusqu'à Bumbâ. Une fois par semaine, il devait expédier un courrier au gouverneur.

La tâche principale de Palmer était le nettoyage de la piste de Karéma dont il chargea Boyma, le premier lieutenant de Mānga Dinka. Une pirogue fut entretenue à Sangahwagoon, où le gué était difficile (non identifié).

Le poste britannique sera d'abord logé dans un groupe de cases à l'écart du village. Le 6 mai, Parkes écrira à Manga Dinka : « Je suis heureux que vous reconstruisiez la ville et je vous demande d'aider le caporal Palmer à construire un poste ».

(46) Sur cette crise, voir la fin du présent chapitre et Tome III le chapitre VI - A 1.

(47) Selon le rapport de Benty qu'utilise ARCIN (1911), les assaillants auraient perdu 600 tués. Il ajoute que l'affaire aurait eu lieu en présence d'un officier britannique, alors que je n'en ai trouvé aucune mention au P.R.O.. Si le fait est exact, il ne peut s'agir que du sergent créole Harding commandant les constables de Sobani. Celui-ci était d'ailleurs en mauvais termes avec la population locale et particulièrement l'Almami Abbasi de Kokuna qui l'accusait de pillages (A.L.B., 24-9-1891).

(48) Garrett avait repris son poste d'observation à Kokuna, mais il ne parvint pas à prendre contact avec Karimu. Il partit alors à travers le Tōnko Limba, traitant le 14 février à Kamala avec Kandeh-Fariañ, chef du Haut Sanda (Sanda Loko) et avec Fombo Samura, de Kagbèri, chef du Haut Loko. Le 10 mars, à Gbèndambu (Pèndèmbu-Loko), il imposait un traité à l'Almami Kiha (= Keehah) et à Pa Koba (= Kewba, Corbah). Il se rendit ensuite dans le Kasé à Kagbântama (12° 40' W — 8° 57' N) résidence de Bai-Bureh. Il voulait arrêter ce chef, pourtant anglophile, pour mettre fin à ses raids en territoire français. Il parvint à le saisir par surprise mais Bai-Bureh s'enfuit peu après. Sans passer pour autant dans le camp français, il n'oubliera jamais cette injustice et il sera en 1898 l'un des principaux leaders de la révolte contre l'instauration de la hut-tax.

Par Port-Loko, Garrett rentra à Freetown à la fin du mois, à temps pour faire ses adieux à Sir James Hay.

(49) L'assaut de Tāmbi avait été mené en présence de Crooks et du major Moore, en partant de Kokuna. Hay et Parkes se trouvaient tous deux en congé en Grande-Bretagne. Le gouverneur réclama d'abord une vengeance immédiate, mais il admit ensuite qu'il fallait attendre la fin des pluies.

Pendant cet assaut, Bai-Bureh lança ses gens dans le Bèna où ils détruisirent Digidigi (12° 40' W — 9° 32' N) et Yangba (1 kilomètre plus à l'est). Cela fournit à Ballay un prétexte pour rejeter la protestation de Crooks contre la présence de sujets français chez Karimu, et même pour fermer, en représailles, les écoles anglaises des Rivières. Les Tèmnè, selon Ballay, auraient capturé 307 personnes.

(50) Karimu en profita pour renouer son alliance avec l'Almami Murray, de Bonkor (= Makumré : 12° 16' W — 9° 15' N) qui l'avait accueilli en 1889. Ce chef dominait tout le Sānda central (Kamanka et Tenraran) et c'était un ennemi de Pa-Koba.

Le 14 juillet 1891, Ballay, en visite à Benty, excitera les chefs de la Mèlakori contre les Britanniques et des troubles éclateront bientôt dans le Samo. Peu après, Karimu se lancera dans le Tōnko où il détruira en quelques jours 34 villages. Surpris par Bai-Bureh, il se retira cependant à Walia (Bèna) pour y recruter une nouvelle troupe.

Le prestige britannique était si bas durant l'hivernage de 1891, que l'Almami Sumā du Wara-Wara, aurait proposé son alliance à Karimu.

(51) Gbériya-Timbako, en revanche, était définitivement évacué.

(52) La nouvelle de la chute de Bāndadugu (= Bandakarfaya) et de Yéréndugu (= Yirais) arriva à Freetown le 19 juin. Ces événements doivent donc dater de la fin de mai. Garrett rentra de Bisāndugu à Kaiyèri le 7 juin.

Banda Kerifa, chef du Wuli, entraînait dans la soumission Bāmba Farima, chef du Nyéni (sur la versant sud du mont Loma, résidant à Kintibaliya) et, assurément, le Nyéndugu (= Nyadu, chef-lieu Māsonya) qui occupe l'est du massif. Plus à l'est, le Nèya (Nègèya, avec Kurubōia) ne se soumettra qu'après les pluies, en même temps que le Saradugu et le Barawa.

(53) A l'ouest de Yeraia, à cheval sur le Séli, entre le Sëngbé du Nord, le Kalyā en aval du Bagbé, le Dya (Diañg) et les Limba du Wara-Wara, on trouve le Barawa dont le chef-lieu actuel est Firawa (11° 18' W — 9° 22' N). Son chef était alors Boio Tamba Mara (le Wooloo Tamba des documents britanniques) qui résidait à Kolakōnko (= Kulanko : 11° 22' W — 9° 16' N) sur la frontière du Kalyā. C'est lui qui avait hébergé Kumba Lay, fils de Morlay-Bwari, avec les réfugiés de Kōmbili, mais il ne se croyait pas menacé. Il avait refusé de traiter en avril avec Garrett, et celui-ci avait seulement reçu à Musaia, son porte-parole, Karafa Fina.

La chute de Yeraia l'ébrania et la capture de Sayōn-Dēm̄ba rendit sa position intenable. Il se retira alors à Farāndugu, dans la fraction de son kafu qui se trouvait au nord du Séli (11° 27' W — 9° 28' N). Quand il apprit qu'un poste britannique s'installait à Falaba, en mai 1891, il se réfugia chez Mānga Dinka et lui demanda d'intercéder pour lui auprès du gouverneur. Ses délégués arriveront à Freetown le 5 juillet pour signer un traité (I.L.B.). Il ne réoccupera cependant Firawa qu'en 1894, après la destruction de la colonne de Porèkèrè.

Le chef du Dya (Diang), Kara-Fôdè, avait la chance de résider à Kōndēmbaya, sur la rive nord du Séli. Il se contenta de regrouper autour de lui les villages de la rive sud.

(54) La lettre de Suluku annonçant la prise de Sayōn-Dēm̄ba arriva à Freetown le 13 octobre 1890. Une patrouille de police partit dès le 16 pour Bumbā, afin de rassurer le chef du Biriwa. La lettre de réprimande de Parkes à Bilali est datée du même jour (A.L.B., 1890-1891).

(55) Une caravane escortée envoyée par Bilali chez Suluku, par la route d'Alikalla, pour acheter du sel, avait été pillée et certains sofas, réfugiés à Bumbā, avaient été réduits en captivité à la fin de 1890. Le kâlétigi s'en plaignit, estimant, non sans raison, que les Britanniques, manquaient à leurs engagements.

Le 26 janvier 1891, Parkes lui répondit : « J'ai reçu votre lettre expliquant la guerre du Koranko et la capture du roi Sayon Daimbah. Le gouverneur fera enquêter sur cela, mais je vous demande en attendant de respecter la convention avec l'Almani et de ne pas faire la guerre au Bas Pays ». Le même jour, il écrivit à Suluku pour réclamer la libération des sofas capturés.

Le chef du Biriwa dut faire la sourde oreille puisqu'une lettre de rappel allait encore lui être adressée le 25 avril (A.L.B., 1891-1893).

(56) En revenant de Bāmbaya, Bilali traversa le Niger à Saramanyā (10° 37' W — 9° 22' N) et le chef du Dēladugu, Kumba Mara (Korembeh) de Fundusuma (10° 46' W — 9° 14' N) se soumit sans combat. La colonne marcha alors vers les sources du Niger où elle détruisit Sānkarama. Fakulua Mara (Kakandoh) de Kulia (10° 51' W — 9° 02' N) s'enfuit alors avec toute la population du Saradugu jusqu'au Nèya. Le chef de ce kafu, Fāngoli, de Kurubōñla (Koroboré : 10° 57' W — 9° 12' N), offrit alors sa soumission et intercēda pour Fakulua dont il obtint le pardon.

Le 2^me bureau de Kayes fera allusion en novembre 1890 au « chef Kouranko des sources du Niger, qui a envoyé sa première épouse boire le dègè à Héérémakono ». Il y voyait, on ne sait pourquoi, un effet de la mission Garrett dont le but principal aurait été de rallier les rebelles à Samori. Ce chef est à peu près certainement Fakulua Mara.

Un peu plus à l'est, à Konkowa-Koro, Bambafara Kuruma, chef du Kulo, se tenait sur la défensive. Le chef de village de Farakoro, Soso, qui commandait les guerriers, gardait la plate de Sarafinyā. Ils se soumettront sans combat pendant l'hivernage de 1891 quand Sidi-Baba, attaquant par la vallée du Méli, aura pris Kaba, chef des Kisi du Soadu.

(57) En mai 1891, l'attaque du Sāndo (chef : Kamakyé de Kayima) se heurta à une résistance efficace, car Sidi-Baba y perdit 30 cavaliers sur 40 et se retira avec un maigre butin. Le bruit courut en novembre qu'une nouvelle colonne, comptant 60 chevaux et 300 sofas se préparait à une seconde attaque. La révolte du Kōkunya fera cependant abandonner l'entreprise (Besançon, Siguiri le 7-11-1891 — Dakar 1 D 169). C'est sans doute à elle que fera allusion le milicien Fasinet, en août 1891. En visite à Héérémakono, il apprendra en effet que « des renforts partaient chaque jour pour le Kouranko » (A.O.M., Guinée, IV, 4). Il est vrai qu'il peut s'agir ici du nettoyage du Soadu par Sidi-Baba, qui se déroulait à peu près à la même époque.

(58) Alfa Umaru « un grand vieux chassieux » (DUBOIS, 1893) avait essayé de résister dans sa résidence, Saliya, située sur le Baléñ (11° 39' W — 10° 07' N). Les sofas arrivèrent par la plate de Sumèyèrèa à travers les splitudes du Fitaba méridional et prirent la place d'assaut. Le chef, qui avait fui, chercha le salut dans une sou-

mission immédiate. Il fut épargné mais Mumini le proclama déchu et les sofas parcoururent bientôt le pays pour en saisir la récolte. Les conquérants avaient intérêt à épargner la population mais c'était pour mieux l'exploiter, ce qu'ils firent très durement.

Les Limba du Kamunké (entre Kaba et Mongo) étaient alors commandés par Ansumana Kamara de Yomaia (11° 53' W — 10° 01' N). Il se rallia avec empressement et sauva ses gens en livrant du grain.

(59) Dôlédugu = Dôladugu = Doradugu = Alfa Amadu.

(60) Le seul récit de ces événements qui ait été publié jusqu'ici est celui d'ARCIN (1911). C'est un chef-d'œuvre de confusion, l'auteur s'étant borné à recopier bout à bout diverses fiches, sans prendre la peine de les confronter. C'est ainsi qu'il traite de la mission Brosselard-Faidherbe d'après le rapport de cet officier, aux pages 482-483, mais il a sans doute mal lu sa source car il écrit que le capitaine était accompagné « du rival du Samorien Dôlédougou », et non ce dernier. Quatre pages plus loin (486-488), il raconte l'invasion samorienne dans le Kokunya, d'après les rapports du cercle de Benty, et place cette fois en 1892 les événements de 1890-1891, sans se rendre compte qu'il les a déjà exposés selon la version de Brosselard-Faidherbe.

Un peu plus loin, p. 488, l'auteur parle de l'invasion du Tamiso et de l'incursion des sofas à Walia du Benna, sans se rendre compte qu'il s'agit d'événements remontant à 1885. Il enchaîne ensuite sur l'intervention de Lamadon à Darakuyé sans comprendre que cette anecdote concerne l'affaire qu'il a déjà étudiée p. 487.

Arcin parle enfin du commis Baillat « envoyé de Lamadon au Benna » alors que ce fonctionnaire n'a pris le commandement de Benty que trois mois après le départ de son prédécesseur. Sans recours aux sources, il serait impossible de s'orienter dans ce dédale inextricable.

(61) Les chefs du Tamiso attendaient Lamadon à Wôsu et Dôlédugu devait se joindre à eux. Au dernier moment il envoya son frère l'excuser, car il surveillait les Samoriens sur le Kaba et n'osait pas bouger de peur qu'ils ne brûlent aussitôt le pays.

(62) Siséké Kaba était originaire de Bakongo-Kura près de Kankan. Selon Brosselard-Faidherbe il disposait d'un millier de combattants répartis en 40 détachements dont seuls les chefs avaient des chevaux.

(63) Kumba (11° 59' W — 10° 06' N). Dès la chute de ce village, Dôlédugu donna le signal du sauve-qui-peut. La capitale coutumière du Kafu, Farinta (12° 00' W — 10° 04' N), tomba sans combat. Les sofas brûlèrent le pays jusqu'aux rives du Lolo, tandis que la population se cachait dans les grottes des montagnes ou s'efforçait de fuir à l'ouest du fleuve.

Selon Brosselard-Faidherbe, les Samoriens s'emparèrent de 1.000 captifs et 3.000 bovins. Une partie des prisonniers seront vendus par les Bunduka dans les Rivières Françaises.

(64) Darakuya n'existe plus. Ce village se trouvait sur la rive droite du Lolo, en face d'Irofitia (12° 07' W — 10° 02' N). L'interprète Sorimadi était accompagné, outre les trois laptots, par Kérafala, premier conseiller de l'Almami Dauda du Moréa. N'ayant pas d'interprète lettré en arabe, et les sofas ne pouvant évidemment pas lire le français, Lamadon confia à Sorimadi un message oral, ce qui explique le rôle de la tunique, qui servait d'accréditif.

Pour faire évacuer le Kôkunya, l'interprète devait annoncer que Lamadon commandait 150 tirailleurs et qu'il invitait les sofas à venir parlementer avec lui, sans armes, au bord du fleuve. S'ils refusaient de se retirer, il les attaquerait et Archinard reprendrait la guerre au Soudan, ce qui leur vaudrait la colère de Samori.

Sorimadi trouva le Kôkunya occidental désert et ne rencontra les Samoriens, dont il esuya le feu, qu'au gué de Méliko le 16 janvier. Il fut interrogé à Kumba, cinq kilomètres plus loin, et dirigé le 17 vers Siséké, qui campait à Sambéya (11° 56' W — 10° 06' N). Le kélétiigi le reçut en présence de son lieutenant Tyékuragbè, et il expliqua, avec une sincérité évidente, qu'une lettre en arabe, trouvée à Farinta dans la case de Dôlédugu, venait seulement de lui apprendre que ce chef était lié à la France. Par ailleurs, il voulait le punir d'avoir volé soixante Chassepots deux ans plus tôt, mais la chose était faite et il allait aussitôt se retirer derrière le Kaba. Le soir même, la colonne se mit en retraite vers l'Est, non sans emporter les bœufs et les captifs qu'elle avait pu saisir. « Nous ne restons pas, nous avons peur des Français, nous ne les aimons pas. Il n'y a que les Anglais qui soient bons pour nous, qui nous fournissent des fusils. Voici une aiguille pour coudre les paroles du Commandant avec les nôtres. Quant à lui parler, nous n'irons pas ». L'un des laptots, pour calmer ces craintes aurait alors gaffé, en révélant que le commandant était seul. Tyékuragbè « souriant finement » aurait rétorqué qu'un

commandant marchait toujours avec beaucoup de tirailleurs. « Dis-lui que nous sommes partis mais que si les Blancs veulent aller jusqu'au Niger, nous ne les laisserons pas passer ». Avant le départ, Sisèkè organisa une parade de sa cavalerie et celle-ci chargea sur les compagnons de Sorimadi « pour éprouver leur courage ». Il s'agissait d'une de ces fantasias dont les Samoriens étaient prodiges. Après avoir assisté à l'évacuation de Kumba, Sorimadi rentra à Darakuya.

Le 18 janvier, en son absence, Lamadon avait vu passer un flot continu de fuyards, qu'il dirigea vers l'intérieur du Tamiso, puis une caravane venant de Bisândugu, sous la direction du fils de l'Almami Baraka, de Freetown. Le 18, il venait d'apprendre que Fodé avait immolé deux bœufs noirs à ses fétiches quand une trentaine de combattants, peu rassurés, se présentèrent à lui. C'était là toute l'armée que lui avait promise son allié.

Lamadon rentra à Wôsu le 19, avec tout son monde, et y séjourna jusqu'au 22, en s'employant à rassurer Fodé, avant de se porter au devant de Brosselard-Faidherbe. Pour cet épisode, le rapport de Lamadon, conservé à Dakar (7 G 22) et à Konakry (2 D 208) est bien plus précis que celui de Brosselard-Faidherbe ci-dessous. C'est pourtant ce dernier qui a inspiré la relation plus pittoresque qu'exacte de Claudius MADROLLE (1895). Les souvenirs de Félix DUBOIS présentent aussi un certain intérêt (1893).

(65) La mission Brosselard-Faidherbe est étudiée d'après le rapport du capitaine et diverses pièces secondaires que l'on trouve à Dakar (1 G 154). De larges extraits du rapport ont été publiés par le *J.O.R.F.* (27-7-1891) et le *B.C.A.F.* (septembre 1891, p. 9). Un article du capitaine a été accueilli par le *Bulletin de la Société de Géographie commerciale de Bordeaux* (4 janvier 1892).

Le journaliste Félix DUBOIS, qui inaugurait alors sa carrière africaine, a écrit un récit pittoresque et plein de vie qui n'ajoute rien du point de vue politique (1893). Les dessins de Riou, illustrateur de Jules Verne, ne sont pas sans intérêt, mais il convient de se méfier du texte car la plupart de ses chiffres sont faux (16 tirailleurs par exemple au lieu de 10) et beaucoup de dates inexactes (débarquement à Bentley le 28 décembre au lieu du 26).

(66) Le capitaine Brosselard-Faidherbe, petit-fils du général, avait travaillé de 1887 à 1889 à la délimitation de la Guinée Portugaise, avec la Casamance puis les Rivières du Sud. Le succès de ce travail avait été couronné par le protocole du 2 mai 1889. Il a publié ses impressions dans *Le Tour du Monde* (1889).

(67) C'est ainsi qu'à l'escale d'Oran, des faux bruits furent lancés pour convaincre le consul britannique que l'expédition se dirigeait vers le Tchad. La hâte des préparatifs à Bentley sera justifiée par l'urgence de marcher vers l'arrière-pensée avant que l'alerte ne soit donnée en Sierra Leone.

(68) Freetown dut apprendre le départ de Brosselard-Faidherbe vers la fin de janvier, mais je n'en ai pas trouvé la trace écrite. La première mention des archives britanniques est dans la traduction d'une lettre de Bilali, faite le 10 avril. Le kélâtigi écrivait que le capitaine lui avait offert mille (sic) fusils pour détourner son commerce de Freetown sur Bentley mais que, bien entendu, il avait refusé (A.L.B.).

(69) Brosselard-Faidherbe emmenait le lieutenant Desmichels comme chef d'escorte et avait accepté la compagnie de l'explorateur Georges Warenhourst, du peintre Adrien Marie, qui mourra à Cadix, sur le chemin du retour, et enfin de Félix Dubois, correspondant du *Figaro*, qui allait usurper la notoriété de spécialiste de l'Afrique Noire. Il quitta Marseille le 10 décembre sur le cargo « Taygète » de la compagnie Fraissinet, et il fit escale à Oran pour charger les chevaux et les mules que l'intendance lui destinait. L'escorte limitée à 10 tirailleurs, 2 caporaux et un sergent, embarqua à Dakar avec cinq domestiques. Le 24 décembre, à Konakry, Brosselard-Faidherbe eut une longue entrevue avec le docteur Bailly, tandis qu'on transbordait tout son monde à bord d'une goélette des Rivières, l'« Olga ». Le Commandant Fabrique, du « Taygète », accepta de la remorquer le 25 jusqu'à l'île de Matakong pour gagner du temps. Le 26, toute la mission débarqua à Bentley. Elle se grossit alors de cinquante porteurs Susu recrutés par l'Almami Dauda et qui furent sommairement armés (20 carabines de gendarmerie et 30 sabres d'infanterie).

L'équipement de ces hommes avait été réquisitionné selon un ordre du colonel Dodds, alors qu'il appartenait à un magasin de la Marine. Cette affreuse irrégularité allait causer les pires ennuis au capitaine et il faudra de longs mois de négociations pour lui trouver une solution.

(70) Brosselard-Faidherbe fut reçu par le brigadier des douanes Franceschini, qui assurait l'intérim de Bentley en l'absence de Lamadon. La mission fut logée par M. Bohn, agent de la C.F.A.O. dont Dubois loue l'action patriotique contre le commerce anglais.

(71) Itinéraire : le 4 au soir, à Kompa ; le 5, Morékani. Le 7, Farmorèa, terminus de la navigation, où la mission fut hébergée par Monsieur Auge à la factorerie C.F.A.O. (La population européenne de ce gros marché était alors de 7 Blancs dont 3 Anglais). Le 8, le capitaine se reposa, recevant la visite de l'Alkali Yalam Fôdé, de Farmorèa, de son fils Nabé, ainsi que de Kandé, fils de l'Almami Dauda. A travers un pays peuplé, couvert de rizières, le capitaine arriva le 10 janvier à Kafokuru, sur la limite du Bèna (9° 20' N — 12° 52' W) où il signala un premier signe d'hostilité ; la population avait évacué le village. Le 11, à Bofio, village de captifs de Kondéto (9° 26' N — 12° 44' W), il remarqua la force du tata. Par Laya, il rejoignit la Grande Scarcie (Kolènté), le 14, à Sinéya (= Sinaya) (12° 41' W — 9° 29' N). Le 15, il arrivait à Wèlia (12° 37' W — 9° 37' N) où il espérait trouver Lamadon. Il apprit que celui-ci s'était porté au devant des sofas et il se demanda avec inquiétude si ceux-ci n'allaient pas le gêner dans sa marche.

Après trois jours de repos, il repartit le 19, et fut reçu correctement à Baya-Baya par Golé Buréma, chef du Fulakouyi (= Haut Bèna). Il lui remit un drapeau. Le 20, un début de mutinerie des porteurs lui fit perdre la journée. Le 21, après une longue étape de brousse, il atteignit Wèlia (12° 31' W — 9° 51' N) sur la frontière du Tamiso, où il reçut une longue lettre de Lamadon l'informant de la présence des sofas sur la Lolo. Le 22, la mission campait au gué du Kolènté et le capitaine entraînait les tirailleurs en vue d'un heurt avec les Samoriens. Il est intéressant de noter que même en zone francophile la complicité était générale avec les Bunduka, marchande d'esclaves des sofas. Comme une caravane amenant aux Rivières des captifs du Kokunya passait justement le fleuve au gué de Gorokuru, on en détourna la mission qui dut passer le fleuve à la nage deux kilomètres plus bas et perdit ainsi deux jours. L'opération venait de s'achever quand parut Lamadon.

(72) Itinéraire : Woulai (= Madina-Ula : 12° 27' W — 9° 53' N), Kafou (non identifié), Sakuta (12° 20' W — 9° 56' N). Le 28, escaladant des montagnes difficiles, ils arrivèrent à Niéniéya (= Nyagaya : 12° 17' W — 9° 57' N) sur la crête séparent les bassins des deux Scarcies. Le 29, après une marche difficile, à Boloualia (= Nyagawalia ? mosquée de type soudanais). Le 30, à Wösu, l'Almami Fôdé les reçut avec joie car le départ de Lamadon le découvrait alors qu'on signalait toujours des sofas dans le Kokunya. Le traité qu'il signa le 2 février « constatait à nouveau l'union entre la France et le Tamiso ». Il ne faisait pas double emploi avec le traité Forichon car il précisait les frontières du pays, surtout celle du sud, de façon à englober le Tala que l'accord du 10 août avait attribué à la Sierra Leone (rivière Lolo, Yana, rivière Koié). Fôdé promettait en outre de donner toutes les terres nécessaires pour l'établissement de comptoirs commerciaux et d'un chemin de fer.

C'est seulement le 2 février que Dôlédugu, qui se cachait, se présenta au capitaine. Il n'osait pas rentrer dans son pays ruiné et c'est à grande peine que Brosselard-Faidherbs le décida à le suivre. Il partit alors rassembler ses gens dispersés à travers le Tamiso.

(73) Le 4 février, descente abrupte de la montagne de Wösu jusqu'à la plaine de « Lalououlaï » (= la Lolo). Au moment où la mission traversa le fleuve, le 5 à Darakuya, des éclaireurs samoriens firent des signaux de fumée sur les hauteurs. La mission campa à Kumba. C'est seulement le 7, avec beaucoup de retard, que Dôlédugu rejoignit le capitaine à cheval, « entouré de joueurs de flûte et de porteurs de chasse-mouches ». Le soir même, Brosselard-Faidherbe campait dans les ruines de Sambèya, dont Dubois signale les décorations murales : « trèfles évidés, cœurs, triangles, losanges ». Les cadavres abandonnés empoisonnaient l'eau. Contrairement à ce qu'écrit Dubois, suivi par ARCIN (p. 489), Sambèya n'était pas la résidence de Dôlédugu.

(74) Dès son arrivée, le capitaine avait envoyé un message à Siséké qui répondit que seul Bilali pouvait autoriser les Blancs à passer. Un second courrier fut alors dirigé sur Héérèmakono mais les semaines passèrent sans réponse.

(75) Desmichels était un jeune officier énergique mais brutal. Il avait soulevé la colère de Fôdé en traînant un homme du Tamiso à la queue de son cheval. (ARCIN, 1911, p. 490, d'après Lamadon. Brosselard-Faidherbe n'en parle pas dans son rapport).

Le capitaine l'envoya en reconnaissance derrière le Kaba, dès son arrivée à Sambèya. En escaladant le « nid d'aigle » de Yomaia (11° 53' W — 10° 01' N), le lieutenant tomba sur des sentinelles samoriennes qui donnèrent l'alerte et il se trouva bientôt seul, toute sa troupe ayant fui à l'exception du conducteur d'artillerie Amar, un Toucouleur. L'intervention d'un chef sofa (sans doute un bolotigi) le sauva de justesse. Malgré les protestations de cet hôte involontaire, Desmichels visita alors l'Almami Ansumana Kamasa et lui imposa un traité de protectorat couvrant tout le Kamunké, jusqu'au Mongo.

Après cet incident, les porteurs Susu de la mission, convaincus que les sofas allaient attaquer, menacèrent de désertir.

Après lecture du rapport de la mission on est confondu qu'Arcin ose écrire à propos de cette affaire : « Desmichels tomba dans une embuscade dont il se tira à grand-peine ». (ARCIN, 1911, p. 483).

(76) Le ravitaillement attendu n'arrivant pas, la date du départ fut remise une première fois. Elle le fut encore quelques jours plus tard quand le capitaine apprit l'approche d'une troupe de 40 tirailleurs qui venait du Niger (sans doute la reconnaissance du Tènkiso par Hourat).

(77) Le 19, la mission quitta Sambèye en compagnie de Dôlédugu et campa au gué de la rivière Mamu (éponyme de la ville coloniale qui sera construite dix ans plus tard près de sa source). Le 20, elle atteignait Fôdés, que la population reconstruisait et où s'arrêta le chef du Kokunya (12° 54' W — 10° 08' N). Dans la soirée, la mission traversa le territoire entre Kolikoli et Kaba, qui n'appartient pas au Kokunya mais au Futa-Dyalô et elle campa sur la rive droite du fleuve, en face de Sokurè. Cette agglomération, formée de trois gros villages bâties au confluent du Foloto, marquait le péage frontalier sur la piste de Timbo au Hurè (12° 50' W — 10° 11' N). Le 21, passant sur l'autre rive, la mission fut reçue correctement par la garnison samorienne et put se ravitailler en manioc séché. Sortmadi était parti en avant pour négocier le passage et il rentre dans la soirée avec trois délégués d'Héarèmakono, notamment Garankè-Madi, qui déclara solennellement : « Vous êtes chez vous, notre pays est aux Français ».

(78) Sisékè s'était installé à Saliya dans la concession d'Alfa-Umaru, en expulsent ce dernier qui vivait depuis hors du village. Le capitaine convoqua le vieux chef le 24 pour lui faire signer un traité et écouta attentivement sa demande de secours. Cela ne pouvait plaire à Sisékè, qui offrit pourtant, selon le coutume, une parade militaire à ses visiteurs. Selon le capitaine, la mission ne fut ravitaillée correctement que grâce à l'intervention de Garankè-Madi.

(79) Brosselard-Faidherbe écrit Simangarèa-Kuta. Ce village contrôle le gué du Mongo, sur la piste de Kalyèri à Timbo, à la frontière du Solimana et du Fiteba (11° 24' W — 10° 07' N).

Bilali avait fait préparer à l'avance des gourbis pour les tirailleurs. Il fit défiler sa garde, armée de Chassepots et de fusils Graa, puis il caracola devant ses visiteurs avant de descendre leur serrer le main. « Il était vêtu d'une robe orange et portait des boîtes meures en cuir jaune et un calot de concierge (sic) en velours noir à gland d'or » (DUBOIS). Il fit un discours devant ses troupes, rappelant que la paix régnait entre l'Almami et la France. Brosselard-Faidherbe est le seul visiteur de Bilali à en faire un portrait favorable : « C'est un homme de 35 ans ouvert et intelligent, plein de dignité et d'aisance ».

(80) Le palabre du 5 s'ouvrit sous de bons auspices, le capitaine offrant un fusil à Bilali qui lui donna dix bœufs. Mais, dès le début, Brosselard-Faidherbe crut nécessaire de parler rudement. « Il s'étonna que le pays soit ruiné et s'il écrivait au roi des Français, celui-ci enverrait deux armées par Benty et le Soudan pour battre les aofas. Ceux-ci devaient donc réparer ». Bilali répondit qu'il avait cassé le Kokunya en ignorant que ce pays était français et qu'il n'avait pas cru Fodé quand celui-ci l'évertit que la mission venait lui faire la guerre. Le 6, Bilali refusa de prendre les cadeaux du capitaine, et lui interdit de gagner le Niger (Dyoliba) même par la route du Firiya. Le 7, Brosselard-Faidherbe offrit en vain quelques milliers de francs au kèlètigi. Comme un courrier venait d'arriver de Benty, Bilali qui craignait des ordres de guerre, demanda à en connaître le contenu. Il se heurta à un refus méprisant du capitaine. Dans la nuit, les sofas manœuvrèrent autour du camp en faisant des simulacres d'attaque. Le lendemain, Bilali parut s'excuser et invita ses hôtes à un grand défilé militaire, dans le but visible de les impressionner. Brosselard-Faidherbe ne tarit d'ailleurs pas d'éloges sur l'allure et la discipline des sofas alors que Dubois se laisse aller à un mépris raciste tout à fait gratuit. Finalement, le capitaine demanda à Bilali de l'escorter jusqu'au Niger et promit de s'arrêter sur les hauteurs dominant le fleuve. Mais les consignes du kèlètigi étaient trop strictes pour qu'il puisse accepter. Il promit de fournir à la mission tout le nécessaire pour qu'elle rentre paisiblement à la côte mais, en attendant, il interdit de la ravitailler.

(81) Le 13 au matin, à Saliya, Sisékè avait refusé tout ravitaillement malgré l'intervention ostensible de Garankè-Madi. Le capitaine mit aussitôt en route son convoi, ne gardant avec lui que Desmichels et l'escorte, à qui il ordonna de prendre d'assaut le camp des aofas si ceux-ci ne fournissaient pas des vivres. Comme Sisékè sortait à cheval, le capitaine marcha à sa rencontre, revolver au poing, décidé à l'abattre. Mais son adversaire venait justement s'excuser et offrir du ravitaillement.

Le soir même, la mission campa au gué de la rivière Pinséli (= Pantéli, au nord des ruines de Kaba : 11° 41' W — 10° 09' N). L'entrevue avec Dôlédugu, qu'une estafette avait convoqué, eut lieu au gué de Sokurè.

(82) Accompagné par Dôlédugu, la mission quitta Fodéa le 16 pour s'enfoncer dans les montagnes du Kokunya méridional par Patéia, Duguta (= Dukobyia : 12° 00' W — 9° 55' N) et Lomaburu où elle hissa un drapeau français. Elle traversa le Lolo à Beréah (Gbèriya : 9° 48' N — 12° 09' W, actuellement en Sierra Leone) pour entrer dans le Tala. Elle passa ensuite par Yana, tenu par les Muritèy de Karimu (9° 43' N — 12° 20' W) et traversa la Kolenté (Grande Scarcie) entre Goro-Kura et Bambaya (= Bayan-Bayan : 12° 34' W — 9° 45' N). Brosseard-Faidherbe se trouvait dès lors dans le Bèna-Fulakuñyi, qu'il traversa en hâte par Léfuré, Santigya, et Kofyô, résidence de l'Almami (9° 30' N — 12° 48' W). Il sembarqua à Farmorèa pour descendre la Mèlakori jusqu'à Benty.

Brosseard-Faidherbe allait assurer l'intérim du cercle jusqu'à l'arrivée de Beiffat en juin. Il en profitera pour faire une démonstration militaire contre le Kanéa (cercle de Kindia). Dès le mois de mai, il avait demandé un congé sans solde, car il allait quitter l'armée pour s'employer comme directeur de la Société concessionnaire des îles Tristão (Guinée Portugaise).

(83) Quand Fasinè visitera Héérémakono, en septembre, il n'y trouva plus que 500 fantassins et 60 cavaliers, bien que les stocks d'armes à garder fussent encore importants.

(84) Siséké en personne s'installa avec 150 hommes au gué de Sokurè (Sokuta). Il plaça des garnisons à Kumba où Dôlédugu venait de se fixer et à Fodéa.

(85) C'est à Sumbarèya (= Sambarèya : 10° 00' N — 12° 13' W), où il attendait en compagnie de Fodé, que Baillat reçut la visite de Kalonyi, le frère de Dôlédugu, qui lança un « défi insolent » à l'Almami du Tamiso, en ajoutant qu'il ne craignait pas les Français. Cette attitude glorieuse visait surtout à satisfaire ses maîtres samoriens car Sédu, le second frère de Dôlédugu, qui présentera les choses autrement quand il recevra Fasinè, en octobre. Un de ses hommes suivra le milicien jusqu'à Farmorèa et expliquera qu'ils s'étaient ralliés à Bilali en voyant que Brosseard-Faidherbe ne pouvait pas leur donner de secours mais qu'ils restaient prêts à accueillir les Français si ceux-ci installaient un poste au Kokunya.

Au début de 1892, Sédu allait se rallier à Lamadon et, après la retraite de la mission de délimitation, il chercha asile à Karasa, dans le Limba britannique (12° 01' W — 9° 37' N, dépendance occidentale du Wara-Wera).

(86) Baillat mit en route Fasinè dès son retour à Farmorèa, le 27 juillet.

Le milicien rendit visite à Fodé le 15 août, puis se présenta aux avant-postes samoriens dans le Kokunya et fut dirigé sur Héérémakono. Il y arriva le 30 août et Bilali le reçut très bien, en ami de la France. Le soir même, un jeune homme se glissa dans la case du visiteur : « Ne crois pas Bilali. La guerre contre les Français a repris et il vient d'acheter 3.000 fusils. Il envoie un détachement faire la guerre aux Kurânko ». Quelques jours plus tard, le fils de l'Almami Baraka arrive de Freetown avec dix fusils, « cadeaux du gouverneur à Bilali ».

Le 2nd bureau de Kayes eut vent de ce voyage, mais selon ses renseignements, d'ailleurs fort vraisemblables, il s'agissait d'une démarche commerciale. Le visiteur aurait offert 2 fusils pour en vendre un lot de 700 au nom d'une des maisons de Freetown.

Fasinè était confronté à l'influence britannique qui régnait en maîtresse dans le camp samorien, et le bruit courut que « Konstabli Palma », c'est-à-dire le sergent (constable) Palmer, chef du poste de Falaba, avait reproché à Bilali d'héberger un agent français. Celui-ci apprit alors la destruction « du village de Misasoré, dans le Kisi », en fait du pays Lélé où le chef du Séradu avait trouvé asile. Vers la fin de septembre, il reprit la route de Benty.

Je n'ai pas retrouvé le texte de la lettre de Baillat à Bilali, mais voici la réponse de celui-ci qui sera traduite au début d'octobre : « Cette lettre vient de Kémokho Bilali et est destinée au commandant de Benty à qui il envoie mille bonjour. Moi, Bilali, j'envoie cette lettre par Fassinet pour être traduite par Fodé Oumarou. Fassinet est venu me trouver pour l'affaire des routes. Il faut bien écouter et comprendre ce que je vais dire. J'enverrai des messagers acheter des fusils et Fassinet les accompagnera. Je vais envoyer des messagers à mon père Samory, qui est notre maître, pour qu'il laisse les routes libres. Tous les Noirs lui disent de laisser aller les caravanes chez le commandant de Benty, mais le commandant ne laisse pas passer les fusils. Qu'il envoie un fusil à l'Almami et il enverra beaucoup de caravanes que Fassinet ramènera. Moi, Bilali, j'ai envoyé des hommes chez l'Almami de Forecariah et je ne les ai pas revus. Il faut bien comprendre cela car j'ai bien compris tout ce qu'il m'a fait dire. On a dit que j'avais donné beaucoup d'or à Sohri Medhi. C'est faux. Je n'ai rien donné. Le capitaine Brosseard n'était pas venu pour faire la guerre et j'ai entendu dire que tu n'étais pas content de Sohri Medhi. Enfin, moi, Bilali, je n'ai rien donné à Fassinet, qu'un morceau d'or pour toi. Il faut laisser la route libre ». Cette lettre sera envoyée le 20 octobre à Baillat avec le rapport de Baillat rédigé d'après les renseignements de Fassinet. (A.O.M. Soudan IV 1 - Guinée IV 4).

(87) Aveuglé par sa haine des Britanniques, le 2^me bureau de Kayes avait fait un étrange contre-sens en apprenant les démarches de Palmer contre Fasiné. « Palma, le chef anglais de Falaba, tout en excitant Bilali contre la France, le pousse à faire semblant d'agréer les avances ridicules de l'administrateur de Benty ». (10-11-1891 — Dakar I D 169).

(88) Bien entendu, à aucun moment, ce commerce n'a porté exclusivement sur les armes. Même les caravanes formées spécialement à cet effet par Samori profitaient de l'occasion pour ramener des tissus et du sel.

(89) Garrett, Kenney, Quayle-Jones, enfin Briquelot nous donnent des descriptions précises du quartier général de Bilali.

Dans toute résidence d'un kèlètigi, un vaste terrain de parade était entretenu à l'entrée du village et, dans le cas présent, il se trouvait vers le nord-ouest. Sur l'un de ses côtés se dressait le hangar à palabre (gbé) où Bilali recevait officiellement ses hôtes.

Les visiteurs ne nous parlent pas du village indigène de Bèndékudé, complètement submergé par cet afflux d'étrangers. Kenney nous décrit les installations des sofas : « C'est un sanyé (stockade) très grand et fort, entourant des maisons semi-permanentes. Il est plein de monde et sale ». On pouvait donc observer l'entassement pittoresque que nous avons rencontré dans toutes les fondations samoriennes. Quayle-Jones le considéra avec dégoût : « It is a filthy dirty collection of hovels ».

(90) Sagbè-Mamadi (ou Madi) était un Turé du Firiya qui avait suivi dans sa jeunesse Fodé-Dramé, puis Längemā-Fali. Il avait combattu longtemps avec Sidi-Baba au Séradu et s'était distingué au siège de Farāndala. Il sera tué au combat de Yèndé en mars 1893 [8].

(91) La garnison de Héérèmakono grossissait toujours quand Bilali y séjournait. Brosselard-Faidherbe parle de 1.500 sofas et 200 cavaliers. Le kèlètigi fera défiler devant Kenney 2.300 sofas, 15 cavaliers et 150 hommes en tirailleurs. Ces derniers étaient encore à l'entraînement et devaient prochainement partir vers l'est.

Selon Quayle-Jones, Bilali disposait à Héérèmakono de 2.000 hommes dont 200 armés de Chassepots et 200 de Peabodies.

En août 1891, le milicien Fasiné ne comptera que 400 sofas et 60 cavaliers, mais il n'avait pas eu droit à la parade des visiteurs de marque et son témoignage est très médiocre.

(92) Daraforé = Delaforet = Delaforay (9° 51' N — 10° 57' W). Sokurala (10° 02' W — 9° 48' W). On a vu que Garrett a encore suivi l'ancien itinéraire en 1890, mais Williams empruntera le nouveau deux ans plus tard.

(93) L'interprète d'arabe, Mamadu Sanusi, exerçait ses fonctions depuis 1872, mais c'était un personnage fort effacé dont le rôle est resté purement technique.

(94) Lendy à Samori, 9-10-1891 : « J'ai reçu votre lettre et je l'ai soumise à Son Excellence qui regrette de ne pouvoir faire réduire le prix des fusils. C'est l'affaire des marchands ». (A.L.B., 1891-1893).

(95) Au début de 1891, Samori avait écrit à Parkes pour se plaindre d'un envoi de fusils achetés par l'intermédiaire des dyatigi de Freetown. Parkes profita de la présence de Nalifa-Mudu pour confronter le chef de la caravane avec « the cap people ». Les marchands refusèrent d'échanger les fusils, passés en comptabilité depuis deux mois. Le 26 janvier, Parkes écrivit alors à Samori : « J'ai dit au Cap People d'envoyer un émissaire pour vous calmer. Ce palabre n'est pas mon travail. Je l'ai fait pour vous plaire. Vos gens viennent en ville et choisissent leurs boss (= dyatigi) sans que je les influence. S'ils sont trompés je fais de mon mieux pour qu'on leur rende justice... mais le pays est grand et ils ne doivent pas avoir confiance en tout le monde ». (A.L.B., 1891-93).

En 1892, le chef de caravane Lamina avait payé 100 livres à un certain Yallah, employé de Sierra Leone Coaling Company. Celle-ci lui ayant fourni un lot de fusils avariés, il les refusa et réclama son argent. La compagnie le conserva en invoquant une lettre accréditive de Samori qui lui donnait pouvoir pour l'ensemble de son commerce à Freetown. Lamina s'étant plaint auprès de Parkes, celui-ci enquêta, et donna raison à Yallah. A la demande de Lamina, qui voulait être couvert, Parkes exposa l'affaire dans une lettre à Samori qu'il lui adressa en septembre. Cette lettre sera saisie par le capitaine Briquelot à Héérèmakono, en février 1893, et servira à prouver la participation active de l'administration britannique aux achats d'armes de Samori. En fait, Parkes n'était nullement sorti de ses attributions en conciliant un conflit opposant un chef de l'intérieur à une maison de la place. (ARCIN, p. 504).

Combes n'en invoquera pas moins cette affaire car il avait besoin d'un prétexte pour justifier l'occupation de Héérémakono en violation flagrante des traités. (ARCIN, 1911, p. 504, et plus loin, 4^{me} partie, chap. V).

(96) Sur les « Almami » de Freetown, voir G. BANTON (1957, p. 223). Bambara, natif de la région de Bamako, Baraka était venu dans la Colonie, bien avant 1880, comme captif d'un dyula. Après s'être affranchi, il avait travaillé comme agent du Consul de France, avant de devenir lui-même un commerçant prospère et respecté, puis, en raison de sa forte influence, un agent officieux du gouvernement.

Malgré les dénonciations du consul de France, l'Almami Baraka ne paraît pas avoir été particulièrement lié aux Samoriens mais, en raison de sa grande autorité, il était souvent pris comme arbitre. En février 1892, il adressera aux autorités britanniques un mémoire en faveur de Samori qu'il signera en compagnie de Kabba Saliou Bahbah et Bahyonah Sahibi Kurumah.

(97) Autres noms revenant fréquemment dans les lettres de Samori :

- Foday Cabbah Jami (parfois Combah Jarny) = Fodé Kaba Dyéli, agent de la maison Bolling et dyatigi de Lāsana Turè.
- Foday Sidéé Cabbah = Fodé-Sidi Kaba.
- Foday Lamfia Jami = Fodé-Laafiya Dyéli.
- Ismilar Cealah = Ismaila Swarè.
- Foday Cealah = Fodé Swarè.
- Abdurahmani Daramy = Abduramani Dramé.
- Mody Ibrahima Daramy (dit Sorie) = Mōdi-Brèma Dramé
- Mohamadoo Lanfan Kuyarti = Mamedu Lamfiya Kuyaté. .
- Yusufoo Kollay = Yusufu Kolé.
- Tejani Kollay = Tidyani Kolé.
- Abubakar, dit Foday Sideaki = Fodé Sidiki, dont le rôle paraît avoir été considérable.

Parmi les autres personnages énigmatiques que nomment le consul de France et Parkes, on rencontre aussi, ça et là un certain Marfa Modu ou Karfa Mamodu, dont le nom connaît plus d'une orthographe. Il s'agit bien entendu d'avatars de notre Nalifa-Mudu.

Je n'ai pas pu identifier Salifoo Conteh (Salifu Kondé) qui est cité « comme correspondant de Samori en Sierra Leone ». On a vu que les principaux « armateurs » de caravanes, qui organisaient des convois pour le compte de Samori étaient Nana Fali, dans le Burè, jusqu'en 1887 et Bubu Silla de Kankan, qui fuira les Français en 1891 (1^{re} Partie, Chap. II, 3^{me} Partie, Chap. IV, note 114).

Les principaux chefs de caravanes, entre les années 1890 et 1893, étaient Mamadu Bamba de Kankan, deux Wasulunké, Fuladé Dyéfodé et Numudé, le marabout Mōri Kaba, originaire du Gwanadugu, enfin trois captifs de Managbè-Mamadi, Mamadu Traorè, Madi Kaba et Dyaka Fodé.

Quant au Dyalonké Dyéli-Mudu, son maître le mettra aux fers en 1893 pour avoir détourné de l'or destiné à la Sierra Leone.

(98) Une première attaque contre les ventes d'armes « britanniques » à Samori avait été lancée en septembre 1890 par d'Estournelle de Constans. Comme les négociations visant à la délimitation de la Sierra Leone et à l'application de l'accord d'août 1890 se déroulaient dans un esprit assez amical, cet incident était gênant. Hay, interrogé par le Colonial Office, répondit le 6 novembre qu'il n'avait aucun droit de contrôle sur les ventes d'armes au Futa-Dyalō et à Samori, dont la quantité n'était pas plus forte que dans le passé. Il ajoutait que la plus grande partie de ces armes provenait de maisons françaises qui pouvaient très bien refuser de les vendre.

(99) Le 23 octobre 1891, le consul écrit que 5.000 fusils et un million de cartouches environ avaient été achetés par les Samoriens depuis les origines. Pour l'année en cours, il nous donne les chiffres de 300 jusqu'en juin (plus 200 qui ne lui avaient pas été signalés), et 842 depuis juin.

Du 15 août au 23 octobre, 700 de ces fusils avaient été enlevés par trois caravanes (A.O.M., Soudan, 7 I).

Les estimations britanniques paraissent beaucoup plus élevées. Si nous les suivons, Samori aurait acheté 207 fusils et 57.730 cartouches en 1890, 2.689 fusils et 281.376 cartouches en 1891.

(100) Dès 1874, il y avait six maisons françaises à Freetown. La plus importante était déjà Verminck, de Marseille, qui envoya, on l'a vu, Zweifel et Moustier aux sources du Niger. Cette firme prit le nom de *Société Sénégalaise Commerciale de l'Ouest Africain* en 1882 et de *C.F.A.O.* en 1887.

Elle avait supplanté la firme britannique Heddle's dont elle racheta les affaires. Elle possédait une vaste factorerie sur le front de mer, à Water Street et un wharf privé à Susan's bay. Elle entretenait de nombreux comptoirs secondaires sur les Rivières et le Rokél. D'une façon générale, tous les produits venant du sud ou de l'intérieur étaient stockés à Freetown avant d'être réexportés sur la France ou la Grande-Bretagne.

La firme *Randall et Fisher*, dont allait plus tard se séparer *Patterson et Zochonis*, était seule à faire un commerce général aussi considérable.

Le chiffre d'affaire de la *Sierra Leone Coaling Company* était assurément plus élevé, mais la comparaison est difficile car ses activités étaient beaucoup plus spécialisées.

(101) Le 23 octobre 1891, le vice-consul signale que Bolling vient de livrer 100 Chassepots aux sofas.

(102) De janvier à juin 1893, plus de deux mille fusils de traite furent retirés des magasins pour la vente.

	Fusils	Poudre (en livres)
C.F.A.O.	440	8.784
Fisher and Randail	400	3.185
S.L. Coaling Co	160	5.860
Pickering and Berthaud	120	6.232
J. B. Ollivant	60	5.615
J. W Macaulay	—	7.345
J. C. Bishop	—	5.665

Pour la même période, voici la part de la C.F.A.O. dans l'ensemble du commerce des armes :

	C.F.A.O.		Autres maisons	
	Fusils	Poudre	Fusils	Poudre
janvier.....	80	2.030	165	9436
février.....	40	2.045	60	9.686
mars.....	—	1.351	20	5.993
avril.....	200	1.303	264	10.839
mai.....	—	1.044	124	5.460
juin.....	120	975	648	9.571

Toutes ces armes étaient vendues dans l'intérieur de la Sierra Leone, et une bonne partie aboutissait chez les sofas.

Pendant la même période, la Sierra Leone exporta 440 fusils et 6.226 livres de poudre sur Konakry pour vente en Guinée Française.

(103) En octobre 1891, Baillat, en tournée dans le Bèna, confisqua 17 fusils venant de la capitale des Rivières et destinés à Samori.

En mars 1892, Bilali retarda d'une journée son entrevue avec Kenney pour recevoir un convoi de Chassepots achetés en contrebande en Mèlakori.

Le consul de France à Freetown atteste que ce trafic avec la Guinée se poursuivait encore en novembre 1892.

(104) En recevant la traduction de la lettre d'avril, Hemming nota en marge : « Je pensais que Sir John Hay avait déjà répondu ». Il ajouta, à propos de l'occupation de Faranah : « Cela est trop loin et hors de question ». (14-7-1891).

(105) Parkes à Samori, 22-4-1891 (A.L.B., 1891-1893) : « Le gouverneur Hay est parti en Grande-Bretagne pour quatre mois. Il ne peut pas encore vous donner une réponse définitive... A la demande de Carimockoh Lāsana (Lāsana Turé), je vous envoie par ce courrier un clairon et un cachet ».

(106) La nouvelle de la destruction de Bisāndugu fut apportée par un certain Morotalah ou Morketella. La lettre de Parkes à Samori est du 7 mai et celle de Lendy du 8 : « Je suis désolé d'apprendre que vos villes sont brûlées. Il est convenable que Nalpa Modoo reste ici encore un peu. Cependant votre message sera présenté à la Reine ».

Le 14 juillet, le capitaine insista : « Votre lettre (demandant la construction de postes britanniques à Falaba et Dantiliya) a été soumise au gouvernement de Sa Majesté. Nalifa-Mudu attend encore pour vous porter une réponse officielle. Autorisez-le à rester ».

En octobre, quand Bilali écrivit à Lendy pour se plaindre des constables de Falaba, il en profita pour réclamer à nouveau l'occupation de Faraba (A.L.B., 1891-1893).

(107) Crooks à Samori, 30-11-1891 (A.L.B.) : « La Reine envoie dans quelques jours ses officiers avec ceux de la France pour visiter votre pays et voir quelle partie elle peut accepter. Ils voyageront par la route des Scarcles ». Nalifa-Mudu emmenait avec cette lettre des cadeaux fort pacifiques : setin, velours, mousseline.

(108) Selon Kenney, Bilali ne disposait plus que de 2.300 fusils, 150 cavaliers et 150 sofas qu'il entraînait aux armes perfectionnées et qui devaient bientôt rejoindre Samori. La plupart de ses cavaliers étaient déjà dans l'Est.

(109) Le 20 mai 1891, Lendy écrivit à Manga Dinka : « Je vous demande comme je l'ai fait à Moussiah (Musaia) d'oublier le passé. Si vous faites des réclamations contre l'Almamy, il fera des contre-réclamations et les vieilles plaies se rouvriront. Faites un nouveau départ sous le gouvernement de Sa Majesté, obéissez à ses officiers, cultivez et commercez ». Le 6 juin, le capitaine envoya à ce chef un sceptre de cuivre (*brass staff*) comme insigne de commandement. Le 6 juillet, Parkes reçut des délégués de Manga Dinka et de Dusuri de Musaia, avec le fils de Numafodé de Sinkunia. Ils lui présentèrent des gens du chef Kurānko du Barawa, Bolo-Tamba (= Woloo Tambah) qui avait évité Garrett l'année précédente mais offrait à présent de traiter avec la Grande-Bretagne. « La conduite des Français envers ce chef Kuranko l'a poussé à répudier son soi-disant traité (il en nie l'existence) et il est décidé à combattre les Français ». Cette phrase fait nécessairement allusion à Brosselard-Faidherbe, mais on ne voit pas de quel traité il s'agit.

D'une façon générale, les délégués se déclaraient satisfaits de Palmer, dont la présence à Falaba les protégeait efficacement.

Le 28 juillet, le capitaine Lendy écrivit à Manga-Dinka : « N'écoutez pas les mauvais avis d'hommes méchants qui vous poussent à faire la guerre à vos voisins (il ne peut s'agir que des sofas). Cela vous apporterait misère et malheur ». Le même jour, il envoya une lettre à Bilali pour le féliciter de vouloir la paix. Mais, le 21 septembre, il usera d'un autre ton : « J'ai appris que vous avez l'intention de faire la guerre au Kono. La Reine l'a appris et vous demande de ne pas le faire ».

Ce même 21 septembre, il essaiera de faire patienter Bolo-Tamba : « J'ai bien reçu vos messagers Mamodoo Camarah et Sonna, avec votre demande de protectorat, que j'ai transmise à la Reine. Des officiers vont venir voir votre pays et vous indiqueront les limites du pays de la Reine. En attendant restez en paix sous la protection des constables de Falaba ».

Cette protection était efficace puisque Bilali se plaindra en octobre que Palmer ait donné asile à ses ennemis. Le 21, Lendy allait promettre la neutralité des constables, mais en insistant pour que Bilali maintienne la paix. (A.L.B., 1891-1893).

(110) Tenēñ Sayō Samura est le Saryon, ou Yengeh Sayo, des documents britanniques.

La nouvelle de la mort de Manga Isa parvint en octobre à Freetown. Le 29, Lendy écrivit une lettre de condoléances à Sayō (A.L.B., 1891-1893).

Il semble bien que Bilali ait songé un instant à empêcher Sayō de remplacer Manga Isa. Cela expliquerait un renseignement de Dinguiraye, reçu à Kayes le 20 septembre selon lequel « le lieutenant anglais de Faraba est en querelle avec Bilali au sujet de la nomination du chef de Caglière. Ils ont rompu toute relation, si bien que le commerce des armes est interdit ». La seconde partie de cette information étant fautive, il est cependant dangereux de se fonder sur la première (Dakar, 1 D 169).

Quoiqu'il en soit, Sayō, à peine intronisé, aurait écouté les mauvais conseils d'un notable, Sa Dabba, qu'il rendra responsable de sa chute et fera exécuter durant son exil à Bafodéa.

Sidi-Baba avait besoin d'hommes pour réprimer les Kisi du Soadu, vassaux de Misasoro, qui lui avaient infligé un échec durant l'hivernage et c'est sans doute vers le mois d'octobre à l'approche de la récolte, qu'il réclama des renforts [142, 207].

Sayō répondit à Bilali qu'il avait besoin de tous ses hommes pour cultiver. Après le départ de la colonne, le kèlètigi l'aurait convoqué à Héérémakono pour lui tenir ce langage : « L'Almami m'a ordonné d'ouvrir la route et tu as refusé de m'aider. Je te pardonne car tu nous as sauvés à Sikasso, mais tu paieras une amende de trois bœufs et deux esclaves ».

Rentré à Kalyéri, Sayō ne paya rien mais expulsa l'agent semorien qui était un griot du Sankarā, Dyéli-Mamadi Kuyaté. Deux mois plus tard, Bilali aurait averti l'anglais Kosibri (= constable) qu'il allait arrêter Sayō, le vendredi suivant après la prière. Celui-ci, averti à temps, s'enfuit aussitôt chez l'Almami Sumā [215].

(111) ARCIN (1911, pp. 486-488), acceptant sans aucune critique les vantardises des insurgés, écrit que Siaékè trouva le mort à Kumba et Tyèkuragbé à Simengarèa. En réalité, ces deux chefs seront dégradés et combattent Humbert comme bolotigi. Ils se rallieront aux Français à Kankan, au début de 1893.

(112) Ansumana Kemars de Yomaia, chef du Kamunkè, et Alfa Umaru Mâsarè, de Seliya, du Hurè.

(113) Voir ci-dessous note 151.

(114) Le sergent Edward Richard Coker, un Témné créolisé, avait remplacé Palmer à Falaba vers la fin de 1891, à une date que je n'ai pu déterminer. Cette mutation venait peut-être à la suite de la plainte que Bilali avait portée en octobre contre son prédécesseur. Le nouveau chef de poste se fera tristement connaître par ses exactions en Pays Méné dans les mois précédant la Grande Révolte de 1897 (FYFE, 1963, pp. 553, 569, 573).

(115) Sayō ayant refusé de mobiliser contre les insurgés de l'Ouest, Bilali lui offrit un troupeau de bœufs qu'il parut accepter. Quelques jours plus tard il captura quatre sofas qui faisaient pâturer les chevaux de Bilali près de Kalyéri. Coker intervint et réussit à les faire relâcher, mais il apprit bientôt que Sumā avait saisi vingt-deux Chassepots. Il envoya un constable pour les faire rendre à Bilali, en promettant que les sofas n'attaqueraient plus les indigènes.

C'est à tort que Kenney écrira que Sayō fuyait devant « Bilali rentrant du Tamiso ». L'armée de l'Ouest, pourchassée par les insurgés, était incapable d'un tel effort.

(116) La chute de Kalyéri doit avoir eu lieu vers le 8 février. Williams l'apprit le 13 en entrant à Kardänka et, selon lui, il y aurait eu deux combats. Les sofas capturèrent environ 300 personnes et Sändi, frère de Sayō, pris de panique, évacua sans combat le village de Simitia. Les captifs seront relâchés à la demande de Williams, à l'exception des combattants pris les armes à la main.

Pour atténuer ce désastre, la tradition de Kalyéri [215] prétend que Bilali s'était entendu avec « Kosibri Koka » (= Constable Coker) pour arrêter Sayō un vendredi après la prière. Averti, ce chef aurait fui sans combat.

tre, mais alors on s'explique mal qu'il se soit retiré à Falaba. Cette tradition exprime sans doute la crainte que Sayô éprouva par la suite d'être livré aux sofas, ce qui explique son départ ultérieur pour Bafodéa.

(117) La Lili marque la frontière entre Falaba et le Kabèlya, pays de Kalyèri.

(118) Sayô prétendra bientôt qu'il n'eût renvoyé son traité que pour attirer l'attention du gouverneur sur sa situation et qu'il voulait descendre à Freetown pour s'expliquer. Sumá, craignant que ce départ ne suscite une panique, aurait insisté pour qu'il restât à Bafodéa.

(119) Fuyant Siliya, Alfa Umaru trouva asile à Bokôndyo, dans le diwal de Timbo (11° 49' W — 10° 17' N). Le Huré allait demeurer désert jusqu'à la fin de 1893, élargissant ainsi la « zone morte » du Fitaba. Depuis la retraite de Baba, vers le 15 mars 1892, il échappait pratiquement à l'emprise des Samoriens.

(120) Selon Kenney, Bilali se préparait, au début de mars, à attaquer vers l'ouest, en trois colonnes pour en finir avec Sayô, et nettoyer la route de Freetown jusqu'à Bafodéa sans égard pour les positions britanniques. Baba devait écraser les gens du Tamiso, tandis qu'un second groupe marchait sur le Kamunké (Sèrikunya, Mandaia). L'irruption de Lamadon les arrêta net.

(121) Le 25 juin 1890, Lord Lytton avait transmis à Ribot, ministre Français des affaires étrangères, une proposition de Salisbury sur la qualification des commissaires. Ceux-ci devaient être choisis parmi les fonctionnaires, à l'exclusion d'agents commerciaux et techniques comme ceux de 1882. La délimitation devait commencer par la Gambie et le Bénin, avant d'aborder les problèmes délicats de la Sierra Leone et de la Gold Coast. Le 14 août, Ribot annonça qu'il acceptait ces principes et que le secrétaire d'Etat aux Colonies allait ordonner aux gouverneurs du Sénégal et des Rivières de désigner les commissaires. Les instructions, qui devaient être rédigées au plus tôt, seraient échangées par les deux gouvernements. (Dépêche transmise au Colonial Office le 12 août).

Le 26 août, le sous-secrétaire d'Etat permanent au Foreign Office, Sir John Bramston, demanda au War Office de sélectionner des commissaires. Il nota cependant que les pluies étaient commencées et que rien ne pourrait être entrepris avant octobre. La délimitation du Bénin était facile, mais les conversations en cours à Paris, qui venaient d'aboutir à la signature de l'accord du 5 août, avaient révélé une nouvelle difficulté. La France et la Grande-Bretagne avaient confronté en effet leurs prétentions rivales sur Bondoukou et le Gyaman (Abrô), ce qui bloquait la négociation sur la frontière de la Gold Coast. Bramston annonçait donc que le travail commencerait en Gambie où les commissaires devaient se trouver à pied d'œuvre le 1^{er} novembre.

Le 14 octobre, le Colonial Office fit savoir au Foreign Office que le War Office avait sélectionné le major Peacocke (R.E.C.M.G.) et le capitaine A.H. Kenney. Le premier devait travailler sur la frontière de la Gambie, le second sur celle de la Sierra Leone. La Royal Navy devait prélever le médecin de la mission sur sa station d'Afrique Occidentale. Le coût total de la délimitation était estimé à 1.400 livres. Les commissaires seraient mis en route dès qu'on connaîtrait la date de départ de leurs collègues français.

(122) Le 17 novembre, Lord Lytton écrivait : « Le département des colonies manque d'argent et de personnel... La mission française ne sera pas prête avant janvier ». Etant donné la brièveté de la saison sèche, cela revenait à tout reporter d'un an.

(123) Le 14 novembre, le premier secrétaire de l'Ambassade de Paris, Egerton, avait tenu une réunion de travail avec Sir Joseph Crowe, délégué par Londres, dans le bureau d'Hanotaux, assisté de son côté par le directeur d'Afrique, Haussman, fils du célèbre préfet de police. Selon la méthode qui lui était chère, Hanotaux avait rejeté toute négociation d'ensemble et exigé que les problèmes soient examinés séparément, un à un. Il accepta de discuter sur Bondoukou, mais non sur Samori, ni sur la liberté commerciale au sud du 10^e, car ces problèmes étaient, selon lui, réglés par l'accord de 1889, tandis que la négociation devait se limiter à préciser celui de 1890. Egerton s'en étonna car l'accord de 1889 avait traité également de la Gold Coast, ce qui aurait dû faire exclure Bondoukou, il accepta cependant le point de vue de Hanotaux. Il considérait en effet que l'attribution de tout le Kurânko à la Grande-Bretagne était une concession insignifiante qu'il obtiendrait sans peine, mais qui entraînerait aussitôt une demande de compensation. Quant à la liberté commerciale au sud du 10^e, c'était un piège à éviter en raison de la pression que le grand commerce français exerçait sur le ministère.

Le 3 décembre, le Colonial Office avait approuvé la position d'Egerton : « La procédure à suivre sur le Kurânko est secondaire, si nous obtenons satisfaction ». Quelques jours plus tard, un secrétaire de l'ambassade à Paris, Elliot, montra confidentiellement à Nisard, secrétaire d'Hanotaux, une copie de la lettre du 12 novembre informant Hay du rejet définitif du traité de Garrett. Ce geste de bonne volonté n'eut aucun effet. Hanotaux étant parti en congé, la réunion suivante eut lieu le 28 décembre. Il n'y fut pas question de la Sierra Leone.

(124) Le 31 janvier, le Colonial Office avait transmis un rapport de Parkes insistant sur la nécessité, pour le salut de la Sierra Leone, d'obtenir que la France abandonne une partie du pays de Samori. Hemming nota en marge : « Inutile de négocier avec la France à moins d'avoir une grosse concession à faire » (P.R.O. - C.O., 267-388).

(125) Ce recul n'était pas évident, car le nouveau texte se référait, comme celui du 10 août 1889, à l'intersection du 13° W Paris et du 10° Nord. Mais il fermait la frontière de l'Est, qui était restée ouverte en 1889, en précisant que la délimitation s'étendrait de ce point jusqu'aux sources du Niger, en laissant de toute façon les deux rives du fleuve à la France. Chose plus grave, le point de départ ne donnait qu'une direction. Les commissaires devaient chercher à arrêter la frontière sur les hauteurs dominant la rive gauche du fleuve, selon la carte de Monteil, ou à défaut à 10 kilomètres de cette rive. Ces hauteurs n'existant pas, la frontière allait se trouver reportée à la ligne de partage des eaux, c'est-à-dire loin à l'ouest du Niger. Finalement, en 1896, les commissaires s'arrêteront à l'intersection de cette ligne et du 10° qui se trouve par 11° 13' W, soit une perte de 33' pour les Britanniques.

(126) La délimitation de la Gold Coast fut simultanément confiée au capitaine Binger et au lieutenant Braulot.

(127) L'accord stipulait que chacun des deux groupes nationaux emmènerait une escorte de 25 hommes. Les Britanniques se contentèrent de 12. Ces instructions de Kenney, qui sont datées du 7 novembre, se bornaient à rappeler les termes des conventions du 10 août et de juin. Le capitaine ignorait le pays, mais il allait être assisté par l'interprète Mamadu Wakka qui le connaissait parfaitement.

La mission britannique comprenait le médecin militaire (*surgeon major*), Lamprey, quatre sous-officiers du génie et le botaniste Scott-Elliott. L'escorte, formée à Freetown sous les ordres du capitaine Campbell, de la *Frontier Police*, comptait 1 sergent, 1 clairon et 12 constables. Kenney disposait d'une somme de 500 livres (250 en espèces et 250 en tissus). 250 porteurs devaient le précéder pour établir des dépôts de vivres.

La mission française était formée par Lamadon, le docteur Bonnefoy et le lieutenant Bransoulié, chef d'une escorte de 25 tirailleurs embarqués à Dakar.

Après avoir fait escale à Konakry et déposé son matériel à Bentley, Lamadon était descendu à Freetown chez le consul de France. Kenney ayant débarqué le 2 décembre au matin, Crooks offrit le lendemain soir une grande réception à la Résidence.

(128) Les Français s'embarquèrent le 8 décembre pour Bentley, à bord du « *Countess of Derby* » prêté par le gouverneur. Les deux missions avaient rendez-vous le 15 à l'embouchure du Mahéla (8° 58' N), point de départ des travaux. Le bateau du gouverneur débarqua au retour le matériel britannique à Robat, sur la Grande Scarcie (9° 02' N) d'où il devait remonter en pirogue jusqu'à Kambia.

Kenney s'embarqua le 14 mars. Le lendemain, à Mahéla, il trouva une lettre de Lamadon s'excusant d'être en retard et il procéda à des levés jusqu'au 18, quand une seconde lettre lui annonça que les Français, en raison de l'état des pistes, étaient incapables de traverser le Semo. Le « *Countess of Derby* » alla alors les chercher à Bentley et les deux groupes, enfin réunis, se trouvèrent le 19, à pied d'œuvre.

Les difficultés commencèrent aussitôt. Kenney devait reprocher à Lamadon d'avoir montré de la hauteur, faisant valoir qu'il était « *political official end secret* », si bien que le capitaine topographe n'était pas son égal mais celui du lieutenant Bransoulié, technicien français.

La commission française ouvrit le feu en s'opposant au partage du Semo, pourtant prévu en 1882, car elle réclamait la rive droite de la Grande Scarcie en aval de Kambia. Il fallut se résigner à réserver cette question et, le 21, les Français s'éloignèrent vers Moribaia pour lever le Semo central, tandis que les Britanniques se portaient sur Kichom, à l'embouchure de la Grande Scarcie. Les Français les rejoignirent le 24 et les deux groupes célébrèrent Noël ensemble. À partir du 26, ils remontèrent lentement la Scarcie jusqu'à Kambia où ils arrivèrent le 29.

(129) La faiblesse de la position britannique était apparue à Kenney quand les constables en garnison à Kambia signalèrent que Karimu, avec 2.000 guerriers tenait une tête de pont à Gbasia, à mi-chemin de Kokuna, et razziaient de là le Tonko Limba dont ils venaient de détruire la capitale, Furikaria (12° 46' W — 9° 13' N). Bei Farima, chef de Kambia, était vieux et malade, tandis que l'Almami Abbasi, de Kokuna, affectait la neutralité. L'Almami Lahay de Rowula, chassé deux ans plus tôt de Kambia avec l'aide des Anglais, essayait de négocier avec Karimu. Convoqué par Kenney, il accepta de s'interposer et, le 1^{er} janvier, on apprit que Karimu évacuait

Basia et s'installait en territoire Français à Tasin, sur la frontière du Morèa et du Bèna (rive droite de la Scaricie, 12° 45' W — 9° 22' N). Il est vrai que ses Muritèy tenaient toujours Tambi, mais cette région était clairement en zone britannique et la commission n'avait pas à la visiter.

(130) Le convoi de Kenney avait quitté Kambia pour Kokuna le 2 janvier et le 5, le capitaine, ayant terminé ses levées, s'apprêtait à le rejoindre le 5. Il était cependant convenu que les groupes marcheraient de conserve pour situer l'extrémité du Bèna sur la ligne de partage des eaux entre Mèlakori et Kolenté. Or Lamadon, prétextant une indisposition de Bransoulié, remontait lentement la rive droite en y proclamant la souveraineté française, tant et si bien qu'il n'arriva que le 9 à Bileh, en face de Kambia. Fort de sa connaissance du pays, il s'opposa aussitôt à Kenney sur la limite du Bèna, qu'il plaçait à Boflo et non à Sinèya, et nous devons admettre qu'il avait raison.

Aucun accord n'étant possible, les deux groupes décidèrent de travailler séparément, mais simultanément, sur la rive droite, donc en territoire français. Lamadon exigea qu'elle campent dans des villages différents, ou du moins à part l'une de l'autre.

C'est ainsi que Kenney quitta Kambia le 11 janvier, et rejoignit Lamadon à Billeh (= Pamelap : 12° 58' W — 9° 12' N). Le 14, il était à Saèni (= Sansandle : 12° 56' W — 9° 20' N) d'où il envoya un message de paix à Karimu, signalé à Taasin. Le 16, dans cette ville, il ne trouva pas ce chef, mais la population ne cachait pas son hostilité aux Britanniques. Ceux-ci traversèrent le fleuve le 18 pour s'installer à Kokuna, en pays ami. Kenney voulait attendre là que ses porteurs aient établi un dépôt à Walia dans le Haut Bèna. Mais une fois de plus les Français le retardaient. Lamadon marchait lentement par Mola et Kofô, dans le Morèa, et il écrivit le 23 qu'il arriverait seulement le 26 à Laya, chez Kondéto, le chef du parti francophile du Bèna.

Kenney s'y porta donc à la date prévue, tandis que Scott Elliot allait herboriser jusqu'à Kofyô, capitale du Bèna. Le capitaine put vérifier que tout le pays servait de base à Karimu, dont les guerriers tenaient Tasin, Laya, Yanèya et Sinaya, en parfait accord avec Kondéto. Il apprit aussi que Lamadon s'était mis en retard en tenant une grande palabre à Sinaya, pour imposer au pays l'Almami Yonaka, notoirement francophile.

Lamadon rejoignit son collègue comme prévu mais s'enferma aussitôt dans sa tente, se prétendant malade, tandis que le fils de l'Almami Dauda, qui l'accompagnait, interdisait aux populations de ravitailler les Britanniques « qui voulaient faire la guerre et emmener les chefs à Freetown ».

Kenney ne pouvait garder ses porteurs immobiles. Le 27, il alla visiter Lamadon et comme il le trouva en parfaite santé, il insista pour que la commission remontât jusqu'à Digi-Digi (9° 32' N). Incapables de s'accorder sur la limite du Bèna, les deux commissaires décidèrent de réserver la frontière au-dessous de Sinaya et d'entreprendre le relevé de la Kolenté en amont de ce point, au-delà duquel le fleuve formait incontestablement la frontière. Les deux groupes devaient ensuite travailler séparément jusqu'à Bayabaya, dans le Haut Bèna (Fulakufyi : 9° 45' N).

(131) Le 27 janvier, toutes les difficultés paraissent donc aplanies et le groupe britannique se porta sans retard de Laya sur Yanèya et à Sinaya, puissante forteresse en banco où Karimu, qui s'y trouvait, rencontra ses vieux ennemis. Le soir, Kenney campe à Digi-Digi. Le 29 il s'arrêta à Walia pour attendre qu'un stock soit établi à Bayabaya.

C'est alors qu'une lettre surprenante arriva de Sinaya que les Français venaient d'atteindre. Affectant d'ignorer le compromis de Laya, Lamadon exigeait que Kenney redescendit le fleuve en sa compagnie pour proclamer que tous les villages de la rive droite étaient français jusqu'à Mola (sur la frontière du Dixin, 9° 19' N). Le capitaine ayant naturellement refusé, reçut le 3 février, notification que les Français rompaient toute relation officielle en attendant des instructions de leur gouvernement. Lamadon espérait sans doute que Kenney, désespéré, s'arrêterait, mais celui-ci reçut au même moment une bonne nouvelle qui l'incita à continuer. Une conférence venait de s'ouvrir à Bèrikuri, près de Kokuna, où s'étaient réunis Karimu et les Limba, sous la présidence de l'Almami Lahay, qui cherchait ainsi à rétablir la paix.

Cette accalmie ne devait pourtant pas durer. Kenney, qui était arrivé à Baya-Baya la veille, apprit le 8 que Bai Buréh et ses alliés avaient envahi le Bèna. Ils allaient se retirer après quelques succès initiaux, mais les négociations étaient rompues et tous les amis des Français taxaient les Britanniques de trahison. La route de la côte se fermait ainsi derrière la mission, dont Karimu mit plusieurs messagers aux fers, mais Kenney en conclut seulement qu'il fallait pousser de l'avant sans désespérer.

Le 9 février, il se présentait à Wulia (= Ouèlla : 12° 31' W — 9° 51' N), devant le gué de la Grande Scaricie (Kolenté, confluent du Kora et du Kabili). C'est là qu'il apprit que le Tamiso, où il allait entrer, était en état de guerre et que l'Almami Fodé, avec tous ses combattants s'était porté dans l'Est, contre les Samoriens.

Les Britanniques poursuivirent paisiblement leurs levés par Ula et Duya puis par Négèya (Niagaia) au cœur des montagnes, où ils entrèrent le 18 février. Le 20, ils arrivèrent à Sumbaya (= Sumbarèya : 12° 13' W — 10° 00' N), aux portes de Wósu, au moment où un convoi de riz partait vers l'est pour le camp de Lamadon, alors que Kenney ne trouvait rien à manger dans le pays. C'est ainsi que le capitaine apprit que son collègue lui préparait des ennuis.

Jusqu'ici il s'employait surtout à chercher des arguments pour interpréter les accords en faveur de la Sierra Leone. C'est ainsi qu'il étudiait le cours de la rivière Kita qui marque la frontière du Tamiso et du Tala britannique. (En fait, le Tala est une subdivision du Tamiso). Décidant d'écourter les levés, Kenney se jeta aussitôt à la poursuite de Lamadon. Le 23, il entra à Sèkuru, dans le Tala.

(132) Lamadon s'était arrêté à Walia en apprenant le raid des Témné de Bai Bureh (6 février). Aidé par les Tonko-Limba et les Loko du Nord, ce chef avait détruit Sinaya, doué Karimu s'enfuit en hâte, et tué Yokaba, le nouvel Almami du Bèna. Le chef de Digi-Digi avait péri de son côté, en défendant son village. Les Témné avaient enfin donné l'assaut à Laya mais Kondéto, retranché dans son sanyé, avait tenu bon. Les envahisseurs, retranchés un kilomètre plus loin, à Yanéya, organisaient un véritable siège de cette place quand le lieutenant Chasles, accourant de Benty avec les guerriers du Morèa, les rejeta derrière le fleuve. Deux jours plus tard, après s'être reformés dans le Tonko, ils repoussèrent d'ailleurs cet officier à Musaya, dans le Morèa (9° 17' N — 12° 50' W). Ils cassaient aussitôt Fangaraya, Mola et Kafô, mais ils se heurtèrent à Tasin aux hommes de Chasles renforcé par Kondéto. Trois de leurs principaux chefs ayant alors péri, les assaillants rentrèrent chez eux.

Le calme étant revenu, Lamadon reconforta Karimu qui regroupait ses forces et décida de se porter vers l'est. Le 15 février, il traversa le fleuve à Baya-Baya et, le 17, il arriva à Yana, dans le Tala, où les Muritèy en armes se rassemblaient pour secourir Karimu (12° 20' W — 9° 44' N). Lamadon fut acclamé par tous ces gens, qui débordaient de haine contre les Britanniques mais, tout en se gardant de les décourager, il continua sa route. Le 18, il était à Damania puis, par Sendekhuri, Fondokhuri, Morigbèla, il gagna le gué de la Lolo à Gbèriya, sur la frontière orientale du Tala (12° 08' W — 9° 48' N). Le 23 février, il passa ce fleuve et poussa par Lomabru et Kundita (12° 01' W — 9° 52' N), traversant de part en part le Duguta (= Kokunya méridional). Bien qu'il se trouvât nettement au sud du 10°, il distribuait partout des drapeaux Français.

Le 26, à Kolémakha (11° 57' W — 9° 53' N), on lui dit que les insurgés avaient enlevé Simangarèa et marchaient sur Héérémakono. Encouragé par cette nouvelle, Lamadon traversa la Kaba le 27, entrant chez les Limba du Kamunké.

Il se trouvait désormais au cœur de la zone insurgée et le 28, à Sirèkudé (Kamunké), il rencontra les guerriers du Kokunya. Mais déjà, les nouvelles devenaient mauvaises pour lui. La contre-offensive de Bilali submergeait le Huré et l'Almami Fôdé, avec les gens du Tamiso essayaient de l'arrêter en amont du Kaba. Lamadon se porta en avant, à Khamasoria, sur la frontière du Huré (11° 46' W — 10° 00' N) où, le 1^{er} mars, il retrouva son vieil allié Dôlédugu, qui battait en retraite précipitamment. L'Almami du Kokunya accueillit le commissaire en sauveur mais fut stupéfait quand celui-ci déclara que les Français voulaient s'avancer pacifiquement jusqu'aux Niger, alors que les indigènes comptaient sur eux pour écraser les sofas. On peut se demander d'ailleurs si ces propos furent vraiment tenus car Lamadon nous informe sans transition qu'il chargea son personnel militaire d'organiser les insurgés en déroute et de les mettre sur la défensive.

La nuit tombée, Dôlédugu, affolé, reprit pourtant la fuite pour se retrancher au sommet du mont Sirokomé. Le lieutenant Bransoullé, jugea alors que la mission se trouvait exposée à Khamasoria, et il la fit rétrograder le 3 mars jusqu'à Mandaia (Mandaia : 11° 51' W — 9° 59' N), un site d'accès difficile dans le nord du Kamunké.

(133) Selon Kenney, Lamadon invita les chefs à se rallier à la France parce que les Anglais, amis de Sè-mori, incitaient les sofas à occuper le pays. Il aurait ajouté que ce peuple de commerçants sans courage était de notoriété publique, commandé par une femme.

(134) Sayô dira à Campbell que Lamadon l'avait renvoyé parce qu'il n'amenait pas assez de guerriers. Il semble plutôt que ce fut en raison de la position de Kalyèri, qui était notoirement en zone britannique. Lamadon était d'ailleurs soucieux de se concilier ce chef, puisqu'il lui fit cadeau d'un revolver. Sayô retourna à Bafodéa avant le 13 mars, date de la visite de Campbell à l'Almami Sumã.

(135) La mission trouva au Bèna le détachement du lieutenant Chasles, qui opérait sous les ordres de Bal-lay et elle rentra en sa compagnie à Benty.

Ceci explique sans doute les accusations de Kenney, selon qui Lamadon commandait au retour plus de tirailleurs qu'à l'aller. Il le soupçonne d'avoir déguisé en porteurs les hommes qu'il emmenait en excédent du chiffre réglementaire de 25, mais cette hypothèse ne paraît pas fondée.

(136) Dans un récit, publié le 20 avril, « Le Temps » affirme que le groupe Lamadon se trouva en danger du 1^{er} au 15 mars, en présence des Samoriens qui approchaient et alors que les 200 guerriers (de Dôlédugu) venaient de prendre la fuite. C'est là une exagération manifeste qui s'explique par le désir d'exciter l'opinion contre la Grande-Bretagne, jugée responsable. « Après l'échec de Lamadon, plus d'égard envers la Grande-Bretagne. Il convient d'organiser une colonne pour ravitailler le Soudan à partir des Rivières comme le colonel Dodda l'avait proposé dès 1891. »

(137) Dévalant la montagne de Wôsu, Kenney avait longé le marigot Kita, qu'il allait proposer comme frontière et était entré le 23 à Sêkuru, dans le Tala (= Sikoro : 9° 53' N — 12° 12' W). Après une journée de levés, il arriva le 25 au gué de Gbériya, où il eut la déception d'apprendre le passage de Lamadon. Il poussa sur ses talons à travers le Duguta, le 27, à Lomaburu, où il enleva un drapeau français, et le 29, à Kundita, où il apprit que tous les jeunes gens étaient mobilisés pour rejoindre les Français à Mandaïa. Kenney tint une palabre et essaya d'expliquer au chef que Garrett les avait sauvés des sofas, que l'appui de Freetown était une garantie sûre, que de toute façon ils se trouvaient en zone britannique et que Lamadon les trompait en promettant de les protéger.

Il ne paraît pas avoir obtenu un grand succès et il crut à la nouvelle que les constables, expulsés de Falaba, s'étaient repliés sur Musaïa. Il envoya donc Mamadu Wakka enquêter dans ce village, pendant que la mission allait étudier les montagnes du Kokunya central.

Le 1^{er} mars, en remontant la piste de Patèya, Kenney croisa des fuyards et apprit d'eux que les sofas avaient traversé le Kaba et détruit Fôdéya. L'Almami Fôdé, retranché à Kumba, attendait leur attaque. Le 2, Kenney construisit un caïm, après avoir levé la position du haut plateau de Kesa, dont il admira la fraîcheur et les vastes horizons (11° 58' W — 9° 59' N).

Le 3, en rentrant à Kundita, il trouva Mamadu Wakka que les Limba de Sirékudé (Kamunké : 9° 55' N — 1° 52' W) avaient arrêté sur la piste de Musaïa. Ils l'avaient chargé d'annoncer qu'ils obéissaient désormais aux Français et qu'ils ne laisseraient pas passer la commission britannique. Après avoir envoyé un courrier au gouverneur, Kenney se porta sans retard de ce côté. Pour alléger son convoi, il laissa à Kundita une grande partie de ses bagages, dont 42 sacs de sel.

(138) Marchant en pays hostile, Kenney avait envoyé le capitaine Campbell en avant-garde, avec ordre de ne pas combattre sans être attaqué. Cet officier trouva Sirékudé occupé par 150 guerriers qui refusaient d'en ouvrir les portes. Campbell les força d'autorité, sans que les Limba osassent ouvrir le feu, et leur chef accepta de loger la mission. Le soir, Kenney tint une palabre pour s'efforcer de ramener à lui la population, mais il échoua complètement. Tous les jeunes gens étaient à Mandaïa et la propagande antibritannique coulait sur toutes les lèvres : « Finalement un chef déclara qu'ils n'avaient pas à juger entre les Blancs, mais que Dieu nous punirait si nous ramenions les sofas ».

(139) C'est à mi-chemin de Sirékudé et de Yanka (11° 45' W — 9° 53' N), au carrefour de la piste de Bafodéa, que Kenney tomba à l'improviste sur Sayô qui gagnait Mandaïa avec ses guerriers. Le chef parla avec morgue au capitaine et refusa de croire que les accords franco-britanniques aient attribué Kalyéri à la Sierra Leone. Il accusa les constables de Falaba de s'être faits soudoyer pour laisser détruire sa ville et annonça que, dégoûté des Britanniques, il allait la donner aux Français. L'Almami Sumâ et Suluku en feraient autant et ils avaient fermé la route aux dyula. Comme Kenney proposait de l'emmener pour enquêter à Kalyéri, Sayô piqua des deux et continua sa route sans répondre.

(140) En entrant en pays Dyalônké, à Kêmba (Fulasaba), Kenney nota que la population n'était pas antibritannique mais redoutait l'invasion. Le 7, il trouva Musaïa presque désert. Les femmes étaient cachées en brousse et Dususuri tenait seul la ville avec ses guerriers. Une fois de plus, les Britanniques furent accusés d'appeler les sofas et Kenney apprit le rôle néfaste du capitaine Williams dont il ignorait jusque là l'existence. Il parvint finalement à rassurer Dususuri et il le décida à rappeler la population. Il avait convoqué l'Almami Sumâ mais, le 8 au soir, il en reçut une lettre hautaine, annonçant qu'il refusait de venir et qu'il tiendrait la route fermée puisque les fusils achetés à Freetown se retournaient contre la population.

Du 9 au 11 mars, Kenney traversa le Solimana par Sogoronia (Sokoria), Sinkunia (Manankon) et Falaba. Il parvint à rassurer la population et à faire réoccuper les villages que les non combattants avaient évacués.

(141) Coker et Manga-Dinka démentirent les accusations de Sayô. Non seulement Kalyéri n'avait pas été détruit avec leur accord, mais le village était intact, car Sayô l'avait évacué presque sans combat à l'approche de Sidi-Baba. Sumâ venait par contre d'enlever 60 bœufs à une caravane et avait saisi le rapport de Coker sur l'affaire de Kalyéri.

Campbell fit l'aller-retour de Falaba à Bafodéa du 12 au 16 mars. Il y trouva Sayô, déjà rentré de Mandaïa d'où « Lamadon l'avait renvoyé parce qu'il n'avait pas amené assez de guerriers ».

Sumâ refusa de rendre le bétail mais jura sur le kola qu'il ferait acheminer les lettres sur Freetown. Un courrier fut aussitôt mis en route en présence de Campbell, mais Bilali lui apprendra quelques jours plus tard que c'était une ruse car cet homme était rentré au village le lendemain. Selon le kèlètigi, des chefs francophiles avaient même songé à tuer le capitaine.

(142) Kenney était reparti de Falaba le 18. Bilali ravitailla largement ses hommes en leur donnant 3 boeufs, 2 bœliers et une tonne et demi de riz.

(143) La lettre de Samori fut remise à Kenney lors de sa première entrevue avec Bilali, le 19 au soir. En voici la traduction par Mamadu Wakka : « I am pleased to receive a letter from the Governor informing me of the good wish of the great Queen in sending officers to put a boundary between us and the French. My messenger Nalfa Mordoo has just come but I regret to inform you all that notwithstanding the arrangement or bargain made between the English and French governments the French brought war against me and reside in my towns, viz. Sanankoro and Bisandugu. I need not tell you of Kanka and Korosa. These are all places I have given to the English for years back and the French only brought war on me because I refused their friendship and till this moment I am altogether against them. They even went so far as to use threaten words against the English, stating that they are stronger than them and if the English are able they must come and drive them from my place. The governor having written to inform me of this I at once dispatch my messengers to meet you and explain matters to you, knowing that false information might be given... But this messenger left me now in the bush. The French people are trying to deceive the English by detaining them so as to get the better part in the country. »

(144) Le soir du 19, Bilali rendit visite au camp de Kenney. Le capitaine l'informa qu'il n'irait pas au-delà du Niger et le kèlètigi répondit en demandant qu'on le laissât faire la guerre aux Limba pour ouvrir la route « car Samori l'a envoyé dans ce but et le fera décapiter s'il n'y parvient pas ». Par ses espions, il savait que l'Almami Sumâ restait hostile aux Britanniques et n'avait pas envoyé les lettres comme il l'avait promis à Campbell. Bien entendu, Kenney s'opposa énergiquement à ces projets et exigea le serment que les sofas ne pénétreraient pas dans le Solimana, le Dèmbéléa (Musaïa) et le Wara-Wara. Il ajouta le Kurânko à cette liste car il avait eu vent de la campagne que Yomani devait mener dans ce pays. « Si les sofas tirent un seul coup de fusil sur nos gens, ils deviendront nos ennemis et Samori te le reprochera ».

Bilali prit le temps de la réflexion. Il ne se montra pas le 20, car il était occupé par une caravane de Chassepots qui arrivait de Benty par la piste du Futa. Le 21, enfin, il fit droit à toutes les demandes du capitaine en insistant seulement pour qu'il abrégât son séjour à Farana afin d'agir au plus vite chez les Limba. Kenney renonça alors à envoyer Scott-Elliott chez Samori, pour se plaindre de Bilali comme il l'avait projeté. Il confia une lettre et des cadeaux pour l'Almami à Mamadu Wakka. Il adressa en même temps un message de réprimande à Sumâ et ses rapports au gouverneur par deux porteurs Limba.

(145) Partant le 23 de Héèrèmakono, Kenney atteignit le Niger le 25 au soir, en face de Farana. Tous les villages étaient en ruines et déserts, en dehors de Dantiliya et de Sulimaniya, qui abritaient encore quelques Indigènes et un petit nombre de sofas. Une seule famille habitait Farana. La piste de Faliko à Mafindi-Kabaya et Tiro était au contraire peuplée, et tenue par de grosses garnisons. Kenney voulait rentrer par là mais Bilali, pressé de l'envoyer au Limba, avait interdit de le guider de ce côté. Le capitaine reprit donc de mauvais gré l'itinéraire de l'aller.

(146) Kenney fut particulièrement bien accueilli à Falaba et Musaïa, où la population avait déposé les armes. Profitant de ce retour de confiance, le parti britannique se reconstituait. La mission marcha si vite que le 3 avril, elle campait déjà à Kamaninki (= Koya), à une étape de Bafodéa.

(147) Après l'entrevue de Bafodéa, le 4 avril, Kenney refusa de camper dans la ville et poussa le soir même jusqu'à Porpoñ (il écrit Pong-Pong).

Suluku, qui se sentait compromis, appela à lui la mission qui atteignit Bumbâ le 8. Le chef du Birwa déclama d'abord qu'il allait attaquer Karèma, dont les musulmans étaient complices des sofas, mais il jouait sans doute la comédie car le capitaine le convainquit sans peine d'attendre les ordres du gouverneur. Kenney descendit ensuite sur Port Loko en suivant l'itinéraire du Nord. Le 13, en passant à Rotata, le Bèlia, qui sert de frontière aux Tènné, il apprit, par une lettre de Quayle-Jones, que Paris avait ordonné à Lamadon de renouer avec lui et que la délimitation devait se poursuivre. Il répondit que la chose était impossible avant les pluies et inutile tant que les sofas n'auraient pas repassé le Niger.

Le 16, la mission atteint Port Loko, mais le gouverneur n'était pas averti et ils n'y trouvèrent pas le « Countess of Derby ». Kenney marcha alors jusqu'à la côte des Bulom où, le 18, la chaloupe à vapeur du *H.M.S. - Racer -* lui fit traverser la baie.

(148) Le rapport de Kenney, rédigé à son retour en Grande-Bretagne, fut transmis le 29 mai par Hemming au Foreign Office et le 22 juin au gouverneur Fleming.

(149) Il est intéressant, pour apprécier la valeur des témoignages africains, de relever les échos de la mission Kenney que reçurent les Français au Soudan. Le 12 avril, un dyula se présenta au commandant de cercle de Siguiri pour déclarer qu'il avait rencontré à Cambie (= Kambia) dix-sept anglais accompagnés d'une colonne qui marchait contre Héérémakono. Il ajoutait, un peu prématurément, que le gouverneur de Sierra Leone avait interdit de vendre des fusils à Samori.

(150) Cette fois, Bai Bureh réussit à brûler Wallia, mais il échoua devant Santigiya et repassa la Kolenté en hâte, poursuivi par Kondéto. A Tambi, le 14 mars, le capitaine Robinson fut tué et blessé le major Browne, qui était venu spécialement de Londres pour diriger l'opération.

(151) Dès le mois de février, la guerre avait repris depuis la frontière française jusqu'au Pays Loko, où le vieux Pa-Koba, qui vivait ses dernières années, perdait de l'autorité. Le chef le plus dynamique était désormais, de ce côté, Fombo Samura, de Kagbèri, qui commandait les Loko du Nord, et était fermement soutenu par Madyu Turé (Gbonney) avec les dyula de Madina. Il se trouvait d'ailleurs en première ligne car, si le Haut Loko de Kandeh Fariañ paraît s'être maintenu dans la neutralité, l'Almami Marray de Bonkor, qui dominait le moyen Sanda, était un partisan résolu de Karimu.

En avril ou mai, alors que le sort de Tambi ne paraissait pas encore réglé, Fombo avait décidé de lancer une attaque sérieuse contre Bonkor. Il avait mobilisé à cet effet les guerriers de Madyu Turé et ceux d'un chef Loko secondaire, du nom de Dambia, dont la résidence ne m'est pas connue. Dambia trahit au dernier moment et avertit l'Almami Marray, qui repoussa l'assaut. Sur le chemin du retour, l'armée de Fombo fut attaquée par surprise devant le village de Dambia, qui tua Mandyu et captura son fils avec de nombreux guerriers.

La chute de Tambi bouleversa la situation. Le prestige britannique était rétabli et les alliés de Karimu, comme l'Almami Marray, se tenaient désormais cois. Mais cela encourageait cependant les Loko à venger leur défaite et à prolonger les troubles, au grand déplaisir du gouverneur. En rentrant de Falaba, au début de juillet, Quayle-Jones allait traverser le Loko dans le dessein de régler ce conflit. Il obtint l'appui du vieux Pa-Koba, ainsi que de Kiha (Keehah), l'Almami des musulmans de Gbèndèmbu (Pèndèmbu, 9° 07' N — 12° 12' W, sur la frontière du Sanda), et ces chefs descendirent avec lui à Port Loko. Au passage, il avait ordonné à Dambia de relâcher ses captifs et de le rejoindre au plus tôt, en compagnie de Marray. Le 7 juillet, à Port Loko, Quayle-Jones vit arriver ces prisonniers avec les gens de Madina, mais Marray et Fombo refusèrent de venir car chacun craignait que l'autre n'attaquât son village en son absence. De guerre lasse, Quayle-Jones rentra à Freetown en compagnie de Pa-Koba et de Kiha, pour rendre compte à Fleming.

Malgré la mort de Karimu, que Parkes apprendra le 7 octobre, les séquelles de cette guerre allaient encore traîner de nombreux mois. Le 6 septembre, Fleming renverra chez eux Pa-Koba et Kiha, avec la permission de se défendre contre le Sanda. Le 25 mars 1893, Parkes interdira par contre à Suluku d'aider Fombo dans sa guerre contre Marray, et il invitera le chef Loko à visiter Freetown.

C'est seulement avec la soumission des Muritèy, en mai 1894, que le calme reviendra définitivement dans cette région. (ARCIN, 1912, pp. 446-450-484-512 et FYFE, 1962, pp. 485 et 501).

(152) Le premier signe d'alarme datait du 31 décembre 1891. Ce jour-là, Parkes écrivit à Bilali : « Nous avons appris que vous avez attaqué Kaliehhreh et que vous combattrez Sayon s'il se montre. Est-ce vrai et pourquoi ? Le pays de Sayon est le jardin de la Reine. Cette mauvaise querelle (palaver) risque de gâcher l'amitié entre la Reine et Samadou ». (A.L.B., 1891-1893). Le 12 janvier, Parkes reçut une plainte de Bilali au sujet des troubles sur la route. Il lui répondit de s'adresser aux constables de Falaba.

Le 26 janvier, Parkes signala au gouverneur que Suluku aurait prêté des guerriers aux réfugiés qui pillaient les caravanes (A.N.A., 1891-1893). Le 28, il écrivit à Suluku pour lui reprocher cette conduite : « J'apprends que vous avez donné des guerriers à Karanday (Marin-Karant). Yangèh Sayō et Doolahdougou (Dolèdugu) pour couper la route et arrêter les sofas voyageurs. Si c'est vrai, vous violez notre traité. Le gouverneur interdit à qui que ce soit de couper la route. Karanday est votre hôte, vous en êtes responsable. »

Le 2 février, un dyula ayant transmis une plainte qui visait particulièrement Sayô, Parkes écrivit à l'Almami : « Le gouverneur a déjà ordonné une enquête. Ne craignez rien : les paroles de Garrett sont inchangées. La route de Falaba est dans la main de la Reine qui la gardera en paix... Nous rappellerons à l'ordre les méchants qui essaieraient... Sayon est dans le jardin de la Reine. Laissez-le en paix ».

Par la suite, Quayle-Jones étant bloqué sur les Scarcies, Parkes, qui centralisait les mauvaises nouvelles de l'intérieur, reporta ses espoirs sur Kenney. « Si Kenney atteint Musiah (Musaia), il pourra combattre l'amertume des chefs et les décider à ouvrir la route... Si Kenney ne se hâte pas, les gens du Bas Pays passeront aux Français pour combattre les sofas qu'ils haïssent, ou attaqueront une caravane venant de l'intérieur, ce qui attirera sur eux la vengeance... » (A.N.A., 30-3-1892).

(153) Kenney portait des jugements fort durs sur la conduite des sofas à l'égard de la population, et justifiait leur impopularité. Parkes, malgré son amitié pour les Samoriens, ne se faisait aucune illusion : « La population de notre zone est si hostile envers Samadoo que notre intérêt est de soumettre (les sofas) si nous voulons garder sa fidélité. Il serait difficile de ne pas les assister dans une opération militaire contre les sofas ». Son jugement sur la situation et les intentions de l'Almami manque par contre de réalisme. « Si Samori repousse provisoirement les Français, il va sûrement envoyer une armée dans le Bas Pays. Il nous faut donc temporiser jusqu'à ce que nous sachions l'issue de son combat contre les Français. » (A.N.A., 1891-1893).

(154) Le voyage de Quayle-Jones est étudié d'après les lettres et rapports conservés au P.R.O. (C.O. 267-394 et 395).

Le gouverneur intérimaire emmenait 25 constables dont 9 allaient relever le détachement Coker à Falaba. Afin de dégager la route, il avait l'intention d'établir des postes provisoires à Bumbâ et Bafodéa.

La mission quitta Freetown pour Port Loko le 28 avril et prit la route du Limba, le 30, en suivant l'itinéraire méridional. Le 4 mai, Quayle-Jones arriva à Rokèrifè (Makari), chez Abdulay Karloko, le fameux chef des Témné du Bombali. Il y demeura le 5 pour enquêter sur la guerre du Kuniki. La fièvre le terrassa le 6, dès son entrée à Bumbâ, ce qui l'obligea à reporter au 10 la première palabre sur l'ouverture de la route.

Il obtint son premier succès le 12 en décidant Suluku, qui avait détourné tout son commerce vers la piste du Loko à Magbilé (Rokèl) à reprendre ses relations avec Port Loko. Cette solution arrangeait tout le monde et le chef s'y rallia aisément, mais il se montra inflexible quant au transit des dyula. A moins que Bilali ne se retirât derrière le Niger, il ne laisserait plus passer des fusils que les sofas risquaient de tourner ensuite contre les Limba. Parlant de Marin-Karani et des réfugiés du Sankarâ, il les qualifia de « Queen's children destroyed with queen's guns ». Il était d'ailleurs trop malade pour quitter Biriwa et suivre Quayle-Jones auprès des autres coupeurs de route, dont le principal était Sumâ, et ceci décida le gouverneur à prolonger son séjour à Bumbâ.

Le soir même, il reçut notification du « fire arms and ammunitions act », pris en application de la convention de Bruxelles (télégramme expédié de Londres le 3 mai). C'était une véritable révolution. Quayle-Jones comprit aussitôt que les relations des Britanniques avec Samori pouvaient en souffrir mais que, dans l'immédiat, il trouvait là l'argument nécessaire à la réouverture des routes.

Quant aux griefs de Suluku contre le chef de Karéma, qu'il accusait de complot pour le renverser, Quayle-Jones jugea qu'ils n'étaient pas fondés, bien que les musulmans aient fait preuve d'insolence.

Il sera question plus loin de la visite de Babey, chef du Saproko Limba, qui promit, le 21 mai, de cesser ses attaques contre le Kuniki.

(155) Samori amplifiait à dessein en faisant du traité Garrett et de ses relations avec Freetown la cause exclusive de l'agression française.

Voici la traduction de cette lettre, établie à Bumbâ, le 16 mai, par Parkes et Wakka : « The necessity for this is to inform you that you sent Major Festing to me, who came to meet me in the country of Siaso and requested me to enter into treaty with them. I said to him : « No — I can't do so now except when I returned from Siaso. » — When I returned from that place to my country, I found all my country had rebelled against me, after I left. The Wasulu people caught one of my wives with all her gold and carried her prisoner to the French and gave her to them. When I have returned from the war, the French returned to me and ordered me to fight against all those that have rebelled against me. I fought until they have come under my subjection as before. The French did not say anything when Miater Garrett came to me with Mamadu Wakka. They asked me to sign a treaty with the English government. I consented to do so. I said to them that if I do sign treaty with you, whenever the French hear that, they will fight me. »

Then I entered into a treaty with Mister Garrett to recognise the English as my friends. When the French heard this, they came to me now with a mighty war and destroyed all my country on account of the friendship between myself and the English. When Bissandugu was destroyed, I sent to inform you of the news and you did nothing to assist me. Then they came again and destroyed Sanaccouroh and all my country. Last to of all, I heard that the messengers of the English and French have come to survey the land. Then we heard that the French messengers have returned back. Now, my friends, I ask you two things, to choose one of two. To turn the French out of my country or to reconcile me with them and to make acquaintance with them by your order. Please, send messenger to inform me of your answer in three months time. » (P.R.O.-C.O. 96-294).

(156) Le 23, Sayô arrive en compagnie de Mamadu Dabba, fils de l'Almami Sumâ et d'une nombreuse suite armée. Le soir même, les visiteurs parlèrent longuement avec Parkes, en présence du Santigi Binney Sankong de Port Loko, qui suivait le gouverneur. Sayô se livra à une autocritique partielle. Il avait renvoyé son traité parce que l'attitude du sergent Coker lui faisait croire à une collusion avec Bilali et qu'il voulait le dénoncer au gouverneur. Après la destruction de Kalyèri, il voulait descendre se plaindre à Freetown mais Sumâ, qui craignait que la panique ne gagne le peuple, lui avait demandé de rester à Bafodéa. Il nia imprudemment avoir visité les Français à Mendaia, et le représentant de Port-Loko demanda sa grâce. Quayle-Jones renonça alors à l'arrêter, comme le conseillait Kenney, et décida d'aller l'installer à Kalyèri avec une garnison. Le 25, il le reçut et, après une sévère réprimande, lui annonça son pardon.

(157) Le gouverneur quitta Bumbâ sous la pluie, pour coucher à Surinumuya le 26, puis, le 27, à Katimbo, où la fièvre lui fit perdre un jour. Il avait rendez-vous dans ce village avec les chefs des gens du Sankarâ et du Kurânko qui vivaient en réfugiés à Mahfillifariah (= Mafilafèriya, dans le Kayaka, dépendance du Wara-Wara, sur la frontière du Kurânko-Dya : 11° 45' W — 9° 28' N) et à Kakarima (chef-lieu du Kayaya : 11° 45' W — 9° 27' N). Ceux-ci étaient responsables de la plupart des pillages et Suluku avouait n'avoir aucune autorité sur eux. Parkes reçut quelques chefs le 28 mais les dirigeants des réfugiés ne se montrèrent pas. Quayle-Jones laissa alors deux constables pour les visiter et leur donner un avertissement. Le 29, tandis que Quayle-Jones gagnait Kônkoba (9° 32' N — 11° 40' W), Parkes faisait un détour pour visiter Mafilafèriya. Il exigea des réfugiés qu'ils rendent quatre vaches prises au sofa Farentomah et qu'ils se soumettent effectivement à Sumê.

(158) Dususuri, accompagné du chef Kurânko Bolo-Tamba de Barawa, se porta au-devant de Quayle-Jones, le 2 au soir, avec de nombreux balafons. Lors de la palabre du 3, Bolo-Tamba plaida en faveur de son suzerain, Maliği Bocarry (= Morlay Bwari) qui était captif de Bilali depuis plus de deux ans.

Le 4, à Sinkunia (Manankon), où Mèma-Fodé dirigeait la réception, le gouverneur reçut le sofa Minti-Kono, envoyé à sa rencontre par Bilali. Il le dépêcha à son maître avec la nouvelle de sa prochaine arrivée.

(159) N. H. Sawyerr, membre d'une grande famille créole s'était distingué en novembre 1891 dans l'affaire des massacres de l'Imperi (FYFE, 1963, p. 507).

Les 5 et 6 juin, à Falaba, Quayle-Jones interrogea longuement le sergent Coker, ce qui lui permit de se faire une idée précise des événements de janvier et février. Il reçut aussi Finabala Mara, chef du camp de réfugiés de Tubabudugu (= Dankawali) qui plaida également en faveur de son parent, Morlay Bwari.

(160) Le principal lieutenant du kèlètigi, Bangher (= Bangura) était venu l'accueillir à deux miles de la ville.

La parade de bienvenue qui suivit, groupa cette fois 2.000 hommes et 200 cavaliers. Bilali présenta en personne deux bolo armés de Chassepots et entraînés à la française par un caporal déserteur « qui ne voulait pas combattre contre les siens » (Kenney).

Bilali demanda que l'escorte du gouverneur lui rendit la politesse, mais les constables étaient fatigués et cette cérémonie fut remise au 12.

Les quartiers préparés pour les visiteurs étaient si humides et inconfortables que Parkes alla aussitôt informer Bilali que, dans ces conditions, ils allaient repartir dès le lendemain. On les transféra aussitôt, avec beaucoup d'excuses, au centre de la ville.

(161) Parkes eut un premier entretien avec Bilali le 9. Il s'agissait surtout du sort de Sayô, dont Bilali rappela qu'il avait été longtemps fidèle à Samori. Il avait fui Kalyèri après avoir capturé sans motif des sofas, mais le kèlètigi attribuait sa conduite aux mauvais conseils de Sadaba. Comme Sayô venait d'exécuter ce dernier, les sofas lui pardonnaient volontiers. Il pouvait revenir à Kalyèri, comme son frère Sândi à Simitia, d'où ce dernier avait fui par pure lâcheté, car il n'était pas visé.

Le 10 au soir, Quayles-Jones rendit une visite à Bilali pour lui parler de son repli derrière le Niger. Le 12, au cours d'une dernière entrevue privée, Bilali répondit qu'il ne pouvait se retirer. Si la Grande-Bretagne refusait le pays de Samori, ne pourrait-elle pas, du moins, proposer sa médiation aux Français ? Par ailleurs, il rappela que Marin-Karani détenait la femme et le cheval de Sidi-Baba, pris pendant la Révolte. S'il les rendait, il serait autorisé à revenir à Tiro.

(162) Parkes to Renner, Heremakhono, 14 June 1892.

1. — Sir William Quayle-Jones directs that you will proceed to the Almamy Samoro with Sannokoh and thank him for the two gold bangles he sent as a present to the Government by Mamadoo Wakka. A suitable return present will be handed to you before your departure and you will inform him that his letter asking that the English Government should interfere to make peace between himself and the French has been sent to the Queen's officer in England who looks after the colonies and a reply will be sent to him so soon as his intructions are received.

2. — You will inform him that the present visit to Heremakhono had been caused through the closing of the road in consequence of a dispute between Sayou and Kehmoh Bilali which caused the former to run away to Bafoodia and he has promised that the country between the Niger and Port Loko should not be disturbed. The Government has deemed it best to come and open the road and inquire into the palaver between Sayou and Kehmoh Bilali so as to settle it and explain to Kehmoh and his people what were the present boundaries of the sphere of British power thither and, if they did, the friendship between the Almamy and the Government would be broken.

3. — Such being the case, the Government had thought it best to advise Bilali to either cross the river himself or send the bulk of his war across to avoid a further misunderstanding in his making this the basis of hostile operations against other places and at the same time has asked to settle their palaver with Karanday (Marin-Karani) of Sangara and Maligie Boccarie of Korankoh and Bolo Tambah.

4. — That so long as his people respected their promises and followed the advices of the officer administering the Government, so long would the friendship between Government and the Almamy be maintained ».

Renner allait entrer à Freetown en septembre après avoir visité Samori à Gbèlèba (ci-dessous, note 213).

(163) I, Kehmoh Bilali, Sengbeh Mamadoo, Barbar (= Sidi-Baba) headmen placed in charge of the Almamy Samadoo's people in the low country, do hereby promise :

1°) That we will send the greater part of our war boys across the Niger, only leaving at this place sufficient to protect it from attack.

2°) That we will at no time make Heremakhono the basis of hostile operations against any town ;

3°) That we will not make any attack on the towns, nor molest the people living within the present known sphere of British influence as described to us by Captain Kenney and Sir William Quayle-Jones, that is to say from the Niger to Port Loko and from Kundita to the Mahela Creek, nor will we disturb any other portion of territory that may be hereafter taken as within the sphere of British influence.

4°) That we will allow Sayou and his people to return to Kalyeri and his brother Sandy to Simitia and we will not disturb them in any way.

5°) That we will give up Maligie Boccarie to the Government to be dealt with as they think fit upon our receiving instructions from the Almamy to whom we have sent and in the meantime we promise that no harm will befall him. Heremakhono, 16 June 1892. Witnesses : Parkes. Sannokoh Mardi. Nalifamudu. J. C. Turay (Clerk from D.N.A.).

(164) La garnison qui remplaçait les sofas à Kalyéri comptait cinq hommes sous les ordres d'un caporal. Contrairement à ce qu'affirmera Combes en 1893, aucune garnison samorienne n'y demeura. Bilali y laissa cependant d'importantes stocks de riz avec quelques gardes, et il est évident que ses hommes allaient s'y approvisionner. La charge de complicité que les Français voudront relever contre la Sierra Leone était donc à la rigueur plausible.

(165) Sandi s'installa aussitôt à Simitia, mais il fut le seul à profiter des bonnes dispositions de Bilali. Son frère n'osera pas rentrer à Kalyéri, ni Finalaba à Songoya. Ce dernier ne bougera pas du camp de Tubabudugu avant la fin de 1894.

(166) Quayle-Jones laissa cette fois Bafodéa sur sa droite. Le 22, il passa à Kakarima, dans le Kayaka et à Kawuno, dans le Bongobon (9° 26' N — 11° 46' W) dont le chef pillard paya une amende en riz. Le 25 au soir, il entra à Bumbâ où Suluku renouvela ses engagements sur l'ouverture de la route, du moment que le trafic des fusils à tir rapide demeurait proscrit. Le 27, une palabre confirma cette position et Suluku promit d'intervenir auprès de Babay, chef du Saproko, au sujet de la guerre de Kuniki. Le 28, à Karima, Quayle-Jones dut s'arrêter, car Suluku réclamait des captifs que la suite du gouverneur avait enlevés au passage.

Quayle-Jones repartit le 1^{er} juillet pour Pëndémbu du Loko (9° 07' N — 12° 13' W) où Parkes le rejoignit le 2. Après avoir amorcé le règlement de la guerre du Sânda, ils en repartirent le 4 sur Port Loko, par l'itinéraire du nord (Rotata).

Il fallut encore apaiser une affaire d'ordalie, à Port Loko, car l'Alkarli était mourant et on accusait le Santi Suri-Gbonkèy, ami du chef de Sânda, de l'avoir ensorcelé.

(167) Le rapport de Quayle-Jones fut transmis par Fleming au Colonial Office le 1^{er} août. Parmi les recommandations du Chief Justice figurait la création d'un poste important à Bumbâ pour lequel Suluku recevait une subvention de 10 livres. Ce poste devait compter un officier et 50 constables coûterait entre 1.500 et 1.800 livres, ce qui paraissait trop cher au gouverneur. Sa création était cependant nécessaire pour mettre fin à l'isolement de Falaba et elle paraissait acquise en février 1893, quand l'irruption des Français à Héérémakono la fera soudain annuler.

C'est finalement à Falaba que sera installé un poste de 50 hommes, en août 1893, mais ce sera pour arrêter les empiètements des militaires du Soudan.

(168) En 1893, quand l'irruption française aura irrémédiablement « encerclé » la Colonie, la presse créole cherchera des responsables à la démission britannique. Le 1^{er} juillet, les *Sierra Leone Weekley News* lancèrent contre Quayle-Jones une attaque extrêmement venimeuse. Selon ce journal, le but du Chief Justice aurait été de rejeter les sofas de Héérémakono derrière le Niger et de libérer Morlay-Bwari, ce qui aurait rallié les Kurânko. Aucun de ces objectifs n'avait été atteint mais « certain property passed from the sofas into the hands of the expedition ». Les gens de Quayle-Jones auraient reçu de l'or, des bœufs, des esclaves et même des femmes, et le maintien des sofas poussa les indigènes à se rallier aux Français. La chambre de commerce de Manchester réclamera, le 15 juillet 1893, une enquête sur ces faits.

Ces allégations reposaient sur peu de chose. Il est évident que les sofas avaient donné du bétail à Quayle-Jones, comme à tout autre visiteur, et Nalifa-Mudu lui avait remis cinq anneaux d'or destinés à la Reine. Son impuissance devant l'obstination de Bilali s'explique facilement sans invoquer la corruption. Dès le 9 juillet, Parkes allait rédiger un long mémoire pour se justifier en même temps que son chef.

Il est certain que Quayle-Jones avait fait l'impossible pour libérer Morlay-Bwari, et que Bilali avait promis de le relâcher contre rançon si Samori y consentait. Le bruit courait cependant qu'il avait été tué au lendemain de l'arrivée du Chief Justice et à l'instigation de Manga Dinka.

(169) Voici le portrait qu'en fait FYFE : « (He) came out with twenty three yars legal administrative experience in the quieter colonies... was disinclined to exert himself in the bush... Poor health and the attractions of a newly-wedded wife tended to tether him in Freetown... His flowery speeches, where elevated rhetoric and lavish promises made up for any lack of practical content, won high prizes... ». On trouvera sa photo dans ALLDRIDGE, 1911, p. 68.

(170) Voici le jugement que porte FYFE sur Sir Alfred Burdon Ellis : « (This) able, disgruntled officer... made up for the frustrations of barrack life vilifying and ridiculing indiscriminately missionaries, educated African traders, colonial officials and naval officers. His malicious entertaining books perpetuated the old prejudices still relied on for superficial description of the colony... » (FYFE, 1962, p. 447).

Ellis publia : *West African Sketches* (1881), *The Land of Fetish* (1883), *The History of the First Battalion, W.I.R.* (1885), *West African Stories* (1890).

(171) Ces bruits étaient peut être inspirés par la présence de quelques déserteurs parmi les gens de l'Al-mami Bokar Biro, qui refusait d'abdiquer à l'issue de son terme de deux ans et menait la vie dure aux franco-philes du Futa-Dyalô. C'est ainsi qu'en mai il envahit le Tamiso, pour punir Fôdé de sa soumission à Lamadon et réussit à brûler Wôou, Lansènia et Sambarèa. Fôdé se réfugia dans le site montagneux de Salu et appela les Français au secours. Il acheta d'ailleurs la retraite de Bokar Biro, si bien que les Peula avaient déjà évacué le pays quand deux miliciens français, Séma et Yaya, rejoignirent enfin Fôdé. Ce dernier affirma que des sofas de Bilali, sous les ordres d'un certain Ninte-Kheno avaient participé à l'affaire.

La chose n'est pas absolument impossible, car il pouvait s'agir de déserteurs, mais certainement pas d'une troupe samorienne organisée et agissant pour son propre compte. (Benty, 4-6-1892)

Le 15 septembre, Konakry apprit que l'Alkali Sadu avait écrit à l'Almami Dauda, du Moréa, que Bilali préparait une colonne pour ravager le pays jusqu'à la mer. Dauda, inquiet, fit aussitôt acheter des armes à Freetown, ce qui inspira des commentaires amers à Ballay, qui déplorait que Paris l'empêchât d'accorder de telles facilités dans sa colonie.

Par prudence, il envoya à Farmoréa le détachement de tirailleurs du lieutenant Dhôtel. Au début de décembre, le secrétaire général, monsieur de Labretaigne de Mazal, fit une tournée en Mèlakori et put constater que le calme y régnait. La mort de Karimu avait apaisé la région et le voisinage des Samoriens touchait d'ailleurs à sa fin.

En novembre 1892, Sirè-Karfala, chef de Taibé, près de Farmoréa (Kisi-Kisi), demanda l'aide des Témné de Kambira contre l'Alkali Bembadi, partisan de Dauda. Le veto britannique empêcha ce projet d'aboutir et l'administrateur Duval expulsa bientôt Sirè-Karfala, qui demanda asile à Bai Bureh. En représailles, les Témné interdirent la vente du riz en territoire français, ce qui allait gêner la formation du convoi Dhôtel.

(172) Dhôtel disposait de 17 tirailleurs et 6 miliciens. En février 1893, il recrutera 350 porteurs pour former son convoi. La crise sera alors localisée dans le Bèna où Surakata menait la vie dure au parti francophile de Kondéto.

(173) Pour toute cette crise, on se reportera à mon article sur l'affaire de Waima et à sa bibliographie (C.E.A., n° 16, pp. 256-258). A trois reprises (pp. 257-270) le nom de Vônjo a été déformé par une faute typographique qui en fait Kônjo.

Les services de Murray-Goorah avaient été loués grâce à Madame Yoko, veuve du grand chef Gbanya, qui contrôlait depuis 1880 l'ensemble des Kpa-Méndé, et dont la chute des Yoni avait consolidé la puissance. Cette célèbre « reine », notoirement fidèle aux Anglais résidait tantôt à Sénéhun, sur la frontière du Sherbro et tantôt à Moyamba. (Sur sa carrière : EASMON, Madam Yoko, ruler of the Mendé, S.L.S., XI (1958), p. 165 ; FYFE (1963), pp. 475 et 484 ; FYFE (1964), p. 237.

Le 19 juillet 1889, Parkes ne parle encore que de Murray Goorah (A.L.B.). Mais, peu après, Vônjo était pressenti par un autre ami des Britanniques, Makavoré, de Tikonto, et la chance allait assurer son succès.

(174) Hay, qui venait de visiter Port Loko, rejoignit le Rokèl par le Merampa, et visita la zone entre Bombali et Yoni où l'influence britannique n'était pas encore bien établie. Il traita, le 11 mars à Melall, et le 16 à Mamunta, avec les deux chefs du Kollifa, puis le 17 à Konta, dans le Syaré, enclavé dans le Bombali. Le 30 mars, à Yélé, il retrouva Taylor et Lendy pour traiter avec les chefs Bai Simèra, du Bonkolènkèn et Bai Kafari, du Tané. Il espérait y trouver des émissaires du Kuniki mais, ceux-ci ne se montrèrent pas et il renonça à pousser plus à l'ouest. Il rentra à Freetown par le Yoni et le cours du Ribì. Konkumã, de Mayapa (Mayate), chef du Kuniki, allait signer un traité quand Taylor le visita, le 5 mai.

Fyfe paraît confondre cette tournée de Hay, qui eut lieu en février-mars, avec celle effectuée en novembre-décembre dans le Méndé (de Taiama à Tikonko) (S.L.S. 6, 1956, p. 123).

(175) En quittant Gondama, le 25 mars 1891, Taylor avait laissé deux constables pour surveiller Kepha et Gobi, qui commandaient le pays en l'absence de Murray-Goorah. Celui-ci devait être incité, par leur intermédiaire, à se soumettre au gouverneur. Il répondra le 8 avril qu'il n'avait pas confiance et qu'il resterait dans son refuge du Kono (en fait, du Gorasma). Il y mourut en effet à la fin de 1892, sans avoir rétabli son influence. Le parti qu'il animait s'incarnait désormais dans la personne de Fori-Gbata (Foree ou Foray). Celui-ci étant également un Méndé, il ne s'agit pas d'une guerre entre ce peuple et les Kono, comme l'écrit FYFE (1963, p. 517). Sa puissance était centrée sur le cours de la Séwa et s'étendait de Majundu sa résidence (8° 29' N — 11° 16' W) et de Punduru et Poyama dans l'Est, jusqu'à Mondéma (8° 30' N — 11° 27' W) et Juma (8° 23' N — 11° 25' W) dans l'Ouest. Gumbo Gbay, chef de Tungyé (8° 25' N — 12° 31' W), paraît cependant s'être tenu à part et il se ralliera à Vônjo dès le début de la guerre.

En arrivant à Yélé (Bônkolènkèn), le 31 mars 1891, le gouverneur Hay avait ordonné à Lendy de prendre contact avec Fori pour se faire livrer Murra-Goorah et lui demander de rester neutre. La même démarche devait être faite auprès du Kuniki. Mais cette action diplomatique échoua et il fallut admettre que Fori prenait fait et cause pour son hôte. En mai, on apprit qu'il armait contre le Kuniki et c'est alors que Lendy autorisa Vônjo à poursuivre la guerre contre lui.

Tous les ennemis du Kuniki se ralliaient d'ailleurs à Fori, même s'ils étaient pro-britanniques. (C'est ainsi que, le 22 juillet, Parkes écrira à Bay Kaféni de Matotaka, le chef du Tané, car ce dernier se préparait à attaquer le Kuniki, selon les constables qui résidaient chez lui. L'avertissement de Parkes sera suffisant dans ce cas, mais il était évident que le conflit s'étendait rapidement.

(176) La principale victoire de Vonjo fut la conquête du Wāndo, vers la fin de 1891. Ce canton Mëndé, situé à cheval sur le Séwa en aval du Gorama, était partagé entre les deux camps vers avril 1892. L'action décisive fut la prise de sa capitale, Bambara (8° 19' N — 11° 21' W, ne pas confondre avec le pays de Nyagwa), qui succomba du fait de ses divisions. Le quartier Largoh fit appel à Vonjo dont les guerriers entrèrent dans la ville sans combattre car les opposants croyaient qu'il s'agissait d'une visite de Murray Goorah. Ils furent facilement écrasés. Vonjo s'installa alors chez eux, construisant trois *ega*, l'un à Tungya, dans le Gorama occidental, l'autre à Jagbwéma, en aval du fleuve, et le dernier à Géaka, d'où il organisa l'attaque de Mano, le dernier avant-poste de Fōri (8° 26' N — 11° 23' W) (*ega*, équivalent du meninka *sanyé*, est le mot Témné qui désigne une enceinte fortifiée en bois). Fōri ne tenait donc plus qu'une zone étroite, adossée à la frontière du Kono Nimmi, sur les deux rives du Séwa.

Les principaux alliés de Vonjo étaient alors les chefs du Komboya, Fereé de Laiama (11° 25' W — 18° 17' N) et Mien de Gumahun (11° 26' W — 18° 12' N). Au début de 1892, ils allaient pratiquement se retirer de la guerre. Lors du passage du subinspecteur Johnson, ils accuseront même Vonjo de négocier secrètement avec Fōri.

Quant à Nyagwa, il combattait alors loin dans l'Est. Il aidait Kai-Lundu et son vassal Hakawa de Pëndèmbu contre le fameux Bawurumé, qui s'était imposé comme chef du Goma.

Vers juin 1892, Nyagwa rompit avec Vonjo. Il devint même menaçant, en raison des pillages que Bondoé, chef de guerre du Lunia, avait opérés sur sa frontière, dans la vallée de la Mata, après la chute de Bambara.

(177) En juin 1892, au moment de la mission de Benoni Johnson, Fōri ne contrôlait plus que les villages de Majundu, Punduru, Bangwama, Mondéma, Kutohun (Cortuhoo), Mano, Dambara, Poyama, Shumundu et Bandy.

En dehors des deux derniers, tous ces villages sont faciles à identifier sur la carte de Sierra Leone au 1/250.000^e [Makump].

(178) Dès novembre 1891, Parkes était très soucieux de la situation au Kuniki car il paraît avoir craint une intervention de Suluku aux côtés du Safroko. Le 24, il lui écrivit pour l'inviter à se méfier des faux bruits et à lui transmettre tous les renseignements relatifs au Kuniki.

(179) Les quatre chefs du Bas Kurānko qui louèrent l'aide de Babey contre le Kuniki sont Saisay Korondoh, Mombo Yegtelo, Sāgara Tobli et Bangoo Mah. Ils commandaient les kafu de Dansogoya (Bumbuna), Sambaya (Bendugu), Simirya (Mabonto), et Kafé (Magboroko). Rappelons que cette fraction du Kurānko échappait à Samori depuis 1888, car elle n'avait pas été touchée par la reconquête de Bilali (C.O. 267-395). Pour en savoir plus, il faudrait enquêter sur place, ce qui ne m'a pas été possible.

(180) Les instructions de Quayle-Jones à Lendy sont du 26 janvier. Le rapport du capitaine est daté du 25 février. Il avait obtenu la promesse que les gens de Gondama et Taïama ne recevraient pas Murray-Goorah. Il paraît avoir compté un peu sur Fōri puisqu'il écrit qu'il ne réussit pas à décider le fugitif à se présenter à une palabre. Le 14 mars, après l'échec de Tambi, qui ébranlait le prestige britannique Parkes décida Quayle-Jones à reporter sa visite.

Le 16 avril, au moment du départ du gouverneur, Parkes écrivit au subinspecteur Taylor, à Yele, de visiter le Kuniki pour s'informer de la force des *sanyé* (*stokade* = *ega*) de ce pays. Dans une note d'information rédigée le même jour à l'usage du gouverneur, Parkes suggérait d'employer l'influence de Suluku, qui était un vieil allié du Kuniki, pour détacher ce pays de son alliance avec le Kunélo (Koné = Fōri).

Quand Quayle-Jones rentrera à Port Loko, le 12 juillet, il portera dans son premier rapport un jugement sévère pour Vonjo et on peut y voir l'influence de Parkes : « Vonjo est plus coupable que Murray Goorah, même s'il a fait l'innocent en présence de Lendy ». (C.O. 267-395).

(181) Ce créole de Freetown, qui travaillait dans la police urbaine depuis 1875, sera l'un des plus remarquables agents de la *Frontier Police*.

Le rapport de Benoni Johnson figure en annexe de celui de Quayle-Jones. Malgré son anglais hésitant, c'est un document très intéressant, plein de précisions sur l'entreprise de Vonjo.

Quittant Freetown le 6 mai, Johnson arriva le 15 à Yele où il trouva l'inspecteur européen, Johns, malade Taylor était alors au Kuniki. Le 16, une palabre réunit Mamoo, chef de Petifu, et Bongho, chef de Yele. Mamoo accepta de retirer ses guerriers du Kuniki et de ne pas piller le Tané et le Bombali.

Le 18, Johnson arriva à Mongeri (Mongray) où il fut reçu par Toroowah, frère de Vonjo, le messager officiel Tigarnee l'y rejoignit le 19 avec une lettre de Parkes pour le chef de Lunya. Comme ce dernier ne paraissait pas, Johnson laissa son convoi rejoindre le camp de guerre de Bambara (par Sembahun : 11° 40' W — 8° 22' N et Josorhu = Jarbrahoon : 11° 28' W — 8° 19' N). La marche était très difficile et le caporal Blake le précédait avec une escorte pour protéger contre les raids de Fôri les manœuvres qui nettoyaient la piste. Le 28, Johnson trouva Vonjo gravement malade et c'est avec un autre frère, Bandamoye, qu'il organisa la grande palabre de paix. Le caporal Thompson escorta le chef de guerre Bondoé pour chercher à Laiama et Gumahun les alliés que Vonjo taxait de trahison. Cela n'arrangea rien car les gens de Bondoé pillèrent tout au long de la route, prenant par exemple des captifs à Poiama (11° 24' W — 8° 13' N), si bien qu'il fallut exiger des réparations avant de commencer les négociations. Celles-ci eurent lieu le 31. Les chefs Mien et Fâri nièrent s'être ralliés à Fôri, qui les avait cependant présentés. Le 3 juin lors d'un second palabre, la réconciliation générale fut proclamée et Mien promit d'amener ses guerriers deux jours plus tard.

Cependant, le puissant Nyagwa menaçait d'attaquer Vonjo s'il ne rendait pas les personnes et les biens enlevés en mars par les gens de Bondoé. Les constables George Nicol et Magbala allèrent, le 4 juin, au gué du Sêwa (11° 21' W — 8° 13' N) pour accueillir les messagers du chef du Bambara. Vonjo s'excusa : le village détruit, Gbegoyé, se trouvait sur la frontière de Fôri, dont Bondoé le croyait dépendant. Le 6, Johnson écrit à Nyagwa pour annoncer que Vonjo restituerait tout.

Cependant, la guerre continuait dans le Nord et, trois semaines plus tôt, les gens de Fôri avaient repoussé un dernier assaut contre Mano. C'est le mois suivant, donc vers avril, que Vonjo avait enlevé Largoh, dont les chefs, mis aux fers, étaient gardés à Tungya. Le vainqueur s'était alors installé à Bembara.

Johnson repartit le 13 juin pour visiter le Kuniki dont il obtint la promesse de ne pas poursuivre la guerre contre le Safroko. Il y laissa cinq constables en observation et rentra à Freetown par le Kolifa et le Rokêl.

Johns, trop malade pour rester en fonction, venait d'être remplacé par le capitaine Campbell. Taylor allait tenir la région jusqu'en 1894. Sa mère étant une Méné, il avait vite acquis une très grande influence.

(182) Quayle-Jones parle des « envoyés de Fôri », sans doute pour désigner ces Kurânko. Il signale également une délégation du Kuniki. Ces ennemis des Kurânko ne se présentaient certainement pas avec eux. Il est probable que les Kuniki, craignant une intervention des sofas aux côtés de ceux qu'ils venaient de vaincre, s'efforçaient de neutraliser la demande des Kurânko. (Quayle-Jones à Knutsford, 12-7-1892 — C.O. 267-395).

(183) Sawyerr à Lendy, le 6-8-1892 (lettres reçues à Freetown le 4 octobre). Il demandait à Bilali de laisser reconstruire le Kalyâ (Alikalla) et la fraction du Barawa qu'il tenait, sur la rive gauche du Sêl.

(184) Yomani se mit sans doute en route vers la fin de septembre, car Parkes apprit la nouvelle le 14 octobre. Ce dernier écrivit aussitôt à Bilali de rappeler ses hommes, sans quoi les fusils bloqués à Karéma ne lui seraient pas livrés. Dès le 8 novembre, il le félicita d'avoir obéi (A.L.B.). L'aventure de Yomani se situe donc dans ce cadre chronologique. Nous connaissons son déroulement par les lettres que Bilali et Porékèrè écriront à Parkes en 1893. Une enquête sur place permettrait sans doute d'en donner un récit plus précis.

C'est par erreur que j'ai situé à cette date la destruction du Kalyâ dans mon article sur l'affaire de Waïma (C.E.A., 1964, 18, p. 258, n° 4).

(185) Lettre de Porékèrè à Parkes, reçue en mai 1893, et lettre de Bilali, reçue en août 1893 (A.L.B.). Il y a quelque contradiction. Selon Porékèrè, les Kurânko auraient pris 350 captifs et les sofas 110. C'est le partage de ceux-ci qui provoqua la rupture. Porékèrè, en 1893, fera mettre à mort par représailles 110 Kurânko de ces kafu. Selon Bilali, cependant, 350 est le nombre des sofas qu'emmenait Yomani.

(186) Le 21 novembre, Parkes écrivit encore à Bilali de ne pas envoyer à Murey Goorah et Fôri la colonne qu'ils réclamaient.

(187) Porèkèrè, comme son lieutenant Farabèrèoro, portaient des noms de captifs très caractéristiques, le premier signifiant « cri de joie » et le second « don d'un père bienveillant ». Cela signifie qu'ils avaient été bilakoro ou captifs personnels de Samori ou d'un kèlètigi. Il n'est donc pas surprenant que plusieurs personnages aient porté ces noms et que les traditions les confondent parfois. Dans notre article des C.E.A. (1964, p. 259), nous avons eu tort d'identifier le premier avec un Kòndé du Basāndo (Sānkarā oriental) que l'on trouve un moment dans la garde de Samori mais dont on n'entend plus parler après la guerre de Sikasso.

Notre Porèkèrè était un Dymaghaté, originaire de Gbānkundo, qui avait rallié les rangs des Samoriens en 1883, à la chute de Saghadyigi. Il avait suivi Kunadi-Kèlèbagha dans la garde de Samori jusqu'à la guerre de Sikasso, puis avait été attaché à Bilali dans le Fologna et dans l'Ouest. Ce n'était alors qu'un chef de bolo et on a vu qu'il se trouvait sous les ordres de Tyèkuragbè, chargé de combattre les Français de l'Ulada à partir de 1891. Installé à Dānda, il assurait la sécurité des troupeaux venant du Futa Dyalō et il remplaça Tyèkuragbè, quand celui-ci fut disgracié à la suite de sa défaite du Kokunya, au début de 1892.

Son subordonné, Farabèrèoro, razzia la région de Tumanya sur le Tēnkiso à la fin de l'hivernage de 1892, et le journal de Kouroussa signale son départ vers le sud à la date du 30 novembre. C'est sans doute au même moment que Porèkèrè se transporta à « Dusaru, près des sources du Niger » qu'il n'a pas été possible d'identifier, mais qui doit être voisin du Saradugu. Selon sa lettre à Parkes il y resta cinq mois et n'en partit que pour envahir le Kuniki, en mars et avril 1893. Quand Maritz l'écrasera, en décembre de cette année, il disposera de 4 bolo, soit environ 500 hommes.

Ce personnage va nous échapper à peine entré en scène. On voudra bien se reporter pour la fin de cette carrière au long article que j'ai consacré au drame de Waïma (C.E.A., 1964, nos 18 et 19).

(188) « *Elder, Dempster and Co, agents to the British African Steam navigation Co limited. Ship and insurance Brokers. Forwarding and Commission Agents* ». La Société disposait d'une succursale à Londres, Leadenhall House, 101 Lead Street (E.C.), et à Hambourg, 12 Dornbusch.

(189) Deux compagnies de navigation à vapeur, l'*African Steamship Company*, fondée en 1852, et la *British and African Steam Navigation Company*, fondée en 1869, toutes deux établies à Liverpool, se livraient à une concurrence aussi féroce que ruineuse. Leur absorption donna à *Elder Dempster and Co* un quasi monopole sur la côte occidentale d'Afrique. Cette société est encore actuellement l'une des plus puissantes de Liverpool.

(190) FYFE, 1963, p. 503.

Le 3 mars 1890, Jones écrit : « I shall do anything I can to improve the rising generation of West Africans ».

En mai 1890, il offre 25 livres au gouvernement de Sierra Leone pour distribuer des prix aux meilleurs élèves créoles (C.O. 267-387).

Le 23 du même mois, il décide que la gratuité de passage sur les bateaux de la compagnie, pour les élèves allant étudier dans des High School de Grande-Bretagne, sera proposée aux Directeurs de la Compagnie.

(191) FYFE, 1963, p. 500.

Le 16 novembre 1891, le *Board of Directors* de la Chambre de Commerce de Manchester avait écrit au Colonial Office pour réclamer l'occupation de Farana et rappeler que cette ville, située au sud du 10^{me} parallèle, revenait à la Sierra Leone. Selon l'accord du 10 août 1889. Le fait était inexact mais personne ne pouvait alors le vérifier. Le 16, la Chambre de Commerce de Liverpool protesta contre les répercussions du défaitisme gouvernemental sur le commerce de Freetown.

Par la suite, jusqu'à la réception de la délégation par Lord Knutsford, la presse de Liverpool, parfaitement orchestrée, s'efforça d'aigreur l'opinion. On se reportera au *Liverpool Courier* du 9 décembre, ou *Liverpool Journal of Commerce* du même jour, et enfin au *North Britain Daily Mail* du 14 décembre 1891, dont l'éditorial est intitulé : « *Lord Salisbury's surrender* ».

Le 19 janvier 1892, le *Liverpool Daily Post* prend acte de l'échec en publiant les réponses adressées à Jones par V. Lister du Foreign Office et par Salisbury lui-même.

(192) Alldridge, alors agent de Swanzy et conseiller économique de Festing, n'avait sans doute pas gardé le silence, après la mort de son ami.

Le 16 février 1892, la Chambre de Commerce de Liverpool demanda communication des rapports de Festing et de Garrett. Ces documents ayant été diffusés seulement comme « *Confidential prints* », leur démarche se heurta à un refus. Il est donc possible que Jones ait ignoré le texte exact de la concession Festing mais, du seul fait de son amitié avec Hemming, et de ses sources de renseignements à Freetown, il est certain qu'il en connaissait l'existence.

(193) Les instructions de Williams lui enjoignant de « gagner la capitale de l'Almamy, d'étudier ses intentions quant au développement économique de son pays et d'obtenir au nom de Jones une concession ». Cette mission était pacifique. Le capitaine ne devait combattre que pour se défendre et il devait rentrer avant les pluies.

(194) To the great chief, Almamy Sarmadoo. Freetown, 17-12-1891 : « My good friend, I send this letter to ask after your health which I hope is well. Now, my friend I wish to send a white man to come and see you, but I send this letter by my man to ask whether you will receive the white man I am going to send. The white man comes from Big Master in England (= Jones) who has heard about you and send one of his chief man all way to come and see you. The Big Master thank you for all the good trade your do with me. So when I receive your answer I'll send the man to you but you must send somebody down to meet him, way them go together. I send you some present first, but the big present from the Big Master, the white man will bring himself ». — Burnett - Master - Old Company ».

(195) Le chiffre de 400 fusils ressort de la correspondance de Parkes. Il ne figure pas, pour des raisons compréhensibles, dans les documents communiqués par Jones à l'administration.

Ballay câblera à Paris dès le 23 février que « La Chambre de Commerce de Sierra Leone envoie un Anglais à Bissandougou avec des fusils en cadeau ».

La Guinée Française sera pourtant très mal renseignée sur les agissements de Williams. D'après ses archives, Arcin écrira quinze ans plus tard, que Nali-Famudu, attaqué dans le Saproko alors qu'il rejoignait Samori, ne continua sa route que grâce à l'escorte du capitaine. Or l'ambassadeur de Samori était parti deux mois plus tôt. Arcin aggrava son cas en affirmant que Williams ne réussissait pas à rencontrer Samori qui fuyait vers l'Est, poursuivi par Combes (ARCIN, 1911, p. 515).

(196) Williams avait quitté Liverpool le 28 novembre sur le paquebot « Niger » qui le débarqua à Freetown le 16 décembre. Il s'employa aussitôt à recruter une caravane qui devait être considérable, car il lui fallait transporter à la fois les fusils destinés à Samori, des cadeaux divers (tissus), et des provisions. Elle compta finalement 184 personnes, Williams étant le seul Blanc.

Son convoi l'attendait à Robomp (Rogbom) à l'embouchure de la Rivière de Port Loko. Il débarqua le 22 décembre dans la capitale des Témnè. Après avoir payé un péage à l'Alkarli, il se dirigea vers le Limba par l'itinéraire du Nord, à travers le Pays Loko (Ropolo = Pulun, Robaka, Romataloo = Romataata, traversée du Bélia, servant de frontière aux Loko, Magbalé = Mabulé, traversée de ce fleuve, où le chef Yani-Seyo entretenait 800 guerriers et dirigeait un commerce d'esclaves actifs, enfin Madina Loko. Suluku le reçut correctement à Bumbā mais signala que la guerre menaçait.

(197) C'est seulement le 12 février, en arrivant à Burshea (= Basia, dans le Kasonko : 11° 47' W — 9° 19' N) que Williams prit conscience de l'importance du conflit opposant Sayô aux sofas, et qu'il risquait de lui fermer la route. Peu après, à Konkobar (= Konkoba, premier village du Wara-Wara, 11° 41' W — 9° 32' N), il assista à un marché d'esclaves et quand il s'étonna que de telles activités osent s'exercer en terre britannique, on lui fit remarquer qu'il s'agissait de la zone d'influence de la Colonie, et non d'un protectorat. 30 esclaves avaient été emmenés l'année précédente à Freetown et exportés de là au Sénégal. Cette anecdote, diffusée par le capitaine à son retour, allait causer un petit scandale. Une enquête, que mènera Parkes à la demande de Fleming, conclura pourtant qu'il s'agissait d'un bruit sans fondement (A.D.N., 21-7-1891).

Le lendemain, à Kardanka (11° 42' W — 9° 38' N), Williams reçut un message de Manga-Dinka. Le chef de Falaba signalait que Bilali venait de battre Sayô à deux reprises et avait pris 300 captifs. En même temps arrivait une lettre du sergent Coker demandant au blanc d'intervenir d'urgence car il craignait que les sofas n'attaquent Falaba, malgré le poste britannique. Devant l'inquiétude de ses hommes Williams décide, bien qu'il n'ait eu aucune qualité, pour le faire, de s'en mêler.

(199) Williams trouva Falaba plein de réfugiés affolés qui n'avaient nulle confiance dans la protection des constables. Le bruit courait que, deux semaines plus tôt, Samori avait détruit une colonne de 80 tirailleurs et tué

un capitaine dont une main coupée avait été envoyée à Bilali. (Il s'agit certainement de Ménard). Le sergent Coker, accompagné de Manga Dinka, de Santigi Sandi et de Santigi Fumaa supplia Williams de faire relâcher les prisonniers de Bilali.

Le capitaine poursuivit alors sa route par Bareeah (= Gbèriya-Fotumba, où 200 hommes de Bilali l'attendaient pour l'escorter jusqu'à Héérémakono. Il eut droit aussitôt à l'inévitable parade de bienvenue (16 février).

Dès l'arrivée de Williams, Bilali relâcha 58 captifs, mais il en avait fait égorger 40 la veille. Le lendemain, une de ses colonnes amena 140 prisonniers, saisis vers la frontière française (Kokunya ou Ulada ?). A la demande du capitaine, ils ne furent pas exécutés mais seulement vendus.

Pendant le séjour assez long de Williams, son camp, établi aux portes de Héérémakono, fut attaqué de nuit par des loups (cynhyènes ?) et il observa un nuage de sauterelles dont le passage dura une demi-heure.

(199) Nous ne disposons que d'extraits du journal de Williams, communiqués par Jones au Colonial Office, et ils ne suffisent pas pour reconstituer son itinéraire exact au-delà de Héérémakono. Nous savons seulement qu'il traversa le Feliko à Mafindi-Kabaya (il suivait donc la nouvelle piste des caravanes, par Dalaforé) et le Niger à Tiro. Comme il fit ensuite étape à Ko-Nafadyi, sur les confins du Kuranko oriental, il est à peu près certain qu'il a traversé le Sankarā méridional par Dwako et Sokurala, en évitant la vieille piste de Sininkoro. De Ko-Nafadyi au camp de guerre de Samori, le seul itinéraire possible longe le pied de la falaise du Waremba, par Biséliya et Nōnkoro.

C'est à Nōnkoro que Samori s'était retiré le 1^{er} avril, au moment de l'attaque du lieutenant Blétrix, qui se termina en désastre pour les assaillants. Williams fit son entrée au camp de guerre de Kabadyāmbara (il écrit : Khabandoo = Madina) après la fuite des Français. Il prétend que tous les prisonniers avaient été tués et il peint le village « encombré de monceaux de cadavres. Au cours de son séjour de dix jours, jusqu'au 12 avril, il aurait assisté à trois combats, qui tournèrent tous à l'avantage des sofas. Mais les rapports de Kérwané ne signalent aucun autre engagement pour cette période et le capitaine est un témoin trop suspect pour qu'on le prenne au mot. Il donne d'ailleurs peu de détails. Un jour, 120 cavaliers auraient dispersé 250 tirailleurs, en tuant 50 et en prenant 22, que Samori aurait fait exécuter malgré le capitaine.

Dès le second jour, donc le 4 avril, l'armée victorieuse lui donna l'habituelle parade de bienvenue. Il évalua son effectif à 8.000 cavaliers et 12.000 fantassins, ce qui est manifestement exagéré. On doit cependant considérer que Samori avait alors rassemblé la plus grande armée qui ait jamais combattu les Français. Aucun autre visiteur de l'Almami ne peut donc avoir assisté à un tel spectacle et il est donc bien regrettable que sa description soit aussi médiocre.

Le jugement que porte le capitaine sur la situation militaire est très mal fondée : « Les Français tiennent Kankan, mais ils ne peuvent en sortir car les troupes de Samori assiègent la place et chaque sortie des Français se termine par un grand massacre de leurs troupes ».

Chaque fois qu'il n'était pas témoin oculaire, il paraît avoir accepté facilement toutes les allégations de Samori. *Wishful thinking*, évidemment. Tout le rapport de Williams est d'ailleurs bourré d'inexactitudes et respire un pittoresque de mauvais aloi qui inspire une extrême méfiance : « The Almamy has made a pilgrimage to Mecca and showed a wonderful knowledge of the history of Europe and indeed of what was taking place at the present day... ».

(200) Humbert, qui était encore à Bisāndugu, apprit le 8 avril l'arrivée de Williams (ci-dessous, note 200).

(201) Williams raconte de façon dramatique le massacre d'un officier Français qui aurait eu lieu le 7 ou 8 avril, après la signature de la concession : « Je venais de partir quand j'ai appris que Samory avait capturé un officier blanc et, quoique malade, je suis revenu en hâte, marchant 72 miles, pour essayer de le sauver et j'envoyai même un messager en avant pour supplier l'Almami de ne pas tuer le Blanc. Quand j'arrivai, il me dit que le Blanc était déjà mort. Je ne pouvais le croire et j'insistais pour qu'on me le remette afin de le ramener à Freetown. Alors que j'attendais, assis, une main blanche coupée fut jetée sur mes genoux à ma grande horreur. La tête me fut ensuite apportée pour établir ma certitude... ». En admettant que le capitaine ne se soit pas laissé aller à son imagination, il ne peut s'agir que des restes de Ménard dont la mort lui avait déjà été signalée à Héérémakono. Le corps d'aucun officier de la colonne Humbert n'est en effet tombé aux mains des ennemis.

(202) Selon Williams, Samori nia avoir donné son pays à la France, à qui l'aurait lié un simple traité de commerce. Au même moment, il faisait dire par Nalifa-Mudu qu'il répudiait le traité par suite des manquements

des Français. On peut admettre qu'il n'ait pas hésité à se contredire, sachant que le capitaine n'était pas un agent officiel. Il critiqua d'ailleurs devant lui les autorités britanniques « qui ne lui avaient pas donné dix dollars d'aide », alors que lui-même offrait son pays à la Reine.

(203) Samori, écrit Williams, est un homme sanguinaire mais il a un désir évident de développer les ressources de son pays et rien d'autre n'est susceptible, à mon avis, d'arrêter ses entreprises guerrières.

« C'est dans l'espoir d'améliorer son pays qu'il donne le pays de Hamana à mon « Big Master in England » (= Jones)... Il ne donne pas tout son pays mais seulement le Hamana et dès qu'il verra le bien que nous lui aurons fait il donnera tout le reste. »

En fait, Samori signa sans discuter le texte qu'on lui présentait, ce qui ne peut s'expliquer que par l'espoir d'engager la Grande-Bretagne à ses côtés par l'intermédiaire de Jones.

Williams affirme que le contenu de l'accord fut traduit par trois interprètes différents. Samori répondit qu'il savait fort bien ce qu'il signifiait et offrit de lui-même de prêter serment sur le Koran après avoir rappelé que les Anglais devaient laisser le peuple pratiquer l'Islam dans le domaine concédé. On trouvera le texte de cette convention à l'Appendice VIII-D.

(204) Je n'ai pas pu établir à quelle date exacte Williams rentra à Freetown. Ce fut sans doute dans les derniers jours d'avril, ou, au plus tard, au début de mai, car Quayles-Jones ne rencontra pas Williams sur la route de l'Hinterland. Il est possible qu'il l'ait croisé entre le 28 avril et le 8 mai, car il suivait alors l'itinéraire méridional, assez peu fréquenté, entre Port Loko et Bumbá.

Pour lever cette incertitude, il faudrait disposer du texte complet du journal de Williams. Celui-ci arriva en tout cas à Liverpool avant la fin de mai puisque Hemming le reçut au Colonial Office peu avant le 29 de ce mois (« The other day » - C.O. 267-399).

(205) C'est sur l'initiative de Jones que la Chambre de Commerce de Liverpool avait transmis le 5 mai un mémoire des musulmans de Freetown rédigé en février. Parmi ses signataires, nous trouvons des dyatigi très connus, comme Almamy Kabba Salioo, Baraka, Bahbah et Bahyonah Sayibi Kurumah.

« Au cours de nos voyages, nous affirmons n'avoir jamais appris que Samory a cédé son pays aux Français. Nous regrettons que cela empêche le gouvernement de Sa Majesté d'accepter la cession de son pays car ce commerce est important pour nous et les relations de Samori avec le Gouvernement ont été bonnes durant les années passées. » (C.O. 267-396).

(206) Les sentiments de Hemming apparaissent dans sa note du 22 novembre, rédigée pour transmettre au Foreign Office la lettre de Jones annonçant la visite de Nalifamudu (ci-dessus, note 214).

(207) La première nouvelle relative à Williams arriva à Bisândugu le 8 avril, juste une semaine après l'arrivée du capitaine : « Deux déserteurs venus de Léro et de Nonkoro ont rencontré un Anglais de race blanche avec des porteurs et 3 ballots d'armes rapides pour Samori qui est à Nougaya. » (A.O.M. - *Soudan*, 7-2).

Péroz apprit quelques jours plus tard qu'au plus fort des combats « un Blanc de la Côte se trouvait à ses côtés (Samori), escorté par des soldats noirs tous habillés de même et bien armés ». La dernière touche est fantaisiste, mais on a vu que des anciens militaires britanniques en uniforme servaient déjà d'encadrement à certaines unités de sofas. (PEROZ, 1895, p. 297).

Le même auteur se laisse aller un peu plus loin à reproduire des racontars invérifiables. « Un Anglais est en mission auprès de Samory. Celui-ci a remis toutes les femmes peules qu'il a pu se procurer et qui sont susceptibles d'être vendues contre des fusils et des munitions. Et, sans ouvrir une parenthèse, nous pouvons admirer ici le rôle des Anglais de Sierra Leone, marchands d'esclaves et pourvoyeurs de Samory en armes perfectionnées destinées à combattre une nation civilisée (op. cit., pp. 361-362).

(208) C'est le 14 juin que la maison *Elder Dempster and Co* informa le Colonial Office de la mission Williams et lui transmit le texte de la convention. Dans la lettre de transmission, l'agent de Jones jouait l'innocence : « We view this treaty as being of enormous value and shall be glad to know what support the Government can give us to retain the country and develop its resources. If your Lordship would like to have an interview with the chief of the expedition, we should be exceedingly pleased to send him to London... We consider captain Williams has accomplished one of the most important feats of modern explorers... We wish your Lordship to kindly note that our senior, Mr. Jones, in handing your Lordship the treaty, at the same time notified to H.M.G. that he lays claim to the country named therein. »

Dans la note qu'il joignit à cette correspondance après l'avoir étudiée avec Lord Knutsford, Hemming, désabusé, définissait déjà la seule attitude que la Grande-Bretagne pût alors adopter. « Jones sait bien que Samadoo a traité avec la France et que le Gouvernement de Sa Majesté ne peut pas, même s'il le voulait, s'engager avec lui. Que ce traité soit de « valeur énorme » ou non, cela dépend de sa reconnaissance par la France, si celle-ci vainc Samadoo et, dans le cas contraire, de son exécution par Samadoo, ce qui est problématique. »

Le 15 juin, *Elder Dempster and Cy* transmettait le résumé du rapport Williams avec le commentaire suivant : « We view the acquisition of Samodoo's country in a most important light as being of vital interest to the future of Sierra Leone. With the Hinterland of Samodoo's country under british influence, Sierra Leone, we feel certain, would be enormously benefitted, whereas if it fell into the hands of France it would, to our mind, practically cripple the colony of Sierra Leone itself ».

Après avoir relevé divers points de détails, comme la vente de 30 esclaves à Freetown et le soi-disant empoisonnement de Festing, Hemming notait avec sa rudesse coutumière : « It is foolish of Mrs. Elder Dempster and Co to talk of the acquisition of Samodoo's country, when they have been told over and over again that it has been placed under French protection by treaties which H.M.G. can not ignore. » (C.O. 267-399).

Le 24 juin, le secrétaire Bramston transmit le dossier au Foreign Office en indiquant que Lord Knutsford voulait répondre, si Salisbury était d'accord, que ce pays était placé hors de la sphère britannique par les conventions du 10-8-1889 et du 20-6-1891, si bien que le gouvernement n'était pas en état de reconnaître le traité Williams (C.O. 267-399).

Ce dossier fut adressé à Fleming le même jour, avec une lettre qui fermait la porte : « It is of course impossible for H.M.G. to recognise the concession as the country is beyond the british sphere of influence. »

Le 9 juillet, Salisbury envoya au Colonial Office une lettre définissant sa position juridique. La concession de droits réguliers sur une fraction du territoire samorien était incompatible avec le protectorat français que la Grande-Bretagne reconnaissait. Le monopole commercial de Jones s'opposait en outre à la liberté commerciale que le traité franco-britannique stipulait pour cette région.

Le 22 juillet, *Elder, Dempster and Co* prit acte du refus gouvernemental et réclama le texte de sa concession. « Nous regrettons que le gouvernement ne trouve aucun moyen de la reconnaître et de nous donner la possibilité d'opérer dans le pays ainsi ouvert. L'Almamy nie positivement le soi-disant traité avec la France et nous ne pouvons que le croire. D'après le caractère de ce grand chef... il n'y aucun doute qu'il ne permettra jamais aux Français d'occuper son pays et nous pensons que, dans ce cas, la France ne peut se réclamer d'une occupation effective. Nous gardons donc ce traité dans l'espoir que, lorsque la France abandonnera ce pays, comme nous en sommes sûrs, notre Gouvernement nous donnera la possibilité de l'ouvrir et de le développer... »

(209) Ce messager, nommé Doorah, quitta Freetown le 4 août 1892, peu après le retour de Williams. Il rejoignit Samori à Gbéléba, alors qu'il rentrait du Nafana (octobre). Il suivit alors l'Almami, assista au combat de Komodugu contre les colonnes de ravitaillement françaises, puis l'accompagna en décembre jusqu'à Ko-Nafadyi (Narfagu) où il avait donné rendez-vous à Bilali. C'est là que Doorah reprit la route de la côte où il rentra au début de 1893. (Lettre de Williams à Fleming, le 7 janvier 1893. C.O. 267-400).

Doorah décrivit une grande palabre tenue à Jamanee Kapooh, dans l'Est, où Samori avait juré sur le Coran d'exterminer les Français. Il indiqua à tort que l'Almami se trouvait « à Balato, entre Héérémakono et Nafadyi » pour empêcher les Français de couper la route, qu'il avait combattu ceux-ci et fait deux Blancs prisonniers ». Cette fausse nouvelle fera croire à Parkes que Samori allait descendre vers la Sierra Leone, et la colonie en ressentit une vive inquiétude.

Le lieu où Samori avait réuni ses hommes pourrait être Samanirabugu (9° 19' N — 8° 23' W), situé 40 km. au sud-ouest de Gbéléba.

(210) Jones terminait sa lettre du 22 juillet par ces mots : « We will keep forth with the Almamy and are sending a fresh mission to him of a friendly nature ». Le 11 août, en recevant cette lettre, Salisbury notait qu'il fallait en informer les Français en soulignant que le gouvernement britannique n'y était pour rien.

La nouvelle, transmise au ministre français des Affaires Étrangères, fut reçue le 27 août 1892 par le sous-secrétaire d'Etat aux Colonies, Emile Jamais. Il est difficile de comprendre pourquoi celui-ci réagit lentement. C'est en effet seulement le 6 octobre qu'il répondit à Ribot, mais du moins le fit-il avec netteté. « Je crois, Monsieur le Ministre, que nous ne saurions trop vivement protester contre l'envoi d'une mission qui, vraisemblablement, n'est faite que pour servir la cause de nos ennemis au Soudan. Après les relations suspectes que MM. Elder Dempster ont déjà eues avec Samory, nous avons quelque raison de nous défier des nouvelles négociations qu'ils projettent. Ce sont eux qui ont, il y a quelques mois, envoyé dans le Soudan et le Fouta Djallon (sic) le sieur Williams dont, par lettres des 2 et 8 juin dernier, j'ai eu l'occasion de vous signaler les intrigues... Ce voyage

avait en apparence un but exclusivement commercial. Mais vous n'ignorez pas qu'en réalité cette mission n'était destinée qu'à encourager et aider Samory... et lui fournir en particulier des armes... pour nous combattre... Nous sommes pleinement autorisés à déclarer au gouvernement anglais que nous ne saurions admettre plus longtemps l'ingérence des commerçants de Sierra Leone dans nos affaires avec Samory et qu'il encourrait à nos yeux une véritable responsabilité morale, s'il autorisait le départ d'une mission qui, sous couvert de visées commerciales, ne peut avoir d'autre but que de lui (Samory) fournir en armes, et peut-être en hommes, un appui matériel dans sa lutte contre nous.

« La situation de belligérant dans laquelle Samory se trouve vis-à-vis de nous impose au cabinet de Londres des devoirs qu'il ne saurait méconnaître. D'ailleurs... nous pouvons aujourd'hui hautement invoquer les prescriptions de la Conférence de Bruxelles relatives à l'introduction des armes. La mission projetée... ne pouvant avoir pour but que de lui apporter du matériel de guerre, nous avons le droit d'en conclure qu'il serait impossible à ces commerçants de l'organiser si l'administration... tenait strictement la main à l'exécution complète de l'acte général de Bruxelles .

« Nous avons, dès lors, le droit et le devoir... d'insister énergiquement auprès du Cabinet de Londres pour qu'il s'oppose au départ de la mission, il conviendrait de ne pas lui celer les dangers que pourraient courir les membres de la mission s'ils étaient rencontrés par nos troupes au cours des opérations militaires contre Samory... » (Dakar 4 F 4).

Le 9 novembre, Hanotaux expliqua à l'ambassadeur, Lord Dufferin, pourquoi la France s'opposait à une seconde mission Jones. Le 29, Lord Rosebery, ministre des Affaires Etrangères de Gladstone, présenta au Colonial Office un projet de réponse à Jones, et insista pour que le Gouverneur de Sierra Leone soit invité à s'opposer à l'expédition. « Il ne semble guère nécessaire de considérer jusqu'où les principes généraux du droit sont applicables au cas présent, dont l'objet est d'arrêter l'envoi d'armes à Samodoo. »

La lettre du Foreign Office à Jones est du 9 décembre : « Il ressort de votre lettre du 22 juillet que vous avez l'intention d'envoyer une nouvelle mission à Samodoo... Le ministre Français des Affaires Etrangères (Ribot) et l'ambassadeur à Londres ont énergiquement protesté contre l'envoi d'une mission chez un chef avec qui leur pays est en guerre, invoquant l'encouragement et l'aide matérielle qu'elle lui apporterait... et attirant mon attention sur le danger qu'elle courrait si elle rencontrait les troupes françaises en opération. Lord Rosebery me charge de vous avertir que le Gouvernement de Sa Majesté ne peut laisser compromettre les relations franco-britanniques par des actes individuels. Le gouverneur de Sierra Leone a reçu l'ordre de ne pas encourager cette expédition. Vous devez comprendre que la récente législation prohibant la vente des armes et munitions sera strictement appliquée si vous envoyez une expédition armée sans l'accord des autorités. Lord Rosebery serait heureux de recevoir l'assurance que votre projet est abandonné. » (C.O. 267-367). Une copie en fut transmise le 10 décembre au Colonial Office.

Nous ignorons qui devait diriger la seconde mission Jones. Il n'est pas sûr que ce soit Williams, retenu à Freetown par sa nouvelle charge d'agent général. Jones écrira le 30 janvier 1893 au Colonial Office, pour s'opposer à la diffusion du rapport du capitaine, de peur de nuire à celui-ci. « Samori se plaint surtout de la rupture des promesses de Garrett. »

(211) Note de Meade le 16 novembre : « Lord Ripon juge que, Samori résidant en dehors du territoire britannique, c'est au Foreign Office et non au Colonial Office d'avertir Mrs. Elder Dempster and Co de ne pas y aller. Etant donné la mise en vigueur de l'Ordonnance sur les Armes, il est très improbable qu'ils puissent armer Samori ». Hemming : « Il faudrait écrire à Elder Dempster and Co, mais cela est de la compétence du Foreign Office car ils résident en métropole et non aux colonies. »

(212) Dès le 14 juillet, le Foreign Office avait répondu qu'une médiation serait inopportune bien que les conversations frontalières qui continuaient avec Hanotaux auraient permis de la tenter.

En recevant le rapport de Quayle-Jones, le 4 octobre, Lord Rosebery admit qu'il fallait répondre à Samori, puisque Renner l'avait promis. On se bornerait cependant à une déclaration générale de bonne volonté. C'est ce que fit le Colonial Office le 24 octobre. Le marquis de Ripon chargea Fleming d'informer Samori que la Reine demeurait son amie, appréciait sa confiance, et espérait qu'il ferait la paix avec les Français, qui étaient aussi ses amis.

La corvée retomba sur Parkee, qui en fut mécontent. Le 17 novembre, il écrivit au gouverneur que la démarche était inutile car Samori voulait simplement savoir si la Reine interviendrait auprès de la France pour lui procurer une paix acceptable. Si elle l'abandonnait, il était décidé à se retirer au loin car il ne pouvait plus résister.

(213) Le rapport que fit sans aucun doute le clerk Renner aurait présenté un très grand intérêt mais je n'ai pu en trouver aucune trace. Il avait rejoint Samori, en juillet à Géléba, sur la frontière du Kabasarana, au moment où le conquérant s'apprêtait à écraser le Nafana, première étape sur la route de son exode vers l'Est. Le 1^{er} août, le cercle de Kankan eut vent de sa mission : « Une colonne de Samory a été battue au Nafana... Trente Anglais sont chez Samory à qui ils proposent de faire la paix avec les Noirs ». Le Nafana tomba effectivement fin août.

Renner rentra à Freetown en septembre en compagnie d'un dyula de Samori, Yehfendeh. Celui-ci repartit le 27 avec une courte lettre de Parkes pour son maître : « Le gouverneur désire conserver votre amitié, mais il lui est impossible en ce moment d'envoyer l'officier que vous demandez (pour la médiation). Le Gouvernement sera toujours prêt à vous donner des conseils. » (A.L.B. 1891-1893).

(214) Nalifa-Mudu arriva le 21 octobre (A.L.B. conf. 22-10-1892). Il semble bien que Samori l'ait mis en route au moment de partir pour le Nafana. Ainsi, tout en préparant l'exode vers l'Est, il lançait un ultime appel à la Grande-Bretagne, qui pouvait peut-être l'aider encore à se maintenir sur son terroir d'origine.

Nalifa-Mudu, très malade, s'arrêta plusieurs semaines à Héérémakono en septembre (Parkes, 6-2-1893, C.O. 267-400). Le consul de France, André Mondehara, parla de lui le 29 octobre : « Il annonce que son maître, battu, réclame la protection des troupes anglaises et qu'il veut aller en Grande-Bretagne voir la Reine. Après deux jours d'hésitation le gouverneur a répondu qu'il ne peut intervenir, mais la maison fournissant Samori a offert de l'embarquer pour voir son directeur, Jones, qui est important, à Liverpool. » (Dakar 4 F 4).

Nalifa-Mudu, qui disposait de 100 livres pour les frais de son long voyage, qui était accompagné d'un griot et de deux femmes. Il voulait demander à Jones « de le présenter à la Reine et d'intercéder en faveur de Samadoo ». Les archives britanniques n'ont pas conservé trace des lettres de créance dont il était porteur.

Fleming refusa de le recevoir, pour ne pas influencer Londres, mais il chargea Parkes d'interroger son hôte. Celui-ci annonça que Samori offrait de nouveau à la Reine tout son territoire et demandait si la médiation britannique était acceptée. Dans ce cas, il désirait qu'un officier assistât à ses pourparlers avec les Français. Il abandonnerait à ceux-ci les pays qu'ils occupaient, ne gardant pour lui que la rive droite du Niger, qu'il destinait à la Grande-Bretagne. S'il n'y avait pas de médiation, il fuirait la France vers l'Est, loin dans l'arrière-pays.

Fleming transmit ces renseignements à Londres le 25 novembre.

(215) « My agent in Sierra Leone writes me as follows ». Nalhamordoo has arrived from the Almamy with instructions to proceed to England as your stranger. This means that the Almamy is sending him to you as his greatest English friend. I would not let him, Nalhamordoo, go forward until I heard from you, so that, upon receipt of this, if you will kindly cable either the single word yes or no, I will act upon it. If yes, I shall send him by the « Niger »... our own interpreter Yallah Jenneh will accompany him to England... No doubt the French will be ready to advance against Samadoo within two months. »

(216) Hemming annota cette lettre avec une certaine nostalgie. « It is a most unfortunate thing that we cannot help Samadu in any way. He has always been very loyal in keeping his promises to us. The French have cheated him and deceived us and are going now to wipe him out. M. Jones is, I fear, quite right in his estimate of the grave result to Sierra Leone trade which will follow the conquest of Samadu's Country by the French. » (C.O., 267-1399).

(217) Parkes à Samadoo, 28-1-1883 : « Votre lettre a été soumise au Gouverneur qui désire maintenir sa vieille amitié avec vous mais ne peut accepter votre territoire qui se trouve en dehors de la sphère britannique... ». Il le remerciait ensuite pour les cinq anneaux d'or remis par Nalifa-Mudu et lui adressait des cadeaux en retour.

(218) Le 11 janvier, le Foreign Office avait écrit à Jones pour le féliciter d'avoir renoncé à sa seconde mission et lui annoncer que la France repoussait toute médiation.

Le Gallois ne s'avouait pas encore vaincu. Devant la colère que soulevait l'entrée des Français à Héérémakono, il pensa au début de 1893, que l'intransigeance du ministre fléchirait. Le 16 mars il proposa encore d'envoyer une mission à Samori. Bien entendu, l'affaire n'eut pas de suite, et elle ne pouvait en avoir car l'Almami n'était plus à portée de la Sierra Leone. Jones n'est peut-être pas étranger aux projets du colonel Willoughby, ancien conseiller de l'armée malgache, qui inquiètera la France en juillet 1893 en annonçant qu'il allait rejoindre les armées de Samori avec une troupe d'aventuriers. (Sur la carrière antérieure de ce personnage, DESCHAMPS, *Histoire de Madagascar*, Paris, 1960, p. 180).

(219) Parkes signale l'importance des achats d'armes en août. C'est sans doute ce qui inquiéta Suluku et le décida à sévir.

La situation n'était pas claire car, le 24 août, Parkes écrivit à Crooks pour lui demander si les marchands étaient encore autorisés à vendre des armes perfectionnées. Si la permission d'épuiser leurs stocks était officielle, il convenait d'en aviser Suluku. Peu après, Parkes arbitra un différent opposant le chef de caravane Lamina à la *Sierra Leone Coaling Cy* (ci-dessus note 93).

Fleming exposa clairement sa position le 30 août. On ne pouvait plus importer que des fusils à pierre (*flint lock guns*), mais les armes perfectionnées en stock pouvaient être écoulées si leurs propriétaires les faisaient marquer par l'administration avant le 5 septembre.

Le 15 septembre, Parkes se décida enfin à écrire à Bilali pour l'informer que la proclamation de l'ordonnance, à Bumbā le 15 avril, couvrait la responsabilité du chef du Biriwa. « Il est faux que Suluku ait coupé la route. Il a seulement arrêté les Chassepots et les cartouches, comme il avait annoncé qu'il le ferait à Sir Williams Quayle-Jones ».

Craignant un mouvement d'humeur du kéléltigi, Parkes lui envoya le 20 une copie de la promesse de paix qu'il lui avait fait signer le 16 juin.

Finalement, le 4 octobre, il écrivit à la fois à Bilali, à Suluku et à Manga Dinka pour confirmer que le chef du Biriwa n'avait fait qu'obéir au gouverneur et qu'aucune représaille des sofas ne serait tolérée. En revanche, il conseillait aux deux parties de négocier pour permettre le passage, à l'amiable, des derniers chargements. En cas de refus du chef des Limba, Bilali devrait se contenter d'avertir le gouverneur. L'affaire était toujours pendante à la mi-octobre puisque, le 14, Parkea menaça Bilali de retenir les fusils à Karéma s'il ne rappelait pas du Kurânko le colonne de Yomani.

Le 20, Parkes écrivit pourtant à Suluku pour le féliciter d'avoir retenu les fusils, mais en insistant pour qu'il laissât passer ceux que l'administration avait marqués. L'affaire paraissait réglée le 8 novembre, quand Parkes félicita Bilali d'avoir rappelé ses gens du Kurânko (*A.L.B. 1891-1893*) (ci-dessus, note 183).

(220) Au cas où Samori serait éliminé par la France, les Britanniques cherchaient une alternative pour le commerce sierra-leonais et ils pensèrent un instant la trouver au Futa-Dyalô. Parkes s'efforça donc de rouvrir la route du Nord à travers le Tambakha et le Tamiso, que les Muritay fermaient jusque-là. Le 4 août Parkes avait demandé à Manga Dinka d'avertir le chef de Kundita (Kokunya) qu'il ignorait encore s'il se trouvait en territoire français ou britannique, mais qu'il l'en avvertirait dès que possible.

La mort de Karimu, qu'il apprit le 7 octobre, facilita les choses mais le Futa était définitivement perdu et il fallut, le mort dans l'âme, annoncer à l'Almami de Timbo que la subvention britannique ne lui serait plus payée. Mamadu Wakka le visita dans ce but en novembre. Le 11, Parkes apprit que des agents français avaient arrêté une caravane à Tanimé dans le Haut Bénna, et l'avaient détournée sur Benty. Il obtint pourtant certains succès. Le 8 décembre, à son initiative, une grande palabre se tint à Laya, sur la frontière franco-britannique. L'Almami du Kokunya y fit décider l'ouverture de la route et, le 11 janvier, une forte caravane d'or et d'ivoire arriva à Freetown par la route du Futa.

Ce succès était éphémère. Dès le mois d'avril 1893, quand les Français des Rivières feront leur jonction avec ceux du Soudan, la frontière du Futa se trouvera pratiquement fermée aux Britanniques.

(221) La note de Waddington est du 24 décembre. Elle se fondait sur des renseignements recueillis à Kankan au sujet du trafic entre Ko-Nafadyi et Falaba. Il s'agissait de bruits colportés par les dyula et qui étaient, bien entendu, bourrés d'erreurs (par exemple le passage de Nalifa-Mudu avec une caravane d'armes en septembre, à Ko-Nafadyi alors que la maladie le bloquait à Héèrèmekono). Le 16 novembre, le consul Mondehare avait confirmé que les Samoriens achetaient des Chassepots, mais c'était à Benty, en territoire français. Le 6 février 1894, Parkes fournira des éléments de réponse à Fleming : « We have no control on the sale and barter... Smuggling is almost unsuperable ». Il supposait, avec raison que les protestations françaises visaient l'écoulement des stocks, qui avait été décidé à la demande des maisons de la place, y compris la C.F.A.O.

(222) Parkes était fort bien renseigné, mais avec beaucoup de retard. C'est ainsi que, le 26 décembre 1892, il annonça que les Français occupaient Sēsāmbaya. A vrai dire ils ne l'occupaient pas mais ils avaient lancé un raid contre ce village en août.

Parkes apprit en revanche très vite que Biléli avait quitté Héérémakono pour rejoindre Samori dans l'Est. Le 7 janvier, il interrogea avidement Doorah, l'envoyé de Williams. Dès qu'il apprit l'arrivée des Français à Nafadyi, il prédit que la route du Soudan allait être coupée et qu'il fallait aider le Tamiso à se reconstruire pour que les caravanes puissent passer par la piste du Futa.

(223) « This is to inform you that I am still on the old promises or bargain and I stick to it the governor and M. Parkes. I will not turn nor change. Know also that I left the French and cut away from them and I am with you. I beg you not to listen the word of those treacherous and backbiting peoples, nor my enemies' words, nor to listen the words of some of our black people that are amongst us, nor the French's peoples words. I beg you not to stop the friendship between us and the road between us. Know this also that all what is in our country is yours. This present is for the Governor : 5 gold rings to be delivered to him with my respects. »

(224) « This is to inform you that your letter was well received and forwarded to the Governor. The Governor wants to keep the old friendship with you but he cannot take control of your territory, that is out of the sphere of British influence... Thank you for the gold rings but you must understand that this in no way affects his decision with reference to your offer.

(225) Quand Fleming rentra, le 1^{er} février, d'une tournée dans l'Impéri, Parkes lui signale la présence de Nalifa-Mudu et demanda s'il fallait l'empêcher de repartir. Le gouverneur répondit qu'il était libre d'aller où il voudrait, sauf en Grande-Bretagne.

(226) Commentaire de Hemming : « L'hésitation de Fleming n'est pas justifiée. Qu'il donne des instructions strictes pour éviter tout heurt avec les Français ».

(227) Le 2 février, Parkes apprit l'entrée des Français à Dwako. La lettre de Sawyerr, écrite à Falaba le 9, arriva le 20. Il annonçait la chute de Cabbiah (Mafindi-Kabaya) et le pillage de la région par les sofas en fuite. Le 23, Parkes écrivit encore une lettre de félicitation aux gens de Kalyèri pour avoir nettoyé la route de Falaba.

Dans son second rapport, celui du 24, Sawyerr, inquiet par l'attitude brutale du lieutenant Delaforge, qui venait de s'installer à Héérémakono, réclamait des renforts d'urgence. La panique régnait alors à Falaba. « The natives are no more confident in the British ».

(228) Le district commissioner Alldridge l'attendait à Bāndasuma où il avait rassemblé les principaux chefs du Sud.

(229) La protestation britannique eu sujet de l'occupation de Héérémakono fut remise le 2 mars par Phipps à Hanotaux.

TABLE DES MATIÈRES

DU TOME II

DEUXIÈME PARTIE

CONSTRUCTION D'UN EMPIRE

(suite)

	<i>Pages</i>
CHAPITRE VIII. — L'OMBRE DE L'EUROPE (1884-1888)	607
<i>A. Les commerçants des Rivières</i>	607
1°) Le partenaire britannique	607
a) Contradictions Sierra-Leonaises	607
b) Premiers contacts	612
2°) Les espoirs soudanais de la Sierra-Leone	615
a) Définition d'une politique	615
b) Un statu-quo incertain	620
c) Festing à Sikasso	623
3°) Mutation de la Sierra Leone	629
a) L'anarchie dans l'Hinterland	629
b) Une nouvelle Colonie	632
4°) Les Rivières Françaises	634
NOTES	636
<i>B. Guerre et paix avec la France</i>	663
1°) L'interlude de Boilève	663
2°) L'agressiou de Combes	667
3°) L'hivernage tragique (1885)	674
a) La marche vers le Sénégal	674
b) Le siège de Nyagasola	679
4°) Frey et le redressement français	681
5°) Le traité de Kényéha-Kura	687

	<i>Pages</i>
6°) Un hivernage paisible	692
a) Le calme sur la frontière	692
b) Dyaulé-Karamogho en France	695
7°) Gallieni et Samori	695
a) L'année de la mission Péroz	695
b) Gallieni à Siguiri	703
NOTES	712
CHAPITRE IX. — SIKASO-KÈLÈ (1887-1888)	747
<i>A. La grande guerre</i>	747
1°) L'adversaire	749
2°) La préparation	755
3°) Le siège	758
a) La marche sur Sikasso	758
b) La première crise	759
c) Dispositif des assiégeants	761
d) Samori dans l'impasse	764
e) Nouveaux efforts	767
f) L'ultime assaut	768
g) Une vaine obstination	770
4°) Bilan	772
<i>B. Mangbè-Amadu sur le Haut Bandama</i>	773
1°) Novation d'un impérialisme	773
2°) La campagne de 1886-1887	776
3°) La campagne de 1887-1888	778
4°) Bilan	782
NOTES	783

TROISIÈME PARTIE

LES INSTITUTIONS DE L'EMPIRE

CHAPITRE I. — DU MURUTIGI A L'ALMAMI : UN POUVOIR EN QUÊTE D'UN PRINCIPE	805
NOTES	819
CHAPITRE II. — LE SOUVERAIN	821
A. <i>La vie privée</i>	822
1°) L'homme	823
2°) La famille	828
3°) La fortune privée	836
B. <i>La vie publique</i>	840
1°) Les régalia	840
2°) Habitudes et protocole	842
a) Vie quotidienne	842
b) Les fêtes périodiques	844
c) Les cérémonies occasionnelles	845
3°) Le personnel de la Cour	847
a) Les gardes	847
b) Les bilakoro	848
c) Les familiers	849
d) Les satellites	850
NOTES	852
CHAPITRE III. — LE GOUVERNEMENT CENTRAL	867
A. <i>L'évolution du Conseil</i>	867
B. <i>Le secrétariat</i>	873
C. <i>Les finances de l'Empire</i>	874
1°) Les ressources	874

	<i>Pages</i>
2°) Le trésor et les magasins	879
<i>D. L'Islam et l'enseignement</i>	881
<i>E. Justice et Police</i>	883
NOTES	888
CHAPITRE IV. -- L'ARMÉE	891
<i>A. Recrutement et composition</i>	891
1°) Les sources de l'armée	891
2°) Effectifs	896
<i>B. Equipement et armement</i>	902
1°) Vêtements et armes personnelles	902
2°) Armes à feu	905
3°) Chevaux	912
<i>C. L'artisanat pour l'armée</i>	919
<i>D. Le commerce pour l'armée</i>	924
1°) Les moyens de paiement	924
a) Les esclaves	925
b) Commerces divers	929
2°) Le commerce officiel et les importations d'armes	933
3°) Les importations de chevaux	938
4°) Le coût d'une armée	940
<i>E. L'art de la guerre</i>	943
1°) Fortifications	944
a) Types	944
b) L'œuvre de Samori	948
2°) Structure et hiérarchie	951

Pages

3°) La tactique ancienne	957
a) Le poids de la tradition	957
b) Le déroulement d'une guerre	960
c) Le ravitaillement et le portage	969
4°) Vers une armée moderne	973
a) Une révolution tactique	973
b) Formation d'unités de type européen	978
F. <i>Un maître de la guerre</i>	982
NOTES	986
CHAPITRE V. — L'ORGANISATION TERRITORIALE	1.015
A. <i>Structuration de l'espace</i>	1.015
1°) L'échelon local	1.015
2°) Les gouvernements militaires	1.020
B. <i>Les gouvernements de l'ancien Empire</i>	1.027
1°) Le Foroba	1.027
2°) Les armées territoriales	1.033
a) Armée de l'Ouest	1.033
b) Armée du Nord	1.037
c) Armée du Nord-Est	1.039
d) Armée de l'Est ou de Bafagha	1.040
NOTES	1.044

QUATRIÈME PARTIE

CHUTE DE L'ANCIEN EMPIRE

CHAPITRE I. — BAN-KÈLÈ (1888-1890) La grande révolte et sa répression	1.047
A. <i>Montée de la révolte</i>	1.050
1°) Les premiers craquements	1.051

	<i>Pages</i>
2°) La mutinerie bambara et l'effondrement de l'Ouest	1.054
3°) Révolte du Wasulu	1.057
4°) Révolte du Konyā et des vassaux d'Odienné	1.059
<i>B. Débuts de la répression</i>	1.060
1°) Premières réactions	1.061
2°) Le retour de Samori et la chute du Wasulu	1.062
3°) Dyaulé-Karamogho dans l'Ouest	1.064
<i>C. L'intervention française</i>	1.067
1°) L'avènement d'Archinard	1.067
2°) Premiers contacts	1.070
3°) Le traité de Nyako	1.074
4°) Archinard sur le Haut Niger	1.076
5°) L'échec d'Archinard	1.080
6°) Etablissement d'un modus vivendi	1.082
<i>D. Fin de la guerre contre Tyéba</i>	1.084
<i>E. Fin de la révolte</i>	1.089
1°) Au Konyā	1.089
2°) Sur le Haut Sassandra	1.093
3°) Chez les Kurānko	1.095
4°) La seconde guerre Toucouleure	1.098
5°) Reconquête de l'Ouest	1.100
<i>F. Une nouvelle légitimité</i>	1.103
1°) Un coup d'Etat futile	1.103
2°) Les grands jours de Sanānkoro	1.107
NOTES	1.109

CHAPITRE II. — LA FRONTIÈRE DE LA FORÊT APRÈS LA GRANDE RÉVOLTE (1888-1894)	1.143
<i>A. Le Sèradu et le Lélé</i>	1.143
<i>B. Le secteur Kisi après la révolte</i>	1.145
<i>C. Le secteur Toma</i>	1.149
<i>D. Le secteur Guerzé</i>	1.150
<i>E. Le Mau et le secteur Dā après la révolte</i>	1.151
NOTES	1.157
CHAPITRE III. — LE COMMERCE DES RIVIÈRES APRÈS LA GRANDE RÉVOLTE (1890-1893)	1.173
<i>A. Un protectorat avorté</i>	1.174
1°) La mission Garrett	1.174
2°) Une longue hésitation	1.178
3°) Limites d'un échec	1.181
<i>B. L'œuvre de Bilali</i>	1.184
1°) Stabilisation de la Reconquête	1.184
2°) Les ambitions de la Guinée	1.187
3°) Le commerce avec Freetown	1.191
<i>C. La crise de 1892</i>	1.199
1°) Bilali en difficulté	1.199
2°) La commission de délimitation	1.201
3°) Quayle-Jones et Bilali	1.206
<i>D. Les derniers mois</i>	1.210
1°) Un gouverneur exceptionnel	1.210
2°) La nouvelle route de Freetown et la guerre de Vonjo	1.212
3°) La tentative de Jones	1.215
4°) La fin du commerce des armes	1.220
NOTES	1.222

ACHEVÉ D'IMPRIMER
LE 12 FÉVRIER 1970
SUR LES PRESSES
DE L'IMPRIMERIE
BARNIER, 4, RUE
DES LOMBARDS,
30 NIMES

DÉPOT LÉGAL 1970 :
PREMIER TRIMESTRE